

# HISTOIRE GÉNÉRALE DES PEUPLES

LAROUSSE

PARIS





REFERENCE DEPARTMENT



BOOK NO.

ACCESSION

\*f909 P44 5h <sup>3</sup>

255463

NOT TO BE TAKEN FROM THE LIBRARY

Form No. 37-5M



















**HISTOIRE**  
**GÉNÉRALE DES PEUPLES**  
**DE L'ANTIQUITÉ A NOS JOURS**



*DANS LA MÊME COLLECTION*

Ouvrages de M. MAXIME PETIT

**Histoire de France illustrée** (*des origines à la fin de la guerre de 1870-1871*), en deux volumes. 2028 gravures photographiques, 43 planches en couleurs, 9 cartes en couleurs, 96 cartes en noir.

**Histoire de France contemporaine** (*de 1871 à 1914*). 1164 gravures photographiques, 11 planches en couleurs, 40 planches en noir, 2 cartes en couleurs, 20 cartes en noir.

*LIBRAIRIE LAROUSSE, 13-17, rue Montparnasse, PARIS (6°)*



# HISTOIRE GÉNÉRALE DES PEUPLES

DE L'ANTIQUITÉ A NOS JOURS

Publiée sous la direction de  
MAXIME PETIT

*AVEC LE CONCOURS DE MM.*

FERNAND BALDENSBERGER; — LOUIS BATIFFOL; — ANDRÉ BAUDRILLART; — LOUIS BOUGIER; — ARTHUR CALMETTE; — JOSEPH CALMETTE; — JOSEPH CASTAGNÉ; — VICTOR CHAPOT; — HENRI CORDIER; — LOUIS DELAPORTE; — LOUIS DELAVAUD; — EUGÈNE DÉPREZ; — Commandant DESMAZES; — CHARLES DIEHL; — ÉTIENNE DRIOTON; — Capitaine G. DUCROCQ; — Colonel DUFFOUR; — AUGUSTE DUPOUY; — PAUL FARAND; — LOUIS FARGES; — CHARLES FLORISOONE; — HENRI FROIDEVAUX; — HENRI GAILLARD; — MARCEL GRANET; — HENRI GRAPPIN; — CLÉMENT HUART; — Général IBOS; — GABRIEL LEDOS; — LOUIS LEGER; — CHARLES LE GOFFIC; — THÉODORIC LEGRAND; — SYLVAIN LÉVI; — ROGER LÉVY; — CLAUDE MAITRE; — FRANCISQUE MAROTTE; — OLIVIER MARTIN; — PAUL MASSON-OURSEL; — PAUL MONCEAUX; — C.-G. PICAVET; — ALBERT PINGAUD; — HENRI PIRENNE; — PIERRE RAIN; — CAMILLE RICHARD; — GABRIEL ROUCHÈS; — ÉMILE SALONE; — CHARLES SAUNIER; — ADOLPHE SCHUCK; — CAMILLE VERGNIOL; — D<sup>r</sup> R. VERNEAU.

TOME TROISIÈME



SAN FRANCISCO  
PUBLIC LIBRARY

LIBRAIRIE LAROUSSE  

---

PARIS



---

TOUS DROITS DE REPRODUCTION,  
DE TRADUCTION, D'ADAPTATION ET D'EXÉCUTION RÉSERVÉS  
POUR TOUS PAYS.

---

COPYRIGHT 1926, BY THE LIBRAIRIE LAROUSSE, PARIS.

---

+ 6909  
p445 h<sup>3</sup>  
255463





OUVERTURE DES ÉTATS GÉNÉRAUX, le 5 mai 1789, à Versailles, salle de l'Hôtel des Menus-Plaisirs, avenue de Paris. — Dessin d'après nature de J.-M. Moreau le Jeune. — Bibl. Nat.

## LIVRE XI

# LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET LE PREMIER EMPIRE

## CHAPITRE PREMIER

## HISTOIRE POLITIQUE

### I. LA PÉRIODE MONARCHIQUE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

**L'**OUVERTURE DES ÉTATS GÉNÉRAUX. — LES HÉSITATIONS DU ROI. — RÉFORMES OU RÉVOLUTION ? — Le 5 mai 1789, à Versailles, dans la salle des Menus-Plaisirs, hors du palais, douze cents députés attendent la volonté du roi, sa venue, son discours, ses intentions. Quelque grande que soit l'agitation qui se manifeste depuis six mois dans le royaume, depuis six jours dans la ville royale, qui n'a jamais eu tant d'hôtes à loger, le roi détient le pouvoir ; ces députés sont ses sujets ; ils ont des doléances importantes à présenter ; l'avenir va dépendre de l'accueil qu'elles recevront.

Avant même la réunion des États, le roi marque nettement la différence qu'il fait entre les trois ordres. Aux habits chamarrés des privilégiés, il oppose l'habit à collet noir des représentants du Tiers. A la

réception du 2 mai, ceux-ci ne sont admis que dans la chambre de Louis XVI, non dans son cabinet, et avec un cérémonial moins solennel ; le surlendemain, il dit au clergé, à la noblesse de se couvrir en sa présence : le tiers état en fait autant. Louis XVI, dans une situation toute nouvelle, pleine de promesses ou de dangers, en tout cas d'inconnu, se trouble dès le premier jour ; sous l'influence de la reine et d'une partie de son entourage, il donne l'impression de se mettre sur la défensive.

Pourtant, dans tout le pays, personne ne lui est hostile, et le seul fait d'avoir convoqué les États l'a rendu populaire. Les applaudissements éclatent au passage de la procession qui, le 4 mai, se déroule de Notre-Dame à Saint-Louis, et le lendemain, quand le souverain fait son entrée dans la salle des États. Le moment est solennel : Louis XVI va-t-il diriger le mouvement ou s'opposer aux réformes ? Entre les deux partis, il n'y a pas de moyen terme. Or, le roi tente de rester neutre. Dans son discours, qui est sans doute l'œuvre du garde des sceaux Barentin, il avoue et proclame que la dette publique s'est accrue sous son règne ; qu'une guerre dispendieuse, mais hono-



nable en a été la cause ; que la répartition des impôts est devenue de plus en plus inégale ; que chacun est dans l'inquiétude du lendemain. « Une inquiétude générale, dit-il, un désir exagéré d'innovations, se sont emparés des esprits et finiraient par égarer totalement les opinions si on ne se hâtait de les fixer par une réunion d'avis sages et modérés... Les esprits sont dans l'agitation ; mais une assemblée des représentants de la nation n'écouterait sans doute que les conseils de la sagesse et de la prudence. » Barentin n'est ni plus précis ni plus habile ; il indique les réformes à accomplir, mais sans exposer un plan du gouvernement. Jamais assemblée aussi inexpérimentée ne va se trouver aussi démunie de ses guides naturels. Necker lui-même ne propose aucune solution ferme. De cette première rencontre, les députés sortent déçus et inquiets.

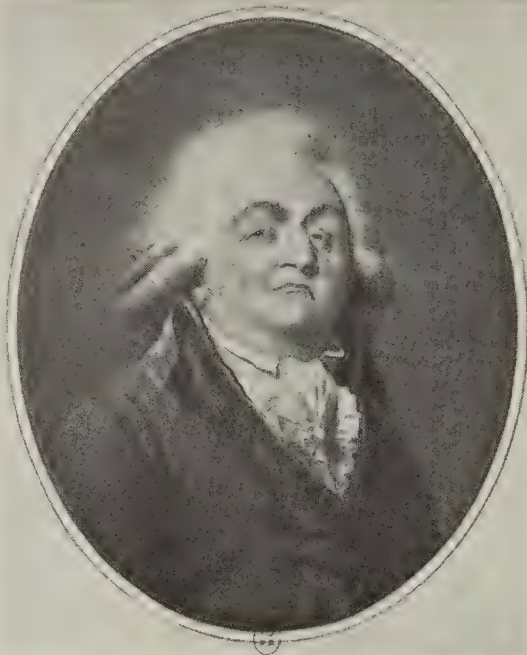
**LA VICTOIRE DU TIERS. L'ASSEMBLÉE NATIONALE.** — Les États généraux se composent pour moitié de députés du clergé et de la noblesse, pour moitié de députés du tiers état. Une question de forme essentielle et préjudicielle se pose tout aussitôt :

les ordres siégeront-ils en commun ou séparément ? Voteront-ils par corps ou par tête ? Les six premières semaines s'écoulent en discussions oiseuses et le gouvernement continue de faire défaut. Les membres du Tiers, qui ont pris le titre de « députés des communes », convient les deux autres ordres à se joindre à eux pour former une assemblée unique : l'invitation n'est entendue que de quelques membres de la noblesse. La majorité du bas clergé, le plus grand nombre des deux cent huit curés qui donnent au premier ordre une allure et des tendances démocratiques en dépit de ses chefs, y répondraient dès le 28 mai, si le gouvernement n'intervenait enfin pour provoquer des conférences entre les commissaires des trois ordres. Comme elles n'aboutissent pas, le Tiers somme, le 11 juin, les deux autres ordres d'avoir à répondre le lendemain à l'appel de bailliages : « Il sera procédé à la vérification, tant en l'absence qu'en présence des députés des classes privilégiées. » Ainsi Sieyès et Mirabeau, par cette proposition, se mettent hardiment à la tête de la résistance, et la direction du mouvement échappe au gouvernement qui, depuis plus de six semaines, n'a pas su la prendre.

Six jours plus tard, le 17 juin, le Tiers, renforcé de dix-huit ecclésiastiques, se proclame « Assemblée nationale ». Quatre cent quatre-vingt-onze voix, approuvent la motion de Sieyès et « jurent de remplir avec fidélité les fonctions dont ils sont chargés ». En même temps, ils proclament la souveraineté de l'Assemblée en matière d'impôts et contributions de toute nature, dont la levée cessera entièrement dans toutes les provinces du royaume si elle ne les a pas librement accordés.

À la cour, désemparée par la mort soudaine du dauphin, survenue le 14 à Meudon, souffle le vent de la résistance, mais trop tard ; on décide d'ajourner la fusion, de fermer la salle des Menus-Plaisirs, sous le prétexte de préparer une nouvelle séance royale. On croit ainsi jeter les députés à la rue, mais cette dangereuse manœuvre ne fait que les irriter et, au Jeu de Paume, ils prêtent un nouveau serment, celui de « ne pas se séparer jusqu'à ce que la Constitution du royaume soit établie et affermie sur des fondements solides » (20 juin). En trois jours, les résolutions du Tiers se sont singulièrement affermies et ses prétentions étendues. Peu s'en faut que l'Assemblée ne quitte déjà Versailles pour s'installer à Paris : le désarroi de la cour croît dans la proportion de l'enthousiasme populaire.

À ce moment, la reine, que la perte de son fils vient d'émouvoir au plus profond de son être, se met à la tête du parti de l'opposition. Son jeune beau-frère, le comte d'Artois, ses amis les Polignac, tout son entourage la décident à user de son influence



MIRABEAU (1749-1791). — Gravure de Fiesinger. — Bibl. Nat.

sur le faible Louis XVI ; Necker est mis en minorité au conseil du 21, auquel assistent exceptionnellement les frères du roi, et il est entendu que celui-ci tiendra un langage énergique. Pourtant on apprend dans la soirée que, le même jour, le Tiers a tenu séance dans l'église Saint-Louis et que cent quarante-huit membres du clergé se sont joints à lui, conduits par l'archevêque de Vienne. On a attendu que la fusion fût à moitié faite pour l'interdire ; on a été délibérément au-devant d'un soufflet : Louis XVI le reçoit, retentissant, dès qu'il a ordonné aux députés, au cours de la séance royale du 23, de « se séparer tout de suite ». Devant la réplique de Mirabeau au marquis de Dreux-Brézé, le roi, dont l'énergie a déjà fléchi, se dérobe tout à fait. « Eh bien, qu'ils restent, » répond-il. Et de fait la « force des baïonnettes » ne fera « sortir » les représentants que dix ans plus tard, non plus de la salle des Menus, mais de l'Orangerie de Saint-Cloud.

Entre ces deux dates, toute la Révolution est incluse. Au printemps de 1789 le peuple applaudit, parce qu'il voit dans l'énergie de l'Assemblée l'affirmation de la souveraineté

populaire, l'aurore d'un régime nouveau fondé sur l'égalité et la justice ; à l'automne de 1799, il applaudit de même, parce que, tout en demeurant attaché à l'ordre nouveau, il sent la nécessité d'un redressement. Dix ans durant, l'Europe entière restera les yeux fixés sur la France : de l'évolution de la Révolution dépend en effet le sort du reste du monde ; rares seront les peuples, plus rares les gouvernements dont les décisions ne subiront pas fortement le contre-coup des événements de Paris.

**L'OPINION ; JOURNAUX ET CLUBS. — LA PRISE DE LA BASTILLE.** — La victoire du Tiers, qui s'avère peu de jours après (27 juin) par l'adhésion royale à la fusion des trois ordres, marque aussi la victoire de l'opinion parisienne. Désormais, la France ne connaîtra plus que des gouvernements d'opinion : Assemblée, roi, ministres ne pourront se dégager de l'emprise de cette foule anonyme et agissante, qui manifeste — d'autant plus violemment qu'elle n'est pas habituée à le faire — tant par des réunions en plein air dégénérant en journées d'émeute que par les clubs et les journaux. Jusqu'alors on n'avait guère compté que trois feuilles d'importance : la



LA SALLE DU JEU DE PAUME à Versailles, le 20 juin 1789. — Bailly, debout sur la table, prête serment le premier. — Dessin de Prieur. — Musée du Louvre. CL. GIRAUDON.



*Gazette de France*, le *Mercure de France*, le *Journal de Paris* ; Panckoucke était directeur des deux premières ; Mallet du Pan, rédacteur principal de la troisième. La censure à laquelle elles étaient soumises avait redoublé de sévérité à mesure qu'approchait la session des États ; le 6 mai, un arrêté du Conseil faisait défense de publier aucun périodique sans autorisation ; le lendemain, un second arrêté condamnait une brochure intitulée *Les États généraux* et qu'on savait émaner de Mirabeau, lequel d'ailleurs tourna la difficulté en donnant peu après ses « Lettres à mes commettants », qui n'avaient aucun caractère périodique. Là aussi, d'ailleurs, la résistance royale fut de courte durée ; le 19 mai, une note du directeur général de la librairie, invoquant la « juste impatience du public », annonça que « le roi autorisait les feuilles publiques à rendre compte de ce qui se passait aux États généraux en se bornant aux faits ». Et en quelques mois, le nombre des périodiques décupla ; ils tiendront le monde civilisé au courant des événements de Versailles et de Paris.

Le même phénomène d'éclosion rapide s'observe pour les clubs. Dès 1787, les partisans des réformes, financiers, hommes de lettres, bourgeois de toute catégorie, se groupaient dans des salons à l'instar des hommes politiques anglais. Aussitôt après la réunion des États généraux, les clubs se multiplièrent sous toutes les formes, contribuant à propager et à démocratiser le mouvement des esprits, mettant en discussion les projets les plus divers et les plus audacieux.

Les électeurs parisiens, qui avaient nommé les vingt députés du Tiers aux États généraux, furent les premiers, en maintenant leur « assemblée » de quatre cent sept membres, à constituer un club. Lorsque le bruit courut, le lendemain de la séance royale du 23 juin, d'une dissolution de l'Assemblée et d'un mouvement de troupes présageant des mesures de réaction, ils demandèrent à la municipalité la concession d'une salle à l'Hôtel de Ville et discutèrent la création d'une garde bourgeoise. Une force était née qui se dressait face à l'autorité royale impuissante, face aux troupes réunies par le marquis de Bouillé.

Les gardes-françaises cantonnés à Paris furent les premiers à prendre le parti de l'émeute ; la foule délivra les manifestants détenus à l'Abbaye (26-30 juin), et, le 8 juillet, à Versailles, Mirabeau demanda l'éloignement des troupes royales, appuyant la proposition des électeurs parisiens relative à la constitution d'une garde civique. La cour se sentit menacée ; le 11 juillet, Necker, Saint-Priest, Montmorin furent remplacés par le baron de Breteuil, le maréchal de Broglie, le duc de la Vauguyon.

Il n'en faut pas davantage pour que la Révolution prenne une forme violente. L'Assemblée des électeurs, qui a réussi à établir une permanence à l'Hôtel de Ville, centralise la résistance qu'ont encouragée le comité des banquiers, ému de la chute du ministre genevois, et les amis du duc d'Orléans. Le 12, Camille Desmoulins harangue la foule au Palais-Royal. Le 13, les électeurs parisiens improvisent, sous le nom de Comité permanent, une municipalité insurrectionnelle et décrètent la formation d'une milice bourgeoise. Le 14, la foule se dirige résolument vers les Invalides, s'empare de fusils et de quelques canons, et, après avoir crié : « Aux Invalides ! », crie maintenant : « A la Bastille ! » Le ministre de Saxe, témoin de cette opération « qui, dit-il, se fit avec une vivacité incroyable », écrit à son gouvernement, après avoir visité les troupes royales, « tristes, mornes et abattues », qu'il est, de l'avis des généraux eux-mêmes, « impossible de soumettre Paris et que le parti de la retraite est seul prudent ». La foule se précipite donc vers la vieille prison d'État, dont la petite garnison est tout entière massacrée. Elle n'y rencontre qu'une faible résistance. Les curieux, parmi lesquels des femmes élégantes, sont en plus grand nombre que les combattants. Mais la prise de la Bastille eut aussitôt un grand retentissement : elle revêtait, comme le duc de La Rochefoucauld-Liancourt le disait au roi, le caractère d'un fait révolutionnaire et prenait une importance symbolique en face des abus d'un régime en désorganisation. Tout aussitôt, la cour céda ; Necker et ses collègues furent rappelés ; l'Assemblée envoya des délégués à l'église Notre-Dame, où fut chanté un *Te Deum*, et le roi fit savoir qu'il irait à Paris se réconcilier avec sa bonne ville. Il accomplit cette démarche, le 17, avec son habituelle bonhomie, accueilli respectueusement par le maire Bailly, et acceptant la cocarde tricolore que lui présenta La Fayette, élu commandant de la milice bourgeoise, qui allait devenir la « garde nationale ».



LA PRISE DE LA BASTILLE (14 juillet 1789). — La foule en armes s'apprête à pénétrer dans l'avant-cour. — Œuvre de Oudin. — Musée Carnavalet.

L'EUROPE ET LA RÉVOLUTION. — En province, à l'étranger, la révolution populaire du 14 juillet vient confirmer avec éclat l'impression qui a été déjà ressentie au lendemain de la révolution parlementaire du 23 juin. Peuples, philosophes, écrivains de tous pays, sentent qu'un événement considérable vient de survenir. Une révolte hollandaise, brabançonne, suédoise, ne peut avoir de répercussion mondiale : une révolte parisienne aussi caractérisée annonce quelque chose de nouveau, à quoi chacun s'intéresse. C'est Jean de Muller, un Suisse au service de l'électeur de Mayence, qui salue « le plus beau jour qu'on ait vu depuis la chute de l'Empire romain » ; c'est Georges Forster, le futur coryphée de la République rhénane, qui entrevoit l'aurore d'une ère nouvelle ; c'est M<sup>me</sup> Swetchine, qui illumine sa chambre ; c'est Goethe qui, dans *Hermann et Dorothee*, rappelle comment « tous les peuples, en ces jours agités, tournaient les yeux vers la ville qui avait été si longtemps la capitale du monde et qui méritait plus que jamais cette gloire ».

Les impressions des gouvernements sont naturellement plus complexes, en présence d'événements qui bouleversent l'échiquier européen. Si l'ambassadeur d'Angleterre, duc de Dorset, s'étonne de si « grands résultats obtenus avec bien peu de sang » et constate que le roi devient un monarque à « pouvoirs limités », Pitt mesure le degré d'affaiblissement que pareilles secousses coûtent à la diplomatie française.

Joseph II, qui prend les choses « à la farce », peut-être parce qu'il n'est pas inquiet de la révolte de ses sujets brabançons, n'est pas fâché que son beau-frère ait à son tour quelques ennuis ; il n'en sera que plus libre pour manœuvrer en Orient et dans les provinces flamandes.

Catherine II se demande si la similitude des lois constitutionnelles n'aura pas pour effet de rapprocher la France et l'Angleterre, à un moment où cette dernière intrigue contre elle en Suède et à Constantinople. Elle se plaint peu après à Grimm que « la considération de la cour de Versailles se perd totalement par son inaction », cependant qu'Hertzberg, ministre de Frédéric-Guillaume, échafaude déjà des combinaisons nouvelles : « Voilà, dit-il, une situation dont les gouvernements doivent tirer parti, c'est le bon moment. » Le 2 octobre, le ministre de Saxe à Berlin proclame « le roi de France sans autorité, l'État sans argent et sans puissance militaire, en un mot un vaisseau en pleine tempête dont un Mirabeau est le seul pilote ; quelle importance peut avoir désormais la France en Europe ? De quel poids peuvent être les déclarations de ses agents ? »

L'ABANDON DES PRIVILEGES (4 AOUT 1789). — LA DÉCLARATION DES DROITS. — LES JOURNÉES DES 5 ET 6 OCTOBRE. — De Paris, bien avant le 14 juillet, le mouvement révolutionnaire a gagné les campagnes où, maintenant, se répand comme « une grande peur ». Les châteaux sont brûlés, leurs archives pillées. C'est une insurrection rurale dirigée contre la noblesse terrienne, et il est de fait qu'une transformation du régime foncier apparaît comme inévitable, même aux yeux de la



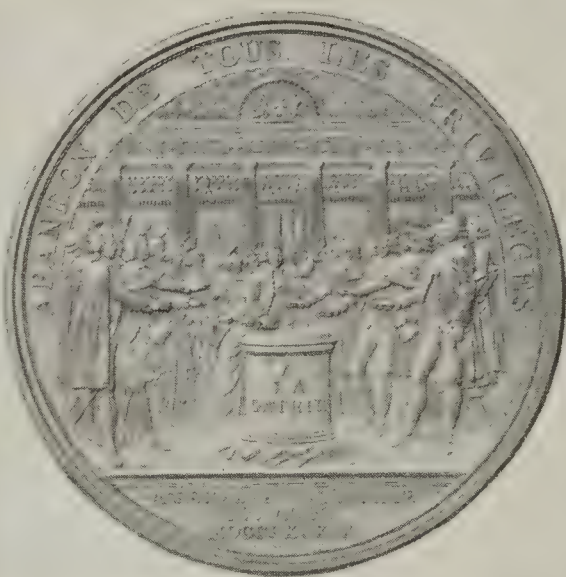
noblesse libérale. Dans la nuit du 4 août 1789, sur la proposition du vicomte de Noailles, l'Assemblée vota l'abolition sans indemnité des droits proprement féodaux, tels que les servitudes personnelles, les banalités, les obligations fiscales et le rachat des redevances contractuelles. Le grand geste d'abandon consenti par les privilégiés était peut-être de nature à enrayer la marche de la Révolution, puisqu'il modifiait l'ancien ordre social ; mais la promulgation des décrets d'exécution, qui aurait pu décourager les violents, n'intervint que sous l'impression des journées des 5 et 6 octobre.

La « Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen », énonciation solennelle des principes au nom desquels l'Assemblée entendait légiférer, fut adoptée le 2 octobre. Cet acte, attendu par l'opinion et généralement reconnu comme nécessaire, rencontra cependant l'opposition de Louis XVI, et la question du *veto* royal se posa de nouveau au moment où s'ouvraient les débats sur la Constitution. Tandis que l'on suggérait au roi l'idée de se retirer à Metz, de dicter sa volonté à l'Assemblée et de la faire prévaloir au besoin par la force ; tandis que la population parisienne en défiance était encore surexcitée par ceux qui croyaient avoir intérêt à tout brouiller, on connut les manifestations de loyalisme auxquelles avait donné lieu la présence de la famille royale au banquet offert par les gardes du corps aux officiers du régiment de Flandre, récemment appelé en prévision de troubles. Ces manifestations furent considérées comme provocatrices pour l'Assemblée et comme insultantes pour le peuple, qui souffrait de la disette. Une foule bruyante, où dominait l'élément féminin, marcha sur Versailles et, soutenue par de hautes complicités, réalisa le dessin conçu par les « patriotes » en présence des hésitations du roi à sanctionner l'abolition du régime féodal : elle ramena à Paris Louis XVI, Marie-Antoinette et le dauphin, qui furent placés sous la garde de la milice bourgeoise (6 octobre).

A Versailles, le gouvernement et la représentation nationale discutent face à face, sous le contrôle de l'opinion publique, d'ailleurs chaque jour plus pressante. Bientôt, les pouvoirs publics seront submergés par le flot. La Fayette, que les démocrates du monde entier saluent comme le maître de l'heure, et Mirabeau, qui règne sur l'Assemblée, veulent arrêter un mouvement qu'ils ne se sentent plus capables de diriger. Celui-ci fait conseiller au roi, qui n'est plus libre de ses actes, de quitter Paris, mais les députés, dont il éveille les soupçons et qui redoutent une dictature, votent le décret du 7 novembre 1789, excluant du ministère les membres de l'Assemblée. Tout en refusant la dignité de connétable et même la lieutenance générale du royaume, La Fayette s'efforce sincèrement de défendre les prérogatives royales, et Mirabeau, à qui sa popularité porte ombrage, collabore cependant avec lui.

**LA RÉVOLUTION SE DÉCLARE PACIFISTE.** — Menacée par l'Angleterre au sujet de l'occupation de l'île de Nootka, dans le Pacifique, l'Espagne demanda le concours de la France en invoquant le Pacte de famille.

L'Assemblée nationale saisie de l'affaire dénonça les anciennes alliances et se prononça pour une diplomatie inspirée des idées nouvelles ; elle ne se souciait pas, au surplus, de voir la France, pour une cause secondaire et étrangère à ses intérêts, lancée dans un conflit armé, alors que ses forces de terre et de mer étaient en pleine désorganisation. Elle élargit donc le débat et se plaça sur le terrain des principes. Tandis que Barnave, Robespierre, Pétion, les Lameth, con-



MÉDAILLE COMMÉMORATIVE DE LA NUIT DU 4 AOÛT 1789, dans la salle des Menus. — On reconnaît au premier plan Mirabeau, La Fayette et les principaux Constituants. — Œuvre de N.-M. Gatteaux.

damnant les guerres dynastiques, réclamaient pour l'Assemblée le droit de négocier et de conclure les traités, Mirabeau montra le danger des négociations conduites sous la pression de l'opinion populaire, qui se décide par sentiment sans tenir compte des contingences : « C'est toujours sous le charme de la passion, dit-il, que les Assemblées politiques ont déclaré la guerre. » On aboutit à une transaction : on conserva au roi la faculté de négocier et de conclure, mais on donna à l'Assemblée le contrôle des négociations et la ratification des traités ; le roi proposerait la guerre, l'Assemblée la discuterait et la voterait. Conforme au principe de la séparation des pouvoirs, ces mesures, qui mettaient à néant la diplomatie royale, eurent pour complément une motion trop généreuse pour être comprise et sentie par les gouvernements étrangers : « La nation française renonce à entreprendre aucune guerre dans la vue de faire des conquêtes et n'emploiera jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple » (mai 1790).

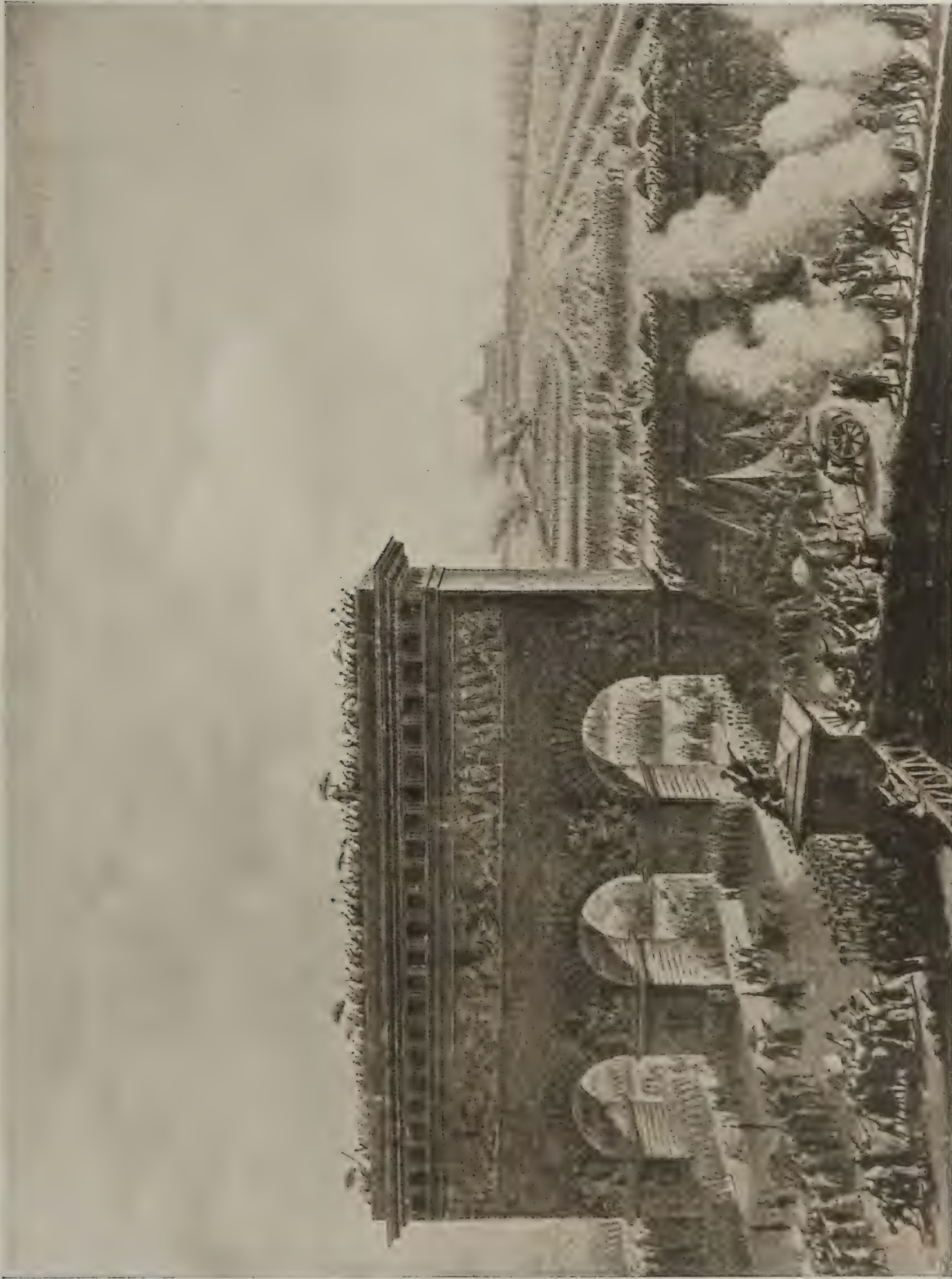
L'Europe crut à une abdication. L'Espagne pensa qu'elle ne devait plus compter sur son alliée. L'Angleterre s'imagina n'avoir désormais rien à redouter de la France et pouvoir sans scrupules continuer de s'arroger la suprématie dans les deux mondes.

**UN ESPOIR DE RÉCONCILIATION ; LA FÊTE DE LA FÉDÉRATION.** — L'influence concordante de Mirabeau et de La Fayette ne s'était pas exercée en vain ; la Révolution sembla marquer un temps d'arrêt ; on crut vraiment, le 14 juillet 1790, à la réconciliation générale. On fêta, en ce jour anniversaire de la prise de la Bastille, la fédération des départements, l'abolition de toutes les distinctions entre les provinces. Ce fut l'occasion d'une manifestation en faveur du roi, la dernière. Après que La Fayette, chef de la fédération, eût prêté le serment de fidélité à la Constitution, l'armée, le président, les députés s'écrièrent : « Je le jure ! » Le roi debout, la main tendue vers l'autel, dit : « Moi, roi des Français, je jure d'employer le pouvoir que m'a délégué l'acte constitutionnel de l'État à maintenir la Constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par moi. » La reine, gagnée par l'enthousiasme général, montra l'héritier du trône aux deux cent mille personnes qui assistaient à cette impressionnante cérémonie. Auparavant, sur l'« autel de la patrie » dressé au milieu du Champ-de-Mars, l'évêque d'Autun, Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord, entouré de trois cents



LA FAMILLE ROYALE RENTRE A PARIS, le 6 octobre 1789, entourée de la foule et de la garde nationale, et précédée d'un chariot de farine. — Dessin de Prieur. — Musée du Louvre. CL. GIRAUDON.





LA FÊTE DE LA FÉDÉRATION AU CHAMP-DE-MARS (14 JUILLET 1790).

Au milieu de l'enthousiasme général et du plus sincère loyalisme, les fédérés de tous les départements, réunis au Champ-de-Mars, acclament Louis XVI, après avoir prêté serment à la Nation, à la Loi et au Roi. — Dessin de Prieur. Musée du Louvre.







prêtres, la poitrine barrée de l'écharpe tricolore, avait célébré l'office religieux, donnant ainsi la consécration suprême à cette apothéose du roi, de la Constitution, de l'ordre public. Quand le *Te Deum* eut été chanté, tous les soldats citoyens remirent leur épée au fourreau et se précipitèrent dans les bras l'un de l'autre, se promettant de mourir pour la défense de la fraternité et de la liberté. Nul, sans doute, ne dut avoir moins d'illusions sur la pérennité de ces sentiments de loyalisme que le futur ministre du Directoire, de Napoléon, de Louis XVIII, qui jura fidélité, avec le même sourire sarcastique, à la République, à l'empereur, au monarque légitime et à Louis-Philippe.

Mais cette fête grandiose ne fut qu'une trêve. Il y eut des troubles dans plusieurs villes, l'agitation gagna l'armée; Necker se retira lorsqu'il se fut rendu compte que, suspect à la cour comme au parti populaire, il n'avait plus ni influence ni autorité (septembre 1790). Le comte d'Artois, réfugié à Turin auprès du roi de Sardaigne, son beau-père, poussait Louis XVI à la résistance et fomentait des conspirations dans le Sud-Est. Il se forma autour du château de Jalès, dans l'Ardèche, des rassemblements armés, qui furent dispersés par la force. A Paris, au mois de février 1791, les « chevaliers du poignard » cherchèrent à enlever le roi.

Enfin, la question religieuse provoqua des dissensions particulièrement graves et profondes.

**LA QUESTION RELIGIEUSE. — SÉCULARISATION DES BIENS ECCLÉSIASTIQUES. — CONSTITUTION CIVILE DU CLERGÉ.** — Sous l'influence des doctrines physiocratiques, l'Assemblée constituante supprima la plupart des impôts directs et les remplaça par les contributions directes. Comme la situation financière ne permettait pas d'attendre les résultats du nouveau système fiscal, on demanda les ressources immédiatement nécessaires, soit à l'emprunt, soit à une contribution patriotique, laquelle fut votée par acclamation après le célèbre discours de Mirabeau sur la « hideuse banqueroute »; mais les résultats de ces opérations furent insuffisants et Talleyrand proposa, pour combler le déficit, de mettre à la disposition de l'État les biens du clergé. Cette mesure hardie rencontra tout naturellement l'hostilité violente de nombreux ecclésiastiques; certains membres du Tiers la combattirent au point de vue juridique et au point de vue social. L'éloquence de Mirabeau obtint 368 voix contre 346, les députés du centre s'étant abstenus au nombre de 300 (24 novembre 1789), mais il fut spécifié que, si l'État reprenait à l'Église les biens dont celle-ci était considérée seulement comme usufruitière, la nation aurait à subvenir aux frais du culte, aux charges de l'assistance publique et au traitement des prêtres; cette dernière obligation fut même formellement comprise, dans la Constitution, au nombre des paiements qui, « sous aucun prétexte, ne pourraient être refusés ni suspendus ».

L'Assemblée prescrivit alors l'aliénation des biens nationaux, institua une « caisse de l'extraordinaire » pour centraliser le produit des ventes et décréta l'émission d'*assignats* sur cette caisse, à concurrence du prix des immeubles à aliéner (décret du 19 décembre 1789). La raréfaction du numéraire et les exigences de la Trésorerie ne tardèrent pas à changer le caractère de l'opération : de cédulas hypothécaires qu'ils étaient à l'origine, les assignats devinrent peu à peu du papier-monnaie, ayant cours légal et cours forcé, et dont la fréquence des émissions entraîna une dépréciation rapide.

La sécularisation des biens ecclésiastiques modifiait non seulement la condition matérielle du clergé, mais aussi sa situation sociale. Celle-ci fut complètement transformée par le vote de la *Constitution civile du clergé*, qui émancipait les prêtres de la souveraineté pontificale : évêques et curés seraient élus par les mêmes collèges que les députés ou les fonctionnaires, et ainsi des électeurs non catholiques

choisiraient les ministres de la religion romaine; au lieu de recevoir du pape l'investiture canonique, les évêques seraient sacrés par le métropolitain et, en cas de conflit, le dernier mot appartiendrait à une juridiction purement civile, le tribunal de district.

Louis XVI demanda l'avis de Rome, puis, sans l'attendre, pressé par son entourage, à ce moment favorable à la conciliation, et encouragé par Mirabeau, il sanctionna le décret, le 24 août, « la mort dans l'âme ». Le 30 octobre, les évêques protestèrent contre le nouveau statut par la bouche de l'un des plus libéraux d'entre eux, Boisgelin, archevêque d'Aix; l'Assemblée répondit, le 27 novembre, en enjoignant à tous les ecclésiastiques de prêter le serment d'« être fidèles à la nation, au roi, et de maintenir la Constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le roi ». Quatre évêques s'exécutèrent, ainsi qu'un tiers du bas clergé, soit vingt mille prêtres environ; les autres attendirent l'avis du Saint-Siège, qui fut prohibitif. Redoutant et devançant l'interdiction romaine, Talleyrand avait, dès le 21 février, procédé au sacre des premiers évêques élus.

Dès que la Constitution civile eut été condamnée par le bref *Quod aliquantum* (10 mars 1791), le clergé se divisa en *jureurs* ou *assermentés* et en *réfractaires* ou *insermentés*. Le 4 mai, l'effigie du Saint Père fut brûlée au Palais-Royal, et, le 30, le nonce quitta Paris. La rupture était consommée. Peu à peu la guerre religieuse s'étendit dans les moindres bourgades, transformant entièrement l'impression que la Révolution y pouvait produire. En modifiant seule l'organisation du clergé, l'Assemblée ne souhaitait ni créer un schisme, ni opposer l'Église à l'État, ni les séparer; mais, poussant à l'extrême la doctrine gallicane, elle prétendit donner à l'Église de France une organisation nationale.

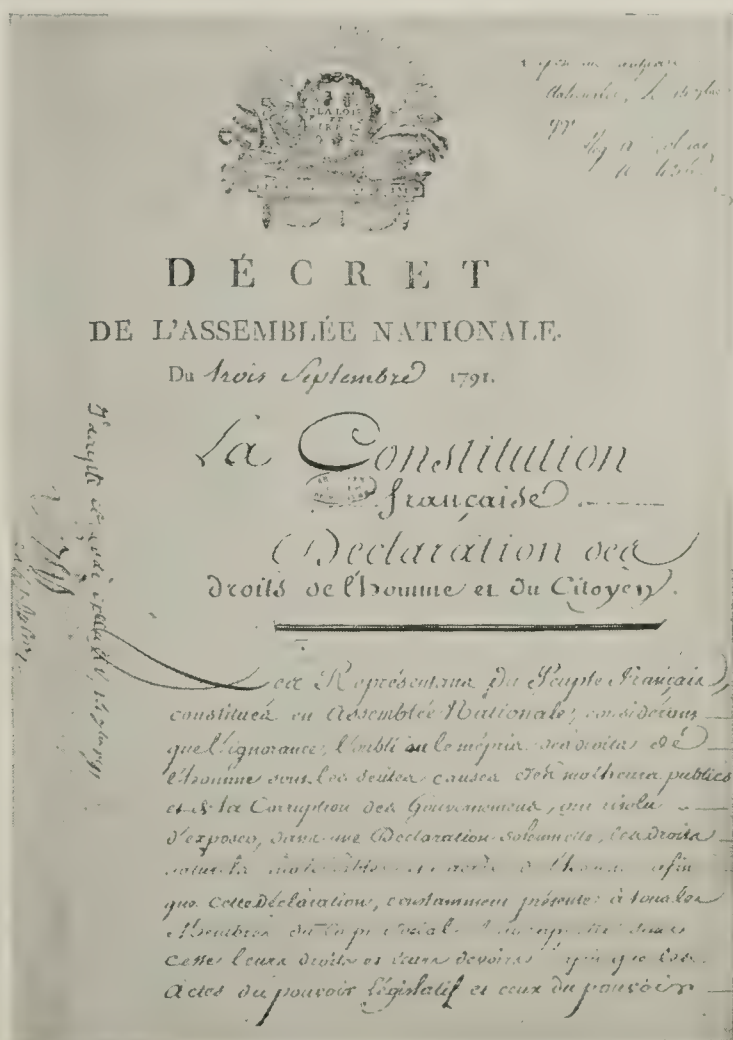
**LA CONSTITUTION. — LES RÉFORMES ADMINISTRATIVES.** — Dès l'été de 1789, l'Assemblée avait abordé la question constitutionnelle et étudié dans ses comités les projets qui devaient transformer l'administration française. Le 23 septembre, elle avait accepté sans débats le principe monarchique de la Constitution. Le 2 octobre, elle avait adopté le texte d'une *Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen* qui, en s'inspirant de la déclaration des droits

américaine et des théories des philosophes du siècle finissant, posait les bases essentielles de la société nouvelle : la souveraineté nationale; la liberté et l'égalité de tous les hommes « en droit »; l'admissibilité de tous à toutes les fonctions; la nécessité d'une contribution commune, « également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés »; la liberté de penser, d'écrire; le droit de propriété « inviolable et sacré ».

En conformité des doctrines de Montesquieu, l'Assemblée avait reconnu le principe de la séparation des pouvoirs; mais, le 11 septembre, après une longue et orageuse discussion, elle avait accordé au roi un *veto suspensif*, lui permettant, pendant trois législatures (six ans), de ne pas ratifier une loi votée par elle. La veille, elle s'était prononcée, par 845 voix contre 89, en faveur du système de la Chambre unique, dont le gouvernement n'avait pas su lui montrer les dangers.

Si, sous l'empire de la Constitution de 1791, le gouvernement est monarchique, le pouvoir exécutif étant « délégué au roi pour être exercé sous son autorité par des ministres et autres agents responsables », l'autorité du monarque est strictement limitée. Il n'a pas l'initiative des lois, mais seulement la faculté d'inviter l'Assemblée « à prendre un objet en considération ». Il ne nomme que ses représentants à l'étranger et les officiers supérieurs de l'armée.

Toute l'organisation de l'État repose sur le système de l'élection, en application du principe de la souveraineté du peuple. Mais, contrairement à la Déclaration des Droits, qui proclame tous les hommes égaux, le droit électoral est réservé aux *citoyens actifs* qui payent une



PREMIER FEUILLET DU MANUSCRIT DE LA « DÉCLARATION DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN », portant l'acceptation et la signature de Louis XVI. — Archives Nationales.



contribution directe égale à trois journées de travail. L'influence de la doctrine économique et politique des physiocrates explique cette dérogation essentielle aux principes de la Révolution.

Le pouvoir judiciaire, qu'on veut rendre indépendant de l'exécutif et du législatif, doit émaner, comme ce dernier, de l'élection populaire : cette conception exige une transformation profonde ; à la diversité des anciennes juridictions administratives, civiles et répressives, succède la hiérarchie des justices de paix et des tribunaux de district (juges d'appel les uns par rapport aux autres), des tribunaux de simple police et des tribunaux correctionnels, avec, au sommet, un tribunal de Cassation ayant mission de juger les jugements. A la base des différends entre particuliers est prescrite une tentative de conciliation ; le jury fait son apparition dans la législation criminelle, purgée de complications de procédure encore parfois singulières. En même temps, la législation civile, dont l'unification ne peut être immédiatement réalisée, est l'objet de modifications essentielles, inspirées de principes nouveaux. Des membres du tribunal de Cassation et de « hauts jurés » élus par les assemblées électorales formeront une Haute Cour nationale, siégeant à Orléans et connaissant, à la demande du corps législatif, tant des infractions commises par l'exécutif que des crimes contre la sûreté de l'État.

Dans la nation se confondent toutes les distinctions non seulement entre les personnes, mais entre les circonscriptions administratives, dont les noms même, empruntés à la géographie, s'effacent devant ceux des départements. Pour réaliser l'unité administrative du royaume, faire disparaître toute opposition entre les régions de la France, supprimer les barrières résultant de la diversité des lois et des coutumes, de la perception des douanes intérieures, de la variété des poids et mesures, l'Assemblée transforme les anciennes circonscriptions, en dépit de leurs traditions et de leurs particularités. Aux provinces, elle substitue quatre-vingt-trois départements d'une superficie à peu près égale ; elle les divise en districts, ceux-ci en cantons. L'administration sera assurée dans chaque département par un *Conseil du département* qui choisira huit de ses membres pour constituer le *Directoire du département*. L'administration de chaque commune sera confiée à un *corps municipal* et à un *maire* choisi par lui ; des *notables*, en nombre double des membres du corps municipal, se réunissent à ce dernier, pour former le *Conseil général* de la commune, et lui assurent l'influence des plus imposés. Seules les décisions des municipalités concernant les affaires d'intérêt général seront soumises à l'approbation des autorités du département.

Dans l'ordre économique, la Constituante, faisant application des mêmes principes qu'en politique, entend favoriser la liberté de l'industrie, du commerce et du travail, tout en reconnaissant le droit de

propriété et en le protégeant par le brevet d'invention. Elle supprime les douanes intérieures et les entraves à la circulation des denrées. Elle édicte la liberté du prêt à intérêt, supprime les corporations, les jurandes, les maîtrises, et va jusqu'à interdire les ententes collectives, le droit de grève.

LA SITUATION AU PRINTEMPS DE 1791. — LA FUIE DU ROI. — A la fin de l'hiver 1791, l'Assemblée croyait avoir à peu près terminé son œuvre, ayant donné à la France une Constitution, édifié une doctrine politique, transformé les institutions, espéré trouver dans la nationalisation des biens du clergé et dans la réorganisation du système fiscal un remède à la crise financière. On disait couramment : « La Révolution est finie, » et l'on préparait, avant la séparation des représentants, une fête analogue à celle de la Fédération pour saluer l'avènement de la monarchie constitutionnelle. C'était compter sans le roi qui, depuis plusieurs semaines, se débattait dans une crise de conscience. Il signait en silence les actes que lui proposaient ses ministres (Delessert, Duportail, Duport, Durtet), mais il n'avait en eux qu'une faible confiance. Un moment, il avait cru trouver un défenseur dans Mirabeau, dont les intrigues étaient ignorées du peuple ; mais le tribun, que la cour continuait de tenir en suspicion et dont l'action n'eût été vraiment efficace que s'il eût pu faire partie du gouvernement, fut emporté par la maladie, au début d'avril 1791. Seul, en face d'une situation qui, surtout du point de vue religieux, lui paraissait inextricable, Louis XVI, découragé, résolut de s'en évader, et, dans la nuit du 20 juin, il se dirigea avec toute sa famille vers la frontière, prenant, par ce geste décisif, mal préparé et encore plus mal exécuté, un parti qui devait changer le cours de la Révolution. Après avoir apposé son sceau au bas de la Constitution, il s'avisait qu'il ne pourrait s'adapter sans arrière-pensée à son nouveau rôle et, brusquement, il rouvrit la lutte contre l'Assemblée, sans avoir mesuré, semble-t-il, la portée de son geste. Dans la « déclaration » qu'il laissait pour s'excuser, avant de quitter les Tuileries, il se plaignait que « tous ses soins, toutes ses peines, toute sa générosité, tout son dévouement pour son peuple » eussent été « méconnus et dénaturés ». Sans doute la Constitution ne lui laissait qu'un pouvoir limité ; l'Assemblée, cependant, était tout entière monarchique ; la France ne concevait pas la nation sans le roi, à qui elle gardait une affection intacte ; la couronne demeurait, comme en Angleterre, au-dessus des discussions.

Du jour où Louis XVI se dirige vers la frontière pour s'appuyer sur les souverains étrangers, la situation se modifie du tout au tout : s'il réussit à grouper une armée, il déclenche la guerre civile et il n'est pas sûr du succès ; s'il échoue, c'est la déchéance et, tôt ou tard, la mort.



LE RETOUR DE VARENNES (20 juin 1791). — Louis XVI et la famille royale rentrent à Paris par la porte de la Conférence. — Dessin de Prieur. — Musée du Louvre.  
CL. GIRAUDON.





LA FUSILLADE DU CHAMP-DE-MARS (17 juillet 1791). — Les gardes nationaux, conduits par La Fayette, déchargent leurs armes sur les pétitionnaires. — Dessin de Prieur. — Musée du Louvre. CL. GIRAUDON.

**L'EUROPE ET L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE.** — Depuis deux ans, l'Europe assiste au développement de la Révolution. Les milieux intellectuels et libéraux d'Allemagne et d'Angleterre ont acclamé le 14 juillet ; les gouvernements étrangers se sont réjouis de voir la diplomatie française paralysée, surtout depuis la déclaration pacifiste du 22 mai 1790 ; ils se méfient cependant de la diffusion des idées nouvelles et les rois ferment de leur mieux les frontières de leurs États.

L'Assemblée a proclamé que la France renonçait à toute conquête, mais les insurgés belges ont trouvé une aide morale tant auprès du gouvernement de Louis XVI qu'auprès des chefs de parti. Le roi a essayé de se débarrasser de son cousin le duc d'Orléans en lui trouvant un trône à Bruxelles, et il l'a envoyé à Londres tenter une négociation pour le moins difficile.

Joseph II était mort le 20 février 1790, découragé de voir ses Pays-Bas révoltés et ses projets de réforme caducs, mais sans la moindre inquiétude sur la situation de son beau-frère, puisqu'il ne prenait pas au sérieux la crise révolutionnaire. Son frère et successeur, Léopold II, abandonnant la Toscane pour l'Empire, ne se troubla pas davantage, et pourtant il se trouvait, dès son avènement, en présence de difficultés directement issues de la crise révolutionnaire : les princes allemands de Birkenfeld, des Deux-Ponts, de Hesse-Darmstadt, l'évêque de Spire, qui avaient des possessions dans le royaume, protestaient contre l'abolition des privilèges féodaux, qu'ils n'avaient pas consentie. Ils en appelaient à la Diète de Ratisbonne, et la Prusse encourageait leur résistance, poussant l'Autriche au conflit. Dans le même temps, l'Assemblée, qui avait solennellement renoncé aux conquêtes, écoutait les doléances des habitants du Comtat-Venaissin, qui demandaient leur réunion à la France, invoquant le droit nouveau de disposer d'eux-mêmes. Le Saint-Siège ayant protesté contre une annexion possible, les Constituants ne crurent pas d'abord pouvoir passer outre ; le 20 novembre 1790, sur la proposition de Mirabeau, ils invitèrent le roi à envoyer des troupes pour protéger les établissements français, tout en évitant de proclamer l'annexion.

Ce vote prudent et presque timoré confirma l'Europe dans l'idée que la Révolution n'était guère dangereuse et les gouvernements, revenant aux questions qui les préoccupaient, firent mauvais accueil aux émigrés, qui quérandaient leur appui. L'ordre se rétablissait dans les Pays-Bas autrichiens ; l'attention du gouvernement de l'empereur se fixait de nouveau sur l'Orient, à la fois sur la Pologne et la Turquie, que Catherine II menaçait tour à tour. A Reichenbach, au mois de juin, il avait renversé les plans prussiens d'Hertzberg ; mais il continuait à redouter, après la paix de Verela, qui avait clos la lutte de Catherine et de Gustave III, la formation d'une entente prussorussie, dirigée à la fois contre la Pologne et contre lui. Il avait signé la paix avec les Turcs, mais la Russie prétendait poursuivre ses avantages.

Le 3 mai 1791, la Diète polonaise avait subitement transformé son ancienne Constitution, supprimé le *liberum veto*, rendu le trône héréditaire dans la maison de Saxe, quand mourrait le roi Stanislas-Auguste. Il y avait dans cette transformation subite le germe de nouvelles difficultés avec la Russie ; aussi Léopold reçut-il fort mal les avis pressants que son beau-frère lui fit tenir, au printemps de 1791 : « Il n'est, répliqua-t-il, aucun souverain qui ait le droit de demander compte à une nation de sa Constitution. Si elle est bonne, tant mieux pour elle ; si elle est mauvaise, les voisins en profiteront. » Aux demandes d'intervention que les émigrés et le roi lui-même lui adressaient, il faisait depuis plusieurs mois cette dangereuse réponse : « Je ne veux rien faire ni rien tenter tant que la famille royale est à Paris, aux mains de la Révolution. » Il ajoutait que les Puissances devaient être d'accord sur le principe de leur intervention et agir avec « une extrême circonspection ».

Quand, le 1<sup>er</sup> juillet, à Padoue, il apprit la fuite de Louis XVI et de Marie-Antoinette, et les crut à l'abri dans la forteresse de Luxembourg, si vexé qu'il fût d'être pris au mot, il envoya quelques bonnes paroles à sa sœur : « Tout ce qui est à moi est à vous, dit-il. C'est du roi libre que dépendront tous les ordres à donner. »

Mais, à l'heure où Léopold tenait ce langage, Louis XVI, arrêté à Varennes (20 juin 1791), était déjà rentré dans sa capitale, en prisonnier. L'Assemblée l'avait suspendu de ses fonctions et, le dimanche 17 juillet, au Champ-de-Mars, sur l'initiative du club des Cordeliers, six mille pétitionnaires avaient demandé la déchéance. D'ordre de l'Assemblée, La Fayette, accompagné de Bailly, accourut avec douze cents gardes nationaux et, la foule hostile refusant de se disperser, il commanda le feu : il y eut une centaine de tués et deux cents blessés. La Fayette et Bailly perdirent, ce jour-là, leur popularité et, pour la première fois, la couronne fut en danger.

Un instant, on put croire à la solidarité des rois, quand l'empereur, paraissant se mettre à la tête d'une nouvelle croisade, signala à l'Angleterre, à la Prusse, à l'Espagne, à Naples, à la Sardaigne, à la Russie qu'il importait à tous les gouvernements de « réprimer les funestes exemples » de la Révolution. « L'épidémie française » lui apparaissait tout à coup menaçante ; mais, pour la combattre, il tenait à l'accord général de tous les souverains. Le 26 août, à Pillnitz, il signait, d'accord avec le roi de Prusse et sur la demande des émigrés, la déclaration fameuse qui faisait du rétablissement de Louis XVI dans ses droits souverains une affaire européenne ; il ne lui vint pas à l'esprit que les premières victimes de son entreprise seraient fatalement ceux qu'il prétendait délivrer. Louis XVI en eut peut-être le pressentiment ; il comprit que toute résistance était pour l'instant inutile et il se résigna. Le 1<sup>er</sup> septembre, il vint à l'Assemblée pour prêter serment à la Constitution ; les députés l'écoutèrent, assis et couverts, montrant ainsi que, devenus souverains, ils accep-





« Le Gazettier de Coblenz ». — A l'annonce de la déclaration de guerre, une émigrée se trouve mal. — Gravure satirique de l'époque. — Bibl. Nat.

taient la soumission du premier serviteur de la volonté nationale. A l'amertume de la leçon vint s'ajouter l'humiliation que lui infligea son frère, qui se proclama régent et prétendit faire reconnaître ce titre par les cours européennes. Pour avoir pendant plus de deux ans suivi le mouvement au lieu de le diriger, Louis XVI était tombé, aux yeux de ses partisans comme aux yeux de ses adversaires, dans le plus profond discrédit. C'était l'ombre d'un roi que les Constituants maintenaient sur le trône au moment où eux-mêmes, confiants dans l'avenir de leur œuvre, s'interdisaient de faire partie de la prochaine Assemblée et d'appliquer le régime qu'ils avaient conçu.

**L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.** — La décision de principe par laquelle les Constituants s'étaient exclus de l'Assemblée législative jetait la France dans l'inconnu; les auteurs des lois constitutionnelles refusaient d'en assurer l'application, et le peuple devait donner sa confiance à des hommes nouveaux sans expérience politique.

Élue pour deux ans, l'Assemblée législative comprenait 750 députés. Les membres de la droite, au nombre de 150, étaient des royalistes ralliés à la Constitution; ils attirèrent à eux une partie du centre, où brillaient des administrateurs de districts, d'anciens membres des assemblées provinciales, et formèrent d'abord avec lui une majorité. Ils comptaient des esprits de valeur, comme Jaucourt, Mathieu Dumas, Beugnot, Théodore de Lameth, mais peu d'hommes résolus. La gauche, plus riche en éléments actifs, avait pour chefs le publiciste Brissot, qui s'était mis en relief au club des Jacobins, et le philosophe Condorcet. Les députés de la Gironde — Vergniaud, Isnard, Roland — la rendirent célèbre, et le nom de leur département fut donné au groupe tout entier. Virtuellement acquis à la République, ils acceptaient la monarchie, à la condition de réduire encore ses pouvoirs. Les extrémistes, les futurs « Montagnards », étaient trop peu nombreux pour jouer un rôle décisif.

Les royalistes constitutionnels s'appuyaient au dehors sur le club des Feuillants et sur La Fayette; les Girondins bénéficiaient de la popularité du maire de Paris, Pétion.

**LES ÉMIGRÉS ET LE CLERGE RÉFRACTAIRE.** — Lorsque l'Assemblée se réunit, le 1<sup>er</sup> octobre 1791, deux questions étaient en suspens, toutes deux grosses d'orages : celle des émigrés et celle du clergé « réfractaire ».

Le 29 novembre, sur l'initiative de la gauche, soutenue par une partie du centre, les prêtres « insermentés » sont sommés de prêter, sous huit jours, le serment civique, sous peine de privation de leur traitement, et, en cas de troubles, d'interdiction provisoire de séjour.

Quelques jours auparavant, l'Assemblée a délibéré sur l'affaire des émigrés.

Sentant combien il est desservi par l'action extérieure des royalistes, Louis XVI a voulu prévenir les mesures qui se préparent contre eux : les 13 et 14 octobre, il a donné aux officiers l'ordre de rentrer en France sans délai et de rejoindre leur corps, en même temps que, conformément à une décision de l'Assemblée, il a écrit à ses frères pour les prier de suspendre leurs agissements.

Les émigrés ne sont pas gens à écouter semblable prière. Depuis l'arrestation du roi à Varennes, ils le considèrent comme prisonnier et reconnaissent Monsieur, son frère, comme régent. Louis XVI n'a pas caché aux souverains son mécontentement et il a déclaré qu'il entendait prendre seul la pleine responsabilité de ses actes; mais ni lui ni la reine n'ont dissimulé à leurs intimes, à Fersen, à Breteuil, qu'ils

ne peuvent pas plus approuver la Révolution que la Constitution, que toutefois il faut « avoir l'air » de s'y livrer franchement : double jeu que connaissent les émigrés, l'empereur Léopold, toutes les cours de l'Europe et, comme il est fatal, les députés qu'on veut jouer.

Aussi, dès la fin d'octobre, Brissot, Vergniaud et leurs amis réclament-ils des mesures énergiques contre les émigrés qui trahissent la nation et contre leurs protecteurs. « Il est temps de donner à la France une attitude imposante, d'inspirer aux autres peuples le respect pour elle et pour sa Constitution. » Le 9 novembre, un décret met les émigrés, y compris les princes, en demeure de rentrer dans un délai de deux mois, sous peine d'être déclarés « coupables de conjuration contre la patrie »; puis, le 19, le roi est prié de sommer l'empereur et les princes de l'Empire de disperser les rassemblements formés sur leurs territoires. Contrairement à ce qu'on eût pu croire, les Electeurs obéirent aux sommations, sur les conseils de l'empereur, et Louis XVI refusa de sanctionner les décrets. Sa conduite, explicable en ce qui concerne le clergé insermenté, surprend quant aux émigrés; car il a tout intérêt à voir dissous les groupes de Français qui, tout haut, se vantent d'aller en armes délivrer leur roi prisonnier, et, durant tout l'automne, il renouvelle ses instances. Quand les chefs de l'émigration lui répondent, le 3 décembre, qu'ils refusent de s'incliner, la reine s'écrie : « Ils nous tuent, ils nous égorgent, » et parlant de Monsieur : « Caïn, Caïn, il nous assassine. » L'important pour Louis XVI est que l'Assemblée soit convaincue qu'il a rompu avec l'émigration; or, en opposant son *veto*, il confirme les soupçons et fait le jeu de ses adversaires.

**LA COUR, L'ASSEMBLÉE ET LES PERSPECTIVES DE GUERRE.** — Craint-il, à ce moment, que les menaces proférées par l'Assemblée à l'adresse de l'empereur ne déclenchent la guerre? Cette guerre, dont les Constituants avaient senti la menace dès la déclaration de Pilnitz, est, en l'hiver de 1791-1792, l'objet principal des conciliabules et des conversations à la cour, à l'Assemblée, dans les clubs.

Brissot et les Girondins la désirent, mais Robespierre, aux Jacobins, en montre le danger : Louis XVI peut y trouver un succès qui balayera l'œuvre de la Révolution. C'est dans l'espoir de ce succès que le comte de Narbonne — le jeune ministre de la Guerre dans le ministère « feuillant » du 6 décembre — pousse à la rupture avec l'Autriche; il prend soin, d'ailleurs, de négocier avec l'Angleterre par l'intermédiaire de Talleyrand, avec la Prusse en chargeant Custine d'offrir le commandement des troupes au duc de Brunswick. Cependant, les Girondins somment l'empereur de renoncer à tout accord dirigé « contre la souveraineté, l'indépendance, la sûreté de la nation », son silence au 1<sup>er</sup> mars devant valoir déclaration de guerre. Les Allemands s'émeuvent à Berlin plus encore qu'à Vienne; le duc de Brunswick, qui a éconduit Custine, étudie un plan de coopération militaire avec l'Autriche. Seul l'empereur hésite, attentif aux manœuvres de Catherine II, redevenue libre de ses mouvements depuis le traité qu'elle a signé le 9 janvier avec la Porte. Or, Léopold meurt subitement; son fils François II passe pour un prince belliqueux, impatient des hésitations paternelles.

Les ministres feuillants eurent-ils l'intuition que ce changement de règne allait accélérer le développement de la Révolution et le renversement de la monarchie? Le fait est qu'ils obtinrent, le 9 mars, la révocation de Narbonne, le seul d'entre eux qui fût partisan de la guerre. Mais, tout aussitôt, Brissot demanda la mise en accusation du ministre des Affaires étrangères, de Lessart, dont les collègues se retirèrent. Louis XVI dut se résigner à appeler au pouvoir les Girondins (24 mars 1792).

**LE MINISTÈRE GIRONDIN. — LA DÉCLARATION DE GUERRE.** — Un monarque habile, rallié au système parlementaire, aurait pu gouverner avec ce nouveau ministère. Clavière avait la réputation d'un financier intelligent. Roland, ministre de l'Intérieur, était un ancien fonctionnaire d'esprit moyen, dont la femme, jeune et spirituelle, était en quelque sorte l'Égérie du parti; Dumouriez enfin avait servi l'ancien régime, mais son ambition, son goût de l'intrigue, son scepticisme pouvaient d'autant mieux s'accommoder du voisinage d'un trône que le monarque était plus effacé et plus influençable. Au surplus, le plan de Dumouriez différait peu de celui de son prédécesseur. Comme Narbonne, il voulait la guerre, mais limitée à l'Autriche; comme lui, il se faisait fort d'obtenir la neutralité, sinon l'alliance de la Prusse et de l'Angleterre.

L'Autriche ne tarde pas à le démentir en publiant le traité qui la lie à la Prusse, mais il s'entête. Il déclare qu'un conflit franco-prussien serait « contre nature »; répondant au désir de l'Assemblée, il lui communique toutes les pièces diplomatiques, et il pousse à la guerre avec le « roi de Hongrie et de Bohême ». Louis XVI suit le



mouvement, puisqu'il ne peut le contrecarrer sans risquer une crise grave, et, conformément au vote quasi unanime de l'Assemblée, il lance, le 20 avril, la déclaration qui va ensanglanter la France et l'Europe durant vingt-trois ans. D'abord il a pu penser que le salut lui viendrait de ce grand choc ; mais la reine, Mercy, Fersen, tous ses conseillers intimes, l'ont dissuadé de jouer franc jeu et il a laissé la cour devenir une officine de trahison, s'illusionnant au point de croire que les ennemis du trône n'en sauront rien.

#### LA SITUATION MILITAIRE ET DIPLOMATIQUE.

— Narbonne avait prétendu que l'armée était prête : elle était, au contraire, en pleine désorganisation et, dès le début de mai, après le recul des armées de Dillon et de Biron, la frontière du Nord était ouverte.

Quant à la campagne diplomatique commencée par de Lessart et poursuivie par Dumouriez, elle aboutit à un échec caractérisé. Semonville, ancien ami de Mirabeau et comme tel réputé révolutionnaire dangereux, ne put franchir la frontière sarde, ni nouer la moindre intrigue avec Victor-Amédée, à qui il était chargé d'offrir la Lombardie. Bourgoing, nommé ministre de France à Madrid, y fut très fraîchement reçu par Aranda qui, impressionné par « l'état d'agitation et de dissolution » où se trouvait la France, promit la neutralité de l'Espagne, mais non pas son appui. L'accueil que Talleyrand rencontra à Londres ne fut pas beaucoup meilleur ; il limita strictement l'objet de la guerre et donna l'assurance que le gouvernement français n'attenterait pas à la liberté du peuple belge, lorsque celui-ci aurait été affranchi du joug autrichien. Mais le roi George III, Hanovrien plus qu'Anglais, ne voyait pas sans inquiétude s'ouvrir un conflit qui poserait tôt ou tard les plus graves problèmes continentaux. Il proclama sa neutralité en termes vagues, à dessein.

Au moment où Grenville échangeait les dernières notes avec Chauvelin et Talleyrand, une avant-garde autrichienne, s'avancant en territoire français, s'emparait de Quiévrain ; il n'en fallut pas davantage pour donner un nouvel élan au mouvement révolutionnaire. L'Assemblée décréta, le 27 mai, la déportation des prêtres insermentés, malgré l'opposition du roi ; elle licencia la garde constitutionnelle de 6 000 hommes, et Servan, ministre de la Guerre, proposa, le 8 juin, la formation sous Paris d'un camp de 20 000 hommes destinés à agir contre l'ennemi intérieur et contre l'étranger. Louis XVI refusa de sanctionner le décret et s'attira une réprimande assez vive de Roland, qui trouvait bonne l'occasion de le pousser à un éclat.

**LE RENVOI DU MINISTÈRE GIRONDIN. — LE 20 JUIN.** — En effet, le 13 juin, Roland, Servan, Clavière, sont congédiés ; Dumouriez, qui, trois jours durant, tente d'arbitrer la situation, demande un commandement aux armées ; pour suppléer à la

vacance du gouvernement, l'Assemblée nomme une commission des Douze, première ébauche du comité de Salut public (17 juin). Les revers de l'armée du Nord, le renvoi des ministres girondins, le refus du roi de sanctionner le décret du 27 mai contre les prêtres réfractaires et celui du 8 juin créant un camp sous Paris, sont le prélude d'une « journée » révolutionnaire.

Le Directoire du département, qu'un La Rochefoucauld préside encore, veut interdire la manifestation populaire qui se prépare, mais ses ordres sont arrêtés par la municipalité, que dirige Pétion. Le 20 juin, au matin, huit mille pétitionnaires débouchent des faubourgs des deux rives de la Seine, s'adjoignent une partie de la garde nationale, traînent des canons et brandissent des piques ; ils sont vingt mille quand ils arrivent au Manège et demandent à défilé devant l'Assemblée. Leur porte-parole, Huguenin, exprime des sentiments patriotiques et proteste contre le renvoi d'un ministère qui avait la confiance du peuple. Mais ce n'est qu'une halte, et la foule, envahissant les Tuileries, parvient jusqu'au cabinet du roi, dont la porte va être enfoncée ; Louis XVI donne l'ordre de l'ouvrir et coiffe, de son plein gré, le bonnet rouge.

Il a conservé jusqu'au bout son sang-froid, et son attitude a été ferme, courageuse même. Il a pourtant, en ce jour d'émeute, fini de perdre son prestige, après son autorité. C'est en vain que la bourgeoisie constitutionnelle et de nombreux conseils de district protestent contre la manifestation du 20 juin. C'est en vain que La Fayette accourt des armées pour flétrir le parti jacobin et demander la fermeture du club ; l'Assemblée le renvoie aux frontières et Marie-Antoinette refuse son appui ; mieux vaut périr, dit-elle, que d'être sauvée par La Fayette et les Constitutionnels. C'est en vain que Louis XVI s'associe aux effusions généreuses dont l'évêque assermenté Lamourette a donné le signal. En fait, la monarchie n'existe plus.

Le 11 juillet, sous le coup de l'émotion causée par les nouvelles de la frontière, l'Assemblée a proclamé « la patrie en danger », et tout aussitôt un grand souffle patriotique a animé les éléments les plus sains d'une jeunesse grandie depuis trois ans dans une atmosphère d'enthousiasme et de fraternité. Mais comment courir aux frontières en laissant derrière soi un gouvernement décrié, un roi dont on dénonce hautement la trahison ? La fête du 14 juillet, qui groupe une fédération aussi considérable que celle de 1790, ne lui ressemble guère ; le cri des fédérés est, cette fois : « Mort à La Fayette ! » ou : « Déchéance du roi ! » Ils viennent, ces fédérés, de tous les coins du pays, et l'on entend pour la première fois les Marseillais chanter l'hymne que Rouget de l'Isle a composé quelques semaines plus tôt pour l'armée du Rhin.

Un instant, les Girondins hésitent à renverser le trône, redoutant le trouble que va produire un si grand événement, alors que le salut de la France est en cause. Ils consentent à négocier avec Louis XVI ; la cour les repousse, comme elle a repoussé La Fayette ; elle n'a plus



PROCLAMATION DE LA PATRIE EN DANGER (22 juillet 1792). — Les enrôlements volontaires sur le Pont-Neuf. — Dessin de Prieur. — Musée du Louvre. CL. GIRAUDON





LA PRINCESSE DE LAMBALLE, dame d'honneur de Marie-Antoinette. — Détail d'une peinture du musée de Versailles. CL. GIRAUDON.

« Ce document incendiaire est l'arrêt de mort de la monarchie ; c'est pourtant des Tuileries qu'en est partie l'idée ; ce sont des émigrés qui l'ont rédigé et en ont exigé la publication ! »

Du 1<sup>er</sup> au 10 août, le peuple menacé s'arme, la rage au cœur, contre un prince que le manifeste de Brunswick dénonce comme le complice de l'invasion, comme l'enjeu de la lutte. L'Assemblée voit venir le mouvement et se sent incapable de résister. Comment défendre, malgré lui, un pouvoir qui se suicide et qu'achèvent ses propres amis ?

**LE DIX AOÛT 1792. — LA CHUTE DE LA ROYAUTE.** — La journée du 10 août fut la répétition de celle du 20 juin, mais le respect traditionnel qui, en juin, entourait encore le souverain avait disparu de l'âme des foules surexcitées. L'insurrection éclata dans la nuit du 9 au 10. Déclenchée par les volontaires fédérés et les sections de Paris, elle se rendit aisément maîtresse des Tuileries insuffisamment défendues par les Suisses, et le roi, ne se sentant plus en sûreté, se réfugia avec les siens au sein de l'Assemblée.

La victoire populaire rendait la Constitution décidément caduque. Le 13, sur la proposition de Vergniaud, dont tout dernièrement la cour avait repoussé l'appui, la Législative suspendit provisoirement Louis XVI de ses fonctions et nomma un *Conseil exécutif provisoire*, composé de Roland, de Clavière, de Servan, de Danton, le véritable vainqueur de la journée, la veille encore simple substitut du procureur de la Commune, maintenant ministre de la Justice et bientôt le chef audacieux de la Révolution, le géant improvisateur qui, dans les circonstances les plus effroyables, allait diriger les affaires du pays. Toute distinction fut supprimée entre les citoyens actifs et les citoyens passifs ; une Convention nationale fut convoquée pour le 21 septembre pour statuer sur les mesures propres à « assurer la souveraineté du peuple et le règne de la liberté et de l'égalité » ; la famille royale, transférée au Temple, fut placée sous la garde de la Commune de Paris, plus puissante que l'Assemblée. Celle-ci, en prononçant la suspension du roi, avait basé sa décision sur ce motif que « les maux

d'espoir que dans l'étranger, et c'est de l'étranger que lui viendra le coup mortel. En effet, le 25 juillet, le généralissime des armées de la coalition austro-prussienne, Brunswick, contre-signé, de Coblenz, le manifeste le plus maladroit qui se puisse imaginer, sommant tous les Parisiens, sans distinction, de se soumettre sans délai au roi et de mettre ce prince « en pleine et entière liberté », menaçant, en cas de refus, de tirer une « vengeance exemplaire et à jamais mémorable en livrant la ville de Paris à une exécution militaire et à une subversion totale ».

de la patrie dérivait principalement des défiances qu'avait inspirées la conduite du chef du pouvoir exécutif dans une guerre entreprise en son nom contre la Constitution et l'indépendance nationale ». Ainsi, le manifeste de Brunswick, les menaces proférées depuis deux ans par les émigrés, les agissements et les intrigues de la cour, avaient essentiellement déterminé la chute de la monarchie.

**L'INVASION. — LES MASSACRES DE SEPTEMBRE.** — Cet effondrement se produit alors que Prussiens et Autrichiens s'avancent en rangs serrés, au nord et à l'est, dans un pays troublé par le péril national et la crainte des trahisons. Quand, le matin du 2 septembre, on apprend à Paris la chute de Verdun — que déjà en 1792 on considère comme le bastion sacré, protecteur de la capitale — l'émotion et l'exaspération atteignent leur paroxysme : les plus exaltés se muent en égorgeurs. Trois jours durant, se poursuivent les massacres de prêtres réfractaires, d'aristocrates, de femmes et d'enfants, au Châtelet, aux Carmes, à l'Abbaye, et les autorités publiques laissent la populace en délire obéir à ses instincts sans tenter de les arrêter. Les odieuses excitations de Marat et du « Comité de surveillance » ont armé les bras du boucher Godin et du savetier Ledoux, mais elles se sont produites dans l'atmosphère d'angoisse créée par les menaces de l'émigration, à l'heure grave où Danton préconise l'audace et encore l'audace comme moyen de salut public.

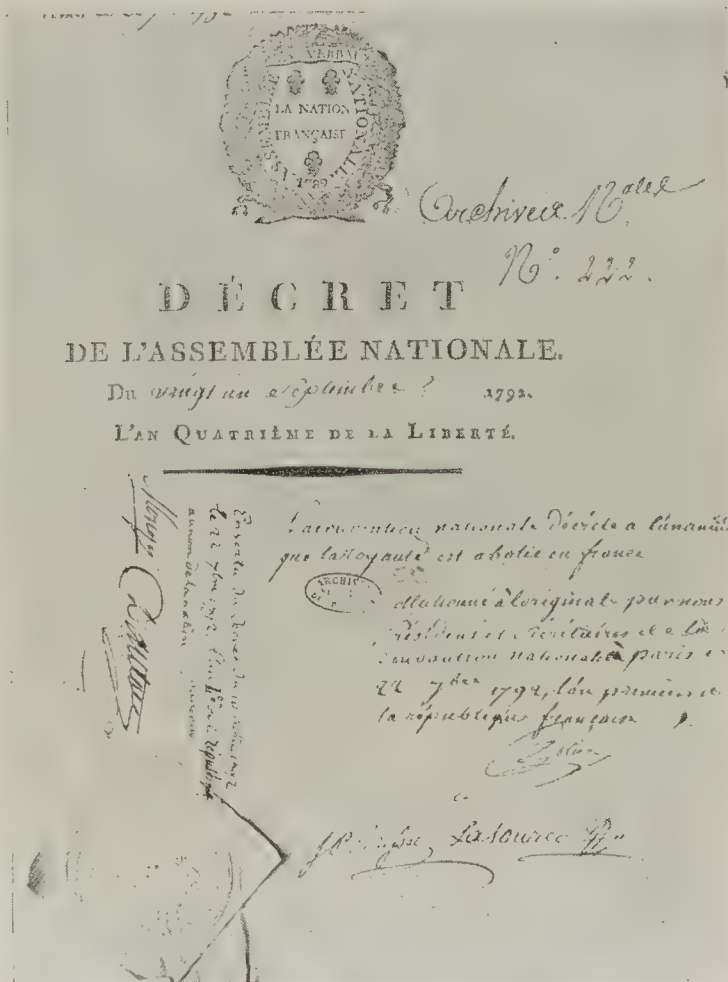
**L'ARRÊT DE L'INVASION. — VALMY. — LA QUESTION POLONAISE.** — Tandis que la Législative, sous la pression des circonstances, votait de nouvelles dispositions contre les émigrés et le clergé, la situation militaire se modifiait brusquement à l'avantage de la France : Dumouriez arrêtait l'ennemi aux défilés de l'Argonne le 20 septembre, au combat de Valmy, tandis que les Autrichiens subissaient un autre échec devant Lille (1).

Surpris par la résistance de l'armée française et l'esprit des populations, les coalisés rencontraient, d'autre part, des complications diplomatiques qui les décidaient à un recul général.

Le 3 mai 1791, la Pologne avait cru ressusciter dans un ressaut d'énergie. La Diète, sur la proposition du roi Stanislas-Auguste-Poniatowski, avait aboli le *liberum veto*, fixé la succession au trône dans la famille de Saxe à la mort du souverain régnant, donné à celui-ci un pouvoir effectif sur l'armée et le gouvernement, supprimé en un mot les causes d'anarchie qui avaient facilité le premier partage. Mais l'individualisme de certains magnats l'emporta sur des sentiments de patriotisme trop intermittents pour être efficaces, et Catherine II, gênée dans ses projets par le « rétablissement » du

3 mai, réussit à gagner à sa cause ceux qui prétendaient sauver leur pouvoir quasi féodal. Un an plus tard, la tsarine était parvenue à susciter une contre-confédération, qui se constitua officiellement à Targovitza (14 mai 1792) et sollicita son appui, au moment même où les troupes austro-prussiennes franchissaient la frontière française. « Je me casse la tête, avait-elle écrit six mois plus tôt, pour pousser les cours de Vienne et de Berlin à se mêler des affaires de France. Je veux les engager dans ces affaires pour avoir les coudées franches. » Elle triomphait. Frédéric-Guillaume ayant, le 29 mars 1790, signé un traité garantissant l'indépendance et l'intégrité de la Pologne, Stanislas, confiant, fit appel à son allié (31 mai 1792). Luchesini, ministre de Prusse à Varsovie, lui répliqua tout aussitôt : « Mon maître n'a pu promettre de défendre par les armes une Constitution qui n'existait pas encore quand il s'engagea. » Et la Pologne se trouva, derechef, livrée à la vindicte russe.

La Prusse ne s'était pas souciee de prendre ouvertement sa défense. Elle se souciait moins encore de voir les tsars confisquer à leur profit exclusif, par un protectorat plus ou moins déguisé, un pays qui s'étendait jusqu'à la



DÉCRET D'ABOLITION DE LA ROYAUTE. — Original portant les signatures de Pétion, Brissot, Lasource, Danton, Monge, et le cachet de l'Assemblée nationale (Convention). — Archives Nationales.

(1) L'histoire militaire de la Révolution et de l'Empire est l'objet de chapitres spéciaux.



vallée de l'Oder. L'Autriche considérait la nouvelle intervention russe d'un œil non moins inquiet. Ne voulant pas laisser Catherine libre de ses mouvements, les deux puissances prirent prétexte de la rencontre de Valmy, du mauvais état de leurs troupes, pour ordonner la retraite. Malgré la déchéance de Louis XVI, peut-être même à cause de cet événement, qui rendait vaine son intervention trop tardive, Frédéric-Guillaume penchait à solliciter un armistice, sinon la paix. L'enthousiasme belliqueux de l'Autriche n'était pas plus ardent. Six semaines avaient suffi pour faire tomber le zèle des inspireurs du duc de Brunswick.

Les Constituants, en se séparant, avaient cru la Révolution terminée. A la monarchie absolue ils avaient substitué un ordre de choses entièrement nouveau, organisé un régime tout entier fondé sur la souveraineté populaire et le système électif, à la tête duquel ils avaient maintenu le roi, non plus personnage souverain et sacré, mais simple exécuteur de la volonté nationale et gardien de la loi. Louis XVI n'avait pas accepté cette transformation de bon gré ; il avait voulu recouvrer sa souveraineté, fuyant sa capitale, pour gagner l'étranger ; vaincu, il s'était résigné à ce rôle amoindri que la majorité de l'Assemblée législative souhaitait réduire encore. Le conflit était fatal. L'essai de monarchie constitutionnelle demandait pour réussir la paix et la bonne volonté générale ; il se fit dans la méfiance réciproque, au milieu de la tempête que déclencha la guerre étrangère. La noblesse de cour en émigrant, l'Assemblée constituante en s'aventurant sur le terrain religieux par la Constitution civile du clergé, contribuèrent, chacune pour sa part, à entraîner la Révolution sur les chemins de la violence. Le roi et son gouvernement, qui, en convoquant les États généraux, n'avaient pas mesuré les conséquences de leur acte, furent vite dépassés par les événements qu'ils n'avaient pas su prévoir et qu'ils ne surent pas conduire. Aussi, dès l'automne de 1792, s'effondrait l'édifice que, pendant trois ans, avaient travaillé à élever sur les principes les plus solides des hommes, animés, à défaut d'expérience, d'une infinie bonne volonté.

## II. LA CONVENTION

**GIRONDINS ET MONTAGNARDS.** — Réunie le 20 septembre 1792, l'Assemblée élue pour modifier la Constitution allait siéger presque sans désenchanter durant trois longues années. Ayant aboli la royauté dès sa première séance et, cinq jours plus tard, proclamé la « République une et indivisible », elle entreprit de donner au pays des institutions nouvelles. Mais alors que la Constituante avait pu, dans une atmosphère relativement calme, réaliser la transformation intérieure qu'elle avait en vue, la Convention fut constamment dominée par la lutte engagée, au mois d'avril précédent, contre une partie de l'Europe. Cette lutte, à plusieurs reprises, mit en danger les frontières de la France. L'esprit de propagande se combina avec l'esprit de conquête et amena les Conventionnels, après avoir posé le principe des « limites naturelles », à en obtenir la rigoureuse application. De là un effort continu qui, tendant à l'extrême les ressorts des volontés individuelles et des volontés collectives, fit de la France, pendant trois ans, un champ clos où s'affrontèrent dans le sang des conceptions irréductibles. « L'histoire de notre Révolution, a dit Paul Janet, est un mélange étrange d'horreur et de grandeur. Jamais les partis n'ont été plus affreux ; jamais la patrie ne fut plus grande. Des partis audacieux, des hommes remarquables et redoutables, des passions effrénées, des divisions meurtrières, des résolutions extrêmes, une énergie indomptable, une tyrannie sanglante, et, au milieu de cela, des mesures sages et des services durables : telle est l'histoire de la Convention. »

Nonobstant les premiers votes de principe, émis d'enthousiasme, les nouveaux députés étaient encore hésitants. Moins inexpérimentés que leurs prédécesseurs, puisque les deux tiers d'entre eux avaient appartenu à la Constituante ou à la Législative, ils arrivaient néanmoins à Paris effrayés par les récents événements,



LES ADIEUX DE LOUIS XVI A SA FAMILLE. — Il est signifié au roi que l'entrevue doit prendre fin. — Gravure de J.-L. Benoît le Jeune. — Bibl. Nat. — Cl. GIRAUDON.

plus effrayés encore par la situation de la capitale ; de fait, ils allaient vivre sous la double domination des clubs et de la Commune insurrectionnelle. D'autre part, le « Conseil exécutif provisoire » ayant résigné ses fonctions sur la tribune de l'Assemblée souveraine, qui donc allait assurer l'exercice du pouvoir exécutif ?

Le 25 septembre, Robespierre et Marat, dénoncés comme aspirant à la dictature, répondent avec violence en accusant leurs propres accusateurs de vouloir démembrer le pays. Déjà, les Girondins fédéralistes et les Montagnards unitaires prennent respectivement position ; déjà souffle un vent de guerre civile. Seul Danton, député de Paris, membre du Comité exécutif provisoire, collègue à ce titre des Girondins — Roland, Clavière, Servan —, apparaît comme l'arbitre de la situation. Il veut l'union, il croit que la Révolution continue et réalise les destinées de la France ; il inquiète les députés « bourgeois » par sa large face vulgaire et enflammée, par la négligence de sa mise, par la véhémence de ses images, mais il fascine par cette même éloquence spontanée qui valut à Mirabeau, dans la Constituante, une sorte de primauté. Homme d'action énergique et de volonté fougueuse, il séduit, tout en les intimidant, les orateurs plus apprêtés que sont Vergniaud, Buzot, Lanjuinais.

Souveraine, libre de choisir les gouvernants à sa guise, la Convention décide pourtant d'observer la règle, posée par la Constitution de 1791, qui déclare incompatibles les fonctions de député et de ministre. Le pouvoir nominal échappe aux hommes en vue qui refusent d'abandonner le mandat dont ils tirent leur force ; mais, par l'institution des comités, ils conserveront le pouvoir réel et les ministres ne seront plus que des commis. Danton rendit les sceaux ; Roland, moins perspicace, abandonna son siège de député pour être confirmé dans ses fonctions de ministre de l'Intérieur ; Clavière conserva les Finances ; Lebrun, les Affaires étrangères ; Monge, la Marine ; Pache fut élu au ministère de la Guerre et Garat à la Justice. L'Égérie de la Gironde, M<sup>me</sup> Roland, qui nourrissait pour Danton la même répulsion que Marie-Antoinette pour Mirabeau et pour La Fayette, s'imaginait pouvoir diriger et canaliser le mouvement.

De fait, après les premières attaques, les passions parurent se calmer. Les Girondins et généralement les députés modérés obtinrent dans l'administration parisienne le renouvellement régulier de quelques corps élus. Des fédérés des départements vinrent, au nombre de cinq mille, constituer une garde de l'Assemblée contre les attaques possibles de la Commune, qui leur fit bon accueil.



L'ARMOIRE DE FER, ouverte par le serrurier Gamain (gravure allégorique). — L'apparition du squelette de Mirabeau prouve les rapports qu'entretenait le grand orateur avec la cour. — B. N.





EXÉCUTION DE LOUIS XVI, le 21 janvier 1793, sur la place de la Révolution (place de la Concorde). — A côté du roi, on distingue l'abbé Edgeworth et le bourreau; au deuxième plan, la rue de la Concorde (rue Royale) et le Garde-Meuble (ministère de la Marine). — Peinture du musée Carnavalet.

**LE PROCÈS DU ROI.** — Une première tâche s'imposait à la Convention, celle de fixer le sort du prisonnier du Temple. A la vérité, c'en était fait du roi depuis Varennes; la suspension ne pouvait être que la préface du jugement, et déjà la condamnation apparaissait certaine. Les intelligences avec les émigrés et avec l'étranger ne faisaient plus de doute depuis que, le 20 novembre, la découverte de l'armoire de fer avait révélé toute une correspondance accablante. Louis XVI se défendit habilement : ses avocats, Tronchet, de Sèze, l'aidèrent puissamment, arguant de l'évidente bonne volonté d'un prince qui avait spontanément convoqué les États généraux et fait dans la suite des concessions importantes; mais ils ne purent nier ses négociations avec la cour de Vienne. Sur la première question : « Louis est-il coupable de conspiration contre la liberté publique et d'attentat contre la sûreté générale de l'État, » 707 voix répondirent par l'affirmative. Il y avait vraisemblablement dans l'Assemblée une majorité qui inclinait vers la procédure de l'appel au peuple, mais il se trouva cependant 423 voix contre 281 pour la rejeter. Sous l'influence des comités, qui recevaient le mot d'ordre de la Commune et de la Montagne, Paris était dans le même état troublé qu'au lendemain du 10 août. Les députés des départements suspects d'indulgence furent l'objet de dénonciations, sinon de menaces, et les timorés faiblirent, tandis que les habiles mesuraient la portée de leur vote. Lorsque la peine de mort eut été prononcée, par 387 voix, la minorité essaya d'une dernière manœuvre dilatoire, le sursis; elle ne réunit que 380 voix contre 310. Le 21 janvier 1793, Louis XVI, première victime de la Révolution dont il était l'involontaire initiateur, mais qu'il n'avait su diriger, portait sa tête sur l'échafaud.

**LA GUERRE GÉNÉRALE. — LE PRINCIPE DES LIMITES NATURELLES.** — En soutenant la demande de sursis, Brissot avait fait valoir que l'exécution du roi allait entraîner la guerre générale. Si, en effet, la situation extérieure s'était modifiée depuis septembre 1792; si à l'invasion ennemie avait fait place l'invasion chez l'ennemi, il n'en était pas moins imprudent de compro-

mettre le résultat des premières victoires en doublant le nombre des adversaires. Prussiens et Autrichiens s'étaient, après Valmy, repliés sur eux-mêmes, inquiets et désireux surtout de participer au dépècement de la Pologne, que préparait Catherine II. Le 23 janvier 1793, l'impératrice et Frédéric-Guillaume signaient le second traité de partage; le roi de Prusse, s'emparant de Dantzic et de tout le sud de la Posnanie, avançait sa frontière à quelques lieues de Varsovie, tandis que Catherine annexait d'un trait de plume l'immense région comprise à l'ouest du Dnieper et de la Bérézina.

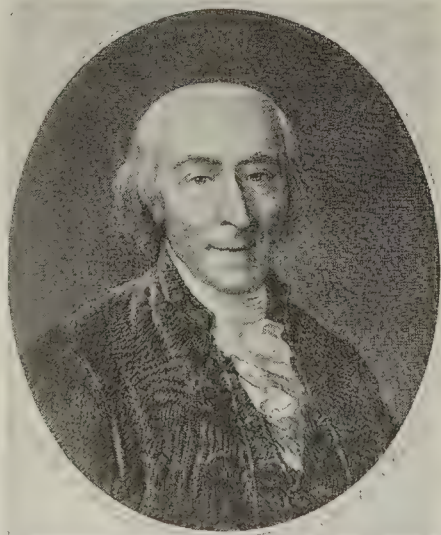
L'empereur François n'avait pu intervenir qu'après la signature. On lui indiqua que sa part pourrait être la Bavière, convoitée par les Habsbourg depuis près d'un siècle, et que l'Électeur bavarois pourrait être transféré dans les Pays-Bas autrichiens. Or, à ce moment, la maison d'Autriche avait perdu ces territoires; l'armée de Dumouriez, après la victoire de Jemmapes, avait occupé Bruxelles, Anvers et Liège.

Dans l'automne de 1792, Montesquieu s'est rendu maître de la Savoie; Custine a descendu le Rhin jusqu'à Mayence; partout, les populations étonnées, subjuguées par l'élan des jeunes troupes, revendiquent leur liberté, rejettent leurs anciens gouvernants, demandent aide et secours à la République naissante : dès le 4 novembre, les Niçois expriment le vœu d'être réunis aux Français; des pétitions de Savoyards sont envoyées à la Convention, ainsi que des vœux des bailliages des Deux-

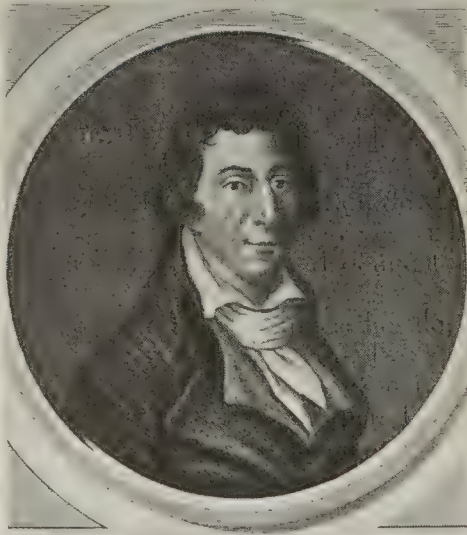
Ponts et de Nassau-Sarrebruck. Le 19 novembre, l'Assemblée « déclare, au nom de la nation française, qu'elle accordera fraternité et secours à tous les peuples qui voudront recouvrer leur liberté », et, le 15 décembre, elle proclame l'indépendance de tous les peuples chez lesquels elle a porté ou portera ses armes.

Or, le 1<sup>er</sup> décembre, un message royal a convoqué d'urgence le Parlement britannique et Pitt a pris des mesures qui annoncent la première coalition. L'ambassadeur de France, Chauvelin, a été mis en quarantaine; Talleyrand, Maret, envoyés encore une fois en mission spéciale, n'ont pas été plus heureux. La politique de propagande et de libération, dont les premiers effets seront la réunion de la Savoie et l'occupation de la Belgique, va dresser et maintenir l'Angleterre en état d'hostilité permanente contre la France. La mort de Louis XVI est pour George III un excellent prétexte de rupture; dès le 24 janvier, Chauvelin est expulsé. La Convention, acceptant le défi, se déclare, le 1<sup>er</sup> février, en état de guerre avec l'Angleterre. En même temps qu'elle porte les hostilités sur le territoire hollandais, elle rompt avec le roi d'Espagne, qui, seul des souverains européens, a fait des efforts désintéressés pour sauver Louis XVI, son cousin; le 7 mars, la République n'est plus entourée que d'ennemis.

Les Constituants avaient déclaré que « la nation française renonçait à entreprendre aucune guerre dans la vue de faire des conquêtes ». Le 31 janvier 1793, alors que la guerre avec l'Angleterre est imminente, Danton fixe les conditions de la paix : « Les limites de la France sont marquées par la nature. Nous les atteindrons dans leurs quatre points : à l'Océan, aux bords du Rhin, aux Alpes, aux Pyrénées.



ROLAND (1734-1793). — Gravure de Saint-Aubin. — Bibl. Nat.



BRISOT (1754-1793). — Gravure de Leva-chez. — Musée Carnavalet.



BARBAROUX (1767-1794). — Peinture du musée Carnavalet.



nées. Aucune puissance ne peut nous arrêter. » Ainsi la Convention reprend-elle la politique de la monarchie avec d'autant plus de franchise qu'elle n'a personne à ménager. Pareille déclaration affermit tout naturellement la coalition. Elle trouve un chef, William Pitt, et un général qui, pendant quelques mois, fut heureux : Cobourg. En ces deux personnages, la France révolutionnaire incarne ses griefs traditionnels contre l'Angleterre et contre la maison d'Autriche. Leur action se fit sentir dès le lendemain de l'entrée en guerre de l'Angleterre.

**LES PREMIERS REVERS. — LA TRAHISON DE DUMOURIEZ.** — Tandis que, sans méfiance, Dumouriez, entrant en Hollande, occupe Bréda et Gertruydenberg, Cobourg attaque Aix-la-Chapelle et marche sur Liège, où il fait son entrée le 5 mars ; la Belgique tout entière est menacée.

Dumouriez rejette les difficultés de la situation sur l'Assemblée qui, par l'exécution de Louis XVI, a provoqué l'Europe ; il rêve de retourner ses armes contre la Convention et de négocier avec l'ennemi, ce qu'il fait, le 23 mars, après qu'il a été obligé d'évacuer Bruxelles. Déjà il a expulsé les représentants en mission qui ont prétendu prendre la direction des opérations. Le 30 mars, il livre aux Autrichiens les Conventionnels envoyés à son quartier général et qui l'ont suspendu de ses fonctions. Puis, il essaie de soulever son armée, de l'entraîner sur les chemins de la capitale aux cris de : « Vive le roi ! » La troupe répond : « La République ou la mort ! »

La partie est perdue pour Dumouriez, mais elle est aussi, par sa faute, compromise pour la France. Fort heureusement, la crise a mis à l'épreuve la fidélité des troupes. Soulevées pour défendre l'indépendance de la nation, elles résistent à l'entraînement d'un général factieux ; elles resteront étrangères aux querelles civiles, tout à leur



DANTON (1759-1794). — Peinture du musée Carnavalet. CL. BOUCHÉVAL.

mission de défendre la patrie menacée par la coalition qui se renforce et s'organise. Aux conférences d'Anvers, au mois d'avril, lord Auckland, représentant de l'Angleterre, déclare qu'il faut réduire la France à un « véritable néant politique », et il ajoute : l'Angleterre « veut faire des conquêtes et les gardera ». Quelques semaines encore et l'Autriche parlera d'étendre ses Pays-Bas jusqu'à la Somme, en y englobant la Flandre et la Picardie. A ce moment, en effet, les provinces rhénanes sont abandonnées aussi rapidement qu'elles ont été conquises. Les Autrichiens réoccupent en partie le Palatinat dont les représentants, encore à Paris, demandent à la Convention de proclamer la réunion à la France.

Depuis le 21 janvier, l'atmosphère ne s'est pas éclaircie dans la capitale. Les Girondins se sentent plus étroitement rivés à la politique de violence que réclament la Commune et la Montagne pour conjurer le péril extérieur. Le 1<sup>er</sup> janvier 1793, Kersaint a obtenu, à la suite des premiers revers, la concentration des pouvoirs de la Convention en un comité de « Défense générale », émanation des cinq autres comités : Guerre, Diplomatie, Marine, Finances et Colonies, Constitution et Commerce. Mais la majorité en est aussitôt attaquée avec violence par Robespierre et ses amis.

Le 8 mars, Danton revient de Belgique en proie à la plus vive émotion. Redoutant l'issue de la guerre, il met l'Assemblée en demeure de prendre des décisions énergiques, d'enflammer le pays par des adjurations pressantes.

Pour hâter le recrutement des 300 000 hommes dont la levée a été décidée le 24 janvier, il demande l'envoi dans chaque département de deux représentants investis des pouvoirs les plus étendus. Il réclame, d'accord avec Robespierre, l'institution d'une juridiction exceptionnelle, d'un tribunal révolutionnaire capable de faire régner l'ordre sur le territoire menacé. « Soyons terribles, dit-il, pour dispenser le peuple de l'être. » Et, dans la nuit du 10 au 11 mars, l'Assemblée vote la motion lancée par la Commune, reprise par Danton, en attendant que, le 6 avril, elle institue le comité de Salut public. Le pouvoir échappe à la Gironde.

**LE PREMIER COMITÉ DE SALUT PUBLIC. — LA POLITIQUE DE DANTON.** — Le premier comité de Salut public n'est que le comité de « Défense générale », renforcé, muni de l'arme précieuse des fonds secrets, réduit à neuf membres : Danton et Barère se chargent des Affaires étrangères ; Delmas et Delacroix, de la Guerre ; Cambon, des Finances. Le principe de la séparation des pouvoirs est sauf, mais seulement en apparence : les ministres sont aux ordres du comité. Danton, qui est le chef incontesté de ce terrible organisme, ne cesse de proclamer que la guerre doit être la constante préoccupation de tous ; mais il sent que l'on peut gagner la guerre ailleurs que sur les champs de bataille et il pousse habilement la Convention à corriger son décret du 19 novembre. « Il est temps, dit-il, que la Convention fasse connaître à l'Europe qu'elle sait allier la politique aux vertus républicaines. Il faut, avant tout, songer à la conservation de l'État et fonder la grandeur française. Que la République s'affermisse et la France, par ses lumières et son énergie, fera attraction sur tous les peuples. » Il ajoute, non sans mérite quand on songe que Robespierre le guette et que de nombreux Conventionnels ne comprennent rien à sa nouvelle méthode : « Donnons nous-mêmes

l'exemple de la raison, décrétons que nous ne nous immiscerons point dans ce qui se passe chez nos voisins, mais que la nation s'abîmera plutôt que de souscrire à toute transaction. » Grâce peut-être à cette péroraison héroïque, grâce aussi aux réflexions qu'impose la gravité des circonstances, « la Convention déclare, au nom du peuple français, qu'elle ne s'immiscera en aucune manière dans le gouvernement des autres puissances ».

Fort d'une semblable disposition, Danton, aidé de Lebrun, ministre des Affaires étrangères, tente quelques sondages tant auprès des neutres



ROBESPIERRE (1758-1794). — Peinture du musée Carnavalet. CL. NEURDEIN.

que des ennemis de la République. Il fait savoir à l'Angleterre que la République rentrera dans ses anciennes limites : Grenville, surpris, demande l'abandon de Nice, de la Savoie, même d'Avignon ; Danton espère être plus heureux avec la Prusse ; il lui fait entrevoir des agrandissements sur la rive gauche du Rhin. Pour conserver la Savoie, il songe à donner des compensations au roi de Sardaigne dans les États de l'Eglise. Puis, se retournant vers l'Autriche, il charge successivement son ami Hérault de Séchelles et Chauvelin de négocier avec la cour de Vienne, d'accepter l'échange, que souhaitait l'Autriche, des Pays-Bas autrichiens contre la Bavière.

Ces pourparlers, sur lesquels comptait Danton pour disloquer la coalition, furent interrompus lorsque Robespierre, n'admettant que la diplomatie à coups de canon, arriva au comité. Pourtant, la situation de la République avait rapidement empiré durant le premier printemps de l'ère nouvelle. Condé, Valenciennes, Mayence avaient tour à tour capitulé ; les Espagnols s'apprétaient à franchir les deux extrémités des Pyrénées, menaçant Bayonne et Perpignan ; la Corse, soulevée par Paoli, nommait une Consultà qui, le 26 mai 1793, refusait de reconnaître la Convention nationale, et obligeait bientôt la petite armée républicaine à renoncer à la garde des côtes ; la guerre civile enfin éclatait sur divers points du territoire.

**LE SOULEVEMENT BRETON ET VENDEEN.** — La levée de 300 000 hommes en fut la cause la plus immédiate. Dès les premiers jours de mars, des troubles éclatent dans l'Ouest, en Bretagne, en Vendée ; les paysans se concertent pour résister à des ordres qui les atteignent doublement ; hostiles à la conscription, ils refusent de prendre les armes pour défendre un gouvernement qu'ils haïssent. Puisqu'il faut abandonner les champs et les villages, que ce soit au moins pour combattre ces révolutionnaires qui viennent de mettre le roi à mort, qui pourchassent les prêtres, qui attentent aux libertés paysannes ! Aussi Gaston Bourdie, Stofflet, Cathelineau, un perruquier, un garde-chasse, un voiturier, aidés d'autres ruraux, se soulèvent-ils spontanément et, comme il est naturel aux gens de la



campagne, demandent-ils à ceux de leurs châtelains qui n'ont pas émigré de se mettre à leur tête. Et c'est ainsi que les La Rochejaquelein, les Bonchamp, les d'Elbée, les Charette de la Conterrie sont poussés dans l'émeute, sans peut-être l'avoir tous souhaité, parce que leur intérêt est de se terrer. En quelques semaines, la basse Bretagne et la Vendée sont à feu et à sang ; les massacres des blancs à Pornic coïncident avec les fusillades des bleus à Machecoul. Puisque la guerre civile est déclarée, il faut la mener de part et d'autre avec énergie ; les ennemis de la Convention se rallient au cri de : « Vive Louis XVII ! », réclament leurs prêtres pour les guider, chantent des cantiques. Pas un instant ils ne songent qu'ils commettent un double crime contre la patrie en refusant de la défendre contre l'ennemi national et en favorisant cet ennemi par leur révolte. Ils combattent pour leurs libertés avec toutes les armes dont ils disposent et ne craignent pas plus d'en demander à l'Angleterre que les émigrés de se fourvoyer dans les armées allemandes.

Dès la première nouvelle de l'insurrection, la Convention, le 19 mars, déclarait hors la loi et condamnait à mort sans jugement tous les révoltés pris les armes à la main. Des troupes républicaines étaient avec peine concentrées sur la Loire sans munitions, sans chefs capables ; la menace restait toujours plus grande au Nord et à l'Est, et la Convention redoutait que l'insurrection de l'Ouest n'eût surtout pour but de faciliter les opérations de l'envahisseur.

**LES PARTIS EN LUTTE A LA CONVENTION.** — L'insurrection renforçait à Paris les chances de la Montagne. De même que le comité de Salut public avait été créé au lendemain de la trahison de Dumouriez et que les Girondins en avaient été exclus, de même les troubles de l'Ouest, qui augmentaient l'inquiétude à Paris, allaient précipiter la chute de la Gironde.

Déjà Marat et ses amis, déformant certaines déclarations faites par des députés girondins en faveur d'une Constitution fédérale, répandaient le bruit que l'insurrection vendéenne était la conséquence de ces principes.

Le 10 avril, une section parisienne demande la mise en accusation des députés girondins : ceux-ci répliquent en réclamant la mise en accusation de Marat. Mais, le 24 avril, Marat est acquitté par le tribunal révolutionnaire et revient à l'Assemblée triomphant.

Dès lors la Convention, impuissante à légiférer, dévorée par la lutte des partis et des hommes, affaiblie par l'institution des représentants en mission et aussi par l'abstention systématique des timorés, devient un immense club où règnent la violence et la surenchère. Un seul homme pourrait la dominer et pacifier les esprits, tant est grand son prestige : la Gironde, par jalousie, par mépris affecté pour sa vulgarité, par dégoût peut-être pour le rôle qu'on lui attribue dans les massacres de septembre, l'a dédaigné et provoqué. « Tu veux la mort, Guadet, tu l'auras, » a rugi Danton le jour où il s'est constitué prisonnier de la Montagne. Il se confine dans ses fonctions au comité, où il règne, et laisse les Girondins se défendre et se perdre.

La lutte est suspendue, quelques jours durant, pour l'examen de la situation économique ; car le rude hiver et la désorganisation de la vie rurale ont une fois de plus abouti à la disette. Les maires et les officiers municipaux ont, le 18 avril, réclamé « la fixation d'un maximum du prix du blé dans toute la République, l'anéantissement du commerce des grains, la suppression de tout intermédiaire entre le cultivateur et le consommateur » ; le droit de propriété que la Révolution a reconnu sacré « ne peut être le droit d'affamer les citoyens ». La Convention sent la gravité de la question qui met aux prises la ville et la campagne ; elle l'étudie dans un calme relatif et, le 4 mai, fixe des prix maxima, qui iront baissant de mois en mois jusqu'en septembre. Par ce moyen, elle rétablit sans doute le calme dans la capitale, car elle rassure les ménagères, mais elle est prise au piège de l'interventionnisme et elle sera entraînée, de mesure en mesure, sur une pente fatale.



CARTE D'ASSISTANCE GRATUITE réservée aux membres de la Société des Jacobins. — Bibl. Nat.

Entre temps, les nouvelles de plus en plus inquiétantes, venues de Vendée, maintiennent l'agitation dans les clubs. Des pétitionnaires demandent des levées immédiates pour agir contre les insurgés. Paris voit journellement des volontaires qui défilent devant la Convention et qui, retenus par des ordres contradictoires, prolongent leur séjour dans la capitale.

**LA CONVENTION ET LA COMMUNE.** — Le 10 mai, la Convention inaugure la nouvelle salle que Roland, dès la chute du trône, avait commencé de préparer au Palais des Tuileries et dont la disposition mettait les députés sous la domination de la foule.

Les Girondins s'en émeuvent et Guadet propose que les suppléants à l'Assemblée se réunissent à Bourges en attendant la dissolution de la Convention ; mais Barère fait écarter la motion en demandant la nomination d'une commission d'enquête de douze membres : tous sont des Girondins et des Centristes ; ils concluent contre les

agissements de la Commune, décident six arrestations, dont celle du substitut Hébert, qui, dans le *Père Duchesne*, a provoqué l'émeute. Une fois encore la Gironde a donné un coup d'épée dans l'eau et, par de vaines menaces, exaspéré ses adversaires. Élu le 20 mai, la commission est cassée le 27, après une nouvelle invasion de l'Assemblée par les sections. Elle est rétablie le lendemain ; mais l'élargissement d'Hébert, décidé la veille, est maintenu.

**LA FIN DE LA GIRONDE.** — Dès lors la Commune se rend compte qu'on aura raison des Girondins, comme on eut raison de Louis XVI, par la violence : la Convention, à la merci de la force populaire, puisqu'elle n'a pas su s'organiser une garde départementale, cédera devant le danger. Les 29 et 30 mai, l'émeute se prépare au grand jour, cependant que, dans certains quartiers fidèles aux traditions, quelques paroisses célèbrent processionnellement la Fête-Dieu. Comme dans les autres journées de la Révolution, on voit, parmi les organisateurs, des individus suspects, des étrangers qui répandent sans compter un argent de provenance mystérieuse. Le comité révolutionnaire émané des sections domine la Commune et concentre le commandement entre les mains d'un soudard brutal et sans vergogne, Hanriot, qui, s'emparant du Pont-Neuf, fait tonner le canon d'alarme. La Convention mande à sa barre Hanriot, qui n'a garde de s'y rendre, et elle décrète qu'elle disposera seule de la force armée. Mais qui donc se chargera de l'application du décret ?

Le surlendemain 2 juin, c'est encore la Commune qui groupe ses forces et les dirige vers l'Assemblée impuissante. Les Girondins cherchent en vain à résister. La foule réclame un décret d'accusation contre les « Douze » et contre neuf autres de leurs collègues.



LA COUR DES TUILERIES LE 2 JUIN 1793. — Les canons d'Hanriot sont braqués sur le palais où siège la Convention. — Gravure de Berthault, d'après Swobach Desfontaines. — Bibl. Nat.



La Convention s'incline devant le cri d'Hanriot : « Canonniers, à vos pièces ! » La Révolution commence de dévorer ses enfants.

### LA GUERRE CIVILE. —

Ce fut par tout le territoire un long cri d'indignation : la Convention s'était disqualifiée en cédant à la pression de l'émeute parisienne. En condamnant le fédéralisme en même temps que la Gironde, peu s'en fallut qu'elle ne déterminât le triomphe de l'un et de l'autre. Il manqua seulement aux Girondins une organisation et un chef. Du nord au midi, de l'est à l'ouest, l'opinion publique, déjà troublée par la levée des 300 000 hommes, par l'invasion ennemie, par les premières nouvelles de Vendée, se sentait menacée par la chute de ceux qui avaient soutenu les droits des départements et demandé que Paris fût ramené à sa quote-part d'un quatre-vingt-sixième d'influence. En dehors de l'Ouest breton et vendéen, c'est dans le Sud-Est, notamment à Lyon, Marseille, Toulon, puis en Gironde, que la résistance s'affirma.

Déjà, au début de mai, les Marseillais et les Lyonnais avaient renversé leur commune jacobine ; ils avaient envoyé à la Convention des adresses de fidélité, mais en s'appuyant sur elle comme sur le parti de l'ordre, qu'ils s'offraient à défendre. Les Bordelais avaient dit : « La Convention est pour nous l'arche nationale ; nous voulons périr avant le règne des brigands et des assassins. » Quand, le 2 juin, la Convention s'abaissa devant les « brigands », tout pouvoir légal parut aboli ; chacun s'arma pour se défendre. Dans la Lozère, Charrier recruta près de 30 000 hommes qui, un instant, tentèrent de rallier Lyon. Les principaux centres voulurent décider des mesures communes : des émissaires coururent de Rouen à Caen, à Rennes, à Nantes, à Limoges, à Bordeaux, à Toulouse, à Nîmes, à Toulon, à Grenoble, à Besançon, à Dijon. Mais dans toutes ces villes, habituées depuis des siècles à recevoir des ordres de Paris, on ne savait quelles résolutions prendre : pas plus d'unité de direction que d'unité de doctrine. Pendant que les royalistes prenaient la tête du mouvement, les Girondins abandonnaient la lutte. Dès l'automne, Brune rétablissait à Bordeaux les commissaires de l'Assemblée. A Lyon, où le Jacobin Chalier était guillotiné en juillet, les troupes de la Convention rentraient triomphantes en septembre. A Toulon, les royalistes n'hésitèrent pas : ils appelèrent la flotte anglaise qui, le 19 août,



LA FONTAINE DE LA RÉGÉNÉRATION, inaugurée le 10 août 1793, sur les ruines de la Bastille. — Gravure de Helman, d'après Monnet. — Bibl. Nat. CL. LEMARE.

mouillait dans le port et s'emparait de la ville. Cette trahison, dont la nouvelle fut bruyamment répandue dans tout le pays, donna le coup de grâce au mouvement.

Cependant, la Convention avait cherché à calmer les inquiétudes, tout en cédant aux instances jacobines. Elle décréta d'accusation les Girondins, jusqu'alors placés chez eux en état d'arrestation ; quelques-uns avaient pu fuir ; les autres furent incarcérés.

Peu soucieux par nature de l'équilibre budgétaire, auquel on ne songeait guère en ces temps d'assignats, les Montagnards vainqueurs pensèrent que des largesses satisfieraient le peuple, ainsi que l'annonce d'un impôt sur les riches, quelque difficile qu'il pût être à percevoir : un emprunt forcé d'un milliard fut décrété, grâce auquel on pourrait augmenter les traitements des fonctionnaires, mettre les dettes des communes à la charge de l'État, développer les secours, exempter des contributions « l'absolu nécessaire à la subsistance des citoyens ».

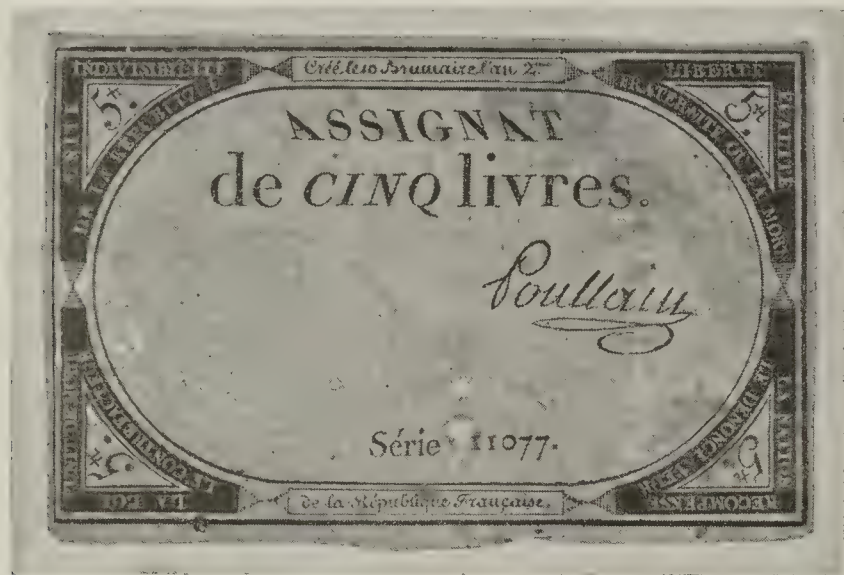
**LA CONSTITUTION DE 1793.** — Et, courageusement, on s'occupa d'élaborer une Constitution, voulant montrer à la France anxieuse qu'on travaillait à instaurer un ordre de choses nouveau, tout entier fondé sur la volonté populaire. On prit pour base le projet

de Condorcet, qui posait le double principe de l'égalité de tous les citoyens et de l'élection au suffrage direct, sans condition de cens, et l'on adopta plusieurs des maximes girondines, malgré qu'elles fussent en contradiction absolue avec les événements des derniers jours. Ainsi l'article 1<sup>er</sup> de la déclaration préliminaire des droits portait : « Le but de la société est le bonheur commun. Le gouvernement est institué pour garantir à l'homme la jouissance de ses droits naturels et imprescriptibles. » Trente-cinq articles établissaient donc, avec plus d'énergie encore que la déclaration des Constituants, le caractère sacré des droits de l'homme, au moment où le gouvernement révolutionnaire en suspendait l'exercice. De même encore, les cent vingt-quatre articles de la Constitution organisaient un système de gouvernement, sans doute assez difficile à appliquer, mais du moins fort séduisant, les principes qui le dirigeaient faisant du peuple régulièrement consulté l'arbitre de ses destinées. Si « les secours publics sont une dette sacrée » ; si « la société doit la subsistance aux citoyens malheureux, soit en leur procurant du travail, soit en assurant les moyens d'existence à ceux qui sont hors d'état de travailler », la Constitution affirme par contre que « nul citoyen n'est dispensé de l'honorable obligation de contribuer aux charges publiques », et « elle garantit à tous les Français l'égalité, la liberté, la sûreté, la propriété, la dette publique... ». En vingt jours, le projet fut étudié par les comités, discuté par l'Assemblée et voté le 24 juin. Soumis à la ratification populaire, 1 801 918 citoyens



ASSASSINAT DE MARAT, LE 13 JUILLET 1793. — Marat transporté mourant de sa baignoire à son lit pendant qu'on entraîne Charlotte Corday. — Gravure de Brion. — Bibl. Nat. CL. LEMARE.





UN ASSIGNAT DE CINQ LIVRES émis en 1793.

l'acceptèrent, 11 610 seulement osèrent le rejeter. Quatre mois plus tard, avant tout commencement d'exécution, la Constitution fut suspendue et le gouvernement révolutionnaire renforcé. Elle avait eu du moins le résultat qu'en attendaient ses auteurs; elle avait contribué à dissocier le fédéralisme et permis aux Montagnards d'en triompher.

**ROBESPIERRE TRIOMPHE DE DANTON.** — Danton seul gênait dorénavant les Montagnards; il n'avait décidément pas les mêmes idées sur l'exercice du pouvoir. La terreur, qu'il savait déchaîner au moment opportun pour répondre à une défaite ou légitimer une émeute, ne lui convenait pas comme moyen habituel de gouvernement. Depuis le 2 juin, il sentait l'erreur qu'il avait commise en abandonnant les Girondins, et pourtant, un mois plus tard, il n'osait s'opposer aux nouveaux décrets d'accusation : le 10 juillet, quand les pouvoirs du comité dont il était l'âme expirèrent, la liste de proscription s'élevait à quarante Conventionnels.

Au contraire de la plupart de ses collègues, pour qui le club des Jacobins et la Convention formaient l'unique cercle de leurs occupations, Danton était homme de sentiment et de foyer. La mort de sa première femme, au début de l'hiver, l'avait atterré et tenu éloigné quelque temps des affaires; son second mariage, le 12 juin, l'absorba si bien que ses ennemis prétendirent qu'il négligeait les affaires de l'État, quoiqu'il se fût fait récemment attribuer le contrôle des questions militaires. Il se préoccupait peu de sa réélection : trop grande confiance en soi, ou lassitude, peut-être l'une et l'autre. Le 10 juillet, Barère, Jean Bon Saint-André, Couthon, Saint-Just, Hérault de Séchelles (1) furent élus sur les instigations de Robespierre, lequel demeura sur la réserve jusqu'au 27 juillet, date à laquelle un comparse, Gasparin, s'effaça pour lui faire place.

**L'ASSASSINAT DE MARAT. — LA TERREUR A L'ORDRE DU JOUR.** — Entre temps, le 13 juillet, Marat disparaissait de tragique façon; c'était pour Robespierre un avantage inattendu. Charlotte Corday, en croyant frapper à mort la Terreur dans la personne de son coryphée le plus cynique, débarrassait d'un rival le seul qui fût assez prudent, assez doctoral, assez « politique » pour faire vivre ce régime de force et de sang; elle donnait au contraire à la Terreur l'élan décisif; le meurtre du plus en vue des chefs jacobins fournissait à ses amis le prétexte de nouvelles mesures. Les députés fédéralistes furent déclarés traîtres à la patrie, exécutables sans jugement; on menaça de répression sanglante les Bordelais, les Lyonnais, les Marseillais, qui soutiendraient la rébellion; on menaça de la guillotine les généraux qui n'avaient pu arrêter l'invasion, et Custine fut exécuté; on décida

la mise en jugement de Marie-Antoinette, ce qu'on avait hésité à faire pendant plusieurs mois. Des négociations avaient même été entamées avec l'Autriche, sur l'initiative de Danton, la reine devant être échangée contre les commissaires livrés par Dumouriez ou devant servir de garantie à la neutralité du royaume de Naples. Quelques exaltés eurent l'idée macabre de fêter à Saint-Denis l'anniversaire du 10 août en violant toutes les tombes royales, et la Convention ratifia cette proposition. La petite-nièce de Corneille avait bien mal mesuré les conséquences de son geste homicide : Marat était placé sur les autels, et, à l'instigation de Chaumette, « la Terreur décrétée à l'ordre du jour ». Le 10 octobre 1793, la Constitution était écartée; on décida que le « gouvernement provisoire de la France serait révolutionnaire jusqu'à la paix ». Le 4 décembre, un autre décret suspendit les autorités élues et centralisa sous l'autorité du gouvernement, par l'intermédiaire soit des districts, soit des Conventionnels en mission, les départements et les communes, dont les procureurs élus étaient remplacés par des « agents nationaux » nommés. Les représentants en mission avaient d'ailleurs tout pouvoir sur les élus de toutes les administrations. Ainsi le système institué par la Constituante, qui maintenait si rigoureusement la division des pouvoirs et le principe de la souveraineté populaire, était suspendu avant d'être presque totalement abandonné.

**LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE. — LES ASSIGNATS.** — L'état financier et économique du pays était, avec la situation militaire, le plus vif sujet d'angoisse du gouvernement. La cherté des vivres augmentait rapidement en raison directe de la dépréciation des assignats.

L'idée de Cambon d'émettre du papier-monnaie gagé sur les biens nationaux, du clergé ou des émigrés, permettait à la France de vivre et de résister à la coalition; mais l'application en était difficile. L'Assemblée ordonna, le 24 août, l'ouverture du Grand-Livre de la dette publique, sage mesure qui consolidait la dette et l'uniformisait; mais elle se laissa entraîner à une émission d'assignats qui ne correspondait plus à la valeur des biens gagés dont la vente se ralentissait chaque jour. L'emprunt forcé d'un milliard et les menaces proférées par les Hébertistes contre les propriétaires faisaient reculer les acheteurs. L'agiotage seul se développait en vertu d'une loi constante, et Collot d'Herbois qualifiait en vain les agioteurs et accapareurs « d'animaux furieux et féroces ». Le 26 juillet, la Convention décréta crime capital, l'accaparement des marchandises de première nécessité. Les sections applaudirent bruyamment, mais le prix de la vie continua de monter et les denrées de se cacher. La « terreur à l'ordre du jour » tenait chacun sous la menace et obligeait le gouvernement à l'usage constant de la violence.

**LA LEVÉE EN MASSE. — LA LOI DES SUSPECTS.** — La levée de 300 000 hommes n'avait pas produit tous les résultats qu'on en attendait. Le 16 août, la Convention, s'appuyant sur une disposition constitutionnelle, décréta la levée en masse, que régle-



EXÉCUTION DE MARIE-ANTOINETTE, le 16 octobre 1793, sur la place de la Révolution (place de la Concorde). — A droite, une statue de la Liberté est érigée sur le socle qui supportait la statue de Louis XV; à gauche, on aperçoit les bâtiments du Palais-Bourbon. — Gravure de Helman, d'après Monnet. — Bibl. Nat. CL. GIRAUDON.

(1) Carnot, Collot d'Herbois, Billaud-Varenne, ne furent nommés qu'ultérieurement.





SAINT FRANCISCO  
PUBLIC LIBRARY

LE TRIOMPHE DE MARAT.

Marat, qui vient d'être acquitté par le Tribunal révolutionnaire, est porté en triomphe (24 avril 1793). — Peinture de Boilly. — Musée de Lille. CL. COUATIER.









PÉTION DE VILLENEUVE (1756-1794). — Œuvre de Phalipon. — Musée de Versailles.

menta la « réquisition ». Les Français de 18 à 40 ans furent placés « en réquisition permanente » ; mais le premier appel ne s'appliqua qu'aux célibataires de 18 à 25 ans. Ainsi fut créée à l'arrière une armée à qui manquaient d'ailleurs l'organisation et la discipline plus que les effectifs.

Le 17 septembre, malgré l'arrêt de l'invasion, l'Assemblée, sur le rapport de Merlin de Douai, un juriste pourtant, avait décrété suspects et comme tels justiciables du tribunal révolutionnaire « tous ceux qui, soit par leur conduite, soit par leurs relations, soit par leurs propos ou par leurs écrits, s'étaient montrés partisans de la tyrannie, du fanatisme et ennemis de la liberté ». C'en était assez pour peupler toutes les prisons de la République, tant ce délit d'opinion était vague à souhait.

Les sociétés populaires, filiales des Jacobins, étaient officiellement chargées de dresser et de tenir à jour la liste fatale, dont les figurants seraient tour à tour, et sans délai, traduits devant le tribunal.

**LE TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE. — LA MORT DE LA REINE ET DES GIRONDINS.** — A Paris, Fouquier-Tinville était le procureur de cette chambre ardente qui voyait défiler pêle-mêle bourgeois, nobles, députés, courtisanes, reine de France. Dès le mois d'août, Marie-Antoinette avait dû dire adieu à ses enfants et quitter la Tour du Temple pour la Conciergerie; elle savait son sort et elle ne fit rien pour le conjurer. L'acte d'accusation entassa exagérations sur calomnies; mais un crime était patent : l'entente avec l'ennemi. L'audience, commencée le 14 octobre, ne se termina que le 16 par la condamnation attendue : à neuf mois de distance, Marie-Antoinette suivit son mari sur l'échafaud.

Huit jours plus tard, l'heure des Girondins sonnait; vingt-deux d'entre eux furent traduits devant le tribunal. Comme ils faisaient mine de se défendre, Robespierre obtint un décret portant que les jurés pourraient se déclarer suffisamment éclairés, et ils le firent aussitôt sans que la foule protestât. Les condamnés furent conduits, le 31 octobre, sur la place de la Révolution, et guillotins, y compris Valazé, qui s'était poignardé au cours de la dernière audience.

« Innocents ou coupables des malheurs et des crimes de la République, a écrit justement Anatole France dans *Les Dieux ont soif*, vains, imprudents, ambitieux et légers, à la fois modérés et violents, ils n'en étaient pas moins la jeunesse éclatante de la Révolution; ils en avaient été le charme et la gloire. »



COUTHON (1756-1794). — Œuvre de Bonneville. — Musée Carnavalet.



SAINT-JUST (1767-1794). — Peinture de David. — Cl. Braun.

Quant aux autres, ceux qui avaient fui et tenté de soulever la province, leur fin fut aussi misérable : Salles, Guadet seront guillotins à Bordeaux; Barbaroux, Buzot, Pétion, pourchassés, errants, désemparés, seront trouvés morts ou mourants; Roland, caché à Rouen, se tua le jour où il apprit que sa femme, la belle Manon, avait monté les marches de l'échafaud trois semaines après Marie-Antoinette. L'avant-veille, un autre régicide de marque, Philippe-Égalité, payait de sa vie sa longue duplicité; puis, dans ce même automne, furent exécutés tous ceux qui avaient cru fonder l'ère de la liberté : Bailly, Manuel, Barnave, Duport et Lebrun, sans parler des généraux : Custine, Brunet, Houchard.



BARNAVE (1761-1793). — Buste de Houdon — Musée de Grenoble. Cl. Piccardy.

**LE TRIOMPHE DE LA MONTAGNE.** — Les Montagnards avaient fait le vide autour d'eux; leur triomphe était complet. L'ennemi du dehors était arrêté, celui du dedans vaincu; la Vendée avait succombé en octobre après une guerre en règle, menée durement par les « Mayençais ». Kléber, aidant les généraux improvisés qu'étaient Rossignol et Ronsin, était parvenu à écraser et à dissoudre les principales forces insurrectionnelles : Bonchamp, d'Elbée, La Rochejaquelein, Cathelineau avaient été tués; leurs troupes s'étaient disséminées dans le Bocage ou dans les coins perdus de Bretagne. A Nantes, le représentant Carrier noyait dans le sang et dans la Loire tous les suspects de fédéralisme ou de modérantisme. A l'autre extrémité du territoire, Lyon, repris par les troupes de la Convention, subissait la dictature de Fouché; froidement, l'ex-oratorien présidait aux massacres, tandis qu'en Provence, à Marseille, à Toulon, repris sur les Anglais par le jeune capitaine Bonaparte, Fréron dépassait par ses violences les ordres du « grand comité ». Mais la France était sauvée.

On eût pu espérer que, l'invasion arrêtée et presque refoulée, l'insurrection vaincue, la Constitution allait être mise en vigueur. Robespierre protesta violemment contre ceux qui en firent la motion et, sur sa proposition, le décret du 4 décembre légalisa le gouvernement révolutionnaire. Le comité de Sûreté générale, où dominaient Amar et Vadier, n'était lui-même qu'une émanation du comité de Salut public où la personnalité de Robespierre, appuyée par Saint-Just, Collot d'Herbois, Couthon, ses séides, s'affirmait chaque jour plus puissante. Son premier mouvement, dans l'hiver de 1794, fut d'arrêter la vague d'amoralisme déchaînée par les exaltés de la Commune.

**ROBESPIERRE ET LA QUESTION RELIGIEUSE.** — Le 6 octobre, la Convention vota la transformation du calendrier en le faisant commencer au 22 septembre, date de la naissance de la République. Aux noms de mois empruntés à l'antiquité romaine, Fabre d'Églantine fit substituer douze noms dont la terminaison variait suivant les saisons et qui formaient image : vendémiaire, brumaire et frimaire; nivôse, pluviôse et ventôse; germinal, floréal et prairial; messidor, thermidor, fructidor. La réforme était gracieuse, mais la suppression de la semaine, l'institution du « décadi », bouleversaient toutes les habitudes. Elle était, de plus, intimement liée au nouveau culte de la Raison, que Chaumette prétendait introduire en France et à l'inauguration duquel il convia solennellement la Convention, dans la ci-devant église Notre-Dame, le 13 novembre. La cérémonie ne fut rien moins qu'édifiante. Le pillage des églises et des objets du culte, qui eut sa répercussion dans tout le pays, rencontra l'ap-



probation d'une minorité amie du scandale, mais Robespierre désapprouva hautement ces saturnales; Rousseau, son guide, n'avait pas ainsi compris la réforme religieuse; il croyait en un Dieu créateur et en la nécessité d'une morale; l'Être suprême était plus près du Dieu des chrétiens que la déesse Raison personnifiée par une actrice dont Hébert avait fait choix pour sa complaisance plus encore que pour sa beauté. Dès le 20 novembre, il avait donc, au nom du comité, proclamé la liberté des cultes, ajoutant : « Celui qui veut empêcher les prêtres de dire la messe est plus fanatique que celui qui la dit. » La Commune de Paris ne tint pas compte de cet avertissement; en plusieurs régions, les persécutions religieuses redoublèrent de violence : le clergé constitutionnel disparut presque complètement et, dans nombre de communes, le culte cessa d'être célébré.

Robespierre avait précisé sa doctrine politique, comme sa philosophie religieuse; il régnait sur le comité et n'y rencontrait aucune opposition; à la Convention comme au gouvernement, il était l'arbitre de la situation, le vrai chef de l'État. Il pouvait, de sa main vigoureuse, vaincre les ennemis du dehors avec les troupes de la première réquisition et triompher des difficultés intérieures par une sorte d'union sacrée des révolutionnaires. Ne voulut-il pas ou ne crut-il pas possible cette entente étroite des Montagnards pour l'exploitation de la victoire? Le fait est qu'il décida, tout au contraire, de poursuivre l'épuration commencée par les Girondins : erreur qui devait lui coûter la vie, crime politique encore plus grand, puisque la guillotine devenait son seul moyen de gouvernement et qu'en laissant ou en poussant à se dévorer entre eux les fils de la Révolution, c'est la Révolution elle-même que, finalement, il condamnait à mort.

**EXÉCUTION DES HÉBERTISTES ET DES DANTONISTES.** — Hébert, il est vrai, entama imprudemment la lutte en préparant l'insurrection contre la Convention. Le comité répondit aussitôt en dénonçant une conspiration de l'étranger, payée par Pitt, propagée par ses agents; mais Saint-Just, désireux de maintenir son système de bascule, dénonça le même jour deux factions comme également dangereuses.

Le 14 mars 1794, Hébert, Vincent, Momoro, Cloots, Ronsin furent arrêtés, traduits devant le tribunal avec treize autres « exagérés », et conduits le 24 à l'échafaud en présence d'une foule qui, contrairement à l'habitude, témoigna hautement sa joie de la fin du « père Duchesne ». Pache avait été depuis un an le jouet des Hébertistes; il fit amende honorable et déclara que la Commune restait fidèle à la Convention.

Alors, sans délai, Robespierre se retourna vers Danton, qui avait dédaigné l'allusion dirigée par Saint-Just contre les « indulgents ». Déjà, le 15 mars, on avait arrêté Fabre d'Églantine et Héault de Séchelles, membres du comité. Les négociations entamées avec l'Europe par le premier comité retombèrent à la charge de Danton. Quand, le 30 mars, fut résolue l'arrestation de ce dernier, qui se reposait paisiblement à Arcis, ainsi que celles de Camille Desmoulins, de Philippeaux, de Delacroix, les comités ne craignirent pas de les accuser tous « d'avoir trempé dans la conspiration tendant à rétablir la monarchie ». La Convention laissa faire; Legendre seul osa prendre la défense de Danton; Robespierre parla « d'idole pourrie » et le boucher massacreur n'insista pas. On eut soin, pour nourrir le procès, d'y traduire également des profiteurs et des étrangers au rôle assez louche,



CAMILLE DESMOULINS (1760-1794). — Peinture du musée de Versailles.

et le tribunal « expédia » le bloc sur réquisitoire prononcé par Fouquier-Tinville avec sa hâte et son insensibilité coutumières. Danton, Desmoulins, tentèrent une défense qu'ils sentirent bien vite inutile; ils eurent le même dégoût que naguère les Girondins.

Les fournées continuèrent plus nombreuses; après Danton et par contraste, ce fut Chaumette, frappé sous l'inculpation au moins inattendue « d'athéisme »; Gobel, évêque constitutionnel, qui était pourtant venu abjurer solennellement devant la Convention; des généraux comme Dillon; des veuves de condamnés, comme Lucile Desmoulins et la femme Hébert, coupables d'avoir voulu sauver leurs maris.

Malgré tout, Robespierre ne se sentait pas rassuré; sa nature morose, son tempérament bilieux lui faisaient tout craindre. Le conseil exécutif, qui ne formait rien moins qu'un conseil homogène, lui était suspect, et les ministres, réduits pourtant à un rôle passif, furent remplacés par douze commissions, plus directement aux ordres du grand comité.

**LA LOI DE PRAIRIAL. — LA GRANDE TERREUR.** — Trouvant enfin que les plus renommés des représentants

en mission avaient eu la main vraiment lourde, Carrier à Nantes, Fouché à Lyon, Ysabeau et Tallien à Bordeaux, Barras et Fréron à Marseille et à Toulon, Robespierre les fit rappeler et prépara le décret du 10 juin (22 prairial an II), qui devait se traduire à Paris par une effroyable recrudescence de la Terreur, mais qui, en même temps, abolissait les tribunaux révolutionnaires des départements. On voulait aller vite, enlever aux accusés les dernières garanties, même le secours des avocats, supprimer les interrogatoires avant audience qui tenaient lieu de l'instruction préalable. Aussi le nombre des victimes qui, de mars 1793 à juin 1794, avait été de trois par jour en moyenne, se multiplia à partir de cette date, et les charrettes conduisirent du matin au soir à la guillotine des malheureux qui, pour la plupart, ignoraient jusqu'au motif de leur condamnation.

Après un siècle et demi, la psychologie de Robespierre demeure insondable; il parlait peu, écrivait moins encore, se méfiait de ceux qu'il traitait comme ses meilleurs amis. Où voulait-il en venir? Le 7 mai, il avait lancé devant la Convention sceptique une profession de foi théiste qui ne pouvait en rien affermir son pouvoir et qui, par conséquent, reflétait des sentiments profonds : il proclamait l'Être suprême, dont, disait-il, « le véritable prêtre est la nature, dont le culte est la vertu »; mais il ne séparait pas la vertu de la Terreur, la



L'HOTEL DE VILLE DE PARIS, AU SOIR DU 9 THERMIDOR. — Les sections de la garde nationale, qui se sont ralliées à la Convention, arrivent devant la maison commune pour s'emparer de Robespierre. Robespierre jeune se précipite par la fenêtre du premier étage. — Gravure de Helman, d'après Monnet. — Bibl. Nat. CL. LEMARE.



« Terreur sans laquelle la vertu est impuissante ». Le 20 prairial, étant président de la Convention, il avait, aux Tuileries, paru présider à sa propre apothéose dans une fête en l'honneur de l'Être suprême ; il en avait préparé toute l'ordonnance, qui fut religieuse et fort décente, en contraste absolu avec celle où, à Notre-Dame, on avait déifié la Raison.

Mais on ne fonde pas plus un gouvernement sur un principe philosophique qu'on en assure le fonctionnement par la guillotine en permanence. Lamartine, évidemment séduit par la figure de l'Incorruptible, qu'il considère, à ce moment, comme l'« âme de la République », croit « qu'il fut surpris et immolé dans la manœuvre qu'il méditait pour ramener la Terreur à la loi, la Révolution à l'ordre, la République à l'unité ». Mais ne le condamne-t-il pas lorsqu'il ajoute : « Il permet que son nom serve pendant dix-huit mois d'enseigne à l'échafaud et de justification à la mort. »

### LA CHUTE DE ROBESPIERRE ; LE 9 THERMIDOR.

— Un article de la loi de prairial n'a été voté qu'avec difficulté par la Convention : c'est celui qui met les députés à la merci de l'accusateur public ou du comité, sans l'intervention de l'Assemblée.

Les Conventionnels se sentent cette fois plus complètement à la merci « du tyran ». Les plus menacés, qui sont aussi les plus intrigants : Fouché, Tallien, Barras, Legendre, et, même dans le comité, Barère, Collot, Billaud, se concertent, intrigant tant aux Jacobins que parmi leurs collègues. Robespierre a bien senti à quelles nécessités l'entraîne son système ; il tempore dans l'espoir peut-être que ses adversaires ne s'entendront pas et qu'il pourra encore les opposer les uns aux autres. Bientôt déçu, après une retraite de quelques jours, il passe à l'attaque : le 21 juillet (8 thermidor), il demande non seulement l'épuration de la Convention, mais l'épuration des comités. Alors se renouvellent les scènes qui, depuis treize mois, ont périodiquement agité, secoué la Convention ; mais, cette fois, les accusés se changent en accusateurs. Quand s'ouvre la séance du 9 thermidor, qu'on sait la garde nationale en marche vers les Tuileries, aux ordres d'Hanriot comme au 31 mai, qu'on entend Saint-Just paraphraser la demande d'épuration, alors Tallien et Billaud déclenchent un tumulte qui se prolonge et donne aux hésitants le loisir de se rendre compte que le vent tourne, puisque Vadier comme Collot « lâchent » les triumvirs ; que Thurot, violemment interpellé, refuse la parole à Robespierre. Alors l'ombre de Danton apparaît. « C'est le sang de Danton qui t'étouffe, » lance, au dictateur, Garnier (de l'Aube). Les dantonistes ne sont pas seuls à prendre leur revanche ; ce sont toutes les victimes de la Terreur qui se lèvent ensemble pour abattre le « tyran » ; Robespierre, Couthon, Saint-Just, et, sur leur demande, Robespierre jeune et Le Bas, sont décrétés d'accusation en même temps que Dumas, président du tribunal, et Hanriot lui-même.

Celui-ci, toutefois, dispose toujours de la force ; la journée peut finir comme celle du 2 juin si Robespierre est à la hauteur de la situation. Délivré par l'insurrection, le dictateur s'est réfugié à l'Hôtel de Ville, mais il n'est pas l'homme des improvisations ; Payen, agent général de la Commune, s'efforce seul d'organiser la marche contre l'Assemblée. La Convention le devance et charge l'un de ses membres, Barras, du commandement de la force armée ; les sections de la garde nationale, hésitantes, se rangent bientôt à ses côtés ; dans la nuit, l'Hôtel de Ville est cerné, et les Cinq, conduits au tribunal révolutionnaire, tombent victimes des mesures qu'ils ont édictées ; ils sont mis hors la loi par la Convention ; dès lors, il suffit de constater leur identité : Fouquier-Tinville s'exécute : c'est son dernier exploit. A sept heures du soir, le 10 thermidor, après une lente marche au milieu d'une foule joyeuse, les Cinq tombent sous le couteau de la guillotine, fermant, par leur mort, la période sanglante de la Révolution, ces treize mois tragiques pendant lesquels le destin de la France se joue dans la mêlée où s'affrontent des utopistes à l'âme généreuse, des ambitieux, des fanatiques et des assassins.

LA RÉACTION THERMIDORIENNE. — « La queue de Robespierre » se trouva hors d'état de nuire dès que la loi de



ARRESTATION DE ROBESPIERRE ET DE SES PARTISANS, dans une salle de l'Hôtel de Ville (nuit du 9 au 10 thermidor). — Dessin de Prieur. — Musée du Louvre. CL. GIRAUDON.

prairial eut été rapportée, le 13 thermidor ; le tribunal révolutionnaire fut transformé et Fouquier-Tinville arrêté ; mais, auparavant, quarante-trois terroristes avaient suivi leur chef sur l'échafaud.

Dès la fin du même mois, les prisons se vidaient, les suspects relevaient la tête ; la Convention, entraînée par l'opinion publique, sur laquelle agissait une « jeunesse dorée » très active, se décidait à épurer, puis à fermer, le 9 novembre, le club des Jacobins, à scinder en deux commissions distinctes la Commune de Paris, à supprimer les comités révolutionnaires qui subsistaient dans les grandes villes. Le 8 décembre, sur la proposition de Merlin de Douai, soixante-treize Girondins, tenus à l'écart de la Convention depuis dix-huit mois, y étaient rappelés ; ceux qui avaient fui, les vingt-trois députés mis hors la loi en même temps que Roland, Pétion, Barbaroux, durent attendre jusqu'en mars 1795 pour être réintégrés dans leurs droits.

Cependant, si, dans les premiers jours de 1795, on enlevait de la salle de l'Assemblée les bustes de Marat et de Lepeletier ; si, plus tard, on supprimait la fête du 31 mai, on refusait par contre l'amnistie que quelques audacieux réclamaient et on maintenait la fête du 21 janvier. Le sang de Louis XVI cimentait l'union de la majorité, bien résolue à ne pas se laisser entraîner à des mesures qui pussent mettre en danger la République ; au contraire, elle travaillait à l'asseoir enfin sur des bases solides en la faisant reconnaître par l'Europe, en remettant sur le chantier la loi constitutionnelle trop abstraite et jugée maintenant trop dangereuse pour être appliquée, en créant des institutions qui permissent à la nation de retrouver son équilibre et aux jeunes générations de se transformer dans l'esprit qu'avait conçu la Révolution.

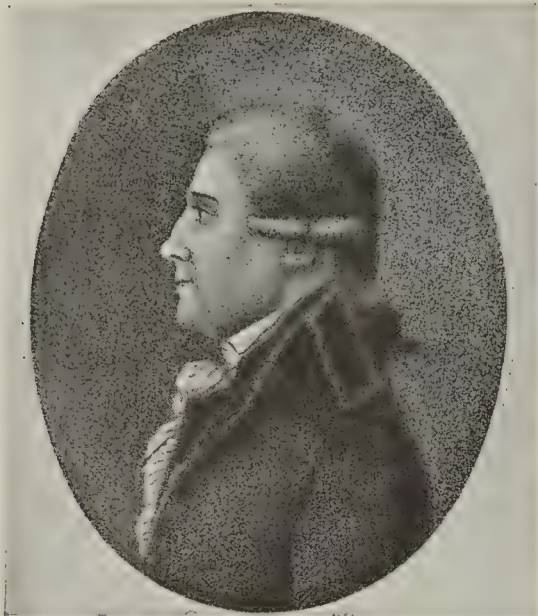
### LA CRISE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE. —

Mais les circonstances ne sont pas propices. La crise politique a engendré une crise économique ; dans les classes populaires, la misère s'accroît : la dépréciation rapide des assignats entraîne une augmentation proportionnelle du coût de la vie ; déjà, en janvier 1795, le louis d'or vaut 130 livres en assignats ; il en vaudra 750 en juin, 2 500 à la fin d'octobre, quand la Convention se séparera. Le gigot de mouton coûte 1 248 livres, et le kilo de pain en vaut 100. Le peuple proteste, comme en 1793, aux journées de germinal, de floréal, de prairial ; il se porte vers les Tuileries en criant : « Du pain et la Constitution de 1793 ! » La question économique est primordiale ; des revendications sociales se font jour, qui, sous la Terreur, n'avaient point été soulevées ; Babeuf et « ses égaux » sont les premiers à réclamer l'abolition de la propriété et le partage des biens.

La Convention résiste à la pression populaire, quand l'émeute déferle dans la salle et que les Montagnards prennent des décisions qui bouleversent le nouvel ordre des choses. La majorité, le lendemain, déchire les décrets des factieux, qu'elle envoie devant des commissions militaires ; l'armée, pour la première fois, apparaît comme élément stabilisateur et protecteur de l'autorité civile.

C'est qu'en ce même printemps de 1795, la République vient de





FRANÇOIS BARTHÉLEMY (1750-1830). — Ambassadeur près le Corps helvétique. — Gravure de Bonneville. — Bibl. Nat.

remporter son premier succès diplomatique : elle a rompu la coalition et signé la paix avec la moitié de ses adversaires.

### L'EUROPE PENDANT LA DICTATURE DE ROBESPIERRE.

— « Pendant deux ans les factions ont lutté pour savoir qui dominerait la Révolution ; elles vont lutter pour savoir qui la terminera, c'est-à-dire quel parti résoudra ces deux problèmes vitaux pour la République : la paix et la constitution. » C'est ainsi qu'Albert Sorel caractérise l'évolution qui,

à partir de Thermidor, se développe jusqu'à la séparation de la Convention, puis sous le Directoire jusqu'à la brusque intervention du soldat vainqueur.

Les modérés veulent un régime libéral et la paix avec les anciennes limites ; les thermidoriens « ne peuvent gouverner que par l'Europe, les diversions étrangères et le contre-coup des affaires extérieures ».

De la chute de Danton à celle de Robespierre, le comité ne poursuit donc aucune action diplomatique, la guerre étant sa raison d'être, le prétexte et le ressort de sa politique. L'Europe, toujours occupée de la Pologne, ne cherche pas à pousser les avantages que lui ont valu les campagnes du printemps de 1793. Le cabinet de Londres excite vainement tour à tour ceux de Berlin et de Vienne à faire un léger effort militaire ; ils s'y refusent l'un et l'autre, malgré les bénéfices qu'ils espèrent et discutent : Berlin parle déjà de l'Alsace, et Vienne de la Flandre ; l'enjeu vaudrait la peine d'une sérieuse campagne d'automne. Malgré la levée en masse, Carnot eût éprouvé de grosses difficultés à enrayer une invasion méthodique, comme le fut celle de 1814 ; mais justement les Polonais s'insurgeaient contre le deuxième partage que Russie et Prusse avaient opéré en janvier ; ils envoyaient des émissaires à Paris pour s'efforcer d'intéresser la République sœur à leur salut. On leur répondait que des victoires en Belgique et sur le Rhin auraient les plus heureuses répercussions sur la Vistule, et on leur refusait les subsides nécessaires à armer l'insurrection, attendu que « les Polonais ne sentent ni ne connaissent la souveraineté du peuple ».

Kosciuszko lui-même, venu à Paris au début de 1794, n'obtint aucun concours effectif. Les Austro-Prussiens, que les principes monarchiques empêchaient de faire les premiers pas, avaient cru, un moment, que Robespierre serait le négociateur de la paix ; la façon dont il s'était débarrassé de ses rivaux n'était pas pour leur déplaire et présageait, à leurs yeux, une puissance future avec laquelle on pourrait traiter. Ils furent surpris dans leur inaction par l'offensive des armées nouvelles, œuvre de Carnot. Elle débuta, le 18 mai, par la reprise de Tourcoing et se poursuivit le 26 juin par la victoire de Fleurus, qui obligea les Autrichiens à évacuer Bruxelles, tandis qu'au début d'août l'armée du Rhin, refoulant Mollendorf jusque sous Mayence, réoccupait la vallée de la Moselle et du Palatinat. Encore une fois, les frontières étaient dégagées et les armées françaises campaient chez l'ennemi, tant au nord qu'au sud, où Dugommier menaçait la Catalogne.

LA DIPLOMATIE DU COMITÉ DE L'AN II. — Le 16 juillet 1794, quelques jours avant le 9 thermidor, Carnot fit au comité un rapport diplomatique assez étrange, si l'on ne considère que le brillant

aspect militaire de la situation : rejetant le principe des frontières naturelles, qui semblait immuable depuis Danton, il laissa entendre « qu'il était peut-être sage d'y renoncer et que c'était se préparer à une guerre interminable par un agrandissement de cette nature ». Quatre jours plus tard, le comité sembla entrer dans ses vues en avertissant les représentants aux armées du Nord que la France pourrait limiter ses revendications à la Flandre hollandaise, à une ligne Anvers-Namur pouvant « assurer la défense de notre ancienne frontière ». Carnot mettait également Dugommier en garde contre une politique d'expansion en Espagne, conseillant plutôt de détacher les Catalans en les poussant à l'indépendance.

Tout en refusant de négocier, le comité, dominé par Robespierre, avait donc abouti dans ses buts de guerre à des mutilations considérables du plan primitif de Danton, les parties allemandes de la rive gauche du Rhin étant, dès ce moment, sacrifiées. Sitôt Robespierre disparu, en même temps que l'opinion publique entraînait ses anciens complices, les terroristes Tallien, Fréron, Barras, Barère, Fouché, à une politique de réaction dont ils ne furent bientôt plus les maîtres, l'idée de la paix possible et prochaine se répandit avec d'autant plus de faveur qu'elle était liée à celle de la disparition définitive du régime terroriste.

### LES PREMIÈRES NÉGOCIATIONS DIPLOMATIQUES. — LE PARTAGE DE LA POLOGNE.

— Le moment était propice ; le 20 janvier 1795, Pichegru, après une rapide campagne poursuivie malgré le froid et la misère de ses soldats, est entré à Amsterdam, d'où le stathouder s'est enfui peu auparavant, et il a instauré la République batave, dont les chefs réclament la protection de la France. Mais la situation de celle-ci est peu stable dans des pays si rapidement conquis ; on proteste en Belgique contre les réquisitions, les confiscations, les pillages, qui sont commis avec l'autorisation du comité, contre cette théorie que la guerre doit payer, nourrir les soldats vainqueurs, remplir les caisses de la nation victorieuse. On proteste également dans les pays de la rive gauche du Rhin qu'on vient de réoccuper ; on n'y retrouve plus l'état d'esprit de 1792, quand les communes envoyaient à l'Assemblée des députés réclamant leur incorporation à la République libératrice.

Mais, outre-Rhin, on est las de la lutte, plus que jamais. De Suisse, où il observe avec habileté, Barthélemy, qui a de l'expérience et des relations, avertit le comité que la Prusse est prête à la paix.

Le 3 janvier, à Saint-Petersbourg, avait été signé le troisième partage de la Pologne. L'antique République avait cessé de vivre : Autriche et Russie s'étaient partagé ses ultimes dépouilles ; Frédéric-Guillaume avait trouvé son lot insuffisant, quoiqu'il comprît Varsovie, et refusait de signer ; il voyait là pourtant le gros bénéfice de son règne et voulait le réaliser ; la guerre de France, entamée depuis trois ans, n'avait conduit et ne pouvait conduire à rien. Dès le 8 décembre, il avait chargé le comte de Goltz de s'aboucher secrètement avec les agents de la République.

La majorité du comité de l'an III, dans laquelle sont des légistes comme Cambacérès, Merlin de Douai, Boissy d'Anglas, Reubell, est également favorable à la paix. Mais, selon le dire de Merlin, ces hommes veulent « une paix garantie par notre propre force et par l'impuissance où les ennemis seront à jamais de nuire ». La Convention approuve, le 17 mars, non sans difficultés et autorise le comité à signer des traités secrets ; procédure indispensable, car la Prusse ne peut dévoiler son double jeu, ni la France se contenter des concessions apparentes d'un adversaire sur le qui-vive. Les négociations sont longues, délicates, mais bien menées ; un émissaire prussien est venu à Paris ; il a cru avoir bon marché de ces diplomates d'occasion : ceux-ci lui ont tenu la dragée haute, maintenant le principe des limites naturelles que la Prusse ne peut officiellement reconnaître. Mais, entre temps, le 9 février, la Toscane a signé la paix ; c'est un frère de l'empereur Ferdinand, un neveu de Marie-Antoinette, qui, le premier, promet amitié à la République, et cette étrange condescendance facilite la capitulation des autres souverains en un temps où des négociations se poursuivent à Madrid et à Turin. Barthélemy s'est transporté à Bâle ; il y est chargé par le comité de maintenir ses prétentions devant Hardenberg.



UN CONVENTIONNEL en costume de représentant du peuple en mission aux armées. — Peinture de David. — Musée du Louvre. Cl. GIRAUDON.



**LES TRAITÉS DE BALE ET DE LA HAYE.** — Le 16 germinal de l'an III (5 avril 1795), les signatures sont échangées; la paix est faite en France et en Prusse; les troupes de la République continueront à occuper les « États du roi de Prusse, situés sur la rive gauche du Rhin », ce qui revient à dire que la Prusse les abandonne. Au reste, ces territoires, dont la partie occidentale du duché de Clèves forme l'essentiel, sont fort peu de chose; l'ensemble ne compte que 2 750 kilomètres, avec 125 000 habitants. Les articles secrets stipulent, d'ailleurs, que compensation sera accordée à la Prusse sur la rive droite lors de la paix générale; ils stipulent de plus la neutralisation de l'Allemagne sous la garantie du roi de Prusse jusqu'à la fin des hostilités.

Ce traité était l'un des plus glorieux que la France eût jamais signés, mais il ne résolvait pas encore la question de la limite du Rhin. Les territoires de la rive gauche étaient alors divisés en une multitude d'États souverains, dont les plus importants étaient ceux des électeurs ecclésiastiques, les archevêques de Cologne, de Trèves, de Mayence, l'évêque de Spire; de nombreuses abbayes (Saint-Maximin, Prum, Echternach, Sainte-Marie), des possessions des ordres teutonique et de Malte, étaient également souveraines. Enfin les princes allemands avaient sur cette rive gauche des dépendances: Autriche, Bavière, Nassau, Hesse-Cassel, Hesse-Darmstadt, Prusse. C'était donc non seulement avec cette dernière puissance, mais avec l'Empire entier qu'il fallait traiter pour obtenir la cession de l'ensemble, et cela ne pouvait se faire sans une transformation générale, à quoi aboutiraient les actes subséquents.

Le 16 mai, à La Haye, où ils s'étaient transportés, Reubell et Sieyès traitaient avec la République batave. Ils reconnaissaient et garantissaient l'indépendance de la République, mais ils obtenaient la cession de la Flandre hollandaise, de Maëstricht et de Venloo, l'occupation commune de Flessingue, et promettaient compensation lors de la paix générale.

Ainsi ce traité arrondissait-il les Pays-Bas autrichiens au bénéfice de la France, avant que ceux-ci lui eussent été régulièrement cédés. Mais le comité savait l'Autriche résignée, moyennant compensation, à la perte de cette lointaine province, et, pour montrer que la France était décidée à la conserver lors de la paix future, il fit voter, avec son incorporation dans le territoire de la République, son morcellement en neuf départements français: la Dyle, l'Escaut, la Lys, Jemmapes, les Forêts, Sambre-et-Meuse, l'Ourthe, la Meuse-Inférieure, les Deux-Nèthes (1<sup>er</sup> octobre). La Convention traçait ainsi la frontière — dite constitutionnelle, parce qu'elle fut indiquée dans la Constitution — qu'elle avait en trois ans assurée à la République; les gouvernements postérieurs se trouvaient liés par cet acte et ne pourraient le déchirer sans se diminuer. Au contraire, la question de la rive gauche du Rhin proprement dite fut laissée en suspens, amorcée seulement par le traité de Bâle avec la Prusse, et celui que Barthélemy signa le 28 août suivant avec la Hesse-Cassel, traité aux termes duquel le souverain de cet État consentait, comme avait fait la Prusse, à l'occupation de ses territoires par les troupes de la République, moyennant compensation ultérieure.

Le 22 juillet, Barthélemy avait encore négocié et signé à Bâle le traité de paix avec l'Espagne. Les armées de Moncey, poursuivant leurs avantages, étaient entrées quinze jours plus tôt à Vittoria, arrachant ainsi à Sa Majesté Catholique ses derniers scrupules. Depuis que les négociations s'étaient ouvertes par des voies indirectes, Charles IV s'était intéressé à Louis XVII, qui se consumait dans la prison du Temple, et à sa sœur, Madame Royale. Le comité avait consenti à remettre celle-ci au roi d'Espagne, mais non le fils de Louis XVI, qui aurait pu être un point de ralliement pour les ennemis de la République. N'y avait-il pas à ce refus une autre raison? Qu'était-il advenu de l'enfant-roi, maintenu isolé, même de sa sœur? Le 9 juin, on annonce sa mort à la Convention; au moins du point de vue espagnol, la situation se trouve simplifiée.

Le traité du 22 juillet fixait la limite des deux États aux Pyrénées et assurait à la France la possession de Saint-Domingue, possession toute théorique d'ailleurs, puisque les flottes françaises avaient été

anéanties par les anglaises et n'étaient pas en état de reprendre la mer, de plusieurs années.

La paix extérieure avait donc, en l'été de 1795, fait un pas considérable; la République n'avait plus en face d'elle que l'Autriche hésitante et toute absorbée par l'affaire polonaise, sollicitant même un armistice, et l'Angleterre qui, sans allié actif sur le continent, ayant perdu l'accès des côtes de la mer du Nord, manquait dès lors de moyen d'action.

**LA PACIFICATION INTÉRIEURE.** — A l'intérieur, la pacification des esprits se poursuivait. Au mois d'avril, on l'avait cru terminée en Vendée; la Convention avait voté trois décrets autorisant la réouverture des églises, l'incorporation dans l'armée nationale, mais avec résidence dans leurs propres départements, des chouans et des Vendéens qui voudraient rester sous les armes; on avait même remboursé des bons de monnaie émis par les insurgés. Or, six semaines plus tard, l'insurrection éclatait de nouveau, renforcée par une troupe d'émigrés transportée par les Anglais et débarquée à Quiberon; on annonçait même dans le pays l'arrivée imminente du comte d'Ar-

tois. Hoche, qui avait été mis à la tête d'une armée de l'Ouest et dont l'insurrection démentait trop tôt les pronostics, ne laissa pas au prince royal le temps de débarquer; le 22 juillet, le jour même où, à Bâle, l'envoyé du roi d'Espagne signait la paix, il écrasait le corps expéditionnaire et faisait 12 000 prisonniers. En vain les royalistes tentèrent-ils de poursuivre la lutte, les Anglais de débarquer un nouveau corps expéditionnaire; le comte d'Artois put atteindre l'île d'Yeu, mais ne réussit pas à établir une liaison avec l'armée de Charette. A l'automne, Hoche, nommé au commandement en chef, avait dissipé les derniers rassemblements et forcé les Anglo-royalistes à regagner la haute mer.

Le gouvernement révolutionnaire n'avait plus de raison d'être; le temps était venu de rentrer sous le règne habituel des lois; les Jacobins eux-mêmes réclamaient la mise en vigueur de la Constitution. Mais depuis le moment où celle-ci avait été votée, bien des illusions s'étaient envolées, bien des principes avaient été mis à l'épreuve: la mentalité des hommes était changée.

#### LA CONSTITUTION DE 1795.

— Une commission spéciale de onze membres avait été formée dans l'hiver pour mettre au point la Constitution de 1793, qui, au dire de Boissy d'Anglas, était « l'organisation de l'anarchie ». Elle comprit vite qu'elle devait mettre sur pied un projet tout différent; Daunou, entouré de Louvet, de Lanjuinais, de La Revellière, tous anciens Girondins, se mit au travail.

On revint au principe bicaméral, qui avait été rejeté sous la Constituante, après de longues discussions; l'exemple même de la Convention avait montré les dangers inséparables de l'existence d'une seule Assemblée; mais on donna la même origine — l'élection au second degré — aux deux Assemblées formant le corps législatif, renouvelable par tiers tous les ans: conseil des Cinq-Cents et conseil des Anciens. Les citoyens français âgés de vingt et un ans, sachant lire et écrire, exerçant une profession et (à moins d'avoir fait campagne sous la République) payant une contribution directe (foncière ou personnelle), constituaient l'assemblée primaire; ils élisaient directement les administrations municipales et cantonales, les juges de paix et les membres de l'assemblée électorale du département: ces « électeurs » du second degré devaient être propriétaires, locataires ou fermiers, et payer une contribution égale à la valeur de cent journées de travail; ils nommaient les membres du corps législatif, ceux de l'administration départementale, administrative et judiciaire, ceux du tribunal de Cassation et de la Haute Cour.

Quant au pouvoir exécutif, on le confiait à cinq Directeurs choisis par les Anciens, sur une liste de cinquante noms dressée par les Cinq-Cents. Le *Directoire*, renouvelable à raison d'un membre chaque année, n'était que l'exécuteur des volontés du corps législatif; il n'avait ni le droit de veto, ni le droit de dissolution, ni la nomination des fonctionnaires, ni même la surveillance des deniers publics, laquelle était confiée à cinq commissaires de la Trésorerie et à cinq



HOCHÉ (1768-1797). — Peinture de Gérard. — Musée de Versailles.





LE 13 VENDÉMIAIRE AN IV, les troupes de la Convention, commandées par Bonaparte, fusillent devant l'église Saint-Roch les sectionnaires insurgés. — Gravure de Helman, d'après Monnet. — Bibl. Nat. CL. LEMARE.

commissaires de la Comptabilité. Par contre, les Directeurs avaient sous leurs ordres des ministres; la fonction ministérielle, supprimée depuis la Terreur, était rétablie.

La Constitution de l'an III apparut, à l'usage, comme défectueuse parce qu'elle avait le caractère d'une œuvre de transaction et de circonstance, mise en vigueur dans une période encore troublée, où les factions continuaient de vouloir s'approprier la République. Elle est, à divers points de vue, une œuvre de réaction contre les abus démagogiques, notamment lorsqu'elle pousse à l'extrême le principe de la séparation des pouvoirs. Elle est précédée d'une déclaration des droits, mais aussi d'une déclaration des devoirs. Elle proclame la séparation des Eglises et de l'État, mais l'absolue liberté des cultes.

Au printemps, la Convention avait dû repousser les émeutes jacobines de prairial. A l'automne, les royalistes, à leur tour, crurent le moment venu de s'emparer du pouvoir; comme l'Assemblée, craignant pour la solidité de son œuvre, décrétait que deux tiers des nouveaux législateurs seraient pris dans son sein et désignés par elle-même — curieux contre-pied du testament de la Constituante —, l'émotion fut

vive dans Paris, et les royalistes, plus ou moins déguisés, purent organiser, sous le couvert de la garde nationale, une journée qui demanda un dernier effort à la Convention. Barras avait eu raison des troupes de la Commune le 9 thermidor; c'est lui qui fut chargé, le 13 vendémiaire, d'organiser la résistance. Il fit appel à un jeune général d'artillerie que le siège de Toulon avait déjà mis en vedette, que Robespierre avait remarqué et qui brûlait de se distinguer : Bonaparte. Les dispositions furent prises comme il convenait; le canon tira, il y eut des victimes, plus que dans certaines journées de 1793; mais le pouvoir expirant laissait à son successeur un exemple et lui désignait l'appui de la force armée. Pour la seconde fois, les baïonnettes, évoquées par Mirabeau, étaient mises au service de la loi.

#### L'ŒUVRE ET LES INSTITUTIONS DE LA CONVENTION. —

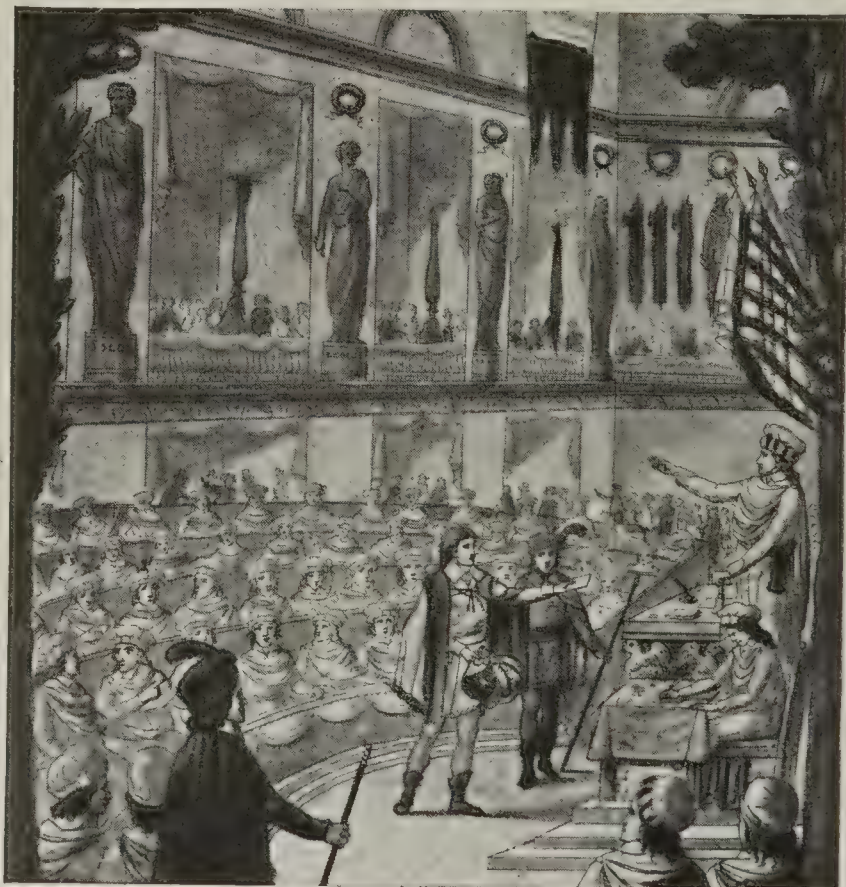
C'est au lendemain de Thermidor, quand la Terreur eut cessé d'être à l'ordre du jour et que la lutte des partis eut perdu de sa férocité, que la Convention put commencer à faire œuvre utile. Après avoir renversé l'édifice séculaire, il fallait reconstruire. Avec quelque raison les législateurs s'attachèrent d'abord à l'instruction, « après le

pain, le premier besoin du peuple », selon le mot de Lavoisier. L'enseignement primaire avait été institué dès décembre 1793; chaque commune devait avoir une école que fréquenteraient obligatoirement les enfants, trois ans durant, sous peine d'amende pour les parents; on exigeait pour les maîtres, rétribués et surveillés par l'État, un certificat de civisme. La Convention thermidorienne tenta de mettre en pratique ce mode d'enseignement, mais elle supprima l'obligation.

Le 25 février 1795, Lakanal fit instituer des Écoles centrales, chargées d'un enseignement public supérieur, plus scientifique que celui donné par les anciens collèges de grandes villes. On envisagea la création d'un enseignement technique. On décréta la création d'Écoles spéciales d'État pour l'astronomie, la géométrie, la médecine, les travaux publics et même pour l'administration, mais le projet d'une École des sciences politiques fut vite abandonné, s'accordant mal avec les idées du moment. Par contre, l'École des travaux publics, fondue avec l'École de Mars, forma l'École polytechnique; le 30 octobre, une École normale, dont les cours devaient être faits par les plus grands savants, allait, après des transformations successives, devenir la



LE CONSEIL DES CINQ-CENTS réuni dans la salle du Manège.



LE CONSEIL DES ANCIENS réuni dans une salle du palais des Tuileries.

Gravures de Labrousse. — Bibl. Nat. CL. LEMARE



pépinière des professeurs et la maison mère du progrès scientifique et littéraire au XIX<sup>e</sup> siècle.

Enfin, on décida la création du Conservatoire des arts et métiers, d'un Bureau des longitudes, d'une École des langues orientales, du Musée du Louvre, formé des collections royales, vite grossies, sous le Directoire, des chefs-d'œuvre italiens envoyés par Bonaparte. Les anciennes Académies furent reconstituées et groupées, sous le nom de « classes », dans un organisme central, l'Institut de France. Ainsi, peu à peu, la vie intellectuelle renaissait en France au sortir d'une période de trouble profond.

Le 4 brumaire an IV (26 octobre 1795), la Convention se séparait. Elle décrétait une amnistie générale, dont elle excepta toutefois les prêtres, les déportés, les émigrés et les « vendémairistes » ; elle abolit la peine de mort et elle donna le nom de « place de la Concorde » au lieu où elle avait envoyé révolutionnairement tant de victimes.

Cette triple mesure constituait un testament en même temps qu'un aveu. L'Assemblée, pendant trois ans, avait réuni tous les pouvoirs ; après avoir proclamé la souveraineté du peuple, elle avait exercé la dictature la plus violente et suspendu toutes les libertés : le danger couru par la patrie légitimait cette dictature, non les terribles excès qui en accompagnèrent l'exercice et qui, loin d'unir toutes les forces du pays, finirent par les disperser ; ses membres s'entre-déchirèrent, tandis que le sol national était envahi. Cependant l'ennemi fut repoussé, l'unité de la patrie définitivement fondée, les principes des gouvernements futurs solidement posés. La Convention s'enorgueillissait avec raison de cette œuvre considérable. Mais en dressant le bilan de son activité, elle négligeait de se féliciter des traités de paix qu'elle avait conclus, parachevant presque ainsi le programme de l'ancien régime, celui que ni Henri IV, ni Richelieu, ni Louis XIV, n'avaient pu accomplir et que Danton, avec audace, lui avait fixé : pour beaucoup, cette œuvre demeure pourtant, au point de vue national, son plus grand titre de gloire.

### III. LE DIRECTOIRE

Des cinq Directeurs, nommés avant l'arrivée de tous les membres du nouveau tiers du Conseil des Anciens, quatre étaient régicides : Barras, La Revellière-Lépeaux, Letourneur et Carnot ; Reubell, en mission lors du procès du roi, eut sans doute voté tout comme ses collègues. Le nouveau gouvernement, assez homogène, se trouvait donc être le continuateur du comité de l'an III.

Carnot, quoique élu au défaut de Sieyès, qui n'accepta pas sa désignation, était le plus connu des Directeurs ; si sa réputation d'organisateur de la victoire a grandi par la suite, déjà les contemporains savaient avec quelle ardeur, depuis 1793, il s'était adonné aux questions militaires et comment il avait pourvu aux formidables besoins de la défense nationale. On le savait honnête homme et hostile aux violences inutiles. Si la bruyante célébrité de Barras était toute différente, il personnifiait assez exactement l'opinion dominante dans la capitale, c'est-à-dire conserver les conquêtes de la Révolution et en finir le plus vite possible, en donnant des gages aux partis de droite et de gauche, en pacifiant les esprits, en asseyant le pouvoir républicain sur le bien-être recouvré, rêve que la situation financière rendait assez difficilement réalisable pour le plus grand nombre.

Letourneur, ancien officier comme Carnot, se rangeait volontiers à ses côtés ; il manquait d'idées personnelles, mais penchait cependant vers la réconciliation. Reubell et La Revellière étaient au contraire des Jacobins de vieille roche, désireux de s'appuyer sur les anciens Conventionnels, inquiets des tendances qui, aux dernières élections, se traduisaient par la présence dans les Conseils d'un tiers de nouveaux venus, animés d'une hostilité manifeste à l'endroit de la politique de la Convention.

La Revellière était surtout hostile à toute renaissance du sentiment religieux, à toute pratique du culte ; le catholicisme lui paraissait une suite de dogmes périmés, frappés à mort par la Révolution.

Mais comme il reconnaissait la nécessité d'une religion pour le peuple, il résolut d'en instituer une, et ce fut la « théophilanthropie ».

Reubell s'était, dans le comité de l'an III, cantonné dans la direction des affaires extérieures. Il la conserva dans le Directoire, lui donnant les mêmes caractères d'activité et d'intelligence, résolu à pousser les avantages que facilitaient nos victoires, assez souple cependant pour transiger quand il le croyait nécessaire. Surveillant également les finances et la justice, il était le plus occupé des Directeurs, quoique n'ayant pas sur ses collègues l'autorité d'un chef.

Les ministres, qui, dans l'esprit du moment, n'étaient que des commis, virent cependant leur rôle grandir peu à peu. Plusieurs d'entre eux étaient, au reste, des hommes de valeur : Charles Delacroix aux Affaires extérieures, Merlin de Douai à la Justice, Gaudin puis Faypoult aux Finances, Benezek à l'Intérieur, le général Aubert-Dubayet puis Petit à la Guerre, l'amiral Truguet à la Marine.

Le peuple, volontiers gavroche, et la bourgeoisie, qui n'avait plus peur, prirent vite l'habitude de se gausser du nouveau gouvernement, le premier que la France se fût donné régulièrement depuis le 10 août ; de plaisanter ces cinq Directeurs qui arboraient des costumes de cour et s'installaient dans le palais du Luxembourg, oublié depuis longtemps, démeublé et froid. La détente, d'autant plus subite que la tension avait été plus forte, se traduisait en moqueries contre ce nouveau régime qui laissait faire et semblait hésiter sur la politique à suivre.

La situation, cependant, était critique. La France, en pleine crise d'anarchie, attendait des directives ; l'Europe, attentive, ne désarmait pas ; l'Angleterre et, plus encore, l'Autriche comptaient sur le changement de gouvernement pour prendre une offensive heureuse ; les émigrés se préparaient à entamer une nouvelle lutte à coups de complots et d'intrigues.

Enfin la crise économique et financière, grave en 1789, puisqu'elle avait été le prétexte sinon la cause de la crise politique, n'avait cessé de se développer depuis six ans.

**LA CRISE FINANCIÈRE.** — Le numéraire avait presque totalement disparu de la circulation, et l'assignat, en se multipliant, perdait chaque jour de sa valeur. Il en avait été émis pour vingt-neuf milliards, dont un tiers avait été retiré ; pour faire sortir de sa cachette un numéraire qui n'avait que très faiblement émigré, la Convention expirante avait décrété une contribution extraordinaire, dite contribution de guerre, payable en argent dans la proportion de vingt fois la contribution foncière et de dix fois l'impôt des patentes.

Cette contribution rendit fort peu, et l'on dut émettre trois nouveaux milliards de papier. Cependant, la commission des finances étudia le moyen de réduire à trente milliards le chiffre des assignats, de lui donner une valeur fixe, le trentième de la valeur nominale, et de gager sur les cinq milliards de biens restant à vendre un nouveau papier qui aurait la valeur d'une cédula hypothécaire. Le Conseil des Anciens ayant rejeté le projet, le gouvernement dut décréter un nouvel impôt forcé de 600 millions sur les riches, les deux tiers étant payables en numéraire ou en nature. Quelques semaines plus tard, devant la chute complète de l'assignat, le Directoire reprenait son projet de mandats territoriaux, l'imposait aux Conseils et brisait le 19 février (30 pluviôse an IV) la planche aux assignats. Un milliard 200 millions de mandats furent émis et déclarés échangeables contre les biens nationaux qu'ils garantissaient. Si le principe était logique et défendable, l'administration gouvernementale se montra impuissante à le faire admettre au public, qui spécula sur le nouveau papier, comme il avait fait sur l'ancien. En trois mois, l'expédient avait échoué.

**OPPOSITION DE DROITE ET OPPOSITION DE GAUCHE ; LA POLITIQUE DE BASCULE.** — Une telle crise financière avait sa répercussion directe sur la vie du pays ; elle portait un grave préjudice au gouvernement, qui se montrait incapable de la maîtriser. L'opposition de droite et l'opposition de gauche y trouvaient des armes excellentes.



BARRAS EN COSTUME DE DIRECTEUR. — Il porte la redingote et le manteau nacarats, l'écharpe bleue, le chapeau noir à plumes tricolores. — Gravure de Bonneville. — Bibl. Nat.





LA PROMENADE AU PALAIS-ÉGALITÉ (Palais-Royal) où se pressent, sous le Directoire, merveilleuses et muscadins. — Gravure de Debucourt. — Musée des Arts décoratifs. CL. GIRAUDON.

A Paris, les Jacobins protestèrent violemment contre l'arrêté du 1<sup>er</sup> février, qui suspendait les distributions de subsistances et chargeait les douze nouvelles municipalités de quartier de pourvoir aux approvisionnements de la capitale : ils se réunissaient au « Club du Panthéon » et y dénonçaient les mesures réactionnaires du gouvernement directorial.

A droite, les royalistes relevaient la tête et, dissimulant à peine, annonçaient le prochain retour de la monarchie. Les modérés, qui avaient formé le « Club de Clichy », se défendaient de tout accord avec eux, mais la majorité gouvernementale affectait de confondre les uns et les autres. Le Directoire essayait entre les deux partis une politique de bascule. Le 19 décembre, conformément à l'engagement pris avec l'Espagne par le traité de Bâle, il avait échangé Madame Royale contre huit républicains faits prisonniers par l'Autriche : Quinette, Beurnonville, Bancal, Camus (qu'avait livrés Dumouriez), Lamarque, Drouet, Semonville et Maret ; mais, comme pour donner une contre-partie à la mesure qui avait libéré l'orpheline du Temple, une loi du 13 janvier 1796 décida de célébrer, aux armées et dans toutes les communes, l'anniversaire de l'exécution du roi.

**LA GUERRE DE VENDEE ET LA GUERRE ÉTRANGÈRE.** — A l'ouest, la guerre de Vendée semblait près de s'éteindre. Stofflet, qui, n'ayant pu accepter les conditions de Hoche, avait attendu en vain le débarquement du comte d'Artois, était fait prisonnier, puis fusillé à Angers, le 21 février 1796. Charette, un mois plus tard, subissait le même sort. Les chouans se dispersèrent et se terrèrent en Bretagne.

A l'est, dans ce même hiver, les affaires de la République étaient peu brillantes. Pichegru, plus prudent que ne l'avait été Dumouriez, préparait à son tour sa trahison. Le conquérant de la Hollande, alors chef de l'armée du Rhin, évitait de joindre Jourdan et forçait celui-ci à la retraite, en même temps qu'il abandonnait Mannheim, laissant les Autrichiens libres de passer le fleuve. Le 15 mars, il fut destitué et on le remplaça par Moreau. Quelques jours plus tard, Bonaparte quittait Paris, nommé commandant en chef de l'armée d'Italie par la grâce de Barras et aussi de Joséphine de Beauharnais, qu'il venait d'épouser : les destins de la République et de la France s'accomplissaient.

**LA CONSPIRATION DE BABEUF.** — Les « Clichyens » se trouvèrent vite dominés par l'élément royaliste. De même, les Jacobins du Panthéon furent rapidement absorbés ou convertis par des

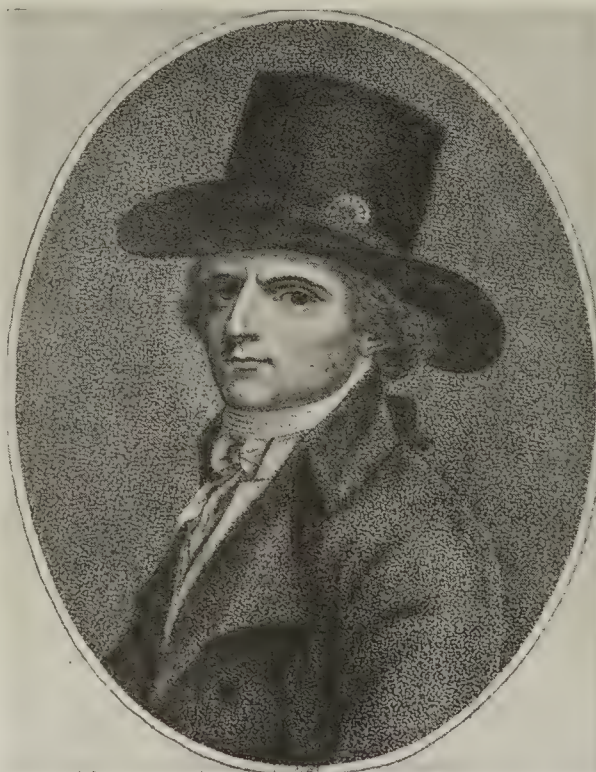
révolutionnaires d'un nouveau genre, qui, après la révolution politique, rêvaient d'une révolution sociale.

Ancien commis d'arpentage, Babeuf connaissait bien les questions agraires ; il constitua un « Directoire secret de salut public » : Sylvain Maréchal, Félix Lepelletier, Darthé, Buonarotti en étaient les inspireurs ou les chefs. Le gouvernement avait des intelligences dans la place : Barras, comme plus tard Fouché, était homme à connaître toutes les intrigues et à en profiter. Le 16 avril, quand on sut que le complot était sur le point d'éclater, on le prévint.

Un membre des « Cinq-Cents », Drouet, qui avait jadis contribué à l'arrestation de Louis XVI à Varennes, fut incarcéré à son tour avec Babeuf et plusieurs chefs de la « Société des Égaux ». La présence d'un député dans le complot permettait de traduire les accusés devant la Haute Cour de justice, prévue par la Constitution de 1795. Pour éviter le retour des scandales qui avaient marqué les jugements politiques rendus sous la Convention, il avait été spécifié que la Haute Cour ne pourrait siéger à Paris, et on la convoqua à Vendôme. Le 26 mai 1797, l'affaire, après avoir traîné en longueur, se termina par la double condamnation à mort de Babeuf et de Darthé.

Mais déjà, depuis l'automne précédent, les amis des prévenus avaient reçu un sévère avertissement. On les avait, le 9 septembre, attirés à Grenelle dans une sorte de guet-apens. Trente et un individus, coupables d'avoir voulu soulever les troupes cantonnées dans ce fau-

bourg, s'étaient entendu condamner à mort par une commission militaire et les exécutions avaient eu lieu sans délai. Si Drouet avait échappé à cette fin tragique avant d'être transféré à Vendôme, on comptait, parmi les conspirateurs de Grenelle, trois anciens Conventionnels et un ancien maire de Lyon.



BABEUF (1760-1797). — Gravure de Bonneville. — Bibl. Nat.

**LE MOUVEMENT ROYALISTE : LES ÉLECTIONS DE 1797.** — Le péril communiste écarté, le gouvernement, craignant d'être renversé par les royalistes, fit traduire devant un conseil de guerre, comme prévenu d'embauchage militaire, un abbé Brottier et vingt comparses, dont les relations avec le prétendant ne pouvaient être niées (2 février 1797).

Les faubourgs ne s'émurent pas. Quant à la bourgeoisie, elle prit presque ouvertement la défense des accusés, que Pastoret et Chauveau-Lagarde présentèrent avec une vigueur et une assurance qui contrastaient avec la défaveur qu'avaient subie les accusés du camp de Grenelle : seize prévenus furent acquittés ; quatre furent condamnés à cinq ou dix ans de réclusion ; aucune condamnation à mort ne fut prononcée.

C'est dans cette atmosphère qu'eurent



lieu les élections de prairial; elles envoyèrent aux Cinq-Cents d'anciens Constituants ou des hommes nourrissant plus ou moins ouvertement le désir de revenir aux premiers jours de 1789 : Camille Jordan, Royer-Collard, Corbière, Chauveau-Lagarde, Quatremère, les généraux Pichegru, Jourdan, Willot. Sur 216 Conventionnels sortants, 13 seulement furent réélus.

Ainsi la majorité passait nettement à la droite dans les deux Conseils et, quoique personne ne se fût enhardi à prononcer le nom du roi, l'idée d'une Restauration possible apparut soudain aux yeux de beaucoup de gens. Pichegru, que d'aucuns soupçonnaient d'être en relations avec les émigrés, fut élu président des Cinq-Cents, et Barbé-Marbois président des Anciens.

Les deux pouvoirs étaient donc dressés l'un contre l'autre, sans qu'une solution pacifique du conflit pût intervenir, la Constitution ne prévoyant ni ministres responsables, ni droit de dissolution. Barthélemy, qui avait succédé à Letourneur, se prononçait, ainsi que Carnot, pour une politique s'appuyant sur la nouvelle majorité. Les trois autres Directeurs, au contraire, se décidèrent à la lutte, poussés par de nombreux généraux, dont Bonaparte, qui, d'Italie, envoyait Augereau porter des protestations au Luxembourg : « N'est-il plus en France de républicains ? écrivait-il. Si vous avez besoin de force, appelez les armées. »

**LE COUP D'ÉTAT DU 18 FRUCTIDOR AN V (4 SEPTEMBRE 1797).** — De part et d'autre, on est résolu au coup de force qui seul peut trancher le conflit. Le 17 fructidor (3 septembre), Barras, se sachant menacé de mise en accusation, se réunit à Reubell et à La Revellière, convoquant ceux des ministres dont ils sont sûrs, et décident, pour la nuit même, l'arrestation des deux Directeurs suspects, Carnot et Barthélemy, lesquels pourtant se sont toujours défendus d'avoir conspiré contre la République; d'ailleurs, Carnot averti eut le temps de fuir; Barthélemy fut appréhendé au nom du Directoire dont il était membre.

Les Conseils furent cernés, et la garde constitutionnelle fut désarmée par Augereau que suivaient des soudards tels que Fournier, Santerre, Rossignol, lesquels n'avaient jamais brillé que durant les jours d'émeute. Augereau commandait une armée de 12 000 hommes, qui n'eut guère l'occasion d'agir; tous les meneurs furent arrêtés sans résistance et nulle contre-manifestation ne se produisit.

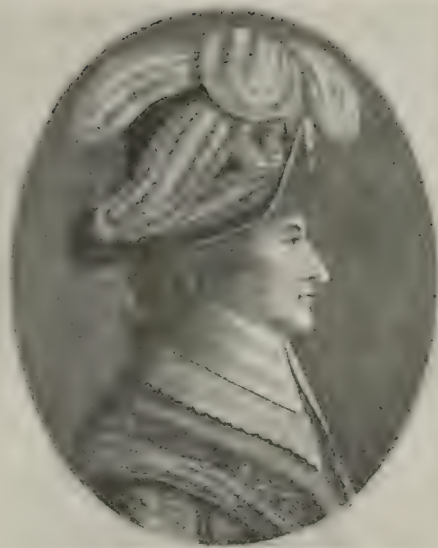
La minorité des Conseils fut réunie d'urgence : les Cinq-Cents à l'Odéon, les Anciens à l'École de chirurgie. Le gouvernement se félicita d'avoir sauvé la République et demanda, par l'intermédiaire de Boulay de la Meurthe, la proscription sans jugement de cinquante législateurs.

Le 18 fructidor dépassait donc, en illégalité, le 2 juin 1793; car si vingt-neuf Girondins avaient été décrétés d'arrestation, on avait attendu six mois avant de les traduire au tribunal révolutionnaire.

L'opinion accepta sans protester ce retour aux procédés terroristes. On trouva naturelle l'annulation des élections dans 49 départements, le rétablissement des lois votées par la Convention contre les émigrés et les prêtres, des mesures draconiennes contre la presse. En acceptant ainsi le premier coup d'État militaire, la France, fatiguée de la



JOURNÉE DU 18 FRUCTIDOR. — Aux sommations du général Verdier et du soldat Grolier, Willot, Bourdon (assis), Rovère, Jourdan, Pichegru, Boissy d'Anglas (assis) clament : « Non, nous ne sortirons pas d'ici ! ». — Bibl. Nat.



CARNOT (1753-1823). — Gravure de Bonneville. — Bibl. Nat.



REUBELL (1747-1807). — Œuvre de Chinard. — Collect. Penha-Longa. Cl. GIRAUDON.

guerre civile, montrait sa passivité, son indifférence pour la forme, et aussi sa crainte des menées royalistes. Trop de gens s'étaient compromis dans la Révolution, trop avaient placé dans la République des espérances non encore réalisées, pour accepter l'idée de la restauration d'un régime depuis si peu de temps renversé : le 18 fructidor symbolise le triomphe de la République, mais aussi sa subordination à la volonté des armées.

Merlin de Douai, qui avait été le grand organisateur du coup d'État, qui en avait dressé l'appareil de légalité, fut élu Directeur, ainsi que François de Neufchâteau, préférés à Masséna et à Augereau, présentés en seconde ligne.

**POLITIQUE EXTÉRIEURE. — LA SITUATION AVANT FRUCTIDOR.** — Le coup d'État de fructidor modifiait non seulement la politique intérieure de la République, mais encore la situation internationale.

Dans l'hiver de 1797, on avait pu croire la paix prochaine. Le Directoire avait très habilement négocié dans le courant de l'année précédente et conclu les premiers traités d'alliance de la République : à Saint-Ildefonso, le 19 août, le roi d'Espagne — un Bourbon — avait donné l'exemple; le prince de Parme avait suivi, puis le roi de Sardaigne, mais de moins bon cœur. Caillard avait été envoyé à Berlin pour exploiter les circonstances et développer les conséquences du traité de Bâle. Frédéric-Guillaume s'était refusé à l'alliance; mais, le 5 août, il avait signé un nouvel accord stipulant sa neutralité; des négociations s'étaient poursuivies avec le Wurtemberg, avec la Bavière. L'Autriche et l'Angleterre étaient peu à peu isolées. Le Suisse Poterat avait déjà inutilement sondé le cabinet de Vienne; c'est après cet échec que le gouvernement directorial avait organisé l'expédition d'Italie, sans lui fournir, toutefois, de sérieux moyens financiers. Bonaparte s'était chargé de trouver de l'argent dès son entrée à Milan; il rééquipait ses soldats à neuf — ce n'était pas inutile — et il commençait à envoyer à Paris une partie des fonds qu'il levait avec une certaine rudesse. Ces succès inattendus avaient enhardi le Directoire.

Hoche, chargé de l'expédition d'Irlande, s'était vainement efforcé de trouver dans l'île des appuis sérieux; l'état de la flotte désorganisée l'avait, dès la fin de 1796, fait renoncer à l'opération, et il commandait maintenant l'armée de Sambre-et-Meuse, qui campait sur la rive gauche du Rhin.

Que faire de ces provinces rhénanes, dont quelques villes, dès 1792, avaient demandé leur réunion à la France? Que faire de cette Italie du Nord, que Bonaparte, en deux campagnes, venait de libérer de la domination autrichienne? Tels étaient les deux problèmes qui, dans cette année 1797, devaient préoccuper, avant tout autre, les chefs de l'État, puisque de la solution adoptée devait, en grande partie, dépendre l'avenir du pays. Carnot et Barthélemy s'étaient convaincus que la réunion définitive de la rive gauche du Rhin n'était ni facile ni souhaitable; ils s'en tenaient fermement aux frontières constitutionnelles tracées par la Convention, comprenant les Pays-Bas autrichiens, et ils estimaient que l'Autriche ne les refuserait pas à la France, puisque celle-ci, en monnaie d'échange, pouvait lui restituer la plaine lombarde. Ils avaient d'ailleurs gagné leurs collègues à ces vues, si bien que Reubell avait fait envoyer par Delacroix, ministre des Affaires étrangères, des instructions formelles à Bonaparte : il ne faut pas, lui disait-il, républicaniser l'Italie; ce serait préparer des semences éternelles de guerre.



**LA POLITIQUE DE BONA-PARTE EN ITALIE.** — Mais Bonaparte, dès l'automne de 1796, avait marqué son intention de poursuivre dans la Péninsule une politique personnelle. Le 16 octobre, sous son inspiration, s'étaient réunis à Bologne les représentants des duchés de Reggio, de Modène, de Ferrare, de Bologne même, et ils avaient proclamé une République cispadane. Ainsi la Lombardie autrichienne était-elle, dès lors, considérée comme la future République transpadane que le général vainqueur se réservait de constituer au moment opportun.

Au mois de novembre, les Directeurs avaient envoyé le général Clark en Italie pour y négocier avec l'Autriche ; Bonaparte avait répondu à cette mesure en poursuivant ses avantages militaires. Il avait à peine repoussé les armées de Wurmser, à Rivoli, qu'il dirigeait ses troupes sur les États pontificaux et obligeait le Saint-Siège à signer le traité de Tolentino (18 février 1797). Non seulement le pape renonçait à Avignon et au Comtat, mais encore aux Légations et à Ancône, dont Bonaparte écrivait : « Il faut que nous conservions ce port à la paix générale et qu'il reste toujours français ; il est sur tous les points de vue très essentiel pour notre correspondance avec Constantinople. » Ainsi, comme on l'a dit justement, sitôt que Bonaparte entrevit l'Adriatique, la question d'Orient commença de le hanter.

Tolentino satisfait peu la gauche du Directoire ; La Revellière et Reubell, qui, chaque jour davantage, craignaient l'indépendance du vainqueur de l'Italie, en attendaient du moins la conquête de Rome et l'écrasement des États de l'Eglise. Que le pape fût privé des Légations, c'était pour eux peu de chose, puisque son prestige demeurait intact ; ils pensèrent que l'occasion ne manquerait pas de reprendre l'affaire perdue.

Bonaparte avait d'autres vues : il avait jeté son dévolu sur Venise. La Sérénissime République avait eu le tort de ne pas répondre à ses avances, d'héberger de nombreux émigrés ; elle eut le tort plus grave, tout en négociant avec le conquérant, de laisser commettre, le 17 avril, les « Pâques véronaises » ; ce massacre de Français autorisa Bonaparte à envahir et à dépecer la République.

**LES PRÉLIMINAIRES DE LEOBEN.** — Depuis dix jours il discute à Leoben des conditions d'un armistice avec les plénipotentiaires autrichiens, encore qu'il n'ait aucun pouvoir de signer un acte politique. Cette convention doit contenir toutes les bases de la paix future. Le 10 avril, après plusieurs menaces de rupture, il amène les Autrichiens à signer les conditions qu'il a préparées ; l'empereur renonce aux Pays-Bas, qui lui appartiennent en propre, moyennant un dédommagement qui sera discuté lors de la paix générale. Tel est l'essentiel des articles patents ; ils ne peuvent satisfaire les partisans des limites naturelles ; Reubell parle des « honteux préliminaires », tandis qu'à Vienne on se loue de cette « paix miraculeuse ». Les articles secrets ne contiennent d'ailleurs rien sur la rive gauche du Rhin ; par contre, ils prévoient le partage de la République de Venise : la terre ferme, toute la partie comprise entre l'Oglio, le Pô et l'Adriatique, compensera pour l'Autriche la perte du Milanais, lequel sera érigé en République, la future Cisalpine. Malgré l'avis des Directeurs, Bonaparte a donc républicanisé l'Italie, mais n'a rien obtenu quant à la rive gauche du Rhin.



LES PRÉLIMINAIRES DE LEOBEN (18 avril 1797). — Un mutilé de l'armée française les impose à la maison d'Autriche, qui recule et s'écrie :

Je n'ai plus de soldats. Avec des téméraires  
Il me faut condescendre à des préliminaires.

Gravure satirique du temps. — Bibl. Nat.

Le gouvernement fait contre fortune bon cœur : il explique aux Conseils que les préliminaires sont gros de promesses et il écrit à Bonaparte que Venise doit payer largement ses imprudences de Vérone. En même temps, il spécifie que la part autrichienne dans les dépouilles vénitien-nes sera proportionnelle à ses concessions sur la rive gauche du Rhin, et il indique que, si l'on ne peut obtenir celle-ci en entier, du moins conviendrait-il d'obtenir le territoire situé au sud d'une ligne Aix-la-Chapelle-Coblentz.

#### HOCHÉ ET LE PROJET DE RÉPUBLIQUE CISRHÉNANE.

— Cependant Hoche, qui avait suggéré la possibilité de cette transaction, mais souhaitait la conservation de toute la rive gauche, inaugurerait une politique dont les résultats pouvaient être tout autres. Dans le but d'organiser les provinces occupées, qui, livrées à l'arbitraire d'autorités militaires souvent peu respectueuses des libertés et des propriétés individuelles, protestaient contre les exactions, Hoche constitua à Bonn une « commission intermédiaire », composée de cinq Français représentant la République auprès des anciennes ré- gences reconstituées. Les magistrats municipaux furent priés de reprendre leurs fonctions ; les anciens impôts furent rétablis ; l'Université de Bonn fut réouverte, le clergé remis en honneur. Hoche, d'accord avec le gouvernement, semblait donc renoncer à l'assimilation complète des populations rhénanes ; le 13 avril, Carnot lui écrivait que « les habitants de ce pays

ne paraissent pas susceptibles de devenir en ce moment citoyens français par la réunion de leur territoire à celui de la République. Ils seraient plutôt propres à former une République séparée, et c'est sous ce point de vue qu'il est utile de les faire aspirer à un nouvel ordre de choses ».

Telle est donc la politique, nettement définie par Carnot, que Hoche paraît approuver, qu'il soutient encore après le 18 fructidor, puisque, le 27 de ce mois, alors qu'il connaît la chute de Carnot et le triomphe des annexionnistes, il écrit à Paris : « Bientôt, si vous voulez, de Landau à Dusseldorf paraîtra, entre nos frontières constitutionnelles et le Rhin, une République amie des Français. » C'est l'annonce de la République cisrhénane pour laquelle Goerres travaille à Coblentz, dont le drapeau vert, rouge, blanc, flotte déjà



ENTRÉE DES FRANÇAIS A MILAN, le 25 floréal an IV. — Gravure de Masquelier, d'après Carle Vernet. — Bibl. Nat. CL. BULLOZ.



sur plus d'un clocher, et en faveur de laquelle circulent des pétitions.

Le 3 vendémiaire, Hoche est terrassé par une maladie foudroyante ; la République cisrhénane est morte avant d'avoir vécu. Augereau, appelé au commandement des troupes, reçoit des instructions très précises du nouveau Directoire ; c'est à l'annexion que le général doit préparer les populations.

**LE DÉSIR DE PAIX DE L'ANGLETERRE. — LES NEGOCIATIONS DE LILLE.** — Depuis les premiers succès de Bonaparte en Italie, le cabinet de Londres avait manifesté des signes de lassitude. Déjà les traités de Bâle avaient ému le Foreign Office. Privé de l'appui de la Hollande et de la Prusse, il avait mesuré les difficultés croissantes auxquelles il fallait faire face, et il s'était tourné vers la Russie, où Catherine II, débarrassée des affaires polonaises par une rapide prise de possession, faisait mine de vouloir intervenir contre la France. Or, après une courte maladie, Catherine était morte le 27 novembre, et Paul I<sup>er</sup>, son fils, se rapprochait des Prussiens.

Les Anglais n'avaient pas attendu cette nouvelle déception pour entrer en pourparlers officiels avec la République. Lord Malmesbury était venu à Paris dès le 20 octobre ; il y était resté deux mois, sondant le terrain, et il avait quitté la France après s'être rendu compte que le Directoire n'abandonnerait jamais les frontières constitutionnelles que lui avait léguées la Convention.

Trois mois plus tard, la situation ne s'était pas améliorée pour l'Angleterre. Le projet d'expédition en Irlande paraissait abandonné, mais Bonaparte imposait à l'Autriche les préliminaires de Leoben. Par contre, les élections de prairial semblaient devoir rendre une négociation plus facile et le cabinet de Londres ne pouvait s'y soustraire : plusieurs révoltes avaient éclaté sur les bateaux de l'Amirauté. La Cité, dont l'opinion est toujours prédominante, déclarait la paix nécessaire ; Pitt y était résigné, puisqu'il renonçait à toute discussion sur les Pays-Bas, auxquels l'Autriche venait de renoncer à Leoben. Le 31 mai, le gouvernement anglais fit donc une offre formelle de paix sur la base de *l'uti possidetis* : il reconnaissait la République batave, mais demandait en compensation : Ceylan et le Cap, colonies hollandaises dont ses flottes s'étaient emparées ; la Trinité, qui appartenait à l'Espagne, et aussi la Martinique française. Le gouvernement de Paris répondit en envoyant au-devant de Malmesbury à Lille, où s'ouvrirent les conférences, Letourneur, Colchen et Maret. Ce dernier était le plus capable des trois négociateurs ; Delacroix lui avait donné des instructions précises : refuser d'abandonner les colonies hollandaises et anglaises, mais éviter de rompre. C'est au milieu de la négociation que survint l'annonce du changement ministériel survenu à Paris et l'avènement de Talleyrand. L'homme qui, durant près de quarante ans, allait tenir la première place dans les conseils diplomatiques, qui passe, à tort ou à raison, pour le plus expérimenté et le plus roué des diplomates, arrivait aux affaires par la grâce de Barras, de La Revellière, de Reubell. Mais Carnot et Barthélemy se méfiaient de sa duplicité et déjà de ses mœurs besogneuses. De fait, aussitôt au pouvoir, il entama des négociations secrètes, en dehors de Grenville, chef du Foreign Office, avec Pitt et avec les représentants hollandais et espagnols, priant le premier de lui fournir des fonds pour acheter les seconds. Pitt se tint sur ses gardes, renforça ses exigences sur la cession des colonies. Talleyrand, d'accord avec les partisans de la guerre, attermoya tant et si bien que le 18 fructidor survint, et que Malmesbury quitta une seconde fois la France sans avoir rien obtenu. Le Directoire, s'il eût voulu vraiment la paix, n'avait qu'à attendre le résultat des négociations poursuivies par Bonaparte avec Cobenzl. Après la paix autrichienne, la paix anglaise était fatale ; les fructidoriens la retardèrent de cinq ans.

**LES NEGOCIATIONS DE CAMPO-FORMIO.** — A Mombello, Bonaparte jouait au souverain, flatté par les Directeurs, qui avaient cependant commencé par critiquer Leoben ; il était maître de la situation en Italie, maître de la négociation européenne. De Paris venaient les suggestions les plus folles : l'Autriche devait être expulsée de l'Italie entière, y compris Venise ; la France devait occuper Malte, Cattaro, les îles Ioniennes, surveiller ainsi la Bosnie, le Monténégro, l'Albanie, l'Orient !

Trois semaines durant, Bonaparte discuta avec le meilleur diplomate de l'Autriche ; Cobenzl jouait serré, refusait de s'engager à rien céder sur la rive gauche du Rhin, moins par peur de l'Empire que par crainte des bénéfices que la Prusse retirerait de l'opération. Bonaparte accepta qu'un article secret défît l'œuvre de Bâle ; on s'entendit sur des demi-mots avec le secret espoir, de part et d'autre, d'obtenir davantage à la paix générale : le 17 octobre 1797 était signé le traité de Campo-Formio.



LES NEGOCIATIONS DE CAMPO-FORMIO. — Bonaparte menace de briser la monarchie autrichienne comme le vase qu'il vient de jeter à terre si les négociations étaient rompues ainsi que Cobenzl le laisse entendre. — D'après une lithographie de Ligny. — Bibl. Nat. CL. BULLOZ.

L'Autriche y renonce formellement aux Pays-Bas autrichiens et à la Lombardie ; elle acquiert par contre l'Istrie, la Dalmatie, les îles vénitiennes de l'Adriatique, la terre ferme de Venise jusqu'à l'Adige. Elle reconnaît, au delà de l'Adige, la République cisalpine qui embrasse tous les anciens territoires autrichiens, les Légations pontificales de Romagne, de Bologne, de Ferrare, les duchés de Mantoue, de Modène, de Massa, les anciens territoires vénitiens. Elle reconnaît à la France les îles Ioniennes et les anciennes possessions de Venise en Albanie. La question rhénane sera traitée à Rastadt dans un congrès prochain.

Mais des articles secrets montrent que les deux adversaires ont déjà posé les bases de leur action sur le Rhin ; l'empereur promet d'évacuer Mayence, faute de quoi il ne pourra occuper les forteresses vénitiennes actuellement aux mains des Français ; il reconnaît en outre et surtout que la France pourra porter sa frontière jusqu'au fleuve, mais seulement depuis Bâle jusqu'à la Nèthe, rivière qui aboutit au Rhin entre Coblenz et Bonn, la ligne de partage entre l'Empire et la France devant, au delà, suivre la Nèthe, la remonter jusqu'à sa source et ensuite gagner la frontière batave vers Venloo. Ainsi Cobenzl avait obtenu gain de cause et conservé à l'Empire les territoires nord-rhéniens, parmi lesquels, précisément, on comptait les possessions prussiennes fort restreintes de la rive gauche.

Le Directoire, impatient, reçut les porteurs du traité, Monge et Berthier, avec une joie qui n'était pas exempte de réserves ; Reubell et Merlin souhaitaient mieux. Ils protestaient contre le partage de Venise, plus encore contre le partage de la rive gauche du Rhin. Barras, conseillé par Talleyrand, mit de son côté La Revellière et François de Neufchâteau, et salua la paix comme une nouvelle victoire de Bonaparte, la plus belle. Talleyrand écrivit : « Le Directoire est content, le public enchanté, tout est au mieux. » Les envoyés de Bonaparte furent reçus solennellement au Luxembourg, Talleyrand les présenta, La Revellière les harangua, célébrant « le génie puissant de la liberté, l'armée d'Italie, Bonaparte », et termina en lançant l'anathème à l'Angleterre.

Déjà, pour occuper le général victorieux, on l'avait appelé au commandement de l'armée d'Angleterre, qu'il était chargé d'organiser ; entre temps les Directeurs l'incitèrent à gagner Rastadt pour y parfaire l'œuvre de Campo-Formio.

**LE CONGRÈS DE RASTADT.** — Bonaparte s'y rendit sans délai, sans se rendre compte qu'on l'attirait dans un guêpier. Ayant en quelques semaines réduit à merci le représentant de l'empereur, il croyait n'avoir qu'à paraître au Congrès pour y recueillir toutes les adhésions : il connaissait fort mal les Allemands.

Arrivé à Rastadt le 26 novembre, il recevait aussitôt les compliments, les hommages des principaux représentants de l'Empire. Il voyait des dos courbés, mais les visages se dissimulaient. Les plénipotentiaires n'étaient pas pressés de conclure ; le Congrès devait durer dix-sept mois ! Bonaparte comprit vite que ces Allemands n'étaient pas d'accord entre eux, que sa force se heurterait contre un faisceau de mauvaises volontés. Il obtint de Cobenzl l'évacuation de Mayence, mais le représentant de l'archevêque électeur tarda un mois avant de donner sa signature. Il lui fallait auparavant être assuré d'une intéressante compensation.



Dès le 2 décembre, Bonaparte avait quitté Rastadt pour Paris.

La recherche des compensations fit du Congrès de Rastadt une immense « foire aux territoires ». Barthélemy avait très justement prévu que l'extension de la France au Rhin amènerait une réorganisation de l'Allemagne favorable aux grands États, à la Prusse et à l'Autriche notamment, et que toute la vieille politique d'équilibres en trouverait compromise. Subitement gagnés aux principes révolutionnaires et laïcisateurs, les principaux États allemands acceptaient la disparition des États ecclésiastiques de la rive gauche, s'emparaient de leurs dépendances de la rive droite et se procuraient ainsi une sérieuse monnaie d'échange.

Le 9 mars 1798, la Diète impériale votait le principe de l'abandon de la rive gauche et, le 2 avril, celui des sécularisations ; mais à l'abandon elle mettait de telles réserves qu'elle espérait l'annuler par des détours ; il fallut de nouveaux efforts des représentants de la France, des négociations particulières, des promesses, des achats de consciences, des ultimatums enfin, pour obtenir, le 20 décembre, un vote qu'on pouvait considérer comme définitif et qui, en fait, ne l'était pas, parce que l'empereur refusait alors sa signature et rouvrait les hostilités.

#### LA POLITIQUE ALLEMANDE DU DIRECTOIRE.

— Durant tout ce laps de temps, la politique allemande du Directoire ne fut rien moins que suivie. A Campo-Formio, Bonaparte avait paru vouloir s'appuyer sur l'Autriche contre la Prusse ; la majorité du gouvernement demeurait au contraire plus favorable à la Prusse qu'à l'Autriche : cette dernière puissance symbolisait aux yeux des gouvernants l'ancien régime et ses abus, et surtout la domination du catholicisme ; la Prusse leur paraissait au contraire une puissance libérale malgré que l'absolutisme du jeune Frédéric-Guillaume ne le cédât en rien à celui de François II ; pareil sentiment s'était déjà manifesté en 1756 lors du renversement des alliances, « la seule faute qu'aient commise les Bourbons en diplomatie », disait un Conventionnel ; il devait se prolonger jusqu'au triomphe définitif de la Prusse en 1870.

Dans sa haine de l'Autriche, Reubell n'alla-t-il pas jusqu'à proposer au roi de Prusse le titre impérial. Sieyès, considéré par ses contemporains comme un augure, quoique idéologue assez creux et diplomate fort médiocre, ne fut-il pas, au printemps de 1798, envoyé comme ambassadeur à Berlin pour obtenir l'alliance prussienne qui était déjà dans les vœux de Dumouriez ; n'alla-t-il pas jusqu'à offrir à la Prusse pour prix de son alliance les parties de la Pologne qui avaient été attribuées à l'Autriche !

La Prusse tergiversa et finalement se déroba ; il lui importait surtout de paraître défendre les droits de l'Allemagne, tout en s'occupant des siens propres ; elle ne voulait pas, notamment, abandonner la première les territoires de la rive gauche du Rhin, alors que, dès le traité de Bâle, elle s'y était résignée. Quant à l'Autriche, elle s'en tenait aux clauses de Campo-Formio et refusait la cession de la partie septentrionale de la rive gauche, qui aurait pour effet de grossir, en compensation de la perte subie, les territoires prussiens dans l'Allemagne du Nord ; si on la pressait, elle revenait sur les abandons consentis en Italie.

Un incident éclata à Vienne, où Bernadotte, nommé ambassadeur, voulut arborer le drapeau de



ÉVENTAIL EXÉCUTÉ EN L'HONNEUR DE LA PAIX GLORIEUSE DE CAMPO-FORMIO. — Bonaparte tient à la main une carte d'Italie ; derrière lui apparaît une ruche dont les abeilles parsèmeront bientôt son manteau d'empereur. — Gravure de Bonneville. — Bibl. Nat.

la République ; la population montra par son attitude que ses sentiments demeuraient hostiles à la France.

Dès juillet 1798, le parti de l'Autriche était pris, d'autant mieux que la République s'était volontairement et imprudemment privée de son meilleur général : le 19 mai, Bonaparte avait quitté Toulon pour l'Égypte.

#### POURQUOI BONAPARTE PART POUR L'ÉGYPTE.

— A son retour d'Italie, le général avait été l'objet d'une réception triomphale ; le Directoire l'avait encouragée, sinon organisée. Il le regretta trop tard ; l'opinion, toujours amou-

reuse des succès et des chefs, encensa le jeune vainqueur, qui, déjà gâté par son principat de Mombello, se crut maître de la situation. La Constitution l'empêchait d'aspirer à aucun poste civil, Directeur ou ministre. D'ailleurs le gouvernement lui avait déjà désigné ses nouvelles attributions : le commandement de l'armée d'Angleterre. Il eut vite fait de parcourir les côtes, de visiter les ports, de mesurer les possibilités et les difficultés ; dès son arrivée à Paris, le 1<sup>er</sup> mars, il déclara celles-ci insurmontables. L'enthousiasme s'était déjà calmé ; sa situation était fausse comme celle du Directoire ; Talleyrand suggéra la solution. L'été précédent, il avait lu à l'Institut un mémoire sur l'utilité de constituer à la République de nouvelles colonies ; il avait correspondu avec Bonaparte quand celui-ci négociait la paix de Campo-Formio et discuté du projet de partage de l'Empire ottoman, en vue duquel Reubell avait également réclamé l'occupation des bouches de Cattaro. Conquérir l'Égypte parut bientôt un projet d'autant plus naturel que Bonaparte l'indiqua comme un à côté de l'expédition d'Angleterre. « Vous êtes, dira-t-il à ses soldats, une des ailes de l'armée d'Angleterre. » La paix générale n'était pas signée ; l'Autriche ergo- tait, la Prusse se méfiait, Naples intriguait ouvertement, Paul I<sup>er</sup> reprenait les projets de sa mère contre la Révolution. Le gouverne-



UNE AUDIENCE SOLENNELLE DU DIRECTOIRE AU LUXEMBOURG. — Les voûtes de la salle sont tapissées des drapeaux pris durant la campagne d'Italie. — Gravure de Berthault, d'après Duplessis Bertaux. — Bibl. Nat.



ment directorial n'envisagea aucun de ces dangers, tout à la joie d'écarter Bonaparte qui, ambitieux, rêvait de faire quelque chose de grand en Orient et se passionnait pour l'aventure ; les intérêts de la France furent exposés avec la plus folle témérité.

**LES PRÉLIMINAIRES DE LA RUP-  
TURE AVEC L'EUROPE.** — Depuis Campo-Formio, le Directoire, grisé de ses succès, semblait avoir pris à tâche de provoquer les neutres et de s'attirer des ennemis ; la vieille idée de Brissot, que la Révolution avait besoin de la guerre pour s'établir, se transformait : la République avait besoin d'opérations militaires pour occuper ses soldats victorieux. Dès 1792, Clavière avait montré la nécessité d'une guerre longue pour retarder le retour des troupes, lequel « augmenterait partout le trouble et nous perdrait ». Partout le gouvernement directorial avait repris la doctrine de la propagande. A Rome, une émeute éclata, dont Joseph Bonaparte, ambassadeur près du Saint-Siège, connaissait plus d'un initiateur ; son ami, le général Duphot, fut tué en voulant rétablir l'ordre. Il n'en fallait pas davantage pour donner prétexte à une intervention. Le général Berthier fut chargé d'occuper la ville (15 février). Pie VI, sommé d'abdiquer, refusa : on l'emprisonna et on l'exila ; le Directoire prenait sa revanche du traité de Tolentino. Berthier, rappelé par Bonaparte qui se le veut attacher, est remplacé par Masséna, lequel, bon guerrier et déplorable administrateur, laisse piller, et, dit-on, en profite. Les exactions révoltent à la fin ceux mêmes qui s'y livrent ; le peuple romain trouve cette ère de liberté assez onéreuse. Il doit payer 40 millions en sus des 35 déjà stipulés à Tolentino, et il voit partir pour la France, avec quelque colère, maints objets d'art collectionnés par les papes.

Même intervention, mêmes exactions en Suisse : sous prétexte de protéger les Vaudois contre le gouvernement bernois, on envahit Berne, on rançonne les aristocrates (4 mars). Genève est annexée à la France et forme le département du Léman. Brune agit dans la République helvétique bouleversée avec le même cynisme que Masséna dans la République romaine, que Beurnonville dans la République batave (23 janvier).

Dans la Cisalpine même, quoique l'œuvre de Bonaparte soit récente et les précautions bien prises, Berthier est obligé de menacer pour obtenir la ratification d'un traité de commerce liant le sort de ce jeune État à celui de la France, qui lui a donné la vie.

Au Piémont, l'envoyé du Directoire, Guinguené, fomenta la révolution contre le roi, qui se prépare à gagner la Sardaigne. A Naples, Garat intrigue pour neutraliser la cour, dont il se méfie avec juste raison ; là seulement le Directoire néglige de « républicaniser », mais il est mal récompensé de sa condescendance : c'est à Naples que se noua la seconde coalition.

Parti de Toulon le 19 mai, Bonaparte a pris Malte le 10 juin et il a débarqué à Alexandrie le 1<sup>er</sup> juillet ; mais le 1<sup>er</sup> août la défaite d'Aboukir l'emprisonne dans sa conquête.

Aussitôt l'Europe entière bruit d'espérance. A Naples, Marie-Caroline, qui se sait menacée des colères de la République, appelle Nelson pour la protéger et applaudit bruyamment au succès de celui qu'elle célèbre comme un héros. La Turquie déclare la guerre à la France (9 septembre), puisque, sans aucune provocation, la France a envahi une de ses provinces ; elle demande appui à la Russie qui, jusque-là, a été son adversaire ; elle ouvre les Détroits aux flottes de Paul I<sup>er</sup>, qui cherchent à joindre les flottes de Nelson. Ainsi la situation de l'Orient est complètement retournée : la France qui y comptait un allié traditionnel, à l'aide duquel elle pouvait, au moment opportun, tenter une diversion, jette la Turquie dans les bras de son ennemie naturelle, ouvre à la Russie l'accès de la Méditerranée et lance Paul I<sup>er</sup> dans une lutte qui, menée par tout autre, aurait été décisive.

A Rastadt, le plénipotentiaire autrichien ne fait plus qu'amuser le tapis ; car, à Vienne, les négociations se poursuivent activement avec les représentants des cabinets de Londres, de Naples, de Saint-Petersbourg, voire même de Berlin. C'est avec ce dernier qu'elles sont le plus difficiles : Frédéric-Guillaume III, monté sur le trône le 17 novembre 1797, est hésitant, timoré ; son ministre Haugwitz le persuade que la neutralité est l'attitude la plus profitable ; il se dérobe aux instances de Repnin, le représentant de Paul I<sup>er</sup>, parce qu'il craint autant la victoire de l'Autriche qu'un nouveau succès de la France. Le



ASSASSINAT, à Rastadt, des plénipotentiaires français, Bonnier et Roberjot, dans la nuit du 28 avril 1799.  
— Gravure de Dupréel, d'après Duplessis Bertaux. — Bibl. Nat.

sentiment national allemand, si fort quinze ans plus tard, ne semble pas encore né.

En Angleterre, on se réjouit autant de la victoire d'Aboukir que de la défaite de la petite expédition française, enfin mise en route sur l'Irlande. Ce que Bonaparte a refusé de tenter, le général Humbert l'a fait modestement, avec des moyens réduits ; le Directoire lui a donné mille hommes et trois frégates ; que peut-il avec un si faible appareil ? Le 8 septembre, il est fait prisonnier avant que l'armée de secours conduite par le général Hardy ait eu le temps de débarquer.

**LA DEUXIÈME COALITION.** — Au traité russo-turc d'octobre s'ajoutent, en décembre, les traités anglo-austro-russo-napolitain. L'Angleterre, non sans quelque hésitation, s'engage à fournir des subsides à la Russie, puis à l'Autriche ; Paul I<sup>er</sup> promet des troupes à l'Autriche, il en promet aussi à la reine de Naples. Pour cette dernière, il obtient le concours de l'Empire ottoman. C'est par l'Italie, puisque la Prusse se dérobe, qu'on attaquera la France ; l'Autriche envoie à Naples son meilleur général, Mack.

Le Directoire continue cependant à négocier ; Talleyrand poursuit son projet de partage de l'Empire ottoman, faisant offrir à l'Autriche la Moldavie et la Valachie. Vienne ne répond pas à l'invite, mais elle rappelle ses plénipotentiaires de Rastadt au début d'avril 1799 et y fait assassiner, au mépris du droit des gens, les représentants de la France pour s'emparer de leurs papiers. Bonnier et Roberjot tombent victimes de l'attentat ; Jean de Bry peut s'échapper.

Le même jour, 28 avril, l'Italie était perdue et, avec elle, non seulement l'œuvre de Bonaparte en Lombardie, mais encore celle plus récente de Championnet qui, après avoir fondé à Naples la République parthénopéenne, avait été injustement rappelé par le Directoire, peu avant Joubert. Reconnaissant son erreur, le Directoire rendit leur commandement à ces deux généraux, à l'heure du danger.

Dans l'été, la situation militaire était rétablie, grâce à Masséna et à Brune. La coalition arrivait épuisée en vue des frontières naturelles et se disloquait.

**LA VIE POLITIQUE DEPUIS FRUCTIDOR. — LES COUPS D'ÉTAT.** — Avec énergie, le Directoire avait fait face au danger ; l'instinct national, une fois de plus, avait triomphé de l'anarchie latente ; la défense avait été improvisée comme en 1793 ; le péril extérieur avait fait taire les divisions intestines ou en avait triomphé.

Pourtant, depuis fructidor, l'animation politique était grande, plus dans le pays que dans les conseils. Le Directoire avait annulé les élections royalistes, mais ajourné, au printemps de l'an VI, une nouvelle consultation, qui porterait alors sur les deux tiers des deux conseils et qui eut lieu en avril 1798, au milieu d'une grande animation : de nombreuses assemblées électorales se scindèrent, la minorité procédant à des choix séparés dits « scissionnaires ». Les partisans du Directoire furent battus presque partout, écrasés par les extrêmes de droite et de gauche. Des conseils ainsi composés auraient eu quelque peine à légiférer ; le gouvernement, qui n'avait pas le droit de dissolution, décida de procéder à une mesure plus radicale que l'année



précédente ; il proposa au tiers restant de modifier lui-même les résultats, en proclamant élus les candidats gouvernementaux. Bailleul, rapporteur d'une commission spéciale, conclut à une revision générale des élections, dans l'esprit proposé par le Directoire : ce fut l'objet de la loi du 22 floréal (11 mai 1798), qu'on qualifia avec raison de coup d'État et qui complétait celui du 18 fructidor, en permettant au gouvernement de se survivre avec une majorité factice. Quatre-vingt-dix-huit élus perdirent ainsi leurs sièges : 45 d'entre eux furent remplacés, généralement par des représentants de la minorité, et 53 sièges demeurèrent vacants (16 au Conseil des Anciens, 37 au Conseil des Cinq-Cents).

L'opinion marqua par son indifférence combien elle se désaffectionnait du régime ; les Conseils continuèrent à légiférer sans bruit, mais non sans utilité.

**LE TIERS CONSOLIDÉ.** — Reubell, François de Neufchâteau, Merlin, Ramel, Treilhard, soit comme ministres, soit comme Directeurs, étaient des hommes capables, qui avaient le grand tort de ne point travailler d'accord. Cependant ils travaillaient, et Ramel, notamment, conduisit les finances d'une main vigoureuse : dès le lendemain de fructidor, le 30 septembre 1797, il avait obtenu le vote d'une véritable loi de salut public financier, qui exonérait la rente de tout impôt, mais la réduisait de deux tiers. La banqueroute des deux tiers (le dernier tiers étant consolidé), coïncidant avec la création de nouveaux impôts, était seule capable, d'après les auteurs du projet, de rétablir la situation financière, après la faillite des assignats et des mandats territoriaux. Si, néanmoins, la situation financière resta longtemps précaire, la faute en fut à la politique extérieure. Pour faire face aux frais de l'expédition d'Égypte et de la nouvelle coalition, les taxes imposées aux Républiques vassales ne furent pas longtemps suffisantes. Ramel organisa le système des contributions directes, qui, pendant si longtemps, firent leurs preuves et ne disparurent que de nos jours comme impôts d'État (octobre-décembre 1798). Les impôts indirects furent réorganisés et leur produit compta dans le budget des recettes pour 32 pour 100. L'État abandonna une partie des charges d'assistance aux communes, mais leur donna le droit de percevoir des ressources locales.

La reprise des hostilités et le tour malheureux qu'elles subirent assez vite ranima l'opposition dans le pays, spécialement dans la société parisienne. Paris, qui ne redoutait plus ces Conventionnels tiédés, n'arrivait même pas à les prendre au sérieux. Les intellectuels, ceux de l'Institut, dit-on, lançaient des épigrammes que se répétaient avec joie les « merveilleuses ».

Le 9 avril an VII, les électeurs eurent à renouveler un nouveau tiers des Conseils, et les résultats furent à peu près identiques à ceux de l'an VI. Le gouvernement, devant cette nouvelle manifestation de l'opinion, se résigna à l'inévitable. Avant que les nouveaux élus n'aient pris séance, il dut d'ailleurs se priver du plus énergique de ses membres, car le sort désigna Reubell comme Directeur sortant. Les Conseils en revinrent alors à un choix qu'ils avaient fait trois ans plus tôt. Sur une liste qui comprenait en première ligne le général Lefebvre, les Anciens élurent Sieyès (16 mai 1799).

**SIEYÈS DIRECTEUR.** — **LE COUP DE FORCE DU 30 PRAIRIAL AN VII (18 JUIN 1799).** — Cette fois l'ancien Constituant ne se déroba pas et, tout aussitôt, il fut l'arbitre de la situation. Il défendit la politique extérieure du Directoire, que les nouveaux élus attaquaient avec vigueur, mais laissa entendre qu'il ne couvrirait ni fructidor ni floréal. Bien mieux, le 16 juin, les Conseils ayant dénoncé comme irrégulière l'élection de Treilhard nommé Directeur, l'année précédente, moins d'un an après avoir quitté le conseil des Cinq-Cents, Sieyès poussa son collègue à démissionner, et l'ancien négociateur de Rastadt s'exécuta. Gohier fut élu à sa place. Mais les Conseils ne pouvaient se contenter de ce premier succès : ils voulaient leur revanche des deux coups d'État dirigés contre eux ; Barras, en abandonnant La Revellière et Merlin, facilita l'opération ; les deux « fructidoriens » durent lâcher la partie (18 juin-30 prairial).

Roger Ducos et le général Moulin les remplacèrent. Leur notoriété était médiocre ; Ducos avait été « fructidorisé » ; le général Moulin

avait été préféré, parce que de réputation moindre, à Masséna, à Marescot, à Lefebvre. Les Conseils, en choisissant des Directeurs inconnus de la majorité du peuple et de caractère faible, témoignaient de leur volonté de gouverner. Ils obtinrent le changement de tous les ministres, à quelques jours d'intervalle. Talleyrand abandonna les Affaires étrangères à Reinhard, qu'il avait indiqué ; ce Wurtembergeois à l'esprit délié ne pouvait lui porter ombrage ; il avait tout au plus l'étoffe d'un intérimaire. Quinette prit l'Intérieur et Bernadotte le portefeuille de la Guerre qu'il ne garda pas longtemps ; deux mois plus tard, Dubois-Crancé lui succédait. Robert Lindet, Cambacérès, Fouché entraient en même temps au ministère : le premier aux Finances, le second à la Justice, le dernier à la Police.

**LES DISCUSSIONS DE PARTI. — LE GOUVERNEMENT CHERCHE UN CHEF.** — On ne pouvait dire qu'un gouvernement ainsi composé n'était pas viable, ni, comme l'a prétendu

Bonaparte, composé « d'idéologues » et « d'avocats ». Au reste, le retour du danger ramenait aux affaires les hommes qui y avaient fait face sous la Convention. On avait écarté Merlin et La Revellière, mais on rappelait Cambacérès et Fouché ; on votait un emprunt forcé et la levée en masse, de crainte que la conscription organisée l'année précédente ne fournît pas assez d'hommes ; une loi, prévoyant la constitution d'otages en cas de troubles, rappela plus gravement encore les procédés révolutionnaires.

L'opinion s'émut ; la presse, à laquelle on avait rendu la liberté confisquée depuis Fructidor, dénonça les Jacobins qui, un peu partout, relevaient la tête. Sieyès s'inquiéta et, dans des discours successifs prononcés aux grands anniversaires, le 14 juillet, le 10 août, prêcha l'union, tout en menaçant « les amis de la liberté et de l'égalité ». Ceux-ci tenaient séance sous ce vocable dans l'ancienne salle du Manège abandonnée depuis peu par les Cinq-Cents, qui avaient inauguré la salle du Palais-Bourbon.

Le 12 août, la police fermait ce club des néo-Jacobins. En même temps, elle surveillait les royalistes, auxquels le coup d'État de prairial et les défaites extérieures avaient rendu quelque espoir. Fouché était particulièrement apte à cette besogne ; si les principaux survivants des guerres de Vendée, Frotté, d'Andigné, d'Autichamp, réussissaient à reformer quelques troupes, ils ne retrouvaient pas l'atmosphère de 1793 ; elle s'était singulièrement pacifiée. Doucement, à travers bien des difficultés, et malgré les obstacles, la République s'organisait, s'enracinait ; les discussions ne tournaient plus qu'autour des questions de forme, après tout secondaires. Dans les modifications qu'il projetait, Sieyès, conformément au sentiment général, voulait renforcer le pouvoir exécutif, le concentrer en une seule main.

**LE RETOUR DE BONAPARTE.** — C'est sur ces entrefaites que, le 8 octobre, Bonaparte débarquait à Fréjus ; le 16, il était à Paris. Sieyès l'avait rappelé devant le danger qui menaçait la France, avant la victoire de Masséna à Zurich ; mais Bonaparte n'avait pas reçu son message. Il était donc revenu sans ordre ; on s'aperçut vite que c'était beaucoup plus dans le dessein de s'emparer du gouvernement que d'organiser la défense nationale. Au reste, tout semblait conspirer à son avènement, que favorisèrent particulièrement ceux-là mêmes qu'il voulait renverser. Barras, sceptique comme à son ordinaire, croyait pouvoir s'accommoder d'un collaborateur de cette sorte ; Sieyès, qui n'en était pas à sa première erreur de jugement, pensait en faire l'instrument de la réforme constitutionnelle qu'il souhaitait. Bonaparte mesura la taille de tous ces gens qui sollicitaient son concours et dont aucun ne comprit l'énorme imprudence qu'il commettait. Talleyrand, qui avait lié partie avec le vainqueur d'Italie, se flattait de le diriger et entretenait Sieyès dans son illusion.

Trois semaines suffirent pour préparer les voies du nouveau maître. La Constitution n'avait plus de défenseurs ; personne ne pensa qu'on pourrait la modifier sans en bouleverser l'esprit ; on avait, depuis le 10 août, pris l'habitude des coups de main ; celui qui s'accomplit les 18 et 19 brumaire rentra dans la norme générale :



SIEYÈS, membre du Directoire exécutif, en grand costume. — Gravure de Bonneville. — Bibl. Nat.



triomphe de la force sur le droit. Depuis Fructidor, l'intervention de la force armée remplaçait la force populaire des insurgés.

**BRUMAIRE.** — La préparation de la journée fut cependant laborieuse. Bonaparte comptait des appuis dans tous les camps ; mais il ne pouvait se flatter d'avoir la majorité ni au Luxembourg, ni aux Tuileries, ni aux Cinq-Cents. Dans le Directoire, notamment, il refusait le concours de Barras, dangereuse exclusion qui aurait pu faire manquer tout le projet ; Barras fut acheté et convaincu de la nécessité de sa retraite.

Lucien Bonaparte, qui avait obtenu la présidence des Cinq-Cents le 23 octobre, ne pouvait pourtant se flatter d'obtenir de la majorité de l'Assemblée un blanc-seing pour le général. Ce fut aux Anciens qu'on l'arracha, non sans peine, et encore eut-on recours à une opération en deux temps. On décida d'abord de transférer les Conseils à Saint-Cloud pour déjouer un imaginaire complot jacobin. Bonaparte fut chargé de prendre toutes les mesures nécessaires : cette décision lui donnait toute latitude ; mais, outre qu'elle était irrégulière, elle ne tranchait rien ; il fallut, dans la journée du 18, obtenir de Gohier et de Moulin leur démission, ce à quoi Sieyès ne parvint qu'à force d'habiletés et de menaces.

Le lendemain, on joua la difficulté en obligeant les Conseils à se sacrifier eux-mêmes. Bonaparte crut en imposer par sa présence. Or, peu s'en fallut que son entrée au Conseil des Cinq-Cents ne fût échouée l'opération. Il sortit de l'Orangerie de Saint-Cloud sans avoir rien obtenu et céda la place à ses grenadiers qui, baïonnette au canon, eurent vite fait de vider la salle. Dans la soirée, les débris des deux Conseils ratifièrent les résolutions arrêtées. Trois consuls provisoires — Sieyès, Ducos, Bonaparte — étaient chargés du pouvoir exécutif et, assistés de deux commissions intermédiaires, celles-ci émanation et représentation des deux Conseils, devaient préparer les modifications à introduire dans la Constitution et assurer à la liberté et à la propriété des garanties plus stables. Tandis que les consuls prêtaient serment de « fidélité inviolable à la souveraineté du peuple, à la République une et indivisible, à la liberté, à l'égalité et au système représentatif », Lucien Bonaparte s'écriait, en manière de conclusion : « Si la liberté naquit dans le Jeu de Paume de Versailles, elle fut consolidée dans l'Orangerie de Saint-Cloud. »

## BIBLIOGRAPHIE (I-III) [1789-1799]

**SOURCES.** — AULARD (F.-A.), *La Société des Jacobins* (1889-1897, 6 vol.) ; — *Recueil des actes du comité de Salut public, avec la correspondance officielle des représentants en mission* (1889-1923, 26 vol.) ; — *Paris pendant la réaction thermidorienne et sous le Directoire* (1898-1902, 5 vol.) ; — BALLOT (Ch.), *Le Coup d'État du 18 fructidor an V, rapports de police et documents* (1906) ; — CARNOT, *Correspondance générale*, publiée par Étienne Charavay (1892-1907, 4 vol.) ; — CARON (Pierre), *Manuel pratique pour l'histoire de la Révolution* (1912) ; — *Bibliographie des travaux publiés de 1866 à 1897 sur l'histoire de France depuis 1789* (1907-1912) ; — *Paris pendant la Terreur, rapports des agents secrets du ministère de l'Intérieur*, t. I-II (1910-1914) ; — CHALLAMEL (A.), *Les Clubs contre-révolutionnaires* (1895) ; — DEBIDOUR (A.), *Recueil des actes du Directoire exécutif* (1910-1917, 4 vol., jusqu'au 3 février 1797) ; — *État sommaire des papiers de la période révolutionnaire conservés dans les archives départementales, série L* (1907-1908) ; — GUILLAUME (J.), *Procès-verbaux des comités d'Instruction publique* (1889-1907, 7 vol.) ; — LACROIX (Sigismond), *Actes de la Commune de Paris pendant la Révolution* (1894-1899, 8 vol. ; 2<sup>e</sup> série, 1900-1914, 8 vol.) ; — LE GRAND (Léon), *Les Sources de l'histoire religieuse de la Révolution aux Archives nationales* (1914) ; — MAVIDAL (J.) et LAURENT (E.), *Archives parlementaires*, 1<sup>re</sup> série 1787-1799 : t. I-LXXXI (1867-1913) ; — MONIN (H.), *Paris en 1789* (1889) ; — PIERRE (V.), *Le 18 Fructidor, documents* (1893) ; — SCHMIDT (Charles), *Les Sources de l'histoire de France depuis 1789 aux Archives nationales* (1907) ; — TOURNEUX (Maurice), *Les Sources bibliographiques de l'histoire de la Révolution* (1898) ; — *Bibliographie de l'histoire de Paris pendant la Révolution française* (1890-1913, 5 vol.) ; — TUETÉY (Alexandre), *Répertoire général des sources manuscrites de l'histoire de Paris pendant la Révolution française* (1890-1914, t. I-XI) ; — *Les Papiers des Assemblées de la Révolution aux Archives nationales* (1908) ; — *Procès-verbaux de la Commune de Paris, 10 août 1792-1<sup>er</sup> juin 1793* (1894) ; — VAISSIÈRE (Pierre de), *Lettres d'aristocrates* (1907).

Il n'est pas possible d'énumérer ici ni les journaux à consulter (on trouvera les renseignements nécessaires dans les bibliographies sus-indiquées de Maurice Tourneux et dans la *Bibliographie historique et critique de la presse* d'Eugène Hatin, 1866), ni les mémoires, souvenirs et correspondances (les principaux sont indiqués dans l'*Histoire de France*, publiée dans la même collection, pages 208, 235, 266, 304), ni enfin l'état des innombrables volumes mis au jour par la Commission chargée de rechercher et de publier les documents relatifs à l'histoire économique de la Révolution française.

**OUVRAGES À CONSULTER.** — AULARD (Alphonse), *Histoire politique de la Révolution* (1911) ; — *Études et leçons sur la Révolution française* (1893-1924, 9 vol.) ; — BLANC (Louis), *Histoire de la Révolution française* (1847-1862, 12 vol.) ;



LE 19 BRUMAIRE AN VIII, Bonaparte, suivi de ses grenadiers, pénètre dans l'Orangerie de Saint-Cloud. — Gravure de Dupréel, d'après Duplessis Bertaux. — Bibl. Nat.

— BUCHEZ et ROUX, *Histoire parlementaire de la Révolution française* (1834-1838, 40 vol.) ; — BURKE (Edmond), *Réflexions sur la Révolution française* (Londres, 1790 ; traduct. franç. d'Anglejan, 1912) ; — CARLYLE (Thomas), *The French Revolution* (1837, 3 vol. ; dernière édition, 1913 ; traduct. franç. par Élias Regnault, O. Barot et J. Roche, 1865-1867) ; — FICHTE, *Considérations sur la Révolution française* (traduct. franç. par Barni, 1859) ; — HÉRICHAULT (Ch. d'), *La Révolution* (1883) ; — *Histoire socialiste ; la Révolution*, par Jean Jaurès et G. Deville (1901-1904, 5 vol.) ; — JANET (Paul), *Philosophie de la Révolution française* (1875) ; — *Histoire de la Révolution française* (1889) ; — LANFREY (Pierre), *Essai sur la Révolution française* (1858, réimp. en 1879) ; — LAVISSE (Ernest), *Histoire de France contemporaine*, t. I, par P. Sagnac, et II, par G. Pariset (1920) ; — LE BON (G.), *La Révolution française et la psychologie des révolutions* (1912) ; — MADELIN (Louis), *La Révolution* (1911) ; — MAISTRE (Joseph de), *Considérations sur la France* (1796, dern. éd. 1924) ; — MATHIEZ (Albert), *La Révolution française*, t. I et II (1922-1924) ; — MICHELET (Jules), *Histoire de la Révolution française* (1847-1853, 7 vol.) ; — MIGNET (François), *Histoire de la Révolution de 1789 à 1814* (1824, 2 vol.) ; — NECKER (Jacques), *De la Révolution française*, 1796, 2 vol., réimpr. sous le titre : *Histoire de la Révolution française* (dern. éd. en 1824) ; — QUINET (Edgar), *La Révolution* (1865, 2 vol.) ; — *Critique de la Révolution* (1867) ; — RAMBAUD (Alfred), *Histoire de la Révolution française, 1789-1799* (2<sup>e</sup> éd., 1904) ; — *La Domination française en Allemagne, les Français sur le Rhin, 1792-1804* (1873) ; — SOREL (Albert), *L'Europe et la Révolution française* (1885-1904, 8 vol.) ; — STAËL (M<sup>me</sup> de), *Considérations sur les principaux événements de la Révolution française* (1818, 3 vol.) ; — SYBEL (Heinrich von), *Histoire de la Révolution, 1789-1800* (Marburg, 1853-1879, 5 vol. ; trad. Dosquet, 1869-1888, 6 vol. ; nouv. éd. all., Stuttgart, 1897-1900, 10 vol.) ; — TAINÉ (H.), *Les Origines de la France contemporaine* (1876-1893) ; — THIERS (Adolphe), *Histoire de la Révolution française* (1823-1827, 10 vol. ; 14<sup>e</sup> éd. en 1858) ; — TOCQUEVILLE (Alexis de), *L'Ancien Régime et la Révolution* (1856 ; réimpr. en 1865) ; — WEBSTER (Mrs Arthur), *The French Revolution* (New-York, 1920).

BALDENSBERGER (F.), *Le Mouvement des idées dans l'émigration française, 1789-1815* (1925) ; — BARTHOU (L.), *Mirabeau* (1913) ; — BERTIN-ROULLEAU (P.), *La Fin des Girondins, 1793-1794* (Bordeaux, 1921) ; — BIRÉ (Edmond), *La Légende des Girondins* (1882) ; — *Paris en 1793* (1888) ; — *Paris pendant la Terreur* (1890) ; — *Légendes révolutionnaires* (1893) ; — BITTARD DES PORTES, Charette (1902) ; — BLIARD (Le P.), *Les Conventionnels régicides* (1913) ; — BOSSARD, Cathelineau généralissime (1893) ; — BOUCHARD (A.), *Le Club breton* (1920) ; — BOURGIN (G.), *Le Partage des biens communaux* (1908) ; — BRAESCH (F.), *La Commune du 10 août* (1911) ; — CAMPARDON (Ém.), *Le Tribunal révolutionnaire de Paris* (1862, 2 vol.) ; — CHAMARD (Dom Fr.), *Les Origines et la responsabilité de l'insurrection vendéenne* (1899) ; — CHAMPION (Edme), J.-J. Rousseau et la Révolution française (1909) ; — *Esprit de la Révolution* (1887) ; — CHARAVAY (Ét.), *La Fayette* (1898) ; — CHASSIN (Ch.-L.), *La Préparation de la guerre de Vendée* (1892-1893, 3 vol.) ; — CHÈVREMONTE, Jean-Paul Marat (1880, 2 vol.) ; — CLARETIE (Jules), Camille Desmoulins (1908) ; — COCHIN (Augustin), *La Crise de l'histoire révolutionnaire* (1909) ; — DAUDET (Ernest), *La Conjuration de Pichegru et les complots royalistes, 1795-1797* (1901) ; — *Histoire de l'émigration pendant la Révolution* (1904-1907, 3 vol.) ; — DEBIDOUR (Antonin), *Histoire des rapports de l'Eglise et de l'État, de 1789 à 1870* (1898) ; — DUFAY (P.), *Les Sociétés populaires et l'armée, 1791-1794* (1913) ; — DUNOYER, Fouquier-Tinville (1913) ; — FORNERON (M.), *Histoire générale des émigrés* (1884-1890, 3 vol.) ; — FUNCK-BRENTANO (Frantz), *La Mort de la reine* (1901) ; — GABORY (E.), *La Révolution et la Vendée* (1925) ; — GAZIER (A.), *Études sur l'histoire religieuse de la Révolution* (1887) ; — GEFFROY (G.), *Gustave III et la cour de France* (1867) ; — GODARD (André), *Le Procès du 9 thermidor* (1912) ; — GOOCH (George-P.), *Germany and the french Revolution* (Londres, 1920) ; — GUYOT (R.), *Le Directoire et la paix de l'Europe* (1911) ; — HAMEL (Ernest), *Histoire de Robespierre* (2<sup>e</sup> éd., 1878, 3 vol.) ; — *Histoire de Saint-Just* (1860, 3 vol.) ; — *Thermidor* (1891) ; — HAVARD (Oscar), *Histoire de la Révolution dans les ports de guerre*, t. I<sup>er</sup> (1912) ; — HERISSEY, *Les Prêtres pendant la Terreur ; les pontons de Rochefort, 1792-1795* (1925) ; — IVERNOIS (F. d'), *Le Gouvernement anglais et la Révolution française* (1914) ; — KUSCINSKI (A.), *Les Députés au Corps législatif, Conseil des Cinq-Cents, Conseil des Anciens, an IV-an VII* (1905).



— LA GORCE (Pierre de), *Histoire religieuse de la Révolution* (1909-1923, 5 vol.). — LA SICOTIÈRE (Léon de), *Louis de Frotté et l'insurrection normande* (1889, 3 vol.). — MADELIN (Louis), *Fouché* (1901); — *Danton* (1914); — *La France du Directoire* (1922). — MARCAGGI (V.), *Des origines de la Déclaration des Droits de l'homme de 1789* (1912). — MATHIEZ (A.), *Rome et la Constituante* (1910); — *La Théophilanthropie et le culte décadaire* (1905); — *Robespierre terroriste* (1921); — *Études robespierristes. La Corruption sous la Terreur* (1917); — *La Révolution et les étrangers* (1918); — *Danton et la paix* (1919); — *Autour de Robespierre* (1925). — MAUTOUCHET (P.), *Le Gouvernement révolutionnaire, 17 août 1792-4 brumaire an IV* (1912). — MEIKLE (H.-W.), *Scotland and the french Revolution* (Glasgow, 1912). — MORTIMER-TERNAUX (L.), *Histoire de la Terreur* (1881-1882, 8 vol.). — OLIVER (M.-S.), *Los Españoles en la Revolución francesa* (Madrid, 1914). — PERROUD (Claude), *La Proscription des Girondins, 1793-1795* (Toulouse, 1917). — PISANI (Chanoine), *L'Église de Paris et la Révolution* (1908). — PORT (Cel.), *La Vendée angevine* (1888, 2 vol.). — PRESSENSÉ (Edm. de), *L'Église et la Révolution française* (3<sup>e</sup> éd., 1890). — SABATIE (A.-C.), *Le Tribunal révolutionnaire de Paris* (1914). — SAGNAC (Ph.), *La Chute de la royauté* (1909). — SCIOUT (Lud.), *Histoire de la Constitution civile du clergé* (1872-1881, 4 vol.); — *Le Directoire* (1895-1897, 4 vol.). — SEPET (Marius), *La Chute de l'ancienne France* (1894-1903, 3 vol.); — *Louis XVI* (1910). — VAISSIÈRE (Pierre de), *La Mort du roi, 21 janvier 1793* (1910); — *A Coblenz, les émigrés français dans les pays rhénans de 1789 à 1792* (1924). — VANDAL (Albert), *L'Avènement de Bonaparte* (1902). — VATEL (Ch.), *Recherches historiques sur les Girondins*, Vergniaud (1893, 2 vol.); — *Charlotte Corday et les Girondins* (1864-1872, 3 vol.). — VINGTRINIER (E.), *La Contre-Révolution* (1924). — WALLON (Henri), *La Révolution du 31 mai et le fédéralisme en 1793* (1886, 2 vol.); — *La Terreur* (1873, 2 vol.); — *Histoire du tribunal révolutionnaire de Paris* (1880-1882, 6 vol.); — *Les Représentants en mission et la justice révolutionnaire dans les départements en l'an II* (1887-1890, 5 vol.). — ZIVY, *Le 13 vendémiaire* (1898).

ALLAIN (Ernest), *L'Œuvre scolaire de la Révolution, 1789-1802* (1891). — ANGLADE, *De la sécularisation des biens du clergé sous la Révolution* (1901). — CAHEN (L.), GUYOT, *L'Œuvre législative de la Révolution* (1913). — CHÉNON (E.), *Le Démembrement de la propriété en France avant et après la Révolution* (1881). — COMBES DE PATRIS (B.), *La Politique financière des Girondins* (1909). — DREYFUS (C.-F.), *L'Assistance sous la Législative et la Convention* (1903). — GOMEL, *Les Causes financières de la Révolution* (1892); — *Histoire financière de l'Assemblée constituante* (1896). — GONCOURT (Edmond et Jules de), *Histoire de la société française pendant la Révolution* (1889). — JAFFÉ (G.), *Le Mouvement ouvrier sous la Révolution* (1925). — LAFERRIÈRE (F.), *Histoire des principes, des institutions et des lois pendant la Révolution française* (1852). — LEFAURE (G.), *Le Socialisme pendant la Révolution française* (1867). — LES-CURE (de), *Rivarol et la société française pendant la Révolution* (1888). — LEVASSEUR (Em.), *Histoire des classes ouvrières en France depuis 1789* (1903). — LICHTENBERGER (André), *Le Socialisme et la Révolution* (1898). — MARION (M.), *La Vente des biens nationaux* (1909); — *Histoire financière de la France depuis 1715, t. II-III* (1920-1921). — SAGNAC (Ph.), *La Législation civile de la Révolution* (1898). — SELIGMAN (E.), *La Justice en France pendant la Révolution* (1901). — STOURM (René), *Les Finances de l'ancien régime et de la Révolution* (1885). — TIERSOT, *Les Fêtes et les chants de la Révolution* (1908). — WOLFF (M.), *L'Œuvre sociale de la Révolution française* (1901).

#### IV. LE CONSULAT

LE CONSULAT PROVISOIRE. — « Nous avons un maître qui sait tout faire, qui peut tout faire et qui veut tout faire, » avoua Sieyès désabusé dès le lendemain du coup d'État : la construction qu'il avait édifiée dans son cerveau était renversée avant d'avoir pris forme, et la place qu'il s'était réservée, au sommet, prise par celui dont il avait facilité l'avènement.

Bonaparte procéda d'ailleurs avec toute l'habileté dont il était capable; il laissa les commissions intermédiaires travailler à loisir à la refonte de la Constitution, tandis que, entraînant Sieyès et Ducos, il s'occupait de la réorganisation de l'administration, mettant à la tête des ministères des hommes de valeur, assez énergiques pour veiller à l'exécution des mesures décidées, assez souples pour suivre l'impulsion du consul. C'est ainsi que, conservant Cambacérès et Fouché à la Justice et à la Police, il nomma Berthier à la Guerre, Gaudin aux Finances,

Laplace à l'Intérieur, puis ultérieurement Talleyrand aux Affaires étrangères et Forfait à la Marine. Maret fut nommé secrétaire de la commission consulaire. Surveillant à la fois les Jacobins, dispersés par le coup d'État, menacés dans leurs chefs, et les royalistes, qui se croyaient sûrs du succès, mais qu'ils s'empressèrent de détromper, les consuls provisoires s'appliquèrent à rassurer le pays, à le pacifier, à clore l'ère révolutionnaire en fondant le nouveau régime sur les idées directrices de la Révolution, en y ajoutant un principe d'ordre qui rassura le commerce et l'industrie et rendit son crédit à la France.

Les délégués du gouvernement, pris en partie parmi les anciens membres des Conseils ralliés au coup d'État, furent envoyés dans les départements pour indiquer aux populations les intentions des nouveaux maîtres; l'opinion, généralement favorable, attendait les actes, mais faisait confiance à Bonaparte en qui, tout de suite, elle avait reconnu le véritable chef de l'entreprise.

Nulle part les Jacobins n'avaient bougé; quelques protestations isolées n'avaient été suivies d'aucune tentative de résistance. Aussi les mesures de proscription décidées le 17 novembre contre trente-six individus, députés ou clubistes, furent-elles rapportées le 25, tandis qu'étaient considérées comme abolies les lois interdisant d'employer aux fonctions publiques des parents d'émigrés ou permettant de les considérer comme otages en cas de troubles (12 novembre).

LE PLAN DE SIEYÈS. — L'élaboration de la Constitution était la grande préoccupation des milieux politiques; cinq membres des commissions intermédiaires avaient été chargés de la rédaction: Cabanis, Boulay de la Meurthe, Chazal, M.-J. Chénier, Lucien Bonaparte; ils s'étaient adjoint Daunou, un des principaux auteurs de la Constitution condamnée de l'an III. Ceux d'entre eux qui avaient été prendre leurs inspirations auprès de Sieyès n'avaient pu obtenir qu'un plan détaillé fort curieux et tout différent de ce qu'on avait vu jusque-là en France, en Angleterre ou en Amérique, un plan idéologique aussi ingénieux que fragile, inspiré d'ailleurs en partie du philosophe Spinoza.

Partant de cette maxime: « Le pouvoir vient d'en haut, la confiance d'en bas, » Sieyès supprimait radicalement le système électoral. Le peuple, au lieu d'élire, comme ci-devant, ses représentants à un ou à deux degrés n'aurait plus qu'un droit de désignation. Une première liste communale comprendrait le dixième des citoyens du pays: les membres de cette liste en formeraient une seconde, départementale, composée du dixième d'entre eux, et ceux-ci enfin une troisième, nationale, dix fois moins nombreuse. Un proclamateur-électeur, émanation suprême de l'État, aurait la tâche de choisir sur ces trois listes, dites de notabilité, les fonctionnaires ou représentants de la commune, du département, de la nation. Ainsi la confiance viendrait d'en bas, la désignation d'en haut.

Ce proclamateur-électeur, élu à vie, nommerait deux consuls, l'un

de la Guerre, l'autre de la Paix, véritables chefs du pouvoir exécutif, qui, eux-mêmes, choisiraient, sur la liste nationale, leurs ministres et leur Conseil d'État. Le pouvoir législatif appartiendrait à deux Chambres dont les membres seraient également choisis sur les listes nationales: le Tribunat étudierait et discuterait les lois, concurremment avec le Conseil d'État, et soutiendrait son avis devant un Corps ou jury législatif, qui prononcerait sans discuter.

Enfin un collège des « Conservateurs », électeurs du grand Electeur, du Tribunat, du Corps législatif, serait le suprême gardien de la Constitution.

LA CONSTITUTION DE L'AN VIII, 13 DÉCEMBRE 1799. — Sieyès



LES TROIS CONSULS : Cambacérès, Bonaparte et Lebrun. — Gravure de P.-M. Alix, d'après Vengorpe.



avait exposé son plan ; il le défendit mal. Le grand Électeur, personnage représentatif qu'il avait rêvé d'être, fut immédiatement attaqué par Bonaparte, qui considéra ce rôle de roi fainéant comme indigne de lui. L'idéologue n'osa préciser ses vues : offrir le pouvoir réel, le consulat de la Guerre, à celui qu'il avait hissé à ses côtés. Alors Bonaparte, conviant chez lui les membres de la commission de Constitution, chargea Daunou d'écrire sous sa dictée, modifia le projet plutôt dans sa forme que dans son fond, transforma pourtant la conception des consuls et du grand Électeur pour aboutir au système hybride des trois consuls, dont tout le pouvoir effectif reposait en réalité sur la tête du premier.

« Agir est le fait d'un seul, délibérer est le fait de plusieurs. » C'est d'après ce principe, séparant nettement la délibération et l'action, que furent organisés les pouvoirs publics et l'autorité administrative.

Élus en principe par le Sénat, en fait désignés par Sieyès lui-même à la demande de Bonaparte, les trois consuls ont la plénitude du pouvoir exécutif ; mais le premier l'exerce seul, ses deux collègues n'ayant que voix consultative ; il nomme les ministres, qui ne sont responsables que devant lui, les ambassadeurs, les officiers, les fonctionnaires de tous ordres, signe les traités, déclare la guerre sous la réserve peu gênante de l'approbation du Corps législatif.

Théoriquement, le droit du gouvernement semble tempéré par l'institution des listes de confiance (communale, départementale, nationale), mais ce système de suffrage à plusieurs degrés annihile presque complètement l'intervention du pays dans la direction des affaires.

Émanation directe du gouvernement, le Conseil d'État est la résurrection du Conseil du roi, avec des pouvoirs élargis, et Bonaparte a soin d'y introduire les esprits les plus sûrs, des juristes de l'ancien régime ayant participé de plus ou moins près aux affaires pendant la Révolution ; quinze ans durant, il y appellera l'élite de la jeune génération. C'est le Conseil d'État qui doit préparer les lois et ce sont ses commissaires qui auront à soutenir les projets devant le Corps législatif. Jamais assemblée n'accomplit, en quinze ans, une œuvre aussi féconde.

Le Tribunal étudie les projets que lui envoie le gouvernement, après qu'ils ont été mis au point par le Conseil d'État ; il les discute, les adopte ou les rejette, sans avoir le droit de les amender, et les envoie au Corps législatif.

Cette Assemblée écoute les avis des conseillers d'État, commissaires du gouvernement, et les commissaires du Tribunal, si celui-ci est d'un avis opposé à celui du Conseil ; puis elle vote sans débats, au scrutin secret.

Enfin le Sénat conservateur, — qui ne doit rien à l'élection et, une fois constitué, se recrute par cooptation, — veille à la conservation des lois et peut même annuler tous les actes que le Tribunal ou le gouvernement lui dénoncent comme contraires à la Constitution ; c'est lui qui choisit, sur la liste de confiance nationale, les membres du Corps législatif, du Tribunal et du tribunal de Cassation.

Aussitôt que la Constitution eut été signée par les membres de la Commission spéciale, le 13 décembre, Bonaparte, sans attendre sa mise en vigueur ni les résultats du plébiscite qui devaient l'approuver, demanda à Sieyès de désigner lui-même les trois consuls, lui offrant, pour un jour, de jouer le rôle de grand Électeur, que l'idéologue avait ambitionné. Sieyès refusa, de même que Ducos, d'occuper un rang secondaire à côté de l'homme qui, en six semaines, avait déjà centralisé dans ses mains vigoureuses tout le gouvernement. Il ratifia l'opinion populaire en nommant Bonaparte à la première place. D'accord avec lui, il attribua la seconde à Cambacérès, ancien conseiller à la Cour de Montpellier, ancien Conventionnel régicide, mais esprit pondéré et juriste d'expérience ; le poste de troisième consul revint à Lebrun, qui avait travaillé avec le chancelier Maupeou, s'était spécialisé dans les questions financières et finalement avait présidé le Conseil des Anciens.

De ces deux hommes, Bonaparte fit ses collaborateurs de tous les instants, les consultant, utilisant leur savoir, leur connaissance de ceux qui avaient été leurs collègues dans les Assemblées révolutionnaires, mais leur laissant rarement le soin de prendre une décision. Centre de tout l'organisme gouvernemental, il est en quelques mois au fait des choses administratives, s'assimile toutes les affaires, sait utiliser les compétences. Ses ministres sont ses commis ; il surveille leur travail, les stimule en exigeant le compte précis, le rapport détaillé des questions qui retiennent son attention : la décision est rapidement prise et il veille à son exécution.

Au Conseil d'État, dont il s'est réservé la composition, il a appelé les hommes qui peuvent rendre le plus de services : Boulay de la Meurthe, Roederer, Réal, Fleurieu, Chaptal, Regnault de Saint-Jean-d'Angely, Merlin, Portalis et tant d'autres ; il leur attribue la surveillance des grands services publics, il travaille avec eux séparé-



INSTALLATION DU CONSEIL D'ÉTAT AU PETIT LUXEMBOURG (25 décembre 1799). — Les nouveaux conseillers prêtent serment devant les trois consuls. Au pied de la tribune, le secrétaire Maret. — Peinture de Couder. — Musée de Versailles.  
CL. BULLOZ.

ment ou préside leurs délibérations ; pour tous, il est un incomparable animateur.

Sieyès, Ducos, Cambacérès et Lebrun choisirent, en dehors de Bonaparte, les membres du Sénat, du Tribunal, du Corps législatif. Au Sénat, Sieyès s'entoura d'illustrations plus littéraires et scientifiques que politiques : Monge, Lacépède, Laplace, Volney ; de généraux comme Kellerman et Sérurier, d'un ancien membre du Directoire, François de Neufchâteau, du peintre Vien, du banquier Perregaux. Au Corps législatif, il appela des administrateurs du Directoire, d'anciens Constituants, des membres des Assemblées révolutionnaires connus pour leurs opinions modérées et leur douceur. En 1840, Thiers écrivait déjà : « Sur ces trois cents noms, il serait difficile d'en trouver deux ou trois qui soient connus encore aujourd'hui. »

Pour le Tribunal, la Commission des quatre fit au contraire choix d'hommes de valeur, d'esprit critique, volontiers enclins à l'opposition ; Chauvelin, Andrieux, Chénier, Stanislas de Girardin, Guinguené, Jean-Baptiste Say, Duveyrier. Quelque considération qu'ils eussent pour le génie du Premier Consul, ils redoutaient son autorité et se promettaient de la tempérer par leurs remontrances ; ils trouvèrent un porte-parole plus souple, plus audacieux, plus raisonneur qu'eux tous : Benjamin Constant, « esprit merveilleusement varié et variable, dit Albert Sorel, toujours en échappements à lui-même et à autrui, dont la carrière ne fut qu'une suite de digressions déconcertantes, raisonneur de la liberté, causeur incomparable, ... le moins homme d'action et le moins homme d'État qu'il y eût au monde, alors que tout devenait État et action ». A la première séance du Tribunal, au Palais-Royal, Duveyrier, faisant allusion aux jours de 1789 où Camille Desmoulins, sous les marronniers du jardin, avait préparé le 14 juillet, s'écriait : « Je remercie nos gouvernants de nous avoir fait apercevoir ces lieux qui, si l'on voulait élever une idole de quinze jours, nous rappelleraient la chute d'une idole de quinze siècles. »

**LE PROGRAMME DU PREMIER CONSUL.** — Le jour où la Constitution entra en vigueur, le 4 nivôse (25 décembre), le Premier Consul résumait, dans une proclamation, le programme de sa politique en cette phrase lapidaire : « Rendre la République chère aux citoyens, respectable aux étrangers, formidable aux ennemis. »

Dans ce but, il prend une série de mesures destinées à la pacification des esprits ; il rappelle les proscrits de Fructidor, décide à faire clore et reviser par le Conseil d'État la liste des émigrés ; il supprime l'ancien serment, cause de tant de discussions, puisqu'il obligeait les prêtres à reconnaître la Constitution civile du clergé, et y substitue cette simple formule : « Je promets fidélité à la Constitution ; » il ouvre une enquête sur le nombre des prêtres déportés et les motifs de leur dépor-



tation, remet en liberté plusieurs de ceux qui sont enfermés à l'île de Ré, rend à l'exercice du culte catholique les édifices qui y étaient naguère consacrés, et ce aux jours fixés par le culte, sans se préoccuper du décad révolutionnaire (les théophilanthropes pouvant d'ailleurs continuer de célébrer leurs cérémonies décadaïres) ; il décide de rendre les honneurs funèbres à la dépouille de Pie VI, restée sans sépulture définitive à Valence ; il supprime enfin la fête du 21 janvier, ne conservant que celles du 14 juillet et du 1<sup>er</sup> vendémiaire, « journées impérissables dans la mémoire des citoyens, ne réveillant aucun souvenir qui tende à porter la division parmi les amis de la République ». En même temps, il institue des armes d'honneur, destinées à tous les militaires sans distinction de grade, et il décerne la première, le 26 décembre, au général Saint-Cyr, témoignant sa satisfaction aux chefs et aux soldats.

**LA PACIFICATION DE LA VENDEE.** — Puis, se tournant vers la Vendée, il proclame que « la Révolution est fixée aux principes qui l'ont commencée », qu'« elle est finie », et il prend toutes les mesures propres à clore l'ère des guerres civiles ; il ne peut admettre que l'ouest du pays reste en état de révolte latente. Depuis le coup d'État, il a déjà entamé des pourparlers avec les chefs royalistes : les uns hésitent, d'autres pensent qu'il faut ménager Bonaparte, qui peut devenir le restaurateur de la monarchie ; d'autres encore ont lié trop intimement partie avec les Anglais pour ne pas écouter le conseil de Pitt, partisan de la guerre à outrance. Cependant, le 27 décembre, Bonaparte reçoit au Petit Luxembourg, où il réside encore, Hyde de Neuville, le conspirateur méfiant, qui perd « toute assurance sous le feu de cet œil investigateur », mais ne se décide à rien conclure.

D'Andigné, le surlendemain, ne se décida pas davantage : « Je ne suis pas royaliste, lui déclare le Premier Consul. — Je voudrais que vous le fussiez, » répondit le Vendéen ; il repartit, prêt à conseiller la paix, Bonaparte promettant le pardon. Aucun des motifs de la lutte fratricide ne subsistait ; le 18 janvier, à Montfaucon, d'Autichamp signa la convention qu'avait préparée l'abbé Bernier ; la plupart des chefs vendéens et bretons la ratifièrent. Cadoudal en Bretagne, Frotté en Normandie ayant résisté quelques jours encore, le gouvernement voulut faire un exemple : pris et jugé par une commission militaire, Frotté fut fusillé à Verneuil-sur-Avre, avant que l'arrêt de grâce des consuls ne lui parvînt.

**OFFRE DE PAIX A L'AUTRICHE ET A L'ANGLETERRE.** — Le jour même où il prenait le pouvoir, en même temps qu'il lançait aux Français sa proclamation pacificatrice, Bonaparte publiait deux lettres ouvertes adressées aux souverains d'Angleterre et d'Allemagne.

Démarche habile, mais dont il sait la vanité. « Ne nous flattons pas d'avoir la paix tant que Pitt restera au ministère, » dit-il à Lucien avant d'avoir reçu la réponse du cabinet anglais ; il sent François II trop compromis avec l'Angleterre pour en revenir à la paix de Campo-Formio sans avoir subi une défaite semblable à celle de 1797. Aussi, tout en négociant avec Thugut, par l'entremise de Talleyrand, prépare-t-il la campagne du printemps et travaille-t-il à isoler l'Autriche en maintenant la Prusse dans la neutralité, en s'efforçant surtout de détacher le tsar Paul de la coalition. Le général Beurnonville, nommé ministre plénipotentiaire à Berlin, n'avait pas encore rejoint son poste que Bonaparte y envoyait Duroc, son aide de camp, complimenter le roi. Son succès y fut aussi vif que l'avait été, l'année précédente, l'échec de Sieyès : Frédéric-Guillaume l'interrogea longuement sur le Premier Consul, sur sa campagne d'Égypte, sur ses intentions. Déjà son parti était pris de résister aux offres anglaises ; il cédait à la tentation de servir de médiateur entre les belligérants.

Le ministre de Russie, baron de Krudener, fut averti, dès les premiers jours de 1800, des desirs de Bonaparte et de Frédéric-Guillaume ; le 28 janvier, Paul I<sup>er</sup> commençait son évolution en écrivant à Krudener : « Je ne demanderais pas mieux que de voir venir (la France) à moi, et surtout

en contrepoids de l'Autriche. » Cependant Bonaparte se garde d'aller trop vite. L'alliance avec la Russie présuppose un accord sur l'Orient ; en allant en Égypte, en y laissant Kléber, il a accru les préoccupations de la France : il lui faut, non seulement recouvrer l'Italie perdue, mais conserver sa conquête orientale ; dans les premiers mois, il paraît tenir plus à ce second objectif qu'au premier. Outre qu'à Paris on a murmuré qu'il avait abandonné ses compagnons d'armes par son retour précipité, une partie de son prestige est liée à la conservation de cette terre lointaine ; aussi laisse-t-il entendre à Thugut, dans les premières semaines de 1800, qu'il pourrait se montrer plus conciliant sur la question italienne qu'il ne l'a fait trois ans plus tôt.

**BONAPARTE PRÉPARE LA REPRISE DES HOSTILITÉS. — MARENGO.** — L'Autriche a le tort de ne pas le prendre au mot et de diriger l'armée de Mélas sur les côtes de Provence. Aussitôt, il précipite ses armements, libère Berthier, nommé ministre de la Guerre au lendemain de Brumaire, et le remplace par Carnot. Tandis que Moreau, général en chef de l'armée d'Allemagne, se prépare à passer le Rhin, Bonaparte quitte Paris, le 6 mai, confiant le gouvernement à Cambacérès. Il y est de retour deux mois plus tard, auréolé d'une nouvelle victoire, militairement la plus disputée, politiquement la plus fructueuse : à l'intérieur, Marengo (14 juin 1800) consacre Brumaire, et, au dehors, fait présager la paix. La convention d'Alexandrie (15 juin) stipule la libération de l'Italie jusqu'au Mincio, refoulant l'Autriche presque aux limites de Campo-Formio.

L'Autriche s'était liée à l'Angleterre par un traité qui expirait en février 1801 ; jusque-là donc elle ne pouvait traiter sans son alliée. Le comte de Saint-Julien fut envoyé à Paris avec mission expresse de gagner du temps ; Talleyrand et Bonaparte le chapitrèrent si bien que, naïvement, il se laissa entraîner à signer des préliminaires qui, relativement à l'Italie, ramenaient l'empereur à la situation de Leoben (28 juillet 1800). Saint-Julien fut désavoué par sa cour ; mais Thugut, malgré son ardeur belliqueuse, dut proposer au vainqueur un congrès auquel serait invitée l'Angleterre et qui pourrait se réunir en Alsace ou en Lorraine ; ainsi François II répondait, non sans retard, à la proposition pacifique du Premier Consul. Au reste Bonaparte ne se laissa pas prendre aux feintes autrichiennes : au moment où s'ouvraient les négociations de Lunéville, il donnait à ses généraux l'ordre de reprendre les hostilités (22 novembre). Moreau en Allemagne, Brune au delà des Alpes, épaulés par Augereau et Macdonald, allaient, en moins de deux mois, améliorer singulièrement la position des armées françaises et conduire la guerre aux portes de Vienne.

Avant même de quitter l'Italie, le Premier Consul rétablit la République cisalpine, se réservant d'en modifier les frontières et la Constitution ; il nomme Jourdan gouverneur du Piémont, témoignant ainsi de son intention de ne pas permettre au roi de Sardaigne d'en reprendre possession ; il ordonne la démolition des forts qui défendaient les passages des Alpes. Ainsi s'affirme sa volonté de lier les destinées de l'Italie à celles de la France : il n'y a plus de frontières alpestres.



LA REVUE DU QUINTIDI, dans la cour des Tuileries (thermidor an X). — Gravure de Duplessis Bertaux. — Bibl. Nat.



Les Alpes sont d'autant plus abaissées que le Premier Consul, poursuivant la politique de ses prédécesseurs, augmente son autorité dans la République helvétique, dont il dissout le Directoire, nomme Reinhardt haut commissaire et l'appuie de quinze mille hommes, tandis qu'il charge Talleyrand d'étudier avec Stapfer une nouvelle Constitution.

**LE TRAITÉ AVEC L'ESPAGNE ET LES ÉTATS-UNIS.** — En même temps qu'il se préparait aux négociations de Lunéville, Bonaparte donnait l'ordre de conclure, le 1<sup>er</sup> octobre 1800, à Saint-Ildefonse, un traité aux termes duquel, moyennant la cession de la Louisiane et de six vaisseaux, l'Espagne obtenait pour l'infant de Parme la promesse d'un royaume italien, formé de la Toscane et des Légations. Du même coup, il rétablissait la situation de la France dans l'Amérique du Nord, lui reconstituait un domaine colonial et excluait toute revendication de l'Autriche sur l'Italie. La veille du traité de Saint-Ildefonse, il avait eu soin de faire signer, à Mortfontaine, par Joseph, sa paix avec les États-Unis, compromise depuis le Directoire par de violentes discussions sur le principe de la liberté des mers et d'intempestives interventions entre fédéralistes et républicains de l'Union. Le 30 septembre, les deux Républiques reconnurent deux principes fondamentaux du droit maritime international : le pavillon couvre la marchandise ; tout navire convoyé par un bâtiment de guerre est dispensé du droit de visite. Le 26 décembre, le tsar Paul 1<sup>er</sup> concluait successivement avec la Suède, le Danemark et la Prusse un « Acte de neutralité armée », basée sur les mêmes principes.

Bonaparte pouvait donc espérer prendre possession de la Louisiane, ultérieurement de Saint-Domingue (il y pensait déjà), sans avoir à craindre l'hostilité des États-Unis ; il se dédommageait ainsi par avance de la perte de l'Égypte au cas où sa récente conquête devrait être abandonnée. Dès le 24 janvier 1800, Kléber, à El-Arish, avait signé une convention stipulant l'évacuation ; mais quelques semaines plus tard, rompant l'accord conclu avec les Anglais et vainqueur à Héliopolis, il avait réoccupé Le Caire. Lorsqu'il eut été assassiné au mois de juin, Menou prit le commandement, trop lourd pour lui, et Bonaparte, le 21 janvier 1801, chargea l'amiral Ganteaume de lui porter des renforts, quoiqu'il doutât fort du succès.

**LES NÉGOCIATIONS AVEC L'AUTRICHE. — LA PAIX DE LUNÉVILLE (9 février 1801).** — C'est dans ces conditions que s'ouvrirent les négociations de Lunéville et que recommencèrent les hostilités en Allemagne et en Italie.

Plus que les arguments de Joseph Bonaparte, soufflés par Talleyrand, les victoires de Moreau à Hochstedt et à Hohenlinden (19 juin et 3 décembre 1800), de Dupont à Pozzolo, celles de Brune, de Macdonald, de Murat, dans les derniers jours de 1800, amenèrent les Autrichiens à résipiscence ; l'armistice de Steyer (15 décembre) décida la retraite de Thugut. Cobenzl put, le 9 février 1801, signer sans enthousiasme le traité de Lunéville qui confirmait et renforçait les résultats de Campo-Formio ; il reconnaissait formellement à la France, au nom de l'Empire, la rive gauche du Rhin, mais conservait à l'Autriche l'ancienne Vénétie jusqu'à l'Adige, l'agrandissait de l'ancien évêché de Salzbourg réservé au grand-duc de Toscane chassé de son grand-duché, lui faisait espérer enfin pour ses territoires de la rive gauche du Rhin d'amples dédommagements sur la rive droite, au cœur même de l'Allemagne. La formation des quatre départements rhénans (Roër, Sarre, Rhin-et-Moselle, Mont-Tonnerre) fut décrétée par le Tribunat, le 18 mars.

Le traité de Lunéville consacrait l'œuvre du Premier Consul ; si la journée du 14 juin 1800 l'avait auréolé d'une nouvelle victoire, celle du 9 février 1801, en restaurant la paix tant souhaitée, mettait sur son front une couronne qui, pour la France soushaïte, mettait sur son front toutes les autres. La cessation des hostilités avec l'Autriche faisait présager la paix générale ; elle fut suivie effectivement des traités de Florence avec l'État napolitain et d'Aranjuez avec l'Espagne (28 et 29 mars), de négociations toujours plus serrées avec la Russie, Paul 1<sup>er</sup> parlant de tenter une expédition aux Indes contre l'Empire anglais, enfin de la démission de Pitt et de l'avènement à Londres du ministère Addington, qu'on appela, avant même qu'il fût formé, le ministère de la paix.

**BONAPARTE ET L'ANGLETERRE. — LES PRÉLIMINAIRES DE LONDRES.** — Cette paix générale, il faudra cependant encore un an pour l'obtenir. La lutte est terminée sur le continent ; mais le Premier Consul est ambitieux : il veut obtenir de Londres l'approbation des changements accomplis en Suisse et en Italie et surtout, en conservant l'Égypte et en recouvrant Malte,



SAUVE QUI PEUT ! ou les Anglais embarquant leurs villes devant les menaces de Bonaparte d'envahir leur île. — Gravure satirique de l'époque. — Bibl. Nat. CL. LEMARE.

tenir par ces deux points d'appui la maîtrise de la Méditerranée orientale.

Son alliance avec Paul 1<sup>er</sup> est la condition indispensable du succès. Or, elle s'évanouit avant d'être conclue, dans la nuit du 23 mars, où le tsar fut mis à mort par des courtisans qui avaient lié partie avec l'Angleterre. Le 2 avril, Nelson bombarde Copenhague et détruit la flotte danoise : le ministère « pacifiste » débute par une offensive belliqueuse. Bonaparte, qui avait échappé, le 24 décembre précédent, à l'attentat de la rue Saint-Nicaise, reconnu dans les deux crimes les mêmes mains. « Les Anglais m'ont manqué le 3 nivôse, dit-il ; ils ne m'ont pas manqué à Saint-Petersbourg. » Ils ne le manquaient pas davantage en Égypte où, débarqués le 8 mars, ils battaient Menou à Canope, le 21, et où, trois mois après, le général Belliard capitulait. En vain Bonaparte avait-il pressé Ganteaume de quitter Toulon ; l'amiral était sorti, puis, pris de peur, il avait réintégré le port. Quand, le 13 juin 1801, Linnois mit à la voile, il était trop tard, mais il infligea cependant à la flotte anglaise une double défaite devant Algésiras (6 juillet), tandis que Latouche-Tréville formait une flottille dans les différents ports de la Manche.

Alors Bonaparte prépara l'expédition d'Angleterre. Cette fois, l'île prit peur ; Nelson, qui avait reçu l'ordre de bombarder Boulogne, fut nettement tenu à l'écart de la côte et, si les rencontres des 4, 13 et 16 août ne furent pas militairement des succès comparables à Marengo, elles eurent pourtant de fructueuses conséquences.

Dès son arrivée au pouvoir, le ministère Addington avait laissé entendre qu'on pouvait se mettre d'accord. Hawkesbury, le futur lord Liverpool, dans ses conversations avec l'agent français Otto, avait admis que la France conservât l'Égypte, pourvu que l'Angleterre fût maintenue à Malte. Bonaparte avait refusé ; mais en septembre, les Anglais n'admettaient plus que l'Égypte restât à ceux qui venaient de la perdre. Bonaparte se vengea en exigeant que Malte fût rendue aux chevaliers de l'Ordre : cette concession, les Anglais finirent par s'y résigner, à la condition que la neutralité de l'île fût garantie par les puissances et notamment par une garnison napolitaine, à la condition également que le royaume de Naples fût évacué par les troupes françaises. Par ailleurs, ils réclamaient, comme au cours des négociations de Lille, la conservation d'une partie de leurs conquêtes : Ceylan pris aux Hollandais, la Trinité aux Espagnols, le Cap, sur lequel ils exerceraient un condominium avec la Hollande.

Bonaparte dut accepter ces clauses par les préliminaires signés à Londres, le 10 octobre 1801, qui pouvaient être avantageux pour peu que le Premier Consul sût se borner et abandonner son rêve oriental ; car si Naples, Rome, le Portugal étaient proclamés indépendants de toute ingérence française ou anglaise, pour le surplus, les préliminaires gardaient un silence qui impliquait approbation. Dès lors, l'Angleterre acceptait non seulement que la France annexât les Pays-Bas autrichiens, la rive gauche du Rhin, la Savoie, Nice, et conservât ainsi ses frontières naturelles, mais elle tolérait son intervention en Hollande, en Suisse ; elle reconnaissait la transformation de Gênes en une République ligurienne, de la Lombardie, de Mantoue, de Modène, des Légations en une République qui allait prendre le nom d'italienne, du Piémont en subdivisions militaires ; tous ces pays, à des titres divers, dépendraient désormais étroitement de la grande République française.

L'enthousiasme fut cependant plus vif à Londres qu'à Paris. Les Anglais, généralement peu expansifs, dételèrent et traînèrent la voiture du porteur des ratifications, le colonel Lauriston ; on entendit des



cris de : « Vive Bonaparte ! » Car la guerre avait enrichi les commerçants et coûté fort cher à l'État ; la misère était si grande que 14 pour 100 de la population vivait d'aumônes, que l'application de la « poor law » entraînait une dépense de 100 millions ; la question d'Irlande, comme il arrive toujours aux heures de crise extérieure, provoquait une agitation passionnée.

Les préliminaires de Londres étaient à peine signés que Markov, représentant à Paris du nouveau tsar Alexandre I<sup>er</sup>, se déclara prêt à conclure la paix. Depuis plusieurs semaines, il discutait avec Talleyrand du sort du Piémont. Le ministre français avait tenu bon ; la restauration du roi de Sardaigne sur le continent, disait-il, était impossible : ses peuples eux-mêmes ne s'en souciaient pas ; personne en Europe ne s'intéressait plus à ce « roitelet ». Le 8 octobre, Markov sacrifia le roitelet, mais obtint une clause de garantie en faveur du roi de Naples, garantie promise depuis longtemps à Paul I<sup>er</sup>, à l'Angleterre depuis quelques jours. La Russie devait être médiatrice de la paix franco-turque ; mais dès le lendemain, Bonaparte en signait les préliminaires, stipulant la restitution de l'Égypte. En même temps que Caulaincourt partait pour féliciter Alexandre I<sup>er</sup>, Sebastiani se rendait à Constantinople pour une mission mystérieuse, grosse de vastes projets ; en se réconciliant avec le Grand Seigneur, Bonaparte ajournait les plans de partage dont il avait entretenu Cobenzl et qu'il avait fait miroiter aux yeux du tsar Paul, mais il ne les abandonnait pas. Pour l'instant, il avait assez de parfaire sa paix en Occident ; l'Orient serait provisoirement laissé de côté.

#### LA DOMINATION DE BONAPARTE ASSURÉE EN ITALIE.

— Dans l'été précédent, Bonaparte avait modifié la Constitution de la République batave pour la rapprocher davantage de celle qu'il avait imposée à la France. Pendant l'hiver, il réorganisa l'Italie. La Cisalpine n'avait fonctionné un an que sous le couvert de la France ; les Italiens, difficiles à gouverner, jaloux d'eux-mêmes et de l'étranger, commençaient à murmurer contre les libérateurs. Confier le nouvel État, comme Talleyrand le suggérait, à un prince étranger ou même à un Italien, c'était pour Bonaparte courir le danger d'en perdre sous peu le contrôle. En préparant, de concert avec Marescalchi, Melzi, Serbelloni, la Constitution nouvelle qui renforçait le pouvoir exécutif, réduisait le législatif à une Assemblée de huit sénateurs, à un Conseil d'État de dix membres, à un Corps législatif de soixante-quinze représentants, en plaçant à la tête de l'État un président et un vice-président, à la manière américaine, Bonaparte se réservait la première place. On le vit bien à Lyon, à la Consulte ou Assemblée constitutive qu'il convoqua pour les premiers jours de janvier 1802 : le 25, il se fit nommer par elle président de la République italienne, désigna Melzi pour *ad latus* et harangua ses nouveaux concitoyens dans leur langue maternelle, qui était presque la sienne.

**LA PAIX D'AMIENS (25 MARS 1802). — BONAPARTE ARBITRE DU MONDE.** — Les Anglais accusèrent le coup, mais renoncèrent à des protestations dont ils sentaient l'inutilité. « Nous ne pouvons rien sur le Continent », avouait Cornwallis, le négociateur d'Amiens, à Cobenzl qui s'inquiétait. Tous ses efforts tendaient à obtenir des avantages commerciaux, pour donner satisfaction à la Cité. Les marchands affirmaient que, sans ces avantages, la paix serait plus ruineuse que la guerre ; tout autant s'alarmèrent-ils de l'expédition de Saint-Domingue, qui venait de mettre à la voile, et du traité d'Aranjuez, qui, en donnant la Louisiane à la France, allait lui permettre de concurrencer le commerce anglais dans le Nouveau Monde. En atermoyant, le cabinet anglais ne gagnait rien, au contraire ; on parlait de part et d'autre de réarmer les flottes, pour s'effrayer. Bonaparte acceptait que l'Empire ottoman fût partie au traité, mais l'Angleterre persistait à refuser de reconnaître les Républiques italiennes. Elle s'inclina enfin devant le fait accompli : le 26 mars, son plénipotentiaire, lord Cornwallis, et Joseph Bonaparte signèrent la paix d'Amiens.

Cette fois, la fortune de la France était à son comble. Jamais, après

de telles luttes, elle n'avait paru moins épuisée. Une gravure de Lecœur représente Bonaparte guidé par la Sagesse, dictant les traités de paix aux peuples, qui dansent en son honneur. Il est, en effet, le maître ; l'Europe sera ce qu'il voudra qu'elle soit ; elle ne peut rien sans lui, rien contre lui. Il lui avait été difficile de gagner la paix ; il lui eût suffi, pour la maintenir, de consolider son œuvre sans vouloir encore l'agrandir.

**LA TRANSFORMATION DE L'ALLEMAGNE. — LE RECÈS GERMANIQUE.** — Amiens est un aboutissement. Lunéville, comme Campo-Formio, demandait un codicille : ce fut le recès germanique.

L'article VII du traité de Lunéville stipulait, en effet, que des compensations seraient données en Allemagne aux princes héréditaires dépossédés de la rive gauche du Rhin. Dix-huit mois durant, à Rastadt, on avait discuté et, la Diète ayant ratifié la complète cession de la rive gauche à la France, la question s'était trouvée résolue. Lunéville avait parfait la cession par la signature de l'empereur ; mais la répartition des territoires ecclésiastiques de la rive droite, que l'Empire avait décidé de médiatiser, était difficile : Autriche, Prusse, Bavière se heurtaient dans leurs revendications. La France les départagea. Bonaparte admit que la Russie, en vertu du traité de Teschen, intervînt en tiers ; en fait, ce fut Talleyrand qui mena seul la négociation et sut en tirer des avantages personnels.

Le recès germanique, signé par la France et la Russie le 3 juin 1802, ratifié par la Diète le 23 février suivant, bouleversait l'ancienne Constitution de l'Empire, réduisait considérablement le nombre des États souverains, renforçait ceux qui subsistaient en proportion de leur importance. C'est ainsi que la Prusse se vit compenser la perte de 2 750 kilomètres carrés et de 125 000 sujets par l'acquisition de 12 000 kilomètres carrés et de 500 000 sujets.

L'Autriche, la Bavière, le Hanovre, le Wurtemberg, Bade, la Hesse reçurent des compensations territoriales au détriment des évêchés, des abbayes de la rive droite du Rhin, voire même des cinquante et une villes libres, dont six seulement subsistèrent. De tous les Electeurs ecclésiastiques, un seul survécut, celui de Mayence, transféré à Ratisbonne, avec

le titre d'archichancelier de l'Empire et la présidence de la Diète.

**LA POLITIQUE RELIGIEUSE DE BONAPARTE. — LE CONCORDAT.** — Dans cette partie de la politique qui est l'art de négocier, Bonaparte se montra inimitable pendant les premières années de son principat. Non seulement il réconcilia la France avec l'Allemagne, avec la Russie, avec l'Angleterre, mais il accomplit encore une tâche plus difficile à l'époque : il rapprocha la République du Saint-Siège, en terminant la guerre religieuse par le Concordat, ce qui, au dire de Chaptal, fut son « opération la plus hardie ».

Le 14 mars 1800, le Conclave, réuni à Venise, avait élu pape le cardinal Chiaramonti, que le cardinal Consalvi avait présenté au Sacré Collège comme un diplomate capable de renouer les liens traditionnels de l'Église et de l'État en France. Deux mois plus tard, le Premier Consul, vainqueur à Marengo, avait osé pénétrer dans la cathédrale de Milan et y entendre un *Te Deum*. A Verceil, le 26 juin, il avait témoigné au cardinal Martiniana son intention de « pacifier l'Église de France », d'obtenir pour cela la démission de tous les évêques, insermentés et assermentés, et de procéder lui-même à la nomination de tous les nouveaux titulaires, auxquels le pape aurait à donner l'institution canonique.

Devant cette invite, le nouveau pontife, qui s'était empressé de rentrer à Rome, envoya le 13 octobre suivant, à Paris, M<sup>gr</sup> Spina et le moine Caselli. Quand Bonaparte déclara ses intentions à ses habituels conseillers, il rencontra une hostilité à peine dissimulée. Il n'agréa ni les projets d'Hauterive ni ceux de l'évêque constitutionnel Grégoire, qui tendaient à isoler l'Église de l'État, et il s'adressa à l'abbé Bernier, simple curé de Saint-Laud d'Angers, dont il avait apprécié la finesse et le patriotisme dans les négociations qui avaient



LA PAIX GÉNÉRALE (an X). — La paix d'Amiens met le comble à la gloire de Bonaparte. Les représentants de tous les peuples dansent autour de la statue qu'ils lui élèvent. — Gravure de Lecœur. — Bibl. Nat.





BONAPARTE VISITE LES MANUFACTURES.

Bonaparte, accompagné de Joséphine, visite les tissages des frères Sévène, à Rouen (novembre 1802). Le doyen des ouvriers de la maison est félicité par le Premier Consul.  
Peinture d'Isabey. — Musée de Versailles. (C. NEURDIN.)

NEW YORK  
PUBLIC LIBRARY







précédé la pacification de l'Ouest. Il le chargea d'étudier avec l'envoyé de Pie VII les modalités de l'accord qu'il voulait réaliser.

Si puissant qu'il se crût, il ne pouvait envisager de pacification religieuse sans s'être mis d'accord avec le chef de l'Eglise, à laquelle appartenait l'immense majorité des Français. Le catholicisme lui apparaissait comme une force de gouvernement; il mesurait l'erreur commise par la Constituante, déchaînant, en dépit d'elle-même, la guerre religieuse, la pire forme de la guerre civile; mais il était hostile à l'instauration d'une religion d'Etat: « La religion catholique, disait-il à Monge, est celle de notre patrie, celle dans laquelle nous sommes nés; elle a un gouvernement profondément conçu qui empêche les disputes autant qu'il est possible de les empêcher avec l'esprit disputeur des hommes... Si, après l'institution de la papauté, il y a quelque chose d'aussi parfait, ce sont les rapports avec le Saint-Siège de l'Eglise gallicane soumise et indépendante tout à la fois, soumise dans les matières de foi, indépendante quant à la police des cultes; l'unité catholique et les articles de Bossuet, voilà le vrai régime religieux; c'est celui qu'il faut rétablir. Quant au protestantisme, il a droit à la protection la plus ferme du gouvernement. Ceux qui le professent ont un droit absolu au partage égal des avantages sociaux, mais il n'est pas la religion de la France. »

La déclaration était si nette que Rome ne pouvait l'admettre sans protester au nom de la doctrine. Mais Pie VII était assez habile politique pour s'y rallier. La négociation traîna pourtant en longueur: car son succès était en étroite liaison avec la conclusion de la paix générale, et aussi avec l'organisation de l'Italie, le pape espérant recouvrer les Légations. Vingt rédactions furent successivement étudiées.

Bonaparte employa la menace, comme il l'avait fait à l'égard de l'Autriche et de l'Angleterre: il rappela même son ambassadeur, Cacaault. Il est vrai que Cacaault revint à Paris accompagné du secrétaire d'Etat cardinal Consalvi; trois semaines plus tard, le 15 juillet 1801, l'accord était signé. Les deux parties avaient respectivement obtenu l'essentiel, à savoir la fin du schisme, la paix religieuse, la réorganisation de l'Eglise. Instrument d'ordre et de conciliation, celle-ci devait être un puissant auxiliaire dans l'œuvre de réconciliation entreprise par le Premier Consul.

Le Concordat reconnaissait la religion catholique comme celle de la grande majorité des Français; il assurait le libre exercice et la publicité du culte. S'inspirant du Concordat de 1515, il réservait au Premier Consul la nomination des évêques et au pape l'institution canonique. Le Premier Consul recevait un serment de loyalisme analogue à celui que prêtaient les évêques sous l'ancien régime. Ces prélats, qui avaient le droit de nommer les prêtres de leur diocèse, devaient faire agréer par le gouvernement le choix des curés de canton. Les édifices cultuels leur étaient restitués, mais les biens du clergé resteraient entre les mains des nouveaux acquéreurs. C'est en compensation de cet abandon que l'Etat s'engageait à assurer au clergé un traitement convenable.



LE CONCORDAT, présenté par le cardinal Consalvi, est ratifié à Rome par Pie VII, le 15 août 1801. — Gravure de Fontana, Rome. — Bibl. Nat. CL. LEMARE.



L'ATHÉISME RÉVOLUTIONNAIRE EST VAINCU et la Religion, sous la protection de Bonaparte, rentre dans ses temples, saluée par le peuple. — Gravure de Dorger, d'après Monnet. — Bibl. Nat. CL. LEMARE.

Le Concordat fut accueilli avec une joie moins bruyante, mais peut-être plus profonde que le traité de Lunéville. Pourtant il souleva quelques protestations dans les milieux intellectuels, politiques et militaires; le Conseil d'Etat lui-même hésitait à l'approuver. Au sein du gouvernement, Talleyrand ne cachait pas une hostilité qu'expliquait sa situation antérieure. Roederer, Volney, les amis de Bonaparte, les généraux ses anciens camarades, indifférents ou hostiles à la religion, ne comprenaient ni le motif, ni l'esprit de cette négociation si différente des autres. Les contemporains ne saisirent pas tout de suite l'avantage d'un système qui, en faisant de l'Etat le protecteur de l'Eglise de France, gardait à celle-ci son caractère national et la protégeait éventuellement contre Rome.

Bonaparte laissa dire. Il nomma Portalis, catholique de naissance, mais indépendant de nature et gallican de tendance, directeur des cultes, et fit rédiger le règlement qui devait préciser l'organisation et le fonctionnement du culte; ce furent les articles organiques (loi du 18 germinal an X [18 avril 1802]). Il les présenta, joints au Concordat, devant le Conseil d'Etat, puis devant le Tribunat. Ainsi complété, l'ensemble, vigoureusement soutenu par Portalis, par Siméon, par Lucien Bonaparte, passa à la quasi-unanimité. Au Corps législatif, il ne recueillit pourtant que 228 voix sur 300 (8 avril 1802). Le pape, qui n'avait pas eu connaissance des articles organiques, protesta contre cette loi de police des cultes et refusa de la ratifier.

Le 18 avril 1802, jour de Pâques, choisi par le Premier Consul pour la mise en vigueur du Concordat, tous les corps constitués durent se rendre à Notre-Dame; à l'intérieur du temple, comme à l'extérieur, l'armée présentait les armes. L'effet produit fut immense; Bonaparte avait réussi à entraîner une foule incroyante à une cérémonie religieuse qui renouait les traditions de l'ancien régime. Rien ne démontrait mieux l'étendue de sa puissance.

Mais la hardiesse de son geste, dont il se rendait compte, l'incita à d'autres audaces qui ne devaient plus, comme celle-ci, profiter à la France et à la pacification, mais seulement à lui-même.

#### L'ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE CONSULAIRE.

— Le 24 décembre 1800, rue Saint-Nicaise, Bonaparte, allant des Tuileries à l'Opéra, échappa à un attentat; mais la « machine infernale » fit de nombreuses victimes. Des Jacobins furent arrêtés, des mesures préparées contre les anciens terroristes, qu'on appelait les « exclusifs ». Fouché, ministre de la police, affirma que le coup venait des royalistes et il le prouva.

Après un an de gouvernement, ceux-ci comprenaient que Bonaparte ne serait pas un nouveau Monck; il l'avait affirmé au prétendant dans une lettre polie, mais très nette. Or, ils se persuadaient que le Premier Consul était maintenant le seul obstacle à une Restauration, et ils cherchaient à supprimer l'obstacle; ils ne se rendaient pas compte que les moyens violents consolidaient le pouvoir personnel de celui qu'ils voulaient abattre.

De fait, l'organisation issue du dix-huit Brumaire, conforme en principe à la volonté du pays, tendait de plus en plus à n'être que





L'ATTENTAT DE LA RUE SAINT-NICAISE (3 nivôse an IX). — Gravure de l'époque. Bibl. Nat.

le gouvernement d'un homme qui la dominait et la modelait à son profit.

Dès le 19 février 1800, Bonaparte s'était installé aux Tuileries ; une sorte de cour s'était peu à peu formée autour du chef de l'État. Pendant la courte campagne de Marengo, on avait envisagé dans son entourage l'hypothèse de sa mort, et Bernadotte, La Fayette, Carnot, Joseph Bonaparte surtout avaient fait déjà figure de candidats. A son retour, le Premier Consul s'emporta : « Les Français ne peuvent être gouvernés que par moi, dit-il à Roederer ; si je péris, c'est un malheur, » et, avec une autorité grandissante, il avait ramené à lui tout le gouvernement, mais il s'était désigné davantage encore aux coups des assassins.

En octobre, avant l'attentat de la « machine infernale », il avait rayé 52 000 noms de la liste des émigrés. S'irritant des débats des Assemblées, quelque timides qu'ils fussent, il prétexta, au mois de janvier 1802, la nécessité de renouveler partiellement le Corps législatif et le Tribunat pour obtenir du Sénat l'élimination des opposants : ainsi se trouva-t-il débarrassé des critiques de Benjamin Constant, d'Andrieux, de Daunou, d'Isnard, de Laromiguière, de J.-B. Say. Quelques semaines plus tard, le 8 avril, il décida que chacune des trois sections du Tribunat devrait travailler séparément, de concert avec la section correspondante du Conseil d'État, ce qui donnerait aux discussions, avec moins de publicité, un tour plus académique ou, comme on disait, plus familial.

Le 26 avril 1802, il fit voter un sénatus-consulte rouvrant aux émigrés les portes de la France, les obligeant à prêter un serment de fidélité aux institutions nouvelles, mais leur restituant leurs biens non vendus. Le Sénat spécifia que c'était là un acte de clémence, qu'il fallait assimiler à une amnistie et dont on devait lui savoir gré.

Toutes ces mesures, qui laissaient indifférente la foule des villes et des campagnes, émouvaient au contraire les salons, où les libéraux murmuraient autour de M<sup>me</sup> de Staël, de Condorcet, d'Helvétius. Quelques généraux, qu'on avait traînés à Notre-Dame, s'irritaient de la tyrannie que faisait peser sur eux leur égal ; ils se groupaient autour de Bernadotte, toujours mécontent, et le pressaient d'agir. Il se récusait ; mais, de Rennes, son chef d'état-major, le général Simon, envoyait dans les garnisons des « libelles », dont l'un disait : « Un tyran s'est emparé du pouvoir... Bonaparte... Que vos généraux se montrent, qu'ils disent un mot, et la République est sauvée ! » La police parla « du complot des libelles ».

**LE CONSULAT A VIE.** — La vengeance de Bonaparte fut éclatante ; il obtint des Assemblées, le 8 mai 1802, un vote lui conférant le Consulat à vie, vote qu'un plébiscite ratifia par 3 568 885 « oui » contre 8 374 « non » ; on remarqua que le nombre des abstentions était élevé et que, dans l'armée, le chiffre des opposants était assez considérable. Le 4 août (16 thermidor an X), un sénatus-consulte organique modifia la Constitution. Le Premier Consul

pourrait désigner son successeur, choisir ses deux collègues, sauf confirmation de son choix par le Sénat, et, après avis d'un Conseil privé, ratifier les traités de paix et d'alliance, soustraits ainsi au contrôle des Assemblées législatives. Il aurait la prérogative de nommer un certain nombre de sénateurs, désignés par leur talent ou leurs services. Le Sénat, dont les pouvoirs étaient notablement étendus, prononcerait, le cas échéant, la dissolution du Corps législatif et du Tribunat, sur l'initiative du gouvernement. Le Tribunat serait réduit, par voie d'extinction, à cinquante membres, et ses attributions singulièrement restreintes. Le suffrage universel, démocratique à la base, devenait, au second degré, censitaire.

#### LES INSTITUTIONS CONSULAIRES. —

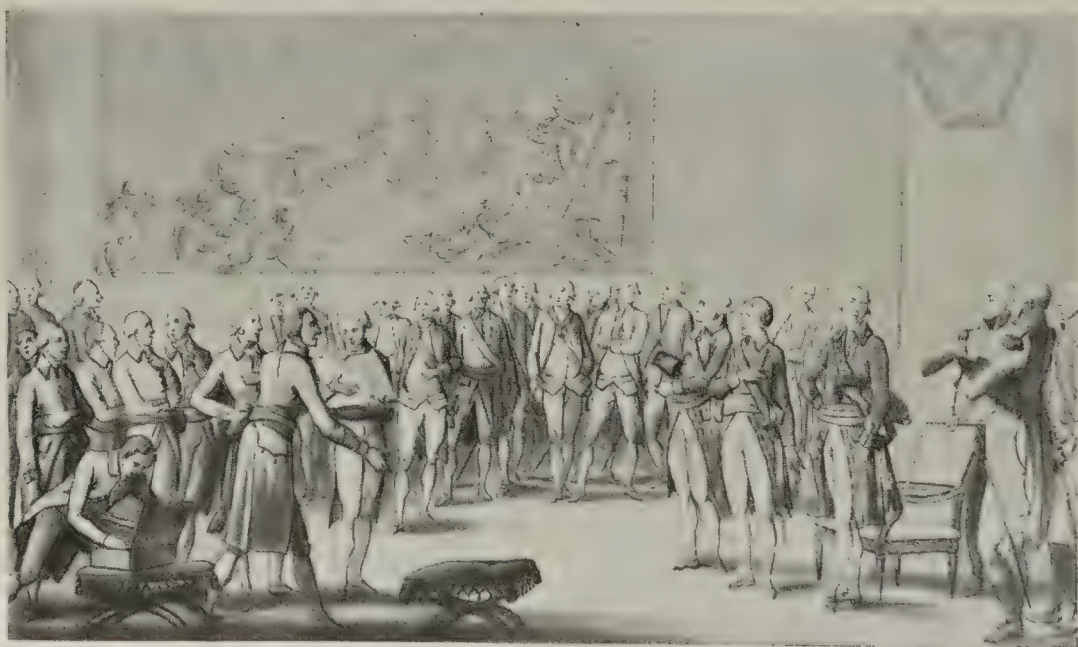
De l'avènement de Bonaparte date essentiellement le droit administratif de la France moderne. La Constituante, qui avait fait table rase du passé, avait posé des principes, sans pouvoir les appliquer ; la Législative et la Convention, en proie aux luttes de partis et aux difficultés extérieures, n'avaient eu ni le loisir ni la liberté d'esprit nécessaires pour mettre au point le nouvel ordre des choses. Après Thermidor toutefois, la période de reconstruction sembla s'ouvrir, grâce à quelques

esprits réfléchis, grâce à des juristes d'ancien régime qui, dans le silence du cabinet, élaboraient des projets dont plusieurs ne furent pas perdus ; mais il ne s'était trouvé personne pour les faire aboutir. Quelques mois suffirent au Premier Consul pour procéder à la réorganisation administrative et judiciaire, amorcer la refonte de la législation, fortifier le système fiscal et relever le crédit public, préparer la réforme de l'enseignement (1).

**ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET JUDICIAIRE.** — La première préoccupation du gouvernement consulaire fut l'organisation d'une administration locale solide et subordonnée. De cette conception découle l'institution des préfets, représentants officiels de l'État dans le département, assistés de Conseils de préfectures. Ce sont les préfets — le Premier Consul pour les villes au-dessus de 5 000 habitants — qui choisissent les maires et les conseillers municipaux sur des listes *ad hoc* et qui, par leur intermédiaire, administrent les communes. Les municipalités de canton, instaurées par le Directoire, disparaissent, et, entre la commune et le département, est créé l'« arrondissement », administré par un sous-préfet, organe de liaison et de transmission indispensable en un temps où les moyens de communication sont encore rudimentaires. A la tête des départements, le gouvernement prend soin de placer des hommes d'expérience, d'ordre, ayant marqué leur place pendant la Révolution, capables de faire des agents d'exécution fidèles et actifs.

A la base de l'organisation judiciaire, le Consulat maintient les juges de paix, mais il en diminue le nombre et en modifie le mode

(1) La réforme de l'enseignement public appartient au chapitre suivant : inaugurée sous le Consulat par la création des lycées, elle ne reçut son complet développement que sous l'Empire.



L'ACTE CONSTITUTIF établissant le Consulat à vie est présenté à Bonaparte par Barthélemy, président du Sénat conservateur. — Gravure d'Alix, d'après Vengorpe. — Bibl. Nat.



de recrutement; ils ne sont plus que désignés sur une liste double par le suffrage populaire. Chaque arrondissement a son tribunal de première instance et chaque département conserve son tribunal criminel. Dans les vingt-neuf départements les plus peuplés siègent les tribunaux d'appel. Les quarante-huit membres du tribunal de Cassation sont choisis par le Sénat, au lieu d'être recrutés à l'élection. De même que les administrateurs, les magistrats dépendent, quant à leur nomination, du pouvoir exécutif, mais le rétablissement de l'inamovibilité assure leur indépendance.

En quelques semaines, les deux grandes lois du 28 pluviôse et du 27 ventôse an VIII, fondement de l'organisation administrative et judiciaire, sont conçues, discutées, adoptées. Aux premiers jours du printemps de 1800, fonctionnaires et juges sont nommés; la machine est au point et se met en mouvement.

**L'ÉLABORATION DES CODES.** — Et tout de suite l'esprit constructif de Bonaparte s'attache à la besogne essentielle : grouper en un majestueux ensemble les lois qu'on peut conserver, les refondre, les compléter, donner ainsi à la législation une armature solide et claire, conforme aux principes proclamés par la Révolution en tant qu'ils peuvent s'adapter à la vie sociale : « Voir ce qu'il y a de réel, a dit le Premier Consul, et non ce qu'il y a de spéculatif et d'hypothétique; suivre une autre marche, c'est philosopher et non gouverner. »

Préparées par Portalis, Bigot de Préameneu, Maleville et communiquées aux tribunaux pour avis, les trente-six lois dont se compose le Code civil furent réunies en un seul corps par celle du 30 ventôse an XI (21 mars 1804), après avoir été élaborées suivant les règles constitutionnelles. Ce monument, dont les parties essentielles demeurent encore intactes, constitua une heureuse transaction entre l'ancien droit et le droit intermédiaire, et fut complété sous l'Empire par l'élaboration des autres Codes. Bonaparte s'entoura, pour la réalisation de cette œuvre immense, d'éminents juristes, mais il prit personnellement une part considérable aux délibérations du Conseil d'État, et se disait un jour plus fier de « son code civil » que de ses victoires.

**LA RÉORGANISATION FINANCIÈRE. — LA BANQUE DE FRANCE.** — Un des signes les plus probants de la prospérité de la France sous le Consulat, ce fut la rapidité avec laquelle se rétablirent la situation financière et le crédit public. La rente, amputée des deux tiers, valait 7 francs à la veille du dix-huit Brumaire; huit jours après, elle cotait 20; l'année suivante, 50.

L'administration centrale des finances fut divisée en deux grands services par l'arrêté du 4 vendémiaire an X (24 septembre 1801) : il y eut un ministre des Finances et un ministre du Trésor public.

Dès les premiers jours de son gouvernement, le ministre des Finances, Gaudin, se préoccupa du recouvrement des contributions directes; il fit reviser d'urgence les rôles, qui étaient encore souvent les mêmes que dix ans plus tôt, malgré le bouleversement de l'état des proprié-



VUE DU PORT DE PAIX, dans l'île Saint-Domingue. — Gravure de Ponce, d'après Ozanne. — Bibl. Nat. CL. LEMARE.

tés; il créa les receveurs généraux, receveurs particuliers et percepteurs, dont la gestion fut bientôt contrôlée par l'inspection générale des finances. Mollien fut chargé de diriger la caisse d'amortissement.

Enfin, du 13 février 1800 datent les statuts de la Banque de France. Créé pour les besoins du commerce, cet établissement reçut, peu après, le privilège exclusif d'émettre des billets payables à vue et au porteur. L'État lui demanda, par contre, son concours pour le service de la Trésorerie et le paiement des arrérages de la Dette.

**LA LÉGION D'HONNEUR.** — Le Premier Consul, voulant donner à l'armée — officiers et soldats — une preuve spéciale de sa satisfaction et y développer l'émulation, ne craignit pas, au lendemain du vote qui lui conférait sa dignité à vie, d'instituer, sous le nom de Légion d'honneur, une sorte de nouvelle noblesse due seulement au mérite, une décoration dont bénéficièrent surtout les militaires, mais qui devait récompenser les bons serviteurs de la République.

Cette création, dont l'insigne rappelait la croix de Saint-Louis, suscita la méfiance et l'hostilité des anciens révolutionnaires, parce qu'elle choquait leurs idées égalitaires. « C'est avec des hochets qu'on mène les hommes... Il faut jeter sur le sol de la France quelques masses de granit, » déclara Bonaparte aux opposants. Il ne les convainquit pas, car il s'en trouva 10 contre 24 au Conseil d'État, 38 contre 56 au Tribunal, 110 contre 166 au Corps législatif, minorité plus forte que pour tout autre projet proposé par le gouvernement.

**LES DIFFICULTÉS EXTÉRIEURES.** — Bonaparte avait obtenu le Consulat à vie pour avoir mis fin à la guerre : le 12 mai de l'année suivante, la paix d'Amiens était rompue. Avait-il vraiment, lui soldat dans l'âme, imaginé qu'il consacrerait désormais toute sa vie à la conserver ? « L'Angleterre nous craint, les puissances continentales ne nous aiment pas, disait-il un jour; comment, avec cela, espérer une paix solide ? » Il se défendait de vouloir prendre la responsabilité de la rupture; mais, appliquant le principe de la prédominance française dans le monde, il saisit le prétexte de discussions nouvelles entre unitaires et fédéralistes de la Suisse pour envoyer des troupes dans ce pays (5 octobre 1802), attirer à Paris les chefs des partis rivaux et leur faire signer l'« acte de médiation » du 19 février 1803, qui plaçait la République helvétique sous son obédience directe.

Le Piémont, qu'il avait fait occuper, fut, par sénatus-consulte du 11 septembre 1802, annexé à la France. Ce coup de force, que rien ne légitimait, mais que tout annonçait, produisit en Europe, particulièrement à Berlin, à Saint-Petersbourg, à Londres, une impression d'étonnement et de grave mécontentement. Dès lors que les règles du droit international étaient à ce point violées qu'un État en annexait un autre sans le consentement du souverain dépossédé, on pouvait tout craindre notamment pour la Hollande, que Bonaparte refusait d'évacuer malgré les réclamations du gouvernement de La Haye, appuyées par Londres et Saint-Petersbourg.

**LES PROJETS DE COLONISATION; SAINT-DOMINGUE; LA LOUISIANE.** — Le Premier Consul ne se contente pas de vouloir dominer sur le Continent; il élabore tout un plan de colonisation; il signe des traités avec la régence de Tripoli (17 juin 1801), avec le bey de Tunis (23 février 1802); il prend prétexte de ce que des pirates ont pillé un bateau français pour préparer une descente à Alger, et l'apparition d'une escadre devant



LA PREMIÈRE DISTRIBUTION DES CROIX DE LA LÉGION D'HONNEUR dans l'église des Invalides, le 14 juillet 1804. — Au premier plan, assis sur une banquette, Cambacérès, Murat, Louis Bonaparte. — Peinture de Debret. — Musée de Versailles.





EXÉCUTION DU DUC D'ENGHIEN dans les fossés du château de Vincennes, le 20 mars 1804. — Gravure de Pruche. — Bibl. Nat.

le port, le 7 août 1802, triomphe des résistances du dey. A Londres, on s'est demandé si la France n'allait pas, par la conquête de l'Algérie, chercher une compensation à la perte de l'Égypte.

Sur l'Égypte même et sur tout l'Orient, les intentions de Bonaparte demeurent mystérieuses : la double mission du général Sébastiani à Constantinople, en Syrie, en Égypte, les avances faites à l'empereur Alexandre au sujet d'un partage possible de l'Empire ottoman troublent l'Angleterre, qui est tenue à l'écart, et qui soupçonne le Premier Consul de lui préparer des difficultés dans l'Inde, lorsque le général Decaen, nommé, le 18 juin, capitaine général des cinq comptoirs français, gagne son poste, escorté par une puissante escadre, emmenant des troupes de débarquement.

En février 1802, le général Leclerc, accompagné de sa femme, Pauline Bonaparte, arrive à Saint-Domingue avec 10 000 hommes de troupe. On a maladroitement et violemment rompu avec Toussaint-Louverture et rétabli l'esclavage. La guerre s'est répandue dans toute l'île ; les habitants ont sauvagement défendu leur indépendance ; le climat fait de nombreuses victimes, parmi lesquelles le général en chef. En un an, malgré les renforts nombreux envoyés de France, la situation paraît perdue : de fait, Rochambeau doit se rendre au mois de novembre 1803.

Le 24 septembre 1802, le général Victor est nommé capitaine général de la Louisiane. Une administration civile importante est constituée ; douze vaisseaux doivent la transporter, ainsi qu'un régiment d'artillerie et deux demi-brigades d'infanterie. Le 1<sup>er</sup> décembre, le préfet, Laussat, devance l'expédition et rejoint son poste. Mais pourquoi cette artillerie, pourquoi ces fantassins ? On se le demande avec curiosité à Paris, avec angoisse à Londres. Jamais l'Espagne n'avait eu autant de troupes dans sa paisible colonie.

Partout Bonaparte veut déployer sa force, au risque de paraître menaçant partout. D'autre part, en réglementant seul les tarifs douaniers, en élevant les droits sur les cotonnades, il précise la signification de son refus de discuter, au lendemain de la paix avec le gouvernement britannique, un traité de commerce que la Cité de Londres juge indispensable.

**LA RUPTURE DE LA PAIX D'AMIENS.** — L'Angleterre commença de demander des explications. Quand, en novembre 1802, les ambassadeurs rejoignirent leur poste, Andréossi à Londres, Whitworth à Paris, les conversations avaient déjà pris une tournure peu favorable au maintien de la paix. L'Angleterre refusait d'évacuer Malte, invoquant les modifications continuelles apportées au statut européen par le gouvernement français. Celui-ci s'en tenait exclusivement aux termes du traité d'Amiens : « Tout le traité, rien que le traité, » disait Bonaparte. « L'état du Continent tel qu'il était alors, rien que cet état, » répliquait Londres. La discussion se prolongea six mois durant ; elle était sans issue.

Contrairement à ses prévisions, Bonaparte vit la Russie inquiète de ses empiétements territoriaux, puis la Prusse, mécontente de l'occupation de la Hollande, appuyer l'Angleterre dans ses revendications en faveur du roi de Sardaigne ; il se buta, refusant toute indemnité. L'Angleterre, de son côté, s'obstina, mettant son amour-

propre national à conserver Malte ; au reste, la paix qu'elle avait signée à contre-cœur, au printemps, lui apparaissait, à l'automne, plus ruineuse encore que la guerre si une entente commerciale ne pouvait lui permettre de retrouver sa clientèle du continent. Bonaparte vit certainement le danger de la reprise des hostilités ; il comprit qu'un nouveau conflit pouvait être de longue durée, quoiqu'il annonçât sa volonté d'en finir rapidement, de descendre en Angleterre pour anéantir à jamais la puissance britannique. Il autorisa Talleyrand, au dernier moment, à transiger au sujet de Malte ; il y accepta le maintien des troupes anglaises, moyennant l'installation de la France à Tarente.

Comment l'Angleterre pouvait-elle accepter une combinaison qui étendait encore le pouvoir de Bonaparte aux dépens d'un allié, le roi des Deux-Siciles ? Le 8 mars, les Communes avaient voté l'appel des milices ; le 12 mai, Whitworth quittait Paris ; le 19, deux bâtiments français étaient capturés dans la baie d'Audierne.

Dès le 11 avril, le Premier Consul avait abandonné tout projet sur la Louisiane et proposé à l'ambassadeur des États-Unis la vente de ce magnifique domaine colonial pour 80 millions ; l'abandon du Canada avait eu jadis plus de retentissement, l'abandon de la Louisiane fut au moins aussi dommageable.

Avec son habituelle promptitude de décision, Bonaparte reporta toutes ses vues et toute son activité sur l'Europe. Il envoya Mortier en Hanovre, tandis que Saint-Cyr s'emparait d'Ancône, descendait sur Otrante et Brindisi. En même temps, entouré d'une cour de fonctionnaires et de militaires, il visita la Normandie, puis la Belgique, s'attardant dans les ports, commandant la construction rapide de transports qu'encadrerait l'escadre pour la traversée de la Manche.

L'Angleterre armait de son côté avec la même ardeur ; ses bateaux capturèrent l'armée de Saint-Domingue, qui regagnait la France, après sa défaite (novembre 1803). Après une courte trêve, c'était, de nouveau, la guerre !

**LES COMLOTS. — LA PROCLAMATION DE L'EMPIRE.** — C'est alors que certains émigrés irréductibles, qui avaient gémi lors de la paix d'Amiens et travaillé à la rupture, s'offrirent à passer en France, à faire une guerre personnelle au Premier Consul : ils ne réussissent pas à ranimer la chouannerie, mais ils préparent l'enlèvement, sinon l'assassinat, de Bonaparte. La police les surveille, procède à des arrestations de comparses, qui amènent bientôt la découverte des chefs. C'est ainsi que, le 15 février 1804, on apprend l'arrestation du général Moreau, complice de Cadoudal, et celle de Pichegru, lesquels, prétend-on, veulent attenter à la vie du Premier Consul au double profit du prétendant et de l'Angleterre. En vain Moreau déclare-t-il que, républicain, il n'a jamais conspiré que contre la dictature ; en vain est-il acquitté par la justice : le maître exige une nouvelle délibération ; le 10 juin, le général est condamné à deux ans de prison ; Bonaparte se donne la satisfaction de commuer la peine en celle de l'exil perpétuel ; Moreau s'embarque pour l'Amérique. Quant à Pichegru, il s'est étranglé dans sa prison, tandis que Cadoudal et dix-neuf autres conspirateurs sont condamnés à mort et presque tous exécutés.

Au cours du procès de Cadoudal, un des accusés avait déclaré qu'on attendait un prince pour prendre la tête du complot. On surveilla d'abord la côte dans l'espoir de capturer le comte d'Artois ou le duc de Berry ; mais tout à coup, Bonaparte, mal renseigné, crut qu'il existait à Munich une agence anglo-royaliste et que le duc d'Enghien, petit-fils du prince de Condé, se trouvait à Ettenheim, dans l'électorat de Bade, non loin de Strasbourg. Résolu à se venger des Bourbons, qui menaçaient sa vie, il n'hésita pas, au mépris du droit des gens, à faire cerner le village et à s'emparer de la personne du prince, qui fut emmené jusqu'à Vincennes. Le duc d'Enghien, occupé de ses amours avec sa cousine, Charlotte de Rohan, ignorait Cadoudal, Pichegru, Moreau, et n'avait pris part à aucun complot, mais les royalistes conspiraient ; il fallait un exemple, et, tout comme la Convention, Bonaparte jeta à la face de l'Europe stupéfaite une tête de prince ; le 20 mars, le duc, condamné par ordre, victime innocente du Premier Consul et de Talleyrand, fut exécuté dans les fossés de Vincennes, si précipitamment qu'on lui refusa l'assistance d'un ministre de la religion.

Les libelles des généraux jaloux et des libéraux impénitents avaient permis à Bonaparte de transformer le Consulat décennal en Consulat à vie ; deux ans plus tard, les complots royalistes, la tragique erreur de Vincennes, la reprise de la guerre anglaise lui permirent de ceindre



la couronne impériale : « Nous avons fait plus que nous ne voulions, plaisantait Georges avant de mourir : nous voulions faire un roi, nous faisons un empereur. »

Le Sénat vota la proposition le 27 mars, et, le 3 mai 1804, ayant reçu l'adhésion du Tribunat et du Corps législatif, il conféra au « citoyen Premier Consul » le titre d'empereur héréditaire.

« Un homme comme lui, Bonaparte, soldat, chef d'armée, le premier capitaine du monde, vouloir qu'on l'appelle Majesté. Être Bonaparte et se faire roi : il aspire à descendre ! » Peu d'hommes, en 1804, raisonnaient comme Paul-Louis Courier. « L'étonnement, l'extase, la confiance, le respect, l'obéissance subjuguèrent irrésistiblement presque tous les sujets de l'Empire, » déclare Thibaudeau. Dès que furent connus les résultats du plébiscite (6 novembre 1804) — il y eut 3 579 329 « oui » contre 2 579 « non » —, un sénatus-consulte proclama l'hérédité de la dignité impériale dans la famille de Napoléon Bonaparte.

## V. LE PREMIER EMPIRE

### LE GOUVERNEMENT DE L'EMPEREUR

**L'EMPEREUR.** — Au moment où Napoléon ceint la couronne impériale, il gouverne la France depuis plus de quatre ans, centralise dans ses mains tous les pouvoirs et les exerce avec une autorité absolue, comme autrefois Louis XIV, au même âge, lors de la guerre de Hollande. Il a appris le métier peu à peu, questionnant les techniciens et tenant compte de leurs avis ; Molé nous le montre présidant le Conseil d'État et interrogeant les membres de l'Assemblée comme il aurait ouvert un répertoire. « Les réponses étaient si nettes et positives qu'elles prouvaient qu'il connaissait son dictionnaire et ne se trompait pas de pages en le feuilletant. » Et le futur Grand Juge ajoute : « Tous les yeux, fixés sur sa figure, l'observaient en silence ; on évitait de faire du bruit de peur de troubler un travail intérieur dont on attendait curieusement la fin et le produit. A mesure que sa pensée naissait, il la laissait sortir de sa bouche sans souci de la forme dont elle serait revêtue. Peu lui importait la question dont on s'occupait ; dédaigneux de toute règle, se plaçant plus haut que les convenances, il regardait comme le privilège de sa supériorité sur les autres hommes de penser tout haut et de laisser librement son cerveau produire, sa bouche proférer, en comptant sur l'attention et le respect avec lesquels ses moindres paroles seraient recueillies par des auditeurs dont les plus éminents se sentaient encore si inférieurs à lui. »

Ainsi, par le seul rayonnement de son génie, Napoléon courbait sous sa loi ceux qui l'approchaient : grisant privilège, qui devint vite un danger.

**LA FAMILLE IMPÉRIALE. — LES DIGNITAIRES. — LA NOBLESSE.** — A ses côtés, il plaçait sur le nouveau trône celle qu'il avait épousée en 1796, Joséphine Tascher de La Pagerie, la veuve du général de Beauharnais. Elle était son aînée de six ans, connaissait beaucoup mieux que lui tous les hommes de la Révolution

au milieu desquels elle avait vécu, sollicitant l'appui des plus haut placés avec la nonchalance créole qui était un de ses charmes et cette liberté de mœurs si répandue sous le Directoire. Par elle, Bonaparte avait souffert, mais il lui avait pardonné et comptait sur son habileté pour constituer une cour nouvelle en conciliant les exigences de la tradition avec les habitudes de vie prises depuis quelque quinze ans.

Ce ne fut pas facile ; la cour des Tuileries ne rappela jamais, pour ceux qui l'avaient connue, la cour de Versailles où, depuis la mort du grand roi, régnait un abandon distingué qui en constituait le plus grand charme. Auprès de l'empereur il ne pouvait y avoir d'abandon. Tout fut ordonné, hiérarchisé, guindé ; on y fut en continuelle représentation. Et l'étiquette se trouva encore renforcée quand Napoléon eut divorcé d'avec Joséphine et contracta un second mariage avec la fille de François II, Marie-Louise d'Autriche. La nouvelle impératrice, âgée de dix-huit ans à peine, élevée dans la haine des Français qui avaient fait périr sa tante et du « corsicaïn » qui avait par trois fois dépecé le domaine paternel, était « plutôt laide que jolie », selon l'aveu de Metternich ; elle ne savait pas sourire, et se tenait sur la réserve. L'empereur, flatté d'avoir obtenu sa main, la considérait comme sa plus précieuse conquête. Il l'aima, Marie-Louise l'aima-t-elle jamais ; on en peut douter quand on sait comment, en 1814, elle l'abandonna.

Napoléon n'ayant pas d'enfant, la question de l'héritage impérial, résolue pourtant en faveur des enfants de ses frères par ordre de primogéniture, ne laissa pas de troubler la famille Bonaparte jusqu'à la naissance du roi de Rome, en mars 1811 ; c'est pour obtenir d'un second mariage un descendant direct qu'il brisa illégalement les liens de sa première union et répudia Joséphine pour l'archiduchesse Marie-Louise. Possédant au plus haut point ce qu'on appelle en Corse l'esprit de clan, il entendait faire à ses proches une place éminente dans l'État ; il voulut donner à ses frères non des titres nus, mais des dotations qui constituaient des fortunes. Déjà, sous le Consulat, il avait associé Lucien au gouvernement et s'en était d'ailleurs repenti. Parvenu au comble de la puissance, il lui fallut trouver des trônes pour ses autres frères. Ses sœurs même, Elisa, Pauline, Caroline, demandèrent qu'on constituât pour elles ou leurs époux des royaumes ou des principautés.

La famille de l'empereur, à laquelle s'ajoutaient, non sans heurts, les enfants de l'impératrice, Eugène et Hortense, forme le centre de la cour. Là se groupent les principaux personnages de l'État, auxquels Napoléon tient à donner la tenue d'un monde ordonné, la respectabilité d'une aristocratie nouvelle, et aussi les représentants de l'ancienne noblesse, qu'il attire autour de lui tant pour se grandir que pour opérer la réconciliation des deux sociétés. Tâche difficile qu'il mène à bonne fin, malgré la réserve des uns, malgré le caractère, les méfiances, la jalousie des autres. « Après lui, a dit Guizot, la guerre a recommencé. »

Au nouveau trône issu de la Révolution, l'empereur voulut donner des appuis également révolutionnaires. Si ses frères Joseph et Louis recueillaient les titres vains de grand électeur et de connétable ; son beau-frère, Murat, celui de grand amiral ; son oncle, le cardinal Fesch, celui de grand aumônier, le premier rang, après



Ministre.



Sénateur.



Conseiller d'État.



Prince.

COSTUMES DE GRANDS DIGNITAIRES DE L'EMPIRE. — Dessins exécutés par Isabey pour le sacre. — Musée du Louvre. CL. GIRAU



les membres de la famille impériale, revint au régicide Cambacérès, nommé archichancelier de l'Empire; le second, à Lebrun, devenu architrésorier. Talleyrand, qui conservait le portefeuille des Affaires étrangères, fut fait grand chambellan; Berthier, grand veneur; Duroc, grand maréchal du Palais; le comte de Ségur, membre rallié de l'ancienne noblesse, grand maître des cérémonies. Quant à ses compagnons d'armes, Napoléon donna aux quatorze plus illustres le bâton de maréchal de France en attendant les couronnes duciales et les dotations : ce furent Jourdan, Berthier, Masséna, Lannes, Ney, Augereau, Brune, Murat, Bessières, Moncey, Mortier, Soult, Davout, Bernadotte, sans compter quatre maréchaux honoraires : Kellermann, Lefebvre, Sérurier, Pérignon, dont les noms rappelaient les premières victoires de la République.

Un sénatus-consulte du 14 août 1806 rétablit au profit des dignitaires les titres de noblesse; successivement, en huit ans, l'empereur créa quatre princes, trente ducs, trois cent quatre-vingt-huit comtes et mille quatre-vingt-dix barons. Les ministres, sénateurs, conseillers d'État, présidents du Corps législatif, archevêques, reçurent de droit le titre de comtes et, pour permettre aux plus haut placés de tenir un rang digne de leur poste, le décret du 1<sup>er</sup> mars 1808 institua en leur faveur des *majorats*; les uns, dits de « propre mouvement », furent constitués par l'empereur lui-même; les autres, par les particuliers et sur leur demande en faveur du fils aîné. Des *sénatoreries* viagères furent créées dans chaque arrondissement de tribunal d'appel; elles comportaient une habitation et un revenu annuel, et les sénateurs qui en étaient titulaires devaient y résider au moins trois mois par an.

**LE SÉNATUS-CONSULTE DU 28 FLOREAL AN XII.** — Lors de l'institution du Consulat à vie, les prérogatives du pouvoir exécutif, avaient été déjà considérablement développées. Le sénatus-consulte organique du 28 floréal an XII (10 mai 1804), qui confiait à un empereur le gouvernement de la République, fixa les conditions de succession à la dignité impériale, proclamée héréditaire, stipula que « les princes français » siègeraient de droit au Sénat et au Conseil d'État quand ils auraient atteint l'âge de dix-huit ans. Il modifia les dénominations des cours de justice et créa une haute cour impériale pour connaître des crimes contre la sûreté de l'État ou la personne de l'empereur et des délits personnels commis par les membres de la famille impériale, les grands dignitaires, les plus hauts fonctionnaires. Les tribunaux furent « épurés » par application du sénatus-consulte du 12 octobre 1807; après quoi le privilège de l'inamovibilité fut rendu aux magistrats qui, après cinq ans d'exercice, en seraient jugés dignes.

A l'empereur seul appartient l'initiative des lois. Le Tribunat subsiste, mutilé, jusqu'en 1807 : ses attributions sont alors conférées à trois commissions du Corps législatif, qui discutent préalablement les projets sur lesquels l'Assemblée se prononce sans débat et dont le Sénat peut empêcher la promulgation. Il n'y a plus de régime représentatif; toute discussion est contraire à la conception napoléonienne. Peu à peu, l'empereur a centralisé entre ses mains tous les pouvoirs, donné l'impulsion à tous les rouages de l'organisme qu'il a conçu. Mais, à cette immense machine, il n'y a pas plus de frein qu'à la monarchie de Louis XIV.

L'œuvre législative du Consulat se prolongea et fut complétée sous l'Empire. Après le *Code Napoléon* (première édition du *Code civil*, 1807), furent décrétés successivement le *Code de procédure civile* (1806), le *Code de commerce* (1807), le *Code d'instruction criminelle* (1808), le *Code pénal* (1810), s'inspirant tous d'une volonté de transaction entre l'ancien droit et le droit intermédiaire.

Le Code pénal édictait des peines extrêmement sévères; l'empereur et ses légistes, émus de la vague d'immoralité qu'avaient provoquée plusieurs années d'anarchie, notamment dans les campagnes, voulurent effrayer ceux que ne retenaient ni la crainte ni la religion. C'est dans le même esprit que Napoléon voulut « avoir un moyen de diriger les opinions politiques et morales » et qu'il crut le trouver dans l'organisation de l'Université.

**L'ENSEIGNEMENT PUBLIC.** — La loi du 1<sup>er</sup> mai 1802, qui décidait la création des écoles primaires et des lycées, ces derniers entretenus aux frais de l'État, fut complétée par celles du 10 mai et du 17 mars 1808, qui créèrent et organisèrent l'Université impériale, investie du monopole de l'instruction publique. A tous les degrés (Facultés, Lycées et Collèges, Écoles primaires), l'enseignement était dispensé sur un plan uniforme, qui ne tenait pas suffisamment compte des traditions, des particularités locales.

Les lycées et les collèges notamment différaient beaucoup des écoles centrales créées par le Directoire. Ces écoles, mi-littéraires, mi-scientifiques, étaient ouvertes à tous, même aux personnes de la ville qui, ayant passé l'âge de la scolarité, sentaient pourtant le besoin de s'instruire. Les élèves, tous externes, jouissaient d'une certaine indépendance; les professeurs eux-mêmes variaient leurs cours selon leurs idées et aussi selon les besoins de la région. Au contraire, dans les lycées, les professeurs devaient suivre strictement un programme officiel et didactique, dont l'étude des langues anciennes et de l'antiquité gréco-latine constituait la partie essentielle; les élèves, revêtus d'un uniforme, élevés dès l'enfance au roulement du tambour, militarisés en quelque sorte, faisaient, le même jour, la même composition dans toute la France, ainsi que s'en vantait Louis de Fontanes, le « grand maître de l'Université ».



L'IMPÉRATRICE JOSÉPHINE. — Peinture de Gérard. — Musée de Versailles. Cl. NEURDEIN.

### LA SITUATION FINANCIÈRE ET ÉCONOMIQUE.

— L'état de guerre qui se perpétua durant les dix années du gouvernement impérial eut naturellement une répercussion profonde sur la situation financière et économique du pays. Dans ce domaine comme dans les autres, on retrouve Napoléon veillant à l'économie des deniers publics que gèrent, avec intelligence et honnêteté, Gaudin, ministre des Finances, et Mollien, ministre du Trésor. Le 16 septembre 1807, une loi institua la Cour des Comptes, chargée de contrôler judiciairement toutes les opérations des comptables et de signaler dans un rapport annuel les infractions les plus graves; son indépendance lui fut garantie par un statut identique à celui de la Cour de Cassation. La situation financière, malgré la guerre et grâce aux impositions levées dans les pays occupés (1), fut assez satisfaisante pour que la rente montât à 93 francs, alors qu'elle était à 5 francs au dix-huit Brumaire; mais l'empereur

dut à diverses reprises instituer des impôts nouveaux. C'est ainsi qu'une loi du 25 février 1804 institua la régie des « droits réunis » qui eut à asseoir et à percevoir les contributions indirectes, les droits sur la consommation.

L'Exposition que Chaptal organisa en 1806 révéla les progrès de l'industrie, que Napoléon ne cessa d'encourager; il visita les ateliers de tissage d'Oberkampf, de Jouy, de Jacquard, de Richard et Lenoir, de Delessert, comme il avait, sous le Consulat, visité celui des frères Sévène à Rouen. Il voulait, d'ailleurs, que la France pût se suffire à elle-même, puisque l'importation des produits anglais était prohibée. Le protectionnisme, réclamé par les industriels, causa cependant un renchérissement du coût de la vie; l'empereur refusa aux États vassaux l'abaissement des droits de douane, qui les eût rattachés économiquement au système du Grand Empire. Le 22 juin 1811, il créa un ministère spécial des « manufactures et du commerce ». L'intervention du gouvernement dans la vie industrielle et commerciale fut cependant rare. Si, par exemple, la Société de prévoyance pour les mines de l'Ourthe organisa, sous la surveillance et avec le concours de l'État, une caisse d'assurance contre les accidents, la vieillesse, la maladie, dans l'ensemble, l'État respecta la liberté du travail; au début du Consulat, on avait écarté l'idée du rétablissement des corporations, mais quelques associations professionnelles furent autorisées, ainsi que des associations patronales; par contre, défense formelle fut faite aux ouvriers, par la loi du 12 avril 1803, de se coaliser pour cesser le travail ou demander la modification de leur contrat; c'était interdire le droit de grève.

(1) On a évalué à 48 millions les bénéfices de la campagne de 1805, à 280 millions ceux de la campagne de 1806-1807, à 150 millions ceux de la campagne de 1809.





NAPOLÉON 1<sup>er</sup>.

Peinture de David. — Musée de Versailles.







Pour encourager la prospérité de l'Empire, comme pour faciliter les relations de ses diverses parties, Napoléon attacha une importance particulière à l'exécution des grands travaux publics. Jamais ils ne furent poursuivis avec une égale intensité; des routes furent ouvertes au Simplon, au Mont-Genèvre, au Mont-Cenis et jusqu'en Dalmatie, dans les sites les plus difficiles; des canaux creusés de l'Escaut au Rhin, du Rhône au Rhin, de la Seine au Rhône; les ports de Flessingue, d'Anvers, de Brest furent améliorés, agrandis, malgré les obstacles que rencontrait, du fait de l'état de guerre, le commerce maritime.

Partout on retrouve, avec la même activité, le même esprit de cet incomparable « professeur d'énergie ». Le créateur de la nouvelle dynastie tient à se proclamer, en France, l'héritier de la Révolution; il veut, comme il l'a dit au Conseil d'État, « voir ce qu'il y a de réel et de possible dans l'application des principes et non ce qu'il y a de spéculatif et d'hypothétique ». Il prend toujours soin d'invoquer ces principes, alors même qu'il s'en éloigne. Rétablissant les titres de noblesse, il affirme que cette mesure n'attente en rien à l'égalité civile, qui est une des conquêtes de la Révolution; et quand il restreint, au point de les étouffer, les prérogatives des Assemblées délibérantes, il déclare respecter la liberté de discussion. C'est pourtant, à ce point de vue, que son esprit « à la romaine » s'adapte le moins à la doctrine des Constituants.

Maintes fois, il a affirmé qu'il connaissait la vanité de la pompe dont il s'entoure, des titres dont il se pare. « Croyez-vous, disait-il à Miot de Melito, que ces changements, je les aie faits pour moi; que je tienne beaucoup à ces titres; je ne les ai pris que pour rentrer en Europe. » En réalité, il veut revenir à la tradition: c'est pourquoi il supprime, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1806, le calendrier républicain; c'est pour en imposer à l'Europe qu'il réclame la venue de Pie VII à Paris pour sacrer, à Notre-Dame, le 2 décembre 1804, le soldat de la Révolution. Il veut que toute la France de la Révolution soit présente à la cérémonie, ceux qui ont prêté le serment du Jeu de Paume, ceux qui ont voté la déchéance et la mort du « tyran »; ils murmurent, mais ils obéissent.

Plus hardi que Charlemagne, Napoléon a saisi lui-même la couronne et l'a posée sur son front, avec assurance.



LE CORTÈGE DU SACRE passe devant le Palais du Tribunat (Palais-Royal) pour se rendre à Notre-Dame (2 décembre 1804). — Dessin et gravure de Leleu. — Bibl. Nat.

## NAPOLÉON ET L'EUROPE

**L'EUROPE ET LE NOUVEL EMPIRE.** — L'Europe n'accueillit pas sans surprise et sans réserve la nouvelle transformation du gouvernement français. Si elle pouvait se fier à Bonaparte pour défendre l'ordre social, elle ne pouvait que redouter l'homme qui ceignait une couronne neuve comme on ceint un glaive et qui constituait, par son caractère même, une menace pour les anciens trônes. D'ailleurs, la proclamation de l'Empire suivait de bien près l'attentat d'Ettenheim, qui avait provoqué des protestations unanimes.

On s'inclina de plus ou moins bonne grâce à Berlin; à Vienne, on demanda la reconnaissance du titre héréditaire d'empereur d'Autriche. François de Habsbourg prévoyait-il dès ce moment la fin du Saint-Empire romain germanique? Le roi d'Espagne, quoique Bourbon, n'hésita pas à complimenter la nouvelle Majesté, ce à quoi son cousin, le prétendant, répondit en lui renvoyant le collier de la Toison d'or. Quant au tsar Alexandre, il avait déjà rappelé son ambassadeur (août 1803), Bonaparte ayant refusé sa médiation sur la base de l'évacuation de tous les territoires au delà des Alpes et du Rhin; il laissait seulement à Paris un chargé d'affaire désavouable, d'Oubril, qui, d'ailleurs, dès le mois d'octobre, quitta la France, en même temps que Novosiltsov arrivait en Angleterre, muni d'instructions précises pour signer l'alliance qui devait détruire l'édifice napoléonien.

### LA TROISIÈME COALITION (1805).

Les instructions d'Alexandre I<sup>er</sup> à son ambassadeur à Londres, rédigées par le prince Czartoryski, étaient trop alourdies de thèses et embrassaient de trop vastes horizons pour donner toute satisfaction au gouvernement anglais, dont William Pitt avait repris la direction. L'alliance anglo-russe fut longue à se conclure; la négociation, commencée à l'automne, n'aboutit qu'au printemps; le 11 avril 1805, à Saint-Pétersbourg, où était revenu Novosiltsov, était enfin signé le traité qui allait former les bases de la nouvelle coalition, et des suivantes. Conclu en termes assez vagues, il laissait pourtant entendre que la France devait être réduite à ses anciennes limites, lesquelles seraient surveillées par des voisins plus forts que naguère: les Pays-Bas doublés de la Belgique, un Piémont grossi de la Ligurie, de Parme, peut-être de la Lombardie; sur le Rhin, une Prusse placée en avant-garde. Alexandre s'était réservé des avantages en Pologne, en compensation de ceux que la Prusse recevrait à l'Ouest, mais il avait dû renoncer à plusieurs des grandes idées humanitaires qu'il avait nourries de concert avec Czartoryski. L'Angleterre avait refusé la discussion sur les droits des neutres sur mer et jugé inutile toute profession de



LE CAMP DE BOULOGNE. — Gravure d'Adam. — Bibl. Nat. CL. BULLOZ.



foi relative aux moyens d'assurer plus tard la paix perpétuelle.

L'Autriche, dès le 6 novembre 1804, avait signé un traité secret avec la Russie, en faisant garantir ses territoires italiens et le *statu quo* en Orient. Elle hésitait à se prononcer contre l'homme qui, déjà deux fois, lui avait infligé de sanglants échecs ; mais quand elle vit Napoléon se couronner roi d'Italie (25 mai 1805), annexer Genève (4 juin), joindre ainsi la Péninsule à la France par une union personnelle, elle adhéra à l'alliance de Saint-Petersbourg (9 août).

La Prusse fut plus prudente. Depuis son avènement, Bonaparte, héritier de la Révolution, poursuivait la politique de Mirabeau, de Dumouriez, du comité de l'an III et du Directoire ; il tablait sur l'alliance prussienne. Prudemment d'ailleurs, il prenait ses précautions et négociait en même temps à Munich, à Stuttgart, à Darmstadt, à Carlsruhe. Si les États secondaires étaient gagnés d'avance, la Prusse se réservait. Depuis la rupture de la paix d'Amiens, elle avait jeté les yeux sur le Hanovre, qu'elle voulait acquérir en retour de son alliance avec la France. Mais Napoléon occupait l'Électorat et il était bien résolu à l'abandonner seulement quand la paix serait faite et, s'il le fallait absolument, au roi d'Angleterre, son souverain légitime. La lutte contre cette puissance paraissait, depuis la proclamation de l'Empire, sa seule préoccupation ; c'est à Boulogne, face aux côtes britanniques, qu'il présida, le 16 août 1804, la distribution à l'armée des croix de la Légion d'honneur ; c'est encore au camp de Boulogne qu'il s'attardait dans l'été de 1805, pendant que, sachant formée la coalition et reconnaissant impossible la descente en Angleterre, il attendait le moment propice pour fondre sur l'imprudente Autriche.

Et ce fut alors, pendant un mois, un renversement complet de la situation, une marche rapide et silencieuse des troupes, échelonnées depuis la Manche jusqu'au delà du Rhin. L'Autriche, le 7 septembre, a envahi la Bavière, jeté l'Électeur dans les bras de Napoléon. Celui-ci multiplie les démarches à Berlin, il promet le Hanovre moyennant l'alliance prussienne, tandis que les envoyés d'Alexandre entourent et menacent Frédéric-Guillaume, dont les États sont envahis à droite comme à gauche. Finalement la Russie semble l'emporter : le 3 novembre, Alexandre, qui est venu lui-même à Potsdam, arrache au roi un traité qui, sous le voile d'une impossible médiation, constitue un accord formel.

AUSTERLITZ (1805). — La situation de Napoléon est alors singulièrement hasardée, malgré la capitulation d'Ulm, qui a mis hors de combat 30 000 hommes et Mack, le meilleur général autrichien. De Strasbourg, Talleyrand conseille à l'empereur la modération, le renversement des alliances, la réconciliation avec l'Autriche sur la base de compensations en Orient, l'abandon de toute entente avec la Prusse : « Frédéric II n'est plus, dit-il, et avec lui le règne des grandes choses a fini pour le pays auquel il fit prendre rang parmi les puissances. » Ces lignes, écrites avant la convention de Potsdam,

la laissent prévoir : Napoléon en juge l'application impossible, et quand, le 13 novembre, il entre à Vienne, il répond à l'envoyé de l'empereur François, qui sollicite un armistice, « que les Russes doivent évacuer d'abord les États autrichiens ». Comme il n'en font rien, il les poursuit. Alexandre lance appel sur appel à Berlin : « L'armée autrichienne n'existe pas..., si vos armées avancent, la position changera entièrement. » Ces cris d'alarme ne sont pas pour décider un roi pusillanime, ni son ministre Haugwitz, à prendre les armes : une proposition de médiation est prête ; Haugwitz la portera lui-même. Si lentement qu'il s'avance, il arrive trop tôt au camp français ; Napoléon le reçoit le 28 novembre, l'écoute, mais l'éconduit ; il attend de ses soldats la réponse à donner ; elle arrive nette, décisive, le 2 décembre : c'est Austerlitz.

Plus encore qu'une brillante victoire militaire, c'est une victoire morale éclatante que Napoléon vient de remporter. La coalition s'évanouit par la peur seule qu'il inspire : l'Autriche demande la paix, le tsar reprend le chemin de la Pologne, la Prusse ne songe plus aux accords de Potsdam, dont l'exécution, même après Austerlitz, aurait mis Napoléon dans une situation difficile, et l'Angleterre, quoique victorieuse des flottes françaises à Trafalgar, le 20 octobre, se sent atteinte par la victoire de Moravie : « Et moi aussi j'ai été frappé à Austerlitz, » murmure Pitt avant de mourir.

LES TRAITÉS DE SCHÖENBRUNN ET DE PRESBOURG. — Le 6 décembre, un armistice franco-autrichien est signé ; les 10, 11, 12 décembre, des traités sont conclus séparément avec la France et ses alliés de la veille, les électeurs de Bavière, de Wurtemberg, de Bade. Aux deux premiers, Napoléon promet la couronne royale, à tous trois des agrandissements de territoire. Après quoi il se retourne vers Haugwitz, se rit de ses compliments dont « la fortune a changé l'adresse », et, le 16, lui impose un traité d'alliance offensive et défensive moyennant l'abandon du Hanovre, depuis longtemps promis, contre la cession d'Anspach à la Bavière, de Neuchâtel à la France. La veille, l'empereur eût pu accorder le Hanovre tant convoité à l'Autriche, qui le demandait pour l'archiduc Ferdinand, et signer avec les Habsbourg une paix qui, ne laissant à François II aucune amertume, en eût fait, peut-être, un allié plus fidèle que Frédéric-Guillaume. Comptant au contraire sur l'alliance prussienne, il impose à l'Autriche la paix de Presbourg (26 décembre), dépouillant l'empereur François de la partie des États vénitiens qui lui avait été reconnue à Lunéville, du Tyrol, du Vorarlberg cédé à la Bavière, de cinq villes du Danube abandonnées au Wurtemberg, reconnaissant en outre aux deux nouveaux rois souveraineté complète sur leurs États : c'était, d'un mot, achever la dislocation et la ruine du Saint-Empire, qui avait été si longtemps la clef de voûte de l'Europe. François II contresigna le traité comme « empereur d'Allemagne et d'Autriche » ; six mois plus tard, il aura perdu le premier de ces titres.

Mais à peine Napoléon est-il rentré triomphant à Paris, rapportant, en sus des traités de Schœnbrunn et de Presbourg, la nouvelle du mariage de son beau-fils Eugène, proclamé vice-roi d'Italie, avec la fille du roi de Bavière, qu'il apprend que la Prusse s'est dérobée. Frédéric-Guillaume n'accepte pas tel quel le traité du 15 décembre ; il refuse de céder Anspach et réclame, par contre, les villes hanséatiques : Brême, Hambourg, peut-être Lubeck ; il annonce à l'Angleterre et aux Hanovriens qu'il va occuper le Hanovre jusqu'à la paix, « aux lieux et place des troupes françaises ou alliées de la France », répudiant ainsi tout accord avec Napoléon. Celui-ci se considère comme joué et dresse les plans d'une nouvelle campagne, dont la Prusse fera tous les frais.

Pourtant il se ravise et présente, le 15 février, à la signature d'Haugwitz un acte qui renouvelle, en termes presque identiques, celui du 15 décembre. Haugwitz s'incline ; il écrit au roi que c'est « la guerre ou la ratification du traité ». Cette fois, Frédéric-Guillaume s'exécute, mais ses sentiments intimes et ses dispositions restent les mêmes ; Napoléon n'a guère d'illusions sur « l'éternelle union » qu'il vient de sceller.

BOULEVERSEMENTS EN ITALIE ET EN ALLEMAGNE. — LA CONFÉDÉRATION DU RHIN. — Enivré de son triomphe, du prestige qu'il exerce sur tout l'Occident, l'empereur, de Paris, en cet hiver de 1806, transforme, par une série de décisions, la situation des pays al-



L'ENTREVUE DE NAPOLÉON ET DE FRANÇOIS II, au lendemain de la bataille d'Austerlitz. — Peinture de Gros. — Musée de Versailles. CL. NEURDEIN.





LE MARIAGE DU PRINCE EUGÈNE DE BEAUHARNAIS ET DE LA PRINCESSE AMÉLIE DE BAVIÈRE, A MUNICH, LE 13 JANVIER 1806. — Les nouveaux époux en présence des souverains de France et de Bavière. — Peinture de Ménageot. — Musée de Versailles, CL. NEURDEIN.

lemands et italiens. Le roi des Deux-Siciles ayant rompu, quinze jours avant Austerlitz, l'alliance qu'on lui avait imposée, Gouvion-Saint-Cyr, puis Masséna, envahissent ses États. « La dynastie des Bourbons de Naples a cessé de régner, » proclame Napoléon, qui, le 30 mars, nomme son frère Joseph roi de Naples, tandis que Ferdinand et sa famille gagnent la Sicile, où ils demeureront jusqu'au bout sous la protection des flottes anglaises, comme la dynastie de Savoie en son île de Sardaigne. Entre temps les troupes françaises ont occupé Ancône malgré les protestations pontificales et exigé de Pie VII qu'il fermât ses portes aux Anglais et aux Russes (13 février). « Votre Sainteté est souveraine à Rome, mais j'en suis l'empereur. » Il attribue les principautés de Lucques et de Guastalla à ses sœurs Elisa et Pauline ; des fiefs et des duchés sont constitués tant en Vénétie qu'à Naples au profit des grands dignitaires civils et militaires.

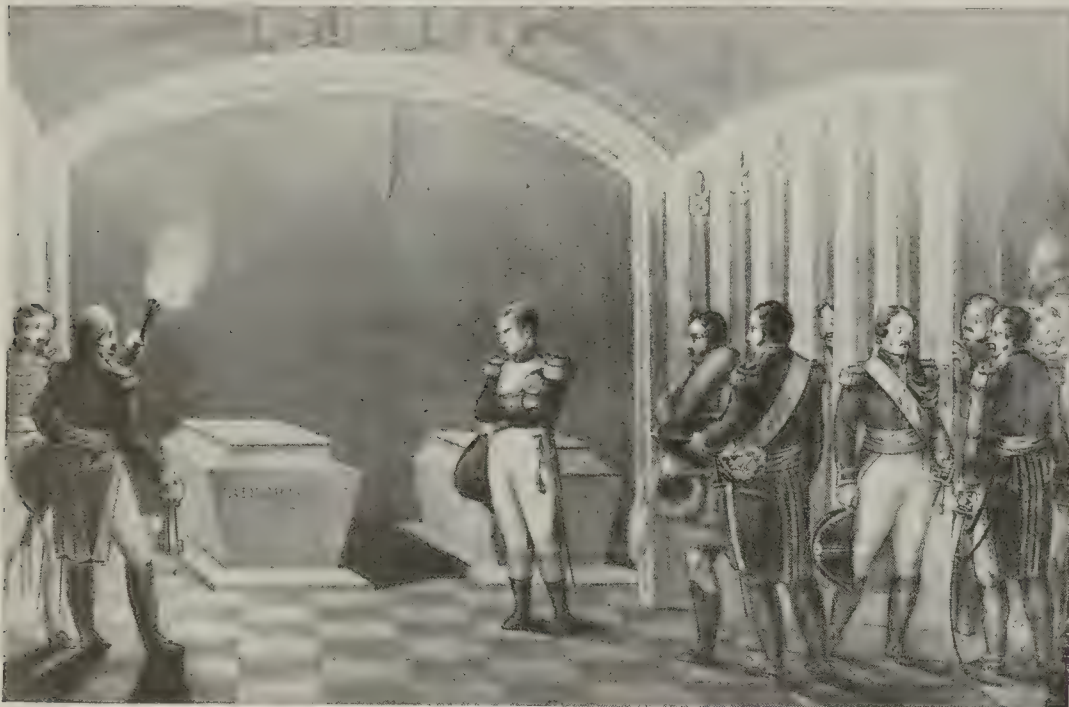
La reconstruction de l'Allemagne était chose plus délicate et demanda plus de temps. Résolu à supprimer le Saint-Empire, qui ne subsistait plus qu'en apparence, et à grouper les éléments sur lesquels il pourrait exercer une autorité immédiate et continue, l'empereur commença par créer, sur la rive droite du Rhin inférieur, un grand duché de Berg et de Clèves et le confia à son beau-frère Murat (15 mars). Il y avait là un nouvel État, encore fort exigü, dont Napoléon projetait déjà d'étendre les limites, fût-ce en reprenant le Hanovre à la Prusse, en cas de « manquement ». En même temps, il poursuivait sa politique matrimoniale en préparant le mariage de son frère Jérôme avec la fille du roi de Wurtemberg, celui de la nièce de l'impératrice Joséphine, Stéphanie Tascher de La Pagerie, baptisée pour la circonstance Stéphanie Napoléon, avec le petit-fils de l'Électeur de Bade. Le 6 mai, il décidait l'Électeur archichancelier de l'Empire germanique, Dalberg, à choisir comme coadjuteur le car-

dinal Fesch. Berthier, major général, recevait la principauté de Neuchâtel, qu'avait abandonnée Frédéric-Guillaume.

Enfin, le 12 juillet 1806, était signé à Paris le traité constitutif de la Confédération du Rhin. Seize membres en faisaient partie : Bavière, Wurtemberg, Bade, Clèves et Berg, Hesse-Darmstadt, le prince archichancelier et dix autres princes dont la souveraineté toute nominale s'étendait sur des territoires de petite étendue. « La volonté de Napoléon est aujourd'hui la seule règle des droits et prétentions des États envahissants et envahis ; sa faveur, l'unique arbitre de leur existence politique, » écrivait l'ambassadeur de Prusse. Dix principautés souveraines furent médiatisées, dix autres furent maintenues sans qu'on pût trouver d'autre cause à cette décision que le bon plaisir impérial. Le nouveau groupement rappelait l'antique ligue du Rhin formée par Mazarin ; il s'en distinguait toutefois en ce qu'il consacrait la rupture définitive avec l'ancien corps germanique. Chaque prince confédéré devait avant le 1<sup>er</sup> août « faire notifier à la Diète sa séparation d'avec l'Empire », qui se trouvait ainsi écartelé. Le 6 août, l'empereur François renonce à son titre d'empereur d'Allemagne. Aux droits des Habsbourg devenus si vagues sur les membres du Saint-Empire, Napoléon en substitue de très précis sur la Confédération ; il en est le protecteur ; il nomme archichancelier le prince-primat, ancien Électeur, et transfère son siège de Ratisbonne à Francfort ; il décide de l'admission de nouveaux membres ; il règle de façon précise la part contributive de chacun en cas de guerre, toutes les troupes de la Confédération devant être à la disposition du Protecteur.

On peut croire qu'à ce moment Napoléon est arrivé au comble de la gloire, que la paix générale est sur le point d'être signée, malgré que, le 26 mai, il ait fait nommer son frère Louis roi de Hollande et resserré de ce fait la vassalité des anciens Pays-Bas... Depuis le prin-





NAPOLÉON, A POTSDAM, MÉDITE DEVANT LE TOMBEAU DE FRÉDÉRIC II. — Estampe de la Bibliothèque Nationale. CL. LEMARE.

temps des négociations se poursuivent, avec difficulté il est vrai, entre Londres et Paris : Berlin, Saint-Petersbourg s'en émeuvent ; le tsar Alexandre envoie Dolgorouki à Berlin, d'Oubril à Paris, pour traiter.

**ÉCHEC DES NÉGOCIATIONS AVEC L'ANGLETERRE ET LA RUSSIE.** — Grâce à la complicité d'un officier autrichien, les troupes et la flotte russes ont pu, dans les premiers jours de mars, s'emparer des bouches de Cattaro, que le traité de Presbourg réservait à la France. Or, depuis Austerlitz, Napoléon se préoccupe à nouveau de la question d'Orient ; il rêve d'un partage de l'Empire ottoman et n'hésite encore que sur le choix du copartageant ; il tient donc à expulser de la Dalmatie les Russes et de Sicile les Bourbons. Cette dernière condition, Talleyrand la discute tout au moins avec lord Yarmouth et encore avec d'Oubril, aussitôt que celui-ci témoigne des intentions conciliantes de son maître.

Le 20 juillet, d'Oubril se croit autorisé à signer avec le général Clarke, représentant de Napoléon, un traité de paix par lequel le tsar abandonnerait Cattaro, mais continuerait d'occuper les sept îles, promesse étant faite par Napoléon d'obtenir du roi d'Espagne la cession des îles Baléares au roi des Deux-Siciles. D'Oubril a dépassé ses instructions, sans douter toutefois des intentions pacifiques de l'empereur. Or, à peine la convention parvient-elle à Saint-Petersbourg, qu'elle est déchirée ; Alexandre, pendant ce même mois de juillet, a réussi à détacher une fois encore la Prusse de l'alliance française, et l'Angleterre, à cette nouvelle, a rompu les pourparlers engagés à Paris.

Napoléon a été trompé ; les perspectives de paix prochaine qu'il a envisagées se sont évanouies au cours du mois d'août ; le 9, Frédéric-Guillaume, qui n'a pas osé le faire l'année précédente, se décide à mobiliser : il considère la Confédération du Rhin comme une menace, l'offre de restituer le Hanovre à l'Angleterre comme une trahison. Napoléon est surpris de cette volte-face, plus surpris encore de la non-ratification du traité russe. Le 26, il était résolu à rappeler ses troupes en France ; le 7 septembre, il somme le roi de Prusse de désarmer et prépare une nouvelle campagne. Les pourparlers avec l'Angleterre se prolongent sans espoir d'aboutir, parce qu'il refuse toute concession ; de Londres, on demande la Dalmatie pour les Bourbons de Naples en échange de la Sicile, qu'on donnerait au roi Joseph. La France n'y eût certes pas perdu, mais Napoléon ne veut pas céder un territoire où il voit sa première conquête orientale.

D'ailleurs Fox se meurt à Londres et, à Saint-Petersbourg, Budberg succède à Czartoryski.

**LA QUATRIÈME COALITION (1806).** — Le 7 octobre 1806, la rupture est consommée, la campagne de Prusse commence ; le 14 octobre, à Iéna et à Auerstedt, l'armée prussienne est anéantie.

Jamais Napoléon n'avait remporté une victoire si complète. La question se pose de savoir s'il ne tenait alors qu'à lui de l'exploiter aussitôt, de conclure la paix avec Frédéric-Guillaume, qui l'en suppliait et, le 16 novembre, acceptait que la Prusse fût amputée de ses territoires à l'ouest de l'Elbe. Beaucoup d'historiens doutent de la sincérité prussienne, et l'empereur, qui naguère avait signé deux conventions successives avec la Prusse, en doutait lui-même au point de n'y pas croire. Il ne la jugeait pas assez abattue, et il ne voulut pas traiter, en quoi il eut peut-être tort ; car il lui fallut, après être entré solennellement à Berlin, poursuivre l'ennemi, avec, sur le flanc, une Autriche attentive et qui armait. Le 23 novembre, d'ailleurs, Frédéric-Guillaume renouait son alliance avec Alexandre et se retirait vers la Russie.

Napoléon commença par détacher la Saxe, qui avait suivi la Prusse à contre-cœur. L'Électeur reçut le titre de roi et son admission dans la Confédération du Rhin (11 décembre) ; mais l'alliance saxonne n'était pas capable d'influer sur la situation.

**LA QUESTION DE POLOGNE.** — Napoléon, en approchant des portes de l'Orient, n'avait qu'un allié, qu'il n'estimait pas à sa juste valeur : le peuple polonais. L'heure était venue de reconstituer la Pologne, de faire expier leur crime aux copartageants, même en compensant pour les Autrichiens la perte de la Galicie par l'attribution de la Dalmatie. L'empereur y pensa ; il sonda l'empereur d'Autriche et lui proposa même, un instant, de lui restituer le territoire silésien, naguère ravi par Frédéric II à Marie-Thérèse. Mais il n'apporta jamais dans cette affaire la décision, la fermeté qu'il mettait d'ordinaire dans les questions qui lui tenaient à cœur. C'est qu'il craignait, en reconstituant l'ancien royaume des Jagellons, d'être entraîné dans une guerre sans merci avec la Russie. Cette guerre, dans l'hiver de 1807, il en mesura les dangers ; sous les neiges de Pologne, l'armée commença à murmurer ; la bataille d'Eylau fut la première qui ne donna aucun résultat (7 février).

De Posen, puis de Varsovie, Napoléon continua de gouverner son Empire, de suivre attentivement toutes les affaires administratives sur lesquelles les auditeurs au Conseil d'État, transformés en courriers de Cabinet, venaient prendre ses ordres. Jamais son activité intellectuelle ne fut plus extraordinaire, ses facultés multiples plus en travail.

**LE BLOCUS CONTINENTAL.** — A Berlin, le 21 novembre 1806, il avait signé le décret qui fermait le continent aux navires, aux marchandises britanniques, aux Anglais eux-mêmes. Ce « blocus continental » était, disait-il, la juste réponse au décret des Anglais du 16 mai précédent qui avait interdit aux neutres l'accès des côtes et des ports de l'Empire ou de ses alliés. Le blocus décrété par Napo-



LA LIGUE DES NEUTRES, conclue, au grand mécontentement de l'Angleterre, par Paul I<sup>er</sup> avec les rois de Suède, de Danemark et de Prusse, proclame la liberté des mers. — Gravure satirique de Loyset. — Bibl. Nat. Cl. LEMARE.





L'ENTREVUE DE NAPOLEON ET D'ALEXANDRE I<sup>er</sup> SUR LE NIEMEN, LE 25 JUIN 1807. — Gravure de Debucourt, d'après Horace Vernet. — Bibl. Nat.

léon n'était guère plus effectif que le blocus proclamé à Londres ; pourtant, des ordres sévères furent adressés en Italie, en Espagne ; dans tous les ports de la Baltique, les marchandises anglaises furent confisquées, des sujets britanniques mis en état d'arrestation ; partout où se trouvaient des troupes françaises ou des fonctionnaires impériaux, les ordres furent obéis ; mais ailleurs, notamment en Espagne, à Rome, les souverains protestèrent et défendirent la liberté du commerce. Une discussion aigre-douce commença et se poursuivit jusqu'au jour où Napoléon fut maître de Rome et de Madrid. Le blocus continental entraînait logiquement l'empereur à la conquête du continent.

Les levées anticipées commencèrent. Au début de la campagne, Napoléon avait ordonné la conscription de la classe 1807 ; au lendemain d'Eylau, il préleva 80 000 hommes sur la classe suivante, l'Autriche ayant augmenté ses effectifs. Comme la Prusse en 1805, l'Autriche laissa passer le moment favorable à une intervention. Le printemps vint tout à coup comme il arrive en Orient ; Napoléon remit son armée en marche et rencontra Bennigsen : ce fut Friedland (14 juin 1807).

**LA PAIX DE TILSIT.** — L'armée russe, elle aussi, était vaincue, partiellement. Plusieurs autres, sans doute, pouvaient se reformer en arrière, entraîner les troupes françaises plus loin, toujours plus loin de leurs bases : une partie de l'entourage d'Alexandre lui conseillait cette tactique, qu'il n'exécuta qu'en mai 1812. Pour l'instant, le tsar, tout ému des horreurs de la guerre, est sous l'empire des déceptions qu'il a rencontrées en Orient : le sultan Sélim a pris le parti de la France et rejeté les Anglais hors des détroits. Il décide de demander un armistice. Le prince Lobanov trouve auprès du maréchal Berthier le meilleur accueil : ce n'est pas seulement un armistice, c'est la paix qu'on peut conclure. Alexandre s'y résout brusquement, ne résistant plus à la tentation d'approcher ce conquérant extraordinaire, à qui tout a souri depuis dix ans.

Les négociations de Tilsit furent menées personnellement par les deux empereurs et environnées d'un mystère qui n'est pas encore dévoilé. Napoléon et Alexandre en tête à tête, la nuit, le jour, à cheval ou dans le silence du cabinet, ont abordé toutes les questions. Rentré chacun chez soi, l'empereur ou le tsar met sur le papier les idées principales qu'il croit avoir développées, les décisions qui lui paraissent acquises ; ainsi les deux souverains se trompent réciproquement, d'abord presque sans le vouloir, par réticences, puis par dissimulation. La « grande alliance », édifiée sur des renoncements mutuels, mais beaucoup plus importants de la part du tsar, portait sa perte, en sa conception même.

Pour la première fois, Napoléon renonçait à faire aucune conquête sur un ennemi vaincu. Il se rattrapait sur la Prusse, qu'il amputait à l'ouest de tous les territoires de la rive gauche de l'Elbe, à l'est de sa part de Pologne, presque entière, constituée en grand-duché de Varsovie au profit du roi de Saxe. Celui-ci obtenait l'usage d'une route à

travers la Silésie pour relier ses deux possessions. Le tsar acceptait le district polonais de Biélostok, qui lui était cédé par le roi de Prusse. Dantzig était rétabli dans son indépendance.

L'empereur de Russie et le roi de Prusse reconnaissaient tous les changements apportés sur le continent par Napoléon et les princes installés par lui à Naples, à Berg, ainsi que Jérôme Napoléon comme roi de Westphalie. Le nouveau royaume, formé des territoires prussiens de la rive gauche de l'Elbe et du Hanovre, ferait partie de la Confédération du Rhin. Ainsi, « par égard pour Alexandre », la Prusse n'était pas tout à fait rayée de la liste des nations. Le grand-duché de Varsovie était limité au lot prussien et rattaché au trône saxon. Napoléon croyait avoir rassuré Alexandre en abandonnant la Pologne, dont le nom n'était même pas prononcé ; il le maintiendra au contraire dans une perpétuelle inquiétude.

Deux traités secrets étaient relatifs à l'Orient : Alexandre, dans le premier, abandonnait Cattaro et les îles Ioniennes, et acceptait même le transfert des Bourbons de Sicile aux îles Baléares ; dans le second, il promettait son alliance à Napoléon et espérait obtenir sa récompense aux frais de l'Empire ottoman.

Une révolution de palais avait, à Constantinople, renversé le sultan Sélim ; Napoléon, qui considérait ce fait « comme un décret de la Providence », avait, à Tilsit, longuement discuté avec Alexandre sur le prochain partage de l'Empire turc ; le tsar occupait depuis le début de la guerre la Moldavie et la Valachie et entendait bien les garder. Devant lui s'ouvrait l'horizon que sa grand-mère Catherine lui avait indiqué dès son enfance : quatre ans durant, il pressera son allié de lui laisser prendre sa large part de l'héritage oriental, au fur et à mesure que celui-ci grossira son autorité en Occident ; son insistance aboutira fatalement à la rupture.

**L'OCCUPATION DE ROME. — L'INVASION DU PORTUGAL. — L'INTERVENTION EN ESPAGNE ET LE DEBUT DES RESISTANCES NATIONALES.** — Quelque formidables que soient les résultats obtenus, Napoléon rentre en France, la tête pleine de projets. Tilsit n'est pour lui qu'une étape. Parvenu à ce faite de puissance qui lui permet de commander en même temps sur la Vistule et à Otrante, il perd toute notion de mesure et la forme qu'il a donnée à la guerre anglaise lui est un excellent prétexte à intervenir partout : il ne peut subsister de neutres en Europe ; qui n'est pas pour lui est contre lui. Copenhague se prononce pour la France ; la capitale du Danemark est aussitôt bombardée une fois de plus par l'Angleterre (septembre 1807). La Suède reste du côté anglais : Alexandre lui ravit la Finlande. Le Portugal attermoie, se croyant plus menacé par les flottes anglaises que par les armées françaises. Le 27 octobre, à Fontainebleau, Napoléon déclare déchue la maison de Bragance et arrête le partage de ses États, en attribuant un lot au roi d'Etrurie (dont le royaume sera réuni à l'Empire), un second au prince de la Paix, Godoi, l'impudent ministre de Charles IV :





TALLEYRAND (1754-1838). — Peinture de M<sup>lle</sup> Godfrey. — Musée de Versailles. Cl. NEURDEIN.

un troisième sera concédé selon le bon plaisir impérial. Junot entre à Lisbonne sans rencontrer de résistance.

Le 2 février 1808, le général Miollis occupe Rome. Quelques semaines plus tard, les provinces d'Ancône, d'Urbino, enlevées au Saint-Siège, sont incorporées au royaume d'Italie, voisin désormais du royaume de Naples. Et comme ces mesures ne suffisent pas, comme l'Angleterre persiste dans sa résistance, quelque lourdes que soient ses pertes financières, Napoléon est entraîné toujours plus loin : plus l'édifice s'élève, plus il paraît chancelant ; il

n'est que l'architecte pour ne pas s'en apercevoir : à l'Europe napoléonienne manque le consentement des peuples.

C'est d'Espagne que part le signal des résistances nationales. L'alliance française est impopulaire dans la péninsule. Godoï s'en aperçoit si bien que, dans l'hiver de 1807, quand l'empereur semble embarrassé en Pologne, le prince de la Paix arme en secret ; Napoléon, bientôt averti, pourrait sévir ; il préfère acheter, et le traité de Fontainebleau réserve la principauté des Algarves au ministre tout-puissant. Celui-ci a déjà voulu supplanter Ferdinand, prince des Asturies, et faire proclamer la régence de la reine pour garder le pouvoir. Ferdinand s'est mis sur la défensive. Il a pris des précautions dans l'éventualité de la mort de Charles IV ; mais il a été emprisonné, d'ordre de Godoï, jugé par une junte criminelle. Il épouserait volontiers une princesse impériale et accepterait sans doute un général, un ministre français, pour être débarrassé du ministre usurpateur. Napoléon, qui, d'ordinaire, apprécie les combinaisons matrimoniales, rejette celle qui se présente à lui, sans mesurer la popularité naissante de Ferdinand, sans prendre garde de blesser la fierté castillane. Le 20 février 1808, il charge Murat de gagner Cadix ; la vieille Castille est sillonnée de convois français. C'est alors qu'une émeute éclate à Madrid : Godoï est incarcéré. Charles IV abdique, la reine en appelle à Murat ; mais, de son côté, le nouveau roi assure Murat de sa fidélité et, en gage de ses sentiments, lui offre l'épée de François I<sup>er</sup>, l'épée de Pavie. Au lieu de prendre parti entre les factions, Napoléon profite des circonstances pour renverser la dynastie bourbonnienne. Il fait venir toute la famille royale à Bayonne, menace Ferdinand, obtient son abdication, puis celle de Charles IV. Le trône est vacant ; il l'offre tour à tour à Louis, puis à Joseph. Quand on apprend à Madrid que la famille régnante est tout entière captive à Bayonne, les faubourgs se soulèvent : c'est la journée du « dos de Mayo » (2 mai), considérée depuis comme une journée nationale. Tandis que Ferdinand gagne en prisonnier le château de Valençay, domaine de Talleyrand, la junte insurrectionnelle espagnole, au nom de Ferdinand VII, déclare la guerre à l'empereur Napoléon et à la France.

Joseph, qui avait échangé à contre-cœur le trône de Naples contre celui de Madrid, prévient les obstacles qui allaient compromettre la fortune de l'empereur et marquer le déclin de sa puissance. « Votre gloire, manda-t-il à son frère, échouera en Espagne. »

De fait, Napoléon allait enregistrer les premiers échecs militaires subis par ses lieutenants : Dupont capitule à Beylen, le 22 juillet, et Junot, cerné par l'armée

anglaise, s'engage à Cintra, le 30 août, à évacuer le Portugal.

Le 2 février précédent, Napoléon avait écrit à Alexandre pour lui proposer une expédition commune contre Constantinople, puis sur l'Euphrate, « où elle ferait trembler l'Angleterre et la mettrait aux genoux du continent ; » de là, ajoutait-il, on la poursuivrait jusqu'à l'Inde. Le tsar s'était exclamé : « Voilà le grand homme ! l'empereur peut compter sur moi ; » mais il ne poursuit pas la conversation avec Caulaincourt et il ne semble pas que Napoléon l'en ait prié. Une fois l'expédition d'Espagne commencée, l'expédition des Indes était nécessairement ajournée.

**L'ENTREVUE D'ERFURT.** — On ne pouvait d'ailleurs, sans avoir procédé à un échange de vues, s'entendre sur les conditions d'une pareille entreprise, qui supposait le partage préalable de l'Empire ottoman. Ce fut l'objet de l'entrevue d'Erfurt, fixée au 27 septembre 1808. Napoléon y arriva inquiet. Depuis dix mois, les Habsbourg armaient, pressant pour eux le sort des Bourbons d'Espagne, et Alexandre était résolu à jouer serré, les nouvelles de Madrid ayant produit à Saint-Petersbourg une impression pénible. Avant de quitter sa capitale, il avait dévoilé son état d'âme à sa mère : « Il faut, lui avait-il dit, que la France puisse croire que son intérêt politique peut s'allier avec celui de la Russie, gagner du temps pour pouvoir respirer librement et augmenter, pendant ce temps précieux, nos moyens, nos forces. Mais ce n'est que dans le plus profond silence que nous devons y travailler. » Il avait fait la même confidence à Frédéric-Guillaume, qu'il avait vu, en passant à Königsberg, le consolant d'une récente convention imposée par Napoléon. Il envoyait à Vienne les mêmes avis ; il tissait lentement sa trame.

Il trouva à Erfurt un appui sur lequel il ne comptait pas. Talleyrand avait dû céder le portefeuille des Affaires étrangères à Champagny ; après avoir poussé l'empereur à renverser la dynastie espagnole, il n'avait pas tardé à blâmer une opération dont les graves conséquences lui étaient tout de suite apparues. Il arrivait à Erfurt disposé à se servir du tsar comme d'un frein à opposer à la politique de son maître. Non seulement il mit Alexandre en garde contre les suites de l'extension indéfinie de la politique impériale, mais, chargé par Napoléon de sonder le tsar au sujet d'un mariage d'une grande-duchesse avec l'empereur des Français, il s'employa à faire rejeter le projet par son interlocuteur.

Napoléon sentit que l'alliance de Tilsit avait pris fin ; il dissimula comme son partenaire, ayant, lui aussi, besoin de gagner du temps : il promit de faire évacuer le grand-duché de Varsovie par des troupes qui lui étaient indispensables en Espagne ; il reconnut au tsar la possession des principautés danubiennes, espérant que, par contre, la Russie contiendrait l'Autriche aussi longtemps qu'il le faudrait. Alexandre semble en effet avoir conseillé au baron de Vincent, ambassadeur de François II, de renoncer à tenter encore une fois le sort des armes ; d'autres, et Talleyrand sans doute, manœuvrèrent en sens inverse.

Le 12 octobre, les deux empereurs signèrent la convention qui précisait la situation tant en Prusse, en Pologne, qu'en Orient ; une lettre revêtue de leurs deux signatures fut adressée à George III, sans qu'on en attendît grand résultat ; une autre, menaçante, et destinée à l'empereur d'Autriche, fut signée de Napoléon seul.

Le 5 novembre, ce dernier rejoignait son frère Joseph en Espagne ; le 2 décembre, il campait aux portes de Madrid et promulgait des décrets supprimant les droits féodaux, le tribunal de l'Inquisition, les deux tiers des couvents. Inconsciemment il donnait une nouvelle force à l'insurrection. Dans le même temps, l'Angleterre, par la voix de Canning, reconnaissait la junte de Cadix comme belligérante, comme agissant au nom du roi légitime Ferdinand VII ; elle l'appuya de ses subsides et de ses armées. Les pourparlers, entamés par Londres après la lettre d'Erfurt, se trouvaient arrêtés du fait même d'une intervention que Champagny, au nom de son maître, considérait comme une « insulte ».

**L'INTERVENTION DE NAPOLEON A ROME. — L'ARRESTATION DU PAPE.** — A ce même moment, Napoléon avait à faire face à une nouvelle insurrection, provoquée par lui comme la précédente. Le pacificateur de



PIE VII (1800-1823). — Peinture de David. — Musée du Louvre. Cl. NEURDEIN.



1802, le signataire du Concordat, voyait s'élever contre lui l'autorité pontificale. Depuis que le général Miollis avait occupé Rome pour faire exécuter le blocus continental, Pie VII était virtuellement en état de guerre avec l'Empire. Le secrétaire d'État, Gabrielli, pour avoir défendu aux fonctionnaires de l'État romain de prêter serment au « gouvernement intrus », avait été arrêté et expulsé ; mais son successeur, le cardinal Pacca, continuait la politique de résistance, qui s'étendait dans toute l'Italie : Eugène à Milan, Murat qui avait succédé à Joseph sur le trône de Naples, en ressentaient les effets. Napoléon reconnut le danger, mais plutôt que de négocier il fonda sur l'obstacle, proclama que le pouvoir temporel n'avait plus de raison d'être et, le 17 mai 1809, alors que l'Autriche s'était prononcée contre lui, de Vienne, où il résidait, il édicta : « Les États du pape sont réunis à l'Empire, Rome est déclarée ville impériale et libre. Les terres et domaines du pape seront augmentés jusqu'à concurrence d'un revenu annuel de 2 millions. »

Six semaines plus tard, Pie VII lança une bulle d'excommunication contre ceux qui avaient « commis, ordonné, favorisé, conseillé ou approuvé les attentats contre le Saint-Siège », et il s'opposa à l'arrestation du cardinal Pacca. Appréhendé lui-même par le général Radet, il fut enfermé dans une berline et emmené jusqu'à Savone (6 juillet 1809).

**LA CINQUIÈME COALITION.** — Dès le mois de janvier 1809, la guerre paraissait fatale entre l'Empire et l'Autriche ; celle-ci la voulait, poussée par l'Angleterre, pour libérer l'Espagne. Peut-être la cour de Vienne s'illusionnait-elle sur les dispositions de Saint-Petersbourg et de Berlin, en s'imaginant qu'elle pourrait, même à défaut d'une alliance formelle, décider Alexandre et Frédéric-Guillaume à une action commune au moment opportun. Napoléon, de son côté, ne doutait pas de la coopération russe. Comme François II, il se trompait, mais moins gravement. Alexandre lui écrivait bien : « Votre Majesté peut compter sur moi ; » mais il disait à Schwarzenberg qu'il ferait « son possible pour éviter de porter des coups aux Autrichiens, qu'il ne pouvait s'empêcher de faire des vœux pour leurs succès ».

Le 10 avril, les opérations commencèrent ; Napoléon, qui, trois mois plus tôt, était encore à Madrid avec le gros de ses troupes, avait opéré un changement de front aussi rapide qu'en 1805 ; il s'apprêtait à recommencer sa campagne d'Austerlitz, mais il rencontra plus de difficultés. Ni Eckmühl, ni Essling ne fut décisif ; des soulèvements au Tyrol rappelèrent l'insurrection d'Espagne. En Galicie, les armées russes, loin d'appuyer les troupes varsoviennes, contrecarrèrent leur effort ; peu s'en fallut qu'elles empêchassent Poniatowski d'entrer dans Cracovie. Enfin, la victoire de Wagram, si glorieuse qu'elle fût, ne mettait pas l'ennemi hors de combat : elle fut gagnée le 6 juillet et la paix de Vienne ne fut cependant signée que le 14 octobre.

**LA PAIX DE VIENNE (1809).** — Alexandre aurait pu entrer en tiers dans les négociations et gêner ainsi Napoléon ; il n'osa. L'empereur François en fut terriblement déçu ; il le fut aussi de la résignation prussienne, ayant espéré, un moment, qu'un mouvement populaire allait soulever toute l'Allemagne ; il le fut enfin de l'échec des Anglais à Walcheren. Il se trouvait livré au vainqueur. Napoléon pouvait signer une paix blanche, puisque, dès ce moment, il entrevoyait le danger de ne conserver en face de lui qu'une grande puissance dont il soupçonnait de plus en plus l'infidélité. Il voulut cependant enlever à l'Autriche tout accès à la mer, et il exigea l'Istrie, la Haute-Carinthie, la Carniole, constituant, en un ensemble imposant, les Provinces illyriennes, rattachées à l'Empire, quoique placées sous un régime particulier. Il voulut également lui arracher la Galicie, ce qui s'explique moins, car il allait au-devant d'un conflit avec la Russie. Sans doute les troupes polonaises avaient remporté de brillantes victoires ; mais Napoléon était résolu ou résigné à ne pas rétablir la Pologne. Or, accroître l'importance territoriale du duché de Varsovie sans lui donner une existence propre, sans y laisser des troupes françaises, mais seulement une administration civile — dirigée tour à tour par Bignon et l'abbé de Pradt, — c'était une combinaison essentiel-



L'IMPÉRATRICE MARIE-LOUISE. — Peinture de Gérard. — Musée du Louvre. CL. NEURDEIN.

lement précaire que la Russie avait tout intérêt à détruire. Napoléon s'obstina ; il attribua 600 000 Galiciens au grand-duché, notamment ceux de Cracovie et du cercle de Zamosc ; il n'en accorda à la Russie que 400 000 dans le cercle de Tarnopol. Il avait d'abord voulu exiger un démembrement plus considérable et il put se vanter, tant auprès de François que d'Alexandre, de sa modération. « La monarchie autrichienne reste donc entière, écrivait-il au tsar. J'espère avoir fait en cela une chose agréable à Votre Majesté. »

Cette paix glorieuse survenant à la fin de l'année 1809, qui avait vu un nouveau développement du système napoléonien dans les deux péninsules espagnole et italienne, paraissait consacrer les nouvelles extensions territoriales. De fait, il n'eut peut-être fallu qu'un mince effort pour chasser les Anglais de l'Espagne ; au Tyrol, Eugène avait eu raison de l'insurrection ; les Romains, d'abord prêts à soutenir le souverain pontife, avaient fait leur soumission plus tôt qu'on ne le pensait ; un neveu de Pie VI, le duc Braschi, venu à la tête d'une députation pour saluer l'empereur à Fontainebleau, lui disait :

« Il subsiste encore ce Capitole où montèrent tant d'illustres conquérants. Il vous attend, Sire, venez y inscrire votre nom immortel. » Napoléon promit, mais ne tint jamais sa promesse. Peut-être pensa-t-il à la roche Tarpéienne.

**LE DIVORCE. — LE MARIAGE DE NAPOLEON ET DE MARIE-LOUISE.** — Dès son retour de Vienne, l'empereur voulut réaliser le projet de divorce depuis longtemps arrêté dans son esprit. Il lui fallait un héritier ; aucun de ses frères ne paraissait apte à lui succéder. Il les morigénait à tour de rôle, constatant leur incapacité, parfois leur mauvaise volonté ; il menaçait Louis de lui retirer son royaume : comment eut-il pu porter son choix sur le fils du roi de Hollande, comme il y avait un instant songé ?



NAPOLEON ET MARIE-LOUISE traversent la galerie du Louvre pour se rendre à la chapelle où va avoir lieu leur mariage. — Gravure de Pauquet et Normand, d'après le dessin de Percier et Fontaine. — Bibl. Nat. CL. LEMARE.





LA NAISSANCE DU ROI DE ROME (20 mars 1811). — L'enfant est présenté à l'empereur et aux grands officiers de la couronne, à la tête desquels se trouve Cambacérès. — Gravure de Chéreau. — Bibl. Nat. Cl. LEMARE.

Le 3 novembre 1809, il contraignit le prince Eugène à prier sa mère de se résigner au divorce. Le 15 décembre, Joséphine avertit officiellement le Sénat de sa décision. Entre temps, Caulaincourt avait été chargé de demander pour l'empereur la main de la grande-duchesse Anne.

Depuis Erfurt, Alexandre était sur ses gardes. Il avait accordé sa sœur Catherine au grand-duc d'Oldenbourg pour éviter de la donner à Napoléon ; il argua de l'âge de la princesse Anne (elle n'avait pas quinze ans), de la différence de religion, enfin de la volonté de sa mère, pour laisser prévoir un refus qu'il mitigea de considérations politiques, reprochant à Napoléon les clauses du traité de Vienne trop favorables à la Pologne. L'empereur, qui escomptait cette réponse négative, avait fait adroitement sonder la cour de Vienne. Le 28 janvier 1810, il réunit aux Tuileries un grand conseil consultatif : Cambacérès, Murat prônèrent le mariage russe ; Talleyrand, Champagny, Eugène, le mariage autrichien. Napoléon attendit, pour se prononcer, les nouvelles de Russie, préférant vraisemblablement le mariage russe. Il les reçut le 6 février, les trouva dilatoires et, le jour même, en son nom, le prince Eugène demandait à Schwarzenberg la main de Marie-Louise. L'ambassadeur prévoyait la démarche, et, d'accord avec son maître, il accepta. Six semaines plus tard, l'archiduchesse arrivait en France : le 2 avril, le mariage était célébré dans le grand salon carré du Louvre. S'autorisant de la rupture du gouvernement avec le Saint-Siège, plusieurs prélats, qui trouvaient d'ailleurs la dissolution du premier mariage irrégulière au regard du droit canon, s'abstinrent de paraître à la cérémonie. Le soir, le comte de Metternich, ministre de l'empereur François, leva son verre en l'honneur du futur « roi de Rome ».

**NOUVELLES EXTENSIONS TERRITORIALES.** — Est-ce donc enfin l'aboutissement de cette perpétuelle transformation dans laquelle Napoléon a entraîné l'Europe ? Le Grand Empire est-il fixé dans des limites définitives ? Le mariage autrichien, qui a fait rentrer l'ancien lieutenant d'artillerie dans la famille des rois légitimes, va-t-il faire de ce conquérant un souverain conservateur de l'ordre qu'il a lui-même établi ? Non. Jamais sa pensée ne fut plus bouillonnante, sa volonté d'accaparement plus énergique ; l'année

1810 vit l'Empire s'étendre encore davantage et de plus en plus loin. On ne discerne guère, à cette époque, qu'une seule velléité pacifique : la démarche tentée en Angleterre, au mois de mars 1810, par l'intermédiaire des banquiers Labouchère et Baring. Mais, comme Napoléon annexait, au même moment, en attendant mieux, les pays hollandais de la rive gauche de la Meuse, la négociation anglaise ne pouvait avoir de suite. Ouvrard, fournisseur aux armées, ami de Fouché et protégé du roi Louis, tenta de lui en donner une et promit aux Anglais l'abandon des principaux pays situés au delà des limites naturelles ; l'empereur connut l'intrigue, retira le ministère de la police à Fouché, qui s'enfuit en Toscane, et se brouilla définitivement avec son frère Louis, qui, le 1<sup>er</sup> juillet, abdiqua en faveur de son fils et gagna la Bohême. Le 9 juillet 1810, l'empereur lança le décret par lequel il prononçait l'annexion de la Hollande et la divisait en départements, sous l'autorité de l'architrésorier Lebrun.

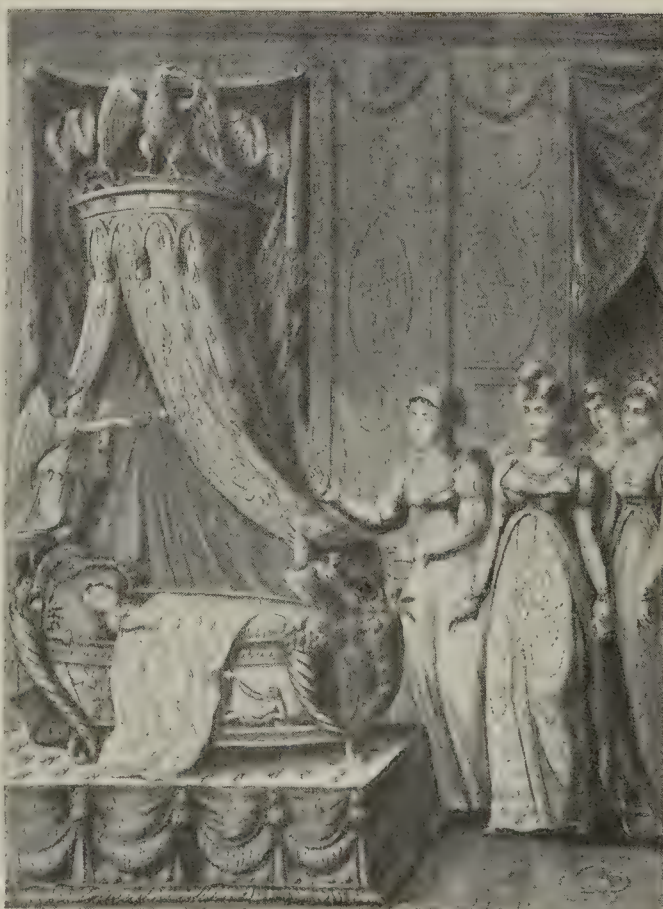
Le 8 février précédent, il avait dévoilé ses intentions vis-à-vis de l'Espagne en confiant à des généraux le gouvernement de la rive gauche de l'Èbre, de la Catalogne, de l'Aragon, de la Navarre, de la Biscaye. Joseph, profondément froissé de cette amputation déguisée, avait parlé de renoncer au pouvoir.

Le 16 février, la succession du grand-duché de Francfort, précédemment donné au prince-primat Dalberg, avait été attribuée d'avance à Eugène. N'était-ce pas que Napoléon comptait retirer au prince la vice-royauté de l'Italie, soit pour annexer la Péninsule, soit pour en réserver le gouvernement à l'héritier qu'il espérait voir naître de sa seconde union ?

Le 14 janvier, il avait cédé « ses droits » sur le Hanovre à son frère Jérôme et donné l'ancien Électorat à la Westphalie : il le regretta aussitôt qu'il eut annexé la Hollande, et, le 13 décembre, déchirant l'acte du 14 janvier, malgré les protestations de Jérôme, il réunit à l'Empire les villes hanséatiques, ainsi que tous les territoires des bouches de l'Ems, du Weser et de l'Elbe, étendant, de ce fait, sa domination directe jusqu'à la Baltique.

Parmi ces territoires, il s'en trouvait un, l'Oldenbourg, qui, si petit qu'il fût, n'était pas facile à incorporer ; le souverain en était le beau-frère du tsar : on lui offrit en compensation Erfurt et le territoire avoisinant ; il refusa. Alexandre, mécontent et tenant d'ailleurs la rupture pour fatale depuis les décrets de Trianon (5 août 1810), qui renforçaient le système du blocus et qu'il se refusait à exécuter, proposa d'installer le duc d'Oldenbourg sur le trône de Pologne. Puis, le 31 décembre, il ouvrit les ports russes aux vaisseaux américains, sans se soucier s'ils avaient relâché en Angleterre, et, sous un prétexte fiscal, interdit l'importation de divers produits manufacturés français.

Dès le début de 1811, la guerre était donc imminente entre Napoléon et Alexandre. Chacun, de son côté, la retarda, mais s'y prépara avec ardeur.



LE BERCEAU DU ROI DE ROME. — L'impératrice, accompagnée de ses dames d'honneur, vient voir son fils. — Gravure de la Bibliothèque Nationale.

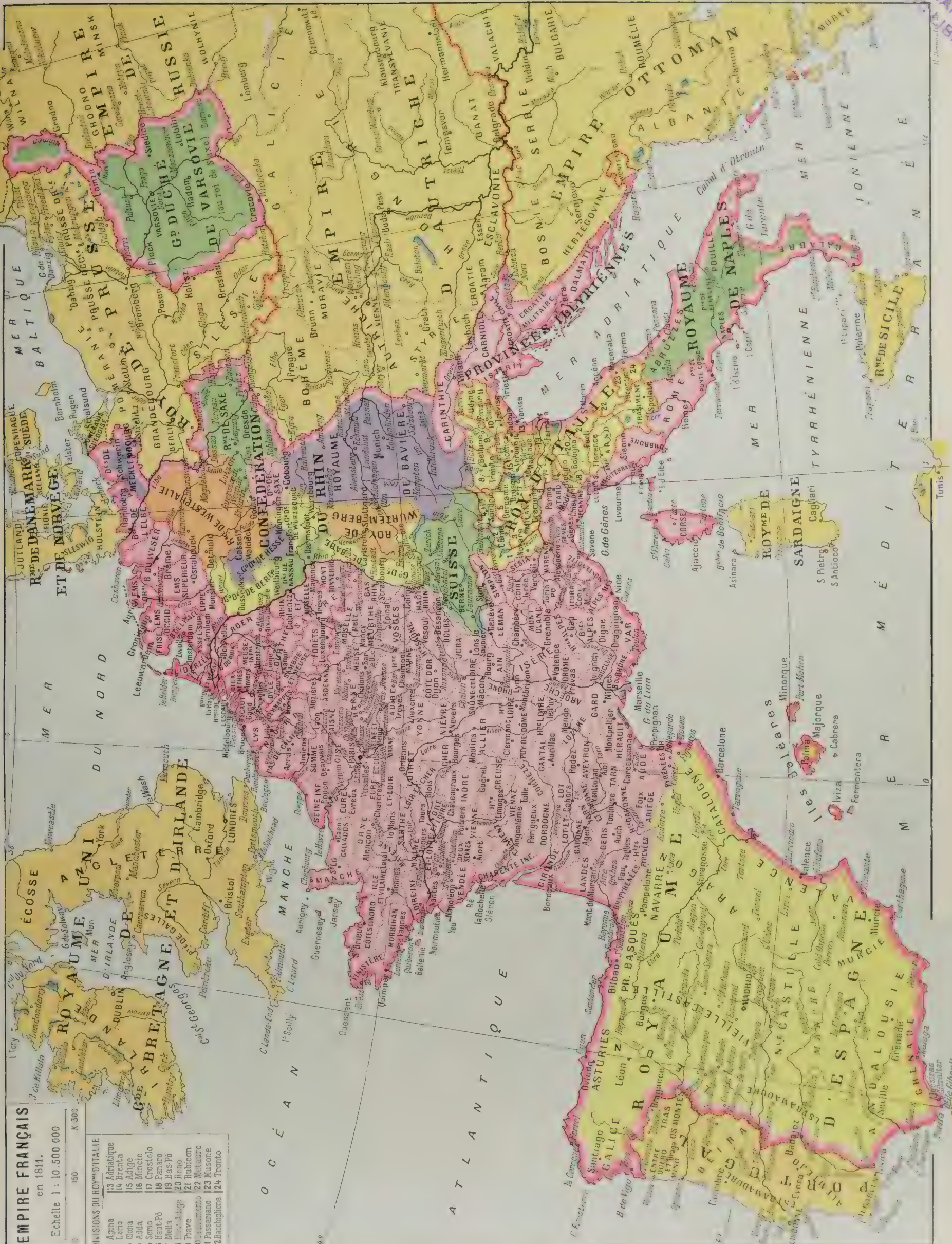
**LA NAISSANCE DU ROI DE ROME.** — Le 20 mars 1811 naquit l'héritier du formidable Empire, celui que l'empereur avait nommé le roi de Rome avant même d'avoir épousé Marie-Louise. L'événement souleva un véritable enthousiasme, notamment à Paris, où les acclamations sont rares, « sauf pour les actrices », note spirituellement Flore de Wrbna ; chez les vassaux, l'événement fit l'effet d'un « décret de la Providence » ; même en Espagne, on compta des ralliements. Joseph, désigné comme parrain du



EMPIRE FRANÇAIS  
en 1811.

Echelle 1 : 10 500 000

DIVISIONS DU ROYAUME D'ITALIE	
1	Agria
2	Lario
3	Como
4	Adige
5	Mincio
6	Crosto
7	Panaro
8	Bas Po
9	Adige
10	Adige
11	Adige
12	Adige
13	Adige
14	Adige
15	Adige
16	Adige
17	Adige
18	Adige
19	Adige
20	Adige
21	Adige
22	Adige
23	Adige
24	Adige



L'EMPIRE FRANÇAIS A SON APOGÉE (1811)







nouveau-né, vint à Paris apporter ses félicitations, mais aussi ses doléances ; il ne parut aux cérémonies que comme prince français, comme grand Electeur de l'Empire. Napoléon montrait ainsi que les rois faits de sa main n'étaient que ses lieutenants. Murat, prétendant être son maître à Naples et faire naturaliser Napolitains ses fonctionnaires d'origine française, s'attira cette réponse : « Tous les citoyens français sont citoyens du royaume des Deux-Siciles ; le roi règne à Naples, mais l'Empereur est l'empereur de Naples ; il en est le suzerain comme il l'est du royaume d'Italie. »

**LES PRELIMINAIRES DE LA RUPTURE GÉNÉRALE.** — Ainsi Napoléon ne compte plus en Europe, après l'écrasement de la Prusse et de l'Autriche, que des vassaux ou des alliés. Songe-t-il, comme on l'a dit, à réaliser l'unité politique du continent, à constituer un vaste État à la romaine où, sous son égide, se formeront les nationalités modernes dans une paix disciplinée ? Au nouvel Empire d'Occident, le titre seul manque. Peut-être l'eut-il pris, s'il n'eût épousé la fille des Habsbourg ; peut-être l'Autriche, à cheval sur l'Orient et l'Occident, aurait-elle passé au rang des États feudataires, ou serait-elle devenue le pivot de l'Empire d'Orient au cas où la Russie, définitivement brouillée avec la France, aurait été rejetée aux limites de l'Asie. Mais, même en ce cas, Napoléon eût-il consenti à la création d'un Empire indépendant de son autorité ? On a peine à le croire.

Depuis la campagne d'Égypte, la question d'Orient le préoccupe autant que l'allemande ou l'italienne ; en 1811, encore, Andrea de Nerciat est envoyé dans le Levant pour étudier les possibilités d'une action politique et militaire. Alexandre qui, après Tilsit, a rêvé de cet empire d'Orient, a vite compris que jamais Napoléon ne lui en laisserait prendre la clef, à savoir : Constantinople. Il s'est contenté des provinces danubiennes, puis il s'est retourné vers la Pologne ; là encore, il s'est heurté à la volonté napoléonienne : il n'a pu obtenir l'assurance que l'État polonais ne serait pas reconstitué et, dès lors, il a marché résolument à la guerre. Napoléon, s'il n'a pas voulu ce conflit, en a certainement senti le danger : trois fois Alexandre l'a averti qu'il lui faudrait aller chercher la paix au Kamtchatka, au détroit de Behring, et Caulaincourt l'a mis en garde contre le péril d'une expédition sans fin.

De Berlin, Saint-Marsan et Édouard Lefebvre ; de Vienne, Otto, ont prévenu que les deux cours allemandes ne font que des promesses fragiles. Elles signent, parce qu'elles ne peuvent faire autrement, l'une le 24 février, l'autre le 14 mars 1812, les traités d'alliance militaire qu'on leur impose : mais Hardenberg à Berlin, Metternich à Vienne affirment au tsar que ces conventions sont comme inexistantes. Ni en Autriche, ni en Prusse, ni dans aucune chaumière allemande, on ne souhaite le succès de Napoléon. S'il a promis des agrandissements à l'Autriche, celle-ci est payée pour savoir comment il tient sa promesse, et la cour de rois qui l'environne à Dresde, du 16 au 28 mai 1812, ne fait que des gestes protocolaires ; elle a la rage au cœur.

Napoléon ne se laisse pas prendre aux flatteries de ses hôtes : « Ils me croient donc bien bête, » dit-il. De fait, il a, le 17 avril, tenté une dernière négociation de paix avec l'Angleterre, abandonné ses projets d'annexion de la rive gauche de l'Èbre, d'absorption du Portugal. Il consent à laisser Marie-Caroline et son royal époux en Sicile ; il déclare même la dynastie espagnole complètement indépendante, concessions qui font une brèche au système du grand Empire. Mais quand Castlereagh, le 23 avril, réclame la retraite de Joseph et le rétablissement de Ferdinand VII, l'empereur refuse de poursuivre la discussion : il ne veut pas la guerre, soit, mais il veut le triomphe d'une politique impériale, à la romaine, qui rend la guerre fatale.

**LA SIXIÈME COALITION (1812). — BERNADOTTE PRINCE ROYAL DE SUÈDE. — RÉSURRECTION DE LA POLOGNE.** — Alexandre a resserré les liens qui l'unissent à l'Angleterre ; il a mis quelque coquetterie à attendre l'invasion de ses États pour signer avec le gouvernement britannique, le 18 juillet, un

traité de paix et d'alliance. Mais trois mois plus tôt, le 5 avril, il avait signé avec la Suède une autre convention, plus singulière, quoique prévue par Napoléon.

Le 17 septembre 1809, Alexandre, par la paix de Frederiksham, a annexé la Finlande, cédée par la Suède. Le roi de ce pays, Gustave IV, qui a toujours nourri des sentiments hostiles à la France et à la Révolution, a abdiqué. Son oncle Charles XIII a fait sa paix avec Napoléon (janvier 1810) et recouvré la Poméranie ; il s'est laissé persuader qu'en choisissant pour héritier un des lieutenants de l'empereur, il sera agréable au maître de l'Europe, et la Diète suédoise, habilement travaillée, a désigné Bernadotte. Or, depuis 1798, le général béarnais est jaloux du général corse. Un instant, ministre du Directoire, il a médité le coup d'État qui a réussi en Brumaire ; à la veille de Marengo, il a espéré recueillir la succession du Premier Consul. La principauté de Ponte-Corvo lui est une compensation insuffisante ; c'est déjà en ennemi de l'empereur qu'il gagne Stockholm. Il demande la Norvège à Napoléon, qui la lui refuse ; Alexandre la lui promet. Il retarde d'ailleurs son intervention jusqu'à l'automne. Mais quand Moscou marque le terme de la victoire napoléonienne, quand, après le formidable raz de marée, le flux s'arrête, Bernadotte, prince français, est le premier à paraître à côté du tsar Alexandre. Dès ce moment, il envisage la revanche et escompte la succession.

Voyant qu'Alexandre reculait comme il l'avait dit, Napoléon avait fait, de Vilna, une dernière tentative. Quinze jours durant, il attendit une réponse à ses protestations de paix ; elle ne vint pas.

À Varsovie, la Diète, encouragée, avait proclamé la résurrection de la Pologne ; le vieux prince Czartoryski avait rappelé son fils de l'armée russe, proclamant que sa patrie rompait tout lien avec son ennemi séculaire. Le rêve du prince Adam et du tsar qui était, au dire de Bignon, « le plus du goût des grandes familles dans le duché comme en Lithuanie », paraissait à jamais irréalisable.

Une nouvelle démarche, en vue de la paix, au lendemain de la bataille de la Moskova (7 septembre 1812), n'avait pas eu plus de succès que la précédente, et pourtant, à Saint-Pétersbourg, la cour n'avait pas vu sans inquiétude l'invasion atteindre la vieille capitale des tsars. Alexandre avait tenu bon, encouragé par sa sœur, la grande-duchesse Catherine d'Oldenbourg. Le 19 octobre, Moscou était libéré et, deux mois plus tard, ainsi qu'il l'avait prédit, la Russie était « le tombeau de la grande armée ».

**LA DÉFECTION DE LA PRUSSE.** — Dès lors l'initiative passe des mains de Napoléon aux mains d'Alexandre, en attendant que celui-ci ait à la partager avec Metternich. Le 30 décembre, le général prussien York, depuis longtemps en relations amicales avec les troupes qu'il était censé combattre, capitule entre leurs mains à Tauroggen. Le 28 février 1813, à Kalish, est signé le traité par lequel Frédéric-Guillaume, jetant le masque, passe du camp français dans le camp russe.

Napoléon a depuis longtemps prévu la volte-face. Il n'a jamais dominé l'Europe que par la force, et la force lui échappe. La Prusse, la première, s'évade du joug ; les autres puissances suivront tôt ou tard, à moins que la victoire ne revienne à la France. Napoléon l'espère contre toute espérance. Depuis le 18 décembre, où il est revenu à Paris sans être attendu, il a fait des efforts infinis pour remettre en marche la machine faussée. Il s'est ému surtout de la conspiration du général Malet, qui a pu si facilement paralyser toute l'administration et la police elle-même.

**LE CONCORDAT DE FONTAINEBLEAU.** — Sans doute l'Empire paraissait encore solide et la confiance demeurait grande dans le peuple ; mais dans les salons, comme dans les bivouacs pendant la retraite de Russie, on critiquait la politique impériale, et un peu partout on réclamait la paix. Napoléon, après avoir trouvé, grâce au Concordat, un appui précieux dans le clergé, se l'était partiellement aliéné en prétendant le dominer et en partant en guerre



BERNADOTTE (1764-1844), régent de Suède de 1810 à 1818, puis roi de ce pays, sous le nom de Charles XIV, de 1818 à sa mort. — Peinture de Kerson. — Musée de Versailles. CL. NEURDEIN.





METTERNICH (1773-1859). — Estampe de la Bibliothèque Nationale.

contre le Saint-Siège. Il avait cependant arraché au Concile national convoqué à Paris, le 16 juin 1811, une importante concession au sujet de l'institution canonique des évêques et le pape s'était résigné à la sanctionner. Après la conspiration de Malet, il fit un dernier effort pour obtenir de Pie VII une réconciliation, au moins apparente. Il l'avait fait venir de force à Fontainebleau, où il le traitait en souverain, mais en souverain prisonnier : il négocia personnellement avec lui un accord direct. Le Concordat du 25 janvier 1813 fut hâtivement rédigé, en termes si vagues que chacun pouvait prétendre qu'il était resté sur ses positions. Pie VII se rétracta peu après l'avoir signé et déclara que sa bonne foi avait été surprise.

#### L'INTERVENTION DE L'AUTRICHE. — L'ARMISTICE DE PLESWITZ. — CONGRÈS DE PRAGUE.

— En même temps qu'il ordonnait des levées supplémentaires, l'empereur, sur le conseil de son entourage, notamment de Cambacérès, de Murat, de Champagny, de Caulaincourt, de Talleyrand, demandait l'intervention de son beau-père, l'empereur François. Grave démarche, car c'était remplir le vœu de l'Autriche et lui donner la position de médiatrice, alors que Napoléon entendait seulement prier François II d'être son intermédiaire auprès d'Alexandre. Metternich, l'habile et patient ministre autrichien, qui, depuis quatre ans, attendait son heure, n'était pas homme à la laisser passer sans agir.

Napoléon a quitté Paris le 15 avril 1813, après avoir institué la régence en faveur de Marie-Louise; c'est une nouvelle concession qu'il semble faire à l'Autriche, puisque la Constitution réserve la régence au premier prince du sang. Il a chargé Narbonne de le représenter à Vienne, de surveiller les armements autrichiens, d'amener Metternich à une étroite coopération. Dès l'abord, l'ambassadeur se rend compte de la vanité de ce dessein. Metternich est décidé à profiter des circonstances pour déchirer tous les traités qui lui ont été imposés depuis quinze ans. Les victoires de Lutzen et de Bautzen (mai 1813) ne sont pas assez décisives pour inquiéter Vienne, et Napoléon, en consentant, le 4 juin, l'armistice de Pleswitz, laisse à la coalition le temps de se renforcer, à l'Autriche le loisir d'armer, de passer, lentement, comme elle le désire, de la médiation à l'hostilité. Il sait, en effet, que Russes, Prussiens, Anglais, ont placé leur confiance en Metternich. Le 30 mai, Caulaincourt a insisté auprès de Schouvalov pour obtenir du tsar une paix séparée : l'ancien allié de Tilsit l'a renvoyé aux propositions autrichiennes; le 26 juin, Metternich vient à Dresde les développer, dans une entrevue devenue célèbre, sous la forme d'un ultimatum.

Napoléon aborde l'entretien avec brutalité, il s'échauffe, se fâche; son interlocuteur ne perd pas un instant son sang-froid. Est-il déjà décidé à la rupture et ne discute-t-il que pour la forme? Est-il disposé à la paix dont il a dicté les conditions? On ne sait. La cession des provinces illyriennes serait certainement insuffisante : Metternich veut la libération de l'Allemagne et de l'Italie, l'indépendance de l'Espagne et de la Hollande; Caulaincourt dit et répète qu'une pareille paix laisserait intacts l'honneur et l'indépendance de la France, mais qu'elle atteindrait profondément la puissance de l'empereur dont les armées tiennent encore la ligne de la Sprée et qui trône au cœur de la Saxe. Napoléon ne se rend pas compte qu'un cercle s'est formé tout autour de lui : une victoire militaire ne rétablirait qu'un moment son prestige; l'Angleterre, qu'il n'a pu vaincre en dix ans, tient tous les dés du jeu.

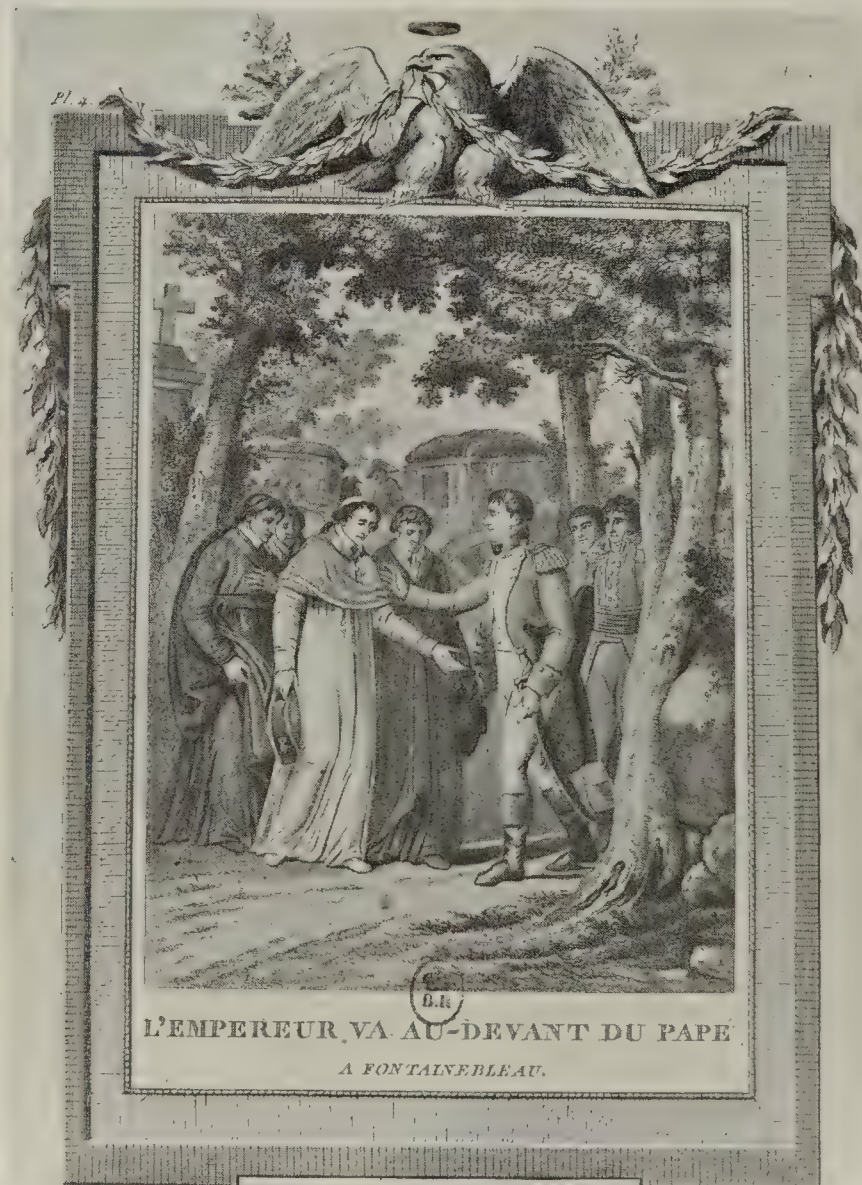
Le 27 juin, à Reichenbach, les alliés précisent leurs exigences,

l'Autriche fait cause commune avec eux. Un mois se passe, pendant lequel on poursuit les négociations avec un égal désir de les faire traîner en longueur; car, à l'arrière, chacun continue d'armer. A Trachenberg, le 2 juillet, Bernadotte, prince royal de Suède, discute avec les Prussiens et les Russes le plan des opérations; la coopération autrichienne y est considérée comme certaine. Le congrès projeté s'ouvre à Prague le 12 juillet; au dire de Nesselrode, il n'en fut pas de plus « dérisoire ». Le fossé se creuse de plus en plus profond entre l'empereur et les alliés : Metternich avait obtenu de ceux-ci la prolongation de l'armistice jusqu'au 10 août. Au soir de ce jour, n'ayant pas reçu d'adhésion formelle aux conditions qu'il avait posées, le ministre de l'empereur François déclara que l'Autriche faisait cause commune avec la coalition.

Dès lors, les événements se précipitent. La campagne d'automne a pour prélude la bataille de Dresde (27 août), mais bientôt les lieutenants de l'empereur, tour à tour battus, l'obligent à reculer. Il lutte pied à pied, concentre son armée. Les 16-18 octobre, à Leipzig, la « bataille des nations » consacre la victoire des coalisés, qui se multiplient : Bavares, Wurtembergeois, Saxons désertent la cause napoléonienne; seul, le roi de Saxe est resté fidèle, et peu s'en faudra que sa fidélité ne lui coûte son royaume.

#### LES ALLIÉS SUR LE RHIN. — NAPOLEON A PARIS.

— Le 2 novembre, la grande armée étant ramenée sur le Rhin, les chefs de la coalition firent halte à Francfort, tandis que Napoléon rentrait précipitamment à Paris. Tout en s'efforçant de ranimer les courages et la confiance (les fonds publics, montés à 86 au lendemain de Tilsit, étaient retombés à 58), il fit voter des levées extraordinaires et la perception de centimes additionnels à titre de contribution de guerre; il ordonna en même temps la convocation du Corps législatif. Cette Assemblée, véritable cour d'enregistrement, avait depuis dix ans voté en silence les lois qu'on lui présentait, sans jamais être appelée à dire son mot sur la politique générale de l'Empire. L'approche de l'ennemi, comme aussi le revirement rapide et profond de l'opinion, enhardit les plus audacieux de ses membres.



LA RENCONTRE DU PAPE ET DE L'EMPEREUR à la Croix de Saint-Hérem, en forêt de Fontainebleau, le 25 novembre 1812. — Gravure de David, d'après le dessin de Monnet. — Bibl. Nat.



En réponse à un discours du trône, d'une arrogance au moins inopportune, dans lequel l'empereur osait demander aux Français d'être dignes d'eux et « de lui », l'Assemblée exprima le désir d'être mise au courant des négociations. Une commission de cinq membres obtint communication de quelques pièces et, dans un rapport rédigé par Lainé, demanda le maintien des lois et l'intégrité du territoire. Napoléon empêcha l'impression du rapport et prononça la dissolution du Corps législatif.

**LA LIBERATION DE FERDINAND VII ET DE PIE VII.** — L'empereur sentait pourtant la nécessité de faire des concessions et notamment de se débarrasser des affaires d'Espagne en se réconciliant avec Ferdinand VII. Dès le mois d'octobre, ses armées avaient été refoulées en deçà des Pyrénées et ses troupes d'Allemagne repassaient le Rhin en aussi grande confusion. Le 11 décembre, à Valençay, La Forest signait, au nom de l'empereur, avec le duc de San Carlos, un traité par lequel Napoléon reconnaissait Ferdinand VII comme roi d'Espagne, tandis que celui-ci s'engageait à faire évacuer son royaume par les troupes britanniques. Napoléon prétendit exiger la ratification de l'accord par les Cortès avant de rendre la liberté à son prisonnier ; il ne l'obtint pas et Ferdinand VII, quand il put enfin regagner son royaume, s'empessa de déchirer le traité.

Quelques semaines après, l'avant-veille du jour où il repartait pour l'armée, le 21 janvier 1814, Napoléon rendait sans conditions la liberté à un autre de ses prisonniers, Pie VII, qui lentement s'achemina de Fontainebleau à Rome, où il devait arriver alors que déjà s'était écroulé le Grand Empire. De lui-même, un an trop tard, l'empereur tentait ainsi de réparer deux des plus lourdes fautes qu'il eut commises. Sa conception gigantesque lui paraissait enfin irréalisable ; il ne pouvait en même temps être empereur au Capitole et à l'Escurial ; la question se posait même pour lui de savoir s'il continuerait d'être empereur à Paris.

**LES PROPOSITIONS DE FRANCFORT.** — Le 9 novembre, Metternich avait remis au baron de Saint-Aignan, beau-frère de Caulaincourt, une note officieuse contenant des propositions de paix émanant de l'Autriche, mais approuvées par la Russie, la Prusse et l'ambassadeur d'Angleterre. Ces propositions, dites « bases de Francfort », dont certains historiens ont nié l'importance, garantissaient à la France ses limites naturelles.

Quelques vagues qu'elles fussent, Caulaincourt, Talleyrand, Mollien, Savary lui-même insistèrent pour qu'on mît les alliés « au pied du mur ». Napoléon refusa de donner un acquiescement immédiat ; il chargea Caulaincourt de négocier, lui donna même le portefeuille des Affaires étrangères, mais il attendit un mois avant de donner son acceptation formelle aux conditions de Metternich. Quand il le fit, il n'était plus temps. Les alliés, dans l'intervalle, avaient rallié à leur cause la Hollande, où un mouvement en faveur du prince d'Orange avait eu vite raison du gouvernement institué par l'empereur ; les Rhénans s'agitaient, travaillés par les émissaires allemands ; en France même, le bruit des propositions alliées, habilement répandu, avait produit un mouvement d'opinion qui se traduisit par la demande d'explications qu'avait timidement exprimée le Corps législatif.

**LE CONGRÈS DE CHÂTILLON.** — Le 4 décembre, Metternich, au nom de la coalition, lança une proclamation où, pour détacher la France de son chef, il affirmait que les alliés ne faisaient la guerre qu'à Napoléon, lequel avait trop longtemps exercé hors de son Empire une autorité prépondérante. « Les souverains désirent que la France soit grande, forte et heureuse... Les puissances confirment à l'Empire français une étendue de territoire que n'a jamais connue la France sous ses rois... » La formule était vague ; il n'était plus question des limites naturelles, et pourtant les Français pouvaient encore s'imaginer que la coalition ne voulait pas les leur disputer.

Tandis que les combats de Saint-Dizier et de Brienne marquaient, à la fin de janvier 1814, la reprise des opérations militaires au cœur de la France envahie, Metternich, malgré l'avis contraire de l'empereur Alexandre, fixait au 4 février, à Châtillon, l'ouverture du Congrès demandé par Caulaincourt depuis deux mois.

Le représentant de l'empereur se persuadait encore en s'y rendant qu'il pouvait obtenir la conservation des frontières naturelles. Or, Castlereagh, ministre des Affaires étrangères du Royaume-Uni, venait de faire admettre à ses alliés le principe « des limites de 1792 » comme base de la paix. Le fossé entre les deux propositions était infranchissable pour Napoléon plus que pour tout autre ; lui-même l'avait reconnu avant de quitter Paris. « Ni l'Empire, ni la République, si des bouleversements la faisaient renaître, ne souscriraient jamais à une telle condition... Le système de ramener la France à ses anciennes limites est inséparable du rétablissement des Bourbons, parce qu'eux seuls pourraient offrir une garantie du maintien de ce système. »

**LA FIN DE L'EMPIRE. — LA PREMIÈRE ABDICATION. — LE RETOUR DES BOURBONS.** — Les Bourbons, auxquels, suivant le mot de Chateaubriand, on ne pensait pas plus en 1813 qu'« aux enfants de l'empereur de Chine », reparaissent donc au premier plan dès le début de 1814. La coalition refusait de les soutenir officiellement ; seuls, les Anglais leur étaient favorables, le tsar Alexandre persistant à préférer un homme nouveau comme Bernadotte, qui pouvait passer pour un continuateur de la Révolution.

Metternich entrevoyait la possibilité d'une régence de Marie-Louise. Mais les royalistes intriguaient partout ; l'un d'eux, Vitrolles, était reçu au camp des alliés et présentait l'opinion parisienne comme ralliée à une restauration. Or, le 12 mars, le lendemain du jour où Wellington avait occupé Bordeaux, le duc d'Angoulême y était acclamé et y proclamait Louis XVIII. Quand la nouvelle en parvint à Châtillon, elle produisit une impression décisive. Le Congrès, plusieurs fois suspendu, avait été repris ; Caulaincourt s'était efforcé de fléchir les alliés. Le 7 février, il pensait devoir accepter, au nom de son maître, les frontières de 1792 ; mais, au 18 mars, Napoléon croyait pouvoir prendre l'ennemi à revers par une marche rapide sur Saint-Dizier et refusait ces conditions ; le 19, le Congrès fut définitivement clos.

Le 29, les deux souverains de Russie et de Prusse arrivaient avec l'armée de Schwarzenberg devant Paris, qui capitula et où ils firent, le 31, une entrée triomphale.

La bourgeoisie et le faubourg Saint-Germain se persuadaient qu'ils faisaient la guerre à Napoléon seul, que la France conservait sa gloire intacte. Les Bourbons, dont la Restauration fut aussitôt décidée dans l'hôtel de Talleyrand, rue Saint-Florentin, remontaient sur le



CAULAINCOURT (1772-1827). — Gravure de Fassaert. — Bibl. Nat.



NAPOLÉON A FONTAINEBLEAU, le 31 mars 1814. — Peinture de Delaroche. — Musée de Leipzig.



trône, sans avoir à consentir aucune cession de territoire, dans une France ramenée aux limites de l'ancien royaume. Peut-être même espéraient-ils obtenir des compensations aux acquisitions faites pendant vingt-cinq ans par les autres puissances.

Le Sénat, dûment chapitré par Talleyrand, prononça la déchéance de l'empereur (2 avril). Le 6, Napoléon, pressé par ses maréchaux, abdiqua en réservant les droits de son fils; le 9, le Sénat obtenait du Corps législatif le vote de la motion par laquelle « le peuple français appelait librement au trône Louis-Stanislas-Xavier, frère du dernier roi ». Le 11, les alliés signaient avec Napoléon le traité de Fontainebleau, qui réservait à l'empereur la souveraineté de l'île d'Elbe, à Marie-Louise et à son fils les duchés de Parme et de Plaisance.

Ainsi se terminait, par la défaite la plus profonde qu'elle eût jamais subie, l'épopée la plus glorieuse que la France eût jamais vécue. Pour la première fois depuis le <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, l'ennemi souillait Paris de sa présence et l'Europe coalisée renversait un gouvernement national.

Épuisée par dix ans de guerres consécutives, ayant mesuré la vanité de la gloire militaire, la France n'eut aucune de ces réactions patriotiques que la coalition redoutait, qu'espérait Napoléon; en l'asservissant, il avait brisé l'esprit de résistance.

Durant les premières années du Consulat, il a, dans une France désorganisée, opéré le plus extraordinaire redressement; il a mis au point toutes les idées que la Révolution a fait naître, écarté les sophismes, organisé sur des principes nouveaux un système de gouvernement fait à sa mesure. Il veut respecter le principe de l'égalité civile qui lui semble à la base des revendications de 1789; mais il écarte, comme une fausse idole, cette liberté au nom de qui tant de crimes ont été commis.

Cependant, sans frein ni contrôle, fort de la confiance qu'un triple plébiscite lui a témoignée, il ramène tout à lui et, peu à peu, grisé par le succès, il se perd dans l'outrance.

Un siècle après sa mort, sous le Dôme des Invalides, après avoir glorifié le plus grand capitaine des temps modernes, un maréchal de France<sup>1</sup> prononçait un jugement qui, émanant d'une telle bouche, apparaît comme décisif :

« Napoléon monte l'art de la guerre au-dessus des hauteurs connues, mais cet art va l'emporter lui-même aux régions du vertige. Identifiant la grandeur du pays avec la sienne propre, c'est par les armes qu'il voudra régler le sort des nations, comme si on pouvait faire sortir le bonheur de son peuple d'une suite désormais nécessaire de victoires, aux sacrifices douloureux quand même. Comme si ce peuple pouvait vivre de gloire et non de travail! Comme si les nations battues, atteintes dans leur indépendance, ne devaient pas se lever un jour pour la reconquérir, mettre un terme au régime en vigueur et présenter des armées bientôt fortes par le nombre et invincibles par l'ardeur que leur donne le droit outragé; comme si, dans un monde civilisé, la morale ne devait pas avoir raison d'une puissance faite uniquement de la force, si géniale soit-elle! Dans cette tentative, Napoléon lui-même sombre, non pour avoir manqué de génie, mais pour avoir tenté l'impossible, pour avoir entrepris, avec une France épuisée de toutes façons, de plier à ses lois une Europe déjà instruite par ses malheurs, entièrement en armes bientôt.

« Décidément le devoir reste commun à tous : au-dessus des armées à commander victorieusement, c'est le pays à servir pour son bonheur tel qu'il l'entend ! c'est la justice à respecter partout ; au-dessus de la guerre, il y a la paix.

« Décidément l'homme, même le plus doué, s'égare, qui, dans les règlements de compte de l'humanité, se fie à ses vues propres et à ses seules lumières et s'écarte de la loi morale des sociétés, faite du respect de l'individu, de ces principes de liberté, d'égalité et de fraternité, bases de notre civilisation telle que l'a faite le christianisme. »

## BIBLIOGRAPHIE

SOURCES. — DAVOIS, *Bibliographie napoléonienne française* (1909-1912, 3 fasc.). — KIRCHEISEN (Fr.), *Bibliographie napoléonienne* (2<sup>e</sup> éd., t. I-II, 1908-1912).

AULARD (F.-A.), *Registre des délibérations du Consulat provisoire* (1894); — *Paris sous le Consulat* (1903-1909, 3 vol.); — *Paris sous le premier Empire*, t. I-III (1912-1923); — *L'État de la France en l'an VIII et l'an IX* (1908). — BAILLEN (Paul), *Preussen und Frankreich 1795-1807, diplomatische Correspondenz* (Leipzig, 1881-1887, 2 vol.). — BOULAY DE LA MEURTHE (comte), *Documents sur la négociation du Concordat* (1891-1905, 6 vol.); — *Correspondance du duc d'Enghien (1801-1804) et documents sur son enlèvement et sa mort* (1904-1910, 3 vol.). — BROWNING (Oscar), *England and Napoleon in 1803, being the despatches of Lord Whitworth* (Londres, 1887). — MASSON (Fréd.) et BIAGI (G.), *Napoléon inconnu, manuscrits inédits* (1895, 2 vol.). — MAVIDAL et LAURENT, *Archives parlementaires*, 2<sup>e</sup> série, t. I-XII (1862-1868). — MURAT, *Lettres et documents*, publiés par le prince Murat et P. Le Brethon, t. I-VII (1908-1914). —

NAPOLEON I<sup>er</sup>, *Correspondance* (suivie de ses *Œuvres à Sainte-Hélène*) [1857-1870, 32 vol.]; — *Lettres inédites*, publ. par L. Lecestre (1897, 2 vol.); — *Lettres inédites et Nouvelles lettres inédites*, publ. par de Brotonne (1898-1903, 2 vol.); — *Ordres et apostilles, 1799-1815*, publ. par A. Chuquet (1911-1912, 4 vol.); — *Correspondance inédite*, publ. par Picard et Tuetey (1912-1913, 4 vol.); — *Inédits napoléoniens*, publ. par A. Chuquet (1913-1920, 2 vol.). — REMACLE (comte), *Bonaparte et les Bourbons, relations inédites des agents de Louis XVIII* (1899). — TRATSCHEVSKI, *Documents diplomatiques concernant les relations de la France et de la Russie à l'époque de Napoléon I<sup>er</sup>, 1800-1804* (Saint-Petersbourg, 1890-1891, 2 vol.).

Pour les mémoires, souvenirs, etc., relatifs à cette période, se reporter, comme pour la précédente, à l'*Histoire de France* publiée dans la même collection.

OUVRAGES À CONSULTER : BARNI (Jules), *Napoléon I<sup>er</sup> et son historien*, M. Thiers (1865). — BONAPARTE (prince Jérôme), *Napoléon et ses détracteurs* (1887). — BROTONNE (Léonce de), *Les Bonaparte et leurs alliances* (2<sup>e</sup> éd., 1901). — CHUQUET (Arthur), *La Jeunesse de Napoléon* (1897-1899, 3 vol.); — *Le Départ de l'île d'Elbe* (1921). — FISHER (H.-A.-C.), *Napoléon* (Londres, 1924). — FOURNIER (August), *Napoléon I<sup>er</sup>* (Vienne, 1886-1889, 3 vol., trad. partielle par Jaeglé, 1891-1892, 2 vol.). — GACHOT (Édouard), *Marie-Louise intime* (s. d.). — GEOFFROY DE GRANDMAISON (A.-C.), *Napoléon et ses récents historiens* (1896). — GUILLOIS (Ant.), *Napoléon, l'Homme, le Politique* (1889, 2 vol.). — JAURÈS (J.), *Histoire socialiste*, t. VI : *Le Consulat et l'Empire*, par Brousse et Turot (1905). — JUNG (Th.), *Bonaparte et son temps* (1881, 3 vol.). — KIRCHEISEN (Friedrich), *Napoleon der I.*, t. I-V (Munich, 1911-1925); — *Napoleon und die Seinen* (Munich, 1922, 2 vol.). — LACOUR-GAYET (G.), *Napoléon, sa vie, son œuvre, son temps* (1921). — LANFREY (Pierre), *Histoire de Napoléon I<sup>er</sup>* (jusqu'en 1810) [1867-1875, 5 vol., 2<sup>e</sup> éd., 1886]. — LÉVY (Arthur), *Napoléon et la paix* (1921); — *Napoléon intime* (1893). — LUDWIG (Emil), *Napoleon* (Berlin, 1925). — MASSON (Frédéric), *Le Sacre et le couronnement* (1908); — *Napoléon et sa famille* (1897-1913, 13 vol.); — *Joséphine de Beauharnais* (1899); — *Madame Bonaparte* (1919); — *Joséphine impératrice et reine* (1899); — *Joséphine répudiée* (1924); — *Marie-Louise* (1902). — NORVINS (Th. de), *Histoire de Napoléon* (1827-1828, 4 vol., souvent réimprimé). — PEYRE (Roger), *Napoléon I<sup>er</sup> et son temps* (1888). — RICHARDSON (Hubert N.-B.), *A Dictionary of Napoleon and his times* (Londres, 1920). — ROCQUAIN (Félix), *Napoléon I<sup>er</sup> et le roi Louis* (1875). — ROSE (John Holland), *The Life of Napoleon I* (Londres, 1902, 2 vol.). — SEELEY (F.-R.), *Courte histoire de Napoléon* (Londres, 1886; trad. franç., 1887). — SEPET (Marius), *Napoléon, son caractère, son génie* (1894). — STENDHAL (Henry Beyle), *Vie de Napoléon* (1876). — TAINE (H.), *Les Origines de la France contemporaine* (Le régime moderne), 3 vol. (1894). — THIBAudeau (A.-C.), *Le Consulat et l'Empire* (1834-1835, 10 vol.). — THIERS (Adolphe), *Histoire du Consulat et de l'Empire* (1845-1862, 20 vol.). — VANDAL (Albert), *L'Avènement de Bonaparte* (1902-1905, 2 vol.). — WOLSELEY (Garnet J.-W., viscount), *Decline and fall of Napoleon* (Londres, 1895; trad. franç., 1895).

ALCAIS (Albert), *Napoléon et la Religion* (Rome, 1923). — AULARD (F.-A.), *Napoléon I<sup>er</sup> et le monopole universitaire* (1911). — BERTIN (E.), *La Société du Consulat et de l'Empire* (1889). — BLENNERHASSET (Lady), *Madame de Staël et son temps* (1890, 3 vol.). — BONDOIS (Paul), *Napoléon et la société de son temps* (1895). — BOULAY DE LA MEURTHE (comte), *Histoire de la négociation du Concordat de 1801* (Tours, 1920). — CHAUVIGNY (R. de), *Les Luttes religieuses en France au XIX<sup>e</sup> siècle; — La Résistance au Concordat de 1801* (1920). — DAUDET (Ernest), *La Police et les chouans sous le Consulat et l'Empire* (1895). — DONTENVILLE, *Le Général Moreau* (1899). — EDMOND-BLANC (Amédée), *Napoléon I<sup>er</sup>, ses institutions civiles et administratives* (1880). — FERET (abbé P.), *Le Premier Empire et le Saint-Siège* (1911, 2 vol.). — GAUDIN (M.-M.-C., duc de Gaète), *Notice historique sur les finances de la France* (1818). — GAUTIER (P.), *Madame de Staël et Napoléon* (1902). — GIGON, *Le Général Malet* (1913). — GROUCHY (vicomte de), *La Presse sous le premier Empire* (1896). — GUILLON (Édouard), *Les Complots militaires sous le Consulat et l'Empire* (1894). — HAUSSONVILLE (comte Oth. d'), *L'Eglise romaine et le premier Empire (1800-1814)* [1868-1869, 5 vol.]. — JAC, *Bonaparte et le Code civil* (1898). — LANZAC DE LABORIE (L. de), *Paris sous Napoléon*, t. I-VII (1905-1911). — LATREILLE (C.), *L'Opposition religieuse au Concordat* (1910, 2 vol.). — LEROY (M.), *L'Esprit de la législation napoléonienne* (Nancy, 1898). — LORET DE SÉRIGNAN, *Le Général Malet* (1925). — PICAVET (François), *Les Idéologues* (1891). — REGNIER (Jacques), *Les Préfets du Consulat et de l'Empire* (1907). — RINIERI (le P. Ilario), *La Diplomazia pontificia nel sec. XIX, I. Il Concordato tra Pio VII et il primo Console* (Rome, 1902); — *Napoleone e Pio VII (1804-1813)* [1906]. — ROCQUAIN (Félix), *L'État de la France au 18 Brumaire* (1874). — SAGERET (Émile), *Le Morbihan et la chouannerie morbihannaise sous le Consulat* (1916-1918, 3 vol.). — SCHMIDT (Charles), *La Réforme de l'Université impériale en 1811* (1905). — STENGER (Gilbert), *La Société française pendant le Consulat* (1903-1908, 6 vol.). — STOURM (René), *Les Finances du Consulat* (1902). — STROH, *Das Verhältnis zwischen Frankreich und England (1801-1803)* [Berlin, 1914]. — TATISCHEFF, *Alexandre I<sup>er</sup> et Napoléon* (1891). — WEIL (M.), *Le Prince Eugène et Murat* (1902, 2 vol.). — WELSCHINGER (Henri), *Le Duc d'Enghien* (2<sup>e</sup> éd., 1913); — *Le Pape et l'empereur* (1905); — *Le Divorce de Napoléon* (1894).

BARTON (D. Pl.), *Bernadotte and Napoleon* (Londres, 1921). — BOURGEOIS (Émile), *Manuel historique de politique étrangère*, t. II. *Les Révolutions, 1789-1830* (1898). — BRANDT (O.), *England und die napoleonische Weltpolitik, 1800-1803* (Heidelberg, 1913). — COQUELLE (Paul), *Napoléon et l'Angleterre, 1803-1813* (1904). — DRIAULT (Édouard), *Napoléon et l'Europe* (1910-1924, 4 vol.); — *La Politique orientale de Napoléon* (1904); — *Napoléon et l'Italie, 1800-1812* (1906). — DU CASSE (Albert), *Histoire des négociations diplomatiques relatives aux traités de Mortfontaine, de Lunéville et d'Amiens* (1855, 3 vol.); — *Les Rois, frères de Napoléon* (1883). — FOURNIER (August), *Der Kongress von Chatillon* (1900). — GEOFFROY DE GRANDMAISON (A.-C.), *L'Espagne et Napoléon* (1908-1925, 2 vol.). — GUILLON (Édouard), *Napoléon et la Suisse* (1910). — HANDELSMAN (M.), *Napoléon et la Pologne* (1909). — HEYMANN (O.), *Napoleon und die grossen Mächte* (Berlin, 1920). — LEFEBVRE (Armand), *Histoire des cabinets de l'Europe pendant le Consulat et l'Empire*; nouv. éd. par Lefebvre de Behaine (1866-1869, 5 vol.). — LESAGE (Charles), *Napoléon I<sup>er</sup> créancier de la Prusse (1807-1814)* [1924]. — LUMBROSO (Alberto), *Napoleone e l'Inghilterra, saggio sulle origini del blocco continentale* (Rome, 1897). — MADELIN (L.), *La Rome de Napoléon* (1906). — MARMOTTAN (Paul), *Bonaparte et la république de Lucques* (1896). — MOWAT (R. B.), *The Diplomacy of Napoleon* (1924). — PHILIPPSON (Martin), *Die äussere Politik Napoleons I. Der Friede von Amiens* (Leipzig, 1913). — PINGAUD (Albert), *La Domination française en Italie, Bonaparte président de la République italienne* (1914, 2 vol.); — *Rocke, Die Kontinentalsperre* (Naumburg, 1894). — SERVIÈRES, *L'Allemagne française sous Napoléon I<sup>er</sup>* (1904). — SOREL (Albert), *L'Europe et la Révolution française* (t. V à VIII, 1900-1904).

1. Le maréchal Foch, 5 mai 1921.



STROH, *Das Verhältniss zwischen Frankreich und England, 1801-1803* (Berlin, 1914). — TATISCHEFF, *Alexandre I<sup>er</sup> et Napoléon* (1895). — VANDAL (Albert), *Napoléon et Alexandre I<sup>er</sup>* (1891-1896, 3 vol.; 2<sup>e</sup> éd., 1892-1903). — WALISZEWSKI (K.), *Le Règne d'Alexandre I<sup>er</sup>* (t. I-II, 1923-1924, 2 vol.). — WEIL (M.), *Le Prince Eugène et Murat* (1902, 2 vol.).

## L'ÉVOLUTION INTÉRIEURE DES PRINCIPAUX ÉTATS DE 1789 A 1814

La Révolution française a eu des répercussions sur toute l'Europe. Elles ont été exposées au point de vue international; il reste à considérer isolément, quelque liée qu'elle soit à la politique générale, l'évolution intérieure des principaux États.

### Angleterre.

En 1789, l'Angleterre, dont les lois électorales datent du XIV<sup>e</sup> siècle, dont les députés sont, pour la plupart, élus par les bourgs dans des proportions qui n'ont aucun rapport avec leur population, semble à la veille d'une transformation économique, politique, sociale. La réforme parlementaire a été ajournée en 1785, pour peu de temps semble-t-il. Les nouvelles venues de France ont pour premier résultat d'écarter ces projets de réforme. Si, dans les milieux populaires, l'œuvre des révolutionnaires français soulève quelque admiration, la bourgeoisie et le commerce dont la puissance est en voie de développement redoutent les conséquences qu'elle pourrait avoir en Angleterre.

Dans les premières années, les « Sociétés », secrètes ou non, composées de réformateurs bourgeois ou nobles, ont acclamé, il est vrai, un mouvement qu'elles espéraient voir s'étendre en Angleterre; Makintosh, Thomas Payne, Fox, Sheridan, ainsi que le gros du parti whig, défendent la cause démocratique française; mais Burke, quoique whig et ami de Fox, lance contre elle l'anathème et se rapproche de Pitt.

Celui-ci, tout entier à la tâche qu'il a assumée dès son arrivée au pouvoir, c'est-à-dire l'assainissement des finances et la liquidation des dépenses de la guerre d'Amérique, demeure, nous l'avons vu, pacifiste jusqu'aux derniers jours de 1792. La stagnation puis la baisse des affaires qu'entraîne en France la Révolution déterminent en Angleterre un accroissement de prospérité.

L'agitation irlandaise se trouve même, un moment, endormie par les nouvelles du continent. Les catholiques, qui s'appuient volontiers sur la France, se rapprochent du gouvernement de Londres, qui obtient du roi quelques concessions opportunes; l'accès des carrières judiciaires et administratives leur est ouvert, en principe et, en 1793, un bill leur accorde le droit de vote.

Toutefois, ce rapprochement ne fut pas de longue durée et les concessions faites aux Irlandais les encouragèrent à en demander de nouvelles. La guerre avec la France, déclarée au lendemain de l'exécution de Louis XVI, bouleversa d'ailleurs la politique de William Pitt. La question financière redevint angoissante, le cabinet anglais se faisant, comme dans les précédentes coalitions contre la France, le banquier de ses alliés. Des billets furent émis, dont le cours forcé fut décrété par la suite: on établit des impôts sur le thé, sur d'autres denrées d'un usage courant; en 1798, on institua l'*income tax*, l'impôt sur le revenu. Les emprunts n'en furent pas moins nombreux; on a calculé que, en neuf ans, sous le gouvernement de Pitt, la dette publique s'était élevée à 336 millions de livres et que le service de la dette absorbait, en 1800, 10 pour 100 des ressources de l'État. Après la rupture de la paix d'Amiens, l'effort financier, dans les onze années qui suivirent, fut plus considérable que durant les neuf ans de la première guerre; il provoqua une crise économique et sociale dont la gravité apparut surtout après 1815. Le budget anglais, durant tout le cours de la lutte, fut deux fois plus considérable que le budget français: en 1811, les dépenses atteignaient, en France, 1 049 000 000 de francs, et en Angleterre 2 035 216 775 francs.

L'état de guerre, puis, à partir de 1806, la lutte économique, particulièrement violente, née des « ordres en conseil » et du



UN CAFÉ POLITIQUE EN ANGLETERRE : on y discute les nouvelles de la guerre.  
— Gravure de Fertier. — Bibl. Nat. CL. BULLOZ.

blocus continental, eurent ce double résultat de développer les industries et d'en tarir les débouchés. Les industries cotonnière et minière bénéficièrent, notamment, d'améliorations dans le régime de l'exploitation et aussi des premières applications de la vapeur; mais des stocks de marchandises encombrèrent les ports et les ouvriers furent congédiés faute de travail. Le chômage s'étendit et fut peu diminué par les enrôlements militaires, car la Grande-Bretagne n'eut pas d'armée nationale avant celle que Wellesley, devenu lord Wellington, mit sur pied en Portugal, et grâce à laquelle il put disputer victorieusement la péninsule Ibérique à Napoléon. L'application de la loi des pauvres (*poor law*), allouant des secours aux chômeurs, coûta des sommes énormes au budget, durant les dernières années de la guerre.

Malgré les progrès réalisés dans la culture du blé, le développement de l'industrie, drainant les populations des campagnes vers les villes, diminua bientôt le rendement de la production agricole et amena un renchérissement du coût de la vie, concomitant, comme toujours, à l'augmentation des impôts; le « quarter » de blé valait 43 shillings en 1792; il en coûtait 75 en 1795, 120 en 1801.

Devant la grandeur de la tâche, William Pitt, dès 1794, avait renforcé son ministère tory d'éléments whigs, inaugurant ainsi ce qu'on a appelé de nos jours la « coalition »; lord Portland, lord Spencer, Windham se séparèrent de Fox pour soutenir la guerre nationale, d'accord avec les conservateurs, leurs rivaux; pour faire face aux difficultés de la crise économique et financière, ils ne craignirent pas de prendre des mesures peu conformes aux principes de liberté individuelle chers au peuple britannique; l'« habeas corpus » fut

suspendu en 1794; l'« Aliens act » plaça les étrangers sous un régime de police sévère; la liberté de la presse, la liberté de réunion furent restreintes, et des sociétés politiques dissoutes; les pacifistes furent poursuivis pour complot contre la sûreté de l'État. On n'en assista pas moins en 1797 à une révolte de la flotte; elle ne fut pas étrangère à la résolution du gouvernement d'entamer avec le Directoire des négociations qui échouèrent par la faute des deux parties. L'Amirauté dut, à la suite du mouvement quasi révolutionnaire de Portsmouth, adoucir les règlements disciplinaires, supprimer en particulier les punitions corporelles.

Autrement graves furent les événements d'Irlande. Le bill de 1793, accordant le droit de vote aux catholiques, semblait devoir satisfaire en partie les Irlandais. Le gouvernement de Pitt, de Portland, de Fitzwilliam leur était partiellement favorable; par contre, le roi refusait d'envisager la moindre amélioration du sort de l'Irlande. Aussi la société des « Irlandais réunis », dirigée par O'Connor, Fitz Gerald, Wolf-Tone, ne vit-elle d'issue que dans le séparatisme. Elle conspira avec la Révolution française par l'intermédiaire de Clarke et favorisa l'expédition de Hoche. L'île devint une



Il est bien tems Mons Pitt de pleurer quand Fox rit!  
Lorsque les Français de toi seront en face,  
Bon Dieu! quelle grimace  
Feras-tu donc alors? Quel sera ton dépit!  
Trompé dans ton attente,  
Pour ton pays qu'en résultera-t-il?  
Une descente.  
Ainsi soit-il.

Gravure satirique d'Adam, dessinée à Londres. —  
Bibl. Nat. CL. LEMARI.



Vendée plus active, plus unie, plus difficile à vaincre. Lord Castlereagh, qui fit ses débuts politiques en qualité de secrétaire d'État pour l'Irlande, noya la révolte dans le sang.

Alors, avec les membres du Parlement de Dublin, en partie sous la dépendance du gouvernement de Londres, celui-ci négocia la suppression de l'autonomie, offrant en compensation une union douanière avantageuse aux commerçants et aux agriculteurs. A Londres même, la négociation n'alla pas sans difficultés, les députés craignant l'influence qu'allaient pouvoir exercer au Parlement les représentants de l'Irlande. Le bill fut pourtant voté, tant à Dublin qu'à Westminster, et sanctionné le 1<sup>er</sup> avril 1800 ; mais, devant le refus formel de George III, Pitt dut renoncer à proposer l'émancipation des catholiques, qu'il avait, en compensation, promise à l'Irlande.

Cette renonciation, comme aussi la signature de la paix de Lunéville, décidèrent Pitt à la retraite (1801). Addington, qu'il indiqua pour son successeur — et qui poursuivra longtemps sa carrière politique sous le nom de lord Sidmouth —, devint, par la force des circonstances, le chef du ministère de la paix ; il n'était rien moins que francophile, mais, homme de la Cité, il tenait comme tel au traité de commerce qui pouvait rendre la paix profitable. Bonaparte refusant de la négocier, Addington prépara la rupture avec plus de joie qu'il n'avait négocié la paix.

Mais, sitôt la guerre déclarée, il lui fallut céder la première place à Pitt. Celui-ci eut voulu étendre la « coalition » jusqu'à Fox, tant il sentait la difficulté de la nouvelle lutte qu'il entreprenait. L'antipathie irréductible du roi pour le chef des whigs l'en empêcha ; il fallut Austerlitz, il fallut la mort de Pitt, dans les premiers jours de 1806, pour faire tomber l'opposition du souverain.

Fox sut grouper autour de lui « tous les talents » ; il était réservé à ce pacifiste d'intensifier la guerre économique en promulguant les « ordres en conseil », qui décrétèrent le blocus de toutes les côtes de France et amenèrent Napoléon au système de blocus continental. Cependant, la négociation de l'été de 1806, contemporaine du traité signé par d'Oubril, n'aurait peut-être pas échoué, si, dès le mois de septembre, Fox n'était mort prématurément. Alors les gouvernements tories se succédèrent, de plus en plus énergiques dans la lutte, dirigés tour à tour par Portland, Perceval, Liverpool. Jusqu'au jour où un duel les sépara, Canning aux Affaires étrangères, Castlereagh à la Guerre, collaborèrent intimement. La retraite de Canning devait être de longue durée, et Castlereagh prit bientôt la direction de la diplomatie ; il débarqua sur le continent à la fin de 1813, afin de pousser les alliés au renversement de Napoléon, but suprême de la politique anglaise. L'intervention militaire aux Pays-Bas, dans l'île de Walcheren, en 1809, avait été malheureuse ; l'intervention en Espagne produisit au contraire les plus grands résultats.

Quant à la marine, continuellement développée, elle connut sous Nelson ses plus belles heures de gloire. Le succès de Trafalgar, quoique payé par la mort du grand chef, compensa pour l'orgueil national toutes les victoires napoléoniennes. Maîtresse de la mer, l'Angleterre s'empara de toutes les colonies françaises, espagnoles, hollandaises, et elle n'eut, au jour de la paix, qu'à se faire confirmer ce qu'elle avait déjà pris.

En 1811, le roi ayant été atteint d'une nouvelle crise de folie, son fils avait été nommé régent ; mais, le futur George IV, contre l'attente générale, s'était réconcilié avec les ministres tories et il avait poursuivi ou laissé poursuivre la même politique que son père.

### Allemagne.

De toutes les nations européennes, l'Allemagne fut, après la France, celle que la Révolution française transforma le plus profondément, celle dont l'histoire fut tout particulièrement liée à celle de la France. Si son territoire se retrouva, en 1814, tel qu'il

était en 1789, exception faite des conquêtes opérées sur la Pologne, sa structure interne fut complètement modifiée. De dix-huit cents et plus, le nombre des États tomba brusquement à trente-neuf, et si le groupement de la confédération du Rhin disparut avant la chute de son créateur, les conséquences de Rastadt et du recès de 1803 demeurèrent : les multiples petites principautés ecclésiastiques englobées dans les royaumes d'origine napoléonienne ou dans les anciens grands États ne recouvrèrent pas leur indépendance, pas même celles qui avaient fait partie de la France républicaine ou impériale.

En dehors des gouvernements, mais sous la poussée des événements, la mentalité germanique s'accuse plus nettement à Berlin, à Dresde, à Leipzig qu'à Vienne, l'Autriche perdant peu à peu la direction des mouvements. Les Fichte, les Herder, les Stein, les Gentz, les Arndt, contribuent à créer un esprit allemand qui s'affirme sous la domination étrangère. Les princes ne se soucient pas d'apporter des

modifications aux anciennes habitudes de gouvernement ; au reste, leurs peuples ne les demandent pas : le mouvement libéral, conséquence de l'occupation française, ne se fera jour que lorsque l'Allemagne aura recouvré son indépendance. Le plus réformateur d'entre les princes allemands fut peut-être Louis de Hesse-Darmstadt, qui modifia peu à peu l'ancien régime féodal et émancipa ses sujets de la domination directe du propriétaire terrien.

De même l'électeur bavarois Maximilien, devenu roi grâce à Napoléon, laissa son ministre Mongelas poursuivre l'œuvre d'émancipation commencée en Autriche par Joseph II ; il proclama l'abolition du servage, libéra le gouvernement de la domination du clergé, édicta même une Constitution, qu'il négligea d'ailleurs d'appliquer. En Saxe, Frédéric-Auguste gouverna sans soulever les protestations de ses sujets, mais sans gagner leur amour ; par contre Frédéric de Wurtemberg, avec brutalité, assura son autorité sur la noblesse immédiate et n'accorda à son peuple qu'une liberté toute théorique.

**PRUSSE.** — En Prusse, Frédéric-Guillaume II ne put longtemps maintenir l'ordre qui, sous Frédéric II, avait fait la force du royaume. Beaucoup plus occupé de ses amours que d'administration, il pilla les réserves amassées par son père et n'eut d'autre mérite, aux yeux de ses sujets, que de parfaire le démembrement de la Pologne et de doubler l'étendue du territoire prussien.

Mort prématurément en 1797, il eut comme successeur son fils, Frédéric-Guillaume III, qui, quatre ans plus tôt, avait épousé Louise de Mecklembourg-Strelitz. L'avènement du jeune couple fut salué avec joie ; de fait si, sous ce long règne, la Prusse tomba au plus bas et faillit un instant disparaître, à partir de 1814 sa destinée devait s'élargir et sa prééminence en Allemagne s'affirmer. Le roi s'essaya à réorganiser les finances, mais se refusa à exécuter aucune réforme sociale. Celles qu'obtint Stein étaient de pure forme et ne furent pas appliquées. Frédéric-Guillaume s'inclina devant la force, non sans ruser avec elle ; de 1807 à 1812, conseillé tour à tour par Haugwitz, puis par Hardenberg, il s'abaissa devant le vainqueur, mais s'ingénia à tourner le traité que lui avait imposé Napoléon. Il fit instruire en cachette toute la jeune génération au maniement des armes, de façon que l'armée ne dépassât pas l'effectif de 42000 hommes fixé par l'empereur ; mais ces hommes ne restaient au camp qu'un temps fort court ; ils se remplaçaient sans cesse : Scharnhorst inaugurerait le système de la nation armée.

A Königsberg, puis à Memel, où il s'était retiré, Frédéric-Guillaume parut résigné. La reine Louise, qui l'avait soutenu dans l'adversité, mourut en 1810, au moment où Hardenberg, appelé au pouvoir, réorganisait l'État, non sans prendre modèle sur l'administration napoléonienne. Cette fois, le roi laissa faire ; les impôts modifiés rendirent davantage, bien que la noblesse, en principe assujettie, y échappât partiellement. En 1812, les Juifs furent émancipés. Humboldt travailla en même temps à créer un esprit national, en l'insuf-



LE MONUMENT DE NELSON, élevé à Saint Paul's Cathedral, à Londres, rappelle les principaux titres du célèbre marin : le bombardement de Copenhague, la bataille du Nil (Aboukir) et la bataille de Trafalgar. — Œuvre de Flaxman.



flant à l'élite dans l'Université de Berlin, constituée en 1810. « L'État, écrivait-il, doit suppléer par les forces intellectuelles aux forces matérielles qu'il a perdues ». Haute maxime qui soutient les vaincus.

### Autriche.

A la mort de Joseph II, la monarchie des Habsbourg conservait encore, tant en Europe qu'en Allemagne même, une des premières places, la première depuis que la Révolution avait, pour un instant, privé la France d'une partie de ses moyens de gouvernement.

Léopold II, en tant que duc de Toscane, venait de poursuivre une politique « josphiste », c'est-à-dire laïcisatrice. Il changea radicalement de programme de gouvernement, sinon de convictions, en montant sur le trône de son frère et de sa mère Marie-Thérèse (février 1790). Il sentit que les réformes improvisées du règne précédent avaient bouleversé son Empire, et tout particulièrement ses États héréditaires, si imprégnés d'idées religieuses et de catholicisme formaliste. Il revint donc à la politique traditionaliste, tant en Hongrie que dans l'archiduché d'Autriche et dans le royaume de saint Étienne. Il résista de son mieux aux prières des émigrés, ne se souciant pas d'entreprendre une guerre coûteuse pour rendre à Louis XVI, son beau-frère, une autorité que ce dernier pourrait exercer à son détriment; il préféra surveiller Catherine II et Frédéric-Guillaume, dont le ministre Hertzberg avait formé contre lui le plan d'une dangereuse coalition. En négociant le traité de Reichenbach (juillet 1790), Léopold restaura son autorité dans les Pays-Bas révoltés et sur l'Allemagne travaillée par la Prusse; mais il abandonna la politique orientale de son prédécesseur et se contenta de signer, à Sistova, une paix blanche avec les Turcs (4 août 1791).

François II, inopinément appelé au trône impérial en 1792, à vingt-quatre ans, n'avait ni l'intelligence, ni l'autorité de son père, ni même sa prudence; car il offrait tout de suite au gouvernement girondin de Louis XVI le prétexte d'une guerre dont, vingt-trois ans durant, la maison d'Autriche allait sentir tout le poids.

Thugut qui, avec Cobenzl, avait poussé son maître à la rupture, n'avait cependant pas l'autorité nécessaire à un chef de coalition. On le vit bien, dès le début des hostilités, quand, après Valmy, Prussiens et Autrichiens, se querellant sur les causes de la défaite, abandonnèrent le terrain qu'ils avaient si facilement conquis; on le vit mieux encore trois ans plus tard, quand Frédéric-Guillaume, craignant qu'on procédât sans lui au troisième partage de la Pologne, signa seul la paix de Bâle; il séparait ses intérêts de ceux de l'Empire et donnait l'exemple de la défection aux États secondaires, qui en profitèrent.

En vain, l'empereur protesta-t-il contre cette rupture de l'unité, qui avait eu déjà tant de précédents dans l'histoire. Les forces françaises se dirigèrent vers ses États héréditaires; elles l'accablèrent deux ans plus tard à la paix et aux premiers renoncements: François II abandonna les Pays-Bas, ainsi que les territoires italiens.

Les premières défaites entraînèrent la chute de Thugut; Cobenzl, de 1801 à 1805, continua sa politique, entraînant encore une fois l'empereur dans la lutte. Presbourg aggrava Lunéville; le démembrement continua. Cobenzl fut sacrifié; Stadion, qui lui succéda, s'efforça de réparer les fautes commises et réorganisa une administration désuète. En même temps, l'archiduc Charles essayait de nationaliser l'armée, non sans rencontrer, notamment en Hongrie, de grosses difficultés: les diètes, jalouses de leurs prérogatives, protestaient contre les impôts croissants et refusaient le vote de la levée annuelle. Il fallut le danger de 1809 pour les rallier au drapeau des Habsbourg.

François II avait, entre temps, remplacé Stadion, qu'il n'aimait pas, par un ministre de son choix, Clément de Metternich, dont la souplesse, la distinction, le calme



FRÉDÉRIC-GUILLAUME III (1797-1840). — D'après Gérard. — Bibl. Nat.



LOUISE DE PRUSSE (1776-1810). — Peinture de Gosse. — Musée de Versailles. Cl. Bulloz.

parfait, la froide résolution devaient, à travers mille obstacles, lui assurer une vie ministérielle de près de quarante ans.

Adversaire de Napoléon, il l'était tout autant de la Prusse, de la Russie, de tous les ennemis de l'Empire. Il entendait rendre à la monarchie des Habsbourg son ancienne prééminence; en conseillant le mariage de l'archiduchesse Marie-Louise avec Napoléon, il prenait une assurance contre la prolongation de la domination napoléonienne; plus tard, au congrès de Vienne, il se retourne vers ses alliés de la veille pour les contenir.

A l'intérieur, il gouverna avec assez d'habileté pour prévenir les revendications, tout en s'abstenant d'aucune réforme; les améliorations apportées à l'agriculture et à la condition des paysans étaient surtout apparentes et laissaient les ruraux à la merci des gros propriétaires. En 1815, les États autrichiens, pourtant sillonnés depuis vingt ans par tant d'armées, conservaient leur structure d'ancien régime; les idées nouvelles n'avaient que très faiblement impressionné les sujets de l'empereur François. La victoire rendit aux Habsbourg leur prestige d'antan, mais le réveil intellectuel de l'Allemagne du Nord allait bientôt lui permettre de supplanter la vieille Autriche.

### Pays-Bas.

La Hollande fut un des pays qui ressentit le plus vivement les effets de la Révolution française: renversement d'antiques institutions, lutte entre unitaires et fédéralistes, intervention de la France au détriment des uns et des autres, mais finalement rétablissement de l'ordre.

Le 1<sup>er</sup> février 1793, la République française avait déclaré la guerre à la République des Provinces-Unies en même temps qu'à l'Angleterre, son alliée: les Pays-Bas, aussitôt envahis, avaient subi une domination assez lourde, puis recouvré leur liberté. Les Français étaient revenus de rechef; certains Hollandais, hostiles à l'ancien régime, les avaient acclamés, proclamant la République batave, et le stathouder, Guillaume V, s'était embarqué pour l'Angleterre (janvier 1795).

La nouvelle République signa sa paix avec la France à Bâle, décréta la mise en vigueur des institutions révolutionnaires; mais le peuple refusa de ratifier la Constitution élaborée par une Convention réunie au printemps de 1796. Il s'ensuivit une période anarchique, une série de coups d'État imités du Directoire français. Le Directoire batave eut, de plus, à lutter en 1799 contre l'invasion anglo-russe, qui contribua à ruiner le pays. L'avènement de Bonaparte en France amena, un an plus tard, la constitution en Hollande d'une Régence d'État, qui, surtout par suite des



FRANÇOIS II (1792-1835). — Gravure de Stieler, d'après Winterhalter. — Bibl. Nat. Cl. LEMARE.



difficultés extérieures et de la crise financière qui en étaient la conséquence, devint rapidement impopulaire. Napoléon aida à son renversement pour pousser à la première place, sous le nom de grand pensionnaire, un homme de valeur, Schimmelpenninck (22 mars 1805). Celui-ci, en bon Hollandais, voulut, tout en faisant cause commune avec la France contre l'Angleterre, au détriment de la fortune matérielle de son pays, en maintenir l'indépendance. Au bout d'un an, Napoléon l'écarta et imposa au gouvernement hollandais une nouvelle transformation constitutionnelle pour pouvoir faire de son frère Louis un roi de Hollande (5 juin 1806).

Sans doute, l'indépendance du royaume était garantie; mais le roi Louis ne tarda pas à se rendre compte que son frère s'en souciait fort peu. Il s'employa cependant à gouverner dans l'intérêt de ses nouveaux sujets, d'éviter les conséquences ruineuses du blocus continental, tout en paraissant l'exécuter. Comme Joseph à Naples, il gagna vite une certaine popularité par sa bonté; mais Napoléon lui déclara durement : « Dire d'un roi, c'est un bon homme, c'est un règne manqué. » Las de la lutte, Louis abdiqua le 1<sup>er</sup> juillet 1810 : la Hollande, aussitôt réunie à l'Empire, fut divisée en départements, représentée à Paris par six sénateurs, vingt-cinq députés, six conseillers d'État et gouvernée par Lebrun. Si habile que Lebrun fût dans l'accomplissement de sa tâche, la continuation de la guerre n'en toucha pas moins, et mortellement, le commerce néerlandais. D'autre part, la conscription, inconnue jusqu'alors, entraîna sur tous les champs de bataille de Russie ou d'Espagne des hommes fort peu belliqueux de nature. Aussi la chute de l'Empire fut-elle saluée comme une délivrance. Mais la Hollande, qui, à Bâle, à Amiens, avait dû abandonner une belle partie de son domaine colonial, en réclama vainement à l'Europe la restitution.

### Suisse.

Dès le début de la Révolution, la Suisse fut un champ clos où s'entre-choquèrent les idées, où se réunirent les émigrés, où les partis nationaux entrèrent en lutte, à Berne et dans les cantons, par suite des interventions française et étrangère. L'évêque de Bâle, dont une partie des États dépendait de l'ancienne Confédération des treize cantons, demandait son appui au gouvernement helvétique, contre le pays de Porrentruy, qui lui échappait; mais il demandait également l'aide autrichienne. La Suisse ne bougea pas et fit bien; Porrentruy, d'abord érigée en république de Rauracie, fut, au bout de quelques semaines, annexée à la France sur la demande de ses habitants. Genève fut, dans le même temps, fort menacée; une convention signée à Carouge par le général Montesquiou lui garantit son indépendance (22 octobre 1792); mais, cinq ans plus tard, l'agitation s'étant développée dans les cantons où les influences démocratiques, aristocratiques, catholiques et réformées se heurtaient avec une violence croissante, le Directoire français, sur l'instigation de Pierre Ochs et de Frédéric César de Laharpe, décida d'aider les démocrates à renverser la domination aristocratique des Bernois. Le 5 mars 1778, la ville de Berne était prise et le gouvernement renversé. La Suisse n'eut pas à se réjouir de cette intervention de l'étranger dans ses disputes intérieures; elle dut abandonner le Valais, d'abord érigé en République indépendante, annexé ultérieurement par Bonaparte, et la Valteline, détachée des Grisons pour être rattachée à la République cisalpine. Les Républiques alliées de Neuchâtel, de Mulhouse, de Genève furent, la première déclarée indépendante avant d'échoir à Berthier; les deux autres, réunies à la France.

La nouvelle Constitution qui créait une République helvétique unitaire et démocratique ne restaura pas l'ordre dans le pays. Laharpe, après avoir, en Russie, prêché la liberté à son élève Alexandre, se révélait dictateur autoritaire; mais les fils de Guillaume Tell étaient habitués à d'autres mœurs; ils protestaient contre le gouvernement nouveau et contre le contrôle français du sinistre Rapinat. Lorsque les armées de Masséna, au lendemain de la bataille de Zurich, eurent évacué le territoire helvétique, le gouvernement d'Ochs et de Laharpe s'effondra; le calme se rétablit peu à peu, le nouveau gouver-



LOUIS-BONAPARTE, roi de Hollande (1806-1810), et son fils Louis-Napoléon. — Musée de Versailles. CL. NEURDEIN.

nement prépara une Constitution plus appropriée que celle de 1798 aux mœurs du pays. Bonaparte, voulant s'en attribuer le mérite, appela les députés suisses à La Malmaison, et là fut promulguée la nouvelle union des dix-sept cantons, dirigée par une Diète, par un Sénat, émanation de la précédente; par un landammam, chef du pouvoir exécutif (29 mai 1801).

Cependant, militaires et fédéralistes continuèrent à se quereller, tant et si bien que Bonaparte fut amené à une seconde intervention, plus décisive que la première. L'acte de médiation du 19 février 1803, en rattachant fermement la République suisse au système français, la divisait en dix-neuf cantons, distinguant sagement entre les cantons-campagne, auxquels une Constitution démocratique était octroyée, et les cantons-ville, qui recouvraient leurs anciennes institutions aristocratiques. Chacun des six plus forts cantons prendrait à tour de rôle, annuellement, le gouvernement de la Confédération, et, au chef-lieu, se réunirait, au mois d'août, la Diète fédérale. Il en fut ainsi jusqu'à la chute de l'Empire français. Pendant onze années, la Suisse, tenue à l'écart des opérations militaires, fournit cependant à Napoléon quelques contingents de réelle valeur. Une convention de 1803 avait stipulé que la France lèverait et entretiendrait un corps de

16 000 Suisses, ce qui n'empêcha pas d'autres gouvernements, et notamment le gouvernement de Madrid, de lever également plusieurs régiments sur le territoire helvétique.

### Italie.

L'Italie n'avait rien à perdre, mais tout à gagner à une transformation; morcelée, soumise en partie au joug étranger, elle naquit à l'indépendance sous le souffle français. Contre le danger que présentait à ses yeux la Révolution, Victor-Amédée III avait tenté de constituer une ligue italienne : aucun des petits États n'avait voulu le suivre, mais il n'en subit pas moins l'impulsion autrichienne, alors que les diplomates de la Législative lui proposaient la Lombardie, en retour de son alliance. Le résultat de cette erreur fut fatal au Piémont, qui perdit la Savoie et Nice en attendant que, son roi étant rejeté en Sardaigne par Bonaparte, il fût privé de son indépendance.

L'Autriche et les princes attachés à sa fortune, ceux de Toscane, de Modène, de Naples, émus de sentir leurs sujets favorables aux idées révolutionnaires, inaugurèrent une politique de violente réaction qui ne fit qu'aigrir les esprits. En 1796, les Français apparurent comme des libérateurs; mais ils vécurent non sans exactions aux dépens des pays occupés; le mécontentement couva sous l'enthousiasme. Cependant toutes les petites dominations s'effondraient dans l'Italie du Nord pour faire place à la République cisalpine. Le pape lui-même perdit ses légations de Bologne, de Ravenne, de Ferrare; Naples fut étroitement surveillée, en attendant d'être occupée, comme le fut Rome en 1798, et républicanisée; quant à Venise, qui avait maladroitement refusé l'alliance du vainqueur, elle paya son entêtement de la perte de son indépendance et la Sérénissime République, démembrée, fut constamment l'enjeu de la victoire.

Peu à peu, pourtant, le sentiment national italien se développa. La République italienne de 1800, qu'administra Melzi sous la présidence de Bonaparte, puis le royaume que gouverna Eugène de Beauharnais avec habileté furent le pôle d'attraction de toute la Péninsule. Le beau-fils de l'empereur avait su s'entourer de patriotes et entreprendre des travaux publics importants en Lombardie. Mais l'augmentation des impôts et, plus encore, l'incorporation d'une jeunesse plus diletante que guerrière, provoquèrent parfois des plaintes timides. Le corps législatif, convoqué en juillet 1805, se permit de faire quelques réserves au sujet d'un projet financier soumis à ses délibérations : il ne fut plus réuni. Eugène, fidèle lieutenant du maître, gouverna en monarque absolu; les lois civiles et religieuses françaises furent mises en vigueur, non sans rencontrer d'opposition.

A Rome, l'arrestation du pape fut le point de départ d'une transformation politique et sociale dont les conséquences survécurent aux événements de 1815. Lorsque le comte de Tournon, préfet de la seconde ville de l'Empire, reçut l'ordre de préparer le Quirinal pour y



recevoir l'empereur, les Romains l'attendirent avec plus de curiosité que de sympathie : car, sans parler des levées de recrues, la fermeture de nombreux couvents et la « guerre des prêtres » entretenaient dans l'ancien territoire pontifical une agitation morale qui persista jusqu'au jour où prit fin l'administration napoléonienne.

Avec méthode, le général Miollis et les fonctionnaires français simplifièrent les anciens rouages administratifs, tandis que Tournon éventrait le sol de la vieille cité et mettait à jour le Forum, la Voie sacrée, les ruines des temples : cette œuvre de résurrection fut celle dont les Romains furent le plus fiers ; les papes la considérèrent avec indulgence et la poursuivirent.

« En moins de vingt ans, a dit l'historien italien G. Ferrero, la domination française accomplit en Italie une révolution sans précédents. Presque tous les États de l'ancien régime disparurent pour faire place à des créations nouvelles. Toute la vieille organisation aristocratique de la Péninsule fut détruite en quelques années ; la puissance de l'Église reçut un coup mortel ; le pouvoir et la culture passèrent à des classes nouvelles. » De cette transformation, l'Italie ne sut malheureusement aucun gré à la France : « la gallophobie n'y existait pas avant la Révolution ; elle devint une espèce de fièvre périodique après 1813. »

### Espagne.

Tandis que, dans la Péninsule italienne, cette période de vingt-cinq années constitua comme le prélude du *risorgimento*, le bouleversement de la péninsule Ibérique fut sans lendemain.

Sans doute l'Espagne était, depuis 1788, gouvernée par un prince insignifiant et, depuis 1792, par un ministre sans vergogne ; mais la propagande révolutionnaire apporta quelques modifications aux institutions ; la domination du clergé, s'éclairant de principes libéraux, devint moins intolérante ; l'instruction se répandit un peu dans les villes, les Universités furent réorganisées, la littérature s'émancipa, les sciences progressèrent, notamment la médecine. L'armée et la marine elles-mêmes furent renforcées et, jusqu'à Trafalgar, la flotte espagnole fut pour la flotte française une alliée précieuse. Le commerce se développa pendant les courtes trêves que la rivalité franco-britannique laissa à l'Espagne, dont les finances mêmes étaient, en 1808, en voie d'amélioration.

Godoy, une première fois renversé en 1798 par les intrigues de l'ambassadeur de France, Truguet, était revenu au pouvoir dès l'avènement et avec l'appui de Bonaparte ; en retour, il engagea Charles IV à signer le traité d'Aranjuez (21 mars 1801), qui donnait la Louisiane à la France, et la Toscane, sous le nom de royaume d'Étrurie, à l'enfant de Parme, gendre du roi. Mais quand le Premier Consul voulut pousser l'Espagne à faire la guerre au Portugal, Godoy se fit nommer général en chef et s'arrangea pour ne pas combattre un peuple qu'on voulait l'obliger à traiter en ennemi. Le traité de Badajoz, signé après une campagne de quinze jours (6 juin 1801), rectifia la frontière au profit de l'Espagne ; Bonaparte, pressé par son frère Lucien, alors ambassadeur à Madrid, finit par le ratifier. Six ans plus tard, son désir d'enlever aux Anglais une base d'opérations le détermina à un démembrement que consacra le traité de Fontainebleau (11 octobre 1807). Au début de novembre, Junot envahit le territoire portugais et, le 27, le prince régent s'embarqua pour les colonies d'Amérique.

Peu après, à Bayonne, Charles IV abdiqua entre les mains de l'empereur. Joseph Bonaparte, devenu roi d'Espagne, voulut modifier, à coups de décrets, l'administration de son royaume : ses décisions ne furent qu'imparfaitement exécutées et, en 1814, Ferdinand VII les annula toutes en bloc.

### Portugal.

Lorsque, en 1791, la reine doña Maria fut atteinte de folie, son fils Jean, nommé régent, résista d'autant moins à la pression des circonstances qu'il était de nature pusillanime. Or, à Lisbonne, les forces navales britanniques étaient prépondérantes ; un traité signé en 1797 par don Antonio de Araujo et le Directoire français fut déchiré par le régent, qui dut pourtant, deux ans plus tard, accepter les conditions du

Premier Consul et payer une indemnité de guerre de 20 millions de francs, que le brillant état du port de commerce de Lisbonne permit d'acquitter sans trop de peine. Mais Napoléon exigea la rupture avec l'Angleterre : c'était pour le Portugal la ruine et l'occupation étrangère. La maison de Bragance fut déclarée déchue par Napoléon. Ne pouvant défendre le trône ni l'indépendance du royaume, devant l'invasion des armées de Junot, le régent prit, en novembre 1807, le parti de se réfugier au Brésil avec toute la famille royale.



SCEAU DE NAPOLÉON POUR L'ITALIE. — On distingue, au centre de l'écusson, la couronne de fer des rois lombards.

### États scandinaves.

SUÈDE. — Encore que, par sa situation géographique, la Suède fût à l'abri des complications que produisait la Révolution française dans l'Europe occidentale et dans l'Europe centrale, elle passa, de 1789 à 1815, par une suite de crises intérieures et extérieures qui troublèrent profondément le pays. Gustave III, qui avait cru, par le coup d'État de 1789, établir son autorité sur des bases solides, fut assassiné dès 1792 par Anckarström, au moment où il s'apprêtait à combattre la Révolution. Son fils Gustave IV, après avoir, pendant quatre ans, laissé la conduite des affaires à son oncle le duc de Sudermanie, reprit en 1796 la politique, absolutiste à l'intérieur et interventionniste au dehors, qui avait conduit son père à sa perte. Ayant accédé à la coalition, il vit la Poméranie occupée par Napoléon, puis la Finlande conquise, au lendemain de Tilsit, par Alexandre. Arrêté dans son palais, le 13 mars 1809, il put craindre le sort de Gustave III : son oncle, élu à sa place sous le nom de Charles XIII, lui sauva la vie ; la Diète le condamna à l'exil.

Mais Charles XIII, n'ayant pas d'enfants, dut adopter le prince Christian-Auguste de Danemark, qui parut promettre la cession de la Norvège. Malheureusement, le prince danois mourut un an plus tard ; entre temps, la situation internationale s'était modifiée ; Napoléon avait restitué la Poméranie par le traité de Paris (janvier 1810), mais la Russie, par la paix de Frederikshamn, avait conservé la Finlande.

La Diète d'Orebro, en élisant, le 21 août 1810, Bernadotte comme prince royal, manifestait son intention de lier son sort à celui de l'Empire français et sans doute d'obtenir la Norvège par l'entremise de Napoléon. Bernadotte, avant de quitter Paris, sonda l'empereur à ce sujet. Napoléon déclara ne pas vouloir dépouiller son fidèle allié danois ; il n'en fallut pas plus pour décider Bernadotte à trahir sa patrie d'origine et celui à qui il devait sa fortune, son bâton de maréchal, sa fructueuse principauté de Ponte-Corvo. En 1812, il signa l'alliance de la Suède avec la Russie, puis avec la Prusse, puis avec l'Angleterre, chacune de ces puissances lui garantissant l'acquisition de la Norvège. Au lendemain de Leipzig, il envahit le Holstein et il proposa au Danemark l'échange de la Poméranie suédoise contre la Norvège, qui fut consenti par le traité du 14 janvier 1814.

DANEMARK. — Par une convention subséquente avec la Prusse, le Danemark dut abandonner la Poméranie en échange du Lauenbourg. A la suite de ces mutations territoriales, le Danemark se trouvait, lors



FERDINAND VII (1807-1808, puis 1814-1833). — Peinture de Goya. — Musée du Prado, Madrid. CL. ANDERSON.



de la chute de Napoléon, singulièrement diminué. La période impériale avait d'ailleurs marqué pour le Danemark le commencement de la décadence. Bernstorff, l'excellent ministre de Frédéric VI, s'était efforcé de remettre de l'ordre dans le royaume : on lui dut la suppression de la corvée, l'abolition du servage (1804), l'ouverture d'écoles et la création d'Universités, la réorganisation des finances. Mais la guerre vint tout déranger. Le Danemark, ayant adhéré à la ligue des neutres, Copenhague fut bombardé dès 1800 par la flotte anglaise, puis de nouveau en 1807, quand le roi fut obligé, à son corps défendant, d'adhérer au blocus continental. La ruine du commerce maritime danois fut la conséquence naturelle du système napoléonien ; il fallut procéder à des émissions de papier-monnaie en quantité telle, qu'en 1814 on fut acculé à une banqueroute des neuf dixièmes et à la création de nouveaux billets, gagés sur les biens immobiliers de tout le royaume.

### Russie.

En Russie, Catherine II n'avait cessé de gouverner son Empire avec la même autorité qu'aux premiers jours, le protégeant contre les influences occidentales. Tout en flétrissant la Révolution, elle avait toujours trouvé de bons prétextes pour ne pas intervenir contre elle. Bien mieux, elle l'avait involontairement sauvée en poursuivant sa politique d'absorption de la Pologne et en retenant sur les confins orientaux les régiments prussiens et autrichiens, qui, libérés de cette surveillance, eussent peut-être triomphé des jeunes troupes françaises.

L'« amie des philosophes » reniait ceux qu'elle avait encensés ; elle pourchassait leurs œuvres et les quelques disciples qu'elles avaient pu faire dans son Empire. Mais quand les émigrés français qu'elle accueillait à sa cour la pressèrent d'intervenir dans la lutte, elle leur répondit qu'elle avait assez à faire avec les jacobins de Pologne. A sa mort, le 6/17 novembre 1796, elle laissa à son fils un Empire considérablement agrandi, fortifié, centralisé entre ses mains souveraines.

Paul I<sup>er</sup>, esprit fantasque, peu respectueux de la mémoire d'une mère qui n'avait cessé de le tenir à l'écart et avait même médité de le priver de ses droits au trône, pensa d'abord prendre le contre-pied de sa politique. Mais, s'il interrompit la guerre de Perse engagée à la légère par Catherine II, il n'alla cependant pas jusqu'à inaugurer dans son Empire une politique libérale. Il était de tempérament trop autoritaire et d'ailleurs il avait fait son dieu de Frédéric II, qu'il s'ingéniait à copier.

Bonaparte et le Directoire, en entreprenant la campagne d'Égypte, opérèrent la réconciliation inattendue de la Turquie spoliée et de son spoliateur. Paul I<sup>er</sup> fut l'âme de la deuxième coalition jusqu'au jour où, attribuant la défaite de Zurich à l'excessive prudence des armées autrichiennes, il rappela brusquement ses troupes. Alors, séduit par l'attrayante figure du Premier Consul, il se retourna contre l'Angleterre, réorganisa la Ligue des neutres qu'avait conclue sa mère, recrutant des alliés à Bonaparte, rêvant un instant d'entreprendre en sa compagnie une expédition aux Indes. Mal lui en prit : il fut assassiné dans la nuit du 23 au 24 mars 1801 et on accusa le gouvernement anglais de n'être pas étranger à ce drame.

A vrai dire, il faut chercher d'autres causes au crime dont se rendirent coupables le général Benningsen et le gouverneur de Saint-Pétersbourg, Pahlen. Paul I<sup>er</sup>, en quatre ans de règne, avait terrorisé

la Russie, non seulement le moujik, plié à la servitude, et le soldat, toujours mené durement, mais l'officier, envoyé en disgrâce pour une peccadille, et le noble, menacé de la bastonnade. Réglementant la forme des vêtements, comme la coupe des cheveux, imitateur servile des procédés militaires de Frédéric II, isolant complètement son pays, prohibant l'entrée des étrangers et la sortie de ses sujets, fermant les frontières aux journaux et aux livres, il donnait l'impression d'un déséquilibre ; sa famille même n'était pas à l'abri de

ses menaces. Son fils Alexandre accepta qu'on le contraignît à l'abdication et, forts de cette autorisation, les conspirateurs allèrent plus loin ; Alexandre ne leur pardonna jamais.

Le nouveau tsar était un tout autre homme. Élevé par sa grand-mère, Catherine, et par le Suisse Laharpe dans l'admiration de l'antiquité, imbu des doctrines philosophiques, libéral et presque républicain, Alexandre, sous le règne de son père, avait étudié et rêvé avec ses familiers : Adam Czartoryski, Novossiltsov, Stroganov, de réformer complètement les institutions de l'Empire, quand il aurait la charge de le gouverner. Devenu tsar, il continua de préparer des projets de réformes, en édicta quelques-uns, mais ne veilla jamais à leur application. Sans doute abolit-il les mesures draconiennes prises par son père et rendit-il dès 1803 un ukase sur l'émancipation des serfs ; les seigneurs tournèrent l'édit, et la condition des paysans ne fut pas sensiblement améliorée : c'est ainsi que, malgré l'interdiction de vendre séparément les serfs d'une même famille, la coutume s'en perpétua, sans que l'empereur se préoccupât de la faire disparaître.

En 1802, les collèges administratifs furent remplacés par des ministères à l'européenne, mais les chefs des administrations demeurèrent. Les amis d'Alexandre, Czartoryski, Kotchoubey, durent attendre les places qu'ils convoitaient. Se méfiant de lui-même, le tsar idéologue reculait devant les décisions importantes ; il se déclarait partisan du régime constitutionnel, organisait un Sénat, puis un conseil d'Empire, mais leur refusait toute prérogative. L'instinct autocratique l'emportait sur les rêveries libérales.

A ses premiers conseillers, plutôt adeptes des doctrines constitutionnelles anglaises, il adjoignit, en 1805, le fils d'un pope de village, Speranski, partisan d'une réforme générale sur la base du système français. L'alliance de Tilsit mit le comble à la fortune de Speranski ; il put former un conseil d'Empire, lui attribuer les prérogatives d'une Chambre législative, préparer une refonte de l'organisation financière, un nouveau Code, inspiré de la législation française. Les colères s'amassaient sur sa tête, car les privilèges de la noblesse étaient sérieusement battus en brèche ; il laissait dire, se croyant soutenu par son maître. Tout à coup, en mars 1812, il fut disgracié, sans même pouvoir se défendre devant un souverain qui le reniait, et exilé à l'extrémité de l'Empire.

Avec lui disparurent toutes les réformes qu'il avait fait adopter. Le tsar, en quittant la terre russe pour repousser Napoléon jusqu'à Paris, ne laissa subsister aucune de ces institutions représentatives qu'il admirait hors des frontières de ses États, mais dont il redoutait les effets à l'intérieur.

### Pologne.

Alexandre n'avait jamais blâmé officiellement son aïeule pour avoir dépecé la Pologne ; mais son intime ami, Adam Czartoryski, avait su lui rendre sa patrie sympathique. Il rêva de reconstituer la Pologne, mais à son profit, en l'unissant à la Russie, sous la forme d'une union personnelle, projet qu'il réalisa en partie au congrès de Vienne.

Depuis 1795, les copartageants travaillaient avec un bonheur inégal à assimiler leurs conquêtes. L'Autriche réussit, au début, auprès des Ruthènes, qui constituaient une importante partie de la population galicienne, et de certains membres de la noblesse, qui émigrèrent à Vienne. Mais la germanisation se heurta à une résistance à peu près générale tant qu'elle revêtit des formes violentes.

La Prusse et la Russie — il n'en fut pas de même dans la suite — réussirent mieux tout d'abord. La Prusse, dont le lot comprenait Varsovie et les parties les plus purement polonaises de l'ancienne République, confisqua une partie des biens du clergé et de la noblesse, mais améliora le sort des paysans ; à Varsovie, elle autorisa une presse et une littérature polonaises.

De même en Russie, Paul I<sup>er</sup> mit en liberté Kosciuszko, Mostowski, et s'attacha d'autres Polonais de marque. Le mouvement s'accrut sous le règne d'Alexandre I<sup>er</sup>, jusqu'au jour où Napoléon, en créant le grand-duché de Varsovie, en bouleversant l'œuvre d'assimilation tentée par les copartageants, les coalisa secrètement contre lui et fit naître au cœur des Polonais un espoir qu'il ne pouvait ou ne voulait pas entièrement satisfaire. Les légions polonaises, créées dès 1796 en Italie, suivirent Bonaparte sur tous les champs de bataille ; elles formèrent l'embryon de cette armée du grand-duché, constituée en 1807 par Davout et occupée tantôt à la défense de l'Espagne, tantôt à l'occupation des places fortes de la Prusse. En 1809, les troupes polonaises contribuèrent à vaincre l'Autriche en délivrant la Galicie ; elles eurent ensuite à défendre leur conquête contre la Russie et à la partager avec elle. Une fois de plus Napoléon, en agrandissant le grand-duché, déclarait que la Pologne ne serait jamais rétablie. Le nouvel État comptait à ce moment 4 millions d'habitants, répartis en dix départements ; il s'adapta peu à peu à la législation française introduite par les Potocki, les Lubinski, Matuzewicz, ministres choisis par l'empereur, avec l'auto-



ALEXANDRE I<sup>er</sup> (1801-1825). — Gravure de P. Audouin. — Bibl. Nat.



risation tacite du roi de Saxe. Quand on apprit que la guerre était imminente entre Alexandre et Napoléon, on ne douta plus de la résurrection du nom même de la Pologne, dont 87 000 nationaux figuraient dans les armées impériales. On a vu que l'espoir et la joie furent de courte durée.

Quand, dans les premiers jours de 1813, les troupes russes rentrèrent à Varsovie, Alexandre s'empessa de constituer, tout comme Napoléon l'avait fait naguère, un gouvernement comprenant trois Polonais, encadrés, il est vrai, par deux Russes et surveillés par Zajoncsek, lieutenant impérial. Mais le tsar devait attendre plus de deux ans pour pouvoir y affermir son autorité, et dans des conditions tout autres que celles qu'il avait rêvées.

## Turquie.

Sélim III, en montant sur le trône en 1787, espérait pouvoir réformer l'Empire. Il comptait sans ses adversaires : Catherine alliée à Joseph II. L'avènement de Léopold sauva la Turquie du démembrement ; l'empereur, menacé par la Prusse, fit une paix blanche, celle de Sistova (août 1798), mais Catherine ne déposa les armes qu'après s'être assurée, par le traité d'Yassy (9 janvier 1792), la Crimée, la presqu'île de Taman et la frontière de Dniester.

Alors Sélim put tenter de moderniser son Empire, et, dans ce but, fit appel aux Français : des ingénieurs, Roy, Benoît, présidèrent à la réorganisation de la flotte ; le général Aubert du Bayet, ambassadeur de la République, attira des officiers de toutes armes à Constantinople.

Bonaparte faillit être l'un d'eux ; ce fut lui pourtant, qui, par l'expédition d'Égypte, compromit pour un instant notre situation dans l'Empire ottoman. Plus tard, quelque brillante que fût l'ambassade de Sébastiani, on craignit un piège. Le sultan Sélim, dont l'œuvre réformatrice avait été traversée de tant de difficultés, dut déclarer la guerre à la Russie, s'exposer à la perte définitive des provinces danubiennes, au bombardement de sa capitale par les canons anglais, au démembrement de son Empire, qu'en récompense de sa fidélité à l'alliance, Napoléon prépara durant les longues conversations de Tilsit. Il est vrai qu'entre temps, Sélim avait été renversé par ceux qui souffraient de ses réformes, les Janissaires, puis finalement assassiné (1807).

Moustafa IV, son successeur, ne jouit pas longtemps d'un trône gagné trop vite ; le 28 juillet 1808, il était déposé à son tour par Moustafa, dit Baïrakdar, vengeur de Sélim ; son frère Mahmoud II, plus heureux, devait régner trente ans. Baïrakdar, devenu grand vizir, voulut donner suite aux réformes militaires ébauchées par Sélim ; mais, devenu vite impopulaire, il périt dans l'incendie de son palais.

Le 5 janvier 1809, Mahmoud signa la paix avec l'Angleterre ; en 1812, avec la Russie. La paix de Bucarest (28 mai) portait la frontière russe au Pruth, laissant donc à la Porte les provinces moldo-valaques, qu'Alexandre avait pourtant cru définitivement réunies à son Empire.

En 1804, une insurrection avait éclaté en Serbie sous l'impulsion de Karageorges, et, pendant neuf ans, avait disputé le pays aux Turcs, s'appuyant tantôt sur la Russie, tantôt sur la France.

Napoléon avait cependant refusé d'approuver les projets d'autonomie serbe qui pouvaient gêner ses combinaisons ultérieures, et en 1813, Karageorges, abandonné, avait dû franchir la frontière et se réfugier en Autriche ; le sultan réoccupait sans difficulté ses provinces serbes.

A l'autre extrémité de l'Empire, le gouverneur de l'Égypte, Méhémet-Ali, affermissait son autorité personnelle sur la province qui lui était confiée, massacrait les Mamlouks, dont il redoutait l'indiscipline, et dirigeait une heureuse expédition contre les villes saintes Médine et La Mecque, dominées par les wahabites.

## BIBLIOGRAPHIE

### ANGLETERRE

CANNING (George), *Recueil des discours*, trad. Haudry de Janvry (1832, 2 vol.) ; — *Speeches* (Londres, 1828, 6 vol.). — CASTLEREAGH (Robert Stewart), *Memoirs and correspondence* (Londres, 1848-1853, 12 vol.). — FOX (Charles James), *Speeches in House of Commons*, éd. J. Wright (Londres, 1815, 6 vol.) ; — *Memorials and correspondence*, éd. par lord Russell (Londres, 1853-1857, 4 vol.). — PITT (William), *Recueil de discours*, trad. franç. (1819-1820, 12 vol., 2<sup>e</sup> éd., 1822). — MALMESBURY (James Harris, earl of), *Diaries and correspondence* (Londres, 1844, 4 vol.). — MOORE (Sir John), *The Diary : the Irish Rebellion, 1798-1799* (Londres, 1904, 2 vol.). — O'CONNELL (Daniel), *His early life and journal 1795 to 1802* (Londres, 1906). — WALPOLE (Horace), *Memoirs of the reign of George III* (Londres, 1845, 4 vol.). — WELLINGTON (Arthur Wellesley), *Despatches, correspondence and memoranda* (Londres, 1867-1880, 8 vol.).

ADOLPHUS (John), *History of England from the accession to the decease of George III* (Londres, 1840-1845, 7 vol.). — BRODRICK (George C.), FOTHERINGHAM (J.-K.), *The History of England from Addington's administration to close of William IV's reign, 1801-1837* (Londres, 1906). — BROUGHAM (Henry), *Historical sketches of statesmen in the time of George III* (Londres, 1839-1843 ; réimpr. 1855-1856, 3 vol.). — CALMON, *William Pitt* (1865). — GUILLON (Édouard), *La France et l'Irlande pendant la Révolution* (1888). — HALÉVY (Élie), *Histoire*

*du peuple anglais au XIX<sup>e</sup> siècle*, t. I (1912). — HUNT (William), *The History of England from the accession of George III to the close of Pitt's first administration, 1760-1801* (Londres, 1905). — MATHIESON (W.-L.), *England in transition, 1789-1832* (Londres, 1920). — MOLLOY (J. Fitzgerald), *Court life below stairs or London under the last Georges, 1760-1830* (Londres, 1883, 2 vol.). — MURDOCH (J.), *A History of constitutional reform in Great Britain and Ireland* (Glasgow, 1885). — PORRITT (E.), *The Unreformed House of Commons. Parliamentary representation before 1832* (Cambridge, 1903, 2 vol.). — STANHOPE (P.-H., lord), *Life of Pitt* (Londres, 1861-1862, 4 vol. ; trad. par Guizot, 1862). — STRANGWAYS, *Henry Fox, first lord Holland* (Londres, 1920, 2 vol.). — THUREAU-DANGIN (P.), *La Renaissance catholique en Angleterre au XIX<sup>e</sup> siècle* (1892-1906, 3 vol.). — WARD (B.), *Dawn of the catholic revival in England, 1781-1803* (Londres, 1909, 3 vol.) ; — *The Eve of catholic emancipation* (Londres, 1911-1912, 3 vol.). — WILLIAMS (W.-E.-H.), *Short history of the Irish parliament from 1782 to 1800* (Londres, 1912).

### ALLEMAGNE

FICHTE (Johann Gottlieb), *Reden an die deutsche Nation* (Berlin, 1808). — FRÉDÉRIC (roi de Wurtemberg), *Politische und militärische Korrespondenz mit Kaiser Napoleon*, publ. par Schlossberger (Stuttgart, 1889). — GENTZ (Friedrich von), *Tagebücher, 1800-1828*, éd. Ludw. Assing (Leipzig, 1873-1874, 4 vol.). — HARDENBERG, *Denkwürdigkeiten*, publ. par L. von Ranke (Leipzig, 1877, 5 vol.). — LOUISE DE PRUSSE (princesse), *Quarante-cinq années de ma vie, 1770-1815* (1911). — METTERNICH, *Mémoires et correspondance* (1880-1884, 8 vol.). — BAILLEU (P.), *Königin Luise* (Leipzig, 1908). — BASTGEN (Hub.), *Dalbergs und Napoleons Kirchenpolitik in Deutschland* (Paderborn, 1907). — BONNEFONS (A.), *Un allié de Napoléon, Frédéric-Auguste de Saxe, 1763-1827* (1902). — CAVAIGNAC (G.), *La Formation de la Prusse contemporaine* (1891-1898, 2 vol.). — DENIS (Ernest), *L'Allemagne, 1789-1853* (1896). — FORD (Guy S.), *Stein and the era of reform in Prussia, 1807-1815* (Londres, 1922). — GROMAIRE (G.), *La Littérature patriotique en Allemagne, 1800-1815* (1911). — LÉVY BRUHL (Lucien), *L'Allemagne depuis Leibniz, 1700-1848* (1890). — MARTINET, *Jérôme Napoléon, roi de Westphalie* (1902). — PAULIG (F.-R.), *Friedrich Wilhelm II* (Frankfurt am Oder, 1895). — RAMBAUD (A.), *Les Français sur le Rhin, 1792-1804* (1891) ; — *L'Allemagne sous Napoléon, 1804-1811* (1895). — RANKE (Leop. von), *Hardenberg und die Geschichte des preussischen Staats, 1793-1813* (Leipzig, 1879-1881, 3 vol.). — SAGNAC (Ph.), *Le Rhin français pendant la Révolution et l'Empire* (1917). — SERVIÈRES, *L'Allemagne française sous Napoléon* (1904). — STAEL (M<sup>me</sup> de), *De l'Allemagne* (1810). — TREITSCHKE (H. von), *Deutsche Geschichte im 19. Jahrhundert* (Leipzig, 1879-1894, 5 vol.). — VIDAL DE LA BLACHE (J.), *La Régénération de la Prusse après Iéna* (1910). — WOLFSGRUBER (Célestin), *Franz I Kaiser von Oesterreich* (Vienne, 1889, 2 vol.).

### HOLLANDE

GUILLAUME V, *Brieven van baron van Lynden* (La Haye, 1893). — HOGENDORP (Dirk van), *Mémoires* (La Haye, 1887). — HOGENDORP (G. K. van), *Brieven en gedenkschriften* (La Haye, 1866-1887, 4 vol.). — LOUIS BONAPARTE, *Documents historiques et réflexions sur le gouvernement de la Hollande* (Gand, 1820, 3 vol.).

DE BOSCH KEMPER, *Staatkundige geschiedenis van Nederland van 1795 tot 1814* (Amsterdam, 1867). — CAUMONT LA FORCE (marquis de), *L'Archichancelier Lebrun, gouverneur de la Hollande, 1810-1813* (1907). — DUBOSQ (André), *Louis Bonaparte en Hollande d'après ses lettres, 1806-1810* (1911). — HENTZEN (C.), *De politieke geschiedenis van het lager onderwijs in Nederland, I, 1795-1813* (Nimègue, 1920). — LEGRAND (L.), *La Révolution française en Hollande. La République batave* (1894). — LOOSJES (V.), *Louis Bonaparte, de Koning van Holland* (Amsterdam, 1888). — SCHIMMELPENNINCK (Graaf), *Rutger van Schimmelpenninck* (La Haye, 1845). — VERGERS (J.), *De Revolutie van 1789 en Nederland* (Duisburg, 1894). — WICHERS (L.), *De Regering van Koning Lodewyk Napoleon, 1806-1810* (Utrecht, 1891).

### SUISSE

BARTHÉLEMY (F. de), *Papiers, 1792-1797*, publiés par J. Kaulek (1886). — PICHARD, *Journal sur la Révolution helvétique* (Lausanne, 1891). — ROVEREA (P. de), *Mémoires*, publ. par Tavel (1848, 4 vol.). — *Sammlung der Acten der helvetischen Republik, 1798-1803* (Berne, 1886-1895, 5 vol.).

CHAPUISAT (Édouard), *La Municipalité de Genève pendant la domination française* (1912, 2 vol.). — DIERAUER (J.), *Histoire de la Confédération suisse*, t. V, 1798-1848 (Lausanne, 1918-1919). — DROZ (N.), *Histoire politique de la Suisse au XIX<sup>e</sup> siècle* (Lausanne, 1899). — GAGLIARDI (E.), *Histoire de la Suisse*, éd. française (1925, 2 vol.). — GOLAY (E.), *La République helvétique et les recès fédéraux* (Genève, 1889). — GUILLON (Ed.), *Napoléon et la Suisse, 1803-1815* (1910). — MARKUS (J.), *Geschichte der schweizerischen Zeitungspressen zur Zeit der Helvetik, 1798-1803* (Zurich, 1910). — ECHSLI (W.), *Die Schweiz in der Jahren 1798 und 1799* (Zurich, 1899, 2 vol.).

### ESPAGNE ET PORTUGAL

AZANZA (Miguel José de), O'FARRILL (Gonzalo), *Memoria sobre los factos que justifican su conducta política* (1815) ; — *Colección de documentos inéditos pertenecientes a la historia política de nuestra Revolución* (Palma de Mallorca, 1811). — DU CASSE (baron), *Mémoires et correspondance du roi Joseph* (1853-1854, 10 vol.). — GODOY (Una parte de la correspondencia de) con la reina Maria Luisa (Madrid, 1814) ; — *Cuenta dada de sa vida política* (Madrid, 1836-1842, 6 vol., trad. en français par J.-G. d'Esmerard). — LA FOREST (c<sup>te</sup> de), *Correspondance*, publiée par Geoffroy de Grandmaison (1905-1913, 7 vol.). — TORENO (J. M. c<sup>te</sup> de), *Historia del levantamiento, guerra y revolución de España* (Madrid, 1835-1837, 5 vol.).

DESDEVISES DU DÉZERT (J.), *La Junte supérieure de Catalogne* (1910). — GEOFFROY DE GRANDMAISON (Ch.-A.), *L'Espagne et Napoléon* (1908-1925, 2 vol.) ; — *L'Ambassade française en Espagne pendant la Révolution, 1789-1804* (1892). — GÓMEZ DE ARTECHE (José), *Reinado de Carlos IV* (Madrid, 1894, 3 vol.). — LATINO COELHO (José Maria), *Historia política e militar de Portugal desde os fins do XVIII século até 1814* (Lisbonne, 1874-1891, 3 vol.). — PARDO GONZÁLEZ (Candido), *D. Manuel Godoy* (Madrid, 1911). — PRADT (abbé de), *Mémoires historiques sur la Révolution d'Espagne* (1816).

### ITALIE

ARRIVABENE (c<sup>te</sup>), *Mémoires* (Florence, 1886). — BEAUHARNAIS (Eugène), *Mémoires et correspondance*, publ. par le baron Du Casse (1861). — MELZI



D'ERIL (c<sup>te</sup> Francesco), *Memorie, documenti e lettere inedite*, publ. par G. Melzi, (Milan, 1865). — MIOT DE MÉLITO, *Mémoires* (1853). — MONTALCINI (C.), ALBERTI (A.), *Assemble della Repubblica cisalpina* (Bologne, 1917-1919, 4 vol.), — MURAT (Joachim), *Correspondance, 1791-1808*, publ. par A. Lumbroso (Turin, 1899). — MURAT (prince), LEBRETHON (Paul), *Lettres et documents pour servir à l'histoire de Joachim Murat* (1908 et suiv., 6 vol. parus). — PEPE (Guglielmo), *Mémoires* (1845).

CASTRO (Giovanni de), *Storia d'Italia del 1799 al 1814* (Milan, 1881); — *Milano durante la dominazione napoleonica* (Milan, 1880). — CHAVANON, SAINT-YVES, *Joachim Murat* (1905). — CONTI (Giuseppe), *La Toscana e la rivoluzione francese* (Florence, 1924). — CORACCINI, *Histoire de l'administration du royaume d'Italie pendant la domination française* (1823). — FERRARI (Giuseppe), *I Partiti politici italiani dal 1789 al 1848* (Città di Castello, 1921). — GAFFAREL (P.), *Bonaparte et les républiques italiennes* (1895). — GUARDIONE (Fr.), *Gioacchino Murat in Italia* (Florence, 1916). — IVRAY (Jehan d'), *La Lombardie au temps de Bonaparte* (1919). — JOHNSTON (R. M.), *The Napoleonic Empire in Southern Italy* (Londres, 1904, 2 vol.). — LEMMI (F.), *Le Origini del risorgimento italiano, 1789-1815* (Milan, 1906). — MARMOTTAN (P.), *Le Royaume d'Etrurie* (1896). — NANI MOCENIGO, *Del dominio francese a Venezia* (Venise, 1896). — PINGAUD (Albert), *Bonaparte, président de la République italienne* (1914). — RODOCANACHI, *Elisa Bonaparte en Italie* (1900). — RUTH (E.), *Geschichte des italienischen Volkes unter der napoleonischen Herrschaft* (Leipzig, 1859). — TIVARONI (C.), *Storia critica del risorgimento italiano, 1789-1870* (Turin, 1888-1897, 9 vol.). — *La Vita italiana durante la Rivoluzione francese e l'Impero* (Milan, 1897).

### POLOGNE ET RUSSIE

BIGNON (Ed.), *Souvenirs d'un diplomate de Pologne, 1811-1813* (1864). — CHOISEUL GOUFFIER (c<sup>esse</sup> de), *Historical Memoirs of the emperor Alexandre I and the court of Russia* (Londres, 1904). — LÖWENSTERN (baron W. von), *Mémoires, 1800-1815* (1903, 2 vol.). — MARIE (impératrice de Russie), *Correspondance de S. M. avec M<sup>lle</sup> de Nelidoff, 1797-1801* (1896). — NESSELRODE (c<sup>te</sup> C.-R.), *Lettres et papiers, 1802-1862* (1904).

ASKENAZY (J.), *Fürst Poniatowski, 1763-1813* (Gotha, 1912); — *Napoléon et la Pologne* (1926). — BAIN (R.-B.), *The Last King of Poland* (Londres,

1909). — CROUZAS-CRETET (L. de), *Le Duc de Richelieu en Russie et en France* (1897). — GOLOVKIN (F.), *La Cour et le règne de Paul I<sup>er</sup>, 1776-1801* (1905). — HANDELSMAN (M.), *Kaisers Pauls I Ende* (Stuttgart, 1877). — LODGE (R.), *The Extinction of Poland, 1788-1797* (Cambridge, 1904). — LUTOSLANSKI (K.), *Les Partages de la Pologne et la lutte pour l'indépendance* (Lausanne, 1918). — NICOLAS (grand-duc), *Die Fürsten Dolgorouki* (Leipzig, 1902). — PINGAUD (Léonce), *Les Français en Russie et les Russes en France* (1886). — RAIN (Pierre), *Un tsar idéologue, Alexandre I<sup>er</sup>* (1913). — SCHILDER (N.), *L'Empereur Alexandre I<sup>er</sup>* (Saint-Petersbourg, 1897-1898, 4 vol.); — *L'Empereur Paul I<sup>er</sup>* (Saint-Petersbourg, 1901); — *Histoire anecdotique de Paul I<sup>er</sup>* (1899). — SCHNITZLER, *Histoire intime de la Russie sous les empereurs Alexandre et Nicolas* (1847, 2 vol.). — SHCHEPKIN (E.), *Russia under Alexander I<sup>er</sup>* (Cambridge, 1909). — WALISZEWSKI (K.), *La Russie il y a cent ans : le règne d'Alexandre I<sup>er</sup>* (1925, 3 vol.).

### ÉTATS SCANDINAVES

HOLTEN (C. F. von), *Erinnerungen aus der Zeit Friedrichs VI, Christians VIII und Friedrichs VII* (Stuttgart, 1900).

ALIN, *Den svensk norska Unionen* (Stockholm, 1892, 2 vol.). — BRISMAN (A.), *Sveriges inre styrelse under Gustav IV Adolfs förmyndar regering, 1792-1800* (Lund, 1888). — CLASON (Sam.), *Sveriges historia XI, Karl XIII och Karl XIV Johan* (Stockholm, 1923). — FRIIS (Å.), *Bernstorfferne og Danmark 1750-1835* (Copenhague, 1912, 2 vol.). — GEFFROY (Aug.), *Gustave III et la cour de France* (1867, 2 vol.). — HEIDENSTAM (O. G. von), *La Fin d'une dynastie, 1774-1818* (1911). — HOCHSCHILD, *Désirée Clary, reine de Suède* (1888). — HOLM (P.-E.), *Danmark-Norges historie 1720-1814* (Copenhague, 1891-1894, 2 vol.). — HÖVERSTAD (T.), *Norsk skulesaga : det store interregnum, 1739-1827* (Christiania, 1918). — LÉOUZON LE DUC, *Gustave III* (1861). — LINVALD (Axel), *Kronprinz Frederik og hans regering, 1797-1807* (Copenhague, 1923). — NERVO (baron de), *Gustave III et Anckarström* (1876). — RUBIN (M.), *1807-1814, studier til Danmarks historie* (Copenhague, 1894); — *Frederik VI's tid fra kjerlerfreden til Kongens død* (Copenhague, 1895). — SCHEFER (C.), *Bernadotte roi* (1899). — SUREMAIN (J.-B. de), *La Suède sous la République et le premier Empire, 1784-1815* (1902). — WINSNES (A.-H.), *Det norske selskab, 1772-1812* (Oslo, 1924).

## CHAPITRE II

# HISTOIRE MILITAIRE

## I. LES GUERRES DE LA RÉVOLUTION

### Les Institutions (1).

**L**ES TRANSFORMATIONS DE L'ARMÉE. — La Révolution française a transformé les traditions militaires comme elle a transformé les institutions politiques. Aux guerres de l'ancien régime, faites généralement sans haine par de petites armées de métier dont les objectifs se trouvaient limités à la conquête d'une province ou au siège de quelques places fortes, elle a substitué les luttes pour l'existence, soutenues par des nations entières engageant toutes leurs ressources jusqu'au triomphe décisif ou à la défaite complète.

En 1789, les troupes françaises, rajeunies par les réformes de d'Argenson, de Choiseul, de Saint-Germain, de Gribeauval, représentaient une force qui s'était affirmée pendant la guerre d'Amérique. L'armée régulière, recrutée par enrôlements volontaires, comprenait 121 000 fantassins, 33 000 cavaliers, 9 000 artilleurs, encadrés par 9 000 of-

ficiers. La Maison du roi constituait un corps d'élite à part. La milice, sorte d'armée territoriale de 58 000 hommes, recrutée par tirage au sort dans les provinces, concourait, en cas de nécessité, à la défense du royaume; astreinte, en principe, à quelques jours de service par an, elle n'avait pas été convoquée depuis 1778.

La marine où, depuis 1786, le maréchal de Castries avait fait admettre des officiers roturiers, comptait 226 bâtiments de combat, dont 73 vaisseaux et 67 frégates, et disposait de 75 000 hommes, grâce à l'inscription maritime.

L'Assemblée constituante proclama que l'armée serait essentiellement nationale et réduite aux effectifs indispensables, que fourniraient exclusivement les engagements volontaires, par respect pour le principe de la « liberté personnelle »; elle supprima les milices provinciales, conformément au vœu des populations; enfin, elle réserva aux troupes régulières la défense des frontières et confia à la garde nationale le maintien de l'ordre à l'intérieur: elle réalisait ainsi la conception philosophique du « soldat-citoyen ». Formée en bataillons, où les grades étaient temporaires et soumis à l'élection, la garde nationale eut d'abord la préséance sur la troupe réglée; mais la Constitution de 1791 abolit sagement cette prérogative.

Le règlement du 1<sup>er</sup> janvier 1791 avait fixé à 150 000 hommes l'effectif maximum des troupes régulières, déterminé l'avancement par l'ancienneté des services et maintenu le mode de recrutement par engagements volontaires. Lorsque, après l'affaire de Varennes, on redouta l'intervention étrangère en faveur du roi, l'Assemblée décida la constitution de 169 bataillons de volontaires, libérables au bout d'un an; mais il ne s'en forma que 83 et l'Assemblée législative décréta, le 5 mai 1792, des levées complémentaires à l'effet d'organiser 45 nouveaux bataillons de 800 hommes au lieu de 574. On comptait incorporer 300 000 volontaires: on ne put en opposer à l'ennemi, quand s'ouvrit la campagne de 1792, que 82 000.

Les premiers bataillons de volontaires —



SOLDAT DE LA PREMIÈRE RÉPUBLIQUE. — Étude de Raffet. — Musée du Louvre. CL. NEURDEIN.

(1) L'exposé qui suit ne s'étend pas aux institutions militaires des divers États européens, lesquelles étaient, en effet, partout analogues à celles de la France de l'ancien régime: les armées, recrutées par engagements volontaires, comprenaient des corps ou régiments de mercenaires étrangers (1/3 de l'effectif en Prusse); les officiers appartenaient exclusivement à la noblesse. Ces institutions se sont d'ailleurs transformées selon les mêmes principes qu'en France. Ainsi, en Prusse, Frédéric-Guillaume II admet les « bourgeois » à l'état d'officier, qui conférait la noblesse, et établit une sorte de conscription; son successeur Frédéric-Guillaume III améliore la situation du soldat, puis, après Tilsit, il soutient Scharnhorst qui, aidé de Gneisenau et de Stein, réorganisa l'armée prussienne: grades réservés au mérite, réorganisation des écoles, état-major affecté à la préparation de la guerre, service à court terme annulant, en fait, les restrictions de la convention de 1808 et qui donna, en trois ans, 120 000 hommes instruits au lieu des effectifs limités par Napoléon à 40 000 hommes. En Autriche, l'archiduc Charles fait réduire les attributions du Conseil aulique, en partie responsable des désastres de 1796 à 1805; il introduit la conscription en 1807 et adopte le corps d'armée. Ces réformes furent appliquées, imparfaitement d'ailleurs, dans l'armée russe.



ceux de 1791 — s'organisèrent avec enthousiasme et rendirent des services ; ils comprenaient, en effet, beaucoup de jeunes gens d'élite, courageux et instruits. Il n'en fut pas de même l'année suivante, après que la patrie eut été déclarée en danger (5 juillet) ; il y eut certes dans tout le pays un grand élan de patriotisme, mais les volontaires de 1792 étaient sans expérience et sans discipline, et si quelques bataillons figurèrent avec honneur à Valmy, sous le ferme commandement de Dumouriez, d'autres, travaillés par la politique, furent plus d'une fois une gêne pour le commandement.

Les débuts de la guerre avaient démontré l'insuffisance d'une organisation affaiblie encore par les divisions, sans parler des désertions, et qui n'assurait pas le recrutement des effectifs indispensables. Au mois de décembre 1792, il manquait près de 40 000 hommes de troupes régulières et 125 000 volontaires. Aussi la Convention, après avoir fait un appel de 300 000 hommes (24 février 1793), rendit-elle, sur le rapport de Dubois-Crancé, le décret du 19 juin, qui ordonnait, sous le nom d'*amalgame*, la fusion de l'armée de ligne et des bataillons de volontaires ; puis, le même Conventionnel fit décider la constitution des *demi-brigades*, *brigades* et *divisions*. Dans l'intervalle, sur le rapport de Barrère, un décret du 23 août avait institué la levée en masse et généralisé le système des réquisitions.

Après les traités de Bâle et de La Haye, l'effort demandé au pays avait pu être atténué. En 1796, le Directoire ne conserva pour l'infanterie, par exemple, que 110 demi-brigades de ligne, 32 de légère, et licencia 23 000 officiers. Mais ces forces devinrent insuffisantes contre la deuxième coalition, les meilleurs éléments de l'armée étant alors en Égypte avec Bonaparte. Le général Jourdan, membre du Conseil des Cinq-Cents, démontra aux deux Assemblées la nécessité d'une nouvelle réforme, fondée sur le service obligatoire et la conscription et, aux termes de la « loi Jourdan », promulguée le 5 septembre 1798, l'armée fut composée normalement d'engagés volontaires et des hommes de 20 à 25 ans, inscrits dans cinq classes de recrutement, appelés par classe selon les besoins ; les malingres, les mariés ou les veufs avec enfants étaient exemptés, mais les remplacements étaient interdits et tout Français devrait le service armé dès que la patrie aurait été déclarée en danger. La loi du 7 mars 1800 imposa une amende aux réfractaires, une contribution aux dispensés, et autorisa le remplacement pour raison de santé ou pour des nécessités administratives et sociales. Les lois ultérieures, pendant le Consulat, seront d'inspiration directement « napoléonienne » et prépareront l'instrument de la politique conquérante de l'empereur.

Ainsi la Révolution résolut par des mesures successives, sous l'empire des nécessités, le difficile problème de la réforme des institutions militaires de l'ancienne monarchie. Pendant la guerre de la Succession d'Espagne, Louis XIV n'avait pu opposer à l'Europe coalisée que 450 000 hommes, dont un tiers recruté à l'étranger : la Convention put demander au pays, en septembre 1794, jusqu'à 1 169 000 Français, dont 794 000 allèrent aux armées.

**L'ORGANISATION DES TROUPES.** — Le développement des forces militaires avait eu pour conséquence la réforme progressive de leur organisation.

En 1792, on simplifia le matériel d'artillerie, qui fut réparti entre l'infanterie, l'artillerie à cheval, les équipages de siège et de place, l'artillerie d'armée. En 1794, le comité de Salut public supprima les entrepreneurs de transports et les remplaça par une Commission des transports militaires ; la « Commission d'expériences » de Meudon fit de nombreuses découvertes, qui accrurent singulièrement la puissance des feux.

L'amalgame et l'embrigadement donnèrent 251 demi-brigades d'infanterie, comprenant 3 bataillons et une compagnie de 6 pièces de 4, à raison de 2 par bataillon. La cavalerie compta 21 demi-brigades de grosse cavalerie cuirassée, 20 demi-brigades de dragons et 34 de cavalerie légère. Le 23 octobre 1795, le corps du génie absorba les sapeurs mineurs de l'artillerie et reçut 12 bataillons de

sapeurs qui devinrent, en principe, organes d'armée. Deux compagnies d'aérostiers furent créées en 1793 et servirent à l'armée de Sambre-et-Meuse (1794). L'observation aérienne ne devait d'ailleurs être rétablie qu'après plus d'un siècle.

En 1794, la division devint, pour la première fois, un groupe de trois armes. Dubois-Crancé lui attribua 2 brigades d'infanterie et une demi-brigade non embrigadée, une de cavalerie, 2 compagnies d'artillerie (l'une à pied, l'autre à cheval), un parc divisionnaire et, parfois, un équipage de pont. Son effectif varia de 12 000 à 15 000 hommes. Une armée en campagne eut au moins 3 divisions et une réserve d'armée comprenant les trois armes. Cette organisation ne fut modifiée qu'en 1798 : les demi-brigades n'eurent dès lors que 2 bataillons et perdirent leurs canons d'infanterie.

L'effectif moyen des armées n'était pas assez considérable pour rendre nécessaire une unité supérieure à la division. Carnot pressentit néanmoins l'utilité de cette création ; il fit ou laissa faire, dans les troupes en campagne, l'essai de groupements temporaires analogues au « corps d'armée ». Il employa même le « groupe d'armées », inauguré sans succès par Dumouriez au début de 1793, mais il ne l'utilisa pas à fond, soit pour ne pas accroître dangereusement la puissance des chefs militaires, soit parce que la grande stratégie était encore dans l'enfance. Enfin, la réforme du système des ravitaillements et des convois rendit plus mobiles divisions et armées, et, par conséquent, augmenta la variété des combinaisons.

**L'ÉTAT MORAL.** — La cohésion morale qui unit, après de dures épreuves, les chefs et les soldats fut d'ailleurs le facteur principal de leurs succès. Elle faisait défaut à l'armée des dernières années de l'ancien régime, qui contenait en germe bien des causes de faiblesse. L'ordonnance de 1781 avait divisé en castes rivales les officiers dits « de fortune » et les officiers nobles ; la situation matérielle des troupes en garnison était souvent misérable ; la plupart des « bas officiers » faisaient de la politique et ne donnaient pas l'exemple de la discipline.

Dès la réunion des États généraux, l'armée se partage entre le roi et l'Assemblée. Le régiment des gardes-françaises se révolte, des émeutes éclatent dans les garnisons, des comités de soldats se forment dans beaucoup de régiments.

L'armée semble, un moment, condamnée à sombrer dans le désordre.

Mêlés aux militaires professionnels dans les anciennes « troupes réglées » ou formés en unités autonomes, les volontaires apportent aux armées leur ardeur guerrière, mais aussi, en 1792, l'indiscipline, la peur des trahisons, l'agitation politique. Le pillage, la désertion, l'anarchie font un moment de tels progrès que Saint-Just, en mission, écrit à la Convention, le 17 vendémiaire an II : « L'administration des armées est pleine de brigands ; on n'y reconnaît pas de subordination, car tout le monde se méprise. »

La forte main de Carnot pétrit tous les éléments disparates, éclaira le comité de Salut public, lui désigna les chefs, puis les soutint. Au fur et à mesure que se perfectionne le nouvel organisme militaire, l'union morale s'établit. Les chefs apprennent l'art de la guerre en la faisant et leur prestige s'en trouve fortifié. Mieux obéis, ils peuvent réprimer les abus dont ils avaient constaté le funeste effet sur la conduite et le résultat des opérations. « Ordre et discipline, vaillance et dévouement, » telle fut bientôt la devise des armées, où ne parvient plus que comme un écho lointain le bruit des discords civiles.

Mais le comité de Salut public, qui avait développé ou fait naître ces sentiments, était seul capable de les exploiter au profit de la patrie. Après lui, l'idée commença de se répandre que les chefs militaires pourraient utilement diriger la nation. La tentation rôde autour des généraux ; plus d'un rêve de jouer la partie que perdit Dumouriez et que gagna Bonaparte.

**LE COMMANDEMENT.** — Si la Révolution modifia profondément les institutions militaires de la monarchie, si plus d'un chef



MARCEAU (1769-1796). — Gravure de Sergent. — Bibl. Nat.





DUMOURIEZ (1739-1823). — Peinture de Rouillard. — Musée de Versailles.  
CL. NEURDEIN.

sortit de ses armées, un grand nombre d'officiers de l'ancien régime aimèrent mieux rester au service du pays qu'émigrer. Leur présence atténua beaucoup les dangers de la situation au début de la guerre, et, d'autre part, il n'y eut souvent qu'à compléter les cadres existants.

Malgré l'exode du personnel et la suppression en 1791 des écoles militaires, la crise du commandement ne fut pas d'abord très grave, l'émigration n'ayant fait que réduire des cadres trop remplis. Le gouvernement put donc assez facilement organiser les quatre armées qui gardaient alors les frontières. Quand il fallut en constituer de nouvelles, on

fit encore appel à des vétérans, tels que Dumouriez, Custine, les deux Dillon, Biron, Kellermann, Canclaux, la plupart maréchaux de camp ou colonels en 1789 et qui avaient brillamment combattu en Europe ou aux États-Unis. Même lorsque le développement des hostilités, les destitutions, les exécutions eurent ouvert des vides considérables, la Convention ne fut pas encore prise au dépourvu, car deux sources de recrutement lui fournirent les chefs dont elle avait besoin. Les uns, nobles ou considérés comme tels, avaient reçu dans les anciennes écoles militaires une bonne formation professionnelle ; quant aux autres, l'élection par les volontaires désigna souvent des officiers ou des sous-officiers de l'armée de ligne, aux talents reconnus, ou encore des hommes qui, n'ayant jamais auparavant porté les armes — tel Moreau — inspièrent confiance par leurs qualités naturelles ; de l'élection sortirent aussi, à côté des bavards et des médiocres, les remarquables « officiers de troupe » qui, jusqu'à la fin de l'Empire, constituèrent la solide armature des régiments.

Aux armées et à leurs chefs, après les tergiversations et les incohérences du début, la Convention donna l'organe directeur qui était reconnu comme indispensable. Le comité de Salut public, dont Lazare Carnot était l'âme, fut chargé de préparer et de coordonner les opérations militaires, de choisir les généraux, de stimuler par tous les moyens le moral des troupes. Carnot, « l'organisateur de la victoire », capitaine du génie en 1789, s'entoura d'ailleurs d'une sorte d'état-major composé en grande partie d'officiers du génie et de l'artillerie,

qui le secondèrent sans réserve.

La réforme si importante réalisée par l'amalgame et l'embrigadement fut complétée, grâce à Lazare Carnot, en ce qui concerna le fonctionnement de l'administration centrale, le commandement et l'adoption d'une nouvelle tactique : abandon du procédé du cordon défensif pour celui de la concentration des forces et de l'action en masse sur les points faibles de l'ennemi.

Au début, les troupes et les cadres n'étaient pas assez homogènes, leur loyalisme révolutionnaire ne paraissait pas assez sûr, le prestige de la plupart des chefs ne s'imposait pas suffisamment pour que la Convention n'exerçât pas une étroite surveillance, afin d'éliminer les incapables, galvaniser les tièdes, châtier les suspects, soutenir les audacieux. Ce fut, en principe, le rôle des représentants du peuple en mission aux armées. Les uns firent plus de mal que de bien, soit en intervenant dans la conduite des opérations, soit en excitant les rivalités et les défiances, soit en exaspérant les populations par des procédés d'autocrates ; d'autres, au contraire, surent discerner et protéger les talents, maintenir ou renforcer la discipline, procurer la victoire par leur énergie et leur enthousiasme communicatifs.

Lorsque, après le 9 Thermidor, disparaît le comité de Salut public et, avec lui, le contrôle des représentants, les armées sont aguerries, leurs chefs habiles et sûrs. Quelques-uns d'entre eux ont un talent supérieur, Bonaparte a du génie. Il surgit d'un seul coup et se révèle comme un maître supérieur au « Grand Frédéric ». Il bouleverse les dogmes, alors indiscutés, de la stratégie et de la tactique ; il impose sa volonté à l'adversaire dont il devine les desseins comme s'il avait assisté à ses conseils ; il ne lui laisse aucun répit, agit par l'enthousiasme, la feinte, la masse et la vitesse ; il organise en même temps ses conquêtes comme un administrateur habile, intègre et ferme, et il acquiert en trois ans un tel prestige que la France, qui aspire au rétablissement de l'ordre, lui confie les destinées de la Révolution.

LA MARINE. — A la fin de l'ancien régime, les officiers de



LE DUC DE BRUNSWICK (1735-1806), commandant des forces austro-prussiennes. — Peinture du musée de Versailles.



BATAILLE DE JEMMAPES (6 novembre 1792). — Gravure de Marin Lavigne, d'après Horace Vernet. — Bibl. Nat.



marine n'étaient pas hostiles à l'évolution des idées qui précéda la réunion des États généraux ; mais, dès les premiers mois de 1789, le développement de ces idées provoqua des dissentiments graves entre les états-majors et les équipages, soutenus par la population des ports et le personnel des arsenaux. Au commencement de 1792, plus de 600 officiers avaient quitté le service.

La Constituante essaya de ranimer un organisme dont elle comprenait l'utilité, mais sans tenir compte de ses caractères particuliers et de ses traditions. Elle supprima le « Corps de la marine », abrogea toute distinction entre les grades dans les flottes de guerre et de commerce, confia les levées d'équipages à des syndics élus, démilitarisa les arsenaux. Aussi ne put-on guère opposer que 80 navires aux 150 de l'Angleterre, aux 350 de la coalition. Des croisières furent interrompues parce que les équipages se révoltèrent et la désorganisation des arsenaux entrava la production.

La Convention voulut réagir, en appliquant ici les remèdes qui avaient transformé l'armée de terre. Son comité de la Marine y réussit mal ; mais l'énergie des représentants en mission, Tréhouart, Prieur et surtout Jean Bon Saint-André, ramena dans les escadres la discipline et l'ardeur guerrière.

Le Directoire promulgua, le 25 octobre 1795, douze lois ou décrets réorganisant la marine, et dont l'exécution fut confiée à l'amiral Truguet, devenu ministre. La distinction entre officiers de la marine militaire, officiers auxiliaires et officiers de la marine de commerce fut rétablie. Le régime de l'inscription maritime, heureusement modifié, assura un bon recrutement des équipages, et l'autorité, dans les arsenaux, fut logiquement répartie entre les militaires et les civils. Truguet et ses successeurs reconstituèrent les états-majors en rappelant la plupart des officiers qui avaient quitté le service. Les ministres du Consulat continuèrent de réorganiser la marine dans le même esprit, rendirent aux combattants la préséance sur les administrateurs, créèrent les arrondissements maritimes.

La marine républicaine se retrouvait donc, au point de vue matériel et moral, reconstituée et capable de disputer l'empire des mers à sa rivale séculaire, comme pendant la guerre d'Amérique. Mais la marine anglaise avait évolué ; la tactique innovée par Jervis et perfectionnée par Nelson eut raison des dispositifs et des procédés surannés qui restaient en honneur dans nos escadres.

## Les Opérations.

### Campagne de 1792.

**OPÉRATIONS DANS LE NORD ET EN ALLEMAGNE.** — En réponse à la déclaration de Pilnitz, l'Assemblée législative ordonna la formation de quatre armées : armée du Nord avec Rochambeau, armée du Centre avec La Fayette, armée du Rhin avec Luckner, armée des Alpes avec Montesquiou. Le 20 avril 1792, elle déclara la guerre au roi de Hongrie et de Bohême, c'est-à-dire à l'Autriche, et Dumouriez, ministre des Affaires étrangères, fit aussitôt envahir la Belgique. Mais une panique arrêta l'invasion et il n'y eut plus, entre Dunkerque et Bâle, que deux armées : celle du Nord avec La Fayette, à l'abri des places frontières, et celle du Centre avec Luckner.

Les Autrichiens, pourtant en force dans les Pays-Bas, ne savent pas profiter de ce désarroi. Ils attendent l'entrée en campagne des Prussiens, commandés par Brunswick, dont l'insolent manifeste exaspéra la Révolution. Dumouriez, qui a remplacé La Fayette, voudrait reprendre aussitôt l'offensive, mais les Prussiens sont inquiétants ; maîtres de Longwy et de Verdun, ils ont franchi l'Argonne (15 septembre 1792) et ils marchent sur Paris par Châlons.

Dumouriez accourt, tandis que les Autrichiens s'immobilisent devant les places fortes du Nord, dont ils font le siège. Il concentre ses forces disponibles vers Sainte-Mènehould, et Brunswick, qui craint pour ses communications, vient l'attaquer à Valmy (20 septembre). Après avoir subi une canonnade, d'ailleurs peu meurtrière, et une



LE CAPITAINE D'ARTILLERIE NAPOLÉON BONAPARTE au siège de Toulon (décembre 1793). — Gravure de la Bibliothèque Nationale. CL. GIRAUDON.

brillante charge d'infanterie, le général prussien se retire vers la frontière, mollement poursuivi par Kellermann. Custine, successeur de Luckner, qui s'est emparé de Worms, Spire, Mayence, et qui aurait pu le mettre en danger en occupant Coblenz, préfère marcher sur la riche cité de Francfort-sur-le-Mein, où il s'établit à la fin d'octobre.

Débarassé des Prussiens, Dumouriez ramène vers le Nord les troupes qu'il en a tirées pour repousser l'invasion et se prépare à pénétrer en Belgique. Le duc de Saxe-Teschen, qui assiégeait Lille, est effrayé par les groupements des forces françaises ; il repasse la frontière et, jugeant la saison assez avancée, il prend ses quartiers d'hiver dans les Pays-Bas. Dumouriez le laisse s'y installer et, quand les troupes ennemies sont suffisamment disséminées, il entre en Belgique avec le gros de ses forces. Les Autrichiens surpris se concentrent en toute hâte : Dumouriez leur livre, à Jemmapes (6 novembre), une bataille qui les contraint à repasser la Meuse. L'armée française occupe tranquillement le pays jusqu'à ce fleuve ; les Autrichiens y gardent cependant Maëstricht comme une tête de pont, que Dumouriez fait assiéger par Miranda.

**THÉÂTRES SECONDAIRES.** — Tandis que Dumouriez opère en Belgique, Kellermann, à qui a été confiée la poursuite de Brunswick, a vu fondre son armée par suite des désertions ou le départ des volontaires. Il s'arrête dans la région de Sarrelouis et il est destitué pour sa mollesse. Beurnonville, qui lui succède, fait sans succès une démonstration vers Trèves et prend ses quartiers d'hiver sur la Sarre.

A la frontière du Sud-Est, Montesquiou a occupé sans résistance la Savoie, et son lieutenant Anselme le comté de Nice.

### Campagne de 1793.

**LA GUERRE EN BELGIQUE.** — En quelques mois, la France, attaquée par des armées aguerries, a pu passer à l'offensive ; ses conquêtes sont importantes, et ses adversaires paraissent découragés. Mais dès que la Convention s'est déclarée en état de guerre avec l'Angleterre (février 1794), celle-ci élargit la coalition, prodigue les subsides : sauf sur les frontières de la Suisse, la France est entourée d'ennemis ; heureusement, ils ne s'entendent pas, et le duc de Saxe-Cobourg, leur généralissime, dans le Nord, a peu d'autorité. Pendant qu'ils s'attardent à faire des diversions et à soutenir les insurgés du Lyonnais et du Midi, Dumouriez a projeté d'envahir la Hollande ; le duc de Saxe-Cobourg le prévient, réussit à faire lever le siège de Maëstricht, refoule Miranda et Valence jusqu'à Louvain. Dumouriez était déjà sur le Biesboch : il accourt, rallie les troupes de ses lieutenants et offre aux Autrichiens la bataille de Nerwinden (18 mars). Battu, il rend la Convention responsable de son échec, tente en vain un coup d'État et se réfugie chez l'ennemi. Cependant Custine est ramené de Francfort sur le Lauter ; Mayence, assiégé par les Prussiens de Kalkreuth, capitule le 21 juillet, après une magnifique défense de Kléber et d'Aubert-Dubayet ; Lyon et la Vendée se soulèvent : la Corse, à l'instigation de Paoli, se donne aux Anglais, qui sont aussi appelés à Toulon.

Après la défection de Dumouriez et la mort de Dampierre,

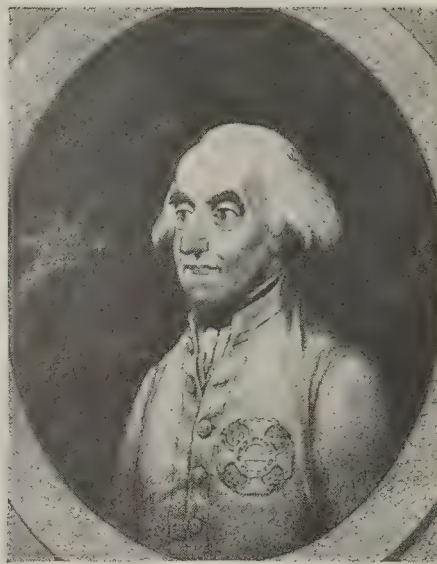




COBOURG (1737-1815). — Bibl. Nat.



WURMSER (1724-1797). — Bibl. Nat.



CLERFAYT (1733-1798). — Bibl. Nat.

Custine, qui commande les forces françaises, ne peut empêcher Cobourg de prendre Valenciennes, et le tribunal révolutionnaire l'envoie à l'échafaud. La route de Paris est ouverte. Mais le général autrichien divise ses forces : il fait assiéger Dunkerque par les Anglo-Hollandais du duc d'York, tandis qu'il va lui-même prendre le Quesnoy et s'arrêter devant Maubeuge, au lieu de masquer cette place et de marcher sur Paris. Houchard, commandant en chef de l'armée du Nord, délivre d'abord Dunkerque et bat à Hondschoote (8 septembre) Freytag, qui couvre le siège, mais il laisse partir le duc d'York sans l'inquiéter. Il entre à Menin, qu'une panique lui fait perdre peu après, et, traduit devant le tribunal révolutionnaire, il est exécuté.

Jourdan, son successeur, fait surveiller le duc d'York et veut débloquent Maubeuge. Cobourg l'attend à Wattignies, où Jourdan, conseillé par Carnot, le bat après une lutte acharnée (16 septembre). Maubeuge est délivrée, mais Jourdan, accusé de mollesse dans la poursuite des Autrichiens, est destitué.

Les deux armées prennent leurs quartiers d'hiver de part et d'autre de la Sambre.

#### LA GUERRE EN ALSACE ET DANS LE MIDI. —

Après la prise de Mayence, Wurmser a enlevé les lignes de Wissembourg et refoulé les Français jusqu'à Strasbourg, mais l'inertie de Brunswick dans le bassin de la Moselle l'a immobilisé sur la Zorn. Sous l'impulsion de Saint-Just, Pichegru le ramène à la Sauer. Hoche, qui fait face aux Prussiens, échoue à Kaiserslautern (28-30 novembre), trompe alors Brunswick, passe les Vosges et menace d'enveloppement la droite des Autrichiens, qui reculent jusqu'à Wissembourg. Le Geisberg, clef de leur position, est pris le 26 septembre par les forces françaises réunies sous le commandement supérieur de Hoche. Les coalisés sont en plein désarroi. Wurmser doit repasser le Rhin à Philippsbourg, tandis que Brunswick se retire à Mayence. Les Français établissent leurs quartiers d'hiver en Alsace et dans la vallée de la Moselle. A la frontière des Alpes, les troupes du roi de Sardaigne montrent peu d'activité. Sur la Méditerranée, Dugommier chasse les Anglais de Toulon (19 décembre), après un siège où le capitaine Bonaparte se fait remarquer par sa décision et son intelligente tactique. A la frontière des Pyrénées, les Espagnols ont envahi le Roussillon, mais le général Dagobert, malgré ses soixante-quinze ans, arrête leur offensive, qui ne dépasse pas Saint-Elne et la vallée du Tech.

#### Campagne de 1794.

Quoique contenus pendant les campagnes précédentes, les coalisés sont toujours



HOCHÉ (1768-1797). — Peinture de Scheffer aîné. — Musée de Versailles. CL. NEURDEIN.

menaçants, surtout en Belgique où ils ont leurs effectifs les plus considérables. Mais les réformes militaires de la Convention produisent déjà leurs effets, et les armées françaises, mieux commandées, sont plus disciplinées et plus solides.

#### LAGUERRE EN BELGIQUE ET EN ALLEMAGNE. —

Se conformant aux principes de l'époque, Cobourg ne veut pas envahir la France sans avoir d'abord pris Landrecies, qui gênerait ses communications. Dès le printemps, il assiege cette place, que Pichegru, chef de l'armée du Nord, veut secourir par une attaque de front combinée avec une manœuvre enveloppante

de sa gauche, que commande Moreau. Celui-ci, malgré quelques succès de détail, ne peut passer l'Escaut, défendu par Cobourg, et Pichegru échoue devant la Sambre; Landrecies capitule le 30 avril. Carnot fait alors contenir les Anglo-Hollandais par l'armée du Nord et organise avec Jourdan l'armée de Sambre-et-Meuse, qui réussit à franchir la Sambre (18 juin), prend Charleroi et bat Cobourg à Fleurus (26 juin), où pour la première fois les ballons sont utilisés par les Français pour l'observation. Les Autrichiens, suivis de près par Jourdan, sont désormais séparés des Anglo-Hollandais. Clerfayt, le successeur de Cobourg, recule jusqu'à la Roër, qui est forcée à Aldenhoven (2 octobre), et les Autrichiens traversent le Rhin à Coblenz (23 octobre). Maëstricht assiégé par Kléber capitule peu après, et Jourdan fait prendre les quartiers d'hiver dans les provinces conquises.

Pendant ce temps, les Anglo-Hollandais, refoulés par Pichegru au delà du Wahal, abandonnent presque sans résistance l'île de Walcheren et les ports de la côte belge. Les troupes françaises cantonnent au bord du Wahal, prêtes à pénétrer en Hollande aussitôt que le gel, couvrant de glace les étangs, les canaux et les cours d'eau, aura privé le pays de sa meilleure défense.

Les généraux prussiens Kalkreuth et Mollendorf avaient reculé sans résister, devant Moreau dans le bassin de la Moselle, devant Michaud dans la vallée du Rhin. A la fin d'octobre, Moreau faisait sa liaison sur le fleuve avec l'armée de Sambre-et-Meuse; Michaud réoccupait sur la rive gauche toutes les villes, sauf Mayence, conquises et abandonnées l'année précédente.

#### LA GUERRE SUR LES ALPES ET LES PYRÉNÉES. —

Sur les Alpes, le général Dumas reprenait aux Sardes les cols du Petit-Saint-Bernard et du Mont-Cenis. Aux Pyrénées, Dugommier refoulait les Espagnols par les victoires du Camp du Boulou (1<sup>er</sup> mai) et de la Montagne-Noire (17 novembre), et son armée occupait la Catalogne septentrionale.

L'armée des Pyrénées occidentales avait, elle aussi, franchi la frontière, et elle se maintenait à Fontarabie, à Saint-Sébastien, à Tolosa pendant tout l'hiver.

#### Campagne de 1795.

#### LA GUERRE EN HOLLANDE.

— Pichegru n'a pas longtemps attendu le moment de pénétrer en Hollande; dès le 28 décembre 1794, l'armée française franchit le Wahal sur les glaces. La discorde entre le stathouder et Walmoden, commandant les Anglo-Hanovriens, facilite d'ailleurs ses opérations. Walmoden, au lieu de couvrir Amsterdam, se retire vers l'Yssel, puis sur l'Ems; le stathouder re-



nonce à la lutte et s'embarque pour l'Angleterre. Pichegru entre dans Amsterdam le 20 janvier et reçoit la soumission des États généraux; toute la Hollande est occupée sans résistance. Les États déposent le stathouder; la « République batave » signe avec la France le traité de La Haye (16 mai).

**LA GUERRE EN ALLEMAGNE.** — Cette brillante expédition précipite les pourparlers engagés à Bâle pour la paix. La Russie, la Prusse, l'Espagne, se retirent de la lutte. Les Autrichiens restent seuls en Allemagne contre l'armée de Pichegru et celle de Jourdan qui lui est subordonné. Leur général, Clerfayt, dispose lui aussi de deux armées en cordon sur la rive droite du Rhin, avec tête de pont à Mayence; l'une d'elles, sous Wurmser, est opposée à Pichegru.

Afin de prendre Mayence, qu'il fait assiéger, Pichegru veut éloigner les Autrichiens. Il passe le fleuve à Mannheim et Jourdan le franchit à Dusseldorf. Clerfayt recule jusqu'à Francfort, où il appelle Wurmser, et marche, toutes forces réunies, contre Jourdan, qui s'est enfoncé seul dans la vallée de la Nidda. Jourdan se retire en toute hâte sur la rive gauche du Rhin et Mayence est débloquée. Pichegru, aventuré vers Heidelberg, n'attend pas Clerfayt qui s'est retourné contre lui; il repasse le Rhin et se retranche derrière le Queisch. Mais Autrichiens et Français sont également épuisés par ces marches et contre-marches : Clerfayt offre un armistice le 21 décembre, et le Rhin sépare les quartiers d'hiver des armées en présence.

**LA GUERRE EN ITALIE ET EN ESPAGNE.** — Sur la frontière du Sud-Est, les armées des Alpes et d'Italie n'ont guère livré aux Sardes que des escarmouches d'avant-postes. Au sud, l'armée des Pyrénées orientales, avec Shérer, a fait capituler Rosas (3 février) et consolidé son occupation de la Catalogne septentrionale; l'armée des Pyrénées occidentales a pénétré en Navarre et Biscaye, où Vittoria et Bilbao se sont rendus le même jour à Moncey (17 juillet).

Telle était la situation lorsque la paix de Bâle vint arrêter les hostilités (22 juillet).

### La Guerre dans l'Ouest.

L'année 1795, qui laissait la France agrandie, vit aussi la fin de la grande guerre dans l'Ouest, où la réquisition décrétée par la Convention avait provoqué le soulèvement des paysans hostiles à la conscription, et déjà blessés dans leurs sentiments religieux par la Constitution civile du clergé. Les échauffourées de Saint-Florent et de Machecoul (10 mars 1793), causées par le tirage au sort, déchaînèrent la révolte générale. Les nobles se joignirent alors aux paysans, qui les considéraient comme des chefs naturels auxquels ils demandaient l'appui de leur expérience d'anciens officiers.

La nature du terrain, coupé de haies, de fossés, de talus, de bois, était favorable à la guérilla, et c'est la guérilla qui aura la préférence des chouans en Bretagne, tandis que dans l'Anjou, le Maine et la Vendée, le « Conseil supérieur d'administration » tentera d'organiser une sorte d'État militaire où Cathelineau, « généralissime des armées royales », exécutera de grandes opérations. Mais les chefs étaient incapables d'une entente prolongée; leurs troupes, indisciplinées, répugnaient à combattre au loin, par crainte des représailles sur les familles et sur les biens. La défaite finale fut cependant précédée d'une résistance que Napoléon a qualifiée de « lutte de géants ».

En peu de temps, toute la Vendée est soulevée. Le 10 juin 1793, Cathelineau s'empare de Saumur; mais, au lieu de marcher sur Paris, il veut, de concert avec Charette venu du Marais, prendre Nantes, que Canclaux défend victorieusement. D'Elbée, qui le remplace après sa mort, est refoulé au sud de la Loire, où le « plan de destruction » prescrit par la Convention surexcite la révolte. D'Elbée bat à Coron (18 septembre) et à Torfou (19 septembre) les deux armées des Côtes de La Rochelle (Biron) et des Côtes de Bretagne (Canclaux) envoyées contre lui. La Convention



HONNEURS FUNÈBRES RENDUS A MARCEAU par l'archiduc Charles et les généraux autrichiens (septembre 1796). — Gravure de Sergent. — Bibl. Nat.

fait guillotiner Biron, réalise avec Léchelle l'unité de commandement dans l'« armée de l'Ouest », que vient renforcer, après sa capitulation, la garnison de Mayence, et Léchelle, conseillé par Kléber, gagne la décisive victoire de Cholet (17 octobre). Les Vendéens, désorganisés, traversent en cohue la Loire à Saint-Florent. La Rochejaquelein, leur nouveau chef, voudrait alors se reformer dans le Maine et faire sa jonction avec les insurgés de Bretagne, mais des émissaires l'attirent vers Granville en lui promettant les secours de la flotte anglaise. Il s'ouvre la route par le combat d'Entraînes (25 octobre), échoue à l'attaque de Granville (13 novembre), cherche à rentrer en Vendée avec une foule de 80 000 personnes composée de combattants, de vieillards, de femmes et d'enfants que traquent sans merci les forces républicaines. Il est cerné au Mans (13 décembre) par Marceau, Westermann et Kléber, qui écrasent « l'armée royale » dont les débris sont presque anéantis à Savenay (23 décembre).

Ce désastre ne termine pas la guerre. La guérilla remplace les grandes opérations. Les colonnes infernales que Turreau organise pour la faire cesser obtiennent quelques résultats au prix de dévastations sauvages. Canclaux, qui remplace Turreau à l'armée de l'Ouest après le 9 Thermidor, préfère employer la douceur. Il traite (février-mai 1795) avec Charette, Cormatin et Stofflet qui déposent les armes. Mais la flotte anglaise débarque 3 régiments d'émigrés avec Puisaye à Quiberon, et l'insurrection recommence sous le prétexte, invoqué par Charette, qu'une promesse relative à Louis XVII n'a pas été exécutée.

Hoche, qui commande l'armée de l'Ouest, n'a que 13 000 hommes. Il réussit cependant à bloquer dans la presqu'île de Quiberon Puisaye qui doit capituler (20 juillet 1795) et dont la troupe est passée par les armes. Hoche se retourne ensuite contre Charette et Stofflet qui, sans ressources et sans secours, sont pris après une brève résistance et fusillés. Après avoir ainsi découragé les rebelles, il a le courage et l'habileté de négocier. Contre la promesse de la liberté du culte catholique dans les départements de l'Ouest et une généreuse amnistie, les derniers chefs royalistes de Vendée et de Bretagne cessent les hostilités, et les irréductibles passent à l'étranger. Hoche reçoit en récompense, outre le commandement de l'armée d'Angleterre, le titre de « pacificateur de la Vendée ».

### Campagne de 1796-1797.

Grâce aux traités de Bâle et de La Haye (1795), le Directoire à ses débuts n'a plus à combattre que l'Angleterre, l'Autriche et la Sardaigne. Mais, quoique les Autrichiens aient placé en Allemagne la plus grande partie de leurs forces avec l'archi-



KLÉBER (1753-1800). — Peinture d'Ansiaux. — Musée de Versailles. Cl. NEURDEIN.





BATAILLE DE RIVOLI (14 janvier 1797). — Les Autrichiens d'Alvinzy sont rejetés du plateau de Rivoli, tenu par Bonaparte, dans la vallée de l'Adige. — Peinture de Bacler d'Albe. — Musée de Versailles.

duc Charles, le Sud-Est est exposé à une invasion que pouvaient soutenir puissamment les Anglais, auxquels leur protectorat sur la Corse, demandé par Paoli, offrait une base redoutable. Carnot, qui conserve sous le nouveau gouvernement la direction de la guerre, organise donc trois armées principales : Sambre-et-Meuse avec Jourdan, Rhin-et-Moselle avec Moreau, Italie avec Bonaparte. Jourdan et Moreau marcheront sur Vienne par les vallées du Mein et du Danube ; Bonaparte s'avancera par le bassin du Pô. Une quatrième armée avec Kellermann gardera le passage des Alpes.

**LA GUERRE EN ALLEMAGNE.** — Pour exécuter le plan de Carnot, Jourdan détourne de Moreau l'attention de l'archiduc en commençant par sa gauche le passage du Rhin à Dusseldorf ; il laisse un détachement devant Mayence, traverse le fleuve et progresse dans la vallée de la Lahn. L'archiduc, dont les événements d'Italie ont fait diminuer les troupes de presque toute l'armée de Wurmser expédiée contre Bonaparte, ne peut que laisser devant Moreau le détachement de Latour, et marche vers Jourdan. Il le bat à Wetzlar (15 juin) et l'oblige à repasser le Rhin, qu'il fait garder par son lieutenant Warteneben. Il revient alors contre Moreau, qui a refoulé Latour jusqu'à Rastadt, éprouve un échec à Ertlingen (9 juillet) et se retire sur la rive droite du Danube, où il concentre toutes ses forces. Moreau le suit, Jourdan reprend l'offensive dans le bassin du Mein ; mais les deux armées françaises, trop éloignées, ne peuvent se soutenir réciproquement. L'archiduc en profite : il contient Moreau avec Latour, fonce sur Jourdan, qu'il bat à Wurzburg (3 septembre) et qui doit se retirer rapidement sur la rive gauche du Rhin.

Moreau, qui s'est avancé jusqu'à l'Isar, craint alors le retour offensif de l'archiduc sur ses communications. Il revient vers le Rhin, talonné par Latour, fait à travers la Forêt-Noire une retraite restée classique, échappe à l'archiduc et ramène en Alsace (26 octobre) les prisonniers et les canons enlevés aux Autrichiens ; mais l'objectif de la campagne était manqué.

Au printemps de 1797, l'archiduc Charles est en Italie et Werneck le remplace ; Hoche a été substitué à Jourdan et les armées françaises d'Allemagne veulent égaler l'armée d'Italie. Le 18 août, Hoche franchit le Rhin à Neuwied, où il inflige une sanglante défaite à Werneck, incapable désormais de l'arrêter ; le 22, il est à Francfort. Au sud, Moreau passe le Rhin à Kiel, et son avant-garde arrive sans coup férir à la Forêt-Noire. Mais l'armistice signé le 18 août à Leoben arrête les hostilités.

**LA GUERRE EN ITALIE.** — L'échec des négociations de paix avec la Sardaigne avait ranimé les hostilités au Sud-Est. Mais, malgré la victoire de Schérer à Loano (13 novembre 1795) et l'occupation de la rivière de Gênes, l'armée d'Italie se trouvait dans une

précaire situation matérielle et morale quand Bonaparte en prit le commandement, le 28 mai 1796. Ses 38 000 hommes étaient menacés par les 40 000 Autrichiens de Beaulieu et les 20 000 Piémontais de Colli, qui, heureusement, s'entendaient peu et que séparaient d'épais massifs de montagnes.

Par des feintes dont son génie militaire est coutumier, Bonaparte aggrave encore ces causes de faiblesse. Beaulieu est battu en détail, notamment à Montenotte (12 avril), à Dego (15 avril), et doit s'éloigner vers le nord-est. Colli, déjà contenu à Millesimo (14 avril), reste seul pour supporter l'offensive de Bonaparte, qui se retourne contre lui et lui fait éprouver à Mondovi (22 avril) une sérieuse défaite. Turin est découvert ; le roi de Sardaigne sollicite alors un armistice à Cherasco (28 avril), préliminaire du traité de Paris (3 juin), par lequel Nice et la Savoie seront cédés à la France, et il abandonne la coalition.

Pendant ce temps, Beaulieu s'était retiré au nord du Pô pour protéger Milan. Bonaparte l'attire vers Valence et va franchir le fleuve à Plaisance (7 mai). Le général autrichien accourt trop tard pour s'y opposer ; l'Adda qu'il veut défendre est forcé à Lodi (10 mai), et il recule derrière le Mincio. Mais, avant d'entreprendre contre lui de nouvelles opérations, Bonaparte préfère organiser les territoires conquis. Il entre à Milan (15 mai), donne un gouvernement provisoire à la Lombardie, lève des contributions pour aider le Directoire aux abois et met une garnison à Livourne. Il force ensuite Beaulieu à se réfugier au Tyrol après le combat de Borghetto et, tandis qu'il fait assiéger Mantoue, il signe la convention de Brescia avec le roi de Naples, l'armistice de Bologne avec le pape, qui livre Ancône, et il négocie avec les ducs de Parme et de Modène.

Mais Wurmser, qui vient d'Allemagne avec son armée, a remplacé Beaulieu. Il descend du Tyrol en deux colonnes séparées par le lac de Garde, Kasdanovitch à droite, Wurmser à gauche, pour débloquer Mantoue et couper les communications de l'armée d'Italie. Bonaparte abandonne Mantoue pour écraser d'abord Kasdanovitch à Lonato (30 juillet) et à Salò (4 août) ; Wurmser, qui vient au secours de son lieutenant, est complètement battu à Castiglione (5 août) et doit ramener au Tyrol les débris de son armée. Bonaparte le suit, après avoir laissé devant Mantoue un nouveau corps de siège.

Or, Wurmser a promptement réorganisé ses forces. Il croit que son lieutenant Davidovitch pourra contenir les Français tandis qu'il descendra l'Adige pour dégager Mantoue et cerner Bonaparte dans le bassin du lac de Garde. Mais Davidovitch ne résiste pas ; il est battu à Roveredo (4 septembre). Vaubois occupe Trente, et Bonaparte se lance à la poursuite de Wurmser, qu'il bouscule à Primolano, puis à Bassano (8 septembre), et qui s'enferme dans Mantoue après un nouvel échec au faubourg de Saint-Georges (15 septembre). L'armée française est alors disposée de façon à couvrir au loin le siège de la place confié à la division Sérurier.





L'ARMÉE FRANÇAISE EN HAUTE ÉGYPTE (1798-1799).

Nos soldats, commandés par Desaix, remontèrent le cours du Nil jusqu'à la 1<sup>re</sup> cataracte. On les voit ici faisant halte à Syène (Assouan), sur les ruines d'un temple égyptien enfoui dans les sables. — Peinture de Tardieu. — Musée de Versailles. CL. NEUBERN







Alvinzy vient l'attaquer. Ce général, qui a concentré une armée sur les frontières de la République de Venise, dispose en outre des troupes de Davidovitch. Il veut rassembler ses forces à Vérone, où Davidovitch doit le rejoindre. Mais Bonaparte a l'avantage de la position centrale ; il fait ralentir sur la Brenta la marche d'Alvinzy et court au secours de Vaubois, déjà refoulé par Davidovitch jusque vers Rivoli. Après avoir établi son lieutenant sur de solides positions, il revient contre Alvinzy qui l'attend au plateau de Caldiero. Il échoue à l'assaut du plateau, mais par une habile manœuvre il porte le lendemain la lutte sur un terrain plus favorable. La bataille, illustrée par l'épisode du pont d'Arcole (17 novembre), dure trois jours et se termine par la défaite d'Alvinzy, qui recule vers Vicence. Davidovitch, effrayé, renonce à forcer les positions de Vaubois et se réfugie au Tyrol. Bonaparte profite alors du répit que lui laissent les Autrichiens pour calmer l'effervescence croissante en Italie centrale. Il rend Livourne au grand-duc de Toscane, fonde la République cispadane avec les légations de Bologne et de Ferrare, réunies aux duchés de Parme et de Modène, et fait surveiller les troupes pontificales par un corps d'observation ; il marche ensuite contre Alvinzy.

Celui-ci descend du Tyrol et combine ses mouvements avec Provera, qui a concentré des troupes autour de Padoue. Il est arrêté sur le plateau de Rivoli par Joubert, qui donne à Bonaparte le temps d'accourir. Alvinzy est battu (14 janvier 1797) ; son armée s'enfuit vers Trente, où Joubert la poursuit. Provera, qui est sur le point de débloquent Mantoue, est à son tour cerné à la Favorite et contraint de se rendre (16 janvier). Wurmser, désormais sans espoir de secours, capitule le 2 février. Les troupes pontificales sont battues à Castello-Bolonese et le pape signe la traité de Tolentino (19 février).

L'Autriche confie alors le sort de la campagne à l'archiduc Charles, son meilleur général, mais celui-ci n'a pas le temps de réunir les forces éparses qui sont mises trop tard à sa disposition. Il ne peut empêcher Bonaparte de franchir le Tagliamento (16 mars) ; il échappe à grand-peine à l'encerclement au col de Tarvis (23 mars) et, talonné, impuissant à défendre les approches de Vienne, il s'arrête au col de Seemerling, où il demande une suspension d'armes que Bonaparte accorde en échange des préliminaires de Leoben (18 avril). Tandis que se prépare le traité de Campo-Formio, le vainqueur fait payer cher à Venise sa duplicité : l'aide accordée aux troupes autrichiennes, le massacre connu sous le nom de « Pâques véronaises », sont châtiés par la destitution du Sénat et la perte de l'indépendance.

### Campagne d'Égypte.

Le traité de Campo-Formio laissait l'Angleterre seule contre la France : Bonaparte proposa de la contraindre à la paix en s'emparant de l'Égypte, d'où il pourrait préparer la ruine de la puissance anglaise



MASSÉNA À LA BATAILLE DE ZÜRICH (25 septembre 1799). — Peinture de Bouchot. — Musée de Versailles. CL. NEURDEIN.

aux Indes. Le Directoire, heureux de se débarrasser d'un général dont la supériorité l'inquiète, lui fournit tous les moyens d'aller guerroyer dans un pays d'où il ne reviendra peut-être pas.

« L'aile gauche de l'armée d'Angleterre » est constituée ; sa destination réelle est tenue secrète. Elle part le 19 mai 1798 de Toulon ; des savants l'accompagnent. Elle échappe aux croisières anglaises, enlève Malte au passage, débarque le 1<sup>er</sup> juillet près d'Alexandrie et s'empare de la ville. Bonaparte marche aussitôt sur Le Caire, détruit aux Pyramides (21 juillet) les Mamlouks des beys Mourad et Ibrahim, lieutenants du sultan, et entre au Caire le 23. Il fonde l'Institut d'Égypte et réforme l'administration par une habile politique indigène, tandis que le général Desaix poursuit Mourad dans la Haute-Égypte. Isolé de la France par l'anéantissement de la flotte, que Nelson incendie à Aboukir (2 août), il organise sa conquête comme si elle était définitive. Mais le sultan fait lever par Djezzar-pacha une armée en Syrie pour chasser les envahisseurs, et Le Caire se révolte. Bonaparte réprime le soulèvement et marche au-devant des Turcs ; il prend El-Arioh, Gaza, Jaffa (février 1799), et Djezzar s'enferme dans Saint-Jean d'Acre, que défend Philippeaux et que ravitaille l'escadre anglaise de Sidney Smith. La ville résiste victorieusement, quoique Kléber ait dispersé au mont Thabor (16 avril) une armée de secours. Il faut rentrer en Égypte, car l'insurrection couve au Caire et Sidney Smith a débarqué 18 000 janissaires à Aboukir. Bonaparte les attaque avec 6 000 hommes et les détruit (25 juillet). Smith lui fait alors connaître, pour le décourager, les succès de la coalition et les embarras intérieurs du Directoire. Son retour en France lui paraît opportun ; il s'embarque secrètement le 22 août et laisse le commandement de l'armée à Kléber.

Or, l'Égypte était menacée de toutes parts. Smith transportait un corps turc à Damiette, le grand vizir arrivait de Syrie avec une puissante armée. Kléber fait face au danger. Il inflige au grand vizir le désastre d'Héliopolis (19 mars 1800), tandis que son lieutenant écrase les Turcs débarqués à Damiette. Le Caire révolté est repris, mais un fanatique assassine Kléber le 14 juin.

Menou, qui le remplace, veut repousser une nouvelle armée turque amenée par lord Keith. Il est battu à Canope (24 mars 1801) et cerné dans Alexandrie. Le grand vizir avec de grandes forces envahit le delta ; Mourad, revenu de Haute-Égypte, assiège Le Caire dont le défenseur, Belliard, capitule avec 14 000 hommes (25 juin). La capitulation de Belliard entraîne celle de Menou (20 septembre) et les débris de l'armée d'Égypte sont transportés en France. Malte même, défendue pendant deux ans par le général Vaubois, se rendait le 4 septembre aux Anglais.

### Campagne de 1799.

Pendant que ses meilleures troupes guerroyaient en Égypte, le Directoire contenait non sans peine en Allemagne, en Suisse, en Italie et en Hollande, la deuxième coalition organisée par l'Angleterre.



DÉBARQUEMENT DES TROUPES FRANÇAISES DANS L'ÎLE DE MALTE (juin 1798). — Lithographie de Motte. — Bibl. Nat. CL. LEMARE.





LE PREMIER CONSUL VISITE L'HOSPICE DU MONT-SAINT-BERNARD (20 mai 1800). — Peinture de Lebel. — Musée de Versailles. Cl. NEURDEIN.

**LA GUERRE EN ALLEMAGNE ET EN SUISSE.** — Contre l'armée de l'archiduc Charles rassemblée en Bavière et les corps de Hotze et de Bellegarde dans le Vorarlberg et le Tyrol, que viendra renforcer l'armée russe de Korsakov, le Directoire ne dispose effectivement que des armées du Danube avec Jourdan et d'Helvétie avec Masséna, sous les ordres de Jourdan. Selon le plan imposé, Masséna marche d'abord vers le Tyrol pour séparer les Autrichiens et faciliter l'offensive de Jourdan, mais l'insurrection des cantons suisses fait échouer ce projet. Masséna se replie vers Zurich. D'autre part, Jourdan, qui s'avance entre le lac de Constance et le Danube, est battu par l'archiduc à Pfullendorf (20 mars) et à Stokach (25 mars), et doit reculer jusqu'à la Forêt-Noire. L'archiduc se retourne alors contre Masséna, auquel il livre la bataille indécise de Zurich (27 mars). Il est obligé d'attendre l'arrivée de Korsakov pour recommencer la lutte, et Masséna, qui se retranche sur l'Albis, fait occuper par Lecourbe le Saint-Gothard pour rétablir ses communications avec l'armée d'Italie.

Or, cette armée avait éprouvé revers sur revers. Mais les désaccords entre ses adversaires les Autrichiens de Mélas et les Russes de Souvarov sont si graves que, malgré les triomphes de Souvarov, les alliés envoient les Russes en Suisse et réservent aux Autrichiens l'Allemagne et l'Italie. Souvarov passe donc en Suisse, refoule péniblement Lecourbe jusqu'à Altorf, et il compte prendre à revers Masséna, attaqué par Korsakov, que l'archiduc fait soutenir par Hotze. Mais Masséna n'a pas attendu l'attaque. Il a bousculé Korsakov à Zurich après une bataille de trois jours (24-26 septembre), empêchant sa jonction avec Hotze, que Soult rejetait dans le Vorarlberg. Souvarov, isolé, en danger d'être cerné, s'échappe à grand-peine à travers les Alpes de Glaris. Il arrive à Coire, furieux contre les Autrichiens qu'il rend responsables du désastre, et rentre en Russie. Le tsar le disgracie, mais se retire de la lutte ; les Autrichiens qui avaient conquis l'Italie s'arrêtent au pied des Alpes et des Apennins, car ils craignent la descente de l'armée d'Helvétie sur leur flanc droit ou leurs lignes de communication.

**LA GUERRE EN ITALIE.** — Des territoires ou des alliances acquis par Bonaparte pendant la campagne de 1796-1797, il ne restait en effet plus rien. Dès le début des hostilités, l'insurrection, soutenue par un corps russe, avait chassé de Naples Macdonald, dont l'armée était revenue péniblement vers le nord de l'Italie pour se joindre à l'armée de Schérer. Or, celui-ci, battu à Magnano (5 avril) en

voulant passer l'Adige, s'était retiré derrière l'Adda pour résister aux Autrichiens de Mélas renforcés par les Russes de Souvarov, qui dirigeait les opérations. Souvarov justifie d'ailleurs la réputation qu'il devait à ses victoires sur les Polonais et les Turcs. Il bouscule Schérer à Cassano (22 avril) et, tandis que Moreau, successeur de Schérer, va s'établir entre le Pô et le Tanaro pour attendre l'armée de Naples, il se jette sur Macdonald, qu'il écrase sur les bords de la Trebbie après une bataille de trois jours (7-9 juin). Joubert, qui remplace Moreau accusé d'inertie, prend l'offensive ; il est battu et tué à Novi (15 août), et Moreau rassemble les débris des deux armées aux environs de Gênes. Il ne peut secourir Tortone, et Coni, la dernière place possédée par les Français au nord de l'Apennin, est assiégée à son tour. C'est alors que Souvarov passe en Suisse avec ses Russes, Mélas continue le siège ; il prend Coni après avoir battu à Gênes (14 novembre) Championnet, qui succède à Moreau envoyé en Allemagne, et qui tentait de débloquer la ville. L'armée d'Italie est acculée à la rivière de Gênes, et l'armée des grandes Alpes, en formation, se tient sur la défensive pour garder les cols de la frontière.

**LA GUERRE EN HOLLANDE.** — Les alliés avaient espéré, un instant, obtenir en Hollande des succès aussi grands. Le duc d'York, avec une armée de 45 000 Anglo-Russes, débarquait au Helder le 28 août. Brune, commandant de l'armée de Hollande, battu à Zyp (10 septembre), s'était retiré vers Kastricum, tandis que les partisans du stathouder agitaient la population. Mais il reçoit des renforts, reprend l'offensive, bat le duc d'York à Kastricum et le refoule jusqu'au Helder. Pour ne pas être jeté à la mer, le duc signe la convention d'Alkmaar (18 octobre), qui interdit à l'Angleterre la coopération de ses troupes sur le continent, et il se rembarque après avoir rendu ses prisonniers.

Ainsi, au moment où Bonaparte revient d'Égypte, et à la veille de Brumaire, l'Italie est perdue, sauf la rivière de Gênes ; mais les armées françaises ont victorieusement défendu la Suisse, le Rhin, la Hollande, et le tsar, le plus puissant des coalisés sur le continent, a fait défection.

### Campagne de 1800.

L'Autriche est maintenant notre seule adversaire sur terre. Elle a deux fortes armées, l'une en Allemagne avec Kray, l'autre en Italie avec Mélas. Bonaparte, devenu Premier Consul, oppose Moreau à Kray, et Masséna, successeur de Championnet, à Mélas. Mais, pour secourir Masséna qui n'a que 30 000 hommes, il organise une armée dite de réserve qui franchira secrètement les Alpes et prendra Mélas à revers, pendant que Moreau s'avancera vers Vienne.

**LA GUERRE EN ITALIE.** — Or, Mélas n'était pas resté inactif. Il avait traversé l'Apennin et coupé en deux l'armée d'Italie. Masséna est enfermé dans Gênes que bloque la flotte anglaise et qu'assiège Ott ; son lieutenant Suchet est refoulé sur le Var. Tandis que Bonaparte passe les Alpes au Simplon et au Grand-Saint-Bernard, Masséna doit capituler après une héroïque résistance (6 avril-4 juin) et Mélas, laissant un détachement devant Suchet, peut se concentrer autour d'Alexandrie pour attendre l'attaque des Français. Mais presque toute leur artillerie est encore arrêtée par le fort de Bard, et Bonaparte, dont la chute de Gênes a modifié les plans, entre d'abord à Milan où il rétablit la République cisalpine et reçoit un renfort amené d'Allemagne par Moncey. Il tente alors d'isoler Mélas dans le bassin supérieur du Pô, lui enlève par le combat de Montebello (9 juin) l'important défilé de la Stradella où passent ses communications. Il se dirige ensuite vers Alexandrie en détachant Desaix vers la route de Gênes, pour couper la ligne présumée de retraite des Autrichiens. Mais Mélas vient d'Alexandrie à sa rencontre dans la plaine de Marengo avec des forces supérieures. L'intervention de Desaix qui, sans



DESAIX (1768-1800). — Gravure de Fiesinger. — Bibl. Nat.



ordres, accourt au canon change en victoire décisive la défaite imminente de Bonaparte (14 juin). Mélas, enfermé dans le Piémont avec une armée démoralisée, signe le lendemain la convention d'Alexandrie qui livre à la France l'Italie septentrionale jusqu'au Mincio.

Bonaparte laisse alors le commandement à Brune et rentre à Paris pour diriger les négociations de paix ouvertes à Lunéville. Après leur échec, Brune reprend les hostilités et franchit le Mincio; l'armistice de Steyer l'arrête au delà de la Brenta.

**LA GUERRE EN ALLEMAGNE.** — Prêt avant Kray, Moreau avait tenté d'attirer les Autrichiens vers la Forêt-Noire pour franchir le Rhin à Bâle, Brisach et Schaffhouse. La Forêt-Noire est tournée, mais les Autrichiens se sont concentrés entre le lac de Constance et le Danube. Cependant Moreau les bat à Engen, son lieutenant Lecourbe à Stokach le même jour (3 mai); Kray est refoulé dans Ulm, sa gauche dans le Tyrol, et la Suisse est dégagée. Affaibli par l'envoi de 18 000 hommes avec Moncey en Italie, Moreau n'ose pas enlever Ulm de vive force; il espère en déloger Kray en faisant occuper Augsbourg qui commande ses communications par le sud du Danube; puis, laissant Richepanse en observation devant Ulm, il passe le fleuve et disperse à Hochstedt (19 mai) un détachement qui gardait la route de Bohême. Kray comprend qu'il va être coupé de ses bases, et s'échappe de Ulm par surprise. Moreau l'atteint à Nordlingen, mais l'interprétation erronée de la convention d'Alexandrie préserve les Autrichiens d'un désastre; cependant, après quelques escarmouches, le Premier Consul autorise Moreau à signer l'armistice de Parsdorf (15 juillet) pour la durée des pourparlers de Lunéville.

A la rupture des négociations, l'archiduc Jean, qui remplace Kray, concentre habilement ses forces dans la basse vallée de l'Inn et bouscule la gauche des Français encore disséminés le long de l'Isar. Mais Moreau peut reformer ses troupes en arrière de la forêt de Hohenlinden; les Autrichiens qui s'avancent sur trois colonnes sont contenus de front par Ney, assaillis de flanc par Richepanse et Decaen, et subissent une écrasante défaite (3 décembre). L'archiduc Charles qui commande maintenant les Autrichiens est impuissant à les réorganiser. Moreau talonne son adversaire, qui ne peut l'arrêter sur la route de Vienne. Le 25, il est à Steyer où il accorde l'armistice que l'archiduc a sollicité pour rendre possible la reprise des négociations à Lunéville.

La campagne d'Allemagne, et surtout la victoire de Hohenlinden, qui est un modèle de bataille défensive, portèrent à son comble la réputation de Moreau.



BATAILLE DE HOHENLINDEN (3 décembre 1800). — Moreau, suivi de Ney et de Grouchy, opère sa jonction avec Richepanse. — Peinture de H. Schopin. — Musée de Versailles. CL. ALINARI

### La Guerre outre-mer.

L'Angleterre avait mis à profit, dès la déclaration de guerre, les discordes provoquées dans nos colonies par la Déclaration des Droits de l'homme et l'abolition de l'esclavage. La marine française, désorganisée, ne pouvait guère s'opposer aux débarquements qui faisaient passer presque toutes nos possessions sous la domination britannique, sauf dans l'océan Indien, où, grâce aux croisières de vaillants corsaires et notamment de Robert Surcouf, les îles de France et de Bourbon ne furent pas envahies. Mais Pondichéry, les comptoirs du Sénégal, Sainte-Lucie, furent perdus presque sans résistance.

A la Martinique, Rochambeau dut capituler après une belle défense de quarante-cinq jours dans la ville de Saint-Pierre. Cependant, à la Guadeloupe, Victor Hugues organisa les hommes de couleur en troupes indigènes qui combattirent vaillamment avec le général Polardy et ses 1 500 hommes; le général anglais Graham, venu de la Jamaïque en mars 1794, fut contraint de se rendre le 4 novembre.

**LA GUERRE A SAINT-DOMINGUE.** — A Saint-Domingue, la lutte contre les Anglais ne fut qu'un épisode de la guerre civile qui fit perdre définitivement à la France cette belle colonie, peuplée en 1789 de 30 000 blancs, 28 000 hommes de couleur et 500 000 esclaves.

L'Assemblée insurrectionnelle constituée pour défendre les prérogatives des colons avait réprimé durement les tentatives d'émancipation des hommes de couleur, puis des noirs, soutenus par les Espagnols. Les commissaires Santhonax, Polverel, Ailhaud, venus de France avec le général de Laveaux et 2 000 hommes pour rétablir l'autorité de la métropole, ne purent d'abord s'appuyer que sur les mulâtres. Ils proclamèrent l'affranchissement des esclaves (29 août 1793) pour isoler les blancs, mais ceux-ci appelèrent les Anglais de la Jamaïque, dont le général White occupa Port-au-Prince ainsi que les districts de l'ouest et du sud de l'île, au nom de Louis XVII.

Le général de Laveaux, réduit à ses seules troupes régulières et aux contingents mulâtres, se trouvait dans une situation



LE *Vengeur*. — Épisode du combat du 13 prairial an II (1<sup>er</sup> juin 1794). — Lithographie de Mayer et Sabatier. — Bibl. Nat.





PRISE À L'ABORDAGE, le 14 décembre 1799, au large de Rochefort, de la frégate anglaise l'*Ambuscade* par la corvette la *Bayonnaise*, commandée par le lieutenant de vaisseau Richer. — Dessin d'Ozanne. — Musée de la Marine.

précaire. Il parvint cependant à négocier avec un ancien esclave, nommé Toussaint, qui était devenu un chef influent. Toussaint entraîne une grande partie des noirs dans le parti des Français. Il refoule les Anglais sur la côte, se fait obéir par les chefs mulâtres, s'impose aux blancs, ramène les noirs sur les plantations, annexe la partie espagnole de l'île cédée par la paix de Bâle, se débarrasse de de Laveaux et de Santhonax en les envoyant en France comme députés de l'île, refuse le titre de roi protégé d'Haïti que lui offrent les Anglais, et oblige le général Maitland à se rembarquer (10 octobre 1798). Les mulâtres se révoltent contre lui ; ils sont écrasés par son lieutenant Dessalines, et l'île entière est pacifiée. Une Assemblée locale proclame alors (9 juin 1801) l'autonomie d'Haïti sous la suzeraineté de la France, et nomme président à vie Toussaint, qui prend le nom de Louverture comme symbole de l'ère nouvelle promise aux noirs.

Mais Bonaparte, qui ne reconnaît pas l'Assemblée, décide d'employer les éléments hostiles de l'armée dans une expédition contre la colonie rebelle. Il y consacre 30 000 hommes, commandés par son beau-frère Leclerc. En même temps, Richemont, envoyé à la Guadeloupe pour y préparer le rétablissement de l'esclavage, fait une campagne rapide contre les noirs, qui se défendent en désespérés ; à Parc-à-Macoubac, les 300 derniers insurgés se font sauter plutôt que de se rendre (8 juin 1802). Quand il meurt peu après de la fièvre jaune, l'ancien régime social est rétabli. A Saint-Domingue, Leclerc a moins de succès. Il a divisé adroitement les noirs par des promesses de liberté, mais il ne peut résister à la fièvre jaune et à la guérilla que lui fait Toussaint Louverture, secondé par d'énergiques lieutenants comme Christophe et Dessalines. Il doit signer la convention du 1<sup>er</sup> mai 1802 qui conserve leurs grades aux chefs noirs et confirme à perpétuité l'abolition de l'esclavage. Le mois suivant, Toussaint est attiré dans un guet-apens et envoyé en France ; il y est emprisonné au fort de Joux, où il ne tarde pas à mourir. Alors, un soulèvement général des noirs oblige les troupes de Leclerc, épuisées, à se replier sur la côte, et Leclerc lui-même est emporté par la fièvre jaune (novembre 1802). Son lieutenant Rochambeau le remplace et prend l'offensive avec une énergie farouche ; il est refoulé dans le Cap-Haïtien, où il est bloqué par Dessalines, soutenu, après la rupture de la paix d'Amiens, par l'escadre anglaise de la Jamaïque. Après une résistance héroïque, il se rend aux Anglais avec 8 000 hommes. Noailles, qui défendait le môle Saint-Nicolas, tente de s'échapper par mer avec ses troupes ; il est capturé par les Anglais.

Il ne restait plus dans l'île qu'une garnison à San Domingo. Grâce aux bons rapports qu'il entretenait avec les colons espagnols, le général Ferrand put s'y maintenir jusqu'en 1809, mais les événements d'Espagne lui firent perdre les sympathies dont il bénéficiait, et, assiégé par les Espagnols eux-mêmes, il fut obligé de capituler (11 juillet) ; il se brûla la cervelle.

### La Guerre maritime.

Si, au moment de la déclaration de guerre à l'Angleterre, la marine française était désorganisée, la flotte britannique n'était guère en état de combattre. Elle put cependant, en 1793, soutenir la révolte de

Toulon, ravitailler l'insurrection corse et croiser impunément dans la Manche. Mais, en 1794, le Conventionnel Jean Bon Saint-André avait ramené l'esprit offensif et la discipline dans l'escadre de Brest. Commandée par Villaret-Joyeuse, elle livre le 1<sup>er</sup> juin, à l'amiral Howe, la sanglante bataille dite du Finistère ou du 13 Prairial, au large d'Ouessant, pour ouvrir le passage à un convoi de 150 navires venus des États-Unis et des Antilles. L'issue du combat, signalé par l'héroïsme des marins du *Vengeur* qui s'ensevelissent glorieusement dans les flots, nous est fatale, mais le convoi peut arriver à Brest. On eut d'ailleurs le tort d'abuser prématurément de l'esprit d'offensive : la croisière du grand hiver (décembre-février 1794) et le combat de Groix (22 juin) achèvent de ruiner notre flotte de l'Océan, et l'Amirauté britannique dominera de même dans la Méditerranée. L'amiral Martin est battu dans plusieurs rencontres et la flotte de Toulon perd en trois ans 35 vaisseaux et 65 frégates.

Le comité de la Marine rétablit alors la course, supprimée par la Constituante, et organise en 1795 des divisions de croiseurs. Mais, si des corsaires comme Dubédat, Tréhouard, Surcouf, Lemême font des prises fructueuses, si Allemand en Afrique, Leyssègues aux Antilles, Ganteaume, Richery et Sercey au Levant, à Terre-Neuve, aux Indes font des incursions dans les possessions ennemies, le dommage subi par les Anglais se compense par le préjudice éprouvé par les armateurs français.

Le Directoire veut alors utiliser la coopération des flottes hollandaise et espagnole, que lui ont procurée les traités d'alliance, pour porter la guerre chez l'ennemi. Mais la tempête fait échouer la tentative de Hoche, dont les troupes arrivent à la baie de Bantry (21 décembre 1796-2 janvier 1797) sans pouvoir débarquer. D'ailleurs, Jervis, qui avait transformé chez les Anglais la tactique navale, empêche la concentration des escadres espagnoles et françaises ; il bat les Espagnols au cap Saint-Vincent (14 février) et les enferme à Cadix. Ses élèves, Collingwood, Saumarez, Nelson, perfectionnent ses procédés ; l'amiral hollandais de Winter est écrasé devant Camperdown (11 octobre 1797) ; le blocus des côtes françaises et hollandaises est rigoureux. Seules, quelques frégates de Rochefort peuvent débarquer à Kilala (21 août 1798) le général Humbert et un millier d'hommes qui marchent sur Dublin et triomphent en plusieurs rencontres, mais ils sont finalement obligés de capituler le 8 septembre à Ballinamuck. L'escadre de Bompard qui a tenté de les ravitailler est détruite au Lough Swilly (11 octobre 1798).

Tandis que les Anglais se protégeaient ainsi contre l'éventualité d'un débarquement, Bonaparte partait pour l'Égypte. Nelson, qui surveillait la Méditerranée, rejoint dans la rade d'Aboukir l'escadre de l'amiral Brueys, le 2 août 1798 : il ne laisse échapper que les quatre navires de Villeneuve, et il enferme en quelque sorte l'armée d'Égypte dans ses conquêtes. Le Directoire, puis le Consulat font de vaines tentatives pour la ravitailler, et le combat d'Algésiras (6 juillet 1801), où Linois força l'amiral Saumarez à se retirer, est le seul épisode consolant de cette période.

Les Anglais ont maintenant la maîtrise des mers. A l'acte de neutralité armée signé le 6 décembre 1800 par la Russie, le Danemark, la Suède et la Prusse, l'Angleterre riposte en capturant 400 navires marchands ; Nelson et Parker viennent attaquer devant Copenhague la flotte danoise, qui se défend vaillamment (12 avril 1801), mais la mort du tsar Paul 1<sup>er</sup> amène la dissolution de la Ligue.

Cependant Bonaparte, consul, ne renonce pas aux projets du Directoire et veut imposer chez elle la paix à l'Angleterre. Un arrêté du 8 mars 1801 organise des flottilles d'embarcations construites d'après les plans de l'ingénieur Forfait ; Latouche-Tréville est chargé de protéger les travaux et Nelson tente vainement de détruire ces « coquilles de noix ». La crainte d'un débarquement ne fut peut-être pas étrangère aux considérations qui déterminèrent l'Angleterre à signer la paix d'Amiens ; mais cette paix, en raison des ambitions rivales dont la Méditerranée était l'objet, ne pouvait être, pour Bonaparte comme pour le cabinet tory, qu'une trêve avant la reprise d'une lutte sans merci.

## II. LES GUERRES DE L'EMPIRE

### Les Institutions.

LES TRANSFORMATIONS DE L'ARMÉE FRANÇAISE. — Les populations attendaient du Consulat une sérieuse atténuation des charges militaires que leur avait imposées la Révolution. Bonaparte, tout d'abord, n'apporte que peu de changements à la « loi Jourdan », mais il se prépare bientôt à une guerre qu'il devine imminente. La loi du 17 mai 1802, après avoir ménagé la transition par une répartition habilement arbitraire des levées, est remplacée par la loi du 28 novembre 1803, qui remet en vigueur le tirage au sort, fixe à 60 000 hommes le contingent annuel, institue des réserves périodi-



quement instruites. Le maréchalat est rétabli, les corps d'armée sont créés ; un arrêté consulaire rend bientôt à la demi-brigade son ancien nom de régiment ; l'administration de l'armée est soumise au contrôle des inspecteurs aux revues. Le corps des ingénieurs géographes des camps et armées devient l'auxiliaire indispensable de l'état-major. Enfin, les effectifs de la gendarmerie départementale sont augmentés ; la garde nationale, organisée au moins sur le papier, forme une sorte d'armée territoriale. Une garde consulaire, noyau de la future garde impériale, est constituée au moyen de l'élite des régiments et compte 6 000 hommes de toutes armes. L'armée comprend alors 90 régiments d'infanterie de ligne, 29 de légère à 3 bataillons de 8 compagnies, 2 régiments de carabiniers, 12 de cuirassiers, 30 de dragons, 26 de chasseurs, 10 de hussards, 8 régiments d'artillerie à pied, 6 à cheval de 6 compagnies, 2 bataillons de pontonniers, 8 du génie, 15 compagnies d'ouvriers.

La reprise et la longueur des hostilités, l'extension donnée aux théâtres d'opérations, ne tardent pas à rendre ces forces insuffisantes. Mais Bonaparte est devenu empereur et les sénatus-consultes qui se succèdent ne font qu'enregistrer et transmettre ses volontés. À partir de 1805, les contingents demandés aux classes de recrutement sont de plus en plus considérables : de 60 000 hommes en 1803 et 1804, ils s'élèvent à 140 000 en 1805 ; ils se maintiennent à 80 000 en 1806 et 1807, mais les classes sont appelées par anticipation d'une année, afin que les dépôts aient toujours des hommes instruits par douze ou quinze mois d'exercice. En même temps que les effectifs augmentent, la composition de l'armée se modifie. Elle n'est plus exclusivement française, car, outre l'élément national, elle comprend des éléments étrangers, qui se mélangent à elle ou s'y juxtaposent. Pour Napoléon, l'armée est la grande assimilatrice, et les officiers originaires des pays annexés ou vassaux, fournis par les classes influentes, « servent d'otages et garantissent la fidélité de leurs familles ». Les recrues des contrées annexées à l'Empire sont incorporées dans les corps français. Les contingents des nouveaux royaumes où règnent les frères de l'empereur, ceux des pays alliés, constituent des régiments, des brigades, des divisions sous des chefs hollandais, napolitains, espagnols, mais toutes ces formations restent placées sous le commandement supérieur des généraux et des maréchaux de Napoléon. Cent mille étrangers en moyenne sont réunis sous ses drapeaux.

Afin de dissimuler l'usure des troupes, déjà rendue sensible par la dure campagne de Pologne et par les débuts de la guerre d'Espagne, on imagine de former des divisions « provisoires », des régiments « de marche ». En 1809 on lève la classe de 1810 ; le contingent est porté à 100 000 hommes avec effet rétroactif jusqu'en 1806 ; l'infanterie reçoit de nouveau, pour la campagne d'Autriche, les « canons de bataillons », qui lui seront d'ailleurs définitivement rendus en 1813, la quantité d'artillerie devant être subordonnée à la qualité des troupes.

En 1810, en 1811, pour la campagne projetée en Russie, les classes, de 120 000 hommes, sont levées un an à l'avance ; les alliés ou feudataires fournissent 330 000 soldats, c'est-à-dire la moitié de l'armée. La garde se développe sans cesse, à mesure que diminue la qualité des troupes en campagne : elle forme une armée dans l'armée et son effectif



GRENADIER DE L'EMPIRE. — Étude par Charlet. — Musée du Louvre. CL. NEURDEIN.

s'élève à 56 000 hommes en 1812. Les régiments de lanciers, au nombre de 9, sont créés pour la lutte contre les Cosaques. C'est une multitude de 500 000 hommes que Napoléon rassemble sur le même théâtre d'opérations, mais la protection des flancs de la zone de manœuvre et des lignes de communication, démesurément étendues en absorbe la plus grande partie. Le train des équipages, créé en 1807 pour les opérations de Pologne, est augmenté de 13 bataillons et pourvu de chars ; la cavalerie forme des corps autonomes, lourds, vulnérables et gênants. Au déclin de la puissance impériale et pour faire face à l'Europe, ce sont les classes de 1813 et de 1814 qui sont appelées ; elles donnent chacune 140 000 conscrits, et 100 000 sont repris dans les classes de 1809 à 1812, puis 80 000 encore dans les classes antérieures. L'infanterie de marine, 100 cohortes de la garde nationale forment 22 régiments à 4 bataillons. Pendant l'armistice de Pleswitz, quand il pressent que la guerre sera longue et sans merci, Napoléon essaie encore d'accroître ses ressources. La classe 1815, représentant 160 000 recrues, est convoquée dans les dépôts ; 120 000 hommes sont demandés aux classes 1810, 1811, 1812 et 300 000 aux classes postérieures à 1803. Les jeunes gens de la noblesse et de la grande bour-

geoisie sont incorporés d'office dans les régiments de gardes d'honneur, dans les emplois de comptables de corps de troupes, dans les écoles militaires. L'empereur compense la diminution de valeur de son infanterie par un accroissement de son artillerie, qui atteint un effectif de 80 000 hommes, y compris 178 compagnies de gardes-côtes. Il espère beaucoup de la manœuvre par groupes d'armées, qu'il tente avec Oudinot, puis Ney et Macdonald ; mais la population est lasse ; malgré toutes ces levées, il n'y a, après Leipzig, la défection des contingents allemands et les désertions, que 65 000 hommes disponibles pour les opérations de la campagne de France. L'attaque brusquée des alliés n'a pas laissé à l'empereur le temps de rappeler toutes les troupes éparses en Italie, en Espagne dont il prévoit trop tard l'évacuation, dans les départements où s'agitent déjà les royalistes, dans les places d'Allemagne où elles sont bloquées sans profit pour lui.

En 1815, au retour de l'île d'Elbe, il trouve une armée solide, bien



DISTRIBUTION DES AIGLES au Champ-de-Mars le lendemain du sacre (3 décembre 1804). Les tribunes devant l'École Militaire. — Peinture d'Isabey. — Musée du Louvre. CL. GIRAUDON.





MASSÉNA (1756-1817). — Peinture de Fontaine. — Musée de Versailles.

réorganisée par la Restauration. Avec ses 105 régiments d'infanterie à 3 bataillons, ses 55 régiments de cavalerie, ses 15 régiments d'artillerie et ses 4 régiments du génie, ceux-ci créés l'année précédente, elle comptait, y compris les congés de semestre, 230 000 hommes. L'empereur appelle la classe 1815, les absents, la garde nationale, les exemptés par faveur, et croit porter à 800 000 l'effectif de ses troupes. Mais les événements se succèdent avec trop de rapidité, l'enthousiasme est trop affaibli; 110 000 hommes à peine viendront renforcer l'armée et c'est avec 125 000 qu'il franchira la Sambre.

#### L'ORGANISATION. —

La paix générale, la réunion de la plus grande partie des troupes françaises au camp de Boulogne, avaient rendu possible au Premier Consul la réalisation des réformes dont l'expérience des guerres antérieures démontrait la nécessité dans l'organisation de l'armée. Ces réformes, il les continuera comme empereur; l'armée se modifiera constamment sous l'influence des circonstances et de la qualité du personnel, tandis que les types de matériel et d'armement resteront à peu près immuables.

Tout d'abord, c'est le ministère de la Guerre qui absorbe services, inspections et directions jusqu'à alors à peu près indépendants les uns des autres, mais le ministre ne peut guère agir que sous l'impulsion directe et les ordres du maître, dont il n'est en réalité que le premier commis. Le même souci de simplification des rouages militaires inspire en 1803 la création des corps d'armée, dont l'existence devient officielle en 1804, après la proclamation de l'Empire. Napoléon donnait ainsi un caractère permanent aux groupements temporaires de divisions dont Moreau et lui-même avaient fait l'essai; mais il en supprimait les défauts et les inconvénients reconnus de tous. Les corps d'armée, au nombre de 7, se composent chacun de 2 ou 3 divisions d'infanterie, une division ou une brigade à 3 régiments de cavalerie légère, un parc et une petite réserve d'artillerie, une ou 2 compagnies du génie avec parc, une ambulance, un convoi. Le corps d'armée est commandé par un maréchal de France ou par un général de division que ses qualités destinent à le devenir; sa constitution variera d'ailleurs selon les circonstances et les capacités de son chef: tel, comme celui de Davout en 1812, aura 5 divisions et près de 100 000 hommes, tandis que d'autres seront réduits à 2 petites divisions.

La division d'infanterie n'a plus que 2 brigades de 2 régiments; elle perd sa cavalerie et son artillerie organiques, remplacées par un ou 2 escadrons et 2 compagnies d'artillerie de 6 ou 8 pièces, prêtés par le corps d'armée selon les besoins.

Outre les corps d'armée, un groupement nouveau, plus puissant encore, est formé par la garde. De consulaire en 1800, elle devient impériale. Elle est l'objet de tous les soins de Napoléon, absorbe peu à peu les meilleurs éléments de l'armée, constitue elle-même une armée véritable par son effectif de toutes armes qui, de 6 000 hommes environ en 1804, s'élève à 56 000 en 1812; en 1814 elle a encore 35 régiments et 300 canons. En 1807, elle doit être divisée en vieille garde et en jeune garde. Napoléon l'emploie dans les circonstances critiques, et l'héroïsme de cette troupe d'élite bouscule tous les obstacles; mais les prélèvements auxquels elle doit son existence affaiblissent la valeur manœuvrière et le moral des corps de troupes.

Les régiments de toutes armes sont organisés selon un principe commun: chacun d'eux comprend un bataillon de dépôt, stationné dans les garnisons de l'intérieur, et 2 ou 3 bataillons ou escadrons de campagne. Mais, dès 1809, le nombre de ces bataillons ou escadrons est modifié au profit des régiments que la nécessité, la variété des missions obligent à renforcer; afin de masquer l'importance des pertes éprouvées, l'empereur y prélève en outre les éléments de corps nouveaux sous les appellations de flanqueurs, régiments *bis*, régiments de marche, régiments provisoires, etc. En 1809 et en 1813, l'infanterie reçoit les « canons de bataillon ».

La cavalerie représente pour Napoléon l'arme qui détermine parfois et complète toujours le succès. Il la considère donc, autant que l'artillerie, comme l'arme par excellence du chef d'armée, celle dont il doit seul disposer pour assurer la réalisation de ses desseins. Aussi ne donne-t-il à ses corps d'armée que le minimum indispensable de

cavalerie légère et d'artillerie. La grosse cavalerie (carabiniers, cuirassiers), la cavalerie de ligne (dragons) et la cavalerie légère disponible sont réunies en divisions indépendantes, pourvues chacune d'une batterie à cheval. Napoléon s'en sert lui-même pour obtenir le renseignement et la décision. Parfois il les groupe en plusieurs corps sous un commandement unique, dépendant exclusivement de lui: Murat pendant la campagne de 1812 est ainsi le chef de 4 corps de cavalerie à 3 divisions, soit 40 000 cavaliers.

De même, les unités d'artillerie qui ne sont pas organiquement affectées aux corps d'armée (4 compagnies à 6 ou 8 pièces) et aux divisions de cavalerie (une batterie à cheval) servent à constituer des groupements ou réserves à la disposition de Napoléon, qui fait concentrer leurs feux sur les objectifs d'attaque. Les conducteurs ont été militarisés; le train des équipages est fondé en 1807. En 1814, le personnel de l'artillerie s'élève à 80 000 hommes.

Le génie, par suite du caractère offensif de la guerre napoléonienne, se développe moins que les autres armes. En 1813 il ne compte que 2 bataillons de mineurs, 8 de sapeurs et un du train. Il n'est organisé en régiments que pendant la Restauration de 1814.

En même temps qu'il accroît la valeur de ses troupes en modifiant les conditions tactiques de leur emploi, Napoléon perfectionne le système de guerre qu'il a inauguré dans sa première campagne d'Italie. Il simplifie les ravitaillements par l'exploitation intense des ressources locales, par la création de compagnies de boulangers, d'infirmiers et du train des équipages. Il augmente d'une manière extraordinaire la mobilité des armées et la variété de ses combinaisons en substituant aux lignes de communication, reliant l'armée en campagne aux magasins et dépôts de l'intérieur, les centres d'opération, qu'il organise selon les besoins et d'après ses plans, à proximité du théâtre de la guerre. Ses nouvelles lignes d'opération sont ainsi plus courtes, moins vulnérables; il consacre à leur garde les écloupés et les trainards qu'il fait rassembler dans des garnisons provisoires. Les renforts lui parviennent en régiments de marche formés avec les recrues instruites dans les dépôts et encadrés avec les officiers rentrant de congé.

Quand le théâtre de la guerre devient trop vaste, Napoléon renouvelle l'emploi du groupe d'armées, mais ses tentatives en 1812, en 1813 et même en 1815 ne sont pas plus heureuses que celles de Dumouriez en 1793: l'insuffisance des généraux, dont il veut coordonner les opérations avec celles de l'armée qu'il commande en personne, et l'incapacité des états-majors, ont pour conséquences les désastres de Russie, de Leipzig et de Waterloo.

L'ÉTAT MORAL. — Le moral des troupes, autant que la supériorité de leur organisation, explique en partie leurs extraordinaires succès. Il trouvait sa principale force dans l'ascendant personnel de l'empereur, ascendant que firent cependant diminuer les exigences croissantes de la conscription. Il convient d'ailleurs de distinguer entre les diverses périodes du régime impérial et entre les divers éléments de l'armée. Dans les premières années, à tous les degrés de la hiérarchie militaire, l'enthousiasme et le dévouement au chef suprême sont absolus.



SOULT (1769-1851). — Peinture de Rudder. — Musée de Versailles.



DAVOUT (1770-1823). — Gravure de Couche fils. — Bibl. Nat.





LANCEMENT DU *Friedland*, dans le port d'Anvers, le 2 mai 1810. — Peinture de J. Van Brée. — Musée de Versailles. CL. NEURDEIN

Les lieutenants de l'empereur, comblés d'honneurs, ne songent pas encore à jalouser sa prodigieuse fortune. Jeunes et ardents ils espèrent s'élever toujours plus haut et recevoir, en récompense de nouveaux exploits, de nouveaux et fastueux témoignages de reconnaissance. Aux chefs subalternes, aux soldats, Napoléon sait parler le langage qui entraîne et séduit. En psychologue habile, qui connaît bien le caractère français, il fait appel à l'enthousiasme, à l'amour-propre, à l'émulation plutôt qu'à l'intérêt, sans toutefois le négliger. Pendant la guerre, il vit au milieu de ses troupes, dont il partage les dangers. A la veille des batailles, il fait lui-même des reconnaissances périlleuses pour discerner les points faibles de l'adversaire, et cet exemple entraîne jusqu'à l'héroïsme chefs et soldats, qui prodigueront leur vie avec indifférence, comme il a fait de la sienne. Un regard, un compliment, un grade, l'étoile des braves, une arme d'honneur, parfois une gratification, et aussi le licenciement d'un régiment ou la suppression du drapeau, déterminent, autant que les ordres du jour où l'éloquence militaire produit ses plus purs chefs-d'œuvre, un état d'esprit analogue au fanatisme, et le cri : « Vive l'Empereur ! » est un symbole de foi. La discipline, stricte au contact de l'ennemi, se relâche dans les marches et les stationnements, mais la tolérance qui multiplie les maraudeurs et les traînards n'enlève rien à leur passion de la gloire et du sacrifice, et ils accourent à la bataille comme à une fête. D'ailleurs, si Napoléon se montre indulgent pour les incartades des soldats, il sévit inexorablement contre les fautes des chefs.

Mais cette cohésion morale ne dure pas. Après la campagne de Pologne, les corps de troupes perdent leurs meilleurs éléments au profit de la garde et reçoivent des recrues que la conscription de plus en plus exigeante a transformés en mécontents. L'empereur n'est plus présent partout. Si, là où il se trouve, son ascendant personnel est toujours aussi prestigieux, si les combattants luttent jusqu'au sacrifice complet, ailleurs l'état moral subit les effets des vices du régime. Les grands chefs se jalourent, et la plupart d'entre eux, arrivés au faite de la fortune et des honneurs, ne songent qu'au repos. Chez de nombreux officiers supérieurs, aigris et vieillis, la passivité remplace l'initiative; les officiers subalternes, les sous-officiers promus par fournées pour combler les vides sans cesse grandissants n'ont plus la science et l'autorité qui pourraient atténuer chez les jeunes soldats les conséquences d'un dressage technique et moral incomplet, d'une vigueur et d'une résistance physiques insuffisantes. Les désertions se multiplient, la discipline chancelle, les paniques font échouer les meilleures combinaisons. L'armée reflète les sentiments du pays épuisé; ses dernières phalanges en 1814 et en 1815 sauvent l'honneur; malgré tout son génie, Napoléon ne pouvait en obtenir davantage.

**LE COMMANDEMENT.** — Sur le trône impérial, il n'avait cessé de se considérer, selon la tradition des rois ses prédécesseurs, comme le chef de guerre de la nation, le commandant effectif de l'armée. Nul n'en a mieux compris les devoirs, nul n'a jamais été plus capable de les remplir, et il reste le Maître incontesté de l'art militaire.

Le général d'Italie et d'Égypte, qui unissait la fougue et le coup d'œil d'un Condé à la science et à l'habileté d'un Turenne, avait déjà dépassé de loin ses émules et ses modèles. A mesure qu'augmentent

sa puissance et ses moyens d'action, l'ampleur de ses plans prend des proportions grandioses, tandis que les secrets de « sa manière » restent impénétrables aux plus perspicaces de ses ennemis. Sachant qu'à vouloir être invulnérable partout on n'est fort nulle part, il détermine avec soin le théâtre principal des opérations, et se résigne à faire des sacrifices ou éprouver des échecs sur les théâtres secondaires. Il joue en virtuose des combinaisons de la politique générale qu'il dirige seul, du mystère des préparatifs, pour conduire le maximum de ses forces dans la région où il pourra déjouer à son gré les calculs de l'adversaire. Un service d'informations admirablement organisé, son infailible génie déductif, lui désignent l'endroit où il doit frapper; il arrive par la direction où il n'est pas attendu; les centres d'opérations qu'il établit selon les diverses hypothèses plausibles assurent sa mobilité; la rapidité de ses marches, l'entrain de ses lieutenants qu'il stimule sans cesse, l'enthousiasme de ses troupes qu'il subjugue, l'amènent dans la zone de rassemblement de l'ennemi encore irrésolu et qui doit souvent rompre pour subir la bataille imposée au terme de la manœuvre stratégique de l'empereur. De cette bataille il en étudie le terrain par des reconnaissances téméraires faites en personne, pour préparer la manœuvre tactique qui mettra l'adversaire à merci. Il a une prédilection pour le débordement d'aile et le choc d'une réserve dans la charnière du dispositif de la défense; cependant il varie ses procédés selon les circonstances d'après des principes immuables : s'engager partout et voir après, être le plus fort sur le point décisif. Le combat d'usure qui dévore les réserves de l'ennemi, la préparation de la dernière phase par une artillerie puissante, l'élan d'une masse intacte de cavalerie ou d'infanterie qui exécute la rupture du front ennemi sont ses moyens; le résultat est l'armée adverse coupée en tronçons qu'une poursuite implacable empêche de se rejoindre, et dont les éléments s'enfuient en désordre de toutes parts. Quand la qualité des exécutants est en rapport avec le génie de la conception, quelques semaines ou quelques mois suffisent pour terminer une campagne; même quand l'infériorité du nombre et l'épuisement auront fait leur œuvre, Napoléon ne pourra être abattu que par la défection d'un « Arrière » dont il a malheureusement négligé de soutenir le moral.

Quoiqu'il ait dit : « La guerre est un art simple et tout d'exécution, » nul n'a comme lui deviné tout, pourvu à tout, établi avec un tel soin des plans d'ensemble et réglé avec une telle minutie les moindres détails. Mais cette minutie ne tient pas toujours compte des exécutants et des circonstances. Quand les théâtres de la guerre s'élargissent, ses lieutenants, livrés à eux-mêmes et conscients de leur infériorité, redoutent le courroux ou le blâme du maître; ils attendent des ordres. En vain Napoléon a essayé de réveiller le sens de l'initiative; il est trop tard. Craignant peut-être de se donner des émules, il ne s'est pas préoccupé de former des élèves.

Les maréchaux de la première promotion se sont illustrés dans les guerres de la Révolution et du Consulat; ils sont d'excellents exécutants; quelques-uns, Davout, Soult, Masséna, ont en outre des qualités de chefs d'armée. Mais, formés surtout à l'école de l'expérience, ils ne demandent pas à l'étude le développement de leurs facultés naturelles. Aussi, lorsqu'ils commandent en chef sur des théâtres secondaires, ne savent-ils pas préparer une campagne, monter une



manœuvre selon les exemples napoléoniens. Brillants entraîneurs d'hommes à la bataille, où ils paient largement de leur personne, ils sont surtout des « sabreurs » et, lorsqu'en 1813 et 1814 se jouera la partie décisive, c'est sur eux que les alliés, évitant le plus possible de se mesurer avec l'empereur, dirigeront surtout leurs coups. « On n'a qu'un temps à la guerre, » a dit Napoléon. Il n'a cependant pas osé rendre au repos ceux de ses lieutenants qui le désiraient en secret et qu'il aurait remplacés avec avantage par des généraux plus jeunes, plus enthousiastes.

Pendant la concentration du camp de Boulogne, il a procédé à une sélection des cadres. Premier Consul ou Empereur, Napoléon a pu attirer beaucoup de bons officiers de l'ancienne armée royale, qui se sont ralliés au nouveau régime par patriotisme ou par ambition ; la réforme, la retraite ne laissent qu'un personnel d'élite dans les cadres des corps d'armée. Aux écoles fondées ou maintenues par la Convention : École polytechnique, Écoles de Metz et de Châlons pour l'artillerie et le génie, s'ajoutent celle de Versailles pour la cavalerie, celle de Fontainebleau pour l'infanterie, à laquelle le Prytanée de Saint-Cyr sert d'école préparatoire (1). Ces écoles ont pour objet de dresser des officiers mieux instruits, dont la formation technique et morale sera le fruit d'une méthode rigoureuse. Une réglementation équitable de l'avancement donnera pour les grades supérieurs des chefs offrant toutes les garanties de caractère et de capacité. Mais les événements déconcertent les prévisions de l'empereur. Dès 1808, l'usure des cadres est formidable. Les promotions se succèdent dans les armées, où les règles de l'équité sont trop fréquemment oubliées au profit de la faveur. Les écoles déversent sans cesse leurs élèves dans les corps de troupes, et les jeunes officiers dont l'instruction est à peine ébauchée n'ont guère que l'enthousiasme comme bagage professionnel. Les répugnances des familles rendent alors difficile le recrutement des écoles militaires ; la réquisition des fils de la noblesse et de la bourgeoisie dans les lycées et même dans les petits séminaires y pourvoit. Outre qu'elle remplit les écoles, elle fournit le personnel des « compagnies de vélites » et les « gardes d'honneur », qui sont des pépinières d'officiers destinés parfois, pour des motifs purement politiques, à une carrière brillante. « Capricieux et lent pour les officiers de fortune, l'avancement devient capricieux et rapide pour les jeunes protégés des maréchaux et des dignitaires. L'empereur veut être juste ; parfois il intervient directement et récompense le modeste et l'ignoré ; mais, mal entouré, circonvenu, le plus souvent il laisse faire et se prépare les cadres peu sûrs et peu ardents de 1814. » (Cours d'histoire militaire de l'École de Saint-Cyr.)

**LA MARINE.** — Pour le Premier Consul, la prospérité de la nation dépend du commerce extérieur ; les colonies sont donc indispensables, et une forte marine peut seule effectuer et protéger les échanges. Mais quand l'Angleterre déclare la guerre à la France, le 16 mai 1803, les réformes prescrites par les nouveaux ministres, ingénieur Forfait puis amiral Decrès, sont à peine commencées. Les cadres ont été d'abord améliorés de la même façon que ceux de l'armée de terre, et la révocation et la réforme ont éliminé les incapables ; les anciens officiers de la marine royale et ceux de la période révolutionnaire compromis par leurs opinions, pourvu qu'ils soient ralliés au nouveau régime, sont rappelés ; mais l'inscription maritime ne donne pas de personnel ; le matériel est dans un état lamentable ; 13 bâtiments seulement peuvent prendre la mer contre les 189 vaisseaux, les 226 frégates et les 274 sloops de l'Angleterre, et surtout la confiance fait défaut chez Decrès comme chez la plupart des amiraux.

Le projet de descente par bateaux plats armés en canonnières pour forcer le passage du Pas de Calais paraît être alors le meilleur moyen pour réduire l'Angleterre à merci. Mais l'expédition n'est pas prête à la date fixée. D'ailleurs il faut se rendre à l'évidence et reconnaître que ce type de bateaux tient mal la mer et ne peut même pas com-

battre par temps calme. Napoléon ne les considère plus que comme des moyens de transport et modifie ses plans (1). La flottille, incapable d'effectuer la traversée de vive force, sera protégée par des escadres qui se rassembleront dans la Manche. Mais on ne dispose encore, au début de 1804, que de 40 navires dans l'Océan et la Méditerranée, dont une vingtaine bloquée dans la rade de Brest. Le plan de jonction aux Antilles pour y attirer les Anglais échoue malgré l'heureuse tentative de Missiessy, parce que Villeneuve n'a pu s'éloigner à plus de deux jours de Toulon, à cause du mauvais état de ses vaisseaux.

La flottille est démobilisée le 30 août 1805, Napoléon s'étant retourné contre l'Autriche. Après le désastre de Trafalgar, la marine impériale ne possède plus que 30 vaisseaux enfermés à Brest. Decrès, qui restera ministre depuis octobre 1801 jusqu'à la fin du règne, s'efforcera de la mettre au niveau de l'armée de terre. Administrateur habile et honnête, il fait transformer les ports militaires de France, construire ceux de Gênes, la Spezzia, Anvers et Flessingue, la digue de Cherbourg ; sous son impulsion, la flotte s'accroît et compte en 1814, malgré toutes les pertes subies, 103 vaisseaux et 54 frégates.

La « conscription maritime » est substituée à l'inscription, reconnue insuffisante. On organise et l'on instruit les recrues comme celles de l'armée de terre ; 50 bataillons de la marine impériale qui existent en 1808 alimentent en 1810 les équipages de haut bord et les équipages de flottille. Des exercices, des alertes, des manœuvres en rade donnent un entraînement factice, et l'envoi dans le bataillon des marins de la garde entretient l'émulation, mais en réalité on ne forme pas de vrais hommes de mer, parce que les escadres ne naviguent pas.

Les corps techniques des constructions navales, des ponts et chaussées ou travaux hydrauliques, de l'hydrographie sont créés ou réorganisés ; pour les cadres du personnel navigant, que l'accroissement du nombre des navires rend de plus en plus nécessaire, Decrès fait fonder en 1810 les écoles de la marine. Mais le temps manque, et malgré sa toute-puissance Napoléon ne peut modifier l'esprit du vieux personnel en faisant parvenir jeunes aux hauts grades les officiers qu'il croit susceptibles d'audace et d'énergie. Il chercha vainement pendant tout son règne « l'amiral qui consentît à perdre 4 ou 5 vaisseaux pour gagner une bataille ».

Le matériel était devenu excellent, les équipages avaient de la pratique et de l'entrain, mais l'empereur ne put trouver le chef capable ou désireux de s'en servir.

## Les Opérations.

### Campagne de 1805.

L'Angleterre avait mis à profit la querelle diplomatique qui précéda la rupture de la paix d'Amiens pour intéresser à sa cause la Russie, l'Autriche et la Suède. A cette troisième coalition qu'elle soutenait de ses subsides, elle espérait joindre la Prusse, mais celle-ci, escomptant la cession du Hanovre promise par Napoléon, resta dans l'expectative. La Hollande, tenue par ses traités antérieurs ; l'Espagne, poussée à la guerre par le cabinet britannique qui convoitait ses colonies, prennent le parti de la France. L'empereur dispose en outre des forces de la Bavière et des États de l'Allemagne occidentale qui sont ses alliés, de l'Italie dont il est le souverain.

Les coalisés ont organisé cinq armées qui pourront difficilement se donner une aide réciproque : l'archiduc Charles doit envahir l'Italie et reconquérir le Piémont ; l'archiduc Jean, dans le Tyrol, doit se relier à Mack qui s'avancera par la vallée du Danube en Bavière, où il attendra derrière l'Iller l'arrivée des armées russes de Koutousov et de Buxhowden. Les forces austro-russes et le corps de l'archiduc Jean pénétreront alors en France. Enfin des détachements anglo-russes



L'ARCHIDUC CHARLES (1771-1847). — Gravure de Durmer. — Bibl. Nat.

(1) En 1808, l'école d'infanterie fut transférée à Saint-Cyr et le Prytanée à La Flèche.

(1) On a même prétendu que Napoléon n'avait réuni le camp de Boulogne que pour maintenir la flotte britannique dans le Pas de Calais ou pour rassembler, sans attirer l'attention, l'armée destinée à opérer contre l'Autriche.





NAPOLÉON REÇOIT LES CLEFS DE LA VILLE DE VIENNE (13 novembre 1805).

Peinture de Girodet. — Musée de Versailles. Cl. NEURDEIN.









AUSTERLITZ (2 décembre 1805). — Le général Rapp accourt vers l'empereur et lui montre dans le lointain, à gauche, la garde russe en fuite. — Peinture de Gérard. — Musée de Versailles.

débarqueront à Naples et dans le Hanovre pour faire des diversions. Mais Napoléon s'efforce de devancer ses ennemis. Une convention avec le roi de Naples permet de rappeler les troupes d'occupation du royaume qui viendront renforcer le corps de Masséna, opposé à l'archiduc Charles ; la Prusse, surveillée par le corps de Bernadotte, est autorisée à occuper le Hanovre, qu'elle espérera conserver. Marmont protège la Hollande contre les tentatives de débarquement. L'empereur lui-même, avec la Grande Armée réunie au camp de Boulogne, envahira l'Angleterre, qu'il réduira promptement à merci. Mais le succès de ce plan dépend de la supériorité momentanée des escadres franco-espagnoles que l'amiral Villeneuve doit conduire dans la Manche pour protéger le passage. Or Villeneuve s'est laissé enfermer à Cadix, et Napoléon, renonçant à son projet, se retourne contre les Autrichiens.

En constatant la situation aventureuse de Mack, il considère l'Italie comme un théâtre secondaire d'opérations, et il dirige son effort en Allemagne qui devient le théâtre principal. Les Russes sont encore loin ; par une manœuvre hardie, l'empereur isolera Mack, soit en marchant sur Vienne, soit en se plaçant sur ses derrières pour l'acculer à la Forêt-Noire, si ce général n'évite pas le danger, ou il l'attaquera de flanc si les Autrichiens se retirent vers leurs alliés.

Diminuée des deux corps d'armée de Marmont et de Bernadotte, maintenus en observation dans le bassin du Mein, la Grande Armée, forte de 5 corps, d'une réserve de cavalerie (Murat) et de la garde, est dirigée vers le Rhin, qu'elle franchit le 26 septembre entre Strasbourg et Mayence ; elle tourne par le nord la Forêt-Noire et arrive sur le Danube entre Donauwerth et Ingolstadt, le 7 septembre, tandis que Mack, retranché avec 70 000 hommes derrière l'Iller, fait toujours face vers l'ouest. Il reconnaît trop tard son erreur, cherche à s'échapper par Augsbourg et Munich, se fait battre en détail à Wertingen (8 octobre), à Gunsbourg (9 octobre) et se replie dans Ulm, d'où il espère se frayer un passage vers la Bohême. Mais ses projets sont déjoués ; une tentative de sortie échoue à Harlach, le 11 octobre, où il est battu par la division Dupont ; le 12, Soult ferme les routes vers le sud ; le 14, Ney s'empare du pont d'Elchingen et du dernier débouché vers la Bohême. Seuls les débris des détachements de Warneck et de l'archiduc Ferdinand peuvent s'échapper ; le 15, les hauteurs dominant Ulm sont enlevées. Le 20, Mack capitule avec les 25 000 hommes qui lui restent de 70 000 ; son armée tout entière était anéantie.

A cette nouvelle, Koutousov, qui était déjà parvenu sur l'Inn, bat en retraite sur Vienne ; l'Autriche rappelle l'armée de l'archiduc Charles, qui avait livré à Masséna l'indécise bataille de Caldiero (30 octobre), et celle de l'archiduc Jean, afin de les réunir aux forces russes dans la région de Vienne ou dans la Moravie, en vue d'un choc décisif. Mais Marmont, détaché vers Gratz, les oblige à un vaste détour par la Hongrie, tandis que Masséna et Gouvion-Saint-Cyr gardent

le royaume d'Italie, menacé par les Napolitains et par un corps anglo-russe débarqué dans le sud de la Péninsule. Koutousov ne songe qu'à se dérober à la poursuite que Napoléon fait entamer par une avant-garde générale sous les ordres de Murat, afin de rejoindre sur la rive droite du Danube l'armée de Buxhowden, que viendra rallier le détachement de l'archiduc Ferdinand. Les combats d'Amstetten, de San Poelten et de Dornstein retardent Murat qui ne peut empêcher Koutousov de franchir le Danube à Krems, et qui entre à Vienne où l'empereur arrive à son tour. En vain Napoléon s'efforce-t-il de fermer à son adversaire la route de Moravie ; Koutousov échappe aux détachements de Bernadotte et de Murat et parvient à Olmütz, où sont réunis le tsar Alexandre et l'empereur François II. Il y fait sa jonction avec Buxhowden, tandis que l'archiduc Ferdinand, qui a rassemblé quelques forces en Bohême, se prépare à opérer vers les communications du gros de la Grande Armée, qui est concentrée autour de Brünn à la fin de novembre.

Confiants dans leur supériorité numérique, les souverains alliés prennent l'offensive pour couper les Français de Vienne. Napoléon accroît leur confiance par des offres de négociations et les attire à la bataille sur le terrain choisi par lui. Établie sur la rive est du Goldbach, la Grande Armée reçoit l'attaque des Austro-Russes selon le plan de l'empereur : à droite, Davout recule avec lenteur devant Buxhowden qui, pour effectuer son mouvement enveloppant, s'engage dans les bas fonds de la Lattawa, vers les étangs gelés de Tellnitz ; à gauche, Lannes enlève le mamelon du Santon et arrête Bagration. Napoléon lance alors sur le centre une masse puissante formée par la garde et les corps de Soult et de Bernadotte, qui s'emparent du plateau de Pratzen, défendu par Koutousov ; les alliés sont coupés en deux ; la masse de manœuvre se rabat ensuite contre Buxhowden, dont les troupes se dispersent sur la glace des étangs qui cède sous les coups de canon, et elles sont anéanties.

La victoire à laquelle Napoléon donna le nom d'Austerlitz est complète (2 décembre). Les Russes s'enfuient vers la Hongrie, et Davout les talonne sur la route de Gading. Le tsar demande aussitôt une suspension d'armes (4 décembre) pour donner aux Prussiens le temps d'intervenir. Mais la nouvelle d'Austerlitz fait oublier ses griefs au roi de Prusse, qui complimente le vainqueur. Alexandre I<sup>er</sup> et François II ne peuvent plus compter sur aucun secours immédiat ; afin d'éviter un nouveau et pire désastre, ils demandent la paix, qui est signée à Presbourg le 26 décembre 1805.

### Campagne de 1806.

Cependant, ni François II, dépossédé de son titre d'empereur d'Allemagne, ni le tsar, n'ont accepté franchement les sacrifices de territoires et d'amour-propre qui leur étaient imposés. L'installation





L'ARMÉE RUSSE SE HÂTE LENTEMENT au secours des Prussiens. — Gravure satirique de l'époque.  
CL. LEMARE.

de Bonapartes sur les trônes de Naples (Joseph) et de Hollande (Louis) augmente encore les ressentiments des vaincus. L'effet moral du triomphe de la flotte anglaise à Trafalgar (21 octobre 1805) atténue celui de la bataille d'Austerlitz. Le roi de Prusse, mécontent de la convention de Schönbrunn, où il se croit dupé, cède aux instances du tsar et entre dans une nouvelle coalition avec l'Angleterre et la Russie. Il déclare la guerre (9 octobre 1806) à la France. Napoléon n'est pas pris au dépourvu, car il a maintenu la plus grande partie de ses troupes en Bavière et au Wurtemberg pour protéger la Confédération du Rhin, qu'il vient de fonder, tandis que Marmont avec un corps d'armée occupe la Dalmatie. Les Prussiens, d'ailleurs, exaltés par le souvenir du Grand Frédéric, croient toujours posséder les meilleures troupes et les plus habiles généraux de l'Europe. Ils n'ont que dédain pour l'armée française et ils commettent par excès de confiance en eux-mêmes la même faute que les Autrichiens de Mack. Ils envahissent la Saxe sans attendre que les armées russes, qui s'organisent en Pologne, puissent les soutenir.

Leur généralissime, duc de Brunswick, n'avait encore rien compris à la révolution de la stratégie et de la tactique commencée sous ses yeux à Valmy. Les réformes de Frédéric-Guillaume II et de Frédé-

ric-Guillaume III, si elles avaient amélioré l'état matériel des troupes et le recrutement des officiers, n'avaient pas eu d'effet sur la valeur du commandement. Celui-ci avait mis en formules les exemples laissés par Frédéric II ; il faisait consister tout l'art militaire dans une rigide discipline, le formalisme étroit des évolutions et l'application méthodique de schémas appropriés aux circonstances. Contre le vainqueur d'Ulm et d'Austerlitz, Brunswick était donc aussi désarmé que Beaulieu ou Wurmser devant Bonaparte.

Les forces prussiennes comprenaient trois armées sous les ordres du roi, de Hohenlohe et de Rüchel. Brunswick se proposait de les faire passer par le Thuringer Wald dans la vallée du Mein, pour couper les communications de l'armée française et se diriger vers le Rhin. En outre, une armée de réserve, sous le prince de Wurtemberg, se rassemblait à Wittemberg. Mais, tandis que l'adversaire délibère sur les moyens et perd un temps précieux, Napoléon concentre d'abord, dès le 19 mars, quatre corps d'armée dans la région de

Nuremberg, sous la protection d'une solide couverture vers les débouchés du Thuringer Wald et le flanc gauche de son dispositif. Puis, mettant à profit les tergiversations de Brunswick, il prend lui-même l'offensive, franchit « en bataillons carrés » sur trois colonnes le Frankenwald, en se faisant précéder d'une avant-garde générale commandée par Murat. Avec 200 000 hommes, qu'il pourra réunir le cas échéant sur le même champ de bataille, il pénètre en Saxe le 6 octobre ; deux divisions de Hohenlohe sont bousculées le même jour à Schleiz et à Saafeld, où le prince de Prusse est tué. Il marchera sur Berlin par Leipzig pour obliger l'ennemi à venir lui barrer la route, ou il le tournera dans sa zone de rassemblement et le forcera d'accepter la lutte à « fronts renversés ».

Or, la discorde était chez les chefs prussiens. Ils discutaient encore sur les avantages comparés du Thuringer Wald et du Frankenwald pour entrer dans le bassin du Mein, quand l'irruption de la Grande Armée leur donne conscience du danger. Brunswick prescrit aussitôt la réunion de ses forces autour d'Erfurt et de Weimar, préliminaire de la retraite qu'il veut faire vers Magdebourg. Mais Napoléon, renseigné à temps par sa cavalerie, rappelle les troupes de Murat et de Bernadotte, en marche vers l'Elbe, et se prépare à franchir la Saale



BATAILLE D'JENA (14 octobre 1806). — Les troupes françaises, manœuvrant comme à la parade, y anéantirent presque complètement l'armée prussienne. — Gravure de Bovinet, d'après Swebach. — Bibl. Nat.



pour arrêter par une attaque de flanc la manœuvre de Brunswick.

Il constitue deux colonnes : celle de gauche, avec Lannes, doit passer la rivière à Kahla, près d'Iéna ; celle de droite (Davout et Bernadotte), à Kösen ; la réserve ou masse centrale (Ney, Soult et la garde) suivra l'une ou l'autre, selon les circonstances. Mais la retraite des Prussiens est déjà fort avancée. Tandis que Napoléon la croit à peine à ses débuts et que, jugeant Lannes trop exposé, il le fait renforcer par la masse de manœuvre qu'il appelle en toute hâte vers Kahla, Brunswick et Rüchel sont en route pour Kösen et vont rencontrer Davout. Le 13 octobre, Lannes est arrivé sur la rive gauche de la Saale ; il occupe pendant la nuit le Landgrafenberg, pour faciliter le débouché des autres corps. L'attaque générale ordonnée, le 14 au matin, par Napoléon, est gênée par le brouillard ; elle se heurte à la seule armée de Hohenlohe, maintenue par Brunswick devant Iéna pour protéger la retraite et que Rüchel, appelé trop tard de Weimar, ne peut soutenir. Complètement battu, Hohenlohe est obligé de s'enfuir en désordre vers Weimar.

Pendant ce temps, Davout recevait seul à Auerstædt le choc de Brunswick. Bernadotte, par une étroite interprétation de son rôle, refuse de l'aider et n'intervient pas davantage à Iéna. Grâce à l'énergie de ses trois divisionnaires : Gudin, Morand et Friant, et à ses talents, Davout enfonce l'armée prussienne après une bataille acharnée. Les fugitifs de Kalkreuth, successeur de Brunswick, mortellement blessé pendant la bataille, se mêlent à ceux de Rüchel et de Hohenlohe ; et la cavalerie de Murat, les corps à peu près intacts de Bernadotte, Soult et Ney, lancés à la poursuite par Napoléon, exploitent à fond leur déroute. Une partie des débris de l'armée prussienne s'enferment à Magdebourg où les rejoint le corps du prince de Wurtemberg, battu à Halle par Bernadotte le 17 octobre. Napoléon les fait investir par Soult et Ney, entre à Berlin abandonné par les souverains, et prescrit de ne laisser aucun répit aux détachements que Hohenlohe, Kalkreuth et Blücher tentent de conduire vers les Russes.

Murat ferme le passage de l'Oder à Hohenlohe, que talonnent Lannes et Bernadotte, bientôt renforcés par Soult, et qui, battu à Zehdenick (26 octobre) et à Pasewalk, capitule à Prenzlau le 28. Blücher, qui n'a pu rentrer à Magdebourg, s'enferme à Lübeck, où il dépose à son tour les armes le 7 novembre. Davout s'empare de Custrin et Lannes de Stettin. De tous ses territoires il ne reste plus au roi de Prusse réfugié à Königsberg que Dantzig ; de toutes ses armées, seul Lestocq avec 15 000 hommes se maintient dans la Prusse orientale, où il attend, depuis le début de la campagne, l'intervention des Russes qui se concentrent en Pologne.

En un mois la puissance militaire de la Prusse s'était effondrée dans un désastre sans précédent.

### Campagne de Pologne (1807).

Après un bref repos accordé à ses troupes, Napoléon se propose de détruire les armées



BATAILLE D'EYLAU (8 février 1807). — L'armée française, sous les ordres de Napoléon, remporte, sur l'armée russe de Benningsen, au milieu d'un paysage de neige, une victoire particulièrement sanglante. — Gravure de Bovinet, d'après Swebach. — Bibl. Nat.

russe qui étaient enfin prêtes à combattre. En portant la guerre en Pologne, il se ménageait l'appui des habitants, qui espéraient recouvrer grâce à lui leur indépendance. Il encouragea d'abord leurs espoirs, et cette politique, qu'il ne sut se résoudre à suivre jusqu'à sa conclusion naturelle, lui valut des secours précieux.

Au début de novembre 1806, l'armée de Benningsen, réunie au corps prussien de Lestocq, s'avancait vers la Vistule pour en garder les passages entre Thorn et Varsovie jusqu'à l'arrivée de l'armée de Buxhowden. A la même époque, Napoléon prend l'offensive. Il couvre ses flancs avec les corps wurtembergeois et bavarois, sous les ordres de son frère Jérôme, qui occupe la Silésie, et le corps de Mortier, destiné à s'opposer à un débarquement éventuel des Anglais ; il lance une avant-garde générale commandée par Murat, qui fixe Benningsen sur la Vistule et s'empare de Varsovie. En novembre, l'empereur fait son entrée dans cette ville, qu'il organise en centre d'opérations, et Benningsen, qui craint d'être coupé, se replie entre la Narev et l'Oukra. Napoléon tente alors une manœuvre à grande envergure, avec Varsovie comme pivot à droite, qui rejetterait son adversaire dans les bois et les marécages de la Narev et l'acculerait à la frontière autrichienne. Une contre-offensive de Benningsen échoue ; Lestocq est de nouveau séparé des Russes, battu à Soldau le 20 décembre, et se retire vers le nord. Le maréchal Kaminski, désigné par le tsar pour diriger les opérations, voit le même jour ses armées battues séparément à Pultusk et à Golymin. Mais leur échec n'est pas décisif ; elles sont refoulées et non détruites. La rigueur de la saison, le mauvais état des routes, la difficulté des transports, enfin la fatigue des troupes françaises empêchent Napoléon de faire exécuter une poursuite fructueuse et de réaliser son plan. Il se résigne à établir ses corps en quartiers d'hiver sur la rive droite de la Vistule, entre Elbing et Varsovie, et il se prépare à recommencer la lutte au printemps.

Or Kaminski est remplacé par Benningsen. Celui-ci pense que l'hiver serait un allié puissant et il essaie de s'en servir. Masquant ses mouvements derrière les forêts de la Narev, il dirige Lestocq



MURAT (1771-1815). — Peinture de Gérard. — Musée de Versailles. Cf. NEURDEIN.





ALEXANDRE I<sup>er</sup> PRÉSENTE À NAPOLÉON LES KALMOUKS, LES COSAQUES ET LES BASKIRS DE L'ARMÉE RUSSE (juillet 1807). — Peinture de Bergeret. — Musée de Versailles. Cl. NEURDEIN.

vers Dantzig, qu'il devine menacé d'un siège prochain, et marche vers Thorn en refoulant Bernadotte, dans l'espoir de couper les communications françaises. Les ordres donnés par Napoléon favorisent en apparence ses desseins, tandis qu'une concentration rapide vers Allenstein doit permettre à l'empereur d'attaquer les Russes sur leur flanc gauche et de leur infliger un désastre. Mais Benningsen évalue à temps le danger; il peut se concentrer entre l'Alle et la Passarge et battre en retraite vers Eylau, où les Français l'atteignent le 7 février. Napoléon, qui attend l'arrivée de Davout et de Ney, fixe l'ennemi par un combat d'usure avant de prescrire l'attaque décisive. Vers le soir, l'intervention successive de Davout et de Ney sur leurs deux ailes fait perdre aux Russes les résultats de l'avantage obtenu par eux sur le corps d'Augereau, lequel, égaré par une tempête de neige, s'est présenté en formation profonde à proximité de l'ennemi, dont l'artillerie et les charges de cavalerie l'ont presque anéanti. À la tombée de la nuit, Benningsen, menacé d'encerclement, se dérobe et se retire vers Königsberg. 40 000 hommes, dont plus de 10 000 Français, restaient sur le terrain. Après avoir constaté que son adversaire est pour longtemps incapable d'un nouvel effort, Napoléon envoie Lefebvre assiéger Dantzig, défendu par Kalkreuth, qui capitulera le 26 mai après une belle résistance, et il ramène ses troupes en arrière de la Passarge, autour d'Osterode. Benningsen cantonne les siennes dans la région d'Hochberg.

C'est encore lui qui prend l'offensive à la fin de mai, par une attaque sur la droite de l'armée française, dont il espère couper les communications; mais Ney le contient. Inquiété lui-même par Napoléon sur sa propre droite, il rompt promptement jusqu'à Hochberg, où il reste en liaison avec les Prussiens de Lestocq, qui n'ont pu délivrer Dantzig et se sont établis dans la vallée inférieure de la Passarge.

L'empereur prépare alors une manœuvre décisive pour le séparer de Lestocq et pour l'accabler sur sa position. L'impétuosité de Murat, chef de l'avant-garde, qui a le tort d'attaquer prématurément à fond, la fait échouer. Il faut amener Benningsen à combattre sur un terrain plus facile, et Napoléon y parvient en interceptant avec le corps de Davout la route directe de Königsberg. Les Russes, en effet, craignent d'être coupés et passent sur la rive droite de l'Alb. Or l'empereur a concentré ses forces à Eylau et chargé deux détachements (Murat et Lannes) d'observer les mouvements de Benningsen qui, croyant le corps de Lannes hors de portée d'être secouru, franchit de nouveau l'Alb à Friedland, le 14 juin, pour l'attaquer. Mais Lannes résiste et donne à Napoléon le temps d'intervenir. Combattant avec une rivière à dos, Benningsen est accablé par les corps d'armée de Ney, de Mortier, de Victor et de la garde, qui arrivent successivement à la bataille. Après une lutte acharnée, une partie

de ses troupes se noie dans l'Alb en s'enfuyant et le reste bat en retraite vers Wehlau. La dernière armée russe était désormais incapable de continuer la campagne. L'armistice sollicité aussitôt par Benningsen est le prélude du traité de Tilsit (9 juillet).

### Guerre d'Espagne (1808-1814).

Napoléon espérait avoir pour longtemps désarmé ses anciens adversaires; l'écrasement de la Prusse, la création du grand-duché de Varsovie semblaient lui garantir la tranquillité sur les frontières orientales de l'Empire. Il crut le moment venu de réaliser un projet grandiose et de chasser du trône d'Espagne les Bourbons pour leur substituer un Bonaparte. L'intervention au Portugal lui en fournit l'occasion, et les démêlés de la famille royale à Madrid le prétexte.

À peine la paix de Tilsit est-elle signée, que le Portugal est sommé d'exécuter le blocus continental. Il s'y refuse, et l'Angleterre le soutient. Un corps d'armée commandé par Junot traverse l'Espagne pour aller réduire le Portugal; trois autres corps d'observation s'arrêtent sur l'Èbre, et le gouvernement de Madrid n'ose s'y opposer. Junot entre à Lisbonne le 24 novembre 1807; la famille des Bragance va s'établir au Brésil, et Junot rêve un moment de la remplacer sur le trône. Murat lui-même occupe Madrid, tandis que se règle à Bayonne le sort de la monarchie espagnole. A son grand regret il doit céder la place à Joseph pour aller régner à Naples. Napoléon fait soutenir son frère par des corps d'armée dont les chefs sont à peu près indépendants du nouveau souverain. Le peuple s'est soulevé, une junte nationale dirige l'insurrection.

Les troupes françaises sillonnent le pays pour le dompter. Joseph, escorté du corps de Bessières, arrive à Madrid, dont il s'est ouvert la route par le combat de Medina del Rio Seco (14 juillet 1808); mais Dupont, cerné en Andalousie, signe la déplorable capitulation de Baylen (22 juillet 1808), dont l'effet moral est prodigieux. Joseph est obligé de quitter sa capitale; il va s'établir sur l'Èbre, à Miranda, tandis que le Portugal, où ont débarqué les Anglais de Moore, se révolte à son tour. Junot se fait battre par Moore à Vimeiro (21 août) et doit accepter la convention de Cintra (30 août), qui rapatrie ses troupes en France à bord des vaisseaux britanniques. Aranjuez est devenue la capitale de l'Espagne insurgée. La junte centrale dispose des contingents anglais de Blake, des armées de Palafox et de Castaños et d'une troisième armée en formation.

Napoléon juge opportun d'intervenir en personne pour rétablir le prestige des armées impériales et pour imposer l'autorité de Joseph. Il consolide d'abord à l'entrevue d'Erfurt (septembre-octobre) son œuvre de Presbourg et de Tilsit, et il organise une armée d'Espagne composée de 8 corps, dont 3 sont tirés de la Grande Armée. Lorsqu'il franchit les Pyrénées, les forces de Joseph sont disséminées de Bilbao à Tudela. Elles sont menacées d'enveloppement. Les premières



BATAILLE DE SOMO SIERRA (30 novembre 1808). — Le défilé de Somo Sierra est enlevé par les chevaliers polonais de Monbrun. — Peinture de Lejeune. — Musée de Versailles.



dispositions de l'empereur ont pour but de percer le dispositif adverse à son centre, d'écraser les deux tronçons et d'ouvrir la route de Madrid. Le succès ne se fait pas attendre. Soult bouscule au centre, à Burgos, l'armée de Galuzzo, dite d'Estramadure, et se retourne à droite vers Blake, déjà contenu à Espinoza (10 novembre) par Victor et Lefebvre; il bat son arrière-garde à Reinosa (12 novembre) et la refoule dans les Asturies. A gauche, Lannes combine ses mouvements avec Ney, culbute à Tudela (23 novembre) les armées de Palafox et de Castaños, qui se retirent : la première vers Madrid, suivie par Ney; la seconde à Saragosse, où Moncey va l'assiéger. Palafox y déjouera pendant six mois les efforts successifs de trois maréchaux et ne capitulera qu'après une défense héroïque. Napoléon peut donc marcher à son tour sur la capitale, dont Galuzzo veut lui barrer la route au défilé de Somo Sierra. Les cheveau-légers polonais de Monbrun enlèvent le défilé par une charge brillante (30 novembre) et, le 2 décembre, après un bref bombardement, l'empereur fait son entrée à Madrid. Pendant ce temps Gouvion-Saint-Cyr, après d'habiles et rapides opérations, terminées par la victoire de Molins del Rey, délivrait Duhesme et sa division, assiégés dans Barcelone depuis le début des hostilités, et il occupait la Catalogne.

A peine arrivé à Madrid, Napoléon pense que s'il peut éliminer l'armée anglaise, il aura facilement raison ensuite des forces de l'insurrection, privées de leur plus solide appui. Moore, en effet, après sa victoire sur Junot, venait lentement du Portugal par la vallée du Douro pour faire sa jonction avec les troupes de Blake, commandées maintenant par La Romana, et couper les communications des Français. L'empereur le fait fixer par Soult, rappelé des Asturies, et manœuvre sur les derrières pour le capturer. Mais Moore pressent le danger et se dérobe à travers les montagnes avec La Romana. Napoléon confie la poursuite à Soult, qui talonne les arrière-gardes ennemies sans obtenir un succès décisif, et Moore peut s'embarquer à la Corogne (10 janvier 1809) après une pénible retraite qui lui fait éprouver des pertes énormes.

Le départ de Napoléon, rendu nécessaire par les armements de l'Autriche, laisse l'occupation française en Espagne soumise aux rivalités des généraux et à l'indécision de Joseph. Celui-ci joue de son mieux son rôle de roi, mais il est sans autorité militaire et ses partisans sont peu nombreux. La junte nationale profite adroitement de ces divisions; elle est obéie sur tout le territoire, même dans les régions parcourues par nos troupes, qui sont épuisées par une incessante guérilla. En vain les Espagnols sont-ils battus par Sébastiani à Ciudad-Réal, le 27 mars, et par Victor à Medellin, le 28; Wellesley débarque à Coïmbre avec une nouvelle armée anglaise et vient apporter à l'insurrection un appui qui ne lui fera plus défaut. Cependant, après le traité de Vienne, Napoléon peut renforcer l'armée d'Espagne, qui s'élève à 400 000 hommes. Malgré la défaite de Talavera, Joseph est rétabli à Madrid, les Anglo-Espagnols sont refoulés au delà du Guadiana, où Soult leur inflige la défaite d'Ocaña (19 novembre).

Tandis que Suchet pacifie la Catalogne et que Soult se considère comme le souverain de l'Andalousie, Masséna essaie de chasser Wellington du Portugal. Après un succès à Busaco (15 septembre 1809), il s'épuise devant les lignes de Torres-Vedras, se retire vers Salamanque, talonné par son adversaire qui le bouscule à Fuentes de Oñoro (11 mai 1811). Marmont, qui le remplace, chasse les Anglais de Badajoz. Valence est pris par Soult, qui écrase les Espagnols à Sagonte; mais l'effet des victoires les plus brillantes est promptement annulé par l'hostilité générale des habitants et la ténacité des Anglais. Les préparatifs de la campagne de Russie enlèvent enfin à l'armée d'Espagne ses meilleurs éléments. Aussi les revers se précipitent-ils. Wellington reprend Badajoz, remporte sur Marmont la décisive victoire des Arapiles (22 juillet 1812) et arrive à Salamanque. Les guerilleros redoublent d'audace à mesure que se propagent les



LE MARÉCHAL SOULT A LA BATAILLE D'OPORTO (29 mars 1809). — Peinture de Beaume. — Musée de Versailles. CL. NEURDEIN.

nouvelles de Russie. Joseph doit abandonner définitivement Madrid en mars 1813 et reculer avec Soult jusqu'à Vittoria. Wellington les y suit et livre le 21 juin une bataille qui est un désastre pour les Français. L'évacuation de l'Espagne est alors décidée. Junot s'établit sur la frontière du Roussillon et Soult à Bayonne. Celui-ci contient quelque temps Wellington, qui réussit à pénétrer en France. Soult, battu de nouveau à Orthez, effectue lentement sa retraite sur Toulouse, où il se mesure le 12 mars 1814 avec Wellington, dans une bataille indécise.

Ce fut l'épilogue de la guerre d'Espagne, guerre terrible du patriotisme exaspéré contre la puissance militaire la plus formidable que l'Europe eût encore vue. Par leur esprit de sacrifice et leur ténacité, les Espagnols méritèrent de conserver leur indépendance. Ils firent en outre dans le flanc du colosse napoléonien une blessure incurable, qui facilita singulièrement le triomphe des alliés à Leipzig et conduisit l'empereur devant la table d'abdication de Fontainebleau.

### Campagne de 1809.

Si Napoléon avait pu rester quelques mois de plus en Espagne, peut-être fût-il parvenu à désarmer l'insurrection; mais, en présence des armements de l'Autriche, les mesures éventuelles de protection qu'il a prises sur les frontières orientales de l'Empire semblent insuffisantes. L'archiduc Charles a réorganisé en effet l'armée autrichienne et il considère Berthier, qui commande les troupes françaises station-

nées en Bavière, comme un adversaire peu redoutable; quelques succès entraîneraient les populations d'Allemagne, qui admirent la résistance des Espagnols. L'archiduc peut avoir une masse de 8 corps d'armée en Bohême et dans le bassin du Danube : 2 corps avec l'archiduc Jean menaceront l'Italie; un corps avec l'archiduc Ferdinand surveillera le grand-duché de Varsovie; l'Angleterre débarquera des troupes en Belgique et en Italie. Confiant dans le succès, l'Autriche déclare la guerre.

Au début de 1809, les forces françaises en Allemagne ne comprennent que les troupes de Davout, cantonnées en Saxe et en Franconie, et le corps de Bernadotte, dit « des villes hanséatiques »; mais Berthier étend en outre son autorité sur les contingents bavarois, wurtembergeois et saxons. De Paris, Napoléon prescrit un nouveau groupement, que renforceront les conscrits de la classe 1810 et la garde rappelée d'Espagne; il aura ainsi 300 000 hommes en Allemagne pour lutter contre l'archiduc, et des détachements pour gar-



LANNES (1769-1809). — Gravure de Renard, d'après Meyer. — Bibl. Nat.



der la Westphalie avec Jérôme, le grand-duché de Varsovie avec Poniatowski, l'Italie avec le prince Eugène, la Dalmatie avec Marmont.

C'est donc encore l'Allemagne qui forme le théâtre principal d'opérations. En mars 1809, la concentration française projetée vers Ingolstadt est loin d'être achevée. L'archiduc se propose de faire la sienne vers Ratisbonne, où viendront le rejoindre deux corps laissés en Bohême avec Bellegarde pour rassembler les contingents d'insurgés allemands, et de remonter toutes forces réunies le Danube par les deux rives. Il a déjà pris l'offensive et refoulé le corps bavarois sur l'Abers; les corps français, encore disséminés en plusieurs groupes autour d'Augsbourg (Masséna et Oudinot), de Donauwerth (Vandamme), de Ratisbonne (Davout), pourraient être écrasés successivement. Mais le 17 avril Napoléon arrive à Donauwerth, et donne aussitôt l'ordre de rassembler l'armée derrière l'Inn, entre Neustadt et Pfaffenhoffen, à temps pour que Davout, en livrant le combat de Tengen (19 avril) et Masséna celui de Pfaffenhoffen, le même jour, puissent l'exécuter. Ensuite il envoie Masséna par Mosbourg vers Landshut pour couper les communications de l'armée autrichienne, qu'il veut refouler vers l'Isar par une avance générale. Mais le gros des forces de l'archiduc est non loin de Ratisbonne, et c'est seulement une flanc-garde commandée par Hiller qu'il bouscule au combat d'Abensberg (20 avril), tandis que l'archiduc se retire vers Eckmühl en contenant Davout, qui progresse péniblement. Hiller peut franchir l'Isar à Landshut, où Masséna arrive trop tard, et l'archiduc, qui apprend l'arrivée de Bellegarde à Ratisbonne, prend l'offensive contre Davout. Celui-ci résiste et donne à Napoléon le temps d'accourir. L'archiduc se dérobe et laisse à Eckmühl, pour couvrir sa retraite vers la Bohême, un corps d'armée que Davout enfonce brillamment le 22 avril. L'empereur entre le lendemain à Ratisbonne, où l'archiduc a passé le Danube pour aller attendre sur les bords de la Regen une bataille décisive.

Contrairement à ses principes, Napoléon ne va pas la lui offrir. Il préfère marcher sur Vienne, objectif politique, car il espère que son arrivée dans la capitale mettra fin à la guerre. Il talonne Hiller qui, bousculé à Ebersberg (3 mai), passe à son tour le Danube pour rejoindre l'archiduc Charles. Maximilien, qui devait défendre la capitale, l'abandonne sans combat et conduit la garnison au nord du fleuve, où presque toutes les forces autrichiennes sont ainsi réunies. Une bataille restait donc la seule issue de la campagne.

Après une démonstration à Niessdorf, Napoléon tente de franchir



NEY (1769-1815). — Gravure de Fardieu, d'après la peinture de Gérard. — Bibl. Nat. CL. LEMARE.

le Danube vers l'île Lobau. Mais les ponts qu'il a fait lancer sont rompus à plusieurs reprises par une crue, et le corps d'armée de Masséna se trouve presque seul sur la rive gauche pour subir pendant un jour l'assaut de toutes les forces autrichiennes. Il résiste victorieusement le 21 mai autour d'Aspern et d'Essling, soutenu le lendemain par de puissants renforts que Lannes peut amener avec l'empereur. Lannes est mortellement blessé, les pertes sont énormes, une nouvelle rupture de pont et la rareté des munitions déterminent le repli de nos troupes dans l'île Lobau. L'archiduc Charles ne cherche pas à exploiter sa demi-victoire, car il attend l'arrivée de l'archiduc Jean, qu'il fait revenir d'Italie avec son armée, mais celle-ci manque le rendez-vous. Pendant ce temps Napoléon ne néglige rien pour donner le maximum de chances de succès à une nouvelle entreprise.

Dans la nuit du 3 au 4 juillet, il effectue le passage avec trois corps d'armée, occupe une vaste tête de pont pour le déploiement ultérieur du reste de ses troupes, que l'archiduc Charles attaque à fond le 6 juillet. La bataille de rencontre est dirigée par Napoléon,

qui s'efforce d'user le front ennemi pour accabler avec une masse de manœuvre le point reconnu faible. L'archiduc au contraire essaie d'envelopper par les ailes l'armée française pour la couper des ponts. Grâce à la ténacité de Masséna, au mouvement de Davout sur Wagram, à l'emploi massif de l'artillerie par Drouot, à l'héroïsme de la colonne Macdonald, Napoléon reste maître du champ de bataille après une lutte acharnée. Mais la victoire de Wagram n'est pas décisive, car nos troupes sont épuisées et l'archiduc peut se retirer, faiblement poursuivi. A Znaïm il demande cependant un armistice, que l'empereur s'empresse de lui accorder pour négocier le traité de Vienne (14 octobre).

L'archiduc Charles n'avait pu effectuer avec l'archiduc Jean une jonction qui lui aurait probablement permis de continuer la lutte. En Italie, en effet, l'archiduc Jean avait battu le prince Eugène à Sacile (16 avril) et envahi l'Italie, quand les progrès de Napoléon vers Vienne le firent rappeler vers le Danube. Le prince Eugène, rejoint par Marmont, le suit, le bat sur la Piave, franchit le Seemering et renforce l'armée impériale avec une partie de ses troupes. Napoléon lui confie alors la mission d'empêcher l'archiduc Jean de secourir l'archiduc Charles. L'archiduc Jean, battu de nouveau sur le Raab, est isolé en Hongrie; ses tentatives pour franchir le Danube sont déjouées et le généralissime autrichien, qui l'a vainement attendu au rendez-vous fixé, est obligé de déposer les armes.

### Campagne de Russie (1812).

Lorsque la guerre avec la Russie devient inévitable, Napoléon organise le plus vaste déploiement de forces que l'Europe ait jamais vu : 12 corps d'armée, 4 divisions de cavalerie, soit 600 000 hommes divisés en 3 armées, 2 détachements de flancs-gardes et les troupes de communication. Napoléon commande l'armée de gauche, formée de corps français; le prince Eugène, celle du centre, composée d'Italiens et de Bavarois; le roi Jérôme, celle de droite, qui comprend les contingents allemands et polonais; Schwarzenberg avec les Autrichiens couvre la droite vers la Galicie, Macdonald avec les Prussiens d'York est à gauche vers Koenigsberg. Le manque d'homogénéité de ces troupes, la difficulté des ravitaillements et plus encore l'étendue du théâtre d'opérations et la stratégie de l'adversaire s'opposent à l'exécution de la campagne selon la « manière » habituelle de l'empereur.

La Russie dispose en effet de 3 armées : celle de Barclay de Tolly (150 000 h.) sur le Niémen, celle de Bagration (100 000 h.) en Volhynie, celle de Tomasov qui vient de Bessarabie. Le tsar espère éviter toute bataille décisive, attirer l'adversaire le plus possible dans l'intérieur et prendre l'offensive sur ses flancs au moment opportun.

Napoléon franchit le Niémen le 24 juin; il se pro-



NAPOLÉON HARANGUE LES TROUPES BAVAROISES ET WURTEMBERGEOISES à Abensberg (20 avril 1809).



pose d'écraser Barclay de Tolly avec son armée et celle d'Eugène, tandis que Jérôme contiendra Bagration en Volhynie, mais la manœuvre échoue par suite de la lenteur d'Eugène et l'incapacité de Jérôme. Quoique nos troupes soient entrées à Vilna le 30, Barclay de Tolly a pu se dérober vers Drissa, sur la Dvina, tandis que Bagration recule vers le Dnieper. L'empereur tente alors d'écraser celui-ci, qui est encore à sa portée. Près d'être pris entre Davout et Jérôme, Bagration réussit cependant à s'échapper, malgré un échec à Mohilev (23 juillet), grâce à une faute de Jérôme qui se décide enfin à résigner son commandement. Il manœuvre pour se diriger ensuite vers Smolensk, afin de se joindre à Barclay de Tolly, qui est désigné comme généralissime par le tsar et qui veut concentrer ses forces vers Vitepsk.

Barclay, en effet, a laissé Wittgenstein à Drissa pour inquiéter le flanc gauche des Français; il remonte la vallée de la Drissa pour faire la jonction des deux principales armées russes avant d'exécuter son plan de manœuvre en retraite. Napoléon veut le prévenir; tandis qu'il fait masquer Drissa par Macdonald et Oudinot, et contenir Tomasov par Schwarzenberg, il se lance vers Vitepsk, bouscule à Ostrovno (25-26 juillet) l'arrière-garde de Bagration, sans parvenir à contraindre son adversaire à une bataille générale. Afin de rassembler les trainards et de reformer son dispositif, il stationne sur le front Vitepsk-Orcha jusqu'au 11 août.

Quand il reprend l'offensive, les deux armées russes sont réunies devant Smolensk. Il espère atteindre enfin Barclay, qui semble décidé à la bataille; en réalité ce n'est qu'un combat d'avant-garde qu'il livre à Krasnoïé (14 août), tandis que Barclay se dégage encore après avoir incendié Smolensk. Tout d'abord Napoléon se propose d'y terminer la campagne de 1812 : la saison déjà fort avancée lui fait redouter de s'enfoncer plus loin dans un pays hostile, contre un ennemi insaisissable : il marchera sur Moscou en 1813, si le tsar n'a pas demandé la paix. Mais il apprend que Barclay est remplacé par Koutousov, qui a pour mission d'accepter la lutte. Sûr de le vaincre et dans l'espoir d'en finir d'un seul coup avant l'hiver, Napoléon modifie ses projets et marche sur Moscou, dont Koutousov veut à tout prix lui barrer la route. Il le rencontre sur les bords de la Moskova, le 7 septembre. A coups d'hommes, en subissant des pertes effroyables (80 000 morts et blessés, dont 30 000 Français), Russes et Français se disputent les ouvrages de Semenovskoïé, la grande redoute de Borodino. Le lendemain Koutousov abandonne le terrain sans que Napoléon ose transformer sa retraite en déroute en engageant sa dernière réserve. L'empereur le suit et entre sans combat dans Moscou le 14 septembre, mais ce succès si chèrement payé est inutile. L'incendie de la ville prive l'armée française des ressources nécessaires, l'ennemi n'est pas détruit, le tsar refuse la paix. Il faut se résoudre à la retraite.

L'armée quitte Moscou le 19 octobre. Elle compte encore 100 000 hommes; elle est alourdie par des convois disparates et dépourvue de cavalerie. Napoléon veut d'abord prendre pour le retour la route de Kalouga, afin d'éviter la zone dévastée de l'aller. Koutousov, qui tente de s'y opposer, est battu à Malo-Jaroslavetz (24 octobre), mais il reste assez fort pour rendre aléatoire le résultat d'une nouvelle rencontre. L'empereur revient donc sur l'ancienne route de



KOUTOUSOV (1745-1813). — Gravure de Saint-Aubin. — Bibl. Nat.

Smolensk, dont il s'ouvre l'accès par le combat de Viasma. Talonnée, harcelée par Koutousov et les Cosaques, éprouvée par un froid terrible et par les privations, menacée d'encerclement par Wittgenstein à droite et par Tchitchakov à gauche, l'armée française se traîne jusqu'à Smolensk, où elle espère en vain se refaire. Il faut repartir pour échapper à l'étreinte imminente des Russes, que Ney ralentit à Krasnoïé (16-18 novembre); la Berezina est franchie (26-29 novembre) grâce à l'héroïsme des pontonniers du général Eblé, à la bravoure d'Oudinot et de Victor, qui contiennent l'ennemi. Abandonnés à Smorgoni (5 décembre) par Napoléon, que rappellent à Paris la nouvelle de la conspiration Malet et le souci de lever de nouvelles troupes, les vestiges de la Grande Armée arrivent péniblement à Vilna sous le commandement de Murat. Celui-ci parvient à rassembler quelques détachements épars en Lithuanie et à passer de vive force le Niémen à Kovno, le 14 décembre. Épuisés eux aussi, les Russes ne continuent pas la poursuite, et Murat peut ramener à Königsberg une cohue représentant environ l'effectif de deux divisions. L'armée française laissait en Russie plus de 300 000 morts ou prisonniers.

### Campagne d'Allemagne (1813).

A l'arrivée de la Grande Armée à Königsberg, il ne reste plus, outre le petit nombre des survivants conduits par Murat, que les Polonais de Poniatovsky autour de Varsovie, la division de Reynier, les Autrichiens de Schwarzenberg et le détachement de Macdonald, composé en grande partie du corps prussien d'York. Celui-ci fait défection, les Autrichiens n'obéissent plus, et Murat replie sur la Vistule les troupes fidèles, qui se grossissent peu à peu des trainards et des gardes d'étapes. Il renforce les principales garnisons de Pologne et de la basse Vistule, et part pour Naples en laissant le commandement au prince Eugène, qui dirige vers l'Elbe les éléments dont il peut disposer. La Prusse a signé avec la Russie la convention de Kalish (28 février); la Suède, dont Bernadotte est devenu prince héritier, et l'Autriche observent une neutralité suspecte; la mission d'Eugène consiste à gagner du temps à l'abri de l'Elbe pour que Napoléon puisse organiser une nouvelle armée, la Grande Armée de 1813.

Cette armée comptera 300 000 hommes, en majeure partie trop



BATAILLE DE LA MOSKOVA (7 septembre 1812). — Les cuirassiers de Caulaincourt pénètrent, par la gorge de l'ouvrage, dans la Grande Redoute, malgré les efforts désespérés des Russes; mais Caulaincourt y est tué. — D'après une lithographie de Bellangé. — Bibl. Nat.





BATAILLE DE DRESDE (27 août 1813). — Murat, à la tête de 20 000 cavaliers, rejette l'aile gauche ennemie dans le ravin de Plauen. — Gravure de la Bibliothèque Nationale.

jeunes et mal instruits; elle est rendue plus solide par un accroissement organique de l'artillerie (4 batteries par division), mais elle ne dispose que de 12 000 cavaliers; elle sera donc mal renseignée et ne pourra exploiter le succès. Tandis qu'elle se concentre dans la haute vallée du Mein, les coalisés ont avancé vers l'Elbe et occupé Dresde. Leur généralissime Koutousov a sous ses ordres Wittgenstein à droite vers Berlin, Blücher et Winzingerode à gauche, et une armée de réserve en formation; peu confiant dans la valeur des troupes prussiennes, il temporiserait volontiers, mais il meurt. Wittgenstein le remplace et fait adopter un plan d'offensive à outrance.

Napoléon a d'abord la supériorité numérique, quoique sa concentration ne soit pas terminée le 15 avril; mais Eugène exécute mollement les dispositions préparatoires d'un plan audacieux qui contraindrait les alliés à la retraite vers l'Oder et à la bataille à fronts renversés. Il faut, au contraire, que l'armée de l'Elbe cède du terrain jusque dans la vallée inférieure de la Saale, tandis que l'armée du Mein, qui a pénétré enfin en Thuringe, est rassemblée aux environs de Naumbourg. L'empereur médite alors de réunir ses deux armées vers Lutzen pour assaillir de flanc les forces de Wittgenstein, signalées au sud de Leipzig, et les refouler dans les monts de Bohême. Mais Wittgenstein ne croit pas à la solidité des troupes françaises; il a projeté de les surprendre et de les attaquer à Lutzen.

Or, Napoléon n'est pas pris en défaut. Quoique les coalisés aient pu franchir l'Elster sans être écartés, ils sont contenus autour de Kaya par Ney; ils s'attardent à la prise de villages âprement défendus, et l'empereur a le temps d'intervenir. Il gagne la victoire dite de Lutzen (2 mai) en faisant déborder la droite et la gauche de Wittgenstein. Celui-ci est complètement battu; il repasse l'Elster pendant la nuit en deux colonnes (Prussiens à gauche et Russes à droite), et recule vers Dresde. La fatigue des troupes françaises et le manque de cavalerie empêchent une poursuite qui eût été décisive. Napoléon ne peut que suivre l'ennemi et s'établir à Dresde, où il prépare une nouvelle offensive.

Il répartit ses forces en deux armées: l'une autour de Torgau avec Ney, l'autre autour de Dresde sous son commandement, et combine une attaque convergente contre les alliés, qui ont pris position à Bautzen. Il l'effectue les 20 et 21 mai avec succès, mais Ney, qui a rompu la droite ennemie entre Blücher et Barclay, néglige de saisir le défilé d'Hochkirch, où passent les communications de Wittgenstein. Les alliés évitent encore le désastre et, faiblement poursuivis, ils se retirent vers Gorlitz. La discorde maintenant les divise; Prussiens et Russes ont des intentions différentes; Barclay remplace Wittgenstein comme généralissime. D'autre part, Napoléon a besoin de réorganiser ses troupes et d'attendre des renforts. Il accepte l'armistice que propose l'Autriche et qui est signé à

Pleswitz, le 4 juin. Les négociations pour la paix, ouvertes à Prague jusqu'au 15 août, échouent. Mais l'empereur, qui a prévu l'entrée en ligne contre lui de l'Autriche et de la Suède, a mis à profit ce délai de deux mois. De Hambourg à Dresde il dispose d'une solide base d'opérations; il a partagé ses forces en trois armées: Oudinot à gauche entre l'Elbe et la Sprée, Ney au centre entre la Katzbach et la Bober, lui-même à Gorlitz avec la garde et quatre corps, de Zettau à Dresde. Il sait qu'il ne peut plus compter sur la supériorité numérique et que la qualité de ses troupes rend aléatoires les vastes conceptions stratégiques. Il donnera donc à Oudinot un grand objectif politique, tel que Berlin, tandis qu'il retiendra devant lui la masse principale des ennemis. Ceux-ci disposent de trois armées: celle du Nord, avec Bernadotte, sur la Havel; celle de Silésie, avec Blücher, à l'est de la Katzbach; celle de Bohême, avec Schwarzenberg, autour de Prague. Moreau, revenu d'Amérique pour se venger de Napoléon, les conseille. Sûrs d'avoir bientôt l'avantage du nombre, ils sont résolus à foncer sur les lieutenants de l'empereur et à rompre devant lui pour épuiser ses réserves.

En conséquence, Blücher marche contre Ney, que l'empereur va secourir aussitôt, et Schwarzenberg descend de la Bohême vers Dresde. Napoléon laisse Macdonald contenir Blücher et revient pour soutenir Gouvion-Saint-Cyr, aux prises avec Schwarzenberg; il amène des renforts qui s'engageront successivement

dans la bataille. En même temps, il dirige Vandamme vers Koenigstein pour surprendre le flanc des Autrichiens. Après deux jours de lutte devant Dresde (26-27 août), Schwarzenberg est obligé de battre en retraite. Mollement poursuivi, c'est lui qui cerne Vandamme dans le défilé de Kulm (30 août) et le fait capituler. De leur côté, Oudinot était refoulé à Groos-Beeren (23 août) par Bernadotte, et Macdonald subissait un grave échec sur la Katzbach (26 août). Ney, qui remplace Oudinot, est à son tour bousculé à Dennewitz (6 septembre). Une quatrième armée dite de Pologne, commandée par Bennigsen, vient encore renforcer les coalisés, qui prennent la résolution de converger vers Leipzig, centre important de communications pour les Français, et d'accabler Napoléon sous le nombre.

Après avoir vainement tenté de contrarier le plan de ses adversaires, Napoléon constate que les forces morales ont singulièrement diminué chez ses lieutenants; il renonce à ses projets d'offensive vers Berlin pour se concentrer autour de Leipzig et accepter la bataille. Les mouvements de concentration sont d'ailleurs retardés par les coalisés; mais les succès de Murat à Lieberwolkwitz (14 octobre) et de l'empereur à Vachau (16 octobre) ne sont pas assez décisifs pour que l'armée française ne subisse pas à Leipzig les conséquences de son énorme infériorité numérique. Cependant, au soir du 18 octobre, la lutte est encore indécise, malgré la défection des contingents saxons et wurtembergeois, qui passent à l'ennemi. Sur le point de manquer de munitions, Napoléon ordonne la retraite pendant la nuit et, dans la journée du 19, elle est protégée par trois corps d'armée maintenus sur la rive droite de l'Elster, auxquels la destruction



SCHWARZENBERG (1771-1820). — Gravure de F. Lignon, d'après Vignerot. — Bibl. Nat.



BLUCHER (1742-1819). — Gravure d'Easto, d'après Boaden. — Bibl. Nat.





LES BLESSÉS DE LA GARDE IMPÉRIALE RENTRENT A PARIS APRÈS LA BATAILLE DE MONTMIRAIL (février 1814). — Peinture de Delécluze. — Musée de Versailles.  
CL. NEURDEIN.

prématurée du pont principal fait perdre un grand nombre de prisonniers. La capitulation prochaine des importantes garnisons laissées dans les places de l'Elbe et de l'Oder, et qui restent isolées en pays ennemi, augmente encore les pertes de Napoléon.

Pendant leur marche vers Mayence, les débris de l'armée française, suivis par Schwarzenberg et Blücher, traversent la Bavière, qui a pris elle aussi parti pour la coalition. L'armée bavaroise veut les arrêter : elle est écrasée à Hanau, mais l'empereur n'a plus de forces organisées pour combattre l'invasion imminente.

### Campagne de France (1814).

Tandis que Bernadotte avec les Suédois va assiéger Davout à Hambourg, le reste de ses troupes forme une nouvelle armée du Nord, que commande Winzingerode. Elle combine ses opérations avec l'armée de Silésie sous Blücher et celle de Bohême sous Schwarzenberg, que suit l'armée de réserve de Barclay de Tolly. Ces armées, dont Schwarzenberg est le généralissime, ont Paris pour objectif. En Italie, le prince Eugène doit faire face aux Autrichiens de Bellegarde et aux Napolitains de Murat, qui, pour conserver son trône, abandonne Napoléon, dont il pressent la défaite. Au midi, Soult et Joseph ont évacué l'Espagne ; Soult lutte péniblement sur les bords de l'Adour et Suchet sur la frontière du Roussillon. Mais, malgré leur énorme supériorité, les alliés semblent redouter de pénétrer en France par le nord-est, et ils entament des négociations au congrès de Francfort, qui se transportera bientôt à Châtillon. Cependant, les renseignements qui leur parviennent sur la situation intérieure de l'Empire et la faiblesse des ressources dont dispose Napoléon les encouragent à l'offensive. Ils passent le Rhin le 1<sup>er</sup> janvier 1814.

Après Hanau, Napoléon n'a pu réunir que 60 000 hommes dont il forme, outre la garde, trois corps d'armée ; car la conscription de la classe 1815, le rappel des classes antérieures et de la garde nationale ont trouvé le pays indifférent ou hostile. La cavalerie fait défaut, mais l'artillerie est nombreuse et l'infanterie solidement encadrée. Avec ces faibles forces, l'empereur, qui a « chaussé les bottes de 1796 », va se montrer supérieur à lui-même et si, comme lui, ses lieutenants avaient espéré contre toute espérance, peut-être le sort de la campagne eût-il été changé. Le dispositif en cordon sur le Rhin, prescrit par Napoléon, trompe d'ailleurs longtemps ses adversaires. Lorsqu'ils se décident à l'invasion en masse, Winzingerode s'avance par les Ardennes vers les Pays-Bas, Blücher par Mayence vers la vallée de la Marne, Schwarzenberg par Bâle vers la vallée de la Seine ; et tous, mieux inspirés que les généraux alliés de 1791 et 1793, masquent les places françaises au lieu de s'attarder à les assiéger. Tandis que Macdonald et Mortier, au nord-est, Augereau, vers Lyon, vont s'efforcer de retarder l'invasion, Napoléon concentre ses forces autour de Vitry. Il est prêt à la lutte : puisque les coalisés marchent séparés, il manœuvrera par les lignes intérieures, suivant une de ses méthodes préférées, et les battra successivement. C'est Blücher, le plus approché, qui recevra les premiers coups. Une de ses colonnes est bousculée à Saint-Dizier (27 janvier) : il va être rejeté dans l'Aisne, mais il se dérobe en sacrifiant son arrière-garde à Brienne (29 janvier) ; et quand Napoléon l'atteint à La Rothière, il a fait sa jonction avec Schwarzenberg. L'empereur accepte cependant la lutte contre les deux armées ; il ne peut les battre (1<sup>er</sup> février) et réussit à se déga-

ger pendant la nuit pour se retirer vers Troyes. Les alliés, heureusement, ne savent pas exploiter leur succès. A peine réunis, ils se séparent de nouveau. La mésentente entre Blücher et Schwarzenberg, le désir de vivre largement sur le pays, déterminent leur résolution, et ils se conforment à leur premier projet : l'armée de Silésie suivra donc la vallée de la Marne, et l'armée de Bohême celle de la Seine. Tout en se dirigeant vers Paris, Blücher tentera de détruire le corps de Macdonald qui, venu du nord, se rapproche du théâtre des opérations.

Or, à Troyes, Napoléon guettait la première faute de ses adversaires. Leur séparation, la lenteur de Schwarzenberg l'incitent à laisser dans la vallée de la Seine, entre Nogent et Montereau, un rideau (Oudinot-Victor) pour contenir l'armée de Bohême et à se précipiter contre Blücher, qu'il prend de flanc et coupe en deux à Champaubert (10 février). L'un des deux tronçons (York et Sacken) est écrasé à Montmirail (11 février) et à Château-Thierry (12 février), d'où ses débris peuvent s'échapper en détruisant le pont de la Marne. Napoléon se retourne alors contre Blücher, qui tentait de se porter au secours de ses lieutenants ; il le bouscule à Vauchamps (14 février) et le refoule vers Châlons. L'armée de Silésie est complètement désorganisée.

Pendant ce temps, Schwarzenberg a progressé dans la vallée de la Seine ; Oudinot et Victor ont dû se replier à l'abri de l'Yères ; des détachements de l'armée de Bohême ont atteint Provins et Fontainebleau. A ce nouveau danger Napoléon fait face avec promptitude. Il laisse Marmont devant Blücher, accourt sur l'Yères et prend l'offensive contre Schwarzenberg, qui a disséminé ses troupes sur les deux rives du fleuve. Le général autrichien recule aussitôt vers Troyes, non sans être bousculé à Mormant et à Nangis (17 février). Napoléon enlève en outre le pont de Montereau (18 février) pour pouvoir attaquer de flanc l'armée de Bohême en retraite. Mais Schwarzenberg le



LA CAMPAGNE DE FRANCE : Napoléon à Montmirail (11 février 1814). — Lithographie d'Engelmann. — Bibl. Nat.



gagne de vitesse et appelle Blücher à son secours. Quand l'armée française tente de passer par le pont de Méry (22 février), elle y trouve l'armée de Silésie à peu près reconstituée et qui vient de faire sa jonction avec les Autrichiens.

Cependant Schwarzenberg ne se trouve pas encore en sécurité. Il propose de reculer jusqu'à Langres. Blücher n'y veut pas consentir et obtient des souverains l'autorisation de marcher sur Paris par la vallée de la Marne, où viendra le rejoindre l'armée du Nord dont un détachement masque dans les Ardennes les troupes du général Maison. Napoléon se lance aussitôt à sa poursuite et laisse Macdonald, Oudinot et Gérard dans la vallée de l'Aube pour observer l'armée de Bohême. Marmont et Mortier retardent Blücher sur l'Ourcq et l'obligent à chercher vers Laon sa jonction avec Winzingerode. L'empereur le talonne, les passages de l'Aisne sont gardés ; il va être pris entre la rivière et les forces de Napoléon, de Marmont et de Mortier. Mais Soissons lui ouvre ses portes : Blücher est sauvé ; il rejoint l'armée du Nord et se prépare à recevoir le choc de l'empereur. Celui-ci a passé l'Aisne à Berry-au-Bac. Il enlève le plateau de Craonne (7 mars) après un combat sanglant, mais il ne peut déloger les alliés de la forte position de Laon, qu'il attaque en vain les 9 et 10 mars, et, sans être inquiété, il ramène à Reims sa petite troupe très éprouvée.

Là, il lui donne quelques jours de repos et il observe les événements. Schwarzenberg a repris l'offensive et refoulé jusqu'à Provins les corps qui lui sont opposés. C'est donc lui que Napoléon doit attaquer. Marmont et Mortier sont chargés de contenir Blücher, et l'empereur se dirige vers Arcis-sur-Aube pour couper l'armée de Bohême disséminée de Provins à Chaumont. Mais, cette fois, Schwarzenberg



WELLINGTON (1769-1852). — Gravure de David Lucas, d'après Lawrence. — Bibl. Nat.

fait tête. L'empereur doit reculer (20-21 mars) ; il ne lui reste plus qu'à tenter de couper par une manœuvre audacieuse les communications des alliés. Marmont et Mortier ne peuvent le rejoindre ; tout en combattant, ils sont même refoulés de Fère-Champenoise, Sézanne, Brie-Comte-Robert (25-28 mars) vers Paris, où convergent les armées ennemies. Moncey leur livre une dernière bataille sous les murs de la capitale (30 mars), tandis que Napoléon accourt à marches forcées, après avoir bousculé Winzingerode à Saint-Dizier. Il est trop tard : Paris a capitulé. Le Sénat a proclamé la déchéance de l'empereur, réfugié à Fontainebleau ; Marmont a cédé aux alliés les barrières de l'Essonne, qui protègent les dernières troupes de Napoléon. Celui-ci veut continuer la lutte au sud de la Loire, où il espère rassembler une nouvelle armée, mais les maréchaux refusent de le suivre et il est contraint d'abdiquer (6 avril).

### Campagne de Belgique (1815). Waterloo.

Dès que Napoléon est de retour de l'île d'Elbe (20 mars 1815), les armées alliées, qui viennent à peine d'évacuer le territoire français, reçoivent l'ordre de marcher de nouveau et de prendre Paris pour objectif. Les plus rapprochées sont celles de Wellington, avec 100 000 Anglo-Hollandais rassemblés à Bruxelles, et de Blücher, avec 115 000 Prussiens rassemblés autour de Namur. En outre Napoléon doit tenir compte des 150 000 Russes de Barclay, qui s'avancent vers la région de Mayence, des 250 000 Autrichiens de Schwarzenberg dans le pays de Bâle et de 68 000 Austro-Sardes dans le Piémont. Il n'ose pas faire ostensiblement les préparatifs qui sembleraient contredire ses intentions pacifiques ; et, par des moyens de fortune, il se procure environ 250 000 hommes ; mais la nécessité



LE BATAILLON SACRÉ A WATERLOO. — La bataille est perdue. Un bataillon de grenadiers de la vieille garde, formé en carré, résiste seul aux furieux assauts de toute la cavalerie ennemie, pour protéger la retraite des Français. — D'après une lithographie de Raffet. — Bibl. Nat.



de laisser des corps d'observation sur les frontières qui ne sont pas immédiatement menacées, et de solides garnisons dans les régions restées royalistes, ne laisse disponibles pour l'armée de campagne, dite armée du Nord, que 125 000 hommes (en 5 corps d'armée) et la garde, une réserve de cavalerie et 350 canons. Le moral de la troupe et des officiers est excellent, mais sujet aux défaillances brusques; les grands dignitaires sont pour la plupart hostiles ou dépourvus d'enthousiasme. Le plan des alliés est simple : Blücher et Wellington attendront l'arrivée des Russes et des Autrichiens vers le Rhin; alors toutes les armées marcheront ensemble sur Paris, refoulant Napoléon dans une poussée irrésistible. L'empereur le devine. Il attaquera donc les Prussiens et les Anglais et il s'efforcera de les mettre hors de cause avant que Schwarzenberg et Barclay aient le temps d'intervenir. Un coup bien asséné peut terminer la campagne par l'effet moral qu'il produira sur les coalisés.



NELSON (1758-1805). — Gravure de Renard, d'après Meyer. — Bibl. Nat. Cl. LEMARE.

La vitesse et le secret de sa concentration lui permettent d'amener l'armée du Nord derrière la Sambre, qu'il franchit le 15 juin, sans que l'ennemi ait éventé ses mouvements. Il pense séparer les Anglais et les Prussiens par l'occupation des Quatre-Bras, confiée à Ney, et de Ligny, confiée à Grouchy, puis tomber sur les cantonnements de Blücher avant que les Prussiens soient rassemblés. Mais Ney et Grouchy n'exécutent pas complètement leur mission; les avant-postes de Blücher résistent assez pour que la surprise devienne impossible, et les Prussiens se concentrent vers Ligny, les Anglais vers Nivelles. Le 16, Ney livre en vain un vif combat pour atteindre son objectif; Napoléon bouscule Blücher à Ligny et le force à battre en retraite vers Wavre. Wellington, qui a gardé les Quatre-Bras, ne peut dès lors s'y maintenir sans risquer d'être définitivement séparé de Blücher; il recule jusqu'au Mont-Saint-Jean. Pendant cette journée, Drouot d'Erlon, interprétant trop littéralement des ordres contradictoires, a promené son corps d'armée entre Ligny et les Quatre-Bras, sans intervenir nulle part, et il a épargné ainsi un désastre à l'un ou l'autre des généraux ennemis.

Le 17, Napoléon envoie tardivement Grouchy avec deux corps d'armée à la poursuite de Blücher dont les traces sont perdues, et il vient rejoindre Ney avec le reste de ses forces disponibles pour accabler Wellington. Devinant que la bataille du lendemain sera décisive, il rappelle Grouchy en lui prescrivant de laisser seulement à la suite des Prussiens un détachement pour les observer, mais cet ordre ne lui parvient pas.

La bataille contre Wellington, dite de Waterloo, s'engage le lendemain. L'épaisse forêt de Soignes, à laquelle ils sont adossés, oblige les Anglais à tenir sur place, pour éviter en cas de défaite une complète désorganisation; en outre, Wellington veut se cramponner au terrain jusqu'au dernier homme, afin de donner à Blücher, qu'il a prévenu, le temps d'accourir. Or, Napoléon a projeté d'enfoncer la gauche avant que les Prussiens puissent intervenir. Il fait d'abord attaquer la droite anglaise pour y attirer les réserves de Wellington; elle résiste avec acharnement et tous les efforts de Reille échouent contre le château d'Hougoumont; la gauche se maintient aussi dans la Haie-Sainte et sur le Mont-Saint-Jean, que Ney finit par enlever au prix de pertes énormes, sans pouvoir les conserver. Tandis que Lobau contient avec peine le détachement prussien de Bulow, qui précède Blücher, Grouchy est introuvable; d'Erlon s'use en vain devant les corps prussiens, qui renforcent successivement la gauche anglaise et qui refoulent Lobau. Napoléon envoie ses dernières réserves à Ney pour un suprême assaut à Mont-Saint-Jean; mais, dans l'intervalle agrandi qui sépare maintenant Ney de Lobau, toute la cavalerie anglaise et prussienne fait irruption. La panique se déclare dans l'armée française épuisée; la garde se fait anéantir pour protéger la retraite.

Napoléon indique Laon comme centre de ralliement à ses troupes fugitives. Grouchy, qui n'avait pas pris part à la bataille, réussit à y conduire ses deux corps d'armée intacts. Napoléon, rentré à Paris le 20 juin, veut en faire le noyau d'une armée nouvelle pour recommencer la lutte contre les Anglais et les Prussiens qui descendent vers la capitale. Mais la Chambre des représentants

prononce sa déchéance et rappelle les Bourbons. L'empereur, après avoir abdiqué une seconde fois, se dirige vers Rochefort, où il se confiera aux Anglais.

### Guerre maritime et coloniale.

Tandis que l'empereur prépare au camp de Boulogne la grande descente, il cherche à la rendre possible en procurant momentanément à ses escadres la supériorité sur les flottes anglaises qui gardent le Pas de Calais. Latouche-Tréville, le meilleur de ses amiraux, meurt avant d'exécuter un plan audacieux. Villeneuve, qui le remplace, reçoit une autre mission, que pouvait faciliter la marine espagnole, devenue notre alliée. Renforcé par les escadres de Carthagène et de Cadix, il doit rejoindre aux Antilles Missiessy, parti de Rochefort pour ravitailler nos possessions, revenir avec lui vers l'Espagne, débloquer les escadres du Ferrol, celles de Brest, et, fort de cinquante-six vaisseaux, se présenter

dans la Manche, tandis que les Anglais le chercheront au loin. Or, Villeneuve était trop timoré pour exécuter une manœuvre aussi hardie. Il déjoue cependant la surveillance de Nelson devant Toulon, manque Missiessy, revient vers l'Europe, et s'enferme à Cadix après une bataille indécise contre Calder, au large de Vigo (22 juillet 1805), tandis que Cornwallis bloque étroitement Ganteaume à Brest. La descente est désormais impossible, et Napoléon se retourne contre l'Autriche.

A peine Villeneuve est-il à Cadix avec la flotte espagnole de Gravina, qu'il s'y trouve bloqué par des forces anglaises accourues de toutes parts et que commande Nelson. Il se décide enfin à sortir. La bataille, engagée le 21 octobre 1805, démontre l'habileté manœuvrière de Nelson et se termine par un désastre pour la flotte franco-espagnole : de 33 vaisseaux, 11 seulement rentrent à Cadix; Villeneuve est prisonnier, Nelson est tué, mais la marine de l'empereur ne paraîtra plus en force dans la Méditerranée ou l'Océan.

Dix ans de victoire ne pourront effacer les conséquences du désastre de Trafalgar. En vain, Napoléon réduisait-il à l'impuissance tous ses ennemis sur le continent; le plus tenace restait insaisissable derrière sa ceinture de vagues, et l'Angleterre inviolée, âme des coalitions, savait sans cesse ranimer les courages.

C'est en vain que le service des constructions navales donnera des escadres à Napoléon. Sauf de rares croisières effectuées par des chefs entreprenants, tels que Leyssieues, Willaumez, Allemand, la marine impériale n'empêchera pas la flotte anglaise de bloquer étroitement les côtes, d'opérer des débarquements en Calabre (1806) et dans l'île Walcheren (1809); tandis que Napoléon prépare la bataille de Wagram, l'escadre de Strachan s'empare de Flessingue (15 août 1809) et lord Chatam envahit le Brabant, d'où Bernadotte le chasse d'ailleurs aussitôt. Les corsaires eux-mêmes, tels que Troude, Bouvet, Roussin, forcent de plus en plus difficilement le blocus, et l'on peut prévoir dès 1812 leur prochaine et complète disparition.



ÉPISODE DU COMBAT DE TRAFALGAR (25 octobre 1805). — Le *Redoutable*, monté par le capitaine de vaisseau Lucas, résiste aux vaisseaux anglais : le *Victory*, le *Téméraire* et le *Tonnant*. — Dessin à l'encre de Chine exécuté d'après les indications du capitaine de vaisseau Lucas.



Privées des secours de la Métropole, les colonies françaises sont successivement prises par les Anglais après des luttes honorables : Villaret-Joyeuse perd la Martinique en 1809, Ernoux la Gadeloupe en 1810 ; à la Guyane, Victor Hugues, attaqué par terre et par mer, a capitulé le 12 janvier 1809 ; le Sénégal est, la même année, occupé par les Anglais. Aux Indes, où nous ne possédons plus rien, Napoléon avait essayé sans succès de soutenir la confédération maharatte ; mais l'impossibilité d'envoyer des renforts importants au général Decaen, gouverneur des Mascareignes, qui était prêt à recommencer l'œuvre de Dupleix, rendit inutiles les exploits de la division navale de Linois et de corsaires tels que Surcouf dans l'océan Indien. L'île Bourbon est perdue le 9 juillet 1809 ; l'île de France, brillamment défendue sur mer par Hamelin, Bouvet, Duperré, est envahie le 29 novembre par 23 000 hommes, auxquels Decaen avec 4 000 hommes résiste jusqu'au 2 décembre avant de capituler. Tamatave et les Seychelles succombent au début de 1811.

D'ailleurs les Anglais mettaient à profit l'organisation nouvelle de l'Empire français pour s'emparer aussi des colonies appartenant à ses alliés ou aux États annexés par Napoléon. Les Indes hollandaises, malgré les vaillants efforts du gouverneur Janssens, sont conquises en 1811 par une expédition partie du Bengale ; les Antilles hollandaises, les Antilles danoises, le cap de Bonne-Espérance auraient été occupés dès 1806. La même année, dans l'Amérique du Sud, Beresford, débarqué à La Plata, prend Buenos-Ayres ; mais le Français de Lignières, au service du roi d'Espagne, soulève les habitants et fait capituler Beresford (13 août) : le 3 février 1807, il reprend Montevideo, défendu par 12 000 hommes et, le 3 juillet, tout le pays est délivré. Crawford échouait de même au Chili. Mais si les Anglais n'ont pu conquérir les colonies espagnoles de l'Amérique, ils sauront exploiter leurs sentiments patriotiques après l'avènement de Joseph à Madrid.

Le loyalisme des vice-rois et des populations envers les Bourbons, soutenu par l'Angleterre, refusera de reconnaître l'autorité d'une Espagne devenue française, et bientôt, par les fautes mêmes de Ferdinand VII restauré, la séparation commencée en 1808 deviendra l'indépendance.

## BIBLIOGRAPHIE

ALOMBERT (P.-C.), COLIN (J.), *La Campagne de 1805 en Allemagne* (1902-1908, 6 vol.). — BALAGNY, *Campagne de l'empereur Napoléon en Espagne* (1902-1907, 5 vol.). — BERTIN (G.), *La Campagne de 1812 ; de 1813 ; de 1814* (1895-1897, 3 vol.). — BLOCQUEVILLE (marquise de), *Davout* (1879-1880, 4 vol.). — BONNAL (général), *Vie militaire du maréchal Ney* (1909). — BONNAL DE GANGES, *Le Génie de Napoléon* (1896, 2 vol.). — *Les Représentants du peuple en mission près des armées* (1898-1899, 4 vol.). — BOURDEAU (colonel), *Campagnes modernes*, t. I-III (1921). — *L'Europe républicaine, 1792-1802* (1912). — *Les Armées du Rhin au début du Directoire* (1907). — BOUVIER (F.), *Bonaparte en Italie, 1796* (1899). — CAMON (général), *La Guerre napoléonienne : 1<sup>o</sup> Précis des campagnes ; 2<sup>o</sup> Les systèmes d'opération ; 3<sup>o</sup> Les batailles ; 4<sup>o</sup> Les fortifications* (1903-1914). — *La Manœuvre de Wagram* (1926). — CAMPANA (commandant), *La Campagne de France de 1814* (1925). — CARON (Pierre), *Les Papiers des Comités militaires de l'Assemblée nationale, de la Législative et de la Convention* (1912). — *La Défense nationale, 1792-1795* (1892). — CHARAVAY (Noël), *Les Généraux morts pour la patrie, 1805-1815* (1908, 2 vol.). — CHARLES (archiduc), *Grundsätze der Strategie* (Vienne, 1814, 3 vol. ; trad. par Jomini, 1818). — CHASSIN (Louis), HENNET (L.), *Les Volontaires nationaux pendant la Révolution* (1899). — CHUQUET (Arthur), *Les Guerres de la Révolution* (1886-1896, 11 vol.). — *La Légion germanique* (1904). — CLAUSEWITZ (Carl von), *La Campagne de 1789 en Italie et en Suisse*, trad. par Niessel (1906, 2 vol.). — CLÉMENT (G.), *Campagne de 1813* (1904). — CLERGET, *Tableau des armées françaises pendant les guerres de la Révolution* (1905). — COLIN (J.), *L'Éducation militaire de Napoléon* (1901). — *La Tactique et la discipline dans les armées de la Révolution* (1902). — *Campagne de 1793 en Alsace*, t. I (1902). — COUDERC DE SAINT-CHAMANT, *Napoléon, ses dernières armées* (1903). — COUTANCEAU, *La Campagne de 1794 et l'armée du Nord* (1903-1908, 4 vol.). — CUGNAC (G.-J.-M.-B. de), *La Campagne de l'armée de réserve en 1800* (1902). — DÉPREZ (Émile), *Les Volontaires nationaux* (1908). — DERRÉCAIX, *Nos campagnes au Tirol* (1910). — DESBRIÈRE (Ed.), *Projets et tentatives de débarquement aux Îles Britanniques* (1900-1902, 4 vol.). — *La Campagne maritime de 1805, Trafalgar* (1907). — DESAIX, FOLIOU (A.), *Le Général Desaix* (Annecy, 1879). — DUMOLIN (M.), *Précis d'histoire militaire de la Révolution et de l'Empire* t. 1<sup>er</sup> (1901-1906, avec atlas). — DUMONT (G.-A.-L.), *Études sur*

*l'armée pendant la Révolution* (1914). — DUPUIS, *La Campagne de 1793 de l'armée du Nord et des Ardennes* (1906). — DURUY (Albert), *Hoche et Marceau* (1885). — ESCANDE, *Hoche en Irlande* (1888). — FABRY (G.), *Campagne de Russie, opérations*, t. I-V (1900-1903). — *Histoire de la campagne de 1794 (et de 1796) en Italie* (1904-1905, 3 vol.). — FALLON, *La Garde impériale* (1901). — FOCH (maréchal), *Éloge de Napoléon* (1921). — FOY (général), *Histoire de la guerre de la Péninsule* (1827, 4 vol. et atlas). — FRIGNET-DESPRÉAUX (colonel), *Le Maréchal Mortier, duc de Trévise* (1918-1920, 3 vol.). — GACHOT (Édouard), *La Troisième Campagne d'Italie, 1805-1806* (1911). — *Histoire militaire de Masséna* (1911-1913, 3 vol.). — *Souvarov en Italie* (1903). — *La Campagne d'Helvétie* (1904). — *Jourdan en Allemagne et Brune en Hollande* (1906). — GOLTZ (Colmar von der), *Von Rossbach bis Iena* (1883, 2<sup>e</sup> éd., 1906). — *Von Iena bis Eylau* (1906). — GOMEZ DE ARTECHE Y MORO (José), *Guerra de la independencia* (1868-1902, 13 vol.). — GRASSET, *La Guerre d'Espagne*, t. I (1914). — GRIMOARD et SERVAN, *Tableau historique de la guerre de la Révolution de France* (1808). — GROUARD (A.-A.), *Stratégie napoléonienne ; la Critique de la campagne de 1815* (1904). — HAUTERIVE (Ernest d'), *L'Armée sous la Révolution, 1789-1794* (2<sup>e</sup> éd., 1894). — HIRN (Joseph), *Tirols Erhebung im Jahr 1809* (Innsbruck, 1909). — HENNEQUIN, *La Campagne de 1794 entre Rhin et Moselle* (1909). — *Zurich, Masséna en Suisse* (1911). — HOUSSAYE (Henry), *Napoléon, homme de guerre* (1904). — IUNG, *L'Armée et la Révolution* (1884, 2 vol.). — JOMINI, *Histoire critique et militaire des guerres de la Révolution* (1820-1821, 15 vol. et atlas). — *Vie politique et militaire de Napoléon 1<sup>er</sup>* (1827, 4 vol.). — *Précis politique et militaire de la campagne de 1815* (1839). — KREBS, MORIS, *Campagnes des Alpes pendant la Révolution* (1891-1895, 2 vol.). — LA JONQUIÈRE (C. de), *L'Expédition d'Égypte* (1900-1907, 5 vol.). — *La Bataille de Jemmapes* (1902). — LANREZAC (C.-L.-M.), *La Manœuvre de Lützen* (1904). — LATREILLE, *L'Œuvre militaire de la Révolution* (1914). — LEPLUS, *La Campagne de 1800 à l'armée des Grisons* (1908). — LETTOW VORBECK (Oskar von), *Der Krieg von 1806-1807* (Berlin, 1891-1896, 4 vol.). — LONGY, *La Campagne de 1797 sur le Rhin* (1909). — MAHAN (Alfred Thayer), *Influence of sea power upon the French Revolution and Empire, 1792-1812* (Londres, 1892). — MALLEBAY (lieutenant-colonel Henri de), *Les Cinq Vendées, précis des opérations militaires* (1925). — MARGUERON, *Campagne de Russie ; préliminaires*, t. I-IV (1898-1906). — MASSON (Frédéric), *Cavaliers de Napoléon* (1894). — MASSON (Frédéric), DE MYRBACH, *Aventures de guerre, souvenirs et récits de soldats, 1792-1809* (1896). — MATHIEZ (Albert), *La Victoire en l'an II* (1916). — MOREAU DE JONNÈS (A.), *Aventures de guerre du temps de la République et du Consulat* (1858, 2 vol. ; 2<sup>e</sup> éd., 1893). — MORRIS (W. O. C.), *Napoleon and the military supremacy of revolutionary France* (1894). — MORVAN (M.), *Le Soldat impérial* (1904, 2 vol.). — NAPIER (W. F. P.), *History of the war in the Peninsula, 1807-1814* (Londres, 1828-1840, trad. franç., 1828-1844, 3 vol. et atlas). — OMAN (Charles William Chadwick), *History of the Peninsula war* (Oxford, 1902-1911, 2 vol.). — OSTEN SACKEN, *Der Feldzug von 1812* (Berlin, 1901). — PELET (baron), *Mémoires sur la guerre de 1809 en Allemagne* (1824-1826, 4 vol.). — PHILIP (de), *Étude sur le service d'état-major pendant les guerres du premier Empire* (1900). — PICARD (E.), *La Cavalerie dans les guerres de la Révolution et de l'Empire* (Saumur, 1895-1896, 2 vol.). — *Guerre d'Espagne, le prologue ; expédition du Portugal* (1911). — PICARD et AZUN, *La Campagne de 1800 en Allemagne* (1907-1909, 3 vol.). — PIERRON (général Édouard), *Comment s'est formé le génie militaire de Napoléon* (1895). — PINGAUD (Léonce), *L'Invasion austro-prussienne* (1892). — RANKE (Leopold von), *Ursprung und Beginn der Revolutionskriege* (1875). — REBOUL, *Campagne de 1812, les Préliminaires* (1910-1912, 2 vol.). — RENEMONT, *Campagne de 1809* (1903). — RICHARD (Camille), *Le Comité de Salut public et les fabrications de guerre sous la Terreur* (1922). — ROUSSEAU (Fr.), *Kléber et Menou en Égypte* (1900). — ROUSSET (Camille), *Les Volontaires* (1870). — SASKI, *Campagne de 1809 en Allemagne et en Autriche* (1899-1902, 4 vol.). — SAUZEY, *Les Allemands sous les aigles françaises* (1902-1909, 5 vol.). — SERIGNAN (commandant de Lort de), *Napoléon et les grands généraux* (1914). — *Les Préliminaires de Valmy, la première invasion de la Belgique* (1903). — SOREL (Albert), *Bonaparte et Hoche en 1796* (1896). — SCHUERMANS (Alb.), *Itinéraire général de Napoléon 1<sup>er</sup>* (1908). — SURTEES (Conyers), *Campaign in Italy 1796 or debut of Napoleon* (1897). — THOUMAS (Ch. Ant.), *Les Grands Cavaliers du premier Empire* (1890-1909, 3 vol.). — *Le Maréchal Lannes* (1891). — TOLSTOÏ (comte L.), *Physiologie de la guerre. Napoléon et la campagne de Russie* (1888). — TITEUX, *Le Général Dupont* (Puteaux, 1903, 3 vol.). — VOLTZE, *Das Kriegsjahr 1809* (Vienne, 1905-1909, 9 vol.). — VERESTCHAGUINE (V.-V.), *Napoléon 1<sup>er</sup> en Russie* (1897). — *Victoires, conquêtes... des Français, 1792-1815* (1817-1821, 27 vol.). — WAUVERMANS (H.-E.), *Napoléon et Carnot, épisode de l'histoire militaire d'Anvers, 1803-1815* (Bruxelles, 1888). — WEIL (M.-H.), *La Campagne de 1814* (1891-1896, 4 vol.). — WELSCHINGER (Henri), *Ney* (1893). — YORCK VON WARTENBURG (Maximilian Graf), *Napoleon als Feldherr* (3<sup>e</sup> éd., 1901, 2 vol. ; trad. par Richert : *Napoléon, chef d'armée*, 1899, 2 vol.). — ZURLINDEN (général), *Napoléon et ses maréchaux* (1910).

CHEVALIER (E.), *Histoire de la marine française sous la première République, le Consulat et l'Empire* (1886, 2 vol.). — DOUIN (G.), *La Campagne de Bruix en Méditerranée, mars-août 1799* (1923). — JURIEN DE LA GRAVIÈRE (amiral), *Guerres maritimes sous la Révolution et l'Empire* (1847, 2 vol., 8<sup>e</sup> éd., 1883). — NEMOURS, *Histoire de la guerre d'indépendance de Saint-Domingue. La Campagne de Leclerc contre Toussaint-Louverture* (1925). — POYEN (de), *La Guerre des Antilles de 1793 à 1815* (1896). — *Histoire militaire de la Révolution de Saint-Domingue* (1899). — TRAMOND (J.), *Manuel d'histoire maritime de la France* (1916).



## LE MOUVEMENT INTELLECTUEL ET ARTISTIQUE

## I. LES SCIENCES

**LES CARACTÈRES GÉNÉRAUX.**—La Révolution française, qui ouvrit une ère nouvelle dans le domaine politique, n'eut pas pour effet d'interrompre, même en France, le développement scientifique; c'est même en France que son influence se fit sentir tout d'abord par la création d'un haut enseignement, par la fondation du système métrique, enfin dans l'application des sciences à l'industrie qui allait, pendant la période suivante, prendre une si grande extension.

Les Universités furent supprimées (1792), puis les sociétés savantes, y compris l'Académie des sciences (1793), et le « Jardin du Roi » fut près d'avoir le même sort; mais, réorganisé par Lakanal, il devint le Muséum national d'histoire naturelle (1794).

Pour remplacer les institutions détruites, les Assemblées révolutionnaires posèrent les bases d'un nouveau système d'instruction nationale et la science se développa particulièrement dans le sens où l'exigeaient les besoins militaires et industriels. L'organisation des grandes écoles eut sur ce développement une action européenne.

Déjà, au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, on avait reconnu l'utilité d'une formation technique et les premiers établissements avaient été fondés: en 1747, l'École des ponts et chaussées de Paris; en 1750, l'École du génie militaire de Mézières, d'où sortirent Monge, Carnot, Coulomb, Borda; en 1778, l'École des mines de Paris. La Révolution les unifia en créant l'École polytechnique (1794), mais les anciennes écoles techniques reparurent ensuite sous le nom d'écoles d'application; on y acheva la formation professionnelle des jeunes gens qui avaient reçu à l'école une culture mathématique supérieure. De la Convention datent aussi plusieurs écoles de médecine, le Conservatoire des arts et métiers, le Bureau des longitudes, un premier essai de fondation de l'École normale supérieure; enfin, à la place des anciennes académies, l'Institut de France (1795).

Pour les besoins de la science et du commerce, la nécessité d'un système universel de mesures et les avantages de la division décimale avaient déjà frappé bien des esprits. Sur l'invitation de l'Assemblée Constituante (1790), l'Académie des sciences établit le nouveau système de mesures en choisissant comme unité de longueur la dix-millionième partie du quart du méridien terrestre, lui donnant ainsi un caractère universel propre à le faire adopter par toutes les nations.

**LES MATHÉMATIQUES.**—La mécanique générale et la mécanique céleste, qui furent les grandes créations mathématiques du XVIII<sup>e</sup> siècle, trouvèrent leur synthèse dans la *Mécanique analytique* (1788) de Lagrange, dans l'*Exposition du système du monde* (1796) et le grand *Traité de mécanique céleste* (1799-1825) de Laplace.

La théorie des nombres, négligée après Fermat et remise en honneur par Euler et Lagrange, dut des résultats importants à Legendre et surtout à l'Allemand K. Fr. Gauss (1777-1855). Gauss, dans ses *Disquisitiones arithmeticae* (1801), se signala par l'originalité des méthodes et découvrit la possibilité d'inscrire au cercle, avec la règle et le compas, des polygones réguliers tout autres que ceux que l'on connaissait depuis l'antiquité. Dans sa *Théorie des nombres* (1830), Legendre (1752-1833) exposa non seulement le résultat de ses travaux personnels, mais l'ensemble des résultats obtenus jusqu'à cette époque en arithmétique supérieure.

L'algèbre des équations s'était peu à peu constituée au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle. Après Rolle, qui avait donné en 1690 la méthode si simple de séparation des racines constamment employée depuis, l'abbé de Gua avait démontré rigoureusement (1741) la règle des signes de Descartes. Le théorème fondamental sur l'existence des racines, énoncé par d'Alembert, fut démontré rigoureusement pour la première fois par Gauss (1799). La résolution des équations, ce tourment des géomètres du XVIII<sup>e</sup> siècle, fut l'objet des travaux de Bezout (*Théorie générale des équations algébriques*, 1779), et surtout de Lagrange (*Traité de la résolution des équations numériques*, 1798), qui aperçut, dans l'étude des fonctions des racines, la véritable base de la résolution algébrique, préluant ainsi à l'œuvre d'Abel et de Galois.

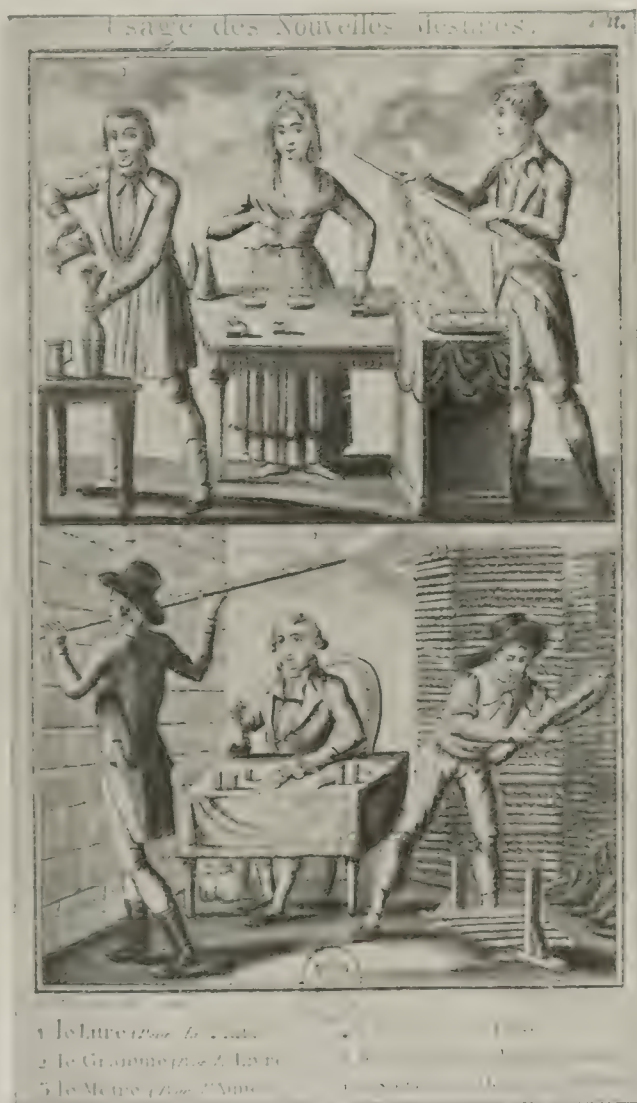
En analyse, les recherches de Legendre sur les intégrales elliptiques formèrent un nouveau et très beau chapitre de l'ancien calcul intégral, sans aucune modification profonde de la méthode. Les idées nouvelles qui transformeront cette partie de la science mathématique appartiennent à Abel et à Jacobi.

Dans la voie ouverte par Descartes, la géométrie continua de progresser et, après les méthodes de l'algèbre, employa les ressources du calcul infinitésimal. Monge fut ici le grand créateur et le précurseur des savants du XIX<sup>e</sup> siècle qui cultivèrent la géométrie des surfaces; on lui doit aussi la forme actuelle de la géométrie descriptive (1799), qu'il construisit en réduisant à l'essentiel les recettes empiriques appliquées par les charpentiers et les tailleurs de pierre. Enfin Lazare Carnot (1753-1823) occupa dans l'histoire des sciences une place aussi honorable que dans celle des événements politiques; sa *Géométrie de position* (1803) et son *Essai sur les transversales* (1806) furent le point de départ des recherches de géométrie pure au XIX<sup>e</sup> siècle.

On doit à Laplace la constitution définitive d'une branche de la science mathématique dont l'importance ira croissant. Le calcul des probabilités, né au XVII<sup>e</sup> siècle avec Pascal, Fermat, Huygens, avait, au siècle suivant, retenu l'attention de Jacques Bernoulli, Montmort, Moivre, Buffon, et l'*Essai sur les probabilités de la durée de la vie humaine* (1746), de Deparcieux, avait posé les bases de la théorie des assurances sur la vie. Laplace, reconnaissant l'importance générale de cette science et de ses applications, en fit une exposition magistrale dans son *Essai philosophique sur les probabilités*, introduction à la seconde édition (1815) de la *Théorie analytique des probabilités*.

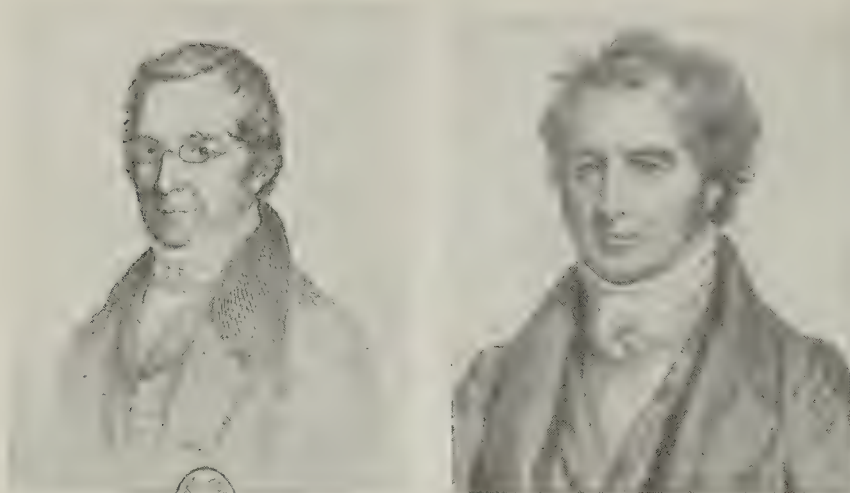
En astronomie, après avoir rappelé l'œuvre essentielle de Laplace sur le système du monde (tome II, page 317), il y a lieu de signaler la découverte des premières petites planètes, inconnues aux anciens, situées entre « Mars » et « Jupiter » : Piazzi (de Palerme), le docteur Olbers (de Brême), Harding (de l'Université de Göttingue) aperçurent respectivement « Cérés » (1800), « Pallas » (1802) et « Vesta » (1807), « Junon » (1804). Gauss prit une part considérable à l'étude de ces astres en donnant une méthode simple pour calculer leurs trajectoires (*Theoria motus corporum caelestium*, 1809).

**LA PHYSIQUE.**—Depuis Newton et Huygens, l'optique n'avait fait aucun progrès essentiel; la théorie des ondulations, due au savant hollandais, qui donnait une explication exacte de la double réfraction dans le spath d'Islande, avait été voilée par le rayonnement de l'œuvre newtonienne; il y manquait d'ailleurs la notion essentielle de la périodicité du rayon lumineux, qui ressortait cependant des



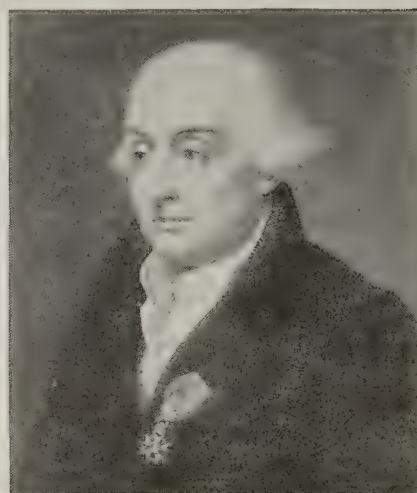
DIVERSES APPLICATIONS DU SYSTÈME MÉTRIQUE. — Gravure de Labrousse. — Bibl. Nat.



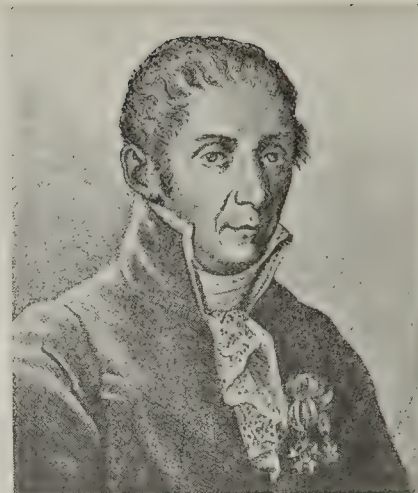


GAY-LUSSAC (1778-1850).

ARAGO (1786-1853).



LAGRANGE (1736-1813).



VOLTA (1745-1827).

Gravures de la Bibliothèque Nationale.

expériences de Newton sur les anneaux colorés. C'est seulement au début du XIX<sup>e</sup> siècle que l'Anglais Thomas Young (1773-1829), ajoutant l'idée de périodicité à l'hypothèse de Huygens, expliqua correctement les phénomènes d'interférence, ainsi que les couleurs des lames minces, et pressentit la nécessité des vibrations transversales pour expliquer la polarisation de la lumière. Toute l'optique moderne était en germe dans les écrits (1801-1807) de Thomas Young, mais sous la forme d'aperçus plutôt que de démonstrations rigoureuses.

En même temps, des faits nouveaux et importants furent découverts. Malus (1775-1812) aperçut cette dyssymétrie qu'est la polarisation de la lumière (1808); Arago (1786-1853) observa dans les cristaux la polarisation chromatique et la polarisation rotatoire (1811); en 1815, Biot (1774-1862) reconnut les propriétés rotatoires de certains liquides, qui joueront un rôle important dans certaines théories chimiques. La plupart des phénomènes essentiels de l'optique étaient connus; il restait à les expliquer, et l'honneur en revint à Fresnel.

Les propriétés optiques des cristaux conduisaient à la connaissance des caractères essentiels de la lumière; l'étude des cristaux en eux-mêmes, la cristallographie, qui commença à cette époque, permit de pénétrer la constitution intime de la matière. Après Romé de Lisle (1736-1790), qui énonça la loi de constance des angles des faces pour la même espèce cristalline (*Minéralogie*, 1772), l'abbé Haüy fonda la cristallographie moderne. Tandis que Romé ne considérait que la forme extérieure des cristaux, Haüy affirma la liaison entre la forme et la composition chimique; supposant le cristal formé par un empilement de « molécules intégrantes » identiques, il sut prévoir la dérivation des formes pour les cristaux d'une même substance chimique et caractériser les systèmes cristallins par leurs éléments de symétrie (*Traité de minéralogie*, 1801; *Traité de cristallographie*, 1822). Les découvertes de Haüy introduisirent en physique l'idée fondamentale de milieu non isotrope, c'est-à-dire de milieu dont les propriétés ne sont pas les mêmes suivant les diverses directions.

Les principales propriétés de l'électricité statique avaient été déjà établies, lorsque, en 1790, Galvani (1737-1798), professeur d'anatomie à l'Université de Bologne, observa fortuitement les mouvements produits dans les membres d'une grenouille par la réunion, au moyen d'un arc métallique, des nerfs lombaires et des muscles de la cuisse; ce fut la première révélation de l'électricité dynamique. Volta (1745-1827), professeur à l'Université de Pavie, déjà connu par ses recherches sur l'électricité statique, parvint, en développant l'expérience de Galvani, à la découverte essentielle, celle de la pile (1800). En Angleterre, la pile de Volta se révéla de suite comme un merveilleux instrument de recherches: Carlisle et Nicholson s'en servirent pour décomposer l'eau; mais les succès les plus brillants furent obtenus par Humphry Davy (1778-1829), professeur à la Royal Institution, qui isola le potassium et le sodium (1807), puis le calcium et le baryum (1808), et découvrit l'arc électrique. Ainsi l'électrochimie bénéficia de l'invention de la pile jusqu'à ce que Oersted, par l'expérience fondamentale de l'action du courant sur l'aiguille aimantée (1820), ouvrit à l'électricité un nouveau domaine.

Dans l'étude des phénomènes calorifiques il n'y a guère à enregistrer que des travaux préparatoires. Lavoisier et Laplace, dans leur *Mémoire sur la chaleur* (1784), avaient exposé déjà, sans se prononcer, les deux hypothèses émises sur la chaleur: Lavoisier, avec tous les chimistes, penchait pour la théorie du calorique; Laplace, nourri de théories mécaniques, pensait que la chaleur est un mode de mouvement. La production de la chaleur par le frottement fut simplement signalée: la thermodynamique ne devait être définitivement fondée qu'après les travaux de Sadi Carnot et de Mayer.

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, les propriétés physiques des gaz étaient très mal connues. Biot et Arago firent, en 1806, les premières mesures précises sur la densité de l'air et des divers gaz; puis Gay-Lussac (1778-1850) établit que tous les gaz se dilatent également sous l'action de la chaleur (1806). Ce résultat, s'ajoutant à la loi de Mariotte, permit de formuler la loi générale de la physique des gaz, à savoir que deux volumes égaux de deux gaz quelconques restent égaux, quelles que soient la température et la pression. On fut amené alors à supposer qu'ils ont la même structure intérieure, c'est-à-dire le même nombre d'atomes: ce fut l'hypothèse d'Avogadro et d'Ampère, dont l'application se retrouva en chimie.

**LA CHIMIE.** — Lavoisier avait changé l'orientation de la chimie; sa méthode, mettant au premier plan la considération des poids, donnait une base sûre pour la recherche de nouveaux éléments. Entre 1789 et 1806, on isola l'urane, la zircone, la strontiane, la glucine, la titane, le chrome, le tantale, l'iridium, l'osmium, le palladium, le rhodium et le cérium; en 1807, la découverte du potassium et du sodium par Davy, à l'aide de l'électrolyse, confirma les prévisions de Lavoisier, qui avait signalé l'analogie de la potasse et de la soude avec les oxydes métalliques. Partant de là, Gay-Lussac et Thénard réussirent à préparer le potassium et le sodium en quantités notables (1808) en décomposant les alcalis par le fer chauffé au rouge; utilisant le potassium ainsi obtenu pour réduire l'acide borique, ils isolèrent le bore, et, par le même procédé, Berzélius obtint le silicium (1809) et le sélénium (1817). Par l'électrolyse, Davy isola encore les métaux alcalinoterreux: calcium, baryum, strontium, magnésium et lithium.

Le progrès des connaissances chimiques conduisit à rectifier la doctrine de Lavoisier sur le rôle de l'oxygène comme principe de l'acidité. Déjà Berthollet avait démontré (1789) que l'acide cyanhydrique est uniquement formé de carbone, d'azote et d'hydrogène; dix ans plus tard, il trouva que l'acide sulfhydrique ne contient pas d'oxygène. Davy fit la même constatation pour l'acide muriatique (chlorhydrique) et confirma ainsi la nature élémentaire du chlore, soupçonnée par Berthollet, surtout par Gay-Lussac et Thénard. Généralisant son observation et remarquant que les « acides » de Lavoisier n'ont ce caractère qu'en présence de l'eau, Davy conclut que l'hydrogène est le véritable générateur de la fonction acide.

La connaissance exacte de la nature du chlore fut suivie de la découverte de l'iode (1811) par Courtois et du brome (1826) par Balard (1802-1876). Le quatrième corps de la même famille, le fluor, ne put être isolé qu'en 1881 par Moissan. L'étude, par Balard, des composés du chlore, du brome, de l'iode et du fluor, première famille chimique connue, eut des conséquences importantes, et il en fut de même de la découverte par Gay-Lussac du cyanogène (1814), chimiquement analogue au chlore et à l'iode. Ainsi se trouva établie l'existence de radicaux composés, se comportant comme des corps simples dans les groupements moléculaires, et ce fut pour la chimie organique une découverte fort importante.

En même temps que progressait la connaissance des espèces chimiques, les grandes lois étaient formulées qui donnèrent à la chimie ses bases quantitatives et aboutirent à des résultats essentiels sur la constitution de la matière. J.-L. Proust (1755-1826) démontra que les substances pures ont une composition rigoureusement constante et énonça la loi des proportions définies. Avant lui, l'Allemand J.-B. Richter (1762-1807), considérant que le mélange de deux solutions salines neutres reste neutre, en déduisit la loi des poids équivalents, uniquement fondée sur l'expérience, un quart de siècle avant





BERTHOLLET (1748-1822).



LAMARCK (1744-1829).



GEOFFROY SAINT-HILAIRE (1772-1844).



BICHAT (1771-1802).

Gravures de la Bibliothèque Nationale.

l'hypothèse atomique, qui la rendit intuitive ; mais les résultats obtenus par Richter restèrent ignorés jusqu'au jour où l'importance en fut reconnue par le Suédois Berzélius (1779-1848), qui exerça pendant la seconde moitié de sa vie une autorité prédominante en chimie. Enfin, l'Anglais John Dalton (1766-1844), étudiant les corps qui se combinent en plusieurs proportions pour former des composés différents, énonça la loi des proportions multiples.

S'appuyant sur ces trois lois pondérales, Dalton, dans son *New System of chemical Philosophy* (1808), renouvela et précisa la conception, aussi ancienne que la science elle-même, selon laquelle toutes les substances sont formées d'atomes. Avec ce savant, la théorie atomique était construite sur une base expérimentale.

La nouvelle théorie trouva un appui essentiel, malgré Dalton lui-même qui ne voulut jamais en convenir, dans la loi de Gay-Lussac (1808) : les volumes de deux gaz qui se combinent sont en rapports simples entre eux, et avec le volume du gaz composé. Unissant cette loi aux lois de Mariotte et de Gay-Lussac, l'Italien Avogadro (1776-1850) en 1811 et le Français Ampère (1755-1836) en 1814 complétèrent, chacun de son côté, l'hypothèse de Dalton en admettant que des volumes égaux de deux gaz quelconques contiennent le même nombre de molécules. Cette hypothèse permit la construction complète de la théorie moléculaire des gaz, dont le rôle dans la science est allé grandissant et qui est maintenant définitivement admise.

En associant les lois de Dalton et de Gay-Lussac et en les éclairant par l'hypothèse d'Avogadro, les chimistes créèrent peu à peu un système de notations représentant, le plus simplement possible, toutes les réactions chimiques. L'œuvre fut inaugurée par Berzélius, qui simplifia l'écriture chimique en remplaçant les symboles de Dalton par les lettres employées aujourd'hui et publia en 1817 le premier tableau exact de poids atomiques.

La loi de Gay-Lussac exprimait une première relation entre une propriété physique d'un corps, son volume gazeux, et son équivalent chimique. En 1819, la loi de Dulong et Petit établit une seconde relation : le produit de la chaleur spécifique par le poids atomique est le même pour tous les corps simples. Donc les atomes de chaque corps ont la même capacité calorifique, et cette loi, quoique approximative, eut une grande influence sur le progrès de la théorie atomique, parce qu'elle démontra que le poids atomique groupe un ensemble de propriétés essentielles.

Une autre voie dans la recherche des lois générales de la chimie fut ouverte par l'*Essai de statique chimique* (1805) de Berthollet (1748-1822) : les échanges chimiques sont déterminés non seulement par la nature des corps, mais aussi par des facteurs physiques, en particulier par l'action des masses ; d'autre part, les réactions sont incomplètes, chaque action étant limitée par la réaction inverse, sauf circonstances particulières, comme la volatilité dans les réactions par voie sèche ou l'insolubilité dans les réactions par voie humide. Les lois de Berthollet marquèrent le début de la mécanique chimique.

## LES SCIENCES NATURELLES ET LA MÉDECINE.

— Dans les dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle, à la suite de Buffon, dont les idées générales continuaient de s'imposer, une génération nouvelle transforma l'esprit de l'histoire naturelle, — de la zoologie en particulier. Lamarck (1744-1829), Cuvier (1769-1832), Étienne Geoffroy Saint-Hilaire (1772-1844), tous trois professeurs au Muséum, fondèrent la philosophie zoologique et renouvelèrent les sciences de la nature.

Le monde animal et végétal était presque entièrement connu dans

ses formes supérieures, dont la comparaison et la classification dans un ordre logique avaient été réalisées dans les grandes lignes ; mais il n'était pas de même des animaux et des végétaux inférieurs, et l'étude de la dépendance entre les organismes était à peine commencée. Le domaine de la biologie allait s'agrandir dans cette double direction.

Comme Buffon, Lamarck appartenait à cette catégorie de naturalistes philosophes dont la curiosité s'étend à tout l'univers et qui cherchent des solutions générales aux problèmes les plus vastes. Chargé à quarante-neuf ans de la chaire des Animaux inférieurs (insectes, vers, mollusques), cet éminent observateur sut, dans un domaine où tout était à créer, accomplir une œuvre de premier ordre, aussi bien pour les fossiles que pour les formes vivantes. Son *Histoire naturelle des animaux sans vertèbres* (1815-1822) resta classique jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Des faits particuliers, il sut tirer, par des intuitions souvent aventureuses, mais fécondes, une synthèse hardie. Dans son *Hydrogéologie* (1802), il affirma, après Buffon, l'immensité de la durée des temps géologiques et, en opposition aux catastrophes générales successives de Cuvier, il expliqua l'histoire de la Terre par l'action continue des phénomènes actuels, soutenant ainsi la doctrine qui triompha avec Charles Lyell. Dans sa *Philosophie zoologique* (1809), sa conception du monde organique a pour fondement la variation des espèces sous l'influence du milieu et l'origine commune des êtres vivants ; il se place ainsi à la base du transformisme.

Des faits isolés d'anatomie comparée avaient été notés avant Cuvier et Geoffroy Saint-Hilaire ; mais ces deux savants recherchèrent systématiquement les lois de dépendance des formes animales dans l'étude comparée des organes. Partis l'un et l'autre de l'application à la classification des animaux du principe de la subordination des caractères, sur lequel les Jussieu avaient établi la classification végétale, Cuvier et Geoffroy Saint-Hilaire aboutirent à des conclusions opposées ; elles se heurtèrent, en 1830, à l'Académie des sciences, dans une discussion célèbre qui dura plusieurs mois. Goethe la suivit avec passion, et Balzac, expliquant le plan de la *Comédie humaine*, s'appuya sur le principe de l'*unité de composition* pour soutenir que « la société ressemblait à la nature ». Par la comparaison du système osseux des vertébrés inférieurs adultes avec les pièces en formation dans les embryons des vertébrés supérieurs, Geoffroy conclut à l'unité de plan organique des vertébrés, étendu par lui-même et surtout par ses élèves, un peu hâtivement, aux invertébrés. Se fondant sur les ressemblances qui existent entre les espèces animales, il affirma que tous les êtres vivants sont formés sur un plan unique, identique dans son principe, infiniment variable dans les détails, et il en vint à concevoir les formes vivantes comme dérivant les unes des autres. Avec plus de prudence, et tout en jugeant insuffisantes les preuves invoquées, il parvint à des conclusions voisines de celle de Lamarck (*Philosophie anatomique*, 1818-1822).

L'œuvre positive de Cuvier est d'une étendue et d'une portée sans égales. Pour les formes vivantes, elle fait connaître les principaux types d'organisation animale, avec l'infinie variété des systèmes circulatoire et respiratoire, digestif, musculaire et nerveux, ainsi que les lois générales qui en marquent les relations (*Leçons d'anatomie comparée*, 1805). Pour les fossiles, la comparaison méthodique avec les espèces vivantes permit à Cuvier de reconstituer, à l'aide d'ossements incomplets, tout un monde d'animaux disparus : par l'importance des faits acquis, les *Mémoires sur les ossements fossiles* (1812) marquent le début de la paléontologie. Dans le *Discours sur les révolutions de la surface du globe*, Cuvier expose sa conception de l'histoire de la Terre faite de catastrophes générales successives, conception qui, après avoir eu un grand succès, se heurta à la doctrine de Charles Lyell sur



l'action continue des phénomènes actuels. S'appuyant sur le principe de la subordination des caractères et mettant au premier rang le système nerveux, Cuvier partagea le régime animal en quatre embranchements : vertébrés, mollusques, articulés, rayonnés (*le Règne animal distribué d'après son organisation*, 1816-1829). Il les tenait pour irrédutibles ; ils sont depuis longtemps démembrés.

Cuvier, comme Linné, voit dans l'espèce une réalité invariable, et il interprète son principe de corrélation des formes et des conditions d'existence dans un sens strictement finaliste. Il y avait ainsi opposition absolue entre les conceptions de Lamarck et de Geoffroy Saint-Hilaire d'une part, et celles de Cuvier d'autre part. En l'état où étaient alors les sciences de la nature, les idées de Lamarck parurent prématurées : « Personne ne les crut assez dangereuses pour mériter d'être attaquées, » disait dédaigneusement Cuvier, qui, dans la controverse de 1830, triompha facilement de Geoffroy Saint-Hilaire. Ses doctrines prédominèrent en zoologie tant que Darwin n'eut pas repris et développé la conception transformiste.

Tandis que la zoologie occupait ainsi le premier plan dans les fécondes rivalités scientifiques, les autres sciences naturelles continuaient de progresser méthodiquement. Le principal effort des botanistes, avec l'illustre Goethe (*Métamorphose des plantes*, 1790) et le Genevois A.-P. de Candolle (*Traité élémentaire de botanique*, 1813), se porta sur l'étude comparée des organes de la plante et des règles de corrélation et de variation. La géologie devint une science positive, avec les travaux de Guettard, de Desmarests, de Dolomieu, sur les formations volcaniques de l'Auvergne et de l'Italie. Deux théories principales furent présentées pour expliquer l'histoire de la Terre : l'école neptunienne, dont l'Allemand Werner fut le principal représentant, affirma l'origine exclusivement aqueuse de tous les terrains ; l'école vulcanienne, avec les Écossais Hutton et Playfair, donna la prépondérance à l'action de la chaleur centrale.

Les premières années du XIX<sup>e</sup> siècle virent aussi les débuts de la médecine comme science vraiment positive. Bichat (1771-1802), médecin de l'Hôtel-Dieu, fonda l'histologie : avant lui, l'anatomie humaine s'arrêtait aux organes et restait descriptive ; il la prolongea jusqu'à caractériser les tissus constitutifs qui forment les organes (*Traité des membranes*, 1800 ; *Anatomie générale*, 1801). De même qu'il existe des sciences physiologiques et des sciences physiques, il existait, pour Bichat, des propriétés vitales, appartenant en propre aux tissus, et des propriétés non vitales. Les premières, par leur activité propre, constituent la vie, et leur altération cause les maladies, qui diffèrent selon les tissus atteints. Bichat reprenait le vitalisme de Bordeu, mais sa conception était plus générale, Bordeu voyant dans la vie la résultante des manifestations vitales des organes.

Son œuvre fut le point de départ des progrès accomplis dans la médecine pratique par Broussais (1772-1838), qui prétendit étendre à la pathologie tout entière le rôle de l'inflammation observée dans les maladies chroniques ; par Corvisart (1755-1827), qui appliqua les méthodes de Bichat aux maladies du cœur et fit connaître en France le procédé de percussion de l'Autrichien Auenbrugger ; par Laënnec, qui, en appliquant l'acoustique à la connaissance des maladies de poitrine et en découvrant l'auscultation au cours de ses leçons cliniques de l'hôpital Necker, ouvrit dans l'art médical une ère nouvelle et féconde.

Pinel (1745-1826), le premier médecin raisonnable qu'aient eu les fous, rendit humain le traitement jusqu'alors barbare des maladies mentales (*Traité médico-philosophique sur l'aliénation mentale*, 1809) ; il eut, comme on l'a dit, l'honneur d'avoir brisé les chaînes des aliénés.

### Les Progrès de la science de la Terre.

En dépit des grands événements qui se pressaient dans les pays européens entre 1789 et 1815, l'œuvre de reconnaissance géographique de la planète fut utilement poursuivie durant cette période, et menée de front dans la partie septentrionale de l'Afrique, en Amérique équinoxiale et sur les eaux du Pacifique. Là, surtout, mais non point exclusivement, se manifesta l'activité des explorateurs et des savants.

**A LA RECHERCHE DE LA PÉROUSE.** — L'absence de nouvelles de La Pérouse préoccupa de très bonne heure le monde scientifique et même l'opinion publique, et si les expéditions françaises parties à la recherche du navigateur manquèrent leur but, tout en passant parfois à côté du lieu du naufrage, elles réalisèrent du moins une œuvre utile. Tel fut le cas, en particulier, pour celle que dirigea Bruni d'Entrecasteaux ; elle parcourut, en 1792-1793, les parages où avaient échoué les navires de La Pérouse sans s'arrêter à Vanikoro, mais elle fit du moins, en Mélanésie, quelques découvertes géographiques et compléta ou rectifia les précédentes. Un peu plus tôt, le capitaine Étienne Marchand avait achevé la découverte de l'archipel des Marquises, commencée dès la fin du XVI<sup>e</sup> siècle par l'Espagnol Mendaña. Celui-ci en avait aperçu en 1595 les îles sud-orientales ; ce fut le groupe nord-ouest, les « îles de la Révolution », que Marchand explora en 1791.

**ACHEVEMENT DE LA RECONNAISSANCE DES COTES AUSTRALIENNES.** — Un peu plus à l'ouest, des marins anglais et français achevèrent de reconnaître les rivages de l'Australie. Ceux de l'est et du nord-est avaient été longés et levés au XVIII<sup>e</sup> siècle, mais non point ceux du sud et de l'ouest. Les Anglais Bass et Flinders, grâce à des études entreprises dès 1795, purent constater l'insularité de la Tasmanie et l'existence du détroit qui porte le nom de Bass (1798) ; Flinders reconnut ensuite les côtes méridionales et occidentales de l'Australie jusqu'au détroit de Torres, que le Français Baudin visita dans le même temps (1801-1803).

**SUR LES PISTES DU SAHARA ET DU SOUDAN. — L'INSTITUT D'ÉGYPTE.** — A la même époque commençait, sous les auspices de la Société anglaise pour l'exploration de l'Afrique, la reconnaissance des parties septentrionales du continent noir. Du Caire, Hornemann parvenait en 1798 à Mourzouk, la capitale du Fezzan, en visitant les oasis qui jalonnent la route septentrionale du désert de Libye. Un peu auparavant (1799), l'Écossais Mungo-Park était arrivé le premier à travers la Sénégambie jusqu'au Niger, dont, dix ans plus tard, il descendit le cours depuis Sansanding jusqu'à Boussa, où il périt. Dans l'intervalle, l'« Institut d'Égypte » avait mené à bien, sous l'impulsion de Bonaparte (1798-1801), une œuvre admirable, que Burckhardt poursuivit de son mieux en Nubie un peu plus tard (1814).

**HUMBOLDT DANS L'AMÉRIQUE ÉQUINOXIALE.** — Aucun des explorateurs de l'Afrique, non plus que les Anglais Webb et Moorcraft, les découvreurs, l'un du haut cours du Gange (1808), l'autre des sources du Sutledje et de l'Indus (1812), ne peut soutenir la comparaison avec Alexandre de Humboldt. Pendant cinq années consécutives (1799-1804), Humboldt parcourut, de concert avec son ami Bonpland, les différentes parties de cet immense pays, étudiant et caractérisant dans leurs aspects variés les Llanos et l'Orénoque, les vallées fluviales de la Colombie, les pentes montagneuses et les hauts plateaux des Andes, la forêt amazonienne et les gradins du Mexique. Par comparaison avec une telle œuvre, la reconnaissance des régions arrosées par le Missouri et par l'Orégon (Lewis et Clarke, 1804-1806) et celle des pays drainés par les affluents de droite du Mississippi (Pike, 1805-1807) ne sont que des travaux géographiques de second ordre.

**GÉOGRAPHIE SCIENTIFIQUE ET CARTOGRAPHIE DE 1789 A 1815.** — Non moins que ces voyages, des travaux d'ordre purement scientifique contribuèrent au progrès de la science de la Terre. Telle, la mesure de la méridienne de la France par Delambre et Méchain, et son prolongement jusqu'à Greenwich au nord, jusqu'aux Baléares au sud (1794-1804) ; telle encore la nouvelle mesure d'un degré de méridien en Laponie (1801-1803). On ne saurait oublier non plus les travaux cartographiques menés à bien par ces « ingénieurs-géographes » qui existaient en France depuis 1716 et qui dressèrent de si belles cartes des pays où combattirent les armées de la Révolution et de l'Empire. Ainsi, de tous côtés s'accumulaient des faits nouveaux, des observations, des notions de comparaison, dont l'étude systématique allait renouveler la science géographique.



A. DE HUMBOLDT (1769-1859). — Gravure de la Bibliothèque Nationale.



## BIBLIOGRAPHIE

AHRENS, *Entwicklung der Chemie im XIX. Jahrhundert* (Stuttgart, 1900). — BORDEAUX (A.), *Histoire des sciences physiques, chimiques et géologiques au XIX<sup>e</sup> siècle* (1920). — BUISSON, *Précis historique sur Bichat* (1892). — *Le Centenaire de l'École normale* (1895). — CHAUVET (E.), *Les Médecins philosophes au XIX<sup>e</sup> siècle* (Caen, 1890). — CHEVREUL (M.-E.), *Introduction à l'histoire des connaissances chimiques* (1866). — *Histoire des principales opinions sur la nature chimique des corps* (1869). — CUVIER (G.), *Rapport historique sur les progrès des sciences naturelles de 1789 à 1808* (1810). — *Recueil des éloges historiques lus à l'Institut* (1819). — DAREMBERG (Charles), *Histoire des sciences médicales* (1870, 2 vol.). — *École polytechnique, Livre du centenaire* (1895). — FLOURENS (M.-J.-P.), *Histoire des travaux de Cuvier* (3<sup>e</sup> éd., 1858). — GAUTIER (F.), *Centenaire de la télégraphie* (1894). — GEOFFROY SAINT-HILAIRE (Isidore), *Vie, travaux et doctrine scientifique d'Étienne Geoffroy Saint-Hilaire* (1847). — GURLT (E.), *Geschichte der Chirurgie* (Berlin, 1898). — HANOTAUX (Gabriel), *Histoire de la nation française*, t. XIV et XV. — *Histoire des sciences*, par H. Andoyer, P. Humbert, A. Colson, Ch. Fabry, M. Caullery, R. Lote (1925, 2 vol.). — HELLER (August), *Geschichte der Physik* (Stuttgart, 1882-1883, 2 vol.). — JAGNAUX (E.), *Histoire de la chimie* (1891, 2 vol.). — KOBELL (F. von), *Geschichte der Mineralogie* (Munich, 1846). — *Lectures on the history of the development of chemistry since the time of Lavoisier* (Edimbourg, 1910). — MARIE (M.), *Histoire des sciences mathématiques* (1883-1888, 12 vol.). — MEYER (E.), *Geschichte der Botanik* (Königsberg, 1854-1857, 4 vol.). — NEUBURGER, PAGEL, *Handbuch der Geschichte der Medizin* (Léna, 1903-1905, 3 vol.). — PARISSET, *Histoire des membres de l'Académie de médecine* (1845-1850, 2 vol.). — PERRIER (E.), *La Philosophie zoologique avant Darwin* (1884). — POGENDORF (J.-C.), *Histoire de la physique*, trad. par E. Bibart et G. de La Quesnerie (1883). — *La Science française* (publiée pour l'Exposition de San Francisco par la maison Larousse [1915, 2 vol.]). — STAFFORD (E. H.), *Medicine and surgery in the XIX<sup>th</sup> century* (Londres, 1901). — SUTER, *Geschichte der mathematischen Wissenschaften* (Zurich, 1873-1875, 2 vol.). — TANNERY (P.), *Les Sciences en Europe de 1789 à 1814* (vol. IX de l'*Histoire générale de Lavoisier* et Rambaud [1897]). — WURTZ (Adolphe), *Histoire des doctrines chimiques depuis Lavoisier* (1868). — ZITTEL (C.-A.), *Geschichte der Geologie und Paläontologie* (Munich, 1899). — WILLIAMS (H.-J.), *The Story of XIX<sup>th</sup> century science* (Londres, 1900). — BERTHAUT (général H.), *Les Ingénieurs-géographes militaires* (1624-1831). — *Étude historique* (1902, 2 vol.). — DELAMBRE (J.-B.-J.), *Grandeur et figure de la Terre*, p. p. G. Bigourdan (1912). — HULOT (baron), *D'Entrecasteaux, 1737-1793* (Bull. Soc. Geogr., 1894, p. 263-402, carte et grav.). — HUMBOLDT (Alex. de), *Correspondance américaine*, p. p. E. T. Hamy (1904). — LENTZ (Eduard), *Alexander von Humboldt's Aufbruch zur Reise nach Süd-Amerika* (dans les *Wissenschaftliche Beiträge zum Gedächtniss der hundertjährigen Wiederkehr des Antritts von Alexander von Humboldt's Reise nach Amerika am 5. Juni 1799* [Berlin, 1899, p. 1-54, 2 fac-similés]). — MARCEL (Gabriel), *Mendaña et la découverte des îles Marquises* (Bull. Soc. Géogr., 1898, p. 59-88, carte).

II. LES LETTRES (1793-1815)<sup>[1]</sup>

Tandis que la Révolution française fait passer dans l'action le meilleur de son élan, le monde de la pensée se tourne surtout vers l'Allemagne pour de nouvelles directions. Dans sa philosophie, un essai était tenté pour s'affranchir de l'empirisme, réputé périlleux. C'est l'heure où une légende favorable attribue en propre à l'Allemagne une heureuse bonhomie, embellie par la musique, par le rêve des échappées métaphysiques dans la fumée des pipes, et surtout par la contemplation de la nature et du passé légendaire ou historique.

Les idées d'organisme, de développement, font à cette époque d'immenses progrès. Issues des sciences naturelles, elles gagnent d'autres domaines de la pensée. Peu d'époques ont été aussi favorables que celle-ci à la recherche des « origines » : la linguistique et l'histoire des religions et des mythes, l'embryologie et la géologie comparées s'opposent à leur façon aux sciences purement arithmétiques, à la statistique, à la géographie administrative.

En face des notions de « droit naturel » et « d'humanité » qui aboutissent à des essais d'organisation rationnelle de la société, suivis d'une consolidation despotique, l'affirmation variée du vivant organisme que doit être toute chose existante, individu, conscience, œuvre d'art, religion, collectivité, séduit une grande partie du monde intellectuel.

LA LITTÉRATURE ALLEMANDE. — Les lettres allemandes regagnent ainsi, dans l'attention du monde lettré, le temps perdu jusque-là. Au gré de ses meilleurs représentants à cette date, la norme moyenne de l'Allemagne est une sorte d'inertie, dont elle a peine à se réveiller pour l'exercice du sens politique, dont la musique

et la pensée intérieure sont les manifestations premières, dont le manque de goût est la rançon naturelle. Ajoutez à cela l'extrême morcellement, l'absence de capitale : d'où un parfait individualisme qui ne s'ajuste d'avance à aucune mode extérieure.

Procédant de Wolf, de Hume, de Rousseau, parvenu dès 1769 à la méthode qui restera liée à son nom ou au terme de « criticisme », Kant (1724-1804) avait publié en 1781 et 1788 ses deux principaux ouvrages, *Critique de la raison pure* et *Critique de la raison pratique* ; en 1790, la *Critique du jugement*. Il s'écarte aussi bien du cartésianisme, affirmant la valeur absolue de la raison, que du scepticisme, déniaut à l'homme toute possibilité de dépasser la sensation des empiriques. « On avait admis jusqu'ici, dit-il lui-même, que toutes nos connaissances devaient se régler sur les objets ; que l'on cherche donc si nous ne ferions pas mieux de supposer que les objets se règlent sur nos connaissances. » Les catégories de l'entendement, simples formes de l'esprit, rendent seules possible la coordination des phénomènes perçus ; elles sont donc préalables à l'expérience qu'elles conditionnent. Quant aux noumènes, ces « choses en soi » restent en dehors de la connaissance. Kant superpose, à ces déterminations qui risquent de rester toutes relatives, un critère moral, décrété absolu, et qui s'appelle l'impératif catégorique : « Agis de telle façon que la maxime de ton acte puisse être érigée en une loi universelle. » D'autre part, l'investigation poussée par Kant dans nombre de domaines

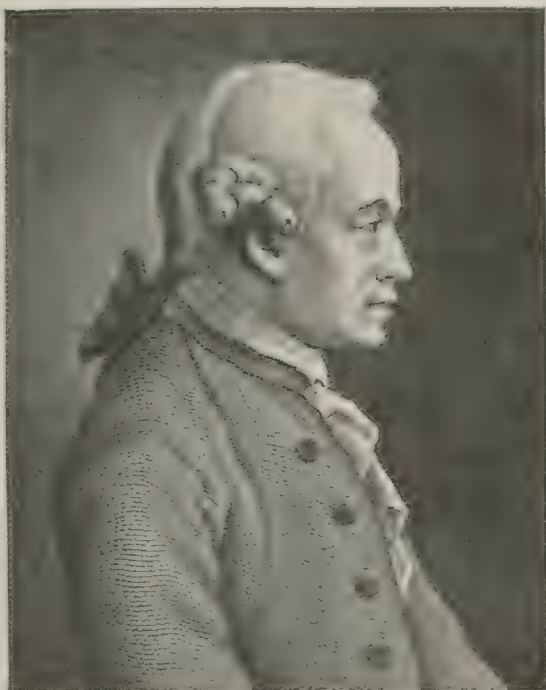
offrait de nouveaux principes à l'activité de l'esprit : dans l'esthétique en particulier, ses *Considérations sur le beau et le sublime* réduisaient l'indiscrète part de finalité que le XVIII<sup>e</sup> siècle attribuait à la création artistique ou littéraire. Fichte (1762-1814), qui développe la tendance maîtresse du kantisme, supprime l'existence des « choses en soi » et fait dériver phénomènes aussi bien que noumènes du sujet pensant : le moi est tout, et crée le monde moral aussi bien que le monde rationnel. C'est par sa *Doctrine de la science* (1794) que cet idéalisme subjectif devait agir sur la littérature, et par les *Discours à la nation allemande* (1808) qu'une action de patriotisme véhément est exercée par Fichte, devenu le premier recteur de l'Université de Berlin.

Bien que le criticisme n'ait pas séduit tous les grands écrivains concentrés à Weimar, le succès du kantisme est lié à la signification prise, par le groupe weimarien, dans la pensée européenne.

Schiller achève d'évoluer de la tragédie bourgeoise à un tragique renouvelé, croit-il, de l'Antique, et passe d'une conception utilitaire de l'art à un esthétisme générateur de liberté et de vertu : c'est, au fond, pour cette nature

enthousiaste, un même souci de moralité qui se prolonge à travers une œuvre variée, de *Wallenstein* à *Marie Stuart*, à la *Pucelle d'Orléans*, à *Guillaume Tell* ; c'est surtout, dans un esprit manquant de naïveté vraie, le désir de la spontanéité, du concret, du naturel. Schiller meurt en 1805, laissant une œuvre où la meilleure Allemagne se reconnaît, mais qui encouragera un faux idéalisme, une moralité plus sentimentale que positive, une véhémence assez creuse.

Tandis que, dans l'« Athènes de l'Ilm », Herder poursuit l'exposé des évolutions humaines, entrepris dans sa *Philosophie de l'histoire* ; tandis que Wieland reste fidèle à un humanisme rationnel dont l'idéal hellénique est le parfait régulateur, tandis que l'activité des frères de Humboldt : Alexandre, l'auteur du *Kosmos* (1769-1859), et Karl-Wilhelm, le porte-parole et le démonstrateur de l'individualisme éclairé (1767-1835), reste en liaison avec tout ce groupe, l'œuvre et la vie de Goethe préparent sans hâte des valeurs nouvelles pour plusieurs générations à venir. L'auteur de *Werther*, ayant renoncé peu à peu à poursuivre l'affranchissement du moi par les postulats du cœur ou par une omniscience faustienne, donne de son assagissement la vraie formule : *Wilhelm Meister* (1795-1796, suite en 1821-1829), ramène aux réalités un héros séduit par les prestiges de la vie d'acteur, et fait servir ses expériences à une résignation qui n'est pas un abandon, mais une acceptation. D'autres œuvres de la même époque, *Affinités électives*, début de *Vérité et Fiction*, *Faust* continué et destiné à devenir l'építome symbolique de toute une destinée, ramènent de la parole à l'action, d'une fièvre impatiente à une clairvoyante énergie, des vues auxquelles un grand artiste sait en même temps donner une forme pleine de digne et vivante beauté. A vrai dire, c'est la gageure de *Hermann et Dorothee* (1798), style antique conféré à un humble épisode de la vie contemporaine, qui représenterait le mieux le mérite



KANT (1724-1804). — Gravure de la Bibliothèque Nationale.

[1] Dans la littérature européenne, la date de 1793 représente plus que celle de 1789 une volte-face intellectuelle : on l'a donc adoptée ici comme marquant une division essentielle. — Pour la période antérieure à 1793, voir tome II, page 329.





WALTER SCOTT (1771-1832). — Peinture de Lawrence. — Château de Windsor. CL. BRAUN.

dont une partie de l'Occident a su gré au plus illustre des Weimariens. La « volonté de durer » dans la civilisation, malgré les secousses qui l'ébranlent, l'idéal qui se dégage du réel accepté avec ferveur, s'y affirment presque paradoxalement.

Le rappel goethéen à l'acceptation de la vie et de ses limites déçoit une partie du public. Une littérature exaltée ou mystérieuse continue à plaire : le vrai romancier des femmes, vers 1800, c'est Jean - Paul - Frédéric Richter (1763-1825), qui ne se résigne qu'à grand-peine à la « plati-

tude harmonique », tant les envolées dans le bleu, les feux d'artifice dans le soir, ont pour lui de prestige ; ou Lafontaine (1759-1831), qui fournit de ses édulcorations le public sentimental ; ou Zschokke (1771-1848), auteur de romans à sensation.

Des dramaturges comme Kotzebue (1761-1819) ou comme Iffland (1759-1814) satisfont mieux les auditoires moyens que les Dioscures de Weimar. Et c'est dans une certaine mesure en opposition à cet embourgeoisement de l'art, mais en contradiction avec la sagesse de Wieland ou de Goethe que, plus extrêmes, d'autres tendances se font jour. « La raison en Allemagne, dira Guizot, semble honteuse du peu de succès de ses efforts, et elle se réfugie dans le mysticisme pour échapper au sentiment de son impuissance. » Les développements du kantisme favorisent les progrès d'une littérature qui, sous le nom de *Romantisme*, se constitue en doctrine : il faut tenir compte d'un élément nouveau, la métaphysique de Schelling (1775-1854), l'*idéalisme transcendantal*, qui aboutit à « l'identité absolue de l'esprit en nous et de la nature hors de nous » et suppose que c'est, en somme, le *moi* qui crée le monde dans une activité incessante ; les *Discours* et les *Monologues* de Schleiermacher (1768-1834), qui placent l'essence du sentiment religieux dans les aspirations de l'âme, assurent dans le domaine affectif les mêmes données qui résultaient, pour le *moi* pensant, de la philosophie schellingienne. Qu'il y ait aussi le désir de s'inscrire en faux contre les solutions offertes, par la Révolution, à l'Allemagne vaincue aussi bien qu'à la France unifiée, il y paraît à plus d'un signe. Les *Écrits populaires tudesques* de Görres (1776-1848), les *Contes d'enfants* des frères Grimm (1809) ne s'opposent pas moins à l'esprit de l'*Encyclopédie* que les *Discours sur la religion* de Schleiermacher (1799). C'est une vraie révolution, effectuée à ce moment par l'esprit allemand, qui se manifeste dans l'inspiration de son romantisme : l'individualisme absolu tend à intégrer le *moi* dans l'ensemble du monde par l'intuition et à disposer en souverain de ses moyens d'expression.

Se hasardant en 1798-1800 avec l'*Athenæum* des deux frères Schlegel, Auguste Wilhelm (1765-1845) et Frédéric (1772-1829), suscitant des appels analogues dans le domaine des arts, où Wackenroder défend dès 1797 le médiévisme esthétique dans ses *Effusions d'un moine ami des arts*, établissant le contact avec la musique et les « côtés nocturnes de la nature », se réclamant des littératures antérieures ou extérieures à la Renaissance, le romantisme allemand a surtout laissé des œuvres d'un sens mystique, comme les *Hymnes à la nuit* et le *Henri d'Osterdingen* de Novalis (1772-1801), ou comme l'*Hyperion* de Hölderlin (1770-1843). Beaucoup plus concertés sont les ouvrages des Schlegel eux-mêmes, la *Lucinde* de Frédéric (1799) et sa revendication d'une libre morale, l'admirable version de Shakespeare, et surtout d'infatigables traités anticlassiques ; les contes et les romans de Tieck (1773-1853), ceux de Hoffmann (1776-1822), ceux de la Motte-Fouqué (1776-1822), ou même le *Pierre Schlemihl* de Chamisso (1781-1830). Communes à toutes ces œuvres et au lyrisme qui demeure la vraie réussite du romantisme, une persistante confusion du rêve et de la vie constitue vraiment une *poétique* opposée à celle de la Renaissance. Rien à cet égard ne sert autant la nouvelle tendance, surtout dans sa forme rhénane, que le recueil de chants populaires publié de 1805 à 1808 par Arnim et Brentano, le *Cor merveilleux de l'enfant*. Enfin, une conception « historique »

du droit, illustrée par Savigny, et un vaste renouvellement de l'étude des origines en histoire se rattachent au romantisme allemand.

Sa dramaturgie se trouverait dans des fées symboliques ou dans le « drame fataliste » à la façon de Z. Werner (1768-1823) ou de Müllner : étranges retours de nécessités vengeresses. Autrement pathétique, parce que supposant de vrais conflits, est l'œuvre dramatique de H. von Kleist (1777-1811), surtout son *Prince de Hombourg* ; il tend la main à tout un groupe exalté : la jeunesse qui, animée d'une sombre ardeur, formée dans les sociétés secrètes, se prépare après Iéna à une lutte désespérée pour l'indépendance. Kœrner, Schenkendorf, d'autres encore, ont été les chantres d'une Germanie mystique, véhémence et farouche, dont la lyre et l'épée étaient les armes entre-croisées.

**LITTÉRATURE ANGLAISE.** — Malgré l'attachement qui persiste, dans certaines régions, à l'égard des grands espoirs du XVIII<sup>e</sup> siècle, le retour à la tradition, le repliement fidéiste sur un christianisme de protection, la poétique résignation à un idéal borné que la nature embellit, sont à l'ordre du jour. L'année 1794 marque encore deux protestations libertaires, l'*Age de raison* de Paine et le *Caleb Williams* de Godwin ; les noms de Priestley, de Mackintosh et d'autres rationalistes témoignent d'un effort persistant, dont la littérature, cependant, n'enregistre plus guère l'effet. Des romancières à la façon de miss Burney (1752-1840) se contentent de refléter les mœurs des milieux distingués. La floraison du roman « gothique » permet à la fantaisie de Lewis, de Mrs Radcliffe, de donner satisfaction au goût d'un public avide de sensations fortes. Il faudra le génie narratif de Walter Scott (1771-1832), sa parfaite complicité d'imagination pour le Moyen âge, pour que s'épurent les incantations et les nostalgies médiévales. *Chants populaires* de la frontière écossaise, série des *Waverley Novels*, un peu convenus dans la fixité de leurs types, conflits et décors, mais si entraînants, si colorés, si bien faits pour donner le vague regret du « bon vieux temps » ! Ajoutez qu'une vive exhumation des détails matériels sature de couleur locale et de concret mystère des résurrections restées jusque-là bien exsangues dans la littérature européenne.

Un clair-obscur assez analogue est impliqué dans le renouveau poétique dont l'Angleterre est le berceau. Des *Ballades lyriques* associent deux renommées naissantes : celle de Coleridge (1772-1834), nature méditative marquée de scolastique par l'Université, ardente à l'utopie d'une « Pantisocratie » dont il se détache vite, à des *Réveries religieuses* en 1796, et, en 1798, pèlerin d'Allemagne qui se soumettra à la « main de géant » de Kant et distinguera entre le court « entendement » et la « raison » ; celle de Wordsworth (1770-1850), fasciné lui aussi par la Révolution française à ses débuts, sollicité ensuite par la philosophie et la poésie de l'Allemagne, puis résigné à être surtout, dans son cottage du Westmoreland, « un adorateur de la nature... infatigable à ce culte » : il la célèbre dans les poèmes qui font de lui, près des lacs, le *lakiste* par excellence. Par une volte-face plus marquée, Southey (1774-1843), auteur d'un *Watt Tyler* violent et d'une *Jeanne d'Arc*, devient un poète officiel, de plus en plus catéchisant et orthodoxe, pensionné, lauréat, appliqué à faire passer dans son œuvre le conservatisme politique et religieux de l'Angleterre contre-révolutionnaire.

A l'opposé est le relief que Crabbe (1754-1832) laisse à ses évocations du *Village*, du *Bourg*, qu'on retrouve souvent dans la littérature anglaise, et qui, au lieu de paraître une forme de pessimisme, fait figure d'enseignement et d'encouragement à l'altruisme.

**LITTÉRATURE FRANÇAISE.** — L'élan du XVIII<sup>e</sup> siècle se poursuit dans le renouvellement de la société française, sans qu'un phénomène analogue se produise encore en matière intellectuelle. A. Chénier, exécuté en 1794, aurait-il donné une expression poétique nouvelle aux temps nouveaux ? Son frère Marie-Joseph Chénier (1764-1811) continue les exhortations voltairiennes par le théâtre. Même Rouget de l'Isle (1760-1836), l'auteur de la *Marseillaise* (avril 1792), reste, ailleurs, un poète assez convenu : et les hymnes révolutionnaires ne témoignent pas d'un renouveau des formes, malgré la fougue qui entraîne les plus fortes de ces strophes enflammées. De même, Condorcet (1743-1794) a la force d'âme de maintenir *in extremis* les conclusions optimistes de son *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain* ; champ infini assigné aux progrès futurs des sociétés humaines. Il n'y a qu'un lyrisme prévu dans les odes de Lebrun-Écouhard (1729-1807) ; Parny, dans sa *Guerre des Dieux* (1799) ; Luce de Lancival, dans son *Achille à Scyros* (1805), montrent plus d'ingéniosité que d'inspiration, et un attachement stupéfiant, en général, à des valeurs que les événements ne laissent pas d'ébranler.

Aussi faut-il voir dans les faits concrets, ou dans l'expression qui



les prépare, les accompagne ou les suit, la vraie littérature de ce temps : pamphlets de C. Desmoulins, polémiques des *Actes des Apôtres*, discours de Mirabeau, de Danton, de Robespierre, proclamations de Bonaparte, constituent la véritable création qui s'accorde aux événements contemporains, et le *Bulletin de la Grande Armée* fera souvent, lui aussi, figure de chef-d'œuvre. Enfin, le Code civil est, à sa manière, la parfaite expression d'un âge nouveau. Sans doute, dans la splendeur de l'Empire, quelques tentatives de haute littérature officielle solennisent les faits mémorables du règne ou des guerres victorieuses, et Fontanes, grand maître de l'Université, ne se lasse pas de renouer une tradition, qu'il veut grande, entre l'âge napoléonien et le siècle de Louis XIV. Mais, si des efforts de pensée vigoureuse se retrouvent chez Maine de Biran (1766-1824), attentif à une recherche psychologique plus insistante, si Destutt de Tracy (1754-1836) continue les doctrines sensualistes du XVIII<sup>e</sup> siècle, si Fauriel et Ginguéné ont bien mérité de l'histoire littéraire, c'est un grand renouvellement des idées qui manque le plus dans les milieux intellectuels. Il y paraît, à la critique d'un Geoffroy ou d'un Hoffmann. Au théâtre, de même, une galvanisation de la tragédie n'empêche pas le grand public de se presser aux mélodrames de Pixérécourt (1773-1844), qui répondent mieux au goût des foules que les tragédies sacro-saintes, même animées par le génie d'un Talma.

Cependant une partie de la littérature d'expression française, amenée par l'émigration à prendre contact avec une pensée européenne différemment orientée, subit une évolution. Chateaubriand (1768-1848), qui avait publié en exil un *Essai sur les Révolutions* tout pénétré de rousseauisme anarchique, rentre en France et fait époque avec le *Génie du christianisme* (1802). Nostalgiquement penché sur l'ancienne France et sur l'ancienne foi, ce gentilhomme breton, démocrate en son fond, et qui toujours rêvera de grandes choses, de belles aventures, de renaissances amours et d'une vie animée par la plus riche expérience, offre soudain, dans un ouvrage sans vraie fermeté, mais d'un incomparable enchantement, des raisons d'aimer à nouveau la religion chrétienne et d'en faire un principe de poésie. *Atala* et *René*, détachés de l'ouvrage où ils illustrent le « vague des passions », ont leur succès spécial. Bientôt les *Martyrs* (1809) démontrent la doctrine littéraire du *Génie*, ce « merveilleux chrétien » qu'il redevenait intéressant d'employer comme ressort poétique ; *l'Itinéraire de Paris à Jérusalem* (1811) relate le pèlerinage accompli par l'auteur aux Lieux saints. Senancour (1770-1846), reflet atténué du même individualisme, mais fidèle à l'incrédulité du XVIII<sup>e</sup> siècle, offre dans *Obermann* un bréviaire de fakirisme à l'occidentale, et dans les *Rêveries* la formule d'une « primitivité » absolue d'existence et d'âme.

Au lieu que Chateaubriand « mettrait volontiers Jésus-Christ au centre de tout », Mme de Staël (1776-1817) y placerait d'abord l'idée de perfectibilité sociale, ensuite la personnalité humaine, masculine et surtout féminine. Elle n'est pas hostile à la Révolution, qu'elle accepte comme un fait dont il s'agit de tirer toutes les conséquences (*De la Littérature...*, 1800) ; mais elle proteste de plus en

plus contre certaines de ses suites, le régime d'autorité qui doit en défendre les résultats. *Delphine* et *Corinne* incarnent ses déceptions ou son orgueil de femme supérieure, et l'*Allemagne* propose l'exemple d'un pays cultivant les idées et les sentiments avec une ingénuité détachée. Benjamin Constant (1767-1830), son compagnon de lutte, prend une part active à la fin de la Révolution et fait campagne, lui aussi, pour un assouplissement des idées en France. Bien qu'*Adolphe* ne soit publié qu'en 1816, ce petit livre aigu se rattache par sa date de création aux années un peu vides de l'ère napoléonienne.

Les terres étrangères voyaient une bonne part de l'effort intellectuel des émigrés : initiation à Kant et à Luther chez Ch. de Villers (1765-1815), protestation d'un Bonald (1755-1840) contre une sociologie qu'il estime trop indifférente à des traditions tutélaires (*Théorie du pouvoir ; Législation primitive*) ; chez J. de Maistre (1754-1821), l'explication transcendante et mystique de l'histoire par un inexorable providentialisme (*Tableau de la France ; Soirées de Saint-Pétersbourg*). Plusieurs des romancières du temps, Mme de Genlis, Mme de Souza, ont dû à l'apprentissage

involontaire de l'émigration des vues plus étendues. Le jeune frère du pamphlétaire, Xavier de Maistre, auteur du *Voyage autour de ma chambre* et des *Prisonniers du Caucase*, a écrit en Russie la plus grande partie de son œuvre et fait presque figure d'auteur moscovite.

A l'inspiration des émigrés correspondait chez certains, en France, une mentalité inquiète et peu d'accord avec le fait établi. Nodier (1780-1844) en est le principal représentant, avec une variété inconsistante d'inspiration et une charmante souplesse de facture.

**LITTÉRATURE ITALIENNE.** — Ici aussi, la littérature semble en retard sur la société. Cette dernière développe assez vite plusieurs des conséquences maîtresses de l'émancipation voulue par le XVIII<sup>e</sup> siècle : or la poésie, le théâtre hésitent à assouplir leurs formes. En général, sous des influences venues surtout du dehors, la littérature italienne « s'accommode » et combine. Pour animer la classicité de forme du versatile Monti (1754-1828), elle profite des intentions grandioses de la Révolution ; pour enrichir la verve un peu déclamatoire d'I. Pindemonte (1752-1828), elle tire parti des nuances champêtres ou « sépulcrales » de la poésie anglaise. Sur-tout, elle reçoit à la fois trois variétés de préceptes et d'inspirations : elle tient de la Révolution française des leçons de liberté qu'elle-même transpose immédiatement du plan social au plan national, et de la libération philosophique à la libération politique ; de l'Europe traditionaliste, des conseils de fidélité à son passé, qu'elle chérit de toute l'ardeur d'un souvenir orgueilleux et confiant ; d'elle-même, enfin, un sens de la continuité, de l'évolution intérieure, et V. Cuoco (1770-1823) reprend les doctrines de Vico pour les opposer à l'idéalisme politique des Français. Tout cela ne manque pas de retourner profondément un sol que des observateurs superficiels pouvaient seuls décrier comme « la terre des morts » : dès 1807, les *Sépulcres* de Foscolo (1778-1827) démontrent à quel point l'auteur des *Dernières lettres de J. Or-tis*, patriote inquiet, est sincère dans l'évocation des mouvements de l'héroïsme et de la vertu.

**LITTÉRATURE ESPAGNOLE.** — Dé-fiance croissante de la dé-vote Espagne à l'égard des doctrines philosophiques



CHATEAUBRIAND (1768-1848). — Peinture de Girodet. — Musée de Versailles. CL. GIRAUDON.



MADAME DE STAËL (1776-1817). — Gravure de Jazot. — Bibl. Nat.



BENJAMIN CONSTANT (1767-1830). — D'après Ducarme. — Bibl. Nat.



du XVIII<sup>e</sup> siècle français, et bientôt lutte ouverte contre elles, jusqu'au moment où l'invasion de 1808 met aux prises les hommes, et pas seulement les idées; progrès des idées rationalistes, malgré tout, et des influences libérales : il y a là un double jeu singulièrement émuant.

L.-F. de Moratin (1760-1828) doit à un séjour en France une appropriation particulièrement intime de la tradition moliéresque, et ajoute à ses affinités d'*afrancesado* une entente distinguée de l'équilibre et de la mesure du comique français. L'enchevêtrement des comédies de Moncines, Valladares, Conchas, justifiait ce rappel à une sage imitation : mais elle heurte de plus en plus le sentiment national, qui se souvient de « l'âge d'or » hispanique et revendique le droit d'y rester fidèle. Maléndes Valdés (1754-1817), le principal poète de l'école de Salamanque, représente assez bien les hésitations de ce temps : médiocre caractère, flottant entre des inspirations divergentes, il rachète par des qualités de pittoresque l'absence de fermeté dans la pensée. C'est à cette époque que se lient, entre l'esprit germanique et l'Espagne, des liens de sympathie dont les résultats se feront sentir dans différents domaines. La Catalogne, dont la langue avait été dépouillée en 1707 et 1714 de toute dignité officielle, est lente à retrouver le point d'appui d'une renaissance littéraire : l'époque de la Révolution marque, à cet égard, un recommencement incontestable.

Le Portugal, de son côté, qui a vu fonder en 1790 une *Nova Arcadia*, s'intéresse à nouveau à un effort littéraire qui dépasse l'utilitarisme ou la simple tradition populaire. Un satirique, Tolentino (1741-1811); des lettrés, comme Da Silva (1705-1739) et Bingre (1763-1856), font de leur mieux pour éveiller un génie national que ne favorisent guère les conditions sociales et religieuses.

**LITTÉRATURE NÉERLANDAISE.** — Si les classes distinguées, puis les milieux officiels, restent fidèles aux conceptions générales du XVIII<sup>e</sup> siècle et au type de littérature qui les illustre, et si l'esprit révolutionnaire est d'accord avec certaines revendications sociales des Pays-Bas, un renouvellement de la philosophie et de la poésie s'autorise plutôt de l'Allemagne. Feith (1752-1824) garde les habitudes académiques de l'âge antérieur; mais, commentateur de Kant en poésie, attiré par les dispositions populaires que la crise de la patrie a mises en relief, il incline vers le drame historique et le roman sentimental. Le poète Helmers (1767-1813) se fait mieux encore le porte-parole de son peuple. La personnalité attirante de Bilderdijk (1756-1831), traducteur, légiste, poète lyrique, tragique, épique, populaire, vulgarisateur scientifique, domine la production néerlandaise, de même qu'elle symbolise assez bien les hésitations de ce peuple. Par les ressources qu'il déploie dans ses imitations ou ses traductions, il a informé la langue néerlandaise de ses propres richesses, et travaillé ainsi à l'indépendance des lettres de son pays.

**LITTÉRATURES SCANDINAVES.** — Le rationalisme danois des « lumières » continue à inspirer l'activité d'un Baggesen (1764-1826) et amène un Malte-Brun à se réfugier en France, où il deviendra un géographe connu. Mais le Norvégien Steffens, de retour des universités allemandes, fait à Copenhague, en 1803, des conférences aboutissant à cette définition du génie poétique : « révélation la plus immédiate de l'Éternel dans le Fini... le génie est le rayonnement de la divinité. » C'est dans l'œuvre initiale d'Ehlen-schlager (1779-1826) que se manifeste soudainement une orientation décisive. *Aladdin* (1805) offre, sous son affabulation orientale, le spécimen caractéristique d'une littérature légendaire, intuitive, spontanée, qui entend se mettre dans le prolongement de l'âme du monde et de la « psyché » des peuples. Des drames héroïques suivront, et des poèmes ne se lasseront pas de traduire le passé de la race.

Schack von Staffeldt (1769-1826) se rattache à cette tendance en poésie; de son côté, J.-P. Mynster (1775-1854) représente un réveil religieux hostile au rationalisme, et N.-F.-S. Grundtvig (1783-1872), une conception des mythes nationaux qui, admirablement féconde au point de vue de la reviviscence du passé (*Mythologie du Nord*, 1808), n'en signifie pas moins une variété patriotique d'immobilisme social. Enfin Ingemann (1789-1862), poète et dramaturge, donne des formes médiévales et allégoriques à cette même disposition romantique.

Plus encore qu'au Danemark, les dernières années du siècle sont signalées en Suède par une lutte ardente entre les espoirs déclinants de l'esprit gustavien et le romantisme grandissant. Franzén tente d'unifier les tendances opposées, et le néo-classicisme trouverait dans son lyrisme un terrain d'entente avec un romantisme foncier, s'il n'y avait quelque chose d'insuffisant dans sa personnalité et dans son talent. Si bien que l'influence allemande prend aisément le dessus, avec ses prestiges de mystère et d'intuition. Elle a sa forteresse à l'Université d'Upsal : Hammarsköld, puis Atterbom partent de là

pour l'édification d'une nouvelle doctrine et d'une autre littérature; deux revues, en 1809 et en 1810, *Polyphème* et *Phosphoros*, sont les véhicules de cette mystique latente au pays de Linné.

**LITTÉRATURE HONGROISE.** — Une préoccupation sociale — l'opposition entre les grands propriétaires et les serfs — anime une partie de la littérature hongroise de cette époque : Fazeka (1766-1828), démocrate et ennemi de Napoléon, se fait l'avocat fantaisiste du paysan dans un poème comme *Matthieu le gardeur d'oies*, et K. Kisfaludy (1788-1830) porte à la scène des conflits sociaux entre maîtres et serfs. L'épopée burlesque est représentée par la *Dorothée* de Csokonay (1773-1805), la poésie lyrique par les odes de Berszenyi (1776-1836) et les *lieds* de Csokonay. D'ailleurs, même en ces temps où un réveil national animait le pays, c'est le plus souvent de l'étranger que viennent encore les valeurs littéraires d'un certain ordre; Fekete (1741-1803), ancien correspondant de Voltaire, écrivait en français en même temps que dans sa langue maternelle. C'est en 1788 seulement qu'avait été fondée une revue pour défendre les intérêts de l'intellectualité magyare : Bacsányi (1763-1845), qui représente cette tendance, est un fils de paysan qui eut maille à partir avec la police de Vienne; son compagnon de lutte, Verseggy (1757-1822), très dépendant d'auteurs français, eut un sort analogue. Al. Kisfaludy (1772-1844), auteur du premier recueil lyrique populaire en Hongrie, *Himfy* (1801 et 1807) et de drames patriotiques, fut l'adversaire de la France révolutionnaire et napoléonienne.

Le latin ne cesse point, d'ailleurs, d'être une langue littéraire dans ce pays d'humanisme : l'œuvre de Berzsényi (1776-1836) renferme à cet égard une puissance d'expression remarquable.

**LES LITTÉRATURES SLAVES. — POLOGNE.** — Écartelée entre ses voisins, la Pologne trouvait difficilement une voix dans des temps d'incertitude et de désespoir national. C'est alors, cependant, que va prendre son élan ce « messianisme » qui confèrera tant de frémissement à sa littérature du XIX<sup>e</sup> siècle. Le poème du *Barde polonais* de Czartoryski, l'*Ode à Dieu* de l'évêque Voronicz sont restés chers aux âmes polonaises. Surtout, voici la grande destinée de Niemcevicz (1757-1841), soldat, député, agitateur, fervent maintenant des espoirs historiques et des souvenirs patriotiques, lyrique et dramaturge enflammé : ses *Chants historiques de la Pologne* seront populaires parmi toutes les classes, qu'il ramène à la fidélité nationale sur les ailes du rythme.

**RUSSIE.** — En 1795, le comte Moussine-Pouchkine découvrait, dans un manuscrit de couvent, un texte en prose du *Chant d'Igor*, sorte d'épopée du XII<sup>e</sup> siècle moscovite. Plus encore que le désaveu donné par Catherine II, par ses successeurs et sa noblesse, au classicisme occidental, cette découverte et ses suites signifieront décidément une volonté de retrouver des racines indigènes d'inspiration. La littérature jusque-là ne s'était guère rencontrée avec l'âme de la nation : elles s'efforceront désormais de se joindre; mais, bien souvent, ce sera pour retrouver un fonds inculte et les troubles délices de la mysticité et de l'inconscient.

Il y paraît dès ce temps, où les souverains eux-mêmes, détournés des « lumières », donnent volontiers dans l'occultisme. Un Novikov (1744-1818), d'abord philanthrope actif, tourne à l'illuminisme que préconisent les maîtres de l'heure. C'est, dans tous les domaines, la date de 1807 qui semble marquer un tournant pour les lettres russes, l'effet d'une polémique significative qui, en 1803, avait dressé contre les « mots français », et derrière eux, contre l'Occident, les partisans du « vieux style »; même Karamzine était attaqué pour avoir trop cédé à l'appel de l'Ouest. L'actualité seule, en 1807, confère un énorme succès à la faible tragédie d'Oserov, *Dimitri Donskoï*, et à des productions du même genre. Une Livonienne comme M<sup>me</sup> de Krüdener, glorieuse de son médiocre roman français de *Valérie* (1803), rentre au bercail religieux quelques années plus tard. L'apologue à forme animalière — en attendant que le folklore, si méprisé par l'académisme, retrouve ses droits dans les pays slaves — sert à des fins morales et sociales, et incarne dans une certaine mesure l'imagination populaire. Kryloff (1768-1844) a véritablement adapté l'inspiration de La Fontaine au génie slave : son premier recueil de *Fables* eut un succès significatif en 1809.

**BOHÈME.** — En 1792 paraît l'*Histoire de la langue et de l'ancienne littérature bohèmes*, où Dobrovski (1753-1829) a posé les fondements scientifiques de la littérature tchèque : ce « patriarche de la littérature slave », élève de la philologie allemande, rend désormais possible la transcription des vestiges verbaux d'une nationalité.

**AUTRES LITTÉRATURES DE L'EUROPE ORIENTALE.** — Les littératures dites « balkaniques » s'éveillent sous la





LE STYLE EMPIRE : LA CHAMBRE A COUCHER DE NAPOLEÓN I<sup>er</sup> A FONTAINEBLEAU.







triple influence des rapports de société, où la France joue un rôle éminent, d'un sentiment plus aigu d'hostilité entre la Croix et le Croissant, et d'une prise de conscience des nationalités, déterminée par les révolutions d'Occident.

Le Thessalien Rigas (1754-1798) donne sa *Marseillaise* aux « fils de la Grèce » ; Koraï (1748-1833), rationaliste à la française, philologue et antiquaire, rattache un renouveau de pensée aux souvenirs classiques. Nerulos (1778-1850) donne un poème burlesque, la *Conquête du Dindon* ; Villaras (1773-1823), des fables qui reprennent la tradition ésoquie.

La Serbie, après avoir dû au contact de Vienne sa première initiation littéraire, et même possédé un précurseur isolé et déraciné en D. Obradovic (1744-1811), trouvera en V. Karadzic, ami de J. Grimm, le véritable animateur de son génie national.

En Slovénie, Katancic ; en Croatie, Musechizky (1777-1837) font passer dans la poésie quelques aspirations collectives, tandis que le Slovène Vodnik (1758-1819) reste fidèle à un anacréontisme populaire. Et si l'espoir d'un vif changement social est encouragé dans les masses par la Révolution française, c'est chez Herder, auteur des *Voix des peuples*, que de grands animateurs vont chercher leur inspiration : ce sera le cas des Slovaques Kollar, Sefarik, Louis Stúr.

Rattachés à l'Occident par la Transylvanie et par Vienne, mais venus tard à l'éveil littéraire, les Roumains doivent à G. Lazar (1770-1823) le premier sentiment de leur dignité linguistique et de leur émancipation. La *Tsiganerie* de Delcan (1750-1830) raille de façon burlesque la campagne de l'Autriche contre la Turquie. J. Vacarescu et C. Cenachi, dans leur anacréontisme facile, se rattacheraient plutôt à une inspiration venue de Grèce.

**LITTÉRATURE AMÉRICAINE.** — L'année 1794, qui vit publier un petit recueil intitulé *The Columbian Muse*, rendait manifeste une velléité d'affirmer l'autonomie littéraire des colonies affranchies. Cependant le théâtre en particulier reste bien longtemps tributaire de la scène anglaise, en même temps que l'esprit puritain lui impose, dans une partie des États, de sérieuses restrictions ; le roman exprime davantage la vie des nouveaux venus, mais la période « coloniale », ici aussi, n'a pas cessé de sitôt.

C'est encore dans l'éloquence politique ou la prose d'affaires que s'affranchit le plus le génie de l'Amérique ; le renom d'orateur du Virginien Randolph (1773-1833), des prédicateurs Hopkins, Emmons, Dwight, tous trois de la Nouvelle-Angleterre, témoigne d'un attachement aux mérites de la parole qui fera partie intégrante de la mentalité américaine, alors que les premières années du siècle assistent à des différends de doctrine religieuse qui sont inhérents à l'esprit calviniste.

### BIBLIOGRAPHIE

FORLANDER (K.), *Kant. Der Mann und das Werk* (Leipzig, 1924). — LÉON (X.), *Fichte et son temps* (1922). — GUNDOLF, *Gœthe* (8<sup>e</sup> éd., Berlin, 1920). — NERRICH (P.), *Jean Paul* (Berlin, 1889). — HAYM, *Die Romantische Schule* (3<sup>e</sup> éd., Berlin, 1914). — ROUGE (I.), *F. Schlegel et la genèse du romantisme allemand* (1904). — KLUCKHORN, *Die Deutsche Romantik* (Bielefeld-Leipzig, 1925). — CLAVERIE (J.), *La Jeunesse d'Hölderlin* (1921). — SPENLE (E.), *Novalis* (1903). — BRAHM (O.), *Kleist* (3<sup>e</sup> éd., Berlin, 1892). — GROMAIRE, *La Littérature patriotique en Allemagne* (1911). — MINOR (J.), *Die Schicksalsstragödie in ihren Hauptvertretern* (Frankfurt, 1883).

MACKNIGHT (T.), *History of the life and time of Ed. Burke* (Londres, 1858-1860). — STEPHEN (L.), *Jeremy Bentham* (Londres, 1900). — SALTZEFF (H.), *W. Godwin und die Anfänge des Anarchismus* (Altenburg, 1907). — LECOIS (E.), *La Jeunesse de Wordsworth* (1896). — AYNARD (J.), *Coleridge* (1907). — DOWDEN (E.), *Southey* (Londres, 1884). — BERGER (P.), *Blake* (1907). — DAMON (S. F.), *William Blake* (Boston, 1924).

LIEBIG (A.), *Étude sur le théâtre de M.-J. Chénier* (1902). — PICAVET (F.), *Les Idéologues* (1891). — SAINTE-BEUVE, *Chateaubriand et son groupe littéraire sous l'Empire*. — BALDENSBERGER (F.), *Le Mouvement des idées dans l'émigration française* (1924). — GIRAUD (V.), *Chateaubriand* (1925). — LARG (D.-G.), *M<sup>me</sup> de Staël* (1923). — WITTMER (L.), *Charles de Villers* (Genève, 1908). — MONTGLOND (A.), *La Littérature sous le Consulat et l'Empire* (1926). — RUDLER (G.), *La Jeunesse de B. Constant* (1908).

MÉNENDEZ Y PELAYO, *Historia de las ideas estéticas en España, III* (Madrid, 1886). — VÉZINET, *Molière et la littérature espagnole* (1909). — MÉRIMÉE, *M. Valdès* (Revue his-

panique [1894]). — JUDERIAS Y LOYOT, *Jovellanos* (Madrid, 1913). — DA COSTA, *Bilderdijk* (Amsterdam, 1862).

ANDERSEN (V.), *Adam Æhlenschläger* (Copenhague, 1899-1900). — NILSSON (A.), *Svensk romantik* (Lund, 1916). — SANTESSON (C.), *Atterboms ungdomsdiktning* (Stockholm, 1920). — WARBURG (K.), *Anna Maria Lenngren* (Stockholm, 1887).

P. HAZARD, *La Révolution française et les lettres italiennes, 1789-1815* (1910). — VICCHI (L.), *Monti* (Fusignano, 1885). — GERNELI (C.), *Foscolo* (2<sup>e</sup> éd., Bologne, 1881). — GINI (S.), *Pindemonte* (Como, 1899). — PERI (S.), *Pindemonte* (Rocca San Casciano, 1905). — RUGGIERI (N.), *Vincenzo Cuoco* (Rocca San Casciano, 1903). — NIEZIELENOV, *Novicov* (Saint-Petersbourg, 1889). — RALSTON, *The Great Fabulist Krilof and his fables* (Londres, 1868). — GROT, *Youkofsky* (Saint-Petersbourg, 1883).

### III. LES ARTS (1789-1815)

Les événements politiques et, principalement, les guerres de la Révolution et de l'Empire, rapprochant et mêlant les peuples européens, achèvent l'œuvre du XVIII<sup>e</sup> siècle cosmopolite. Dans le domaine des arts s'accroît une pénétration plus grande entre nations et une tendance à parler le même langage quoique avec un accent différent. Aussi paraît-il logique d'établir les divisions essentielles de l'exposé qui va suivre, non plus par pays, comme il était normal pour le XVIII<sup>e</sup> siècle, mais par forme d'art, en raison d'influences ou d'emprunts réciproques et continuels.

#### Les Arts du dessin.

Nous assistons au triomphe du classicisme. Le culte pour l'antiquité, héritage de la Renaissance, avait connu une faveur nouvelle à la suite des découvertes d'Herculanum et de Pompéi, des explorations archéologiques en Italie, en Sicile, en Grèce et en Asie Mineure. L'imitation des anciens est imposée aux artistes. L'Allemand Winckelmann (1717-1768) avait donné corps aux conceptions contemporaines dans des ouvrages qui obtinrent le plus grand succès. Cependant, à la suite de la littérature, se dessine déjà la réaction du romantisme, qui évoque soit un passé national, soit un lointain exotique, ou, encore, traduit des impressions personnelles.

**L'ARCHITECTURE.** — FRANCE. — La tyrannie du classicisme n'a pesé sur aucun art plus lourdement que sur l'architecture. Le goût classique prédomine à partir de 1760. Toutefois, fidèles aux traditions de l'académisme français, les architectes tels que Louis, au Grand-Théâtre de Bordeaux, Soufflot, au Panthéon, avaient employé les formes antiques, mais en les adaptant.

Les hommes de la Révolution, fascinés par l'antiquité, soucieux d'imiter en tout Grecs et Romains, exigent une copie pure et simple. Mais ils avaient en tête d'autres soucis que de bâtir. Aussi l'œuvre architecturale de la Révolution a-t-elle consisté en des constructions provisoires ou des décorations éphémères dont le souvenir nous a été conservé par des estampes ou des dessins.

Napoléon, qui se considérait comme le successeur des Césars, se garda de modérer un pareil engouement pour les Grecs et les Romains. Deux artistes remarquables préparent des projets dont l'empereur ne verra pas l'exécution. Percier (1764-1838) et Fontaine (1762-1855) gouvernent non seulement l'architecture, mais les arts somptuaires. Par leurs publications, ils fournissent un arsenal de modèles. En partie grâce à eux, l'art de cette époque s'enrichit d'éléments nouveaux, empruntés notamment à l'Égypte, conséquence d'une expédition récente. Ils se consacrent principalement aux travaux du Louvre, où l'arc du Carrousel est l'œuvre la plus délicate qu'a laissée cette époque. Chalgrin (1739-1811) commence l'arc de triomphe de l'Étoile ; Vignon (1761-1838) exécute à la Madeleine un pastiche agrandi de la Maison carrée de Nîmes. Comme pendant à cette église, Poyet (1742-1824) construit la façade de la Chambre des députés. Brongniart (1831) copie le temple de Vespasien à la Bourse, terminée seulement en 1826. La colonne Vendôme, imitation de la colonne Trajane, s'élève sur les projets de Gouin (1737-1818) et de Lepère (1761-1844). Fontaine, au début de la Restauration, va



ARC DE LA PAIX, à Milan. — Œuvre de Cagnola.



compléter cette romanisation de Paris par sa Chapelle expiatoire, réduction du Panthéon d'Agrippa.

ITALIE. — Dans la patrie de l'humanisme, le classicisme règne depuis plus de vingt ans, quand éclate la Révolution française. A Rome, Valadier (1762-1839) débute comme archéologue, mais il n'est pas esclave de l'antique, sous le décor duquel il cherche un style nouveau. Les autres principaux architectes de son époque sont Stern (1771-1820), qui agrandit les musées du Vatican, et Belli (1752-1833).

En Toscane, les exemples du Moyen âge et de la Renaissance parlent trop aux yeux pour ne pas tempérer la passion de l'antique. C'est un style mitigé que Paoletti (1727-1813) enseigne à ses élèves : Poccianti (1774-1858), le comte de Cambrai-Digny (1779-1843) et surtout Caccialdi (1770-1828), qui pratiquèrent un art sobre et élégant.

A Milan, la période qui précède immédiatement 1789 avait vu surgir de beaux édifices dont le style néo-classique accuse des tentatives parallèles à celles de notre style Louis XVI. Ce sont, principalement, le palais Belgiojoso par Piermarini (1736-1808) et la Villa Reale par Pollack (1752-1806). Pour la capitale du royaume d'Italie, Napoléon élaborait de grands projets, en partie inexécutés, notamment celui d'une place Bonaparte encadrée de monuments. Les deux grands metteurs en œuvre furent Luigi Cagnola (1762-1832), qui éleva l'arc de la Paix, et Canonica (1762-1844), qui construisit l'Arène renouvelée des cirques romains. Ces monuments, plusieurs portes de villes, quelques palais, constituent un remarquable ensemble de style Empire.

ESPAGNE. — On peut dire que le classicisme a seulement effleuré l'Espagne en marquant son passage par quelques rares monuments de Madrid comme la porte de Tolède (1813) et, plus tard, le portique de la Chambre des députés et le Théâtre-Royal.

ANGLETERRE. — La passion pour l'antique ne fut pas communiquée à l'Angleterre par les autres nations. Le mouvement classiciste est parallèle à l'évolution que l'on constate ailleurs, mais il a son origine dans le pays même. Les ouvrages d'Awkins et Wood sur Palmyre et Baalbeck, d'Adam sur le palais de Dioclétien à Spalato, enfin de Stuart et Revett, contemporains de Winckelmann, sur Athènes, provoquent l'enthousiasme pour les monuments grecs ou romains et le désir d'en voir ériger des copies. John Soane (1752-1837), auteur de la Banque d'Angleterre, à Londres, est le père du classicisme qui persistera au cours du XIX<sup>e</sup> siècle.

PAYS-BAS. — En Belgique, le goût classique pénètre avec les armées françaises, mais ne fera sentir son plein effet qu'après 1815. La Hollande, elle, échappe à peu près complètement à l'anticomanie.

ALLEMAGNE ET PAYS DE LANGUE ALLEMANDE. — Par une contradiction assez singulière, ce fut dans la patrie de Winckelmann que la faveur d'une architecture antiquisante dura le moins longtemps, comme nous pouvons le constater dans les deux villes qui, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, absorbent pour une grande part l'activité des constructeurs : Berlin et Munich. A Berlin, l'imitation intégrale des monuments antiques, succédant à l'académisme français, fait son apparition à la porte de Brandebourg par Langhans (1733-1808); Gilly (1771-1800) et Tatel (1776-1819) offrent les mêmes tendances.

Ensuite, on ne rencontre plus de classiques proprement dits. Les architectes berlinois se montreront éclectiques dans des constructions qui devront à la fois coûter peu et avoir grande apparence. Ils s'inspireront indifféremment du gothique ou de la Renaissance italienne, surtout de la pré-Renaissance florentine, aussi bien que de Rome et d'Athènes. Le romantisme, qui apparaît tôt en Allemagne, coïncide avec le réveil de l'esprit national : il prêche justement le retour à ce gothique qu'à cette époque on imaginait être d'essence allemande. Par contre, le style antiquisant, le style Empire, était celui que prônait un vainqueur détesté.

A Munich, l'antiquité inspire la porte Max-Joseph (1805), par

Schade von Grafenstein, et le Théâtre-Royal (1811-1813), par Karl von Fischer. Mais le grand essor architectural de cette ville, bien plus important qu'à Berlin, ne commencera que postérieurement, en 1815, à l'avènement de Louis I<sup>er</sup>.

Vienne, où Nobile (1774-1854) et Moreau (1758-1841) représentent un classicisme administratif, reste plongée dans une torpeur dont elle ne s'éveillera que vers 1840.

RUSSIE. — Le style antique, tout au moins revu par Palladio, est imposé, dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, par Catherine II, qui l'appréciait. Ses architectes de toutes nationalités, Vallin de la Mothe, Rinaldi, Cameron, ensuite Quarenghi (1744-1817), l'auteur du Palais anglais de Peterhof à l'incomparable colonnade (1781-1791), ouvrent la voie au Français Thomas de Thomon (1756-1813) ainsi qu'à deux Russes, formés en France, Voronikhine (1759-1814) et Zakharov (1761-1811), exécuteurs des projets grandioses d'Alexandre I<sup>er</sup> pour Saint-Petersbourg. Aucune capitale, même Paris, ne vit s'élever un tel ensemble de constructions dans le style Empire français, qui persistera ici plus longtemps qu'ailleurs : Notre-Dame de Kazan, la Bourse, l'Amirauté.

ÉTATS-UNIS. — A l'époque où ils ont conquis leur indépendance, les Américains empruntèrent leur style architectural, dit style colonial, principalement à l'Angleterre, sauf dans le Sud et l'Ouest où survivaient les souvenirs de l'Espagne. Mais déjà la réputation des Français comme architectes est établie aux États-Unis. Washington fait appel à L'Enfant pour le plan de la capitale. Mangin construit l'Hôtel de Ville de New-York (1803) dans un pur Louis XVI.

Le goût antiquisant traverse les mers. Il inspire à Thomas Jefferson l'Université de Virginie. Il marquera le grand monument national : le Capitole de Washington, dont la construction, commencée par Thomson, Latrobe et Bulfinch, qui reprirent le plan du Français Hallet, se poursuivra à travers le XIX<sup>e</sup> siècle.

#### LES ARTS SOMPTUAIRES.

— C'est avant tout de l'architecture que dépendent les arts du mobilier auxquels le classicisme imprime aussi sa marque. La France conserve la suprématie qu'elle a acquise pendant le XVIII<sup>e</sup> siècle et fournit l'Europe de ses productions.

On peut dire que le style Empire, inspiré par l'antique et où dominent les bronzes, apparaît dès la fin du règne de Louis XVI. Des meubles, comme l'armoire à bijoux de Marie-Antoinette (château de Versailles) par Thomire, offrent les prémices de ce style. Cette évolution dans la conception du mobilier se marque, on ne peut plus nettement, chez le plus grand ébéniste de l'époque révolutionnaire et impériale, Georges Jacob (1739-1814), ami de David, à qui il procura la mise en scène de ses tableaux ; il fut successivement le fournisseur des Bourbons, de la Convention et de Napoléon I<sup>er</sup>. Percier et Fontaine n'ont pas inventé le style Empire, mais ils l'ont codifié dans les publications précédemment mentionnées.

LA PEINTURE ET L'ESTAMPE. — FRANCE. — La réforme antiquisante entreprise par Vien aboutit surtout par son élève Louis David (1748-1825). Il donne le coup de grâce à l'art du XVIII<sup>e</sup> siècle, voluptueux ou sentimental, pour lui substituer un art idéaliste et didactique, inspiré par les actions héroïques des Grecs ou des Romains et demandant à la statuaire antique les poses de ses personnages. A *Pâris et Hélène*, où le XVIII<sup>e</sup> siècle apparaît encore, font suite les *Horaces*, en rupture avec un passé honni, *Léonidas*, les *Sabines*, images moralisantes à l'énergie tendue. Mais le caractère français, observateur et réaliste, s'associant chez David à des conceptions purement intellectuelles et volontaires, a créé d'étonnants portraits ou des pages d'histoire comme le *Sacre* et la *Distribution des aigles*. On retrouve pareille dualité chez les contemporains ou chez les élèves de David, mais aucun n'exerce son apostolat de professeur d'énergie et de vertu. Fidèles à la mode, ils ne sortent pas de l'antiquité ; puis, après avoir payé leur



L'AMIRAUTÉ, à Saint-Petersbourg. — Œuvre de Zakharov.



tribut de tragédies peintes, ils glissent insensiblement de l'antiquité de Lycurgue ou de Caton vers une antiquité plus facile et plus molle, ou bien ils reviennent à la mythologie galante. Dans un décor austère, sous une forme plus engoncée et plus froide, le sentimental et le sensuel font bon ménage dans les *Grâces* de Regnault (1754-1829), dans l'*Aurore et Céphale* de Guérin (1774-1833), dans la *Psyché* de Gérard (1770-1837), voire dans l'*Endymion* de Girodet (1767-1824).

L'esthétique rigide de David fut battue en brèche, involontairement, par Prud'hon (1756-1823) et par Gros (1771-1835).

L'auteur du portrait de *Joséphine* et de l'*Enlèvement de Psyché* survit au XVIII<sup>e</sup> siècle par ses qualités de charme, de grâce et d'aisance. Toutefois, il se détache de l'époque précédente par un accent mélancolique et rêveur que la peinture française n'avait plus offert depuis Watteau et qui semble, par anticipation, traduire les émois d'un Lamartine.

Gros connut les scrupules, les angoisses et les contradictions. Il brida son tempérament par fidélité à la doctrine qu'il s'était imposée ; il rougissait, pour leur manque d'esprit classique, de tels tableaux qui font de lui le précurseur du romantisme et de l'école réaliste, les *Pestiférés de Jaffa*, la *Bataille d'Eylau*, chef-d'œuvre de la peinture militaire moderne, ou encore le portrait si vivant du général Fournier-Sarlovèze. Torturé par le véritable remords que lui procuraient de semblables créations, sa vie fut un drame que dénoua tragiquement son suicide. Mais, grâce à lui, la peinture française s'engageait dans une voie nouvelle.

L'époque révolutionnaire et impériale offre d'habiles graveurs, principalement Bervic (1756-1822), rendu célèbre par son *Éducation d'Achille*, d'après Regnault, et Boucher-Desnoyers (1779-1857), le traducteur de Raphaël. Copia et Barthélemy Roger interprètent Prud'hon ; Morel et Massard vulgarisent David.

ANGLETERRE. — Un mouvement antiquisant se dessina, parallèlement à celui de Vien en France et à la même époque (vers 1760). Les initiateurs furent Gavin Hamilton, dont le rôle devait être si grand sur la formation de Canova en Italie, et Benjamin West (1738-

1820). Mais ce mouvement ne prit pas autant d'ampleur qu'en France. Le caractère purement anglais se maintint dans la peinture de portraits. Gainsborough et Reynolds disparaissent en 1788 et en 1792, mais Romney vit jusqu'en 1802. Leur tradition est poursuivie par une pléiade d'artistes, au premier rang desquels brillent Hoppner (1758-1810), Opie (1761-1807) et Raeburn (1756-1823) ; leur héritier spirituel, Lawrence (1769-1830), assure à cette école une fin magnifique.

Un fait dont il faut souligner l'importance est le début du paysagiste John Crome (1768-1821). Influencé par les maîtres hollandais, il fonde l'École de Norwich.

La gravure à la manière noire connaît encore de beaux jours. Ce procédé, qui rend à merveille les peintures, surtout celles qui sont traitées largement, continue à être employé à



LES Sabines, PAR DAVID. — Musée du Louvre.

peu près exclusivement, par des artistes tels qu'Earlom (1743-1822), Smith (1752-1812), Jones (mort en 1813).

ALLEMAGNE. — Mengs (1718-1779), qui fut un des principaux porte-parole du classicisme, vient de disparaître ; mais les théories de Winckelmann trouvent un réalisateur fanatique dans Carstens (1754-1798), qui les applique jusqu'à l'absurde et même bannit la couleur de ses compositions.

Les graveurs allemands sont à la remorque de la France, qui les a formés, notamment Johann Gothard Müller (1747-1830) ; à son tour, il envoie s'instruire à Paris son fils, Wilhelm, connu par sa planche de la *Vierge de Dresde*.

ITALIE. — L'apostolat de Mengs, puis de Gavin Hamilton, après celui de Winckelmann — tous étrangers du Nord — a porté ses fruits. La Péninsule est entièrement gagnée au classicisme ; les



L'Impératrice Joséphine, PAR PRUD'HON. — Musée du Louvre.  
CL. NEURDEIN.



Le Lieutenant général, comte Fournier-Sarlovèze, PAR GROS. — Musée du Louvre. CL. NEURDEIN.





Mary Palmer, comtesse d'Inchiquin, PAR LAWRENCE.  
— Musée du Louvre. CL. GIRAUDON.

Horaces de David, exposés à Rome, en 1786, y remportent un triomphe. Milan offre l'école la plus florissante sous Andrea Appiani (1754-1817) qui domine incontestablement les peintres italiens, ses contemporains. Il se montre capable d'exécuter de grandes décorations comme celles du Palais Royal de Milan (*Fastes et apothéose de Napoléon*) ou de Santa Maria in Celso (figures colossales). Appiani est, avant tout, un dessinateur intéressant, parfois charmant, et qui, sous ce rapport, fait penser à Prud'hon. Ses car-

tons valent mieux souvent que leur réalisation définitive, où le coloris manque de force et d'agrément. Après lui, on peut citer Giuseppe Bossi (1777-1815), l'ami de Canova, type d'artiste intellectuel et cultivé.

Les Florentins Benvenuti (1769-1844) et Sabatelli (1772-1850), auteurs, l'un de la *Salle d'Hercule*, l'autre de la *Salle de l'Iliade* au Palais Pitti, renchérissement sur l'académisme davidien.

A Rome, Vincenzo Camuccini (1768-1844) représente un académisme mitigé qui s'inspire à la fois des maîtres des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles et de David. Landi (1756-1830) pratique un pareil éclectisme suivi par les peintres officiels qui viendront après lui.

Parmi les graveurs, nous voyons Bartolozzi (1725-1817), l'inventeur de la gravure au pointillé, terminer une existence de patriarche. Son élève Volpato (vers 1735-1803) a renié l'aimable grâce du XVIII<sup>e</sup> siècle pour un style plus austère. Il grave les loges de Raphaël. Il a formé son gendre, le froid Morghen (1761-1833), pendant que Lasinio (1757-1835) recevait à Paris l'enseignement de Bervic.

ESPAGNE. — Du néant que représente l'art espagnol du XVIII<sup>e</sup> siècle surgit Goya (1746-1828). Il sait rester lui-même, à un moment où on ne jurait que par les anciens. Il prend pour sujets ce qu'il voit autour de lui ou encore les caprices de son imagination. Sauf Velasquez, personne n'a été plus espagnol. Son œuvre déborde de passion contenue. Ses compositions comme la *Fusillade du 3 mai 1808*, ses portraits trahissent une vie intérieure intense. Sa technique est faite de synthèse et de sobriété. Il simplifie et il accentue. Goya a aussi montré son génie dans la gravure et dans ses estampes originales, les *Caprices*, où il traduit ses rêves fantastiques. Il n'eut pas d'élève. Seul, Lopez (1772-1850), qui fit de lui un beau portrait, rappelle sa manière.

LA SCULPTURE. — ITALIE. — En France, un peintre, David, avait incarné le classicisme ; en Italie, ce rôle fut dévolu au sculpteur Canova (1757-1822), qui eut une influence européenne ; et c'est pour cette raison que nous commençons ce chapitre par l'Italie et par lui. A la différence de David, il suivit le classicisme plus qu'il ne le dirigea. Son œuvre trahit une lutte continue entre son instinct et le dogme qu'il s'impose. S'il emprunte à l'antiquité les accessoires de ses tombeaux, s'il copie les modèles gréco-romains, son naturalisme sensuel apparaît dans ses statues de femmes, notamment dans sa célèbre *Pauline Borghèse en Vénus victorieuse*.

Le Danois Thorwaldsen (1770-1844), qu'on ne peut séparer de l'Italie où sa carrière se déroula et où il joua un rôle prépondérant, fut un classiciste plus rigoureux et plus froid. Plus que Canova qui les déroutait, il obtint la sympathie des antiquisants.

FRANCE. — Plusieurs maîtres du XVIII<sup>e</sup> siècle, Houdon, Clodion, Pajou, se survivent, mais leur rôle est terminé. Le goût du jour se porte naturellement vers l'antique qu'imitent Chaudet (1763-1810) et Lemot (1773-1827). Napoléon aurait voulu faire son premier sculpteur de Canova qu'il ne put retenir à Paris et dont l'influence

fut limitée, reconnaissable principalement chez Bosio (1766-1845).

ANGLETERRE. — Le classicisme antiquisant, introduit par Banks (1735-1805), trouva un de ses champions les plus enthousiastes en Flaxman (1755-1826), qui doit peut-être une plus grande célébrité à ses illustrations de livres et ses dessins de décoration, notamment pour la céramique.

BELGIQUE. — Cette période offre surtout la figure de Godecharle (1751-1835), disciple et imitateur de Houdon. Le classicisme ne pénétra qu'assez tardivement avec Kessels (1784-1836).

ALLEMAGNE. — Le classicisme à la Winckelmann s'incarne principalement en Dannecker (1758-1841), mais déjà Schadow (1764-1850), l'initiateur de l'Ecole de Berlin, se soustrait à ce joug tyrannique. Il fait preuve de réalisme. Son élève Rauch (1777-1857) que nous retrouverons dans un chapitre suivant, associe le naturel à des réminiscences antiques.

L'Autriche ne nous offre à cette époque que la pâle personnalité du classiciste Zauner (1746-1822).

RUSSIE. — Les Russes étaient depuis peu initiés à la sculpture en ronde-bosse : interdite par la religion orthodoxe, elle ne fut tolérée qu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et imita d'abord l'art français. Mais, au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, la leçon de Canova et de Thorwaldsen fut rapportée d'Italie par Martos (1752-1835).

### La Musique.

FRANCE. — Les hommes de la Révolution reconnurent la fonction sociale de la musique et lui réservèrent une place importante dans leurs fêtes et leurs cérémonies. Ils prirent souci de son enseignement : la Convention créa le Conservatoire. On vit alors une floraison abondante de musique nationale, d'hymnes dont deux surtout offrent une incomparable beauté : la *Marseillaise*, de Rouget de Lisle (1760-1836), spontanée et enlevante, fut conçue par ce capitaine du génie en une heure d'enthousiasme ; au contraire, le *Chant du Départ* fut écrit par un compositeur de carrière, Méhul (1763-1817). Méhul, Gossec, Catel, Lesueur, les Italiens Cherubini et Cambini, furent les pourvoyeurs des fêtes républicaines, et, plus tard, ils prêtèrent leur concours aux cérémonies impériales. Méhul, en 1807, donna au théâtre un chef-d'œuvre de force sobre et de grandeur, *Joseph*. Le genre bien français de l'opéra-comique renaissait en même temps avec Boieldieu (1775-1834), alors à ses débuts, et Nicolo Isouard (1775-1818).

ITALIE. — Elle prête à la France ses compositeurs : outre Cherubini (1760-1842), Spontini (1774-1851) dont Paris voit créer la *Vestale* en 1807 ; Cimarosa (1749-1801) et Paisiello (1741-1815) excellent dans l'opéra bouffe.

ALLEMAGNE. — Cependant, aucun de ces musiciens ne présente, sauf peut-être Méhul, un intérêt hors de pair. Il était réservé à l'Allemagne de donner au monde le musicien de génie qui allait renouveler la musique instrumentale et, après Bach, Haendel et Mozart, créer la symphonie moderne. Ludwig van Beethoven (1770-1827) se fixe, dès 1792, à Vienne qui, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, était devenue la capitale musicale de l'Allemagne. Haydn, l'ainé de



LA Fusillade du 3 mai 1808, PAR GOYA. — Galerie du Prado, Madrid. CL. ANDERSON.



Mozart, lui avait survécu pour mourir en 1809. Avec Haydn, on enterre la musique telle que la concevait l'âge précédent. Beethoven transforme la musique allemande, et, par suite, la musique européenne. Il demande à l'orchestre de plus grandes ressources. Par le caractère de son inspiration, il est le premier en date des romantiques et des lyriques : il exprime au piano comme à l'orchestre des sentiments que taisaient les classiques.

La période dont on vient d'indiquer les traits principaux présente, dans son ensemble, un prolongement, une survie du XVIII<sup>e</sup> siècle; mais elle prépare aussi un monde de passions et de sentiments nouveaux, qui vont bientôt s'épanouir.

## BIBLIOGRAPHIE

### LES ARTS DU DESSIN

GÉNÉRALITÉS. — BÉNÉDITE (L.), *Exposition de 1900 à Paris, Rapports, Introduction générale*, t. I, 2<sup>e</sup> partie, Beaux-Arts (1900). — MICHEL (A.), *Histoire de l'art*, publiée sous la direction de A. Michel, t. VIII, 1<sup>re</sup> partie (1925).

OUVRAGES GÉNÉRAUX CONCERNANT UN PAYS. — BENOIT (Fr.), *L'Art français sous la Révolution et l'Empire* (1897). — CALLARI, *Storia dell'arte contemporanea in Italia* (1909). — HAUTECEUR (L.), *Rome et la Renaissance de l'Antiquité à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle* (1912). — MARMOTTAN (P.), *Les Arts en Toscane sous Napoléon* (1901). — LEMONNIER (C.), *Histoire des Beaux-Arts en Belgique* (Bruxelles, 1887). — GURLITT (C.), *Die Deutsche Kunst des XIX. Jahrhunderts* (1903). — HEVESI, *Österreichische Kunst im XIX. Jahrhundert* (Leipzig, 1904). — RÉAU (L.), *L'Art russe* (1921-1922).

L'ARCHITECTURE ET LES ARTS SOMPTUAIRES. — MAGNE (L.), *L'Architecture française du siècle* (1889). — MELANI (A.), *Manuale d'architettura italiana* (Milan, 1921). — FOUCHÉ (M.), *Percier et Fontaine* (s. d.). — LEFUEL (H.), *Jacob* (1924); — *Jacob Desmalter* (1925).

LA PEINTURE ET LA GRAVURE. — MÜTHER (R.), *Geschichte der Malerei im XIX. Jahrhundert* (Munich, 1893). — DIMIER (L.), *Histoire de la Peinture au XIX<sup>e</sup> siècle* (1926). — FONTAINAS (A.) et VAUXCELLES (L.), *Histoire générale de l'art français depuis la Révolution jusqu'à nos jours : la Peinture* (1923). — ROSENTHAL (L.), *La Gravure* (1909). — COURBOIN (F.), *La Gravure française des origines à 1900* (1922). — DELÉCLUZE, *Louis David* (1855). — DAVID (Jules), *Le Peintre Louis David* (1880). — ROSENTHAL (L.), *David* (1905). — SAUNIER (Ch.), *David* (1904). — CLÉMENT (Ch.), *Prud'hon* (1872). — GUIFFREY (J.), *L'Œuvre de P.-P. Prud'hon* (1925). — DELESTRE, Gros (1867). — TRIPIER-LEFRANC, *Histoire de la vie... du baron Gros* (1880). — LEMONNIER (H.), Gros (s. d.). — CHESNEAU (E.), *La Peinture anglaise* (s. d.). — MÜTHER (R.), *Geschichte der englischen Malerei* (Berlin, 1902). — FAGAN, *History of engraving in England* (1903). — LORD RONALD SUTHERLAND GOWER, *Sir Th. Lawrence* (Londres, 1900). — COLLINS BAKER, *John Crowe*, Actes du Congrès d'histoire de l'art, 1921 (t. II, 1925). — FERNOW, *Carstens* (Hanovre, 1867). — RÉAU (L.), *J.-G. Müller* (Archives alsaciennes, 1923). —



Pauline Borghèse, PAR CANOVA. — Galerie Borghèse. Rome.

MELANI (A.), *Manuale di pittura italiana* (Milan, s. d.). — NICODEMI (G.), *La Pittura milanese nell'età neo-classica* (Milan, 1915). — YRIARTE (Ch.), *Goya* (1867). — LAFOND (P.), *Goya* (s. d.). — LOGA (V. von), *Goya* (Berlin, s. d.). — BERUETE (A. de), *Goya* (Madrid, 1916-1918). — PARIS (P.), *Pour mieux connaître Goya* (Revue des Deux Mondes, 1923). — MAYER (A. L.), *Francisco de Goya* (Munich, 1923).

SCULPTURE. — LAMI (E.), *Dictionnaire des sculpteurs de l'École française, XIX<sup>e</sup> siècle* (1913-1921). — MISSIRINI (M.), *Della Vita di Antonio Canova* (Milan, 1824). — QUATREMÈRE DE QUINCY, *Canova et ses ouvrages* (1834). — MALAMANI (V.), *Canova* (Milan, 1911). — ROUCHÈS (G.), *Canova*, dans « Études italiennes » (1922). — THIELE (M.), *Thorwaldsens Leben* (Leipzig, 1852-1858). — PLON (T.), *Thorvaldsen* (1867). — DOIN (J.), *Flaxman* (Gazette des Beaux-Arts [1911]).

### LA MUSIQUE

LAVIGNAC (E.) et LA LAURENCIE (L. de), *Encyclopédie de la Musique* (1<sup>re</sup> partie, 1914 et suiv.). — COMBARIEU, *Histoire de la Musique* (t. II, 1913). — PIERRE (C.), *Musique des fêtes... de la Révolution française* (1899); — *Les Hymnes et Chansons de la Révolution* (1904). — TIERSOT (J.), *Rouget de Lisle* (1892). — BRANCOUR, *Méhul* (1913). — THAYER (A.-W.), *L. van Beethoven's Leben* (1866-1908). — NOHL (L.), *Beethovens Leben* (Vienne et Leipzig, 1864-1877). — INDY (V. d'), *Beethoven* (s. d.). — CHANTAVOINE (J.), *Beethoven* (1907). — BEKKER (P.), *Beethoven* (Berlin, 1913).



Beethoven (1770-1827), PAR J. FLOSSMANN.





DISTRIBUTION DE VIN, AUX CHAMPS-ÉLYSÉES, à l'occasion de la naissance du duc de Bordeaux, fils du duc de Berry (1820). — Peinture de Boilly. — Musée du Petit Palais. CL. BULLOZ.

## LIVRE XII

# MONARCHIES PARLEMENTAIRES

## MOUVEMENTS LIBÉRAUX ET NATIONAUX

### REVOLUTIONS DE 1848 (1815-1852)

#### CHAPITRE PREMIER

## LA RESTAURATION — LA SAINTE-ALLIANCE

### I. LA PREMIÈRE RESTAURATION ET LES CENT-JOURS. — LE CONGRÈS DE VIENNE

**L**A chute de Napoléon était, en partie, l'œuvre des peuples ; elle eut donc dû, logiquement, marquer l'ère de leur libération et de leur émancipation. Mais elle était également l'œuvre des rois, et ceux-ci voulaient vaincre, en même temps que l'œuvre napoléonienne, l'esprit révolutionnaire qui l'avait enfantée. Ils crurent pouvoir replacer l'Europe dans la situation morale où elle se trouvait en 1789, dédaignant d'accorder à leurs sujets la reconnaissance des droits qu'avaient proclamés les Révolutions américaine et française, ainsi que les institutions représentatives à l'abri desquelles l'Angleterre avait grandi. Ce refus maladroit, au lendemain d'un bouleversement de vingt-cinq ans, allait entraîner dans tous les États de l'Europe une lutte plus ou moins ouverte, qui aboutira à la crise de 1848.

**LES DÉBUTS DE LA RESTAURATION.** — En France, pourtant, on ne pouvait songer à rétablir l'ancien régime. La Restau-

ration remit en place la dynastie légitime, mais s'efforça d'accorder le principe de la légitimité avec les institutions constitutionnelles, l'ancienne France avec la nouvelle.

Telle fut essentiellement l'intention de Louis XVIII lorsqu'il monta sur le trône, à l'âge de cinquante-neuf ans. Il prétendait entrer dans la dix-neuvième année de son règne, considérant comme inexistante toute l'œuvre de la Révolution et de l'Empire : mais, en fait, il acceptait comme principal ministre un des hommes qui avaient servi tous les régimes, Talleyrand, et il semblait, en lui donnant du « mon cousin », ratifier un titre de noblesse décerné par Napoléon. Il affectait de ne connaître ni le Sénat impérial ni la Constitution que celui-ci avait hâtivement rédigée ; mais, avant d'entrer dans sa capitale, le 2 mai 1814, à Saint-Ouen, il promit de maintenir un gouvernement représentatif, d'établir une Constitution libérale, d'avoir des ministres responsables, surtout de respecter la transformation de la société, allant jusqu'à déclarer irrévocable la vente des biens nationaux. Que la Charte promulguée le 4 juin fût « octroyée » par le roi et considérée comme émanant de son bon plaisir, il n'importait qu'aux théoriciens ; la restauration des Bourbons semblait, aux yeux de l'opinion publique moyenne, un retour aux pratiques constitutionnelles et parlementaires.





ENTREVUE DE LA FUTURE DUCHESSE DE BERRY ET DE LOUIS XVIII.

Louis XVIII reçoit Marie-Caroline-Ferdinande-Louise de Naples, dans la forêt de Fontainebleau, à la croix de Saint-Hérem, le 15 juin 1816. — Peinture de H. Lecomte. — Musée de Versailles. CL. GIRAUDON.







rejetées par Napoléon, en même temps qu'un retour à la paix. Avec un tel programme, Louis XVIII pouvait donner l'exemple à l'Europe et asseoir son trône sur une base solide ; encore fallait-il qu'il eût la volonté et la force de l'appliquer.

**LE PREMIER TRAITÉ DE PARIS (30 MAI 1814).** — Dès le 23 avril, avant même qu'il eût quitté l'Angleterre, tandis que son frère, le comte d'Artois, s'essayait, en l'attendant, à gouverner avec le titre de lieutenant général du royaume, Talleyrand, ministre des Affaires étrangères, signait avec les ministres de la coalition une convention préliminaire de paix, suspendant légalement les hostilités, arrêtées en fait depuis l'entrée des troupes alliées dans Paris : les armées coalisées se retireraient du territoire français, « tel qu'il se trouvait le 1<sup>er</sup> janvier 1792, à mesure que les places occupées encore hors de ces limites par les armées françaises seraient évacuées et remises aux alliés ». Ainsi les limites de la France se trouvaient ramenées, par cette seule disposition, à celles de 1792, malgré l'engagement pris par la coalition de laisser à la France « une étendue plus grande que celle qu'elle avait connue sous ses rois », malgré aussi cette monnaie d'échange que constituaient les garnisons qui s'étaient défendues à Hambourg, à Magdebourg, à Mayence, à Dantzig même, dans cinquante-trois places fortes. L'émotion fut vive à la nouvelle de la signature de cette convention. On fut déçu ; on espérait davantage de la « magnanimité » du tsar, encensé par les royalistes, sinon par le roi, depuis l'entrée des alliés à Paris.

Aussi Talleyrand tenta-t-il, un peu tard, d'obtenir par le traité définitif quelques compensations ; il discuta avec Metternich, avec Nesselrode et Razoumowsky, avec Castlereagh, laissant de côté Hardenberg, car il n'espérait rien de la Prusse. Il chargea le marquis d'Osmond d'obtenir, vers la Belgique, une frontière défensive comprenant Mons, Namur et Luxembourg, englobant Kaiserslautern dans le Palatinat. Les alliés se récrièrent ; il fallut en passer par où ils voulurent, se contenter de la Savoie et du comté de Nice, et, au nord, de la frontière de 1792, à peine améliorée par le rattachement des territoires environnants : Philippeville, Marienbourg, Sarrelouis, Landau. Les alliés firent remarquer qu'on laissait en plus à la France des territoires qui, autrefois, formaient enclave étrangère, tels qu'Avignon et le Comtat, Mulhouse et Montbéliard. Le tout ne contenait pas plus d'un demi-million d'habitants. Outre-mer, les Anglais avaient consenti à restituer les vieilles colonies qu'ils avaient prises, à l'exception de l'île de France (devenue l'île Maurice), mais ils avaient spécifié que les comptoirs de l'Inde ne seraient, en aucun cas, fortifiés. Tel fut le traité que le roi se résigna à signer le 30 mai 1814.

Après vingt-trois ans d'hostilités et vingt ans d'inutiles victoires, la France était donc resserrée dans les mêmes frontières qu'au jour où les Girondins l'avaient entraînée dans la guerre, mais dans une situation fort amoindrie, puisqu'elle acceptait par avance que ses vainqueurs se partageassent entre eux l'Europe au mieux de leurs intérêts. Ce fut effectivement l'objet du congrès de Vienne.

**LA CHARTE.** — Pendant que se discutaient les clauses du traité, une commission de sénateurs, de députés, de ministres étudiait un projet de Charte constitutionnelle. Beugnot, qui en rédigea le préambule, rattacha par une allusion adroite le nouveau régime à l'ancien, la Chambre des députés aux « Assemblées des Champs de Mars et de Mai et aux Chambres du Tiers État », mais aussi au système instauré par la Constituante.

Louis XVIII comprenait les nécessités du moment ; aussi les principes proclamés par la Révolution figuraient-ils en tête de la Charte : égalité devant la loi ; contribution aux charges de l'État proportionnellement à la fortune ; admissibilité de tous aux emplois ; garantie de la liberté individuelle ; liberté des cultes et égale protection accordée à chacun d'eux, la religion catholique étant toutefois déclarée religion de l'État ; liberté de la presse ; inviolabilité des propriétés ; amnistie de tous votes

et opinions émis précédemment ; abolition de la conscription. Le roi, chef suprême de l'État, nomme à tous les emplois, propose seul les lois et les sanctionne. Le pouvoir législatif appartient à la Chambre des pairs et à la Chambre des députés ; les pairs sont nommés par le roi à vie ou à titre héréditaire. Les députés doivent être âgés de quarante ans et payer une contribution de 1 000 francs ; leurs électeurs, une contribution de 300 francs ; le suffrage universel est donc étroitement censitaire. Les juges sont inamovibles, les juges de paix exceptés ; le jury est maintenu. La dette publique est garantie.

La Constitution nouvelle était brève, mais claire, et contenait l'essentiel, puisque le respect des libertés publiques y était formellement affirmé. Le roi la promulgua solennellement le 4 juin, au Palais-Bourbon, où il proclama en même temps la paix extérieure et la paix sociale ; il recueillit des acclamations presque unanimes.

**LE NOUVEAU GOUVERNEMENT. — SES PREMIERS ACTES.** — Il ne reste plus à Louis XVIII qu'à gouverner.

Il a de grandes qualités, finesse, application, connaissance de l'Europe, mais il ignore la France de 1814 ; ses souvenirs de 1791 ne peuvent que l'induire en erreur. Il sent le danger, mais il manque de volonté pour y parer. Il sait l'insuffisance de son entourage d'émigrés, mais il n'ose l'écarter, se bornant à lui conseiller le calme et la patience. Le gouvernement qu'il constitue comprend de précieux éléments, mais il faudrait lui permettre d'agir, et, pas plus que Louis XIV, Louis XVIII ne veut de principal ministre. Talleyrand, par son prestige d'ancien vice-grand électeur et de ministre de l'Empire, par son rôle dans toutes les grandes crises des vingt-cinq dernières années, par ses rapports avec les souverains et les hommes d'État étrangers, paraît occuper la première place. Mais, subtil diplomate, il se contentera de surveiller la reconstruction de l'Europe, que, dès le mois de septembre, il ira discuter au congrès de Vienne ; quant au gouvernement du pays, il n'a ni la volonté ni l'esprit de suite nécessaires pour le diriger. Cette absence de chef est d'autant plus fâcheuse que le cabinet n'est rien moins qu'homogène. Le général Dupont, ministre de la Guerre ; l'ancien Constituant, Malouet, ministre de la Marine ; Louis, ministre des Finances ;

Beugnot, directeur de la Police, étaient, comme Talleyrand, désireux de fonder le nouveau régime sur l'oubli des anciennes divisions, de réconcilier les classes « en royalisant la Révolution ». Tout au contraire, l'abbé de Montesquiou, ministre de l'Intérieur, et, plus encore, le comte de Blacas, ministre de la Maison du roi et conseiller intime de Louis XVIII pendant l'émigration ; Ferrand, directeur des Postes ; enfin le chancelier Dambray, cherchaient à revenir rapidement sur les concessions accordées, en rétablissant la noblesse émigrée dans la situation qu'elle avait naguère, en éloignant tous les serviteurs du régime déchu. Entre ces deux tendances opposées, la lutte n'allait pas tarder à s'engager, non seulement dans le gouvernement et dans les Chambres, mais dans tout le pays.

Le parti modéré eut la chance de voir bientôt le ministre de l'Intérieur, l'abbé de Montesquiou, gagné à ses idées par le secrétaire général que Royer-Collard lui avait indiqué : Guizot, professeur de l'Université, âgé de vingt-sept ans à peine, fut nommé à cette place de confiance, quoique protestant. Chargé de préparer le mouvement préfectoral, il obtint de son ministre qu'au lendemain d'un aussi radical changement de gouvernement, le mouvement comprît seulement la nomination de sept émigrés à des préfectures, de vingt-cinq autres dans les sous-préfectures et les secrétariats généraux.

Les revendications des émigrés n'en rendaient pas moins difficile la tâche du ministère.

Comme le ministre des Finances, pour équilibrer le budget, parlait de vendre 300 000 hectares de forêts ayant appartenu au clergé, les ultra-royalistes, qui prenaient leurs inspirations dans l'entourage de Monsieur et de la duchesse d'Angoulême, protestèrent violemment par la voix de la presse dans la *Quotidienne*, le *Journal royal*, la *Gazette*



LOUIS XVIII (1815-1824). — Peinture d'Isabey. — Musée du Louvre. CL. GIRAUDON.





LE CURÉ DE SAINT-ROCH refuse l'entrée de son église au corps d'une actrice, M<sup>lle</sup> Raucourt. — Gravure satirique. — Bibl. Nat. Cl. NEURDEIN.

de France. Une commission, présidée par Ferrand, conclut bien, en septembre, au maintien entre les mains de leurs acquéreurs des biens d'émigrés, maintien d'ailleurs garanti par la Charte, mais il proposa la restitution aux anciens propriétaires des biens qui n'avaient pas été vendus. Cette mesure avait l'inconvénient de faire dépendre du hasard des ventes le droit reconnu aux émigrés, et l'on proposa en vain de faire une masse des propriétés non vendues pour en répartir la valeur en proportion de la perte effectuée ; la suggestion ne fut pas retenue. Lainé au Palais-Bourbon, Macdonald au Luxembourg, firent d'ailleurs entendre qu'une loi d'indemnité interviendrait dès le jour où les finances du royaume auraient été assainies.

Cette question des biens nationaux — biens d'Eglise et biens d'émigrés — était, au point de vue social et au point de vue politique, d'une gravité exceptionnelle ; elle mettait aux prises les acquéreurs, qui se voyaient déjà troublés dans leur possession, et les anciens propriétaires, aujourd'hui revenus sur le sol français.

Le déficit laissé par l'administration impériale, sans être considérable, obligeait cependant le baron Louis à proposer, pour les deux budgets joints de 1814 et de 1815, le maintien des impôts décrétés par Napoléon de sa propre autorité et dont la suppression avait été promise par le comte d'Artois, lors de sa rentrée en France : « Plus de droits réunis, plus de conscription. »

Il était plus facile de donner satisfaction à cette dernière revendication qu'à la première ; la fin de la guerre permettait au gouvernement de diminuer de moitié les dépenses militaires et de préparer la refonte de la loi de recrutement. Mais un autre danger apparut tout aussitôt ; la gêne et le mécontentement des officiers mis à demi-solde et parfois remplacés dans leur commandement par d'anciens émigrés, ayant gagné leurs grades dans les rangs des ennemis de la France. Ne prétendit-on pas d'ailleurs réserver l'entrée des Ecoles militaires aux jeunes gens pouvant faire preuve de quatre quartiers de noblesse ? Dupont, malgré ses modestes origines, cédait ainsi à la pression du « Château » ; mais la presse, en dépit de la loi qui la soumettait à la censure, protesta et trouva dans l'opinion publique un si vigoureux écho que Dupont dut rapporter son arrêté ; il ne trouva même pas grâce devant ceux qu'il avait voulu favoriser.

Dès le début de juin, Beugnot, malgré son habituelle prudence, avait donné une arme à l'opposition en ordonnant la fermeture des boutiques pendant les offices, les pavoisements pour les processions.

S'appuyant sur la Charte, les libéraux réclamaient la neutralité religieuse de l'Etat. Six mois ne s'étaient pas écoulés que les bonnes dispositions du début

avaient fait place à une inquiétude générale ; l'ancien Conventionnel Carnot résuma les griefs de l'opinion déçue, dans un « mémoire au roi » qui fit grand bruit.

Le gouvernement et le souverain s'émurent ; mais, au lieu de tenir compte des justes observations de l'opposition constitutionnelle naissante, ils accentuèrent leur politique. Soult fut appelé à remplacer Dupont au ministère de la Guerre, moins pour les services qu'il avait rendus à la France en maintes campagnes que pour l'idée qu'il venait d'avoir, étant commandant des troupes de Bretagne, d'élever un monument commémoratif de la malheureuse expédition de Quiberon. Un royaliste d'ancien régime, d'André, remplaça Beugnot à la direction de la police. Mais les choses n'en allèrent pas mieux ; à la ville comme à l'armée, on commença de parler de complots ; les libéraux prétendirent contraindre le curé de Saint-Roch à enterrer religieusement une actrice, M<sup>lle</sup> Raucourt ; le maréchal Soult ayant voulu poursuivre le général Exelmans pour avoir correspondu avec Murat, l'affaire se termina par un retentissant acquittement en conseil de guerre (23 janvier 1815).

LE CONGRÈS DE VIENNE (1<sup>er</sup> NOVEMBRE 1814-9 JUIN 1815). — Entre temps, Talleyrand avait quitté Paris pour représenter le roi à Vienne durant le congrès qui allait régler le sort de l'Europe. Malgré l'alliance conclue en 1813 et renouvelée par le pacte de Chaumont, les prétentions des souverains étaient divergentes sur certains points importants. Depuis son avènement, Alexandre I<sup>er</sup> rêvait de reconstituer à son profit le royaume de Pologne et plusieurs Polonais l'appuyaient dans ce dessein, notamment Adam Czartoryski. La question de Pologne avait été la pierre d'achoppement d'une alliance solide entre Napoléon et Alexandre. Dès 1813, celui-ci avait imposé sa solution à la Prusse : en retour de l'abandon de sa part dans les spoliations de 1793 et de 1795, la Prusse recevrait la Saxe et les territoires de la rive gauche du Rhin qu'on pourrait arracher à la France. Mais, ni l'Angleterre, ni l'Autriche n'avaient ratifié ce programme. En vain, au mois de juin 1814, Alexandre déploya-t-il, à Londres, toutes les ressources de sa diplomatie personnelle : il arriva à Vienne n'ayant convaincu ni Castlereagh ni Metternich.

Talleyrand s'empressa de profiter de ces dispositions. Il était muni d'instructions rédigées d'ailleurs sous son inspiration et justement considérées comme le bréviaire du diplomate français. Posant comme un principe fondamental le droit de souveraineté, il en concluait qu'aucun changement de souveraineté n'était possible sans le consentement du souverain légitime ; par ce moyen, il prenait à la fois la défense du roi de Saxe et celle du roi des Deux-Siciles, ce dernier revendiquant les possessions de terre ferme dont Napoléon l'avait exproprié, sans son consentement, au profit de Murat. Protestant du désintéressement de la France dans la répartition des territoires conquis, le ministre de Louis XVIII pouvait ainsi ne parler qu'au



LE CONGRÈS DE VIENNE (1814-1815). — De gauche à droite : Wellington, Lobo de Silveyra, Lowenhiem, Noailles, Metternich, Latour du Pin, Nesselrode, Dalberg, Wessenberg, Razoumowsky, Stewart, Labrador, Clancarty, Wacken, Gentz, Humbolt, Cathcart ; assis, au premier plan à gauche : Hardenberg ; au centre : Palmella, Castlereagh ; à droite : Talleyrand, Stackelberg. — D'après Isabey. — Bibl. Nat.



nom des principes. « Que vient faire ici le droit public ? », demandait le représentant de la Prusse. — « Il fait que vous y êtes, » ripostait Talleyrand avec une singulière autorité.

Cependant, la thèse désintéressée qui donnait au représentant de la France une situation si avantageuse, qui groupait autour de lui les ministres des États secondaires, tous plus ou moins négligés par les « quatre », ne lui permettait pas de négocier en vue de retirer aucun profit direct, d'obtenir aucune compensation aux abandons consentis par le traité du 30 mai. Talleyrand et Louis XVIII y avaient accepté le retour aux frontières de 1789, celles qu'avait connues jadis la dynastie légitime ; pour réaliser l'équilibre européen, il eût fallu décréter le retour de tous les États aux frontières de 1789, mais personne n'y songea.

La tâche de Talleyrand se borna donc à éviter la prédominance des grandes puissances là où elle avait le plus de tendances à se faire sentir. « En Italie, disaient ses instructions, c'est l'Autriche qu'il faut empêcher de dominer, en opposant à son influence des influences contraires ; en Allemagne, c'est la Prusse. La constitution physique de sa monarchie lui fait de l'ambition une sorte de nécessité. » Pour opposer à l'Autriche des influences contraires en Italie, Louis XVIII était donc amené à soutenir le roi Ferdinand des Deux-Siciles, le roi de Sardaigne, la restauration des Bourbons d'Espagne à Parme, la reconstitution des États pontificaux ; pour contenir la Prusse, il lui fallait soutenir la Bavière, la Saxe, tous les princes secondaires, ce qui le rapprochait de la politique anglaise.

Un jour vint où Metternich se rendit compte que Murat lui procurait plus de gêne que de services. Un traité liait ce roi de Naples à l'empereur d'Autriche ; Metternich laissa entendre que, s'il ne pouvait le déchirer, il serait heureux que d'autres s'en chargeassent, et il fit cause commune avec Castlereagh et Talleyrand contre les ambitions d'Alexandre et de Frédéric-Guillaume. Le 3 janvier 1815, par un traité secret, tous trois s'engagèrent à refuser au tsar la totalité de la Pologne, au roi de Prusse la totalité de la Saxe. Talleyrand écrivait le lendemain à Louis XVIII : « Maintenant, Sire, la coalition est dissoute et elle l'est pour toujours ; » ce en quoi, du reste, il se trompait.

Talleyrand refusait la Saxe à la Prusse, encore que Frédéric-Guillaume proposât d'indemniser le roi de Saxe sur la rive gauche du Rhin. Il ne vit pas qu'en laissant au contraire la Prusse s'étendre à l'ouest, fort loin du centre de la monarchie, il aggravait les défauts de la constitution physique de l'État prussien et lui faisait, selon sa propre expression, « de l'ambition une sorte de nécessité ». « Si le royaume que nous recevons au Rhin touchait l'ancien, je crois que nous ne pourrions plus désirer de troquer avec tout autre empire, » écrivait la princesse Radziwill à son mari. Pendant cinquante ans, la politique de la Prusse tendit à rapprocher, puis à réunir ces deux tronçons.

**L'ACTE FINAL DU CONGRÈS (9 JUIN 1815). — LE STATUT TERRITORIAL DE L'EUROPE.** — Au milieu des fêtes, des bals, des banquets, des chasses, des intrigues de cœur et de cour, les affaires avançaient lentement. Le tsar, qui avait constaté l'accord de l'Autriche et de l'Angleterre avec la France, se résignait malaisément à abandonner le rêve d'une Grande Pologne reconstituée sous son sceptre. Cependant, la Prusse, à qui l'on refusait la totalité de la Saxe, ne voulait pas abandonner le duché de Posen, qui protégeait la Silésie et Berlin même.

Il fut donc convenu que la Prusse conserverait la Posnanie et acquerrait les deux tiers du territoire saxon, soit 800 000 habitants, ainsi que toute la partie nord et ouest des provinces rhénanes, depuis Clèves jusqu'à Trèves (Cologne, Aix-la-Chapelle, Coblenz compris), pays allemands peut-être, mais totalement étrangers à la Prusse. La Bavière recevait le Palatinat, tandis que Mayence était rattachée à la Hesse-Darmstadt. D'autre part, l'ancien grand-duché de Varsovie, amputé de la Posnanie, passait sous la souveraineté de l'empereur de Russie, qui prenait le titre de roi de Pologne et devait donner au royaume une sorte d'autonomie avec des institutions spéciales.

La Prusse luttait, dans la Commission des affaires germaniques, pour obtenir la reconstitution d'une Allemagne qu'elle pût dominer. Mais Metternich avait l'œil à tout ; il s'appuyait sur les cabinets de Bavière, de Wurtemberg, sur le roi d'Angleterre lui-même, lequel en tant que le souverain de Hanovre redoutait l'ambition prussienne. La Confédération germanique, telle que la constitua le congrès, rappela, sur plusieurs points, l'ancien Saint-Empire ; la présidence en était réservée à l'Autriche, dont le souverain avait refusé le titre vain d'empereur d'Allemagne que plusieurs princes allemands lui offraient. Une Diète, siégeant à Francfort, réunirait les représentants des États et prendrait les décisions à l'unanimité dans les cas importants, disposition qui réduisait l'Assemblée à l'impuissance politique. Dans le fait, Prusse, Autriche, Bavière gouverneraient leurs propres territoires en pleine souveraineté et exerceraient leur influence particulière sur les petits États.

Ce fut seulement le 9 juin 1815, alors que le retour de Napoléon en France avait rallumé la guerre générale, que fut signé l'« acte final » du congrès.

Outre les questions allemandes et polonaises, le congrès résolut celle des Pays-Bas : il rattacha, pour en former un grand royaume, les anciennes possessions autrichiennes aux anciennes Provinces-Unies — conception chère à l'Angleterre, parce qu'elle constituait une puissante barrière aux prétendues ambitions de la France au nord — et il plaça le Grand-Duché du Luxembourg sous la souveraineté de la maison de Nassau, à titre d'union personnelle.

Il réorganisa l'Italie en la morcelant tout comme autrefois, en y établissant surtout, en dépit des instructions de Louis XVIII, la prééminence de l'Autriche, dont l'ancien territoire milanais, accru de ceux de la République de Venise, prit le nom de royaume lombard-vénitien ; il attribua la Toscane à l'archiduc Ferdinand, le duché de Modène à l'archiduc François d'Este. La principauté de Parme fut réservée à l'ex-impératrice Marie-Louise, sa vie durant. Quoique ardemment désirée par Louis XVIII, la restauration même des Bourbons à Naples, décidée dès le mois de mars par suite d'imprudentes manœuvres de Murat et accomplie à la fin de mai, renforça encore la situation de l'Autriche dans la Péninsule, où le pape réussit à recouvrer les légations de Bologne, de Ravenne et de Ferrare, reconstituant ainsi le domaine qu'il possédait en 1789. Seul, le royaume de Sardaigne,

grossi de Gênes, dont la succession était assurée, malgré l'Autriche, à la branche de Savoie-Carignan, échappait à l'emprise du gouvernement de Vienne.

La Suisse elle-même eut à subir les conséquences de la victoire des coalisés. Elle se trouva grossie du Valais, de Genève, de Neuchâtel ; l'ancien précepteur d'Alexandre, le Suisse Laharpe, travailla à l'élaboration d'une Constitution qui pût satisfaire en même temps ses compatriotes, son ancien maître et Metternich, lequel n'entendait pas voir s'établir sur le flanc de la monarchie habsbourgeoise un régime trop démocratique. Les vingt-deux cantons ne formèrent qu'une Confédération aux liens assez lâches, mais leur neutralité internationale fut garantie par le congrès.

**LES CENT-JOURS (20 MARS-26 JUIN 1815).** — La solution de toutes ces grandes questions qui devait donner à l'Europe un nouveau statut, comparable à celui qu'avait élaboré le congrès de Westphalie, n'était encore qu'ébauchée, et l'attention du monde politique était tout entière fixée sur Vienne, quand, dans les premiers jours de mars, on apprit, presque simultanément à Vienne et à Paris, le débarquement de Napoléon au golfe Juan. La même émotion éclata partout : ce n'était pas seulement le trône de Louis XVIII qui était menacé, c'était aussi toute l'œuvre de la coalition.

Napoléon, cependant, s'empessa, au cours de sa marche rapide et fantastique à travers les montagnes du Dauphiné, de proclamer qu'il maintiendrait la paix avec l'Europe, laissant même entendre qu'il était d'accord avec l'empereur d'Autriche, son beau-père. Si cette dernière affirmation était une fable, sa décision de maintenir le traité de Paris et de respecter les décisions prises à Vienne était sincère. Elle



FOUCHÉ (1759-1820). — Peinture de Dubufe. — Musée de Versailles. CL. BULLOZ.



constituait d'ailleurs l'indispensable condition de son rétablissement.

Mais, dès le 13 mars, à Vienne, les huit puissances signataires du traité de Paris — y compris la France de Louis XVIII — déclaraient Napoléon « hors des relations civiles et sociales ». Dès lors, si l'empereur pouvait, grâce à son incomparable prestige, rentrer à Paris, le 20 mars, sans avoir tiré ni essuyé un coup de fusil, son succès demeurerait précaire.

En vain Louis XVIII avait-il réuni les Chambres, lancé l'anathème contre l'usurpateur, envoyé pour l'arrêter son frère, son cousin, ses maréchaux. Les uns avaient fui ; d'autres, et Ney tout particulièrement, avaient été « retournés » comme toute la France, par une sorte de magnétisme. Le roi avait quitté les Tuileries à l'aube du 20 mars ; l'empereur les avait occupées le soir même et Paris s'était rallié. Mais on s'illusionnait sur la solidité de ce soudain revirement : les « politiques » le sentaient bien et refusaient de se compromettre.

Molé, que Napoléon prie de prendre le portefeuille des Affaires étrangères, décline l'offre et n'accepte que la direction des Ponts et Chaussées. Par contre, Fouché, qui, depuis plusieurs mois, intrigue contre Louis XVIII, s'empresse aux Tuileries ; Napoléon lui rend le ministère de la Police, confie l'Intérieur à Carnot, les Affaires étrangères à Caulaincourt, la Justice à Cambacérès. Il rassure chacun, se déclare instruit par le malheur, décidé à régner en monarque constitutionnel ; d'ailleurs, tous les corps constitués le lui demandent avec une audace qui ne leur est pas habituelle, et, comme il s'affirme résolu à modifier sérieusement les Constitutions de l'Empire, Fouché lui amène Benjamin Constant qui, l'avant-veille encore, avait fui son courroux jusqu'à Nantes. La réconciliation de l'empereur avec l'ancien tribun longtemps persécuté apparaît comme le symptôme des temps nouveaux, au moins pour la bourgeoisie parisienne ; car, dans l'ensemble du pays, on reste sceptique devant l'acte promulgué, le 22 avril 1815, sous le nom fallacieux d'« acte additionnel » aux Constitutions de l'Empire ». En effet, le système proposé par Benjamin Constant, sanctionné par le souverain, se rapproche beaucoup plus de la Charte de Louis XVIII que des Constitutions de l'an VIII et de l'an XII. La Chambre haute conserve le nom de Chambre des pairs, la seconde devient la Chambre des représentants ; la première est héréditaire, l'autre élue selon le système des collèges électoraux de l'an X, grossis d'une représentation de l'industrie et de la propriété manufacturière et commerciale. Les libertés sont solennellement garanties.

Les éléments révolutionnaires, qui s'étaient ralliés à l'Empire par haine des Bourbons, furent déçus ; ils espéraient, confiants dans les promesses de l'empereur, qu'une Assemblée constituante délibérerait sur les institutions du pays. Mais, aussitôt arrivé à Paris, Napoléon estima que le moment n'était pas à de pareilles discussions. La nation restait passive ; on n'était guère enthousiaste dans le Midi, où le duc et la duchesse d'Angoulême, celle-ci à Bordeaux, celui-là dans la vallée du Rhône, avaient « tenu » jusque dans les premiers jours d'avril ; si les campagnes étaient favorables, l'inquiétude dominait dans les villes, dans les milieux intellectuels et commerciaux. Sur plus de 5 millions d'inscrits, 1 300 000 seulement approuvèrent la nouvelle Constitution. La majorité se réservait ; car une préoccupation dominait toutes les autres : pourrait-on éviter la guerre ?

Ni l'empereur ni son entourage ne purent se faire un instant illusion ; la mise hors la loi prononcée à Vienne fut la seule réponse faite à celui qui, dès son arrivée en France, avait fait appel à son beau-père et demandé avec émotion qu'on lui rendît sa femme et son fils. Caulaincourt, qui avait pourtant donné naguère au tsar Alexandre et à Metternich maintes preuves de



TALLEYRAND-GIROUETTE. — Gravure satirique exécutée pendant les Cent-Jours. CL. NEURDEIN.

décision. La Fayette, qui depuis plus de vingt ans avait disparu de la scène politique, y reparut, pour y défendre, disait-il, les droits de la nation ; mais, pas plus que ses collègues, il ne pouvait ou n'osait proposer une solution ferme : les Chambres ne se mirent d'accord que pour élire une commission exécutive de cinq membres où, à côté du général Grenier et de l'ancien Conventionnel Quinette, également obscurs, furent réunis Caulaincourt, Carnot, Fouché. A ce dernier, de par son habituel esprit d'initiative, était réservée la direction de ce gouvernement provisoire, qui ne savait pas plus que ses électeurs où il voulait aller. La grande majorité des Chambres était hostile aux Bourbons, la commission exécutive également ; seul Fouché avait, depuis plusieurs semaines, prévu la catastrophe et pris ses précautions pour le cas où, la restauration lui paraissant nécessitée par les événements antérieurs, il pourrait, en la favorisant, se faire pardonner son vote de 1793.

Cinq commissaires, nommés par la Chambre des représentants, partirent pour les avant-postes ennemis, qui s'approchaient rapidement de Paris ; ils devaient, si possible, arrêter la marche des armées

la pondération de sa politique, envoyait courriers sur courriers pour entamer au moins une négociation ; aucun d'eux ne parvenait à destination. Quand, le 1<sup>er</sup> juin, se réunirent les nouvelles Chambres dans l'assemblée solennelle du Champ de Mai, le sort en était déjà jeté : les armées, hâtivement reconstituées, se dirigeaient sur la frontière du Nord ; Napoléon, malgré ses formelles déclarations pacifiques, était acculé à la guerre, à une lutte inégale contre l'Europe entière ; d'avance il était sûrement vaincu. Après les Quatre-Bras et Ligny, ce fut en effet Waterloo.

Le 21 juin, quarante-huit heures après la fin de cette tragique bataille, il est de retour à Paris. En vain cherche-t-il à galvaniser l'opinion et son gouvernement même ; en vain parle-t-il d'organiser une nouvelle armée ; ce ne sera qu'une nouvelle campagne de France, plus rapide que la première ! Il prend le lendemain la seule solution possible : il abdique pour la seconde fois, obligeant ainsi, moralement, la coalition à suspendre sa marche, puisqu'elle a proclamé n'en vouloir qu'à lui seul. Hélas, le flot est déchaîné, on n'arrête pas une armée en pleine victoire.

L'empereur avait abdiqué le 22 juin, « en faveur de Napoléon II » ; mais la Chambre des représentants, malgré les efforts de Lucien Bonaparte, ajourna sa



EMBARQUEMENT DE NAPOLÉON I<sup>er</sup> à bord du *Bellérophon*. — Gravure de Baugean. — Bibl. Nat. CL. LEMARE.



en faisant remarquer que, Napoléon tombé, cette seconde invasion, n'avait plus de raison d'être; ils devaient surtout, entrant en rapport avec Wellington, le vainqueur de Waterloo, essayer d'éviter le retour de Louis XVIII. La Fayette, d'Argenson étaient favorables au duc d'Orléans qui, aux yeux des libéraux, représentait la solution moyenne, pacifique, conforme à l'esprit des Constituants de 1789, et c'était effectivement une de ces solutions moyennes qui, dès la première abdication de Napoléon, avait été le vœu de l'immense majorité du pays.

Mais ce candidat, dont le nom était plutôt murmuré que prononcé — il l'avait été, autant qu'à Paris, à Vienne où l'empereur Alexandre avait paru un instant vouloir le soutenir — était éloigné de la capitale; Louis XVIII, au contraire, se trouvait en France dès le 24 juin. Le 28, il lançait de Cambrai une habile proclamation par laquelle il se plaçait « entre les Français et les armées alliées ». Napoléon était encore à La Malmaison que, tant au Nord qu'au Midi, la seconde Restauration était un fait accompli : les adversaires des Bourbons s'étaient montrés aussi incapables qu'au 31 mars 1814 d'imposer aux vainqueurs une autre solution.

Le 3 juillet, Blücher et Wellington imposaient la reddition de Paris et la retraite de l'armée française derrière la Loire. Le 6, à Arnouville-les-Gonesse, Fouché avait été introduit secrètement auprès de Louis XVIII, dont il avait obtenu, avec son pardon, le portefeuille de la Police. De cette manière, le roi, quoiqu'il maintint la cocarde blanche, pouvait paraître rallié à une politique transactionnelle et modérée, puisqu'il faisait sa seconde entrée dans Paris, précédé de deux des principaux acteurs de la Révolution, Talleyrand et Fouché, — le vice appuyé sur le crime, selon l'image de Chateaubriand —. Le 8, la Commission exécutive avait disparu et pendant que les Chambres, fermées, étaient occupées par les détachements de la garde nationale, Louis XVIII réintégrait les Tuileries comme s'il revenait de voyage, sans qu'il fût besoin d'aucun acte des pouvoirs publics pour lui rendre son trône : « Cent jours se sont écoulés, dit le comte de Chabrol en le recevant à la barrière de Saint-Denis, depuis le moment où Votre Majesté quitta la capitale au milieu des larmes. » Le résultat des « Cent-Jours » était de remettre en question la situation de la France vis-à-vis de l'Europe.

## II. LA SECONDE RESTAURATION.

### LOUIS XVIII (1815-1824).

**L'INVASION.** — Napoléon était déjà à Rochefort, — en partance pour Sainte-Hélène, où l'Angleterre s'était fait donner la mission de le retenir prisonnier, — que les armées de la coalition continuaient de passer le Rhin et d'affluer en France, où pourtant elles n'avaient plus aucune tâche avouable à remplir, puisqu'elles ne s'étaient mises en marche que pour combattre le « tyran » et que celui-ci était abattu. Au lendemain de Waterloo, les Prussiens de Blücher et les Anglais de Wellington pénétraient en France au nombre de 150 000; deux mois plus tard, 1 200 000 soldats ennemis campaient en France.

Le nouveau gouvernement essaie d'invoquer le traité du 30 mai 1814, l'accord de Vienne du 25 mars, que Talleyrand lui-même a signé au nom de Louis XVIII; aucun des coalisés ne veut admettre le *statu quo ante*. Souverains, ministres et généraux se retrouvent à Paris au mois de juillet comme quinze mois plus tôt, et ni leurs prétentions, ni leurs procédés ne sont faits pour raffermir le trône, un moment ébranlé par le retour de l'aigle.

Ce sont dans les musées, notamment au Louvre, les toiles et les statues enlevées d'Allemagne, de Flandre, d'Italie au cours des guerres de la Révolution et de l'Empire, que les vainqueurs revendiquent et dont ils s'emparent en partie, *manu militari*. C'est le pont d'Iéna que Blücher veut faire sauter et



ARRIVÉE DE LOUIS XVIII A PARIS (8 juillet 1815). — Le cortège au coin du boulevard des Capucines et de la rue de la Paix. — Gravure de Lambert. — Bibl. Nat. CL. LEMARE.

dont Louis XVIII n'obtient la conservation qu'avec peine. Ce sont des indemnités de guerre importantes dont on commence à parler, alors qu'en 1814 on n'en avait réclamé aucune. Ce sont surtout des rectifications de frontières considérables qu'on envisage : les Prussiens, en particulier, insistant pour avoir l'Alsace; les Piémontais, pour obtenir la Savoie.

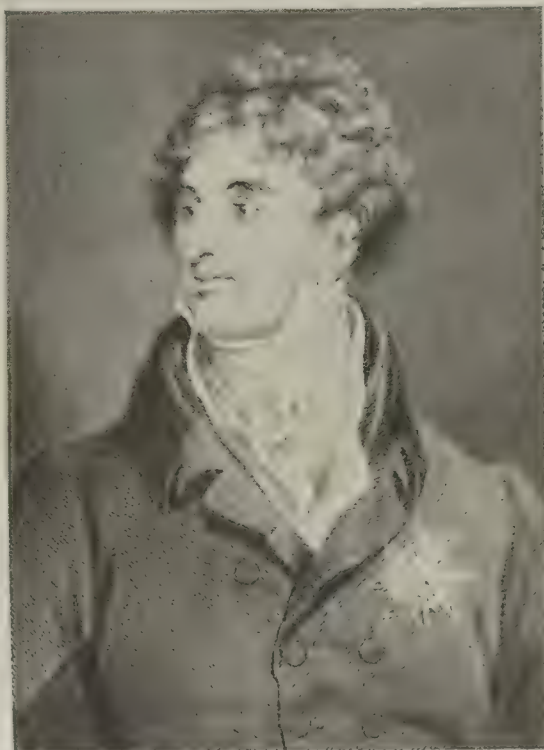
**LA CHAMBRE « INTROUVABLE ».** — Ces exigences, vite connues du public, ne sont pas étrangères à l'explosion d'un sentiment violemment hostile aux hommes du passé, tous considérés comme responsables du désastre pour avoir prêté la main à l'entreprise de Napoléon : ce sentiment se traduit par les élections du 22 août, qui envoient à Paris une Chambre si ardemment royaliste et si assoiffée de vengeance que Louis XVIII lui-même la qualifie d'« introuvable ».

Partout, en effet, la vengeance domine : vengeance des étrangers, qui rançonnent et qui pillent sans raison; vengeance du gouvernement, qui, par l'ordonnance du 24 juillet, envoie devant des conseils de guerre de nombreux généraux ou hommes politiques et en expulse un plus grand nombre encore; vengeance d'individus sans mandat, qui, dans l'Ouest ou dans le Midi, poursuivent les serviteurs du régime déchu et vont jusqu'à massacrer des soldats comme Brune et Ramel, inaugurant ainsi avec la complaisance du gouvernement le régime qu'on a flétri du nom de « terreur blanche ».

Talleyrand et Fouché s'étaient vantés, en rétablissant Louis XVIII, d'instaurer un gouvernement qui réconcilierait enfin tous les enfants de France. Par inconscience, faiblesse ou lâcheté, ils ne firent rien pour arrêter un mouvement d'odieuses représailles; mais ils furent les premières victimes de leur conduite : au lendemain des élections ultra-royalistes, ce fut un cri d'indignation contre le régicide, qui eut à peine le temps d'obtenir la légation de Dresde en remerciement des services rendus; un mois plus tard, Talleyrand, lui aussi, était acculé à la retraite. Il avait en même temps perdu la confiance de la cour et celle des souverains étrangers : il ne pouvait obtenir d'adoucissement aux conditions de paix que ceux-ci voulaient imposer à la France.

### PREMIER MINISTÈRE DU DUC DE RICHELIEU (1815-1818).

— Louis XVIII le remplaça par le duc de Richelieu. Emigré dès les premiers jours de la Révolution, celui-ci n'avait du moins pris aucune part aux luttes menées par les soldats de l'armée de Condé contre sa patrie; il avait



RICHELIEU (1766-1822). — Gravure de l'époque. — Bibl. Nat.





BIVOUAC DE LA GARDE ROYALE PRUSSienne dans le jardin du Luxembourg, à Paris. — Gravure de Coquerel. — Bibl. Nat. CL. LEMARE.

servi en Russie et, s'étant fait rayer de la liste des émigrés dès le Consulat, il était retourné auprès d'Alexandre I<sup>er</sup>, qui l'avait nommé tour à tour gouverneur d'Odessa, puis de la Nouvelle Russie, où son administration avait été tout à fait remarquable. S'étant adonné à sa tâche comme à une œuvre de prédilection, il n'était venu en France, en 1814, que pour y faire un séjour rapide : sa destinée l'y retint.

Complètement étranger à la vie politique du pays depuis vingt-cinq ans, il arrivait au pouvoir sans ambition, avec le seul désir de rétablir la paix entre la France et l'Europe, mais aussi entre les Français. Inspirant plus de confiance que de sympathie — car son abord était rude — on le savait du moins l'homme le plus apte à obtenir l'appui d'Alexandre I<sup>er</sup>, plus que jamais nécessaire. Seul le tsar exerçait sur le roi Frédéric-Guillaume assez d'autorité pour amener ce dernier à l'abandon des prétentions que, depuis le 1<sup>er</sup> juillet, les Prussiens émettaient sur l'Alsace et une partie des terres lorraines, prétentions que ni Metternich ni Castlereagh n'avaient jusque-là découragées. Le gouvernement anglais avait même un moment songé à annexer Dunkerque et la Flandre au nouveau royaume des Pays-Bas, et le gouvernement de Vienne à faire rentrer la Franche-Comté dans la Confédération germanique.

**LE SECOND TRAITÉ DE PARIS (20 NOVEMBRE 1815).** — Peu à peu les passions s'étaient calmées. Louis XVIII avait déclaré ne pouvoir régner sur une France démembrée ; les Anglais, les Autrichiens s'étaient bornés à réclamer le retour à la frontière de 1790, amputée, au nord, de plusieurs places fortes. A la veille de l'avènement du ministère de Richelieu, Alexandre I<sup>er</sup> imposa aux Prussiens la solution moyenne qu'il avait adoptée d'accord avec Metternich et Castlereagh, et qui ne fut améliorée, grâce à lui, que par le maintien à la France de Givet et de Condé, des forts de Joux et de l'Écluse. Le second traité de Paris consacrait l'abandon de la Savoie, de Nice, de Landau, de Sarrelouis, de Philippeville, de Marienbourg ; il stipulait en outre le paiement d'une indemnité de 700 millions et l'occupation du territoire français pendant cinq ans.

Cette dernière condition avait déjà été envisagée en 1814. C'est Talleyrand qui, dans l'intérêt du nouveau gouvernement, l'avait proposée ; mais les généraux alliés l'avaient à ce moment jugée onéreuse pour leurs souverains et dangereuse pour Louis XVIII, « cette mesure devant être bientôt odieuse aux troupes et à l'armée ». Le retour de Napoléon et la facilité avec laquelle s'était écroulé le trône de Louis XVIII les firent changer d'avis.

**LA CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS ET LA POLITIQUE ULTRA-ROYALISTE.** — Les alliés décidèrent qu'une conférence des ambassadeurs, présidée par le maréchal Wellington, commandant les troupes d'occupation, se réunirait chaque semaine à Paris pour surveiller la marche des affaires, assurer le paiement des créances et garantir la sécurité des armées étrangères. Pour toute la durée de l'occupation, la France se trouvait donc placée sous

une sorte de tutelle qui devait assurer la vie du nouveau gouvernement et la tranquillité de l'Europe. La conférence conseilla officiellement à Louis XVIII la modération et la prudence, mais elle ne put arrêter le mouvement de violente réaction qui se développait depuis le mois d'août pour aboutir à la création des *cours prévôtales*, juridictions d'exception, instituées le 20 décembre 1815 dans chaque département pour connaître « des crimes et délits portant atteinte à la sécurité publique » ; elles ne furent supprimées qu'en 1817. On réprima les cris séditieux ; on étendit les attributions de la Sûreté générale ; on suspendit la liberté individuelle et on projeta d'enlever temporairement à la magistrature le privilège de l'inamovibilité.

La cour des pairs osa prononcer contre le maréchal Ney la peine capitale : les représentants de l'Europe, en particulier ceux de l'Angleterre et de la Prusse, avaient exercé une pression sur l'entourage du roi pour demander, à titre d'exemple, l'exécution du « brave des braves ». Le 7 décembre, Ney, condamné la nuit précédente par 120 voix contre 17, était fusillé à l'extrémité des allées de l'Observatoire.

Louis XVIII inaugurait, peut-être contre son gré, une politique qui devait le conduire, quelques mois plus tard, à expulser de l'Académie française des hommes qui avaient marqué sous la Révolution et sous l'Empire, à retirer leurs commandements aux maréchaux les plus en vue, à exiler Davout à trente

lieues de Paris, à proposer une loi d'amnistie que les ultras jugèrent insuffisante et qui ne fut votée par la Chambre qu'avec un amendement prononçant l'exil des régicides, contrairement aux promesses faites l'année précédente.

Aidé par Decazes, ministre de la Police et favori du roi ; par Barbé-Marbois, ministre de la Justice ; par Corvetto, ministre des Finances, et quoique mal soutenu par Vaublanc, ministre de l'Intérieur, comme par le duc de Feltre, ministre de la Guerre, Richelieu commença de lutter contre l'esprit de la majorité de la Chambre, qu'il jugeait néfaste à la monarchie restaurée et à la réconciliation qu'il souhaitait accomplir en son nom. La lutte fut dure ; la Chambre repoussa le projet de loi électoral déposé par le gouvernement et modifia profondément le budget, dont l'établissement était rendu difficile par les exigences des vainqueurs.

Dès le 29 avril, le roi, irrité des propositions imprudentes de ceux qui, vraiment, « n'avaient rien appris ni rien oublié », prononça la clôture de la session. Aussitôt Decazes obtint de lui le remplacement de Vaublanc par Lainé et, d'accord avec tous les libéraux, ses amis, notamment Pasquier, Barante, Guizot, Molé, il chercha à convaincre le duc de Richelieu, puis Louis XVIII, de la nécessité de dissoudre cette Chambre d'imprudents, qui pouvaient, quelque jour, déchaîner une nouvelle révolution.

Les ambassadeurs d'Angleterre, d'Autriche, de Prusse et de Russie,



EXÉCUTION DU MARÉCHAL NEY (7 décembre 1815). — Le maréchal Ney fut fusillé dans les fossés de l'Observatoire, à Paris, à l'endroit où s'élève aujourd'hui sa statue. — D'après la peinture de J.-L. Gérôme.



périodiquement réunis, s'inquiétaient de la situation intérieure; Pozzo di Borgo, notamment, insistait vivement pour une prompte dissolution. Déjà, le 29 février, Wellington, au nom de la Conférence des ambassadeurs, avait écrit au roi pour le prier « de soutenir son ministère contre toute l'influence de la cour, qui lui est actuellement le plus nuisible ». En effet, Monsieur, frère du roi et son héritier présomptif, la duchesse d'Angoulême, dont les malheurs avaient aigri le caractère, le duc de Berry même, quoique avec plus de réserve, affirmaient que la monarchie ne pourrait se soutenir en conservant la Charte, et qu'il faudrait tôt ou tard en revenir aux méthodes gouvernementales de l'ancien régime.

#### DISSOLUTION DE LA CHAMBRE « INTROUVABLE ». — LA POLITIQUE MODÉRÉE.

— Richelieu et Louis XVIII répugnaient au coup de force que leur paraissait être la dissolution de la Chambre. Ils s'y décidèrent pourtant et l'ordonnance fut signée le 5 septembre 1816. Les ultras protestèrent et, dans son pamphlet, *De la monarchie selon la Charte*, Chateaubriand traita le roi de « Jacobin »; mais les électeurs leur donnèrent tort. Les nouvelles élections, faites selon les règles posées sommairement par la Charte et non plus selon les prescriptions de l'ordonnance du 12 juillet 1815, amenèrent une majorité libérale de 50 membres; le gouvernement, bientôt renforcé par la présence de Pasquier, du maréchal Gouvion-Saint-Cyr, puis de Molé — nommés respectivement aux ministères de la Justice, de la Guerre, de la Marine — put s'appuyer sur le centre droit pour obtenir le vote de plusieurs lois importantes, notamment d'une loi électorale établissant le suffrage direct pour les contribuables payant 300 francs d'impôts, ce qui limitait à moins de 100 000 personnes le « pays légal », comprenant surtout des propriétaires fonciers et ayant principalement des intérêts agricoles. La Chambre serait renouvelée par cinquième chaque année, système qui, tout en donnant de l'opinion du pays et de ses variations une image assez exacte, avait l'inconvénient, en la circonstance, d'entretenir dans les milieux politiques une constante agitation.

Le maréchal Gouvion-Saint-Cyr présenta un projet de loi qui, adopté après une longue discussion (2 février 1818), réorganisait l'armée en la recrutant annuellement par voie de tirage au sort, avec faculté de remplacement à prix d'argent. Le contingent annuel devait être de 40 000 hommes et la durée du service de six ans. L'avancement à l'ancienneté, l'appel des vétérans en cas de guerre, furent adoptés malgré l'opposition de la droite, mais le premier fut souvent violé et le second ne reçut qu'une application partielle lors de l'expédition d'Espagne.

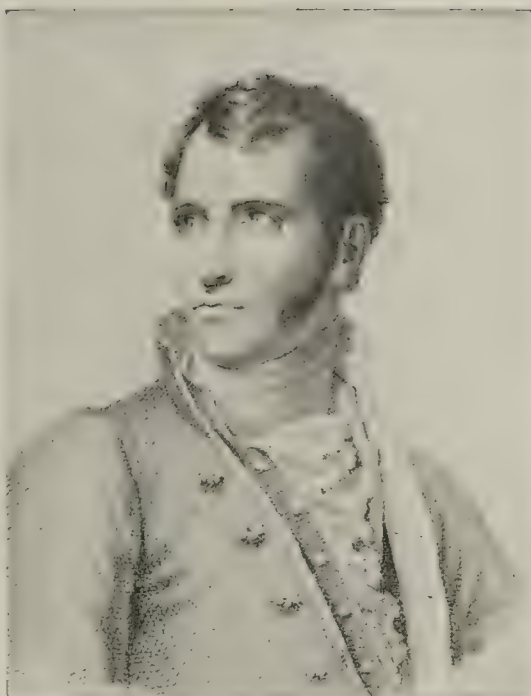
Un nouveau Concordat, imprudemment signé par le duc de Blacas pour renforcer le corps épiscopal et qui dut être abandonné par le gouvernement, un projet de loi sur la presse qui permit à la droite, et en particulier à Chateaubriand, de défendre le principe de la liberté d'écrire, des troubles à Lyon, — rappelant une sorte de complot qui avait éclaté en 1816 à Grenoble, — maintinrent, durant les années 1817 et 1818, une certaine agitation dans le pays.

Cependant le gouvernement de Louis XVIII s'affermissait; l'Europe, attentive, le constatait et, malgré l'opposition des Allemands, acceptait en 1817 la réduction du corps d'occupation.

**LE CONGRÈS D'AIX-LA-CHAPELLE. — LA LIBÉRATION DU TERRITOIRE.** — Le duc de Richelieu et le comte Corvetto ayant même réussi, au printemps de 1818, à contracter un emprunt, par l'intermédiaire des banques Hope et Baring, pour verser par anticipation aux quatre puissances victorieuses les annuités prévues, celles-ci, à l'instigation de l'empereur Alexandre I<sup>er</sup>, consentirent à évacuer, à la fin de l'année, le territoire français.

La question fut discutée et résolue aux conférences d'Aix-la-Chapelle, du 29 septembre au 8 octobre, malgré les intrigues des ultraroyalistes, qui, inquiets de l'avenir, demandèrent aux souverains alliés, par une « note secrète », le maintien de l'occupation. La négociation heureusement conclue, Richelieu, qui avait mérité le titre de libérateur du territoire sans pour cela gagner la sympathie du roi, crut devoir, en présence des résultats du renouvellement partiel favorable aux libéraux, renforcer son ministère à droite.

Il fallait, pour cela, écarter Decazes, et Decazes résista, fort de l'appui du roi. Richelieu, après de longs pourparlers, se retira, entraî-



DECAZES (1780-1860). — Gravure de Lefèvre.

nant ses collègues dans sa retraite, Gouvion-Saint-Cyr et Decazes exceptés. Le favori triomphait.

**LE MINISTÈRE DESSOLLES-DECAZES (1818-1819).** — Si, le 28 décembre 1818, le roi confiait le ministère des Affaires étrangères au général marquis Dessolles, celui de la Justice au comte de Serre, doctrinaire éminent, la Guerre à Gouvion-Saint-Cyr, la Marine à Portal, les Finances au baron Louis, la réalité du pouvoir était réservée, avec le ministère de l'Intérieur, au comte Decazes. Ainsi le parti libéral s'affermissait au pouvoir et, avec lui, semblait-il, la monarchie.

Cependant la droite ne prenait pas son parti d'avoir échoué. L'homme de confiance de Louis XVIII lui paraissait d'un loyalisme suspect; elle ne pouvait comprendre une politique, qui, pour rallier les anciens révolutionnaires, cherchait à reprendre les principes de l'Assemblée constituante. Ils avaient, disait-on à droite, conduit une première fois la monarchie à sa perte; ils l'y conduiraient à nouveau si on laissait leur politique porter ses fruits. Aussi les ultras déclarèrent-ils, dès l'abord, une lutte sans

merci au nouveau gouvernement, et la majorité réclama la modification de la loi électorale. Alors Louis XVIII se résolut, le 6 mars 1819, à un coup de force qui rappelait la dissolution de la Chambre introuvable: une ordonnance nomma soixante nouveaux pairs, anciens fonctionnaires de l'Empire, officiers, grands propriétaires, d'opinion modérée.

Un tel acte d'autorité n'imposa pas silence à l'opposition, qui continua ses attaques sans se rendre compte qu'elle mettait en cause le souverain. Elle protesta contre les mesures de pardon qui rouvraient aux exilés de 1815 les portes de la patrie; elle combattit les projets de loi présentés par le comte de Serre sur le régime de la presse: bien que l'autorisation préalable fût remplacée par une simple déclaration, les procès portés devant le jury, les peines ramenées de la déportation à la prison et à l'amende, la droite critiqua non pas l'indulgence, mais la sévérité du gouvernement; elle affectait de soutenir le principe de la liberté de la presse, si contraire qu'il fût à ses doctrines.

**LES JOURNAUX ET L'OPINION.** — Ces attaques dépassaient d'ailleurs le cadre des assemblées et par la voie de la presse occupaient le public encore restreint qui s'intéressait à la vie politique. La *Quotidienne* et le *Constitutionnel* s'affrontaient, comme le *Conservateur* et la *Minerve*. Ces deux dernières feuilles, de petit format, dirigées la première par Chateaubriand, la seconde par Jouy, Jay, Étienne, Benjamin Constant, rivalisaient d'influence et polémiqueaient dans le domaine des idées, en conservant d'ailleurs une modération qu'on ne retrouvait pas toujours dans les pamphlets de Paul-Louis Courier, ni dans les chansons qui couraient les rues, et qui attaquaient le clergé plus que les émigrés et que la monarchie. La bourgeoisie de la Restauration était nettement voltairienne, comme elle l'était déjà un demi-siècle plus tôt; elle avait renversé le trône par haine de l'« homme noir ». Or, le clergé non seulement reprenait sur les foules son influence morale, mais encore exerçait sur elles une action politique.



« BON VOYAGE! » Départ des alliés en 1818. — Bibl. Nat.





ASSASSINAT DU DUC DE BERRY, PAR LOUVEL (13 février 1820). — Bibl. Nat.  
CL. BULLOZ.

Le gouvernement de Decazes mit en garde l'épiscopat contre les dangers d'un prosélytisme trop apparent. La Congrégation, cette vaste association, à la fois religieuse et politique, qui avait des filiales dans tous les départements et que soutenait l'ancienne noblesse, prétendait triompher du sentiment populaire par la persévérance et la persuasion. Des missions nombreuses s'efforçaient de ramener les masses à la pratique de la religion, mais ne parvenaient pas à convertir les milieux « libéraux », qui faisaient retomber sur la monarchie la responsabilité d'une propagande à laquelle ils étaient hostiles. « L'alliance du trône et de l'autel » nuisait à l'un comme à l'autre. Nombreux étaient les catholiques qui protestaient contre l'intrusion du clergé dans les querelles politiques.

**MINISTÈRE DECAZES (1819-1820).** — Les élections de septembre 1819, portant sur un cinquième de la Chambre, accentuèrent les succès de la gauche ; l'élection de l'ancien évêque constitutionnel Grégoire, qui avait, sinon voté, du moins approuvé la mort de Louis XVI, fit scandale ; Decazes lui-même en fut ému. Il se décida à proposer la modification de la loi électorale, voulant surtout supprimer un système qui entretenait dans le pays une agitation périodique. Quelques-uns de ses collègues, Gouvion-Saint-Cyr, Dessolles, le baron Louis, s'étant déclarés hostiles à la réforme, il s'en sépara, offrit la première place au duc de Richelieu, qui n'en voulut pas, la garda pour lui-même et fit un pas vers la droite modérée en confiant les Affaires étrangères à Pasquier, les Finances à Roy, la Guerre au général de La Tour-Maubourg (19 novembre 1819). L'extrême droite ne désarma pas. Elle exigea l'exclusion de Grégoire et l'obtint. Pasquier, au nom du gouvernement, appuya les conclusions du rapport de Lainé ; il affirma l'indignité de l'élu contre Manuel et Benjamin Constant, qui invoquaient, outre la promesse du roi d'oublier le passé, la Charte elle-même.

Decazes étudia un nouveau projet de modification de la loi électorale et alla jusqu'à solliciter le concours de Villèle.

**L'ASSASSINAT DU DUC DE BERRY.** — C'est dans ces conjonctures, alors que le gouvernement hésitait sur la voie à suivre pour réconcilier définitivement la nation et la monarchie, que celle-ci fut frappée, au point le plus sensible, par l'assassinat du duc de Berry, le 13 février 1820.

L'ouvrier sellier Louvel avait froidement préparé son crime, voulant anéantir la dynastie en frappant l'homme capable de la perpétuer ; il l'avait commis quelques semaines trop tard, puisque la duchesse de Berry était enceinte de celui qui devait continuer la race. Il avait agi seul, en fanatique ; mais l'attentat, tout en frappant l'avenir de la monarchie, servait trop

bien les ultras, qui s'empressèrent de l'exploiter. « C'est une idée libérale qui a armé le meurtrier, » s'écria-t-on dans les milieux d'extrême droite. Le lendemain du meurtre, un député, Clausel de Coussergues, demanda la mise en accusation de Decazes, comme complice du crime, et Chateaubriand écrivit du premier ministre : « Le pied lui a glissé dans le sang. »

Ce fut de la part des prétendus soutiens du trône un débordement d'injures et d'infamies tel qu'on n'en vit jamais, contre celui qu'on savait le favori du roi. Louis XVIII en fut comme terrassé. Devant les supplications de son entourage, il tenta en vain de résister, mais il dut finalement céder, renvoyer Decazes, mais il le créa duc, l'envoya comme ambassadeur à Londres et fit accrocher le portrait du ministre déchu dans son propre cabinet.

**LE SECOND MINISTÈRE DU DUC DE RICHELIEU (1820-1821).** — On supplia le duc de Richelieu de reprendre la direction des affaires ; le comte d'Artois lui promit son appui. Le duc se laissa convaincre et conserva intact le ministère qu'avait reconstitué Decazes quelques mois plus tôt : Siméon prit le portefeuille de l'Intérieur, enlevé à l'homme qu'on avait odieusement accusé d'être complice d'un assassin.

Alors cet ancien gouvernement de gauche, repris en main par un homme de droite, prisonnier de l'extrême droite, s'efforça, poussé par l'opinion des salons, de défaire en quelques semaines l'œuvre de réconciliation tentée depuis quatre ans : la censure des journaux fut rétablie, la liberté individuelle suspendue, la loi électorale refondue au bénéfice des plus forts imposés qui bénéficièrent d'un « double vote ». Mais au Palais-Bourbon, la lutte fut chaude et l'écho s'en répandit dans Paris. Les doctrinaires Royer-Collard et Camille Jordan durent combattre le comte de Serre et Pasquier, autrefois leurs amis. Les libéraux, Benjamin Constant, le général Foy, La Fayette, Chauvelin, d'Argenson, Manuel, protestèrent contre la suppression des libertés nécessaires et évoquèrent le souvenir de la Révolution. La jeunesse universitaire manifesta, un étudiant fut tué (4 juin 1820), des sociétés secrètes se formèrent, des complots s'ourdirent, l'agitation gagna même certaines casernes.

Une conspiration, dite du « Bazar français », éclata en août 1820, à Paris. Organisée par des officiers en demi-solde et dirigée par le capitaine Nantil, elle avait des ramifications dans les milieux libéraux, mais le gouvernement ne put ou ne voulut établir les responsabilités. Nantil seul fut condamné à mort par la Chambre des pairs. Les royalistes dénoncèrent le danger d'une politique d'indulgence, s'inquiétant de l'ampleur que prenaient certains mouvements révolutionnaires en Allemagne, en Italie, en Espagne.

La droite, renforcée à la Chambre par les élections partielles de 1820 et de 1821, s'affermissait au pouvoir. Villèle et Corbière, hommes très différents, mais également très représentatifs des tendances de leur parti, acceptèrent, quelques mois durant, de renforcer le ministère Richelieu, en attendant l'occasion de le renverser. La naissance du duc de Bordeaux, le 29 septembre 1820, sembla réparer l'acte du 13 février précédent. « L'enfant du miracle » fut salué comme le symbole de la protection divine, et l'on considéra la mort de Napoléon à Sainte-Hélène, six mois plus tard (5 mai 1821), comme la mise au tombeau définitive de la Révolution.

Louis XVIII vieillissant laissait son frère développer son influence sur le gouvernement ; Richelieu s'en aperçut à l'automne de 1821 ; il estima que, l'héritier du trône manquant à la parole donnée, la situation du ministère devenait fautive. Trop hautain pour lutter contre un adversaire qui se dérobait, trop loyaliste pour le compromettre, Richelieu, une seconde fois, se retira ; tous ses collègues le suivirent dans la retraite (12 décembre 1821).

**LA DROITE AU POUVOIR ; LE MINISTÈRE VILLELE (1821-1828).** — **LES CONSPIRATIONS.** — Mathieu de Montmorency, le maréchal duc de Bellune, Clermont-Tonnerre, Peyronnet, Corbière, Villèle les remplacèrent.

Le descendant des Montmorency, qui réclamait la première place, ne se maintint que peu de temps aux Affaires étrangères, renversé qu'il fut par ses propres amis ; Villèle et Corbière, l'un aux Finances, l'autre à l'Intérieur, furent les principaux chefs de la nouvelle administration. Ni l'un ni l'autre n'avait, en dehors de son parti, une réputation d'homme d'État :



VILLELE (1773-1854). — Gravure de Delpesch.  
CL. LEMARE.





CARTE POLITIQUE DE L'EUROPE APRÈS LES TRAITÉS DE 1815.

Villèle, né à Toulouse, avait déjà fait montre de réelles qualités d'administrateur, qu'il développa au ministère des Finances ; Corbière, Breton d'origine, était travailleur, honnête, rude, mais de vues étroites ; tous deux allaient gouverner la France pendant près de sept ans, non sans talent, mais entraînés souvent par leur parti plus loin qu'ils ne le souhaitaient. Les modérés, tels que Pasquier, leur ayant refusé leur concours, ils furent rejetés vers l'extrême droite, dont ils partageaient d'ailleurs les idées, sinon les passions.

Sitôt l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement, une succession de conspirations militaires, en ranimant l'émotion de la Chambre, allait donner prétexte à une politique de rigueur.

Tour à tour, à Saumur, à Belfort, à Colmar, à La Rochelle, quelques officiers prétendirent soulever la garnison et organiser un gouvernement provisoire. Le colonel Pailhès à Belfort, le colonel Caron à Colmar, le général Berton à Thouars avaient reçu les encouragements de La Fayette, de Voyer d'Argenson, de Kœchlin, de Corcelles et de plusieurs autres libéraux ; leur complot fut découvert au moment où il allait éclater ; seul Berton eut le loisir d'entraîner sur Saumur une centaine de fantassins et quelques cavaliers.

Nulle part, les inspireurs et les profiteurs éventuels ne se montrèrent ; mais les trop présomptueux exécutants furent condamnés à mort. A La Rochelle, quatre sergents, affiliés à la Charbonnerie : Bories, Goubin, Pommier, Raoult, se contentèrent de prêcher l'insurrection à leurs camarades : ils furent, eux aussi, envoyés à la guillotine, le 21 septembre 1822.

De pareilles condamnations creusent le fossé entre la monarchie et l'opinion libérale, qui entoure ces victimes d'un culte pieux. Sans doute, l'ensemble du pays reste calme, mais la capitale est agitée et il n'en faut pas plus pour donner au gouvernement de Villèle le sentiment d'un danger que chaque mesure de précaution risque d'aggraver encore. Louis XVIII, qui naguère a condamné l'œuvre de la Chambre

introuvable et souhaité gagner l'affection de ses sujets par la douceur, est sans influence sur le ministère que son frère lui a imposé. D'autre part, M<sup>me</sup> du Cayla, favorite honoraire de ce souverain impotent, dont la santé, à partir de 1822, s'affaiblit considérablement, paraît l'avoir convaincu de la nécessité de la politique de répression inaugurée le lendemain du crime de Louvel.

**LA POLITIQUE DE VILLELE ET LES PREMIERS TROUBLES A PARIS.** — Dès le début de l'année 1822, Peyronnet et Corbière, reprenant le projet de loi déposé par de Serre et Siméon, demandent à la Chambre de nouvelles mesures contre la presse. La censure, supprimée, pourra être rétablie temporairement ; il faudra une autorisation préfectorale pour créer de nouveaux journaux ; les délits de presse échapperont dorénavant au jury, jugé trop indulgent.

En vain, Royer-Collard, appuyé par la gauche, apporte-t-il une protestation virulente : le comte de Serre, un ancien doctrinaire, se dresse pour lui répondre et réclamer au nom de la société trop longtemps bafouée le droit d'être défendue.

A la Chambre des Pairs, la discussion reprend avec une égale ardeur : Barante, Molé, de Broglie condamnent un système qui tend à supprimer arbitrairement toute opposition à la tribune et dans le pays, contrairement à la « doctrine parlementaire » : 229 voix contre 137 au Palais-Bourbon, 124 voix contre 83 au Luxembourg votent la loi, au grand scandale de la jeunesse des Écoles, qui manifeste bruyamment.

Quelques semaines plus tôt, l'École de droit avait été fermée ; bientôt les cours de Cousin et de Guizot furent suspendus, tandis que, le 1<sup>er</sup> juin, M<sup>sr</sup> de Frayssinous était nommé grand maître de l'Université. Le ministère, par cette mesure, exprimait une fois de plus la volonté de rendre au clergé son influence politique, persuadé que les



intérêts du trône et de l'autel étaient indissolublement liés. Dans un pays où le goût de la critique avait toujours été si vif, où la crainte d'une domination spirituelle restait un des sentiments les plus profonds de la majeure partie de l'élite pensante, la grande masse des indifférents se sentit menacée et se prononça tout à la fois contre un clergé qui se renforçait du bras séculier et contre un gouvernement auquel elle reprochait de faire du prosélytisme.

Le parti libéral, après les échecs successifs des complots, avait désespéré de toute modification prochaine de la situation ; il trouva dans la politique religieuse du ministère un excellent prétexte à son activité ; il en trouva un autre dans la politique extérieure, étroitement liée à la politique générale de l'Europe, laquelle amena le gouvernement de Louis XVIII à intervenir en Espagne dans des conditions toutes particulières.

### III. LA POLITIQUE EUROPÉENNE

de 1815 à 1824.

**LA SAINTE-ALLIANCE ; LES RÉVOLUTIONS ET LES CONGRÈS.** — En 1815, a dit justement Albert Sorel, il y a une Europe, c'est-à-dire une association d'États gouvernant dans les mêmes principes, pour les mêmes intérêts, une Europe ayant sa Charte et son aéropage.

Cette Charte, signée sur la demande d'Alexandre I<sup>er</sup>, le 26 septembre 1815, à Paris, par François II, Frédéric-Guillaume III, ultérieurement par Louis XVIII, débutant par une invocation à la Sainte Trinité, et « proclamant la fraternité véritable et indissoluble » des souverains, contenait l'engagement d'un appui mutuel « pour protéger la religion, la paix et la justice ». Conçu dans les termes les plus mystiques, inspiré sinon dicté par l'étrange baronne de Krudener et l'ancien Constituant français Nicolas Bergasse, cet acte méritait entièrement le nom qu'on lui donna de « Sainte-Alliance ». Il n'était, au reste, que la manifestation volontairement voilée d'une politique de maintien des traités, en dépit des obstacles que les peuples pourraient y opposer.

La solidarité monarchique, affirmée par le tsar Alexandre, était considérée aussi bien par Metternich que par le gouvernement de la Restauration comme un principe nécessaire au lendemain d'une Révolution qui avait bouleversé le monde. Les souverains l'interpréteraient selon leurs tendances, et au plus grand profit de leur politique personnelle ; mais il serait consacré par des décisions prises en commun pour toutes les questions importantes, au cours de conférences ou de congrès qui réuniraient les grandes puissances en un imposant aéropage. Car l'Angleterre, après avoir refusé de participer à l'acte de la Sainte-Alliance, avait, le 20 novembre 1815, fait renouveler le pacte de Chaumont, dont le but était également de maintenir l'union des vainqueurs pour la conservation des avantages acquis. La Conférence des ambassadeurs, chargée de surveiller la marche du gouvernement français, fut la première manifestation de cette politique ; mais quand, en 1818, à la réunion d'Aix-la-Chapelle — qui constitua le premier des « congrès » — les quatre eurent décidé l'évacuation du territoire français, la France fut admise dans le concert européen sur le même pied que ses vainqueurs.

**LE CONGRÈS D'AIX-LA-CHAPELLE.** — Dès ce premier congrès, Alexandre I<sup>er</sup> voulut décider ses alliés à apporter au roi d'Espagne l'appui que celui-ci sollicitait pour faire rentrer dans l'obéissance ses colonies de l'Amérique du Sud. Metternich et Castlereagh s'unirent pour faire ajourner la décision, se souciant peu l'un et l'autre d'intervenir dans un pays aussi lointain ; quant à l'Angleterre, opposée dès l'abord au principe d'intervention, elle était déjà secrètement favorable à l'émancipation des colonies espagnoles.

Alexandre I<sup>er</sup> pressa Louis XVIII de le soutenir ; quels que fussent les liens de famille qui unissaient Ferdinand VII et le roi de France, celui-ci s'émut d'une politique qui pouvait être grosse de conséquences. Se méfiant d'ailleurs de tout ce que pouvait lui proposer Alexandre (à qui peut-être ne pardonna-t-il jamais de l'avoir expulsé de Mittau, lors de l'alliance de Tilsit), il était décidé, quoi que pût lui dire Richelieu, à suivre la politique anglaise toutes les fois que le gouvernement de Londres devrait se trouver en opposition avec celui de Saint-Pétersbourg.

**CONFÉRENCES DE TŒPLITZ, DE CARLSBAD, DE TROPPEAU.** — Les souverains s'étaient à peine séparés que, dans

les premiers jours de 1819, éclataient en Allemagne des troubles causés par l'attente toujours vaine des Constitutions promises à la Prusse, à la Saxe, au Hanovre. Le 23 mars, un étudiant, Sand, assassinait Kotzebue, publiciste ardent, qui correspondait fréquemment avec le tsar. Excellent prétexte, pour Metternich, d'intervenir ; il ne manqua pas de s'en emparer, car depuis longtemps il souffrait des conseils donnés par Alexandre aux princes de Bavière, de Bade, de Wurtemberg, au sujet de l'octroi de Constitutions libérales.

À Tœplitz, les deux souverains d'Autriche et de Prusse se concertent en vue d'une action commune pour le « bien de leurs peuples ». À Carlsbad, le 7 août, le chancelier peut réunir une conférence purement allemande et la dominer ; des mesures sont prises contre la presse, contre les sociétés secrètes ; tous les princes allemands se déclarent solidaires pour une lutte contre l'esprit révolutionnaire. Mais quand, à Vienne, dans l'hiver de 1819-1820, Metternich essaie de profiter de l'inquiétude des princes pour modifier à son profit l'acte constitutif de la Confédération, il se heurte à l'opposition de ceux qu'il croit à sa merci comme au veto de l'Angleterre. La question de l'octroi de Constitutions particulières est si peu abandonnée que celle du Wurtemberg est promulguée, le 25 septembre.

Mais ce n'est pas en Allemagne qu'est le vrai péril révolutionnaire, qui, dès le début de 1820, semble renaître partout à la fois. Au 1<sup>er</sup> janvier, il éclate en Espagne, à l'appel de Riego, dans le corps expéditionnaire chargé

d'aller combattre le mouvement sud-américain. Il se manifeste, croit-on, en France par l'assassinat du duc de Berry, ultérieurement par la conspiration militaire du 18 août. En Angleterre, des mouvements populaires éclatent dans la capitale.

À Saint-Pétersbourg, le régiment de Semenovski se révolte. En Portugal enfin et en Italie, le gouvernement est directement menacé ; la régence portugaise comme le roi Ferdinand de Naples acceptent la constitution libérale de 1812, que les révoltés de Cadix ont déjà obligé Ferdinand VII d'adopter. C'est donc dans toute l'Europe un mouvement contre l'absolutisme ; Alexandre s'en émeut autant que Metternich et Louis XVIII, mais il hésite sur la manière de le calmer ; ses velléités libérales se réveillent ; de même qu'il avait désiré voir le roi de France octroyer une charte à ses sujets, de même conseille-t-il au roi de Naples d'agir ; Metternich, qu'il rencontre à Troppau au mois d'octobre 1820, avec les représentants de la France, de l'Angleterre et de la Prusse, a vite raison de ses scrupules. Il lui fait signer une circulaire où s'affirme le droit d'intervention « contre les États dont les changements politiques produits par la rébellion marchent hostilement contre le gouvernement légitime ».

**LE CONGRÈS DE LAYBACH.** — La conférence se transporte à Laybach, en janvier 1821. Le roi de Naples, convoqué, y dénonce toutes les concessions qu'il a faites à ses sujets révoltés et rentre dans son royaume escorté par les troupes autrichiennes, mandataires de l'Europe. L'Angleterre et la France ont fait des réserves, mais ont laissé Metternich imposer sa volonté tant à Naples qu'à



LA SAINTE-ALLIANCE (1815). — La Russie, la Prusse, l'Autriche, l'Espagne et la France présentent le livre de la Sainte-Alliance à la Religion, à la Justice et à la Paix. — Gravure allégorique de F.-A. David. — Bibl. Nat. Cl. Bulloz.



Turin, où une révolte entraîne l'abdication de Victor-Emmanuel I<sup>er</sup> et une intervention autrichienne qui se prolonge après le rétablissement de l'ordre.

L'année 1821 ne vit pourtant pas s'éteindre tous les troubles révolutionnaires. Aux foyers incandescents d'Espagne et d'Amérique se joignit en effet, à l'orient de l'Europe, un nouvel incendie, qui s'allait propager rapidement.

La révolte des Grecs contre le sultan vint jeter un nouveau trouble dans les chancelleries. Alors que, de Vienne, Metternich ne la considérait qu'en tant que révolution politique, Alexandre était ému de voir les chrétiens d'Orient, protégés naturels de la Russie, prétendre secouer le joug ottoman. Le 20 juillet, à la nouvelle des massacres de Constantinople, il rappela son ambassadeur Stroganov, et, se retournant vers la France, faisait à son représentant, La Ferrière, une offre d'alliance formelle : « C'est la Russie que la France doit avoir pour alliée... Ouvrez le compas depuis le Bosphore jusqu'à Gibraltar, et dès lors chacun trouve sa place et sa convenance. » A Paris, on reçut l'offre sans enthousiasme, on douta qu'elle fût sincère; de plus les convenances de la France ne se trouvaient pas dans la Méditerranée, mais sur le Rhin. On le fit comprendre à Saint-Petersbourg.

Cependant, si facile à convaincre, si changeant, « si enfant » même qu'il fût, au dire de Metternich, le tsar accepta que la question grecque fût discutée à Vienne. Conférence de pure forme, où Metternich amusa le tapis; Alexandre, ému de la retraite définitive du duc de Richelieu, satisfait des mesures conciliatrices annoncées à Constantinople, résolu à ne plus se séparer de l'Autriche et de la Prusse, disgracia Capo d'Istria dans le courant de l'été 1822 et s'apprêta à se rendre au nouveau rendez-vous donné par les souverains à Vérone pour le mois d'octobre.

**LE CONGRÈS DE VÉRONE. — L'EXPÉDITION D'ESPAGNE.** — Habilement, le chancelier autrichien avait mis au premier plan de la discussion la question toujours pendante de la révolution espagnole. Le nouveau gouvernement de Louis XVIII, ému des complots qui avaient éclaté durant les mois précédents à Belfort, à Toulon, à Saumur, à La Rochelle, ne voyait pas sans inquiétude l'insurrection se propager en Espagne. Villèle, cependant, demeurait hostile à toute intervention française dans la péninsule; Montmorency, ministre des Affaires étrangères, chargé par Louis XVIII de le représenter à Vérone, y était au contraire favorable; Chateaubriand, depuis quelques mois ambassadeur à Londres, avait obtenu la faveur d'accompagner son chef au congrès; il s'y remua fort, se glissa dans les bonnes grâces du tsar, évoqua les principes, de ce ton tout à la fois hautain et désabusé qui n'était pas sans rapport avec celui d'Alexandre.

Le 19 novembre, une déclaration commune fut signée, déterminant les cas où l'intervention serait nécessaire en Espagne; le congrès se terminait dans les derniers jours de 1822, sans que l'envoyé des Grecs, Metaxas, y eût été admis; les révoltés avaient, à Épidaure, proclamé leur indépendance; ils demandaient modestement la protection de l'Europe et un souverain pour les gouverner. Metternich obtint une nouvelle condamnation « du principe de la révolution, en quelque lieu et sous quelque forme qu'il se présentât ».

En France, le parti royaliste, fort du mandat qui venait d'être donné par l'Europe, poussait le roi et son gouvernement à intervenir au delà des Pyrénées; la dynastie, disait-on, devait montrer sa force, « royaliser » l'armée par une campagne qui occuperait utilement officiers et soldats, et ferait oublier les dernières défaites, celles de 1814 et de 1815, subies par l'« usurpateur ». Villèle résistait. Il avait obligé à la retraite Montmorency, qui s'était trop engagé, mais il avait dû subir la nomination de Chateaubriand, non moins fervent interventionniste (27 décembre 1822). Aussi un mois plus tard, le roi, dans le discours du trône, annonça-t-il qu'une armée de 100 000 hommes, sous le commandement du duc d'Angoulême, allait rétablir Ferdinand VII dans la plénitude de son pouvoir. A la Chambre, la gauche protesta en vain contre une inadmissible intervention dans les affaires intérieures d'un État voisin; Manuel ayant fait remarquer que Louis XVI paya de sa vie l'entrée des étrangers dans le royaume, la constatation de cette vérité déclencha un tel tumulte que l'orateur fut expulsé.

Cependant l'opinion publique se montra généralement satisfaite de cette démonstration de la force française; les royalistes firent remar-



PRISE DU FORT DU TROCADÉRO DE CADIX, par les troupes françaises (31 août 1823). — Le duc d'Angoulême, entouré de son état-major, assiste au départ des colonnes d'assaut. — Gravure de Lefèvre, d'après Delaroche.

quer que les armées du roi réussissent facilement là où avaient échoué les troupes impériales; on voulut prétendre que la prise du fort du Trocadéro sur les insurgés réfugiés à Cadix effaçait l'humiliation de la défaite de Waterloo. La victoire couronnait le drapeau blanc, comme elle avait consacré naguère le drapeau tricolore. Commencée le 1<sup>er</sup> avril 1823, la campagne était terminée le 1<sup>er</sup> octobre par la capitulation de Cadix et la libération de Ferdinand VII qui y était retenu par les Cortès.

Le duc d'Angoulême conseilla à son cousin d'asseoir son autorité sur la reconnaissance de son peuple, sur la clémence et la conciliation : Ferdinand VII, libéré des constitutionnels, inaugura, au contraire, une ère de vengeance et de réaction qui lui valut la désapprobation de Louis XVIII et d'Alexandre I<sup>er</sup>, ses libérateurs.

Le duc d'Angoulême fut reçu à Paris comme un triomphateur : des médailles furent frappées en son honneur; des poètes célébrèrent sa gloire. Mais il était modeste; il fut le seul à ne pas s'enorgueillir de la mission dont on l'avait chargé.

Comme il avait rompu toutes relations personnelles avec le maréchal Victor, ministre de la Guerre, Villèle éloigna ce dernier du gouvernement malgré les protestations des ultras et fit nommer à sa place le baron de Damas, croyant ainsi complaire au prince : celui-ci, apprenant la nouvelle, l'accueillit avec surprise, non sans émoi; pour la première fois le portefeuille de la Guerre était confié à un émigré, qui, durant la Révolution et l'Empire, avait porté les armes contre la France. Au demeurant, fort honnête homme, d'une grande bonté avec le soldat, mais membre fort dévôt de la Congrégation, Damas voulut servir la cause de la religion avec un zèle qui, quelquefois, se retourna contre elle.

**LA DISGRACE DE CHATEAUBRIAND.** — Chateaubriand fut certainement, de tous les ministres, le plus fier de l'intervention de la France en faveur de Ferdinand VII. « Ma guerre d'Espagne, le grand événement de ma vie, s'écrit-il dans les *Mémoires d'outre-tombe*, était une gigantesque entreprise... Enjamber d'un pas les Espagnes, réussir sur le même sol où, naguère, les armées d'un conquérant avaient eu des revers, faire en six mois ce qu'il n'avait pu faire en sept ans, qui aurait pu prétendre à ce prodige; c'est pourtant ce que j'ai fait. »

Ni Louis XVIII ni Villèle n'étaient hommes à supporter longtemps à leurs côtés un ministre qui faisait sonner aussi haut ses mérites. Le 6 juin 1824, le roi, prétextant un désaccord survenu entre Chateaubriand et le ministère au sujet de la conversion des rentes, renvoya brutalement celui de ses serviteurs qui voyait le plus loin et qui prétendait, tout en faisant à l'extérieur une grande politique, royaliser à l'intérieur la doctrine libérale, afin de rallier la grande masse de l'opinion publique à la monarchie.

Chateaubriand est le seul des ministres des Affaires étrangères de





L'OPPOSITION EN 1824. — Elle comptait, entre autres, Benjamin Constant, Casimir Périer, le général Foy, Émile de Girardin, Royer-Collard. — D'après une lithographie de Sohier. — B.bl. Nat. — CL. BULLOZ.

Louis XVIII qui ait ouvertement résisté à l'influence anglaise. Canning et les autres ministres de George III s'étaient prononcés, depuis 1821, contre toute intervention en Espagne, non seulement par principe, mais encore par crainte de voir la France, grâce à cette expédition, recouvrer quelque prestige en Europe. Chateaubriand avait deviné ce calcul et envisagé surtout l'expédition d'Espagne de ce point de vue. Ferdinand VII lui importait assez peu, mais il souhaitait pour son pays une politique d'action, dont la campagne de 1823 n'était à ses yeux que le prélude. Il avait, au congrès de Vérone, approché l'empereur Alexandre ; il s'était fait apprécier de lui, et il comptait voir renaître bientôt l'occasion que n'avait pas saisie le cabinet Richelieu en 1821. Il estimait que les Bourbons ne se maintiendraient en France qu'en dissociant en Europe la Sainte-Alliance, en y prenant une position telle que, favorisant la politique d'un des grands États, ils pussent, en compensation, obtenir en Belgique ou sur le Rhin les avantages auxquels, depuis 1814, les Français ne cessaient de penser.

Tout le prestige que la monarchie avait tiré, à l'intérieur, de la campagne d'Espagne, la jalousie de Villèle le lui faisait perdre en écartant Chateaubriand. La retraite puis l'opposition d'un tel homme devaient avoir de lourdes conséquences.

**LA FIN DU RÈGNE.** — Renonçant au système du renouvellement partiel, Villèle décida, dans les derniers jours de 1823, la dissolution de la Chambre, et projeta, si les résultats confirmaient son attente, de faire voter le principe du mandat législatif de sept ans. Chateaubriand ne s'était pas rallié volontiers à ces diverses mesures. Il craignait que la monarchie n'abusât de sa force. Les élections du 25 février 1824 amenèrent à la Chambre « retrouvée » une majorité de droite compacte. La gauche ne comptait plus que 19 membres, dont l'action devait être plus grande en dehors que leur influence au dedans du Palais-Bourbon.

Le projet de Villèle sur la conversion des rentes était, financièrement, fort habile, puisqu'il diminuait les charges du Trésor, mais il blessait les intérêts des rentiers, qui protestèrent avec violence contre une opération qu'ils considéraient presque comme un vol. Si le projet passa facilement à la Chambre, au Luxembourg l'hostilité sourde de Chateaubriand permit à l'opposition de faire adopter un amendement prorogeant le délai fixé pour l'opération. Villèle attendit deux mois pour proposer au roi de donner au baron de Damas, ministre de la Guerre, le portefeuille des Affaires étrangères. Le bénéficiaire de cette faveur reconnaît formellement, dans ses *Mémoires*, sa parfaite incompétence : « Si j'étais entré en connaissance de cause au ministère de la Guerre, écrit-il, je ne pouvais en dire autant des Affaires étrangères. » Mais sa souplesse, son incompétence même, donnaient à Villèle l'espoir de diriger lui-même la diplomatie royale. La nomination de Damas permettait au reste la nomination de Clermont-Tonnerre au ministère de la Guerre, de Chabrol à la Marine. Le duc de La Rochefoucauld-Doudeauville devenait, dans le même temps, ministre de la Maison du roi ; Sosthène de La Rochefoucauld, son fils, qui exerçait à la cour la plus irrésistible influence, obtint la direction des Beaux-Arts, tandis qu'un ministère des Affaires ecclésiastiques et des cultes était créé pour le grand maître de l'Université, M<sup>sr</sup> de Frayssinous. Petit à petit, le personnel cher au Pavillon de Marsan arrivait au pouvoir au moment où, la santé de Louis XVIII déclinant, la couronne allait passer sur la tête de son frère.

Impotent depuis plus de dix ans, ne quittant guère son fauteuil, Louis XVIII, bien qu'il eût conservé intactes ses facultés intellectuelles, avait perdu en grande partie son autorité depuis qu'il s'était séparé de Decazes. Il aimait peu le duc de Richelieu, il n'appréciait guère plus Villèle. Ses ministres ne trouvaient plus en lui le guide averti qu'il avait été durant la première partie du règne : « les destins avaient prononcé, » aux yeux de cet épicurien, par la main de Louvel : il lui semblait inutile de résister aux tendances qui poussaient les royalistes à lutter contre la Révolution ; il s'était laissé entraîner par le courant. Il s'éteignit doucement, après de longues souffrances supportées en un dédaigneux silence, le 16 septembre 1824.

#### IV. CHARLES X (1824-1830)

L'avènement de Charles X, contrairement à l'attente de quelques-uns, s'effectua dans le calme et presque dans la joie. Les premières mesures prises par le nouveau roi, la suppression de la censure, qui avait été rétablie un mois plus tôt dans la crainte d'une offensive de la presse à l'occasion du changement de règne, lui valurent les applaudissements des libéraux.

A la réunion des Chambres, le 22 décembre, Charles X loua le roi défunt d'avoir relevé le trône, de l'avoir « consolidé par des institutions qui, rapprochant et réunissant le passé et le présent, ont rendu à la France le repos et le bonheur ».

C'était confirmer la Charte, que l'opinion, prévenue, accusait le nouveau roi de vouloir détruire.

Cependant, les deux projets d'ordre financier déposés sur les bureaux des Chambres firent renaître l'inquiétude ; le premier n'était que la reproduction, heureusement amendée, de la conversion des rentes par un lent amortissement ; mais le second soulevait le gros problème, ajourné depuis dix ans, de l'indemnité à accorder aux émigrés pour leurs biens confisqués. Ce n'étaient pas seulement de nouvelles ressources à trouver — plus d'un milliard — et, en ce sens, la question était liée à celle de la conversion ; c'était encore une question politique et de principe fort délicate à résoudre.

**LA LOI DU SACRILÈGE ; L'INDEMNITÉ AUX ÉMIGRÉS.** — Comme si ce n'était pas assez de ces difficultés, le gouvernement présenta deux autres



CHARLES X (1824-1830). — Gravure de la Bibl. Nat. CL. BULLOZ.



projets qui soulevèrent aussitôt des polémiques violentes : l'un dispensait de l'autorisation législative l'établissement des communautés de femmes — une simple ordonnance royale devant dorénavant suffire — ; l'autre prévoyait la peine du parricide pour le crime nouveau, dit du sacrilège, commis sur les hosties consacrées : « attentats déicides, coupables de mort, » disait le gouvernement, « comme, dans les civilisations antiques, les crimes contre les dieux ». Une fois encore, la religion était introduite dans la politique ; elle devait y demeurer jusqu'à la chute des Bourbons.

Amendée par la Chambre des Pairs, la loi sur les congrégations maintint l'autorisation législative pour les ordres masculins ou féminins non encore constitués, mais déclara l'autorisation royale suffisante pour les nouveaux couvents d'ordres déjà reconnus.

La discussion de la loi sur les congrégations se poursuivit dans le calme. Il n'en fut pas de même pour la loi du sacrilège. Les libéraux l'attaquèrent en effet violemment, en se défendant d'ailleurs de tout sentiment hostile à la religion ; mais, devant les déclarations passionnées de Bonald, les protestations devaient éclater d'autant plus fortement que jamais la France intellectuelle n'avait été plus voltairienne, les œuvres du défenseur de la Barre ne s'étaient aussi rapidement épuisées. Chateaubriand évoqua la grande loi chrétienne du pardon, et, au Palais-Bourbon, Royer-Collard s'attacha à faire ressortir qu'il était illogique de vouloir imposer le dogme catholique comme une vérité légale, en un pays et en un temps qui n'admettaient plus le principe de la religion d'État. La loi fut cependant votée par les deux Chambres, mais on ne l'appliqua jamais quant à ses pénalités les plus graves.

La question de l'indemnité aux émigrés vint en discussion aussitôt après. Elle avait été longuement étudiée par une commission présidée par Martignac, lequel rapporta le projet et le défendit avec une hauteur de vues qui contribua à son adoption.

Quoique la Charte eût garanti la propriété des biens nationaux à leurs détenteurs, ceux-ci demeuraient inquiets. Les dépossédés, revenus en France, ne se résignaient pas volontiers à ce qu'ils considéraient comme une spoliation. Une compensation pécuniaire leur avait été

promise. Elle aurait le double résultat de mettre fin aux revendications des émigrés et de maintenir les acquéreurs dans leur possession ; mais allouer cette compensation, c'était reconnaître fondées en droit les réclamations des émigrés ; Martignac parla même de « grandes injustices qui doivent obtenir, avec le temps, de grandes réparations ». Il n'en fallait pas davantage pour ranimer des passions mal éteintes ; tout le problème moral de l'émigration était, à nouveau, posé. Le général Foy et Benjamin Constant défendirent l'œuvre de la Révolution et justifèrent ses excès par les menaces des émigrés ; ils soutinrent que si ces derniers obtenaient réparation du préjudice qu'ils avaient subi, il convenait de réparer aussi le tort fait aux soldats de la Révolution, brutalement réduits à la misère.

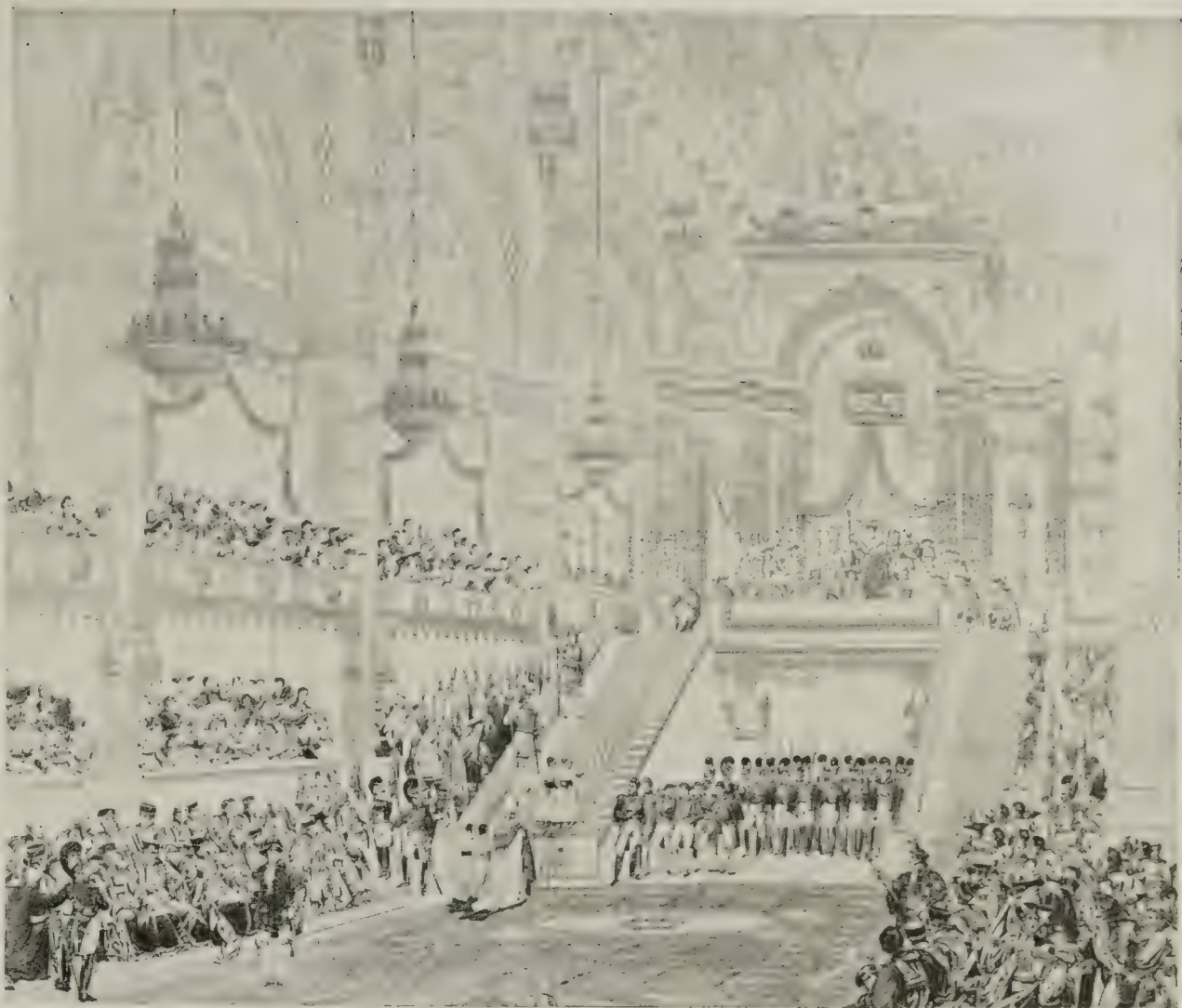
Villèle s'efforça de ramener le calme dans l'Assemblée, de tenir tête à la droite, qui prétendait poser en principe l'illégalité de la vente des biens nationaux. Il dut accepter plusieurs amendements, mais le projet fut, dans son ensemble, voté dans l'esprit où il avait été conçu. Une somme d'un milliard serait employée à indemniser les émigrés privés de leurs biens.

Les versements s'échelonnèrent lentement, grâce à un mécanisme financier assez ingénieux ; ils n'étaient pas encore terminés lorsque le changement de régime vint les suspendre. Aux termes d'une loi du 5 décembre 1814, encore appliquée, ceux des biens confisqués qui avaient été affectés, sous l'Empire, à des dotations militaires, font retour aux héritiers des anciens émigrés au fur et à mesure de l'extinction des dotations.

**LE SACRE.** — Le 29 mai 1825, Charles X se fit sacrer à Reims, conformément au cérémonial traditionnel, ressuscité intégralement pour la circonstance, comme si rien ne s'était passé depuis un demi-siècle. Malgré les strophes enflammées de Lamartine et de Victor Hugo, les pages enthousiastes des journaux royalistes, certains détails semblèrent par trop surannés, et l'on s'amusa à compter les personnages qu'on avait déjà vus, vingt ans plus tôt, au sacre de Napoléon.

Le roi, à son retour, dans un carrosse doré archaïque et pompeux, reçut un accueil réservé, tranchant nettement avec celui qui avait marqué son avènement.

Charles X en fut frappé, mais il ne fit rien pour regagner sa popularité compromise, bien au contraire.



SACRE DE CHARLES X DANS LA CATHÉDRALE DE REIMS (29 mai 1825). — Gravure de l'époque. — Bibl. Nat.

**ENTRÉE POMPEUSE DE S. M. CHARLES X, DE LA FAMILLE ROYALE,**  
Accompagné de toute la Cour, dans la Ville de Paris, à son retour de Reims, le six juin 1825.



ENTRÉE DE CHARLES X A PARIS (6 juin 1825). — Image populaire de l'époque. — Gravure de Garson. — Bibl. Nat.



LE DROIT D'AINESSE. — LA LOI SUR LA PRESSE. — LA QUESTION RELIGIEUSE. — Par un projet de loi rétablissant partiellement le droit d'ainesse, il s'attira les âpres critiques de la bourgeoisie, éprise d'égalité devant la loi ; par un nouveau projet sur la presse, il réveilla l'opposition de ses plus dangereux ennemis, les journalistes : il laissa surtout se ranimer la lutte contre l'Église par une suite d'imprudences qui le mirent dans la plus fausse des situations.

Le projet sur le rétablissement du droit d'ainesse dans les successions acquittant 300 francs d'impôt tendait à arrêter le morcellement des propriétés foncières ; vivement combattu par les pairs libéraux, par Molé, Barante, Pasquier, le duc de Broglie qui voulut y voir une « révolution contre la Révolution », il fut rejeté le 8 avril 1826 au Luxembourg, sans avoir passé au Palais-Bourbon.

Le projet sur la presse et les écrits périodiques exigeait une déclaration préalable des propriétaires et imprimeurs, le dépôt des feuilles publiques au ministère de l'Intérieur, non dans un but de conservation, mais pour la formalité du visa, qui pouvait être refusé ; il prévoyait en outre des amendes d'un taux élevé pour les outrages au roi et aux pouvoirs constitués.

L'Académie, Chateaubriand, Casimir Périer, protestèrent contre cette « loi vandale, violant tous les droits et ruinant tous les intérêts... loi de haine et de vengeance ». Peyronnet la défendit en la qualifiant de « loi de justice et d'amour ». Ce mot, involontairement humoristique, acheva de déconsidérer le projet voté par la Chambre et le gouvernement n'osa le soumettre aux pairs.

Depuis son avènement, Charles X multipliait les occasions de montrer son étroite alliance avec le clergé ; il assistait et entraînait à sa suite toute sa famille, y compris la branche d'Orléans, à des processions qui se déroulaient dans les rues de la capitale.

Les libéraux redoutaient surtout l'influence croissante de la « Congrégation ». Un vieux royaliste, ancien membre de la Constituante, le comte de Montlosier, signala la mainmise du clergé régulier sur l'administration, dans plusieurs « Mémoires à consulter » qui firent grand bruit et furent tirés à dix éditions ; il y dénonçait aux cours royales l'illégalre reconstitution de la société de Jésus. M<sup>gr</sup> de Frayssinous, à la Chambre, reconnut l'existence de la « Congrégation », mais se défendit d'en faire partie ; il reconnut que l'ordre des Jésuites s'était reformé en France, mais n'y dirigeait que sept séminaires sur cent ; il ajouta qu'une loi seule pourrait rendre la personnalité civile à la Société de Jésus, doctrine que confirmait la jurisprudence de la Cour de Paris par un arrêt du 18 août.

Dans toutes ces discussions, non seulement le ministère, mais aussi le roi, qui le soutenait ouvertement, perdaient une partie de leur autorité. On put s'en apercevoir le 29 avril 1827, à la revue de la garde nationale que Charles X voulut passer ce jour-là au Champ-de-Mars. Il y fut accueilli aux cris de : « Vive la Charte ! A bas les ministres ! A bas les Jésuites ! », poussés non seulement par la foule, mais par quelques légions de la garde, qui, rentrant à leur dépôt, crièrent : « A bas Villèle ! » sous les fenêtres du ministère des Finances.

Le soir même, sur l'avis conforme des ministres, — Chabrol, Frayssinous, Doudeauville exceptés — le roi prononçait la dissolution de la garde nationale (30 avril 1827) : grave mesure qui fut accueillie en silence, mais qui marquait pour la première fois une rupture avec la force bourgeoise organisée dont le comte d'Artois, dès 1814, avait cherché à gagner les sympathies en arborant l'uniforme de la garde, de préférence à tout autre, le jour de sa rentrée en France.

LA CHUTE DU MINISTÈRE VILLELE. — Villèle se raidit, ne se rendant pas compte que son impopularité pouvait compromettre la monarchie ; il attribuait aux seuls Parisiens des sentiments qui se firent jour de nouveau, au mois d'août, lors des obsèques de Manuel ; il considéra l'accueil très favorable fait à Charles X, lors de son voyage au camp de Saint-Omer, comme la preuve du loyalisme de la population. Il demanda la dissolution de la Chambre : curieux revirement d'un homme qui, trois ans plus tôt, avait exigé le vote de la loi de septennalité. Le 5 novembre, il fit signer simultanément quatre ordonnances quelque peu contradictoires : au mois de juin, il avait rétabli la censure ; en novembre, il la supprimait, alors qu'il ouvrait la période électorale et qu'il préparait un coup de force. Ce coup de force, il y préluda par une fournée de soixante-seize pairs, mesure renouvelée de Decazes et qui avait été, en son temps, furieusement attaquée par la droite. Le gouvernement n'avait pas d'autre moyen de reformer une majorité dans la Chambre haute.

Les élections brusquées eurent lieu du 12 au 24 novembre. Elles marquèrent la défaite définitive du ministère et le triomphe d'une coalition hétéroclite de l'extrême droite et des libéraux ; elles portèrent un coup sensible à l'autorité du roi, qui, dès avant son avènement, avait lié partie avec la droite et personnellement avec Villèle.

Celui-ci se retira, après avoir tenté un remaniement de son cabinet.

Malgré ses erreurs et ses faiblesses — car, tout en voyant le danger, il manqua d'énergie pour tenir tête à ceux qui le poussaient — Villèle avait fait grande figure d'administrateur ; son heureuse gestion des finances lui valut notamment l'admiration de ses successeurs.

LE MINISTÈRE MARTIGNAC (1828-1829). — Le 4 janvier 1828, le *Moniteur* publiait les nominations de Portalis à la Justice, de La Ferronnays aux Affaires étrangères, de Caux à l'administration de la Guerre, de Martignac à l'Intérieur, de Roy aux Finances ; de Saint-Cricq et M<sup>gr</sup> de Frayssinous demeuraient en place ; ce dernier toutefois ne conserva que la direction des Affaires ecclésiastiques, un ministère spécial de l'Instruction publique devant être ultérieurement créé en faveur de Vatimesnil. Aucun des ministres ne reçut le titre de président du conseil ; mais, à défaut du titre, les fonctions furent, en fait, exercées par Martignac, dont l'habileté et la modération d'esprit avaient été remarquées durant la précédente législature.

À côté de Roy, qui avait déjà géré les finances avec prudence et distinction ; à côté de Portalis, qui représentait les tendances de la gauche modérée et dont le nom seul était le symbole d'une réconciliation avec les hommes de l'Empire, le comte de La Ferronnays fut salué comme capable de diriger une diplomatie active et expérimentée. Ambassadeur à Saint-Petersbourg, il avait exercé sur l'esprit du tsar Alexandre et sur celui de son successeur Nicolas I<sup>er</sup> une heureuse influence ; sa connaissance des affaires et notamment de la question d'Orient, qui dominait alors toutes les autres, aurait pu permettre à la France d'exercer une autorité prépondérante dans les négociations en cours, si l'état de sa santé ne l'avait obligé à une promptre retraite. Charles X avait tenu volontairement à l'écart Chateaubriand, mais le nouveau gouvernement lui devait une compensation : ce fut l'ambassade de Rome, dont l'auteur du « Génie du Christianisme » se montra justement fier, et à laquelle il consacra dans ses « Mémoires » des pages si émouvantes en leur hautaine mélancolie.

Royer-Coillard, présenté en troisième ligne, fut nommé par le roi président de la Chambre.

Le ministère qui, par sa composition, constituait un essai de réconciliation des partis, ne satisfait complètement personne. La gauche restait méfiante ; l'extrême droite, mécontente d'avoir été tenue à l'écart.

Le mécontentement provoqué par le précédent cabinet continuait de se manifester avec une très vive irritation ; sa mise en accusation ne fut évitée que par la clôture de la session ; Chabrol et Frayssinous durent même se retirer. Hyde de Neuville, intime de Chateaubriand, devint ministre de la Marine, et M<sup>gr</sup> Feutrier, évêque de Beauvais, connu par ses déclarations gallicanes, ministre des Affaires ecclésiastiques.

L'ENSEIGNEMENT ECCLESIASTIQUE ET LE RÉGIME DE LA PRESSE. — M<sup>gr</sup> Feutrier eut aussitôt à prendre position, la question des Jésuites et de la légalité de leur enseignement ayant été posée avant la réunion des Chambres et mise en discussion dans une commission dont il était membre. Une ordonnance du 28 avril 1828 émancipa l'école primaire de la tutelle exclusive du clergé, à lui conférée par Corbière quatre ans plus tôt. Les deux ordonnances du 16 juin suivant relatives aux écoles secondaires eurent un plus grand retentissement ; la première replaçait effectivement sous le contrôle et le régime de l'Université les écoles qui ne se confinaient pas dans la préparation au sacerdoce ; l'enseignement y était interdit à toute personne qui n'affirmait pas, par écrit, ne pas appartenir à une Congrégation non autorisée. La seconde limitait à 20 000 le nombre des élèves à recevoir dans les écoles spécialement réservées à la formation des futurs clercs ; ils devaient être internes et porter l'habit ecclésiastique.

Devant de telles mesures, contresignées par un évêque, la droite s'émua, protesta, parla de persécution ; déjà sous Villèle, un missionnaire, prêchant dans la crypte de Sainte-Geneviève, se plaignait qu'on fût revenu au temps des Catacombes ; on évoquait maintenant le souvenir de Dioclétien et de Julien l'Apostat. De fait, plusieurs des plus célèbres collèges de Jésuites, notamment ceux de Saint-Acheul et de Bordeaux, furent contraints de fermer leurs portes. Le cardinal de Clermont-Tonnerre refusa de se conformer aux ordonnances ; Charles X, soutenant ses ministres, le blâma. Le père Ronsin, un des familiers de la cour, avait conseillé de « laisser passer l'orage ».

Un nouveau projet sur la presse, très différent de celui déposé par Villèle, souleva, par contre, l'opposition d'une partie de la gauche. Portalis et Martignac le défendirent avec autorité, montrant les progrès accomplis sur la législation précédente. Plusieurs membres de la gauche suivirent Benjamin Constant dans une critique qui permit au ministère de se constituer une majorité plus à droite. La censure facultative, l'autorisation préalable, les procès de tendance étaient



supprimés, mais le cautionnement, même réduit, continuait à faire de la presse un privilège de la fortune. Le projet fut adopté à la Chambre par une majorité de 150 voix, à la Chambre haute par 139 voix contre 71.

#### ECHEC DE LA POLITIQUE LIBÉRALE. —

Charles X avait laissé faire ses ministres sans paraître discuter leurs tendances politiques. Les ordonnances contre les écoles ecclésiastiques ne lui en avaient pas semblé moins pénibles, ni la loi sur la presse moins dangereuse. Mais il escomptait la prochaine rupture de la coalition qui soutenait Martignac; plusieurs élections complémentaires augmentant le succès de la gauche aideraient sans doute à ce résultat, ainsi que d'habiles avances faites par son entourage à l'extrême droite. Les voyages des princes et princesses de la famille royale, qui se succédèrent durant tout l'été, montrèrent que le prestige de la monarchie restait intact. Ceux de l'été précédent avaient poussé Villèle à la dissolution de la Chambre; ceux de 1828 encouragèrent le roi à combattre lui-même son ministère pour préparer l'avènement d'un gouvernement selon son cœur. La session de 1829, ouverte le 27 janvier, devait être consacrée à la discussion de deux lois réorganisant les conseils municipaux et les conseils généraux. Aux nominations faites par le pouvoir central, les projets déposés par Martignac substituaient les élections par les plus imposés, les maires et adjoints continuant d'être nommés par le gouvernement. La gauche blâma cette réserve; la droite critiqua le développement du système électif. Les doctrinaires exigeaient des modifications; Guizot, de plus en plus désireux d'entrer à la Chambre (il y réussit quelques mois plus tard), rédigea, au nom de Sébastiani, un plan d'organisation méthodique, que le roi obligea Martignac à repousser. Malgré le gouvernement, les conseils d'arrondissement furent supprimés par la Chambre, grâce à l'abstention de la droite; Charles X avait ainsi créé le conflit qui lui donna le prétexte de renvoyer ses ministres, ce qu'il fit, le 8 août, aussitôt que le budget eut été voté et la session parlementaire close.

La dernière tentative de gouvernement libéral avec le concours de la monarchie légitime avait échoué. Après Decazes, après le duc de Richelieu, le roi éloignait maintenant Martignac; il était bien résolu à entrer en lutte avec les doctrines issues de la Révolution, inconciliables avec l'idée qu'il se faisait de la royauté. « J'aimerais mieux être scieur de bois, disait-il, que de régner à la manière du roi d'Angleterre. » Quelque cinquante ans plus tard, son petit-fils, le comte de Chambord, refusait d'être « le roi couronné de la Révolution ».

**LE MINISTÈRE POLIGNAC (1829-1830).** — Le nouveau ministère épousait étroitement les idées que Charles X soutenait devant son entourage depuis 1815 : l'accord de la monarchie et de la Révolution étant impossible, il fallait faire table rase de l'inter règne, prendre l'œuvre au point où elle avait été interrompue, et construire un édifice au sommet duquel le roi serait replacé dans sa toute-puissance. Plusieurs théoriciens, comme Bonald, avaient développé cette thèse dans de doctes ouvrages; personne, le roi moins que tout autre, ne s'était soucié d'établir un plan d'exécution. Le prince de Polignac, qui était appelé à opérer ce redressement de la politique royale, n'en avait pas un instant envisagé l'ampleur et la difficulté. Emprisonné par Napoléon pour avoir pris part au complot de Cadoudal, il s'était confiné dans la plus stricte dévotion; dès 1818, il avait soutenu la nécessité de la contre-Révolution; initié par son ambassade à Londres aux grandes questions diplomatiques, il était en mesure de soutenir une politique étrangère énergique et féconde; mais sa conception gouvernementale se bornait à la résistance aux prétentions libérales.

Il avait réussi, en janvier 1829, alors que Martignac avait refusé de lui donner la succession de La Ferronnays, malade, à rapprocher du roi un des chefs de l'extrême droite, le comte de La Bourdonnais, mais Polignac aspirait à la première place. Charles X trancha le conflit en ne nommant pas de président du Conseil; il obtint, non sans peine, le concours de Courvoisier, de Chabrol, du baron d'Haussez, préfet de la Gironde, dont il fit un ministre de la Marine; il blessa les sentiments de l'armée en lui donnant pour chef Bourmont, qui avait abandonné son poste à la veille de Waterloo, mais qui devait racheter



MARTIGNAC (1778-1832).



POLIGNAC (1781-1847).

cette faute devant Alger; il rappela les fonctionnaires frappés par Martignac; il manifesta enfin, dès l'abord, les principes suivant lesquels il entendait gouverner.

Ni le duc ni même la duchesse d'Angoulême ne l'approuvèrent : « Ceci est une entreprise, déclara la duchesse, je ne les aime pas : elles ne nous ont jamais porté bonheur. »

La désapprobation de Chateaubriand fut éclatante; il abandonna son ambassade de Rome, encore qu'on le suppliât de n'en rien faire, et malgré le désir ardent qu'il avait de la conserver; Royer-Collard, président de la Chambre, fit entendre que le ministère n'y trouverait pas de majorité; le roi le savait, mais ne s'en inquiétait guère; il gagnait du temps. Dès le mois de novembre, La Bourdonnais se retira, ayant appris que la présidence du Conseil était promise à Polignac. Quelques ministres

prudents voulaient le remplacer à l'intérieur par Villèle, dont l'expérience pourrait être précieuse; Charles X donna ce poste, de première importance en raison de ses projets, à un novice, le comte de Montbel, qui manquait d'expérience autant que d'autorité; ultérieurement, il y appela Peyronnet, qui avait cependant donné la mesure de son imprudence.

Entre temps, l'opposition s'organisait et mesurait sa force dans le pays; La Fayette faisait dans l'Est un voyage que les feuilles libérales annonçaient comme triomphal, tandis qu'en Bretagne « une ligue de résistance refusait d'acquiescer les taxes illégales ».

Le nouveau ministère avait séparé la France libérale de la monarchie. Le *Journal des Débats*, ayant dénoncé ce divorce dans un article qui se terminait par les mots demeurés célèbres : « Malheureuse France ! Malheureux Roi ! », fut condamné en première instance pour outrage au souverain, mais acquitté par la Cour dans le même temps que le *Courrier français*, accusé d'avoir insulté la religion pour avoir « supposé le jour où les croyances chrétiennes seraient abolies ».

**L'ADRESSE DES 221 ET LA DISSOLUTION DE LA CHAMBRE.** — Dès le mois de janvier 1830, les journaux d'extrême droite conseillaient hautement la dissolution de la Chambre, la modification de la loi électorale, voire même la suppression du régime parlementaire. Polignac se défendait d'avoir un pareil plan et fixa même l'ouverture de la session au 2 mars. Le roi, dans le discours du trône, évoqua les libertés publiques, mais les plaça « sous la sauvegarde des droits de la couronne » : il ne doutait pas de l'appui des pairs et des députés pour accomplir l'œuvre nécessaire, mais il eut soin de faire entendre que, dans le cas contraire — qu'il ne voulait pas prévoir —, il saurait « surmonter les obstacles ». Imprudente menace que les pairs, dans leur Adresse, relevèrent indirectement en ces termes : « La France ne veut pas plus de l'anarchie que le roi ne veut du despotisme. » Quant aux députés, de nouveau présidés par Royer-Collard, ils discutèrent longtemps les termes de leur réponse; ils demandèrent « le concours permanent des vues du gouvernement avec les vœux du peuple » et, solennellement, déclarèrent : « Sire, notre loyauté, notre dévouement nous condamnent à vous dire que ce concours n'existe pas. » 221 députés votèrent l'adresse qui contenait ce paragraphe; 181 votèrent contre. Le ministère était condamné par la Chambre, dès la première explication qu'il avait avec elle.

Charles X était ainsi poussé vers la solution qu'il souhaitait; la Chambre fut prorogée jusqu'au mois de septembre, en attendant d'être dissoute. La dissolution, annoncée le 16 mars, fut suivie d'un remaniement ministériel. Courvoisier et Chabrol, qui auguraient mal de la lutte entreprise et refusaient de s'engager dans la politique des coups d'État, se retirèrent. Si Chantelauze accepta les Sceaux sans enthousiasme, Peyronnet prit avec joie le portefeuille de l'Intérieur : il était persuadé que ses agents assureraient la défaite des libéraux.

Mais à l'action gouvernementale s'opposait l'action de ceux qui sentaient la gravité de la situation. Réunis dans l'Association « Aide-toi, le ciel t'aidera », les 221 signataires de l'Adresse formaient un groupe compact, rejeté dans l'opposition et s'organisant. Armand Carrel, dans le *National*, menait la bataille avec une ardeur toute





LES SUISSES RUE DE ROHAN : épisode de la Révolution de 1830. — On distingue, à la tête du groupe des insurgés, un élève de l'École polytechnique. — D'après une lithographie de Lemerrier. — Bibl. Nat. Cl. GIRAUDON.

juvénile; le clergé, la Congrégation, la Compagnie de Jésus étaient encore une fois visés comme les inspirateurs du trône. Le roi intervint personnellement par une proclamation aux électeurs, engageant ainsi la couronne dans la bataille, espérant que la prise d'Alger accroîtrait le prestige du gouvernement et contribuerait à son succès. Tout à leurs préoccupations de parti, les électeurs de 1830 ne prêtèrent pas plus d'attention à cette victoire que ceux de 1827 ne s'étaient émus des coups de canon de Navarin.

Les élections, commencées le 23 juin, étaient terminées le 20 juillet; les 221 revinrent au nombre de 270; les royalistes fidèles au ministère n'étaient plus que 150. Les listes ministérielles circulèrent au lendemain de cet échec incontestable. Pourtant, il ne semble pas que Charles X ait un seul instant pensé à capituler. « Je ne monterai pas là, » disait-il en montrant la place Louis XVI. « Il monta à cheval » et, se fondant sur l'article 14 de la Charte, il décida de promulguer des ordonnances qui lui assureraient la victoire.

**LES ORDONNANCES ET LA RÉVOLUTION.** — Préparées sans doute depuis que la défaite électorale apparaissait comme certaine, les quatre ordonnances rédigées par Peyronnet parurent le 26 juillet : la première suspendait la liberté de la presse et rétablissait l'autorisation préalable; la seconde prononçait la dissolution de la Chambre des députés; la troisième revenait au système électoral instauré par la Charte, en l'entourant de précautions particulières; la quatrième fixait les élections au 6 septembre et la réunion des Chambres au 28.

Comme de toutes parts, notamment des cours étrangères, était venu au roi le conseil pressant de ne pas violer la Charte, les ordonnances avaient pris soin de viser cet acte solennel en plusieurs de ses articles : « La Charte, disait le roi avec quelque impatience au duc de Mortemart, j'y suis beaucoup plus attaché que ceux qui en parlent tant. » Et croyant rendre ainsi légale et constitutionnelle une résistance formelle aux volontés exprimées par le pays, Charles X, après avoir signé, s'en alla chasser à Rambouillet, tandis que Polignac et Peyronnet, aussi rassurés et aussi aveugles que lui, s'abstenaient de donner aucune consigne au ministère de la Guerre.

Surexcitée depuis qu'étaient connus les résultats électoraux, l'opinion parisienne salua les ordonnances comme un défi, comme une atteinte aux libertés publiques. Le tribunal civil de la Seine, présidé par de Belleyrne; le tribunal de commerce, présidé par Ganneron, les déclarèrent illégales et condamnèrent les imprimeurs du *Journal du Commerce* et du *Courrier français* à insérer la protestation des journalistes, qui avait été rédigée par Thiers dans les bureaux du *National* le jour même de la publication des ordonnances.

Le 27, soixante-trois députés réunis chez Casimir Périer signèrent une protestation analogue, tandis que des manifestations éclataient dans tous les quartiers de la capitale.

Le maréchal Marmont, improvisé commandant des forces militaires parisiennes, pouvait, avec ses quinze mille hommes, rétablir aisément l'ordre, s'il était soutenu avec énergie par le gouvernement et si l'armée restait fidèle. Or, Polignac et ses collègues ne s'attendaient pas à une résistance sérieuse; le préfet de police, Mangin, avait prédit que « Paris ne bougerait pas ». Pourtant, au matin du 28, des barricades s'élevaient un peu partout. Les troupes semblaient peu sûres; des soldats refusaient de tirer contre les gardes nationaux.

Marmont s'était engagé à garantir les Tuileries contre toute attaque; le 29, le palais des Tuileries était au pouvoir de l'insurrection, tandis que les députés les plus considérables de la majorité nommaient La Fayette commandant de la garde nationale et qu'à l'Hôtel de Ville une Commission municipale, faisant fonction de gouvernement provisoire, s'organisait avec Casimir Périer, Lafitte, Lobau, Schonen, André de Puyravau, faisait arborer le drapeau tricolore, déjà déployé la veille sur plusieurs points de la capitale, et recherchait la solution à intervenir.

**LA CANDIDATURE DU DUC D'ORLÉANS.** — Les insurgés sont républicains, et La Fayette, certain de se faire reconnaître pour leur chef, proclamerait la République, s'il ne sentait de la résistance de la part de Casimir Périer et de ses amis. La Fayette n'est pas l'homme des résolutions promptes ni des actes d'énergie; peut-être aussi est-il d'accord avec le *National* qui, le 30 au matin, fait afficher une proclamation, rédigée par Thiers. Ses signataires repoussent toute entente avec Charles X, écartent la République — qui « nous exposerait à d'affreuses divisions et nous brouillerait avec l'Europe » — et posent la candidature du duc d'Orléans, « prince dévoué à la Révolution, qui ne s'est jamais battu contre nous, qui était à Jemmapes, qui a porté au feu les couleurs tricolores, qui tiendra du peuple français sa couronne ».

Pendant ce temps, à Saint-Cloud, le roi et son entourage passent de la confiance absolue à la panique; aucun corps de troupes n'est prêt à secourir Marmont; la résistance s'effondre, faute de chef et de décision. Polignac conseille d'abord le retrait des ordonnances, puis la retraite du ministère. Le duc de Mortemart se voit confier le soin de former un nouveau cabinet, sans avoir d'ailleurs ni l'énergie, ni la popularité nécessaires. A Paris, il ne trouve aucun appui, même à la Chambre des pairs, où tout paraît perdu. Le duc d'Angoulême a donné l'ordre aux troupes d'évacuer Paris et quelques ministres parlent de se transporter à Tours pour y organiser la résistance. Charles X arrête d'un mot ces velléitaires. La nouvelle de l'appel adressé au duc d'Orléans produit une accalmie momentanée; car le duc hésite à accepter du gouvernement provisoire la lieutenance générale du royaume, quoiqu'il y soit poussé par sa sœur, Mme Adélaïde, en même temps que par Talleyrand, qui réapparaît dans la pénombre. Il rassure le duc de Mortemart sur sa fidélité au roi. Aussi quand La Fayette, à l'Hôtel de Ville, a fait proclamer Louis-Philippe d'Orléans comme lieutenant général; quand celui-ci, adoptant la cocarde tricolore, « qu'il a lui-même longtemps portée », déclare que « la Charte sera désormais une vérité » et qu'ainsi il relie le présent au passé, Charles X n'hésite pas à reconnaître son nouveau titre : il abdique entre ses mains, tant pour lui que pour le Dauphin, et il le charge de faire reconnaître le duc de Bordeaux, sous le nom de Henri V.

Louis-Philippe voudrait-il se conformer à la volonté des Chambres qu'il ne le pourrait sans doute pas. Dès que l'Assemblée élue en juin et dissoute par les Ordonnances s'est réunie à la date primitivement fixée (3 août), il apparaît que la rupture avec les Bourbons est définitive, que la Charte même doit être modifiée, qu'il convient d'instaurer un régime nouveau, basé sur la volonté populaire. Les pourparlers se poursuivent cinq jours durant entre les vainqueurs, tandis que Charles X prend, par Cherbourg, la route de l'exil.





BATAILLE DE NAVARIN.

La flotte anglo-franco-russe, commandée par l'amiral anglais Codrington, détruit, dans la baie de Navarin, le 20 octobre 1827, la flotte d'Ibrahim-pacha. — Peinture de L. Garneray. — Musée de Versailles. CL. GIRAUDON.







Le 9 août, la majorité des deux Assemblées, réunie au Palais-Bourbon, proclamait le chef de la branche cadette. La veille, à la Chambre des Pairs, Chateaubriand, « inutile Cassandre » depuis plus de cinq ans, avait été seul à saluer le passé, à ensevelir, dans son magnifique langage, la légitimité qui « n'est plus une religion, le vieux drapeau qui n'est pas sans gloire, mais qui pend le long du bâton qui le porte, parce qu'aucun souffle de vie ne le soulève ».

Louis XVIII, si attaché qu'il fût à la tradition monarchique, avait compris la nécessité du régime constitutionnel et l'obligation de respecter la Charte. Sévèrement jugé par ceux qui ne voyaient pas les changements profonds survenus dans l'état social de la France, il avait persisté néanmoins dans sa ligne de conduite, persuadé qu'un conflit entre le principe de la légitimité et le principe de la souveraineté nationale se terminerait au détriment de la monarchie restaurée. Il voyait juste ; son frère voulut le conflit et succomba.

Charles X avait été heureusement mieux inspiré dans sa politique extérieure en aidant à l'émancipation de la Grèce et en préparant la conquête de l'Algérie.

**LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE CHARLES X.** — La guerre d'Espagne avait été décidée malgré Villèle ; elle avait obéré le Trésor, renforcé les prétentions des ultras, mécontenté l'Angleterre. Quand le baron de Damas, ayant pris possession du ministère des Affaires étrangères, eut laissé le chef du gouvernement y exercer, sous son nom, la haute direction de notre politique extérieure, on s'aperçut vite que cette politique se modelait davantage sur celle du cabinet de Londres et que les conseils de Canning étaient plus écoutés que ceux du tsar Alexandre.

Dans la question de l'émancipation des colonies espagnoles et portugaises d'Amérique, pendante depuis dix ans, le gouvernement français se rangea à la thèse anglaise, sans aller toutefois aussi loin que Canning, qui reconnut les nouvelles Républiques au mois de janvier 1825.

En Portugal, Chateaubriand avait offert, par l'intermédiaire d'Hyde de Neuville, l'appui des armées françaises au roi Jean VI, menacé parla guerre civile et les Anglais. Damas rappela le représentant de la France à Lisbonne et rassura le cabinet anglais. A Saint-Domingue, il devenait impossible de se maintenir longtemps, sans une expédition onéreuse et inutile ; Villèle dut transiger, mais l'extrême droite blâma l'ordonnance d'avril 1825, qui reconnaissait l'indépendance de l'île moyennant la promesse d'une indemnité à verser aux anciens colons.

**L'ÉMANCIPATION DE LA GRÈCE. — LA RENCONTRE DE NAVARIN. — L'EXPÉDITION DE**



PRISE DE L'HOTEL DE VILLE (29 juillet 1830). — Des insurgés, protégés par les parapets de l'île de la Cité, font le coup de feu, tandis que d'autres franchissent le pont d'Arcole, qui était alors un pont suspendu. — D'après une lithographie de Delaporte. — Bibl. Nat.

**MORÉE.** — C'était à la question grecque que l'opinion publique, en France comme d'ailleurs en Angleterre et en Russie, s'intéressait alors le plus vivement.

Des comités philhellènes, créés dans les diverses capitales, avaient leur centre d'action à Genève, d'où le banquier Eynard envoyait en Morée des secours pécuniaires ; des volontaires de plus en plus nombreux répondaient à l'appel des chefs de l'insurrection. Lord Byron, à Missolonghi, après avoir, dans une langue enflammée, salué la résurrection de l'un des berceaux de la civilisation, trouva des émules dans le colonel Fabvier, dans le général Roche, qui entraînèrent avec eux d'anciens soldats de l'Empire et lancèrent la candidature au trône de Grèce d'un prince français, le duc de Nemours, idée que le gouvernement de Charles X ne soutint pas. Victor Hugo, Casimir Delavigne, Chateaubriand célébraient l'héroïsme des marins grecs et flétrissaient la cruauté des Turcs.

Les cabinets eux-mêmes s'émurent ; une flotte anglaise menaçait Ibrahim, fils du pacha d'Égypte, que le sultan avait chargé de défendre la Morée. Le tsar proposa la constitution de trois principautés autonomes et distinctes : les « trois tronçons ». Les Grecs protestèrent, mais la question était posée devant les chancelleries ; elle allait évoluer rapidement aussitôt qu'au versatile Alexandre, décédé en décembre 1825, eut succédé son frère Nicolas. En dépit des objections de Metternich, qui voulait que « ces révolutionnaires » fussent laissés à eux-mêmes, le nouveau tsar somma la Turquie d'exécuter les réformes promises en faveur des chrétiens de l'Empire. Canning, qui prévit aussitôt une intervention armée de la Russie, s'empressa d'offrir ses bons offices. Le protocole du 4 avril 1826 stipula l'accord des deux puissances pour obtenir de la Porte l'autonomie de la Grèce.

La France ne pouvait que s'associer à cette intervention. Canning la pria d'y participer ; mais il fut tacitement convenu qu'on agirait par voie diplomatique et qu'on s'efforcerait d'arrêter la Russie sur la pente d'une action militaire. C'est dans cet esprit que fut signé le traité de Londres du 6 juillet 1827, par lequel la France accédait à la convention de l'année précédente et déclarait vouloir imposer sa médiation aux Turcs pour obtenir la reconnaissance de l'autonomie hellénique. A Constantinople, on feignit de mépriser les menaces des cours alliées, qu'on croyait purement diplomatiques. Cependant, les flottes russe, anglaise et française croisaient sur les côtes grecques ; l'amiral de Rigny, sans que toutefois la guerre eût été déclarée à la Turquie, décida d'aborder la flotte d'Ibrahim, qui essuya, le 20 octobre, dans la rade de Navarin, une très grave défaite, les deux tiers de ses navires ayant été détruits.

Ce fut une explosion de joie à Paris et à Saint-Pétersbourg, tandis qu'à Londres, où Wellington avait



LES CUIRASSIERS DE LA GARDE ROYALE, engagés dans la rue Saint-Antoine pour rejoindre les troupes qui défendent l'Hôtel de Ville, sont obligés de battre en retraite sous la pluie des projectiles lancés par les habitants. — D'après une lithographie de Delaporte. — Bibl. Nat.





DÉPART POUR RAMBOUILLET (3 août 1830). — L'armée populaire, véritable cohue commandée par le général Pajol, se dirige vers le château de Rambouillet où s'est réfugié Charles X. — D'après une lithographie de Bellangé. — Bibl. Nat.

remplacé Canning, on qualifiait la rencontre « d'accident déplorable » et que Metternich la considérait comme une « épouvantable catastrophe » ; pressentant qu'elle allait fournir au tsar le prétexte cherché d'une guerre personnelle avec le sultan.

L'arrivée de La Ferronnays aux Affaires encouragea Nicolas à agir avec énergie. A la Conférence de Londres, la France se fit confier le mandat de pacifier la Morée et, tout aussitôt, le général Maison partit avec 15 000 hommes (octobre 1828). Mais le gouvernement de Charles X, s'inclinant devant l'opposition de l'Angleterre, rappela ses troupes d'occupation au bout de quelques mois.

La Ferronnays n'osait entreprendre la négociation que Chateaubriand conseillait depuis dix ans et que Polignac devait bientôt ébaucher ; l'année 1828 était propice pour négocier une alliance étroite avec la Russie, car la guerre des Balkans ne se déroulait pas aussi facilement que l'avait auguré le tsar. Lui promettre son appui, c'était être autorisé à lui demander des compensations ; le partage de l'Empire ottoman pouvait donner lieu à des attributions de territoire où chacun trouverait son compte : « Nous, nous voulons avoir la ligne du Rhin, de Strasbourg à Cologne, » écrivait Chateaubriand. La Ferronnays laissa passer l'heure ; quand Polignac voulut négocier à Saint-Pétersbourg, la paix d'Andrinople, signée le 4 septembre 1829, avait assuré le triomphe de la Russie et, sinon l'indépendance, du moins l'autonomie de la Grèce.

**LE « PROJET POLIGNAC ».** — Le « projet Polignac », rédigé dans les bureaux, par Bois-le-Comte, eût, il est vrai, exigé l'impossible consentement de toutes les puissances de l'Europe : le démembrement de la Turquie d'Europe permettrait à la Russie de s'emparer des principautés moldo-valaques ; à l'Autriche, de prendre la Serbie, la Bosnie, l'Herzégovine ; le roi de Hollande, transféré à Constantinople, gouvernerait la Grèce ressuscitée ; la France annexerait la rive gauche du Rhin et la Belgique ; la Saxe serait donnée à la Prusse et le roi de Saxe irait à Amsterdam. Quant à l'Angleterre, elle hériterait des colonies hollandaises.

Que d'utopies en un tel projet ! Arrêter Nicolas sur le chemin de Constantinople, qu'il convoite ; faire accepter respectivement à l'Angleterre et à la Prusse l'installation de la France à Anvers et à Cologne, moyennant des compensations que ces puissances jugeraient secondaires ; obliger des princes, héréditairement hollandais ou saxons, à s'établir dans de nouveaux pays ; disposer des peuples sans les consulter ! On peut se demander si Charles X et ses ministres, quelles que fussent leurs illusions, ont pu vraiment croire réalisable un si vaste plan.

**L'EXPÉDITION D'ALGER.** — Mais pour donner aux Français un peu de cette gloire militaire dont on les disait si avides et écarter leur pensée de la politique intérieure, le ministère Polignac

conçut un projet plus simple et qui devait être gros d'avantageuses conséquences. Il résolut, au mois de janvier 1830, de châtier le dey d'Alger, lequel depuis plus de dix ans refusait à la France les réparations et les assurances qu'elle réclamait relativement au système de piraterie qui mettait en péril la navigation européenne dans la Méditerranée. Dès 1815, la question des pirates barbaresques avait été posée ; une expédition franco-anglaise avait eu lieu en 1819 et le dey, menacé « d'une ligue générale de toutes les puissances de l'Europe qui pouvait mettre en danger l'existence des Régences », avait fait de vagues promesses.

Or, le 30 avril 1827, le consul de France, Deval, se présentant devant le dey, s'était vu admonester violemment sous un vain prétexte et finalement Hussein l'avait à trois reprises frappé du manche de son chasse-mouches. Le gouvernement Villèle avait mis le blocus devant Alger sans obtenir satisfaction. Le conflit s'était envenimé ; le 1<sup>er</sup> août 1829, comme le vaisseau amiral la *Provence* se préparait à quitter le port, après l'échec des nouvelles négociations conduites par l'amiral de La Bretonnière, il fut criblé de coups de canon tirés sans avertissement. Devant cette violation flagrante du droit des gens, la France ne pouvait que répondre par les armes.

Mais, sans parler des difficultés d'ordre militaire et naval qu'il y avait à vaincre pour organiser l'expédition, l'Angleterre adressa des remontrances au cabinet de Paris aussitôt qu'elle connut ses projets. Polignac et ses collègues décidèrent de passer outre ; sans doute s'étaient-ils assuré l'appui de Saint-Pétersbourg. Aux objections de l'ambassadeur anglais lord Stuart, le baron d'Haussez, ministre de la Marine, répondit, dans un langage très ferme, que la France vengeait une offense et que l'opposition de l'Angleterre ne l'empêcherait pas d'agir. Polignac ajoutait que, même si la France se considérait comme personnellement désintéressée dans cette affaire, elle ne pouvait néanmoins s'engager à ne pas substituer dans l'Afrique du Nord un état de choses plus favorable aux Européens. Comme, à Londres, lord Aberdeen insistait pour obtenir des garanties, laissant même entendre que la flotte anglaise pourrait bien appareiller pour Alger, l'ambassadeur, duc de Laval, répondit fièrement : « J'ignore ce que vous pouvez espérer de la générosité de la France, mais ce que je sais, c'est que vous n'obtiendrez jamais rien par les menaces. »

Le 13 juin, une armée de 40 000 hommes, commandée par le ministre de la Guerre, prenait place sur une flotte de 400 bâtiments de guerre et de transports, et débarquait sans difficulté sur la plage de Sidi-Ferruch ; le 28 juin, le fort l'Empereur capitulait et, le 5 juillet, Alger ouvrait ses portes, tandis que le dey et sa famille s'embarquaient pour Naples. En moins d'un mois, l'armée française avait pris possession de la capitale de la Régence et obtenu la soumission des chefs des territoires avoisinants, notamment du bey d'Oran. Quand la Révolution éclata à Paris, le gouvernement de Charles X se préoccupait de tirer parti de cette glorieuse conquête.

Par ailleurs, les hommes d'État de la Restauration, notamment Villèle, avaient procédé à la réorganisation administrative de nos colonies et s'étaient préoccupés de leur mise en valeur. A Madagascar, malgré l'ingérence des Anglais dans les affaires des Hovas, ils avaient fait valoir des droits déjà anciens.

**LA VIE ÉCONOMIQUE SOUS LA RESTAURATION.** — Les quinze années du gouvernement des Bourbons furent une ère d'activité féconde pour l'ensemble du pays. Si appauvrie qu'elle fût en hommes et en argent en 1814, la France se reconstitua vite ; la population s'accrut annuellement d'une moyenne de 200 000 âmes. La statistique de 1826 accuse une population de 31 850 000 habitants, dont 22 millions de ruraux.

La vie est relativement aisée dans les campagnes ; les salaires y sont fort minimes, mais on vit du sol. Par contre les ouvriers des villes, qui sont au nombre de 4 300 000 environ, vivent dans un état de privations proche de la misère.

La crise qui sévit, dans les dernières années de la Restauration, principalement sous l'influence de la politique douanière, eut même pour effet de diminuer les salaires, malgré un léger renchérissement de la vie : la durée du travail quotidien fut souvent portée à quatorze heures pour un salaire de 2 francs. Pourtant, il n'y eut aucun trouble social ; politiquement, l'influence des ouvriers est nulle, puisqu'ils n'ont pas le droit de vote ; socialement, la suppression des



corporations par la Constituante a eu pour effet de les isoler. Les premières sociétés de secours mutuels eurent spécialement pour but de les grouper, de leur venir en aide, mais la création de ces organismes communs les rapprocha et leur permit de discuter avec les patrons; tel fut bien le but où visaient les efforts de l'ouvrier « soyeux » Charnier, de Lyon, quand il créa la société du « Devoir mutuel » en 1827. Pour cette raison, le gouvernement se méfia de toutes les œuvres d'assistance et de prévoyance. D'autre part il poursuit le délit de « coalition ».

Aussi les grèves sont-elles rares, et toujours très partielles; mais la disparition de l'industrie domestique et les progrès du machinisme vont avoir pour conséquence l'agglomération des travailleurs dans les centres manufacturiers et la transformation de leur état d'esprit.

Le gouvernement de la Restauration s'était trouvé, dès son avènement, en présence d'une crise industrielle et commerciale provoquée par la brusque cessation des hostilités. Habituee par vingt-cinq ans de guerre à se suffire à elle-même, la France se voyait tout à coup envahie par les produits étrangers, notamment par les produits anglais: des droits furent établis à l'importation; on les jugea insuffisants, et les industriels de la métallurgie obtinrent, dès le mois de décembre 1814, un tarif protecteur qui fut plusieurs fois modifié dans la suite. Puis, sous la pression des agriculteurs, la politique protectionniste, d'abord hésitante, ne tarda pas à se généraliser. La loi du 16 juillet 1819 organisa le système de l'« échelle mobile », destinée à protéger les producteurs de blé contre la concurrence étrangère, tout en évitant de fermer la frontière aux blés exotiques, dont l'importation pouvait être utile pendant certaines années déficitaires; les droits variaient donc selon les cours. La généralisation du système entraîna le gouvernement à protéger la marine marchande en interdisant le cabotage aux navires étrangers, en créant les surtaxes de pavillon et les surtaxes d'entrepôts, en réservant au marché français les produits et le commerce des colonies, celles-ci ne devant s'approvisionner que des produits métropolitains. Elles obtinrent d'ailleurs des tarifs protecteurs par la loi du 28 avril 1816.

L'agiotage fait son apparition dans la vie sociale. Balzac donne une place considérable à Nucingen et à ses émules; mais les spéculations de ces manieurs d'argent nous semblent aujourd'hui bien minimes: en 1830, trente-huit valeurs seulement sont inscrites à la cote de la Bourse de Paris; seules les rentes font l'objet d'un trafic constant, mais d'autant plus limité qu'elles sont encore nominatives. A cette époque remontent aussi les premières sociétés par actions, les entreprises d'assurances contre l'incendie ou contre les risques de mer, les sociétés de navigation, les sociétés pour la construction des canaux.

En dehors de la Banque de France, trois établissements, créés à Bordeaux, à Rouen et à Nantes, sont autorisés à émettre des billets; ils facilitent le commerce extérieur, qui exige des avances et des mouvements de fonds importants.

## BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GÉNÉRAUX. — BROWNING (Oscar), *History of the modern world, 1815-1910* (Londres, 1910, 2 vol.). — BULLE (C.), *Geschichte der neuesten Zeit, 1815-1885* (Berlin, 1888, 4 vol.). — FLATHE (F.), *Das Zeitalter der Restauration* (Stuttgart, 1883). — HAZEN (C. D.), *Europe since 1815* (Londres, 1910). — LESUR, *Annuaire historique* (depuis 1818). — SEIGNOBOS (Ch.), *Histoire politique de l'Europe contemporaine* (5<sup>e</sup> éd., 1925). — STERN (Alfred), *Geschichte Europa seit den Verträgen von 1815* (2 vol. jusqu'à 1830 [Berlin, 1894]).



LE BOULEVARD MONTMARTRE EN 1830. — Le théâtre des Variétés et, à droite, un « panorama » qui donne en spectacle le combat de Navarin. — Gravure de l'époque. — Bibl. Nat.

## FRANCE

DARESTE DE LA CHAVANNE, *Histoire de la Restauration* (1879, 2 vol.). — DAUDET (Ernest), *Histoire de la Restauration* (1882). — LA GORCE (P. de), *La Restauration, Louis XVIII* (1926). — LAVISSE, *Histoire de France contemporaine*, t. IV, par Charlety (1921). — VAULABELLE, *Histoire des deux Restaurations* (3<sup>e</sup> éd., 1857, 8 vol.). — VIEL-CASTEL, *Histoire de la Restauration* (1860-1878, 20 vol.). — MAVIDAL et LAURENT, *Archives parlementaires* (2<sup>e</sup> série, tomes XIV à LXI). — DUVERGIER DE HAURANNE, *Histoire du gouvernement parlementaire* (1857). — MICHON, *Le Gouvernement parlementaire sous la Restauration* (1905). — PELLET (Marc), *Napoléon à l'île d'Elbe* (1888). — BEUGNOT, *Mémoires* (1866). — COCUAUD, *Le Retour de l'île d'Elbe* (1910). — CONSTANT (Benjamin), *Mémoires sur les Cent-jours* (1822, 2 vol.). — LE GALLO (E.), *Les Cent-jours* (1924). — ROMBERG et MALET, *Louis XVIII et les Cent-jours à Gand* (1898, 2 vol.). — STENGER (Gilbert), *Le Retour de l'Empereur, 1815* (1910). — HENRI HOUSSAYE, *1815* (1898, 3 vol.). — Voir ci-dessous pour l'histoire du congrès de Vienne.

BARANTE, *Vie politique de Royer-Collard* (1861, 2 vol.). — BARDOUX, *La Bourgeoisie française* (1886, 2 vol.). — BONNAL (Ed.), *Manuel et son temps* (1877). — CISTERNES (R. de), *Le Duc de Richelieu* (1898). — CROUSAZ-CRÉTET, *Le Duc de Richelieu en Russie et en France* (1897). — DAUDET (Ernest), *Louis XVIII et le duc Decazes* (1899); — *La Terreur blanche* (1876); — *Le Ministère de M. de Martignac* (1875). — GASCHET (R.), *Paul-Louis Courier et la Restauration* (1913). — GUICHEN (v<sup>te</sup> de), *Le Duc d'Angoulême* (1909). — GUILLON (E.), *Les Complots militaires sous la Restauration* (1895). — SIMON (Pierre), *L'Etablissement de la Charte* (1907). — THUREAU-DANGIN (P.), *Le Parti libéral sous la Restauration* (1888). — TURQUAN (J.), *La Dernière Dauphine; Madame, duchesse d'Angoulême* (1909). — WEILL (Georges), *La France sous la monarchie constitutionnelle* (1912); — *Histoire du parti républicain en France de 1814 à 1870* (1900); — *Histoire de l'idée laïque en France au XIX<sup>e</sup> siècle* (1925); — *Un précurseur du socialisme, Saint-Simon* (1894); — *L'Ecole saint-simonienne* (1896). — WELSCHINGER (Henri), *Le Maréchal Ney* (1893).

BARDOUX (A.), *Le Comte de Montlosier et le gallicanisme* (1881). — BURNICHON (le P.), *La Compagnie de Jésus en France, 1814-1914*, t. 1, jusqu'en 1830 (1914). — DEBIDOUR, *Histoire des rapports des Eglises et de l'État en France de 1789 à 1870* (1898). — GARNIER (Ch.-Adr.), *Frayssinous, son rôle dans l'Université sous la Restauration* (1925).

GEOFFROY DE GRANDMAISON (Ch.), *La Congrégation* (1889). — GUICHEN (v<sup>te</sup> de), *La France morale et religieuse au début de la Restauration* (1911).

CALMON, *Histoire parlementaire des finances de la Restauration* (1868-1870, 2 vol.). — BOURGIN (Georges et Hubert), *Les Patrons, les ouvriers et l'État; le régime de l'industrie en France de 1814 à 1830*, t. 1 (1912). — ROMEUF (L. de), *La Crise agricole sous la Restauration* (1902).

APPONYI (comte), *Journal*, publ. par Ernest Daudet (t. I-IV, 1913-1926). — BARANTE, *Souvenirs* (1890, 5 vol.). — BOIGNE (comtesse de), *Souvenirs* (2<sup>e</sup> éd., 1907-1909, 4 vol.). — BROGLIE (duc de), *Souvenirs, 1815-1870* (1886, 4 vol.). — CARNÉ, *Souvenirs de ma jeunesse* (1872). — CHATELAIN-BRIAND, *Mémoires d'outre-tombe* (1849-1850, 12 vol., Nouv. éd., par Edmond Biré, 1898-1900). — *Correspondance générale*, publ. par Louis Thomas (1912, et années suiv.); — *De Buonaparte et des Bourbons* (1814); — *De la monarchie selon la Charte* (1816); — *Mélanges de politique* (1816).



LES MOYENS DE TRANSPORT SOUS LA RESTAURATION. — Diligence Laffitte et Caillard conforme à l'ordonnance du 16 juillet 1828. — D'après une lithographie de Villain. — Bibl. Nat. Cl. LEMARI.



FERRAND (c<sup>te</sup>), *Mémoires* (1897). — GONTAUT-BIRON (duchesse de), *Mémoires*, 1773-1836 (1892). — GUIZOT, *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps* (1858-1867, 8 vol.). — *Histoire parlementaire de la France* (1863, 5 vol.). — HAUSSEZ (baron d'), *Mémoires* (1896-1897, 2 vol.). — HYDE DE NEUVILLE, *Mémoires et souvenirs* (1888-1892, 3 vol.). — NOAILLES (marquis de), *Le Comte Molé. Sa vie et ses mémoires* (1922-1924, 3 vol.). — PASQUIER, *Mémoires* (1893-1894, 6 vol.). — SERRE (de), *Correspondance* (1876-1877, 6 vol.). — TALLEYRAND, *Mémoires*, publ. par le duc de Broglie (1891-1892, 5 vol.). — VITROLLES, *Mémoires et relations politiques* (1883). — VILLÈLE, *Mémoires et correspondance* (1887).

### HISTOIRE DIPLOMATIQUE

BOURGEOIS, *Manuel historique de politique étrangère*, t. II (6<sup>e</sup> éd., 1920). — DEBIDOUR (A.), *Histoire diplomatique de l'Europe depuis l'ouverture du congrès de Vienne jusqu'à la clôture du congrès de Berlin* (1891, 2 vol.). — PHILIPS (N. A.), *The Confederation of Europe, 1813-1823* (Londres, 1914). — RAIN (Pierre), *L'Europe et la Restauration des Bourbons, 1814-1818* (1908). — WARD, *The Period of congresses* (Londres, 1919, 3 vol.).

ANGEBOURG, *Le Congrès de Vienne et les traités de 1815* (1864, 4 vol.). — BIGNON, *Les Cabinets et les peuples depuis 1815* (3<sup>e</sup> éd., 1823). — FLASSAN, *Histoire du congrès de Vienne* (1829). — JAUCOURT, *Correspondance avec le prince de Talleyrand pendant le congrès de Vienne* (1905). — KLUBER (J. L.), *Actes du congrès de Vienne* (Erlangen, 1815-1835, 9 vol.). — METTERNICH, *Mémoires, documents et écrits divers*, publ. par son fils (1880-1884, 8 vol.). — SOREL (Albert), *Le Traité de Paris du 20 novembre 1815* (1873). — WEIL (commandant), *Les Dessous du congrès de Vienne* (1919). — *Correspondance inédite du prince de Talleyrand et de Louis XVIII pendant le congrès de Vienne*, publ. par G. Pallain (1881). — BIANCHI, *Storia documentata della diplomazia europea in Italia* (Turin, 1865-1872, 8 vol.). — BIGNON (L.-P.-E.), *Du congrès de Troppau* (1821). — CHATEAUBRIAND, *Le Congrès de Vérone* (1838, 2 vol.). — CONSALVI (cardinal), *Correspondance avec le prince Cl. de Metternich, 1815-1823*, publ. par Ch. von Duern (Bruxelles, 1899). — DAUDET (Ernest), *L'Ambassade du duc Decazes en Angleterre, 1820-1821* (1910). — GENTZ (Fr. de), *Dépêches inédites aux hospodars de Valachie pour servir à l'histoire de la politique européenne, 1813-1828*, publ. par Prokesch Osten (1876-1877, 3 vol.). — MÜHLENBECK (E.), *Étude sur les origines de la Sainte-Alliance* (1887). — POZZO DI BORGIO, *Correspondance diplomatique du comte Pozzo di Borgo et du comte de Nesselrode* (1831). — *Correspondance du duc de Richelieu pendant le congrès d'Aix-la-Chapelle*, publ. par R. de Cisternes (1897).

GAFFAREL (Paul), *La Politique coloniale de la France de 1789 à 1830* (1908). — SCHEFER (Chr.), *La France moderne et le problème colonial* (t. I, 1907). — LE MARCHAND (J.), *L'Europe et la conquête d'Alger* (1913). — WURM, *Diplomatische Geschichte der orientalischen Frage* (Leipzig, 1858). — DRIAULT (Ed.), *Histoire diplomatique de la Grèce de 1821 à nos jours* (t. I, 1925).

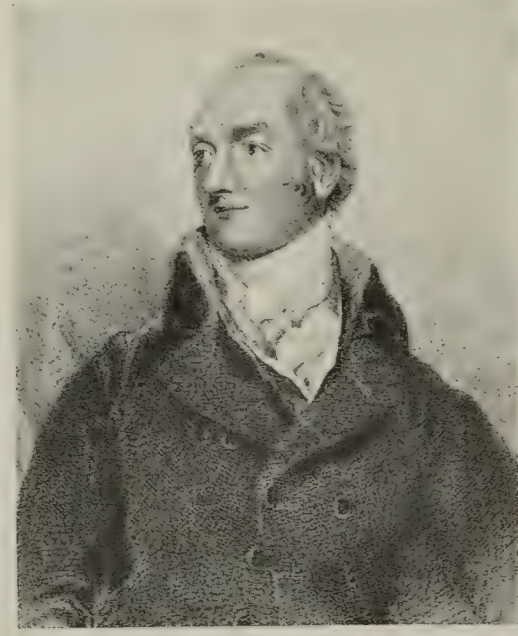


CASTLEREAGH (marquis de Londonderry) [1769-1822]. — Bibl. Nat.

à 5 millions de £, ce qui constituait déjà un effort fiscal considérable. En 1818, la Banque d'Angleterre reprit ses paiements en or.

Mais cet effort n'était pas sans troubler l'équilibre économique; l'importation des produits continentaux avait déjà provoqué de telles protestations de la part des producteurs que, dès 1814, un droit de 80 shillings avait été imposé sur les blés de provenance étrangère. A l'encontre de ce qui se passait alors en France, cette politique protectionniste n'allait pas sans soulever le mécontentement. La démobilisation de la plus grande partie de l'armée, l'arrêt d'un certain nombre d'industries causaient une misère angoissante dans les villes et même dans les campagnes. Les masses ouvrières en rendaient responsable le gouvernement tory de lord Liverpool, dirigé en fait par Castlereagh, leader de la Chambre des communes, par le lord-chancelier Eldon, par le chancelier de l'Échiquier Wansittart, et qui avait d'abord bénéficié de la popularité due à la victoire. Les libéraux faisaient au Parlement une opposition peu dangereuse; mais, dans le pays et dans la presse, les radicaux entretenaient une agitation dont le gouvernement dut s'émouvoir.

En 1817, des troubles, vite réprimés, éclataient à Londres; l'année suivante, à Manchester, s'organisait un vaste mouvement de pétitionnement, qui ne put être arrêté que par les troupes, à coups de fusil (16 août 1819). L'effet produit fut considérable de part et d'autre. Si le gouvernement se rassurait, croyant avoir arrêté l'agitation, les



CANNING (George) [1770-1827]. — Gravure de Fry. — Bibl. Nat.

chefs radicaux Burdett, Hunt, parcouraient le royaume et faisaient adresser au prince régent de longues listes de protestation. Hunt, un instant arrêté, fit une entrée triomphale à Londres au milieu de trois cent mille manifestants; on demanda le suffrage universel, le partage des terres, l'abolition de la propriété individuelle; Burdett menaça le roi du sort de Jacques II. A la fin de l'année, les meetings se multipliaient et gagnaient l'Ecosse. L'*habeas corpus* ayant été rétabli au lendemain de la guerre, les mesures prises à Manchester constituaient une violation flagrante des droits du citoyen.

Le gouvernement convoqua le Parlement en session extraordinaire, renforça l'armée de dix mille hommes et fit voter « six acts », ayant pour objet d'interdire les réunions ayant un but d'entraînement ou d'exercices militaires; de prohiber le port et la possession d'armes « dangereuses pour la paix publique »; de limiter le droit de réunion et la liberté de la presse. La susceptibilité politique du peuple anglais était telle que les libéraux, sans se laisser arrêter par la crainte d'un mouvement révolutionnaire, combattirent violemment les « six acts », dont plusieurs amendements restreignirent la portée. Canning, quoique membre du cabinet, déclara regrettables, mais très provisoires, les mesures qu'on était obligé de prendre. La « peur de la révolution » les légitimait aux yeux des tories, mais elle incitait les libéraux à dénoncer les bourgs pourris et à réclamer la réforme parlementaire.

C'est au milieu de cette période troublée que mourut à Londres le vieux roi George III, le 29 janvier 1820. Son fils, George IV, régent depuis que l'état mental du souverain avait été reconnu incurable, en 1811, continua sa confiance à ceux qui étaient déjà ses ministres. Il n'avait jamais été populaire; son avènement augmenta le discrédit dont ses folies et son cynisme l'avaient frappé. Séparé de sa femme depuis de longues années, il lui interdit de repaître sur le territoire britannique. La reine Caroline en appela à l'opinion, mais le roi introduisit devant la Chambre des lords un bill tendant à prononcer le divorce du couple royal; ce procès, dont le souverain lui-même s'attacha comme à plaisir à aggraver le scandale, produisit dans le pays une agitation des plus vives. Le bill ayant passé à une très faible majorité et son échec devant les Communes ne faisant aucun doute, lord Liverpool le fit « renvoyer à six mois », ce qui équivalait à l'abandon du projet. L'année suivante, Caroline voulut participer à la cérémonie du couronnement, malgré la volonté du roi; mais, si la foule lui resta fidèle, il n'en fut pas de même des privilégiés qui

## V. L'ÉVOLUTION INTÉRIEURE DES ÉTATS EUROPÉENS (1815-1830)

### Angleterre.

Au lendemain de la victoire de la coalition contre Napoléon, la situation de l'Angleterre en Europe était prédominante; elle n'en était pas moins financièrement, économiquement, socialement même, difficile.

Banquier de la coalition, le gouvernement britannique ne poursuivit pas le recouvrement des dettes interalliées. Il passa avec la Russie, l'Autriche, la Prusse, des conventions qui équivalaient à une annulation de ces dettes, considérant sans doute que la contribution financière qu'il avait donnée, si considérable qu'elle fût, était peu de chose en comparaison des pertes en hommes subies par ses alliés en plus grande proportion que par elle-même.

Le service de la dette formait les deux tiers des dépenses publiques; aussi, quelque sérieux que fût l'effort de compression, le budget demeurait difficile à équilibrer. Dès le rétablissement de la paix, le Parlement avait exigé la suppression de l'*income tax* et de l'impôt de guerre sur le malt, malgré l'opposition du cabinet, creusant ainsi un trou de 10 millions de livres.

On le combla, partiellement, par des impôts indirects, des relèvements de droits de douane sur les produits exotiques; on diminua surtout, à partir de 1819, le fonds d'amortissement en le limitant





GEORGE IV, ROI D'ANGLETERRE.

Peinture de Lawrence. — Musée du Vatican, Rome. CL. ANDERSON







entouraient Westminster, et elle ne put franchir les portes de l'abbaye. Elle mourut peu après, recommandant qu'on transportât son corps en Allemagne et composant elle-même son épitaphe : « Ci-gît Caroline-Amélie-Elisabeth de Brunswick, reine outragée d'Angleterre. »

Dans tout autre pays, le prestige de la couronne eût été atteint; George IV sut si bien maintenir la royauté, pendant les dix ans de son règne, au-dessus des graves questions qui se débattaient au sein et en dehors du Parlement, qu'à sa mort le trône de la dynastie hanovrienne se trouvait plus solide qu'il avait jamais été.

A partir de 1820, grâce à de belles récoltes, la misère diminua quelque peu, et la crise sociale perdit de son acuité. Mais le gouvernement tory eut à faire face à d'autres difficultés non moins graves : le problème irlandais et les questions extérieures, qui lui attirèrent les attaques des whigs et divisèrent même le cabinet. Robert Peel, arrivé tout jeune encore au ministère de l'Intérieur au début de 1822, passait pour plus libéral que les anciens tories; mais il avait été gouverneur de l'Irlande et il continuait à ne concevoir vis-à-vis de l'île sœur que l'emploi de la manière forte. Castlereagh, au contraire, poussait à la conciliation. Pourtant, l'émancipation des catholiques, qui avait trouvé en George III un impitoyable adversaire, était tacitement acceptée par de nombreux hommes d'État des deux partis; en 1817, une loi les avait déclarés accessibles à tous les grades de l'armée et de la marine; en 1819, une motion favorable à leur émancipation n'avait été rejetée qu'à deux voix de majorité. George IV, qui passait, à tort d'ailleurs, pour acquis à leurs revendications, fut acclamé au cours d'un voyage en Irlande. En 1821, la Chambre des communes avait voté un bill ouvrant aux catholiques toutes les fonctions, sauf celles de lord chancelier et de lord lieutenant d'Irlande; les lords le repoussèrent. Leur opposition paraissait devoir être de courte durée. Peel, cependant, trouva le moyen d'ajourner la reprise des débats.

Le 12 août 1822, Castlereagh, en proie depuis quelques mois à une crise de neurasthénie — on disait alors le « mal anglais » —, se coupa la gorge d'un coup de canif. Canning avait dû se retirer à l'avènement de George IV : il regagna la faveur du roi et prétendit à la succession de son rival; il l'obtint, avec l'appui de Wellington et de Robert Peel, qui espéraient, grâce à lui, raffermir leur autorité dans l'opinion. Canning, après sa disgrâce, était venu à Paris, où il s'était lié avec des personnalités dont les idées avaient si bien influé sur les siennes que son retour au pouvoir fut salué, tant en Angleterre que sur le continent, comme le signe d'une évolution libérale. Plus audacieux que Castlereagh, Canning ne craignit pas d'afficher son désaccord avec les puissances absolutistes; il fut sur le point de rompre avec la France les relations diplomatiques lors de l'expédition d'Espagne, et il prépara une riposte depuis longtemps réclamée par le commerce anglais; il reconnut les nouvelles Républiques de l'Amérique du Sud, ne laissant plus à Ferdinand VII le moindre espoir d'y rétablir son autorité (décembre 1824).

L'année suivante, il envoya Wellington saluer le nouveau tsar. Il avait compris la nécessité de retenir la Russie sur la voie de l'intervention armée en Turquie; il préféra s'accorder avec Nicolas I<sup>er</sup> sur le principe de l'émancipation grecque, faisant ainsi bénéficier son pays d'une politique populaire dans toute l'Europe et espérant rattacher la péninsule émancipée à l'influence britannique dans la Méditerranée. En même temps, il prépara l'abolition de l'esclavage aux Antilles, en limitant les droits des colons sur les noirs.

A l'intérieur, son ami Huskinson, président du Board of Trade, d'accord avec Robinson, chancelier de l'Échiquier, abaissa certains droits de douane et tempéra la rigueur de l'acte de navigation. La loi sur les coalitions fut abolie en 1824; aussitôt se produisit en faveur des *Trade-Unions* un mouvement qui allait donner à la classe ouvrière, en quelques années, une grande puissance corporative et politique.

Lord Liverpool, paralysé, abandonna les affaires en février 1827 et Canning fut nommé premier ministre; mais cette fois, les vieux tories, Wellington en tête, se retirèrent du cabinet. Sans doute, la décomposition du parti tory était-elle due à la question irlandaise autant qu'au caractère autoritaire de Canning; les élections de 1826 avaient rendu aux partisans du *statu quo* une légère majorité, dont Peel et ses amis entendaient se prévaloir. De fait, Canning n'eut pas le loisir de



ROBERT PEEL (1788-1850). — Gravure d'après Lawrence. — Bibl. Nat.

résoudre le problème irlandais. Il avait pu, du moins, attacher son nom à la signature du traité de Londres qui assurait à la Grèce son autonomie (6 juillet 1827), lorsque, un mois plus tard, il mourut presque subitement (8 août). Son ami Robinson, devenu lord Goderich, ne le remplaça que pendant quelques mois : il n'avait pas assez d'autorité pour rendre son prestige au parti tory.

Malgré ses répugnances, George IV dut, en janvier 1828, rappeler au pouvoir le duc de Wellington, mais les amis de Canning s'éloignèrent peu après. Tandis que le *corn bill* de 1828 ranimait le mouvement protectionniste, la réforme parlementaire, agitée de nouveau sous l'impression de faits de corruption électorale, fut encore une fois ajournée; ce fut un des derniers triomphes de la *gentry*. Mais l'élection de l'Irlandais O'Connell, fondateur de l'Association catholique, accula Wellington et Peel à proposer aux Communes et à imposer au roi l'abrogation de toutes les lois limitant les droits civiques des catholiques, dont l'émancipation politique était ainsi reconnue.

L'ensemble du projet fut voté par 320 voix contre 242 aux Communes, par 212 voix contre 109 à la Chambre des lords. Le roi dut

s'incliner et donna sa signature, le 13 avril 1829, au *Catholic relief bill*. Il mourut le 26 juin 1830, laissant le trône à son frère Guillaume IV.

Les élections qui suivirent sa mort donnèrent la majorité aux whigs. L'ère « des réformes », ajournée depuis quarante ans par les tories, allait s'ouvrir.

## Allemagne.

LA CONFÉDÉRATION GERMANIQUE. — L'acte final du congrès de Vienne avait constitué l'Allemagne en une « Confédération germanique ». Chacun des États fédérés conservait son entière liberté et jouissait vis-à-vis des autres d'une indépendance relative. La Confédération était nominalement présidée par l'Autriche, qui devait exercer, directement ou par l'intermédiaire des États habituellement inféodés à sa politique, une influence prépondérante. La Diète fédérale (*Bundesrath*), siégeant à Francfort, était composée de dix-sept plénipotentiaires, chaque État grand et moyen ayant droit à un représentant et les petits États nommant un représentant commun. Elle devait diriger à elle seule les affaires de la Confédération. Dans les cas graves, elle se formait en assemblée générale ou *plenum* de soixante-neuf membres, dans laquelle les États étaient représentés dans les mêmes proportions.

Cette « société des nations germaniques » n'avait en réalité ni pouvoir exécutif ni pouvoir judiciaire. Elle ne disposait d'une force armée qu'autant que les États confédérés acceptaient d'en constituer une. Elle était donc peu puissante; elle ne l'était guère moins pourtant que l'ancien Empire germanique, auquel elle succédait.

L'Autriche et la Prusse la dominaient conjointement. Si elles étaient d'accord pour agir, aucune difficulté n'était à craindre; mais il suffirait que l'une d'elles eût des intérêts contraires à ceux des autres confédérés pour paralyser tout l'organisme.

L'histoire de l'Allemagne, pendant un demi-siècle, tient tout entière dans celle des rapports de deux grands États allemands. Or, jusqu'en 1848, l'accord se maintint entre les gouvernements de Vienne et de Berlin, et la Confédération put vivre la vie végétative que l'un et l'autre souhaitaient.

L'AUTRICHE. — La chute de Napoléon avait permis à l'Autriche, non seulement de recouvrer toutes ses possessions d'avant guerre (excepté les Pays-Bas dont la perte se trouvait compensée par les territoires vénitiens), mais encore d'exercer en Europe, grâce à sa situation géographique et à l'habileté de son gouvernement, une influence prédominante. Plus encore que l'Angleterre, elle avait fait échouer la politique conquérante d'Alexandre et de Frédéric-Guillaume.

Metternich, dont l'adresse diplomatique avait eu raison de Napoléon, allait, jusqu'à la mort du tsar Alexandre, diriger, du point de vue de la résistance aux poussées révolutionnaires ou simplement libérales, toute la politique européenne, et surtout la politique allemande.

Quoique les provinces eussent conservé leurs anciennes diètes, qui





L'ÉTUDIANT SAND. — Gravure de Fleischmann. — Bibl. Nat.

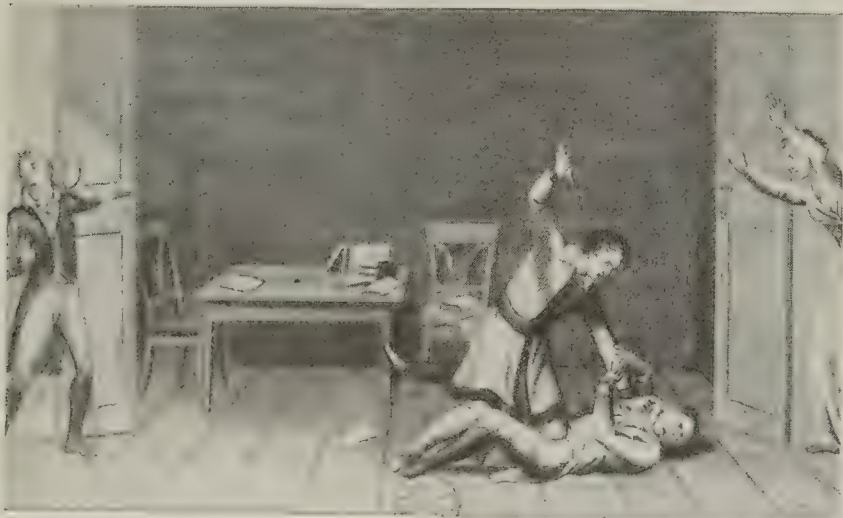
votaient l'impôt sans discussion, en bloc, l'empereur François régnait sur ses peuples avec une autorité absolue. Le chancelier Metternich étudiait en dernier ressort et tranchait seul, au nom de l'empereur, toutes les affaires instruites par les chanceliers auliques d'Autriche, de Hongrie, de Transylvanie et revisées par les sections compétentes du Conseil d'État. Une toute-puissante police, aux ordres de Scllenitzky, l'instruisait des moindres conversations politiques tenues dans les petites villes de l'Empire. Une armée

disséminée sur les divers points du territoire pour assurer l'ordre n'avait jamais l'occasion d'intervenir. Il y eut cependant, en Hongrie, des protestations, émanant des assemblées, où se maintenait le sentiment de l'indépendance régionale; il y eut même des troubles, à l'occasion de mesures fiscales jugées illégales, mais une convocation de la Diète, en 1825, suffit à ramener le calme. L'heure n'était pas venue encore où les peuples opprimés se révolteraient contre le germanisme, mais ils s'y préparaient plus ou moins discrètement : Magyars et Slaves puisaient des encouragements dans le trésor de leurs littératures nationales.

Les populations qui souffraient le plus du régime de surveillance policière étaient celles du royaume lombard-vénitien. Stendhal, dans *la Chartreuse de Parme*, plus tard Silvio Pellico, maints autres écrivains, italiens ou étrangers, ont décrit ces années de lourd silence et d'espionnage qui parurent d'autant plus dures qu'on avait goûté, sous l'administration du prince Eugène, d'un gouvernement plus ouvert et, malgré sa fermeté, plus libéral.

**LA PRUSSE.** — C'était en Prusse qu'avait éclaté en 1813 le « mouvement de l'indépendance » consécutif à l'échec de la campagne de Russie et en dehors de l'influence de la cour. Stein, Gœrres, les universitaires, avaient soulevé les peuples en faveur d'une grande Allemagne libre et unifiée. Les Hohenzollern profitèrent du mouvement sans le diriger.

En 1815, le roi dut promettre une Constitution, à défaut de l'unité, rendue impossible par l'acte fédéral; mais Frédéric-Guillaume, qui n'avait jamais aimé Stein, qui laissait Ancillon et Hardenberg gouverner selon les vues de Metternich, ne se souciait pas de tenir sa promesse. Les libéraux furent, au contraire, tenus en étroite surveillance, notamment Stein et Gœrres; Jahn fut même interné et les professeurs les plus populaires furent privés de leurs chaires. Les étudiants protestèrent; c'est l'un d'eux, Sand, qui, en tuant Kotzebue (1819), provoqua l'intervention de la Sainte-Alliance et les résolutions prises à



ASSASSINAT DE KOTZEBUE PAR L'ÉTUDIANT SAND, à Mannheim, le 23 mars 1819. — Gravure de Clar. — Bibl. Nat.

Carlsbad, à Troppau, à Vienne. Lorsque la colère gronda plus violemment à Berlin, le roi jugea sage d'instituer un semblant de régime représentatif, en organisant des diètes provinciales à l'instar de celles de l'Autriche. Quant au Conseil d'État, créé en 1817, il réunissait les princes de la famille royale, les plus notoires parmi les vieux fonctionnaires partisans du *statu quo*, les hommes de confiance du roi.

Pourtant le gouvernement se réforma de lui-même et s'améliora beaucoup plus rapidement qu'en Autriche.

Dans les provinces rhénanes, ci-devant françaises, dont l'assimilation exigeait des sacrifices et du tact, l'administration agit avec prudence, laissant en vigueur le Code Napoléon, favorisant l'essor des industries qui s'étaient créées sous le régime français, créant à Bonn une université qui ne tarda pas à devenir florissante.

Le ministre Motz redressa la situation financière; déjà Hoffmann, en modifiant l'assiette des impôts, leur avait fait rendre davantage. La balance commerciale devenait favorable; mais plus le commerce se développait, plus on souffrait, au point de vue douanier, du morcellement du pays: aussi le mouvement d'unification reprit-il non plus sous l'angle politique, mais pour les besoins de la production et de la circulation des richesses. Si soumis qu'on pût être, à Berlin, aux directives politiques de Vienne, les gouvernants prussiens n'en conservaient pas moins, fort actif, leur désir de grouper autour de la Prusse le plus grand nombre d'États allemands. Ce fut surtout sous la forme de traités commerciaux, d'unions douanières, que commença l'unité allemande: la Hesse-Darmstadt, englobée dans les territoires prussiens, fut la première à signer, en 1828, une convention douanière, lointain fondement du *Zollverein*.

**LES ÉTATS SECONDAIRES.** — Entraînés par le mouvement de 1813, désireux de se modeler sur le gouvernement français dont la charte octroyée paraissait alors la plus heureuse transaction entre les principes d'ancien régime et les revendications des peuples, les princes allemands de Saxe, de Wurtemberg, de Bavière, de Bade, adoptèrent une politique constitutionnelle. Metternich les en dissuadait, mais le tsar Alexandre, parent de plusieurs d'entre eux, les y encourageait: les princes de Saxe-Weimar, de Saxe-Cobourg Saalfeld, de Saxe-Hildburghausen avaient, dès 1816, octroyé à leurs sujets un régime représentatif, sinon parlementaire. Guillaume de Wurtemberg, monté sur le trône en 1816 et époux de Catherine de Russie, abolit le servage, diminua les privilèges seigneuriaux et prépara une Constitution dont on s'émut à Vienne. A Munich, Maximilien-Joseph continuait de suivre une politique de tolérance religieuse; son ministre, Montgelas, avait maintenu les réformes opérées sous l'influence française. Zentner, que Metternich qualifiait de « Père de la Constitution bavaroise », était désireux de maintenir l'absolutisme bureaucratique, mais il lui donnait des formes libérales. La Constitution de 1818 instituait, à côté d'une Chambre haute, en majorité élue par la noblesse, une Chambre des députés élue, pour moitié, par les paysans. Toutefois, le budget était voté pour six ans et le roi modifiait les taxes de sa souveraine autorité. L'avènement du roi Louis I<sup>er</sup> (1825-1848), dont les goûts artistiques tendaient à faire de Munich l'Athènes de l'Allemagne, grandit encore la place de la Bavière dans la Confédération. Dans le grand-duché de Bade, une Constitution assez semblable à la bavaroise et inspirée comme celle-ci de la Constitution donnée par le tsar Alexandre à la Pologne fut promulguée par le grand-duc Charles, que Napoléon avait marié à Stéphanie de Beauharnais.

Ainsi tous les petits princes allemands donnaient à leurs peuples des satisfactions souvent plus apparentes que réelles; ils évitaient par là de voir naître chez eux des mouvements révolutionnaires, comme il en éclata en Italie et en Espagne à partir de 1820.

Ces révolutions, qui auraient dû convaincre les absolutistes du



LOUIS I<sup>er</sup> DE BAVIÈRE (1825-1848). — Gravure de Schramm. — Bibl. Nat.



danger de leur politique, entraînaient, au contraire, Metternich et Frédéric-Guillaume, à sa suite, à revenir sur leurs concessions. Sous leur influence, la plupart des constitutions allemandes restèrent lettre morte ; elles ne furent pas rapportées, grâce à l'opposition du roi de Wurtemberg, mais les lois fédérales du 20 septembre 1819 placèrent les Universités sous la surveillance spéciale de la police, prononcèrent la dissolution des sociétés secrètes, notamment de la *Burschenschaft*, et soumirent la presse à une censure rigoureuse.

L'Allemagne continua de travailler en silence, tandis que, dans les milieux intellectuels, on préparait l'avenir.

### Pays-Bas.

La création, par les traités de 1815, d'un État comprenant la Hollande et les provinces belges détachées de la France napoléonienne était une des conceptions les plus audacieuses des vainqueurs. Tout séparait Belges et Hollandais : l'histoire, les mœurs, la religion, le commerce et même la nature du sol. Aussi, dès que le prince d'Orange eut été reconnu comme roi des Pays-Bas, au mois de mars 1815 — après avoir promis de maintenir l'équilibre entre les deux parties de la nouvelle monarchie, — les difficultés commencèrent. Descendant des anciens stathouders, Guillaume I<sup>er</sup> était, comme eux, Hollandais de cœur et protestant de religion : tout en prétendant gagner la sympathie des Belges, il les traita naturellement en peuple conquis, et, lorsque l'Assemblée de notables belges, qu'il consulta, eut repoussé le projet de « loi fondamentale », le roi la déclara néanmoins adoptée en comptant les abstentions comme autant de voix favorables.

Les États généraux devaient se tenir alternativement en Hollande et en Belgique. Le projet accordait une représentation égale dans les deux Chambres aux Belges et aux Hollandais, mais les premiers étaient au nombre de quatre millions et les seconds au nombre de deux millions seulement. Une protection égale était accordée à tous les cultes ; les catholiques belges jugeaient cette disposition injurieuse pour leur religion.

En fait la balance fut immédiatement faussée au détriment des Belges. Le plus grand nombre des fonctionnaires furent pris parmi les Hollandais ; dans le ministère, on comptait souvent un seul membre belge ; les administrations centrales eurent toutes leur siège à La Haye, ainsi que la Chambre des comptes, la Cour de cassation, la Haute Cour des monnaies. L'armée n'eut qu'un nombre infime d'officiers belges, qu'on laissa dans les rangs subalternes. Certains impôts pesèrent plus lourdement sur les provinces du Sud.

Aussi, malgré les encouragements donnés au commerce et à l'industrie, le nouveau régime devint-il rapidement odieux au peuple belge ; la question religieuse prit spécialement une extrême acuité, le clergé catholique faisant une opposition irréductible à la foi fondamentale. Un moment vint où catholiques et libéraux se réconcilièrent pour le plus grand bien de la cause belge. Ce régime subsista néanmoins quinze ans, à la grande satisfaction de la Sainte-Alliance, qui voyait dans sa création artificielle une « barrière » efficace contre les ambitions françaises. Le territoire des Pays-Bas avait été augmenté, dès 1815, de Philippeville, de Marienbourg et du duché de Bouillon, enlevé à la France lors du dernier traité de Paris. Le roi devait mettre garnison dans ces places dites « de la barrière ». Par le duché de Luxembourg, rattaché aux Pays-Bas sous la forme de l'« union personnelle », et accordé au roi en compensation de ses biens héréditaires de la rive droite du Rhin, confisqués par la Prusse, celui-ci était membre de la Confédération germanique et considérait volontiers son royaume comme l'avant-garde du germanisme en Occident.

### Suisse.

Le 29 décembre 1813, les armées alliées étant entrées en Suisse, l'acte de « médiation » dicté par Napoléon avait été déchiré, et la Suisse, dont les tendances politiques et religieuses demeuraient aussi divergentes que quinze ans plus tôt, dut attendre de l'Europe, en même temps que la reconnaissance de sa neutralité, proclamée le 20 mars 1815, son appui pour une organisation capable de satis-



GUILLAUME I<sup>er</sup>, ROI DES PAYS-BAS (1815-1840). — Gravure de Julien. — Bibl. Nat.

faire les différents cantons, dont le nombre fut porté à vingt-deux par suite de l'admission de Genève, le Valais et Neuchâtel comme membres de la Confédération.

En même temps une Diète, réunie à Zurich, élaborait, avec les conseils de certains représentants des souverains alliés, notamment de Capo d'Istria, un pacte fédéral, qui détermina les nouvelles frontières, notamment autour de Genève, dans le pays de Gex et en Savoie, et rétablit la souveraineté cantonale, le titre de canton directeur étant alternativement dévolu à Zurich, à Berne et à Lucerne. Une Diète, siégeant un mois chaque année et composée de représentants des cantons, traitait des rares affaires d'intérêt fédéral, militaire et financier. Chaque canton avait son autonomie et sa législation locale. Presque partout, les constitutions laissèrent le pouvoir à une aristocratie assez restreinte.

La situation économique, mauvaise sous l'Empire, fut lente à se rétablir ; les premières récoltes furent insuffisantes, mais des traités de commerce avec la France et les États allemands voisins — Bavière, Bade, Wurtemberg — facilitèrent peu à peu les transactions, et le développement de l'élevage commença la fortune du pays,

qui allait s'accroître rapidement dans le calme recouvré.

### Italie.

Dès le mois de mai 1814, les Italiens se trouvaient comme reportés aux temps qui avaient précédé l'arrivée des Français ; seuls les Génois, privés de leur indépendance, se voyaient rattachés sans enthousiasme aux Piémontais, et les Vénitiens étaient soumis par l'Autriche au même régime de *carceri duro* que les Milanais. Murat prétendait que l'Autriche lui avait garanti son trône ; se croyant abandonné par la cour de Vienne, il envahit les États pontificaux et appela les Italiens à l'indépendance. Mais l'Italie resta sourde à sa voix et une petite armée autrichienne suffit pour le rejeter sur le territoire napolitain, puis à l'en chasser (avril-mai 1815). Réfugié en Corse, il voulut, bien imprudemment et sans doute sur des conseils perfides, tenter une dernière fois sa chance : débarqué en Calabre, le 8 octobre, il y fut aussitôt pris et fusillé. Ferdinand IV de Bourbon se persuada alors qu'il pouvait reprendre paisiblement, à Naples, un règne depuis trop longtemps interrompu.

Ayant supprimé l'autonomie de la Sicile pour créer un royaume uni (décembre 1816), Ferdinand IV, devenu Ferdinand I<sup>er</sup> des Deux-Siciles, cessa d'appliquer en fait la Constitution qu'il avait en 1812

donnée à ses fidèles sujets, Constitution basée sur le système bicamériste et imitée de l'Angleterre. Il conserva cependant la plupart des lois françaises ; il reconnut même pour légitimes les ventes des biens des couvents et du clergé séculier ; mais il gouverna arbitrairement.

A Turin, Victor-Emmanuel I<sup>er</sup>, plus aveugle et plus imprudent, avait solennellement, dès son retour, aboli par édit toutes les lois instituées en son absence et ordonné l'observation des « constitutions royales de 1770 ». Ainsi la noblesse et le clergé reprirent leurs privilèges et aussi leurs



FERDINAND I<sup>er</sup> DES DEUX-SICILES (1816-1825). — Gravure de Pichler, d'après Kreuzinger. — Bibl. Nat.



biens, dont les acquéreurs furent brusquement dépossédés. Comme Ferdinand, Victor-Emmanuel s'appuyait sur l'Autriche.

A Rome, Pie VII était rentré au milieu des acclamations populaires. Consalvi, au congrès de Vienne, avait réclamé avec insistance la totalité des anciens États pontificaux ; il l'obtint avec peine, car l'Autriche eut aimé à conserver les Romagnes. La réorganisation du gouvernement fut difficile ; vainement le pape tenta de réagir contre des mœurs qui, plus fortes que les lois, laissaient ses sujets dans une somnolence dont, au reste, ils se trouvaient satisfaits.

La restauration de l'archiduc Ferdinand en Toscane, celle des princes d'Este à Modène, l'installation de l'impératrice Marie-Louise à Parme, Plaisance et Guastalla, et de l'ex-reine d'Etrurie à Lucques s'accomplirent sans difficulté. Cinq ans durant, l'Italie vécut comme aux siècles antérieurs à la Révolution. L'Autriche, maîtresse de la Lombardo-Vénétie, pesait de tout le poids de sa bureaucratie et de sa police sur le reste de la Péninsule.

Cependant, la jeunesse intellectuelle, élevée au son du tambour français et aux oreilles de laquelle, tant à Milan qu'à Florence et à Naples, on avait fait retentir le nom d'Italie, supportait mal ce retour à l'ancien état de choses. Elle forma un peu partout des sociétés secrètes, qui se concertèrent et dont on finit par désigner indistinctement tous les membres sous le nom de *carbonari*. Presque tous étaient d'anciens militaires et ne rêvaient, comme en France et comme en Espagne, que de conspirations. Le succès de Riego au delà des Pyrénées les enhardit. Le 2 juillet 1820, plusieurs lieutenants et anciens officiers de l'armée de Murat soulevèrent la garnison de Nola ; le général Pepe se rallia à leur cause. Ferdinand IV se soumit, exprimant son intention d'instituer une Constitution libérale. Celle qui avait été octroyée à la Sicile huit ans plus tôt eut été facilement applicable ; les insurgés préférèrent imposer la Constitution que venaient de proclamer leurs frères d'Espagne. Le roi parut s'incliner volontiers (9 juillet), mais, la Sicile ayant profité des circonstances pour réclamer l'autonomie, la guerre civile s'ensuivit. Les cabinets de la Sainte-Alliance échangèrent des notes ; le roi fut convoqué à Laybach, au mois de novembre, pour donner des explications. Les révolutionnaires voulaient le retenir ; il jura de soutenir leur cause. Trois mois plus tard, il rentra dans Naples, à la tête des Autrichiens, après la défaite des Constitutionnels à Rieti (7 mars 1821). Tandis que les libéraux étaient fusillés ou pendus, les troupes autrichiennes remplaçaient, et pour plusieurs années, l'armée dissoute.

Le mouvement piémontais suivit le mouvement napolitain, mais

avec quelque neuf mois de retard : là encore un officier, ancien sous-préfet de Napoléon, Santarosa, fut l'âme du complot. Les libéraux espéraient voir se rallier à leur cause le prince de Carignan, Charles-Albert. L'insurrection éclata le 10 mars à Alexandrie ; quelques officiers s'emparèrent, le lendemain, de la citadelle de Turin, qui était sans défense. Victor-Emmanuel, répugnant à la lutte comme à la capitulation, abdiqua le 13 mars en faveur de son frère Charles-Félix, mais désigna Charles-Albert comme régent en l'absence du nouveau roi. Le jour même, le régent promulgua la Constitution

espagnole et l'ensemble du royaume parut l'accepter. Mais, au lieu d'organiser la résistance à l'intervention autrichienne, qu'on pouvait prévoir à coup sûr, Charles-Albert courut à Modène parlementer avec Charles-Félix : éconduit, il prit peur et se réfugia à Florence, tandis que Santarosa, à la tête des troupes piémontaises, essayait vainement, à Novare, de tenir en échec les Autrichiens : le 8 avril, la partie était perdue pour les Constitutionnels. Le général de la Tour entra à Turin le 10 ; Charles-Félix l'y rejoignait peu après. Comme à Naples, les libéraux furent envoyés à la mort, aux cachots, aux galères : d'un bout à l'autre, l'ordre autrichien régna ; il régnera jusqu'en 1830 et au delà. Le gouvernement de Vienne, redoutant que le carbonarisme s'étendît en Lombardie, où il n'y eut pourtant que des complots non suivis d'effet, instruisit contre Silvio Pellico, Pallavicino, Confalonieri et leurs amis un procès de tendances qui dura deux ans et se termina par des condamnations à mort, commuées en un emprisonnement perpétuel dont Silvio Pellico a laissé le vivant témoignage.

## Espagne.

Rentrant à Madrid le 13 mai 1814, Ferdinand VII y agit avec la même brutalité que Victor-Emmanuel à Turin ; il déclara nuls et non avenue tous

les faits accomplis depuis la date de son départ pour Bayonne.

Les josphistes qui ne s'exilèrent pas assez vite furent emprisonnés ; les biens des couvents, qui avaient été vendus ou confisqués, revinrent à leurs premiers propriétaires. Le vieux roi Charles IV, qui vivait encore à Rome fort oublié, confirma son abdication, mais dut se séparer de Godoï pour obtenir quelques subsides.

Le gouvernement de Ferdinand changea de main plusieurs fois en cinq ans : car le roi, hanté sans doute par le souvenir du sort de son père, craignait d'être dominé par ses ministres. Mais il s'ensuivit la plus effroyable anarchie dans toute l'administration et cela au moment où Ferdinand prétendait recouvrer son autorité sur ses colons révoltés de l'Amérique du Sud et ne pouvait organiser une expédition outre Atlantique sans s'exposer aux risques d'un soulèvement dans la métropole. Déjà, depuis 1815, plusieurs conspirations militaires avaient éclaté ; les sociétés secrètes se formaient dans tous les milieux libéraux et même dans l'armée. A Cadix, où se concentraient les troupes qui devaient être embarquées, un mouvement plus grave éclata le 1<sup>er</sup> janvier 1820, sous la direction du capitaine Riego ; il se répandit à la Corogne, au Ferrol, à Barcelone ; partout on y proclamait la Constitution de 1812. Ferdinand, pris de peur, convoqua les Cortès et, le 9 mars, prêta serment à cette fameuse Constitution. Une junte provisoire gouverna en son nom. Elle rappela les exilés ; mais, divisée, elle fut incapable de rétablir l'ordre. Les libéraux, dépassés par les révolutionnaires purs, ne trouvaient aucun appui dans le souverain, qui signait tout ce qu'on lui présentait et tâchait de gagner du temps en faisant appel à l'Europe. Les Cortès de 1821 s'efforcèrent de réorganiser le royaume, établissant un budget à la manière française, décidant la création d'écoles dans tous les villages de plus de cent feux, réformant la justice, l'assistance publique, modifiant les circonscriptions administratives ; mais ces décisions n'étaient pas appliquées. Les Cortès élues en 1822 donnèrent une majorité aux révolutionnaires exaltés ; des émeutes éclatèrent à nouveau à Madrid même. Les souverains réunis à Vérone adoptèrent le principe de l'intervention en faveur de Ferdinand, malgré l'opposition formelle de l'Angleterre. Sommé par les cours de Russie, de Prusse et d'Autriche de renoncer à la Constitution de 1812, le gouvernement de Madrid répondit par une fin de non-recevoir. Villèle, par une note plus modérée, espérait obtenir un meilleur résultat ; il se trompait, et il dut laisser Chateaubriand, avec ses amis ultra-royalistes, organiser l'expédition dont la Sainte-Alliance avait chargé le gouvernement français. Le duc d'Angoulême, à la tête de 20 000 hommes, franchit les Pyrénées, tandis que les Cortès emmenaient Ferdinand à Séville, puis à Cadix, sans tenir compte de ses protestations. Les troupes constitutionnelles, à peine



LE PONT DES SOUPIRS, A VENISE, qui relie le Palais ducal aux prisons et sur lequel passèrent de nombreux détenus politiques victimes de la domination autrichienne dans le royaume lombard-vénitien. CL. UNDERWOOD.



SILVIO PELLICO (1789-1854). — Gravure de C. Brand. — Bibl. Nat.



organisées, reculèrent devant l'armée du duc d'Angoulême, sans accepter le combat : le 20 mai 1823, Madrid était évacué ; le 31 août, tombait le fort du Trocadéro, qui domine Cadix ; le 1<sup>er</sup> octobre, le roi, délivré et gardé par les Cortès, gagnait le camp français après avoir juré d'accorder la plus complète amnistie aux révolutionnaires.

Il n'en déclencha pas moins la plus effroyable réaction, ordonnant poursuites et exécutions sommaires, recevant fort mal les conseils de clémence donnés par le duc d'Angoulême. De très humble origine, le ministre Tadeo Calomarde, fut le principal instrument de ces persécutions ; les Universités furent fermées ; des « juntas de purification » pourchassèrent les suspects, les enfermant tantôt dans les couvents, tantôt dans des prisons civiles ; le tribunal de l'Inquisition condamna impitoyablement les écrivains qui avaient exalté les libertés publiques et surtout les prêtres qui s'étaient ralliés au régime constitutionnel.

Certains ultras, les « apostoliques », trouvèrent cependant Ferdinand trop indulgent pour les libéraux ; groupés autour de don Carlos, frère cadet du roi, ces mécontents (*agravados*) déchaînèrent en Catalogne des troubles qui furent facilement étouffés dans le sang.

Ferdinand, veuf une première fois en 1807, avait contracté successivement deux mariages, l'un en 1816 avec une infante de Portugal, l'autre en 1819 avec une princesse de Saxe. Mais ces deux unions étant restées stériles, don Carlos se croyait destiné au trône, quand la mort de Marie-Josèphe de Saxe (1829) permit à Ferdinand de convoler une quatrième fois avec Marie-Christine de Naples, dont on annonça la grossesse quelques mois plus tard. Aussitôt, le 29 mars 1830, Ferdinand fit publier la pragmatique sanction que Charles IV avait fait voter par les Cortès en 1789 et qui, demeurée jusqu'alors secrète, déclarait les femmes aptes à succéder à la couronne. Bien lui en prit, car, le 1<sup>er</sup> octobre, c'était une fille, Isabelle, qui naissait.

### Portugal.

Devant l'invasion napoléonienne, le 29 novembre 1807, la reine Marie, son fils Jean, régent depuis la mort de Pierre II, et toute la famille royale s'étaient réfugiés dans leur colonie du Brésil. Les Anglais, maîtres du pays après la capitulation de Cintra, l'avaient gouverné, au nom de la maison de Bragance, sous le couvert de quelques ministres qui ne recevaient guère de Rio de Janeiro que les ordres nécessaires à la perception de lourds impôts.

Quand la reine Marie mourut, le 20 mars 1816, son fils se proclama sous le nom de Jean VI, roi de Portugal, du Brésil et des Algarves. Cette nouvelle provoqua des troubles en Portugal ; le maréchal Beresford, qui gouvernait au nom du souverain légitime, les réprima en 1817 ; mais, sous l'influence des événements qui agitaient l'Espagne, une révolution éclata à Porto (24 août 1820) et Lisbonne y adhéra. Le Conseil de régence, au nom du roi, accepta la Constitution adoptée par les Cortès et les ordonnances de Pombal furent remises en vigueur. Jean VI débarqua à Lisbonne au mois de juillet 1821, mais ne put empêcher les Cortès de réduire le Brésil au rang d'une simple colonie, alors que, depuis 1815, il avait le titre de royaume. La réponse ne se fit pas attendre ; le Brésil proclama son indépendance sous le sceptre du fils aîné de Jean VI, don Pedro, resté à Rio et qui prit le titre d'empereur.

Le régime inauguré par les Cortès portugaises perdit, de ce fait, après deux ans de fautes, la popularité qui lui restait, après avoir même failli provoquer une rupture avec l'Angleterre. Don Miguel, second fils du roi, se mit à la tête des absolutistes, amena le roi à supprimer la Constitution et s'empara du pouvoir le 30 avril 1824.

Il ne le conserva que quelques semaines, et Jean, réfugié à bord d'un bâtiment anglais, reprit le pouvoir, résolu à donner à son royaume une Constitution inspirée des lois de Lamego de 1143 ; à cet effet, il convoqua les Cortès ; mais il mourut le 10 mars 1826. Don Miguel comptait sur l'abdication de Pedro et se voyait déjà roi ; mais l'empereur du Brésil resta à Rio d'où il octroya au Portugal une charte constitutionnelle, le 29 avril 1826 ; puis il renonça à la couronne en faveur de sa fille aînée Maria da Gloria, qu'il fiança à son oncle don Miguel : la pauvre petite reine avait sept ans. Miguel, nommé régent, ne tarda pas à violer la Constitution à laquelle il avait prêté serment, et, proclamé roi par des Cortès spéciales (30 juin 1828), terrorisa le pays, encouragé par Ferdinand VII, tandis que la reine enfant demandait refuge et assistance à l'Angleterre. Ce règne néfaste se prolongea six ans ; il succomba le jour où la France et la Grande-Bretagne secondèrent Pedro et les Constitutionnels, qui avaient organisé aux Açores un centre de résistance.

### États scandinaves.

Si, durant la période qui s'étend de 1814 à 1830, la situation de certains pays fut plus ou moins troublée, par contre le calme régna constamment dans les États scandinaves.

Le traité de Kiel du 14 janvier 1814 avait établi l'union personnelle de la Suède et de la Norvège, dotées respectivement de lois constitutionnelles en 1809 et en 1814. Bernadotte succéda aisément le 5 février 1818, sous le nom de Charles XIV Jean, à son père adoptif, le roi Charles XIII. Seul parmi les soldats de la Révolution, ce maréchal de l'Empire trouvait grâce devant l'Europe. L'amitié du tsar Alexandre lui garantissait la sécurité de sa conquête finlandaise. À l'intérieur, il gouvernait en maître absolu par l'intermédiaire de ministres

qu'il considérait comme ses commis. En vain quelques membres de la Diète de Stockholm, qui conservait sa vieille formation par ordre, ou du Storting de Christiania plus jaloux de ses prérogatives, demandaient-ils l'institution d'un régime parlementaire ; leurs protestations ne trouvaient guère d'écho dans le pays, auquel la paix avait rendu une nouvelle activité commerciale, favorisée par la conclusion d'habiles traités de commerce. Sans doute l'opposition libérale reprochait au roi de conserver à la noblesse suédoise des privilèges désuets (car Charles-Jean se souvenait des coups d'État que les nobles avaient dirigés contre ses prédécesseurs) ; elle réclamait une liberté de la presse plus étendue, quoique le régime instauré en 1812 permit la circulation d'assez violents pamphlets. L'opposition nationale norvégienne demandait de plus des institutions distinctes et supportait mal une union que beaucoup considéraient comme une subordination : on n'en doit pas moins constater que Charles-Jean, durant son long règne, ne cessa de jouir dans la péninsule scandinave d'une incontestable popularité, tout en n'ayant jamais pu y parler que sa langue maternelle.

Si la dynastie de Bernadotte rencontra du fait de l'union de la Suède et de la Norvège des difficultés qui allèrent croissant, non moins graves furent celles qu'entraîna pour Frédéric VI et ses successeurs la possession du Lauenbourg, du Holstein et du Slesvig. Les « duchés danois » contenaient une forte proportion de population de langue allemande ; le roi avait dû, en 1815, accepter que le Holstein et le Lauenbourg fissent partie de la Confédération germanique. Le Slesvig resta en dehors ; mais comme de vieux usages féodaux le liaient au Holstein, il était difficile de les traiter différemment. Frédéric tint pourtant, lorsqu'en 1834 il établit les « États consultatifs », à en accorder un distinct à chacun des duchés.

Très diminué par la cession de la Norvège, le Danemark connut au lendemain de la paix des heures très dures. Les finances complètement désorganisées entraînèrent une banqueroute qui ruina une partie de la noblesse et de la bourgeoisie ; l'équilibre fut d'autant plus long à se rétablir que plusieurs récoltes furent mauvaises et que, de ce fait, la balance commerciale demeura longtemps déficitaire. La situation politique ne fut cependant pas troublée.

### Russie.

Alexandre I<sup>er</sup> qui avait quitté la Russie à la fin de 1812 n'y revint que dans les derniers jours de 1815, après trois ans d'absence. Ces trois années, il les considérait comme les plus belles de sa vie ; si le gouvernement de son Empire continuait à l'intéresser, il portait plus volontiers son regard au delà des frontières, voulant continuer à exercer sur l'Europe l'espèce d'arbitrage qu'il se flattait, à certaines heures, d'avoir fait triompher.

Il rentra en Russie frappé des différences profondes qui séparaient ses sujets des Allemands, des Occidentaux, voire même des Polonais. À tous ceux-là, il était convaincu qu'il fallait concéder des libertés, des chartes, des diètes ; mais, pour ce régime constitutionnel, le peuple russe, décidément, n'était pas mûr ; il abandonna tous les projets nourris dans les premières années du règne. On retrouva bien, plus tard, un projet de Charte daté de 1819, assez semblable à celui qu'il promulgua en Pologne ; mais il ne pensa jamais sérieusement



JEAN VI DE PORTUGAL (1816-1826). — Gravure de Chaponier. — Bibl. Nat.



à le mettre en vigueur. A partir de 1815, il subit l'influence des idées de Metternich et il ne jura que par Araktchéiev, un vieux militaire, serviteur fidèle de Paul I<sup>er</sup>. Ce rustre, qui ne connaissait d'autre moyen de gouvernement que le knout, gouverna l'Empire pendant les dix dernières années du règne, qu'on appela de son nom l'« araktchéievchina ». L'idée la plus originale du régime fut la colonisation militaire des régions peu peuplées. Les soldats, logés chez les paysans dont ils épouseraient les filles, obtiendraient des concessions provisoires de quelques déciatines, voueraient obligatoirement leurs fils au service du tsar, féconderaient par leur travail des terres incultes et coûteraient fort peu à l'État. Cette conception, qui avait des avantages, apparut aux paysans comme une seconde servitude. Militarisés comme leurs hôtes, destinés au service militaire dans toute leur descendance, ils protestèrent aussi violemment qu'ils purent, mais Araktchéiev ne laissa pas ces murmures parvenir jusqu'aux oreilles d'Alexandre ; il multiplia les colonies, les utilisant d'ailleurs, autant que possible, pour la mise en valeur de ses propres terres, et le tsar put croire que son nom était béni de tous les travailleurs.

Alexandre, dont le mysticisme s'était considérablement développé depuis sa rencontre avec la baronne de Krudener, attachait à la question religieuse une importance capitale ; sur ce terrain comme sur les autres, il fut circonvenu et son libéralisme de jadis fit place à une orthodoxie étroite et tracassière dont le prince Galitzine, ministre de l'Instruction publique et des Cultes, était l'aveugle instrument. Si frappé qu'il fût de constater que son peuple était, quant à son évolution politique, en retard sur les autres nations européennes, il ne chercha pourtant plus à développer chez lui l'instruction.

Il attachait une importance particulière à l'œuvre de ces « Sociétés bibliques » qui, créées durant la guerre de l'Indépendance, en 1812, s'étaient développées après 1815. Il cherchait à les répandre dans toute l'Europe, même dans la catholique Autriche ; Metternich opposa son veto, le 29 août 1817 ; il écrivait à son maître : « Dans toutes les idées de l'empereur Alexandre, c'est le désir de faire des prosélytes qui tient la première place. C'est dans cet esprit qu'il enrôle les Jacobins en Italie et les sectes en Europe. Aujourd'hui les droits de l'homme ont fait place aux lecteurs de la Bible. »

Les sociétés bibliques s'attaquèrent d'abord aux Jésuites et parvinrent à les faire expulser de Saint-Petersbourg en 1816, puis de tout l'Empire en 1820. Mais, Alexandre, incapable d'esprit de suite, leur retira sa protection dans les dernières années de sa vie. Galitzine fut renvoyé ; le procureur du Saint-Synode, prince Metzchersky, ramena les papes à des directives purement orthodoxes. Cependant, le mystère continua de planer sur les véritables intentions du tsar ; il correspondit indirectement avec Rome, et quand il s'en alla mourir à Taganrog, en Crimée, le 1<sup>er</sup> décembre 1825, ne prétendit-on pas qu'il songeait sinon à rapprocher de l'Église romaine toute l'Église orthodoxe, du moins à s'y convertir lui-même ?

Sa mort inattendue, aux confins méridionaux de l'Empire, allait être la cause d'un trouble profond dans toute la Russie. Plusieurs années auparavant, le grand-duc Constantin, héritier présomptif qui résidait le plus souvent à Varsovie comme commandant en chef de l'armée, annonça son intention d'épouser une Polonaise, Jeanne Grudzińska. Alexandre donna son autorisation, exigeant, en retour, la renonciation de Constantin au trône ; mais il tint la décision secrète. Aussi quand le grand-duc Nicolas apprit la mort de l'empereur, c'est à Constantin qu'il fit aussitôt prêter serment à Saint-Petersbourg par les dignitaires de la couronne et les régiments de la garnison, tandis que Constantin, à Varsovie, proclamait l'empereur Nicolas I<sup>er</sup>. La confusion se prolongea quelques jours, Nicolas persistant à s'effacer devant Constantin. L'occasion sembla propice aux membres des Sociétés secrètes, qui, comme ailleurs, s'étaient répandues dans l'armée, pour soulever les garnisons aux cris fallacieux de : « Vive Constantin ! » et renverser le régime établi. La journée du 26 décembre fut tragique à Saint-Petersbourg ; le gouverneur Miloradovitch fut tué par un des conjurés ; Nicolas, qui, entre temps, avait accepté l'Empire, inaugura son règne au milieu des fusillades, bravant d'ailleurs avec courage les balles des *décabristes* ou *décembristes*. Les révoltés, dont les chefs n'avaient pas su agir, s'enfuirent sous la canonnade ; mais le mouvement se prolongea dans le

Midi ; Bestoujef, Mouraviev-Apostol, Kouzmine, n'y eurent pas plus de succès que Troubestkoï, Ryleef ou Pestel. Mais ces violentes échauffourées montrèrent l'étendue de la propagande révolutionnaire si curieusement étudiée par Tolstoï dans la seconde partie de *Guerre et Paix*.

Une minutieuse enquête, menée par une commission que présida effectivement le nouveau souverain, retint 121 accusés, dont 7 princes, 2 généraux, 23 colonels ou lieutenants-colonels. Une haute cour spéciale de quatre-vingts membres prononça trente et une condamnations à mort, dont cinq seulement furent maintenues.

Avec une application soutenue, qui contrastait avec le flottement caractéristique du dernier règne, Nicolas I<sup>er</sup> s'appliqua à remettre de l'ordre et de la discipline dans l'Empire, combattant résolument les idées libérales, en même temps qu'il inaugurait, au dehors, une politique plus résolument russe vis-à-vis des chrétiens d'Orient, en s'associant l'Angleterre et la France pour libérer la Grèce du joug ottoman.

## Pologne.

Les traités de Vienne avaient créé un royaume de Pologne formé de l'ancien duché de Varsovie, amputé du duché de Posen rendu à la Prusse et des territoires galiciens réunis au duché en 1809 et maintenant restitués à l'Autriche. Le nouvel État était rattaché à l'Empire de Russie sous la souveraineté d'Alexandre. C'était, pour celui-ci, le plus clair bénéfice des guerres napoléoniennes, l'œuvre essentielle de son règne ; il ne disait pas la conquête, car il avait promis d'assurer à la Pologne des institutions particulières et une sorte d'autonomie.

Cette promesse, il la tint le 15 novembre 1815, quand, quelques jours après son entrée solennelle à Varsovie, il promulgua la charte constitutionnelle. Le roi serait représenté dans la capitale par un vice-roi, membre de la famille impériale ou Polonais : tous les actes devaient être rédigés dans la langue nationale et les emplois publics réservés aux Polonais ; le catholicisme était déclarée religion de l'État, la liberté des autres cultes étant toutefois garantie comme d'ailleurs toutes les libertés publiques, y compris la liberté de la presse. La Diète siégerait tous les deux ans ; elle comprendrait un Sénat, composé de princes, d'évêques, de membres nommés à vie par le roi et une Chambre des nonces élue pour six ans, partie par les assemblées des nobles, partie par les communes.

Un conseil d'État préparerait les projets de lois.

La satisfaction fut générale ; mais au lieu de désigner pour vice-roi un des principaux rédacteurs de l'acte constitutionnel, l'inspirateur constant de la politique de conciliation, Adam Czartoryski, le tsar, obéissant à ses sentiments habituels de méfiance jalouse, lui préféra un général vieilli, Zajonczenk. Il nomma commandant supérieur des troupes son frère Constantin, qui avait hérité de Paul I<sup>er</sup> un caractère coléreux et fantasque et dont l'abord était parfaitement désagréable. Enfin il plaça auprès du conseil des ministres un commissaire impérial, Novosiltsov.

Par ce triple choix, il détruisait en partie l'œuvre qu'il prétendait vouloir édifier ; il plaçait un vice-roi impuissant sous l'autorité effective d'un reître et d'un fourbe, très décidés l'un et l'autre à gouverner sans mesure. Le nouveau régime s'instaura pourtant sans trop de difficultés, encore que Czartoryski dénonçât à l'empereur les bastonnades ordonnées par Constantin et les dénis de justice de Novosiltsov. Alexandre revint à Varsovie au printemps de 1818 pour ouvrir la courte session de la première Diète ; tout se passa le mieux du monde ; cependant les nonces refusèrent de supprimer le divorce introduit dans le code Napoléon et l'assemblée ne put avoir communication du projet de budget détaillé.

Deux ans plus tard, en août 1820, les sentiments avaient changé de part et d'autre. Les mouvements des Universités allemandes, les révoltes militaires espagnoles, l'assassinat du duc de Berry, l'influence de Metternich et d'Arakhtcheiev avaient modifié les idées d'Alexandre, qui trouva les députés de la seconde Diète moins conciliants et plus fêrus de leurs prérogatives. Plusieurs projets proposés par le gouvernement furent repoussés. L'empereur-roi se retira déçu : « Interrogez votre conscience, dit-il aux députés, et vous saurez si vous n'avez pas retardé dans ses progrès l'œuvre de la restauration de votre patrie. » Le charme était rompu.



CZARTORYSKI (1770-1861). — Gravure de A. Duncan, d'après Rubio. — Bibl. Nat.



Une troisième Diète fut cependant convoquée, mais en 1825 seulement. Entre temps, Novosiltsov a poursuivi son œuvre; le mécontentement règne dans les hautes classes, que le commissaire impérial s'applique à brimer. Des élections hostiles sont annulées. Des mutineries éclatent à l'Université de Vilna, en dehors du « royaume », et décident Czartoryski à se démettre de son poste de conseiller d'État.

Les troubles qui suivirent la mort d'Alexandre n'eurent pas de répercussion en Pologne, où Nicolas fut proclamé sans opposition. Constantin, que son second mariage et son long séjour à Varsovie avaient rendu plus favorable aux Polonais, recueillit en 1828, à la mort de Zajonczek, le titre de vice-roi. Nicolas, solennellement couronné à Varsovie en 1829, prit à peine ombrage du refus opposé à ses avances par des Polonais notoires. Il ouvrit, dans les meilleures dispositions, une quatrième Diète, le 28 mai 1830. Cependant les sociétés secrètes se propageaient dans la noblesse comme dans la bourgeoisie intellectuelle, cherchant l'occasion de secouer le joug tsariste : à la nouvelle des journées de juillet 1830, les Polonais se crurent en état de reconquérir par la force l'indépendance de la patrie.

## Empire ottoman.

### Émancipation de la Grèce.

L'Empire ottoman était resté en dehors des traités de Vienne. L'acte de la Sainte-Alliance avait paru suspect à Constantinople; n'y parlait-on pas de l'union des puissances chrétiennes pour le triomphe de la foi? Metternich avait rassuré le sultan Mahmoud, qui travaillait à maintenir sous son autorité les pachas dont l'influence grandissait à son détriment ou à réprimer des insurrections.

Il chargea le pacha d'Égypte, Méhémet-Ali, de reprendre les villes saintes de La Mecque et de Médine aux Wahabites, qui furent vaincus, non sans difficultés, en 1818. Il soumit les Serbes révoltés, et leur chef, Kara George, revenu de Bessarabie pour soulever ses compatriotes, fut assassiné par un de ses anciens lieutenants (1817).

Il crut pouvoir alors entreprendre de ramener à l'obéissance le pacha de Janina, Ali de Tebelen, dont l'autorité s'étendait sur l'Épire tout entière, qu'il tyrannisait et exploitait, à son profit exclusif. Ali, sommé de se rendre à Constantinople, se révolta ouvertement, enrôla les brigands grecs (*klephtes*) qui tenaient les montagnes et ne craignaient pas de faire appel contre son souverain aux populations qu'il avait torturées. Il n'en fallut pas davantage pour soulever un peuple qui, depuis longtemps, aspirait à l'indépendance et ébranler tout l'Empire.

Émus par les échos de la Révolution qui s'étaient propagés, avec le nom de Napoléon, aux confins de l'Europe orientale — et même au delà —, les Hellènes cultivés des îles, de l'Achaïe, du « Phanar », ceux qui avaient émigré dans les Principautés ou pris du service en Russie, tous cherchaient l'occasion de travailler au réveil de l'antique patrie. Des associations s'étaient formées, dont les ramifications s'étendaient jusqu'à Saint-Petersbourg, où un Grec, Capo d'Istria, exerçait les fonctions d'adjoint au ministère des Affaires étrangères, et Alexandre Ypsilanti celles d'aide de camp de l'empereur. Un autre Grec, Skouphas, établi à Constantinople, avait fondé, en 1814, l'*Hétairie* : « Union armée de tous les chrétiens de l'Empire turc pour le triomphe de la croix sur le croissant ». A sa mort, Ypsilanti fut désigné pour le remplacer : c'était assez dire qu'on comptait sur l'appui de la Russie.

Les hétairistes appelèrent leur nouveau chef en Morée; là, avec l'appui des marins des îles, tous gagnés à la cause, on espérait pouvoir facilement triompher. La révolte d'Ali-pacha empêchant le sultan d'y transporter des troupes, Ypsilanti préféra opérer dans les principautés danubiennes, dans le but évident de se trouver en liaison avec l'armée du tsar. Capo d'Istria lui donna-t-il des assurances qu'il ne put tenir? Alexandre, qui avait applaudi à la première nouvelle de l'insurrection, avait-il promis son concours? On peut le supposer : malheureusement, Ypsilanti se heurta, dans les Principautés, à des rivalités nationales ou personnelles; si l'hospodar de Moldavie, Michel Soutzo, se prononça en sa faveur, en Valachie, Vla-

dimiresco entreprit une action parallèle, qui divisa et affaiblit les forces de l'insurrection. Le tsar était alors au congrès de Laybach. Sous l'influence de Metternich, il désavoua son aide de camp. Au mois de juin 1821, se voyant cerné par les troupes turques, Ypsilanti se réfugia en Transylvanie, où les autorités autrichiennes l'emprisonnèrent six ans durant.

L'affaire, manquée de ce côté, allait rencontrer en Grèce un sort plus favorable. Le 21 mars 1821, l'archevêque Germanos appelait ses concitoyens aux armes; toute la Morée, Athènes, Missolonghi se soulevaient, en même temps que de petits chefs de clan, des marins comme Botzaris, Miaulis, Canaris, Colocotronis, organisaient la résistance. Elle devait être longue et acharnée.

Le contre-coup s'en fit d'abord sentir à Constantinople, où, le jour de Pâques, le patriarche orthodoxe Grégoire fut arraché de son église et pendu, ainsi que cent autres prêtres; à Patras, le massacre fut gé-

néral et coûta la vie à quinze mille chrétiens. Ces hécatombes favorisèrent le développement de l'insurrection; des délégués de toute la Grèce, réunis à Épidaure, s'y constituèrent en Assemblée nationale et y proclamèrent l'indépendance grecque le 1<sup>er</sup> janvier 1822, en même temps qu'ils élaboraient une Constitution et choisissaient pour chef Alexandre Movrocordato.

A la nouvelle des massacres de Constantinople, le tsar avait envoyé une protestation au sultan et demandé réparation; devant l'opinion manifeste de son armée, et aussi de la population, qui l'avait salué à son retour à Laybach aux cris de : « Vivent les Grecs! », il sembla se préparer à intervenir, proposant à la France, par l'intermédiaire de La Ferronnays, une alliance étroite (19 juillet 1821). Mais une fois de plus, Metternich, par ses notes pressantes, le dissuada d'agir.

Cependant, le sultan, étant venu à bout d'Ali-pacha, avait tourné ses forces contre les Grecs, et son armée, maîtresse de Chio, s'y livra à des massacres qui frappèrent l'Europe occidentale d'indignation et inspirèrent à Victor Hugo une de ses plus belles « Orientales ». Alexandre se contenta de laisser étudier la question grecque à Vienne, dans de vaines conférences; il accepta même la démission de Capo d'Istria (août 1822). Le gouvernement grec envoya inutilement des délégués au congrès de Vérone à la fin de l'année pour implorer l'appui de l'Europe; les souverains de la Sainte-Alliance considéraient ces révol-

tés comme des révolutionnaires à la manière napolitaine et espagnole.

Malheureusement, les différents chefs de l'insurrection, ayant à faire face à des difficultés croissantes, cherchaient chacun leur avantage particulier. Mavrocordato fut écarté. Une sorte de guerre civile s'ensuivit qui semblait donner raison à Metternich, et qui permit à Alexandre d'élaborer un projet, dit des trois tronçons, qui consistait à accorder à la Grèce occidentale, à la Grèce orientale et à la Morée une autonomie limitée, semblable à celle dont jouissaient les provinces moldo-valaques. Ce projet fut d'ailleurs repoussé en même temps par les Grecs et par le sultan.

Samos, Psara, Tinos auraient eu sans doute le même sort que Chio sans la hardiesse de Canaris, qui avait fait sauter le vaisseau amiral; d'autre part, le Péloponnèse fut un instant délivré par la victoire de Colocotronis; mais il y eut ensuite, pendant plus de deux ans, des alternatives de succès et de revers. Lord Byron s'était enfoncé dans Missolonghi, où il mourut le 19 avril 1824. La place ne succomba qu'en 1826, vaincue par la famine et par les troupes qu'Ibrahim, fils de Méhémet-Ali, avait amenées d'Égypte; mais la garnison ne se rendit pas : 1 800 Souliotes réussirent à franchir les lignes ennemies et les derniers défenseurs de la place se firent sauter avec le bastion qu'ils avaient miné.

Malgré les appels de Capo d'Istria, le tsar déçu avait laissé écraser les Grecs; les gouvernements européens continuaient à affecter l'indifférence en face de cette lutte prolongée; l'opinion publique s'était émue en France, en Angleterre, en Suisse, mais les volontaires, accourus au secours des insurgés, n'avaient pu empêcher Missolonghi, après Navarin, de retomber au pouvoir des Musulmans. Mais à la mort d'Alexandre, l'Angleterre, pour empêcher Nicolas 1<sup>er</sup> de revendiquer



LA GRÈCE A MISSOLONGHI. — Peinture de Delacroix. — Musée du Louvre. Cl. BULLOZ.



seul la protection des chrétiens d'Orient, fut amenée à prendre le parti des Grecs. Le protocole du 4 avril 1826, confirmé l'année suivante par le traité de Londres, constitua le premier acte de la reconnaissance d'une Grèce nouvelle; la rencontre fortuite de Navarin (20 octobre 1827) entraîna la Russie à une guerre que l'Autriche, l'Angleterre, la France même avaient empêchée jusque-là.

Nicolas avait, en effet, considéré que la rupture avec les Turcs pouvait avoir d'autres motifs que la protection des insurgés grecs. Par le traité de Bucarest de 1812, le sultan avait promis des réformes en faveur des chrétiens de son Empire, des institutions spéciales, dans les principautés danubiennes et en Serbie. Cet engagement n'ayant pas été tenu, Nicolas, dès son avènement, s'était empressé d'envoyer un ultimatum qui aboutit, après les habituelles tergiversations de la Porte, au traité d'Ackerman du 7 octobre 1826. Or, après un an, le traité d'Ackerman n'était pas plus exécuté que celui de Bucarest, dont il était la confirmation; la Serbie attendait sa Constitution. Le sultan, qui, depuis l'abolition du corps des janissaires, avait organisé de nouvelles troupes appelées « soldats de Mahomet », ne parut disposé à aucune concession et, à la nouvelle de Navarin, lança un appel à la guerre sainte que le cabinet de Saint-Petersbourg s'empressa de relever.

Wellington, pour contre-balancer l'influence que la Russie allait reprendre en Orient, autorisait la France à occuper la Morée, que le pacha d'Égypte venait d'être contraint d'évacuer (juillet 1828), libérant enfin le sol hellénique, et l'on eut ce bizarre spectacle d'un ambassadeur de Russie réuni en conférences aux ambassadeurs français et anglais à Londres pour étudier la pacification orientale, tandis que les troupes du tsar franchissaient les Balkans.

Les armées russes s'emparèrent sans coup férir des places de la Dobroudja; le manque de vivres et la peste entravèrent la suite des opérations et, après la prise de Varna, les froids précoces obligèrent les Russes à repasser le Danube; mais, en 1829, le général Diébitch, maître de Silistrie, franchit les Balkans, occupa Andrinople sans combat et s'avancit audacieusement vers Constantinople. Le sultan ne songea pas ou n'osa pas prendre à revers des troupes singulièrement aventurées. Il capitula et signa, le 14 septembre 1829, le traité d'Andrinople, qui donnait pleine satisfaction à la Russie et contenait la reconnaissance par la Turquie d'un État grec, s'étendant jusqu'aux golfes d'Arta et de Volo et qui serait gouverné par un prince chrétien désigné par les grandes puissances.

La Russie restituait ses conquêtes en Europe et ne conservait que quelques places de la Transcaucasie, mais ses bâtiments de guerre et de commerce pourraient traverser librement les Détroits; la domination ottomane sur la Serbie, ainsi que sur les Principautés, était réduite à une suzeraineté purement nominale; les hospodars moldo-valaques devaient être nommés à vie.

Mahmoud avait cru rétablir son autorité en détruisant le corps trop indépendant des janissaires; il s'était laissé persuader, tant par l'intermédiaire autrichien que par l'ambassadeur britannique, que l'Europe ne tolérerait aucune atteinte à l'intégrité de l'Empire; en réalité, le traité d'Andrinople était le premier acte de démembrement de la Turquie qui, d'autre part, perdait bientôt Alger.

Quant à l'organisation de l'État grec, elle fit l'objet de conférences qui se tinrent à Londres. Dès octobre 1829, la France et l'Angleterre obtinrent qu'aucun lien de vassalité n'existât entre la Turquie et son ancienne province: l'indépendance de la Grèce était assurée en dépit de l'appui diplomatique que Metternich, ministre de sa Majesté Apostolique, n'avait cessé de donner au sultan. Ce n'est pas le moins inattendu, ni le moins fécond résultat des quinze années généralement inspirées par l'esprit de la Sainte-Alliance.

## BIBLIOGRAPHIE

### ANGLETERRE

CANNING (George), *Some official correspondence* (Londres, 1887, 2 vol.). — CASTLEREAGH (R. S. lord), *Memoirs and correspondence* (Londres, 1848-1852, 12 vol.). — HUSKISSON (William), *Speeches* (Londres, 1831, 3 vol.). — PEEL (Robert), *Memoirs* (Londres, 1856-1887, 2 vol.); — *Sir R. P. from his private papers* (Londres, 1891-1899, 3 vol.); — *Speeches in House of Commons* (Londres, 1853, 4 vol.). — ALISON (A.), *Lives of Castlereagh and Sir C. Stewart* (Londres, 1861). — BRODRICK (G. C.), *The Court of England under George IV* (Londres, 1896, 2 vol.). — FITZGERALD (P.), *Life of George IV* (Londres, 1884). — HILL (F. H.), *George Canning* (Londres, 1881). — MAC CARTHY (J.), *Peel* (Londres, 1891). — MARTINEAU (Harriet), *History of England during the 30 years peace, 1816-1846* (nouv. éd., Londres, 1877-1878, 4 vol.). — WALPOLE (Spencer), *History of England from the conclusion of the great war in 1815* (Londres, 1878-1886, 5 vol.).

### ALLEMAGNE

BIEDERMANN (K.), *1815-1840, 25 Jahre deutscher Geschichte* (Breslau, 1889-1890, 2 vol.). — CONS (L.), *Un siècle de l'histoire d'Allemagne: de Goethe à Bismarck* (1910). — DENIS (Eugène), *L'Allemagne de 1810 à 1852* (1898). — GENTZ (Fr. von), *Schriften*, publ. par G. S. Schlesier (Mannheim, 1838-1840, 5 vol.). — GOYAU (Georges), *L'Allemagne religieuse* (1896-1912, 5 vol.). — KEIL (R.), *Geschichte der deutschen Burschenschaft* (Léna, 1865); — K. L. Sand,

*dargestellt nach seinen Tagebüchern und Briefen* (Altenburg, 1821). — MAYER, *Corpus juris confederationis germanicae* (3<sup>e</sup> éd., par Zopfl, Francfort-sur-le-Mein, 1847-1869, 3 vol.). — MAZADE (C. de), *Un chancelier d'ancien régime, Metternich* (1889). — METTERNICH (Cl. von), *Mémoires, documents et écrits divers* (1880-1884, 8 vol.). — MONTGELAS (Maximilian von), *Briefe* (Ratisbonne, 1853); — *Memoiren* (1887). — PRADT (D.-D. de), *Congrès de Carlsbad 1819-1820*, 2 vol.). — SANDEMAN (G. A. C.), *Metternich* (Londres, 1911). — STOURDZA, *Mémoire sur l'état actuel de l'Allemagne* (1818). — STROBLE VON RAVELSBERG (E.), *Metternich und seine Zeit* (Vienne, 1906). — UHLMANN (J.), *Joseph Görres und die deutschen Einheits- und Verfassungsfragen bis zum Jahre 1824* (Leipzig, 1912).

### PAYS-BAS

BALAU (abbé S.), *Soixante-dix ans d'histoire contemporaine de la Belgique, 1815-1884* (2<sup>e</sup> éd., Louvain, 1891). — DE BOSCHKEMPER, *Staatkundige Geschiedenis van Nederland, 1815-1830* (Amsterdam, 1868). — GERLACHE (E.-C. de), *Histoire du royaume des Pays-Bas de 1814 à 1830* (Bruxelles, 1875, 3 vol.). — HYMANS, *Histoire politique et parlementaire de la Belgique de 1814 à 1830* (Bruxelles, 1869). — LEBEAU (J.), *Souvenirs, 1824-1841* (Bruxelles, 1883). — NUYENS (W. J.), *Geschiedenis van het nederlandse volk van 1810 tot op onze dagen* (1883-1886, 4 vol.). — TERLINDEN (Ch.), *Guillaume I<sup>er</sup> et l'Église catholique* (Bruxelles, 1906, 2 vol.).

### SUISSE

*Amtliche Sammlung der neuern eidgenössischen Abschiede, 1814-1848* (Berne, 1874-1876, 2 vol.). — FEDDERSEN, *Geschichte der schweizerischen Regeneration* (Zurich, 1867). — MUYDEN (B. von), *La Suisse sous le pacte de 1815* (1890-1892, 2 vol.). — ECHSLI (W.), *The Achievement of Swiss federal unity, 1815-1870* (Cambridge, 1909). — TILLIER, *Geschichte der Eidgenossenschaft während der sogenannten Reformationsepoche* (Berne, 1848-1850, 3 vol.).

### ITALIE

ANDRYANE (D.), *Mémoires d'un prisonnier d'État* (1637). — ARRIVABENE (c<sup>te</sup> G.), *D'une époque de ma vie, 1820-1822* (Bruxelles, 1861); — *Memorie della mia vita* (Florence, 1879-1884, 2 vol.). — *Carte segrete ed atti ufficiali della polizia austriaca in Italia, 1814-1848* (1851, 3 vol.). — CONFALONIERI (F.), *Memorie* (1890, 2 vol.). — PELLICO (Silvio), *Le mie Prigioni* (1833). — PEPE (général Guglielmo), *Memorie* (Naples, 1847, 2 vol.).

ARTAUD DE MONTOR, *Histoire de Pie VII* (1837); — *Histoire de Léon XII* (1843, 2 vol.). — BERTOLINI (Fr.), *Storia d'Italia dal 1816 al 1875* (Milan, 1880). — BIANCHI GIOVINI (Aur.), *L'Austria in Italia* (Florence, 1853). — COLLETTA (P.), *Storia del reame di Napoli, 1734-1825* (Capolago, 1834, 2 vol.). — COSTA DE BEAUREGARD, *La Jeunesse du roi Charles Albert* (1889). — FARINI (Luigi C.), *Lo Stato romano, 1815-1850* (2<sup>e</sup> éd., Florence, 1850-1851, 3 vol.). — GIACOMETTI (L.), *La Question italienne de 1814 à 1860* (1893). — GIOVAGNOLI (R. M.), *Risorgimento italiano dal 1815 al 1848* (Milano, 1900-1912). — PETRUCELLI DELLA GATTINA (Ferd.), *Storia dell'idea italiana* (Milan, 1882). — SANDONA (A.), *Il Regno lombardo-veneto, 1814-1859* (Milan, 1912). — SANTAROSA (Santorre di), *La Révolution piémontaise* (1822). — TIVARONI (Carlo), *Storia critica del risorgimento italiano, l'Italia durante il dominio austriaco* (Turin, 1892, 2 vol.).

### ESPAGNE ET PORTUGAL

*Mémoires de Ferdinand VII*, par Don \*\*, traduits en fr. par G. H. \*\*\* (1824). — CUSTINE (A. de), *L'Espagne sous Ferdinand VII* (1838, 4 vol.). — JULIAN (P.-L.-P. de), *Précis historique des principaux événements politiques et militaires qui ont amené la Révolution d'Espagne* (1821). — LAUMIER (Ch.-L.), *Histoire de la Révolution d'Espagne en 1820* (1820). — LUZ SORIANO, *Historia da guerra civil e do estabelicimento do governo parlamentar en Portugal* (Lisbonne, 1866-1884, 14 vol.). — MIÑANO (Sébastien), *Histoire de la Révolution d'Espagne de 1820 à 1823* (1834, 2 vol.). — MIRAFLORES (Manuel Pando Fernandez de Pinedo, marquis de), *Apuntes histórico-criticos para escribir la historia de la revolución de España desde 1820 hasta 1823* (Londres, 1834, 3 vol.). — VILLARRUTIA (Wenceslao Ramirez, marquis de), *Las Mujeres de Fernando VII* (Madrid, 1916).

### RUSSIE

ANGEBERG (c<sup>te</sup> d'), *Recueil des traités, conventions et actes diplomatiques concernant la Pologne, 1762-1862* (1862). — CZARTORYSKI (Adam), *Mémoires et correspondance* (1887, 2 vol.). — LEBZELTERN (comte L. von), *Les Rapports diplomatiques de Lebzelttern, 1816-1826* (Saint-Petersbourg, 1913). — OGINSKI, *Mémoires* (1833). — TREMBICKA (Fr.), *Mémoires d'une Polonoise* (1841, 2 vol.). — BERNHARDI (Th. b<sup>ou</sup>), *Geschichte Russlands und der europäischen Politik in den Jahren, 1814-1831* (Leipzig, 1863-1877, 3 vol.). — BOUDOU (le P. Adrien, S. J.), *Le Saint Siège et la Russie, 1814-1847*, t. I (1922, in-8<sup>o</sup>). — GOETZE (P. V.), *Fürst A. N. Galitzin und seine Zeit* (Leipzig, 1882). — GOLOVIN (Ivan), *Histoire d'Alexandre I<sup>er</sup>* (Leipzig, 1859). — HOFFMANN (A. K.), *Coup d'œil historique sur le royaume de Pologne, 1815-1830* (1834). — KORFF (baron), *Avènement au trône de l'empereur Nicolas I<sup>er</sup>* (1857). — LACROIX (Paul), *Histoire de la vie et du règne de Nicolas I<sup>er</sup>* (1864). — RAIN (P.), *Alexandre I<sup>er</sup>, un tsar idéologue* (1913). — SCHNITZLER (J. H.), *Histoire intime de la Russie sous les empereurs Alexandre I<sup>er</sup> et Nicolas I<sup>er</sup>* (1847, 2 vol.). — WALISZEWSKI (A.), *Le Règne d'Alexandre I<sup>er</sup>* (1924, 3 vol.).

### ÉTATS SCANDINAVES

REDDAWAY (W. F.), *Scandinavia, 1815-1870* (Cambridge, 1909). — RUBIN (M.), *Frederik VI's Tid fra Kielerfreden til Kongens død* (Copenhague, 1895). — SÆRS (J. E. V.), *Norges politiske historie, 1815-1885* (Christiania, 1904). — THRIGE (J. R.), *Danmarks historie i vort aarhundrede* (Copenhague, 1889-1890, 2 vol.).

### EMPIRE OTTOMAN

ANCEL (Jacques), *Manuel historique de la question d'Orient, 1792-1925* (2<sup>e</sup> éd., 1926). — CAUSSIN DE PERCEVAL, *Précis historique de la destruction des janissaires par le sultan Mahmoud en 1826* (1833). — MUNCH (von), *Mahmud II* (Stuttgart, 1839). — OBRENOVITCH (Michel), *Miloch Obrenovitch* (1850). — SAINT-RÉNÉ-TAILLANDIER, *La Serbie, Kara Georges et Milosch* (1871). — CUNIBERTI, *Serbia e la dinastia Obrenovic* (Turin, 1893).

BULGARI (Stamati), *Notice sur le comte Capo d'Istria* (1832). — CHAPUISAT (Ed.), *La Restauration hellénique* (Genève, 1924). — GERVINUS, *Insurrection et résurrection de la Grèce* (1863). — ISAMBERT (G.), *L'Indépendance grecque et l'Europe* (1900). — METAXAS (C.), *Souvenirs de la guerre d'indépendance de la Grèce, 1821-1830* (1888). — RAYBAUD, *Mémoire sur la Grèce pour servir à la guerre de l'indépendance* (1825, 2 vol.). — SOUTZO (Al.), *Histoire de la Révolution grecque* (1829). — STOURDZA (Alex.), *La Grèce en 1821* (Leipzig, 1822). — YEMENIZ, *Scènes et récits des guerres de l'indépendance* (1869).





CASIMIR PÉRIER, EN PRÉSENCE DES DÉPUTÉS, REMET A LOUIS-PHILIPPE D'ORLÉANS, ENTOURÉ DE SA FAMILLE, L'ACTE QUI L'APPELLE AU TRÔNE (9 août 1830). — Peinture de Dumoulin. — Musée de Versailles. CL. NEURDEIN.

## CHAPITRE II

# L'EUROPE DE 1830 A 1848

### I. LA FRANCE SOUS LOUIS-PHILIPPE

**L** OUIS-PHILIPPE. — LA REVISION DE LA CHARTE. — L'ORGANISATION DE LA MONARCHIE DE JUILLET. — Aussitôt après le départ de Charles X, la Chambre des députés, qu'il avait voulu dissoudre, se réunit et maintint la monarchie héréditaire au profit de la maison d'Orléans (7 août); Louis-Philippe prit le titre de « roi des Français » (9 août).

Il était né en 1773. Son père, Philippe-Égalité, avait siégé à la Convention, voté la mort de Louis XVI et péri à son tour sur l'échafaud. Lui-même afficha d'abord des idées révolutionnaires, servit la République, combattit à Valmy et à Jemmapes; mais la trahison de Dumouriez, qui travaillait peut-être à l'établir sur le trône, le contraignit à fuir (1793). Après plusieurs années d'une vie errante et laborieuse en Allemagne et en Suisse, il voyagea dans l'Amérique du Nord, d'où il ne revint qu'en 1799. Sous le Directoire et le Consulat, des républicains « nantis » songèrent à une restauration en sa faveur. L'exécution du duc d'Enghien et l'établissement de l'Empire ruinèrent ces projets. Alors Louis-Philippe se rapprocha des émigrés, accepta une pension de l'Angleterre, épousa en 1809 Marie-Amélie, fille du roi des Deux-Siciles que Napoléon avait chassé de Naples, mais ne fut pas admis à servir dans les armées coalisées. Bien que Louis XVIII lui eût restitué les immenses domaines de sa famille, Louis-Philippe refusa de le suivre à Gand, pendant les Cent-Jours. Compromis par les intrigues de Fouché, il se retira en Angleterre et y demeura jusqu'en 1817 pour marquer son hostilité à la politique de réaction. De retour en France, il se tint à l'écart, mais cultiva sa popularité : il menait une vie très simple, envoyait ses fils au lycée, recevait l'élite de la société libérale. Il séduisait par son savoir étendu et sa vive intelligence. Il conquist les sympathies de la bourgeoisie.

Louis-Philippe dut jurer d'observer fidèlement la Charte révisée. La Chambre en supprima le préambule, considéré comme injurieux pour les Français, auxquels il paraissait « octroyer des droits qui leur appartiennent essentiellement » ; elle abolit la censure et adopta le drapeau tricolore ; elle fixa à cinq ans la durée du mandat des députés et leur donna, ainsi qu'aux Pairs, le droit de présenter des propositions de loi ; elle interdit au roi de prendre des ordonnances, sinon pour assurer l'exécution des textes législatifs. Le budget des cultes fut maintenu, mais le catholicisme perdit le caractère de religion d'État. La loi électorale du 19 avril 1831 supprima le double vote, conserva le scrutin d'arrondissement et doubla le nombre des électeurs, en accordant le droit de suffrage aux citoyens âgés de vingt-cinq ans et payant 200 francs d'impôts, au lieu de 300.

Ce système laissait peu de place aux « capacités » et le « pays légal » ne comprenait qu'une minorité de 190 000 privilégiés sur une population de 32 millions d'âmes. Par ailleurs, les communes reçurent le droit d'élire les conseillers municipaux, les maires et adjoints restant à la nomination du gouvernement (21 mars 1831). Une « garde nationale », composée de citoyens capables de s'équiper à leurs frais, fut organisée pour maintenir l'ordre et concourir à la défense nationale ; elle élisait ses officiers jusqu'au grade de chef de bataillon et désignait des candidats pour les emplois supérieurs (22 mars). Enfin l'abolition de la pairie héréditaire (29 décembre 1831) empêcha la formation d'une aristocratie de naissance.

La Révolution de 1830, saluée par la bourgeoisie comme « un événement providentiel », selon l'expression de Mignet, lui assura le pouvoir aux dépens du personnel politique de la Restauration et consolida sa puissance sociale. Hostile à la monarchie de droit divin, elle restreignit les prérogatives de la couronne et affirma le principe de la souveraineté nationale, mais le droit de suffrage resta lié à la propriété.



# LES PARTIS EN 1830. — LA POLITIQUE PERSONNELLE DU ROI. — LE MINISTÈRE LAFFITTE.

Le nouveau régime ne s'installa pas sans secousses. « Il n'y a pas eu de Révolution », déclarait Casimir Périer ; il y a eu un simple changement dans la personne du chef de l'État. » Le célèbre banquier interprétait à merveille les sentiments du monde des affaires et de la haute finance, qui aspirait au rétablissement rapide de l'ordre, au maintien de la paix au dehors, et aussi ceux de doctrinaires tels

que Guizot et le duc de Broglie, qui redoutaient des convulsions intérieures. De leur union naquit le « parti de la résistance ».

Mais beaucoup d'esprits généreux croyaient venue l'heure de renouer la tradition révolutionnaire : il leur paraissait difficile de refuser au peuple sa part des bénéfices de la victoire commune et de ne pas l'associer plus largement à l'exercice du pouvoir ; ils rêvaient de déchirer les traités de 1815 et de secourir dans l'Europe entière tous les opprimés.

Défendues par des journalistes de talent, comme Armand Carrel, les idées démocratiques et nationalistes se répandirent surtout dans la petite bourgeoisie parisienne, dans la « boutique ». C'est là que, sous les auspices de La Fayette et du banquier Laffitte, qui n'oubliait pas ses humbles origines, se recruta le « parti du mouvement », qui s'apparentait aux républicains. Ceux-ci, sous la direction de Godefroy Cavaignac, avaient été les principaux artisans de la chute de Charles X ; trop peu nombreux, ils avaient dû s'effacer, mais ils restaient fidèles à leur idéal, travaillaient à obtenir des adhésions parmi les ouvriers et guettaient l'occasion de renverser la monarchie orléaniste.

Enfin les « légitimistes », les « carlistes », criblaient d'épigrammes l'usurpateur, le « roi des barricades », et s'efforçaient d'alarmer les catholiques : leurs clameurs trouvaient peu d'écho et leur opposition était plus gênante que dangereuse.

Louis-Philippe tenait à conserver une couronne tardivement acquise. Attentif à ne pas fournir à l'Europe le prétexte d'une intervention, il s'appliqua, dès les premiers jours, à réfréner les aspirations démocratiques. Possesseur d'une immense fortune personnelle qu'il gérât avec soin, il inclinait d'instinct vers les théories conservatrices ; mais soucieux de ménager sa popularité de « roi citoyen », il laissa d'abord le pouvoir aux chefs du « parti du mouvement », Dupont de l'Eure, puis Laffitte (août 1830-mars 1831).

Cette période de sept mois fut très agitée. La plupart des ministres de Charles X, signataires des ordonnances, avaient été traduits devant la Cour des Pairs. Après un procès solennel (septembre-décembre 1830),



LAFFITTE (1767-1844).



CASIMIR PÉRIER (1777-1832).

Polignac et ses coaccusés furent condamnés à la détention perpétuelle : il ne fallut rien moins que l'énergie du ministre de l'Intérieur, Montalivet, pour réprimer les violentes manifestations de ceux qui réclamaient la peine de mort. Puis, le 14 février 1831, les légitimistes célébrèrent, à Saint-Germain-l'Auxerrois, un service solennel à la mémoire du duc de Berry et une quête y fut faite au profit des gardes du corps blessés pendant les journées de Juillet : la foule s'ameuta, saccagea l'église, le presbytère et, le lendemain, l'archevêché.

## LE MINISTÈRE CASIMIR PÉRIER (MARS 1831-MAI 1832).

— AGITATION DES PARTIS D'OPPOSITION. — La persistance de l'agitation et la crainte des complications extérieures paralysaient le commerce et l'industrie ; la rente 3 pour 100 était tombée à 52 francs. Pour rassurer le pays, Louis-Philippe fit appel aux chefs du « parti de la résistance » et Casimir Périer prit le pouvoir (13 mars 1831). Banquier comme Laffitte et grand capitaliste, il travailla avec une énergie inflexible à restaurer le principe d'autorité, servit la cause de la paix tout en s'efforçant de maintenir le prestige de la France et plia à ses volontés le monarque lui-même : ce fut la politique du « juste milieu ». Mais le « roi citoyen » ne fut plus que le roi du « pays légal », de la bourgeoisie censitaire, et il entra en conflit avec les ouvriers et les bourgeois qui n'étaient pas représentés à la Chambre.

Une vive effervescence se manifestait parmi les travailleurs des grandes villes. A Paris, le préfet de police interdit les attroupements et les coalitions. A Lyon, où la crise économique sévissait avec une intensité particulière dans l'industrie de la soie, la réduction des salaires à 18 sous pour une journée de 15 à 16 heures plongea les canuts dans la détresse. Ils s'agitèrent, les patrons s'émurent et, sur l'intervention du préfet, un nouveau tarif fut élaboré d'un commun accord (15 octobre 1831). Mais les fabricants s'étant ravisés, les ouvriers se soulevèrent (21 novembre) : précédés du drapeau noir portant l'inscription : « *Vivre en travaillant ou mourir en combattant*, » ils descendirent de la Croix-Rousse, et, après deux jours de lutte, ils contraignirent la garnison à évacuer la ville. Casimir Périer révoqua le préfet, annula le tarif et fit réoccuper Lyon par près de 40 000 hommes (décembre).

Il ne fut pas moins ardent à réprimer les menées et les complots de l'opposition antidynastique.

Les républicains s'étaient groupés dans des sociétés secrètes ; leurs journaux déversaient l'injure sur la famille royale et Louis-Philippe était devenu la proie des caricaturistes, les Philippon et les Daumier. Casimir Périer fit poursuivre les associations de plus de vingt personnes et les auteurs d'articles séditieux : dès le 2 juin 1832, cinquante-

deux procès avaient été intentés à la *Tribune* d'Armand Marrast. Les jurys condamnaient rarement et les débats fournissaient aux inculpés l'occasion de défendre publiquement leurs théories ; mais il suffisait de quelques lourdes amendes pour ruiner des feuilles à clientèle restreinte.

Les légitimistes paraissaient moins redoutables au gouvernement : Chateaubriand affectait de se tenir à l'écart et parlait de tuer Louis-Philippe « par le mépris » ; l'éloquent Berryer était isolé à la Chambre des Pairs ; la conspiration de la rue des Prouvaires, dont les membres se proposaient d'enlever la famille royale, fut déjouée par la police (janvier 1832). Le ministère surveillait étroitement l'épiscopat, suspect de sympathies trop vives pour la cause carliste ; il refusait de reconstruire l'archevêché et de rouvrir l'église Saint-Germain-l'Auxerrois ; il fermait le couvent des trappistes de La Meilleraye, dénoncé comme un foyer d'agitation. Cette politique déplaisait à Louis-Philippe, qui redoutait l'hostilité du clergé, et le



LES OUVRIERS LYONNAIS INSURGÉS repoussent les troupes à la barrière de la Croix-Rousse (23 novembre 1831). — Gravure populaire de l'époque.





ARRESTATION DE LA DUCHESSE DE BERRY A NANTES (novembre 1832), dans la maison de M<sup>lles</sup> du Guigny. — Bibl. Nat. CL. BULLOZ.

roi ne fut pas moins sensible à l'indifférence voulue de son premier ministre, qui laissa réduire la liste civile de 40 à 12 millions. Il aspirait à secouer le joug, lorsque, au début de 1832, une épidémie de choléra fit, en trois mois, à Paris, près de 20 000 victimes, parmi lesquelles Casimir Périer lui-même (16 mai). Ses collaborateurs conservèrent le pouvoir, mais il ne fut pas remplacé à la présidence du Conseil, et Louis-Philippe estima qu'il pourrait désormais gouverner par lui-même. Deux nouvelles tentatives de ses adversaires lui rappellèrent aussitôt que sa dynastie n'était pas assurée du lendemain.

Le gouvernement eut aisément raison de l'entreprise téméraire de la duchesse de Berry. Malgré ses conseillers les plus dévoués, elle se flattait de rendre aisément la couronne à son fils. Elle débarqua à Marseille (avril 1832), tenta vainement de soulever la Provence, puis se hâta de gagner la Vendée, qui ne bougea pas : à peine réunit-elle autour d'elle une poignée de gentilshommes et quelques centaines de paysans. La répression fut rapide (juin). La duchesse s'enfuit et se cacha à Nantes ; livrée à la police, elle fut internée au château de Blaye (novembre). On ne tarda pas à apprendre, avec stupeur, qu'elle était enceinte, et elle affirma qu'elle avait épousé secrètement le comte napolitain Lucchesi Palli. Discreditée aux yeux même de ses partisans, elle n'était plus dangereuse : elle fut bientôt remise en liberté.

Plus grave fut l'insurrection populaire qui ensanglanta Paris en ce même mois de juin 1832. Des députés de gauche, au nombre de 134, venaient de publier un compte rendu où ils dénonçaient un retour offensif de la réaction : « La Restauration et la Révolution, écrivaient-ils, sont en présence ; la vieille lutte que nous avons crue terminée recommence. » Le 5 juin 1832, 50 000 personnes suivirent les funérailles du général Lamarque, ancien soldat de l'Empire et député, que ses idées avaient rendu très populaire. Une émeute éclata, provoquée par les membres des sociétés secrètes, des réfugiés étrangers et les Polytechniciens. La moitié de Paris se couvrit de barricades. L'ordre ne fut rétabli que le lendemain, après une lutte ardente qui s'acheva au cloître Saint-Merry. Les chefs des insurgés furent déferés au jury et 82 condamnations furent prononcées. Le gouvernement ordonna la dissolution de la société républicaine des *Amis du peuple*, qui se réclamait de Robespierre et demandait le suffrage universel ainsi que des réformes sociales.

LE GRAND MINISTÈRE (11 OCTOBRE 1832). — L'alerte avait été chaude. Louis-Philippe n'en resta que plus attaché à la politique de résistance. Le 11 octobre 1832, il constitua, sous la présidence du maréchal Soult, le « grand ministère », qui groupait des hommes

de premier plan — le duc de Broglie aux Affaires étrangères, Thiers à l'Intérieur, Guizot à l'Instruction publique — et travailla à consolider le régime en complétant la Charte.

La loi du 25 juin 1833 établit dans chaque département un conseil général et des conseils d'arrondissement, élus au suffrage censitaire. La loi du 28 juin 1833, préparée par Guizot, admit le principe de la liberté de l'enseignement primaire ; elle astreignit chaque commune à entretenir une école élémentaire, gratuite pour les indigents, et dont la direction pourrait être confiée à un instituteur laïque ou congréganiste ; l'instruction morale et religieuse était inscrite en tête des programmes et les ministres des cultes devaient participer à la surveillance des écoles publiques ; aucune obligation n'était imposée aux parents en ce qui concerne la fréquentation scolaire.

LA PROPAGANDE RÉPUBLICAINE. — INSURRECTIONS DE LYON ET DE PARIS (1834). — LES LOIS DE SEPTEMBRE (1835). — Cependant les républicains avaient formé la *Société des Droits de l'Homme*, qui reprit le programme des *Amis du peuple*, recruta 4 000 adhérents à Paris et organisa plusieurs sections en province. Leurs idées gagnaient du terrain dans les départements de l'Est et commençaient à s'infiltrer dans le Midi. Le gouvernement s' alarma et la loi du 10 avril 1834 restreignit la liberté d'association. Les républicains, malgré l'irrésolution de leurs chefs, ripostèrent. A Lyon, ils s'allièrent aux ouvriers mécontents de l'insuffisance de leurs salaires et, pendant quatre

jours, tinrent en échec la force armée ; il fallut pour les réduire employer le canon (9-12 avril). A Paris des barricades s'élevèrent dans le Marais et le quartier Saint-Martin, où la rue Transnonain fut le théâtre de scènes tragiques. Mais Thiers veillait : 40 000 hommes, sous les ordres du général Bugeaud, réprimèrent l'émeute sans merci (13-14 avril). Une tentative de sédition militaire avorta à Lunéville, et il y eut des manifestations tumultueuses à Chalon-sur-Saône, Grenoble, Saint-Étienne, Clermont-Ferrand et Marseille. 2 000 républicains furent arrêtés, 164 mis en jugement devant la Chambre des Pairs, constituée en Haute Cour de justice ; le procès, très orageux, dura jusqu'en janvier 1836 : la plupart des accusés furent condamnés à la déportation ou à la prison.

Au cours des débats, l'attentat de Fieschi contre le roi (28 juillet 1835) détermina le vote des fameuses « lois de septembre ». Elles rendaient secrets les votes du jury, qui se prononcerait désormais à la majorité simple ; elles punissaient de la détention et de fortes amendes la provocation à la révolte, l'offense au roi, l'« attaque contre le principe ou la forme du gouvernement » ; le cautionnement des journaux était relevé et la censure préalable rétablie pour les dessins et les caricatures. Atteint par ces mesures, privé de ses chefs, le parti républicain se trouva réduit à l'impuissance, mais ne désarma pas, et il y eut des attentats jusqu'à la fin du règne.

LE REGROUPEMENT DES PARTIS. — Dans l'intervalle,



INSURRECTION DE LYON (9-12 avril 1834). — Gravure populaire de l'époque. — Bibl. Nat.





« LE VENTRE LÉGISLATIF ». — On reconnaît, entre autres, Guizot, d'Argout, Molé, Fulchiron. — Lithographie de Daumier. — Bibl. Nat.

le grand ministère s'était peu à peu divisé (1834-1835) et, en même temps, le parti de la résistance. Tandis que le « centre gauche », conduit par Thiers, défendait la doctrine parlementaire, à savoir que les ministres ne sont responsables que devant la Chambre, le « centre droit » soutenait la thèse constitutionnelle : « Le trône n'est pas un fauteuil vide, » déclarait Guizot. Dupin, de son côté, avait formé un « tiers parti ». Enfin l'ancien parti du mouvement s'assagit sous le nom de « gauche dynastique ». Louis-Philippe, dont ces divisions servaient les intérêts, confia à Thiers la présidence du Conseil, le 22 février 1836 ; mais, dès le 6 septembre, à l'occasion d'un différend sur les affaires d'Espagne, il le contraignit à démissionner. Il le remplaça par un homme du centre droit, Molé, qu'il jugeait plus souple que Guizot.

**LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE A STRASBOURG (1836).** — C'est alors qu'apparaît sur la scène politique le neveu de l'empereur, Louis-Napoléon Bonaparte, fils de l'ancien roi de Hollande et d'Hortense de Beauharnais. Né en 1808, il avait dû quitter la France en 1815 : il avait vécu en Savoie, en Bavière et en Suisse, où il était devenu capitaine dans l'artillerie fédérale. Affilié au carbonarisme, il avait pris part en 1831 à un soulèvement libéral dans les États de l'Église. Après la mort du duc de Reichstadt (1832), il ne tarda pas à se poser en prétendant. Il avait écrit des *Réveries politiques* et rédigé un *Projet de Constitution* ; il s'y prononçait pour un régime démocratique et un gouvernement fort. Il pensa que le mécontentement des masses populaires lui permettrait de renverser facilement Louis-Philippe.

Le 30 octobre 1836, à Strasbourg, il entraîna le 4<sup>e</sup> régiment d'artillerie à cheval, mais le 46<sup>e</sup> d'infanterie refusa de le suivre, et il fut arrêté. La presse officielle affecta de ne pas prendre au sérieux l'équipée du « petit nigaud impérial » ; mais Louis-Napoléon avait en France plus de partisans qu'on ne le croyait. Le gouvernement étouffa l'affaire : il embarqua le prétendant pour l'Amérique et le jury du Bas-Rhin acquitta ses complices.

**LA CHAMBRE CONTRE LE POUVOIR PERSONNEL (1837-1839).** — La Chambre commençait à s'inquiéter de la politique du roi ; elle repoussa la *loi d'apanage*, qui eût accordé une double dotation au duc de Nemours et à la reine des Belges (1837). Molé n'en conserva pas moins la présidence du Conseil, se bornant à sacrifier Guizot ; mais l'opposition ne désarma pas. En janvier 1839, de vifs débats se prolongèrent durant douze jours, 128 discours furent prononcés, et le ministère n'obtint qu'une majorité précaire de 13 voix. A la dissolution de la Chambre, les électeurs répondirent en se prononçant contre le parti de la cour, et Molé dut se retirer (8 mars).

Des milieux parlementaires l'agitation s'était répandue dans le pays. En août 1838, une pétition de la garde nationale parisienne réclama l'extension du droit de suffrage ; l'exemple fut suivi en province et, vers le milieu de l'année 1839, le *National*, organe des réformistes, annonça qu'il avait recueilli 150 000 signatures. Le 12 mai 1839, une poignée d'exaltés, membres de la Société secrète des *Saisons*, tentèrent de soulever Paris. Ils se heurtèrent à une indifférence presque

générale et essayèrent un échec complet. Leurs chefs, Barbès et Blanqui, furent arrêtés, condamnés à mort, puis graciés.

**LE MINISTÈRE THIERS. — NOUVELLE TENTATIVE DE LOUIS-NAPOLÉON. — LE GOUVERNEMENT DE GUIZOT (1840).** — Il ne fut donnée aucune suite aux revendications populaires et Louis-Philippe travailla à disloquer la coalition qui avait vaincu Molé. Le maréchal Soult, à qui il s'adressa d'abord (12 mai 1839), fut renversé lorsqu'il demanda à son tour une dotation pour le duc de Nemours, et Louis-Philippe dut rappeler Thiers (1<sup>er</sup> mars 1840).

Thiers eut à réprimer une seconde tentative de Louis-Napoléon Bonaparte qui, à Boulogne, essaya vainement d'entraîner le 42<sup>e</sup> de ligne (6 août) : le prétendant fut arrêté, condamné par la Chambre des Pairs à la détention perpétuelle et enfermé au château de Ham, d'où il s'échappa d'ailleurs en 1846. Mais bientôt Thiers prit, à propos de la crise d'Orient, une attitude belliqueuse qui déplut au roi, et il démissionna (octobre).

C'est alors que Louis-Philippe, revenant au centre droit, constitua un gouvernement qui devait durer jusqu'à la fin du règne. Soult le présida jusqu'en 1842, mais Guizot, ministre des Affaires étrangères, en fut le véritable chef, parce qu'il gagna la confiance entière du roi, dont la politique fut la sienne. Partisan d'un gouvernement solide, hostile à toute aventure guerrière, il s'efforça constamment de maintenir et de fortifier la prépondérance de la haute bourgeoisie.

**L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE. — LES CHEMINS DE FER. — LE SOCIALISME.** — Une ère de prospérité semblait s'ouvrir pour la France pacifiée. De 1831 à 1846, la population passa de 32 569 000 habitants à 35 401 000, et l'on assista à un prodigieux développement de la richesse mobilière. Un sérieux effort fut accompli pour stimuler l'activité économique. L'État, les conseils généraux élus et les communes collaborèrent à l'amélioration des voies de communication : en 1847, la France possédait 35 400 kilomètres de routes royales, 40 000 kilomètres de routes départementales et 770 000 kilomètres de chemins vicinaux. Près de 400 millions furent consacrés à l'aménagement des cours d'eau ou à la construction de canaux (canaux du Rhône au Rhin, de l'Aisne à la Marne et de la Marne au Rhin) ; la longueur totale du réseau de navigation intérieure se trouva portée à 12 000 kilomètres. On se décida enfin, non sans hésitation, à doter le pays d'un réseau ferré. Les premières lignes, établies dans le Sud-Est par l'initiative privée, ne mesuraient encore que 270 kilomètres en 1836 et ne servaient guère qu'à des entreprises industrielles. Les lignes de Paris à Saint-Germain et à Versailles, destinées aux voyageurs, ne furent inaugurées qu'en 1837. Des hommes d'État comme Thiers, des savants comme Arago restaient hostiles au nouveau mode de locomotion. Bref, le gouvernement attendit jusqu'en 1842 pour faire voter une loi qui décida en principe la construction de six grandes lignes unissant la capitale à Lille, Le Havre, Nantes, Bordeaux, Marseille et Strasbourg ; elles seraient



« NE VOUS Y FROTTEZ PAS ! » Un ouvrier typographe défend la liberté de la presse contre Louis-Philippe, représenté à gauche armé du légendaire parapluie. A droite, Charles X, déjà mis à mal pour n'avoir pas tenu compte de cet avis. — Lithographie de Daumier. — Bibl. Nat. CL. LEMARE



exploitées par des Compagnies privées, qui devraient équiper les voies et fournir le matériel roulant; l'acquisition des terrains, la construction des lignes et des gares seraient à la charge de l'État, qui pourrait, au terme de la concession et après expertise, racheter les voies et le matériel. La cherté des fers et la difficulté de rassembler des capitaux retardèrent les travaux. En 1848, la France, largement dépassée par les États-Unis, l'Angleterre et la Prusse, ne disposait que de 1322 kilomètres de voies ferrées. De même, elle resta longtemps fidèle au vieux système de la télégraphie optique, et les premiers crédits pour la pose de fils unissant Paris à Rouen et à Lille ne furent votés qu'en 1845 et 1846.

Les ministres de Louis-Philippe eurent aussi le désir d'accroître les échanges avec l'étranger. Des sommes importantes furent dépensées pour aménager les ports, construire des phares, subventionner des services réguliers de paquebots vers les Antilles et le Levant. La conquête de l'Algérie assura aux ports de la Méditerranée de sérieux éléments de trafic. Dans l'Atlantique, dans l'océan Indien, dans le Pacifique, la marine de guerre travailla à ouvrir de nouveaux débouchés; elle fit flotter le pavillon français sur les rives du Gabon, à Nossi-Bé, à Mayotte, au nord de Madagascar, à Tahiti. Mais, tandis que l'Angleterre et les États-Unis lançaient déjà des navires à coques de fer, nos armateurs tardaient à rajeunir leur flotte, et notre commerce extérieur ne s'élevait encore vers 1848 qu'à 1 milliard et demi de francs par an.

Pourtant, la production nationale s'accroissait régulièrement. Les concessions de mines se multiplièrent; l'extraction du charbon passa de 1 500 000 tonnes en 1829 à 5 millions en 1847; c'est à cette époque que l'on commença à découvrir les puissants gisements du Pas-de-Calais. Les progrès de la métallurgie furent moins rapides: l'emploi de la houille prévalut pour la fabrication du fer, mais les hauts fourneaux, dispersés au nombre d'environ 500 dans les régions forestières, continuèrent pour la plupart à pratiquer la fonte au bois. Par contre, l'industrie des constructions mécaniques s'implanta à Mulhouse; le Creusot adopta le marteau-pilon à vapeur (1841); la machine-outil fit son apparition (1844); la machine à imprimer tendit à se substituer à la presse à bras. Régénérées par l'introduction progressive des métiers mécaniques, les industries textiles prirent un vigoureux essor dans la région lyonnaise, dans le Nord, à Lille, Roubaix et Tourcoing, et dans l'Alsace méridionale, autour de Mulhouse.

Ainsi, peu à peu, les progrès du machinisme préparaient le triomphe de la grande industrie et favorisaient la concentration des entreprises. Des masses ouvrières de plus en plus compactes se pressaient autour des usines métallurgiques, des filatures et des tissages. Un prolétariat se formait, qui commença de défendre ses intérêts de classe et protesta contre l'interdiction des associations de plus de vingt personnes, des coalitions et des grèves.

Au sein même de la bourgeoisie, les revendications ouvrières trouvèrent de l'écho. Des penseurs généreux, animés d'une foi mystique, estimaient que la science était capable non seulement de transformer la face de la terre et les conditions matérielles de l'existence, mais encore de régénérer les âmes et d'assurer le bonheur de l'humanité tout entière. Saint-Simon, mort en 1825, avait annoncé l'avènement de la « physique sociale », et soutenu que les institutions devaient avoir désormais pour objet « l'amélioration physique et morale de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre »; mais ses disciples, qui appartenaient pour la plupart au monde intellectuel, n'eurent que peu de contacts avec le peuple et n'exercèrent sur lui qu'une influence indirecte. Auguste Comte entreprit à son tour de constituer la sociologie et d'élaborer un système de politique positive; ses écrits ne furent d'abord connus que d'un cercle étroit d'initiés. De même, les théories de Fourier, mélange parfois incohérent de conceptions chimériques et d'idées fécondes, ne s'adressaient guère qu'aux « hommes éclairés ». De son côté, Proudhon soumettait à une âpre critique les institutions établies, proclamait l'illégitimité de la propriété privée, appelait de ses vœux, au nom de la justice, l'avènement d'un régime de stricte égalité et de liberté absolue. Enfin,



CHEMIN DE FER DE VERSAILLES EN 1843. — Embarcadère de la place de l'Europe à Paris. — Bibl. Nat. CL. NEURDEIN

une doctrine mal définie, mais nettement anticapitaliste, le communisme, s'infiltrait dans les masses ouvrières; elle dérivait dans une certaine mesure de la tradition robespierriste et babouviste, transmise par Buonarrotti.

Sur la méthode à suivre, les avis étaient partagés. Des révolutionnaires, comme Blanqui, croyaient à la possibilité d'un coup de force qui livrerait le pouvoir au peuple; d'autres, plus nombreux, n'attendaient la victoire que d'une sage et lente évolution. Épris de fraternité, ennemi de la violence, Cabet lui-même voulait que la suppression de l'inégalité s'opérât par des voies pacifiques et proposait dans son *Voyage en Icarie* (1840) des expériences dont le succès, inévitable à ses yeux, ne manquerait pas de convertir les adversaires les plus déterminés du communisme. Nul n'exerça sur les ouvriers une action plus efficace que Louis Blanc. Son livre sur l'*Organisation du travail* (1840) eut un immense retentissement: Tout homme, disait-il, a droit au travail, et la société a le devoir de lui en procurer; l'État doit subventionner des ateliers sociaux, spécialisés et dirigés par les ouvriers eux-mêmes qui se partageront les bénéfices, organiser des coopératives pour refréner les excès de la spéculation et supprimer les profits illicites du commerce privé; l'antagonisme des producteurs et des consommateurs disparaîtra, les parasites seront éliminés, chacun travaillera et jouira du fruit de son travail.

L'OPPOSITION CATHOLIQUE, LAMENNAIS. — La monarchie de Juillet, dont la chute devait être précipitée par sa résistance aux idées démocratiques, ne s'assura pas davantage l'appui fidèle des catholiques. Animée de l'esprit voltairien, la bourgeoisie de 1830 estimait pourtant que le peuple a besoin d'une religion, et Louis-Philippe voyait dans l'Eglise un rempart contre la propagande révolutionnaire. L'épiscopat se rallia assez vite au nouveau régime. Mais

un prêtre ultramontain, Félicité de Lamennais, entreprenant dans son journal l'*Avenir* une ardente campagne, soutint que l'Eglise cesserait d'être impopulaire le jour où elle ne serait plus inféodée à un gouvernement ou à un parti; elle devait donc rejeter le Concordat, qui permettait à des souverains indignes de la peupler de « laquais tonsurés », se réclamer du droit commun, revendiquer la liberté de l'enseignement et la liberté d'association promises par la Charte révisée, et, s'inspirant de l'Évangile, défendre dans le monde entier la cause des faibles et des opprimés.

Cette doctrine recruta de nombreux adeptes non seulement chez les laïques, mais dans le clergé inférieur; elle recueillit l'adhésion de Lacordaire et celle de Montalembert. Le gouvernement s'émut, poursuivit en justice Lamennais et ses amis, qui avaient ouvert, sans autorisation, une école à Paris; il s'adressa aux évêques, qui interdirent aux curés la lecture de l'*Avenir*, puis au pape. Grégoire XVI, hostile aux tendances de Lamennais, admirait pourtant son talent et lui savait gré de ses convictions ultramontaines; Lamennais affecta



LOUIS BLANC (1812-1882). — CL. CARJAT.



de croire que Rome ne l'avait pas désavoué et reprit sa propagande : alors parut l'Encyclique *Mirari vos* (15 août 1832) qui réprouvait implicitement, mais clairement, ses idées. Il se soumit d'abord, puis se ravisa et publia en 1833 ses fameuses *Paroles d'un croyant*. Cette fois, l'Encyclique *Singulari vos* (juin 1834) le condamna expressément et il rompit avec l'Église.

Ses amis, restés catholiques, continuèrent à réclamer l'exécution des promesses de la Charte. La loi Guizot sur l'enseignement primaire ne leur suffisait pas ; ils voulaient aussi la liberté de l'enseignement secondaire. Mais tous les projets élaborés à partir de 1836 pour leur donner au moins une satisfaction partielle se heurtèrent, devant les Chambres et dans l'opinion, à une résistance irréductible des défenseurs du monopole universitaire. Le gouvernement ferma les yeux sur la reconstitution des congrégations non autorisées : il dut négocier à Rome la disparition des Jésuites, après la violente campagne menée par Thiers, Victor Cousin, Michelet, Quinet, Eugène Sue, etc., contre la célèbre société (1845).

Une propagande suivie avait accru le prestige de l'Église dans les milieux populaires. C'est de ce côté que les chefs du parti catholique, M<sup>rs</sup> Parisis, Montalembert, Falloux tournèrent les yeux. Ils allaient accueillir avec enthousiasme la seconde République et en obtenir ce que la monarchie de Juillet leur avait refusé.

**LA RÉFORME ÉLECTORALE ET LA CAMPAGNE DES BANQUETS.** — Vers 1847, les passions religieuses semblaient s'être apaisées ; la question électorale passa au premier plan. La mort prématurée de l'héritier présomptif de la couronne, le duc d'Orléans, qui s'était rendu populaire par son libéralisme, avait affaibli la dynastie (1842), atteinte d'autre part par les mécomptes de sa politique étrangère. Guizot, pour s'assurer une majorité docile, pratiqua systématiquement la corruption : les fonctionnaires soucieux de leur avancement devaient voter pour les candidats officiels ; préfets et sous-préfets gagnaient les voix des électeurs en leur promettant les faveurs gouvernementales. A la Chambre, plus du tiers des députés étaient fonctionnaires, et d'autres ne restaient pas insensibles aux profits que le ministère pouvait leur procurer dans les grandes entreprises financières ou les marchés de l'État. Bref la Chambre n'était même plus la représentation fidèle du « pays légal ».

La gauche dynastique eut l'impression du danger ; elle demanda une loi sur les incompatibilités parlementaires et une réforme électorale qui eût abaissé le cens et donné le droit de vote aux « capacités ». Guizot, soutenu par le roi, persista dans la politique d'immobilité que Lamartine lui reprochait avec véhémence. Battue à la Chambre, l'op-



LAMENNAIS (1782-1854). — Gravure d'après Ary Scheffer. — Bibl. Nat.

position trouva aisément un point d'appui au dehors. L'abaissement du prix des journaux avait doublé le nombre des lecteurs ; or la *Presse*, d'Émile de Girardin, dénonçait à grand fracas les scandales financiers du jour et accusait le gouvernement de complicité. Le *National*, d'Armand Marrast, faisait campagne, depuis plusieurs années, pour la réforme électorale. Dans la *Réforme*, le socialiste Louis Blanc et le radical Ledru-Rollin réclamaient le suffrage universel.

Tous les adversaires de Guizot s'unirent pour organiser des banquets à Paris et en province (1847). On y entendit des paroles violentes ; Lamartine s'écriait : « Il y a eu les révolutions de la liberté et les contre-révolutions de la gloire ; on verra la révolution de la conscience publique, la révolution du mépris. » Guizot, s'obstinant, ouvrit la session de janvier 1848 par un discours du trône qui dénonçait les « passions ennemies ou aveugles ». La Chambre vota l'adresse sans avoir obtenu aucune promesse (12 février).

#### LA RÉVOLUTION DE 1848. — CHUTE DE LA MONARCHIE DE

**JUILLET.** — L'agitation reprit, dirigée surtout contre Guizot. Un banquet devait avoir lieu à Paris dans le XII<sup>e</sup> arrondissement. Le gouvernement l'ayant interdit, les chefs du mouvement décidèrent d'organiser un cortège de protestation : ils se ravisèrent bientôt et donnèrent contre-ordre, mais la manifestation eut lieu quand même et tourna à l'émeute.

Dans la matinée du 22 février, des groupes tumultueux se formèrent autour de la Madeleine et place de la Concorde. L'effervescence s'accrut dans l'après-midi ; les bagarres se succédèrent à la fois dans les quartiers bourgeois de l'Ouest et dans les quartiers ouvriers de l'Est jusqu'au milieu de la nuit. Le 23, la majorité de la garde nationale pactisa avec l'émeute. Louis-Philippe se résigna, accepta la démission de Guizot, offrit le pouvoir à Molé qui hésita, puis refusa, et s'adressa enfin à Thiers ; mais, en même temps, il plaça à la tête de la garnison de Paris le maréchal Bugeaud, qui était d'avis d'employer la force. A dix heures du soir, boulevard des Capucines, les manifestants voulurent pénétrer dans le ministère des Affaires étrangères. Le poste de garde, affolé, tira sur la foule. Alors ouvriers et bourgeois se levèrent en masse, et Paris se hérissa de barricades. Une offensive tentée par Bugeaud dans la matinée du 24 échoua complètement ; la fidélité de ses troupes devenait incertaine ; d'accord avec Thiers, il leur ordonna de se replier vers les Tuileries, dont la foule se rapprochait. Déjà les cris de : « Vive la République ! » alternaient avec ceux de : « Vive la Réforme ! » Découragé, Louis-Philippe abdiqua en faveur de son petit-fils, le comte de Paris, et reprit le chemin de l'exil.

La duchesse d'Orléans se rendit à la Chambre pour faire proclamer son fils et obtenir la régence ; mais les insurgés, qui s'étaient emparés de l'Hôtel de Ville et du Château, envahirent la salle des séances. Pendant que s'enfuyaient la duchesse et la plupart des députés, ils acclamaient la République et décidaient la formation d'un gouvernement provisoire comprenant Dupont de l'Eure, Arago, Lamartine, Ledru-Rollin, Garnier Pagès, Marie et Crémieux. La liste de ses membres avait été arrêtée dans les bureaux du *National*. Mais lorsqu'il voulut s'installer à l'Hôtel de Ville, il y trouva un autre gouvernement patronné par un journal plus avancé, la *Réforme*, et où dominaient les éléments radicaux et socialistes. On parvint, non sans peine, à s'entendre : Armand Marrast, Flocon, Louis Blanc et l'ouvrier Albert furent adjoints à la liste du *National*. Enfin constitué, le gouvernement proclama solennellement la République démocratique.

Ainsi disparaissait la monarchie censitaire. Le mouvement de surprise qui la renversa ne s'explique ni par un complot savamment préparé, ni par un coup d'audace des sociétés secrètes. La politique de Louis-Philippe et de Guizot, hostile à toute réforme, avait provoqué un mécontentement profond, dont des incidents secondaires ne firent que hâter l'explosion. La monarchie de Juillet avait été renversée par la bourgeoisie libérale, par les républicains partisans du suffrage universel, par ceux enfin qui voyaient dans la République l'instrument des transformations sociales.



« ILS NE SAVENT PLUS A QUELS SAINTS SE VOUER ! » — Gravure satirique de Grandville. — Bibl. Nat.



## II. LA POLITIQUE EXTÉRIEURE

### DE LOUIS-PHILIPPE (1)

Les « républicains », qui s'étaient résignés à l'avènement de Louis-Philippe, espéraient qu'il adopterait leur programme de politique étrangère et se mettrait à la tête des peuples contre la Sainte-Alliance pour propager les principes de liberté et d'égalité, affranchir les nations opprimées, déchirer les traités de 1815. « La vue du drapeau tricolore, disait leur chef Cavaignac, voilà ce qui a soulevé le peuple, et il serait certainement plus facile de pousser Paris contre le Rhin que vers Saint-Cloud. » En effet, au lendemain des « trois glorieuses », la « Boutique », cette petite bourgeoisie d'artisans et de commerçants où va se recruter le « parti du mouvement », est animée d'un esprit belliqueux. Des libéraux de la veille comme Armand Carrel, des catholiques comme Lamennais, des penseurs comme Quinet et Louis Blanc affirment que partout les Français seront accueillis en libérateurs, qu'une ère de progrès et de bonheur va s'ouvrir pour l'humanité régénérée.

Mais Casimir Périer et Guizot étaient résolument hostiles à une politique d'aventures qui eût renoué contre la France l'alliance de Chaumont, provoqué une invasion désastreuse et préparé la ruine des institutions libérales. L'ordre au dedans, la paix au dehors : telle fut la devise du « parti de la résistance », à qui Talleyrand prêtait l'appui de son autorité. Louis-Philippe était trop avisé pour risquer sa couronne dans une entreprise de conquête et de propagande dont le résultat serait peut-être de raffermir la Sainte-Alliance ébranlée ; mais il tenait à conserver sa popularité : il louvoya et, tout en confiant la présidence du Conseil à Laffitte, l'un des chefs du parti du mouvement, il donnait l'ambassade de Londres à Talleyrand, avec qui il ne cessa de correspondre directement.

**L'EUROPE ET LA RÉVOLUTION DE JUILLET.** — L'Angleterre, dans son ensemble, avait appris avec satisfaction, en même temps que le succès des idées libérales, la chute de Polignac, le champion de l'alliance russe, le ministre qui avait osé lui tenir tête dans l'affaire d'Alger ; elle reconnut Louis-Philippe dès le 1<sup>er</sup> septembre. Mais craignant que la France ne fût tentée de s'engager dans la voie des conquêtes, elle accueillit avec satisfaction le choix de Talleyrand, le négociateur du congrès de Vienne, et ses déclarations rassurantes : la France, pas plus que l'Angleterre, n'admettait

(1) Sur les questions internationales et la politique des divers États, voir, en outre, page 141 et suivantes.



LA DUCHESSE D'ORLÉANS, ACCOMPAGNÉE DE SON FILS, A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS (février 1848). — Bibl. Nat. CL. BULLOZ.

« le principe de l'intervention dans les affaires intérieures de ses voisins ».

Tout autre fut l'attitude des puissances continentales. L'Autriche et la Prusse acceptèrent le fait accompli, mais de mauvaise grâce. Le tsar Nicolas I<sup>er</sup>, irrité d'une Révolution qui avait renversé son allié Charles X, sembla tout d'abord devoir prendre une attitude belliqueuse ; il ne se laissa fléchir qu'à contre-cœur, malgré l'humilité de Louis-Philippe. Mais la France restait suspecte. Metternich dénonçait avec violence le principe de non-intervention : « Ce sont les brigands qui récusent la gendarmerie, et les incendiaires qui protestent contre les pompiers. » S'il croyait à la sagesse personnelle de Louis-Philippe, il redoutait qu'il ne pût résister aux exigences des révolutionnaires. En Allemagne et au sud des Alpes, les libéraux escomptaient l'appui moral et matériel des hommes de Juillet ; l'exemple de Paris devenait contagieux ; coup sur coup, en Belgique, en Pologne et en Italie, des révoltes éclatèrent qui tendaient à briser l'œuvre du congrès de Vienne et de la Sainte-Alliance.

**AFFAIRES DE BELGIQUE, DE POLOGNE ET D'ITALIE.** — **POLITIQUE EXTÉRIEURE DE CASIMIR PÉRIER.** — L'insurrection belge (août 1830) plaça le gouverne-

ment de Louis-Philippe dans une situation délicate. La moindre imprudence eût déclenché une guerre générale. Céder aux sollicitations du « parti du mouvement » qui rêvait d'annexion, c'était réveiller les inquiétudes traditionnelles de l'Angleterre, la réconcilier avec les puissances du continent, provoquer une intervention armée à la fois en Belgique et en France. Mais Louis-Philippe ne pouvait pas davantage, sans s'exposer à l'irritation populaire, négliger l'occasion qui s'offrait d'affaiblir la barrière édiflée contre la France en 1814, ni tolérer dans un pays voisin une action militaire des États absolutistes.

Talleyrand sut débrouiller cet écheveau. Il garantit à l'Angleterre le désintéressement territorial de la France, insista sur la nécessité de défendre le principe de non-intervention. Une Conférence internationale réunie à Londres (4 novembre) notifia au roi des Pays-Bas qu'il ne serait pas soutenu par les armes. L'Europe admettait donc implicitement que les traités de 1815 n'étaient pas intangibles.

Un incident faillit compromettre cette victoire morale de la France. Le Congrès belge s'était prononcé pour la monarchie constitutionnelle, tout en excluant du trône, à perpétuité, la famille d'Orange-Nassau, contrairement aux intentions de la Conférence (24 novembre). A Paris, l'insurrection po-



CÉRÉMONIE FUNÈBRE CÉLÉBRÉE A LA MADELEINE en l'honneur des victimes de la Révolution de février 1848. — Gravure de Raunheim et Naissant. — Bibl. Nat.



lonaise avait ranimé le « parti du mouvement » ; l'idée d'une annexion ou d'un partage de la Belgique regagnait du terrain, et Louis-Philippe toléra des intrigues tendant à faire élire comme roi son second fils, le duc de Nemours. Le 3 février 1831, le Congrès belge élit en effet le prince par 97 voix contre 74 au duc de Leuchtenberg, fils d'Eugène de Beauharnais. L'heure était décisive : averti par Talleyrand de l'irritation croissante de l'Angleterre, Louis-Philippe refusa la couronne offerte à son fils.

La paix de l'Europe restait encore à la merci d'un incident. Les événements de Pologne et d'Italie affaiblissaient provisoirement, mais exaspéraient les gouvernements absolutistes cependant qu'ils surexcitaient les espérances des propagandistes français.

L'insurrection de Varsovie (30 novembre 1830) et la proclamation de l'indépendance polonaise (janvier 1831) déchaînèrent à Paris un enthousiasme indescriptible. Patriotes et démocrates saluèrent avec joie le réveil d'un peuple ami de la France. Les chansons de Béranger, les articles enflammés des journaux de gauche, les discours de La Fayette et de Montalembert proclamaient, avec la même foi naïve, que la France régénérée ne saurait sans déchoir laisser écraser les Polonais. « La cause des rois, écrivait le *National* le 6 janvier 1831, ne peut plus espérer que des victoires d'un jour. »

Bientôt l'Italie centrale prend feu à son tour ; les carbonari s'insurgèrent à Parme, à Modène, dans les États de l'Église, et les souverains implorèrent le secours de l'Autriche.

L'état des finances et de l'armée ne permettait pas au gouvernement français d'entreprendre une guerre offensive pour répondre aux appels des peuples ; mais il lui était difficile de souffrir à la fois l'écrasement de la Pologne par le tsar et l'action de Metternich en Italie. Laffitte, par ses atermoiements, mécontenta ses amis du « parti du mouvement » sans rassurer leurs adversaires. Casimir Périer, qui le remplaça, sut pratiquer une politique digne et prudente. La France, déclara-t-il le 18 mars 1831, s'en tiendrait au principe de non-intervention, mais elle n'entendait pas qu'il servît de « masque à l'esprit de conquête ». Résolument hostile à une guerre de propagande, il voulait du moins refréner les ambitions des autres puissances. Lorsque les Autrichiens pénétrèrent dans l'Italie centrale (21 mars), il protesta énergiquement, et menaça d'envoyer une escadre et des troupes à Civita-Vecchia. Metternich céda, mais le Saint-Siège ne réalisa pas les réformes promises à l'Europe ; les troubles recommencèrent et les Autrichiens rentrèrent à Bologne (28 janvier 1832). Irrité, Casimir Périer riposta aussitôt : le 7 février, une flotte française mit à la voile, et, le 23, débarqua un régiment à Ancône. Cet acte de vigueur provoqua une stupeur générale. Metternich jeta feu et flammes, et les ambassadeurs vinrent en corps demander à Casimir Périer s'il existait encore un droit public européen. Le ministre tint bon : nos troupes restèrent à Ancône jusqu'au jour où les Autrichiens eurent évacué Bologne (1838).

Les mêmes considérations dictèrent à Casimir Périer sa politique en Belgique. D'accord avec l'Angleterre, il fit élire comme roi Léopold de Saxe-Cobourg et élaborer le traité des « Dix-huit » articles, qui reconnaissait l'indépendance de la Belgique et sa neutralité et laissait en suspens le sort du Luxembourg (juin-juillet 1831). Le roi des Pays-Bas protesta, dénonça l'armistice (2 août) et envahit la Belgique. La réponse de Casimir Périer ne se fit pas attendre ; 50 000 Français franchirent la frontière et repoussèrent les Hollandais ; l'année suivante, le maréchal Gérard les expulsa d'Anvers (décembre 1832). Casimir Périer ne réclama ni indemnité, ni compensation territoriale ; il lui suffisait d'avoir obtenu la revision partielle des traités de 1815 et une sorte de satisfaction morale par le mariage de la princesse Louise, fille de Louis-Philippe, avec le roi Léopold. Il mourut d'ailleurs avant la solution définitive du problème belge, qui ne fut réglé qu'en 1839 par le traité des « Trente-neuf » articles.

Cependant, les manifestations se succédaient à Paris en faveur de

la Pologne, mais Casimir Périer ne pouvait, sans se contredire, dénier au tsar le droit de rétablir l'ordre dans ses États. Il essaya d'organiser une médiation à trois, avec l'Angleterre et la Prusse : il se heurta à des refus polis. Il tenta de fléchir le tsar ; le chancelier Nesselrode répliqua : « Nous sommes maîtres chez nous. » Varsovie succomba le 6 septembre 1831. Le mot prononcé à la tribune par le ministre des Affaires étrangères, Sebastiani : « L'ordre règne à Varsovie, » blessa et irrita si fort le sentiment national qu'une émeute éclata à Paris. Elle fut réprimée, et Casimir Périer obtint de la Chambre un vote de résignation.

## RIVALITÉ DE LA FRANCE ET DE L'ANGLETERRE. — AFFAIRES D'ESPAGNE. — LA CRISE ORIENTALE. — Lorsque Casimir Périer mourut, l'Europe le re-

gretta, car il l'avait rassurée ; mais Louis-Philippe éprouva une impression de soulagement. Délivré d'une tutelle qui lui pesait, il s'essaya de nouveau à pratiquer une politique personnelle. Ses ambitions, ses intrigues contribuèrent, presque autant que le caractère difficile de son partenaire, Palmerston, à ruiner cette entente avec l'Angleterre qui avait permis à Talleyrand et à Casimir Périer de tenir en échec la politique de la Sainte-Alliance. Très vite, les conflits se multiplièrent entre les deux puissances libérales de l'Europe occidentale, et leurs rivalités d'intérêts, exploitées par des diplomaties jalouses, les mirent aux prises dans la péninsule Ibérique, au Maroc, en Orient, aux colonies. Louis-Philippe fut dès lors amené à rechercher l'alliance ou les sympathies des États absolutistes de l'Europe centrale. Ainsi s'expliquent les variations de la politique pratiquée de 1832 à 1848, les échecs qu'elle subit, les humiliations nationales qui en résultèrent et qui ne furent pas l'une des moindres causes de la chute du régime.

C'est dans la péninsule Ibérique que, sous les dehors d'une amitié officielle, les hostilités s'ouvrirent entre les diplomaties anglaise et française. Les libéraux du Portugal étaient aux prises avec l'usurpateur dom Miguel ; la France et l'Angleterre souhaitaient leur succès. En 1831, Casimir Périer intervint, prenant prétexte des vexations infligées à nos nationaux : l'escadre de l'amiral Roussin força les passes du Tage et contraignit dom Miguel à s'humilier.

L'Angleterre s'inquiéta. Depuis le traité Methuen, elle considérait le Portugal comme une sorte de chasse gardée. Elle s'évertua désormais à limiter notre influence au sud des Pyrénées.

L'insurrection des carlistes contre la jeune reine Isabelle et la régente Marie-Christine lui fournit bientôt l'occasion d'agir. Dès le mois de juin 1833, Palmerston, à l'insu de notre diplomatie, conclut avec dona Maria, qui venait de rentrer à Lisbonne, et avec Marie-Christine, une Triple-Alliance défensive, prévoyant une action militaire commune. Talleyrand ne réussit qu'à grand-peine à faire transformer ce pacte en une Quadruple-Alliance par le traité de Londres du 22 avril 1834.

L'entente cordiale avait vécu. Tandis qu'à Madrid, la France soutenait les modérés, qui jugeaient suffisant le statut de 1834, octroyé par la régente, l'Angleterre encourageait les progressistes, qui réclamaient un régime parlementaire. Comme les carlistes restaient menaçants, Palmerston proposa, en 1835, une action simultanée de la flotte britannique sur les côtes et de l'armée française en Navarre. Thiers se déroba et, pour éteindre la guerre civile, négocia, par l'entremise de Metternich, un mariage entre Isabelle et le fils de don Carlos. Cette combinaison échoua et l'irritation de Palmerston fut à son comble lorsque Thiers, se décidant soudain à accorder à Marie-Christine l'intervention armée qu'elle sollicitait, favorisa la formation d'un corps de volontaires qui devait franchir les Pyrénées sous les ordres d'un général français. Les menaces de Metternich inquiétèrent Louis-Philippe, et Thiers dut se retirer (1836).

Ainsi la France s'était aliéné l'Angleterre, et les souverains abso-



« L'ORDRE RÈGNE A VARSOVIE. » Cette phrase, prononcée à la tribune de la Chambre, le 16 septembre 1831, par Sebastiani, ministre des Affaires étrangères, parut une insulte au sentiment public et provoqua des troubles en France. — Gravure de Grandville. — Bibl. Nat. CL. BULLOZ.



lutistes continuaient à boudier le « roi des barricades ». L'agitation entretenue au sud des Alpes par les réfugiés de Suisse et de France leur fournit le prétexte d'une manifestation retentissante : réunis à Münchengraetz (septembre 1833), le tsar, l'empereur d'Autriche et le prince royal de Prusse revendiquèrent hautement pour les souverains le droit de s'entr'aider contre leurs ennemis intérieurs.

Malgré ce retour offensif des puissances absolutistes, Louis-Philippe rechercha dans l'Europe centrale une alliance de rechange. Talleyrand lui-même l'y poussait : « Les grandes cours ne vous aiment pas, disait-il, mais elles commencent à vous estimer. » Le roi fit donc des avances à Metternich, et Thiers fut d'abord partisan de cette politique, qui ménagea partout la cour de Vienne, même en Espagne ; mais le duc d'Orléans, héritier présomptif de la couronne, ne put obtenir la main d'une archiduchesse autrichienne (1836) ; il dut renoncer à forcer le « blocus matrimonial » organisé par Metternich et épouser une obscure princesse allemande, Hélène de Mecklembourg-Schwerin (1837).

Molé ne fut pas plus heureux que Thiers : il dut abandonner Ancône dès que les Autrichiens eurent quitté brusquement Bologne (1838), et le traité de 1839 ne régla pas la question belge à la satisfaction de nos amis du Nord.

Les affaires d'Orient mirent en évidence l'isolement de notre pays. Depuis plusieurs années, l'opinion publique française se passionnait en faveur du pacha d'Égypte, Méhémet-Ali, le disciple de Bonaparte, l'homme dont l'énergie avait ranimé la vallée du Nil ; elle avait applaudi à ses victoires répétées sur le sultan.

Lorsqu'en 1840 l'Angleterre, la Prusse, l'Autriche et la Russie se concertèrent pour défendre l'intégrité de l'Empire ottoman et détruire la puissance égyptienne, la France vit dans leur attitude une provocation. Thiers, président du Conseil depuis quatre mois, et notre ambassadeur à Londres, Guizot, avaient été tenus à l'écart des négociations. Le pacte de Londres (15 juillet) apparut comme « un nouveau traité de Chaumont », disait Soult, comme « un Waterloo diplomatique », disait Lamartine, et il provoqua une explosion de colères patriotiques. Les journaux dénoncèrent la perfidie de l'Angleterre et l'insolence des monarques absolus. A la cour même, les princes, le duc d'Orléans surtout, aspiraient à la guerre. Les idées de revanche hantaient de nouveau les esprits ; par-dessus le Rhin, Français et Allemands échangeaient des invectives. Tout en continuant à négocier, Thiers multipliait les préparatifs militaires, créait de nouveaux régiments, entourait Paris de fortifications. Mais Louis-Philippe, résolu à éviter la guerre, contraignit Thiers à démissionner et le remplaça par Guizot, qui dut consentir à ce que la Syrie fût enlevée à notre protégé. Ce fut pour l'amour-propre national une humiliation terrible.

**GUIZOT ET L'ALLIANCE ANGLAISE.** — Guizot entreprit cependant de reconquérir l'alliance anglaise. Le remplacement de Palmerston par le conservateur Aberdeen, d'esprit plus conciliant (décembre 1841), favorisa cette tentative de rapprochement. Mais les rancunes de l'opinion française subsistaient et les intérêts des deux États continuaient de s'opposer sur beaucoup de points.

Pour réprimer la traite des nègres, interdite par le congrès de Vienne, la France et l'Angleterre avaient décidé que leurs croiseurs surveilleraient les côtes occidentales d'Afrique et exerceraient un droit de visite réciproque sur les navires suspects. La convention du 29 mai 1841 autorisait l'Angleterre à employer un plus grand nombre de croiseurs que la France et à exercer le droit de visite dans des parages plus étendus. La Chambre, le pays et le monde du commerce jugeaient que cette concession allait jusqu'à la condescendance, et la vérification du pavillon fut substituée à la visite des navires (1845).

Vers la même époque, en Espagne, les Anglais aidaient le général Espartero à chasser Marie-Christine et travaillaient à marier la jeune reine Isabelle à un Cobourg, cousin du prince-consort, alors que Louis-Philippe la destinait



« LA TRÈS HAUTE, TRÈS PUISSANTE, TRÈS SOLIDE REINE D'ESPAGNE. » La jeune reine Isabelle, accompagnée de sa mère la régente Marie-Christine, essaie de maintenir le sceptre royal que les partis politiques se disputent. — Gravure satirique de l'époque. — Bibl. Nat. CL. BULLOZ

à l'un de ses fils. Pourtant, en 1843, une éclaircie se produisit. Espartero fut renversé par Narvaez et Marie-Christine rentra à Madrid. La reine Victoria vint à Eu rendre visite à Louis-Philippe ; il fut entendu qu'Isabelle n'épouserait ni un Cobourg, ni un Orléans. L'année suivante, Louis-Philippe fut reçu à Windsor. Une correspondance presque affectueuse se poursuivit entre les deux souverains et les rapports personnels de Guizot et d'Aberdeen devinrent excellents. Ce fut la belle période de l'entente cordiale rajeunie. Mais l'accord ne fut jamais que superficiel ; des incidents répétés entretenaient les méfiances et les jalousies des deux peuples.

En 1844, lorsque la France repoussa victorieusement l'agression marocaine provoquée par Abd-el-Kader, l'Angleterre s'émut et Aberdeen déclara aux Communes qu'il ne nous permettrait aucune acquisition territoriale.

A la même date, un conflit éclata dans l'océan Pacifique. Malgré les intrigues de l'Anglais Pritchard, à la fois missionnaire, apothicaire et consul, le commandant Dupetit-Thouars avait établi le protectorat français sur Tahiti (1842). A l'instigation de Pritchard, la reine Pomaré essaya de reprendre son indépendance. Dupetit-Thouars revint, proclama la déchéance de Pomaré, annexa l'île et expulsa Pritchard (mars 1844). Soutenu par une opinion passionnée, le cabinet de Londres réclama réparation : Guizot ne ratifia pas l'annexion, mais déclara maintenir le protectorat ; il refusa de reconnaître à Pritchard la qualité de consul, mais il offrit une indemnité au négociant ; il refusa de faire des excuses, mais il exprima des regrets. Guizot ne devait pas, affirmait-on, faire de telles concessions, et la Chambre ne l'approuva qu'à une majorité de huit voix (janvier 1845).

La question des mariages espagnols et le retour de Palmerston au pouvoir (1846) achevèrent de disloquer l'entente cordiale. De nouveau, Palmerston voulait marier Isabelle à un Cobourg. La France, d'accord avec la reine mère, fit prévaloir une autre solution : Isabelle épousa son cousin, le duc de Cadix, et sa sœur, Louis-Fernande, un fils de Louis-Philippe, le duc de Montpensier. La reine d'Angleterre fut courroucée et Palmerston poursuivit désormais de son animosité Louis-Philippe et son ministre. En France, la violence des sentiments antibritanniques était telle que la Chambre, en février 1847, approuva la diplomatie de Guizot par une majorité sans précédent : 248 voix contre 84.



MOLÉ (1781-1855). — D'après Ingres. CL. BRAUN.





L'ENTENTE CORDIALE. — La reine Victoria, accompagnée du prince consort, visite l'escadre française (13 octobre 1844). — Peinture de Biard. — Musée de Versailles. Cf. BULLOZ.

**GUIZOT ET METTERNICH.** — A l'entente cordiale succédait brusquement une hostilité déclarée. Or, les signes avant-coureurs d'une crise européenne se multipliaient. Les passions libérales et unitaires se réveillaient en Allemagne. En Suisse, les radicaux étaient aux prises avec le Sonderbund catholique. En Italie, l'avènement d'un pape libéral et patriote, Pie IX, enfiévrant les esprits. Louis-Philippe et Guizot n'en persistaient pas moins dans leur politique. C'est à peine s'ils protestèrent contre l'annexion par l'Autriche de la petite République de Cracovie, dernier refuge de l'indépendance polonaise (1846).

En mai 1847, Guizot proposa à Metternich une alliance contre les doctrines de désordre et aussi contre la Prusse, qui rêvait sans doute d'unifier l'Allemagne et de détruire par suite l'équilibre européen. Il essaya d'intervenir à ses côtés en Suisse, en faveur des cantons catholiques. Mais Palmerston poussa les radicaux à agir sans délai : en trois semaines, le général Dufour brisa la résistance du Sonderbund (novembre 1847).

Bientôt, une formidable secousse révolutionnaire vint ébranler la plus grande partie de l'Europe : l'Italie d'abord, puis la France, l'Allemagne, les États des Habsbourg secouèrent le joug. Renversés à quelques jours d'intervalle, Guizot et le prince Metternich allaient se retrouver à Londres, en exil, auprès de leur vieil ennemi Palmerston.

## BIBLIOGRAPHIE

APPONYI (comte R.), *Journal*, publ. par E. Daudet (1913-1926, 4 vol.). — AUMALE (duc d'), *Correspondance avec Cuvillier-Fleury* (t. I<sup>er</sup>, 1840). — CUVILLIER-FLEURY, *Journal et correspondance intimes* (1903, 2 vol.). — DINO (duchesse de), *Chronique de 1831 à 1862*, publ. par la princesse Radziwill (1909-1910, 4 vol.). — DUPIN aîné, *Mémoires* (1855-1861, 4 vol.). — FALLOUX, *Mémoires d'un royaliste* (1888-1925, 3 vol.). — JOINVILLE (prince de), *Vieux souvenirs*,



GUIZOT (1787-1874). — D'après Paul Delaroche.

1818-1848 (1894). — LAFAYETTE, *Mémoires, correspondance et manuscrits* (1837-1838, 6 vol.). — MAVIDAL (J.) et LAURENT (S.), *Archives parlementaires*, 2<sup>e</sup> série, t. LXIII-CXXXVI (1886-1912; jusqu'en 1839). — MONTALIVET (comte de), *Fragments et souvenirs* (1899-1900, 2 vol.). — TALLEYRAND, *Correspondance diplomatique; Ambassade à Londres, 1830-1834*, publ. par G. Pallain (1891). — THIERS (Ad.), *Discours parlementaires*, publ. par Calmon (1879-1889, 16 vol.). — TOCQUEVILLE, *Œuvres et correspondance inédites* (1861). — VICTORIA (la reine), *Correspondance*, trad. par Bardoux (1908, 3 vol.).

**HISTOIRE INTÉRIEURE.** — ARNAUD (Raoul), *L'Égérie de Louis-Philippe, Adélaïde d'Orléans* (1908). — BEAUMONT-VASSY (vicomte de), *Les Salons de Paris et la Société parisienne sous Louis-Philippe I<sup>er</sup>* (1866). — BLANC (Louis), *Histoire de dix ans* (1841-1844, 5 vol.; nouv. éd., 1879-1881). — CHARLÉTY (S.), *La Monarchie de Juillet*, t. V de l'*Histoire de France contemporaine* de Lavis (1921). — COCHIN (Denys), *Louis-Philippe, d'après des documents inédits* (1918). — CRÉMIEUX (A.), *La Révolution de Février* (1912). — DAUDET (Ernest), *Le Procès des ministres* (1909). — DOUARCHE (A.), *Michel de Bourges et le parti républicain* (1882, in-8<sup>o</sup>). — DUVERGIER DE HAURANNE, *Histoire du régime parlementaire en France*, t. X (1871). — FERMÉ (A.), *Les Grands Procès politiques. Strasbourg-Boulogne* (1868, 2 vol.). — FOURNIÈRE (Eug.), *Le Règne de Louis-Philippe, dans l'Histoire de la Révolution de 1848* (1860-1862, 8 vol.). — GIROD (de l'Ain), *Cour des Pairs, Affaire du*

*mois d'avril 1834, Rapport* (1834, 4 vol.). — GOYON (B. de), *La Duchesse de Berry dans la Vendée, 1831-1832* (Avranches, 1903). — HILLEBRAND (Carl.), *Geschichte Frankreichs von der Thronbesteigung Louis Philipps* (Gotha, 1877-1881, 2 vol.). — LACOMBE (C. de), *Vie de Berryer* (1894-1895, 3 vol.). — LECANUET (le P.), *Montalembert* (1895-1902, 3 vol.); — Berryer (1893). — MANTOUX (P.), *Talleyrand en 1830* (Revue historique, 1903). — MARCEL (P.), *Essai politique sur Alexis de Tocqueville* (1910). — MAZADE (Ch. de), *Thiers* (1884). — QUENTIN-BAUCHART, *Lamartine, homme politique* (1903). — REGNAULT (Élias), *Histoire de huit ans, 1840-1848* (1851, 3 vol.). — TCHERNOFF (G.), *Le Parti républicain sous la monarchie de Juillet* (1901). — THIRRIA, *Napoléon III avant l'Empire* (1893-1896, 2 vol.). — THUREAU-DANGIN, *Histoire de la monarchie de Juillet* (1897-1904, 7 vol.). — TROGNON (A.), *Vie de Marie-Amélie* (1876). — WEILL (G.), *La France sous la monarchie constitutionnelle, 1814-1848* (1912); — *Histoire du parti républicain en France de 1814 à 1870* (1900); — *Histoire de l'idée laïque en France* (1925).

BOURGIN (G. et H.), *Le Socialisme français de 1789 à 1848* (recueil de textes) [1912]. — BOURGIN (H.), *Fourier* (1905). — CALMON, *Histoire parlementaire des finances de la monarchie de Juillet* (1895-1899, 4 vol.). — FESTY (O.), *Le Mouvement ouvrier au début de la monarchie de Juillet, 1830-1834* (1908). — FOURNIÈRE (E.), *Les Théories socialistes au XIX<sup>e</sup> siècle* (1904). — LA HODDE (L. de), *Histoire des sociétés secrètes depuis 1830* (1850). — LOUIS (Paul), *Histoire du socialisme français* (1925). — RASTOUL (A.), *Histoire de la démocratie catholique de France* (1913). — REYNAUD (L.), *Études sur les réformateurs* (6<sup>e</sup> éd., 1849, 2 vol.). — SENCIER (G.), *Le Babouvisme après Babeuf, sociétés secrètes et conspirations communistes, 1830-1848* (1912).

DUDON (P.), *Lamennais et le Saint-Siège, 1820-1834* (1911). — DUINE (F.), *Lamennais, sa vie, ses idées* (1922). — FOISSET, *Vie du P. Lacordaire* (1870, 2 vol.). — LEROY-BEAULIEU (A.), *Les Catholiques libéraux; l'Église et le libéralisme de 1830 à nos jours* (1885). — MOURRET (P.), *Le Mouvement catholique en France de 1830 à 1850* (1920). — SPULLER, *Lamennais* (1892). — WEILL (G.), *Histoire du catholicisme libéral en France* (1909); — *L'École saint-simonienne* (1896).

**POLITIQUE EXTÉRIEURE.** — GUICHEN (vicomte G. de), *La Révolution de juillet 1830 et l'Europe* (1917). — HALL (J.-R.), *England and the Orleans monarchy* (Londres, 1912). — HAUSSONVILLE (comte d'), *Histoire de la politique extérieure du gouvernement français, 1830-1848* (1850, 2 vol.).





MARIAGE DE LÉOPOLD I<sup>er</sup>, roi des Belges, avec la princesse Louise d'Orléans, fille de Louis-Philippe (9 août 1832). — Peinture de Court. — Musée de Versailles. Cl. NEURDEIN.

### III. LE ROYAUME DES PAYS-BAS. — LA RÉVOLUTION DE 1830 ET L'INDÉPENDANCE DE LA BELGIQUE

LA BELGIQUE AVANT 1815. — Les dix-sept provinces des Pays-Bas, dont la réunion en un seul corps d'État, presque complète déjà sous les ducs de Bourgogne, avait été achevée par Charles-Quint, se trouvèrent, depuis le règne de ce dernier, successeur de Ferdinand d'Aragon et d'Isabelle de Castille, posséder en commun avec l'Espagne le même souverain. Ce régime d'union personnelle subsista dans les provinces du Nord jusqu'au jour où elles se révoltèrent contre Philippe II. En 1648, Philippe IV se résigna, par le traité de Munster, à reconnaître leur indépendance : elles prirent rang depuis lors, sous le nom de République des Provinces-Unies, parmi les États souverains de l'Europe. La Belgique au contraire — ou, comme on disait, les « Pays-Bas catholiques » — continua d'appartenir aux rois d'Espagne tout en conservant d'ailleurs son autonomie locale et ses institutions propres. Après la mort de Charles II et la longue guerre de la succession d'Espagne, le traité d'Utrecht (1713) la fit passer à la branche autrichienne de la maison de Habsbourg. Au surplus, ni Charles VI, ni Marie-Thérèse, ne modifièrent son statut politique. Les Constitutions et les privilèges nationaux demeurèrent en vigueur ; la tentative de Joseph II pour y substituer des institutions conformes aux principes du « despotisme éclairé » provoqua la Révolution brabançonne (1788-1789). Un instant les provinces belges se constituèrent en République indépendante, régie par un Congrès souverain (11 janvier 1790). L'empereur Léopold II parvint d'ailleurs à y rétablir son pouvoir (décembre 1790) ; mais, le 6 novembre 1792, la bataille de Jemmapes en chassait les Autrichiens, et si celle de Neerwinden (18 mars 1793) en refoula à son tour l'armée de Dumouriez, la victoire de Jourdan à Fleurus (27 juin 1794) les soumit de nouveau à la République française. Le 9 vendémiaire an IV (1<sup>er</sup> octobre 1795) la Convention votait leur annexion. L'empereur François II, par les traités de Leoben et de Campo-Formio, reconnut le fait accompli. Dès la chute de l'Empire, les alliés se préoccupèrent de mettre la Belgique à l'abri d'une nouvelle conquête. Au pouvoir de la France, la Belgique lui assurait la prépondérance dans l'Europe occidentale. Déjà, en 1715, l'Angleterre et les Provinces-Unies avaient imposé à l'Autriche le traité de la Barrière, qui, en confiant la garde des forteresses belges aux troupes hollandaises, avait pour but de transformer les Pays-Bas méridionaux en une sorte de bastion dressé contre la France.

RÉUNION DE LA BELGIQUE ET DE LA HOLLANDE. — C'est à cet expédient qu'en revinrent les Puissances après l'abdication de Napoléon, mais en donnant à la nouvelle barrière une force et une stabilité qui avaient manqué à l'ancienne. Convaincues de l'impossibilité pour la Belgique de se défendre par ses propres forces, elles résolurent de l'unir à la Hollande et de faire du royaume des Pays-Bas, ainsi constitué, la sentinelle de l'Europe. C'est donc d'une conception tout ensemble militaire et antifrançaise qu'est sorti ce royaume. L'Angleterre en fut l'infatigable instigatrice. Elle parvint à surmonter les obstacles que lui suscitaient les ambitions prussiennes sur la ligne de la Meuse. Le 30 mai 1814, le traité de Paris joignait la Belgique à la Hollande à titre d'« accroissement de territoire » et, dès le 21 juin, une convention secrète fixa les principes fondamentaux du nouvel État. Elle fut définitivement ratifiée par l'acte final du Congrès de Vienne (9 juin 1815). La Prusse dut se contenter de recevoir les districts d'Eupen et de Malmédy, que la paix de Versailles restitua à la Belgique en 1919. Le Luxembourg, tout en faisant partie du royaume, était rattaché à la Confédération germanique, dont les troupes y tinrent garnison.

Ni les Hollandais, ni les Belges n'avaient naturellement été consultés ; ils n'eurent qu'à subir l'« arrangement européen » préparé en dehors d'eux par la diplomatie. Seul, le prince Guillaume d'Orange fut admis à se faire entendre et, encore qu'il trouvât trop exigü le royaume auquel on le destinait, la perspective de ceindre une couronne lui fit sacrifier des convoitises qu'il n'avait d'ailleurs aucun moyen d'imposer à ses alliés. Chargé par les Puissances, dès le 1<sup>er</sup> août 1814, du gouvernement de la Belgique, le coup de théâtre du retour de l'île d'Elbe le poussa à brusquer les choses. Certain de l'adhésion de l'Europe, il se proclama, le 16 mars 1815, roi des Pays-Bas.

Depuis deux siècles et demi, les deux peuples sur lesquels il était appelé à régner avaient suivi des voies trop divergentes pour que l'on pût se flatter de les voir s'accommoder aisément d'un même régime. Tout contrastait entre eux : les intérêts économiques, les mœurs, les idées, mais surtout la religion, protestante chez les Hollandais, catholique chez les Belges. Nulle haine nationale, d'ailleurs, entre les uns et les autres, mais une incompatibilité d'humeur complète, provenant d'une évolution historique qui s'était opérée chez ceux-ci dans le sens opposé à celui qu'elle avait pris chez ceux-là. Le plus sage eut été sans doute de débiter par un régime de séparation administrative. Mais préoccupées avant tout de donner au roi des Pays-Bas une force correspondant à la mission qu'elles lui confiaient, les Puissances avaient exigé qu'il confondît indistinctement ses sujets en un même « amalgame ». De là, la nécessité inéluctable où il se trouva de



maintenir entre eux un équilibre également irritant et précaire, tant en matière confessionnelle qu'en matière politique. Suivant les stipulations du 21 juin 1814, il avait à assurer à tous les cultes protection et faveur égales, à rendre tous les citoyens accessibles aux emplois, à reconnaître à toutes les provinces les mêmes avantages commerciaux, à faire modifier, d'un commun accord entre les Belges et les Hollandais, la « loi fondamentale » déjà établie en Hollande, enfin à assurer aux provinces belges une « représentation convenable » dans l'assemblée des États généraux, qui se réuniraient alternativement, tantôt dans une ville belge (Bruxelles), tantôt dans une ville hollandaise (La Haye).

**LA LOI FONDAMENTALE.** — Le secret avait été soigneusement gardé sur ces stipulations. Le roi ne les dévoila que lors de la convocation de la Commission mixte désignée par lui (douze Belges et douze Hollandais) pour adapter la « loi fondamentale » hollandaise aux conditions d'existence du royaume. Elles émurent profondément l'opinion publique. La liberté de religion répugnait à l'immense majorité des catholiques belges. D'autre part, l'égalité politique garantie aux deux parties de l'État sacrifiait forcément les trois millions et demi de Belges aux deux millions de Hollandais. Donner au sein des États généraux le même nombre de députés aux premiers et aux seconds, c'était montrer trop clairement que, sous prétexte de tenir la balance égale, on la faussait à l'avantage de la minorité. Enfin les Belges voyaient une injustice criante dans la nécessité de répartir également les charges financières de l'État entre le Nord et le Midi ; car, tandis que leur dette était insignifiante, celle de la Hollande atteignait le chiffre de 589 millions de florins. Mais comment s'opposer aux volontés de l'Europe ? Après des délibérations assez difficiles, la commission aboutit, le 13 juillet, à un accord.

La nouvelle loi fondamentale attribuait au roi le pouvoir exécutif le plus étendu. Le Parlement, auquel on conserva l'antique appellation d'« États généraux », était divisé en deux Chambres : la première à la nomination du roi, la seconde élue par les États provinciaux, c'est-à-dire par les conseils des provinces. Elle se composait de 110 membres (55 Belges et 55 Hollandais). Dans son ensemble, la loi fondamentale s'inspirait très nettement du droit public issu de la Révolution française ; mais l'organisation politique qu'elle instituait conservait tout ce qu'il avait été possible de garder du despotisme éclairé du XVIII<sup>e</sup> siècle et de la tradition napoléonienne. Les droits si limités qu'elle accordait au Parlement étaient encore restreints par l'établissement d'un régime électoral à plusieurs degrés et qui soumettait la nomination des députés à l'influence du gouvernement. En fait, le moteur central et tout-puissant était le roi, détenteur souverain de l'administration, inspirateur des lois, choisissant à sa guise ses ministres et échappant à tout contrôle.

Le projet constitutionnel fut soumis, en Hollande, à l'approbation des États généraux, convoqués en nombre double, et, en Belgique, à celle de 1 603 notables désignés par le roi. L'acquiescement de la Hollande était certain. En Belgique, au contraire, le clergé déclina une opposition formidable. Dès le 28 juillet, les évêques adressaient au roi des « représentations respectueuses », et M<sup>gr</sup> de Broglie, évêque de Gand, lançait une « instruction pastorale » déclarant que les catholiques ne pouvaient en conscience adhérer à la loi fondamentale. Ils obéirent à leurs pasteurs et la rejetèrent à la majorité de 269 voix.

C'était pour le roi une amère désillusion et un échec personnel. Accepter le verdict des notables et remettre sur le métier la loi fondamentale, impossible d'y songer ; les Hollandais n'eussent évidemment pas consenti à céder devant les Belges. Guillaume se tira d'affaire par un subterfuge : il considéra comme acquis les suffrages de 280 notables qui s'étaient abstenus et déclara nuls 126 votes négatifs, motivés par des scrupules religieux, comme incompatibles avec le traité du 21 juin. Grâce à cette « arithmétique hollandaise », 807 suffrages étaient censés favorables. Le roi proclama, le 24 août 1815, l'acceptation de la loi fondamentale. Ainsi, dès l'origine, la constitution du royaume se trouva fondée sur une sorte de coup d'État permanent.

**GUILLAUME I<sup>er</sup>.** — Le monarque dont le règne s'ouvrait sous des auspices si peu encourageants était un homme remarquable et sincèrement convaincu de l'importance de sa mission et des devoirs qu'elle lui imposait. Son dévouement au bien de ses sujets et à l'intérêt de l'État le rapprochait de Joseph II, à qui il ressemblait encore par le sérieux de son caractère, son amour du travail et sa confiance en lui-même. Absolu par principe, il l'était aussi par tempérament. Il voulut faire le bonheur de ses sujets à sa manière, persuadé qu'elle était la bonne et qu'il savait mieux qu'eux et que personne ce qui leur convenait. Protestant et Hollandais, il n'est pas douteux qu'il

ait voulu traiter les Belges catholiques avec l'impartialité la plus complète, et les griefs qu'ils lui imputèrent l'irritaient d'autant plus qu'il avait conscience de leur injustice. Entre eux et lui naquit, dès l'abord, un malentendu qui devait aller sans cesse en s'aggravant. Sans doute, il n'avait pas l'intention d'avantager les Hollandais, et ce n'était pas sa faute s'il ne trouvait point parmi les Belges assez de fonctionnaires et d'officiers sur le dévouement et la compétence desquels il pût se reposer ; il employa tous ceux qui se présentèrent. Mais il n'en est pas moins vrai que, dans l'administration du royaume, les gens du Nord l'emportèrent sur ceux du Midi au point de lui donner, aux yeux de ceux-ci, l'apparence d'une administration étrangère. Quant au clergé, le roi, malgré la tolérance évidente de son caractère, vécut avec lui, dès le premier jour, sur un pied d'hostilité déclarée. S'il fut respectueux de la religion catholique, il se défiait de l'Église, qu'il soupçonnait de vouloir rétablir l'Ancien Régime et dont il considérait l'intransigeance comme un péril d'autant plus menaçant pour l'État que l'existence de celui-ci exigeait impérieusement la bonne entente entre les habitants de confessions différentes qu'il avait accolés les uns aux autres. De tous les problèmes qui se posèrent au roi, le plus difficile et aussi le plus considérable fut le problème catholique. On le retrouve d'un bout à l'autre du règne et c'est sans doute l'impossibilité de le résoudre qui fut la cause essentielle de la catastrophe finale.

De part et d'autre, les choses s'envenimèrent, au point que, le 8 novembre 1817, M<sup>gr</sup> de Broglie fut condamné à la déportation. Son décès en 1821 calma l'agitation dont il avait été le principal instigateur ; elle ne devait pas tarder à reparaitre sous une autre forme.

**LA POLITIQUE D'AMALGAME.** — Dans l'opinion du roi, l'intolérance du clergé belge et l'influence dont il jouissait au sein de la nation avaient leur source dans l'ultramontanisme étroit du premier et dans l'ignorance de la seconde. Pour remédier à l'un et à l'autre, il importait donc de doter le pays d'un système général d'enseignement qui éclairât à la fois les pasteurs et leurs ouailles. L'instruction populaire était dans un état lamentable. La loi fondamentale réservant au roi son organisation, il s'empessa de faire paraître des arrêtés qui la soumettaient au contrôle du gouvernement et avaient pour but de la répandre dans toutes les communes. Pour l'enseignement secondaire, destiné à la bourgeoisie et d'autant plus important aux yeux de l'État que celle-ci participait seule à la vie politique, le gouvernement créa dans toutes les grandes villes des « athénées » réglementées et subventionnées par lui ; les collèges libres subsistèrent, mais le roi les soumit à l'inspection, prélude d'une emprise plus complète qui, par prudence, fut différée. À la place des maigres facultés des lettres et de droit fondées par Napoléon à Bruxelles, trois Universités furent placées à Louvain, à Liège et à Gand en 1817. L'influence intellectuelle de la France sur la Belgique, qui n'avait cessé de grandir depuis le XVII<sup>e</sup> siècle, avait abouti, durant l'annexion du pays à l'Empire, à la francisation complète des classes supérieures. Le flamand, tombé au rang de simple patois, semblait destiné à disparaître. L'étroite parenté du flamand et du hollandais s'appropriait trop admirablement à l'« amalgame » que le roi devait constituer entre les diverses parties du royaume pour qu'il s'abstint d'en profiter. Au mois de septembre 1819, un arrêté statuait que la « langue nationale » serait seule employée à partir de 1823, pour l'administration et les plaidoiries, dans les deux Flandres, ainsi que dans les provinces d'Anvers, de Limbourg et de Brabant, à l'exception de l'arrondissement wallon de Nivelles. Quant aux provinces wallonnes (Liège, Hainaut, Namur et Luxembourg), il serait décidé « plus tard » à leur endroit, et cela dévoile assez l'intention de les faire passer à leur tour sous le même régime linguistique que leurs voisines.

Ces innovations ne manquèrent pas de susciter un mécontentement très vif. Le clergé s'inquiétait de voir l'État mettre la main sur l'enseignement. Bon nombre de catholiques affirmaient que les arrêtés linguistiques n'avaient d'autre but que de préparer une « hollandisation » qui tournerait peu à peu en propagande calviniste. Et à ces griefs s'ajoutaient les appréhensions des fonctionnaires et des avocats, obligés de s'initier en trois ans à une langue qu'ils avaient oubliée ou qu'ils n'avaient jamais parlée et dont l'usage obligatoire augmenterait encore la prépondérance dans l'État de leurs compatriotes du Nord.

Heureusement pour le roi, la prospérité du pays lui conciliait l'opinion qu'inquiétait sa politique. Son intérêt éclairé pour l'industrie et sa compétence en matière économique avaient largement contribué à clore la crise dont souffrait la Belgique à son avènement. Brusquement privés du marché français, qui leur avait servi de débouché depuis l'annexion de 1795, les manufacturiers voyaient avec reconnaissance le gouvernement déployer en leur faveur une activité intelligente et féconde. Des subsides avaient été mis à leur disposition ; les tarifs douaniers étaient remaniés, des droits prohibitifs leur assuraient le marché des colonies hollandaises. Guillaume s'associait person-



nellement à leurs efforts. Il cherchait à introduire dans le royaume les procédés perfectionnés de la métallurgie anglaise. Une loi instituait, en 1821, le « fonds de l'industrie » destiné à encourager les manufactures, l'agriculture et la pêche. Des grands travaux publics étaient entrepris. Des sociétés se fondaient pour favoriser l'industrie nationale. Gand, en 1830, comptait plus de 30 000 ouvriers, répartis en 80 usines, et la fabrication des étoffes de coton se répandait de ce grand centre à Lokeren, à Saint-Nicolas, à Courtrai. A l'autre extrémité du pays, la draperie verviétoise prenait une nouvelle vigueur. En 1827, s'élevaient, à Seraing, les premiers hauts fourneaux du continent. Les gisements de houille du pays de Liège, du bassin de Charleroi et du Borinage étaient exploités avec une énergie faisant appel à toutes les découvertes de la science et de la technique. L'agriculture participa nécessairement à cette poussée de prospérité. On note depuis 1825 une hausse constante dans le prix des terres. En même temps le commerce ranime le port d'Anvers, qui commence à rivaliser avec ceux d'Amsterdam et de Rotterdam. De 1815 à 1829, la population passe de 5 424 502 habitants à 6 235 169, soit 392 1082 pour la Belgique et 2 314 087 pour la Hollande.

De tels résultats ne justifiaient que trop bien la confiance du roi en soi-même, et ils l'encourageaient à persévérer dans sa politique d'amalgame, sans se soucier des mécontentements qu'elle soulevait. Les États généraux étaient composés de telle sorte qu'il n'avait à craindre aucune opposition de leur part. Assuré du vote des 55 députés hollandais, il lui suffisait de disposer de quelques-uns des 55 députés belges pour être certain d'une majorité. Tous ceux qui, en Belgique, se réclamaient des Droits de l'homme et prétendaient défendre les droits de la société civile contre les fidèles de l'Ancien Régime et contre l'Eglise lui étaient acquis. Beaucoup plus anticléricaux que libéraux, ils voyaient en lui le garant et le défenseur des principes dont ils s'étaient pénétrés durant les années de l'annexion française. Ils constituaient, au milieu de leurs compatriotes catholiques, un parti gouvernemental dont l'existence suffisait à désagréger l'opposition et à empêcher au sein du Parlement la formation d'un bloc belge capable de faire contrepoids au bloc hollandais.

Les arrêtés du 14 juin 1825, établissant le monopole de l'Etat en matière d'enseignement secondaire et instituant à Louvain un « Collège philosophique », dont la fréquentation était imposée aux futurs séminaristes, réveillèrent, au moment où elle était en train de s'éteindre, l'hostilité du clergé à l'égard du gouvernement. L'espoir que le roi entretenait habilement chez le pape de la conclusion d'un Concordat empêchait Rome de protester contre une politique qu'elle réprouvait. Signé, après de longues et difficiles négociations, le 25 juillet 1827, ce Concordat fut accueilli avec joie par les catholiques. Tout semblait présager l'apaisement, lorsque le roi fit connaître, afin sans doute de rassurer les anticléricaux belges et les calvinistes hollandais qui l'accusaient de capituler devant l'Eglise, que rien ne serait changé au régime de l'enseignement et que le « Collège philosophique » subsisterait. Les catholiques se crurent joués et leur indignation rendit désormais irrémédiable leur rupture avec le gouvernement.

#### OPPOSITION DES BELGES. L'UNION DES PARTIS.

— Jusqu'alors, la politique royale avait été favorisée par le désaccord des Belges. L'opposition des catholiques et des libéraux avait fait sa force : il suffisait qu'elle disparût pour compromettre son succès. Or, à la fin de 1827, sous l'influence de Lamennais, les jeunes catholiques, rompant décidément avec les traditions de l'Ancien Régime, réclamèrent l'affranchissement de la tutelle que l'Etat s'arrogeait sur l'Eglise. En même temps, une génération nouvelle de libéraux entra en scène qui, enthousiaste du régime parlementaire, aspirait à entamer la lutte contre l'absolutisme royal, fût-ce au prix d'une alliance avec les catholiques. Ainsi l'évolution des idées rapprochait des partis jadis inconciliables. La question nationale se substituait aux questions purement politiques.

La naissance d'une opposition nationale en Belgique était incompatible avec l'existence du royaume des Pays-Bas. Rien cependant ne permet de croire que l'on ait entrevu, dès 1828, les conséquences qu'elle devait entraîner, ni surtout que personne ait souhaité qu'elles se produisissent. La coalition des catholiques et des libéraux ne se proposait que de faire triompher légalement un programme de réformes : ce n'est point à l'Etat, c'est au gouvernement qu'elle s'en prenait.

Pour n'avoir point à combattre le roi, elle le relégua respectueusement dans une inviolabilité qui le plaçait en dehors de la lutte et elle porta tout son effort sur ses ministres. Interprétant la loi fondamentale à sa manière, elle prétendit y découvrir le parlementarisme, auquel elle aspirait. A l'en croire, le gouvernement personnel, tel qu'il avait été pratiqué jusqu'alors, n'était qu'une usurpation permanente, non point du souverain, mais des agents du souverain sur les droits de la nation. Attentive à ne pas mettre Guillaume en cause, elle s'acharnait

contre le plus connu de ses conseillers, le ministre de la Justice, van Maanen. C'était un moyen fort habile de mettre le roi devant l'alternative, ou d'accepter le principe parlementaire de la responsabilité ministérielle, ou de l'exposer directement aux coups de l'opposition.

Celle-ci était d'autant plus dangereuse qu'elle s'adressait aux masses. Dès les premiers mois de 1828, un pétitionnement général était organisé. Les impôts impopulaires de l'abatage et de la mouture étaient exploités contre le gouvernement, pêle-mêle avec les griefs religieux ou politiques. Au mois de novembre 1829, on avait réuni plus de 360 000 signatures.

La violence de la crise poussa le roi, après quelques concessions inutiles, à une résolution extrême. Il crut le moment venu de placer les adversaires de sa politique en face de la couronne. Le Message qu'il envoya, le 11 décembre, aux États généraux était une véritable prise à partie de l'opposition. Il lui signifiait son « opinion personnelle », condamnait le gouvernement parlementaire et la responsabilité ministérielle au nom de la monarchie tempérée établie par la loi fondamentale, critiquait la licence de la presse et faisait l'apologie de sa conduite « libérale et forte ». Louis de Potter répondit à ces déclarations par un retentissant pamphlet. C'était, disait-il, un « mensonge odieux » et une « absurdité » que d'invoquer la loi fondamentale en faveur de la monarchie tempérée et, après avoir opposé point par point à la thèse du roi les principes du gouvernement constitutionnel et parlementaire, il terminait en faisant prévoir la séparation nécessaire de la Belgique d'avec la Hollande. Le procès qui s'ensuivit fut en réalité le procès du roi et de l'opposition. De Potter fut condamné au bannissement, mais le gouvernement était du même coup définitivement condamné par l'opinion publique.

LA RÉVOLUTION DE 1830. — On considère généralement la Révolution française de juillet 1830 comme la cause initiale de la révolution belge, qui ne lui est postérieure que de quelques semaines. C'est une erreur ; les journées parisiennes de Juillet ne firent que hâter la marche d'événements inévitables. Dès la fin de 1829, tous les esprits les plus clairvoyants s'attendaient à une rupture violente entre les deux parties du royaume. Au point où l'on en était arrivé, il n'y avait plus, en effet, de conciliation possible.

Si la légalité n'a pas encore été heurtée en face, on sent qu'elle le sera bientôt. Le roi ne peut plus guère compter en Belgique que sur un petit groupe d'industriels gagnés à sa politique par leur intérêt et que le peuple désigne sous le nom d'« Orangistes » ; en dehors d'eux, la nation ne supporte plus qu'avec impatience le régime qui lui a été imposé en 1815. Sans doute une insurrection en Belgique répondait trop bien aux vœux des Français pour qu'ils aient pu s'abstenir de la favoriser. Le royaume des Pays-Bas constituait pour eux une menace permanente, et déjà les éphémères combinaisons diplomatiques de Charles X avaient tendu à sa disparition. Il était impossible que les vainqueurs de Juillet n'incitassent point Bruxelles à suivre l'exemple de Paris. Les républicains et les bonapartistes, déçus par l'avènement de Louis-Philippe, espéraient qu'une intervention réveillant au sein du peuple l'idéalisme révolutionnaire et les glorieux souvenirs de l'Empire le ramènerait à leur cause. Ils envoyèrent des émissaires en Belgique pour y travailler l'opinion et ils purent y compter sur l'adhésion de quelques hommes qui préféraient une nouvelle annexion à la France au maintien de la domination hollandaise. Mais si Louis-Philippe souhaitait ardemment la chute de la barrière construite contre la France, il était aussi fermement décidé à ne pas risquer, en provoquant une guerre européenne, le sort de sa couronne encore chancelante. Il ne se dissimulait pas que la Prusse, l'Autriche, la Russie et l'Angleterre agiraient aussitôt au profit de Guillaume s'il intervenait en faveur des Belges. Il résolut donc de garder une neutralité qui lui garantissait celle des puissances rivales, également désireuses d'éviter tout éclat, si bien que la Belgique fut abandonnée à elle-même au milieu de la crise. L'Europe et la France s'abstinrent également, celle-ci de l'envahir, celle-là de la défendre. La révolution belge fut donc l'œuvre de la nation belge, non le résultat d'un complot que Paris aurait tramé et inspiré. La France lui rendit cependant par sa neutralité bienveillante un inappréciable service. En empêchant les souverains de la Sainte-Alliance de prendre parti pour le roi, elle lui valut un triomphe que l'intervention étrangère l'eût évidemment empêchée de remporter.

Les révolutionnaires belges avaient si peu partie liée avec les révolutionnaires français, que les événements de Juillet les surprirent autant qu'ils surprirent le souverain. Il semble même qu'au premier moment la bourgeoisie se soit effrayée de la répercussion qu'ils pourraient produire sur le peuple, en qui elle voyait un auxiliaire beaucoup plus qu'un allié. Cependant, l'union des partis demeura aussi ferme qu'elle l'avait été jusqu'alors. Ses chefs se flattaient de voir Guillaume, épouvanté par le succès éclatant que venaient de remporter en France les





CARTE POLITIQUE DES PAYS-BAS après les traités de 1814-1815.

CARTE DE LA BELGIQUE ET DE LA HOLLANDE après 1831.

idées qu'ils défendaient en Belgique, capituler sans qu'il fût besoin de recourir à l'insurrection. A vrai dire il ne savait à quoi se résoudre, et se contentait de gagner du temps.

A Bruxelles, où des agitateurs français répandent de l'argent dans le peuple, on commence à remarquer une agitation suspecte. Le 25 août, une représentation de *la Muette de Portici* donne le signal d'une émeute. Étonnées et ahuries, les autorités perdent la tête. Le lendemain matin, les troupes abandonnent la ville et se retirent sur la place du Palais, d'où elles ne bougeront plus. L'incapacité et la lâcheté de leurs chefs ont permis le succès d'une échauffourée qu'il eût suffi d'un peu d'énergie pour écraser.

Cependant la bourgeoisie s'inquiète, car on pille partout ; on envahit les fabriques, on brise des machines. Des inconnus sèment parmi les masses des cocardes françaises et l'on entend crier : « Vive Napoléon ! Vive la France ! » Des groupes chantent la *Marseillaise*. Un instant le drapeau français est arboré sur l'Hôtel de Ville. Il est temps d'intervenir si l'on veut empêcher le mouvement de dégénérer en jacquerie et de perdre son caractère national.

Dès le 26 au matin, quelques hommes résolus mettent à leur tête le baron Emmanuel d'Hoogvorst et se rendent à l'Hôtel de Ville. L'échevin qui remplace le bourgmestre — prudemment parti pour la campagne — leur donne l'autorisation d'armer et d'organiser une garde civique volontaire, qui, deux jours après, compte huit ou dix mille fusils. L'ordre est rétabli ; mais l'autorité a glissé des mains de ses détenteurs légaux dans celles de l'état-major de cette troupe improvisée. Devant lui, les pouvoirs publics s'effacent, et pour bien marquer que ce n'est pas seulement l'esprit d'ordre qui l'anime, mais aussi l'esprit national, il adopte le drapeau (noir, jaune et rouge) de la révolution brabançonne, qui devient dès lors le drapeau belge.

Aux événements de Bruxelles répond aussitôt une agitation générale. Dans les parties flamandes du pays, les autorités parviennent à maintenir un ordre précaire ; dans les parties wallonnes, dont la population, plus impressionnable et plus accessible aux idées libérales et démocratiques, prit tout de suite une attitude menaçante, elles se laissèrent déborder, comme elles l'avaient fait dans la capitale. Nulle part, cependant, on ne songeait encore qu'à une réforme constitutionnelle. Mais, pour son malheur, Guillaume hésita. Le 28 août, il a sollicité l'intervention du roi de Prusse, ne reculant point devant la perspective d'une guerre générale que cette intervention eût évidemment déchaînée. Pouvait-il d'ailleurs céder « le pistolet sur la gorge » ? Tout ce qu'il promit fut de convoquer, pour le 13 septembre, les États généraux. Déjà, toutefois, il avait ordonné à ses fils, le prince d'Orange et le prince Frédéric, de partir en hâte pour Bruxelles à la tête de quel-

ques régiments hollandais. Il espérait encore qu'il leur suffirait de se montrer pour rétablir l'ordre.

### LES JOURNÉES DE SEPTEMBRE.

— Les princes arrivèrent à Vilvorde, aux portes de Bruxelles, dans la soirée du 30 août. Peut-être un coup de force leur eût-il livré la ville ? Mais ils venaient en pacificateurs, et le prince d'Orange, comptant sur la popularité dont il avait joui jusqu'alors, fit appeler des délégués de la bourgeoisie. Il put se convaincre aussitôt que l'entrée des troupes provoquerait une bataille sanglante ; les habitants construisaient des barricades et, des environs, commençaient à affluer des défenseurs. Le prince consentit à pénétrer seul dans la capitale : démarche courageuse, mais imprudente. Le 2 septembre, à travers

les rues bordées de gardes civiques en armes et pavoisées aux couleurs belges, il s'avança jusqu'à l'Hôtel de Ville au milieu d'un silence hostile. L'attitude de la foule devenait menaçante. Il se crut en danger et tout à coup courut se réfugier au palais, que continuait à protéger la garnison hollandaise. Remettre aux États généraux la solution de la crise, c'était la faire dépendre de la volonté des députés hollandais.

D'ailleurs la situation était trop tendue pour ne pas exiger un dénouement immédiat, et ce dénouement ne pouvait plus être que la séparation des deux parties du royaume. Le prince accepta de faire connaître à son père le vœu des Belges « et de les appuyer de toute son influence ». Le 3 septembre, suivi de la garnison, il partit pour La Haye, emportant la promesse des chefs de la garde civique de ne pas souffrir, en attendant son retour, un changement de dynastie.

Mais personne ne pouvait plus se flatter de diriger un mouvement auquel le prince lui-même venait de céder. La retraite des troupes amenées devant Bruxelles attestait le désarroi du gouvernement. Le drapeau tricolore flottait partout ; des bandes de volontaires affluaient de plus en plus nombreuses vers Bruxelles. Louvain chassait sa garni-



BARRICADES A BRUXELLES le 20 septembre 1830. — Gravure de la Bibl. Nat.





LA RÉVOLUTION BELGE DE 1830.

L'artiste a introduit dans cette œuvre symbolique, exécutée en 1835 sur commande de l'État, les portraits de différents peintres de l'époque. A gauche, le personnage à cheval est Pierre Chazal, qui fut plus tard ministre de la Guerre. — Peinture de Wappers. — Musée de Bruxelles. CL. HERMANN.









LA PORTE DE HALL.



LE PALAIS DU ROI.

ÉPISODES DES JOURNÉES INSURRECTIONNELLES DE SEPTEMBRE 1830, A BRUXELLES.

Gravures de la Bibliothèque Nationale.

son. Le 7 septembre, Charles Rogier amenait de Liège des volontaires bien armés et pleins d'élan. De Paris arrivaient, mêlés aux Belges, des républicains et aussi des aventuriers. Une Commission de sûreté, établie le 11 septembre, avait beau promettre de travailler à la séparation du royaume, l'ordre ne se rétablissait pas dans la ville enfiévrée. Les plus ardents cherchèrent même à empêcher les députés de se rendre à la convocation des États généraux. Leur but était de mettre le roi devant le fait accompli. Assurés que la France ne permettrait pas d'intervention étrangère, ils se croyaient certains de tenir tête aux troupes royales, déjà désorganisées par la défection.

Le discours ambigu prononcé par le roi devant les États généraux attisa encore la fermentation. A Bruxelles, les volontaires n'en font plus qu'à leur tête et cherchent visiblement à provoquer une rupture décisive. Les modérés prennent peur; quelques-uns même font parvenir au gouvernement l'assurance que le moment est venu d'une action énergique. Le prince Frédéric reçoit l'ordre de ramener les troupes devant Bruxelles. La Commission de sûreté, qui veut empêcher les volontaires de les provoquer par leurs sorties, est violemment dispersée le 20 septembre. La ville désormais se trouve livrée à l'anarchie et le prince Frédéric juge le moment venu de l'occuper, comptant bien qu'elle sera incapable de résistance.

Les chefs du mouvement eux-mêmes désespèrent. Aucun d'eux n'avait prévu une attaque en règle. Presque tous, ils quittèrent la

ville, convaincus de l'impossibilité plus encore que de la vanité d'une lutte trop inégale et ne doutant pas que les volontaires n'oseraient combattre. Le 23 septembre, Frédéric mettait ses troupes en mouvement. Contre toute attente, elles furent accueillies par des coups de fusil. Les colonnes lancées sur les portes de Flandre et de Laeken lâchèrent pied tout de suite. L'attaque principale dirigée de la porte de Schaerbeck ne put emporter la barricade qui fermait la Place Royale et les troupes, désorientées par la surprise, n'insistèrent pas et se réfugièrent dans le parc. Leur échec était irréparable. Exaltés par une victoire sur laquelle ils n'avaient pas compté, les Belges voyaient encore leurs forces s'augmenter de l'afflux des renforts qui, au bruit du combat, accouraient spontanément au secours de Bruxelles. La bataille rappelait à leur poste ceux qui l'avaient quitté, non par crainte du danger, mais dans la conviction qu'on ne se battrait pas. Dès le soir du 23, Charles Rogier constituait avec d'Hoogvorst et Joly une « Commission administrative » qui fut la première institution de la Belgique soulevée. Deux jours plus tard, elle prenait le nom de « Gouvernement provisoire » et s'adjoignait Félix de Mérode, Gendebien et Van de Weyer. Cependant la bataille continuait à faire rage autour du parc. Enfin, le 27 dans la nuit, Frédéric battit en retraite : la révolution triomphait.

#### LE PRINCE D'ORANGE A ANVERS. — Deux jours plus

tard, les États généraux ratifiaient son triomphe en se prononçant par 55 voix contre 43 pour la séparation. Personne ne s'inquiéta de ce vote d'une Assemblée expirante. Les Belges ne songeaient plus qu'à combattre. A l'insurrection de Bruxelles avait répondu celle de tout le pays; l'adversaire était tellement démoralisé qu'il céda partout. Les places capitulaient à l'envi : Mons le 29 septembre, Tournai le 30, Namur le 2 octobre, Philippeville le 3, Mariembourg le 4, Charleroi le 5. En même temps, les volontaires refoulent devant eux l'armée, qui se replie en désordre sur Anvers. Ils entrent à Malines, s'emparent de Lierre (18 octobre) et, le 24, poussent jusqu'à Berchem.

Affolé, le roi tente une dernière chance. Il feint d'accepter la séparation, et le prince d'Orange, qu'il a envoyé à Anvers, lance, le 5 octobre, un manifeste annonçant aux Belges que Sa Majesté a « accueilli » leurs vœux et qu'elle leur accorde « provisoirement » une administration distincte, dont il sera le chef. Il leur garantit en même temps le libre emploi des langues, la liberté de l'enseignement, une amnistie complète. Ces concessions qui, un mois auparavant, eussent peut-être empêché la révolution, ne



COMBAT DES VOLONTAIRES DE CHARLEROI ET DE GOSSELIES DEVANT L'HOTEL DE BELLE-VUE, à Bruxelles. — Bibl. Nat.





LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE. — De gauche à droite, debout : Jolly, Van de Weyer, Van der Linden, baron d'Hoogvorst ; assis : Gendebien, Rogier, de Potter, baron de Coppin, comte de Mérode. — Peinture de Picqué. — Musée de l'Armée, Bruxelles.

sont plus, au moment où elles sont faites, qu'un aveu d'impuissance. Dès la veille (4 octobre), le Gouvernement provisoire a proclamé l'indépendance de la Belgique.

L'insuccès de ses tentatives pousse alors le prince à un acte de folie. Chargé par son père de mettre fin à la révolution, il essaie de la confisquer à son profit. Dans un nouveau manifeste, il reconnaît les Belges comme « nation indépendante », déclarant se mettre à leur tête pour fonder « un état de choses nouveau et stable dont la nationalité fera la force ». Mais la réponse du Gouvernement provisoire lui donne le coup de grâce : « C'est le peuple qui a fait la révolution. C'est le peuple qui a chassé les Hollandais du sol de la Belgique. Lui seul et non le prince d'Orange est à la tête du mouvement qui lui a assuré son indépendance et qui établira sa nationalité politique. » Désavoué par le roi, suspecté de trahison par ses compatriotes, il ne lui reste plus qu'à quitter la ville. Il s'y résigne le 26 octobre. Quelques heures plus tard, les Belges y entrent. La désorganisation des troupes hollandaises et l'attitude menaçante de la population ont tellement découragé l'ennemi qu'il cède sans résistance. Le général Chassé livre les clefs des portes, à la condition que l'armée puisse se retirer dans la citadelle sans être inquiétée. Mais il est impossible de maîtriser la fougue des volontaires. A leurs coups de fusil, Chassé répond par le bombardement de la ville, barbarie inutile et qui n'a d'autre résultat que de transformer en haine l'aversion des Belges pour le roi.

**LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE ET LE CONGRÈS NATIONAL.** — A ce moment, sauf la citadelle d'Anvers, Maestricht, occupé par une garnison hollandaise, et Luxembourg, gardé par les troupes de la Confédération germanique, toute la Belgique est évacuée et ne reconnaît plus d'autre autorité que celle du Gouvernement provisoire. Personne ne songe à lui contester le pouvoir qu'il s'est arrogé en pleine bataille. Louis de Potter, qu'il s'est adjoint le 28 septembre, lui apporte le prestige de son immense popularité. Catholiques et libéraux s'accordent à le soutenir. L'union des partis, qui a préparé la révolution, continue de subsister dans la victoire. Le Gouvernement, d'ailleurs, se montre digne de la confiance qu'il inspire. Avec une inlassable activité, il réorganise le pays, le dote d'une administration, lève les impôts, contracte des emprunts, soutient l'opinion publique par ses proclamations et se hâte de réaliser le programme des revendications nationales. Coup sur coup, des édits instaurent les libertés essentielles que l'opposition a réclamées : liberté complète de l'enseignement (12 octobre), droit d'association illimité (16 octobre), liberté absolue de la presse et de l'exercice de tous les cultes (16 octobre), abolition de la censure des théâtres (21 octobre). Toutes ces innovations préludent au statut définitif que le pays devait être appelé à se donner par l'organe de représentants librement élus.

Le jour même où il proclamait l'indépendance de la Belgique, le Gouvernement provisoire avait annoncé que son comité central s'occuperait au plus tôt d'un projet de constitution et qu'un Congrès national serait immédiatement convoqué. Le 10 octobre, fidèle à sa promesse, il appelait les électeurs à nommer les 200 membres de ce Congrès.

Les élections eurent lieu le 27 octobre et, le 10 novembre, l'Assemblée s'ouvrit solennellement, au milieu d'une simplicité républicaine, dans la salle où avaient siégé avant 1830 les États généraux. La tâche qu'elle avait à accomplir était essentiellement politique. Si la

révolution avait été l'œuvre commune du peuple et de la bourgeoisie, elle ne s'était proposé que de renverser un gouvernement, non de modifier les bases même de l'ordre social. Bien rares étaient les démocrates qui, comme de Potter, ne voyaient dans la liberté que le prélude de l'égalité économique. Les ouvriers et les paysans qui avaient combattu ne songeaient pas à profiter de la victoire pour renverser la prédominance des classes possédantes ; ils leur abandonnèrent sans protester le droit électoral et laissèrent spontanément à la bourgeoisie la direction de la révolution. De Potter le savait si bien qu'il ne proposa pas un instant de leur accorder le droit de suffrage. Il eût voulu seulement que le Gouvernement provisoire ne se retirât pas devant le Congrès et, profitant de son pouvoir dictatorial, terminât pour le peuple la révolution faite par le peuple. Mais ses collègues étaient impatients d'abdiquer entre les mains de la nation. Le 12 novembre, Charles Rogier communiquait au Congrès leur décision de « remettre à un organe légal et régulier le pouvoir qu'ils avaient exercé depuis le 24 septembre dans l'intérêt et avec l'assentiment du pays ». L'Assemblée témoigna au Gouvernement provisoire la reconnaissance de la nation et lui exprima son désir, « sa volonté même », de le voir « conserver le pouvoir exécutif jusqu'à ce qu'il y ait été entièrement pourvu par le Congrès ». Le lendemain, de Potter envoyait sa démission. Elle fut reçue avec une indifférence significative. Manifestement le temps n'était pas venu encore où le peuple revendiquerait les réformes qu'il avait prématurément rêvé de lui imposer d'autorité.

La constitution élaborée par le Congrès, et dont le vote définitif eut lieu le 7 février 1831, subsiste encore dans ses traits essentiels. Elle établit une monarchie constitutionnelle dans laquelle le roi, ne tenant ses pouvoirs que de la nation, ressemble, à l'hérédité près, à un président de République. Conformément aux principes qui avaient inspiré dès 1829 l'union des partis, elle fut et elle est restée la constitution la plus strictement parlementaire et la plus libérale du continent européen. Elle devait exercer son influence sur tous les États à mesure qu'ils s'orientèrent vers le parlementarisme. Dès le 18 novembre, le Congrès avait solennellement proclamé l'indépendance nationale dont elle est l'expression souveraine et, le 24, il avait exclu à tout jamais la maison d'Orange du droit de régner sur la Belgique. Il ne statuait pas seulement comme organe de la nation belge : il posait encore, si l'on peut ainsi dire, la nation belge en face de l'Europe.

**LA CONFÉRENCE DE LONDRES.** — L'Europe, en effet, ne pouvait se désintéresser d'une révolution qui mettait fin à ce royaume des Pays-Bas auquel le Congrès de Vienne avait confié un rôle si essentiel. Le 29 septembre, Guillaume avait sollicité l'intervention des puissances et, le 4 novembre, sur la proposition de l'Angleterre, elles avaient chargé leurs représentants à Londres de se réunir en une Conférence. Son but essentiel était de sauvegarder la paix générale qu'une intervention étrangère eût évidemment rompue. La France ne pouvait consentir à laisser rétablir contre elle la barrière qui venait de disparaître. Mais Louis-Philippe craignant la guerre et les autres puissances ne la craignant pas moins que lui, on s'ingénia, dès le premier jour, à chercher un compromis. L'Angleterre et la France, d'une part, les trois puissances du Nord, d'autre part, se mirent d'accord tant bien que mal sur l'impossibilité d'imposer aux Belges un gouvernement dont ils ne voulaient plus. L'insurrection polonaise vint à point pour détourner le tsar de l'intransigeance qu'il avait manifestée tout d'abord. La Prusse et l'Autriche, privées de son concours, se résignèrent à sacrifier le principe de la légitimité au droit d'un peuple de disposer de soi-même. Au commencement de novembre, la Conférence, pour gagner du temps, imposa un armistice aux Belges et à Guillaume. Le 20 décembre, par un premier protocole, elle reconnut le fait accompli et engagea le Gouvernement provisoire à lui envoyer des députés. Un mois plus tard, le 20 janvier 1831, elle décida que la Belgique formerait un État indépendant et perpétuellement neutre sous la garantie des puissances. Ainsi la barrière de 1815 n'était pas entièrement renversée. La neutralité du nouvel État l'empêcherait d'être absorbé par la France, dont l'Angleterre et les monarchies absolutistes continuaient de craindre le retour à la politique d'expansion.

La nomination du duc de Nemours, fils de Louis-Philippe, comme roi des Belges par le Congrès (3 février 1831), justifiait leurs méfiances. Son acceptation eût été le signal d'une guerre générale. Louis-Philippe se résigna à refuser la couronne offerte à son fils et les Belges, en attendant, confièrent le gouvernement du pays à un régent, Surlet de Chokier, président du Congrès. Cette régence tourna tout de suite à l'anarchie. Les Orangistes reprirent courage et les patriotes, exaspérés par les prétentions de la Conférence de leur dicter la loi, se montrèrent résolus à affronter une guerre pour laquelle ils escomptaient l'appui de la France. Ne tenant aucun compte des droits de la Confédération germanique sur le Luxembourg, ils se déclarèrent résolus à ne céder aucune des régions qui avaient participé



à la révolution. Bref, la situation apparut si menaçante que Talleyrand, au sein même de la Conférence, chercha vainement à persuader ses collègues de revenir sur leurs décisions et de partager le territoire de cette Belgique qui semblait incapable de se gouverner elle-même.

**LÉOPOLD I<sup>er</sup>.** — L'élection de Léopold de Saxe-Cobourg, suggérée par l'Angleterre et la France, mit fin à la crise. Le traité des « Dix-huit articles » (26 juin 1831), par lequel la Conférence ajournait l'examen de la question du Luxembourg et promettait des conditions favorables pour le règlement des dettes communes à la Belgique et à la Hollande, fut accepté par le Congrès après des débats passionnés et, le 21 juillet, Léopold, qui avait fait de cette acceptation la condition indispensable de son élection, arrivait à Bruxelles.

Mais quelques jours après Guillaume envahissait le pays (2 août 1831). Durant la période troublée que l'on venait de traverser, rien n'avait été fait pour organiser sérieusement l'armée. Léopold subit un échec à Louvain et la route de Bruxelles se trouva ouverte. Il ne restait au roi qu'à faire appel à la France. Le 12 août, le maréchal Gérard, suivi de 50 000 hommes, arrivait à Louvain, d'où les Hollandais, sur le point d'encercler les troupes belges, se retirèrent aussitôt devant lui.

L'attitude de l'Europe contraignit d'ailleurs Louis-Philippe à évacuer, de son côté, la Belgique, et Guillaume n'osa reprendre les armes. La Conférence remplaça les Dix-huit articles par un traité beaucoup plus défavorable aux Belges, connu sous le nom de traité des « Vingt-quatre articles » (14 octobre 1831). Tandis que Léopold l'acceptait, le 15 novembre, Guillaume protestait « au nom de la morale et du christianisme » contre la violence qui lui était faite et refusait de le signer. Le blocus des ports hollandais par la France et l'Angleterre et le bombardement de la citadelle d'Anvers par les Français, qui s'en emparèrent le 23 décembre, après une belle défense, ne parvinrent pas à vaincre son obstination. Il accepta cependant, le 21 mai 1833, de conclure avec Palmerston et Talleyrand une convention provisoire qui laissait subsister le *statu quo*. Or, le *statu quo* était tout à l'avantage des Belges qui, non seulement continuaient à occuper le Luxembourg, mais encore ne contribuaient pas au paiement de la dette commune demeurée tout entière à la charge de la Hollande.

**LES TRAITÉS DE 1839.** — Cette situation contraignit Guillaume, le 14 mars 1838, à accepter les Vingt-quatre articles. Les délibérations de la Conférence reprirent aussitôt. Les Belges essayèrent vainement de la faire revenir sur ses résolutions. Tout ce qu'ils obtinrent se borna à quelques concessions d'intérêt financier. Le Parlement se résigna enfin à voter les stipulations qui forment la matière des traités du 19 avril 1839. Par le premier, la paix était rétablie entre la Belgique et la Hollande, qui reconnaissait l'existence du nouveau royaume. Le Luxembourg était attribué en partie à la Belgique et, pour le reste, constituait un grand-duché, membre de la Confédération germanique sous la souveraineté de Guillaume. Le Limbourg, avec Maestricht, restait presque tout entier à la Hollande. En revanche, la Belgique était déclarée « État indépendant et perpétuellement neutre ». Le même jour, les cinq puissances qui, durant huit ans, avaient préparé cette solution — par



LÉOPOLD I<sup>er</sup>, ROI DES BELGES (1831-1865). — Peinture de Winne. — Musée de Bruxelles.

laquelle l'Europe sacrifiait, en somme, les traités de Vienne — lui donnaient solennellement leur garantie. Une période nouvelle s'ouvrait dans l'histoire de la Belgique. Elle devait durer jusqu'au jour où, en 1914, sa neutralité serait foulée aux pieds par un de ses protecteurs.

**LA BELGIQUE JUSQU'EN 1848.** — Au lendemain de la Révolution, il y avait eu une sorte de trêve des partis, mais l'entente entre catholiques et libéraux était précaire. La sagesse du roi Léopold sut pourtant tenir entre eux la balance égale et les accoutumer à la pratique du régime parlementaire. Le ministère catholique de Theux-Muelenaere, formé en 1834, dut se retirer en 1840, à la suite de troubles dans la rue, et fut remplacé par le ministère libéral Lebeau-Rogier, qui commença par proclamer une amnistie générale. Mais une adresse du Sénat, en date du 17 mars 1841, suivie d'un vote de défiance, le força à se démettre (avril 1841). Un cabinet de conciliation fut formé par Nothomb : il fit voter une loi sur l'instruction primaire qui ranima les vieilles querelles ; l'enseignement religieux, obligatoire à l'école publique, y serait donné par des membres du clergé, sous la surveillance de l'État. Les libéraux, tout en admettant la liberté de l'enseignement public à tous les degrés, entendaient qu'il fût placé sous le contrôle exclusif du pouvoir civil. Ils réclamaient en outre l'abaissement progressif du cens électoral. Au cabinet Nothomb succédèrent un ministère libéral Van de Weyer, puis un ministère catholique de Theux, remplacé, en 1847, par un ministère libéral Rogier.

Jusqu'alors, la Belgique n'avait guère joui de la confiance de l'Europe. Le libéralisme extrême de sa Constitution la rendait suspecte, et l'on n'avait pas confiance dans son avenir. Seule pourtant de toutes les nations continentales, elle échappa à la crise déchaînée par la révolution de 1848.

On en fit honneur à son système politique qui, dès cette époque, passa très longtemps pour un chef-d'œuvre.

### Pays-Bas.

Pendant près de sept ans, Guillaume I<sup>er</sup> refusa de reconnaître le traité de Londres, ruinant le pays par des dépenses militaires,



BOMBARDEMENT DE LA CITADELLE D'ANVERS par les troupes françaises (décembre 1831). — Peinture d'H. Vernet. — Musée de Versailles. CL. NEURDEIN



alors que la perte de la Belgique et ses inclinations absolutistes le rendaient de plus en plus impopulaire. Il abdiqua enfin le 7 octobre 1840.

Sous son fils Guillaume II se forma un parti d'opposition, hostile au pouvoir personnel. L'agitation ne cessa de grandir et, en 1848, le roi, craignant une révolution, consentit à la revision constitutionnelle (14 octobre 1848).

Les ministres devenaient responsables devant les États généraux ; les membres de la première Chambre étaient élus, pour neuf ans, par les États provinciaux, parmi les contribuables les plus imposés ; les membres de la seconde Chambre étaient élus directement par des électeurs payant un cens différentiel. Les Chambres recevaient le droit d'initiative, d'amendement et d'enquête. Le budget serait voté chaque année. La liberté de la presse et la liberté d'association étaient sensiblement étendues.

A Guillaume II, mort le 17 mars 1849, succéda Guillaume III. Le premier cabinet libéral, constitué après la revision avec Thorbecke pour chef, demeura au pouvoir jusqu'en 1853. Il y eut dès lors aux Pays-Bas deux grands partis politiques : les libéraux, partisans des réformes de 1848, et les conservateurs ; puis, deux partis secondaires : celui des « chrétiens historiques », fondé par Groen Van Prinsterer, recruté surtout parmi les calvinistes, et le parti catholique, important surtout au Brabant et dans le Limbourg. Les catholiques s'unirent d'abord aux libéraux, et les « chrétiens historiques » aux conservateurs. Thorbecke réorganisa les États provinciaux et les conseils communaux. Il fit prévaloir la politique libre-échangiste et encouragea le développement des travaux publics.

### Grand-Duché de Luxembourg.

Après de laborieuses négociations, le traité de Londres, du 19 avril 1839, rendit au roi des Pays-Bas, soutenu par la Prusse, la ville de Luxembourg et les districts voisins ; le grand-duché, amoindri, mena dès lors une existence distincte de celle de la Hollande. Guillaume II lui accorda, le 12 octobre 1841, une Constitution qui fut révisée le 9 juillet 1848 dans un sens très libéral. Par ailleurs, le grand-duché continuait à faire partie de la Confédération germanique ; en 1843, il adhéra au Zollverein et, en 1848, il envoya des députés au Parlement de Francfort. Ainsi s'expliquent les résistances auxquelles devait se heurter Napoléon III lorsqu'il entreprit d'annexer le Luxembourg et la crise d'où faillit sortir, dès 1867, une guerre franco-allemande.

## IV. L'ÉVOLUTION INTÉRIEURE DES ÉTATS EUROPÉENS (1830-1848)

### Grande-Bretagne et Irlande.

L'Angleterre, à l'inverse de la France, ne connut ni brusques révolutions, ni réactions soudaines. Une longue expérience des libertés civiles et politiques, la souplesse des institutions, la modération des partis avancés et la sagesse des conservateurs lui permirent d'évoluer lentement, presque sans secousses, vers un régime démocratique.

LA RÉFORME ÉLECTORALE DE 1832. — La disparition du roi George IV, adversaire des réformateurs, et l'avènement de son frère Guillaume IV (25 juin 1830), plus conciliant, hâtèrent sans doute cette transformation ; mais elle était réclamée depuis plusieurs années déjà par les whigs, qui défendaient les intérêts des régions industrielles du Nord et de l'Ouest, et par les radicaux, interprètes des revendications populaires. L'aristocratie des grands propriétaires fonciers avait senti la nécessité de jeter du lest, d'atténuer les rigueurs du protectionnisme. Mais, soucieuse de conserver le pouvoir, elle continuait à défendre âprement un système électoral suranné.

Sur 20 millions d'habitants, 160 000 seulement jouissaient du droit de vote et la répartition des sièges n'avait pas été modifiée depuis le Moyen

âge. Les circonscriptions rurales, les comtés, désignaient 186 députés ; les villes ou bourgs, 467 ; les Universités, 5. Or, tandis que certaines grandes cités industrielles de l'Ouest, comme Manchester, Leeds et Birmingham, n'étaient pas représentées ou l'étaient à peine, des villes déchues, les *bourgs pourris* et les *bourgs de poche*, n'avaient plus qu'un nombre infime d'habitants (37 députés étaient désignés par 100 électeurs en tout ; 254, par 11 500 électeurs) et les 60 bourgs d'Écosse ne comptaient que 1 460 électeurs. Aussi l'influence de l'aristocratie, maîtresse du sol, était-elle prépondérante. En général, nul n'osait se présenter contre le candidat du *landlord* ; les élections donnaient lieu à des trafics scandaleux. Dans plus de 400 circonscriptions, les résultats étaient acquis d'avance. Ce régime n'assurait pas à l'Angleterre une véritable représentation nationale.

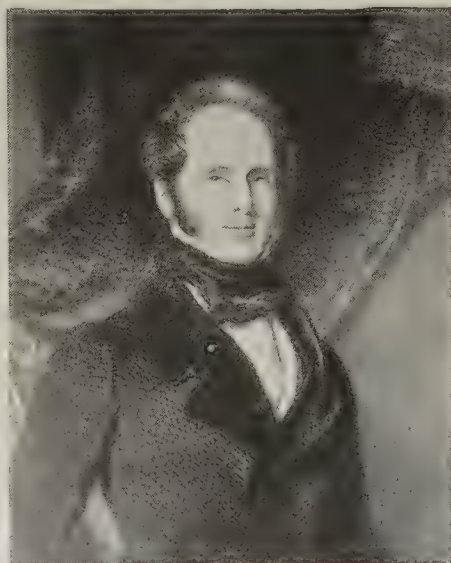
Les radicaux réclamaient le suffrage universel et l'égalité des circonscriptions ; les whigs se bornaient à demander une extension du droit de vote et la suppression des abus les plus criants. Mais les bills de réforme élaborés par leurs chefs, Russell et Grey, furent obstinément repoussés par les tories ; même au lendemain de la Révolution française de 1830, le premier ministre Wellington déclara que « la nature humaine était incapable d'atteindre à une perfection égale à celle du régime anglais » (novembre 1830). Mais les anciens amis de Canning l'abandonnèrent et il dut céder la place à un ministère de coalition, présidé par un whig, lord Grey, avec Russell et Palmerston pour collaborateurs. Il lui fallut dissoudre la Chambre des Communes, procéder à des élections générales qui lui assurèrent une solide majorité (1831), puis forcer la main à la Chambre des Lords pour faire aboutir enfin une réforme assez modérée.

Le bill de la réforme (7 juin 1832), tout en conservant le même nombre de députés, supprima 56 bourgs pourris, réduisit la représentation des bourgs de poche et redistribua les 143 sièges devenus disponibles entre l'Irlande, l'Écosse et les villes qui n'avaient pas encore de députés ou en avaient trop peu. D'autre part, le nombre des électeurs fut porté à 450 000 environ par un abaissement du cens : le droit de vote était accordé dans les villes aux habitants payant un loyer annuel de 250 francs, dans les comtés aux possesseurs d'un immeuble de 250 francs de revenu et aux tenanciers d'un immeuble de 1 250 francs de revenu.

Cette réforme permit à l'Angleterre industrielle de faire entendre sa voix au Parlement et aux whigs de disputer plus aisément le pouvoir aux tories. Elle eut pour conséquence immédiate le triomphe définitif du régime parlementaire. Une tentative de Guillaume IV pour constituer et maintenir un ministère tory en présence d'une Chambre où les whigs avaient la majorité échoua complètement ; le chef des tories, Robert Peel, se retira bientôt en affirmant « qu'un gouvernement ne doit pas persister à diriger les affaires contre l'opinion nettement énoncée de la Chambre des Communes » (1835). La reine Victoria, qui ceignit la couronne à l'âge de dix-huit ans, le 20 juin 1837 (1), pratiqua loyalement le régime parlementaire dans la forme qu'il a conservée depuis. La durée de chaque Parlement avait été fixée à sept ans, mais aucune législature ne parvint à son terme légal. Les whigs, qui prirent le nom de *libéraux*, et les tories, devenus les *conservateurs*, alternèrent au pouvoir selon les vicissitudes des élections (2). Le public fut admis aux séances de la Chambre des Communes et l'on publia un compte rendu officiel des débats. La presse, assurée d'une entière liberté, devint puissante sur l'opinion.

Au lendemain de la réforme électorale, on s'efforça de résoudre le grave problème des « sans travail ». Les secours de l'Assistance publique furent réservés aux invalides ; les autres indigents ne furent aidés que s'ils consentaient à travailler dans des ateliers spéciaux, les *Work-houses* (loi du 14 août 1834).

Peu après, lord Melbourne composa un cabinet qui prit



PALMERSTON (1784-1865). — Bibl. Nat.



JOHN RUSSEL (1792-1878). — Bibl. Nat.

(1) L'avènement de la reine Victoria eut pour conséquence la séparation dynastique du Hanovre et de l'Angleterre. Le Hanovre, érigé en royaume en 1815 après la disparition du royaume de Westphalie, ne pouvait pas être gouverné par une femme. La couronne passa au cinquième fils de George III, Ernest, duc de Cumberland.

(2) Ministères : Grey-Melbourne (1832-1834), libéral ; — Peel (1834-1835), conservateur ; — Melbourne-Palmerston (1835-1841), libéral ; — Peel (1841-1846), conservateur ; — Russell-Palmerston (1846-1851), libéral ; — Derby (1851-1852), conservateur.





LE COUJONNEMENT DE LA REINE VICTORIA A WESTMINSTER (28 juin 1838).

Peinture de G. Hayter.







la tête du nouveau parti libéral et fit voter, comme complément du *Reform bill*, la création de municipalités élues à un suffrage très élargi.

Enfin, à la voix de Wilberforce, l'esclavage fut aboli dans les colonies, moyennant le paiement d'une indemnité aux propriétaires.

**L'AGITATION CHARTISTE ET LA PROPAGANDE SOCIALISTE.** — Les débuts du règne de Victoria furent troublés au dehors comme à l'intérieur : rupture de « l'entente cordiale » avec la France au sujet de la question d'Orient, agitation chartiste, propagande socialiste.

Reprenant l'ancien programme de Cobbett — la Charte —, les radicaux demandaient le suffrage universel, le renouvellement annuel des Communes, le vote secret, l'égalisation des circonscriptions, l'allocation d'une indemnité parlementaire. Ils s'assurèrent l'appui de l'Irlandais O'Connell et recrutèrent des dizaines de milliers d'adhérents dans les régions industrielles. Jamais peut-être l'activité économique n'avait été plus intense : on construisait des chemins de fer et des lignes télégraphiques ; les navires en fer faisaient leur apparition ; la métallurgie était en plein essor et l'importation des laines étrangères ranimait filatures et tissages. Mais la misère des ouvriers semblait croître en raison directe de ces progrès et il leur était interdit de se coaliser pour obtenir une amélioration de leur sort. Les chartistes exploitèrent leur mécontentement. En 1839, sous l'impulsion d'un autre Irlandais, O'Connor, le mouvement prit une allure révolutionnaire ; des pétitions se couvrirent de milliers de signatures ; on organisa des meetings monstres ; les grèves se multiplièrent ; les partisans de la « force physique » entraînèrent les amis de Lovett, qui ne voulait employer que la « force morale », et des émeutes éclatèrent. Une tentative d'insurrection dans le pays de Galles fut énergiquement réprimée et l'agitation se ralentit. Mais en 1848, les chartistes, encouragés par l'exemple de Paris, préparèrent ouvertement une révolution démocratique. Le ministère s'inquiéta et Wellington leva une véritable armée de 200 000 policiers volontaires. Du coup, le mouvement s'éteignit. L'Angleterre devait attendre jusqu'en 1867 une seconde réforme partielle de son régime électoral.

La propagande socialiste obtint des résultats plus positifs. Un grand industriel philanthrope, Robert Owen, avait entrepris d'appliquer et de mettre au point les idées émises depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle par des théoriciens tels que Spence, Godwin et Vancouver. Soucieux d'améliorer à la fois la condition matérielle et morale des ouvriers, il avait fait de son usine de New-Lanark un établissement moderne, bien aménagé, bien aéré ; il avait ouvert une salle de lecture, il avait fondé des écoles, construit des logements sains, diminué la durée de la journée de travail et accru les salaires. Il rendait les classes diri-

geantes responsables de la misère physique et intellectuelle de la classe ouvrière, et il estimait que l'État avait le devoir d'intervenir pour régler plus équitablement les rapports du capital et du travail. Il en vint à concevoir une société nouvelle, strictement égalitaire, et tenta sans succès de la réaliser sur le sol des États-Unis, dans sa colonie de New Harmony. De retour en Angleterre, il reprit son apostolat en faveur de la coopération : il prédisait l'avènement d'un « nou-

veau monde moral », et l'on vit apparaître une « Association de toutes les classes de toutes les nations », dont les membres s'appellèrent socialistes (1839).

Robert Owen fut aussi l'un des créateurs du syndicalisme anglais. Les ouvriers de divers corps de métiers avaient formé des associations de secours mutuels, les *Trade Unions*, auxquelles l'État avait fini par reconnaître une existence juridique ; vers 1830, ils songèrent à les grouper pour obtenir plus aisément, par une pression continue sur les patrons, l'amélioration des conditions du travail ; un ouvrier fleur, Doherty, parvint même à jeter les bases d'une Association nationale. En 1834, sous l'influence de Robert Owen, qui jugeait inefficace une action purement politique, se forma la *Trades Union*, sorte de Confédération générale du travail, qui comprit bientôt 500 000 membres et qui, pour obtenir la journée de huit heures, prépara la grève générale ; les patrons ripostèrent en décrétant le *lock out* ; le gouvernement s'émut, dénonça une conspiration ouvrière, et ordonna la dissolution de la *Trades Union*. Cependant, les idées de Robert Owen continuèrent de se répandre et plusieurs lois, votées de 1831 à 1847, interdirent d'employer les femmes et les enfants à des besognes trop pénibles, limitèrent la durée de la journée de travail suivant l'âge ou le sexe, créèrent un corps d'inspecteurs des mines.

**LE MOUVEMENT LIBRE-ÉCHANGISTE.** — Si l'agitation diminua d'intensité, ce fut surtout par suite d'une véritable révolution économique qui modifia, à l'avantage commun des patrons et des ouvriers, les conditions de l'existence. En effet, la crise industrielle, aggravée par de mauvaises récoltes, qui sévit à partir de 1836 et provoqua la recrudescence du mouvement chartiste, attira de nouveau l'attention sur le problème douanier.

Les industriels voyaient dans le protectionnisme la cause profonde du malaise dont souffrait le pays. La Chambre de commerce de Manchester, inspirée par un de ses membres, Richard Cobden, lança le mot d'ordre nouveau ; à la fin de 1838, elle réclama l'abolition « totale et immédiate » des taxes sur les céréales étrangères et une large application du principe de la liberté du commerce. Héritiers des idées exprimées naguère par des économistes tels que Ricardo et Adam Smith, Cobden et son ami John Bright créèrent une association et un journal pour défendre les théories de l'« école de Manchester » : l'application des doctrines libérales dans l'ordre économique assurerait la prospérité de l'industrie et du commerce national, en abaissant le prix de revient des matières premières telles que le coton et, par suite, celui des objets fabriqués ; des débouchés s'ouvriraient plus nombreux aux marchandises anglaises, et l'on servirait du même coup la cause de la paix sociale, puisqu'il deviendrait possible d'occuper les « sans travail », de diminuer le coût de la vie, d'augmenter le taux des salaires.

Par une inlassable propagande, Cobden et Bright recrutèrent des adhérents dans toutes les classes de la société, et ils finirent par vaincre les résistances du Parlement, lorsque la famine de 1846 leur eut



LE PRINCE ALBERT, PRINCE CONSORT (1840-1861). — Peinture de Winterhalter. — Musée de Versailles. CL. NEURDEIN



VICTORIA I<sup>re</sup>, REINE D'ANGLETERRE (1837-1901). — Peinture de Winterhalter. — Musée de Versailles. CL. NEURDEIN



RICHARD COBDEN (1804-1865). CL. ILLUSTRATION.



fourni un argument décisif. Les conservateurs eux-mêmes se résignèrent, et Robert Peel, passant dans le camp de ceux qu'il avait combattus jusqu'alors avec âpreté, fit abolir tous les droits sur les céréales (27 février 1846).

Le ministère libéral de lord John Russell, qui prit les affaires après Peel, acheva, par l'abolition des droits sur les sucres et le rappel de l'acte de navigation (1847), de placer l'Angleterre au premier rang des puissances libre-échangistes. C'était toute une révolution dans l'Empire britannique, car la tutelle de l'État sur les établissements d'outre-mer allait devenir nécessairement moins étroite.

**L'AGITATION IRLANDAISE.** — Le problème irlandais n'était pas résolu. Après avoir obtenu l'émancipation des catholiques, O'Connell se crut assez fort pour réaliser sans violences, par les seuls moyens légaux, la seconde partie de son programme; il réclama le « rappel » de l'Union, c'est-à-dire le rétablissement de l'autonomie, condition *sine qua non* d'une réforme sociale profonde et de la renaissance économique de son pays. Fidèle aux méthodes qu'il avait appliquées pour obtenir le vote du *Catholic relief bill*, il fonda une puissante association et organisa des meetings monstres. La campagne battit son plein en 1843, et il inaugura, le 23 octobre, le palais du futur Parlement irlandais, élevé au moyen d'une souscription privée. Par dizaines de milliers, les auditeurs se pressaient autour d'O'Connell, le « souverain sans couronne ». Pour démontrer au Parlement de Londres et aux ministres anglais l'unanimité de l'opinion publique irlandaise, il prépara pour le 5 octobre le meeting gigantesque de Clontarf; un million d'Irlandais devaient s'assembler aux portes de Dublin.

Le gouvernement interdit la réunion et poursuivit les organisateurs en justice. O'Connell, condamné comme conspirateur, mais acquitté en appel par une Commission de la Chambre des Lords, rentra triomphalement à Dublin (7 septembre 1844). Il aurait pu donner le signal de la révolte : l'Irlande était prête à le suivre. Mais c'eût été la guerre civile, et il recula, ayant pour maxime favorite qu'une révolution coûte trop cher si elle fait répandre une goutte de sang. Sa popularité disparut soudain; elle passa aux mains de la « Jeune Irlande », dirigée notamment par Smith O'Brien, mais qui, combattue par le clergé catholique, ne survécut pas aux mesures de rigueur dont elle fut l'objet. D'ailleurs, une épouvantable famine (1846) avait décimé les Irlandais et réduit leur capacité de résistance; 500 000 personnes périrent; un million d'émigrés allèrent se fixer au Canada et aux États-Unis. Impuissant devant cette immense détresse, le gouvernement de Londres commença d'encourager l'exode des Irlandais, qui, dès lors, ne cessa plus. En peu d'années, la population de l'île tomba de près de 8 millions d'habitants en 1841 à 4 millions et demi.

**L'EXPANSION COLONIALE.** — Pendant cette même période, l'Angleterre travaille sans relâche à consolider sa suprématie maritime, à conquérir de nouveaux débouchés, à élargir son domaine extérieur. Les Antilles continuent de lui fournir des denrées tropicales et le Canada se peuple. Mais c'est en Asie, dans l'Indoustan, que se trouve désormais le cœur de son Empire colonial. Elle soumet le Penjab et s'attaque déjà à l'Afghanistan. Son influence s'étend très loin vers l'Est : elle s'installe dans le Pacifique; une guerre contre la Chine lui vaut la possession de Hong-Kong (1841).

Aussi les hommes d'État de Londres tiennent à s'assurer le contrôle des voies qui mènent vers l'Inde et vers l'Extrême Orient; l'élément anglo-saxon s'implante solidement dans l'Afrique australe, aux dépens des Cafres et des Boers. Déjà la diplomatie britannique pressent le rôle futur des routes de Suez et de l'Euphrate : le sort de l'Égypte et de la Syrie passe au premier plan de ses préoccupations et, dès 1839, Aden est occupé.

## Allemagne.

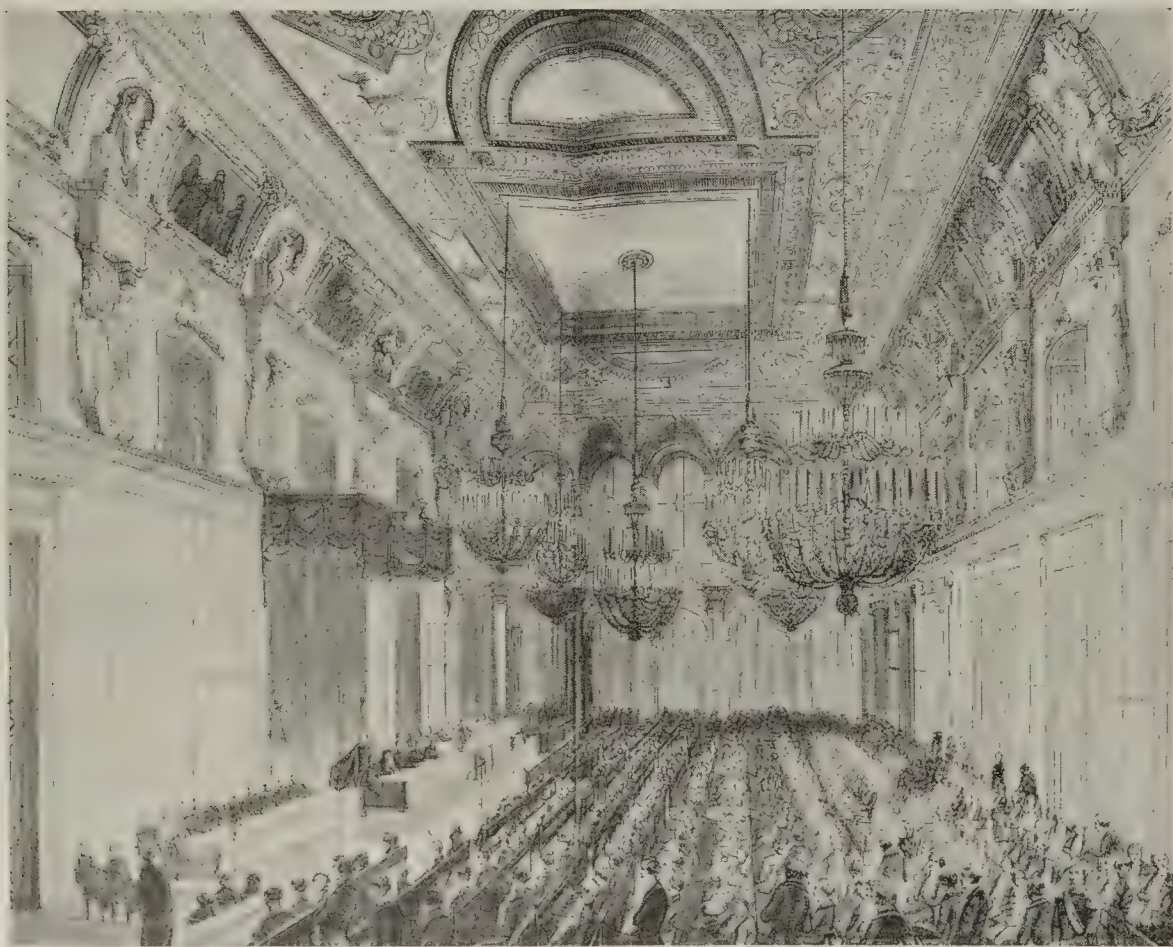
Jusqu'en 1830, Metternich avait réussi à grouper autour de lui les princes allemands et à réduire au silence les libéraux et les partisans de l'unité. Ceux-ci se heurtaient à l'obstination des souverains, ceux-là aux résistances de l'esprit particulariste.

Metternich exploita cette situation pour consolider l'influence de l'Autriche qui, depuis 1815, présidait la Diète; il combattit à la fois les tendances politiques des peuples et, d'une façon plus discrète, les prétentions des princes à l'indépendance. Mais la Révolution française de 1830 ranima les espérances des patriotes. Ils arrachèrent des constitutions aux souverains de Brunswick, de Hesse-Cassel, de Saxe, de Hanovre. Dans les États du Sud, la presse demanda l'organisation d'un Empire démocratique. A Hambach, dans le Palatinat, le 27 mai 1832, des milliers de manifestants acclamèrent le drapeau noir, rouge et or, symbole de l'Allemagne unifiée, et le principe de la souveraineté du peuple; en avril 1833, quelques jeunes gens tentèrent de s'emparer de Francfort. Ces incidents permirent à Metternich d'obtenir de la Diète de sévères mesures de répression. Des Commissions fédérales furent chargées de surveiller la presse, les assemblées locales et les agitateurs; on persécuta libéraux et patriotes; et le roi de Hanovre supprima, en 1837, la Constitution octroyée en 1833. « Quand je fus en haut du Saint-Gothard, écrivait Henri Heine, j'entendis ronfler l'Allemagne. Elle dormait paisiblement sous la douce protection de ses trente-six monarches. »

**LE RÉVEIL DE LA PRUSSE. — LE ZOLLVEREIN.** — En 1840, la vie politique se ranima soudain, et la crise d'Orient

eut en Allemagne une répercussion imprévue. La France, menacée par la coalition de l'Angleterre, de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse, se crut à la veille de la guerre, et les imprudences de la presse parisienne, qui annonçait une marche victorieuse vers le Rhin, réveillèrent les fureurs germaniques. Alors furent composées la *Wacht am Rhein* et le *Rhin allemand*, de Becker, qui provoqua la cinglante réplique d'Alfred de Musset. Les patriotes recommencèrent à déplorer l'impuissance de l'Allemagne; ils détestaient la Diète et l'Autriche, qui n'avaient su qu'organiser l'absolutisme, et ils se tournèrent du côté de la Prusse, qui seule leur paraissait capable de réaliser l'unité.

La Prusse avait longtemps déçu les espérances des libéraux et des patriotes allemands. Ébranlée par les désastres de 1806, desservie par la sourde hostilité de Metternich, elle avait retrouvé en 1815 une partie de sa force passée, et ses dix millions d'âmes la plaçaient au premier rang des États allemands. Mais elle manquait de cohésion. Au delà de l'Elbe, la masse compacte des Polonais catholiques était difficilement assimilable; séparées par le Hanovre, ses vieilles provinces de l'Est et ses récentes acquisitions n'avaient ni les mêmes institutions, ni les mêmes mœurs; la région rhénane, où dominaient les catholiques, avait subi l'empreinte française; les administrateurs napoléoniens y avaient appliqué le



SÉANCE INAUGURALE DU LANDTAG DE PRUSSE (11 avril 1847, dans la salle blanche du Palais Royal à Berlin).  
CL. ILLUSTRATION.



Code civil, déraciné la féodalité, morcelé la propriété par la vente des biens nationaux. Cette situation dicta aux hommes d'État de Berlin une politique de recueillage. Ils ajournèrent leurs ambitions allemandes et travaillèrent obstinément, silencieusement, à souder les éléments hétérogènes qu'ils devaient gouverner, à unifier les institutions du royaume, à reconstituer ses forces.

A la fois pour ménager l'Autriche et pour ne pas fournir aux tendances particularistes l'occasion de s'affirmer, ils s'abstinrent d'élaborer la Constitution promise en 1815 ; c'est seulement en 1823 que Frédéric-Guillaume III établit dans chaque province une Diète où la noblesse avait la prépondérance et dont les attributions étaient strictement limitées. Mais le roi et ses ministres conservèrent le service militaire obligatoire de trois ans, qui permit de recruter une armée permanente de 115 000 hommes : les soldats libérés étaient versés dans la landwehr jusqu'à 25 ans et entraînés par de fréquentes périodes d'exercices. Bientôt la Prusse se réveilla de sa torpeur apparente et s'appliqua à développer son influence en Allemagne. Le morcellement de ses territoires, le tracé capricieux de ses frontières l'avaient obligée à rechercher les moyens de simplifier son système douanier et d'améliorer le rendement : en 1815, elle n'appliquait pas moins de 67 tarifs différents. Elle commença par les unifier (1818) et adopta un régime presque libre-échangiste ; puis, à partir de 1819, elle entreprit d'abattre les barrières économiques qui la séparaient de ses voisins et de former avec eux une vaste Fédération douanière dont elle assumerait la direction. Elle se heurta d'abord à la jalousie de Metternich, qui encouragea les résistances particularistes ; mais les petits princes de Thuringe se laissèrent séduire par les avantages qu'elle leur offrait et la Hesse-Darmstadt les imita en 1828. Dès lors, les adhésions se multiplièrent et, en 1836, le Mecklembourg, les villes hanséatiques, le Hanovre, l'Oldenbourg se tenaient seuls à l'écart du Zollverein prussien.

La disparition des douanes intérieures stimula les échanges ; l'Allemagne prit plus nettement conscience de la solidarité de ses différentes régions, et le Zollverein devint en quelque sorte la préface de son unification politique au profit de la Prusse.

**LE ROI FRÉDÉRIC-GUILLAUME IV ET LE MOUVEMENT NATIONAL.** — En 1840, les libéraux et les patriotes saluèrent avec joie l'avènement de Frédéric-Guillaume IV, qu'ils croyaient acquis à leur cause. Le nouveau roi accorda une amnistie, promit d'élargir les attributions des Diètes provinciales, convoqua leurs délégués à Berlin, supprima la censure et fit étudier un projet de Constitution. En même temps, il mobilisa sur le Rhin contre la France ; il présida à l'inauguration de la cathédrale de Cologne, entouré des princes allemands, et le roi de Wurtemberg but « à la patrie commune » (1842). Ainsi le prestige de la Prusse grandissait au détriment de l'influence autrichienne. Mais Frédéric-Guillaume IV n'osait rompre avec Metternich ; très attaché au dogme de la monarchie de droit divin, il ne fit rien de ce qu'il avait promis, restreignit la liberté de la presse et lassa ses plus chauds partisans.

Néanmoins l'agitation nationaliste persistait en Allemagne, surtout dans les milieux universitaires. En 1845, à Francfort, un congrès réclama un Parlement national ; l'année suivante, un professeur, Gervinus, fonda la *Deutsche Zeitung* pour défendre le programme libéral et unitaire. En février 1847, le roi se décida à convoquer un Landtag, c'est-à-dire à réunir les membres des Diètes provinciales, dont le rôle se bornerait à émettre des avis consultatifs et à présenter des requêtes. « Je ne supporterai jamais, déclara Frédéric-Guillaume à la première séance (11 avril), qu'entre Notre-Seigneur Dieu dans le ciel et notre pays, s'insinue une feuille de papier écrit, comme une seconde Providence, pour nous régir par ses paragraphes et les mettre à la place de la vieille fidélité. » Le Landtag, à une énorme majorité, réclama la convocation périodique d'une Assemblée nationale véritable et la liberté de la presse ; puis, ne se jugeant pas qualifié pour engager le pays, il repoussa tous les projets qui lui étaient soumis. Il fut congédié (juin 1847).

Cet échec ne ralentit pas la propagande libérale et patriotique. Les radicaux qui, dans les États constitutionnels du Sud, notamment dans le pays de Bade, défendaient un programme franchement démocratique,



FRÉDÉRIC-GUILLAUME IV, ROI DE PRUSSE (1840-1861).  
— Bibl. Nat.

que, s'assemblèrent à Mannheim (11 septembre 1847) ; les modérés tinrent un congrès à Heppenheim (12 octobre). Les uns et les autres réclamèrent la création d'un Parlement unique. Des troubles éclatèrent en Saxe et Munich s'insurgea pour imposer au roi Louis le renvoi de sa favorite, Lolla Montès (9-12 février 1848).

De 1816 à 1845, la population s'accrut de près de moitié, passant de 25 à 34 millions et demi d'habitants. L'agriculture, qui occupait en 1830 les quatre cinquièmes des hommes valides, vit sa prépondérance diminuer. Les échanges commerciaux furent stimulés par l'organisation du Zollverein et par la construction de voies ferrées : la première ligne fut ouverte en 1835 entre Nuremberg et Fürth, et, dix ans plus tard, le réseau mesurait déjà 2 131 kilomètres. Le machinisme s'introduisit en Westphalie, en Saxe, en Silésie. Dès lors, la grande industrie ne cessa de se développer aux dépens des ateliers domestiques et les travailleurs furent réduits à une telle misère qu'elle les poussa parfois à l'insurrection : tels les tisserands silésiens dont Gerhardt Hauptmann a dramatisé la détresse et la révolte.

A l'étranger, les réfugiés politiques allemands, comme le Rhénan Ludwig Gall ou le Saxon Weitling, s'imprégnèrent des idées émises par les socialistes français et anglais. En Allemagne même, des théoriciens, héritiers des conceptions de Hegel et de Savigny sur la mission de l'État, se prononcèrent pour une réglementation systématique des rapports du capital et du travail.

Deux Rhénans, Karl Marx et Engels, firent adopter par un congrès réuni à Londres le célèbre « Manifeste » qui invitait à l'union les prolétaires de tous les pays, prêchait la lutte des classes, l'abolition de la propriété privée et la socialisation des moyens de production (décembre 1847).

## États autrichiens.

**LA POLITIQUE DE METTERNICH ET LES NATIONALITÉS.** — L'État habsbourgeois comprenait, — outre l'Autriche proprement dite et ses annexes (Tyrol, Styrie, Carinthie, Carniole) —, la Bohême et la Moravie, la Hongrie, la Transylvanie, la Croatie, et enfin la Galicie, arrachée à la Pologne. Mais il manquait de cohésion ; il n'était, on l'a dit souvent, qu'une expression géographique. Sur ces vastes territoires, que les hasards des guerres et une habile politique matrimoniale avaient unis sous une même domination, vivaient les peuples les plus divers. Les Allemands dominaient en Autriche, dans les villes et sur le pourtour de la Bohême, les Hongrois ou Magyars dans les vallées moyennes du Danube et de la Theiss. Il y avait aussi des peuples de race et de langue latines : Italiens du Sud-Ouest, Roumains de Bukovine et de Transylvanie. Les Slaves, de beaucoup les plus nombreux, étaient très divisés et se répartissaient sur la périphérie de l'Empire : au nord, les Tchèques de Bohême s'apparentaient aux Slovaques des Carpathes ; en Galicie, les Polonais catholiques s'opposaient aux Ruthènes orthodoxes ; enfin les Slovènes occupaient le versant oriental des Alpes ; les Croates, les pays voisins de l'Adriatique. Metternich, qui fut le véritable chef de l'Empire sous François I<sup>er</sup>, puis sous Ferdinand I<sup>er</sup> (1835-1848), s'appliqua à maintenir dans l'obéissance ces éléments hétérogènes et souvent turbulents. Il exploita les jalousies des races pour assurer la prépondérance germanique et



LOLLA MONTÈS, favorite du roi Louis de Bavière. Cf. ILLUSTRATION.



gouverna en maître absolu, comme il faisait en Allemagne et en Italie. Il se flattait de préserver ainsi la monarchie danubienne de la contagion révolutionnaire. Mais le régime de compression policière auquel il la soumit n'empêcha ni le réveil des nationalités, ni la diffusion des idées libérales. Ces idées recrutèrent de nombreux adhérents, même en Autriche, où le poète Grün demandait la liberté sous la protection des lois.

En Bohême, les Tchèques s'agitaient; l'historien Palacky évoquait les gloires du passé; le poète Kollar déplorait les maux de la patrie « à la robe rapiécée, bigarrée de colons étrangers »; il invitait les Slaves à prendre conscience de leur unité de race, à s'associer fraternellement sous l'égide de la Russie et à secouer le joug germanique.

En Hongrie, sous l'impulsion du comte Étienne Széchemji et de François Deak, une génération nouvelle, libérale et conservatrice, ressuscitait la vie parlementaire, car il avait fallu en 1825 convoquer la Diète, qui n'avait pas été réunie depuis dix ans. L'Assemblée de 1825 fit patiemment prévaloir les droits de la nation; celle de 1830 s'employa à empêcher une agression européenne contre la monarchie de Juillet; celle de 1833, dont le jeune Kossuth faisait connaître quotidiennement les débats dans tout le pays, se montra résolue à réformer la condition des paysans et à moderniser la Hongrie, tout en conservant les privilèges politiques de la petite noblesse, qui était le fond même de la nation; elle exprima publiquement ses regrets au sujet de la ruine de la Pologne. Désormais, l'emploi de la langue magyare est acquis et les classes sociales se rapprochent au détriment de la féodalité. Sous le règne nouveau de Ferdinand V (1835-1848), l'esprit absolutiste viennois soutint une lutte contre les députés magyars et contre les magnats libéraux, et le gouvernement essaya d'enrayer le mouvement national en faisant condamner à la prison les patriotes. A partir de 1844, Metternich et les nationalistes hongrois entrèrent ouvertement en conflit; mais en vain le chancelier essaya-t-il de ruiner les comitats par l'action d'agents spéciaux; son échec favorisa, aux élections de 1847, le succès de l'opposition avancée.

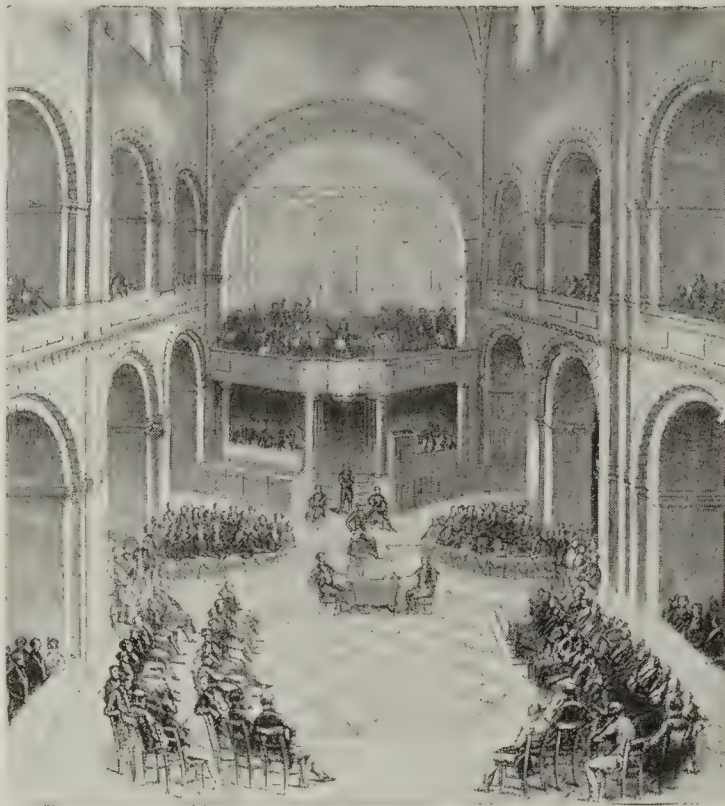
En Croatie, le comte Drascovic et le journaliste Louis Gaj menaient une ardente campagne en faveur de l'union de tous les Yougo-Slaves et de l'introduction de leur idiome national dans la vie publique. Les auteurs de ces revendications, d'ordre littéraire et d'ordre politique, désignées sous le nom d'illyrisme, cherchèrent un point d'appui dans la solidarité panslaviste, dont le précurseur avait été, dès le XVII<sup>e</sup> siècle, le Croate Georges Krijanics.

Si le mouvement révolutionnaire qui éclata en Galicie donna lieu à l'annexion par l'Autriche de la République libre de Cracovie, les forces centrifuges commençaient d'exercer leur pression sur l'empire des Habsbourg. Le 3 mars 1848, à la séance de la Diète hongroise, Kossuth et ses amis, à la nouvelle des événements de France, d'Italie et d'Allemagne, osèrent déployer leur drapeau.

### Suisse.

La Révolution française de 1830 eut en Suisse un profond retentissement. Elle poussa à l'action les réformateurs, de plus en plus nombreux, qui voulaient démocratiser les Constitutions cantonales et fortifier les institutions fédérales. Les gouvernements locaux cédèrent presque tous et les Constitutions revisées établirent en général la souveraineté du peuple, l'égalité des citoyens, le suffrage universel direct, la publicité des débats des conseils élus, l'indépendance du pouvoir judiciaire, la liberté de la presse, la liberté des cultes (1830-1831). Il n'y eut de troubles sérieux que dans le petit canton montagnard de Schwyz et dans celui de Bâle, qui finit par se scinder en deux demicantons autonomes, Bâle-ville et Bâle-campagne (1832-1833). Mais le projet de revision du pacte fédéral, présenté par le professeur Pellegrino Rossi, échoua, au scrutin populaire, du fait de l'opposition des partis extrêmes.

Les conditions de la vie publique se trouvent alors modifiées. Les libéraux se divisent; satisfaite d'avoir conquis le pouvoir, la haute



SÉANCE D'OUVERTURE de la session de la Diète fédérale à Zurich (6 juillet 1846). CL. ILLUSTRATION.

bourgeoisie forme le *parti du juste milieu*, qui suit sa politique de stagnation; les *radicaux*, au contraire, font une ardente campagne en faveur de la démocratisation des institutions locales et de la revision fédérale. Enfin, dans certains cantons, surgit un *parti catholique*, qui se préoccupe avant tout de défendre les intérêts de la religion et s'appuie sur les paysans.

Cependant, la Suisse, terre d'asile, voyait affluer les proscrits de l'Europe entière. Des sociétés secrètes, comme la « Jeune Italie » et la « Jeune Allemagne », s'organisaient sur son sol et leurs menées l'exposaient à de graves complications extérieures. En 1833, la Diète germanique protesta contre les intrigues des Allemands réfugiés à Bâle et à Zurich. L'année suivante, une tentative malheureuse de Mazzini, qui avait préparé à Genève un coup de main contre la Savoie, et des manifestations de révolutionnaires allemands, provoquèrent une rupture diplomatique avec l'Autriche. Après l'attentat de Fieschi (1835), les relations se tendirent avec la France; elles tournèrent à l'aigre, lorsque Paris exigea l'expulsion de Louis-Napoléon

Bonaparte (1838), qui avait été reçu bourgeois d'honneur du canton de Thurgovie. La France rappela son ambassadeur et la Suisse mobilisa; le conflit ne fut apaisé que par le départ volontaire du prétendant.

Mais jamais le danger d'une intervention européenne ne parut plus grand qu'en 1847. Les luttes politiques et religieuses s'étaient envenimées. Les catholiques, partisans des privilèges traditionnels de leur Eglise et de l'autonomie cantonale, avaient fondé à Schwyz, à Fribourg, à Lucerne, de 1836 à 1844, des collèges que dirigeaient les Jésuites. En 1837, ils devinrent maîtres du gouvernement à Fribourg. A Lucerne, ils firent voter une Constitution qui fut soumise à l'approbation du pape et qui donnait au clergé seul la surveillance de l'enseignement (1841). Dans le Valais, ils interdirent le culte public aux non-catholiques.

Les radicaux dominaient dans les cantons protestants. Voulant établir, dans la Suisse entière, fût-ce par l'intervention de l'autorité fédérale, la suprématie du pouvoir civil, ils entamèrent la lutte contre les congrégations et organisèrent des corps francs qui, à deux reprises (1844-1845), tentèrent de renverser de vive force le gouvernement catholique de Lucerne. A la fin de mars 1845 eut lieu une expédition de corps francs, commandés par Ochsenbein: elle fut battue à Malters et au Gutsch et laissa 104 morts et 1 800 prisonniers aux mains des Lucernois. A l'instigation de ces derniers, sept cantons catholiques (Uri, Schwyz, Unterwalden, Zug, Lucerne, Fribourg et Valais) formèrent, à la fin de 1845, une ligue séparée, le *Sonderbund*,



MANIFESTATION POLITIQUE A BERNE (novembre 1847). CL. ILLUSTRATION.



et recherchèrent des appuis à l'étranger. Les radicaux redoublèrent d'activité ; de 1845 à 1847, ils s'assurèrent la majorité dans la Diète. La guerre civile éclata. Le Sonderbund escomptait l'intervention de la Russie, de la Prusse, de l'Autriche et de la France, qui se concertaient pour maintenir le Pacte de 1815. Mais le gouvernement fédéral, à l'instigation de Palmerston, mena lestement les opérations. Le Sonderbund fit choix comme commandant en chef du général de Salis-Soglio, un protestant des Grisons, jadis au service de la France. La majorité de la Diète choisit comme général des troupes fédérales le colonel genevois Guillaume-Henri Dufour.

Dufour avait près de 100 000 hommes sous ses ordres, du lac de Genève au lac de Zurich. Salis-Soglio en commandait environ 85 000 dans le canton de Fribourg, dans le Valais et dans les cantons du centre, où se trouvait le gros de l'armée.

Le 14 novembre 1847, Fribourg capitulait et, ce premier obstacle tombé, Dufour marcha sur Lucerne, foyer de la résistance. Le 23 novembre eurent lieu à Gislikon et à Meyers-Kappel les combats les plus sérieux de la campagne ; ils se terminèrent à l'avantage des fédéraux, à qui Lucerne ouvrit ses portes. La campagne avait coûté aux troupes fédérales 78 tués et 260 blessés ; à l'armée séparatiste, 24 morts et 116 blessés. La diplomatie européenne, favorable à la sécession, n'eut pas le temps matériel d'intervenir. Le *Sonderbund* fut dissous et les congrégations expulsées. La Constitution du 12 septembre 1848, inspirée de celle des États-Unis, créa, sur les ruines de l'antique fédération, un véritable État fédératif. Les 22 cantons conservèrent une large autonomie, mais leurs Constitutions particulières ne durent contenir aucune disposition inconciliable avec le pacte fédéral. Les questions relatives aux relations extérieures, à l'armée, au domaine, aux postes, aux monnaies échappaient à leur souveraineté.

Le gouvernement fédéral fut organisé conformément au principe de la séparation des pouvoirs. Les pouvoirs fédéraux furent partagés désormais entre l'Assemblée fédérale, le Conseil fédéral et le Tribunal fédéral. L'Assemblée fédérale, composée d'un Conseil national (élu au suffrage universel direct) et d'un Conseil des États (élu soit par les Assemblées cantonales, soit par le suffrage direct), était investie du pouvoir législatif ; elle nommait, pour 3 ans, les 7 membres du Conseil fédéral, autorité exécutive, dont le président annuel serait président de la Confédération, et, pour six ans, les membres du Tribunal fédéral, chargé de l'administration de la justice en matière fédérale, notamment des différends civils entre les cantons. La Constitution de 1848, essentiellement démocratique, garantissait en outre aux Suisses l'égalité civile et politique et les libertés publiques, y compris les libertés religieuses, mais prohibait la fondation de nouvelles congrégations et refusait les droits électoraux aux ecclésiastiques. Elle consolida, d'autre part, l'unité nationale, sans détruire les vieilles traditions d'autonomie locale et créa véritablement la patrie helvétique.

L'année 1848 avait vu la fin du régime qui faisait de Neuchâtel tout à la fois un canton suisse et une principauté prussienne : les républicains s'étant insurgés à Locle (29 février), un gouvernement provisoire se constitua à La Chaux-de-Fonds, s'empara de Neuchâtel et fit élire une Assemblée constituante que reconnut le Conseil fédéral.

## Italie.

En dépit de la surveillance étroite et tracassière des gouvernements, les carbonari avaient poursuivi leur propagande : la nouvelle des événements de Paris (juillet 1830) les encouragea à relever la tête. Des insurrections éclatèrent simultanément à Parme contre la duchesse Marie-Louise, à Modène contre le duc François d'Este, à Bologne contre le pape Grégoire XVI, puis dans les Romagnes, les Marches, l'Ombrie. Les notables des villes pontificales, réunis à Bologne, proclamèrent la Constitution des Provinces-Unies italiennes (4 mars 1831). L'armée autrichienne intervint, rétablit l'ordre et se retira, mais elle dut repasser le Pô pour réprimer l'agitation libérale renaissante (janvier 1832) : Grégoire XVI n'avait pas réalisé les réformes administratives qu'il avait promises. Le gouvernement français protesta en envoyant un régiment à Ancône (22 février) et il ne le rappela qu'en 1838, lorsque les Autrichiens quittèrent Bologne ; mais les effets qu'aurait pu avoir son intervention se heurtèrent à l'influence de Met-



ÉMEUTE SUR LA PLACE DU PALAIS DE JUSTICE A PALERME. CL. ILLUSTRATION.

ternich. Le mouvement libéral et national avait donc échoué dans la péninsule, mais l'âme italienne n'était pas morte ; bientôt commença l'ère du *Risorgimento*, de la résurrection.

Les patriotes les plus avancés se groupèrent autour du Gênois Mazzini, qui avait fondé à Marseille, en 1832, une société secrète, la *Jeune Italie*, héritière du carbonarisme et qui rêvait une vaste république unitaire : leurs complots furent facilement déjoués, et, en maints endroits, étouffés dans le sang (1833-1844). Les modérés voulaient faire l'économie d'une révolution ; ils réclamaient une Constitution et une fédération des États italiens, sous la présidence du pape ou du roi de Sardaigne. Leurs idées s'exprimèrent dans des livres qui eurent un immense succès : *la Primauté civile et morale des Italiens*, publiée en 1843 par un prêtre piémontais, Gioberti ; *les Espérances de l'Italie*, publiées en 1844 par un autre Piémontais, Balbo ; enfin les *Récits historiques* de leur compatriote d'Azeglio, qui parurent en 1846.

Le Piémont était en effet devenu le foyer principal de l'agitation. Charles-Albert, qui régnait à Turin depuis 1831, restait hostile au libéralisme ; mais il était animé d'un ardent patriotisme italien et, pour cette raison, tolérait la propagande des réformistes. Il travaillait à multiplier les ressources du pays, améliorait les finances, reconstituait l'armée et semblait guetter l'occasion d'agir. Or, le pape Grégoire XVI mourut en 1846 et Pie IX qui lui succéda le 16 juin était acquis aux doctrines du *Risorgimento*. Il inaugura son pontificat par une large amnistie, adoucit la censure, ouvrit des écoles, accorda des libertés communales, créa une garde civique et une Consulte laïque, qui aurait voix délibérative en matière de finances (1847).

Ces initiatives provoquèrent dans toute la péninsule un vif enthousiasme et une effervescence que les agents de Palmerston entretenirent avec soin. Les libéraux s'agitèrent à Florence, à Pise, à Livourne, et le grand-duc de Toscane, à son tour, accorda l'abolition de la censure, une garde civique et une Consulte. Bientôt le mouvement s'accéléra. Les émeutes de Palerme et de Naples contraignirent Ferdinand II, roi des Deux-Siciles, à l'octroi d'une constitution (29 janvier 1848) ; son exemple ne tarda pas à être suivi par le roi de Sardaigne (8 février) et par le grand-duc de Toscane (11 février). A Milan même, la population bravait les autorités autrichiennes et de violentes manifestations ensanglantèrent la ville.

Ainsi, les insurrections italiennes, dirigées contre l'absolutisme et contre l'Autriche, précédèrent la Révolution française de février 1848.

## Espagne.

Depuis l'intervention de la France en Espagne, les libéraux, traqués par le gouvernement, étaient réduits au silence ou à l'exil.

En 1831, quelques-uns revinrent de France et tentèrent de soulever le pays : le mouvement fut réprimé sans merci. Le *parti apostolique*, ultra-royaliste et ultra-catholique, semblait donc assuré du lendemain : il avait à sa tête le frère du roi, don Carlos, qui, à défaut d'héritier mâle en ligne directe, revendiquait la couronne. Mais en 1829, Ferdinand VII avait épousé en quatrièmes noces Marie-Christine de Naples, qui lui donna Isabelle et Louise-Fernande : intelligente et



ambitieuse, elle entreprit d'assurer à l'aînée de ses filles la succession au trône. Ferdinand VII se laissa convaincre et éloigna son frère. A sa mort (1833), Isabelle, qui n'avait que trois ans, fut proclamée reine d'Espagne et Marie-Christine assumait la régence.

Don Carlos se révolta. Il eut pour lui le nord de la Péninsule, une partie de la Castille et de l'armée, presque tout le clergé ; au dehors, il pouvait compter sur les cours absolutistes. Alors s'engagea une lutte atroce et confuse, qui dura près de sept années. Avec ses montagnards basques et navarrais, don Carlos mena contre Marie-Christine, jusqu'aux portes de Madrid, une redoutable guerilla, qui mit la régente à deux doigts de sa perte. Mais il manqua de résolution et fut desservi par l'hostilité des puissances occidentales, France et Angleterre, par les querelles de ses lieutenants et par sa propre incapacité. Les généraux de Marie-Christine le tinrent en échec, ses partisans les plus déterminés l'abandonnèrent, et les Basques conclurent avec Espartero, duc de la Victoire, le traité de La Vergara, qui reconnaissait leurs privilèges locaux (août 1839).

Marie-Christine avait inauguré, au moins en apparence, un régime constitutionnel. Le Statut royal de 1834, calqué sur la Charte française de 1814, fit revivre les Cortès générales du royaume, chargées de voter les impôts et de collaborer à la confection des lois. Les Cortès comprendraient deux assemblées : une Chambre haute, composée de membres de droit, prélats ou grands seigneurs héréditaires, et de membres à vie désignés par la Couronne, et une Chambre basse, formée de députés élus pour trois ans au suffrage censitaire à deux degrés. En fait, le système représentatif fonctionna mal : le souverain conservait le libre choix des ministres, l'initiative des lois, le droit de convoquer et de dissoudre les Cortès ; les électeurs furent pleins de docilité vis-à-vis du gouvernement, et les députés négligèrent trop souvent les intérêts de la nation pour assouvir leurs ambitions personnelles.

L'Espagne s'éveilla pourtant à la vie politique. Les libéraux se divisèrent en deux clans, qui se disputèrent âprement le pouvoir. Les *modérés* voulaient s'en tenir au Statut de 1834 ; les *progressistes*, au contraire, se rallièrent à un programme d'allure démocratique et anticléricale : ils réclamaient une Constitution analogue à celle de 1812, la responsabilité des ministres devant une Chambre unique, l'abaissement du cens, la liberté de la presse et celle des cultes, l'amoindrissement de la puissance territoriale et politique du clergé, la création d'administrations élues dans les provinces et dans les villes. Les insurrections qu'ils fomentèrent à Saragosse, à Barcelone, à Madrid, et la pression de la diplomatie britannique déterminèrent la régente à prendre comme ministre leur ami Mendizabal, un banquier juif (1835). Pour rétablir les finances et réduire la dette, celui-ci supprima tous les monastères d'hommes, une partie des couvents de religieuses, et confisqua leurs biens (1836). Marie-Christine le disgracia et essaya de gouverner de nouveau avec les modérés. Mais les progressistes se soulevèrent de tous côtés, entraînèrent la garnison du château de la Granja où résidait la régente (12 août 1836), la contraignirent à changer de ministres et à promulguer la Constitution de juin 1837 : les Cortès auraient l'initiative des lois, mais le souverain conserverait le droit de refuser sa sanction et la prérogative de dissoudre les Chambres ; les membres du Sénat seraient choisis par le gouvernement sur

une liste de présentation dressée par les électeurs ; les membres de la Chambre basse ou Congrès seraient élus au suffrage direct et rééligibles.

La Constitution de 1837 ne fut pas mieux appliquée que le Statut de 1834. Le goût de Marie-Christine pour le pouvoir personnel et les ambitions des généraux qui avaient vaincu les carlistes faussèrent le jeu régulier des institutions parlementaires. Alors s'ouvrit l'ère des coups d'État militaires, des *pronunciamientos*. En 1840, les progressistes s'insurgèrent contre Marie-Christine, qui s'obstinait à s'entourer de ministres modérés : elle abdiqua et se retira en France ; le général Espartero assumait la régence et, pendant trois ans, se maintint au pouvoir par la force. Il succomba à son tour, en 1843, sous les coups des modérés, que dirigeait son rival, le général Narvaez.

Narvaez fit proclamer majeure Isabelle, âgée de treize ans, et gouverna en son nom, presque sans interruption, jusqu'en 1851 ; il promulgua la Constitution de 1845, analogue au Statut de 1834, développa la centralisation, soumit la presse à une étroite surveillance, rendit au clergé une partie de ses biens, négocia le double mariage de la reine et de sa sœur Louise-Fernande (1846) et intervint en faveur du pape, chassé de ses États (1849). Il tomba en janvier 1851, victime d'une intrigue de la reine mère, qui était rentrée en Espagne, et aussi de sa dureté. Après lui, Murillo Bravo, encouragé par le coup d'État de Louis Bonaparte, travailla avec âpreté à rétablir le pouvoir absolu. Par le Concordat de 1851, le gouvernement reconnut le catholicisme comme religion d'État ; il confia au clergé la surveillance de l'enseignement et la censure des livres ; il s'engagea à favoriser la reconstitution de la propriété ecclésiastique. Les décrets de Murillo Bravo contre la presse soulevèrent, même de la part des modérés, une telle opposition qu'il dut se retirer (décembre 1852).

## Portugal.

L'histoire du Portugal, pendant cette période, offre des analogies frappantes avec celle de l'Espagne.

Le roi Jean VI, mort en 1828, avait laissé deux fils : l'aîné, dom Pedro, régnait au Brésil ; le cadet, dom Miguel, devait exercer la régence à Lisbonne, au nom de sa nièce doña Maria, dont la main lui était destinée. Mais dom Miguel avait rompu ce projet de mariage, usurpé sans scrupule la couronne, et restauré l'absolutisme (1829).

En 1831, dom Pedro, père de doña Maria, ayant renoncé à l'empire du Brésil, revint en Europe, entraîna les libéraux, s'empara de Porto. En dépit des sympathies de la France et de l'Angleterre, la résistance de dom Miguel, qui avait lié partie avec le prétendant espagnol don Carlos, ne fut brisée qu'en 1834. Comme Marie-Christine, la reine doña Maria gouverna d'abord avec les modérés, selon la Charte de 1826, puis une insurrection militaire (septembre 1836) la contraignit à remettre en vigueur la Constitution plus ancienne et plus libérale de 1822, qui fut d'ailleurs amendée en 1838, dans un sens favorable à la couronne. Les modérés ressaisirent le pouvoir en 1842, par les mêmes moyens, et le conservèrent pendant dix ans, malgré les tentatives réitérées de leurs adversaires.

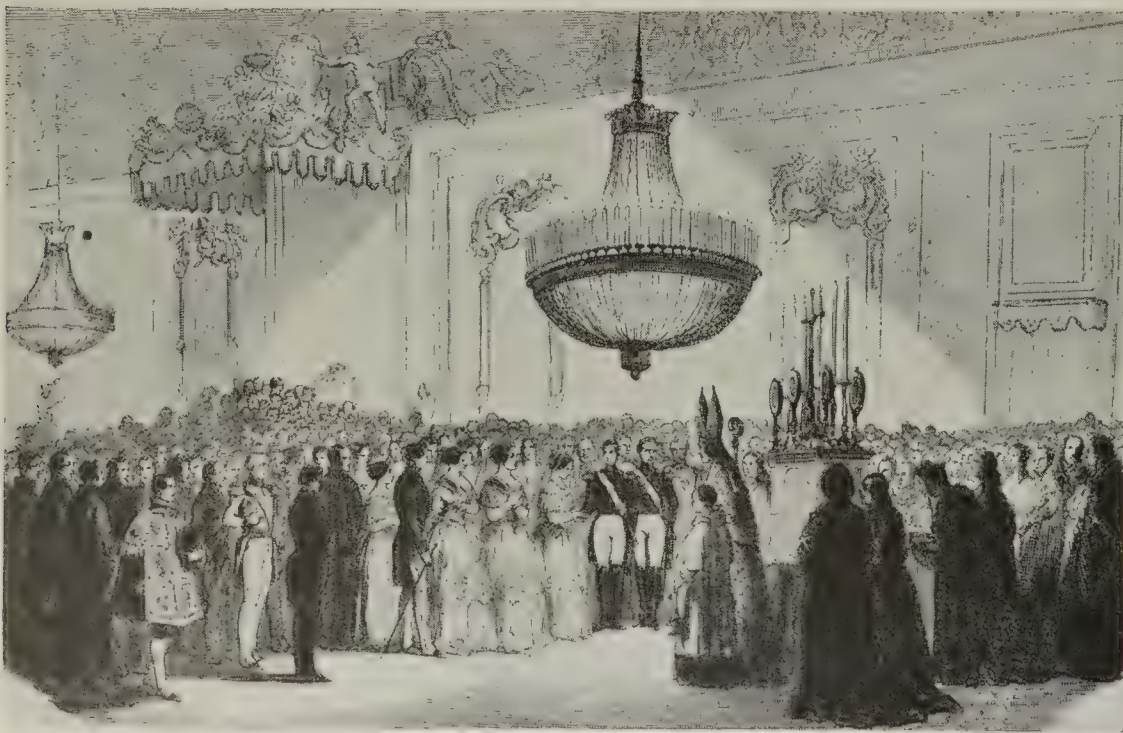
Leur chute, qui survint en 1852, précéda de peu celle du gouvernement absolutiste des successeurs de Narvaez et de Bravo en Espagne.

## États scandinaves.

Sous le nom de Charles XIV, l'ancien maréchal d'Empire Bernadotte règne à la fois en Suède et en Norvège (1818-1844). Mais les deux pays conservent chacun sa physionomie propre, ses institutions particulières, et leur antagonisme tend plutôt à s'aggraver.

La Suède en effet reste fidèle à la monarchie patriarcale, tempérée par l'influence de l'aristocratie ; c'est seulement en 1840 que le Conseil d'État y prend la forme d'un ministère moderne, formé de sept ministres spécialisés et responsables.

La Norvège au contraire défend âprement ses libertés contre la dynastie que les puissances lui ont imposée. Le *Storting*, formé de deux Chambres élues par un suffrage censitaire très large et renouvelées tous les trois ans, exerce ou peu s'en faut la plénitude du pouvoir législatif. Il prétend dicter ses volontés au roi et au Conseil d'État qui le représente. Charles XIV résiste et les conflits se succèdent : en 1836, par exemple, au mépris de la Constitution, il dissout l'Assemblée ; elle refuse d'obéir, met en accusation le



CÉRÉMONIE DU DOUBLE MARIAGE de la reine d'Espagne Isabelle et de sa sœur, l'infante Louise-Fernande, dans la salle du trône à Madrid (10 octobre 1846). CL. ILLUSTRATION.



ministre qui a contresigné l'ordonnance et oblige le roi à céder. Sous Oscar I<sup>er</sup> (1844-1857), une accalmie se produit ; la liberté religieuse est accordée aux communautés chrétiennes dissidentes (1845), puis aux juifs (1851). Cependant, la prospérité économique renaît ; les finances sont restaurées ; le morcellement de la terre s'accroît. Dès le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, la Norvège est devenue une nation foncièrement démocratique de marins et de petits propriétaires.

Mêlé aux grandes affaires européennes, le Danemark eut une existence plus agitée. Le roi Frédéric VI (1808-1839), après avoir gouverné sans contrôle, s'inspira de l'exemple de la Prusse voisine et établit dans chacune des quatre provinces de la monarchie (Iles, Jutland, Slesvig, Holstein) des « États » ou assemblées locales autorisées à émettre des vœux en matière législative et financière (1834) ; il consentit d'autre part, en 1835, à la publication régulière du budget. Son successeur Christian VIII (1839-1848) mourut (janvier 1848) sans avoir accordé la Constitution que les libéraux attendaient de lui. Le Danemark fut prospère sous son règne, malgré les complications diplomatiques qu'entraîna l'agitation allemande dans le Slesvig et le Holstein, membres de la Confédération germanique. Les Allemands, nombreux dans le Slesvig méridional, formaient la presque totalité de la population du Holstein et supportaient de mauvaise grâce un maître danois ; l'Université de Kiel, où enseignait l'historien Dahlmann, devint un foyer d'action libérale et politique. De leur côté, à peine constitués, les États provinciaux du Holstein entamèrent contre le souverain une lutte qui ne tarda guère à s'envenimer. En effet, ni Christian VIII, ni son successeur Frédéric VII (1848-1863) n'eurent d'héritier mâle ; or, le Holstein n'avait jamais admis que la succession en ligne masculine et les Allemands soutenaient qu'en vertu des traités le Slesvig devait partager son sort. Ils voulaient profiter de l'occasion pour secouer le joug danois et l'on verra qu'ils furent soutenus par les armées prussiennes.

### Russie et Pologne.

Pendant tout son règne (1825-1855), le tsar Nicolas I<sup>er</sup> resta l'ennemi implacable des idées révolutionnaires. Fidèle aux engagements pris par son prédécesseur, il accepta pourtant le titre de roi de Pologne, maintint la Constitution octroyée en 1815 et consentit même, au mois de mai 1830, à convoquer la Diète, qui ne s'était plus réunie depuis 1822. Deux partis s'étaient formés dans le pays. Les *Blancs* se recrutaient parmi les grands propriétaires et dans le haut clergé ; ils prêchaient la résignation et redoutaient un soulèvement prématuré qui compromettrait les conquêtes morales du règne précédent. Mais la jeunesse des Écoles, admiratrice passionnée de la France moderne, se préparait à combattre, les armes à la main, pour rendre à la Pologne son entière indépendance et ses frontières historiques ; elle forma les cadres du parti des *Rouges*, qui s'organisa en sociétés secrètes.

La Diète de 1830 entra en conflit avec le gouvernement et dut se séparer sans avoir rien obtenu.

Irrités, les patriotes polonais voulurent imiter Paris et Bruxelles. Dans la nuit du 29 au 30 novembre 1830, les élèves de l'École militaire de Varsovie se mutinèrent. Le vice-roi Constantin s'enfuit précipitamment ; tous les régiments polonais se joignirent aux insurgés et les Russes évacuèrent le royaume. Inquiets, les « Blancs » se hâtèrent de constituer un gouvernement provisoire, qui fit appel à la générosité du tsar ; Nicolas I<sup>er</sup> exigea une soumission immédiate et sans conditions. Alors les « Rouges », après avoir proclamé la déchéance des Romanov, l'indépendance de la Pologne et son union avec la Lithuanie (janvier 1831), sollicitèrent la médiation des grandes puissances.

Le gouvernement français essaya d'organiser une médiation à trois, avec l'Angleterre et la Prusse, mais se heurta à des refus polis ; il tenta de fléchir le tsar, mais le chancelier Nesselrode fit une réponse qui ne souffrait



OSCAR I<sup>er</sup>, ROI DE SUÈDE ET NORVÈGE (1844-1857). — Bibl. Nat.



CHRISTIAN VIII, ROI DE DANEMARK (1839-1848). — CL. ILLUSTRATION.

pas de réplique : « Nous sommes maîtres chez nous. » Isolés, mal armés, desservis par les dissensions de leurs chefs, les Polonais ne purent mettre en ligne que 90 000 hommes. Ils luttèrent pourtant avec courage et tentèrent en Lithuanie une offensive hardie. Mais, dès février 1831, ils se heurtèrent aux 120 000 Russes de Diebitch, en marche vers la Vistule.

Bientôt, Paskiévitch les refoula sous les murs de Varsovie qui, bombardée, menacée d'être prise d'assaut, se résigna à capituler (7 septembre). Les débris de l'armée polonaise durent se rendre ou passer en Galicie.

Nicolas I<sup>er</sup> usa sans ménagements de sa victoire. L'État polonais cessa d'exister et le pays fut incorporé à la Russie. Pendant un quart de siècle, Paskiévitch y exerça une dictature terroriste, et les patriotes, pourchassés, s'exilèrent par milliers, notamment en France ; leurs biens, confisqués, furent attribués à des généraux russes ; l'Université de Varsovie et la plupart des institutions d'enseignement disparurent ; on interdit les sociétés de lecture et une censure impitoyable fut exercée sur les livres ; l'usage de la langue russe devint obligatoire dans les tribunaux et les administrations. Rien ne fut négligé pour tuer le sentiment national.

A plus forte raison, Nicolas I<sup>er</sup> pratiqua-t-il une politique de russification à outrance dans les provinces de Lithuanie et de Russie blanche qui, jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, avaient été rattachées à l'État polonais. Il supprima l'Université de Vilna et interdit d'enseigner le polonais dans les écoles. L'acte de Polotsk (1839) fit rentrer le clergé uniaste dans le giron de l'Eglise orthodoxe russe ; les prêtres, les moines et les fidèles qui répugnaient à rompre avec Rome furent persécutés.

La Russie elle-même fut soumise à un véritable régime de compression. Nicolas I<sup>er</sup> fut systématiquement hostile non seulement au libéralisme constitutionnel, mais encore à toute infiltration nouvelle des méthodes occidentales d'administration. Il protégea l'Eglise nationale orthodoxe, dont il était le chef, réduisit au minimum les relations entre son immense Empire et le reste de l'Europe : il ferma la Russie aux étrangers et à leurs livres, interdit à ses sujets de voyager en Europe et surtout en France, soumit à une surveillance méticuleuse les professeurs des Universités et leurs élèves, dont il limita le nombre. Sa police traqua sans merci les intellectuels ; en 1849, elle arrêta des jeunes gens, qui s'assemblaient régulièrement à Saint-Pétersbourg pour lire en cachette des livres venus d'Occident : vingt et un d'entre eux, parmi lesquels se trouvait le célèbre romancier Dostoïewsky, furent condamnés à mort, graciés et déportés en Sibérie. Mais en dépit de son activité personnelle, le tsar ne pouvait ni tout savoir ni tout diriger. L'incapacité, l'insouciance, la vénalité de ses bureaucrates étaient si notoires qu'il applaudissait lui-même aux attaques dirigées contre eux



NICOLAS I<sup>er</sup>, EMPEREUR DE RUSSIE (1825-1855). — Gravure de Robinson. — Bibl. Nat.





NESSELRODE (1780-1862). — Gravure de Hoffmeister. — Bibl. Nat.

par Gogol dans sa comédie de *l'Inspecteur*.

## La Péninsule balkanique.

L'EMPIRE OTTOMAN. — LA CRISE ORIENTALE. — Délivré, au prix d'une paix humiliante, de toute appréhension du côté de la Russie, le sultan Mahmoud (1809-1839) avait entrepris de réformer son Empire ; mais ses tentatives se heurtèrent à la méfiance de ses sujets chrétiens, aux résistances du fanatisme musulman, à l'hostilité générale des popula-

tions, accablées d'impôts. A Constantinople, le mécontentement se manifesta par des incendies volontaires, dont l'un détruisit le faubourg de Péra, résidence des ambassadeurs des colonies étrangères.

Mahmoud avait dû, à Andrinople, reconnaître l'indépendance de la Grèce et consentir au développement de l'autonomie des Serbes et des Roumains. Il avait perdu Alger. Sa lutte contre son vassal Méhémet-Ali, pacha d'Égypte, faillit tourner au désastre.

Méhémet-Ali avait détruit la féodalité des Mamlouks, développé la culture du coton, organisé les finances, créé une marine de guerre et une armée avec le concours d'ingénieurs et d'officiers français. Il avait étendu sa domination sur le Soudan et jusqu'en Arabie. Frustré dans ses prétentions sur la Morée par l'intervention des puissances en faveur des Grecs, il voulait se dédommager en se faisant investir de l'hérédité de son pachalik et du gouvernement de la Syrie ; mais cette double satisfaction lui fut refusée. Alors, sous le prétexte de régler un différend avec le pacha de Saint-Jean d'Acre, il envoya devant cette place un corps expéditionnaire de 30 000 hommes, sous le commandement de son fils Ibrahim. Après la capitulation d'Acre (27 mai 1832), Ibrahim occupa Damas, défit les troupes turques à Homs et au défilé de Beilan (Portes Syriennes), franchit le Taurus et vint s'établir à Adana, en Cilicie. Mis hors la loi par le sultan, il détruisit à Konieh l'armée du grand vizir Réchid-pacha (21 décembre 1832) ; la route de Constantinople était ouverte.

Parmi les Turcs hostiles aux réformes, plus d'un eût acclamé Ibrahim, et le sultan, pris de peur, se plaça sous la protection de Nicolas I<sup>er</sup> ; le tsar envoya une escadre dans le Bosphore (20 février 1833) et massa une armée sur le Danube. Ce que voyant, la France, l'Autriche et la Prusse s'unirent pour inviter le sultan à faire des concessions à son vassal et Ibrahim à les accepter. La convention de Kutayé (4 mai 1833) attribua au pacha d'Égypte la Syrie entière et la province d'Adana. Les Russes se retirèrent, mais le comte Orlov conclut avec la Porte le traité secret d'Unkiar-Skelessi, qui stipulait une alliance offensive et défensive de huit années entre Nicolas et Mahmoud : celui-ci pourrait compter sur l'assistance de toutes les forces russes ; il s'engageait seulement à fermer les Dardanelles aux ennemis du tsar (8 juillet 1833).

Le sultan reprit alors ses projets d'affermissement et de réorganisation de l'Empire. Une expédition maritime rétablit à Tripoli de Barbarie son autorité en mettant fin à la dynastie semi-indépendante des Karamanli (25 mai 1835). Une tentative analogue qu'il dirigea contre Tunis échoua, parce que l'amiral turc se trouva en présence d'une flotte française. A l'intérieur, ses innovations administratives lui valurent l'hostilité des Vieux Turcs ; il se forma même une conspiration pour l'assassiner, mais il ne se découragea pas. D'ailleurs, son principal objectif était la reprise de la

Syrie et la réduction de Méhémet-Ali, qui continuait d'aspirer à la possession héréditaire des provinces qu'il gouvernait. Or, l'Angleterre, déçue par le rapprochement turco-russe, inquiète des prétentions de Méhémet-Ali sur la Mésopotamie, désireuse enfin de restaurer son prestige à Constantinople en travaillant à la ruine du pacha d'Égypte et de refréner ainsi, du même coup, les ambitions orientales de la Russie et de la France, détermina le sultan à reprendre la lutte contre son vassal.

Elle conclut en 1838, avec la Porte, un traité de commerce qui lui accordait libre accès dans tout l'Empire ottoman, y compris la Syrie et l'Égypte. Méhémet-Ali ayant refusé de reconnaître cette convention, le sultan le déposa et fit envahir la Syrie par une armée concentrée sur l'Euphrate sous les ordres de Hafiz-pacha, assisté d'officiers prussiens, au nombre desquels le jeune de Moltke. Mais cette armée fut complètement défaite à Nezib par les officiers français d'Ibrahim (24 juin 1839). Mahmoud mourut six jours après, laissant le trône à son fils aîné Abd-ul-Medjid (1839-1861), âgé de dix-sept ans ; le capitaine pacha Ahmed, hostile au grand vizir Khosrev, fit défection et la flotte cingla vers Alexandrie (14 juillet).

La situation de l'Empire ottoman était des plus critiques. Metternich proposa de substituer au protectorat russe la garantie conjointe de l'Angleterre, de l'Autriche, de la France, de la Prusse et de la Russie : le 27 février 1839, les ambassadeurs remirent à la Porte une note l'invitant à s'abstenir de toute décision définitive sans leur concours. Ne redoutant plus une intervention séparée de la Russie, l'Angleterre songea à se tourner contre Méhémet-Ali, le protégé de la France ; cependant, le ministère anglais (Melbourne) offrit au ministère français (Soult) de laisser au pacha l'Égypte et le pachalik d'Acre à titre héréditaire.

L'opinion publique française fit écarter ces suggestions ; elle portait au pouvoir Thiers, qui déclarait vouloir soutenir Méhémet-Ali au nom de l'honneur national (1<sup>er</sup> mars 1840) et qui s'employa à négocier une entente directe entre le pacha et le sultan. Mais Palmerston réussit à reconstituer secrètement contre la France la Quadruple-Alliance de 1814 et conclut avec la Prusse, l'Autriche et la Russie le traité de Londres du 15 juillet 1840. Les puissances signataires s'engageaient à maintenir l'Empire ottoman dans son intégrité et son indépendance. Méhémet-Ali restituerait Candie, Adana et le nord de la Syrie ; il se contenterait de la possession héréditaire de l'Égypte, de la possession viagère du pachalik d'Acre. Si, dans un délai de dix jours, il n'avait pas donné son acceptation, il ne conserverait que l'Égypte. Immédiatement, une escadre anglo-autrichienne bloqua les côtes de Syrie : Beyrouth fut bombardée (11 septembre) ; le Divan proclama la déchéance de Méhémet-Ali. Thiers fit savoir aux puissances, par la note du 8 octobre, que la France ne tolérerait pas la déchéance du pacha d'Égypte, qu'elle admettrait seulement qu'on lui enlevât la Syrie ; mais bientôt abandonné par Louis-Philippe, il démissionna (29 octobre), et Guizot le remplaça aux Affaires étrangères. Palmerston n'en refusa pas moins toute atténuation du traité de Londres. Les ports de Syrie furent occupés par les alliés ; Saint-Jean d'Acre capitula ; l'amiral Napier menaça de bombarder Alexandrie ; Méhémet-Ali céda (25 novembre). L'Autriche, qui ne voulait pas de guerre avec la France, décida la Quadruple-Alliance à demander au sultan de garantir à Méhémet la possession héréditaire de l'Égypte. Un Khatti-chérif du 19 avril 1841 en décida ainsi et les traités de Londres du 13 juillet déclarèrent la question close ; le second de ces traités, dit « Convention des Détroits », et où la France se joignit aux quatre puissances, garantit la neutralité des Dardanelles et du Bosphore dont le passage était interdit aux bâtiments de guerre.

C'était enfermer les forces maritimes russes dans la mer Noire, annuler en fait le traité d'Unkiar-Skelessi, soustraire l'Empire turc à un protectorat exclusif et dangereux.

La crise d'Orient s'achevait par un triomphe éclatant de l'Angleterre. Son influence redevenait prépondérante à Constantinople, où elle appuya les partisans de la Réforme (*Tanzimat*), qui voyaient la seule chance de salut dans l'adoption des institutions occidentales. Un de leurs chefs, Rechid-pacha, ambassadeur à Londres, devenu grand vizir au début de l'année 1839, continua de gouverner, après la mort de Mahmoud, sous le nom du jeune et débile Abd-ul-Medjid. Dès le 3 novembre, fut publié le *Khatti-chérif* (noble



LE SULTAN MAHMOUD (1809-1839). — Bibl. Nat.



écriture) de Gul-hané, du nom du kiosque — sis à la Pointe du Sérail — où il fut proclamé. Pour la première fois dans un État mahométan, ce rescrit décrétait l'égalité devant la justice des musulmans et non-musulmans. Il annonçait en outre l'établissement du service militaire, réduit à quatre ou cinq ans, l'abolition de la confiscation, l'amélioration de l'assiette des impôts et la réunion prochaine d'une assemblée de notables, qui collaborerait à la confection des lois.

Lorsque le péril extérieur eut disparu, les Vieux Turcs, encouragés par Metternich, reprirent l'avantage et Rechid fut disgracié (1841); mais l'influence de l'ambassadeur anglais à Constantinople, sir Strafford de Recliff, le ramena au pouvoir, qu'il conserva presque sans interruption, de 1846 à 1857. Il créa une Banque ottomane, avec l'appui de capitalistes européens; il essaya, une fois de plus, d'organiser une armée moderne, alimentée par la levée d'un contingent annuel et renforcé, le cas échéant, par les réserves qui porteraient les effectifs à 300 000 hommes; il restreignit les attributions des *valis* ou gouverneurs de province, afin de les rendre plus dociles (1839). Il ne parvint pas à tirer l'Empire turc de sa torpeur séculaire, peut-être parce qu'il ne put ou ne voulut réaliser que des réformes fragmentaires.

En accordant aux chrétiens l'égalité absolue et en laïcisant en quelque sorte l'État, les novateurs risquaient d'exaspérer les musulmans et d'ébranler les fondements même de l'Empire.

**SERBIE.** — L'autonomie de la Serbie, reconnue par la convention turco-russe d'Akkerman en 1828, fut consolidée au lendemain du traité d'Andrinople, et, le 29 août 1830, Miloch Obrenovitch reçut du sultan le titre de prince héréditaire. Pour obtenir les accroissements territoriaux qui lui avaient été promis, il dut profiter des embarras de Mahmoud, aux prises avec Méhémet-Ali; il occupa alors les districts contestés (1833). La Serbie atteignit désormais à l'ouest la Drina, à l'est le Timok, au sud les abords de Nich : sa superficie passa de moins de 25 000 kilomètres carrés à près de 38 000, et sa population de 500 000 habitants à 700 000 environ. Miloch travailla avec intelligence à pacifier le pays et à l'organiser; mais par son insatiable cupidité, par son despotisme brutal, il irrita l'aristocratie des grands propriétaires et même sa propre famille. Ses adversaires, d'accord avec la Porte et la Russie, lui imposèrent, en 1839, un statut qui réservait au sultan une large influence dans les affaires serbes. Ne pouvant plus gouverner à sa guise, il abdiqua, le 13 juin 1839, en faveur de son fils aîné, Milan Obrenovitch II, qui mourut vingt-six jours après et fut remplacé par son jeune frère, Michel Obrenovitch III. Les intrigues de la Porte et des ennemis de la dynastie provoquèrent un malaise général et, en 1842, Voutchitch, un des principaux agitateurs, s'insurgea contre Michel. Pendant que celui-ci s'éloignait, Voutchitch procédait, avec la Skoupchtina, au choix d'un nouveau prince. Alexandre Karageorgievitch fut élu; il se fit reconnaître par le sultan et montra vis-à-vis du gouvernement turc une docilité que ses sujets finirent par juger excessive.

**LES PROVINCES ROUMAINES.** — En vertu du traité d'Andrinople, la Moldavie et la Valachie devaient être gouvernées par deux *hospodars* désignés à vie et tributaires du sultan. Mais elles continuèrent à être occupées par les Russes jusqu'au règlement de l'indemnité de guerre imposée à la Turquie, et le général Kisselev leur donna, par le *règlement organique* de 1831, un régime constitutionnel aristocratique. Les boyars, c'est-à-dire les grands propriétaires fonciers, étaient exempts d'impôts; les fonctions administratives et les grades militaires leur étaient réservés; ils participaient seuls à l'élection d'une Assemblée chargée de faire des lois, de voter les impôts et de surveiller les hospodars. L'influence russe resta prépondérante, même après le départ des troupes d'occupation (1834). L'élection des deux princes aurait dû se faire d'après les dispositions du Règlement : pour la première fois, la Russie nomma directement Alexandre Ghika en Valachie, tandis que la Turquie envoyait Michel Stourdza en Moldavie.

Michel Stourdza, qui régna jusqu'en 1847, brisa l'opposition des boyars et travailla à réorganiser l'administration, à stimuler l'agriculture et le commerce, à développer l'enseignement.

En Valachie, Alexandre Ghika fut moins heureux; il ne sut pas imposer ses volontés aux boyars et la Russie l'abandonna. Georges Bibesco, qui lui succéda en janvier 1843, entreprit une œuvre analogue à celle de Michel Stourdza; il s'attaqua même au problème agraire et affranchit du servage plusieurs milliers de familles paysannes. D'accord avec son voisin, il supprima les barrières de douane qui séparaient les principautés et servit ainsi l'idée de l'unification roumaine, qui



MÉHÉMET-ALI, pacha d'Égypte (1804-1849). — Bibl. Nat. CL. GIRAUDON

commençait à naître dans les esprits. Comme en Allemagne, en Bohême, en Italie, le sentiment national, réveillé par les intellectuels, entretenu par des sociétés secrètes, se compliquait d'aspirations libérales. L'influence de la France et de l'Angleterre avait, en quelque mesure, contre-balancé les effets de la longue sujétion russe; mais c'est la génération revenue des pays occidentaux vers 1840 qui fit la révolution de 1848.

### Grèce.

Pour régner sur la Grèce devenue indépendante, les puissances avaient désigné Léopold de Saxe-Cobourg, gendre du roi George IV; mais le prince hésita, puis refusa.

Capo d'Istria, que l'Assemblée nationale de Trézène avait, en 1827, appelé pour sept ans à la présidence, avait pesé sur la décision de Léopold soit pour conserver le pouvoir, soit pour plaire à la Russie en écartant un candidat agréable à l'Angleterre. Ses complaisances pour le tsar, ses procédés despotiques, la sévérité avec laquelle il réprimait toute opposition finirent par faire oublier ses services: il souleva contre lui le parti constitutionnel libéral ou syntagmatique.

Un gouvernement provisoire fut constitué à Hydra par Miaulis, Kondouriotis et Tombazis; Ipsara y adhéra et les deux îles arborèrent le drapeau français; Syra se joignit à elles.

L'emprisonnement de Mavromichalis provoqua une insurrection des Maïnotes. Miaulis s'empara de la flotte grecque dans le port de Poros et, se voyant bloqué par les navires russes, il l'incendia. Miaulis, Mavrocordatos et Kondouriotis furent déclarés traîtres; mais le frère et le fils de Mavromichalis assassinèrent Capo d'Istria (9 octobre 1831).

La Grèce faillit sombrer dans l'anarchie. L'Europe s'émut et la couronne fut attribuée au fils mineur du roi Louis I<sup>er</sup> de Bavière, Othon, qui arriva en février 1833, escorté d'un conseil de régence et d'une petite armée bavaroise. Les tendances absolutistes des conseillers allemands du jeune souverain, les sourdes rivalités des diplomates européens, l'hostilité croissante des Grecs contre une cour étrangère et dépensière retardèrent encore l'établissement d'un gouvernement régulier.

L'Angleterre et la Russie s'accordèrent enfin pour exiger une politique d'économies: Othon congédia ses troupes bavaroises et, sous la pression des puissances occidentales, il dut enfin, malgré l'opposition de l'Autriche et de la Russie, donner satisfaction aux libéraux qui réclamaient une Constitution, lorsque éclata une insurrection à Athènes, sous la direction de Kalergis et Makryannis (1843). Une Assemblée nationale élue elabora le nouveau statut du royaume (mai 1844). Elle limitait l'autorité du monarque, établissait la responsabilité ministérielle et confiait le pouvoir législatif à deux Assemblées: un Sénat nommé à vie par la Couronne, une Chambre des députés élue pour trois ans au suffrage universel. Mais l'absence de partis pourvus de programmes bien définis et les ambitions individuelles faussèrent dès le début le fonctionnement du régime parlementaire.

### BIBLIOGRAPHIE

#### BELGIQUE

BUFFIN (C.), *Documents inédits sur la révolution belge* (Bruxelles, 1910). — COLENBRANDER (H.-T.), *Gedenkstukken der algemeene geschiedenis van Nederland van 1795 tot 1840* (Bruxelles, 1915-1921, t. VIII, IX, X). — HUYTENS DI TERBECQ (E.), *Discussions du Congrès national de Belgique* (Bruxelles, 1844).



1845). — POTTER (L. de), *Souvenirs personnels* (Bruxelles, 1839). — VERSTELCK VAN SOELEN (G.-G.), *Recueil de pièces diplomatiques relatives aux affaires de la Belgique en 1830-1832* (La Haye, 1831-1833).

BAVAY (de), *Histoire de la révolution belge de 1830* (Bruxelles, 1873). — BLOK (P.-J.), *Geschiedenis van het Nederlandsche Volk* (Leyde, 1907-1908, t. VII, VIII). — BOSCH KEMPER (J. de), *Geschiedenis van Nederland 1830* (Amsterdam, 1873-1882). — BOSSCHA (J.), *De Belgische Revolutie* (Leeuwarden, 1856). — COLENBRANDER (H.-T.), *De Belgische Omwenteling* (La Haye, 1905). — DELPLACE (L.), *La Belgique sous Guillaume I<sup>er</sup>, roi des Pays-Bas* (Louvain, 1899). — FRIS (V.), *'t Jaar 30* (Gand, 1905). — GERLACHE, *Histoire du royaume des Pays-Bas* (Bruxelles, 1875, 4<sup>e</sup> éd.). — JUSTE (Th.), *Les Fondateurs de la monarchie belge* (Bruxelles, 1866-1878). — KALKEN (Fr. van), *Histoire du royaume des Pays-Bas et de la révolution belge de 1830* (Bruxelles, 1910). — NOTHOMB (J.-B.), *Essai historique et politique sur la révolution belge* (Bruxelles, 1876, 4<sup>e</sup> éd.). — NUYENS (W.-J.), *Geschiedenis van het Nederlandsche Volk* (Amsterdam, 1883-1886). — PIRENNE (H.), *Histoire de Belgique*, t. VII (1926). — RIDDER (A. de), *Histoire diplomatique du traité de 1839* (Bruxelles, 1920). — STERN (A.), *Geschichte Europas von 1830 bis 1848* (Stuttgart, 1905, t. IV). — TERLINDEN (Ch.), *Guillaume I<sup>er</sup>, roi des Pays-Bas, et l'Eglise catholique en Belgique* (Bruxelles, 1906). — WHITE (Ch.), *The Belgian Revolution* (Londres, 1835, trad. française, Bruxelles, 1836).

### ANGLETERRE

BUCKINGHAM AND CHANDOS (R. duc of), *Memoirs of Court and cabinets of William IV* (Londres, 1861). — COBDEN (Richard), *Political writings*, éd. L. Mallett (1878); — *Speeches* (Londres, 1870, 2 vol.). — GREVILLE (Charles-C.-F.), *Memoirs, Journal of the reign of Victoria, 1837-1852* (1885, 3 vol.). — GREY (C.), *The Reform act, 1832, correspondence with William IV* (Londres, 1867, 2 vol.). — MELBOURNE (William Lamb, lord), *Papers*, éd. par Sanders (Londres, 1889). — O'CONNELL (Daniel), *Speeches and public letters*, éd. Cusack (Dublin, 1875, 2 vol.). — PEEL (sir Robert), *Memoirs*, publ. par Stanhope et Cardwell (Londres, 1856-1857). — VICTORIA (la reine), *Correspondance*, trad. par A. Bardoux (1908, 3 vol.). — WILBERFORCE (William), *Correspondence* (Londres, 1840, 2 vol.).

ASHWORTH (H.), *Recollections of Cobden and of the Anticorn law league* (Londres, 1876). — AYRLIE (comtesse of), *Lady Palmerston and her times* (Londres, 1922). — BOUTMY (E.), *Le Développement de la Constitution et de la société politique en Angleterre* (1897); — *Essai d'une psychologie politique du peuple anglais au XIX<sup>e</sup> siècle* (1901). — CHURCH (Richard W.), *The Oxford movement, 1833-1845* (Londres, 1891). — COLQUHOUN (J.-C.), *Wilberforce, his friends and times* (Londres, 1866). — DALLING (H.-L. Bulwer, lord), *Life of Palmerston with selections from his correspondence* (Londres, 1870-1874, 3 vol.). — DAUNT (W.-J.-O'N.), *Personal recollections of O'Connell* (Londres, 1848, 2 vol.). — DUNCKLEY (H.), *Lord Melbourne* (Londres, 1890). — DUNLOP (R.), *O'Connell* (Londres, 1900). — FITZGERALD (P.), *Life and times of William IV* (Londres, 1884, 2 vol.). — GAMMAGE (R.-G.), *The History of the chartist movement* (Newcastle, 1894). — GUIZOT (F.), *Sir R. Peel* (1856). — HOBSON (J.-A.), *Richard Cobden* (Londres, 1918). — HOVELL (M.), *The Chartist movement* (Manchester, 1918). — SCHLUTER (H.), *Die Chartisten-Bewegung* (New-York, 1916).

JONES (Lloyd), *Life of R. Owen* (Londres, 1890, 2 vol.). — MACKAY (J.), *A history of the English poor-law* (Londres, 1899). — MOLESWORTH (W.-N.), *The History of England from 1830* (Londres, 1871-1873, 3 vol.). — MORLEY (John), *Life of Cobden* (Londres, 1881, 2 vol.; trad. fr. 1885). — OWEN (Robert), *Life by himself* (Londres, 1857). — PODMORE (Frank), *Life of Robert Owen* (Londres, 1906, 2 vol.). — PRENTICE (A.), *History of the Anticorn law league* (Londres, 1853, 2 vol.). — SLOSSON (P.-W.), *The Decline of the chartist movement* (New-York, 1916). — STANMORE (A.-H.-G., baron), *The Earl of Aberdeen* (Londres, 1893). — STRACHEY (Lytton), *La Reine Victoria*, trad. Cornaz (1923). — THUREAU-DANGIN (P.), *La Renaissance catholique en Angleterre* (1899). — THURFIELD (J.-R.), *Peel* (Londres, 1891). — WARD (A.-W.), GOOCH (G.-P.), *Cambridge history of British foreign policy. II, 1815-1866* (Cambridge, 1923). — WEBB (S. et B.), *History of Tradeunionism* (Londres, 1894).

### ALLEMAGNE

ÆGIDI, *Aus der Vorzeit des Zollvereins* (Hambourg, 1865). — ANDLER (Ch.), *Les Origines du socialisme d'État en Allemagne* (1897). — BAUER (E.), *Vollständige Geschichte der Parteikämpfe in Deutschland während der Jahre 1842-1846* (Charlottenbourg, 1847, 3 vol.). — BEIDTEL (J.), *Geschichte der österreichischen Staatsverwaltung, 1740-1848* (Vienne, 1896-1897, 2 vol.). — BIEDERMANN (K.), *Geschichte des ersten preussischen Reichstags* (Leipzig, 1847). — DENIS (E.), *L'Allemagne de 1810 à 1852* (s. d.); — *La Bohême depuis la Montagne-Blanche* (1903). — HORVATH (Mich.), *25 Jahre aus der Geschichte Ungarns, 1823-1848* (Leipzig, 1867). — JESSEN (J. de), *Manuel historique de la question de Slesvig* (Leipzig, 1906). — LICHTENBERGER (H.), *L'Allemagne moderne* (1909). — PINON (R.), *François-Joseph, essai d'histoire psychologique, 1830-1916* (1917). — REUMONT (A. von), *Aus Friedrich Wilhelms IV gesunden und kranken Tagen* (Leipzig, 1885). — SAINT-RENÉ-TAILLANDIER, *Histoire de la Jeune Allemagne* (1849). — WEBER (W.), *Der Deutsche Zollverein* (2<sup>e</sup> éd., Leipzig, 1871).

### SUISSE

KERN (J.-C.), *Souvenirs politiques, 1838-1883* (Berne, 1887). — LEHMANN, *Souvenirs de 1838* (Berne, 1840). — SEGESSER (P.-A.), *45 Jahre im luzernischen Staatsdienst, 1841-1887* (Berne, 1887).

BAUMGARTNER, *Die Schweiz in ihren Kämpfen und Umgestaltungen, 1830-1850* (Zurich, 1868, 4 vol.). — CRÉTINEAU-JOLY (J.-A.-M.), *Histoire du Sonderbund* (1850, 2 vol.). — DIERAUER (J.), *Geschichte der schweizerischen Eidgenossenschaft, t. V., 2, 1814-1848* (Gotha, 1923; trad. par Raymond [1918]). — FEDDERSEN, *Geschichte der schweizerischen Regeneration, 1830-1848* (Zurich, 1866). — GAGLIARDI (E.), *Histoire de la Suisse* (Genève et Paris, 1925, 2 vol.). — GAVARD (A.), *Histoire de la Suisse au XIX<sup>e</sup> siècle* (Genève, 1899). — HEER (A.), BINDER (G.), *Der Sonderbund* (Zurich, 1913). — PICAVET (C.-G.), *Une Démocratie historique; la Suisse* (1920). — SEIPPEL (Paul), *Die Schweiz im XIX. Jahrhundert* (Berne, 1899, 3 vol.). — TILLIER (A. von), *Geschichte der Eidgenossenschaft während der Zeit des so geheissenen Fortschrittes, 1830-1845* (Berne, 1854-1855, 3 vol.).

### ITALIE

AZEGLIO (M. d'), *Correspondance politique* (1866). — CASTRO (de), *Cospirazioni in Lombardia, 1830-1835* (Turin, 1894). — COSTA DE BEAUREGARD (C.-A.), *Prologue d'un règne. La jeunesse du roi Charles-Albert* (1889); — *Épilogue d'un*

*règne. Dernières années du roi Charles-Albert* (1890). — FACCHINI, *La Capitulazione di Ancona nel 1831* (Bologne, 1884). — FARINI, *Le Stato romano dell'anno 1815 al 1850* (Florence, 1853, 4 vol.). — GASPARI, *Vita di Terenzio Mamiani* (Ancône, 1887). — GENTILE (G.), *I profeti del Risorgimento* (Florence, 1923); — *Gioberti e Rosmini* (Pise, 1898). — KING (Bolton), *Histoire de l'unité italienne* (1901, 2 vol.). — LUZIO (Al.), *Giuseppe Mazzini carbonaro* (Turin, 1920); — *Mazzini* (Milan, 1905). — MANFRONI (C.), *Il Risorgimento* (Padoue, 1924). — MASI (T.), *Il Risorgimento italiano* (Florence, 1917, 2 vol.). — MATTER (Paul), *Cavour et l'unité italienne* (1<sup>re</sup> p.) avant 1848 (1922). — ORSI (P.), *Histoire de l'Italie moderne*, trad. Bergman (1911). — RAULICH (Italo), *Storia del risorgimento politico d'Italia, 1830-1848* (Bologne, 1923, 3 vol.). — RONDONI, *Uomini e cose del Risorgimento* (Florence, 1898). — SIVO (G. de), *Storia delle due Sicilie dal 1847 al 1861* (Rome, 1863-1867, 5 vol.); — *La Vita italiana nel Risorgimento* (Florence, 1898-1901, 2 vol.). — ZANICHELLI, *Studi di storia costituzionale e politica del Risorgimento* (Bologne, 1900).

### ESPAGNE

DEMBOWSKI, *Deux ans en Espagne et en Portugal pendant la guerre civile, 1838-1840* (1841). — *Memorias y correspondencia secreta de Luis Felipe y otros soberanos relativos entre otras cuestiones a las de los casamientos españoles* (Madrid, 1848). — MIRAFLORES (Manuel, marquis de), *Memorias para escribir la historia de los 7 años primeros de Isabel II* (continuées jusqu'en 1868) [Madrid, 1843-1873, 4 vol.].

AUVERGNE (E.-B. d'), *Queen at bay: the story of Maria Cristina and Don Carlos* (Baltimore, 1910). — BECKER (J.), *Historia de las relaciones exteriores de España durante el siglo XIX. II, 1839-1868* (Madrid, 1924). — BERMEJO (J.-A.), *La Revolución española en su verdadero punto de vista* (Madrid, 1846, 6 vol.). — BONILLA (Carlos de), *La Guerre civile en Espagne, 1833, 1848, 1872* (1875). — CASTILLO (R. del), *Historia de la vida militar y política del Sr D. L. O'Donnell* (Cadix, 1860). — DIAZ DE LABANDERO (Gaspar), *Historia de la guerra civil de Cataluña* (Madrid, 1847). — FERNANDEZ MANRIQUE, *Cristina* (Madrid, 1844-1845, 2 vol.). — FLÓREZ (J.-F.), *Espartero* (Madrid, 1843-1845, 4 vol.). — FONFRÈDE (Henri), *De la Révolution espagnole depuis la mort de Ferdinand VII jusqu'à l'abdication de Marie-Christine* (1848). — GRIBBLE (Francis), *The Tragedy of Isabella II* (Londres, 1913). — HUBBARD (G.-A.), *Histoire contemporaine de l'Espagne* (1882-1884, 4 vol.). — LÉONARDON (Henri), *Prim* (1902). — MARLIANI (F.), *La Regencia de D. Baldomero Espartero* (Madrid, 1870). — ORENSE (J.-M.), *30 años de gobierno representativo en España* (Madrid, 1863). — ORTASINI (Guido, comte d'), *L'Espagne constitutionnelle* (1840). — SAN ROMAN (Eduardo, marquis de), *Guerra civil de 1833 a 1840 en Aragon y Valencia* (Madrid, 1844-1896, 2 vol.). — [ZOEPPF (H.-E.)], *Essai historique sur la succession d'Espagne*, trad. de l'allemand par Billing (1889).

### RUSSIE ET POLOGNE

BRUCK, *Geschichte der polnischen Revolution, 1830-1831* (2<sup>e</sup> éd., Hambourg, 1848). — BRZOWSKI (M.), *La Guerre de Pologne en 1831* (Leipzig, 1843). — CUSTINE (A. de), *La Russie en 1839* (1846, 4 vol.). — CZYNSKI (J.), *La Nuit du 15 août 1831 à Varsovie*, trad. Ordyniec (1832). — DAUDET (Ernest), *Soixante années du règne des Romanoff. Nicolas I<sup>er</sup> et Alexandre II* (1919). — [ECKARDT (J.)], *Von Nikolaus I zu Alexander III* (Leipzig, 1881). — KNORR (E.), *Die Polnischen Aufstände seit 1830* (Berlin, 1880). — MANDT (M.-W.), *Ein deutscher Arzt am Hofe Kaiser Nikolaus I* (Munich, 1917). — MIEROSLAWSKI (L.), *Histoire de la Révolution de Pologne* (1836, 3 vol.). — SCHIEMANN (Th.), *Geschichte Russlands unter Kaiser Nikolaus I* (Berlin, 1919, 4 vol.). — SÉMENOFF (M.), *Histoire de Russie* (1924). — SZAROTA (M.), *Die letzten Tage der Republik Krakau* (Breslau, 1911).

### TURQUIE - BALKANS - QUESTION D'ORIENT

ENGELHARDT, *La Turquie et le Tanzimat, Histoire des réformes dans l'Empire ottoman depuis 1826* (1882-1883, 2 vol.). — JORGA (N.), *Geschichte des osmanischen Reiches*, t. V (Gotha, 1913). — ROSEN, *Geschichte der Türkei von 1826 bis 1856* (Leipzig, 1866-1867, 2 vol.). — WITHE (Charles), *Three years in Constantinople* (Londres, 1845, 3 vol.).

BIBESCO (Georges), *Paul Kisselef et les principautés de Valachie et de Moldavie* (1841); — *De la situation de la Valachie sous l'administration d'Alexandre Ghika* (Bruxelles, 1842); — *Roumanie 1813-1859, Règne de Bibesco* (1893-1894, 2 vol.). — DAMÉ, *Histoire de la Roumanie contemporaine, 1822-1900* (1900). — ELIADÉ (P.), *Histoire de l'esprit public en Roumanie au XIX<sup>e</sup> siècle* (1905). — QUINET (Edgar), *Les Roumains* (1855). — RADULESCO, *Mémoires sur l'histoire de la régénération roumaine* (1851). — REGNAULT (Elias), *Histoire politique et sociale des principautés danubiennes* (1853).

CUNIBERT, *Essai historique sur les révolutions et l'indépendance de la Serbie depuis 1804* (1850-1855, 2 vol.). — RANKE (L. von), *Serbien und die Türkei im 19. Jahrhundert* (Leipzig, 1879).

BARKER (J.), *Syria and Egypt under the last five sultans of Turkey* (Londres, 1876, 2 vol.). — CADALVÈNE et BARRAULT, *Histoire de la guerre de Méhémet-Ali en Égypte et en Syrie* (1837). — CAMERON (D.-A.), *Egypt in the XIXth century, Mehemet Ali and his successors* (Londres, 1892). — DEHÉRAIN (H.), *Le Soudan sous Méhémet-Ali* (1898). — EDWARDS (Richard), *La Syrie, 1840-1862* (1862). — GOUIN (Édouard), *L'Égypte au XIX<sup>e</sup> siècle* (1846-1848, 2 vol.). — GUICHEN (vicomte de), *La Crise d'Orient de 1829 à 1841 et l'Europe* (1921). — HAMONT (P.-N.), *L'Égypte sous Méhémet-Ali* (1843, 2 vol.). — MAC COAN (J.-C.), *Egypt under Ismaël* (Londres, 1889). — MERRUAU (Paul), *L'Égypte contemporaine, 1840-1857* (1858). — MOURIEZ (Paul), *Histoire de Méhémet-Ali, vice-roi d'Égypte* (1858, 5 vol.). — MOLTKE, *Briefe über Zustände und Begebenheiten in der Türkei, 1835-1839* (Berlin, 1891). — MURRAY (C.-A.), *Memoirs of Mehemet Ali* (1898). — PERRON (Dr), *Lettres du Caire et d'Alexandrie à M. Jules Mohl, 1838-1854* (Le Caire, 1911). — PROKESCH-OSTEN (A. von), *Mehmed Ali, 1826-1841* (Vienne, 1887). — PUCKLER-MUSKAU (H.-L.-H. von), *Egypt unter Mehemet Ali* (1845). — RODKEY (Fr. S.), *The Turco-Egyptian question in the relations of England, France and Russia, 1832-1841* (Urbana, 1924). — VINGTRINER (M.-S.-A.), *Soliman-pacha, généralissime des armées égyptiennes, 1820-1860* (1886).

### GRÈCE

CAPODISTRIA (comte), *Correspondance, 1827-1831* (Genève, 1839). — DRIAULT et L'HÉRITIER, *Histoire diplomatique de la Grèce de 1821 à nos jours*, t. II (1925). — KOULOURIOTES (A.-J.), *Greece, her past under King Otto, present and future* (Londres, 1883). — PELLION, *La Grèce et les Capodistria* (1855). — THOUVENEL (Édouard-A.), *La Grèce du roi Othon* (1890). — TRIKOUPI (S.), *Histoire de la résurrection grecque* (en grec) [Londres, 1853-1857, 4 vol.].



## LES RÉVOLUTIONS EUROPÉENNES DE 1848

**L**ES mouvements insurrectionnels qui éclatent en Europe pendant l'année 1848 ne sont pas la conséquence directe de la révolution qui a renversé la monarchie de Juillet. Cette révolution a un caractère essentiellement démocratique : dans les autres États, les insurrections sont à la fois politiques et nationales, parfois même plus nationales que politiques, soit que les peuples opprimés cherchent à se libérer de la domination étrangère, soit qu'ils tendent à réaliser leur unité. « La réalité, dit Émile Bourgeois, était qu'en Europe, depuis huit années, une crise générale se préparait dont l'éclat coïncida en 1848 avec les événements de Paris. Ce qui déterminait cette grande secousse de l'Europe, c'était une poussée formidable d'appétits populaires déchaînés par les adeptes de la théorie des races, victorieux à Vienne, à Berlin, à Milan, du système que Metternich et ses clients avaient depuis vingt ans opposé par la force et la diplomatie à leurs revendications. »

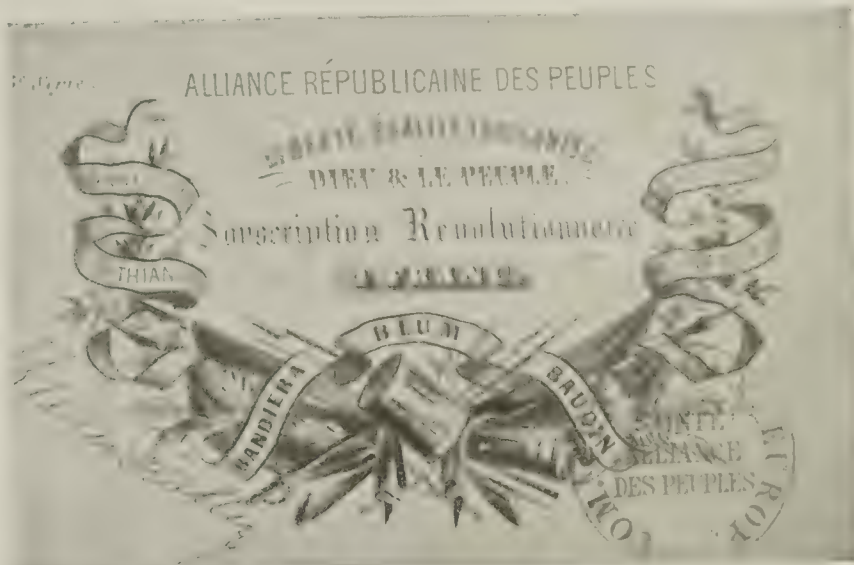
Partout, libéraux et patriotes assistèrent à la faillite de leurs espérances ; partout, les dynasties ressaisirent l'autorité qui leur avait un instant échappé. En France même, la seconde République n'eut qu'une existence éphémère et la nation se prêta au rétablissement du pouvoir personnel. Ni l'Italie ni l'Allemagne ne parvinrent à s'affranchir et à s'unifier. Les Slaves de la région danubienne n'obtinrent que des succès sans lendemain et la Hongrie perdit son autonomie en voulant conquérir son indépendance.

Cependant, l'Europe de 1850 n'était plus celle de Metternich et de la Sainte-Alliance. Les gouvernements, ayant mesuré la force des nationalités et des peuples, avaient compris le danger d'une politique qui négligerait d'en tenir compte. Le principe du suffrage universel avait prévalu en France et en Prusse ; le régime féodal avait été affaibli en Autriche et en Allemagne ; les Hohenzollern et la Maison de Savoie avaient accordé à leurs sujets des garanties constitutionnelles.

L'insurrection parisienne, postérieure d'ailleurs aux mouvements qui agitaient l'Italie, ne fut pas sans échos en Europe ; mais la République française demeura étrangère à la mêlée des souverains et des peuples.

Au nom du gouvernement provisoire, Lamartine multiplia les déclarations rassurantes ; les traités de 1815 n'existaient plus « en droit » aux yeux de la République ; mais elle les admettait « comme base et point de départ » dans ses rapports avec les autres États ; ses sympathies étaient acquises aux nationalités opprimées, mais elle « n'intenterait la guerre à personne » et ne prendrait les armes que si la Suisse et l'Italie étaient menacées (mars 1848). Irrités de cette politique, les partisans de la propagande encouragèrent les réfugiés étrangers, très nombreux en France, qui organisèrent, sans succès, des expéditions pour établir la République en Belgique, en Savoie, en Alle-

tagne. Ces tentatives ne firent qu'alarmer le patriotisme germanique et italien. Un essai d'intervention du gouvernement provisoire en faveur des Polonais ne réussit qu'à éveiller les susceptibilités de la Prusse, et Charles-Albert, interprète du sentiment national, repoussa l'appui militaire de la France. Instruits par l'expérience, l'Assemblée constituante et Cavaignac adoptèrent une attitude très circonspecte : d'accord avec l'Angleterre, ils se bornèrent à empêcher l'écrasement du Piémont (août 1848). Louis-Napoléon lui-même, malgré ses vives



BILLET DE 1 FRANC émis pour l'Alliance républicaine des peuples. Ce document, revêtu de la signature de Ledru-Rollin, porte les noms de certains révolutionnaires étrangers.

sympathies pour la cause italienne, refusa à Charles-Albert le secours qu'il implorait (mars 1849), avant de rétablir par la force la République romaine. Le prince-président, afin de rassurer les puissances, affirmait sa volonté de paix et sa résolution de respecter les traités de 1815. Pourtant, il rêvait d'un vaste remaniement de l'Europe qui rendrait à la France la barrière des Alpes et la ligne du Rhin ; il entrevoyait une entente avec la Prusse et une guerre avec l'Autriche pour unifier l'Allemagne et l'Italie ; dès 1850, son confident, Persigny, se rendait à Berlin en mission spéciale et offrait au roi Frédéric-Guillaume IV, sans succès d'ailleurs, le concours de la France ; bref, il se disposait à être l'artisan de cette « politique des nationalités » qui devait être si fatale à notre pays.

## I. LA SECONDE RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE.** — Le soir du 24 février 1848, le gouvernement provisoire proclama la République, sauf ratification par le peuple, qui serait immédiatement consulté. Un décret du 5 mars décida l'élection d'une Assemblée constituante, au scrutin de liste départemental, par tous les Français âgés de vingt et un ans et domiciliés depuis six mois. Le suffrage universel succédait sans transition au régime censitaire et le nombre des électeurs passait de 200 000 à 9 millions. L'âge d'éligibilité était abaissé à vingt-cinq ans. Une indemnité parlementaire de 25 francs par jour était instituée pour permettre à tous de solliciter un mandat.

La France accueillit la République avec enthousiasme. Comme au temps lointain des Fédérations, comme en 1790, elle voulut oublier les querelles politiques, sociales et religieuses. On vit le clergé catholique bénir les arbres de la liberté. Une ère d'espérance et de concorde fraternelle semblait s'ouvrir.

Le gouvernement provisoire s'empressa d'abolir l'esclavage dans les colonies françaises, supprima la peine de mort en matière politique, admit tous les citoyens à servir dans la garde nationale, proclama la liberté de la presse, la liberté de réunion et la liberté d'association. Très vite, ses dissensions intérieures et l'agitation du prolétariat parisien paralysèrent son initiative, et c'est en vain que Lamartine se prodigua pour maintenir l'union des cœurs.



LAMARTINE ET LEDRU-ROLLIN, à leur sortie de l'Hôtel de Ville, sont acclamés par le peuple de Paris et l'armée. — Bibl. Nat.





LES JOURNÉES DE JUIN 1848. — Attaque de la barricade du Petit-Pont, sur la rive gauche de la Seine, à l'angle du quai Saint-Michel actuel et de la rue du Petit-Pont. On distingue, à gauche, l'angle du bâtiment de l'Hôtel-Dieu, aujourd'hui démoli. — Gravure de Marchais. — Bibl. Nat.

**L'AGITATION SOCIALISTE.** — La Révolution avait aggravé la crise économique qui sévissait depuis la fin du règne de Louis-Philippe, et beaucoup d'ateliers avaient dû fermer leurs portes. Enivrés par leur victoire, les ouvriers attendaient autre chose qu'une révolution purement politique. Louis Blanc, le mécanicien Albert siégeaient au gouvernement, à côté du radical Ledru-Rollin. Maîtres de la rue, ils ne se bornèrent pas à demander dans leurs journaux et dans leurs clubs l'application du programme socialiste ; ils essayèrent d'imposer leur volonté par des manifestations ou des émeutes.

Dès le 25 février, une foule menaçante envahit l'Hôtel de Ville. Lamartine réussit à faire écarter le drapeau rouge, et le gouvernement, qui s'était engagé à garantir l'existence de l'ouvrier par le travail, à garantir du travail à tous les citoyens, ressuscita pour combattre le chômage, sous le nom d'*ateliers nationaux*, les traditionnels ateliers de charité. Les ouvriers, mécontents, réclamèrent tumultueusement la création d'un ministère du Progrès qui étudierait et réaliserait à bref délai l'organisation du travail (28 février). Ils obtinrent une satisfaction partielle : une *Commission du gouvernement pour les travailleurs*, siégeant au Luxembourg, sous la présidence de Louis Blanc et d'Albert, fit décréter, le 1<sup>er</sup> mars, la journée de dix heures.

Au fond, la plupart des membres du gouvernement provisoire voulaient gagner du temps, atteindre le jour, qu'ils souhaitaient prochain, où la Constituante, élue par une majorité rurale, barrait la route aux entreprises des socialistes ; mais ceux-ci adoptèrent la tactique inverse et s'efforcèrent de retarder la réunion de l'Assemblée. Le 17 mars, surpris par une émeute, le gouvernement provisoire consentit à ajourner de quinze jours la date des élections. Le 16 avril, les révolutionnaires tentèrent une nouvelle journée ; mais le gouvernement était en éveil et la force armée dispersa l'armée des clubs.

**LES DÉBUTS DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE.** — Les élections eurent lieu le 23 avril. On vota librement et avec entrain ; il n'y eut que 20 pour 100 d'abstentions. Le pays envoya à l'Assemblée une majorité compacte de républicains modérés, hostiles aux doctrines socialistes, qui alarmaient à la fois la bourgeoisie et la classe rurale. Les catholiques, ralliés pour la plupart au nouveau régime, assurèrent le succès de 130 des leurs, parmi lesquels Berryer, Montalembert, Lacordaire, Falloux. Les légitimistes n'étaient qu'une centaine. Tous les membres du gouvernement provisoire furent élus ; mais, tandis que La-

martine était désigné par 10 départements, Ledru-Rollin, Albert et Louis Blanc ne passèrent que difficilement à Paris.

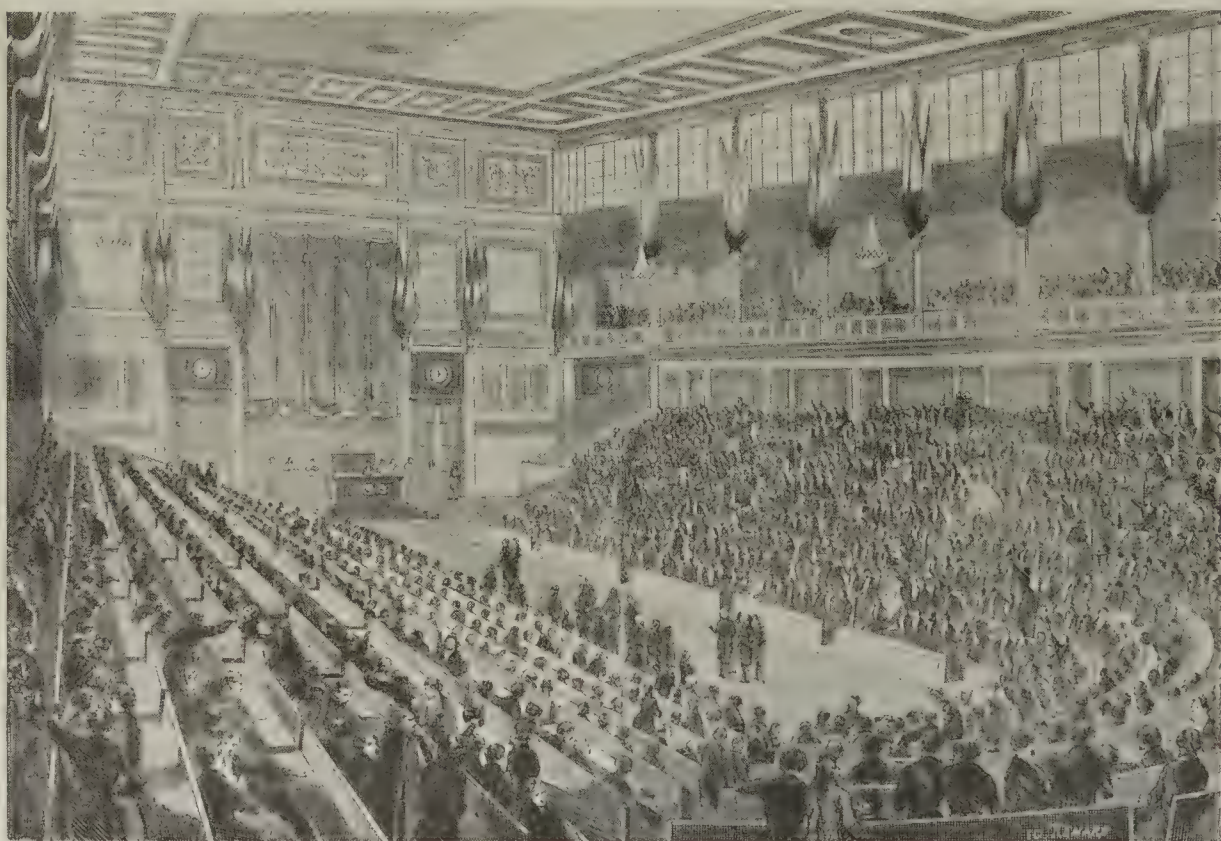
L'Assemblée se réunit le 4 mai, proclama la République, ratifia les actes du gouvernement provisoire, déclara qu'il avait bien mérité de la patrie, puis s'empressa de le remplacer par une Commission exécutive de cinq membres : Arago, Garnier-Pagès, Marie, Lamartine et Ledru-Rollin (6 mai). Exclue du pouvoir, les socialistes s'agitèrent. Le 15 mai, une foule bruyante, sans armes, envahit la salle des séances. Dans le tumulte, Raspail donna lecture d'une pétition en faveur de la Pologne martyre ; Blanqui souleva la question du travail et de la misère ; Barbès réclama un impôt d'un milliard sur les riches. Tout à coup, un personnage suspect, Huber, parut à la tribune et déclara l'Assemblée dissoute, « au nom du peuple trompé par ses représentants ». On acclama un gouvernement provisoire, qui devait comprendre Louis Blanc, Albert, Barbès, et l'on se rendit à l'Hôtel de Ville pour l'y installer. Mais la garde nationale accourut enfin, dispersa les révolutionnaires, arrêta leurs chefs, que l'Assemblée traduisit devant la Haute-Cour, et ferma les clubs.

#### LES ATELIERS NATIONAUX. — LES JOURNÉES DE JUIN.

Le ministre Marie avait organisé les ateliers nationaux sans tenir compte des idées de Louis Blanc. Tous les ouvriers, quel que fût leur métier, y étaient employés à des travaux de terrassement : ils étaient mal préparés à cette besogne, dont le rendement était par suite médiocre. Cependant, ils étaient de plus en plus nombreux : 30 000 en mars, 70 000 en avril, 100 000 en mai. Ils recevaient 2 francs par journée de travail, 30 sous par jour de repos. Malheureux, déçus et aigris, ils écoutaient avec avidité les apôtres des doctrines nouvelles et les agitateurs de profession. Ainsi grandissait dans Paris une véritable armée de l'émeute, qui avait pris part à toutes les « journées ».

L'Assemblée résolut de mettre fin à une expérience onéreuse pour le Trésor et dangereuse pour la paix publique. Le 21 juin, un arrêté de la Commission exécutive ordonna la fermeture immédiate des ateliers parisiens : les ouvriers de 18 à 25 ans étaient invités à s'enrôler dans l'armée, les autres étaient envoyés par équipes dans les départements. Cette brusque décision provoqua un soulèvement formidable. Le 23 juin, les quartiers de l'Est se hérissèrent de barricades. L'Assemblée proclama l'état de siège et donna pleins pouvoirs au général Cavaignac, ministre de la Guerre, qui mobilisa les forces gouvernementales : troupes de ligne, garde mobile, garde nationale.

Une bataille acharnée s'engagea ; elle couvrit la capitale de ruines



RÉUNION DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE à Paris, dans une salle provisoire édifée au Palais-Bourbon.

CL. ILLUSTRATION.





LA LIBERTÉ GUIDANT LE PEUPLE, tableau de Delacroix. — Musée du Louvre.







et de sang; des milliers de victimes tombèrent; plusieurs généraux et l'archevêque de Paris, M<sup>re</sup> Affre, qui voulut s'interposer entre les combattants, furent mortellement frappés. De la France entière accoururent des détachements de gardes nationales. Le 26, le faubourg Saint-Antoine, citadelle de l'insurrection, fut occupé. Le 28, le général Cavaignac déposa la dictature: l'Assemblée lui maintint le pouvoir exécutif avec le titre de président du Conseil des ministres, jusqu'au vote de la Constitution. Plus de 15 000 arrestations furent opérées; les chefs du mouvement passèrent en conseil de guerre; 3 000 insurgés furent déportés en Algérie, sans jugement, par décret de l'Assemblée, sans considération d'âge ni de sexe. Le gouvernement désarma la garde nationale des quartiers populaires, ferma les clubs, supprima les journaux suspects. Louis Blanc s'exila.

La seconde République ne devait pas survivre aux sanglantes journées de Juin. Les ouvriers ne pardonnèrent pas à la bourgeoisie et aux parlementaires: beaucoup prêtèrent l'oreille à l'habile propagande du prétendant Louis-Napoléon Bonaparte, les autres se réfugièrent dans une abstention boudeuse. De leur côté, bourgeois et paysans redoutèrent plus que jamais la révolution sociale, le partage des fortunes et des terres, l'anarchie; ils se détachèrent d'une forme de gouvernement qui ne leur procurait pas une entière sécurité. La baisse des fonds publics alarmait les rentiers; la crise économique paralysait les affaires: le vote de 45 centimes additionnels pour équilibrer le budget exaspéra les campagnes. Alors naquit le parti de l'Ordre, qui voulait un gouvernement fort, capable de défendre la propriété, la famille, la religion. Thiers se rapprocha de l'Église et s'unit étroitement aux chefs catholiques, Montalembert et M<sup>re</sup> Dupanloup.

#### LA CONSTITUTION DE 1848. —

Cependant la Constitution votée le 4 novembre 1848 par l'Assemblée nationale était animée de l'esprit républicain et démocratique. Elle promettait « une assistance fraternelle » aux « citoyens nécessiteux », annonçait le développement de l'enseignement primaire gratuit et de l'éducation professionnelle, reconnaissait le droit de réunion et de pétition, la liberté de la presse, la liberté de l'enseignement. Elle affirmait avec force les principes de la souveraineté nationale et de la séparation des pouvoirs.

Thiers avait réclamé l'établissement de deux Chambres: l'Assemblée préféra confier le pouvoir législatif à une Assemblée unique de 750 membres élus pour trois ans par le suffrage universel, au scrutin de liste départemental. Jules Grévy n'eut pas plus de succès lorsqu'il proposa de faire choisir le chef de l'État par les représentants: « Je sais bien, s'écria Lamartine, qu'il y a des noms qui entraînent la foule, comme le mirage entraîne les troupeaux, comme le lambeau de pourpre attire les animaux privés de raison... Mais quand même le peuple choisirait celui que ma prévoyance, mal éclairée peut-être, redouterait de lui voir choisir, n'importe. *Alea jacta est!* Que Dieu et le peuple prononcent! » Cédant au prestige de cette éloquence, l'Assemblée décida qu'un président de la République, désigné pour quatre ans par l'ensemble des citoyens et rééligible après un intervalle de quatre ans, exercerait le pouvoir exécutif.

Ce système, inspiré de l'exemple des États-Unis, mettait aux prises deux formes également issues du suffrage populaire, sans prévoir les moyens de résoudre d'inévitables conflits: ni le président ni ses ministres — qu'il nommait et révoquait à son gré — n'avaient le droit de dissoudre l'Assemblée, et celle-ci ne pouvait les traduire devant la Haute-Cour que dans le cas de forfaiture ou de haute trahison.

**L'ÉLECTION DE LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE A LA PRÉSIDENTE.** — L'événement ne tarda pas à justifier les craintes des républicains. Dès le 25 février 1848, Louis-Napoléon Bonaparte s'était hâté de rentrer en France, et quelques journaux cherchèrent aussitôt à rallier autour de son nom à la fois les partisans d'un régime d'ordre et les adeptes des idées démocratiques. Inquiet, le gouvernement provisoire l'invita à quitter le pays, et il obéit. Le 3 juin, quatre départements — Seine, Charente-Inférieure, Yonne et Corse — l'élurent à l'Assemblée constituante. Il s'abstint de venir y siéger, tout en déclarant, par une formule assez ambiguë, que si le peuple lui imposait des devoirs il saurait les remplir. Il reparut au lendemain des journées de Juin; aux élections partielles du 17 septembre, sa candidature triompha dans les mêmes départements et dans la Moselle.

Cette fois, il prit place modestement et comme timidement sur les bancs de l'Assemblée; mais il avait des amis très actifs, qui mirent en avant sa candidature à la présidence.

Les chefs du parti de l'Ordre crurent qu'il leur serait aisé de mener un homme qu'ils jugeaient médiocre. Il eut pour lui la majorité des catholiques, des orléanistes et des légitimistes, — beaucoup de démocrates qui ne pardonnaient pas à Cavaignac la répression des journées de Juin, — enfin les paysans, qui votèrent en masse pour le neveu de l'Empereur.

Le scrutin dura deux jours (10-11 décembre): 5 484 226 suffrages se prononcèrent pour Louis-Napoléon. Cavaignac, soutenu seulement par une fraction des républicains modérés, avait recueilli 1 448 107 voix; le radical Ledru-Rollin, 370 717; le socialiste Raspail, 36 329; Lamartine, 7 910. Les départements les plus socialistes avaient donné le plus grand nombre de voix au « Napoléon des bonnes gens ».

#### SÉPARATION DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE.

— Le 20 décembre, Louis-Napoléon prêta serment de fidélité à la Constitution. « Mon devoir est tracé, déclara-t-il; je le remplirai en homme d'honneur. Je verrai des ennemis de la Patrie dans tous ceux qui tenteront de changer par des voies illégales ce que la France a établi. »

Dans son premier ministère (20 décembre), il fit place à des monarchistes de la veille; Odilon Barrot reçut la présidence du Conseil; Falloux, l'Instruction publique. L'Assemblée constituante s'inquiéta de la politique personnelle du président, mais elle ne se sentait pas assez d'autorité pour la combattre efficacement, et elle se sépara sans avoir même achevé le vote des lois organiques (26 mai 1849).



LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE (1808-1873). — Gravure de Ferdinand.

#### L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (1849-1851).

— Élu le 13 mai, l'Assemblée législative se réunit le 28. Les républicains modérés avaient subi une écrasante défaite: ils n'étaient plus que 75 et Lamartine lui-même avait été battu. Autour de Ledru-Rollin, 180 démocrates avancés siégeaient sur les bancs de la Montagne. Mais les membres du parti de l'Ordre, au nombre de près de 500, disposaient incontestablement de la majorité: c'étaient pour la plupart des royalistes qui rêvaient d'une

restauration prochaine.

Tout d'abord, le président, d'accord avec la droite, intervint pour rétablir le pouvoir temporel et, le 3 juin, le général Oudinot débarqua à Civita-Vecchia, avec un petit corps expéditionnaire de 7 000 hommes. Les Montagnards protestèrent et Ledru-Rollin interpella le gouvernement. « La Constitution a été violée, dit-il; nous la défendrons par tous les moyens, même par les armes. » Le 13, avec plusieurs de ses collègues, il organisa une grande manifestation, qui tourna à l'émeute — l'émeute dite du Château-d'Eau —; le général Changarnier la réprima sans peine. 34 députés furent mis en accusation, la plupart s'enfuirent et Ledru-Rollin passa en Angleterre: des lois d'exception restreignirent la liberté de réunion et la liberté de la presse.

Ayant ainsi brisé l'opposition républicaine, la majorité catholique et conservatrice de l'Assemblée, qui ne se méfiait pas du président, poursuivit ce qu'on appela « la campagne de Rome à l'intérieur ». La loi Falloux (15 mars 1850) mit fin au monopole universitaire institué par Napoléon I<sup>er</sup>, en organisant la liberté de l'enseignement à tous les degrés; elle favorisa la création d'établissements privés et donna à l'Église les moyens d'exercer un contrôle efficace sur l'enseignement secondaire public. La loi du 31 mai 1850 abolit ensuite indirectement le suffrage universel; elle exigeait des électeurs trois années de domicile dans la commune, constatées par l'inscription au rôle de la taxe personnelle: trois millions de Français, ouvriers ou ruraux, furent ainsi privés du droit de vote. Enfin, le rétablissement de l'obligation de la signature, l'élévation du chiffre du cautionnement et du droit de timbre pour les écrits périodiques (loi du 16 juillet 1850) ruinèrent la presse d'opposition.

Après la mort de Louis-Philippe, survenue le 26 août 1850, les légitimistes et les orléanistes tentèrent de réconcilier les deux branches rivales de la famille des Bourbons; le comte de Chambord, qui n'avait pas d'héritier direct, serait appelé au trône et le comte de Paris lui succéderait. Mais les orléanistes exigeaient des garanties constitutionnelles, et le comte de Chambord, en se montrant irréductible, fit



avorter la tentative de fusion (septembre). Divisé en deux fractions hostiles, le parti de l'Ordre se trouva réduit à l'impuissance.

Le prince-président exploita cette situation à son profit. Déjà, le 31 octobre 1849, il avait remplacé ses ministres par des hommes nouveaux, pris en dehors de la majorité, et alors s'était formé le « parti de l'Élysée ».

Au cours de l'été de 1850, le prince fit un voyage officiel dans l'Est et en Normandie; il se posa en défenseur de la souveraineté du peuple, et la majorité des Conseils généraux demanda que la Constitution fût révisée pour permettre sa réélection. Puis il travailla à conquérir les sympathies de l'armée; à son retour, il passa une revue dans la plaine de Satory et la cavalerie cria : « Vive l'Empereur ! » Le général Changarnier, qui commandait à la fois les gardes nationales de la Seine et la garnison de Paris, blâma ces manifestations sous les armes; il fut révoqué (janvier 1851) et la composition du ministère fut modifiée. L'Assemblée mit bien le gouvernement en minorité, à la suite de débats au cours desquels Thiers, adjurant ses collègues de ne pas céder, prononça les paroles célèbres : « l'Empire est fait »; mais elle était paralysée par ses dissensions intestines. Le président la bravait ouvertement; à Dijon, le 1<sup>er</sup> juin 1851, il lui reprocha de n'avoir su voter que « des mesures de compression » et de lui avoir refusé son concours lorsqu'il voulait « faire le bien, améliorer le sort des populations ». Cependant ses partisans menaient dans le pays une ardente campagne revisionniste et les pétitions se couvrirent de 1 356 000 signatures. L'Assemblée, par 446 voix contre 278, admit le principe d'une révision, mais la Constitution exigeait une majorité des trois quarts qui ne se rencontra pas, malgré les efforts du rapporteur, Alexis de Tocqueville (juillet 1851).

Louis-Napoléon, qui préparait un coup d'État, proposa l'abrogation de la loi électorale du 31 mai 1850 et le rétablissement du suffrage universel : 355 voix contre 348 s'y opposèrent (13 novembre), et l'Assemblée s'attira ainsi l'hostilité des trois millions d'électeurs écartés des urnes par la loi de 1850; ce fut tout profit pour Napoléon. Pressentant le péril, les conservateurs essayèrent de faire reconnaître au président de l'Assemblée le droit de requérir directement la force armée; mais les républicains, qui craignaient la monarchie plus encore que l'Élysée, votèrent comme les bonapartistes et la *proposition des questeurs* fut repoussée par 403 voix contre 300 (17 novembre). « Il n'y a point de danger, s'était écrié le républicain Michel de Bourges, et s'il y avait un danger, il y a aussi une sentinelle invisible qui nous garde; cette sentinelle, c'est le peuple. »

LE COUP D'ÉTAT DU 2 DÉCEMBRE 1851. — Le prince-président s'était assuré le concours du général Magnan, commandant les troupes de Paris, et d'un brillant officier de l'armée d'Afrique, le général Saint-Arnaud, qu'il nomma ministre de la Guerre; il avait placé Maupas à la Préfecture de police et tenait en réserve, pour le ministère de l'Intérieur, Morny, son frère naturel. Dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 décembre 1851, il passa à l'action. Au petit jour, les troupes

occupèrent le Palais-Bourbon et les points stratégiques de Paris. Les membres les plus redoutés de l'Assemblée, Thiers, le colonel Charras, les généraux Changarnier, Cavaignac, Bedeau, Lamoricière, Le Flô, etc., furent arrêtés à leur domicile. Des affiches annoncèrent, en même temps, la proclamation de l'état de siège et le rétablissement du suffrage universel : les citoyens étaient invités à se prononcer sur « le maintien de l'autorité de Louis-Napoléon Bonaparte » et à lui « déléguer les pouvoirs nécessaires pour faire une Constitution » sur les bases suivantes : un chef responsable nommé pour dix ans, des ministres dépendant du pouvoir exécutif seul, un Conseil d'État « formé des hommes les plus distingués, préparant les lois et en soutenant la discussion devant le Corps législatif », un Corps législatif nommé au suffrage universel, sans scrutin de liste qui fausse l'élection; une seconde Assemblée, « formée de toutes les illustrations du pays, pouvoir pondérateur, gardien du pacte fondamental et des libertés publiques ».

Il y eut quelques essais de résistance. 200 députés environ, pour la plupart membres de la droite, s'assemblèrent à la mairie du X<sup>e</sup> arrondissement, sous la présidence du célèbre avocat Berryer, et votèrent la déchéance de Louis-Napoléon. Mais la force armée refusa d'obéir à leurs injonctions; elle les mit en état d'arrestation (2 décembre) et la Haute-Cour, après avoir inculpé le président de haute trahison, dut renoncer à poursuivre sa mission (3 décembre). Les députés républicains, Victor Hugo, Schœlcher, Hippolyte Carnot, Jules Favre tentèrent de soulever le peuple. Leur appel ne trouva d'abord que peu d'écho, les ouvriers étant désarmés et n'aimant guère l'Assemblée. La troupe enleva aisément les quelques barricades qui s'élevaient élevées, dans la matinée du 3, au faubourg Saint-Antoine et où le représentant Baudin se fit tuer pour la cause populaire. Dans la soirée, quelques centaines d'hommes résolus reprirent la lutte dans les quartiers Saint-Martin et Saint-Denis; sur les boulevards, des groupes de manifestants acclamaient la République en présence de la force armée. Mais les conseillers du président, Morny, Saint-Arnaud, Magnan, avaient décidé de « donner à l'insurrection le temps de se développer », puis de frapper un grand coup : 30 000 soldats s'ébranlèrent en trois colonnes, au début de l'après-midi du 4. Soudain, boulevard Bonne-Nouvelle, la troupe énervée ouvrit le feu sur les manifestants. La foule, saisie de panique, s'enfuit; en quelques heures, les dernières résistances furent brisées. Louis-Napoléon Bonaparte était maître de Paris.

Dans les départements, les grands centres ne réagirent que par des manifestations inoffensives; mais dans plusieurs petites villes et dans les campagnes du Centre et du Midi, des groupes de républicains prirent les armes. Le gouvernement mit 32 départements en état de siège et fit procéder à 27 000 arrestations. Il institua, dans chaque département, une *commission mixte*, composée du préfet, d'un officier supérieur et d'un magistrat du parquet. Investies de pouvoirs discrétionnaires, ces commissions frappèrent plusieurs milliers de suspects : les uns furent déportés à Cayenne ou en Algérie, les autres internés, mis en surveillance ou expulsés. Thiers, Changarnier, Edgar Quinet, Victor Hugo quittèrent le territoire français.

LE PLEBISCITE DU 20 DÉCEMBRE 1851 ET LA CONSTITUTION DU 14 JANVIER 1852. — Le plébiscite des 20-21 décembre 1851 accorda au président les pouvoirs qu'il demandait. D'après les statistiques officielles, il y eut 7 439 216 *oui*, 640 757 *non*, 36 820 bulletins nuls. Louis-Napoléon se hâta de faire rédiger la Constitution du 14 janvier 1852, imitée de celle de l'an VIII. Le président de la République, désigné pour dix ans, recevait la plénitude du pouvoir exécutif. Responsable devant le peuple seul, il commandait les forces de terre et de mer, déclarait la guerre, concluait les traités, nommait à tous les emplois; les ministres, choisis en dehors du Corps législatif, ne dépendaient que de lui. Il avait seul l'initiative des lois, qu'il sanctionnait et promulguait, ainsi que les sénatus-consultes.

Trois Assemblées devaient collaborer à la confection des lois. Le Sénat comprenait les cardinaux, les maréchaux, les amiraux et des citoyens désignés par le président, sans que le nombre total de ses membres, dont la dignité était inamovible et à vie, pût excéder 150. Ses séances n'étaient pas publiques. Il devait examiner toutes les lois votées par le Corps législatif et s'opposer à la promulgation



LE 15 AOÛT 1852 A PARIS. — Fête de nuit donnée sur la place de la Concorde et représentant le passage des Alpes par le Premier Consul, en mai 1800. — D'après un dessin de Provost. CL. ILLUSTRATION.



de celles « qui seraient contraires ou porteraient atteinte à la Constitution, à la religion, à la morale, à la liberté des cultes, à la liberté individuelle, à l'égalité des citoyens devant la loi, à l'inviolabilité de la propriété, à la défense du territoire ». Il pouvait, au moyen de sénatus-consultes, combler les lacunes de la Constitution, en interpréter les articles, en régler le fonctionnement. Le Corps législatif (261 membres) discuterait et voterait les projets de loi; il était élu pour six ans par le suffrage universel, au scrutin uninominal, à raison d'un député pour 35 000 électeurs; le mandat était gratuit. Les séances étaient publiques, mais les journaux ne pouvaient reproduire que le procès-verbal officiel et, à la demande de cinq députés, l'Assemblée se formait en comité secret. Ses sessions ordinaires étaient de trois mois. Le président de la République avait le droit de la convoquer, de l'ajourner, de la proroger et de la dissoudre. Le Conseil d'État, dont les membres étaient nommés par le président et révocables, préparait les projets de loi, les défendait devant le Corps législatif et le Sénat, et décidait du sort des amendements qui lui étaient renvoyés.

La Constitution de 1852 ne laissait au suffrage universel, bruyamment rétabli, que des moyens illusoires d'exprimer ses volontés; elle mutilait le régime parlementaire; elle organisait la dictature.



ENTRÉE DES TROUPES AUTRICHIENNES A MILAN (6 août 1848). CL. ILLUSTRATION.

## LE RÉTABLISSEMENT DE L'EMPIRE

(1<sup>er</sup> DECEMBRE 1852). — Le prince-président usa sans ménagements de l'autorité qu'il avait usurpée; il commença par ordonner la confiscation des biens de la famille d'Orléans et par réduire à rien la liberté de la presse. Aux élections générales du 29 février 1852, les candidats officiels l'ayant emporté dans 253 circonscriptions sur 261, il entreprit ouvertement de restaurer l'Empire. Installé aux Tuileries, il s'entoura d'une cour brillante. Il passa en revue, au Champ-de-Mars, les délégations de tous les régiments, qui défilèrent aux cris de : « Vive l'Empereur ! » et leur distribua des aigles. Puis, il parcourut la France, salué par les acclamations de la foule. A Bordeaux, le 9 octobre, il fit une déclaration solennelle : « Il est une crainte à laquelle je dois répondre... Certaines personnes se disent : « L'Empereur, c'est la guerre ! » Moi je dis : l'Empire, c'est la paix ! C'est la paix, car la France le désire et, lorsque la France est satisfaite, le monde est tranquille... La gloire se lègue bien à titre d'héritage, mais non la guerre... »

A son retour, il reçut à Paris un accueil triomphal. Le 7 novembre, un sénatus-consulte rétablit l'Empire héréditaire. Un plébiscite fut organisé : par 7 824 189 suffrages contre 153 145, 62 326 bulletins nuls et 2 millions d'abstentions, Louis-Napoléon fut proclamé empereur des Français, sous le nom de Napoléon III, et la dignité impériale déclarée héréditaire dans sa descendance directe et légitime.

## BIBLIOGRAPHIE

ARNAUD (R.), *Le Coup d'État du Deux-Décembre* (1926). — BLANC (Louis), *Pages d'histoire de la Révolution de 1848* (Bruxelles, 1850); — *Histoire de la Révolution de 1848* (1870, 2 vol.). — BONDE (Florence), *Paris en 1848* (Londres, 1909). — CAUSSIDIÈRE, *Mémoires* (1849, 2 vol.). — BOUNIOLS (G.), *Histoire de la Révolution de 1848* (1918). — CASSAGNAC (Ad. Granier de), *Récit des événements de décembre 1851* (1852). — CHEREST (A.), *La Vie et les Œuvres de A.-T. Marie* (1873). — CRÉMIEUX (J.-Adolphe), *En 1848* (1883). — DU CAMP (M.), *Souvenirs de l'année 1848* (1876). — CUCHEVAL-CLARIGNY (A.), *Histoire de la Constitution de 1852* (1869). — DESCHAMPS (A.), *E. Cavaignac* (1870). — DU CASSE (A.), *Les Dessous du coup d'État* (1891). — DUTACQ, *Histoire de Lyon pendant la Révolution de 1848* (Lyon, 1910). — FLEURY (général), *Souvenirs* (1897-1898, 2 vol.). — GARNIER-PAGÈS, *Histoire de la Révolution de 1848* (1860-1871, 10 vol.). — GÉNIQUE (G.), *L'Élection de l'Assemblée législative en 1849* (1921). — GUICHEN (vicomte de), *Les Grandes Questions européennes et la diplomatie des puissances sous la seconde République française* (t. 1<sup>er</sup>, 1925). — JEANJEAN (J.-F.), *Armand Barbès* (1909). — LA GORCE (Pierre de), *Histoire de la seconde République* (1887, 2 vol.). — LAMARTINE, *Trois mois au pouvoir* (1848); — *Histoire de la Révolution de 1848* (1849, 2 vol.). — LEBEY (A.), *Louis-Napoléon Bonaparte et le ministère Odilon Barrot* (1911). — LEDRU-ROLLIN, *Discours politiques et écrits divers* (1879, 2 vol.). — *Letters of an Englishman on Louis-Napoleon, the Empire and the coup d'État* (Londres, 1852). — MAUPAS (C.-E. de), *Mémoires sur le second Empire* (1884-1885, 2 vol.). — MAYER (P.), *Histoire du Deux-Décembre* (1852). — MICHEL (H.), *La Loi Falloux* (1906). — PAGÈS-DUPORT, *Journées de juin* (1848). — PERSIGNY, *Mémoires* (1896). — PIERRE (Victor), *Histoire de la deuxième République* (1872-1878, 2 vol.). — QUENTIN-BAUCHART (P.), *La Crise sociale de 1848* (1920). — RANDON (maréchal), *Mémoires* (1875-1877, 2 vol.). — REGNAULT (E.), *Histoire du Gouvernement provisoire* (1850). — RENARD (G.), *La République de 1848* (1905). — ROTHAN (J.), *La Mission de M. de Persigny à Berlin en 1850* (Revue des Deux Mondes, tome XCIII). — SAINT-ARNAUD (maréchal de), *Lettres, 1832-1854* (1895, 2 vol.). — SCHMIDT (Ch.), *Les Journées de juin 1848*

(1926). — SCHOELCHER (V.), *Histoire des crimes du Deux-Décembre* (Londres, 1854). — SENIOR (N.-W.), *Journals in France and Italy, 1848-1852* (1871, 2 vol.); — *Conversation with Thiers, Guizot and other distinguished persons* (1878, 2 vol.). — SIMPSON (F.-A.), *Louis-Napoleon and the recovery of France, 1848-1856* (Londres, 1922). — SPULLER (Eug.), *Histoire parlementaire de la deuxième République* (1891). — STERN (D.), *Histoire de la Révolution de 1848* (1850-1853, 3 vol.). — TÉNOT (Eug.), *Paris en décembre 1851* (1868); — *La Province en décembre 1851* (1865). — THOMAS (Émile), *Histoire des ateliers nationaux* (1848). — TOCQUEVILLE, *Souvenirs* (1893). — ZÉVAËS (A.), *Auguste Blanqui* (1920).

## II. RÉVOLUTIONS ET RÉACTION EN ITALIE

L'Italie était déjà en pleine effervescence lorsqu'elle apprit coup sur coup (février-mars 1848) la proclamation de la seconde République en France, puis les soulèvements d'Allemagne, de Bohême, d'Autriche et de Hongrie. Libéraux et patriotes se crurent à la veille de réaliser l'unité nationale, et ils accentuèrent leur pression sur les souverains. Le 12 janvier 1848, la révolution éclata à Palerme : en quelques jours, l'île entière secoua le joug des Bourbons. Naples remuait; Ferdinand II s'empressa de promettre une Constitution (29 janvier). Les autres princes durent le suivre : des statuts analogues furent promulgués à Naples le 10 février, à Florence le 15, à Turin le 4 mars, à Rome le 14. A la nouvelle des événements de Vienne, Milan se souleva et, après une lutte héroïque (18-22 mars), chassa les Autrichiens. Le même jour, Venise, que Daniel Manin avait convaincue et entraînée, proclamait la République et les étrangers durent s'avouer vaincus (23 mars). Les ducs de Parme et de Modène furent chassés par leurs sujets. Enfin, le roi de Sardaigne, Charles-Albert, s'élança au secours des Lombards-Vénitiens pour achever la libération du sol italien (24 mars); Naples, la Toscane, le Saint-Siège lui envoyèrent des contingents.

La révolte des nationalités paralysait l'Autriche. Le succès paraissait certain. Charles-Albert crut pouvoir se passer du secours de la France, dont il se défiait : il déclara que l'Italie était en état d'agir par elle-même (*di fare da sé*). Il passa le Tessin et la campagne commença avantageusement; mais il perdit du temps, et le gouvernement de Vienne envoya de gros renforts à Radetzki. Jaloux du Piémont, qui avait annexé Parme, Modène, la Lombardie et Venise (15 mai), rappela ses troupes et sa flotte. Le pape, opposé à une guerre entre chrétiens et redoutant, d'autre part, la propagation des idées révolutionnaires, imita l'exemple de Ferdinand. Ne recevant des duchés et de la Lombardie que des contingents sans instruction technique, trop esclave de la règle pour tirer parti de l'élan des volontaires, Charles-Albert, malgré l'occupation de la ligne du Mincio, l'éclatant succès de Pastrengo (30 avril), la victoire de Goïto et la prise de Peschiera (30 mai), ne put empêcher les Autrichiens de reprendre l'offensive avec de nombreux renforts. Il subit à Custozza, près de Vérone, une écrasante défaite (23 juillet), dut reculer précipitamment jusqu'au Tessin sans





LES PATRIOTES VÉNITIENS réunis au palais des doges, sous la présidence de Manin, décident, après avoir proclamé la République, de résister jusqu'au bout à l'Autriche (22 mars 1848). — D'après une peinture de J.-B. dalla Libera. — Bibl. Nat.

pouvoir défendre Milan, qui capitula (6 août), et, pour sauver ses propres États d'une invasion, signa un armistice (9 août).

Venise avait prononcé sa réunion au Piémont (4 juillet); quand elle apprit la signature de l'armistice, elle continua seule la lutte, sous la présidence de Manin. Les ducs de Modène et de Parme furent réintégrés dans leur pouvoir par les Autrichiens. Quant à la Sicile, qui avait choisi pour roi (11 juillet) le duc de Gênes, second fils de Charles-Albert — lequel n'avait pas accepté —, le roi de Naples, pour la reconquérir, bombarda Messine (3-7 septembre), mais la France et l'Angleterre l'obligèrent à suspendre les hostilités.

Cependant Pie IX et Léopold II se débattaient au milieu de difficultés croissantes. A Rome le peuple assassina le ministre Rossi (15 novembre) et, le lendemain, les républicains insurgés arrachèrent à Pie IX la convocation d'une Assemblée constituante et une déclaration de guerre à l'Autriche; mais le pape protesta et s'enfuit à Gaète, dans les États du roi de Naples (24 novembre).

Le 30 janvier 1849, le grand-duc de Toscane quitta Florence et, trois semaines après, il rejoignit Pie IX. Le parti avancé s'était soulevé à Livourne, sous l'impulsion du littérateur Guerazzi, et un gouvernement provisoire républicain s'était constitué le 8 février. Le 9, à Rome, l'Assemblée constituante proclama de même la République et le pape demanda l'intervention armée des puissances catholiques.

Mais, sur ces entrefaites, Charles-Albert, désireux de prendre sa revanche et craignant de perdre sa couronne, profita des embarras intérieurs de l'Autriche pour ressaisir les armes. Radetzki prit l'offensive, franchit le Tessin et écrasa les Piémontais à Novare (23 mars). Le soir même, Charles-Albert abdiqua pour aller mourir dans un couvent portugais. Son fils Victor-Emmanuel II signa aussitôt un armistice (26 mars); les Autrichiens exigèrent une lourde indemnité et restèrent à Alexandrie jusqu'à la paix définitive, qui fut signée au mois d'août.

Les Autrichiens, après avoir réprimé en Lombardie une insurrection, qu'illustra la défense acharnée de Brescia (23 mars-1<sup>er</sup> avril), s'approchèrent de la Toscane. Là le parti constitutionnel, pour prévenir une intervention étrangère, restaura lui-même le grand-duc (12 avril). Les Autrichiens n'en passèrent pas moins la frontière (5 mai), s'emparèrent de Livourne, et occupèrent Florence le 25. La Toscane ne fut plus, comme les duchés, qu'une dépendance de l'Autriche. La Sicile, où les hostilités avaient recommencé à la fin de mars, rentra sous le joug de Ferdinand II après la chute de Palerme (15 mai).

A Rome, le 29 mars, on avait donné, pour la défense de la République, des pouvoirs illimités à un triumvirat, dont Mazzini était le chef. L'Autriche, l'Espagne, Naples s'apprêtaient à intervenir. Le prince-président Louis-Napoléon Bonaparte résolut de les prévenir et de donner en même temps satisfaction aux catholiques français. Le 24 avril, le général Oudinot débarqua à Civita-Vecchia, avec 7 000 hommes. Mazzini ayant décliné la médiation française, Oudinot donna l'assaut à la Ville éternelle; il échoua (30 avril) et l'Assemblée constituante française obtint l'envoi à Rome d'un jeune diplomate, Ferdinand de Lesseps, pour négocier un accommodement

avec Pie IX : mais, dès la réunion de l'Assemblée législative, dont la majorité l'approuva, le gouvernement prescrivit la reprise de l'offensive (31 mai). Le 3 juin, Oudinot mit le siège devant Rome, pendant que des troupes autrichiennes, napolitaines, espagnoles envahissaient le reste du territoire pontifical : les Français n'entrèrent dans la capitale que le 3 juillet, après une belle défense de Garibaldi. Malgré l'insistance du cabinet français, le pape rejeta les réformes libérales comme contraires à sa souveraineté et ne proclama qu'une amnistie partielle. Le pouvoir temporel fut restauré le 14 juillet.

Venise seule restait debout. Bloquée, bombardée, ravagée par le choléra, elle résista jusqu'à son dernier morceau de pain (24 août).

Les révolutions de la Péninsule avaient démontré à l'Europe la vitalité de l'Italie et à l'Italie son impuissance à se libérer du joug autrichien sans une alliance extérieure. Les rivalités entre les villes, les divisions entre constitutionnels et républicains avaient contribué à sa perte : son indépendance était solidaire de son unité. Excepté dans le royaume subalpin, elle se retrouvait en 1849, après une répression

implacable, aussi assujettie qu'avant 1846.

Seul, Victor-Emmanuel II eut le sentiment du rôle qui lui était réservé. Repoussant les avances de l'Autriche et dédaignant ses menaces, il conserva le drapeau national aux trois couleurs, accueillit les proscrits, respecta le *Statut fondamental*, remplit scrupuleusement ses devoirs de monarque constitutionnel et sut découvrir l'homme qui devait réaliser l'unité italienne : ministre du Commerce et de l'Agriculture en 1850, ministre des Finances en 1851, président du Conseil en 1852, Cavour allait refaire les forces du Piémont, lui procurer de robustes alliances, préparer l'affranchissement définitif de la Péninsule. Ce royaume devint le refuge de la Révolution vaincue; vers lui se tournèrent définitivement les patriotes des autres régions.

### III. RÉVOLUTIONS ET RÉACTION EN AUTRICHE

A Vienne, étudiants et bourgeois s'insurgèrent. Metternich, affolé, démissionna, puis se réfugia à Londres (13-15 mars). Une garde nationale fut organisée; le gouvernement proclama la liberté de la presse; il octroya un statut aux pays autrichiens, la Hongrie et la Lombardie exceptées (25 avril); il dut enfin, sous la pression de l'émeute, convoquer une Assemblée constituante, élue au suffrage universel.



EXÉCUTION DE ROBERT BLUM, chargé de porter, au nom de la gauche de l'Assemblée de Francfort, une adresse de félicitations aux révolutionnaires de Vienne; il fut arrêté et condamné à mort par un Conseil de Guerre (nov. 1848) et fusillé. — Gravure de Janet. — CL. ILLUSTRATION.



La Révolution, œuvre des Allemands libéraux, semblait triompher. Mais la révolte des nationalités compliqua singulièrement la situation. L'Italie était en feu. A Prague, une assemblée populaire, réunie le 11 mars, demandait que l'égalité des deux langues tchèque et allemande fût reconnue par le souverain; que les classes inférieures fussent représentées à la Diète, dont la compétence serait étendue; qu'une Diète commune fût créée pour la Bohême, la Moravie et la Silésie, anciens États de la couronne de saint Vclav incorporée en 1815 à la Confédération germanique, et qu'une lieutenance royale fût établie à Prague pour les trois provinces.

L'empereur-roi Ferdinand V promit de donner satisfaction à ces revendications, sauf à celle qui concernait l'union de la Silésie et de la Moravie. A ce moment même, les Tchèques refusèrent d'envoyer des députés au Parlement de Francfort, et leur chef politique, Palacky, rédigea, à cette occasion, une protestation des plus énergiques.

Ils convoquèrent un congrès slave à Prague, pour délibérer sur les intérêts communs de la race dans tout l'Empire. Mais le Congrès fut dissous et les députés de la Bohême durent aller au Reichsrath de Vienne. Tout ce que les Tchèques gagnèrent au mouvement de 1848, ce fut l'introduction de leur idiome national dans quelques parties de l'instruction publique. La vie nationale, étouffée par le germanisme centralisateur, se réfugia dans la littérature. Prague avait été bombardée pendant trois jours par le général Windischgraetz, et c'est aussi par le bombardement que fut réprimée l'insurrection polonaise de Cracovie.

En Hongrie, dès le 3 mars, la Diète, à la voix de Kossuth, avait revendiqué le pouvoir constituant et la création d'un ministère responsable. La cour de Vienne céda. Les libéraux abolirent les droits féodaux, établirent l'égalité devant la loi et devant l'impôt, étendirent le droit de suffrage et intéressèrent ainsi la masse des paysans magyars à la défense de l'indépendance nationale. Le souverain en personne vint prononcer, le 10 avril, un discours conciliateur en langue magyare, et un premier ministère réunit, sous la présidence du comte Louis Batthyanyi, l'élite des divers partis : Deak, Széchenyi, Kossuth.

Mais les Roumains de Transylvanie n'admettaient pas leur réunion à la Hongrie et les Serbes du Banat n'entendaient pas davantage être asservis au gouvernement de Bude; les Croates s'insurgèrent à leur tour et une assemblée, convoquée à Agram par le ban Jellachich, réclama la formation d'un État qui engloberait les pays slovènes et la Dalmatie.

Cependant le Parlement constituant convoqué à Vienne se réunissait le 22 juillet. Les députés allemands y furent tout de suite aux prises avec les Slaves, qui avaient la majorité, et les démocrates ne cessèrent de provoquer des émeutes; le 6 octobre, le ministre de la Guerre, La Tour, fut assassiné. Alors l'empereur s'enfuit à Olmutz et rompit ouvertement avec la Révolution. Windischgraetz assiégea et prit Vienne (31 octobre). Le Parlement, transféré à Kremsier, en Moravie, n'eut plus qu'une existence languissante, et le prince de Schwarzenberg, nommé premier ministre, s'efforça de réduire les Hongrois. Déjà ses prédécesseurs avaient encouragé les Slaves du Sud à ouvrir les hostilités contre leurs voisins (août) et déterminé le ban Jellachich à passer la Drave. Les Magyars, qui avaient proclamé la levée en masse et confié à Kossuth une véritable dictature, résistèrent avec une énergie farouche.

La cour de Vienne refusa tout compromis; Ferdinand, incapable de faire face à des difficultés aussi graves, abdiqua en faveur de son neveu François-Joseph (2 décembre 1848), et les impériaux prirent l'offensive. Le général de la principale armée hongroise, Gœrgey, remporta, au printemps de 1849, une série de victoires couronnée par la prise de Bude, en même temps que les Magyars triomphaient en Transylvanie et que l'Assemblée, transférée à Debreczin, proclamait la déchéance des Habsbourg comme rois de Hongrie. Malheureusement, le gouvernement civil était en mésintelligence avec le général Gœrgey; les populations slaves étaient hostiles à une domination qui se révélait comme abusive et à ces causes de faiblesse vint s'ajouter l'intervention du tsar. Nicolas I<sup>er</sup>, qui redoutait la contagion des idées libérales autant qu'un soulèvement de la Pologne, vint au secours de François-Joseph et lui envoya le général Paskiévitch avec 100 000 hommes. Les coalisés resserrèrent dans un cercle de fer, dont la ville d'Arad était le centre, les débris de l'Assemblée et de l'armée vaincue. Kossuth transféra la dictature à Gœrgey qui, le surlendemain, conclut la capitulation de Világos. A l'exception de la ville de Komorn, qui sous le général Klapka prolongea sa résistance jusqu'en octobre, tout le pays dut, dès le mois d'août 1849,



L. KOSSUTH (1802-1894).

supporter les procédés vindictifs du général Haynau et, pendant plusieurs années, vivre sous le régime des conseils de guerre.

François-Joseph, au lieu de laisser à la Diète de Kromerice le soin d'élaborer une Constitution, avait bien octroyé une charte, mais seulement afin de gagner du temps. « Elle ne fut, disait plus tard une circulaire de Schwarzenberg, que la base sur laquelle on voulait rétablir l'autorité du trône; un tel acte ne pouvait avoir aucun résultat. » Les Diètes provinciales ne furent plus que de simples assemblées consultatives, et, sous le ministre Bach, une oligarchie de bureaucrates devint l'instrument impitoyable du germanisme.

L'Autriche, malgré cette crise formidable, avait conservé sa situation en Allemagne. Elle avait fait échec au parti qui, à la diète de Francfort, offrait la couronne impériale au roi de Prusse, qu'elle obligea d'autre part à évacuer le duché de Cassel. Le chef du cabinet, Schwarzenberg, pouvait se considérer comme le continuateur de

Metternich. Aux conférences de Dresde (décembre 1850), il tenta même de faire entrer l'Autriche tout entière, y compris la Vénétie et la Galicie, dans la Confédération germanique.

#### IV. RÉVOLUTIONS ET RÉACTION EN ALLEMAGNE

LE PARLEMENT PRÉPARATOIRE DE FRANC-FORT. — Depuis 1840, l'excitation des esprits n'avait cessé de croître en Allemagne; elle finit par déterminer un mouvement révolutionnaire qui ébranla les dynasties et faillit aboutir à la création d'une démocratie unitaire.

Dès la fin de février 1848, dans tous les États de l'Ouest et du Sud, il y eut des manifestations populaires. Les souverains durent s'entourer de nouveaux ministres et envoyer de nouveaux délégués à la Diète fédérale, cependant qu'une commission de sept membres, nommés par les libéraux réunis à Heidelberg (5 mars), convoquait tous les Allemands qui avaient siégé dans les assemblées particulières des différents États. Cette Assemblée préparatoire, où dominaient les représentants du Sud, collabora avec la Diète, et il fut décidé qu'un Parlement, élu au suffrage universel dans tous les pays de langue germanique, à raison d'un député par 50 000 habitants, serait chargé de la refonte des institutions fédérales (3 avril).

RÉVOLUTION EN PRUSSE. — L'Autriche, paralysée par ses propres révolutions, et la Prusse durent suivre le mouvement. A Berlin, le roi Frédéric-Guillaume IV (1840-1861) proclama d'abord une amnistie générale, sans vouloir toutefois octroyer de Constitution. Bientôt, sous la pression de l'opinion, il dut accorder une Chambre représentative, qui se réunirait à la fin d'avril, puis il avança la date primitivement fixée et promit de collaborer à « une organisation constitutionnelle de tous les pays allemands » (18 mars). Mais la morgue des hobereaux qui encadraient l'armée avait irrité la foule; ce même jour, une collision se produisit devant le château royal et déclencha une grave émeute; Berlin se hérissa de barricades. Le roi céda; il confia la police de la ville à une garde bourgeoise et éloigna la force armée en même temps que son frère Guillaume, que le peuple avait surnommé le *prince Mitrailleur* (19 mars); il annonça la réunion d'une Constituante élue au suffrage universel, qui établirait, de concert avec lui, un régime libéral et parlementaire; il déclara aussi que les événements lui donnaient le droit et lui imposaient le devoir de se mettre à la tête du mouvement national: « La Prusse désormais s'absorbe dans l'Allemagne » (21 mars).

Mais l'Assemblée nationale prussienne ne réussit pas à imposer ses volontés. A gauche, les démocrates réclamaient des réformes radicales et la subordination des États particuliers au gouvernement fédéral; au centre, les libéraux voulaient ménager le roi et sauvegarder l'indépendance de la Prusse; à droite, les conservateurs défendaient les privilèges féodaux et les prérogatives de la Couronne, et ils n'entendaient pas que le royaume fût asservi à l'Allemagne. Sûr de l'armée, le roi congédia ses ministres libéraux (septembre 1848) et, finalement, l'Assemblée fut dissoute (5 décembre).

Frédéric-Guillaume octroya pourtant à ses sujets une Constitution écrite (6 décembre), qui fut promulguée seulement le 31 janvier 1850. Tout en créant deux Chambres législatives, elle n'organisait pas la responsabilité ministérielle et elle laissait au roi le droit de gouverner



par ordonnances dans l'intervalle des sessions. Si le suffrage universel était maintenu, les électeurs de chaque circonscription étaient répartis, d'après le montant de leurs contributions, en trois classes numériquement très inégales, qui devaient élire pourtant le même nombre de députés. Ce système, qui a régi la Prusse jusqu'en 1918, conservait au souverain ses prérogatives essentielles.

**L'ÉCHEC DU PARLEMENT DE FRANCFORT.** — Lorsque le Parlement de Francfort se réunit le 31 mai, la situation du monde germanique était particulièrement troublée. Au nom du principe des nationalités, la Prusse chassait les Danois du Slesvig, dans le temps même où elle réprimait en Posnanie une insurrection qui avait éclaté au nom du même principe. Dans le pays de Bade, un mouvement républicain venait d'être réprimé. L'empereur d'Autriche avait dû fuir sa capitale insurgée.

Le Parlement organisa tout d'abord un pouvoir exécutif provisoire. La majorité, nationale et libérale, décida d'élire un vicaire de l'Empire et, doutant de la sincérité du roi de Prusse, elle désigna, par 436 voix sur 548, l'archiduc Jean d'Autriche; après quoi elle aborda la discussion du statut constitutionnel. Un projet fut élaboré qui prévoyait un empereur héréditaire; une Chambre haute, composée des princes régnants et de représentants des divers États; une Chambre basse, élue à raison d'un député par 100 000 habitants; une Cour suprême de justice. Mais les souverains ne tardèrent pas à se ressaisir; la plupart d'entre eux interdirent à leurs troupes de prêter serment à l'administrateur d'Empire. Au sein même de l'Assemblée, démocrates et monarchistes étaient aux prises : les partisans de la « Petite Allemagne » s'opposaient à ceux de la « Grande Allemagne », qui voulaient faire entrer l'Autriche et ses dépendances dans le nouvel État. Or, si cette dernière solution était adoptée, il était difficile de ne pas confier le pouvoir au chef des Habsbourg; dans l'autre cas, comment ne pas choisir le roi de Prusse? En tout état de cause, de graves complications étaient d'autant plus à craindre que ni l'un ni l'autre des deux souverains n'inspirait confiance. Enfin les problèmes de politique étrangère, en particulier l'« affaire des duchés » (1), embrouillaient encore la situation.

Le président de l'Assemblée, H. von Gagern, estimait que l'Autriche ne pouvait entrer dans l'union allemande; il préconisait une Confédération sous la présidence héréditaire du roi de Prusse couronné empereur d'Allemagne.

À la seconde lecture, une majorité de 4 voix se prononça en faveur de l'Empire héréditaire et, par 290 voix contre 248 abstentions, on l'offrit au roi de Prusse (28 mars 1849).

Frédéric-Guillaume IV hésita. Mais accepter l'Empire du Parlement de Francfort, c'eût été souscrire au principe de la souveraineté nationale, qu'il méconnaissait dans ses propres États, et courir à une rupture avec l'Autriche, autour de laquelle se grouperaient les autres princes allemands. Déjà la cour de Vienne rompait avec le Parlement de Francfort et rappelait ses députés (5 avril); la Bavière, le Wurtemberg, le Hanovre, la Saxe l'imitaient (19-23 avril). Frédéric-Guillaume déclara alors qu'il ne saurait recevoir la couronne que de ses pairs (28 avril). La tentative faite pour réaliser l'unité allemande avait échoué.

Le Parlement décida, à 2 voix de majorité, d'appliquer la Constitution malgré le *veto* des princes; mais, réduit à 105 membres, il dut se réfugier à Stuttgart, sous la direction de Raveaux et de Karl Vogt, et il fut dissous sur l'ordre du roi de Wurtemberg (19 juin).

Les démocrates et aussi les socialistes révolutionnaires, qui commençaient déjà à s'organiser autour de Karl Marx et de Lasalle, s'étaient soulevés un peu partout. La répression fut impitoyable. De nombreux républicains prirent le chemin de la France, de la Suisse et des États-Unis.

**RÉTABLISSEMENT DE LA DIÈTE FÉDÉRALE.** — **LA RECLADE D'OLMUTZ (1850).** — La question de la réorganisation de l'Allemagne restait pendante. La Prusse comptait sur la reconnaissance des princes pour la résoudre à son avantage et s'assurer l'hégémonie dans une Allemagne dont l'Autriche serait exclue; elle s'entendit, à cette fin, avec la Saxe et le Hanovre (26 mai 1849); mais ces deux États, faisant volte-face, formèrent avec la Bavière et le Wurtemberg (février 1850) l'« alliance des quatre rois », qui se mit d'accord avec l'Autriche pour rétablir l'ancien ordre de choses. La Prusse, s'appuyant sur les petits États du Nord et du Centre, répliqua par la convocation, à Erfurt, d'un Parlement d'union (mars-avril 1850); l'Autriche, soutenue par les grands États du Sud et de l'Ouest, rappela à Francfort l'ancienne Diète fédérale, le *Bundestag* (1<sup>er</sup> septembre 1850).

(1) L'affaire des duchés est exposée dans le chapitre suivant.

Les menaces du chancelier Schwarzenberg et du tsar Nicolas I<sup>er</sup> effrayèrent Frédéric-Guillaume IV; à l'entrevue d'Olmütz, son ministre Manteuffel accepta l'ultimatum autrichien (novembre 1850).

Le 30 mai 1851, le Bundestag se réunit et le statut de 1815 fut restauré. « Avilir la Prusse, puis la démolir », tel était le programme de Schwarzenberg. Mais, humiliés par la reculade d'Olmütz, les hommes d'État de Berlin allaient préparer leur revanche.

## BIBLIOGRAPHIE

### ITALIE

ANCONA (A. d'), *Ricordi storici del risorgimento italiano* (Florence, 1914). — *Le Assemblée del Risorgimento, Atti raccolti* (Rome, 1911, 15 vol.). — AZEGLIO (M. d'), *L'Italie de 1847 à 1865, Lettres* (1867). — BALLEYDIER, *Histoire de la révolution de Rome* (Genève, 1851, 2 vol.). — BASTIDE (J.), *La République française et l'Italie en 1848* (1858). — BIANCHI, *Vicende del Mazzinianismo dal 1834 al 1854* (Savone, 1854). — *Storia della politica austriaca in Italia* (Savone, 1857). — BONFADINI, *Vita di Francesco Arese* (Milan, 1894). — BOURGEOIS et CLERMONT, *Rome et Napoléon III* (1907). — CONTI (C.), *La Repubblica romana del 1849* (Rome, 1920). — CAVOUR, *Diario inedito* (Rome, 1888). — *Gli scritti* (Bologne, 1892, 2 vol.). — COSSU (Maria), *L'Assemblea costituente romana del 1849* (Rome, 1923). — COSTA DE BEAUREGARD, *Les Dernières Années de Charles-Albert* (1890). — DE CESARE, *La Fin d'un règne, Ferdinand II* (Città di Castello, 1900). — DE SIVO, *Storia delle due Sicilie dal 1847 al 1861* (Rome, 1864-1867, 5 vol.). — FERRARI BRAVO, MARLONI, *Daniele Manin e i suoi tempi* (Venise, 1904). — GARIBALDI (G.), *Mémoires*, trad. par A. Dumas (Bruxelles, 1860-1862, 3 vol.). — HOFFSTETTER (G. von), *Tagebuch aus Italien 1849* (2<sup>e</sup> éd., Zurich, 1860). — GIOVAGNOLI, *Pellegrino Rossi e la rivoluzione romana* (Rome, 1898). — IDEVILLE (le comte H. d'), *Rossi* (1887). — KUNZ (H.), *Die Feldzüge des Feldm. Radetzky in Oberitalien 1848 und 1849* (Berlin, 1890). — LA FARINA (G.), *Storia della rivoluzione siciliana del 1848-1849* (Capolago, 1851, 2 vol.). — LE MASSON, *Custozza, Novare* (Turin, 1853, 2 vol.). — *Venise en 1848-1849* (Turin, 1850). — LEGGE (Alfred-E.), *Pius IX, his life to 1850* (Londres, 1875, 2 vol.). — LESSEPS (F. de), *Ma mission à Rome* (1849). — LETI (G.), *La Rivoluzione et la Repubblica romana, 1848-1849* (Milan, 1913). — MARTIN (Henri), *Daniel Manin* (2<sup>e</sup> éd., 1861). — MARTIN (Hugh), *Daniel Manin and Venice in 1848-1849* (Londres, 1862, 2 vol.). — MATTER (P.), *Cavour et l'unité italienne*, 2<sup>e</sup> p. 1848-1856 (1925). — MAZZINI, *Memorie della rivoluzione siciliana del 1848* (Palermo, 1898, 2 vol.). — NISCO, *Storia civile del regno d'Italia del 1848 al 1850* (Naples, 1865-1882, 6 vol.). — OTTOLINI, *La Rivoluzione lombarda del 1848 e 1849* (Milan, 1887). — PEPE (G.), *Les Révolutions et les guerres d'Italie en 1847-1849* (1850). — PERRENS (F.-T.), *Deux ans de révolutions en Italie* (1857). — RUSCONI (Carlo), *La Repubblica romana del 1849* (Turin, 1850, 2 vol.). — TREVELYAN (G.-M.), *Garibaldi's defence of the Roman republic, 1848-1849* (Londres, 1920). — ULLOA (G.), *Guerre de l'indépendance italienne, 1848-1849* (1859, 2 vol.). — VIMERCATI, *Histoire de l'Italie en 1848 et 1849* (1852).

### AUTRICHE

BACH (M.), *Geschichte der Wiener Revolution, 1848* (Vienne, 1899). — HELFERT (J.-A. von), *Geschichte der österr. Revolution* (Fribourg-en-Brigau, 1907-1908, 2 vol.). — HUBNER, *Une année de ma vie, 1848-1849* (1891). — METTERNICH, *Mémoires*, publ. par Klincksowström (1880-1884, 8 vol.). — VIOLAND, *Soziale Geschichte der Revolution in Oesterreich* (Leipzig, 1850). — DENIS (Ernest), *La Bohême depuis la Montagne blanche* (1903). — HELFERT, *Der Prager Juni-Aufstand, 1848* (Prague, 1897). — LEGER (L.), *La Renaissance tchèque au XIX<sup>e</sup> siècle* (1911). — ALTER (W.), *Die auswärtige Politik der ungarischen Revolution* (Berlin, 1917). — CHOWNITZ (J.-F.-J.), *Geschichte der ungarischen Revolution, 1848-1849* (Stuttgart, 1849, 2 vol.). — GERGEY, *Mein Leben und Wirken in Ungarn 1848 und 1849* (Leipzig, 1852, 2 vol.). — HORN (J.-E.), *Louis Kossuth* (Leipzig, 1851). — IRANYI (Daniel) et CHASSIN (Ch.-L.), *Histoire politique de la Révolution de Hongrie, 1847-1849* (1857-1860, 2 vol.). — SZILAGYI (Alex.), *Histoire de la Révolution hongroise en 1848 et 1849* (en hongrois, Pest, 1850).

### ALLEMAGNE

ALTER (W.), *Die auswärtige Politik der ungarischen Revolution* (Berlin, 1912). — APPENS (W.), *Die National-versammlung zu Frankfurt a. M. 1848-1849* (Lena, 1920). — CIRCOUR (de), *Souvenirs d'une mission à Berlin* (1908-1909, 2 vol.). — *Der deutsche Fürstenkongress zu Berlin im mai 1850, Aktenstücke* (Berlin, 1850). — DENIS (E.), *L'Allemagne de 1810 à 1852* (s. d.). — DUNCKER (M.), *Zur Geschichte der deutschen Reichsversammlung in Frankfurt* (Berlin, 1849). — EISENMANN (G.), *Die Parteien der deutschen Reichsversammlung* (Erlangen, 1848). — FISCHER (P.), *Erinnerungen an den polnischen Aufstand, 1848* (Graudenz, 1899). — JEAN (archiduc), *Briefwechsel, 1850-1879* (Berlin, 1884). — KLEUPFEL (K.), *Geschichte der deutschen Einheitsbestrebungen, 1848-1851* (Berlin, 1872-1873, 2 vol.). — MANTEUFFEL (Otto von), *Unter Friedrich Wilhelm IV, Erinnerungen, 1848-1858* (Berlin, 1900-1901, 3 vol.). — MARX (Karl), *Revolution and counter revolution or Germany in 1848* (Londres, 1896). — MATTER (P.), *La Prusse et la Révolution de 1848* (1903). — *Bismarck et son temps*, t. I (1906). — OECHELHÄUSER (W.), *Erinnerungen von den Jahren 1848-1850* (Berlin, 1892). — PROKESCH von OSTEN, *Aus den Briefen, 1849-1855* (Vienne, 1896). — RACHFAHL (F.), *Deutschland, König Friedrich Wilhelm IV und die Berliner Märzrevolution* (Halle, 1905). — REICHENSPERGER (Peter), *Erlebnisse eines alten Parlamentariers, 1848* (Berlin, 1882). — ROTHAN, *La Mission de M. de Persigny à Berlin en 1850* (Revue des Deux Mondes, t. XCIII). — SAINT-RENÉ-TAILLANDIER, *Dix ans de l'histoire d'Allemagne* (1875). — STEINMANN (F.), *Geschichte der Revolution in Preussen* (Berlin 1850). — *Stenographischer Bericht über die Verhandlungen des deutschen Parlaments zu Erfurt* (Erfurt, 1850). — *Stenographischer Bericht über die Verhandlungen der deutschen konstituierenden Nationalversammlung zu Frankfurt a. M.* (Frankfurt, 1848-1850, 10 vol. dont un index). — STILES (W.-H.), *Austria in 1848-1849* (New-York, 1852, 2 vol.). — VITZTHUM von ECKSTÄDT (K.-F.), *Berlin und Wien in den Jahren 1848-1852* (Stuttgart, 1886). — WOLF (A.), *Berliner Revolutionschronik* (Berlin, 1849-1854, 3 vol.).





UNE CÉRÉMONIE OFFICIELLE SOUS LE SECOND EMPIRE. — Napoléon III et l'impératrice Eugénie reçoivent une ambassade siamoise au palais de Fontainebleau. — Peinture de L. Gérôme. — Musée de Versailles. CL. NEURDEIN.

## LIVRE XIII

# L'EUROPE DE 1852 A 1914

## LES GUERRES DE NATIONALITÉ. — L'IMPERIALISME ALLEMAND (1852-1914)

### CHAPITRE PREMIER

## L'EUROPE AU TEMPS DU SECOND EMPIRE

### I. POLITIQUE INTÉRIEURE DE LA FRANCE

**N**APOLÉON III ; SON CARACTÈRE ET SON PROGRAMME. — LES NATIONALITÉS. — Empereur en 1852, Napoléon III allait exercer pendant tout son règne une autorité absolue sur la France, et pendant la première partie une influence prépondérante sur l'Europe. Il s'en servit pour appliquer un programme complet de politique intérieure et extérieure, longuement mûri dans la solitude de l'exil et de la prison. Héritier du premier Napoléon, il se croyait appelé à continuer son œuvre, telle que celui-ci l'avait définie après coup à Sainte-Hélène, et à faire triompher, au dedans comme au dehors, la cause de la souveraineté du peuple.

A l'intérieur, il caractérisait ainsi l'esprit de sa politique : « Les précédents gouvernements ont essayé de régner avec l'appui d'un million à peu près d'hommes de la classe instruite ; j'ai tâché de m'emparer des vingt-neuf autres millions. » Considérant les régimes antérieurs au sien comme fondés sur la domination d'une classe — noblesse ou bourgeoisie, — sur le suffrage restreint et sur le système parlementaire, il voulait se faire déléguer personnellement le pouvoir suprême par l'universalité des citoyens, et l'exercer ensuite dans leur intérêt, mais sans leur contrôle, et sans aucune de ces entraves constitutionnelles qui lui paraissaient autant d'obstacles à l'accomplissement des grandes réformes sociales.

Autoritaire à l'intérieur, et dirigé contre le régime des assemblées, ce césarisme démocratique devait être révolutionnaire à l'extérieur et tenter d'y faire triompher le principe dont il se prévalait contre l'œuvre territoriale du congrès de Vienne. C'était la théorie des « nationalités », plus généreuse que précise dans l'esprit de l'empereur, et dont l'application devait lui inspirer des projets de valeur ou de fortune inégales : les uns franchement chimériques — unité scandinave, unité ibérique —, les autres éphémères — affranchissement de la Pologne ou de la Finlande, constitution d'une Confédération allemande du Sud, unité des Principautés danubiennes —, d'autres enfin poursuivis avec trop d'intermittence, comme celui de chercher outre-mer des compensations aux sacrifices que les États européens devraient consentir sur le continent. En réalité, trois pays tenaient surtout à cœur à Napoléon III et furent l'objet de sa plus constante sollicitude, parce qu'ils lui apparaissaient comme les principales victimes des traités de 1815 : la Pologne, condamnée à la perpétuité de son démembrement ; l'Italie, livrée à la domination ou au protectorat de l'Autriche ; la France, particulièrement maltraitée, puisqu'elle avait vu ses frontières rognées, ouvertes à l'invasion, bordées de voisins hostiles, et que, depuis 1815, elle n'avait pu faire un mouvement sans provoquer contre elle la coalition des trois « puissances du Nord ». La première tâche d'un Napoléon devait consister à reconstituer la Pologne, à libérer l'Italie, et surtout à restituer à la France sa grandeur morale en lui assurant le rôle de redresseur des torts européens, sa grandeur territoriale en la portant jusqu'à ses limites naturelles des Alpes et peut-





NAPOLÉON III, EMPEREUR DES FRANÇAIS (1852-1870).  
CL. BRAUN.



EUGÉNIE-MARIE DE MONTIJO DE GUZMAN, COMTESSE DE TEBA (1826-1920), impératrice des Français. — Peinture de Winterhalter. — Musée du Louvre. CL. GIRAUDON.



LE PRINCE JÉRÔME (1822-1871). — Peinture d'Hébert. — Musée de Versailles. CL. BRAUN.

être du Rhin, sa situation de grande puissance en lui donnant comme clientèle les peuples de race latine, groupés sous son hégémonie dans le bassin de la Méditerranée.

La réorganisation de l'Europe d'après un plan aussi vaste ne pouvait être que l'œuvre d'un congrès général comme celui de Vienne, et dont il fallait chercher toutes les occasions — guerre ou négociations — pour provoquer la réunion, après avoir fait partager ses vues, au préalable, par une grande puissance. Napoléon III devait passer son règne à chercher une alliance de ce genre et en essayer plusieurs, dont la succession, — Angleterre, Russie, Autriche, Prusse — marque les étapes de sa politique extérieure.

Lorsqu'on l'examine, à la distance d'un demi-siècle, ce plan grandiose paraît démesuré, mais l'on est surpris de constater en combien de points il s'est réalisé. Le principe des nationalités, qui en était la base, a triomphé successivement par la formation de l'unité italienne et de l'unité allemande, par l'émancipation des provinces chrétiennes de l'Empire turc, par la résurrection de la Pologne et l'affranchissement des populations slaves de l'Autriche ou allogènes de la Russie, et enfin, après 1918 même, par la proclamation solennelle du principe d'auto-décision des peuples. La politique d'expansion outre-mer a été pratiquée après 1870, sous le nom de politique coloniale, par tous les grands États modernes. La Société des Nations n'est qu'une forme perfectionnée et régularisée du système des congrès européens. L'« alliance du Nord », épouvantail de nos pères pendant trois quarts de siècle, n'est plus qu'un souvenir. Établie sur le Rhin et en Syrie, où le second Empire l'avait une première fois conduite, la France a pour solide appui l'alliance anglaise et exerce une influence prédominante sur l'Europe centrale. A confronter ainsi les rêves de Napoléon III avec les réalités présentes, il semble qu'il ait possédé le don de seconde vue.

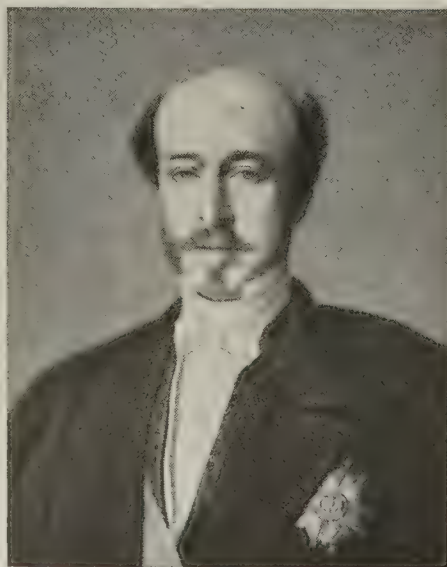
Il manquait malheureusement de la première et se trouvait dépourvu des deux qualités les plus précieuses de l'homme d'action : l'esprit de décision qui fait agir au moment opportun, et l'esprit de détail, qui seul permet de faire passer les idées dans le domaine des faits. Sa formation intellectuelle était celle d'un solitaire et d'un conspirateur, habitué à confondre le rêve avec la réflexion, le fatalisme avec la prévoyance, le goût du mystère avec l'adresse, l'obsession de l'idée fixe avec la ténacité. Il y avait chez lui un abîme entre la conception et l'accomplissement de ses entreprises. Aussi la plupart d'entre elles devaient-elles rester inachevées ; d'autres tournèrent contre les intérêts de son pays, et les seules qui lui réussirent au début de son règne furent celles où il se sentit secondé par des serviteurs habiles ou soutenu par

d'anciennes traditions. Son règne se divise naturellement en trois phases. Pendant la première (1852-1860), il exerce tous les pouvoirs au dedans, toutes les initiatives au dehors, et devient l'arbitre du continent. Au cours de la seconde (1860-1867), il voit la direction de l'Europe lui échapper et la transformation s'en accomplir à son détriment. Une période de déclin (1867-1870) ne sert ensuite qu'à préparer et qu'à rendre inévitable la catastrophe qu'auront amenée les fautes de sa politique étrangère.

**PREMIÈRE PÉRIODE (1852-1860). — CONSTITUTION DE 1852.** — Lorsque le prince-président fut devenu l'empereur Napoléon III, son premier soin dut être de régler les conditions intérieures et extérieures de son pouvoir nouveau.

La Constitution de 1852 (14 janvier) étant antérieure au rétablissement de la dignité impériale, il suffit pour la compléter d'y introduire le principe de l'hérédité, puis d'élever à 25 millions la liste civile du souverain, de créer de grandes charges de cour et, bientôt après (1854), une garde impériale. Chef d'une dynastie, Napoléon III devait avoir à cœur de s'assurer une descendance directe. Après quelques velléités de mariage dans une maison régnante, il se décida à épouser par inclination (29 janvier 1853) une jeune fille de vingt-six ans, d'une grande famille espagnole, Eugénie de Montijo. Séduisante et belle, mais frivole et passionnée, la nouvelle impératrice devait contribuer à l'éclat du régime par l'animation un peu factice qu'elle sut communiquer à la cour, mais aussi à ses erreurs par l'influence politique qu'elle ne tarda pas à prendre sur son mari. Après elle, le personnage le plus important de la famille impériale était le prince Jérôme, fils de l'ancien roi de Westphalie ; aussi emporté que son cousin était flegmatique, il devait lui être parfois incommode par l'indépendance de son caractère comme par l'étalage d'idées fort avancées pour un Bonaparte. Au début, les meilleurs collaborateurs de l'empereur étaient les hommes de confiance qui l'avaient secondé dans son élévation : son frère naturel, le comte (puis duc) de Morny, grand seigneur doublé d'un homme d'affaires, qu'il nomma président du Corps législatif, puis le plus fidèle compagnon de son exil, Fialin de Persigny, qui reçut le ministère de l'Intérieur.

Après avoir ainsi composé son entourage, il lui restait à faire reconnaître son titre par les grandes puissances. Si elles avaient salué dans l'auteur du coup d'État le vainqueur de l'anarchie, elles voyaient dans l'empereur Napoléon III la négation vivante du droit public européen, puisqu'elles n'avaient jamais reconnu Napoléon II, et peut-être l'héritier des idées de conquête de son oncle.



LE DUC DE MORNAY (1811-1865). — Gravure d'Audibran.



Après quelques hésitations, l'Angleterre se décida la première à reconnaître le nouvel empereur, et entraîna à sa suite la Prusse et l'Autriche. Le tsar Nicolas, ne pouvant s'affranchir entièrement de ses préventions contre ce parvenu de la souveraineté, ne lui donna dans sa réponse que le titre de « bon ami » au lieu de « bon frère » : réserve de forme que Napoléon III se contenta de relever par un mot d'esprit, mais dont il devait garder la rancune.

**LA VIE POLITIQUE.** — Deux mots paraissent caractériser le fonctionnement et l'esprit du régime ainsi organisé : compression politique et progrès matériels.

Au point de vue politique, le maintien des formes extérieures du parlementarisme ne sert qu'à dissimuler l'omnipotence du gouvernement. Des deux Chambres instituées par la Constitution, la seconde (Corps législatif) est encore élue au suffrage universel : mais tous les six ans seulement, dans des circonscriptions arbitrairement fixées par le pouvoir, de manière à étouffer les minorités, avec la pratique de la candidature officielle et l'obligation du serment imposé aux élus. A ces garanties de docilité s'ajoute pour ceux-ci, une fois députés, l'insignifiance de leurs attributions. Leur rôle se borne à discuter et à voter, sans y apporter aucun changement, les projets de lois préparés par le conseil d'État ; mais ils ne peuvent ni en présenter eux-mêmes, ni interpellier le gouvernement sur sa politique, ni élire leur président, ni publier le compte rendu intégral de leurs débats, ni surtout renverser par un vote de défiance les membres du cabinet, qui sont de simples fonctionnaires de l'empereur. Leur droit de contrôle est ainsi réduit au minimum et leur droit d'initiative à néant. Au-dessus d'eux le Sénat, dont les membres sont à la nomination du pouvoir, n'a pas d'attributions législatives, comme l'ancienne Chambre des pairs, mais purement constitutionnelles. Avec ces restrictions, l'exercice du régime représentatif se réduit à un vain simulacre et la plénitude de l'autorité gouvernementale appartient à l'empereur, qui ajoute d'ailleurs aux prérogatives ordinaires des souverains modernes le droit d'appel direct au peuple par un plébiscite, le monopole de l'initiative des lois, et la double faculté de conclure des traités de commerce et d'engager par décret de grandes entreprises d'utilité publique. Il dispose donc en maître du régime économique du pays.

Trouve-t-il au moins une barrière aux débordements de son pouvoir dans l'existence de libertés politiques ou de garanties individuelles ? La liberté de réunion a disparu avant le coup d'État, et celle des personnes est pratiquement à la merci de la police, dont la surveillance s'étend même sur les conversations privées et punit par des arrestations arbitraires les propos séditieux. La liberté de la presse n'est plus qu'un souvenir, puisque aucun journal ne peut se fonder sans l'autorisation du gouvernement, qu'ils sont tous astreints à publier ses communiqués et qu'il peut les supprimer à sa fantaisie, après deux avertissements. La rigueur de ce régime rend pratiquement impossible toute vie politique et même tout esprit public. Pendant les premières années de l'Empire, l'opposition ne se traduit que par des démonstrations stériles : les orléanistes la manifestent par des épigrammes dans les salons ou les académies, les légitimistes par des bouderies dans les châteaux, les républicains par de vaines tentatives de complots ou des pamphlets édités dans l'exil.

**LA VIE MATÉRIELLE.** — Cet affaissement moral a pour contre-partie une prospérité matérielle qui résulte des récents progrès de la science, mais que le gouvernement favorise par tous les moyens, comme s'il voulait détourner les esprits du regret de la liberté par la fièvre des affaires. Ses efforts dans ce sens s'exercent dans trois directions principales. — Et tout d'abord, par le développement du crédit sous toutes ses formes : du crédit foncier, du crédit mobilier et du crédit agricole par la fondation des établissements de ce nom (1852-1860), du crédit industriel et commercial par la multiplication des entreprises financières, du crédit de l'État par la pratique d'emprunts contractés d'abord pour trouver des ressources extraordinaires ou couvrir des frais de premier établissement, employés ensuite comme des expédients financiers pour combler les déficits budgétaires. — Le gouvernement intervient encore dans le domaine économique, en vue de réaliser les progrès que les dernières découvertes de la science ont fait accomplir aux moyens de communication. Il subventionne les premières lignes de navigation à vapeur (1857), couvre la France d'un réseau complet



VUE PANORAMIQUE DE L'EXPOSITION DE 1855, A PARIS.

de télégraphie électrique et imprime par des concessions nouvelles la plus vigoureuse impulsion à la construction des chemins de fer : en quatre ans (1852-1856) la longueur des lignes en exercice passe de 3 000 kilomètres à 6 500 ; elles relient entre eux tous les grands centres, et six grandes compagnies se substituent aux vingt-quatre primitivement formées pour les exploiter. — Enfin l'une des grandes œuvres du règne, et à laquelle le souverain attache le plus d'importance, est la transformation de la capitale, dont beaucoup de quartiers rappelaient encore le Moyen âge par l'étroitesse, l'enchevêtrement et l'insalubrité de leurs rues. Un administrateur actif et énergique, riche d'initiatives et léger de scrupules, le baron Haussmann, préfet de la Seine pendant seize ans (1853-1869), poursuit l'application méthodique d'un plan de grands travaux qui ouvre dans Paris de larges boulevards et des squares verdoyants, y fait pénétrer à flot l'air et la lumière et lui donne, avec son aspect actuel, la réputation de la capitale de l'Europe. — Pour rendre enfin sensible à tous les yeux les progrès de l'industrie, le gouvernement inaugure en 1855 (mai-nov.) la première de ces Expositions universelles qui, pendant un demi-siècle, marqueront les étapes de la richesse publique.

Une aussi profonde transformation des conditions de la vie économique ne pouvait s'accomplir sans que les effets s'en fissent sentir dans tous les domaines de la vie privée ou publique. La prédominance des intérêts matériels semble le trait distinctif des premières années de l'Empire, et se manifeste dans la politique par l'indifférence aux principes, dans le monde des affaires par les progrès de l'esprit d'entreprise et le goût de la spéculation, dans la société par la diffusion du luxe et du bien-être comme par l'importance des questions d'argent, dans les diverses régions de la pensée par l'apparition de nouvelles doctrines qu'on appelle : le réalisme dans les lettres et les arts, le positivisme dans les sciences, le pessimisme en philosophie, le matérialisme en médecine, et qui toutes doivent leur faveur à la tournure générale des esprits.

**LES SUCCÈS EXTÉRIEURS.** — La France commençait à s'engourdir dans cette existence un peu terre à terre, quand elle en fut tirée par les émotions d'une guerre européenne. Commencée un peu comme une aventure, la guerre d'Orient (voir p. 172) se termina triomphalement par une victoire, remportée en Crimée aux côtés de l'Angleterre et par un traité signé à Paris même. Napoléon y gagna un prestige dont il ne tenait qu'à lui de se servir dans l'intérêt et pour la grandeur de son pays. Rendre à la France, si longtemps suspecte, la direction de la politique européenne, prendre une revanche pacifique de Waterloo et militaire de 1812, dicter la paix dans la capitale même qui avait été le théâtre des humiliations de 1814, montrer autant de modération dans le triomphe que de ténacité dans la lutte, laisser l'Alliance du Nord dissoute pour toujours, l'Autriche isolée, la Russie à moitié gagnée par la générosité du vainqueur : il y avait dans cette suite de succès quelque chose de si inespéré que les imaginations éblouies les attribuaient à une longue prévoyance et à de profonds calculs. Tandis que Napoléon III était appelé par le vieux Metternich « la raison cristallisée », l'opinion publique s'habitua, en France et hors de France, à voir en lui l'« empereur de l'Europe », dont elle





CÉRÉMONIE DU BAPTÊME DU PRINCE IMPÉRIAL à Notre-Dame de Paris (14 juin 1856). — Gravure de Jannin. — Bibl. Nat.

attendait les moindres gestes comme des événements gros de conséquences. La naissance d'un fils survenue pendant le congrès de Paris (18 mars 1856) vint encore affermir pour l'avenir sa situation morale.

#### L'ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE FRANÇAISE.

— Cette période d'apogée parut se poursuivre au cours de l'année suivante (1857). A l'intérieur, la fin du mandat du Corps législatif rendit nécessaire une consultation du suffrage universel, la première depuis le plébiscite. Un léger réveil de l'opposition, qui recueillit 7 mandats (bientôt réduits à 5) sur 282, n'empêcha par les candidats officiels de réunir une majorité de 5 471 000 voix (contre 665 000). Au dehors, Napoléon III se rapprochait du roi de Prusse en lui faisant accepter ses bons offices dans le différend qui le mettait aux prises avec la Suisse à propos de la question de Neuchâtel (mars-mai). Il resserrait son amitié avec la famille royale d'Angleterre en allant la visiter à Osborne (juillet). Il entrait enfin en relations personnelles avec Alexandre II à l'entrevue de Stuttgart (septembre), où les deux souverains convenaient oralement de rien entreprendre en Europe sans un accord préalable.

Assuré ainsi de la bienveillance de tous, il jouissait d'une liberté de mouvements comme aucun de ses prédécesseurs n'en avait connu avant lui. Il allait en profiter pour rompre avec cette politique conservatrice que les événements l'avaient amené à suivre au début de son règne, et pour se lancer dans cette politique des nationalités qui répondait à ses désirs secrets.

Il en tenta un premier essai, d'ailleurs assez timide, dans ces Principautés danubiennes (Moldavie et Valachie) que l'Autriche venait d'évacuer (mai 1857) et qu'il fallait constituer après les avoir affranchies.

Il se laissa ensuite absorber par ce grand dessein de l'affranchissement de l'Italie, qui devait le conduire à une nouvelle guerre et où il trouva d'abord de nouveaux succès : d'abord deux grandes victoires en Lombardie (1859), puis l'année suivante (1860) une annexion de territoire qui parut confirmer sa réputation de profond politique.

**SECONDE PÉRIODE (1860-1867).** — **L'EMPIRE EN 1860.** — L'année 1860 marque pour lui, sinon le terme de sa réputation, au moins l'arrêt de sa fortune. Elle ouvre dans l'histoire de son règne une nouvelle période qui n'est pas encore la décadence, mais qui déjà la prépare. Soit faiblesse de caractère, soit défaveur croissante des circonstances, il se laisse au dehors prévenir ou dépasser par des événements qui transforment au préjudice de son pays l'Europe centrale, et, faute de pouvoir les dominer, les laisse s'accomplir en s'efforçant après coup de les accorder avec ses plans ou ses théories.

Sa politique intérieure resta longtemps plus active. En 1860, il prit même deux initiatives retentissantes et bien personnelles qui ouvrirent une double brèche, l'une dans le régime de protection économique en faveur depuis le premier Empire, l'autre dans le régime de compression politique en vigueur depuis l'avènement du second. Soit

pour favoriser les consommateurs, c'est-à-dire les classes laborieuses, soit pour complaire à l'Angleterre en adoptant ses principes de libre-échange, il conclut de son propre mouvement avec cette puissance (23 janv.) un traité de commerce, étendu depuis à d'autres États, qui supprimait toutes les prohibitions et diminuait considérablement, surtout sur les matières premières, les droits de douane à l'importation ; mesure qui ajouta le mécontentement de la haute industrie à celui du parti catholique, déjà hostile à l'attitude impériale dans la question romaine. — Le 24 novembre suivant, un décret inattendu, publié au grand scandale des bonapartistes autoritaires, accordait aux Chambres, non encore le droit d'interpeller le gouvernement, mais la faculté de critiquer sa politique générale au début de chaque session en discutant une adresse qui servirait de réponse au discours du trône : réforme bien timide sans doute, mais qui marquait un premier retour aux libertés parlementaires.

**LES ÉLECTIONS DE 1863.** — L'année 1863, marquée au dehors par une malheureuse tentative d'intervention en Pologne, le fut, au dedans, par un autre mécompte. Le 31 mai eut lieu le deuxième renouvellement du Corps législatif. L'impossibilité pour le gouvernement de prolonger indéfiniment son système de compression, la révélation de ses premiers embarras financiers et le spectacle de ses premières erreurs extérieures, le mécontentement causé dans les milieux catholiques par sa politique italienne et dans les milieux industriels par

sa politique économique déterminèrent cette fois les hommes des « anciens partis », jusqu'alors confinés dans la retraite, à tenter la fortune électorale et à s'allier à cet effet avec les démocrates. Leur coalition obtint 36 sièges (dont 17 à des républicains), plus du quart des suffrages exprimés (soit 1 934 000 au lieu du dixième en 1857), la représentation tout entière de la capitale, la majorité dans les grandes villes, et l'élection à Paris de Thiers, dont le nom apparaissait comme le drapeau du régime parlementaire.

En devenant plus nombreuse, l'opposition devait devenir aussi plus active. Dès l'ouverture de la session, Thiers en formula le programme minimum dans un discours retentissant (11 janv. 1864) sur les « libertés nécessaires » au pays. Comme il ne contestait pas la forme du gouvernement, ses idées rallièrent un certain nombre de membres de la majorité, pour la plupart catholiques ou anciens orléanistes, qui désiraient la transformation de l'Empire autoritaire en Empire libéral ; cette gauche dynastique, appelée bientôt le « Tiers parti », compta d'abord 42 membres et devait, au bout de deux années, en réunir 63.

Avant d'entraîner ces conséquences, les élections de 1863 avaient fait sur Napoléon III l'effet d'un avertissement ; il en tint compte pour procéder à certains changements significatifs dans le personnel gouvernemental (23 juin). Il congédia le ministre de l'Intérieur, Persigny, incarnation vivante du régime autoritaire, et créa en même temps un ministre d'État sans portefeuille chargé de défendre devant les Chambres la politique du souverain et d'établir avec elles ce contact permanent qui répondait à l'esprit du système parlementaire. Le second titulaire de ce poste, Eugène Rouher (18 octobre), devait le garder cinq ans et devenir après la mort de Morny (10 mars 1865) le grand homme et comme le « vice-empereur » de la seconde partie du règne ; c'était avant tout un avocat disert, plus habile à plaider la cause de l'Empire qu'à conduire ses affaires. — Une autre initiative du souverain fut la nomination au ministère de l'Instruction publique d'un simple professeur réputé libéral et même républicain, Victor Duruy. Ce dernier ne mit pas seulement un terme au régime de suspicion que la politique faisait peser depuis 1852 sur l'Université ; par les réformes qu'il accomplit (création de l'Enseignement secondaire spécial et de l'École des hautes études) et plus encore par celles qu'il projeta (gratuité et obligation de l'enseignement primaire), il peut être regardé comme l'initiateur de l'œuvre scolaire de la troisième République. — Une autre réforme, conçue dans le même esprit, dépassa enfin la portée d'un changement de personnes. Pour témoigner de la sollicitude impériale envers les classes laborieuses, le gouvernement fit voter (25 mai 1864) une loi supprimant les principales entraves apportées par la législation révolutionnaire à la « liberté des coalitions » : c'était reconnaître pour la première fois aux ouvriers le droit de grève pacifique.

Les deux années suivantes (1865-1866), l'intérêt de la vie politique se reporte à nouveau sur la politique extérieure. La Prusse et l'Autriche étaient engagées, pour la suprématie en Allemagne, dans une rivalité d'influence qui devait tourner en conflit armé. Dans ce conflit, la France aurait pu jouer un rôle d'arbitre et trouver peut-être



des avantages matériels. Mais l'empereur, indécis, laissa échapper cette occasion et sortit de la crise européenne avec une situation morale fort diminuée.

**TROISIÈME PÉRIODE (1867-1870).** — **LE DÉCLIN.** — Les trois dernières années du second Empire représentent dans son histoire la période du déclin après celle des déceptions. Après avoir tour à tour essayé d'une entente avec l'Angleterre pour gagner la confiance des puissances (1852-1857), avec la Russie pour affranchir l'Italie (1858-1863), avec l'Autriche pour régler la question polonaise (1863), avec la Prusse pour obtenir des agrandissements territoriaux (1864-1866), Napoléon III va se trouver réduit à un rôle purement passif, imposé par la nécessité de défendre la sécurité même de la France contre les entreprises envahissantes de Bismarck. Sa politique, faite à l'extérieur d'expédients, à l'intérieur de concessions destinées à en faire oublier les échecs, se révélera impuissante à conjurer le désastre qui amènera la chute du régime.

**LES RÉFORMES INTÉRIEURES.** — Tandis que l'affaire du Luxembourg, l'expédition du Mexique et l'échec de Mentana faisaient oublier les splendeurs factices de l'Exposition universelle de 1867, le gouvernement impérial cherchait à consolider sa situation ébranlée par des réformes de deux sortes : et tout d'abord par le renforcement de sa puissance militaire, dont l'avertissement de Sadowa avait montré la nécessité. Une commission de généraux, réunie à cet effet dès la fin de 1866, élaborait un projet qui servit de base à une loi présentée aux Chambres par le ministre de la Guerre, Niel, et votée le 14 janvier 1868. Elle établissait un compromis entre l'ancienne conception de l'armée de métier, qui donnait la qualité sans la quantité, et celle de la nation armée, qui procurait la supériorité du nombre. Pour ménager des idées préconçues et des intérêts matériels, on n'osa point aller jusqu'à l'adoption du système prussien, préconisée par de hardis réformateurs. On s'en rapprocha pourtant en abaissant de sept à cinq années la durée du séjour sous les drapeaux, de manière à pouvoir incorporer un plus fort contingent, en gardant quatre années dans la réserve les soldats libérés, de manière à grossir les effectifs de guerre, et en formant avec tous les jeunes gens non appelés une garde mobile destinée à doubler l'armée proprement dite. On se flattait ainsi de pouvoir mettre sur pied en cas de guerre une masse de 800 000 hommes en première ligne et de 400 000 en seconde ; chiffres trompeurs, car la garde mobile, pour laquelle aucune instruction sérieuse n'était prévue en temps de paix, devait longtemps encore représenter une force inutilisable.

Napoléon III éprouvait en même temps le besoin de s'appuyer sur la force morale de l'opinion, ne fût-ce que pour partager avec d'autres des responsabilités devenues trop lourdes pour ses épaules. Il se décida à reprendre l'expérience des réformes libérales timidement inaugurées par les décrets de 1860, et interrompues depuis. Le 17 janvier 1867, une lettre impériale, publiée à l'improviste, comme un coup de théâtre, substituait à la discussion annuelle de l'adresse le droit pour les députés d'interpeller en tout temps le gouvernement, et annonçait le dépôt de deux lois, ultérieurement votées, importantes pour le développement des libertés publiques : l'une (22 mai) abolissait le régime discrétionnaire imposé aux journaux depuis 1852, c'est-à-dire la nécessité de l'autorisation préalable et la suppression par voie administrative ; l'autre autorisait, mais avec certaines restrictions assez sévères, les réunions publiques non politiques. Ce n'étaient là encore que des demi-libertés,



ROUHER (1814-1884). CL. LAGRÈFFE.

et dont l'exercice restait confié au vieux personnel de l'Empire autoritaire. En ranimant la vie politique, elles n'en eurent pas moins pour effet de donner une activité nouvelle à l'opposition républicaine. Plusieurs journaux se fondèrent (dont le plus populaire fut la *Lanterne*, de Rochefort) qui, pour la première fois, s'attaquèrent à la forme même du gouvernement et à la personne de son chef. Pour la première fois également depuis 1851, les rues de Paris furent le théâtre de manifestations tumultueuses : la plus retentissante eut lieu sur la tombe de Baudin (2 nov. 1868) et fut l'objet de poursuites qui donnèrent à un jeune avocat républicain, Gambetta, l'occasion de prononcer un réquisitoire enflammé contre le coup d'État.

**L'EMPIRE LIBÉRAL.** — Ce fut dans cette atmosphère d'agitations morales qu'eut lieu (23-24 mai 1869) le troisième renouvellement du Corps législatif. Cette fois les partis d'opposition s'étaient crus assez forts pour combattre chacun sous son drapeau ; et il s'y ajoutait maintenant celui des irréconciliables ou radicaux, partisans déclarés de la République. L'emploi des procédés habituels de pression officielle permit au gouvernement de conserver encore une majorité imposante, quoique diminuée ; mais sa victoire apparaissait précaire, car si l'opposition n'obtenait que 90 sièges, elle réunissait un ensemble de voix, pour la plupart républicaines, qui représentaient, non plus le quart comme en 1863, mais les deux cinquièmes des suffrages exprimés.

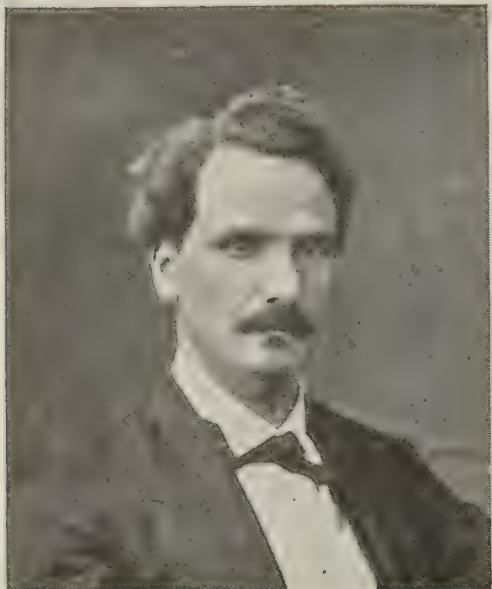
L'impression produite par ces résultats affermit la situation et les espérances des membres de la majorité qui avaient poursuivi dans la législature précédente la transformation du « gouvernement personnel » en Empire parlementaire. A l'ouverture de la session, 116 d'entre eux signèrent (28 juin) une demande d'interpellation pour obtenir les réformes nécessaires à la réalisation de leurs vœux, c'est-à-dire la responsabilité des ministres, la solidarité du cabinet devant les Chambres, le droit pour le Corps législatif d'élire son président, de faire son règlement et surtout de proposer les lois. Comme l'appoint de ces voix républicaines pouvait donner la majorité aux cent seize, l'empereur finit par accepter leur programme dans un message du 12 juillet, sanctionné ensuite par le sénatus-consulte du 8 septembre 1869.

Il restait à compléter cette transformation dans les choses par une transformation dans les personnes, en appelant aux affaires un nouveau personnel gouvernemental. Napoléon III semblait encore hésiter à franchir cette nouvelle étape de son évolution. S'il renvoya Rouher en supprimant son poste (17 juill.), il prit encore un cabinet de transition composé en partie de fonctionnaires. A la fin de l'année seulement et après la réunion des Chambres (26 nov.), il se résigna à former



EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1867, AU CHAMP-DE-MARS.





HENRI ROCHEFORT (1830-1913). CL. MÉLANDRI.



ÉMILE OLLIVIER (1825-1913). CL. P. PETIT.

un ministère parlementaire, c'est-à-dire pris dans les rangs de la majorité. Il en confia la composition et la présidence à un ancien membre de l'opposition républicaine, avocat de talent, Émile Ollivier, qui se croyait, avec quelque suffisance peut-être, appelé à sceller la réconciliation de l'Empire et de la liberté (2 janv. 1870). Son ministère inaugura la courte période de l'*Empire libéral*.

Sa position était délicate entre les républicains avancés (*radicaux* ou *irréconciliables*) et les partisans attachés du gouvernement personnel (*arcadiens* ou *mameluks*), car les uns lui reprochaient sa conversion à l'Empire, et les autres son passé démocratique. Il eut d'abord à faire acte d'autorité contre les premiers en empêchant leurs chefs de soulever la population parisienne lors des obsèques de l'un des leurs, Victor Noir, tué à propos d'une querelle personnelle par un membre de la famille impériale, le prince Pierre Bonaparte (12 janv.). Il eut ensuite à prendre position contre les seconds, en congédiant Haussmann et plusieurs préfets, en répudiant la candidature officielle, en provoquant un sénatus-consulte qui complétait les derniers changements constitutionnels, en accordant enfin des attributions législatives au Sénat, jusqu'alors réduit à un rôle de revision et de contrôle légal.

A ce moment, l'empereur eut l'idée de relever son prestige un peu ébranlé par une grande manifestation de l'opinion publique. Usant de son droit d'appel au peuple, il inviterait les électeurs à se prononcer par oui ou par non sur les réformes libérales qu'il venait d'accomplir, avec l'espoir que si leurs votes étaient approuvés, ils paraîtraient s'adresser à sa personne et consacrer le régime lui-même. La manœuvre réussit, et le plébiscite du 8 mai donna comme résultats 7 336 000 oui contre 1 760 000 non, alors qu'aux élections précédentes l'opposition n'avait pas réuni moins de 3 335 000 voix. L'Empire rajeuni semblait sortir consolidé de cette consultation populaire. Il ne devait y survivre que trois mois.

## II. LA QUESTION D'ORIENT

LE RÉVEIL DE LA QUESTION D'ORIENT. — L'AFFAIRE DES LIEUX SAINTS. — Tandis que le second Empire suivait les destinées que lui traçaient le caractère de son chef et la logique de son développement, plusieurs grandes questions internationales vinrent agiter l'Europe et en transformer l'aspect. La première n'était autre que l'ancienne et éternelle question d'Orient; et le réveil en fut occasionné cette fois par une simple « querelle de moines », qui en représentait un épisode ayant pour théâtres Jérusalem et Bethléem et qu'envenimèrent les rivalités d'agents locaux. Les religieux grecs, protégés par la Russie, s'étant fait attribuer par un firman du sultan la garde de certains lieux de pèlerinage (les *Lieux saints*) qu'un traité antérieur (1740) réservait aux religieux latins, protégés de la France, celle-ci protesta à Constantinople contre cette usurpation, et, après de laborieux pourparlers, obtint, sinon gain de cause, du moins un compromis dont les deux parties en présence pouvaient à la rigueur se contenter (fév. 1852).

Le différend aurait donc été aussitôt apaisé sans les ambitions rivales des puissances. L'empereur Nicolas voulut d'abord en profiter pour satisfaire les convoitises séculaires de sa maison sur cette Turquie qu'il représentait, dans une conversation diplomatique appelée à un grand retentisse-

ment (janv. 1853), comme un « homme malade », ou plutôt comme un moribond dont il fallait ouvrir la succession. A cet effet, il envoya à grand fracas à Constantinople (fév.) son aide de camp, le prince Menschikoff, pour soulever une question beaucoup plus vaste que celle des Lieux saints et revendiquer le protectorat de toutes les populations chrétiennes soumises encore au joug turc : c'eût été instituer un État russe de 10 millions d'âmes à l'intérieur de l'Empire ottoman. Sur les conseils et les encouragements de l'ambassadeur d'Angleterre, Stratford de Redcliffe, le sultan opposa à cette exigence un refus qui détermina Nicolas à rappeler Menschikoff (mai), à adresser à Constantinople un ultimatum en règle, et à envoyer aussitôt après ses troupes occuper les principautés danubiennes (Moldavie et Valachie), mais à titre de gage de ses revendications et même de mesure défensive. La Porte riposta par une déclaration de guerre (4 nov.), après l'échec d'une tentative de médiation autrichienne (juillet).

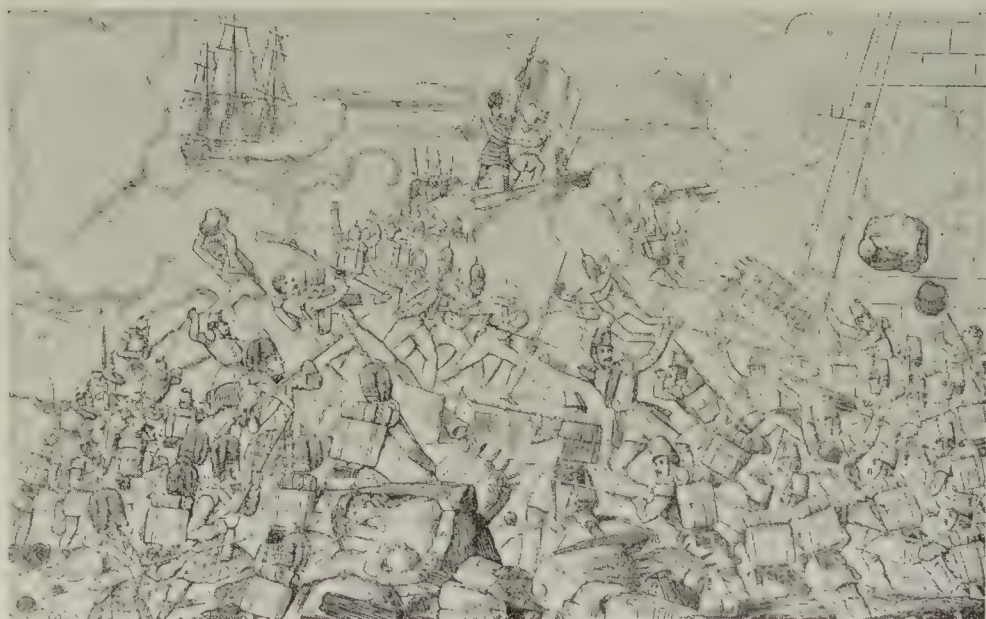
Napoléon III n'avait pas attendu ce moment pour témoigner l'intérêt le plus actif à une affaire qui ne touchait pas seulement au prestige de la France dans le Levant et au maintien de son influence maritime dans la Méditerranée,

mais qui lui offrait une occasion inespérée de rassurer les puissances en se posant en défenseur du droit public et de l'équilibre européen, de sceller en particulier l'alliance avec l'Angleterre, de rompre la coalition des monarchies du Nord par l'opposition de leurs intérêts orientaux, enfin et surtout d'amener un bouleversement assez général pour rendre nécessaire un congrès d'où sortirait peut-être la revision des traités de 1815. Il servait donc ses idées favorites en suivant une politique qu'elles ne paraissaient point directement inspirer. Il s'efforça, non sans habileté, d'amener l'opinion française, d'abord résolument pacifique, puis la Grande-Bretagne, longtemps hésitante, enfin la Prusse et l'Autriche, à admettre la nécessité de défendre par les armes l'intégrité de l'Empire ottoman.

Les ministres anglais se laissèrent d'autant plus aisément persuader que cette attitude répondait à un dogme traditionnel de leur politique; et l'empereur Nicolas fit le reste par une série d'initiatives qui lui donnèrent les apparences de la provocation. Les flottes française et anglaise réunies gagnèrent la mer Égée pendant la mission Menschikoff, mouillèrent devant les Dardanelles après l'invasion des Principautés, et reçurent l'ordre de les franchir quand une escadre russe eût attaqué et brûlé sans déclaration de guerre quelques bateaux turcs dans le port de Sinope (30 nov. 1853). Leur supériorité numérique leur assura aussitôt la maîtrise de la mer Noire (janv. 1854).

C'était là un gage qui aurait pu être échangé contre les principautés danubiennes. Cette suprême chance de paix s'évanouit quand Nicolas eût refusé une dernière tentative d'accommodement conclu sur cette base, et présenté à son acceptation par une lettre personnelle de Napoléon III (27 janv.). Son intransigeance fournit à la France et à l'Angleterre un motif légitime pour lui déclarer la guerre (22 mars), après s'être alliées à la Turquie (12 mars), puis entre elles-mêmes.

LA GUERRE D'ORIENT. — Pendant quelques mois, cette guerre eut pour objet d'écarter de la Macédoine la menace d'une invasion russe. A cet effet 30 000 Français, sous Saint-Arnaud, se



PRISE DE BOMARSUND (îles d'Aland) par les Anglo-Français (août 1854). — Gravure populaire. — Bibl. Nat.





DÉBARQUEMENT DES TROUPES FRANÇAISES A OLD-FORT, PRÈS D'EUPATORIA (Crimée), 14 SEPTEMBRE 1854.

Peinture de F.-J. Barrias. — Musée de Versailles. CL. NEURDEIN.









PASSAGE DE LA RIVIÈRE L'ALMA PAR L'ARTILLERIE FRANÇAISE DU GÉNÉRAL BOSQUET (septembre 1854). — Peinture de Pils. — Musée de Versailles. Cl. NEURDEIN.

réunirent d'abord aux 25 000 Anglais de lord Raglan dans la presqu'île de Gallipoli, près de Constantinople; ils furent ensuite transportés à Varna, sur la mer Noire, quand le maréchal Paskiévitich eût franchi le Danube et assiégé la petite place de Silistrie, qui en commandait le cours. Ils n'eurent point à combattre. L'Autriche, voyant dans l'invasion des Principautés un péril pour son influence dans les Balkans, s'était entendue avec la Prusse (traité du 20 avril 1854) pour signifier à Saint-Pétersbourg qu'elle n'en tolérerait pas l'annexion, et peu après avec la Turquie pour les occuper provisoirement jusqu'à la fin de la guerre. Devant ces complications diplomatiques comme devant la résistance turque, les Russes levèrent le siège de Silistrie (23 juin) et évacuèrent même la Moldo-Valachie. Cette dérobade volontaire, l'obstacle d'immenses espaces, les ravages du choléra, la fâcheuse issue d'une incursion dans les marais insalubres de la Dobroudja firent abandonner aux alliés toute activité militaire ultérieure sur ce théâtre d'opérations.

Ils cherchèrent alors un point sensible où frapper mortellement la Russie. Elle n'était vulnérable que par les deux mers — Noire et

Baltique — par où elle communiquait avec l'Occident et sur lesquelles elle avait élevé les forteresses maritimes de Sébastopol et de Cronstadt. La Baltique étant tout l'hiver bloquée par les glaces, on dut s'y borner à des démonstrations sans résultat : le bombardement et la prise de Bomarsund, dans les îles d'Aland, en août 1854, et l'année suivante une canonnade inutile de la flotte contre la forteresse de Sveaborg, devant Helsingfors (août 1855).

**L'EXPÉDITION DE CRIMÉE.** — C'était sur Sébastopol que les Anglais proposaient de frapper le coup décisif, parce qu'ils désiraient en anéantir l'arsenal maritime, et qu'on disposait à cet effet d'une armée rassemblée à pied d'œuvre. Saint-Arnaud s'étant rallié à leur projet, l'expédition de Crimée fut décidée, dans l'automne de 1854, sans être suffisamment préparée. Les 58 000 Franco-Anglais réunis à Varna furent transportés par mer dans la baie naturelle d'Oldfort (14 sept.), d'où ils marchèrent au sud vers Sébastopol. Ils rencontrèrent sur les bords de l'Alma les 40 000 Russes de Mens-

chikoff, accourus en hâte pour leur barrer le passage. Les Français forcèrent sur leur droite les derniers escarpements de la rivière, qui paraissaient inaccessibles, déterminèrent ainsi la retraite de l'adversaire et ajoutèrent à l'avantage moral d'un succès initial la satisfaction d'une victoire, la première qu'ils eussent remportée, depuis Napoléon I<sup>er</sup>, sur un champ de bataille européen.

Les alliés avaient d'abord songé à enlever Sébastopol d'assaut par une double action de leur armée contre les forts du Nord et de leur flotte contre le port. Ils renoncèrent à ce projet quand l'entrée de la rade eût été obstruée par des vaisseaux qu'y coulèrent les Russes, et préférèrent contourner la ville pour venir l'assiéger par le sud, en s'établissant eux-mêmes sur le plateau de la Chersonèse : changement de front qui leur permettrait d'être plus facilement ravitaillés par mer, mais qui devait prolonger la résistance de la place, laissée ainsi en communication avec l'intérieur de la Russie.



LE SIÈGE DE SÉBASTOPOL (octobre 1854-décembre 1855). — Vue prise du sommet du fort Constantin occupé par les Russes. — D'après un dessin de Gustave Doré. — Bibl. Nat.





LES ANGLAIS A L'ASSAUT DU GRAND REDAN devant Sébastopol (septembre 1855). — D'après un dessin de Gustave Doré. — Bibl. Nat. CL. LEMARE.

Les travaux du siège commencèrent le 9 octobre, et le bombardement le 17. Les Français, commandés par Canrobert depuis la mort de Saint-Arnaud (29 sept.), occupaient l'ouest du plateau, en face du Bastion central et du Bastion du Mat; les Anglais, à l'est, avaient devant eux le Grand Redan et la tour Malakof, et sur leur droite la vallée de la Tchernaiâ, par laquelle les Russes tentèrent au début deux sorties pour tourner leurs lignes. Ils repoussèrent la première (bataille de Balaklawa, 25 oct.), grâce à la charge héroïque d'une de leurs brigades de cavalerie, et auraient succombé à la seconde, exécutée avec un grand déploiement de forces, s'ils n'avaient été secourus à temps par les Français (bataille d'Inkermann, 5 nov.).

Aussitôt après, l'hiver s'annonça (14 nov.) par un terrible ouragan. Ce devait être une période d'épreuves pour les assiégeants, d'activité fébrile pour les assiégés, d'actives négociations pour les diplomates. Dans les tranchées, balayées par un vent glacial, Français et Anglais eurent à lutter à la fois contre les rigueurs du climat, les difficultés du ravitaillement, les ravages de la maladie et la fonte des effectifs. Dans la place, les Russes, grands remueurs de terre, ajoutaient chaque jour de nouveaux ouvrages de fortification aux anciens, sous l'habile direction d'un éminent ingénieur militaire, le colonel Todleben. — Pendant ce temps les alliés se livraient à Vienne à une vigoureuse offensive diplomatique contre l'Autriche pour la déterminer à se joindre à eux. Retenue par la Prusse, comme par un reste de reconnaissance envers le sauveur de 1849, elle ne consentit, par le traité du 2 décembre 1854, à donner qu'une adhésion platonique à un programme de paix établi en quatre points, mais ne consentit pas à sortir de la neutralité. Le rôle auquel elle renonçait fut aussitôt repris par sa rivale en Italie, la Sardaigne, qui s'engagea à envoyer en Crimée un corps de 15 000 hommes (25 janv. 1855).

Le retour du printemps amena, avec la mort inopinée de Nicolas (2 mars 1855), la nécessité d'un succès militaire assez décisif pour contraindre à la paix son fils et successeur Alexandre II. Les alliés s'y employèrent avec des effectifs, des procédés et des chefs nouveaux. Le corps expéditionnaire fut porté par des renforts successifs à un total de 178 000 hommes (dont 80 000 Français, et y compris les Sardes et les Turcs). L'effort principal de l'attaque fut transporté de la gauche vers la droite et dirigé sur la tour Malakof, dans laquelle l'expérience avait fait voir la clef des positions ennemies. Les Français furent chargés de l'opération, et pour la conduire Canrobert, un peu hésitant, fut remplacé à leur tête par Pélissier, dont le caractère parfois incommode était énergique jusqu'à la brutalité. Sous sa vigoureuse impulsion, le siège fut « poussé à outrance » et présenta la progression logique et les péripéties variées d'une tragédie en cinq actes.

C'est d'abord, comme acte de préparation, un

furieux bombardement (9 avril) destiné à ébranler l'adversaire; puis, le 7 juin, la prise des Ouvrages blancs et du Mamelon vert, positions avancées de Malakof. Le dénouement, qui semble proche, est deux fois retardé, le 18 juin par le sanglant échec d'un assaut livré à la tour elle-même, et le 16 août par une diversion inutilement tentée à Traktir, sur la Tchernaiâ.

Il survient enfin le 8 septembre, jour où les soldats de Mac-Mahon emportent au prix de combats acharnés la tour Malakof, dont la prise compense l'insuccès des Anglais devant le Grand Redan et rend la place désormais intenable pour les Russes. Ceux-ci l'évacuent après trois cent cinquante jours de siège, en brûlant tous leurs approvisionnements, et en se retirant dans les forts du Nord. Leur territoire est à peine entamé, mais leur force de résistance est brisée du jour où est tombée la ville dans laquelle ils l'avaient concentrée.

**LE TRAITÉ DE PARIS (1856).** — Quelques semaines plus tard (28 nov.), la prise par leurs troupes de Kars, sur la frontière du Caucase, leur permit de traiter sur un succès, et les détermina à accepter les quatre points convenus l'hiver précédent à Vienne.

Ce fut de l'Angleterre, tardivement belliqueuse, que vinrent les derniers obstacles à la paix : Napoléon III sut la retenir comme il l'avait autrefois poussée en avant. La rédaction définitive des conditions de paix fut l'œuvre d'un congrès qui réunit à Paris (25 février-30 mars 1856) les représentants des cinq grandes puissances à ceux de la Sardaigne. L'intégrité de l'Empire ottoman, enjeu primitif de la lutte, y fut solennellement proclamée et dégagée du protectorat que la Russie exerçait, au point de vue politique, sur les Principautés danubiennes, et au point de vue religieux sur les populations chrétiennes de la Turquie. Les unes furent placées sous la garantie de l'Europe, c'est-à-dire rendues pratiquement indépendantes, et les autres durent recevoir par un édit du sultan les mêmes droits que les musulmans. Par surcroît de précaution, la mer Noire était neutralisée, c'est-à-dire soumise à un régime qui interdisait aux États riverains d'y entretenir des vaisseaux de guerre ou d'y élever un arsenal : servitude que la Russie trouvait humiliante et dont elle allait faire tous ses efforts pour se libérer. Elle cédait en même temps à la Moldavie la place d'Ismaïl, c'est-à-dire les bouches du Danube, dont la liberté de navigation était désormais placée sous un contrôle européen. — Le traité de paix fut signé sur ces bases le 30 mars 1856 et complété quelques jours plus tard (18 avril) par une déclaration qui fixait, à la demande et selon les vues de l'Angleterre, les règles du droit maritime international.

Les vainqueurs n'ayant, contrairement à l'attente générale, réclamé pour eux-mêmes aucun avantage particulier, la guerre se terminait par un ajournement des ambitions russes en Orient et par un essai pour régénérer la Turquie. Elle eut pour résultat le plus durable la constitution des nationalités balkaniques et, pour épilogue immédiat, la réu-



PRISE DE LA TOUR MALAKOF (8 septembre 1855). — Peinture d'Yvon. — Musée de Versailles. CL. NEURDEIN.



nion des Principautés de Moldavie et de Valachie, soustraites au joug turc. Napoléon III s'accordait avec la Russie pour vouloir les joindre en un seul État; l'Autriche et l'Angleterre voulaient au contraire les maintenir séparées pour les laisser dépendantes. La question fut résolue par un compromis, c'est-à-dire par l'adoption du régime de l'« union personnelle ».

### III. LA FORMATION DE L'UNITÉ ITALIENNE

A partir de 1857 et pendant six années, la question italienne devait dominer toute la politique européenne et aboutir à l'unité de la Péninsule. Elle mit au premier plan de la scène du monde un petit pays qui devint l'instrument de cette grande œuvre, et un homme d'État qui la personnifia devant l'histoire.

LE PIÉMONT DEPUIS 1852. — CAVOUR. — Dans le Piémont, seul État dont le souverain n'eût pas cédé à la réaction absolutiste de 1849, l'avènement de Cavour à la présidence du Conseil (4 novembre 1852) avait coïncidé avec le rétablissement de l'Empire en France. Né en 1810 d'une vieille famille de noblesse terrienne, successivement page à la cour, officier du génie, gentilhomme campagnard, le comte Camille de Cavour s'était signalé dès son adolescence par une infatigable activité d'esprit, qu'il trompa d'abord par des études mathématiques, des aventures amoureuses, des voyages en France et en Angleterre, des spéculations à la Bourse, et qu'il employa ensuite plus utilement à doubler le rendement de l'exploitation agricole héritée de son père.



VICTOR-EMMANUEL II, roi d'Italie (1861-1878).  
CL. ALINARI.

Lors de la crise de 1848, il se lança dans la politique active pour soutenir au dedans l'établissement d'une monarchie parlementaire sur le type anglais, au dehors la guerre avec l'Autriche et la constitution d'un royaume de la Haute-Italie au profit du Piémont. Sa physionomie finaude et souriante de procureur à lunettes ne semblait point à première vue annoncer ses éminentes qualités; mais il apportait au pouvoir, avec une formation intellectuelle plus étrangère qu'italienne (il devait mourir sans connaître Rome ni Naples), une inébranlable confiance en lui-même et surtout un sens de la réalité par lequel il sut mesurer toujours la portée de ses ambitions aux possibilités du moment. Pour réaliser son grand dessein, il lui fallait d'abord faire du Piémont un État modèle, centre d'attraction pour les autres; puis intéresser les puissances étrangères à la cause de l'indépendance nationale; enfin, engager directement, dans les meilleures conditions possibles, la lutte contre l'Autriche. Il fut donc amené à suivre successivement une politique piémontaise (1852-1854), une politique européenne (1855-1856) et une politique italienne (1857-1858).

La première fut à la fois parlementaire, militaire, financière et ecclésiastique. Elle consista d'abord à familiariser le pays avec la pratique du régime représentatif. Cavour y parvint en réunissant en une solide majorité de gouvernement les deux centres de la Chambre, séparés par des divergences d'orientation, rapprochés par le désir commun de défendre la monarchie contre les républicains de l'extrême gauche et la constitution contre les absolutistes d'extrême droite; puis en témoignant un respect scrupuleux pour les règles de la vie parlementaire telles qu'il en avait étudié le mécanisme en Angleterre, en accordant à la presse une liberté plus utile encore qu'incommode à ses desseins futurs; enfin en poursuivant, à l'égard du clergé, cette politique laïque dans laquelle il voyait une manifestation d'indépendance à l'égard du Saint-Siège, allié de l'Autriche, et dont l'épisode le plus saillant fut une loi qui supprimait un grand nombre de couvents (1855). — Comme le Piémont avait besoin d'être un État fort autant qu'un État libre,

son armée et ses finances furent l'objet de soins particuliers. Le général de La Marmora, ministre de la Guerre pendant dix ans (1849-1859), apporta à réorganiser l'une des qualités d'animateur plus encore que d'administrateur. Pour tenir les autres en équilibre, Cavour inaugura une politique à larges vues qui visait moins à réaliser des économies ou à éviter des impôts qu'à développer, par des traités de commerce ou par des chemins de fer, toutes les forces productrices du pays.

En 1855 il a achevé l'essentiel de sa tâche intérieure. Il s'occupe alors de trouver au dehors des appuis pour son pays. Les sympathies italiennes de Napoléon III lui donnent l'assurance de trouver au jour voulu l'allié dont il aurait besoin contre l'Autriche. La participation du petit Piémont à la guerre de Crimée, blâmée par l'opposition comme une manifestation de mégalomanie, est, en réalité, un acte de profonde politique qui permet à Cavour de figurer au congrès de Paris, d'y traiter d'égal à égal avec les représentants des grandes puissances, et d'y poser même dans une séance extraordinaire (8 avril) la question italienne. C'est pour la monarchie de Savoie un succès moral propre à lui rallier les républicains qui hésitaient encore à attendre d'elle le triomphe de l'idée nationale.

Il ne reste plus dès lors à Cavour qu'à accentuer cette évolution en groupant autour de Victor-Emmanuel tous les partisans d'une revanche contre l'Autriche. Il obtient l'adhésion publique de certains chefs républicains tels que Manin, et il parvient par l'entremise d'un réfugié sicilien, La Farina, à enrégimenter toute l'aile droite du parti mazzinien dans les cadres d'une *Société nationale* qui accepte la monarchie, si la monarchie réalise l'indépendance, et qui couvre bientôt l'Italie entière de ses ramifications (fév. 1857). En même temps il met à profit une vieille querelle avec l'Autriche tenue ouverte depuis 1855, pour rompre les relations diplomatiques avec cette puissance.



LE COMTE DE CAVOUR (1810-1861).  
CL. BROGI.

### L'ALLIANCE FRANCO-PIÉMONTAISE. — A la fin de

1857, tout est donc prêt pour une guerre dont certains avertissements déconseillent l'ajournement: le trésor piémontais s'épuise, les électeurs protestent contre la lourdeur des charges fiscales, les élections à la Chambre (nov.) sont marquées par des succès inattendus de l'opposition, les mazziniens relèvent la tête et l'Autriche même tente un effort pour ramener les Lombards par la douceur. Mais comment amener l'*ami de Paris* à passer des encouragements platoniques à l'intervention active? Un événement d'une providentielle opportunité opéra cette transformation. Le 14 janvier 1858, devant l'Opéra, un réfugié italien en France, Orsini, jeta sur l'empereur, auquel il reprochait d'avoir abandonné son pays, une bombe qui le manquait, mais en blessant plus de 150 personnes. Cet attentat, puni par la condamnation et la mort de son auteur, provoqua à l'intérieur une crise de répression, un retour passager au régime militaire, et le vote d'une véritable loi de suspects. Il eut surtout pour effet d'ébranler assez profondément l'âme du souverain pour le porter aux résolutions décisives. Au mois de juillet suivant, celui-ci convoque Cavour à Plombières, où il prenait les eaux, et au cours d'une longue entrevue (21) lui promet son alliance pour chasser les Autrichiens de la Lombardo-Vénétie et assurer au Piémont la possession de tout le bassin du Pô. Il demande en échange la Savoie et Nice pour la France et la main d'une fille de Victor-Emmanuel pour son cousin Jérôme.

Bien que cet accord, transformé plus tard en traité en règle (26-28 janv. 1859), eût été tenu rigoureusement secret, bien des symptômes vinrent, au début de 1859, annoncer à l'opinion une guerre prochaine: un avertissement donné par l'empereur à l'ambassadeur d'Autriche dans les réceptions du 1<sup>er</sup> janvier, une brochure officielle attribuée à son inspiration, un discours du trône belliqueux prononcé par Victor-Emmanuel à l'ouverture du Parlement sarde (10 janv.), et enfin l'enrôlement dans son armée de volontaires accourus de toutes les parties de l'Italie. Au dernier moment (fév.-mars), une tentative de médiation de l'Angleterre, une proposition de congrès présentée par la Russie, un





PRISE DU VILLAGE DE MAGENTA par les troupes françaises (4 juin 1859). — Peinture d'Yvon. — Musée de Versailles. CL. NEURDEIN.

mouvement de recul de l'empereur faillirent condamner à l'avortement les projets de Cavour. L'Autriche, impatientée de ses manœuvres, lui envoya (23 avril) un ultimatum impérieux qui le tira d'embarras en lui donnant le rôle de l'offensé. Napoléon III, dont il invoqua aussitôt l'appui contre une agression éventuelle, releva le défi et annonça, dans une proclamation retentissante, son intention de rendre l'Italie libre « des Alpes jusqu'à l'Adriatique ».

**LA GUERRE D'ITALIE.** — La guerre commença aussitôt. Elle devait être courte, mais incomplète, et heureuse, mais conduite un peu au hasard, comme celle de Crimée. Au début, le général autrichien Giulay aurait pu la terminer à son avantage en marchant sur Turin avec les 110 000 hommes qu'il tenait rassemblés en Lombardie. La lenteur de son offensive permit à Napoléon III d'amener en Italie, pour les joindre à 50 000 Piémontais, une armée de 120 000 Français, dont la masse principale, débarquée à Gênes, se concentra sous son commandement autour d'Alexandrie. Un combat heureux près de Montebello (20 mai) sembla d'abord annoncer de sa part l'intention de pousser sur Paisance et de tourner l'aile gauche des Autrichiens, comme Bonaparte en 1796. Mais presque aussitôt après il changeait d'avis, projetait de les déborder par le nord, comme le lui avait conseillé le vieux Jomini, et exécutait à cet effet, le long de la Sesia, une audacieuse marche de flanc qui représenta la seule manœuvre stratégique de la campagne. Quand Giulay en eût été averti par la rencontre de Palestro (31 mai), il s'apprêta à disputer la ligne du Tessin aux envahisseurs débouchant de Novare. Dans la grande bataille qu'il leur livra le 4 juin autour de Magenta, il repoussa une attaque de front, mais dut céder au mouvement tournant opéré par Mac-Mahon sur son flanc droit.

Les conséquences de cette défaite en dépassèrent de beaucoup l'importance militaire. Elle détermina d'abord Giulay, bientôt destitué d'ailleurs, à évacuer toute la Lombardie, au prix d'un sanglant combat d'arrière-garde livré à Melegnano (7 juin), et à laisser les deux souverains alliés faire une entrée triomphale à Milan. A sa droite et au pied des Alpes, Urban, découvert par sa retraite, reculait devant les volontaires de Garibaldi. A sa gauche, le rappel des garnisons autrichiennes laissées sur la rive sud du Pô entraînait la chute des régimes dont elles étaient la sauvegarde. Le grand-duc de Toscane avait été renvoyé par ses sujets dès le 27 avril, et la régente de Parme dès le 1<sup>er</sup> mai. Après Magenta, ce mouvement de révolte s'étendit au duché de Modène (11 juin) et aux Légations (13). Partout, même en territoire pontifical, les habitants proclamaient la déchéance de leurs gouvernements et la dictature de Victor-Emmanuel. Napoléon commençait de n'être plus maître du mouvement national qu'avait déchaîné son intervention.

Les opérations militaires lui ménageaient également des surprises. Alors qu'il s'avancait un peu à

tâtons vers le Mincio, il se heurta le 24 juin à toute l'armée autrichienne, revenue sur ses pas pour défendre les fortes positions naturelles que formaient, au sud du lac de Garde, les collines de Solferino. Ce village donna son nom à la sanglante bataille frontale qui s'y livra, le 24 juin, un peu à l'improviste, entre 155 000 Franco-Piémontais et 156 000 Autrichiens, commandés par l'empereur François-Joseph en personne. La perte de Cavriana, clef de la position, força celui-ci à ordonner la retraite sur les forteresses du quadrilatère.

**VILLAFRANCA.** — Presque aussitôt après, on vit le vainqueur s'arrêter en plein succès et prendre (6 juill.) l'initiative d'une suspension d'armes, transformée en préliminaires de paix au cours d'une entrevue personnelle qu'il eut avec son adversaire à Villafranca (11) : soudaine résolution que ne suffirent point à expliquer chez lui la force de résistance de l'armée autrichienne, le fâcheux état sanitaire de sa propre armée, l'apathie politique des populations italiennes, le spectacle déprimant des horreurs de la guerre. La première agression napoléonienne contre une puissance germanique avait suffi à provoquer dans toute l'Allemagne l'explosion d'une gallophobie qui gagnait les gouvernements après l'opinion et les États du Nord après ceux du

Sud. Malgré les efforts de la Russie pour la retenir, la Prusse décrétait la mobilisation générale (21 juin) et réunissait une armée d'invasion près de Mayence. Poursuivre une guerre offensive sur l'Adige, c'était pour Napoléon s'exposer à soutenir une guerre défensive sur le Rhin. Cette perspective le détermina à traiter au plus tôt sur la base du *statu quo* militaire. Il se fit céder pour le Piémont la Lombardie, conquise par ses armes, mais laissait à François-Joseph la Vénétie, avec les forteresses qui en défendaient l'accès ; et pour obtenir de lui l'accession de cette province à une Confédération italienne dont le pape serait le chef, il lui accordait, au moins en principe, le retour dans leurs États de ses protégés les souverains italiens, récemment chassés par la révolution.

Ce compromis diminuait les possessions territoriales de l'Autriche, mais laissait aussi menaçante que par le passé sa puissance militaire dans le bassin du Pô ; les conditions en semblaient si éloignées des promesses de début (*l'Italie libre jusqu'à l'Adriatique*) qu'elles provoquèrent, à peine connues, une immense désillusion et furent considérées comme un second Campo-Formio, presque comme une trahison : Cavour donna avec éclat sa démission pour ne pas les accepter, Victor-Emmanuel n'y souscrivit qu'avec des réserves mentales, et Napoléon III, déjà impopulaire parmi ses obligés, revint en hâte à Paris (17 juill.) sans réclamer Nice et la Savoie.

**LES ANNEXIONS PIÉMONTAISES.** — L'œuvre qu'il avait laissée inachevée au delà des Alpes allait s'y poursuivre sous une autre forme, par l'irrésistible force du sentiment national.



BATAILLE DE SOLFERINO (24 juin 1859). — L'empereur donne à la garde impériale l'ordre d'enlever d'assaut la tour de Solferino. — Peinture d'Yvon. — Musée de Versailles. CL. NEURDEIN.



Il y resta d'ailleurs intéressé, car ses victoires avaient fait de lui l'arbitre de l'Italie. Exigerait-il, conformément aux promesses de Villafranca, le retour des anciennes dominations dans les duchés et en Romagne ? Ou permettrait-il, comme l'y portaient ses sympathies, l'union de ces provinces au royaume de Victor-Emmanuel ? De cette question dépendait l'avenir de la Péninsule. Il parut incliner d'abord vers la première solution, mais en préparant le triomphe de la seconde.

Pendant quatre mois (août-nov. 1859), il conseilla publiquement aux populations révoltées de rappeler leurs princes, mais donna à entendre officieusement à leurs représentants qu'elles n'y seraient point contraintes par la violence. Rassurés par ces déclarations, les quatre gouvernements provisoires qui s'étaient constitués à Parme, Modène, Bologne et Florence s'attachèrent à opposer à ses avertissements officiels la force du fait accompli. Ils formèrent une ligue permanente avec une armée commune, convoquèrent des assemblées élues qui votèrent l'annexion au Piémont (août-sept.) et, sur la réponse évasive de Victor-Emmanuel, tentèrent de la réaliser sous la forme détournée d'un protectorat exercé par un prince de sa famille (7 nov.). Peu après un traité austro-franco-sarde, signé à Zurich (11 nov.), confirmait les préliminaires de Villafranca, en laissant à un congrès général le soin de les faire sanctionner par l'Europe.

A ce moment l'attitude de l'Angleterre, devenue aussi favorable aux revendications piémontaises qu'elle s'y était montrée d'abord hostile, fit craindre à Napoléon III d'être abandonné par elle au congrès, s'il persistait à y plaider la cause des princes dépossédés. Il se décida donc à les abandonner à leur sort et à satisfaire le Piémont en sauvegardant l'intérêt de la France. Abandonnant toute idée de congrès, il écrivit au pape (31 déc.) pour tenter vainement de le convertir à sa nouvelle politique, qu'un nouveau ministre des Affaires étrangères, Thouvenel, fut chargé d'appliquer (4 janv.) ; puis il traita directement avec Cavour, revenu aux affaires (20 déc.), les conditions de son assentiment aux annexions réclamées par le Piémont. Il demandait qu'elles fussent sanctionnées par un plébiscite et compensées par le détachement de Nice et de la Savoie, prévu comme nécessaire à la sécurité de la France, pour le jour où un grand royaume remplacerait un petit État sur sa frontière du sud-est.

**L'ANNEXION DE NICE ET DE LA SAVOIE A LA FRANCE.** — Les avantages offerts dépassant de beaucoup les sacrifices demandés, Cavour ne fit à ces instances que des objections de forme ; les 11 et 12 mars 1860, les populations de la Toscane et de l'Émilie (Parme, Modène, la Romagne) se prononcèrent à une majorité écrasante pour leur union inconditionnelle au Piémont ; le 15 avril suivant, celles de Nice et de la Savoie apportaient une consécration aussi unanime au traité de cession signé le 24 mars précédent à Turin par les gouvernements français et sarde.

Le royaume de la Haute-Italie prévu à Plombières se trouvait désormais constitué, avec la Vénétie en moins, mais avec la Toscane en plus. En réalité l'œuvre accomplie depuis Villafranca en dépassait singulièrement le programme primitif. Elle signalait d'abord l'avortement de cette conception fédéraliste qui avait inspiré au début l'intervention française, puis le triomphe du droit des peuples sur celui de



ENTREVUE DE NAPOLEON III ET DE L'EMPEREUR D'AUTRICHE, FRANÇOIS-JOSEPH I<sup>er</sup>, A VILLAFRANCA (11 juillet 1859). — D'après un dessin de Janet.  
CL. MONDE ILLUSTRÉ.

la légitimité. C'était la première fois depuis 1815 que la force morale de l'opinion suffisait, sans recours aux armes, pour déposséder des dynasties et faire échec à l'exécution de traités solennellement jurés. Quant à Napoléon III, il pouvait se consoler des déviations de sa politique par l'éclat d'une conquête qui marquait une étape de son pays vers ses frontières naturelles et ethnographiques, et une première réparation, la seule que la France dût connaître, des torts qu'elle avait subis au second traité de Paris (1815). Justifiant à la fois par cette augmentation du territoire national les espérances et les inquiétudes attachées à son nom, il y gagna en France un regain de popularité qui se tournait au dehors en surcroît de considération, mais aussi en défiance à l'égard de ses projets.

**L'ANNEXION DE L'ITALIE MÉRIDIONALE AU PIÉMONT.** — Cette affaire ne représenta d'ailleurs qu'un intermède dans de graves préoccupations extérieures. L'ébranlement communiqué à l'Europe par les guerres de Crimée et d'Italie y avait fait naître un sentiment général d'instabilité et amené le réveil de toutes les questions laissées en suspens. La question italienne allait entrer dans la seconde phase de son développement. Pendant la première, le Piémont avait conquis la Lombardie par les armes et les duchés par la force légale de l'opinion. Il devait maintenant s'assurer la possession du centre et du sud de l'Italie par des mouvements révolutionnaires dont il recueillerait le bénéfice, mais laisserait l'initiative au parti avancé, enrôlé sous ses drapeaux pendant la guerre de 1859 et rendu après à sa liberté d'action.

Cette entreprise, destinée à consacrer le triomphe définitif du principe unitaire, eut pour principal instrument le général Garibaldi, retiré à Gênes après Villafranca. Il y cherchait un emploi à son activité patriotique quand il reçut un ardent appel de secours de la Sicile, qu'un indomptable esprit de particularisme venait de pousser à un nouvel essai de révolte contre la domination napolitaine. Sans trop calculer ses chances de succès, il rassemble un millier de volontaires, les embarque sur deux petits navires (6 mai) et, après avoir traversé sans encombre les croisières ennemies, aborde avec eux dans le port de Marsala. Il va engager à leur tête, contre les forces d'un royaume tout entier, une lutte dont l'inégalité prêterait à l'« Expédition des Mille » toute la grandeur d'une épopée et toute la poésie d'une légende. Le succès semble d'ailleurs couronner une audace que seconde l'universelle complicité des populations. Il culbute à Calatafimi (15 mai) l'avant-garde bourbonnienne, réussit par un habile mouvement tournant à s'emparer de Palerme, la capitale de l'île, et, après un temps d'arrêt, en occupe la partie orientale à la suite de la victoire de Milazzo (juill.). Il a proclamé partout la dictature de Victor-Emmanuel, mais sans aller jusqu'à l'annexion au Piémont.

Le succès triomphal de cette marche à travers la Sicile l'encourageait à la poursuivre jusqu'à Naples ; l'entreprise était plus aventureuse, puisqu'elle consistait cette fois, non plus à émanciper une province, mais à supprimer un État, et qu'elle pouvait amener une intervention des puissances. Insensible au péril de complications extérieures, décidé à aller



BATAILLE DE CALATAFIMI. — Garibaldi, à la tête d'un corps de volontaires, bat à Calatafimi (Sicile) les troupes napolitaines du roi François II (15 mai 1860). — Gravure de Grenier. — Bibl. Nat.





VICTOIRE DE MILAZZO (Sicile), remportée par Garibaldi sur les troupes napolitaines (17-18 juillet 1860). — Gravure de Moraine. — Bibl. Nat.

jusqu'au bout, Garibaldi passe le 19 août le détroit de Messine et accomplit jusqu'à Naples, sans presque rencontrer de résistance, une promenade militaire qui se termine par son entrée pacifique dans cette capitale (6 septembre). Le jeune roi François II en était parti la veille, découragé par les défections qui se multipliaient autour de lui, pour chercher un asile derrière le Vulture, dans les places fortes de Capoue et de Gaète.

Cavour s'était montré d'abord hostile à une aventure qui lui semblait pleine de risques, mais s'était ménagé, avec plus d'astuce que de loyauté, les moyens de la soutenir et d'en profiter au cas où elle réussirait. Quand Garibaldi se préparait à passer sur la terre ferme, Victor-Emmanuel lui avait écrit pour l'adjurer de renoncer à son projet, mais en lui conseillant dans une lettre privée de ne tenir nul compte de cet avertissement. Plus tard, une flotte sarde avait été envoyée à Naples pour y provoquer en faveur du Piémont un soulèvement populaire qui enlèverait à la fois la ville à François II et à son adversaire. Quand la rapidité des événements eût rendu ce machiavélisme inutile, Cavour eut à prendre la plus grave résolution et la plus lourde responsabilité de sa carrière. Laisser Garibaldi libre d'organiser l'anarchie et de perpétuer l'agitation dans le Midi, c'était abdiquer entre ses mains la direction du mouvement national, s'exposer à le voir attaquer, comme il en affichait l'intention, le pape dans Rome et les Autrichiens derrière l'Adige ; c'était compromettre, après le prestige de la monarchie de Savoie, la sécurité même du Piémont. D'autre part, intervenir à Naples pour aller y absorber Garibaldi, c'était consommer une nouvelle violation et une seconde amputation du territoire pontifical, qui se trouvait sur sa route, encourir l'hostilité des puissances catholiques, risquer peut-être une guerre avec l'Autriche. Cavour choisit le parti le plus audacieux et le plus profitable, et abandonna toute hésitation quand il se fut assuré, par un émissaire envoyé à Chambéry, la neutralité bienveillante de Napoléon III. Une armée piémontaise pénétra dans les Marches, écrasa à Castelfidardo (18 sept.) un petit corps de volontaires étrangers que Pie IX avait rassemblé pour sa défense, et pénétra ensuite sur le territoire napolitain, où un plébiscite en faveur de l'annexion au Piémont donna la même unanimité un peu artificielle que les précédents. Garibaldi, résigné d'habitude à l'inévitable, accueillit en roi Victor-Emmanuel (26 oct.), et, après avoir fait à ses côtés une entrée triomphale à Naples (7 nov.), se retira dans l'île de Caprera. Le 13 février suivant capitulait Gaète, dernière forteresse tenue par les Bourbonniens.

En moins d'un an le roi de Piémont, ayant réuni à ses États la presque totalité de la Péninsule, était devenu en fait le roi d'Italie. Il ne lui restait plus qu'à prendre ce titre que lui conféra (17 mars 1861) un vote unanime des Chambres. Son ministre Cavour survécut peu à l'œuvre dont il avait été l'heureux et habile ouvrier et succomba, le 6 juin suivant, aux fatigues de sa gloire.

**LA QUESTION ROMAINE.** — Une fois encore Napoléon III avait vu les événements aller bien au delà de ses intentions et de ses prévisions. Ses sympathies italiennes n'en furent pas diminuées, mais ses embarras redoublèrent, car le nouveau royaume, à peine constitué, aspirait à se compléter par la possession de Rome, revendiquée comme sa capitale historique, et où le maintien d'une garnison française protégeait encore le dernier reste du pouvoir temporel. D'accord sur ce point avec Victor-Emmanuel, l'empereur cherchait tour à tour à détourner ces ambitions vers la Vénétie, encore esclave de l'Autriche, ou à les satisfaire en convertissant le pape à l'idée d'une renonciation à l'amiable ; mais comme celui-ci, loin de consentir à ce dernier sacrifice, réclamait la restitution des territoires précédemment perdus, la question romaine paraissait comme insoluble par les voies pacifiques et allait peser lourdement sur les dernières années du règne.

Cavour avait eu le temps de la poser avant sa mort en faisant voter par les Chambres (27 mars 1861) une déclaration platonique en faveur de Rome capitale et en offrant au pape son indépendance spirituelle en échange de son pouvoir temporel. Ce fut la base d'un projet que son successeur, Ricasoli (juin 1861-mars 1862), tenta vainement de faire accepter à Paris et à Rome. Sous le ministère Rattazzi, l'insuccès de ces pourparlers provoqua de la part du parti d'action un essai de solution violente. Garibaldi se rendit à Palerme, d'où il tenta de recommencer contre Rome l'expédition des Mille. Rattazzi comprit qu'en le laissant faire il s'aliénerait l'empereur et l'Europe ; après l'avoir désavoué, il envoya contre lui, aussitôt après son débarquement en Calabre, un petit corps d'armée qui le battit et le fit prisonnier à Aspromonte (29 août 1862).

L'alerte avait fait plus de bruit que la répression, et elle eut pour effet de dégoûter pour un temps Napoléon III de cette entreprise italienne dont l'entraînement dépassait de si loin ses prévisions, et où il avait trouvé jusqu'alors plus de déboires que de satisfactions. Le remplacement, aux Affaires étrangères, de Thouvenel par Drouyn de Lhuys parut de sa part un retour à la politique traditionnelle et conservatrice.

Par suite de revirement, l'Italie dut ajournée encore ses espé-



ENTRÉE TRIOMPHALE DE GARIBALDI A NAPLES. — Gravure de Gustave Doré. — Bibl. Nat.





CARTE POLITIQUE DE L'ITALIE APRÈS 1815.

rances et en profita pour procéder à son organisation administrative. Au bout de deux ans, Napoléon III, las de rester dans l'impasse de la question romaine, se flatta de la liquider par la convention du 15 septembre 1864, conclue avec Minghetti. Pour donner une satisfaction au sentiment national italien, il consentait à retirer ses troupes de Rome ; pour rassurer le monde catholique sur le sort du pape, il obtenait du gouvernement de Victor-Emmanuel la promesse de respecter et de faire respecter le territoire pontifical ; pour donner une garantie à cet engagement, il lui demandait de transférer la capitale de Turin à Florence, ce qui impliquait dans sa pensée une renonciation implicite à Rome. Comme les préliminaires de Villafranca, ce compromis eut pour résultat de mécontenter également ceux qu'il avait pour objet de satisfaire : le pape se plaignit d'être abandonné par la France, et les Italiens d'être forcés de souscrire à l'abandon de leurs revendications. Il n'eut que la valeur de l'un de ces expédients provisoires dont Napoléon III, désormais, fut trop souvent réduit à se contenter.

Le ministère La Marmora (28 sept.) fit réserver la liberté d'action de chacune des deux parties contractantes pour le cas où le pape, n'ayant affaire qu'à ses propres sujets, serait à lui seul incapable de



ACQUISITIONS ET CÉSSIONS DE 1859 À 1870.

conserver sa souveraineté. Le gouvernement italien se transporta à Florence le 28 avril 1865.

#### IV. POLITIQUE COLONIALE DE LA FRANCE. EXPÉDITION DU MEXIQUE

Tandis que Napoléon III se débattait, à l'extérieur comme à l'intérieur, contre les difficultés de toute sorte qui provenaient de la question romaine, soulevée elle-même par la question italienne, une grande entreprise au delà des mers lui apportait une nouvelle déception.

C'était l'une des moins chimériques de ses idées fixes que la nécessité pour les grandes puissances européennes d'employer la surabondance de leurs forces à civiliser les régions sans maîtres des nouveaux continents. Toute une partie de son œuvre extérieure, la moins connue et la seule durable, paraît inspirée de ce dessein. L'Algérie, complétée en 1857 par la conquête de la Kabylie, reçut deux fois sa visite (1860 et 1865) et fut considérée par lui, moins comme une colonie que comme un « royaume arabe », suivant une de ses expressions dans laquelle on peut voir une première formule du système de protectorat. En Asie, des expéditions entreprises contre l'Annam pour la protection des missionnaires (1858-1862) aboutirent à la soumission de la Cochinchine et du Cambodge. En Afrique, l'extension par Faïdherbe des comptoirs français du Sénégal (1854-1858) devint l'amorce d'un grand empire colonial (1).

En 1860, deux expéditions lointaines accrurent le prestige de la France au delà des mers sans pourtant agrandir son patrimoine. L'une (oct.) fut dirigée contre la Chine, pour lui imposer l'observation du traité de Tien-Tsin (27 juin 1858), conclu à la suite d'une précédente campagne ; l'autre (août-sept.) eut lieu en Syrie, pour y punir les massacres de populations chrétiennes par les Druses musulmans : la France n'y agissait d'ailleurs qu'en mandataire des puissances. Au bout de quelques mois (juin 1861), la jalousie de l'Angleterre amena de sa part une retraite qui laissa son œuvre de justice incomplète, mais la dégagait à temps de graves complications.

L'Amérique était à cette date le seul continent



BOMBARDEMENT DE GAËTE par la flotte piémontaise (février 1861). — Gravure de Lebreton. Bibliothèque Nationale.

(1) Pour l'histoire coloniale, voir plus loin les chapitres sur l'Afrique, l'Asie et l'Amérique.





BOMBARDEMENT ET PRISE DE PUEBLA (Mexique) par les troupes françaises du général Forey (mai 1863). — Peinture de Beaucé. — Musée de Versailles. CL. NEURDEIN.

où l'Empire n'eût pas encore montré son drapeau. Il en trouva l'occasion dans la république du Mexique, en proie depuis un demi-siècle à la guerre civile et aux difficultés financières. Dès que le chef du parti démocratique, Juarez, eût été élu à la présidence, il refusa de tenir pour valable la convention qu'avait passée le gouvernement insurrectionnel conservateur avec Jecker — un Suisse naturalisé Français — qui s'était chargé d'émettre du papier-monnaie pour l'amortissement de la Dette publique. L'Angleterre, l'Espagne et la France, particulièrement touchées par cette mesure, s'entendirent par une convention (31 oct.) pour la faire rapporter, et elles y parvinrent par une démonstration militaire devant la Vera-Cruz. Mais, tandis que les deux premières rembarquaient aussitôt leurs troupes, Napoléon allait continuer pour son compte l'expédition, en lui donnant une ampleur qui en ferait, suivant une parole officielle, « la plus grande pensée du règne ». Il ne s'agissait plus seulement d'obtenir du Mexique des avantages financiers aussi étendus que possible, mais d'y renverser Juarez, d'y rendre le pouvoir au parti conservateur et clérical, et d'y instituer un Empire dont le trône serait offert à l'archiduc Maximilien, frère de François-Joséph. Assurer ainsi à la France la protection des intérêts catholiques au delà des mers, la tutelle de la race latine menacée par le débordement des États-Unis, la clientèle d'un État qui lui devrait son existence, amener peut-être la maison d'Autriche à céder à l'amiable la Vénétie en échange de la couronne du Mexique, et trouver ainsi en Amérique la solution des difficultés italiennes, tels étaient les principaux avantages attendus de cette combinaison.

La grandeur démesurée en rendait la réalisation fort onéreuse. Il fallait d'abord, pour occuper la capitale du Mexique, emporter Puebla, située à mi-chemin de la côte. L'échec d'une première attaque contre cette place (mai 1861) nécessita pour la prendre de longs préparatifs et l'envoi sous Forey d'un corps de 30 000 hommes, bientôt grossi par d'incessants renforts. Quand elle eût été occupée (17 mai 1862), à la suite d'un siège en règle et de sanglants combats, Forey entra à Mexico et fit élire Maximilien empereur par une assemblée de notables à sa dévotion. Ce dernier prit possession de son trône (10 avril 1864), mais ne tarda pas à s'apercevoir combien il lui serait difficile de l'affermir et même de le conserver. Il avait devant lui un adversaire, Juarez, qui ne désarmait pas et pouvait prolonger indéfiniment dans les vastes espaces du Nord, comme Porfirio Diaz dans le Sud, une guerre de guérillas ; à côté de lui, des partisans peu sûrs et ne représentant qu'une minorité dans la nation ; derrière lui, pour le soutenir, une armée dont le nouveau chef, Bazaine, qui avait épousé une Mexicaine, ne tarda pas à intriguer contre sa personne et dont l'entretien lui était imposé à des conditions qui rendaient impossible le rétablissement de finances déjà fort délabrées. Enfin le gouvernement des États-Unis, rendu par la fin de la guerre de Sécession

à la liberté de sa politique extérieure, refusait de le reconnaître et réclamait, au nom de la doctrine de Monroe, le retrait des troupes étrangères qui servaient de sauvegarde à l'empereur. Deux ans après l'avènement de Maximilien, il était visible que « la plus grande pensée du règne » devait aboutir à un insuccès, sinon à une catastrophe (voir page 189).

## V. LA QUESTION POLONAISE. RUSSIE ET POLOGNE

**POLITIQUE EXTÉRIEURE DE LA RUSSIE DEPUIS 1856.** — Après son avènement, le tsar Alexandre II suivait, sur les conseils de son chancelier Gortchakof, une politique de recueillement, mais dont il comptait sortir un jour. Avec Napoléon III, il entretenait un commerce de coquetteries réciproques qui n'alla jamais pourtant jusqu'à une alliance en règle, parce qu'il ne put ni le séparer de l'Angleterre, ni souscrire à ses plans de réorganisation européenne, ni surtout obtenir son concours avoué pour la suppression des servitudes que le traité de Paris imposait à la Russie dans la mer Noire. Un différend plus grave vint bientôt couper court à ces velléités de rapprochement.

**LA QUESTION POLONAISE.** — Depuis la perte de leur constitution particulière (1831), les Polonais se trouvaient, comme les autres nationalités dissidentes de l'Empire, soumis à un régime de russification qui se tournait souvent en mesures vexatoires contre leur langue ou leur religion. — En 1860, à la faveur du vent de réformes qui de la Russie soufflait jusqu'à eux, ils espérèrent un changement et tentèrent de l'avancer par des manifestations un peu théâtrales, des cortèges et des chants en plein air, à l'occasion des grands anniversaires patriotiques. Sans rien céder sur le terrain national, l'empereur, après quelques tâtonnements, parut vouloir tenir compte de leurs vœux en leur envoyant comme gouverneur son frère le grand-duc Constantin (juin 1862), en mettant à la tête de leur administration civile un ancien insurgé de 1831, le marquis Wielopolski, enfin en leur accordant quelques mesures d'autonomie modestes, mais sérieuses. Ces concessions parurent tardives ou insuffisantes à un parti d'action, composé de jeunes gens exaltés qui cherchaient leur appui dans l'émigration ou dans la démagogie européenne. Ils proclamèrent l'indépendance complète de la Grande Pologne et, faute de pouvoir soulever les grandes villes comme en 1831, engagèrent dans les campagnes une guerre de bandes armées, dirigée par un gouvernement occulte, et dont la prolongation devait, dans leur pensée, amener, sinon une vic-



toire impossible, au moins une intervention des puissances étrangères. En présence d'une révolte ouverte, le tsar, revenant à la manière forte, envoya pour l'éteindre une armée de 200 000 hommes et remplaça Wielopolski (juill. 1863) par un régime militaire dont les chefs, les généraux Berg et Mouraview, entreprirent contre la nationalité polonaise une œuvre d'extermination générale, méthodique et implacable.

En France, la cause de la Pologne, populaire auprès de tous les partis, était presque aussi chère que celle de l'Italie au cœur du souverain. Les complications qu'elle pouvait soulever et qu'aggravait en même temps le réveil de la question danoise lui parurent fournir l'occasion d'opérer un nouveau changement de front dans sa politique européenne; il chercha dans un rapprochement avec l'Autriche un moyen de reconstituer la Pologne et de trouver une alliance durable pour ses projets ultérieurs. Il écrivit dans ce sens à l'empereur François-Joseph (28 mars 1863) et lui fit soumettre ensuite un grand dessein de remaniement territorial dont la Turquie ferait les frais, comme elle les aurait faits dans le plan Polignac de 1829. — La Pologne devait être rétablie sous le sceptre d'un archiduc — ou plutôt du roi de Saxe — par la reprise de ses provinces aux trois puissances copartageantes. Tandis que la Russie recevrait comme dédommagement une partie de l'Anatolie, la Prusse serait indemnisée par la Saxe, le Hanovre et les petits duchés de Thuringe; l'Autriche par la Silésie, la Bosnie et l'Albanie; compensations assez larges pour justifier encore, de la part de l'une, le sacrifice des provinces rhénanes rendues à la France et, de la part de l'autre, celui de la Vénétie cédée à l'Italie, qui restituerait à ce prix les Deux-Siciles au roi de Naples. Ce qui resterait de l'Empire ottoman arrondirait la Grèce; l'Amérique du Sud offrirait des trônes aux princes européens dépossédés par ces bouleversements.

Tel était le programme que l'impératrice Eugénie exposa comme un idéal théorique à l'ambassadeur d'Autriche aux Tuileries (fév. 1863) et dont un agent secret alla peu après proposer à Vienne la réalisation partielle. Cette démarche n'ayant pas eu de succès, il ne restait à Napoléon III, pour calmer l'agitation croissante de l'opinion, qu'à se rallier au projet anglais d'envoyer à Saint-Petersbourg une grande remontrance des puissances signataires des traités de 1815. Mais sur qui compter pour en assurer l'unanimité? Sur la Prusse? Non seulement elle refusa de s'y joindre, mais son nouveau ministre, Bismarck, qui avait besoin de la Russie pour ses projets futurs, conclut avec elle (8 févr.) une convention militaire pour l'aider à étouffer la sédition polonaise. Sur l'Autriche? Ses craintes pour la Galicie et la peur de la guerre lui interdisaient de trop s'engager. Sur l'Angleterre? Lord John Russell se déroba quand il lui fallait soutenir par l'énergie de ses actes la fermeté parfois provocante de ses paroles. L'issue de cette campagne diplomatique était dès lors facile à prévoir. Elle comprit trois tentatives de représentation qui furent adressées successivement à Saint-Petersbourg, d'avril à juin, sous la forme de notes, séparées ou collectives. L'une d'entre elles contenait un programme polonais nettement précisé; la dernière tentait, inutilement d'ailleurs, de prolonger la discussion. Le chancelier Gortchakof répliqua à chacune, sur un ton tour à tour hautain ou courtois, en repoussant toute tentative d'ingérence étrangère dans les affaires intérieures de l'Empire. Entre temps, l'écrasement de la révolte enlevait tout objet à une intervention qui laissait dans l'esprit du tsar, avec une vive gratitude pour la Prusse, une profonde rancune contre Napoléon, principal auteur d'une démarche humiliante pour sa dignité souveraine.

Impuissant à rien obtenir pour ses protégés, ce dernier chercha du moins à couvrir sa retraite par un de ces coups de théâtre dont il aimait l'imprévu. Revenant à l'une de ses idées favorites, il convoqua par lettre (4 nov. 1863) tous les souverains à un congrès, qui se tiendrait à Paris, pour y faire disparaître, par une révision des traités de 1815, toutes les causes de conflit existant en Europe: il pensait renouer ainsi avec la Russie, qui ne pourrait se froisser de voir discuter la question polonaise en même temps que toutes les autres. Ce projet soulevait trop d'inquiétudes pour trouver, auprès des intéressés, un accueil favorable. La réponse négative de l'Angleterre (23 nov.), évasive des autres souverains, fit avorter une tentative, dont l'échec montra que le temps commençait à passer, où l'empereur des Français était considéré comme une « institution européenne ».

Aussitôt après l'échec de sa tentative d'entente autrichienne, celui-ci manifesta des velléités de se

tourner vers Berlin, pour associer la Prusse à ses desseins, et obtenir par elle les succès nécessaires au rétablissement de son prestige.

## VI. LA FORMATION DE L'UNITÉ ALLEMANDE

AUTRICHE ET PRUSSE. — L'année 1864 marque un point tournant dans l'histoire de l'Europe sous le second Empire. C'est le moment où se déplace, pour passer de Paris à Berlin, le centre de gravité et d'impulsion de la vie politique, qui va être dominée, pendant deux ans, par la rivalité de la Prusse et de l'Autriche et pendant six autres années par une puissante personnalité: le premier ministre prussien, M. de Bismarck, va fonder l'unité allemande comme Cavour a fondé l'unité italienne. Pour comprendre son œuvre, il importe d'abord d'en retracer les précédents.

En Autriche, l'année 1860 sépare deux périodes caractérisées respectivement, comme en France, par la rigueur et par le relâchement du régime autoritaire. Le prince de Schwarzenberg, auquel la destinée avait réservé le même rôle qu'à Louis-Napoléon, était mort en plein triomphe (5 mai 1852), mais son esprit survivait dans son collaborateur Bach, ministre de l'Intérieur pendant dix ans (1849-1859) et dont le « système » était fait de compression politique, de nivellement administratif et de complaisances envers l'Église. Toutes les institutions représentatives, anciennes ou récentes, ayant été supprimées, la vie politique se réduisait à l'action d'une bureaucratie omnipotente, appuyée sur l'armée. Les nationalités étaient enfermées dans les cadres uniformes et arbitraires de départements à la française, et administrées par des fonctionnaires venus de Vienne, avec l'allemand comme langue d'État. Pour avoir l'appui du clergé, on lui reconnut enfin, par le Concordat de 1855, non seulement sa pleine indépendance vis-à-vis du pouvoir civil, mais encore la surveillance des écoles et la censure des livres. Comme en France enfin, le gouvernement cherchait à détourner les esprits de la politique par le développement des intérêts matériels et la construction des premiers chemins de fer. Mais en 1860, après les désastres de la guerre d'Italie, son impuissance à conjurer le déficit rendit nécessaire un nouvel appel au contribuable et le décida à rentrer dans les voies du régime représentatif.

Il devait mettre sept années (1860-1867) à en chercher la formule définitive, particulièrement difficile à trouver dans une agrégation de peuples très différents et très attachés à leurs traditions particularistes. Une assemblée consultative de notables (*Conseil d'État renforcé*), convoquée par l'empereur pour examiner le problème (mars 1860), mit en lumière l'opposition des deux thèses — fédéraliste et centraliste — qui paraissaient pouvoir le résoudre. La première prévalut d'abord dans le *diplôme* ou constitution du 20 octobre 1860, qui reconstituait les « individualités historiques » et y organisait fortement des diètes provinciales; la seconde triompha cinq mois après, dans le *diplôme* de février 1861 (26), qui les subordonnait à deux assemblées



ÉVÉNEMENTS DE POLOGNE. — Combat entre les Polonais et la cavalerie russe (Rachow, mars 1864). — D'après un croquis de Wiesner. (L. ILLUSTRATION)



centrales siégeant à Vienne. Appliquée pendant quatre ans par le ministre Schmerling, cette constitution fut ensuite suspendue (20 sept. 1865) par le ministère Belcredi, dont l'avènement signifiait un retour au fédéralisme. En réalité, ces essais précipités et contradictoires avaient échoué devant l'obstruction des Hongrois, convaincus de représenter une nation privilégiée, et également hostiles, au nom de leur primauté historique, soit à la suprématie des Allemands, soit à tout régime fondé sur l'égalité de toutes les races de la monarchie.

Pendant qu'au dedans l'Autriche s'épuisait dans cette laborieuse gestation, sa politique extérieure, dirigée par Buol (1852-1859) et par Rechberg (1859-1864), ne lui avait guère valu que des échecs : évacuation des Principautés en 1856, perte de l'amitié russe après la guerre de Crimée et de la Lombardie en 1859. Elle espéra prendre sa revanche en Allemagne par une action réformatrice de grand style et par la réunion à Francfort (16 août 1863) de tous les souverains allemands, auxquels François-Joseph soumettrait un projet, conçu à son avantage, de révision du pacte fédéral. La manœuvre fut déjouée par l'abstention du roi de Prusse, sans lequel on ne pouvait rien faire, et le Congrès des princes dut se séparer sans avoir rien conclu.

Sous le ministère Manteuffel (1850-1858), la Prusse aurait présenté le même spectacle que l'Autriche si la réaction n'y avait pris des allures plus sournoises que brutales. Son roi s'était refusé par scrupule à abolir la Constitution de 1850, qu'il détestait ; mais il réussit à en éluder toutes les dispositions incommodes à son autorité. La première Chambre, dont il avait lui-même fixé le recrutement (1853), était à sa discrétion ; il composait à sa fantaisie la seconde (qui comptait 72 sous-préfets sur 352 députés) par la pratique de la candidature officielle et le système d'élections par classes : elle ne votait d'ailleurs les budgets qu'en fin d'exercice, pour les ratifier. Libérés de tout contrôle parlementaire sérieux, appuyés sur les féodaux du *parti de la Croix* et sur les gros propriétaires, recrutés eux-mêmes parmi les hobereaux, les fonctionnaires royaux exerçaient, par les mêmes procédés qu'en France, un pouvoir sans limite, et avaient en fait annulé les libertés de réunion et de presse, garanties pourtant par la Constitution.

Cet état de marasme politique, qui soulevait le mécontentement des milieux intellectuels et de la bourgeoisie libérale des grandes villes, se prolongea jusqu'au jour (7 oct. 1858) où Frédéric-Guillaume IV, atteint par une irrémédiable décadence physique, abandonna la régence à son frère cadet. Agé alors de 63 ans, le prince Guillaume était connu jusqu'alors pour ses sentiments ultra-conservateurs ; mais comme il avait refusé de s'inféoder au parti de la Croix et qu'il commença par renvoyer Manteuffel (23 oct.) et par répudier la candidature officielle, on lui fit confiance comme à l'initiateur d'une « ère nouvelle ». En réalité, c'était avant tout un soldat, empressé de réaliser, par l'entremise du nouveau ministre de la Guerre, Roon (5 déc. 1859), une réforme de l'armée qui devait être son grand œuvre, la condition de ses victoires futures, et, en attendant, l'occasion d'une grave crise intérieure.

L'organisation militaire de la Prusse reposait depuis 1813 sur le dogme de la « nation armée », entraînant comme conséquences, d'une part le service universel, obligatoire et à court terme, d'autre part l'emploi des territoriaux de la landwehr à côté des professionnels de l'active dans les formations de première ligne. De ces deux principes, l'expérience de récentes mobilisations (1850 et 1859) venait de condamner le second, en montrant les landwehriens inaptes aux fatigues d'une campagne ; l'autre n'était plus applicable depuis que le rapide accroissement de la population (de 10 à 18 millions entre 1815 et 1860) ne permettait plus d'incorporer dans les cadres de l'armée, demeurés immuables, que les deux tiers des conscrits, et pour deux ans seulement au lieu de trois. Un projet de loi élaboré par Roon pour parer à ces inconvénients rendait la landwehr à son rôle de réserve, mais doublait la force de l'armée permanente en portant de 150 000 hommes à 213 000 son effectif total, de 40 000 à 63 000 son contingent annuel de recrues, de 132, 152 et 135 à 253, 240 et 180 les chiffres respectifs de ses bataillons, escadrons et batteries.

La réforme fut aussitôt exécutée que décrétée ; mais il fallait, pour en couvrir les frais, inscrire au budget une somme annuelle de 10 millions de thalers. La seconde Chambre, récemment renouvelée

(nov. 1859) avec une majorité libérale, ne consentit à les voter (mars 1860) qu'à titre provisoire et pour un an seulement. Elle renouvela la même réserve l'année suivante (mai 1861), peut-être sous l'impression des premiers gestes souverains du prince Guillaume, devenu roi par la mort de son frère (2 janv.). Une dissolution (décembre) n'eut d'autre résultat que de renforcer l'opposition, réorganisée en parti progressiste. Comme elle refusait à nouveau de rendre définitives les nouvelles dépenses militaires (23 sept. 1862), le roi appela aux Affaires un ministère de combat, à la tête duquel il plaça le comte Othon de Bismarck-Schönhausen.

**BISMARCK.** — Né en 1815 d'une famille féodale de la Vieille Marche, le nouveau ministre n'avait fait que traverser, dans sa jeunesse, l'administration provinciale. Retiré ensuite sur ses terres, il y avait mené dix ans (1837-1847), comme Cavour, l'existence d'un gentilhomme campagnard. Il était entré ensuite dans la politique comme député aux Assemblées représentatives prussiennes (1847-1851), et dans la diplomatie comme représentant de son pays à la Diète de Francfort (1851-1859), puis à la cour de Russie (1859-1862). Il avait laissé à l'Université le souvenir d'un turbulent compagnon ; dans sa vie parlementaire, la réputation d'un fanatique et presque d'un fanfaron d'absolutisme ; dans ses missions extérieures, celle d'un diplomate frondeur, dont l'intempérance de langage compromettait légèrement l'autorité morale. Il devait déployer au pouvoir la volonté de fer, la netteté de vues, l'absence de scrupules et la souplesse audacieuse d'un grand réaliste, employant à la poursuite d'un but précis tous les moyens, même ceux de la conciliation, toutes les idées, même les plus avancées, et toutes les ruses, à commencer par l'affectation d'une brutale franchise de langage. Son but était, en 1862, depuis longtemps fixé dans son esprit ; c'était la fondation de l'unité allemande au profit de la Prusse et par l'expulsion de l'Autriche : transformation qu'il déclarait lui-même ne pouvoir s'opérer que « par le fer et par le feu ». Ce dédain du risque et ses allures de casse-cou le firent apparaître, dès le début, comme un type nouveau parmi les hommes d'État timorés de la vieille Europe.



BISMARCK (1815-1898). CL. LOESCHER ET PETSCH

Il se trouva d'abord en présence du conflit constitutionnel qu'il était appelé à terminer : l'obstination de ses adversaires égalant la sienne, il ne put que le faire traîner en dissolvant la seconde Chambre (sept. 1863) et en obtenant de la première, par une sorte de défi aux conditions normales du parlementarisme, le vote annuel des crédits militaires. Bientôt d'ailleurs une grave question extérieure surgit à point pour offrir un dérivatif à l'opinion et, à lui-même, une occasion de remporter un premier succès personnel.

LA QUESTION DES DUCHÉS DANOIS. — C'était la question des duchés danois, soulevée déjà en 1848, réglée provisoirement par le traité de Londres (8 mai 1852), mais toujours pendante parce que les données en rendaient impossible une solution rationnelle. Au sud du Jutland se trouvaient les trois duchés de Schleswig, de Holstein et du Lauenbourg, rattachés au Danemark sans y être incorporés par le lien d'une union purement personnelle. Le premier était danois de langue et d'esprit ; les deux autres, habités par une population allemande, avaient été, de ce fait, englobés en 1815 dans les frontières de la Confédération germanique ; mais, d'après le droit public, tous trois étaient indissolublement unis et soumis aux mêmes règles.

La politique d'assimilation qu'y suivait le gouvernement de Copenhague n'avait pas manqué de soulever dans le Holstein un mouvement séparatiste, que réveilla en 1863 une question dynastique. Le roi Frédéric VII, étant mort sans enfants (15 nov.), eut pour successeur dans le royaume son cousin Christian IX ; mais la loi de succession était différente dans les duchés, qui reconnurent comme souverain le duc Frédéric d'Augustenbourg, d'une autre branche de sa famille. L'opinion allemande s'étant enflammée pour la cause de ce prétendant, dont le succès consommerait la libération des duchés, la Diète de Francfort, docile à son impulsion, décréta « l'exécution fédérale » contre le Danemark et fit occuper les territoires en litige par les contingents des petits États.

Ce fut à ce moment qu'intervint Bismarck, assez indifférent au côté





ÉVÉNEMENTS DE DANEMARK. — Prise du bastion n° 4 à Düppel par les Prussiens (avril 1864).

CL. ILLUSTRATION.

juridique ou même national de la question, mais très désireux de mettre la main sur le port de Kiel, base de la future grandeur maritime de l'Allemagne. Il allait déployer une adresse de prestidigitateur à évincer successivement les concurrents qui auraient pu lui en disputer la possession.

Il commença à mettre à la fois hors de cause le corps germanique et le Danemark, en se substituant à l'un pour combattre l'autre. L'Autriche s'étant résignée à le suivre par crainte de perdre son prestige, un corps austro-prussien de 57 000 hommes pénétra dans le Holstein, noya de sa masse les troupes fédérales, les dépassa pour pénétrer dans le Schleswig, refoula sans peine une petite armée de 30 000 Danois, et ne trouva de résistance sérieuse qu'à l'entrée du Jutland, devant la place de Düppel, qui fut prise d'assaut (18 avril) après un bombardement de six semaines. — A ce moment, l'intervention étrangère et surtout anglaise, sur laquelle comptaient les Danois, interrompit pour un temps les hostilités. Elles reprirent au bout de trois mois, après l'insuccès pratique d'une conférence des puissances tenue à Londres (25 avril - 25 juin). Cette fois le Danemark, écrasé par le nombre, abandonné par l'Europe, envahi dans le Jutland et menacé de l'être dans les îles, dut, par le traité de Vienne (30 oct.), céder les duchés à l'Autriche et à la Prusse, qui les administrèrent en commun et à titre provisoire.

Les vainqueurs se trouvèrent alors en présence du prétendant Augustenbourg, dont la candidature avait motivé leur intervention et devait logiquement en recueillir le bénéfice. Sur le refus opposé par lui à des exigences qui auraient fait des duchés une véritable annexe de la Prusse, Bismarck se débarrassa de son insistance par un trait de haute comédie diplomatique. Il sortit une consultation des juristes de la Couronne prussienne, aux termes de laquelle un examen approfondi de la question montrait dans le roi de Danemark le seul souverain légitime des duchés : la Prusse et l'Autriche restaient donc seules en cause, puisqu'il venait de leur céder ses droits.

Il ne restait donc plus qu'à éliminer l'Autriche. Après avoir tenté sans succès de l'amener à une renonciation volontaire, puis songé à la lui imposer par la guerre, Bismarck préféra composer avec elle et lui faire signer, à Gastein (14 août 1865), un traité de partage des duchés, dans lequel il se réservait le part du lion : le Schleswig au nord, le Lauenbourg au sud, et, au centre, dans la zone autrichienne, la disposition du port de Kiel, objet principal de ses convoitises.

#### LA RUPTURE AUSTRO-PRUSSIENNE.

— Ce n'était là d'ailleurs pour lui qu'un « replâtrage » provisoire, à la faveur duquel il espérait avoir le temps de trouver des alliances pour compenser l'inégalité d'une lutte décisive à entreprendre contre un Empire qui comptait 39 millions d'habitants. La Russie lui était tout acquise depuis 1863. Napoléon III, qu'il alla voir à Biarritz (oct. 1865), se déroba à tout engagement précis, mais laissa voir par son attitude que, s'il entendait se réserver jusqu'à nouvel ordre, il tenait par-dessus tout à assurer à l'Italie la possession de la Vénétie. C'était encourager à l'avance une entente entre les deux pays

qui avaient des revendications à faire valoir contre l'Autriche. Au printemps suivant, le général italien Govone vint en discuter les conditions à Berlin, au cours de laborieux pourparlers qui aboutirent à la conclusion d'une alliance militaire (8 avril 1866). Il ne manquait plus à Bismarck que des motifs de rupture avec l'Autriche : il n'eut pas de peine à en trouver dans les actes de son administration dans le Holstein, comme dans les armements qu'elle croyait devoir opposer à ses menaces. Il finit par la provoquer directement en proposant aux cours d'Allemagne (10 juin) une réforme de la Constitution fédérale, dont elle serait exclue. Elle riposta en demandant à la Diète la mobilisation contre la Prusse, que votèrent avec elle tous les États du Sud (14 juin). C'était la guerre.

#### LA GUERRE DE 1866. SADOWA. — LA CONFÉDÉRATION DE L'ALLEMAGNE DU NORD.

— Au dernier moment, elle crut pouvoir obtenir la neutralité italienne au prix de la Vénétie, qu'elle céda à Napoléon III par un traité secret (12 juin). Le sacrifice étant trop tardif pour produire ses effets, elle eut à se défendre contre une double attaque sur ses frontières du sud et du nord.

Au sud, où commencèrent les hostilités, l'archiduc Albert n'avait que 74 000 hommes à opposer à 210 000 Italiens, commandés par le roi Victor-Emmanuel. Mais ceux-ci étaient divisés en deux armées, suivant deux lignes d'opérations distinctes : celle de la Marmora s'apprêtait à aborder de front les places du quadrilatère et celle de Cialdini à les tourner par le bas Pô. Posté dans la position centrale de Vérone, l'archiduc ne laissa qu'un rideau de troupes devant la seconde, se porta avec le gros de ses forces devant la première, au moment où elle venait de passer le Mincio, et la rejeta au delà du fleuve après une bataille acharnée livrée près de Custozza (24 juin). Démoralisés par cet échec, d'ailleurs fort honorable, les Italiens restèrent désormais sur la défensive. Au pied des Alpes, les 38 000 volontaires de Garibaldi n'avaient obtenu que des succès locaux contre le général de Kuhn, l'habile défenseur du Tyrol.

Ce fut dans le nord qu'eurent lieu les opérations décisives de la campagne. Sur la frontière de Bohême, 254 000 Prussiens faisaient face à 261 000 Autrichiens et Saxons ; mais ils avaient la supériorité de l'armement, car leur fusil tirait trois fois plus rapidement que celui de leurs adversaires, et du commandement, car ils obéissaient à la direction du général de Moltke, l'un des meilleurs stratèges de son temps. Conformément au principe napoléonien de l'économie des forces, celui-ci réserva son principal effort contre son plus redoutable adversaire. Les contingents des États du Sud montaient à un total de 119 000 hommes, mais manquaient d'unité de direction et voulaient couvrir chacun leurs territoires respectifs. Il suffit pour les battre en détail d'un corps de 48 000 soldats sous Vogel de Falkenstein, qui fit capituler, le 28 juin, l'armée hanovrienne, occupa Francfort (10 juill.) et tint en respect les Bavares. — Contre la Bohême et le gros des Autrichiens, Moltke monta au contraire une offensive à fond, qui s'opéra dans



LA CONFÉRENCE DE LONDRES (avril-juin 1864), où siègent, de gauche à droite : lord Russel, lord Clarendon, Biegeleben, le prince de la Tour d'Auvergne, de Balan, le baron Brunnow, les comtes Apponyi et Wechmeister, le baron de Beust. CL. ILLUSTRATION.





GARIBALDI A ROCCA D'ANFO (3 juillet 1866). — Gravure populaire. — Bibl. Nat.

deux directions : au nord par la Saxe, où la première armée, sous Frédéric-Charles, et l'armée de l'Elbe, sous Herwarth de Bittenfeld, se fondirent en une masse de 141 000 hommes ; au nord-est, sur la frontière silésienne, où le prince royal commandait la deuxième armée (113 000 hommes). Cette division en deux groupements séparés aurait pu entraîner les mêmes conséquences que sur le théâtre d'opérations italien, si le généralissime autrichien, Benedek, avait su, comme l'archiduc Albert, écraser l'un d'eux avec ses forces réunies. Mais ce n'était qu'un bon divisionnaire, inapte à la conduite des grandes unités, incapable de prendre et de suivre une résolution hardie. A la faveur de son inaction, les armées de Frédéric-Charles et celle du prince royal forcèrent, l'une les défilés de la Lusace, l'autre ceux de la Silésie par une semaine de combats heureux (22-27 juin), au cours desquels la supériorité de leur feu fit perdre 40 000 hommes à leurs adversaires démoralisés ; le 1<sup>er</sup> juillet, elles n'étaient plus qu'à une étape l'une de l'autre, en avant de Gitschin.

Découragé par ce fâcheux début, Benedek aurait voulu se replier avec son armée tardivement concentrée. Un ordre de Vienne lui prescrivit de livrer une grande bataille ; elle eut lieu le 3 juillet près de Sadowa, en avant de l'Elbe, et devait être l'une des plus décisives du siècle par ses conséquences, et des plus considérables par l'importance des effectifs engagés (197 000 Austro-Saxons et 221 000 Prussiens). Pendant toute la matinée, Benedek réussit à défendre son front contre les assauts de Frédéric-Charles ; dans l'après-midi, il fut pris en flanc par l'armée du prince royal, accourue au canon, perdit à la faveur de la surprise et du brouillard la position dominante de Chlum, ne put la reprendre, et dut se borner dès lors à arrêter la poursuite du vainqueur par le sacrifice de sa cavalerie. L'étendue de ses pertes (plus de 40 000 hommes) ayant converti sa défaite en désastre, sa retraite ne s'arrêta qu'aux portes de Vienne, que l'archiduc Albert accourut couvrir avec une partie de son armée.

L'Autriche aux abois tenta de désarmer au moins l'Italie en lui offrant, une fois encore, la Vénétie par l'entremise de Napoléon III (4 juill.). La rapidité d'événements qui produisaient sur tous l'effet d'un coup de foudre avait particulièrement déconcerté ce dernier ; croyant au début que la guerre serait longue et indécise, il avait d'abord compté la terminer en dictant, au moment opportun, ses conditions aux belligérants épuisés. La bataille de Sadowa lui ayant montré l'inanité de ces espérances, il crut remporter un succès en faisant accepter sa médiation à Vienne, à Berlin et à Florence (5 juill.) ; mais il la rendit à l'avance inefficace en se refusant à décréter une mobilisation qui aurait mis entre ses mains d'autres moyens de pression qu'un prestige moral déjà fort ébranlé. De son côté, Bismarck sut manœuvrer avec une habileté supérieure, au cours de négociations qui représentent son chef-d'œuvre diplomatique, pour unir la prudence à l'audace et résister à la fois à l'entraînement belliqueux de son roi et aux instances de la France. Il obtint pour la Prusse l'annexion complète des duchés danois, la liberté de se mettre à la tête d'une Confédération alle-

mande du Nord, et l'adhésion personnelle de Napoléon à un programme d'annexions qui faisait disparaître quatre États (Hanovre, Hesse-Cassel, Nassau, Francfort), portait sur 4 millions et demi d'habitants, et comblait toutes les lacunes ouvertes dans la configuration géographique de la Prusse. Mais en même temps, et pour se ménager dans l'adversaire de la veille une alliée du lendemain, il épargnait à l'Autriche l'humiliation d'une entrée dans sa capitale et d'une amputation de territoire, accordait à ses prières le rétablissement du roi de Saxe sur son trône et se contentait de l'évincer de l'Allemagne. A Napoléon III, il donnait une satisfaction platonique en reconnaissant aux populations du Schleswig le droit à un plébiscite et aux États de l'Allemagne méridionale celui de former une Confédération particulière au sud du Mein.

Les préliminaires de Nikolsbourg furent signés sur ces bases, le 26 juillet. Avant que les dispositions n'en eussent été rendues définitives par le traité de Prague (23 août), trois événements d'ordre différent vinrent préciser les résultats de la guerre. — Les Italiens avaient voulu d'abord la continuer pour leur compte, afin de prendre une revanche de Custozza et de ne pas recevoir la Vénétie comme un cadeau. Une grave défaite navale subie à Lissa (20 juill.) les força de se contenter de cette province, en renonçant au Tyrol qu'ils avaient commencé à envahir, et de signer d'abord un armistice (12 août), puis la paix (3 oct.) avec l'Autriche. — D'autre part Napoléon, s'apercevant un peu tard que l'agrandissement de la Prusse allait modifier au détriment de la France l'équilibre européen, se décida à lui présenter des demandes de compensations territoriales. Il lui réclama d'abord, par son ambassadeur à Berlin, Benedetti, la Bavière rhénane avec Mayence ; puis, par un agent secret, Hansen, la constitution de la rive gauche du Rhin en État-tampon ; puis, de nouveau par Benedetti, les frontières de 1814 (Landau et Sarrelouis), et surtout la faculté éventuelle d'annexer le Luxembourg et la Belgique. Sûr de sa force, Bismarck opposa la même fin de non-recevoir à ces trois tentatives. Mais il sut garder une trace écrite de la dernière, si compromettante pour son auteur. — Quant à la première, qui révélait les convoitises françaises sur l'Allemagne du Sud, il s'en servit pour amener la Bavière et le Wurtemberg à s'en défendre par des traités d'alliance militaire avec la Prusse (août). Par cette initiative, il franchissait la ligne du Mein, assignée comme limite aux ambitions de son pays, et violait le traité de Prague au lendemain de sa conclusion.

**LA NOUVELLE ALLEMAGNE ET LA NOUVELLE AUTRICHE. — LA CONFÉDÉRATION DE L'ALLEMAGNE DU NORD. — LE RÉGIME DUALISTE.** — Il ne lui restait plus, pour compléter son œuvre, qu'à constituer la Confédération du Nord de manière à asservir à la Prusse, qui comptait maintenant 24 millions d'habitants, les 6 millions d'Allemands compris dans les 21 petites souverainetés situées au nord du Mein. Ce fut l'objet de nombreux pourparlers avec les intéressés (août 1866-juin 1867), dans lesquels il montra le même sens de la mesure que dans son rôle de diplomate. Il laissa aux États particuliers leur pleine autonomie administrative et s'abstint de réclamer pour son maître le titre d'empereur ; mais ils durent abdiquer la direction de leurs affaires extérieures, militaires et économiques entre les mains d'un pouvoir central présidé par le roi de Prusse, exercé par son premier ministre avec le titre de chancelier, entretenu par des impôts spéciaux,



BATAILLE NAVALE DE LISSA (20 juillet 1866). — Gravure de Ch. Leduc. — Bibl. Nat.





BATAILLE DE SADOWA (BOHÊME)

Cette bataille, qui se déroula le 3 juillet 1866 entre Sadowa et Kœniggratz, mit aux prises l'armée prussienne, commandée par le roi Guillaume I<sup>er</sup>, et l'armée autrichienne du général Benedek. La déroute des Autrichiens fut complète. — Gravure populaire de l'époque. — Bibl. Nat.







contrôlé par un Collège de plénipotentiaires (le *Conseil fédéral*), représentant les gouvernements, et par une Assemblée élue au suffrage universel (le *Reichstag*), représentant l'opinion. L'ancienne Confédération germanique se réduisait à une alliance permanente et défensive d'États; la nouvelle Confédération du Nord comportait un super-État, pourvu d'organes d'action qui le rendaient également propre à l'offensive.

En Autriche, la guerre de 1866 eut pour résultat de précipiter l'évolution qui entraînait le pays vers une forme nouvelle d'organisation : c'était le dualisme, qui apparaissait comme seul possible après l'échec successif des tentatives centralistes ou fédéralistes, et qui devait transformer l'ancien Empire en « monarchie austro-hongroise ». En vertu du *Compromis* de février 1867, la direction en fut désormais partagée entre deux races dominantes, les Hongrois et les Allemands. L'Autriche-Hongrie devint un État composé à *union réelle*, c'est-à-dire que les deux parties de la monarchie furent unies sous un même sceptre, l'empereur d'Autriche étant en même temps roi de Hongrie. Elles formèrent un seul État au point de vue des rapports internationaux, mais conservèrent chacune leur pleine souveraineté au point de vue de l'organisation intérieure, de sorte qu'il y eut des affaires communes, des affaires spéciales à l'Autriche, des affaires spéciales à la Hongrie.

Les deux États ayant pour limite conventionnelle la Leitha, on donna à l'Autriche le nom de Cisleithanie et à la Hongrie le nom de Transleithanie.

Le comte de Beust, ministre saxon passé au service autrichien avec le titre de chancelier, attacha son nom à cette œuvre de rajeunissement de la monarchie danubienne. Le 18 février 1867, un ministère hongrois fut constitué sous la présidence du comte Jules Andrassy, et, au mois de juin, François-Joseph vint se faire couronner dans la capitale magyare.

Les Tchèques protestèrent par une Déclaration (1868) contre le régime « dualiste », qu'ils estimaient sans fondement au point de vue du droit historique; ils demandèrent que le souverain traitât directement avec eux, et que l'organisation électorale, trop favorable à la race allemande, lui assurât l'égalité de représentation.



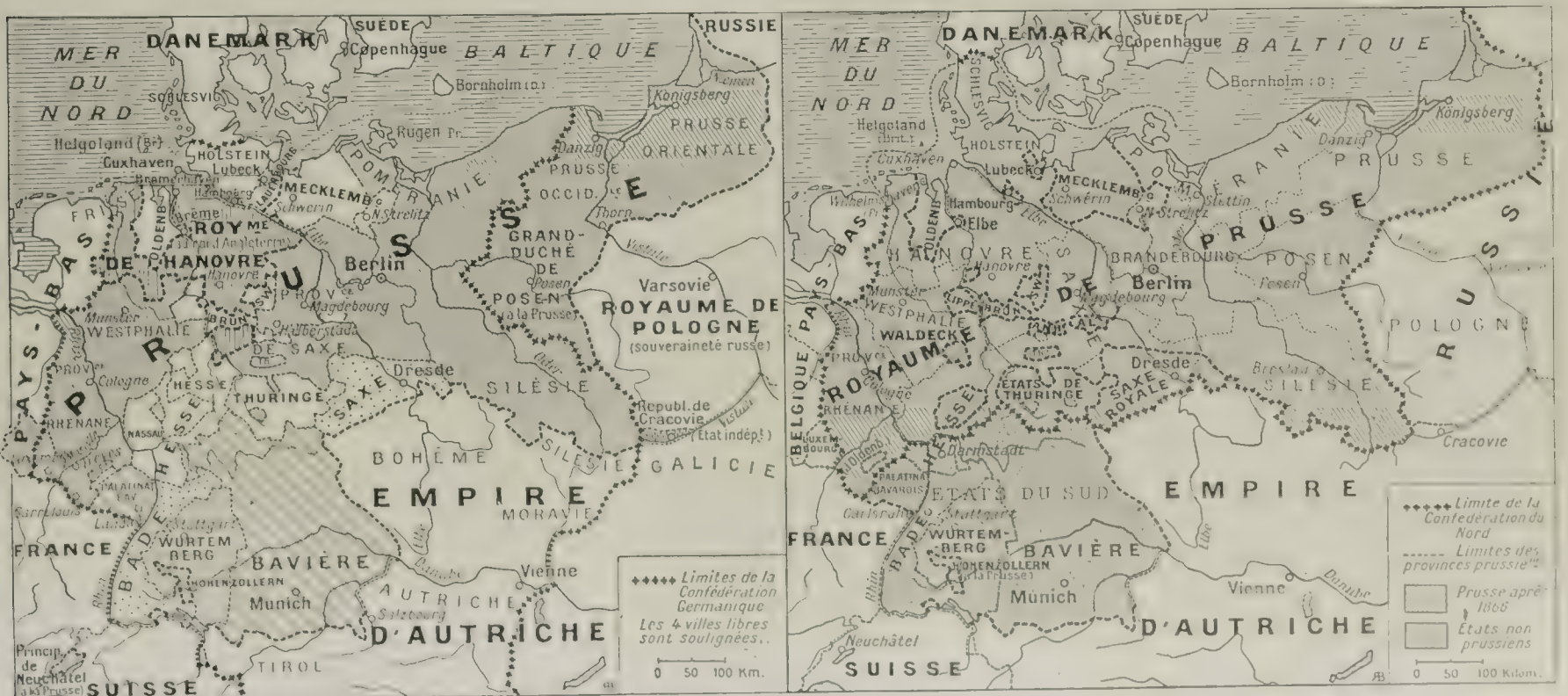
ENTRÉE TRIOMPHALE DES ARMÉES PRUSSIENNES A BERLIN. — Le roi de Prusse reçoit, devant la porte de Brandebourg, les trois couronnes offertes par la ville (20 septembre 1866). — D'après un croquis de Loeffler. CL. ILLUSTRATION.

## VII. ÉVOLUTION INTÉRIEURE DES ÉTATS EUROPÉENS

Pour certains États, comme l'Allemagne, la politique intérieure et la politique étrangère furent, pendant cette période, si étroitement unies, qu'il a paru préférable de n'en pas séparer l'exposé. Mais la transformation de l'Europe centrale et les changements survenus dans les rapports internationaux demeurèrent sans influence directe sur d'autres États, qui poursuivirent leur évolution particulière.

### Grande-Bretagne.

La position insulaire de la Grande-Bretagne lui permettait tour à tour de s'intéresser aux affaires du continent ou de s'en abstraire. Sa vie parlementaire était caractérisée par le triomphe alternatif des deux



FORMATION DE L'UNITÉ ALLEMANDE

Carte politique de la Confédération germanique après les traités de 1815.

La Confédération de l'Allemagne du Nord après le traité de Prague (1866).







surtout, à la faveur de leur neutralité, à développer par la construction de voies ferrées l'exploitation de leurs richesses et même de leurs beautés naturelles. À partir de 1866, les partis radicaux entreprirent une campagne pour reviser la constitution dans un sens démocratique et centraliste. Ce mouvement ne devait aboutir qu'en 1872, mais il trouva une première satisfaction dans une autre réforme, réalisée d'abord à l'intérieur des cantons de Bâle (1863) et de Zurich (1869). Elle consistait à y introduire la pratique du *referendum*, obligatoire ou facultatif, c'est-à-dire à soumettre les lois votées par les assemblées politiques à la sanction du suffrage universel. C'était là une expérience, unique alors en Europe, pour substituer au régime représentatif le gouvernement direct par le peuple.

### Italie. — Saint-Siège.

Aux grands États dont il convient de suivre l'évolution intérieure s'ajoute, à partir de 1861, le royaume d'Italie, nouvellement formé par l'annexion successive au Piémont de la Lombardie en 1859, du centre de la Péninsule en mars 1860, de la partie méridionale à la fin de la même année, de la Vénétie en 1866; son unité sera complète en 1870 par la prise de Rome, qui lui assurera la possession de sa capitale historique, ses frontières définitives, le rang et l'importance d'une grande puissance européenne (1).

À la rapidité de ce mouvement d'extension territoriale correspond une inévitable crise d'organisation politique, heureusement surmontée d'ailleurs. Au début, le gouvernement italien doit conduire une véritable campagne à l'intérieur pour réprimer dans l'ancien royaume de Naples des actes de brigandage, conséquence de la guerre et de la révolution. Il lui faut ensuite unifier les institutions politiques et administratives qu'il trouve dans l'héritage de sept dominations différentes. À partir de 1866, il est absorbé par le problème financier et par la nécessité de combler les vides qu'ont creusés dans ses budgets le service des emprunts contractés pour solder ses guerres et ses frais de premier établissement. Il y parvient par une politique d'économies et de taxation à outrance dont le ministre des Finances, Sella, se fait l'instrument et qui conduira, en 1876 seulement, à l'équilibre budgétaire.

L'histoire de l'Italie se trouve, pendant cette période, intimement liée à celle du Saint-Siège, qui formait alors un État au centre de la Péninsule. L'Église catholique était depuis 1846 gouvernée par Pie IX. Après les velléités libérales de ses débuts, Pie IX (1846-1878) suivit sans dévier, parfois même avec une certaine intransigeance, une politique de tendances conservatrices, traditionalistes et absolutistes. Comme prince italien, il ne cessa de proclamer la possession de ses domaines temporels nécessaire au libre accomplissement de sa mission spirituelle et de protester contre les mutilations qu'elle subissait. Comme chef de l'Église, il travailla à en étendre l'influence et les libertés, soit par des Concordats avec les puissances catholiques (Espagne et Toscane, 1851; Autriche, 1855; Républiques sud-américaines, 1852-1862), soit par des concessions en faveur du clergé dans les pays schismatiques (Angleterre, 1850; Pays-Bas, 1853; Wurtemberg, 1857). Il résuma enfin les maximes directrices de sa politique dans l'encyclique *Quantâ curâ* (8 déc. 1864), où il opposait la conception de l'État catholique, fondé sur l'indépendance du pouvoir religieux et l'unité de la foi obligatoire, à celle de l'État laïque, fondée sur la liberté de religion et la supériorité du pouvoir civil. Ce manifeste était accompagné d'un catalogue (*Syllabus*) de propositions déclarées incompatibles avec le dogme catholique, et où figuraient la plupart des principes rationalistes auxquels avait conduit la doctrine du libre examen.

L'encyclique *Quantâ curâ* devait avoir un profond retentissement. Dénoncée par les adversaires de Pie IX comme une déclaration de guerre à la société moderne, elle fut défendue par ses partisans comme la définition *a contrario* d'un idéal théorique, qui ne se réalisait nécessairement pas dans les faits.

(1) Voir pages 175-179.

Au point de vue doctrinal, le pape s'attacha à transformer en dogmes impératifs des croyances ou des vœux répandus dans le monde catholique sans être pourtant articles de foi. C'est ainsi qu'il promulgua de sa propre autorité le dogme de l'Immaculée conception (1854) et fit proclamer (18 juill. 1870) par un concile convoqué à Rome à cet effet (8 déc. 1869) celui de l'infailibilité pontificale.

Pendant que l'Église catholique, sous l'impulsion de Pie IX, rendait plus rigoureux son dogme et sa discipline, les Églises protestantes suivaient une évolution inverse, caractérisée par les progrès du *protestantisme libéral*.

### Espagne.

L'Espagne, sous Isabelle II (1843-1868), comme d'ailleurs le Portugal sous Pedro V (1853-1861) et sous Luis I<sup>er</sup> (1861-1889), présente le spectacle d'une instabilité gouvernementale, qu'explique le contraste de ses institutions officielles avec son état réel. La monarchie y représentant une tradition vivante et le régime parlementaire

une importation étrangère, la vie politique s'y réduit aux tentatives de l'une pour annuler l'autre, et aboutit à la dictature de chefs militaires qui mettent au service des partis leurs troupes et leurs rivalités personnelles : de là, une succession de changements de ministères et de coups d'État, dont la rapidité semble sans exemple en Europe, et dont la confusion laisse difficilement apercevoir une évolution logique. On peut tout au plus y discerner comme faits saillants : d'abord, de 1851 à 1854, une période de compression politique à outrance, qui trouve, comme en Autriche, son expression dans un Concordat avec Rome ; puis, de 1854 à 1856, un mouvement d'émancipation inauguré par une sédition militaire (juin 1853), personnifié par les généraux Espartero et O'Donnell, et que suit presque aussitôt, avec le général Narvaez, un mouvement inverse de réaction (1856-1857). C'est ensuite, pendant les cinq années écoulées après le retour d'O'Donnell au pouvoir (juin 1858), le gouvernement le plus durable et le plus fécond du règne. Appuyé au dedans sur l'« Union libérale », coalition des deux partis constitutionnels (*modérés* et *progressistes* ou *radicaux*), O'Donnell cherche au dehors à rendre quelque prestige à son pays en faisant flotter le drapeau espagnol au Maroc (1860), où lui-même dirige une expédition ; en Cochinchine, au Mexique, où il intervient aux côtés de la France ; à Saint-Domingue, qui retombe pendant trois années (1861-1864) sous la domination de la mère patrie : grandeur éphémère et un peu factice qui se termine avec la retraite du dictateur (fév. 1863).

À partir de ce moment, la reine s'abandonne à une tentative de retour à l'absolutisme, rappelle Narvaez pour réprimer les manifestations du mécontentement public, et le laisse pratiquer un régime de terreur qui dure jusqu'à la mort de ce dernier (avril 1868). Aussitôt après éclate un nouveau pronunciamiento, dont l'amiral Topete donne le signal à Cadix et dont les généraux Prim et Serrano assurent le triomphe à Madrid. Isabelle II se réfugie en France, et les Cortès constituantes convoquées après son départ (1869) confient à Serrano la présidence d'un gouvernement provisoire, avec mission de chercher au dehors un nouveau souverain pour l'Espagne. Cette recherche aura pour résultat de mêler un instant l'Espagne à la politique générale de l'Europe, en aboutissant à une candidature qui sera la cause occasionnelle d'une grande guerre entre la France et la Prusse.

### États scandinaves.

Les États scandinaves se trouvèrent passagèrement mêlés aux affaires générales de l'Europe par la guerre de Crimée, qui entraîna la Suède à une alliance tardive avec la France et l'Angleterre, et surtout par la question des duchés danois, qui provoqua entre eux le réveil de ce sentiment de solidarité ethnique auquel on a donné le nom de « scandinavisme ». — Sous les règnes de Frédéric VII (1848-1863) et de Christian IX (1863-1906) en Danemark, d'Oscar I<sup>er</sup> (1844-1859) et de Charles XV (1859-1872) en Suède,



LE PAPE PIE IX (1846-1878). — D'après une peinture de Galofre. CL. ILLUSTRATION.



leur évolution intérieure fut caractérisée par l'établissement d'un régime parlementaire sur le modèle des autres pays européens. Entravée en Danemark par la difficulté de l'étendre aux duchés, cette œuvre ne put aboutir qu'après leur démembrement et trouva son expression dans une constitution (1866), qui en remplaça trois autres (1849, 1854, 1855), aussitôt suspendues que promulguées. — La question se posait un peu différemment en Suède, où il ne s'agissait que de moderniser d'anciennes institutions représentatives. La constitution de 1866 substitua aux quatre ordres (noblesse, clergé, bourgeois, paysans) de la vieille Diète deux Chambres, élues au suffrage censitaire. Quelques années auparavant (1858), la proclamation de la liberté des cultes avait mis fin au régime de l'intolérance religieuse. — Quant à la Norvège, unie à la Suède par la simple communauté de dynastie, cette période fut l'une des plus calmes de son histoire et la seule peut-être du siècle où elle n'ait pas été en conflit permanent avec son souverain.

### Russie.

Monté sur le trône au cours d'une guerre malheureuse, Alexandre II, élevé dans les mêmes principes que son père, fut amené par la nécessité à suivre, au début, une politique bien différente. Au dehors, il renonça à toute intervention et attendit dans le recueillement une occasion favorable pour faire reviser au profit de son pays le traité de Paris. Au dedans, il s'associa à l'élan de l'opinion publique, réclamant la rénovation de la Russie par le redressement des abus qui avaient si longtemps paralysé la vie publique et corrompu la vie administrative. Il attacha son nom aux trois grandes réformes agraire, politique et judiciaire, dont le ministre Nicolas Milioutine assura, en particulier, la réalisation.

Au point de vue social, la Russie était encore en retard sur les autres pays européens, puisqu'elle comptait vingt-trois millions de serfs attachés à la glèbe, astreints à cultiver pour leurs seigneurs une terre qu'ils ne possédaient pas, assujettis en outre à de pesantes servitudes personnelles. Il était, d'autre part, difficile de les émanciper sans ruiner la noblesse, sans anéantir son influence et sans porter atteinte au droit de propriété. Une commission, dont les inspirateurs furent les slavophiles Tcherkaski et Samarine, fut chargée de concilier les intérêts en présence. Ses conclusions passèrent dans le manifeste impérial du 19 février 1861, qui valut à Alexandre II le surnom de *tsar libérateur* et qui, abolissant le servage, accordait aux serfs la plénitude de la liberté personnelle, la possession individuelle de leur *izba* et du petit enclos y attenante, la propriété collective d'une partie des terres précédemment attribuées aux seigneurs, contre indemnité avancée par une caisse de l'Etat. Les communes rurales (*mir*) furent réunies en groupes appelés *volostes*, et la *volost* forma l'unité administrative inférieure. Certes, tous les espoirs qu'avait suscités cette



LE GÉNÉRAL PRIM (1814-1870). — Peinture de H. Regnault. — Musée du Louvre. CL. BRAUN.

grande réforme ne reçurent pas satisfaction et les effets ne s'en firent sentir qu'à la longue ; mais elle s'accomplit sans secousse, transforma peu à peu le régime des terres et favorisa grandement l'assimilation de la Russie au reste de l'Europe.

La réforme administrative, presque aussi importante, eut pour objet de contrôler l'œuvre de la bureaucratie par la participation des administrés et de donner au pays, à défaut d'une représentation nationale, des assemblées locales où il pourrait s'essayer à la vie publique. A cet effet un oukase de 1864 institua sur tout le territoire de l'ancienne Russie des *zemstvos*, assemblées où entraient, par la voie de l'élection, des représentants des diverses classes sociales, et dont les attributions étaient analogues à celles de nos conseils généraux. — La réforme de l'organisation judiciaire enfin concilia, dans un sage éclectisme, l'imitation des modèles européens et le respect des anciennes institutions locales ; elle eut au moins pour résultat de diminuer la vénalité des juges et de créer un véritable corps de magistrats de carrière.

Mais l'insurrection de la Pologne (1863-1864) permit aux slavophiles d'agir sur l'esprit du souverain, qui, après l'attentat de Dimitri Karakosov, (1866), réagit contre les tendances libérales, rendit sa faveur au parti anti-réformiste et étendit jusqu'aux provinces baltiques les procédés de russification.

### Péninsule balkanique.

Les auteurs du traité de Paris n'avaient consacré l'intégrité de la Turquie qu'à la condition de la voir se réformer elle-même en supprimant les abus qui menaçaient son existence. Cet espoir devait être trompé. Dès le 18 février 1856, un *hatti-humayoun* avait bien édicté toutes les réformes nécessaires pour la moderniser, à commencer par la plus importante, l'égalité des chrétiens et des musulmans devant la loi. Cet acte resta lettre morte, la volonté impériale n'ayant pu surmonter les obstacles de la routine administrative, de l'inertie populaire et du fanatisme religieux. Après la mort d'Abd-ul-Medjid (1861) et sous le règne de son successeur Abd-ul-Aziz, deux ministres novateurs, Fuad et Ali-pacha, ne furent pas plus heureux dans leurs efforts pour réaliser les promesses de 1856.

Cette impuissance de la Turquie à se transformer eut pour résultat naturel de précipiter le mouvement de désagrégation qui, depuis un demi-siècle, manifestait sa décadence. D'une part, son territoire fut le théâtre d'agitations continuelles, qui motivèrent l'intervention diplomatique ou même militaire de l'Europe. En 1860, les massacres de chrétiens qu'elle ne sut ou ne voulut pas empêcher en Syrie amenèrent l'occupation temporaire de ce pays par des troupes françaises. En 1861 et 1862, une révolte des Serbes de l'Herzégovine nécessita une véritable expédition d'Omer-pacha contre le Monténégro, où ils trouvaient des encouragements et un appui. En 1867 enfin, les montagnards de l'île de Crète se soulevèrent à leur tour sans pouvoir être réduits, proclamèrent leur annexion à la Grèce et ne rentrèrent dans l'obéissance (1869) que lorsqu'une conférence des grandes puissances eût arraché au sultan un règlement organique leur accordant certaines garanties.

D'autre part, les peuples balkaniques, qui jouissaient déjà de leur autonomie administrative, profitèrent de la faiblesse du pouvoir central pour conquérir leur indépendance complète. La Moldavie et la Valachie, dont les traités maintenaient la séparation, trouvèrent le moyen de les tourner en élisant un hospodar unique, le colonel Couza (janv. 1859), qui proclama la réunion des deux principautés (décembre 1861) et la consacra par l'octroi d'une constitution commune (mai 1864). Quand Couza eût été renversé par un complot militaire (28 fév. 1866), pour avoir voulu transformer son pouvoir en dictature, les Chambres élurent pour le remplacer, mais à titre héréditaire, un membre d'une maison souveraine, le prince Charles de Hohenzollern (avril 1866). La nationalité roumaine s'incarnait désormais dans une dynastie sur laquelle la Porte ne conservait plus qu'un



CHRISTIAN IX, ROI DE DANEMARK (1863-1906).  
CL. HOHLENBERG.





UNE FÊTE AUX TUILERIES PENDANT L'EXPOSITION DE 1867, aquarelle de Baron. — Musée du Louvre.









ALEXANDRE II, EMPEREUR DE RUSSIE (1855-1881). — Gr. de Metzmacher. — B. N.

droit nominal d'investiture.

La nationalité serbe fut plus longue à se dégager de la souveraineté ottomane, par suite de la rivalité des deux familles des Obrenovitch et des Karageorgevitch, qui aspiraient à la personnifier. Lors de la guerre de Crimée, elle ne représentait encore qu'une province autonome de la Turquie, gouvernée au nom du sultan par un prince indigène héréditaire. Sous le règne d'Alexandre Karageorgevitch (1842-1858), elle vit, au traité de Paris, ses libertés placées sous la garantie collective des puissances. Après la restauration de Miloch Obrenovitch (1858), son fils et successeur Michel forma une petite armée serbe et

réussit, avec l'appui de la France, à obtenir le retrait de la garnison turque de Belgrade, dernier vestige matériel de la domination ottomane (1867). Quand il eût été assassiné et remplacé par son neveu Milan, encore mineur, une constitution à l'européenne fut promulguée (1869) et la Serbie posséda désormais les principaux éléments de l'indépendance.

La Grèce en avait obtenu la plénitude dès 1829, grâce à l'appui de l'opinion et des gouvernements européens. Elle gagna encore à ces sympathies un accroissement de territoire. En 1862, le prince bavarois Othon I<sup>er</sup>, qui la gouvernait depuis 1832, succomba à une sédition militaire, pour s'être refusé pendant la guerre de Crimée à partir en guerre contre la Turquie. Les Chambres ayant choisi pour le remplacer un candidat agréable à l'Angleterre, le fils cadet du roi de Danemark, Georges I<sup>er</sup>, elle obtint à ce prix l'annexion à son territoire des îles Ioniennes, habitées par une population grecque, et placées depuis 1815 sous le protectorat britannique. L'année suivante, une nouvelle constitution remplaça celle de 1844.

## VIII. LES PRÉLUDES DE LA GUERRE FRANCO-ALLEMANDE

**LES RESULTATS DE LA POLITIQUE NAPOLEONIENNE.** — Les trois dernières années du second Empire représentent dans son histoire la période du déclin après celle des déceptions. Napoléon avait successivement essayé de l'alliance anglaise pour gagner la confiance des puissances (1852-1857), de l'entente avec la Russie pour affranchir l'Italie (1858-1863), d'un rapprochement avec l'Autriche (1863), puis avec la Prusse (1864-1865) pour régler les questions pendantes en Europe. Partout les événements avaient tourné contre ses prévisions ou contre les événements de son pays. C'était le cas notamment de l'unité italienne et de l'unité allemande qu'il avait favorisées au début.

En Italie, il s'était simplement proposé de libérer la Péninsule du joug autrichien et d'en garantir l'indépendance par l'établissement d'une Confédération soumise à son protectorat moral : il n'avait abouti qu'à remplacer sur sa frontière du sud-est l'inoffensif petit Piémont par un grand État unitaire qui avait absorbé tous les autres. En Allemagne, sa politique avait suivi les mêmes déviations. Il rêvait d'abord de scinder l'ancienne Confédération germanique en trois groupements ayant pour centres de gravité respectifs Vienne, Munich et Berlin, dont la rivalité aurait garanti la sécurité et peut-être l'agrandissement de la France ; et il avait laissé au contraire l'équilibre germanique se rompre, au détriment d'une puissance éloignée et inapte à l'offensive, au profit d'une autre dont le voisinage immédiat, l'esprit belliqueux et l'extension subite faisaient un péril continu pour sa frontière du nord-est. Sa politique brouillonne et indécise lui avait coûté l'alliance anglaise et la confiance du Saint-Siège, auxquelles il tenait particulièrement, sans qu'il eût réussi à remplacer l'une par l'alliance russe, à suppléer à la perte de l'autre par la gratitude italienne. La France était donc isolée au moment même où elle se voyait diminuée de la grandeur subite de la Prusse et menacée par son ambition croissante. Prévoyant le désastre qui deviendrait fatal à sa couronne comme à son pays, Napoléon allait vainement chercher à le conjurer par des concessions à l'intérieur et des expédients à l'extérieur.

**L'ANNÉE 1867.** — Cette tragique veillée des armes s'ouvrit pourtant sur un spectacle d'apothéose. En 1867, eut lieu à Paris (mai-oct.) une Exposition universelle dont l'éclat dépassa de beaucoup celui de la précédente (1855) et dont les fêtes principales se déroulèrent devant un véritable parterre de rois (notamment les trois souverains de Russie, de Prusse et d'Autriche) : Paris sembla redevenir un instant, comme en 1856, la capitale de l'Europe. L'impression d'enivrement qu'en éprouvèrent les contemporains fut aussitôt dissipée par trois surprises extérieures dont la nouvelle retentit comme un présage de ruine pour le second Empire, parce qu'elles signalaient la faillite de sa politique en Allemagne, au Mexique et en Italie : c'étaient l'affaire du Luxembourg, la fusillade de Queretaro et celle de Mentana.



CHARLES I<sup>er</sup>, ROI DE ROUMANIE (1866-1914). — Gravure de Robert. CL. ILLUSTRATION

**L'AFFAIRE DU LUXEMBOURG.** — Dans le grand-duché de Luxembourg, bien fait pour compléter sa frontière du nord-est, le gouvernement impérial, poussé par l'opinion, cherchait une compensation, fort modeste à la vérité, à celles qu'il avait en vain réclamées en terre germanique pour prix des agrandissements démesurés de la Prusse. La situation de ce petit État rappelait par sa complexité celle des duchés danois. Il appartenait personnellement au roi de Hollande, mais il avait été compris dans les limites de l'ancienne Confédération germanique, et il restait à cet titre occupé par une garnison prussienne, bien qu'il ne fit point partie de la nouvelle Confédération du Nord. Son légitime propriétaire, un peu à court d'argent, ne fit nulle difficulté d'en négocier la vente à la France (fév.), mais en subordonnant la signature d'un traité en règle à l'assentiment de la Prusse (26 mars). Pressenti à ce sujet, Bismarck répondit qu'il ne protesterait que pour la forme, si l'on agissait assez vite pour le mettre en présence d'un fait accompli. Mais entre temps le bruit des pourparlers franco-hollandais s'était répandu dans l'Allemagne, exaltée par ses récentes victoires, et la perspective d'une cession de territoire à Napoléon III y avait soulevé une indignation qui se fit jour sous une forme violente dans une séance du Reichstag (1<sup>er</sup> avril). Il n'en fallut pas plus pour provoquer chez le roi de Hollande un mouvement de recul qui fit avorter toute la négociation au moment où elle allait aboutir. Il ne resta à la France que la faible consolation de couvrir sa retraite en obtenant de son partenaire un sacrifice analogue à celui qu'elle consentirait : une conférence européenne réunie à Londres décida l'évacuation par les troupes prussiennes du Luxembourg, qui formerait à l'avenir un État perpétuellement neutre comme la Belgique (11 mai 1867). Quarante-sept ans plus tard, de graves événements devaient montrer la valeur de cette garantie.

**LA FIN DE L'EXPÉDITION DU MEXIQUE.** — Un mois après, l'aventure mexicaine se terminait en catastrophe. Les instances de plus en plus pressantes des États-Unis et les attaques de l'opposition avaient déterminé Napoléon à la liquider pour son compte, en prescrivant (avril 1866) le rappel de ses troupes, qui devait s'opérer en trois échelons. Ayant vainement envoyé sa femme à Paris pour faire rapporter cet ordre (août), Maximilien n'en reçut que le conseil d'abdiquer, le repoussa comme une lâcheté et se berça de l'espoir de se maintenir sur son trône avec ses seules forces. Cette illusion devait lui coûter la vie. Quand le dernier bataillon français se fut embarqué (mars 1867), il vit les républicains reprendre partout l'offensive, ses partisans l'abandonner, et son Empire se réduire à un petit flot de territoire autour de sa capitale. Il en sortit avec 10 000 hommes, pour tenter vers le nord la fortune des armes, se laissa enfermer dans Queretaro par deux armées républicaines, et ne put que prolonger deux mois une résistance qui se termina par une capitulation (15 mai). Animé à son égard d'une impitoyable passion de représailles, Juarez le fit condamner à mort par un conseil de guerre, et fusiller assez rapidement pour empêcher les puissances d'intervenir utilement en sa faveur (19 juin). La cruauté de ce trépas eut en Europe un sinistre



retentissement, et l'abandon de Maximilien y apparut, ou comme un manque de foi, ou comme un aveu d'impuissance de la part de Napoléon III.

#### LA QUESTION ROMAINE. — LA PRISE DE ROME.

— A la fin de la même année, celui-ci éprouvait encore à Rome une autre déconvenue. De là aussi il avait retiré ses troupes (déc. 1866), conformément à la convention de septembre, en remettant au gouvernement italien le rôle de protection dont il s'était chargé. Leur départ laissait le champ libre au parti d'action; moins d'un an après (sept. 1867), Garibaldi annonçait publiquement au Congrès de la paix de Genève son intention d'envahir le territoire pontifical et d'y provoquer un soulèvement. A son retour en Italie, le ministère Rattazzi le fit d'abord arrêter, puis le relâcha sous la pression de l'opinion et le laissa se mettre à la tête de bandes armées qui pénétrèrent jusqu'à une vingtaine de kilomètres de Rome. Pressé par le pape de venir à son secours, Napoléon III lui envoya, après de longs atermoiements, un petit corps d'expédition qui se joignit aux troupes pontificales pour se porter à la rencontre des volontaires garibaldiens. Le combat de Mentana (3 nov.) fut pour ces derniers ce qu'avait été sept années auparavant pour leurs adversaires celui de Castelfidardo. Écrasés par la supériorité du nombre, de l'armement et de la discipline, ils durent se replier et se disperser. Rome était sauvée et devait rester jusqu'en 1870 sous la garde d'une garnison française. L'intervention de Napoléon marquait un nouveau retour à la politique conservatrice, mais lui aliénait définitivement le cœur des Italiens, froissés à la fois de son attitude et de deux phrases malheureuses contenues : l'une dans un rapport militaire sur Mentana (« Les chassepots ont fait merveille »); l'autre, dans un discours prononcé peu après (5 déc.) au Corps législatif par le ministre Rouher (« Jamais l'Italie ne s'emparera de Rome »).

Les premières batailles de la guerre franco-allemande devaient avoir pour conséquence indirecte la chute du pouvoir temporel des papes. L'évacuation de Rome par la garnison française et l'écroulement du second Empire firent tomber le double obstacle, matériel et moral, qui avait jusqu'alors empêché les Italiens d'achever leur unité en occupant leur capitale historique. Après Sedan, l'opinion publique se prononça en ce sens avec un tel élan que Victor-Emmanuel ne put y résister. Ayant envoyé à Pie IX (8 sept.) un ultimatum sans résultat, il fit envahir le territoire pontifical par l'armée du général Cadorna, laquelle, grâce à sa supériorité numérique, l'occupa sans combat et ne rencontra un semblant de résistance que sous les murs de Rome. Dès qu'une brèche y eût été pratiquée, Pie IX se soumit pour éviter une inutile effusion de sang (20 sept.).

Quelques jours après (2 octobre), un plébiscite consacra l'annexion au royaume d'Italie du dernier lambeau de territoire qu'eut conservé le Saint-Siège. Le Parlement de Florence décida (23 déc.) que la capitale serait transférée à Rome et le roi Victor-Emmanuel vint s'établir au Quirinal. L'Italie était libre et une.



EXÉCUTION DE L'EMPEREUR MAXIMILIEN et des généraux Miramon et Mejia à Queretaro (Mexique), le 19 juin 1867. — Peinture de Manet. Cl. BULLOZ.

La loi du 3 mai 1871, dite *loi des garanties*, eut pour objet d'assurer au pape le plein exercice de sa souveraineté spirituelle, mais Pie IX maintint l'excommunication contre les usurpateurs du domaine de l'Église et se proclama prisonnier dans le Vatican.

#### BIBLIOGRAPHIE

##### SECOND EMPIRE

SOURCES. — BARAIL (général du), *Mes souvenirs* (1897, 3 vol.). — BAROCHE (M<sup>me</sup>), *Le Second Empire. Notes et souvenirs* (1922). — BENEDETTI (comte), *Ma mission en Prusse* (1871). — BEUST (baron de), *Pensées et souvenirs*, trad. franç. (1888, 2 vol.). — BISMARCK, *Pensées et souvenirs*, trad. Jaeglé (1898, 2 vol.). — CANROBERT (maréchal), *Souvenirs d'un siècle*, publ. par G. Bapst (1909, 6 vol.). — CASTELANE (maréchal de), *Journal* (1895, tome V). — DURUY (Victor), *Notes et souvenirs* (1902). — FILON (Augustin), *Souvenirs sur l'impératrice Eugénie* (1920). — FLEURY (général), *Souvenirs* (1897, 2 vol.). — HAUSSMANN (baron), *Mémoires* (1890, 3 vol.). — HUBNER (baron de), *Neuf années de souvenirs à la cour des Tuileries, 1850-1859* (1909, 2 vol.). — MAUPAS (de), *Mes souvenirs sur le second Empire* (1884, 2 vol.). — METTERNICH (princesse Pauline de), *Souvenirs*, trad. franç. (1922). — MORNAY (duc de), *Une ambassade en Russie* (1892). — Napoléon III et le prince Napoléon. Corresp. inédite, publ. par E. d'Hauterive (1925). — PERSIGNY (duc de), *Mémoires* (1896). — REISET (de), *Mes souvenirs* (1901, 3 vol.). — SENIOR (Nassau-William), *Conversations with M. Thiers, Guizot and others distinguished persons during the second Empire* (Londres, 1877). — VIEL-CASTEL (H. de), *Mémoires* (1883, 6 vol.). — *Papiers et correspondance de la famille impériale* (1871, 2 vol.). — *La Politique impériale exposée par les discours de l'empereur Napoléon III, 1848-1868* (1868).

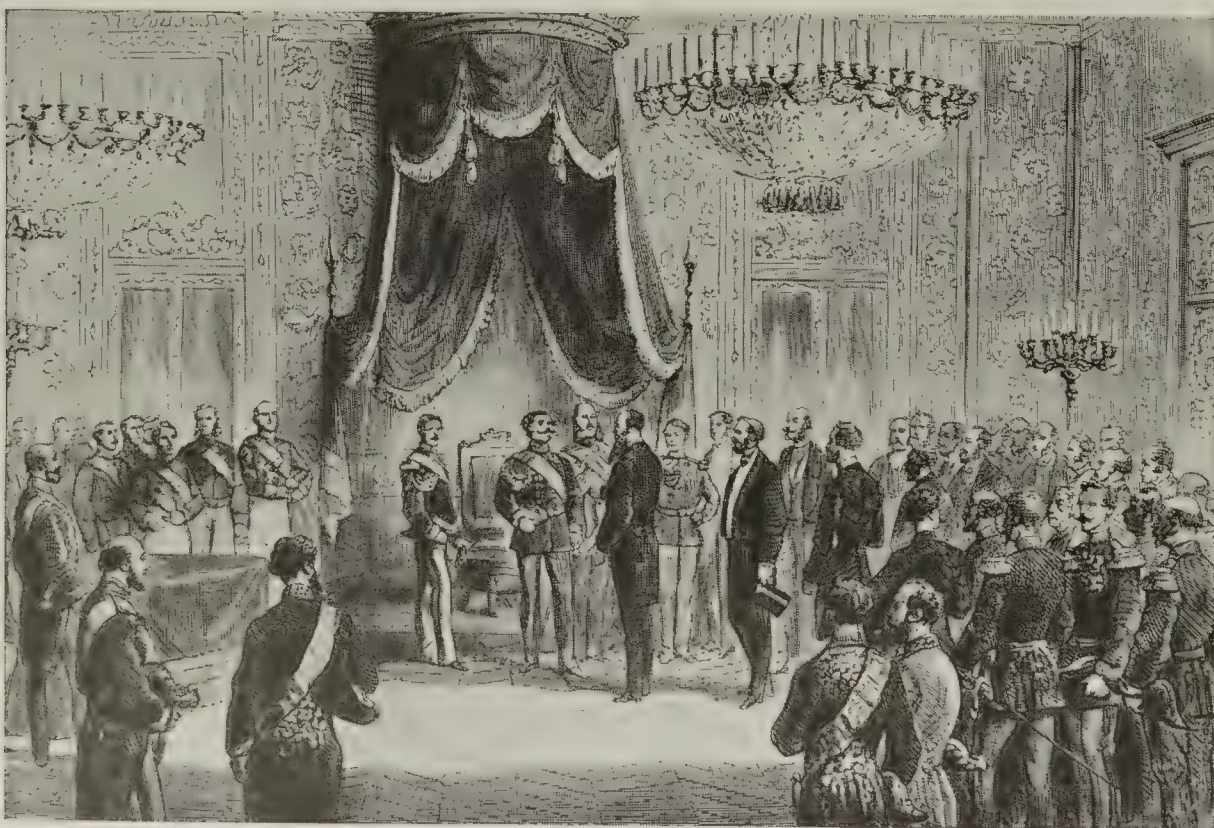
OUVRAGES A CONSULTER. — BEYENS (baron), *Le Second Empire vu par un diplomate belge* (2 vol.) [Lille-Bruges et Paris, 1924-1926]. — GIRAudeau (Fernand), *Napoléon III intime* (1875). — GORCE (Pierre de La), *Histoire du second Empire* (1894-1901, 7 vol.). — LAMY (E.), *Études sur le second Empire* (1895). — OLLIVIER (Émile), *L'Empire libéral* (1895-1915, 18 vol.). — STERN (Alfred), *Geschichte Europa's von 1848 bis 1871*, t. I-III (Stuttgart, 1914-1923).

BAPST (Edm.), *Les Origines de la guerre de Crimée* (1910). — BOURGEOIS et CLERMONT, *Rome et Napoléon III* (1907). — KLACZKO (Julien), *Deux chanceliers* (1876). — MARTIN (Th.), *Le Prince Albert de Saxe-Cobourg, époux de la reine Victoria*, trad. fr. (1882, 2 vol.).

ROTHAN (Jules), *L'Europe et l'avènement du second Empire* (1890); *La Prusse et son roi pendant la guerre de Crimée* (1888); *La Politique française en 1866* (1879); *L'Affaire du Luxembourg* (1882); *La France et sa politique extérieure en 1867* (1877); *L'Allemagne et l'Italie en 1870* (1881). — ROUX (F.-C.), *Alexandre II, Gortchakof et Napoléon III* (1913).

SUR L'UNITÉ ALLEMANDE. — ANDLER (Charles), *Le Prince de Bismarck* (1897). — DENIS (Ernest), *La Fondation de l'Empire allemand* (1852-1871) (2<sup>e</sup> éd., 1924). — MATTER (Paul), *Bismarck et son temps* (1905, 3 vol.). — SYBEL (H. von), *La Fondation de l'Empire allemand* (en allemand, 1892-1895, 7 vol.).

SUR L'UNITÉ ITALIENNE. — BERSEZIO (Vittorio), *Il Regno di Vittorio-Emmanuele* (1890, 8 vol.) [1889-1895]. — MATTER (Paul), *Cavour et l'Unité italienne*, t. I et II (1922-1925). — PALÉOLOGUE (Maurice), *Un grand réalisateur, Cavour* (1926).



LE ROI VICTOR-EMMANUEL REÇOIT LES RÉSULTATS DU PLÉBISCITE (octobre 1870). — Croquis de Riou.



## LA GUERRE FRANCO-ALLEMANDE

## LES ARMÉES IMPÉRIALES

**LES ORIGINES DE LA GUERRE DE 1870.** — Aussitôt après avoir réalisé l'unité de l'Allemagne du Nord au moyen d'une guerre avec l'Autriche, Bismarck s'était préoccupé d'y faire entrer les États du Sud, qui se révélaient impuissants à se constituer en Confédération particulière. Il les tenait déjà dans sa dépendance militaire par les traités d'alliance imposés à leur faiblesse en 1867, et dans sa dépendance économique par le renouvellement du Zollverein, auquel il fit donner comme organe un Parlement douanier élu au suffrage universel, et destiné dans sa pensée à devenir un instrument d'unification politique. Mais quand cette Assemblée se réunit pour la première fois à Berlin (mai 1868), les députés du Sud, en majorité particularistes, refusèrent énergiquement de se laisser entraîner en dehors de leur rôle économique. Si la cause de l'union avec le Nord fit l'année suivante quelques progrès dans le Wurtemberg, et surtout à Bade, elle subit une défaite éclatante en Bavière, par la chute du ministre Hohenlohe qui la personnifiait. Cet échec de sa politique affermit Bismarck dans le dessein de provoquer une guerre avec la France pour compléter et étendre à toute l'Allemagne l'œuvre de 1866 : il en faisait l'aveu, dès le mois de janvier 1868, dans un entretien avec un républicain allemand réfugié en Amérique, Carl Schurz.

Cette guerre, le gouvernement français la sentait venir et la croyait inévitable, surtout après qu'un projet de désarmement mis en avant par le ministre Ollivier eût été repoussé à Berlin (févr. 1870). Il chercha pour s'y préparer des alliances avec l'Italie, son obligée, comme avec l'Autriche, rivale naturelle de la Prusse. Il y eut avec cette puissance un rapprochement personnel des deux souverains, à l'entrevue de Salzbourg (août 1867); puis, au printemps de 1869, un projet officieux de Triple-Alliance diplomatique, où entrerait l'Italie et dont le principe seul fut posé par un échange de lettres; enfin, au printemps de 1870, un plan de coopération militaire, discuté au cours d'une double mission de l'archiduc Albert à Paris et du général Lebrun à Vienne. Toutes ces négociations n'aboutirent à aucun résultat pratique, Victor-Emmanuel se refusant à prendre aucun engagement ferme sans obtenir de concessions sur la question romaine. La France devait, au jour du danger, se trouver seule en face de la Prusse.

**LA CANDIDATURE HOHENZOLLERN ET LA GUERRE FRANCO-ALLEMANDE.** — L'échéance fatale survint dans l'été de 1870, au moment désiré par Bismarck. Pour la provoquer, celui-ci employa le même stratagème qu'autrefois contre le Danemark, en suscitant une candidature princière dont le retrait opportun lui donnerait les apparences de la modération, mais dont la seule annonce suffirait à déclencher des passions nationales impossibles à réfréner. Depuis la chute d'Isabelle, les hommes d'État espagnols cherchaient un roi dans les familles souveraines d'Europe. L'un d'eux, Salazar, eut l'idée de s'adresser au prince Léopold de Hohenzollern, frère du roi de Roumanie, appartenant à la branche cadette de la maison de Prusse. Bismarck s'employa aussitôt, et dans le plus grand secret, au succès d'une candidature qui serait un échec pour la France et peut-être l'occasion cherchée d'un conflit avec elle. Après deux premières tentatives infructueuses, il finit par obtenir l'assentiment à cette combinaison du principal intéressé, qu'effrayait d'abord l'opposition probable de Napoléon, et du roi Guillaume lui-même, qui ne manifestait pas au début plus d'enthousiasme (juin 1870).

Quand cette nouvelle fut brusquement connue à Paris, elle produisit sur l'opinion l'effet d'un coup de tonnerre et d'une menace pour la sécurité de la France. Interpellé à ce sujet au Corps législatif, le ministre des Affaires étrangères, Grammont, répondit, en termes déjà belliqueux, que l'accession d'un Hohenzollern au trône d'Espagne représenterait la reconstitution de l'Empire de Charles-Quint au détriment de son pays, et qu'il allait aussitôt entamer des négociations pour l'empêcher (6 juill.). Le roi Guillaume se déroba aux instances françaises en se prétendant étranger à toute l'affaire, mais le prince Antoine, père du prétendant, entrepris par un agent secret de Napoléon III, annonça publiquement le désistement de son fils (12 juill.). C'était un succès pour la France et une déception pour Bismarck.

Le différend allait naître au moment où il semblait réglé. Les

anciens conseillers de Napoléon III, hostiles à l'Empire libéral, lui représentèrent la concession obtenue comme dérisoire si elle n'était pas accompagnée de garanties, et lui suggérèrent, sans consulter ses ministres, d'envoyer Benedetti les demander à Ems, où Guillaume prenait les eaux; le roi devait d'abord, comme chef de la dynastie, sanctionner la renonciation de son cousin Léopold, puis prendre l'engagement de la faire respecter pour l'avenir. Aux instances de Benedetti il répondit affirmativement sur le premier point, négativement sur le second, en ajoutant, par l'entremise d'un aide de camp, mais en termes courtois, que sa résolution était définitive et rendait inutile toute entrevue nouvelle avec l'ambassadeur. Cette fin de non-recevoir partielle rapprochait déjà de la guerre. L'effet en fut décuplé par une manœuvre de Bismarck resté à Berlin. Ayant reçu l'ordre de communiquer à la presse le récit des événements d'Ems, il tronqua, sans pourtant la falsifier au sens propre du terme, la dépêche qui les lui faisait connaître; il en réduisit la teneur à des mentions assez sèches pour que la dernière réponse du roi à l'ambassadeur de France apparût, non comme la conclusion naturelle d'une négociation, mais comme un refus insolent opposé à une demande insolite. Dans l'atmosphère de fièvre patriotique où vivait depuis quinze jours le public français, il n'en fallut pas plus pour soulever à Paris une tempête d'indignation et emporter les résistances des derniers partisans d'une solution pacifique. Quand la Chambre se réunit (15 juill.), le gouvernement lui proposa une déclaration de guerre qui fut votée à l'unanimité, malgré quelques protestations isolées, et notifiée quatre jours après à Berlin (19). Bismarck, qui désirait la rupture, avait réussi à en laisser la responsabilité apparente à la France. Six semaines plus tard (4 sept.), le second Empire succombait à une émeute provoquée par ses désastres militaires.

**LES BELLIGÉRANTS. — LES BATAILLES DE FRONTIÈRES.** — La guerre, voulue par Bismarck, était donc déclarée par Napoléon III. Tandis que les jours suivants le premier obtenait sans peine l'alliance militaire des États du Sud (Bavière, Bade, Wurtemberg), le second se voyait refuser celle de l'Autriche, qui ne voulait rien risquer, et de l'Italie, qui mettait son concours au prix de l'acquisition de Rome. La lutte qui s'engageait allait donc réunir toute l'Allemagne contre la France isolée. Quelle était la proportion de leurs forces respectives?

Le foudroyant éclat des succès remportés par le vainqueur lui a fait longtemps attribuer, même par le vaincu, toutes les supériorités : non seulement celles du nombre, de l'armement et de la stratégie, mais encore celles de l'esprit public, du sentiment du devoir, de la science et des institutions politiques. Le recul du temps et l'expérience d'une autre guerre ont réduit à leur juste valeur ces explications trop simplistes. Si les Français furent écrasés par le nombre à Wissembourg, à Froeschviller, à Saint-Privat et à Sedan, ils combattirent à égalité à Spickeren, et avec des forces supérieures à Borny, à Rezonville et pendant toute la seconde partie de la guerre. Lors de l'armistice final, ils se trouvaient même avoir mobilisé plus d'hommes que leurs adversaires (1 814 000 contre 1 452 000), mais trop tard pour en faire des soldats exercés, et sans les avoir employés au moment opportun et aux points décisifs. Les défaites de la France ne s'expliquent pas non plus par son infériorité morale ou même militaire : elle ne le cédait pas à la Prusse en patriotisme, et entre leurs deux armées il n'y avait que la différence de deux systèmes — armée de métier ou nation armée — présentant chacun leurs avantages et leurs inconvénients. Elle a été battue pour avoir commis, surtout au début, quelques erreurs stratégiques irréparables, tenant elles-mêmes à de graves insuffisances de commandement et d'organisation.

L'empereur Napoléon avait cru devoir à son nom et à son titre de prendre le commandement suprême de l'armée, comme pendant la campagne d'Italie. Il n'y était préparé ni par ses goûts, ni par ses capacités, et ne devait porter dans la conduite de la guerre que l'indécision de son caractère et la funeste influence de préoccupations politiques. Parmi ses collaborateurs, les maréchaux (Lebœuf, Bazaine, Canrobert, Mac-Mahon) n'étaient que de bons divisionnaires, sans autre science militaire qu'un empirisme formé dans les expéditions d'Algérie; aux plus savants, comme Frossard, on pouvait reprocher d'être surtout des théoriciens. Au-dessous d'eux enfin, les officiers





UNIFORMES DE L'ARMÉE ALLEMANDE EN 1870. — Dessin de Janet. CL. MONDE ILLUSTRÉ.

d'état-major avaient peu à peu oublié l'étude et la préparation de la guerre, objet principal de leur mission, dans l'automatisme d'occupations purement bureaucratiques.

En Prusse également, le souverain était le chef suprême de l'armée en campagne ; mais il s'entraînait depuis sa jeunesse à remplir cette tâche, considérée dans sa maison comme la plus essentielle des fonctions royales, et il pouvait en toute confiance en laisser la charge à son chef d'état-major, le fameux général de Moltke. Sans être ni un stratège génial, ni un émule de Napoléon, auquel l'ont comparé de maladroits panégyristes, ce dernier avait sur ses adversaires l'avantage d'une pensée nette, d'une volonté inflexible, et surtout d'une doctrine de la grande guerre, contestable sans doute, mais cohérente, longuement méditée, consacrée par les succès de 1866, entretenue par un grand état-major pénétré des idées de son chef. A tous les degrés de la hiérarchie militaire régnaient enfin, avec un sentiment très développé de la discipline, un esprit d'initiative qui inspirait à des sous-ordres l'audace d'offensives heureuses et un esprit de solidarité qui leur assurait l'appui immédiat de leurs voisins. D'après des témoignages autorisés, ces précieuses qualités ont aussi efficacement contribué aux succès du début que les savantes combinaisons de de Moltke.

En 1870, comme en 1914, c'était le talent de l'organisation qui représentait le mérite le plus incontesté des Allemands. Ils lui devaient le groupement permanent de leurs troupes en formations de guerre, la discipline de feu de leur infanterie, l'aptitude de leur cavalerie aux missions de reconnaissance, l'excellence de leur matériel d'artillerie, la prévoyance et la ponctualité qui présidaient au fonctionnement de tous les services de l'arrière. — Tout autre était le spectacle présenté par l'armée française. Les régiments, dispersés sur toute l'étendue du territoire, n'y étaient rassemblés qu'à la mobilisation en brigades et en divisions sous les chefs chargés de les conduire au feu ; les fantassins, trop lourdement chargés, avaient un excellent fusil, le chassepot, sans être assez familiarisés avec la tactique de combat qu'en eût exigé l'adoption ; la cavalerie ne savait qu'exécuter de brillantes charges en masse ; l'artillerie ne pouvait suppléer par le dévouement de son personnel et l'efficacité de ses nouvelles mitrailleuses à l'infériorité de ses vieux canons se chargeant par la bouche. Enfin les services de transport, de santé et de ravitaillement se ressentaient d'un désordre auquel nulle faculté d'improvisation ne pouvait remédier.

**LA MOBILISATION ET LA CONCENTRATION.** — Des 984 000 hommes inscrits à la déclaration de guerre sur les contrôles de l'armée française, il fallait défalquer comme immédiatement inutilisables 420 000 gardes mobiles sans aucune instruction militaire, 173 000 réservistes souvent très éloignés de leurs dépôts, 100 000 soldats pour la garde de l'Algérie, de Rome et des places fortes, enfin plus de

30 000 non-valeurs. — Des 1 182 000 hommes appelés par les Allemands, 780 000 étaient destinés à l'armée de campagne et tous étaient d'anciens soldats résidant à proximité de leurs corps d'origine. Le premier résultat de cette disproportion, ce fut qu'au 1<sup>er</sup> août les troupes de choc rassemblées sur la frontière comptaient 260 000 hommes du côté français contre 390 000 du côté allemand.

Leur répartition aggravait encore l'effet de leur inégalité. Les sept corps d'armée français, tous subordonnés directement à l'empereur, se trouvaient dispersés sur une étendue de 240 kilomètres entre la Suisse et le Luxembourg : le 7<sup>e</sup> (Douay) à Belfort, le 1<sup>er</sup> (Mac-Mahon) à Haguenau, le 5<sup>e</sup> (de Failly) à Bitche, le 2<sup>e</sup> (Frossard) devant Sarrebruck, le 3<sup>e</sup> (Bazaine) un peu en arrière, à Saint-Avold, le 4<sup>e</sup> (Ladmirault) à Thionville ; la garde impériale (Bourbaki) restait en réserve à Metz, et le 6<sup>e</sup> corps (Canrobert) au camp de Châlons. Après avoir abandonné le projet

aventuré d'une pointe au delà du Rhin, pour séparer la Prusse des États du Sud, l'empereur semblait se résigner à attendre les événements dans de bonnes positions défensives.

Du côté opposé, la concentration, exécutée en chemin de fer avec une précision mathématique, était réglée sur un plan d'offensive inspiré peut-être par celui qu'avait adopté en 1812 Napoléon pour envahir la Russie. Supposant deux concentrations de troupes françaises en avant de Metz et de Strasbourg, de Moltke projetait de fixer l'une sur la Sarre avec la 1<sup>re</sup> armée (60 000 hommes, sous Steinmetz), l'autre sur la Lauter avec la III<sup>e</sup> (130 000 hommes sous le prince royal de Prusse) et de s'insérer ensuite entre les deux avec la masse principale (II<sup>e</sup> armée, 140 000 hommes, sous Frédéric-Charles), qui, attendrait d'abord, pour la repousser, une irruption française vers Mayence, et prendrait ensuite l'offensive à travers le plateau lorrain : après avoir ainsi tourné par le sud et rejeté vers le nord le groupement français de Metz, elle verrait s'ouvrir devant elle la route de Paris.

Arrivé à Metz le 28 juillet, Napoléon III se borna d'abord, pour tromper l'impatience de l'opinion, à opérer une démonstration militaire à grand spectacle sur Sarrebruck, d'où deux divisions françaises chassèrent sans peine un détachement de couverture allemand (2 août). Sans s'émouvoir de cette escarmouche, célébrée à Paris comme un grand succès, de Moltke crut le moment venu de commencer les opérations et ordonna au prince royal de franchir la frontière d'Alsace.



ASPECT EXTÉRIEUR DE LA GARE DE L'EST, A PARIS, dans les derniers jours de juillet 1870. — Dessin de Godefroy Durand. CL. MONDE ILLUSTRÉ.



## WISSEMBOURG ET FRËSCHWILLER.

— Ce dernier trouva devant lui, à Wissembourg, une division incomplète, laissée en flèche, mal gardée, et sur laquelle il eut le double avantage du nombre et de la surprise. Écrasés sous la masse de trois corps d'armée, les 6 000 soldats d'Abel Douay ne purent leur opposer qu'une résistance tenace, mais inégale et fragmentaire, commencée à 8 heures du matin derrière les murs de la ville, poursuivie à la gare, terminée l'après-midi sur le plateau du Geisberg, dont le château finit par être pris avec sa garnison. Ils durent se replier le soir sur le gros de l'armée, après avoir perdu leur général, 1 700 hommes, la

ligne de la Lauter et le renom d'invincibilité de l'armée française.

Mac-Mahon recueillit leurs débris sur la forte position qu'il avait choisie, à 20 kilomètres en arrière, et que constituait une ligne de hauteurs dominant le cours de la Sauer. Il comptait, pour la défendre avec avantage, renforcer ses quatre divisions par les six dont se composaient les 5<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> corps, placés le 5 sous son commandement. Il les appela aussitôt à son aide ; mais il n'en avait reçu qu'une seule dans la matinée du 6 : et, ce jour même, l'initiative d'un général allemand allait, comme dans la plupart des batailles du début, précipiter la rencontre décisive que des deux côtés on attendait pour le 7. Cette bataille se déroula en trois phases.

Dans la matinée, le commandant du 5<sup>e</sup> corps prussien, Kirchbach, laisse une reconnaissance offensive prendre les proportions d'un combat en règle. Après s'être emparé du pont de Wœrth sur la Sauer, au pied des positions ennemies, il s'élance sans succès à l'assaut des pentes escarpées conduisant aux villages de Frœschwiller et d'Elsasshausen, qui en occupent le centre ; vers midi il reçoit l'ordre de suspendre l'action, et Mac-Mahon peut se croire vainqueur.

Mais la lutte reprend vers une heure, avec l'arrivée sur le champ de bataille du prince royal, qui cherche à profiter de la supériorité de ses forces (87 000 hommes contre 45 000) pour déborder son adversaire sur les deux ailes. A sa droite, vers les bois de Nehviller, le mouvement enveloppant est assez mollement conduit contre la division Ducrot par les deux corps bavarois. A sa gauche, par contre, le 5<sup>e</sup> corps prussien et les Wurtembergeois, soutenus par une puissante artillerie réunie sur le plateau de Gunstett, passent la Sauer, occupent Morsbronn et se rabattent sur Elsasshausen, en refoulant à travers les bois du Niederwald les fantassins de la division de Lartigue. A cette menace sur son flanc, Mac-Mahon oppose d'abord de furieuses contre-attaques des troupes d'Afrique, puis deux charges de cuirassiers, confondues en une seule dans le souvenir populaire, dirigées contre Morsbronn par la brigade Michel et contre Elsasshausen par la division Bonnemains, sans autre résultat que de donner un



LE GÉNÉRAL BOURBAKI.  
CL. BRAUN.



LE MARÉCHAL DE MAC-MAHON.  
CL. JACOTIN.



LE MARÉCHAL CANROBERT.  
CL. LEJEUNE.

pendant à l'épopée des cuirassiers de Waterloo. A quatre heures du soir enfin, la perte de Frœschwiller, la clef de la position française, prise d'assaut par les masses qui l'encerclent de trois côtés, représente le dénouement de la bataille et force Mac-Mahon à ordonner la retraite. Il la dirige sur Saverne, en abandonnant l'Alsace. Il est affaibli de près de 17 000 hommes (dont 6 000 prisonniers), mais se dérobe facilement à la poursuite du vainqueur, auquel sa résistance a coûté des pertes presque égales (plus de 10 000 tués et blessés).

SPICKEREN. — Le même jour, une autre bataille perdue par Frossard sur la Sarre livrait aux envahisseurs la Lorraine après l'Alsace. Elle fut engagée cette fois contre les intentions de de Moltke, sur la double initiative de Steinmetz, impatient de sortir du rôle passif assigné à son armée, et d'un simple divisionnaire, Kameke, qui, voyant les Français se replier de Sarrebruck sur les hauteurs de Spickeren, crut à leur retraite et les attaqua avec une brigade, bientôt renforcée par deux autres. Retranchées au centre autour du Rotherberg, éperon rocheux dominant toute la contrée, puis à gauche dans le défilé et les bois de Stiring, les divisions Vergé et Laveaucoupet repoussèrent dans la matinée les assauts d'adversaires inférieurs en nombre, allongés en une ligne assez mince pour être facilement enfoncée si la 3<sup>e</sup> division (Bataille), laissée en réserve, avait prononcé une vigoureuse offensive. La physionomie de la lutte se modifia à partir de 3 heures. Tandis que l'arrivée incessante de nouvelles troupes prussiennes, accourues au canon, rétablissait l'équilibre des forces (30 000 hommes de chaque côté), Bazaine et ses 4 divisions restaient immobiles à proximité du champ de bataille. Abandonnés à eux-mêmes, les Français répondirent par des contre-attaques à la pression ennemie, très forte sur leur gauche, et se seraient sans doute maintenus sur leurs positions si, à la tombée de la nuit, leur chef ne leur en avait prescrit l'abandon : la menace, sur son flanc, d'une division prussienne, venue à travers bois, avait suffi à provoquer chez lui une défaillance morale, qui entraîna la rupture et la perte de la bataille.

Ses pertes étaient inférieures à celles de l'adversaire (3 800 hommes contre 4 600).

## CONSEQUENCES DES PREMIÈRES DÉFAITES.

— Le ministère Ollivier, regardé comme l'auteur responsable de la guerre, ne devait pas survivre aux premières défaites ; il succomba, le 9 août, à l'émotion qu'elles avaient soulevée et fut remplacé par un cabinet pris dans les rangs de la droite belliqueuse, et dont le chef, le général Cousin-Montauban, comte de Palikao, sembla décidé à imprimer à la défense une vigoureuse impulsion.

Sur le théâtre de la guerre, les deux batailles de Frœschwiller et de Spickeren, en partie im-



LE PRINCE ROYAL FRÉDÉRIC-GUIL-  
LAUME. CL. GESFELSCHAFT.



LE FELD-MARÉCHAL COMTE DE  
MOLTKE. CL. SCHAARWACHTER.



LE PRINCE FRÉDÉRIC-CHARLES.  
CL. WIEDENER.





MORT DU GÉNÉRAL ABEL DOUAY A WISSEMBOURG (4 août 1870). — Bibl. Nat.

prévues, entraînent un certain flottement dans les opérations militaires. Du côté français, les troupes de Mac-Mahon sont trop démoralisées pour qu'il songe, soit à défendre la ligne des Vosges, soit à s'arrêter sur celle de la Moselle, soit à aller occuper, sur le plateau de Langres, une redoutable position de flanc ; il recule toujours et n'arrête qu'au camp de Châlons le désordre de sa retraite. Quant à Bazaine, nommé le 12 au commandement suprême de tous les corps de Lorraine, il renonce également, soit à leur faire défendre en avant la ligne de la Nied, soit à les répartir au sud sur celle de la Moselle ; il les concentre dans le camp retranché de Metz, autour de l'empereur, et semble partagé entre le dessein d'y livrer une bataille décisive et celui de les ramener à Châlons pour se réunir à Mac-Mahon.

Dans le camp des vainqueurs règne également un certain désarroi. Après Froeschwiller, la III<sup>e</sup> armée allemande a perdu le contact avec l'adversaire battu et, pendant quelques jours, marche un peu à tâtons vers la Moselle. D'autre part, de Moltke se trouve tout d'abord (7-12 août) déconcerté dans ses projets de bataille décisive sur la frontière, et par la rencontre prématurée de Spickeren, et par le vide que ses éclaireurs trouvent devant eux. Quand ceux-ci atteignent et occupent le pont de la Moselle à Pont-à-Mousson, il se ressaisit et se propose de passer le fleuve pour contourner Metz et reprendre, sur une plus vaste échelle, la manœuvre d'enveloppement primitivement prévue : opération des plus aventurées, car elle exposera l'armée allemande à se trouver un instant, en face d'un adversaire concentré, séparée en deux fractions par un cours d'eau.

#### LES BATAILLES SOUS METZ.

— BORN. — Sur les instances de l'empereur, Bazaine s'était enfin décidé, le 14, à commencer la retraite sur Châlons. Il laissait, pour la couvrir, à l'est de la Moselle, le 3<sup>e</sup> corps (Dekaen), qui avait devant lui l'armée de Steinmetz, chargée d'observer Metz et de servir de pivot au vaste mouvement de conversion opéré vers le sud par la II<sup>e</sup>. Comme à Spickeren, un subalterne, von der Goltz, apercevant dans les lignes ennemies les préparatifs d'un repli, crut pouvoir le convertir en déroute en engageant une attaque avec une brigade. En provoquant des deux côtés l'afflux des renforts pour la soutenir ou la repousser, cette offensive suffit à déclencher une bataille rangée, celle de Borny ou de Colombey-Nouilly, où se heurtèrent près de 80 000 hommes. Bazaine aurait dû, ou la refuser, ou, s'il l'acceptait, la pousser à fond : il se contenta de conserver ses positions sans s'apercevoir que ce succès tactique représentait 24 heures de retard pour sa propre retraite et d'avance pour la manœuvre d'enveloppement allemande.

REZONVILLE. — L'armée française employa la journée du lendemain (15 août) à traverser Metz. Le 16 au matin, l'empereur découragé la quitte pour la devancer à Châlons, et elle-même s'engage sur la route de Verdun. Elle a dépassé Gravelotte, quand, vers 9 heures, une grêle d'obus lui annonce la présence de l'ennemi, tandis que l'impétuosité d'une attaque inopinée lui enlève le village de Vionville et menace celui de Rezonville. C'est le 3<sup>e</sup> corps allemand, avant-garde de Frédéric-Charles, qui vient donner dans son flanc gauche, après avoir remonté, la veille, les ravins conduisant de la vallée de la Moselle sur le plateau lorrain. L'indomptable Alvensleben, qui le commande, se cramponne au terrain conquis par surprise et, malgré son infériorité numérique, résiste pendant six heures aux contre-offensives de trois corps français (2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et garde). A 4 heures de l'après-midi, son collègue Voigts-Retz amène à sa gauche le 10<sup>e</sup> corps, mais pour trouver en face de lui ceux de Lebœuf et de Ladmirault (3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup>), dont l'arrivée prolonge la ligne française jusqu'à Mars-la-Tour. Les Allemands sont désormais 65 000 contre 100 000 ; ils chercheront à dissimuler ou à compenser cette inégalité par des charges de cavalerie dont le renouvellement sera l'un des traits caractéristiques de la journée de Rezonville.

La plus connue, celle de la brigade Bredow, est restée légendaire en Allemagne sous le nom de « chevauchée de la mort » ; la plus importante aboutit, vers le soir, à une mêlée furieuse qui met aux prises près de 10 000 cavaliers sur le plateau de Mars-la-Tour ; elle a pour effet d'arrêter un mouvement tournant esquissé par Ladmirault pour déborder les Allemands sur leur gauche et les rejeter sur la Moselle. La nuit met fin à l'une des batailles les plus sanglantes du siècle, puisqu'elle coûte 16 000 hommes à chacun des deux adversaires. Indécise en apparence, elle est en réalité défavorable à l'armée française, qui, avec l'avantage du nombre, a manqué l'occasion d'infliger aux envahisseurs une défaite irréparable, et laissé intercepter par eux la route directe de Verdun.

SAINT-PRIVAT. — Il lui en restait une autre, passant un peu plus au nord, par Briey. Elle comptait s'y engager le 17, ou au moins reconquérir l'accès de la première. Elle reçut au contraire l'ordre d'aller occuper en arrière, en pivotant sur sa gauche, une ligne de positions défensives orientées du nord au sud, entre Roncourt et Rozières. Résolution assez désastreuse pour que Bazaine crût devoir la représenter comme provisoire, et s'en excuser par les difficultés du ravitaillement, mais qui allait en réalité décider du sort de la première partie de la guerre.

Pendant ce mouvement de recul, de Moltke, redoublant d'activité,



CHARGE DES CUIRASSIERS DE LA DIVISION BONNEMAINS DANS LE VILLAGE DE MORSBRONN (6 août 1870). — D'après Detaille. — Bibl. Nat.





VUE DE METZ ET DE LA CAMPAGNE ENVIRONNANTE AVANT L'INVESTISSEMENT. CL. MONDE ILLUSTRÉ.

appelait à lui la totalité de la I<sup>re</sup> et de la II<sup>e</sup> armée, pour reprendre le contact avec l'ennemi et le forcer dans une rencontre décisive. Le 18, à midi, ses préparatifs étant terminés, une violente canonnade annonça le début d'une grande bataille, où 220 000 Allemands allaient être opposés à 138 000 Français. Elle commença au centre par une attaque de Manstein contre Ladmirault, établi avec son 4<sup>e</sup> corps à Amanvillers. Elle s'étendit ensuite au sud, où l'armée de Steinmetz faisait face aux 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> corps français, et plus tardivement au nord, où Frédéric-Charles avait plus de chemin à faire pour entrer en ligne contre Canrobert. Elle eut d'ailleurs une issue toute différente dans ces deux secteurs. De Moltke comme Bazaine se tenaient à proximité du premier, sur lequel semblaient se concentrer leurs préoccupations et leurs efforts; mais jusqu'au soir les Allemands s'épuisèrent en assauts infructueux contre les positions françaises, fortement tenues, couvertes par le ravin de la Mance, jalonnées par une ligne de fermes fortifiées (Point-du-Jour, Saint-Hubert, Leipzig, La Folie). L'action traîna au centre et la décision fut obtenue à l'autre extrémité du champ de bataille, où Frédéric-Charles et Canrobert furent également abandonnés à eux-mêmes. Après avoir enlevé, vers 3 heures, Sainte-Marie-aux-Chênes, la garde prussienne tenta prématurément contre Saint-Privat, réduit de la défense, une attaque en masse, qui tourna en hécatombe. Elle la reprit à la nuit avec plus de succès, après un formidable bombardement et à la faveur d'un mouvement enveloppant opéré par le corps saxon. Il eût suffi, pour sauver Canrobert, de l'intervention vainement demandée de la garde impériale, laissée en réserve. Accablées par le nombre, ses troupes durent évacuer en désordre Saint-Privat, entraînant dans leur recul la perte d'Amanvillers et celle de la bataille elle-même; 20 000 Allemands et 12 000 Français couvraient le terrain de la lutte. L'irréparable était désormais accompli. Le 19, l'armée française rentrait dans le rayon des forts, et de Moltke se croyait si sûr de l'y maintenir, qu'il détachait des troupes d'investissement les éléments d'une nouvelle armée, la IV<sup>e</sup>, chargée, sous le prince royal de Saxe, de rejoindre la III<sup>e</sup> pour marcher sur Paris.

**L'ARMÉE DE CHALONS. — LA MARCHÉ SUR SEDAN.** — Le principal espoir de la défense reposait désormais sur Mac-Mahon, établi le 14 à Châlons, où il vit successivement arriver, de Metz l'empereur, de Bitch le 5<sup>e</sup> corps, de Belfort le 7<sup>e</sup>, et de l'intérieur le 12<sup>e</sup>, nouvellement formé : soit une masse de 120 000 hommes placés sous son commandement. Fallait-il les ramener sur Paris, comme le décida fort sagement un conseil de guerre? L'impératrice régente s'y opposa, car c'eût été, d'après elle, l'aveu d'une défaite et le signal d'une révolution. Valait-il mieux les diriger sur Metz, dont la véritable situation était mal connue, pour les réunir à Bazaine et jeter une armée de 300 000 soldats sur les lignes de communication allemandes? C'était le plan favori de Palikao, qui en trouvait les avantages très supérieurs aux risques. Mac-Mahon préférait le premier parti, mais évita d'abord de choisir en allant s'établir à Reims (21). Il y reçut le lendemain (22) une dépêche dans laquelle Bazaine

lui annonçait le vague projet de sortir de Metz, en se dirigeant sur Montmédy. Cette simple indication lui paraissant un rendez-vous ferme et un appel fait à son concours, il se résigna à adopter le plan Palikao pour marcher à la rencontre de son collègue. L'audace de cette opération, passionnément discutée depuis, ne résidait point dans la nécessité d'une marche de flanc, peu différente de celle qui avait conduit en 1859 à la victoire de Magenta; mais elle exigeait pour réussir une rapidité et une décision de mouvements auxquelles Mac-Mahon, peu confiant dans le succès, n'était pas capable d'atteindre.

Mise en marche le 23, son armée devait pendant une semaine se traîner plutôt qu'avancer sur les routes de la Champagne, sans oser s'éloigner de la voie ferrée par où elle se ravitaillait. Cette lenteur l'empêcha de se dérober longtemps à l'ennemi. Dès le 25, de Moltke apprenait son mouvement par des télégrammes de Londres et des journaux français. Sans perdre une minute, il prescrivait à la IV<sup>e</sup> et à la III<sup>e</sup> armée, dont les avant-gardes atteignaient respectivement Sainte-Menehould et Vitry-le-François, de se diriger vers le nord par un angle droit, l'une pour lui barrer la route de Metz, l'autre pour lui couper sa ligne de retraite, de manière à le prendre comme entre les branches d'une tenaille. Le 28, Mac-Mahon aperçoit à temps le péril et veut y parer en se repliant à l'est sur Mézières : il reçoit de Paris l'ordre de continuer le mouvement vers Montmédy. Après avoir infléchi légèrement sa marche vers le nord, il commence le 30 le passage de la Meuse. Tandis que son armée est à cheval sur le fleuve, le 5<sup>e</sup> corps, resté sur la rive gauche, se voit surpris à Beaumont par la IV<sup>e</sup> armée allemande et culbuté au cours d'un combat qui lui coûte 5 000 hommes et 42 canons.

**SEDAN.** — Une fois à l'abri de la barrière de la Meuse, Mac-Mahon devrait au moins profiter de cette sécurité, soit pour tenter une marche forcée sur Metz, soit plutôt pour s'échapper, pendant qu'il en est temps encore, vers le nord-ouest. Cette fois encore il s'en tient à une demi-mesure et ramène le 31 ses troupes sur la petite place forte de Sedan, à mi-chemin de Mézières, sous le prétexte de les ravitailler. Il leur prescrit pour le 1<sup>er</sup> septembre un repos de 24 heures qui va causer leur perte.

Dans la journée du 31 en effet, les Allemands ont vigoureusement poussé leurs opérations d'enveloppement. Tandis que les deux corps bavares bordent la rive gauche de la Meuse devant Sedan, la IV<sup>e</sup> armée la franchit en amont à Mouzon, la II<sup>e</sup> en aval à Donchery, pour se rabattre, l'une sur le ruisseau de Givonne, l'autre sur celui de Floing, défenses naturelles de la ville à l'est et au nord-ouest, et pour se rejoindre ensuite au sommet du triangle formé par le fleuve avec ces deux cours d'eau. Quand la manœuvre sera terminée, l'armée française occupera le fond d'une cuvette dominée de tous côtés par l'ennemi. A cette infériorité de situation s'ajouteront pour elle, dans la matinée du 1<sup>er</sup> septembre, les fluctuations d'un commandement qu'une blessure force Mac-Mahon d'abandonner dès 6 heures 1/2, que Ducrot recueille pour ordonner la retraite sur Mézières,





RUINES DU VILLAGE DE BAZEILLES (Ardennes) en septembre 1870. — D'après un croquis de Van Elliot. — Bibl. Nat.

que Wimpffen enfin, arrivé la veille de Paris avec des instructions impératives, prend vers 9 heures pour prescrire la reprise du mouvement sur Metz.

Engagée dans ces conditions, et avec 100 000 hommes contre 170 000 Allemands, la lutte ne pouvait aboutir qu'à une catastrophe. Elle commence sur la ligne de Givonne, où les marsouins du 12<sup>e</sup> corps s'immortalisent en disputant aux Bavares les ruines de Bazeilles, mais où les fantassins du 1<sup>er</sup> doivent céder successivement La Moncelle et Dagny aux Saxons et le village de Givonne à la garde ; dès une heure, les Allemands, maîtres des positions ennemies, opèrent leur jonction avec les avant-gardes de la III<sup>e</sup> armée. Celle-ci, après avoir terminé une vaste conversion, refoule entre le village de Floing et le calvaire d'Illy le 7<sup>e</sup> corps français, sans se laisser arrêter par une charge d'une folle audace, dirigée contre elle par les chasseurs d'Afrique de Gallifet. — A partir de ce moment, la résistance française est brisée et les événements se précipitent. A 3 heures, Wimpffen, à la tête d'une poignée de braves, esquisse une tentative désespérée de percée sur Balan et Bazeilles. A 4 heures, 500 canons allemands commencent des hauteurs environnantes un intense bombardement concentrique sur la ville, où refluent de toutes parts les fuyards. A 4 heures et demie, le drapeau blanc flotte sur la sous-préfecture, résidence de l'empereur, qui envoie son aide de camp Reille remettre son épée au roi Guillaume. Au cours de la nuit, les conditions de la capitulation sont débattues et arrêtées, dans une maison de Donchery, entre Wimpffen d'une part, de Moltke et Bismarck de l'autre : 83 000 prisonniers et un souverain sont pour les Allemands les trophées d'une victoire qu'ils ont payée d'une perte de 8 500 tués et blessés, et dont les conséquences dépassent leurs prévisions les plus optimistes. La route de Paris leur est désormais ouverte, et la guerre semble terminée par la capture ou le blocus des deux armées où la France a fait entrer la totalité de ses forces régulières.

**LA CHUTE DE L'EMPIRE.** — Les premières défaites avaient entraîné la chute du ministère Ollivier, la catastrophe de Sedan devait provoquer l'effondrement de l'Empire lui-même. La nouvelle en parvint le 3 à Paris, où elle suscita dans les milieux populaires une vive effervescence. Quand le Corps législatif se réunit le 4, à midi, les partisans du régime essayèrent de le sauver en pourvoyant à la vacance du pouvoir par l'établissement d'une Commission de gouvernement. Pendant qu'ils délibéraient, la foule amassée au dehors força sans effusion de sang l'enceinte de l'Assemblée et sanctionna de ses acclamations la déchéance de l'Empire, proposée par Gambetta. Conformément à la tradition révolutionnaire, celui-ci se rendit ensuite à l'Hôtel de Ville pour y proclamer la République. Un gouvernement provisoire fut constitué, comprenant les onze députés républicains de Paris (Arago, Crémieux, J. Favre, J. Ferry, Gambetta, Garnier-Pagès, Glais-Bizoin, Pelletan, Picard, Rochefort, J. Simon), auxquels fut adjoint comme militaire, et avec le titre de président, le gouverneur de la place, le populaire général Trochu. Le nouveau pouvoir fut reconnu sans difficulté en province, promit de prochaines élections pour se légitimer, et précisa le premier objet de sa mission en s'intitulant « Gouvernement de la Défense nationale ».

## LA DÉFENSE NATIONALE

La proclamation de la République inaugure dans l'histoire de la guerre franco-allemande une seconde période, beaucoup plus longue, dans laquelle on peut distinguer trois phases : tout d'abord, deux mois de résistance passive (septembre-octobre), puis, en novembre, un gros effort militaire pour débloquer Paris, et enfin, en décembre et janvier, une série de tentatives désespérées pour prolonger la défense et sauver l'honneur de la France.

**LA RÉSISTANCE PASSIVE.** — Pendant la première phase, la lutte se poursuivait à Metz et commença à Paris, dans le Centre et dans l'Est ; mais elle fut partout conduite avec un esprit de passivité qui parut permettre aux Allemands de consolider ou d'étendre leurs précédents progrès.

**METZ.** — Enfermé à Metz après Saint-Privat, Bazaine devait y tenir pendant plus de deux mois, mais sans rien entreprendre pour justifier les espérances attachées à son renom militaire, ni pour échapper à une inévitable capitulation. A l'approche de Mac-Mahon, connue de lui par un message secret, il crut ne pouvoir se dispenser de tenter sur Noisseville, au nord-est, un simulacre de sortie, arrêté à la première résistance (31 août). Plus tard, deux coups de main sur les magasins de vivres de Peltre (27 sept.) et de Ladonchamps (7 oct.) représentèrent les seules manifestations de son activité guerrière. Sans trahir son pays au sens exact du terme, il en sacrifiait les intérêts aux siens propres, et obéissait à l'arrière-pensée égoïste de maintenir son armée indépendante et intacte, en prévision d'un armistice imminent, pour devenir alors l'arbitre de la situation. Cet état d'esprit le conduisit à adresser à l'impératrice, réfugiée en Angleterre, des offres de service qui ne furent point agréées, mais qui révélèrent à Bismarck, leur intermédiaire obligé, l'épuisement de ses troupes. Quand la menace de la famine se fût ajoutée, pour les accabler, à l'enlèvement des bivouacs, à la démoralisation de l'immobilité et aux ravages du typhus, Bazaine dut envoyer à Versailles son aide de camp Boyer pour négocier une capitulation qui fut signée le 27 octobre. Elle livrait au vainqueur 173 000 hommes, 3 maréchaux, 53 drapeaux, un immense matériel, et lui assurait, par la libre disposition de sa plus forte armée, les moyens d'écraser les efforts tentés en province par la Défense nationale. Bazaine devait expier la honte de ce désastre, attribué à sa trahison, par une impopularité égale à l'engouement qui entourait jusqu'alors son nom.

**PARIS.** — Pendant l'agonie de son armée commençait le siège de Paris. Le gouvernement avait commis la faute d'y rester lui-même et d'y concentrer toutes ses ressources militaires, au risque de faire dépendre le sort du pays de la résistance forcément limitée d'une place forte. Le 19 septembre, les III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> armées allemandes, rendues libres par la capitulation de Sedan, apparurent devant le camp retranché, qu'elles contournèrent, l'une par le nord, l'autre par le sud, pour se rejoindre à l'ouest. Ducrot voulut troubler la marche de la seconde par une attaque de flanc. La panique d'un régiment de zouaves arrêta son mouvement et entraîna, avec le recul de ses autres troupes, l'évacuation du plateau de Châtillon, qui dominait les forts du sud. Le même jour, Jules Favre hasardait avec Bismarck, au château de Ferrières, une tentative de négociations que firent échouer les exigences territoriales et politiques de son adversaire.

Aussitôt après, les Allemands s'installèrent autour de Paris. C'était de leur part une entreprise aventureuse que de prétendre bloquer avec 140 000 soldats, ou même avec 200 000 comme plus tard, un vaste camp retranché que défendaient 130 000 hommes de troupes régulières, 14 000 marins, 10 000 gendarmes ou douaniers, 115 000 mobiles, sans compter une réserve ou plutôt une cohue de 350 000 gardes nationaux. Le gouverneur de Paris, Trochu, ne sut pas profiter de ces avantages. Il aurait dû utiliser toutes les énergies éparses dans les rangs de la garde nationale, et chercher par des offensives partielles toujours renouvelées à distendre jusqu'à la faire éclater la ligne du blocus. Il ne sut pas le comprendre. Trop disert d'ailleurs et trop routinier pour un homme d'action, il attendit la délivrance de Paris des armées de province et borna sa tâche à se mettre en état de repousser, avec les seules troupes régulières, un assaut que les Allemands se gardèrent de risquer.

Pour donner par un semblant d'activité une satisfaction à l'opinion parisienne, il ordonna ou laissa opérer pendant les deux premiers mois



du siège une série de petites opérations assez mal conçues, trop importantes pour des reconnaissances et trop peu pour des sorties en règle. Elles furent dirigées : les 22 et 23 septembre sur Villejuif au sud, pour regagner une partie du terrain perdu à Châtillon le 19 ; le 30, sur Thiais et Chevilly, pour tenter de détruire le pont de Choisy ; le 13 octobre, sur Bagneux et Chevilly, pour prévenir une attaque annoncée ; le 20, sur La Malmaison à l'ouest, où un succès partiel donna un instant l'espérance d'une victoire. — A la fin du mois, ce fut enfin, dans le secteur nord-est, l'affaire plus sanglante du Bourget, village occupé le 28 et perdu dès le 30, avec des pertes cruelles, après une résistance acharnée qui ne parut point suffisamment soutenue par le commandement. Ces divers combats, se terminant toujours par des reculades, aboutissaient à ébranler le moral qu'elles avaient pour objet de relever, à démoraliser les troupes au lieu de les aguerrir. L'échec du Bourget, coïncidant avec la nouvelle de la capitulation de Metz, fut imputé à l'incapacité militaire du gouvernement et suffit à provoquer contre son autorité un essai d'insurrection dirigé par les meneurs du parti avancé. Dans la soirée du 30 octobre, ses membres furent un instant prisonniers de l'émeute à l'Hôtel de Ville, puis libérés dans la nuit par des mobiles, sans que cette échauffourée eût d'autre suite que la portée d'un avertissement. En même temps, une nouvelle espérance de paix s'évanouissait dans l'entrevue que Thiers avait avec Bismarck à Versailles (5 nov.), en revenant d'une tournée vainement poursuivie en Europe pour provoquer une intervention des puissances en faveur de la France.

TOURS. — Pour assurer la sécurité et le ravitaillement de leur armée d'investissement, les Allemands avaient chargé leur cavalerie, déployée en éventail autour de leur quartier général de Versailles, d'opérer des reconnaissances et des réquisitions, au nord jusqu'à Compiègne et Beauvais, à l'est dans la direction de Rouen, au sud dans celle d'Orléans. Au cours de ces raids, elle rencontra et punit par la rigueur d'exécutions sommaires — amendes, incendies ou fusillades — des tentatives isolées de défense locale, entreprises par des gardes nationales ou des francs-tireurs, sans être coordonnées ni soutenues par des forces régulières. Le gouvernement de Paris avait bien envoyé à Tours deux de ses membres, Crémieux et Glais-Bizoin, qui s'étaient adjoints un amiral, Fourichon, comme ministre de la Guerre. Ils n'avaient pas l'activité nécessaire pour organiser la défense. Craignant d'exposer prématurément au feu les nouvelles formations de l'armée de ligne, ils se bornèrent à opposer aux envahisseurs un rideau de mobiles sans consistance. Quelques escarmouches terminées toujours par des retraites, et dont les plus retentissantes furent deux



ÉPISODE DE L'AFFAIRE DU BOURGET (30 septembre 1870). — Tableau de Neuville. — Musée de Versailles.

essais de résistance dans les villes ouvertes de Saint-Quentin (9 oct.) et de Châteaudun (18), signalèrent seules cette première période de la guerre en province. Au début d'octobre pourtant, des opérations plus sérieuses s'engagèrent autour d'Orléans, position stratégique dont la possession importait également aux Allemands et aux Français. Les premiers envoyèrent pour la prendre trois divisions, sous le Bavaois von der Tann. Les seconds y concentrèrent toutes leurs forces disponibles sous La Motterouge. Une fois de plus la discipline des uns triompha de la valeur des autres. La Motterouge vit son avant-garde battue à Artenay (10 octobre) et laissa une arrière-garde soutenir dans la ville, évacuée par le gros de ses troupes, une lutte héroïque et inégale (11).

L'EST. — La carte de la guerre se modifiait plus fâcheusement encore dans l'Est, où les Allemands s'avançaient sans rencontrer de résistance sérieuse jusque dans le bassin de la Saône. Leur marche en avant commença quelques jours après Froeschwiller, par l'investissement de Strasbourg (13 août). Dépourvue de forts détachés, la place était sans défense contre l'action de l'artillerie moderne. Soumise à un bombardement intensif, qui transforma plusieurs quartiers en une mer de flammes, puis en un monceau de ruines, elle dut capituler quand deux brèches praticables eurent été ouvertes dans l'enceinte, après s'être au moins illustrée par le courage stoïque de ses habitants, la ténacité de son gouverneur, Uhrich, et l'héroïsme de son nouveau préfet, Valentin (28 sept.). La garnison fut prisonnière de guerre et tout le matériel dut être livré à l'ennemi. Toul ayant succombé en même temps (23 sept.), les Allemands avaient désormais la disposition de la grande ligne qui unissait Paris à l'Allemagne du Sud. Peu après, les redditions successives de Schlestadt (24 oct.), de Verdun (8 nov.), de Neuf-Brisach (10) et de Phalsbourg (12 déc.), complétèrent pour les envahisseurs la possession de l'Alsace et de la Lorraine. Bitche seule devait tenir pendant toute la guerre, jusqu'au 24 mars 1871.

Aussitôt la prise de Strasbourg, le grand état-major avait constitué, avec les Badois et les landwehriens du corps de siège, une petite armée chargée d'élargir par la conquête des Vosges la base d'opérations allemande en France. Werder, qui la commandait, passa sur le versant lorrain, entra le 4 octobre à Épinal, battit le 6 à la Bourgonce les bandes inexpérimentées de Cambriels, et les poursuivit au sud jusque sous les murs de Besançon, dont les fortifications l'arrêtèrent un instant (22). Il s'en détournait vers l'ouest pour aller occuper, au prix d'un vif combat, la ville ouverte de Dijon, importante comme centre de ravitaillement et nœud de chemins de fer (30 octobre). Un mois lui avait suffi pour pénétrer au cœur de la Bourgogne, d'où il menaçait Lyon.



BOMBARDEMENT DE STRASBOURG (août-septembre 1870). — Dessin de Lix. Cl. MONDE ILLUSTRÉ



## LES GRANDES OPÉRATIONS. — GAMBETTA ET SON ŒUVRE.

Pendant les mois de septembre et d'octobre, la Délégation de Tours s'était donc montrée impuissante à arrêter ou même à contrarier les nouveaux progrès de l'ennemi. Cette période de passivité prit fin avec l'arrivée à Tours (9 oct.) d'un membre du gouvernement de Paris, Gambetta, sorti de la capitale en ballon pour aller diriger en province l'œuvre de la Défense nationale. Ce jeune avocat de 33 ans devait en devenir le dictateur et en rester la personification dans l'histoire. Il y apportait une foi ardente, une persévérance inaccessible au découragement, l'audace des grandes résolutions et la largeur des grandes vues, parfois même l'intuition de problèmes stratégiques étrangers jusqu'alors à ses préoccupations ; mais aussi, comme rançon de ses brillantes qualités, une confiance excessive dans le pouvoir du patriotisme pour surmonter les obstacles des choses, dans l'enthousiasme révolutionnaire pour réparer les fautes des armées de métier, dans l'éloquence pour secouer l'apathie des masses. Il apparaît à distance comme incomparable pour susciter des énergies, mais insuffisant pour en tirer parti. — A côté de cet animateur, le rôle d'organisateur échet à un ingénieur, de Freycinet, appelé par lui à le seconder avec le titre de Délégué à la guerre : esprit lucide et précis, d'une activité infatigable, dont les connaissances techniques firent merveille pour lever et équiper de nouvelles armées, mais dont l'ingérence dans les opérations militaires fut souvent moins heureuse.

Son premier soin et son principal titre de gloire fut de pousser activement la reconstitution des forces militaires françaises. Au lendemain du 4 septembre, 4 vieux régiments d'infanterie (et 14 bataillons), 4 de cavalerie, 6 batteries d'artillerie, au total une trentaine de mille hommes représentaient, en dehors des troupes de dépôt et de 127 000 mobiles armés, les seules unités immédiatement mobilisables. Au moment de l'armistice (28 fév. 1871) l'appel des classes 1869 et 1870, le rappel des anciens militaires de moins de 35 ans, les engagements volontaires avaient permis de former 56 régiments de marche d'infanterie, 4 de zouaves, 2 de tirailleurs, 30 bataillons de chasseurs à pied, 9 d'infanterie de marine, 12 de fusiliers marins, 46 régiments de cavalerie, 215 batteries desservant 1 290 pièces. — Et l'armée régulière était doublée par une armée auxiliaire, fournie de matériel acheté à l'étranger, encadrée par des officiers ou de simples civils nommés à titre provisoire, et dans laquelle Gambetta fit rentrer tous les corps de francs-tireurs, la garde mobile réorganisée en 70 régiments, enfin les gardes nationaux mobilisés (tardivement levés en vertu du décret du 2 novembre, qui posait le principe de la levée en masse, parmi les célibataires de 25 à 30 ans). Le tout formait à l'armistice une masse de 950 000 hommes, dont 470 000 dans les dépôts et 480 000 sur le front, répartis en 11 corps d'armée (n<sup>os</sup> 15 à 26) : troupes improvisées et inexpérimentées sans doute, incapables de lutter à effectifs égaux contre des vétérans, mais dont le courage prolongea la défense au delà de toutes les prévisions, et dont la mise sur pied représente un effort magnifique, sans précédent jusqu'alors dans l'histoire militaire.

**COULMIERS.** — L'emploi le plus opportun des deux premiers corps formés (15<sup>e</sup> sous d'Aurelles de Paladines et 16<sup>e</sup> sous Chanzy) eût été dans l'Est pour tenter, soit de débloquer Metz, soit plus tard de menacer les lignes de communication allemandes. La reprise d'Orléans parut plus pressante, comme pouvant conduire plus rapidement à la délivrance de Paris. Pour y parvenir, un plan fut adopté d'après lequel d'Aurelles, commandant de l'armée de la Loire, partirait de Salbris, au nord de Bourges, pour venir rallier à Blois les troupes de Chanzy et marcher en masse sur Orléans, que prendrait à revers une forte division (Martin des Pallières) détachée à Gien. La manœuvre parut d'abord réussir. L'armée, passée sur la rive droite de la Loire, remporta à Vallières (7 nov.) un succès d'avant-garde, et rencontra le corps de von der Tann, rangé sur une ligne de collines dont le village de Coulmiers occupait le centre. La supériorité numérique (40 000 hommes contre 14 700) de ces jeunes troupes, leur élan, la confiance que leur inspiraient le spectacle de leur déploiement et la précision inaccoutumée de leur artillerie leur permirent d'enlever la plupart des positions ennemies (Bacon, La Renardière, Coulmiers, Ormeteau), et de ramasser dans la poursuite du lendemain quelques centaines de prisonniers. Sans doute von der Tann put-il échapper



GAMBETTA (1838-1882).

à un désastre qui eût été complet si des Pallières eût marché assez vite pour l'attaquer par derrière, et si la cavalerie de Royau n'avait pas manqué l'occasion de lui couper sa ligne de retraite sur Paris. Si incomplète qu'elle restât, la victoire était la première de la guerre ; elle produisit un effet de surprise sur l'Europe, d'inquiétude sur les envahisseurs, et fit courir en France même comme un tressaillement d'espoir.

La sagesse eût commandé de continuer la marche sur Paris après la reprise d'Orléans et d'aller à cet effet établir une base d'opérations dans la direction de Chartres, afin de rester le plus longtemps possible hors de la portée de trois corps prussiens (3<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>) rendus libres par la capitulation de Metz, et envoyés à marches forcées sur la Loire, sous la conduite de Frédéric-Charles. D'Aurelles, jugeant ses jeunes troupes trop peu solides pour une nouvelle offensive, préféra les laisser reposer dans un vaste camp retranché établi en avant d'Orléans et couvert par la forêt. Elles restèrent ainsi pendant trois semaines dans une immobilité qui devait devenir aussi funeste qu'auparavant celle de Bazaine à Metz.

A la fin du mois, Gambetta et Freycinet crurent le moment venu de les en tirer et de les engager dans une action générale dirigée vers Fontainebleau, destinée à la délivrance de Paris et entreprise à l'aide de trois corps nouveaux (le 17<sup>e</sup> sous Sonis, le 18<sup>e</sup> sous Billot et le 20<sup>e</sup> sous Crouzat), qui portaient leur effectif théorique à près de 200 000 hommes. Mais au lieu de les concentrer, ils les laissèrent divisées en trois groupes dont l'éloignement devait entraîner l'insuccès.

Le mouvement commença sur la droite, où les 18<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> corps avaient affaire au 10<sup>e</sup> prussien, venu de Metz. Ils remportèrent le 24 quelques avantages dont le seul résultat fut d'alarmer l'ennemi. Le choc décisif eut lieu le 28 autour de Beaune-la-Rolande ; la ténacité d'une brigade prussienne fortement retranchée eut raison des assauts répétés de tout le 20<sup>e</sup> corps, auquel le 18<sup>e</sup>, occupé à prendre Maizières et Juranville, ne put apporter qu'une aide tardive. Cet échec suffit à briser l'élan de l'aile droite, condamnée désormais à l'inaction.

A la gauche, Chanzy s'était mis en marche le 1<sup>er</sup> décembre avec le 16<sup>e</sup> corps contre les Bavares et les troupes du grand-duc de Mecklembourg. Il fut vainqueur à Villepion dans un combat d'avant-garde (1<sup>er</sup> déc.), mais se heurta le lendemain (2) au gros des forces ennemies, et ne s'empara des villages de Lumeau, Poupry et Loigny que pour les reperdre aussitôt devant une contre-attaque. L'arrivée du 17<sup>e</sup> corps ne put rétablir ses affaires, et la bataille de Loigny se termina par une charge héroïque et désespérée des zouaves pontificaux contre le village de ce nom.

Restait au centre français, devant Orléans même, le 15<sup>e</sup> corps d'armée, dont deux divisions avaient d'ailleurs déjà souffert à Loigny. Pour l'accabler à coup sûr, Frédéric-Charles eut recours à une manœuvre inspirée des modèles napoléoniens ; laissant un rideau de troupes devant Crouzat et Billot, il déroba ses trois corps (50 000 hommes) à leur vigilance, les porta sur Orléans par une marche rapide à l'ouest, et, après les avoir réunis aux Bavares, prononça contre la ville, avec toutes ses forces, une attaque concentrique de grand style. Les Français perdirent le 3 les approches de la forêt (Chilleurs, Neuville-aux-Bois, Artenay, Chevilly), le 4 les lignes du camp retranché, et la nuit suivante la ville elle-même, en laissant aux mains du vainqueur 18 000 prisonniers et 74 canons. Incapables de reprendre la lutte, ils se trouvèrent divisés en deux groupes : le 15<sup>e</sup> corps se replia sur Salbris, où ne tardèrent pas à le rejoindre le 18<sup>e</sup> et le 20<sup>e</sup> tandis que les 16<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> corps demeuraient sur la rive droite de la Loire.



LE GÉNÉRAL CHANZY. CL. GOUPILO.



**CHAMPIGNY.** — Pendant ce temps, Paris tentait pour forcer le blocus une grande sortie, projetée d'abord vers l'ouest et sur la Basse-Seine, reportée tardivement vers l'est et dans la direction de Fontainebleau, où devait tendre l'armée de la Loire. L'effort principal en était confié à l'impétueux Ducrot, nommé commandant de la plus importante, par son effectif (100 000 hommes), des trois armées entre lesquelles un décret récent (6 nov.) venait de répartir les forces de la Défense. Tandis que des diversions sur des points secondaires distrairaient l'attention de l'ennemi, Ducrot devait essayer de percer par la boucle de la Marne, dont la plaine se prêtait au déploiement de grandes masses, mais qui présentait le double obstacle d'un fleuve à franchir et d'un plateau abrupt à escalader. L'opération fut annoncée aux Parisiens par une proclamation retentissante, où Ducrot leur promettait de ne revenir parmi eux que « mort ou victorieux ». Elle n'avait de chances de réussir qu'à la condition de produire sur l'assiégeant un effet de surprise ; et dès le début (28 nov.) elle subit un premier retard de 24 heures, attribué officiellement à une crue subite de la Marne qui aurait empêché la construction d'un pont de bateaux. Lorsque, le 30 au matin, les troupes françaises des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> corps débouchèrent dans la presqu'île de Champigny, elles l'occupèrent assez facilement ; mais quand elles commencèrent à gravir les hauteurs qui la dominaient, elles se virent arrêtées, malgré leur élan et le secours de leur artillerie, par les forteresses naturelles que formaient à leur droite le parc crénelé de Cœuilly, défendu par les Wurtembergeois, et à leur gauche celui de Villiers, défendu par les Saxons. Cette dernière position devait être abordée de flanc par le 3<sup>e</sup> corps, parti de Nogent. Par un de ces contretemps si fréquents au cours de la guerre, d'Exéa, qui le commandait, ne commença son attaque que lorsque l'assaut de front eût déjà été repoussé et n'aboutit qu'à faire décimer ses troupes.

La journée avait été si rude et la nuit si glaciale que le lendemain (1<sup>er</sup> déc.) les deux adversaires restèrent en présence sans combattre. Mais le 2 les Allemands, grossis par les renforts qu'ils appellent de toutes parts, prennent à leur tour l'offensive. Au petit jour, ils descendent des hauteurs, surprennent et font plier les avant-postes, pénètrent même jusqu'à Champigny. Les Français de leur côté se ressaisissent, leur disputent et leur reprennent le village. Pendant le reste de la journée, c'est, sur toute la ligne de bataille, une mêlée furieuse dont l'acharnement n'aboutit à la déplacer ni dans un sens ni dans l'autre.

Convaincu désormais que la prolongation de la lutte ne conduira qu'à l'épuisement de ses troupes, Ducrot se résigne le 4 au matin à leur faire repasser la Marne et réoccuper leurs anciennes positions. Elles laissent sur le champ de bataille près de 10 000 hommes et l'illusion de pouvoir rompre le cercle de l'investissement.

**LES DERNIÈRES RESISTANCES.** — Le double échec du grand effort tenté, du dehors comme du dedans, pour amener la délivrance de Paris, décidait en réalité du sort de la guerre. Jamais les jeunes armées de la Défense nationale ne devaient retrouver, ni leur confiance du début, ni les circonstances favorables ou les demi-succès qui paraissaient la justifier. Elles allaient pourtant prolonger pendant deux mois encore une résistance qui fut pour l'Europe un objet d'étonnement, et que personnifièrent, en dehors de Gambetta, deux généraux obstinés comme lui à espérer jusqu'au bout contre tout espoir : Chanzy, venu d'Algérie, et Faidherbe, venu du Sénégal. Ils révélèrent, l'un sur la Loire et l'autre dans le Nord, des talents militaires dignes de forcer la victoire.

**L'ARMÉE DU NORD.** — Dans le Nord, considéré par les deux belligérants comme un théâtre secondaire de la guerre, les hostilités véritables ne commencèrent que lorsque la capitulation de Metz eût permis aux Allemands de former avec les 1<sup>er</sup> et 8<sup>e</sup> corps une armée chargée, sous Manteuffel, de traverser la Picardie pour aller occuper Rouen et faciliter ainsi le siège de Paris. En passant devant Amiens, Manteuffel résolut, pour assurer ses derrières, de s'en emparer sur le rassemblement de conscrits (17 000 hommes) qu'avait organisé Bourbaki et que commandait provisoirement le général Farre. Dans la journée du 27 novembre, il les attaqua sur tous les points, notamment à Villers-Bretonneux, et il les força à la retraite après une résistance dont la ténacité éprouva et surprit ses propres troupes. Le lendemain, il faisait capituler la citadelle d'Amiens ; puis, poursuivant avec le gros



CHAMPIGNY (30 novembre 1870). — Peinture de Neuville. — Musée de Versailles. CL. GIRAUDON.

de ses forces sa marche vers l'Est, il dispersait, à Buchy devant Rouen, les mobiles de Briand et faisait, le 4 décembre, son entrée dans la capitale de la Normandie.

Il en fut presque aussitôt rappelé pour parer à l'incessante activité de Faidherbe, le nouveau commandant de l'armée française du Nord, arrivé à Lille le 5 décembre. Ce dernier ne disposait que de 40 000 hommes, répartis en deux faibles corps (22<sup>e</sup> et 23<sup>e</sup>). Il borna très sagement son rôle à attirer vers lui, par des pointes continuelles, les forces ennemies, de manière à dégager les théâtres principaux d'opérations, et livra à cet effet trois batailles en deux mois. — Après avoir rendu confiance à ses troupes par un hardi coup de main sur Ham (10 déc.), il prononce sur La Fère une menace qui amène Manteuffel à se concentrer sur Beauvais, puis se retourne brusquement vers Amiens et livre à son adversaire, accouru pour lui barrer le passage, la bataille indécise de Pont-Noyelles (23 déc.). Il se replie ensuite volontairement sur Arras et en repart au bout de quelques jours pour aller débloquent Péronne investi par l'ennemi. Rencontrant devant Bapaume le corps de Gœben, chargé de couvrir le siège, il enlève dans une série d'assauts vivement menés les approches de cette petite ville, et il donnerait dans le Nord un pendant à la victoire de Coulmiers si une défiance excessive dans la solidité de ses troupes ne le déterminait à ordonner la retraite, en abandonnant Péronne à son sort, c'est-à-dire à une prompte capitulation.

Cette défaillance n'enlève rien au mérite qu'il a eu de retenir dans le Nord des troupes dont l'intervention aurait suffi à achever la conquête de la Normandie et peut-être à tourner par la gauche l'armée de Chanzy.



LE GÉNÉRAL FAIDHERBE. CL. CARJAT

**LA DEUXIÈME ARMÉE DE LA LOIRE.** — Aussitôt après la perte d'Orléans, Gambetta avait destitué d'Aurelles (6 déc.) ; puis, au lieu de réunir enfin en une seule masse ses corps dispersés, il avait préféré les scinder en deux armées de la Loire distinctes : la première, sous Bourbaki (15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup> et 28<sup>e</sup> corps), resta provisoirement à Bourges. Chanzy allait s'immortaliser à la tête de la seconde, dont les deux corps (16<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup>) étaient grossis par l'appoint d'un nouveau (21<sup>e</sup>), que l'amiral Jaurès avait formé au Mans.

Chanzy donna aussitôt la mesure de sa ténacité en arrêtant la débandade de ses troupes et en les établissant sur une forte position défensive, entre la forêt de Marchenoir et Beaugency, sur la Loire. Quand le grand-duc de Mecklembourg marcha sur Tours, siège du gouvernement, avec les Bavarois, il eut la surprise de se heurter sur les lignes de Josnes à une résistance acharnée, et de subir même les vigoureuses contre-attaques





BATAILLE DE BAPAUME (3 janvier 1871). — Gravure de Mès. — Bibl. Nat.

d'une armée qu'il croyait transformée en un troupeau de fuyards. Disposant seulement de 35 000 hommes contre 52 000, il courut le risque d'être enfoncé sur sa droite par Jaurès, et aurait été exposé à un désastre si Bourbaki avait quitté Bourges pour l'assaillir sur sa gauche. L'inaction de ce dernier lui permit au contraire d'envoyer sur la rive sud de la Loire une colonne qui s'empara de Chambord et bientôt après de Blois. Les lignes de Josnes étaient désormais tournées; Chanzy dut les abandonner, mais après quatre journées de lutte pied à pied (7-10 décembre), qui ont pu être représentées comme l'épisode le plus glorieux de la Défense nationale. Elles avaient coûté à l'ennemi de telles pertes que le 1<sup>er</sup> corps bavarois, épuisé, dut être envoyé momentanément au repos.

Sans se laisser décourager, Chanzy renonça à couvrir Tours, d'où le gouvernement partit pour Bordeaux. Il résolut de changer sa ligne d'opérations — manœuvre toujours délicate à la guerre — et de la reporter vers l'ouest dans la direction du Mans. Il ordonna à cet effet un mouvement en arrière, conduit avec assez d'habileté pour être considéré comme un modèle de retraite parallèle au front ennemi, et crut devoir se retourner pour faire tête aux Allemands lorsqu'il atteignit les bords du Loir. Les combats qu'il livra autour de Vendôme (14-15 déc.) se terminèrent malheureusement par la prise des positions dominantes de Bel-Essort et de Fréteval. La prolongation de la lutte aurait dépassé la capacité d'endurance de ses troupes, éprouvées par les rigueurs croissantes de l'hiver : il se résigna à les ramener sur Le Mans, où il les lancerait dans une nouvelle offensive contre Paris, combinée avec Faidherbe et Bourbaki. Il y était d'ailleurs à peine arrivé (19 déc.), qu'il renvoyait en arrière, vers Nogent-le-Rotrou d'une part et Vendôme d'autre part, deux colonnes mobiles chargées de disputer pied à pied le terrain à un ennemi également éprouvé par le froid et les privations.

**L'ARMÉE DE L'EST.** — Dans l'Est, la lutte se poursuivait depuis deux mois autour de Dijon et de Belfort, sans événements décisifs. A Dijon, Werder avait affaire à des adversaires actifs, mais désunis : le général italien Garibaldi, qui avait formé à Dôle, puis transféré à Autun une armée hétéroclite de francs-tireurs, et Cremer, qui barrait avec une solide division la route de Lyon. Werder repoussa sans peine une pointe du premier sur Dijon (27 nov.), mais échoua à son tour quand, après l'avoir poursuivi, il tenta de le forcer dans Autun (1<sup>er</sup> déc.). Quant au second, il ne lui enleva la possession de Nuits (18 déc.) qu'au prix d'un combat assez rude pour ne pouvoir s'y maintenir. A Belfort, cernée le 3 novembre, le commandant Denfert-Rochereau avait appliqué avec succès une tactique de défense extérieure qui, en tenant l'assiégeant éloigné de la place, retarda jusqu'au 3 décembre le début du bombardement et jusqu'au 8 janvier la prise des abords immédiats des forts.

Ce théâtre de la guerre serait resté aussi secondaire que celui du Nord si, en décembre, Gambetta et Freycinet n'avaient eu l'idée d'y

transporter l'armée de Bourbaki, élevée par l'adjonction d'un corps nouveau (24<sup>e</sup>) à l'effectif de 125 000 hommes, pour y opérer sur les derrières de l'ennemi une diversion assez efficace, peut-être, pour faire lever le siège de Paris. L'opération eût été tout indiquée quand Metz tenait encore; entreprise tardivement, elle n'avait de chances de réussir, comme auparavant la marche de l'armée de Châlons, qu'au prix d'une grande rapidité de mouvements; et la lenteur des transports en chemin de fer fut telle que les troupes de Bourges mirent douze jours pour atteindre la vallée de la Saône (5 janv.), où leur apparition suffit toutefois à faire évacuer Dijon par Werder. Elles franchirent l'Ognon dans la direction de Vesoul; Bourbaki commit alors la faute de les détourner de leur objectif principal, qui était la ligne de communication allemande, pour un objectif secondaire et excentrique, qui était la délivrance de Belfort. Werder accourut aussitôt à la défense de cette place, en laissant un simple détachement retarder la marche des Français, et fournit ainsi à Bourbaki l'occasion d'un heureux combat d'a-

vant-garde livré à Villersexel (9 janv.).

**LE SIÈGE DE PARIS.** — Pendant ce temps, la situation empirait à Paris, où chaque journée de décembre apportait aux assiégés une déception ou une épreuve nouvelle. Ce fut d'abord, au début de janvier, le commencement de la famine, la ville n'ayant été ravitaillée que pour deux mois; puis, le 21, le sanglant échec, au Bourget, d'une tentative pour prendre dans la plaine du nord-est une revanche de Champigny; puis, le 26, l'ouverture du bombardement, retardé jusqu'alors par des difficultés techniques, et par suite l'évacuation du plateau d'Avron, avant-poste de la défense vers l'est. Le 5 janvier enfin, les premiers obus allemands commencèrent à tomber et à faire des victimes dans les quartiers de la rive gauche : cruauté bien inutile, car elle fut sans effet sur le moral de la population et n'avança pas d'un jour une capitulation devenue inévitable.

**LE MANS.** — L'imminence de ce péril provoqua, au milieu de janvier, et sur tous les théâtres de la guerre, un effort désespéré qui aboutit à quatre grandes batailles (Le Mans, Héricourt, Saint-Quentin, Buzenval), et qui peut être regardé comme le dernier sursaut de la Défense nationale.

Dans l'Ouest, Chanzy eut à supporter le choc de Frédéric-Charles, auquel de Moltke confia 75 000 hommes pour en finir avec l'armée de la Loire. Du 6 au 9 janvier, ses arrière-gardes ne livrèrent pas moins de 14 combats, dans la neige et le verglas, pour retarder l'irrésistible poussée de l'ennemi. Le 11, la bataille proprement dite s'engagea en avant du Mans, sur les bords de l'Huisne et sur des positions qui, à part un léger fléchissement, furent maintenues dans l'ensemble. Le 12, le centre, compromis par la perte du plateau d'Avours, fut dégagé par une charge à la baïonnette que conduisait un héroïque marin, le général Gougeard. Mais, au sud, une panique des mobilisés bretons préposés à la garde de la Tuilerie entraîna l'abandon de cette importante position et bientôt le fléchissement des troupes voisines. Comme celle de d'Aurelles un mois auparavant, l'armée était à bout de forces physiques et morales, et c'eût été en risquer la dissolu-

LE COLONEL DENFERT-ROCHEREAU.  
CL. GARJAT.



tion totale que de la laisser aux prises avec l'ennemi. Chanzy dut en pleurant de rage lui donner l'ordre d'une retraite qui lui coûta 20 000 prisonniers. Il se replia sur la Mayenne, où son âme indomptable méditait une revanche du Mans quand il fut surpris par l'armistice.

**HÉRICOURT.** — Une grande bataille livrée autour d'Héricourt décidait en même temps du sort de la grande diversion tentée dans l'Est. Après Villersexel, Bourbaki perdit, à piétiner sur place, cinq jours (10-14 janv.) que Werder employa à poster sur les hauteurs dominant le cours de la Lisaine, à 10 kilomètres en avant de Belfort, tout ce qu'il pouvait trouver de canons et de troupes disponibles (43 000 hommes). Quand Bourbaki arriva devant cette formidable barrière naturelle, il négligea l'occasion de la tourner facilement par le sud, et préféra l'aborder de front et la déborder en même temps vers le nord. Mais de ces deux opérations, conduites d'ailleurs sans ensemble, la première échoua, à sa droite près de Montbéliard et à son centre devant Héricourt, à cause de la supériorité des batteries de position ennemies; l'autre, confiée à Billot et à Cremer, aboutit le 16 à la prise du village de Chenebier, mais ne fut pas poussée avec assez de suite et de vigueur pour amener une décision. Après trois jours de lutte (15-17 janv.), au moment même où son adversaire désespérait de tenir plus longtemps, Bourbaki fit faire demi-tour à ses troupes, épuisées par la perte de 8 000 hommes et par le froid glacial des bivouacs, pour les ramener sous les murs de Besançon.

Il était d'ailleurs rappelé en arrière par une grave menace d'enveloppement. De Moltke avait envoyé de Paris au secours de Werder une armée de 45 000 hommes, dont le chef, Manteuffel, arriva le 19 dans le bassin de la Saône, conçut le hardi projet de descendre le cours du fleuve, pour aller couper les communications de Besançon avec Lyon et acculer Bourbaki à la frontière suisse. Pour ne pas être troublé dans ce mouvement par l'armée de Garibaldi, concentrée autour de Dijon, il envoya contre elle une simple brigade, qui, suppléant par la vigueur de ses attaques, renouvelées pendant trois jours (21-23), à la faiblesse de ses effectifs, paya de la perte d'un drapeau l'avantage d'empêcher une offensive de l'adversaire. A la faveur de cette démonstration, les avant-gardes de Manteuffel atteignaient Mouchard, sur la ligne de Lyon, le jour même (23) où l'armée de Bourbaki refluait sur Besançon.

**SAINT-QUENTIN.** — Dans le Nord, Faiderbe avait reçu l'ordre de seconder par une diversion le suprême effort de la Défense nationale. Trop faible pour risquer une attaque dans la direction de Paris, il avait cru plus prudent d'aller menacer vers le sud-est les lignes de communication allemandes. Son armée, mise en route le 17, n'était toutefois pas assez manœuvrière pour dérober longtemps sa marche à l'ennemi. Rejoint dès le 18 à Vermand par son adversaire Gœben, il se vit contraint d'accepter le 19 la bataille autour de Saint-Quentin. Dans la journée, ses troupes résistèrent pied à pied aux tentatives d'enveloppement prononcées sur leurs deux ailes; dans la soirée elles commencèrent à plier sous la supériorité de l'artillerie ennemie, et dans la nuit elles évacuèrent la ville pour ne pas y être cernées. Si elles échappaient ainsi à l'encerclement rêvé par Gœben, la lourdeur de leurs pertes (13 000 hommes sur 28 000) les mettait hors de cause pour le reste de la campagne.

**BUZENVAL.** — Le même jour, à Paris, Trochu tentait une dernière sortie, moins pour forcer une victoire impossible que pour donner une satisfaction à l'opinion et un emploi à l'ardeur de la garde nationale. Elle devait avoir cette fois pour base le mont Valérien, pour direction Versailles et pour premiers objectifs les hauteurs fortifiées de Montretout et de Buzenval (dont elle garda le nom). Les 90 000 hommes qui y prirent part (dont la moitié de gardes nationaux) étaient divisés en trois colonnes, dont les mouvements ne furent pas mieux concertés que dans les précédentes sorties. Ils enlevèrent quelques postes avancés, mais sans pouvoir entamer les murs crénelés derrière lesquels se tenait le gros des forces ennemies. A la nuit, la retraite fut ordonnée et dégénéra en débâcle. Cette dernière entreprise se terminait sans autre résultat que de mettre en lumière la bonne volonté, mais aussi l'inexpérience de la garde nationale. A la suite de cette nouvelle déception, Trochu, devenu impopulaire, donna sa démission de commandant en chef, et Vinoy, son successeur, dut réprimer par la force un mouvement insurrectionnel dirigé contre l'Hôtel de Ville (22 janv.).

**L'ARMISTICE.** — Paris n'ayant plus que quelques

jours de pain, il ne restait qu'à en négocier la reddition. Jules Favre se rendit à cet effet auprès de Bismarck à Versailles, où il signa, le 28 janvier, non seulement la capitulation de la place, mais un armistice s'étendant à la France entière et destiné à permettre l'élection d'une Assemblée nationale qui traiterait ensuite la question de paix ou de guerre. A cet effet, les hostilités devaient cesser également devant Paris, où les Allemands occuperaient et désarmeraient les forts sans entrer en ville, et sur les fronts de province, sauf celui de l'Est, où elles continueraient jusqu'à plus ample informé entre Manteuffel et Bourbaki. Non seulement J. Favre consentit à cette exception, dont la portée sembla lui échapper, mais par une négligence moins excusable, il omit d'en prévenir Gambetta en lui faisant connaître les conditions de l'armistice.

Cette fatale distraction allait causer ou au moins achever la perte de l'armée de l'Est. Après son arrivée à Besançon, Bourbaki, renonçant au projet de se frayer un chemin vers Dijon, se ralliait à celui de se retrancher, comme dans une forteresse naturelle, sur le plateau franc-comtois; mais le rebord septentrional en était abandonné sans combat à Werder par le 24<sup>e</sup> corps (24), tandis que l'accès méridional s'en ouvrait à Manteuffel par la prise de Salins; et Bourbaki tentait d'échapper par le suicide à la perspective de la catastrophe que présageait cette double nouvelle (26). Clinchant, son successeur, acheminait aussitôt (27) l'armée vers Pontarlier pour utiliser, le long de la frontière suisse, sa dernière ligne de retraite. Entrepris par un froid sibérien, dont les ravages évoquaient les souvenirs de la campagne de Russie, le mouvement fut interrompu quarante-huit heures sur la fausse nouvelle d'un armistice général. Cet arrêt permit aux Allemands de devancer les Français sur les deux routes de montagne conduisant de Pontarlier vers le sud. Quand Clinchant arriva dans cette ville, il ne lui resta d'autre ressource, pour éviter une capitulation, que de faire passer en Suisse, où ils furent désarmés et internés, les 83 000 hommes qui lui restaient (1<sup>er</sup> fév.).

Après les capitulations de Sedan, Metz et Paris, c'était la quatrième armée française mise hors de combat par les envahisseurs. La Défense nationale n'avait pas été plus heureuse que l'Empire dans ses efforts pour les repousser. Elle n'avait pas seulement commis des erreurs analogues, en cédant, à Paris et à Orléans, à l'attraction des camps retranchés, en dispersant ses forces militaires dans des directions divergentes, en compromettant le succès de leurs opérations par le manque de concordance et la lenteur de leurs mouvements. Ce qui avait aggravé pour elle les conséquences de ses fautes, c'est qu'elle opposait à des vétérans aguerris des levées improvisées dont l'inexpérience rendait les succès incomplets, les défaites irréparables, l'usure rapide, les pertes disproportionnées aux résultats obtenus. Malgré la défaite finale, la longueur d'une résistance prolongée dans des conditions aussi défavorables avait provoqué l'admiration de l'Europe, sauvé l'honneur de la France, et enrichi son patrimoine moral d'un capital dont la possession devait faciliter l'œuvre de son relèvement.

**L'EMPIRE ALLEMAND.** — Désirée par Bismarck comme un moyen d'achever l'unité allemande, la guerre devait avoir pour conséquence l'entrée des États du Sud dans la Confédération du Nord. Après Sedan, leurs représentants furent convoqués à Versailles pour discuter les conditions de ce contrat d'union. Ils durent accepter, par des traités signés en novembre, celles de Bismarck, qui les menaçait en cas de résistance de dévoiler leurs complaisances passées



LES PRUSSIENS DÉFENDENT MONTRETOUT contre l'armée de Paris qui, appuyée par le fort du mont Valérien, tente sa dernière sortie. — Bibl. Nat.



envers la France. Après avoir ainsi étendu les territoires soumis à la suzeraineté du roi de Prusse, il restait à relever son prestige par le rétablissement à son profit de la dignité impériale. Bismarck eut l'art de la lui faire offrir par le roi de Bavière, qui aurait pu être son concurrent, mais dont le romantisme germanique l'emporta au dernier moment sur le particularisme dynastique. La proclamation du nouvel Empire allemand eut lieu le 18 janvier à Versailles, dans cette galerie des Glaces où, quarante-huit années plus tard, l'Allemagne républicaine devait reconnaître sa défaite.

#### LA PAIX DE FRANCFORT. —

Après la cessation des hostilités, le passage de l'état de guerre à l'état de paix s'accomplit en trois étapes successives :

1<sup>o</sup> L'armistice du 28 janvier, simple suspension d'armes entre les belligérants, fut suivie par l'élection (8 fév.) d'une Assemblée nationale réunie à Bordeaux (21), et dont la majorité, favorable à la paix à tout prix, chargea Thiers, investi du pouvoir exécutif, d'en aller à Versailles débattre la conclusion avec les vainqueurs ;

2<sup>o</sup> Le 26 février, Bismarck et Thiers signèrent des préliminaires destinés à servir de base au traité définitif. Le premier réclamait à la France 6 milliards, au paiement desquels l'occupation territoriale servirait de gage, et la cession de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine, y compris Metz et Belfort. Le second fit réduire l'indemnité à 5 milliards et réussit à force d'instances à conserver Belfort, mais en échange de l'entrée des armées allemandes dans Paris. La promptitude avec laquelle l'Assemblée nationale ratifia ces préliminaires (1<sup>er</sup> mars) ne leur permit que de faire une apparition dans la capitale française ;

3<sup>o</sup> Les préliminaires n'ayant établi que les bases de la paix, il restait à les compléter par le règlement des questions de détail qu'ils n'avaient pas touchées ou des questions économiques qu'ils laissaient en suspens. Ce fut l'objet de conférences ouvertes d'abord à Bruxelles (18 mars), où elles furent ralenties et entravées par le soulèvement de la Commune, et transportées ensuite à Francfort, où Bismarck et Jules Favre signèrent, le 10 mai, le traité de paix définitif. Il fixait le mode de paiement de l'indemnité de guerre, les principes des futures relations commerciales franco-allemandes, les conséquences civiles ou économiques de la cession de l'Alsace-Lorraine et accordait à la France, en



GUILLAUME I<sup>er</sup>, EMPEREUR D'ALLEMAGNE (1871-1888). CL. MARCUS.

se régularisent en Danemark, se maintiennent en Espagne, s'étendent en Italie, s'introduisent en Autriche, en Roumanie et en Serbie et deviennent, à la seule exception de la Russie, la règle de l'Europe moderne.

Aussi bien que dans la construction intérieure des États, le principe de la souveraineté populaire triomphe, sous le nom de principe des nationalités, dans leurs relations extérieures. Il a eu jusqu'alors pour adversaires les dynasties, intéressées au maintien de l'ordre territorial établi par les traités de 1815. Il trouve désormais un souverain, Napoléon III, pour s'en proclamer le champion, et deux autres, les rois de Prusse et de Piémont, pour le personnifier et en devenir les bénéficiaires. Cette alliance des trônes et de la révolution représente un fait nouveau dans l'histoire de l'Europe ; elle donne lieu à des mouvements nationaux qui conduisent certains peuples à se libérer de la domination étrangère, d'autres à se grouper en vastes agglomérations politiques. La formation de deux grandes puissances, l'Italie et la Prusse, l'affranchissement de deux nationalités nouvelles, la Roumanie et la Serbie, modifient profondément, entre 1856 et 1870, la carte de l'Europe et les conditions de son équilibre.

Dans l'ordre économique enfin, la période du second Empire, caractérisée par les progrès de la richesse publique et du bien-être privé, présente, comme un phénomène commun à tous les États de l'Europe occidentale, le développement de la grande industrie et l'affluence d'ouvriers salariés dans les villes où elle se concentre ; la composition intérieure des peuples se trouve transformée par l'apparition d'une classe sociale nouvelle, dont les aspirations politiques et les rapports avec le capital qui la rétribue soulèvent une série de problèmes économiques destinés à devenir la grande préoccupation de la période suivante.

La guerre franco-allemande, la plus importante de celles qui eussent désolé l'Europe depuis 1815, devait, d'autre part, modifier profondément la situation respective des deux belligérants et les rapports des autres puissances. A la France elle coûtait, après les abaissements de la défaite et les souffrances de l'invasion, 238 000 de ses enfants laissés sur les champs de bataille, — chiffre qui paraît maintenant bien modeste par comparaison avec les hécatombes modernes —, 1 600 000 autres détachés violemment de la mère patrie, deux de ses plus belles provinces soumises à la domination étrangère, la sécurité militaire de sa frontière de l'Est, désormais ouverte à l'ennemi ; une somme, énorme pour l'époque, de 9 milliards (5 d'indemnité de guerre et 4 de frais de guerre), et enfin l'éclipse de son prestige militaire et de sa confiance en elle-même. Appauvrie, diminuée, humiliée et isolée, elle devait mettre dix ans à réparer ses dommages maté-



PROCLAMATION DE L'EMPIRE ALLEMAND dans la galerie des Glaces, à Versailles (18 janvier 1871). — Peinture de Werner.



riels et à rétablir son équilibre moral, vingt à retrouver une alliance, quarante-huit à reconquérir son intégrité territoriale.

L'Allemagne de son côté gagnait à la guerre tout ce qu'y perdait la France. Le sacrifice relativement léger de 49 000 vies humaines lui avait valu l'avantage d'obtenir par la proclamation de l'Empire son unité définitive, par l'absorption des États du Sud un accroissement d'un quart en territoire et en population, par la conquête de l'Alsace-Lorraine un bastion défensif et même offensif contre la France, par l'encaissement d'une indemnité bien supérieure à ses dépenses réelles les résultats matériels d'une bonne affaire après le prestige d'un éclatant triomphe. Elle était devenue la grande puissance militaire de l'Europe centrale, sur laquelle elle allait exercer pendant une vingtaine d'années une véritable prépondérance.

Par l'ébranlement qu'elle avait communiqué au reste de l'Europe, la guerre en avait également modifié les conditions d'équilibre. Elle profitait indirectement à l'Italie et à la Russie, ayant permis à l'une de compléter son unité par l'occupation de Rome, à l'autre de faire abolir dans la Conférence de Londres les restrictions apportées par le traité de Paris à sa liberté d'action dans la mer Noire (janv. 1871). L'Autriche par contre cédait définitivement à une autre son rôle de grande puissance germanique et l'Angleterre semblait renoncer pour un temps à celui d'arbitre du continent. Enfin les conquêtes violentes de la Prusse, poursuivies au mépris des traditions diplomatiques comme des vœux populaires, semblaient inaugurer en Europe le régime de la force brutale, et développaient en elle un état d'inquiétude, de défiances réciproques et d'instabilité morale qui devait ouvrir dans son histoire et caractériser pour l'avenir la période dite de la « paix armée ».

## BIBLIOGRAPHIE

### GUERRE FRANCO-ALLEMANDE

Une bibliographie de la guerre franco-allemande a été publiée en 1897 par le général Palat.

SUR LES ORIGINES. — SALOMON (Henry), *L'Incident Hohenzollern* (1922). — WELSCHINGER (Henry), *La Guerre de 1870, causes et responsabilités* (1910). — *Origines diplomatiques de la guerre de 1870-1871*, publ. par le ministère des Affaires étrangères; 17 volumes parus (1910-1926).

Sources (Histoire militaire). — Les principales sont les relations officielles de la guerre, publiées respectivement par les Sections historiques des deux États-majors prussien et français. La première a été traduite en 5 vol. par COSTA DE SERDA (1878), résumée en deux par BONNET (1886) et en un par le major SCHEIBERT (trad. fr., 1895); la seconde, commencée en 1905, est en cours de publication.

On peut ranger dans cette catégorie les relations particulières ou les mémoires publiés par un certain nombre de généraux ou d'hommes d'État : D'AURELLES DE PALADIN, *La Première Armée de la Loire* (1872). — BAZAINE, *L'Armée du Rhin* (1871). — BISMARCK, *Pensées et Souvenirs*, trad. Jaeglé (1899, 2 vol.). — CHANZY, *La Deuxième Armée de la Loire* (1872). — DUCROT, *La Défense de Paris* (1878, 4 vol.). — FAVRE (Jules), *Le Gouvernement de la Défense nationale* (1875, 3 vol.). — FAIDHERBE, *Campagne de l'armée du Nord* (1871). — FREYCINET (C. de), *La Guerre en province* (1871). — MOLTKE (de), *La Guerre de 1870*, trad. Jaeglé (1891). — PALIKAO (duc de), *Un ministère de vingt-quatre jours* (1871). — STEENACKERS ET LE GOFF, *Histoire du gouvernement de la Défense nationale en province* (1885, 3 vol.). — THIERS, *Notes et Souvenirs* (1901, 2 vol.). — TROCHU, *Souvenirs posthumes* (1894, 2 vol.). — VINOY, *Le Siège de Paris* (1871).

Les histoires générales les plus complètes sont celles de LEHAUTCOURT (général Palat) en 15 vol. (1901-1909) et du lt.-colonel ROUSSET (1898, 6 vol.). Parmi les résumés, le plus sûr est celui d'Arthur CHUQUET (1895) et le plus vivant celui de P. et V. MARGUERITTE (1906).

BLEIBTREU, *Kritische Beiträge zur Geschichte des Krieges 1870* (1895). — FOCH (général), *De la conduite de la guerre* (1910). — VON DER GOLTZ, *Léon Gambetta et ses armées*, trad. franç. (1877). — GROUARD (lt.-colonel), *Les Armées en présence. Wœrth et Forbach, l'Invasion* (7-18 août); *L'Armée de Châlons, Comment quitter Metz en 1870? Le Blocus de Paris et la première armée de la Loire*.

HISTOIRE DIPLOMATIQUE. — DE RUVILLE, *Bismarck et la fondation de l'Empire allemand*, trad. franç. (1912). — SOREL (A.), *Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande* (1875, 2 vol.). — VALFREY (J.), *Histoire de la diplomatie du gouvernement de la Défense nationale* (1871, 3 vol.). — MAY (G.), *Le Traité de Francfort* (1909). — VALFREY (J.), *Histoire du traité de Francfort* (1875, 2 vol.).

MONTS (général comte G. de), *La Captivité de Napoléon III en Allemagne. Souvenirs trad. de l'all. par P. Bruck-Gilbert et Paul Lévy* (1910).

## CHAPITRE III

# L'EUROPE ENTRE LES DEUX GUERRES L'IMPÉRIALISME ALLEMAND (1871-1914)

**L**E mercredi 18 janvier 1871 — jour anniversaire du couronnement, à Königsberg, de Frédéric de Hohenzollern, électeur de Brandebourg, comme premier roi en Prusse — les princes allemands, réunis dans la galerie des Glaces du palais de Versailles, offraient la couronne impériale à Guillaume I<sup>er</sup>, roi de Prusse, et le reconnaissaient pour leur souverain héréditaire, sous le titre d'« empereur allemand ».

Ce titre était le fruit de la guerre franco-prussienne et la première récompense d'un triomphe désormais assuré. Le 10 mai suivant, l'Allemagne en obtenait d'autres : le traité de Francfort, qui consacrait, non sans changements, les préliminaires du 28 février. La France cédait l'Alsace, moins le district de Belfort, et le département lorrain de la Moselle, moins l'arrondissement de Briey (environ 15 000 km. carrés et 1 600 000 hab.). Elle devait payer en trois années une indemnité de 5 milliards. Une armée allemande occuperait les départements du Nord et de l'Est jusqu'à règlement complet de cette créance. Il n'est point superflu, aujourd'hui, de rappeler ces clauses.

Terres cédées, sommes versées à l'« Empire allemand ». Car, depuis les 16 avril-4 mai 1874, il était constitué et pourvu d'un organisme, d'une vie propre. Il comprenait, groupés en monarchie fédérale héréditaire, les mêmes États (25) que l'ancienne Confédération, et, en outre, un « territoire d'Empire » : l'Alsace-Lorraine. Il formait une masse compacte de 541 000 kilomètres carrés; le centre nord de l'Europe, du Niémen à la Moselle, de l'Eider au lac de Constance, avec 40 millions d'habitants.

Ainsi s'achevait une séculaire politique d'ambition, d'audace, de ténacité, de violences, de guerres et de rapines. Selon le mot fameux : la guerre est l'industrie nationale de la Prusse. Ainsi se complétait, par l'effort de Guillaume I<sup>er</sup> et de Bismarck, l'œuvre commencée par Frédéric-Guillaume I<sup>er</sup>, et la paix de Francfort était le couronnement du traité de Westphalie.

Nul besoin d'être un prophète subtil, ni un penseur profond, pour

présager les conséquences fatales d'un pareil événement. Il semble cependant que beaucoup s'y soient trompés, dans l'instant, et que peu les aient prévues. Ni l'Angleterre, ni la Russie, qui auraient pu l'empêcher, ne paraissaient comprendre les suites de l'écrasement et de l'effacement de la France, fussent-ils éphémères. La Russie, qui les avait désirés, par l'effet d'une rancune plausible; l'Angleterre, qui les avait vus sans déplaisir, par l'effet d'une rivalité traditionnelle et d'un égoïsme invincible; la Russie, grâce à de vastes desseins et à des illusions plus épaisses encore; l'Angleterre, par sa politique à vue courte, à esprit étroit, obstinément bornée à ce qu'elle croit être l'intérêt du jour, qui est souvent le danger de demain. La défaite de la France n'avait pas déplu à l'Italie, qui, avec Rome et son unité définitive, lui devait d'être délivrée d'une tutelle importune, sinon d'une reconnaissance pesante. Et l'Espagne, sans doute, tout occupée de ses querelles intestines, — et l'Europe entière, il faut bien le dire, le Danemark excepté. Si chacun en éprouvait une secrète et mauvaise satisfaction, plus d'un se flattait d'y gagner quelque avantage, et personne, — ou qui donc? — ne voyait le péril commun. L'histoire a eu rarement sujet d'enregistrer un semblable aveuglement.

Comment douter, pourtant, que l'apparition, l'intrusion en Europe de ce nouvel État, de cette masse compacte, en déréglât violemment l'équilibre et en menaçât la sécurité? Comment douter qu'entre les mains des Hohenzollern, cette force dût être un instrument redoutable? Comment douter que, devenue grande puissance, l'Allemagne, — l'Allemagne entière, gagnée à la politique de la Prusse, — n'eût les desseins, les appétits, les besoins si l'on veut, et les méthodes aussi, des grandes puissances, et ne s'évertuât à se tailler une part plus large encore? Aussi bien, si tous ces territoires et tous ces peuples n'étaient pas allemands; si beaucoup avaient été incorporés à l'Allemagne par la violence; si tous les Allemands, même, n'étaient pas, ou pas encore, Prussiens d'esprit et de cœur; si, d'apparence, l'Empire était constitutionnel et non absolu, la Constitution n'en mettait pas moins cette





LA GERMANIA. — Ce monument, élevé au Niederwald, en face de Bingen, pour commémorer la fondation de l'unité allemande, avait pour objet de symboliser, par ses attributs guerriers, la « Garde au Rhin ». Il fut inauguré en 1883 par l'empereur Guillaume I<sup>er</sup>. — CL. SCHENSCHEDT.

force aux mains et à la discrétion d'un seul homme : l'empereur, — et l'on ne pouvait guère douter davantage que l'empereur en usât selon l'exemple de ses ancêtres : appuyé, applaudi, excité par 40 millions d'hommes enivrés de la victoire ? Comment douter enfin qu'après s'être élevée au premier rang, l'Allemagne ne s'appliquât à le garder ? Qu'après la prépondérance militaire, elle ne s'efforçât à la prépondérance économique, intellectuelle et morale ? qu'elle ne cherchât des alliés, des clients, des sujets ? Qu'après l'armée, elle ne créât une flotte ? qu'elle ne s'ouvrît des marchés pour le surcroît de son travail ; qu'elle n'occupât des territoires pour le surcroît de sa population ; qu'elle n'aspirât, en somme, à diriger, à dominer, à maîtriser l'Europe, — et, peut-être, le monde ?

La création de l'Empire d'Allemagne est donc le fait essentiel de la période contemporaine, qui retentit sur l'existence des autres États, et qui l'explique. Les uns, — crainte, sympathie ou ambition, — se rangeront à ses côtés — « seconds » plus ou moins dévoués ou « brillants » et marcheront à sa remorque ; d'autres, gravement déçus dans leurs calculs, menacés dans leurs intérêts, partout heurtés et entravés, s'efforceront à lui barrer la route, à lui tracer des limites, à lui susciter des embarras ou des adversaires ; d'autres, sans rien abandonner de leurs espérances, sans rien abdiquer de leurs droits, sacrifieront l'amour-propre à la prudence, et la joie de la revanche aux bienfaits, parfois amollissants, de la paix. Tous seront contraints d'observer l'Allemagne, de se tenir en garde, de parer à une attaque, de détourner un danger, de pourvoir à leur sécurité ; en un mot : de se régler sans cesse sur elle et de ne rien faire qui lui soit étranger.

Cet état d'instabilité, de malaise et de péril perpétuels, voilà bien l'un des traits caractéristiques de l'histoire de l'Europe, à partir et à cause des événements de 1870-1871, une des conditions de sa vie, une des « directives » de sa politique générale. En voici une autre : l'expansion des États européens hors de l'Europe.

Sans prétendre qu'il la faille pareillement imputer à l'Allemagne, on peut dire cependant que, si la France s'est largement agrandie en Afrique et en Asie même, c'est aussi parce qu'elle y cherchait un dédommagement matériel et moral à la perte de l'Alsace-Lorraine ; — si l'Italie, dernière venue, a ramassé, de mauvaise grâce, les reliefs

du festin, c'est, qu'alliée à la plus grande puissance, elle voulait et devait faire figure de grande puissance ; si l'Autriche s'est étendue dans l'Europe orientale, c'est qu'elle avait été chassée, et par l'Allemagne, de l'Europe centrale. Est-il inexact, de tout point, de dire que, si la Russie déferla sur le Turkestan, et jusqu'au Petchili, c'est toujours parce qu'elle se voyait murée du côté de l'Europe, et que la route de la Méditerranée, un moment forcée, lui était fermée sans retour par le traité de Berlin et les artifices de Bismarck (1878) ? Étant bien entendu que cette attaque russe devait susciter la riposte anglaise, qui n'y manqua point, pas plus que l'une et l'autre, à provoquer les craintes et l'offensive du Japon.

Au surplus, si l'on fait moins état du territoire que du trafic, si l'on tient, premièrement, les colonies pour un marché, pour un lieu de production et de vente, qui obligea l'Angleterre et la France, les États-Unis plus tard, et la Belgique même, héritière de son roi, qui les obligea à créer de nouveaux débouchés à leur commerce, sinon le progrès démesuré du commerce allemand ? Parce que l'Allemagne disputait et enlevait à l'Angleterre ses clients d'Espagne et de Chine, du Danemark et du Brésil, — selon son droit, assurément, — l'Angleterre en chercha d'autres sur le Zambèze, le Niger et le Nil, et, pour se les mieux attacher, elle occupa, du même coup, leur pays. Le canon fraya la voie à la mine, à la plantation, au comptoir, et les débarrassa des concurrents gênants. Combien de guerres les nations européennes n'ont-elles pas menées aux colonies et combien de guerres les colonies ont-elles failli exciter entre les nations européennes ? Guerres économiques, non moins acharnées et sauvages que les autres, et qui éclatent, également, dans les métropoles. Guerres de tarifs écrasants et oppressifs, protectionnisme général, ou bien, plutôt, prohibition, où les États-Unis ont leur part, et éminente, comme dans toutes les questions mondiales : autre trait capital de l'histoire contemporaine.

La guerre, pourtant, et la conquête, ne remplissent pas seules cette histoire. Elle offre un autre trait qui, entièrement opposé aux précédents, n'est pas moins qu'eux éclatant et décisif, et s'y rattache étroitement : le progrès des institutions et — ce n'est pas la même chose — de l'esprit démocratiques.

La Victoire éblouit et la Force persuade. La plupart des peuples n'applaudirent pas seulement au triomphe de l'Allemagne. Ils en tirèrent argument et s'en inspirèrent. L'Empire allemand, certes, n'a pas engendré l'impérialisme. Mais comment nier qu'il l'ait grandement accru et servi ? Le principe d'autorité, à quoi l'on attribuait communément cette prodigieuse fortune, fut jugé excellent et partout renforcé. Il domina en Europe durant quelque douze ou quinze années.

La France, par contre, s'en libérait peu à peu. Elle le rejeta définitivement aux environs de 1880, où la République, sans cesser d'être combattue, ne saurait plus être renversée. Présenter la France comme « impérialiste », comme fascinée par la gloire des armes, comme une puissance militaire et une nation belliqueuse, ce ne peut être que lourde erreur ou grossier mensonge ; — et, que tant y succombent ou le commettent sciemment, cela confond la raison. Ce n'est point à dire que la France n'ait songé, et longtemps, à une revanche légitime et sacrée ; qu'elle n'y ait pas renoncé sans regret et humiliation, ou douleur ; qu'elle n'en ait pas gardé on ne sait quel espoir obscur et vivace. Il est même vrai qu'elle a conservé un épiderme sensible et une imagination prompte à s'enflammer ; qu'elle est restée chauvine et « cocardière », comme l'on dit, et c'est ce qu'il faut voir, quant à son fond et à ses débuts, dans l'aventure du Boulangisme. Crise brève, au reste, et suprême accès. Dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la France incarne le principe de Liberté et le revendique pour les autres comme pour elle-même, ce qui est la seule façon de l'entendre et mettre en pratique. Elle se trouve donc ainsi, une fois de plus, l'adversaire naturelle de l'Allemagne, et ce n'est pas sa faute si elles deviennent chacune chef de partis irréconciliables. L'autorité, sans doute, n'entraîne pas nécessairement la paix. Mais, dans l'espèce, Liberté et Paix, Guerre et Autorité, se confondirent. Que la démocratie française n'ait pas exercé la Liberté sans mal-adresses, sans fautes, sans excès même, il n'est que trop vrai. Mais elle en montra un esprit si sincère et si résolu, elle en donna des gages si éprouvés, qu'ils désarmèrent, à la longue, le doute et la défiance, s'imposèrent à la réflexion, provoquèrent le désir de suivre son exemple et de se ranger à ses côtés. Contagion de l'évidence : la France « rayonna » l'idée de liberté et de paix à travers le monde.

A l'origine du XX<sup>e</sup> siècle, il semble bien que l'Europe se trouvait partagée entre la France et l'Allemagne : celle-ci plus menaçante, celle-là plus pacifique que jamais. Deux principes, deux systèmes, deux pôles, antagonisme croissant, conflit de jour en jour plus pressant, — et où, d'ailleurs, autant qu'aux idées, une part doit être faite à la communauté de races, d'intérêts, de rancunes, de convoitises. Le



socialisme international ne s'est point affranchi des préjugés nationaux, ni des besoins particuliers. Mais là où les institutions démocratiques existent, elles ne cessent de s'étendre. Ailleurs, et là même où l'on ne pouvait guère l'espérer, les gouvernements sont obligés de leur faire place. Qu'on le veuille ou non, et sous les réserves formulées plus haut, c'est une vérité que l'esprit démocratique éloigne de l'Allemagne et incline vers la France. Les peuples qui avaient subi le prestige de la victoire, les gouvernements qui s'étaient flattés de trouver un sûr appui dans la force, se lassèrent d'une hégémonie brutale et pesante, qui les contraignait à de lourdes charges, non compensées par des avantages ; qui, d'une association, faisait une servitude et ne leur laissait plus que la portion congrue. Ils s'inquiétèrent d'une politique « rongeante et envahissante » elle aussi, qui revendiquait, qui exigeait, qui usurpait partout la première place et la grosse part. Telle est la « coalition », tel « l'encerclement », dont l'Allemagne se prétendit victime et qu'elle s'évertua à rompre par le seul moyen qu'elle connût : la violence. Elle calcula et prépara dès longtemps son agression ; mais quoiqu'elle n'y ait pas épargné la force aux gages de despotisme, elle se heurta à une autre force, au secours de la liberté, et, cette fois, s'y brisa.

Il est puéril de tout réduire en système, de plier, ramener tant d'événements, si divers, si complexes, si contradictoires même, à quelques lignes étroites et sèches, à la façon d'un théorème. Voilà bien, cependant, sans préjugé ni parti pris, et si l'on compare l'histoire contemporaine de l'Europe à une vaste fresque (image aussi banale que commode), voilà les traits et les couleurs qui fixent les yeux et retiennent l'esprit. L'étude du détail ne fera qu'en souligner les caractères et en confirmer l'exactitude.

## I. POLITIQUE

### INTÉRIEURE DES ÉTATS EUROPÉENS

#### France.

**LE GOUVERNEMENT DE THIERS (1871-1873). — L'ASSEMBLÉE NATIONALE. — THIERS, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF.** — Sa défaite laissait la France cruellement humiliée et ulcérée, frémissante et accablée, mais non point abattue. Elle aspirait à l'ordre et à la paix. Elle détestait les hommes et le régime qui l'avaient abusée et jetée à l'abîme ; mais, peuple de propriétaires, de bourgeois et de fonctionnaires, la France demeurait encore monarchiste. Aussi bien, la guerre, brusque et courte, ne s'était pas établie sur le sol. Elle n'avait fait ni grands ravages d'hommes, ni atteint les couches profondes de la nation. Nulle denrée ne manquait, l'argent affluait. Ses ressources, ses réserves, sa vitalité demeuraient intactes. Voilà ce qu'il ne faut pas oublier pour comprendre le désarroi, les velléités, les tâtonnements, les rancunes, les tactiques obliques et contraires, qui agitent les années suivantes, qui les condamnent à n'être qu'une période d'attente, de conflits et d'impuissance.

Les préliminaires de paix (28 janvier 1871) stipulaient l'élection, au scrutin de liste, d'une *Assemblée nationale*. Elle fut nommée, le 8 février, dans la douleur de la défaite et la honte de l'occupation étrangère. Cette hâte explique, dès l'abord, sa composition et son caractère. Sur 750 membres, elle comptait une demi-douzaine de bonapartistes impénitents ; — un fort groupe de légitimistes, noms brillants, qu'on eût dit exhumés de la Société et des Chambres de 1820, honnêtes gens et de cœur droit, pleins de bons propos et de préjugés irréductibles —, et un parti nombreux d'orléanistes (propriétaires et industriels, hommes de loi, d'affaires ou de finances). On ne trouvait guère plus de cent *républicains* d'origine ou de doctrine, élus des grandes cités, des départements de l'Est qui ne pouvaient s'accommoder de l'invasion et de la défaite, et de ceux du Midi (Rhône et Méditerranée), qui ont accoutumé d'aller toujours à l'extrême. Le reste, venu des « classes libérales », était prêt à se rallier à la République, par réflexion ou par intérêt.

Elue sans désordre et sans lutte, par une sorte de consentement unanime, l'Assemblée se réunit à Bordeaux, où s'était retiré, déjà, le gouvernement. Elle choisit, pour président,



LA RÉPUBLIQUE. — Ce monument, exécuté en 1883 par les frères Morice, s'élève sur la place de la République, à Paris. Le lion de bronze et les hauts reliefs sont de Dalou. On rapprochera utilement les symboles pacifiques de cette œuvre de ceux de la « Germania ». CL. NEURDEIN.

le républicain Jules Grévy, vote d'acclamation la déchéance de Napoléon III et de sa dynastie, ratifie les préliminaires de paix, investit Thiers d'un pouvoir provisoire, mais quasi absolu, transfère à Versailles le siège de l'Exécutif et du Législatif. Elle se méfie donc de Paris, elle veut un guide et un chef, et, comme elle n'ose ni ne peut rappeler tout de suite celui de ses vœux, elle en choisit un qui a donné des gages à l'opinion, et de qui il est permis de penser qu'il tiendra la place sans l'usurper. Encore a-t-elle pris soin de marquer qu'elle ne lui confie le pouvoir exécutif « qu'en attendant qu'il soit statué sur les institutions de la France ». C'est la trêve des partis désignée sous le nom de « pacte de Bordeaux ».



THIERS (1797-1877).

**LA COMMUNE.** — Quoi qu'on en ait dit, cette Assemblée de ruraux, « élue en un jour de malheur », représentait vraiment, alors, la France. Mais il fallait compter avec les minorités, voire avec les individus. Tous les Français ne se résignaient point à la paix. Non ceux de l'Alsace et de la Lorraine seulement, que cette paix livrait au vainqueur. D'autres expliquaient la défaite par l'ineptie ou la trahison. S'il ne lui est pas particulier, ce sentiment dominait parmi le peuple des villes, à l'imagination déréglée, exaltée tour à tour par la joie, la souffrance et la colère. Il s'exaspérait à Paris, après cinq mois de siège. Il y a des causes à la « Commune » et elle a des excuses : espoirs toujours déçus ; un fantôme dérisoire de « gouvernement », qui ne savait que discourir, promettre et capituler ; l'indiscipline en permanence, l'émeute à l'état latent ; les privations, le chômage, la peur, la misère, la maladie, la faim même ; la présence et les machinations d'une foule d'aventuriers et d'étrangers, écume de toutes les nations, et aussi un patriotisme ombrageux, chagrin, fanfaron, fiévreux, mais sincère.





PROCLAMATION DE LA COMMUNE à l'Hôtel de Ville de Paris (26 mars 1871).  
CL. ILLUSTRATED LONDON NEWS.

Le gouvernement de la Défense avait négligé de désarmer et dissoudre la garde nationale. Il avait laissé les « fédérés » enlever 200 canons des Champs-Élysées et les hisser aux buttes de Belleville et de Montmartre. Le 4 mars, les fédérés élurent un *Comité central* pour « résister aux tentatives contre la République », qui se saisit des dépôts d'armes et de munitions et les distribua aux sections. Au lieu d'agir sans retard et avec vigueur, l'Assemblée supprima la solde des gardes nationaux et le moratorium des dettes, celui des loyers, établis durant le siège. Le 18 mars seulement, Thiers, en qui le peuple parisien ne voyait que l'homme du réquisitoire contre « la vile multitude », ordonna à deux régiments de ligne de reprendre les canons de Montmartre. Ils ne rencontrèrent point de résistance ; mais, faute d'attelage, ne purent ramener les pièces.

Ce délai permit aux fédérés d'accourir. Fatigués, sollicités, assaillis, menacés, copieusement abreuvés, les « lignards » font cause commune avec les émeutiers. Ceux-ci, maîtres de Montmartre, de la Villette et de Belleville, se répandent de tous côtés, enhardis par l'inertie et le désaccord des diverses autorités. Ils recrutent d'autres complices parmi la tourbe qui infeste la capitale, se saisissent des généraux Lecomte et Clément Thomas, incriminés, l'un de cruauté, l'autre de connivence avec l'ennemi, et les fusillent au coin d'un mur : une véritable « journée » de 93. Que restait-il à Thiers ? Négociateur ? Étouffer l'insurrection naissante ? Rien n'autorise à croire que s'il laissa le champ libre à la révolte, ce fut dans le calcul insidieux de lui permettre de s'étendre pour l'écraser ensuite par une répression terrible ? Il aurait pu, du moins, ne pas abandonner aux rebelles l'enceinte et les forts élevés par ses soins en 1840, dont l'ennemi venait

d'éprouver la force. Il laissa la Commune maîtresse de Paris, et un second siège commença — sous l'œil des Allemands.

La plupart des membres du *Comité central* n'ont été que des idéologues fumeux, des esprits superficiels barbouillés de socialisme marxiste, des jacobins attardés qui se réclamaient de la Montagne, des aventuriers sans capacités ni scrupules, héros de réunions publiques, de clubs, de brasseries, de petites feuilles, qui ne songeaient qu'à jouir du moment et des circonstances. Il y en eut, par contre, d'honnêtes, de sincères, de compétents, de laborieux. Mais nul programme arrêté, ou, pour tout programme, « l'autonomie absolue de la Commune étendue à toutes les localités de la France ». Partout, les rivalités, la jalousie, le soupçon, l'intrigue ; chez presque tous les « délégués », une orgie de titres, d'uniformes, de galons et de parades ; puis, avec la défaite, une rage de vengeance.

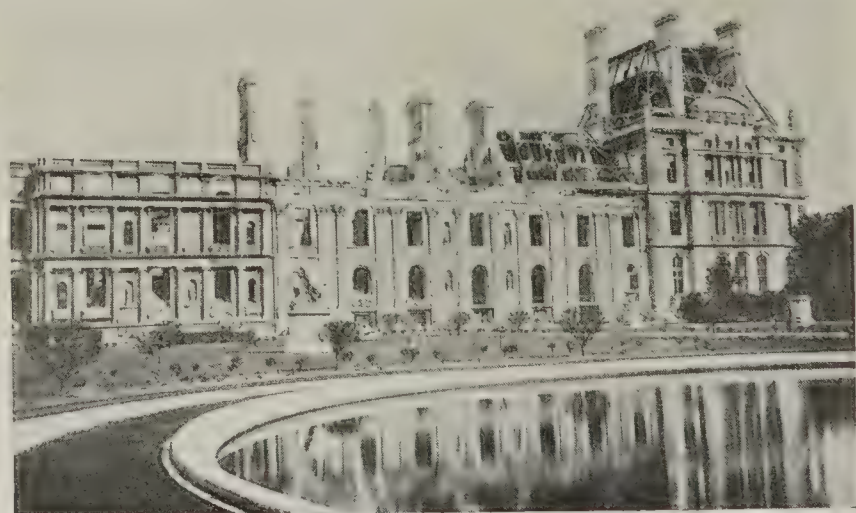
Thiers rallia les troupes fidèles et celles qui rentraient de captivité. Les « opérations » ne furent longtemps qu'escarmouches ou fusillades d'avant-postes, où s'usèrent la vigilance et l'ardeur des fédérés. Le 21 mai, les « Versaillais » se saisirent d'une porte et, presque sans coup férir, des riches quartiers de l'Ouest. Mais la lutte se ralluma au Centre et devint féroce dans les faubourgs ouvriers de l'Est, hérissés de barricades. Furieux d'une défaite inévitable, les rebelles assassinèrent l'archevêque de Paris, des magistrats, des prêtres, détenus comme otages, embrasèrent les Tuileries, la Cour des Comptes, l'Hôtel de Ville. Comme le combat, la répression fut sans pitié. Après que Paris eut été, dans les derniers jours de mai, emporté rue par rue, les conseils de guerre condamnèrent à mort ou déportèrent des milliers de personnes.

Alors Thiers — nommé président de la République (août 1871), sans que la République eût été proclamée, — et l'Assemblée, jugeant l'ordre rétabli et la société sauvée, se mirent résolument à l'œuvre de restauration. Ils travaillèrent beaucoup, prirent des mesures rigoureuses, nécessaires au salut public. Il est juste de les associer dans l'œuvre de relèvement inespéré, et, pourtant, si rapide. Pas de réformes fiscales improvisées, mais simplement des impôts nouveaux ; loi militaire du 27 juillet 1872, amorçant enfin le service personnel obligatoire, par tirage au sort.

LA LIBÉRATION DU TERRITOIRE. — Le traité de Francfort (10 mai 1871) écrasait le vaincu d'une indemnité de guerre de 5 milliards, payable en trois années, somme inouïe qui semblait excéder les ressources de la France. Au début de 1873, cependant, la rançon était versée et l'Allemagne obligée d'évacuer places fortes et départements. Le paiement de l'énorme tribut fut assuré par deux emprunts (1871-1872) qui obtinrent plus de succès encore à l'étranger qu'en France et qui, pour 3 milliards demandés, en offrirent 43. L'Allemagne n'avait consenti nul rabais. Nulle voix ne s'était apitoyée sur l'infortune du vaincu, n'avait conseillé ni renoncement ni ménagements au vainqueur inflexible ; nul ne l'accusait de rompre l'équilibre et de troubler la paix du monde. Mais telle était la confiance de l'argent dans la vitalité de la France ! Mieux encore : la France avait confiance en elle-même. Elle n'avait besoin de personne. L'Histoire attestera son effort joyeux, dira qu'elle fut plus grande, d'esprit plus libre, de cœur plus ardent, de volonté plus ferme dans la défaite qu'elle ne devait l'être dans la victoire. C'est qu'au lieu d'être frappée d'une sorte de vertige, de démence, de fureur ; au lieu d'abdiquer et de s'abandonner à un appétit forcené et jamais assouvi de jouissances brutales ; au lieu de se désarmer, livrer et frapper, comme à plaisir, de ses propres mains, la France tourna



L'HOTEL DE VILLE.



LES TUILERIES.

LES INCENDIES DE LA COMMUNE EN 1871. CL. NEURDEIN.





EMPRUNT NATIONAL DE 3 MILLIARDS émis le 28 juillet 1872. L'opération, close le lendemain soir, produisit 43 milliards 800 millions. — Les souscripteurs au Palais de l'Industrie, à Paris. CL. ILLUSTRATION.

toutes ses pensées et toute sa force vers l'avenir. Période d'« Union sacrée », où chaque citoyen travaillait de tout son cœur au relèvement de la Patrie ; période que le romancier Georges Lecomte a justement appelée l'*Espoir* et qui ne devait être qu'une illusion.

**THIERS ET L'ASSEMBLÉE.** — Cette entente parfaite entre l'Assemblée et le président ne subsistait point, par malheur, dans le domaine politique. Elue pour négocier ou ratifier la paix, l'Assemblée aurait dû, cette paix signée, se dissoudre. Elle s'était saisie, tout au contraire, du pouvoir constituant. Elle désirait d'en finir avec le provisoire, d'établir un régime défini et définitif qui serait le retour à la monarchie. Elle le désirait d'autant plus que les élections partielles ne cessaient de renforcer le parti républicain. Thiers, en revanche, s'évertuait à prolonger, *sine die*, ce provisoire. Il avait dit aux républicains : « La République est le gouvernement qui nous divise le moins, » et aux conservateurs : « La République sera conservatrice, ou elle ne sera pas. » Toute sa politique se réduisait à ceci : « Pourquoi se presser ? Pourquoi changer ? Je ne compromets rien, je ne nuis à personne. » Situation fautive et irritante, dont l'Assemblée souffrait, mais par sa faute, puisqu'elle s'y était placée elle-même, en investissant Thiers du double titre de président de la République et de chef du pouvoir exécutif. Elle craignait, à la fois, de le conserver et de le renverser ; il le savait, et en abusait sans cesse. Elle craignait aussi d'être dupe et se montrait impatiente de restaurer la monarchie. Thiers aurait peut-être réussi à prolonger le provisoire s'il n'avait été combattu par les partis extrêmes. Républicains — presque tous groupés autour de Gambetta — qui réclamaient, sans plus de délai, la proclamation officielle de la République ; légitimistes, qui l'accusaient de faire le jeu de la République et d'écarter le comte de Chambord. Vers la fin de 1872, Thiers invita l'Assemblée à se prononcer, sans délai, sur l'organisation de la République (l'élaboration du projet fut confiée à la commission des Trente), et fit entrer quelques républicains modérés dans le ministère. Un ordre du jour, voté à 14 voix de majorité, l'invita à « faire prévaloir dans le gouvernement une politique résolument conservatrice ». Il démissionna, persuadé d'être rappelé aussitôt. Mais, au lieu de se laisser intimider encore une fois, l'Assemblée se borna à prendre acte de sa démission et, séance tenante, donna le pouvoir exécutif au maréchal de Mac-Mahon (24 mai 1873).

**PRÉSIDENTE DE MAC-MAHON (1873-1879).** — TENTATIVES DE RESTAURATION MONARCHIQUE. — Soldat brave et loyal, mais sans éclat ; excellent au second rang, mais sans initiative ni lumière propres ; bien mieux servi de la fortune qu'il ne l'avait aidée lui-même ; populaire grâce à Malakof et à Magenta, gouverneur de l'Algérie et maréchal de France, Mac-Mahon incarnait les vertus et



LE COMTE DE CHAMBORD (1820-1883). CL. NEURDEIN.

les malheurs de l'ancienne armée, décimée ou trahie. Quel opportun et glorieux contraste avec Bazaine, dont, justement, le procès, alors, s'instruisait ! Honnête, laborieux, demeuré en dehors des partis, « le Maréchal » était sans doute royaliste d'origine, d'éducation, de sentiment et de relations, mais, en tout cas, le meilleur « fondé de pouvoir » que l'on pût trouver : car, sans jouer le rôle de Monk, il garderait honnêtement la place. Mais à qui la céderait-il et à quel moment ?

Le droit et la tradition désignaient, sans conteste, le fils posthume du duc de Berry, Henri de France, duc de Bordeaux, puis comte de Chambord. Mais, si chacun s'inclinait devant ses titres, son caractère et ses vertus, exilé depuis plus de quarante ans, il méconnaissait la France, qui l'ignorait. Avec un petit nombre de serviteurs fidèles et ardents, il comptait, dans l'Assemblée même, beaucoup d'adversaires, insinuants, respectueux et résolu : les orléanistes, groupés autour du comte de Paris. Non moins étranger à la France, ce petit-fils de Louis-Philippe représentait un régime, à défaut d'un principe. Chacun des deux prétendants ne pouvait rien sans l'autre ; chacun des deux pouvait faire échouer l'autre. Ils se devaient donc entraider et, tandis que le ministère orléaniste du duc de Broglie (24 mai 1873-16 mai 1874) frayait les voies, les plus clairvoyants et judicieux partisans des deux partis travaillaient à leur « fusion ». Elle paraissait facile, puisque le comte de Chambord, sexagénaire et sans enfants, aurait le comte de Paris pour successeur légitime. Elle parut assurée, après que le comte de Paris eut été à Froshdorf saluer le comte de Chambord comme « chef de la Maison de France » (9 août 1873). La Restauration semblait proche, et si bien, que les préparatifs de l'« entrée solennelle » de « Henri V » furent activement poussés. Elle échoua cependant, par la volonté du prince, qui posa en principe et comme condition *sine qua non* que Henri V ne pouvait abandonner le drapeau blanc de Henri IV.

A-t-il cru, jusqu'au bout, que la France lui sacrifierait le sien ? Les meneurs de la négociation se flattaient-ils de lui arracher cette concession suprême, quoiqu'il n'eût jamais déguisé ses sentiments ? Craignit-il, lui qui s'offrait « comme légitime et unique représentant du droit et de l'ordre », qu'un demi-siècle d'absence eût creusé un fossé infranchissable entre la France et lui ? Recula-t-il devant une tâche et une responsabilité écrasantes. Il faut s'incliner devant ces scrupules. Mais qu'il ait attendu jusqu'à la veille même de son retour à Paris (octobre 1873) pour renoncer sans retour à « devenir, sous aucun prétexte, le roi légitime de la Révolution », cela ne laisse pas de surprendre. Obstinés à l'espoir, les monarchistes s'efforçaient de gagner du temps. En novembre 1873, ils firent prolonger pour sept ans les pouvoirs de Mac-Mahon. Mais le *septennat* n'était qu'un expédient et le temps était leur plus redoutable ennemi. Après s'être accoutumée à la République, la France lui marquait sa préférence aux élections partielles. Vainement, le ministère employait-il à maintenir l'« ordre moral » des mesures de combat et des méthodes de dictature, comme la nomination des maires par le gouvernement. Vainement l'Église essayait-elle non pas seulement de ranimer la foi et l'obéissance (cercles catholiques d'ouvriers ; érection à Montmartre d'une basilique au Sacré-Cœur, à qui l'évêque d'Autun consacra la France entière ; pèlerinages, missions, conférences),

mais aussi de provoquer (manifeste des évêques contre le *Kulturkampf* et en faveur de la restauration du pouvoir temporel du pape) une agitation inopportune et impolitique, dont l'unique effet fut de fournir un prétexte de menace à l'Allemagne, un sujet d'ingratitude et de crainte à l'Italie, aux républicains un argument contre le « péril clérical ». L'Assemblée s'évertuait à ajourner l'étude des lois constitutionnelles. Elle dut s'y résigner pourtant, après les élections municipales de 1874, qui ne permettaient plus de douter que la France, lasse des rivalités et de l'impuissance des partis monarchistes, se laissait gagner à la République.

**LA CONSTITUTION DE 1875.** — Le ministère Broglie avait dû faire place à un cabinet « de coalition » sous la présidence nominale du général de Cissey (mai 1874-mars 1875), où dominaient les orléanistes, mais sans crédit dans le pays comme sans majorité à l'Assemblée. Dans cette confusion, au milieu de votes contradictoires et remaniements perpétuels, l'amendement Laboulaye, — « le gouvernement de la Répu-



blique se compose de deux Chambres et d'un président », — ne fut rejeté qu'à 23 voix. Il fut repris de façon détournée par Wallon, un de ces fermes « conservateurs », modestes, intègres et dévoués, qui, venus du centre droit, se ralliaient à la République dans l'unique intérêt de la France; persuadés, d'ailleurs, que cette République resterait semblable à leur idéal de paix, d'ordre et d'union. Il proposa donc l'amendement auquel son nom reste attaché : « Le président de la République est élu, à la pluralité des suffrages, par le Sénat et la Chambre des députés, réunis en Assemblée nationale. Il est nommé pour sept ans; il est rééligible. » Le vote se fit au milieu d'une émotion passionnée. On sentait que de ce texte, si banal en apparence, dépendait le destin de la France et l'origine d'un nouvel ordre de choses, puisque le mot de « République » y était officiellement inséré et reconnu. Il obtint 353 voix contre 352 (25 janvier 1875). Telle fut la naissance modeste et laborieuse de la République : naissance légale, du moins. Aussi bien, quand il s'était agi de restaurer la monarchie, les royalistes n'avaient-ils pas déclaré que, « fût-elle d'une voix », cette majorité serait cependant considérée par chacun comme suffisante ?

La « Constitution de 1875 ne ressemble point à celles de 1791, de 1793 ou de 1848. Pas de *déclaration* préalable, mais un assemblage de *lois constitutionnelles*. L'Assemblée nationale de 1871 s'était faite Constituante, sans avoir reçu le pouvoir constituant. Elle n'aspirait qu'à rétablir la monarchie et elle y « rêva longtemps, tout en réalisant la République », a dit J.-J. Weiss. N'ayant pu y réussir, cette Assemblée monarchique se vengea de son échec et crut peut-être tenir la porte ouverte à un retour de fortune, en faisant une Constitution républicaine. Du moins y mit-elle le plus de monarchie et le moins de république possible. Elle ne proclama point la souveraineté de la nation, et elle ne soumit pas la Constitution à un plébiscite. La revision resterait ouverte en permanence. Elu comme il sied dans une République, le chef de l'État serait plus puissant que maint monarque constitutionnel, s'il voulait user de tous ses pouvoirs.

Et, malgré tant de lacunes et de défauts, à cause d'eux peut-être, cette Constitution, dont nul ne doutait qu'elle fût provisoire et de courte durée, se révéla, à l'usage, si simple, si souple et si solide à la fois, qu'elle subsiste à peu près intacte, alors que les idées et les sentiments, l'état social et moral, ont subi une transformation si complète.



LE MARÉCHAL DE MAC-MAHON, président de la République (1873-1879). CL. GOUPILO.

**SÉPARATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.** — Aussi bien n'y avait-il qu'un mot de changé en France.

Buffet, orléaniste, avait donné trois portefeuilles au centre gauche (Dufaure, Léon Say et Wallon) dans son ministère du 10 mars 1875; mais le gouvernement demeurait monarchiste, ainsi que l'Assemblée, toujours aussi divisée et impuissante. La discorde éclata lors de l'élection des *sénateurs inamovibles*, qui auraient pu servir de forteresse à la monarchie et qui, par une coalition, souvent renouée dans la suite, de l'extrême droite et de l'extrême gauche, donna 57 sièges aux républicains : ni Broglie, ni Buffet ne furent élus.

Quelques jours plus tard, l'Assemblée se sépara (31 décembre 1875). Ses erreurs et ses fautes ne doivent faire oublier ni les obstacles où elle se heurta, ni les dangers qu'elle courut — mauvaise foi et irritation de l'Allemagne, menaces et craintes de la guerre —, ni l'ardeur, le courage, la fermeté, le dévouement, qu'elle apporta à relever la France. Elle l'avait reçue mutilée, décimée, déchue : elle la laissait forte, prospère, régénérée, tout entière unie et tendue vers la revanche du droit. Elle l'avait remise à son rang, et, c'est-à-dire, des premiers.

**LES ÉLECTIONS DE 1876.** — A quel point l'Assemblée monarchiste de 1871 ne « représentait » plus la France de 1876, les élections en firent la preuve éclatante. La forte majorité des électeurs ruraux ne donna, déjà, au Sénat qu'un léger avantage aux « conservateurs » (30 janvier), et, de ce succès négatif, les élections législatives firent une irréparable défaite (20 février-5 mars). Sur 530 membres la Chambre comptait 340 républicains, dont une centaine d'extrême gauche, qui avaient repris, contre Gambetta, son programme de 1869.

Parmi les « conservateurs », le premier rang revenait aux bonapartistes, avec 75 membres. Ils gardaient une partie de la Normandie, la moitié du Massif Central, le Poitou, les Charentes et tout le Sud-Ouest. Les royalistes se maintenaient en Normandie, Anjou et Bretagne, sans parler d'assez fortes positions dans le Midi. Le Nord restait aux « conservateurs » ; l'Est (où échoua Buffet), aux républicains, avec Paris et les grandes villes, ainsi que l'Algérie. Si, en dépit de nombreuses abstentions, symptôme d'un mal qui n'a fait que s'accroître, les premières élections de la « République » assuraient la victoire des républicains modérés (Dufaure) et « opportunistes » (Gambetta), il faut en retenir aussi la poussée des radicaux (Clemenceau, Naquet, etc.) ; la résurrection des bonapartistes, la déroutée des légitimistes et des catholiques.

### LA RÉPUBLIQUE CONSERVATRICE. — LE SEIZE-MAI.

La République conservatrice, on pouvait, à l'avance, la déclarer impossible. Sans conditions et non sans regrets, Mac-Mahon, pour former le gouvernement, s'était adressé à la fraction la plus modérée de l'Assemblée, à Dufaure, puis à Jules Simon. Or, ni le centre gauche (Dufaure, de Marcère, etc.), ni la gauche (Jules Simon) n'étaient aptes à résoudre l'insoluble, à savoir l'accord du chef de l'État, soutenu par une faible majorité au Sénat



SÉANCE DU 16 JUIN 1877 A LA CHAMBRE. — Thiers est acclamé comme « Libérateur du territoire ». — Peinture d'Ulmann. — Musée de Versailles. CL. NEURDEIN



(que présidait le duc d'Audiffret-Pasquier), avec la forte majorité républicaine de la Chambre (Jules Grévy avait été élu président par 414 voix), quoique déjà divisée entre trois ou quatre groupes. Exempt d'ambition et d'audace, Mac-Mahon ne doutait point que la France lui eût commis ses destinées; il se flattait, s'il fallait choisir, qu'elle le préférerait aux députés. Respectueux de la forme constitutionnelle, il n'en exerçait pas moins une action directe en « maintenant au-dessus des partis les ministères de Défense nationale ». Sincèrement inquiet de l'audace de la Chambre, il croyait dépasser, à chaque concession, la limite qu'il s'était tracée, et menaçait de se retirer. La vie parlementaire ne fut, en cette période, qu'une série de compromis, à la recherche de l'équilibre : rejet de l'amnistie en faveur des « communards », régime municipal, pouvoirs respectifs de la Chambre et du Sénat en matière financière, agitation du clergé. Le 4 mai 1877, dans une interpellation sur les « mesures à prendre contre l'agitation des évêques » en faveur de Pie IX et du pouvoir temporel, Gambetta prononça le mot fameux : « ... Je ne fais que traduire les sentiments intimes du peuple de France en disant ce que, dès 1867, disait mon ami Peyrat : « Le cléricalisme, voilà l'ennemi. » Mais, de conflits en accommodements, de chocs en reculs, de détours en impasses, des compromis sans issue, un équilibre instable, un provisoire perpétuel, devaient fatalement conduire à un coup de force, d'ailleurs dérisoire et condamné d'avance.

Mac-Mahon faisait grief à Jules Simon de ne pas détacher une assez grosse fraction de la gauche pour former, avec les deux centres, une majorité homogène et modérée. Il le força à se retirer (16 mai 1877). Mais, par 347 voix contre 149, la Chambre protesta contre « cette intrusion du pouvoir personnel dans le régime parlementaire, et cette violation flagrante de la responsabilité ministérielle ». Telle est l'origine du coup d'État dit du *Seize-Mai*, et qui ne fut consommé, cependant, qu'un mois plus tard. Le président rappela Broglie aux affaires, avec un cabinet de droite (17 mai), et ajourna les Chambres à un mois, après lecture d'un message qui était un véritable appel au pays. Mais les « gauches » tinrent une réunion plénière, où 363 députés s'élevèrent contre la prétention d'un chef d'État irresponsable de gouverner avec un programme et un ministère de son choix. A la séance de rentrée (16 juin), celle-là même où Thiers fut acclamé comme « Libérateur du territoire », les mêmes 363 votèrent (contre 158) un ordre du jour de blâme à ce ministère qui, « par son origine et sa composition, ne représentait que la coalition des partis hostiles à la République ». Le 22 juin, par 149 voix contre 130, le Sénat autorisa la dissolution de la Chambre, que le gouvernement prononça le 25.

Les monarchistes savaient qu'ils jouaient leur partie suprême; ils ne reculèrent devant rien pour la gagner. Le ministre de l'Intérieur, Fourtou, bonapartiste, revint aux procédés de l'Empire : les trois quarts des préfets et des sous-préfets furent révoqués ou déplacés; 3 000 maires ou adjoints et 5 000 fonctionnaires destitués; il y eut des poursuites et des condamnations contre les journaux; on ferma des débits de boisson, etc. Le ministère jeta le chef de l'État dans la mêlée et Mac-Mahon s'y prêta volontiers, fermement convaincu qu'il travaillait au salut de la nation et qu'elle répondrait à son appel. Il parcourut les villes, passa des revues, prodigua des discours, sonna le ralliement à sa politique et à sa personne. Mais les républicains avaient eu le temps de se reprendre et la sagesse de rester unis. Si elle les inquiéta un moment, la mort soudaine de Thiers (septembre 1877) les mit sous la direction unique de Gambetta, qui fixa le programme et la tactique, dans une campagne de discours à Romans, à Lille, où il prononça la célèbre phrase : « Après que la nation aura parlé, il faudra bien se soumettre, ou se démettre. » Mac-Mahon avait voulu faire du scrutin une sorte de plébiscite. La France répondit en réélisant 293 des 363 et 28 républicains nouveaux contre 208 « candidats du maréchal », pour la moitié bonapartistes.

Sans « se soumettre », Mac-Mahon ne se démit pas tout de suite. Il tenait son honneur pour engagé et il semble bien qu'une partie de son entourage l'ait poussé à la résistance; mais il ne s'y arrêta pas. Ce loyal soldat, cet honnête homme, n'était pas un dictateur. Il n'aurait, d'ailleurs, trouvé ni Sénat ni ministres pour tenter l'aventure. Après quelques jours de cruelle perplexité (Broglie ayant démissionné et la Chambre s'étant refusée d'entrer en relation avec un cabinet Rochebouët), il se résigna à « obéir à la volonté du pays, pour la pra-



JULES SIMON (1814-1896). CL. GERSCHEL.

tique sincère des lois constitutionnelles », et rappela Dufaure sans conditions. C'était la fin du pouvoir personnel, la ruine de toute restauration monarchique, l'établissement définitif de la République parlementaire et, pour qu'elle revêtît sa forme primitive, il ne fallait plus que l'harmonie entre le régime et les hommes (15 décembre 1877).

**CONFLIT ENTRE LE PRÉSIDENT ET LA CHAMBRE, RETRAITE DE MAC-MAHON.** — Le cabinet Dufaure, en effet, ne pouvait être qu'un gouvernement d'attente et de transition. Dufaure, qui avait siégé à la « gauche dynastique » sous Louis-Philippe, gardait sous la nouvelle République l'esprit et les traditions monarchiques de 1849. Octogénaire intègre, scrupuleux, timoré, bourru, d'une honnêteté ombrageuse comme d'une éloquence froide et solennelle, mélange d'académie et de barreau, il rencontrait plus d'impatience et de raillerie que de respect dans cette Chambre tumultueuse, passionnée, vindicative, impatiente de toute contrainte, avide

de s'emparer du pouvoir et d'en tirer profit, plus jeune que lui de deux ou trois générations. Il s'y sentait suranné et étranger. Elle le supportait avec peine et ne lui concéda de répit qu'à la faveur de l'Exposition universelle de 1878, dont le succès éclatant prouva, qu'après l'espoir et la volonté de vivre, la France était pleinement revenue à la vie.

Mac-Mahon avait trouvé un suprême appui dans le Sénat. Mais déjà victorieux au renouvellement intégral des conseils municipaux (janvier 1878), les républicains assurèrent et élargirent leur victoire au premier renouvellement triennal de la haute Assemblée (janvier 1879). Ils y emportèrent la majorité, qui remplaça d'Audiffret-Pasquier par Martel. Le président et le cabinet en furent également atteints. Dufaure, sachant que ministère et majorité lui manqueraient à la fois, comprit que son rôle était terminé et se retira. Mac-Mahon résigna, lui aussi, son mandat (30 janvier 1879), avec douleur sans doute, parce que sincèrement convaincu qu'avec lui était renversée la dernière barrière qui protégeait la France contre la démagogie et la révolution, mais sans récriminations ni amertume. Il ne travailla jamais pour lui-même et ne fut pas l'homme d'un parti; on ne peut que rendre hommage à la droiture de son caractère, à sa probité, à la dignité de sa retraite.

**LES DEUX PRÉSIDENCES DE JULES GRÉVY (1879-1887).** — La transmission des pouvoirs s'accomplit le plus aisément du monde, et dans une forme qui est devenue de règle. Les deux Chambres (elles siégeaient alors à Versailles) se réunirent en Congrès et élurent le nouveau chef de l'État, au scrutin public et uninominal. Jules Grévy fut choisi à la quasi-unanimité des suffrages républicains (563 voix sur 705 votants). Gambetta le remplaça à la présidence de la Chambre. Il attendait celle du Conseil, mais Grévy n'eut garde de la lui confier. Ce Jurassien froid et guindé, sobre de paroles et de gestes, lent, prudent et opiniâtre; ce juriste ferme, et subtil cependant, sans action sur les masses; ce grand bourgeois austère, pompeux et parcimonieux, ambitieux au reste et ne dédaignant pas les avantages du pouvoir, n'aimait naturellement pas Gambetta, le Méridional ardent, impétueux, « emballé » (le *fou furieux* de 1870 — selon le mot de Thiers — s'était d'ailleurs singulièrement mûri et assagi), le « bon garçon » cordial, prodigue et un peu débraillé, qui savait aller au peuple, lui parler, l'entraîner, s'en faire comprendre et aimer. Il ne raillait pas seulement, dans l'intimité, l'homme et l'orateur; il jalousait et craignait un rival, un successeur peut-être, et prochain. Il ne voulait pas être éclipsé. Il appela donc Waddington et celui-ci pratiqua ce système de dosage (un membre de la gauche, Jules Ferry, contre trois du centre gauche) qui devint la règle des combinaisons ministérielles. En juillet 1879, il ramena les pouvoirs publics de Versailles à Paris. Il continua — Dufaure avait commencé — d'épurer largement le personnel administratif, civil et militaire. Tirailé en tout sens, sans autorité ni volonté, desservi encore par sa politique extérieure, remettant sans cesse au lendemain, il s'effondra, sans être renversé, par impossibilité de vivre (fin décembre 1879).

C'est jusqu'à cette date qu'il convient d'étendre la période de transition et de préparation, de confusion et de malaise aussi, où se heurtaient l'ancienne France et la nouvelle, si dissemblables que l'on dirait de deux pays et de deux peuples. Un monde s'écroule, un monde surgit. Et ce laborieux enfantement se concilie pourtant avec



un labeur soutenu, une énergie féconde, avec la foi dans l'avenir et une remarquable prospérité dont l'Exposition de 1878 fut la manifestation évidente.

**LE GOUVERNEMENT REPUBLICAIN.** — Le parti républicain se trouvait donc désormais, et seul, en possession du pouvoir, et, seul, il l'exerça depuis lors. Cela ne signifie pas qu'il l'ait fait sans obstacles, sans dangers, sans violences, sans fautes. Impatient et fermement résolu d'appliquer enfin son programme, il se heurta certes, dès l'abord, aux nécessités et aux difficultés pratiques. Mais les divergences d'idées, les rivalités d'intérêts et de personnes, les chocs d'ambitions et d'appétits, qui s'étaient effacés jusqu'alors dans la communauté enthousiaste de l'effort et de la lutte, ne tardèrent pas à apparaître. Le parti se divisa en groupes et sous-groupes mouvants et opposés, qui donnèrent au gouvernement une mobilité excessive et risquèrent d'ébranler les fondements du régime même. Quarante-deux ministères de 1879 à 1914 : plus d'un par an et plusieurs dans le cours d'une seule année ! Mais il ne faut pas s'arrêter à ce chiffre. Sans parler de la continuité assurée par le corps des fonctionnaires, le personnel ministériel, ou « ministrable » n'a jamais été assez nombreux et qualifié pour qu'on le pût renouveler tout entier et sans relâche. Ce n'est pas une boutade seulement que le mot de Clemenceau, en réponse au reproche qu'on lui faisait de renverser les ministères : « Hé ! c'est toujours le même qui est devant moi ! » Les mêmes noms reviennent incessamment en effet : Ferry, Freycinet, Ribot, Rouvier, ou Dupuy, Develle, Cochery, Tirard. Certains portefeuilles ont été tenus par le même titulaire sous divers présidents du Conseil : Freycinet sera à la Guerre, d'avril 1888 à janvier 1893 ; Delcassé aux Affaires étrangères, de juin 1898 à 1905. Les ministres démissionnaires se bornent à passer d'un département à l'autre. Telle est la différence essentielle, dans la pratique, entre le « parlementarisme » français et anglais.

Malgré ces discordes, malgré des crises graves, des scandales bruyants et des secousses dangereuses, le parti républicain n'a jamais été, sauf en 1885 peut-être, sérieusement menacé dans la possession et l'exercice du pouvoir. C'est ce qui lui a permis de réaliser les principaux articles de son programme politique. Mais, cette partie de son œuvre à peu près achevée, il s'est trouvé en présence de la question sociale. Elle lui a été un nouveau sujet d'embarras, de dissensions et de luttes, beaucoup plus âpres et violentes que les précédentes, parce que la question sociale suscite, enflamme et affronte des intérêts beaucoup plus pressants et des besoins beaucoup plus aigus que la question politique. Cette lutte entraîna un nouveau classement des partis ; les résultats en étaient déjà sensibles, et l'on en pouvait pressager le caractère et les conséquences, lorsque éclata la guerre de 1914.

S'ils ne sont pas « homogènes », s'ils s'appuient sur les éléments modérés de la Chambre, et si même ils comptent des ministres empruntés au centre gauche, les cabinets Freycinet (décembre 1879-septembre 1880) et Jules Ferry (septembre 1880-novembre 1881) sont cependant de nuance plus accentuée et pratiquent une politique fermement républicaine. Ingénieur, Freycinet s'était fait connaître par le concours qu'il avait offert, après le 4 septembre 1870, au gouvernement de la Défense nationale. « Délégué » à la Guerre par Gambetta, il avait déployé une activité et un sens de l'organisation remarquables, une fertilité de ressources et un effort continu. Avec l'esprit le plus fin, le plus souple, le plus pénétrant, le plus fécond en moyens termes, il avait de la méthode, de la constance, et, au besoin, de la fermeté. Ferry, républicain militant sous l'Empire, le cédait à Freycinet pour la tactique, dans l'art d'arranger les choses et de ménager les hommes. Dédaigneux des manœuvres et fier de l'impopularité, il avait toutes les qualités et les défauts des volontés fortes. Tous deux jouèrent un rôle considérable et fort différent dans les vingt premières années de la République. Ils en firent dès ce moment l'apprentissage, pour ainsi dire : le premier aux Travaux publics, où il attacha son nom au « plan Freycinet », vaste ensemble de ports, de chemins de fer, de canaux, de routes, etc., alimenté par un emprunt d'un milliard (mars 1881) ; le second, à l'Instruction publique, où il s'efforça de laïciser l'enseignement à tous les degrés, professant que le plus sûr moyen de soustraire la jeunesse française à l'influence du clergé, c'était de l'instruire. De là, un projet de loi sur l'*Enseignement supérieur* qui tendait à enlever aux « universités



JULES GRÉVY, président de la République (1879-1887). CL. MULNIER.

libres » le droit de collation des grades (18 mars 1880) ; une loi sur l'*Enseignement primaire* (6 juin 1881), qui établit la gratuité absolue et fut complétée par celle du 28 mars 1884, instituant l'obligation ; une loi créant l'*Enseignement secondaire des jeunes filles* (2 décembre 1880). Cela n'alla point sans de violentes attaques, sans une résistance acharnée. Le Sénat, par exemple, repoussa, sur l'intervention de Jules Simon, l'Article 7 de la loi sur l'enseignement supérieur, qui refusait le droit d'enseigner aux congrégations non autorisées (en fait, aux jésuites) : Ferry riposta par les célèbres décrets du 29 mars 1880, par l'expulsion des jésuites et des congrégations non autorisées. Tout cela se ressent de l'ardeur de la lutte et montre assez que les républicains n'ont point encore cause gagnée. Ils choisissent le 14 juillet, anniversaire de la prise de la Bastille, comme *Fête nationale* (la première, en 1880, coïncidant avec la distribution des drapeaux, fut célébrée avec un enthousiasme vraiment patriotique.) Ils votèrent la liberté de la presse (29 juillet 1881) et la liberté de réunion (30 juin 1882), cependant qu'en gage d'apaisement, l'amnistie était accordée aux condamnés de la Commune et que

— signe de relèvement — Ferry inaugurait l'expansion coloniale de la France par l'occupation de la Tunisie (1881).

**1881-1886.** — Les élections d'octobre 1881 furent une déroute pour les monarchistes, qui ne comptaient plus qu'une centaine de députés. Mais le parti républicain se divisa : à l'extrême gauche, un parti radical-socialiste, dirigé par Clemenceau, attaquait violemment la politique modérée et « opportuniste » de Jules Ferry et de Gambetta, la politique coloniale de Ferry, l'oubli du programme républicain de 1869. Clemenceau reprenait, dans le sien, la suppression du Sénat et de la présidence de la République, la séparation des Églises et de l'État, le service militaire obligatoire et égal pour tous, avec réduction de la durée du service et préparation de milices, l'autonomie communale.

Gambetta, chef du groupe le plus nombreux, populaire et actif, semblait désigné pour prendre la tête du gouvernement et, pour signifier qu'il y était prêt, effectivement, il refusa la présidence de la Chambre et fit élire le radical Henri Brisson. Le 14 novembre 1881, Grévy l'appela au pouvoir. Il avait songé à un « grand ministère » avec des personnalités éprouvées et éminentes comme Léon Say, Freycinet, Jules Ferry ; mais, desservi par le président de la République, il dut prendre presque tous ses collaborateurs dans son groupe, l'Union républicaine. Son attitude ferme, certaines nominations (le général de Miribel, royaliste, fut placé à la tête de l'état-major), la circulaire du ministre de l'Intérieur, Waldeck-Rousseau, où il était question de rétablir « une administration forte, indépendante... », en possession de l'autorité qui lui revient », lui aliénèrent beaucoup de députés. Après quelques attaques assez vives de l'extrême gauche, il tomba sur la question du scrutin de liste, qu'il eût voulu voir introduire dans la loi constitutionnelle par la procédure de revision de la Constitution (26 janvier 1882). Il mourut de façon prématurée, obscure et misérable, le 31 décembre suivant, et l'on peut penser qu'ayant beaucoup fait pour la France, il lui a grandement manqué dans les années qui suivirent.

Après la chute de Gambetta, la majorité républicaine opportuniste soutint les ministères Freycinet (janvier-juillet 1882), Duclerc (août 1882-janvier 1883), Fallières (janvier-février 1883), Jules Ferry, le plus durable (21 février 1883-30 mars 1885), Henri Brisson (6 avril-29 décembre 1885).

Les premiers ministères, jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Jules Ferry, se heurtèrent à une double difficulté. Freycinet fut ren-



JULES FERRY (1832-1893). CL. THIÉBAULT.





LE 14 JUILLET 1880 A PARIS  
Peinture de Roll. Musée de la Ville de Paris. CL. BRAUN.







versé, sur sa proposition d'intervention en Égypte, limitée à la protection du canal de Suez ; Duclerc et Fallières, sur le projet de loi excluant de tout emploi civil et militaire les membres des familles ayant régné en France. Ce projet avait été motivé par l'agitation royaliste et bonapartiste qui s'était développée après la mort de Gambetta. Jules Ferry, président du Conseil pour la deuxième fois (1883), procéda par décrets et mit en retrait d'emploi les ducs d'Aumale, de Chartres et d'Alençon.

Le parti bonapartiste, qui semblait écrasé par les défaites de 1870 et la « déchéance » de la dynastie, s'était relevé contre toute apparence. De 1875 à 1878, il avait montré une activité et remporté des succès qui témoignaient d'une vitalité inattendue. On peut se demander, au cas où le « prince impérial » eut vécu, s'il n'eût pas renouvelé les tentatives de son père. Engagé dans l'armée anglaise, et assassiné au cours d'une campagne contre les Cafres de l'Afrique du Sud, il fut remplacé comme « prétendant » par le prince Jérôme, cousin germain de Napoléon III, très intelligent et actif, mais violent, cassant et impopulaire.

En 1882 avait été adoptée la loi sur l'enseignement primaire gratuit et obligatoire, complétant la législation de 1881. La loi du 5 avril 1884 donna aux communes, avec le droit d'élire leurs maires (sauf à Paris, siège du gouvernement), une certaine autonomie contrôlée par l'administration supérieure. Précédemment, les conseils généraux avaient été l'objet d'une réforme inspirée du même esprit (6 au 10 août 1871). En 1883, le ministre des Travaux publics, Raynal, négocia avec les grandes Compagnies de chemins de fer les *Conventions* qui mettaient à leur charge les constructions prévues par le plan Freycinet, mais confirmaient en échange leur droit d'exploitation et leur accordait la « garantie d'intérêt » en cas d'insuffisance des recettes. La loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, due à l'initiative de Waldeck-Rousseau, ministre de l'Intérieur, abrogea le délit de coalition et autorisa la constitution d'associations pour la défense exclusive des intérêts professionnels. La loi du 27 juillet 1884, autorisant le divorce dans certains cas nettement limités, fut également votée. Enfin, la Chambre discuta un projet de loi fixant à trois ans la durée du service militaire et instituant le service obligatoire, mais qui resta en suspens au Sénat.

Jules Ferry avait obtenu des deux Chambres la réunion du Congrès à fin de revision partielle de la Constitution, — et le Congrès (4-13 août 1884) votait quelques modifications dont la plus importante mettait la forme républicaine du gouvernement au-dessus du droit de revision et excluait les membres des anciennes familles régnantes de la présidence de la République. Le mode d'élection du Sénat cessa d'être inscrit dans la Constitution, et la loi du 9 décembre 1884 supprima les 75 sénateurs inamovibles institués en 1875 : leurs sièges, au fur et à mesure des vacances, furent attribués aux départements les plus peuplés et les villes eurent un nombre de délégués sénatoriaux proportionné à leur population, balançant ainsi la suprématie des campagnes.

Lorsque l'échec de Lang-Son, démesurément grossi et qui n'était qu'un momentané ; un âpre discours de Clemenceau, l'ingratitude d'une majorité mal informée et affolée, eurent provoqué la chute de Ferry « le Tonkinois », (mars 1885), Henri Brisson fit décider que les prochaines élections législatives se feraient au scrutin de liste, par département et à la majorité absolue.



MORT DU PRINCE IMPÉRIAL, fils de Napoléon III, à Ulundi (Zouloulund) en 1879. — Peinture de P. Jamin. — Musée de Versailles. C.L. GIRAUDON



CLEMENCEAU EN 1885. — *La Réunion*, peinture de J.-F. Raffaëlli. — Musée du Luxembourg.

**1885-1887.** — Les élections eurent lieu au mois d'octobre 1885. Les républicains modérés furent attaqués, à gauche, par les radicaux-socialistes qui leur reprochaient la guerre du Tonkin, le déficit provoqué par les dépenses coloniales, une politique qu'ils prétendaient favorable aux puissances d'argent (les conventions avec les Compagnies de chemins de fer furent qualifiées de « conventions scélérates »), la crise économique de 1882 qui avait suivi le *krach* d'une Banque, « l'Union générale ». Ils furent non moins attaqués à droite par les conservateurs, qui les accusaient, en outre, de suivre une politique de « persécution religieuse ». Au premier tour, les monarchistes, unis depuis la mort du comte de Chambord (août 1883), et les partisans du prince Victor, fils du prince Jérôme, obtinrent 3541 000 voix et 176 sièges (c'était sensiblement le même chiffre qu'en 1877) et gagnèrent presque tous les départements de l'Ouest. Les républicains, modérés ou radicaux, n'avaient que 127 élus. L'alerte fut chaude ; mais, au second tour, une discipline rigoureuse rétablit la situation du parti républicain. Au total, la Chambre comprenait près de 200 conservateurs contre 383 républicains, divisés en : union des gauches, d'environ 200 membres modérés, et en groupes plus avancés : gauche radicale et d'extrême gauche de Clemenceau. Il n'y avait plus de majorité stable et les gouvernements hésitèrent entre deux politiques : la « concentration républicaine » et la « politique d'apaisement ».

Freycinet (janvier-décembre 1886) préconisa la concentration républicaine. Il avait choisi comme ministre de la Guerre le général Boulanger, candidat des radicaux, qui s'était rendu populaire par une figure agréable, une élégance un peu apprêtée, des déclarations républicaines cocardières et même « revanchardes ». Le gouvernement prit quelques mesures contre les officiers suspects de sympathies royalistes, puis fit voter une loi interdisant le territoire français aux prétendants et à leurs fils aînés. D'autre part, la loi du 31 octobre 1886, complétant celles de 1881 et de 1882, laïcisa l'enseignement primaire, déjà gratuit et obligatoire.

Le ministre René Goblet, « replâtrage » du précédent, ne dura que quelques mois (décembre 1886-mai 1887). Une vive agitation patriotique et belliqueuse avait été organisée par le président de la *Ligue des patriotes*, Paul Déroulède. Le général Boulanger l'encourageait par des mesures importantes (accroissement du matériel de guerre, construction de baraquements à la frontière de l'Est) ou d'insignifiantes (musiques et retraites militaires), ou même puériles (les guérites peintes aux couleurs nationales), mais qui servirent grandement sa popularité. On feignit, à Berlin, de croire à une attaque possible. Des incidents de frontière, l'arrestation par les Allemands du commissaire de police Schnæbelé à Pagny-sur-Moselle (20 avril), la mort d'un chasseur français tué par une sentinelle allemande sur la





LE GÉNÉRAL BOULANGER 1837-1891).  
CL. PIERRE PETIT.

frontière des Vosges (septembre) aggravèrent l'agitation. Ces incidents furent réglés par des négociations auxquelles le président de la République prit habilement part ; mais la situation était extrêmement tendue. Boulanger apparut aux groupes de gauche comme un danger pour la paix, et ils renversèrent le ministère Goblet afin d'écarter le général, qui fut effectivement exclu du ministère modéré que constitua Rouvier (mai-décembre 1887), et nommé au commandement du 13<sup>e</sup> corps d'armée à Clermont. Le cabinet, combattu par les radicaux, fut soutenu pratiquement par le centre et la droite, qui lui demandaient seulement l'apaisement de la lutte

contre le clergé et une politique d'économies. Le scandale de l'« affaire des décorations », où fut compromis le député Wilson, gendre du président Grévy, amena la chute du ministère.

Pour expliquer cette crise du « boulangisme » qui paraît étrange à distance, mais qui fut plus dangereuse qu'on ne l'imagine aujourd'hui, il faut se rappeler et les traits caractéristiques de la race française et la situation de la France à cette époque. Dans l'intérêt de la paix, la France, dans son ensemble, se résignait, attendant de la « justice immanente » les légitimes réparations ; mais, toujours sensible aux idées et aux images, aux mots de patrie, d'honneur, de drapeau, elle souffrait alors d'un obscur et profond malaise. Le temps n'avait pas effacé la douleur ni cicatrisé les blessures de la défaite ; beaucoup de jeunes gens avaient été élevés dans l'espoir, l'attente et la préparation de la revanche. Venger les revers, reprendre l'Alsace-Lorraine, leur apparaissait comme leur tâche naturelle, comme la part qui leur revenait dans l'histoire nationale. Or, la France sentait que cet espoir s'éloignait de plus en plus ; elle en avait du dépit, de la honte, du remords, et elle s'en prenait au « gouvernement », qu'elle accusait de l'avoir détournée de sa tâche. Elle avait l'esprit désemparé, l'âme meurtrie et les nerfs à vif ; prête à s'exalter, à courir vers un mirage, à se précipiter aux aventures. Ces sentiments, fort louables dans leur principe, exagérés encore par certains scandales et par les provocations arrogantes de l'Allemagne, s'incarnèrent dans ce héros de romance et de feuilleton qu'a été le général Boulanger.

Ils furent exploités par les royalistes, qui croyaient ressaisir, par « action parallèle », des chances qu'ils jugeaient perdues, et par les politiciens qui s'étaient groupés autour du « brave général » pour monnayer sa popularité. La France n'était pas encore guérie du césarisme ni des « individus ». Ainsi se forma le parti boulangiste, coalition disparate dont tous les membres se jalousaient et se combattaient au fond, mais s'entendaient pour agiter l'opinion et se servaient, comme d'une machine de guerre, du général « déporté et prisonnier dans les montagnes ». Les uns, comme Déroulède, étaient sincères ; d'autres — les radicaux — furent dupes un instant, voyant dans le boulangisme un moyen de discréditer et de ruiner l'opportunisme, cependant que les royalistes, se conformant aux instructions du comte de Paris, s'efforçaient à remettre en vigueur le « pacte national » entre la France et la monarchie, par l'acclamation populaire.

La crise ministérielle se complique alors d'une crise présidentielle. Le président Grévy, atteint par les agissements frauduleux de son gendre, le député Wilson, fut contraint de donner sa démission, lorsque Floquet, Freycinet, Clemenceau, eurent successivement refusé de former un minis-

tère (30 novembre 1887). Au Congrès de Versailles (3 décembre), les radicaux, pour écarter Jules Ferry et même Freycinet, votèrent pour l'honnête Sadi Carnot, petit-fils du conventionnel, qui s'était distingué comme ministre des Travaux publics et, comme ministre des Finances, avait vigoureusement soutenu les intérêts de l'État.

**LES PRÉSIDENCES DE SADI CARNOT ET DE CASIMIR-PERIER (1887-1895).** — Le parti boulangiste prit comme programme la dissolution et la convocation d'une Constituante qui reviserait la Constitution sur le modèle de celle de 1848. Une habile et ardente campagne de conférences, de presse, d'images et de refrains populaires exalta la personne et enflait la renommée du général. Il se présentait aux élections partielles et se faisait élire à d'énormes majorités, par une sorte de plébiscite, dans plusieurs départements. Les royalistes l'appuyèrent pour « faire la trouée » et il rallia les mécontents, toujours si nombreux en France, sans bien connaître les causes de leur mécontentement. Mais beaucoup de radicaux qui l'avaient soutenu jusque-là — tel Clemenceau — reconnurent le péril et se retournèrent contre lui.

Les deux ministères Tirard (décembre 1887-mars 1888, février 1889-mars 1890) et le ministère Floquet (avril 1888-février 1889) brisèrent l'offensive boulangiste. Le général fut mis en non-activité, puis à la retraite (mars 1888), et sa proposition de revision rejetée, après un violent débat où Floquet le prit à partie. Son duel avec un « avocat » le mit dans une posture ridicule ; il fut pourtant élu, à Paris, le 27 janvier 1889, par une majorité triomphante, et l'on crut qu'il allait « marcher sur l'Élysée ». Il n'osa, et les républicains inquiets modifièrent la loi électorale, de façon à empêcher les élections à forme plébiscitaire du général ; le scrutin uninominal fut rétabli, les candidatures multiples furent interdites. Prenant, à son tour, l'offensive, Constans, ministre de l'Intérieur dans le cabinet Tirard, fit passer les chefs du parti boulangiste devant la Haute Cour. Boulanger, effrayé, quitta la France et fut condamné par contumace. C'est à peine si, dans cette période agitée, on remarqua le vote de la loi établissant le service obligatoire de trois ans, supprimant le volontariat et, en principe, toute exemption.

La popularité du général était brisée sans retour. Les élections législatives de septembre-octobre 1889 achevèrent la ruine de son parti, qui fut consommée en 1891, par son suicide sentimental dans le cimetière de Bruxelles (30 septembre). Les conservateurs avaient obtenu 172 sièges, et les républicains, défenseurs du régime parlementaire, 366, dont une centaine aux radicaux.

Sous le ministère Freycinet (mars 1890-février 1892), composé de modérés (Ribot aux Affaires étrangères, Rouvier aux Finances) et de radicaux (Léon Bourgeois à l'Instruction publique), le cardinal Lavigerie proposa, dans le célèbre toast d'Alger, le « ralliement » à la Constitution républicaine : d'accord en cela avec le pape Léon XIII, qui, d'autre part, faisait connaître ses vues sur le mouvement social par

son encyclique *Rerum novarum*. La politique et l'activité coloniales se manifestaient par la convention africaine du 5 août 1890 et par la conquête du Dahomey, et la visite de la flotte française à Cronstadt, dans l'été de 1891, préludait au rapprochement franco-russe. Mais les républicains étaient divisés au sujet de la question religieuse, de la politique de « ralliement », de la politique fiscale. Ces divisions, et surtout le « scandale du Panama », déterminèrent une série de crises gouvernementales. Au ministère Loubet (février-novembre 1892), succédèrent un premier (décembre 1892-janvier 1893), puis un second ministère Ribot (janvier-mars 1893), enfin un ministère Charles Dupuy (avril-novembre) qui présida aux élections de 1893.

En même temps que par ces secousses politiques, la France avait été troublée par des luttes sociales assez violentes : collision de Fourmies (janvier 1891), grève de Carmaux (1892). Les anarchistes en avaient tiré prétexte d'une « propagande par le fait », à la manière russe, et plusieurs attentats commis de 1892 à 1894 déterminèrent le vote d'une législation répressive. La propagande des socialistes et des syndicalistes s'était développée à l'occasion de ces grèves, et il en était résulté un rapprochement entre les divers groupes socialistes, jusque-là



SADI CARNOT, président de la République (1887-1894). — Peinture de Bonnat. CL. BASCHET



divisés : Guesde, Brousse, Allemane, Vaillant et Jaurès, élu député de Carmaux. En 1893, ils s'unirent en une « Ligue d'action révolutionnaire pour la conquête de la République sociale », dont le journal *la Petite République*, dirigé par Millerand, devint l'organe et qui reprit, à côté de son programme social, le programme politique du parti radical. Certains radicaux, comme Goblet, se rallièrent à ce programme ; mais la plupart des républicains modérés y étaient hostiles et avaient approuvé Charles Dupuy faisant fermer la Bourse du Travail de Paris le 6 juillet 1893. D'autre part, une évolution s'était produite dans les rangs de la droite, conformément au vœu de Léon XIII : un certain nombre de catholiques, dirigés par Piou et le comte de Mun, s'étaient « ralliés » à la République. Le président du Conseil, Charles Dupuy, fit appel, à la veille des élections d'août 1893, à ce nouveau parti, et, sans abandonner les lois laïques, lui promit l'apaisement.

Les élections furent un échec pour les conservateurs. Ralliés ou non, ils revinrent à peine une centaine ; près de 200 radicaux et socialistes formaient une extrême gauche active. Les modérés, au nombre de plus de 300, pouvaient constituer à eux seuls une majorité de gouvernement ; mais une centaine d'entre eux étaient hésitants et, sur les questions qui pouvaient toucher les sentiments populaires, comme les questions syndicales ou fiscales, votaient volontiers avec la gauche. Charles Dupuy prit nettement position contre l'extrême gauche ; mais les radicaux qui faisaient partie du gouvernement se retirèrent, et le cabinet tout entier démissionna.

Le ministère Casimir-Perier (décembre 1893-mai 1894) fit voter les lois contre les menées anarchistes et demanda le concours des conservateurs de droite, leur promettant, par la bouche du ministre de l'Instruction publique, Eugène Spuller, d'agir vis-à-vis de l'Église avec un « esprit nouveau », puisque l'« Église avait évolué ». L'hostilité des gauches en fut accrue et le ministère tomba au sujet de la revendication du droit syndical par les employés des chemins de fer de l'État. Charles Dupuy constitua pour la seconde fois le ministère, avec Hanotaux aux Affaires étrangères et Raymond Poincaré aux Finances (mai 1894-janvier 1895). Après l'assassinat de Sadi Carnot, à Lyon, par un anarchiste italien (23 juin 1894), la législation répressive contre les anarchistes fut étendue aux actes individuels de propagande, malgré l'opposition de la gauche.

Casimir-Perier fut porté à la présidence de la République (27 juin). Le ministère et le chef de l'État lui-même étaient constamment et vivement pris à partie à la Chambre, où l'opposition grossissait à chaque vote et qui, en décembre 1894, avait porté à la présidence le candidat des gauches, Henri Brisson. Le 14 janvier 1895, le cabinet fut mis en minorité après un débat relatif à la durée de la garantie d'intérêts et, le lendemain, Casimir-Perier donna sa démission, estimant que la présidence de la République était dépourvue de moyens d'action et se plaignant de n'être pas suffisamment tenu par tous ses ministres au courant des affaires.

**PRÉSIDENTE DE FÉLIX FAURE (1895-1899).** — Le président Félix Faure (17 janvier 1895-16 février 1899), élu contre Henri Brisson, par une coalition des modérés et de la droite conservatrice, confia le gouvernement à Alexandre Ribot (janvier-novembre 1895), qui revint à la politique de concentration. Ribot fit voter une amnistie pour les délits de presse et les condamnations politiques (28 janvier). Attaqué à l'occasion de l'expédition de Madagascar et de l'attitude du gouvernement dans le conflit des verriers de Carmaux, puis au sujet de l'affaire des chemins de fer du Sud, il dut se retirer.

Léon Bourgeois (novembre 1895-avril 1896) constitua le premier ministère homogène radi-



LES PRÉLIMINAIRES DE L'ALLIANCE FRANCO-RUSSE : la flotte française arrive à Cronstadt (juillet 1891). — Peinture de Heim. — Musée de Versailles. CL. NEURDES

cal. Mais le Sénat, soutenu par la majorité de la Chambre, prit parti contre son programme. Un conflit constitutionnel s'éleva sur le point de savoir si le Sénat avait le droit de renverser un gouvernement : Léon Bourgeois démissionna, ne se sentant pas assuré de la majorité de la Chambre, et Méline constitua un cabinet progressiste.

Le ministre Méline (avril 1896-juin 1898) se préoccupa à l'intérieur des questions fiscales et sociales, annexa Madagascar et resserra l'alliance franco-russe, qui s'affirma par le voyage du tsar Nicolas II à Paris (1896) et par celui du président de la République en Russie (1897).

Le ministre des Colonies, d'accord avec le ministre des Affaires étrangères, avait, le 24 février 1896, signé des instructions aux termes desquelles le capitaine Marchand devait planter le drapeau français dans le bassin du Haut-Nil. Arrivée à Fachoda le 10 juillet 1898, seulement, la mission se vit barrer la route par le général Kitchener. Le gouvernement britannique n'admit pas les arguments de droit qui lui furent présentés par le gouvernement français, et celui-ci, pour éviter un conflit armé, se résigna à ordonner l'évacuation de Fachoda (4 novembre). Ce fut une blessure pour l'amour-propre national, alors que le pays était déjà profondément bouleversé par une affaire, sans analogue peut-être dans notre histoire, et sur laquelle tomba le cabinet Henri Brisson (juin-octobre 1898).

En 1894, un israélite, le capitaine d'artillerie Alfred Dreyfus, avait été condamné par un conseil de guerre à la déportation dans une enceinte fortifiée, sur la production de plusieurs documents, — dont l'un dit « le Bordereau » — pour intelligences avec l'ennemi et haute trahison. Malgré ses protestations, personne ne mit alors en doute la culpabilité de Dreyfus, qui fut interné à l'Île du Diable. Mais, en 1897, son coreligionnaire, le journaliste Bernard Lazare, et le sénateur Scheurer-Kestner, présentèrent une demande en revision du jugement, arguant de faux le bordereau et mettant en cause un autre officier, le commandant Esterhazy. La dénonciation de ce dernier fut le point de départ d'une ardente campagne revisionniste par Mathieu Dreyfus, frère du condamné. Esterhazy fut acquitté (1898). Mais les partisans de Dreyfus, de plus en plus nombreux, menèrent une active campagne de presse, l'agitation s'étendit à tout le pays, à toutes les classes, à tous les milieux. Plus que les luttes sociales, plus que les dissentiments politiques, elle brisa les anciens cadres des partis et s'étendit jusqu'aux relations privées, jusqu'aux relations de famille. Le romancier Émile Zola avait pris ardemment parti pour Dreyfus



CASIMIR-PERIER, président de la République (1894-1895).





FÉLIX FAURE, président de la République (1895-1899). CL. PIERRE PÉIT.



LE CAPITAINE DREYFUS devant le conseil de guerre, à Rennes (août 1899). CL. GRIBAYÉDOFF.

dans un article : *J'Accuse* (janvier 1898), où il accusait le conseil d'avoir acquitté « par ordre ». Il fut poursuivi et le procès amena des révélations troublantes. On sut que des « pièces secrètes » avaient été communiquées au conseil de guerre, dont la bonne foi ne faisait nul doute, mais cachées à l'accusé et à ses défenseurs. Demandée par les généraux et les officiers de l'état-major, au nom de l'armée et pour ne pas briser sa confiance en ses chefs, la condamnation de Zola fut prononcée par le jury. Mais nombre d'écrivains, savants, ingénieurs, juristes, se déclaraient en faveur de Dreyfus, tandis que d'autres « intellectuels », non moins nombreux, non moins notoires, soutenaient non moins chaudement les chefs militaires. La France fut ainsi partagée et déchirée en deux camps : dreyfusistes ou révisionnistes, anti-dreyfusistes ou nationalistes. La querelle passa la frontière française et l'étranger ne se tint pas toujours en dehors d'une affaire qui ne le regardait pas.

L'histoire politique va être dominée et gouvernée, plusieurs années durant, par l'« affaire Dreyfus », surtout après les élections de mai 1898, qui n'ont donné de majorité tranchée à aucun parti, et les revirements vont être incessants dans les Assemblées. Si le modéré Paul Deschanel est élu président contre le radical Henri Brisson, le ministère modéré Méline (avril 1896-juin 1898), qui a déclaré : « Il n'y a pas d'affaire Dreyfus, » est renversé et remplacé par le ministère Brisson. Mais celui-ci donna le portefeuille de la Guerre à des nationalistes — à des civils comme Cavaignac, ou à des militaires comme Zurlinden, comme Chanoine, qui, même lorsque le colonel Picquart eut prouvé que le billet accusateur attribué à un attaché militaire allemand avait été fabriqué de toutes pièces, même lorsque le colonel Henry eut avoué ce « faux patriotique » en se suicidant, persistèrent dans leur attitude. Un nouveau cabinet Dupuy ne réussit pas davantage à « liquider » l'affaire (novembre 1898-février 1899). La mort inattendue et tragique de Félix Faure (16 février) aggrava encore la crise.

**PRÉSIDENTS D'ÉMILE LOUBET (1899-1906) ET D'ARMAND FALLIERES (1906-1913).** — Élevé à la première magistrature par une majorité qui comprenait les républicains dreyfusistes, et bien qu'il n'eût jamais fait publiquement connaître son opinion sur l'affaire, le président du Sénat, Émile Loubet, fut violemment

attaqué par les nationalistes. Paul Déroulède essaya même d'un coup d'État (février 1899), mais il ne put ni briser le loyalisme des grands chefs militaires, ni triompher de leurs scrupules et de leurs hésitations. La confusion n'en demeura pas moins extrême.

**LES MINISTÈRES DE « DÉFENSE RÉPUBLICAINE » (1899-1909).** — La formation du ministère Waldeck-Rousseau (juin 1899-juin 1902) marque le commencement d'une période nouvelle dans l'histoire de la troisième République. Une coalition des partis de gauche — socialistes, radicaux socialistes et radicaux républicains de « gauche », comme Waldeck-Rousseau (Clemenceau la qualifia de « bloc républicain »), s'organisa à la Chambre. La majorité qui soutenait le gouvernement se disciplina ; une « délégation » des groupes dirigea la conduite des débats, proposa les ordres du jour, se mit d'accord avec le cabinet sur la présentation des projets de loi. Cette majorité, faible au début, s'accrut au cours de la législature, surtout après les élections de mai 1902, qui donnèrent plus de 360 sièges au « bloc républicain » contre 220 aux opposants réunis. Les élections de 1906 réduisirent les opposants à 174. Il en résulta une stabilité relative des gouvernements qui se succédèrent pendant cette décennie. Le ministère Combes dura près de trois ans (juin 1902-janvier 1905) ; le ministère Rouvier, treize mois (janvier 1905-mars 1906), et, après le court intermède du ministère Sarrien (mars 1906-octobre 1906), le ministère Clemenceau resta aux affaires d'octobre 1906 à juillet 1909.

Le 3 juillet 1899, la Cour de cassation, toutes chambres réunies, annula le jugement rendu en 1894 contre Alfred Dreyfus ; motifs tirés de la communication aux juges d'une pièce secrète et de ce que des faits nouveaux « tendaient à établir » que le bordereau n'était pas du condamné. Celui-ci, ramené de la Guyane, comparut devant le conseil de guerre de Rennes, qui, par cinq voix contre deux, le déclara de nouveau coupable, et, après avoir admis des circonstances atténuantes, le condamna à dix ans de détention et à la dégradation militaire (9 septembre 1899). Mais le gouvernement résolut d'« effacer toutes les traces d'un douloureux conflit » ; un décret de grâce fut signé le 19 septembre 1899 et, le lendemain, le général de Galliffet adressa à l'armée un ordre général commençant par ces mots : « L'in-

Le 3 juillet 1899, la Cour de cassation, toutes chambres réunies, annula le jugement rendu en 1894 contre Alfred Dreyfus ; motifs tirés de la communication aux juges d'une pièce secrète et de ce que des faits nouveaux « tendaient à établir » que le bordereau n'était pas du condamné. Celui-ci, ramené de la Guyane, comparut devant le conseil de guerre de Rennes, qui, par cinq voix contre deux, le déclara de nouveau coupable, et, après avoir admis des circonstances atténuantes, le condamna à dix ans de détention et à la dégradation militaire (9 septembre 1899). Mais le gouvernement résolut d'« effacer toutes les traces d'un douloureux conflit » ; un décret de grâce fut signé le 19 septembre 1899 et, le lendemain, le général de Galliffet adressa à l'armée un ordre général commençant par ces mots : « L'in-



LE TSAR NICOLAS II EN FRANCE (octobre 1896). — Le cortège sur la place de l'Étoile à Paris.



cident est clos. » Galliffet avait accepté le portefeuille de la Guerre dans le cabinet Waldeck-Rousseau, qui groupait toutes les fractions du parti républicain, et les groupements socialistes reprochaient à Alexandre Millerand d'y siéger à côté du « fusilleur de mai ». Par application du programme de « défense républicaine », des personnalités de la Ligue des patriotes (dont Paul Déroulède), de la Ligue antisémite et de la Jeunesse royaliste, furent, au nombre de 24, traduites devant la Haute Cour, sous l'inculpation, les unes de complot, les autres d'attentat ou de complicité contre le gouvernement. Il y eut plusieurs condamnations, cependant que des poursuites étaient dirigées en province contre divers comités royalistes ou sections de la Ligue des patriotes.

Un procès fut également intenté devant le tribunal correctionnel de la Seine contre la congrégation des Assomptionnistes, qui, par son journal *la Croix*, par les *Croix* locales s'inspirant du même esprit, par la « Maison de la Bonne Presse », avait pris sur l'opinion. Le gouvernement estimait que son action avait un caractère politique et la majorité voulait, d'autre part, empêcher les congrégations enseignantes de former « une jeunesse séparée par son éducation » de la jeunesse formée par les maîtres de l'Université. Ainsi s'engagea un nouvel épisode de la politique anticléricale, qui se termina en 1905 par la séparation des Églises et de l'État.

Contre ceux qu'il appelait les « moines ligueurs », Waldeck-Rousseau fit voter la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, sur les Associations. Les Associations pourraient se former librement et acquérir la capacité juridique sous certaines conditions ; mais le régime du droit commun était refusé aux congrégations religieuses, qui seraient soumises à l'autorisation législative et devraient se mettre en instance dans un délai de trois mois ; de plus, aucun membre d'une congrégation non autorisée ne pourrait diriger un établissement d'enseignement, même par personne interposée. Le cabinet Waldeck-Rousseau s'étant retiré après les élections législatives de 1902, le ministre Combes appliqua ces dispositions dans toute leur rigueur ; il demanda aux Chambres le rejet de presque toutes les demandes formées par les congrégations, et la loi du 7 juillet 1904 supprima l'enseignement congréganiste « de tout ordre et de toute nature ».

Le conflit qui divisait le gouvernement et le Saint-Siège prit, dès ce moment, un caractère d'extrême gravité. Étant ministre des Cultes dans le cabinet Waldeck-Rousseau, Combes avait prétendu appliquer à la lettre les articles du Concordat concernant la nomination des évêques, et il avait fait trois nominations sans entente préalable avec le Saint-Siège. Au mois d'avril 1904, le président Loubet était allé à Rome rendre au roi d'Italie la visite qu'il en avait reçue. Le pape vit dans ce voyage une « offense » au Saint-Siège, dépouillé depuis 1870 de son domaine temporel, et il adressa aux divers gouvernements une note de protestation, d'ailleurs secrète, mais qui fut publiée par un journal socialiste. Le gouvernement français rappela son ambassadeur, ne laissant au Vatican qu'un simple chargé d'affaires. En octobre, le Saint-



LOUBET, président de la République (1899-1906).  
CL. NADAR.



WALDECK-ROUSSEAU (1846-1904).  
CL. NADAR.

Siège ayant cité deux des évêques nommés en 1902 à comparaître devant le tribunal du Saint-Office, Combes se plaignit de n'avoir pas été prévenu, invoquant les prérogatives que lui conférait le Concordat en cas de suspension ou de déposition ; de son côté, le pape blâma les prélats en cause d'avoir trahi un secret de l'Église en faisant connaître leur citation à un laïque. Les évêques s'étant résolus à faire leur soumission, Combes rappela définitivement l'ambassadeur de la République auprès du Vatican et déposa, le 10 novembre 1904, le projet de séparation. Le ministère était vivement attaqué par les catholiques et les conservateurs, auxquels se joignirent des progressistes et même d'anciens ministres du cabinet Waldeck-Rousseau. En outre, les socialistes, depuis le congrès d'Amsterdam, ne le soutenaient plus avec la même vigueur ; ils préparaient l'unité du parti, qui devait leur permettre d'opposer la totalité de leurs forces à tous les partis « bourgeois ».

L'opposition attaquait particulièrement les ministres de la Guerre et de la Marine, le général André et Camille Pelletan, qu'ils accusaient de favoriser systématiquement les officiers d'opinion républicaine et de faire passer la politique avant la préparation de la défense nationale. Le général André fut interpellé sur les « procédés inadmissibles » en usage à son cabinet pour la formation du tableau d'avancement, à savoir la consultation de « fiches » émanant des loges maçonniques. Il dut donner sa démission et, déjà ébranlé, le cabinet tout entier se retira le 18 janvier 1905, ses déclarations n'ayant obtenu qu'une majorité de six voix.

Ce fut le ministre des Finances, Rouvier, qui prit la direction des affaires, avec un programme de conciliation et de réformes démocratiques. Il fit voter la loi de séparation des Églises et de l'État (9 décembre 1905). Au cours de la discussion, le socialiste Briand, rapporteur du projet, se révéla éloquent et habile, s'efforçant d'orienter le nouveau régime des cultes dans un esprit de « libéralisme certain ». Les Églises, devenues libres, s'organiseraient au gré des fidèles par le moyen d'associations cultuelles, et Briand avait fait accepter un amendement, proposé par la droite, disposant que les édifices religieux seraient réservés aux associations constituées selon les « règles d'organisation générale du culte » ; le Saint-Siège condamna cependant le principe même de la loi (11 février 1906). Le gouvernement ayant voulu faire procéder à l'inventaire des biens mobiliers et immobiliers des établissements publics supprimés (fabriques, menses épiscopales, etc.), les évêques protestèrent ; des manifestations violentes eurent lieu dans plusieurs localités et le cabinet fut mis en minorité par une coalition des droites et de l'extrême gauche (7 mars 1906).

Le 17 janvier précédent, le président du Sénat, Armand Fallières, avait été élu président de la République.

Le ministère radical Sarrien comprenait certains éléments socialistes, en particulier Briand, chargé, comme ministre des Cultes, de l'application de la loi de séparation. Ordre fut donné de suspendre les inventaires partout où les agents des domaines rencontreraient des difficultés. La majorité des prélats et aussi des laïques — presque tous membres de l'Institut (on les appela pour ce motif les « cardinaux verts ») — étaient d'avis de former, à titre d'essai, des associations cultuelles. Pie X s'y opposa, au nom des règles canoniques, par l'encyclique



APPLICATION DE LA LOI SUR LES CONGRÉGATIONS : paysans bretons de Saint-Méen (Finistère), réunis pour s'opposer à la fermeture de leur chapelle. (BAUCH)



*Gravissima Officii* (10 août 1906). Vers cette époque, la Cour de cassation, saisie d'une demande en revision, annula le jugement du conseil de guerre de Rennes comme ayant été prononcé « par erreur et à tort » (12 juillet 1906). Le Parlement vota alors des projets de loi réintégrant dans les cadres de l'armée le capitaine Dreyfus avec le grade de chef d'escadron et le lieutenant-colonel Picquart, en réforme, avec le grade de général de brigade. C'est de ce dernier que Clemenceau fit choix comme ministre de la Guerre lorsqu'il fut appelé à remplacer Sarrien à la présidence du Conseil (octobre 1906-juillet 1909).

Briand, maintenu au ministère de l'Instruction publique et des Cultes, informa les préfets que le clergé et les fidèles pourraient, à défaut d'associations régulièrement formées, « subvenir à l'exercice public du culte » en faisant application de la loi du 30 juin 1881 sur la liberté de réunion, à charge de déclaration préalable annuelle. Mais le pape ne voulut pas admettre l'assimilation des cérémonies du culte à des réunions publiques, et Briand régla législativement l'attribution des biens ecclésiastiques : ce fut l'objet des lois du 2 janvier 1907 et du 13 avril 1908. Le gouvernement et l'épiscopat n'ayant pu se mettre d'accord sur la rédaction d'un acte administratif, les fidèles occupèrent donc les églises sans titre juridique.

La plupart des socialistes, avec Jaurès, soutenaient le gouvernement. Ils étaient activement intervenus en faveur de la revision du procès Dreyfus et avaient attaqué l'« état-major » avec véhémence. Plus tard, ils avaient appuyé directement, en participant à la délégation des gauches, la politique anticléricale de Combes ; ils voyaient dans l'Eglise une « force de réaction et de conservation ». Plusieurs d'entre eux occupèrent des postes officiels : Jaurès fut vice-président de la Chambre ; Millerand, Briand, firent partie de combinaisons ministérielles, et, réalisant une idée de Louis Blanc, Clemenceau créa un ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, dont le titulaire fut Viviani.

Aussi plusieurs lois d'ordre social furent-elles votées ou amorcées pendant cette période : loi du 15 février 1902 sur la protection de la santé publique ; loi du 26 juin 1904 sur la protection des enfants assistés (loi Roussel) ; loi du 14 juillet 1905 sur l'assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables ; lois du 10 avril 1908, des-



FALLIÈRES, président de la République (1906-1913). — Peinture de Bonnat. CL. BRAUN.

tinée à faciliter la constitution de la petite propriété individuelle, et du 12 juillet 1909, sur la constitution d'un « bien de famille insaisissable », s'ajoutant à la loi du 30 novembre 1894 sur les habitations à bon marché ; loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes. Déjà, en 1893, avait été créée l'assistance médicale gratuite (loi du 15 juillet) ; en 1898, le droit à la réparation des accidents du travail avait été basé sur le principe du risque professionnel (loi du 19 avril) et la mutualité avait été solidement organisée (loi du 1<sup>er</sup> avril). Cet ensemble d'institutions devait être ultérieurement complété par des dispositions relatives à l'assistance maternelle (loi du 17 juin 1912), à l'assistance aux familles nombreuses (loi du 14 juillet 1913). Enfin, le Parlement entreprit de grouper tous les textes épars dans notre législation concernant les travailleurs pour en faire un *Code du Travail et de la Prévoyance sociale* (1).

(1) L'adoption de ces lois attestait l'importance croissante prise par les questions sociales, dont se préoccupaient en effet tous les partis. A droite, les catholiques, dès le lendemain de la guerre franco-allemande, avaient, à la voix du comte de Mun, notamment, créé des associations inspirées de l'esprit religieux ; à la suite de l'encyclique *Rerum novarum* sur la condition des ouvriers (15 mai 1891), ils s'étaient constitués en un « parti

démocratique chrétien » ; ils voulaient créer la « famille professionnelle », c'est-à-dire des corporations mixtes de patrons et d'ouvriers. De son côté, le « Sillon », qui avait pour chef Marc Sangnier et qui se proposait de rapprocher la démocratie du catholicisme, préconisait l'action économique des syndicats propriétaires.

Les partisans de la « lutte des classes » avaient, au congrès de Marseille, fondé un *Parti ouvrier français* marxiste, et, au congrès du Havre (1880), ils s'étaient séparés des « coopératistes » par l'adoption d'un programme minimum (1880) ; puis une scission s'était produite au congrès de Saint-Étienne (1882) entre le *Parti ouvrier français* (Jules Guesde) et les « possibilistes » ou progressistes (Paul Brousse), qui, au congrès de Châtellerauld (1890), furent battus à leur tour par les « allemanistes » (Jean Allemane), cependant que les « blanquistes » continuaient de voir dans la commune autonome la forme militante de la Révolution. D'autre part, les socialistes indépendants ou réformistes formulèrent à Saint-Mandé (30 mai 1896), par l'organe d'Alexandre Millerand, un programme comportant la socialisation des moyens de production et d'échange, la conquête des pouvoirs publics par le suffrage universel, l'entente internationale des travailleurs n'impliquant pas l'abandon de l'idée de patrie. Mais au congrès international d'Amsterdam (août 1904), — malgré l'opposition de Jaurès, qui revendiquait pour les socialistes de chaque pays la liberté de leur tactique, — le délégué allemand Bebel, les délégués français Jules Guesde et Vaillant firent adopter la motion du congrès de Dresde, condamnant toute « politique de concessions à l'ordre établi ». L'année suivante, les groupements socialistes français formèrent (avril 1905) le *Parti socialiste unifié : Section française de l'Internationale ouvrière* (S. F. I. O.).



UNE RÉCEPTION OFFICIELLE A PARIS PENDANT LA PRÉSIDENTE D'ARMAND FALLIÈRES. — Le bey de Tunis, Sidi-Mohammed En Nasser, et le président de la République quittent l'Hôtel de Ville entourés des personnages officiels (juillet 1912). — CL. CHUSSEAU-FLAVIENS.



Pour des motifs divers, cette politique sociale se heurtait à une double opposition : celle des conservateurs, exception faite du « parti démocratique chrétien » et des « démocrates catholiques », qui suivaient respectivement les impulsions du comte de Mun et de Marc Sangnier, et celle des socialistes de Jules Guesde et de Vaillant, hostiles à des réformes qui risquaient de détourner le prolétariat de la « lutte des classes », préconisée par Karl Marx. Le congrès socialiste international d'Amsterdam, où prédomina l'influence du parti socialiste allemand (août 1904), avait voté une motion condamnant la politique « réformiste » et la participation ministérielle ; en conséquence, les groupements socialistes français formèrent (avril 1905) le *Parti socialiste unifié, Section française de l'Internationale ouvrière* (S. F. I. O.), avec Jaurès pour chef. La plupart des réformistes, — Millerand, Viviani, Briand — restèrent indépendants et continuèrent d'agir en accord avec les partis de gauche, tandis que les unifiés se retiraient de la délégation des gauches.

D'autre part, l'unité syndicaliste avait été réalisée, lorsque, en 1902, la *Confédération du Travail*, fondée en 1895, groupa en deux sections les associations ouvrières et les Bourses du travail. Les « réformistes » y étaient en minorité, tandis que les « libertaires » prétendaient donner pour cadre à la société future l'organisation syndicale et réaliser leur idéal par l'« action directe », les grèves, le boycottage et le sabotage. L'esprit syndicaliste pénétra certaines organisations de fonctionnaires, en particulier celle des instituteurs et des postiers. Clemenceau prit à l'égard des agitateurs une attitude énergique.

A ce moment, l'ancienne majorité du bloc des gauches est disloquée. La crise née de l'affaire Dreyfus a déterminé un reclassement des anciens partis et la formation de nouveaux groupements à l'intérieur ou à l'extérieur du Parlement. La politique de défense républicaine, soutenue par une partie des socialistes, par les radicaux socialistes et par une forte minorité de républicains de gauche, avait contre elle la majorité des progressistes. En dehors du Parlement, ses idées étaient combattues par l'« Alliance républicaine démocratique », opposée au nationalisme et à l'antisémitisme, mais aussi à l'étatisme. Les « Sillonnistes » entendaient que l'action morale fût la base de l'action législative et de l'action économique. Avec Jacques Piou et Albert de Mun, l'*Action libérale populaire* se proposait de défendre « toutes les libertés nécessaires à la vie de la nation, particulièrement la liberté religieuse », mais sans faire dépendre des « questions touchant à la conscience » la direction de la politique générale. Enfin, Charles Maurras avait rallié à son programme monarchiste les membres de l'*Action française*, fondée en 1899 par Henri Vaugeois : il



CONFÉRENCE SOCIALISTE, faite par Jaurès, le 30 avril 1905, dans les arènes de Béziers. CL. 1

rejetait la souveraineté populaire comme inapte à créer des pouvoirs publics, le principe d'égalité comme antiscientifique, la « Déclaration des droits de l'homme » comme individualiste.

Sous les ministères Briand (juillet 1909-février 1911), Monis (février 1911-juin 1911), Caillaux (juin 1911-janvier 1912), les anciens partis de gauche ne réussirent pas à constituer une véritable majorité. Le projet de réforme électorale sur la base de la représentation proportionnelle ne fut voté qu'en 1913 : Briand l'avait déposé aussitôt après les élections législatives de 1910, qui n'avaient pas sensiblement modifié la situation respective des partis.

Cependant, les questions extérieures passaient au premier plan. Les relations franco-allemandes étaient affectées par la crise marocaine, et la crise balkanique créait dans l'Europe entière un état de malaise et d'inquiétude qui eut sa répercussion sur la politique intérieure de la France.

Les ministères Monis et Caillaux eurent à régler le conflit provoqué par l'envoi d'un bateau de guerre allemand, le *Panther*, devant le port marocain d'Agadir. Après des négociations difficiles et délicates, un accord fut signé le 4 novembre 1911. La Chambre l'approuva ; mais, à la commission du Sénat chargée de l'examen du projet, un incident se produisit qui amena la retraite du cabinet, après celle du ministre des Affaires étrangères. Le président du Conseil étant intervenu personnellement dans la négociation, de Selves ne voulut pas assumer la responsabilité d'une politique « à laquelle faisaient défaut



JEAN JAURÈS (1859-1914). CL. H. MANUEL.



RENÉ VIVIANI (1863-1925). CL. H. MANUEL.



ARISTIDE BRIAND (né en 1862). CL. H. MANUEL.





LES REMPARTS D'AGADIR (Maroc). CL. GIRAUD.

l'unité de vues et l'unité d'action solidaire ». C'est alors que fut formé, avec un programme de politique nationale et d'accord entre républicains, le ministère Poincaré (janvier 1912-janvier 1913). Des personnalités de premier plan, comme Briand, Delcassé, Léon Bourgeois, en faisaient partie. Le cabinet fit voter par le Sénat la convention franco-allemande, encore qu'elle nous imposât de douloureux sacrifices en Afrique équatoriale ; puis, il ouvrit des pourparlers, tant avec le sultan Moulay Hafid qu'avec le gouvernement espagnol, en vue de l'organisation du protectorat marocain.

Poincaré, qui eut aussi à intervenir dans les affaires d'Orient, s'efforça de pratiquer à l'intérieur une politique engageant, par son unité de vues, la solidarité de tous les membres du gouvernement. Et c'est lui qui, le 17 janvier 1913, — le septennat de Fallières ayant pris fin — fut élu à la première magistrature par une majorité composée de républicains modérés, de radicaux dissidents et de conservateurs. Il avait obtenu 483 voix contre 296 au ministre de l'Agriculture, Pams, candidat des radicaux, et 69 à Vaillant, candidat des socialistes.

**LA PRÉSIDENTENCE POINCARÉ JUSQU'À LA GRANDE GUERRE.** — Briand, maintenu à la tête du gouvernement, posa devant le Sénat la question de confiance au sujet de la réforme électorale. La droite, les progressistes, les socialistes étaient favorables au système de la représentation proportionnelle, combattue par les radicaux socialistes. La Haute Assemblée, à la voix de Clemenceau, ayant adopté un amendement maintenant la règle majoritaire, Briand abandonna le pouvoir (18 mars 1913). Il eut pour successeur un républicain progressiste, Louis Barthou (mars-décembre 1913).

Barthou déclara intangibles les lois scolaires et la loi de séparation, mais à la condition qu'elles fussent appliquées sans tracasseries, sans partialité, et sa politique d'« apaisement » lui valut l'hostilité des socialistes, des républicains socialistes, des radicaux, qui le renversèrent sur la question de l'immunité de la rente.

La durée du service militaire personnel avait été réduite à deux ans par la loi du 21 mars 1905 : Barthou put, non sans peine, faire voter le retour au service de trois ans, mesure de prudence et de sauvegarde que l'accroissement des forces militaires allemandes avait rendue nécessaire. Les partis avancés firent une vive opposition au projet, que défendit le général Joffre, chef d'état-major général de l'armée (loi du 13 juillet 1913).

Les radicaux et les socialistes s'étaient opposés à la formation d'un nouveau cabinet de conciliation. Le sénateur Gaston Doumergue constitua un gouvernement radical-socialiste (décembre 1913-juin 1914), mais ne voulut conserver le pouvoir que jusqu'aux élections législatives de 1914, qui se firent sur trois questions essentielles : réforme électorale, durée du service militaire, impôt fiscal. Les partis d'extrême gauche en sortirent singulièrement accrus : 102 socialistes unifiés, 23 républicains socialistes, 201 radicaux socialistes.

Et ils renversèrent, le jour même où il se présenta devant la Chambre (12 juin 1914), le ministère Ribot, qui s'était déclaré résolu à pratiquer une politique nettement républicaine et laïque, mais antirévolutionnaire. Viviani forma alors un cabinet radical-socialiste favorable à l'impôt sur le revenu, à la défense laïque, à la représentation proportionnelle, à l'allégement des charges militaires. Les luttes politiques s'annonçaient donc comme très vives et, dans le pays aussi bien qu'au Parlement, l'atmosphère était enfiévrée, lorsque éclata l'agression allemande, à l'heure où le président de la République et le président du Conseil étaient en Russie. Le coup de tonnerre purifia l'air, nettoya le ciel, et le vibrant appel de Poincaré groupa tous les Français en « union sacrée » pour l'amour et la défense de la patrie en danger.

La fourberie de l'Allemagne était si évidente que la mobilisation, même dans les milieux révolutionnaires, ne rencontra aucune résistance : tous se mirent alors au-dessus des considérations de parti.

## BIBLIOGRAPHIE

ANDRIEUX (L.), *A travers la République* (1926). — BERTRAND (A.), *Les Origines de la troisième République, 1871-1876* (1911). — BOUNIOLS (Gaston), *Thiers au pouvoir* (1921). — BLANC (Louis), *Histoire de la Constitution du 23 février 1875* (1878). — BLOCH (R.), *Le Régime parlementaire en France sous la troisième République* (1905). — CHESNELONG, *La Campagne monarchique d'octobre 1873* (1895). — CHEYSSAC (L. de Dom Besse), *Une page d'histoire politique ; le Ralliement* (1909). — DAUDET (E.), *Souvenirs de la présidence de Mac-Mahon* (1888). — DEBIDOUR (A.), *L'Église catholique et l'État sous la troisième République* (1908-1909, 2 vol.). — DENIS (Samuel), *Histoire contemporaine* (1897-1899, 4 vol.). — DESCHANEL (Paul), *Gambetta* (1920). — DREUX-BRÉZÉ, *Notes et Souvenirs* (1903). — DU BARAIL (général), *Mes souvenirs* (1894-1896, 3 vol.). — DUBIEF (F.), *La Rupture avec le Vatican* (1904). — DUTRAIT-CROZON, *Précis de l'affaire Dreyfus* (1909). — FERRATA (cardinal Dominique), *Mémoires* (Rome, 1920, 3 vol.). — FREYCINET, *Souvenirs* (1913, 2 vol.). — GAMBETTA (Léon), *Discours et plaidoyers politiques*, publ. par J. Reinach (1881, 3 vol.). — HOSOTTE (Louis), *Histoire de la troisième République* (1910). — GOYAU (G.), *Le Cardinal Lavignerie* (1925). — HANOTAUX (G.), *Histoire de la fondation de la troisième République* (1925, 2 vol. parus). — JACQUES (L.), *Les Partis politiques sous la troisième République* (1913). — LACOMBE (Ch. de), *Journal politique* (1907-1908, 2 vol.). — LAVEILLE (Mgr), *Chesnelong* (1913). — LAVISSE, *Histoire de France contemporaine*, t. VII et VIII, par Ch. Seignobos (1921). — LOTH (Arthur), *L'Échec de la restauration monarchique* (1910). — LECANUET (le P.), *L'Église de France sous la troisième République* (1910-1912, 3 vol.). — MARCÈRE (de), *L'Assemblée nationale de 1871* (1904-1907, 3 vol.). — *Histoire de la République, 1876-1879* (1909-1910, 2 vol.). — MEAUX (V<sup>ie</sup> de), *Souvenirs politiques, 1871-1877* (1905). — MERMEIX, *Les Coulisses du boulangisme* (1890). — MICHEL (G.), *Léon Say, sa vie, ses œuvres* (1899). — PETIT (Maxime), *Histoire contemporaine de la France, 1871-1914* (nouv. éd., 1925). — RAMBAUD (A.), *Jules Ferry* (1903). — RECLUS (M.), *Jules Ferry* (1913). — RANC, *Souvenirs, Correspondance* (1913). — REINACH (Joseph), *La Vie politique de Gambetta* (1912). — *Histoire de l'affaire Dreyfus* (1901, 4 vol.). — SIMON (P.-F.), *A. Thiers, chef du pouvoir exécutif et président de la République française* (1911). — THIERS, *Notes et souvenirs, 1870-1873* (1903). — VALFREY, *Histoire du traité de Francfort et de la libération du territoire* (1874-1875, 2 vol.). — VIZETELLY, *Republique France, 1870-1912* (Boston, 1913). — ZEVORT (E.), *Histoire de la troisième République* (1896-1897, 3 vol.).

BLUM (Léon), *Les Congrès ouvriers et socialistes français* (1901). — PAUL LOUIS, *Histoire du parti socialiste en France, 1871-1914* (1922). — PIROU (Gaëtan), *Les Doctrines économiques en France depuis 1870* (1925). — POUGET (E.), *La Confédération générale du travail* (1910). — SEILHAC (L. de), *Les Congrès ouvriers en France, 1876-1897* (1899). — WEILL (Georges), *Histoire du mouvement social en France* (1852-1924). — ZÉVAËS (A.), *Le Parti socialiste de 1904 à 1923* (1923).

## Grande-Bretagne.

La loi électorale de 1867, en portant à près de 3 millions le nombre des électeurs et en étendant le droit de vote aux ouvriers, donna une vive impulsion à la vie politique anglaise. Pour obtenir l'appui des masses populaires et les discipliner en vue de leurs fins électorales, les partis traditionnels abandonnèrent leur caractère aristocratique et quasi familial. Le succès local remporté par l'organisation libérale de Birmingham, créée pour empêcher la représentation des minorités prévue par la loi de 1867, détermina la fondation, dans tout le pays, de comités analogues qui finirent par se fédérer en 1877 : les congrès de la Fédération dirigeaient la politique du parti, en rédigeaient le programme ou « plat form », en déterminaient le « cri de ralliement ». Une force nouvelle apparaissait, une dictature d'un nouveau genre, fondée sur la popularité du chef et que Gladstone inaugura pour le parti libéral. Les conservateurs, à leur tour, pour disputer à leurs adversaires



POINCARÉ, président de la République (1913-1920). CL. BRAUN.



la clientèle électorale, s'organisèrent sur un programme démocratique. Leur chef, Benjamin Disraëli, l'auteur du roman social *Sybil*, fit des avances aux ouvriers, et ils retrouvèrent leur influence, presque entièrement perdue depuis 1832. De 1871 à 1914, les deux partis alternèrent au pouvoir : les libéraux gouvernèrent de 1871 à 1874, de 1880 à 1886, de 1892 à 1895, de 1905 à 1914, et les conservateurs de 1874 à 1880, de 1886 à 1892, de 1895 à 1905.

Le ministère Gladstone (1868-1874) entreprit une série de réformes intérieures. Pour pacifier l'Irlande, dont l'agitation avait recommencé avec les attentats des « fenians », il supprima le caractère officiel de l'Eglise anglicane en Irlande et il s'efforça de protéger les tenanciers irlandais contre les évictions abusives ; mais, l'agitation continuant, il dut prendre des mesures coercitives contre les agitateurs. Un parti politique irlandais fut fondé en 1873, qui réclamait le « home rule », c'est-à-dire l'autonomie dans le cadre de l'Empire. Une série de mesures organisèrent l'enseignement primaire, créèrent des districts pour l'hygiène publique, développèrent les institutions locales ou régionales élues, et un « Local government board » (1871) constitua l'embryon d'un ministère de l'Intérieur. La suppression de la vénalité des charges dans l'armée, l'établissement de concours pour le recrutement de la plupart des fonctionnaires, restreignirent les privilèges de l'aristocratie, et le scrutin secret, établi en 1872, donna aux électeurs plus d'indépendance. Les ouvriers, groupés dans leurs « Trade Unions », obtinrent la reconnaissance civile de leurs syndicats, avec droit d'ester en justice ; mais la majorité libérale les mécontenta en leur refusant le droit de « picketing », c'est-à-dire le droit de surveiller les établissements où une grève avait été proclamée.

Aux élections de 1874, répondant aux avances de Disraëli, ils firent arriver aux Communes une majorité conservatrice. Le ministère Disraëli abolit en 1875 l'ancienne loi « Maître et Serviteur » qui, dans les rapports entre patrons et ouvriers, donnait l'avantage aux patrons ; le droit de grève fut reconnu sans restriction ; des lois protectrices du travail des femmes et des enfants, une loi sur les accidents du travail et, en 1878, un code du travail, furent votés. En dehors de ces réformes sociales, le ministère Disraëli fut surtout un ministère « impérialiste » ; les guerres contre les Afghans et contre les Zoulous, le projet de Dominion austral avec les Républiques boers, l'intervention dans la question d'Orient pour la défense de l'Empire ottoman, furent les principales manifestations de son activité. Le couronnement de la reine Victoria comme impératrice des Indes (1876), le congrès de Berlin (1878) en marquèrent le triomphal succès.

Mais les difficultés financières causées par cette politique déterminèrent un revirement de l'opinion, et les élections de 1880 ramenèrent Gladstone au pouvoir. Il allait se trouver de nouveau en présence de la question d'Irlande et d'une profonde agitation agraire : les tenanciers irlandais protestaient contre les évictions, boycottant les landlords, et les députés irlandais empêchaient, par l'« obstruction », le fonctionnement de la machine parlementaire. Ces moyens d'action, le député Parnell les avait perfectionnés et coordonnés, sans parler des subventions qu'il avait obtenues de nombreux compatriotes établis en Amérique. En 1881, Gladstone fit reconnaître aux tenanciers le droit de céder leurs « tenures » et celui de faire fixer par le juge le prix des fermages, qui subirent ainsi une diminution sensible. Mais l'agitation persista ; il fallut adopter, à la Chambre des communes, le système de la clôture contre l'obstructionnisme, et, en Irlande, prendre des mesures de répression ; Parnell fut arrêté ; les violences et les attentats des nationalistes irlandais extrémistes empêchèrent la réalisation d'un accord entre Gladstone et le député prisonnier.

En 1884, sur la demande de la Fédération libérale, une nouvelle loi électorale répartit les sièges suivant un plan uniforme et assimila les comtés aux bourgs pour la franchise électorale : par l'accession des ouvriers agricoles, le nombre des électeurs passa de 3 millions à près de 6 millions.

Aux élections de 1885, les libéraux eurent la majorité (333 sièges), mais Parnell avait fait élire 86 députés « home rulers », qui, en votant avec les 251 conservateurs, pouvaient renverser le gouverne-



GLADSTONE (1809-1898).  
CL. STEREOSCOPIC CO.



CHARLES STEWART PARNELL (1846-1891).  
CL. STEREOSCOPIC CO.



JOSEPH CHAMBERLAIN (1836-1914).  
CL. ELLIOTT AND FRY.

ment. Gladstone, d'accord avec Parnell, proposa d'accorder à l'Irlande son autonomie : le comté de l'Ulster, peuplé d'Écossais presbytériens, protesta violemment, et, aux Communes, le bill fut repoussé par une coalition des conservateurs et une centaine de libéraux et de radicaux (dont Chamberlain). Gladstone en appela au corps électoral. Les « unionistes » — conservateurs et libéraux partisans du maintien de l'union avec l'Irlande — l'emportèrent avec près de 400 sièges. Pour satisfaire ses alliés libéraux, le ministère conservateur Salisbury fit voter la création de comtés urbains et ruraux, administrés par des conseils élus. Ainsi disparut le dernier vestige de l'ancien privilège administratif de la gentry rurale. En Irlande, les lois répressives, l'appui du clergé obtenu par des négociations avec le pape Léon XIII et surtout la division du parti irlandais provoquée par un procès en adultère intenté à Parnell, atténuèrent l'acuité du mouvement. Les élections de 1892 n'assurèrent aux libéraux et aux Irlandais qu'une majorité précaire.

Le ministère Gladstone voulut instituer des conseils de paroisse élus, mais il se heurta à l'opposition des lords pour tous ses projets démocratiques, comme pour l'établissement du *home rule*. Ne pouvant obtenir du cabinet une dissolution sur un programme comportant la réforme de la Chambre haute, Gladstone se retira (1894) et son successeur Rosebery ajourna toutes les réformes.

Aux élections de 1895, les unionistes obtinrent une majorité de 152 voix. Salisbury forma un ministère dont la personnalité dominante fut Chamberlain, l'ancien député radical de Birmingham, que l'unionisme avait rapproché des conservateurs. Les affaires étrangères passèrent au premier plan : conflit avec le Venezuela, conflit avec les Républiques boers, conflit avec la France au sujet de Fachoda, politique d'intervention en Chine (1898), politique d'expansion dans le Pacifique et en Afrique, furent les principales manifestations de cet « impérialisme » conquérant et coûteux.

Après l'avènement d'Edouard VII, monté sur le trône en 1901, les rapports entre la France et l'Angleterre devinrent plus confiants : la politique du cabinet français Delcassé, celle du ministère conservateur Balfour, et l'influence personnelle du roi, amenèrent le rapprochement que consacrèrent officiellement les accords coloniaux de 1904, suivis de la convention franco-japonaise du 12 août 1905.

Un bill tendant à doter l'Irlande du *self government* avait été adopté en 1898 : la loi agraire de 1903 facilita la constitution, dans l'île, d'une petite propriété paysanne, et l'on pouvait s'attendre tout au moins à une accalmie. Mais un parti extrême, le *sinn fein* (nous-même) se montra résolument hostile à toute « sujétion » étrangère aussi bien qu'à la politique de collaboration des anciens autonomistes. En même temps, une crise industrielle et commerciale, l'organisation de nouveaux syndicats groupant les travailleurs pour des batailles économiques comme la grève des dockers de 1889, la pénétration dans le monde ouvrier des idées socialistes propagées par les disciples de Karl Marx (tel Hyndman) ou par les « intellectuels » temporisateurs de la « Fabian Society », ou encore par les ouvriers de l'indépendant Labour party (Keir Hardie), amenèrent la formation d'un grand parti ouvrier parlementaire, distinct des partis traditionnels : le tonnelier W. Crooks fut élu dans le « fief » de Woolwich. Enfin, le parti conservateur se divisait à propos de la propagande de Chamberlain en faveur de l'abandon du libre-échange et de l'établissement d'un régime protectionniste.

Les libéraux revinrent au pouvoir — sous la présidence de Henry



LA REINE D'ANGLETERRE, ALEXANDRA, passant une revue des troupes coloniales à Londres (1<sup>er</sup> juillet 1902).

CL. GRIBATÉDOFF.

Campbell Bannermann, puis d'Asquith — après les élections de 1905, qui envoyèrent aux Communes une trentaine de députés du Labour party. Le gouvernement fit passer un certain nombre de bills sur les grèves, la protection du travail, la surveillance du travail à domicile, les assurances sociales, les retraites pour les vieillards. L'application de ces lois sociales exigeant des crédits considérables, le chancelier de l'Échiquier, Lloyd George, voulut les demander à une majoration de l'impôt sur le revenu et à la taxation des capitaux oisifs. Après deux dissolutions et le retour de la même majorité en 1910, les lords se décidèrent à céder; la Chambre haute n'eut plus que le droit de suspendre pendant deux ans l'exécution des mesures votées par les Communes.

Entre 1900 à 1914, des mouvements populaires agitèrent gravement la Grande-Bretagne. En dehors des manifestations plus bruyantes qu'efficaces des « suffragettes », une suite de grandes grèves (dockers, matelots, cheminots, mineurs surtout) manifesta la force des organisations ouvrières. En 1912, le gouvernement dut intervenir dans la grève des mineurs et fit décider l'établissement d'un salaire minimum établi régionalement par des commissions paritaires.

En Irlande, où le home rule avait été enfin établi (1912), les protestants de l'Ulster ou « orangistes », sous la direction de Carson, se concertèrent pour résister par la force; ils étaient soutenus par les conservateurs anglais et comptaient des amitiés nombreuses parmi les officiers. Les nationalistes s'organisèrent à leur tour et la guerre civile était imminente quand éclata le conflit européen de 1914.

Le roi George V avait succédé à Édouard VII en 1910: il se montra, comme son père, respectueux des traditions constitutionnelles de l'Angleterre.

### Allemagne.

La proclamation de l'Empire à Versailles et le traité de Francfort avaient achevé l'unité allemande. Sous Guillaume I<sup>er</sup> (1871-1888), sous son fils Frédéric III (mars-juin 1888) et au début du règne de Guillaume II, la direction des affaires appartient au prince de Bismarck, chancelier de l'Empire et premier ministre du royaume de Prusse.

Tandis qu'à l'extérieur Bismarck donnait pour fondement à sa politique un système dirigé contre la France (1), à l'intérieur il organisait le gouvernement de manière à concentrer toute la vie politique dans la personne du kaiser et dans celle de ses ministres. Son réalisme faisait place à toutes les forces du pays: le Reichstag, élu au suffrage universel, représentait les aspirations nationales et démocratiques; le

Bundesrath sauvegardait les sentiments particularistes des États et la dignité des souverains; mais le pouvoir réel appartenait à l'empereur, maître sans partage de l'armée et de la politique, choisissant librement le chancelier et les ministres, responsables devant lui seulement. Comme roi de Prusse, il disposait, au Bundesrath, de 17 sièges sur 58, et son influence lui assurait aisément la majorité relative, sinon la majorité des deux tiers nécessaires pour reviser la Constitution. Comme empereur, il pouvait convoquer et dissoudre à son gré le Reichstag, où les partis étaient si nombreux, si opposés les uns aux autres, qu'il était possible d'y obtenir une majorité de coalition, et il avait le moyen, par la dissolution, de briser les résistances.

L'organisation de l'Empire fut complétée par la création d'une monnaie uniforme (1873), par l'institution d'une Banque d'Empire (1875), par l'établissement d'une administration judiciaire commune (1877). En même temps, l'armée était rendue, dans une large mesure, indépendante des fluctuations politiques, les dépenses militaires étant votées tous les cinq ans, puis seulement tous les sept ans.

Bismarck eut tout d'abord à lutter contre le parti catholique, le « centre », dont le fondateur, Windthorst, fit, avec l'appui du clergé, un parti puissant, qui finit par disposer du quart des sièges et qu'animaient, outre l'esprit de son chef — un Hanovrien hostile à l'annexion de son pays par la Prusse — les sentiments particularistes de la Bavière et des provinces rhénanes. Bismarck prit prétexte de l'opposition des « vieux-catholiques » au dogme de l'infailibilité pontificale, pour engager la lutte: il restreignit les droits du clergé en matière d'enseignement, expulsa les jésuites, rompit avec le Vatican. Les « lois de mai » (1873-1874-1875) obligèrent les ecclésiastiques à faire une partie de leurs études dans les Universités, organisèrent la surveillance des séminaires, établirent l'état civil et le mariage civil dans tout l'Empire. Le conflit s'envenima à tel point que des évêques furent incarcérés. Le pape ayant condamné la « persécution », Bismarck affirma qu'il n'irait pas à Canossa et soutiendrait jusqu'au bout la « lutte pour la civilisation » (*Kulturkampf*).

Les nationaux-libéraux, qui l'avaient soutenu, avaient fait adopter un tarif libre-échangiste et le principe de la non-intervention de l'État dans les questions sociales. Mais lorsque les métallurgistes allemands, désireux de protéger leurs industries naissantes contre la concurrence étrangère, réclamèrent des droits protecteurs, Bismarck accepta d'autant mieux leur programme qu'il y voyait le moyen de se procurer les ressources nécessaires à la vie du Reich sans passer par les Assemblées, et il se rallia, d'autre part, aux idées des économistes qui proposaient des réformes pour améliorer la condition des travailleurs. Il rompit alors avec les nationaux-libéraux et se rapprocha des catholiques; les « lois de mai » furent abandonnées (1880), les relations avec le Vatican rétablies. En échange, le « centre » vota le régime protectionnisme, le rachat des chemins de fer et toute une législation ouvrière, notamment les retraites en cas d'accident, de maladie ou de vieillesse.

Cette politique de Bismarck avait aussi pour but de détacher les ouvriers du parti socialiste unifié, organisé, fortement dirigé par Liebknecht et Bebel (1875), et dont la force s'affirmait grandissante.

Profitant de l'émotion provoquée par deux attentats contre l'empereur en 1878, il fit voter, après dissolution du Reichstag, une loi exceptionnelle contre la propagande socialiste, et qui fut prorogée jusqu'en 1890. Les socialistes, réduits chez eux à l'impuissance, tinrent des congrès à l'étranger, introduisirent en contrebande des journaux et des brochures de propagande, continuèrent la lutte électorale. En 1874, en 1884, et 1890, ils obtinrent respectivement 340 000, 550 000 et 1 400 000 voix, avec 9, 12 et enfin 24 représentants.

L'accord avec le « centre » fut rompu à l'occasion de la politique coloniale. Après de longues hésitations motivées par son désir de ne pas heurter l'Angleterre, Bismarck s'était décidé à soutenir les Sociétés coloniales fondées sur l'initiative des explorateurs, des professeurs et des commerçants. En 1884, après l'occupation du Togo, du Cameroun, du Sud-Ouest africain allemand, de l'Afrique orientale allemande, le chancelier provoqua la réunion de la Conférence de Berlin

(1) Sur l'alliance des trois empereurs et la Triple-Alliance, voir la section suivante.



pour régler la question du partage de l'Afrique (1885). Le « centre » refusa les crédits nécessités par ces occupations et les députés furent renvoyés devant les électeurs. La dissolution coïncidant avec l'agitation boulangiste en France, le chancelier laissa entrevoir l'éventualité d'une guerre. Conservateurs et nationaux-libéraux se coalisèrent alors sur un programme de défense politique; ils formèrent une majorité grâce à laquelle Bismarck gouverna jusqu'à sa retraite.

Frédéric III avait succédé à son père, et, tout en annonçant la résolution d'imprimer à sa politique un caractère libéral, il ne s'était pas séparé de Bismarck; mais, emporté par un mal terrible, il ne régna que quatre-vingt-dix jours (1888), et le nouvel empereur, Guillaume II, jeune, actif, orgueilleusement pénétré de sa mission, n'entendit pas sacrifier ses prérogatives. Il entra en conflit avec le chancelier à l'occasion des projets de lois ouvrières inspirés par le parti chrétien-social, et surtout sur la question des rapports entre le kaiser et les ministres. Bismarck n'admettait pas que l'empereur-roi communiquât directement avec les secrétaires d'Etat; il donna sa démission lors de la réunion à Berlin de la Conférence ouvrière convoquée par Guillaume II et, de sa retraite, il manifesta à plusieurs reprises son tenace ressentiment; l'impératrice mère, qui détestait Bismarck, jugea tout à fait incorrecte la forme dans laquelle fut congédié le chancelier de fer.

En prenant « le poste d'officier de quart sur le navire de l'Etat », Guillaume II déclara que « la route restait la même ». En fait, le chancelier Caprivi pratiqua une politique quelque peu différente et rompit avec les pratiques brutales du chancelier déchu. Il cessa d'appliquer les lois d'exception contre les socialistes, tempéra par la conclusion de traités de commerce la rigueur du protectionnisme bismarckien, fit dispenser les séminaristes du service militaire et favorisa en Prusse l'enseignement primaire confessionnel, essaya de gagner les Polonais par des concessions au clergé catholique. Néanmoins, en 1893, un projet d'augmentation du contingent fut rejeté par l'opposition du « centre ». Le gouvernement obtint, par de nouvelles élections, une majorité, mais les socialistes disposaient de 44 sièges, et l'empereur congédia Caprivi, en même temps que le président du conseil prussien, Eulenburg. Si le nouveau chancelier, prince de Hohenlohe, ne réussit pas à faire passer une loi de répression, l'administration, par une surveillance active, s'efforça de gêner l'activité du parti socialiste.

A cette époque, le ministre des Affaires étrangères, prince de Bulow, donna une énergique impulsion à l'expansion maritime, économique et coloniale. Il obtint en Turquie des avantages commerciaux et, en Chine, la concession de Kiao-Tchéou; il décida l'envoi du maréchal de Waldersee en Extrême Orient, lors de l'insurrection des Boxers; il acheta à l'Espagne les Mariannes et les Carolines, aux-

quelles s'ajouta un peu plus tard une partie des Samoa. Pendant la guerre du Transvaal, il se déclara pour l'Angleterre, alors que l'opinion allemande était favorable aux Boers.

C'est lui qui, en 1900, remplaça le prince de Hohenlohe dans les fonctions de chancelier. Il donna satisfaction aux « agrariens » par l'application de tarifs protectionnistes, votés malgré l'opposition des libéraux et celle des socialistes qui, aux élections de 1902, eurent 83 députés, avec plus de 3 millions de voix. Le gouvernement fit au « centre » des concessions importantes (la loi sur l'expulsion des jésuites fut rapportée); mais il fut conduit, à la longue, à secouer le joug d'un parti qui désapprouvait le développement de la marine et la germanisation des Polonais dans l'Est. Le Reichstag fut dissous : cette fois, les élections donnèrent la majorité aux conservateurs libéraux, et les socialistes perdirent nombre de sièges (février 1907).

Le nouveau Reichstag vota, sans difficulté, le budget et les crédits pour l'Afrique du Sud-Ouest; la « consolidation du germanisme » fut activement poussée dans les provinces de Prusse-Orientale et de Posen. Il se produisit, l'année suivante, un singulier incident d'ordre constitutionnel. Dans une interview accordée à un journaliste anglais, l'empereur déclara qu'il était, lui, à la différence de son peuple, très anglophile, et que, pendant la guerre du Transvaal, il avait envoyé un plan d'opérations à la reine Victoria et empêché une intervention franco-russe en faveur des Boers. Lorsque ces déclarations parurent dans le *Daily Telegraph*, les représentants de tous les partis au Reichstag interpellèrent le chancelier et exigèrent qu'il fit des remontrances au souverain. Bulow s'exécuta; puis, comprenant que son rôle était terminé, il céda la place à Bethmann-Hollveg (juillet 1909). Dès lors, l'histoire de l'Allemagne fut dominée par les questions de politique extérieure, en particulier par les interventions dans la question du Maroc, par la répercussion des crises balkaniques sur l'alliance austro-allemande et sur l'influence allemande en Turquie. Interprétant comme une menace l'alliance franco-russe, l'entente avec l'Angleterre, les accords méditerranéens et les traités asiatiques, le gouvernement de Berlin ne cessa, à partir de 1911, d'augmenter les effectifs et de se préparer à la guerre. Le pangermanisme devient de plus en plus ardent et agissant. La politique est mise, par le gouvernement, au service de l'industrie et du commerce.

Dès sa fondation, l'Empire allemand avait rencontré une triple opposition sur le terrain des nationalités : les Danois du Slesvig, les Polonais — que n'avaient pu réduire ni les colonies d'immigrants, ni les avances dans les moments de tension germano-russe, ni les mesures de rigueur —, enfin les Alsaciens-Lorrains, dont les députés au Reichstag, élus en 1874 après trois années d'administration dictatoriale antifrançaise, renouvelèrent la protestation qu'avait entendue l'Assemblée nationale. Un mouvement s'étant produit en faveur de l'autonomie, le gouvernement impérial donna à la « Terre d'Empire » un *statthalter*, assisté d'une Commission régionale, et le premier de ces gouverneurs, Manteuffel, administra les provinces annexées avec modération. Mais en 1881, contrairement à son attente et à son désir formellement exprimé, les Alsaciens-Lorrains élurent 15 députés protestataires. Les rigueurs recommencèrent; elles redoublèrent de violence après les élections de 1887, année où un incident de frontière — l'incident Schnæbelé — avait tendu les relations franco-allemandes, et on essaya du système de la germanisation par immigration. L'opposition prit alors une forme nouvelle : le parti autonomiste se reconstitua; les ouvriers des centres industriels votèrent pour des socialistes, les catholiques des campagnes pour le « centre ». En 1911, une Constitution fut accordée à l'Alsace-Lorraine. Le *statthalter*, nommé par l'empereur, désignait trois délégués au Bundesrath; les lois et le budget provincial seraient soumis à un Landtag, formé d'une Chambre haute — composée de hauts dignitaires, de représentants des villes, de chambres de commerce et d'agriculture, de délégués de l'empereur — et d'une seconde Chambre, élue au suffrage universel. Ces concessions n'eurent



MONUMENT DE L'EMPEREUR GUILLAUME I<sup>er</sup>, A BERLIN. CL. S. WILLIAMS.



WINDTHORST (1812-1891). CL. E. OERTEL



BEBEL (1840-1913). CL. J. HÜLSER





COMTE TAAFFE (1833-1895).  
CL. R. KRZIWIACK.



F.-L. RIEGER (1818-1903).  
CL. H. ECKERT.



COMTE ALBERT-GEORGES APPONYI  
(1846-1925). CL. KOLLER.

pas les résultats escomptés, et, si l'opposition du Reichstag empêcha le gouvernement de revenir au régime de la dictature, les Alsaciens-Lorrains furent désormais soumis à un régime de vexations auquel vint bientôt mettre fin le retour à la mère patrie.

### Autriche-Hongrie.

Vaincu à Sadowa, dépouillé de la présidence de la Confédération germanique, François-Joseph, aux prises avec les nationalités hétérogènes qui formaient son Empire, s'était résigné au système dualiste, qui avait le tort de sacrifier les Slaves, pourtant plus nombreux que les Allemands et les Hongrois. Aussi les Tchèques, en particulier, ne cessèrent-ils de protester contre un régime constitutionnel qui violait les droits historiques de la Bohême et de formels engagements. La politique intérieure de l'Autriche ne cessa donc d'être agitée et confuse. L'empereur François-Joseph, de formation allemande et de tempérament absolutiste, prit parti tantôt pour les Allemands, à la fois centralistes et libéraux, tantôt pour les minorités nationales slaves, à la fois fédéralistes et favorables à un régime aristocratique.

Au ministère libéral allemand Auersperg (1867-1871), qui fit voter l'établissement du mariage civil et l'organisation de l'enseignement par l'État, succéda le ministère fédéraliste Hohenwart, dont firent partie deux ministres tchèques. Il projeta la conclusion d'un compromis entre l'Autriche et la Bohême analogue au compromis austro-hongrois ; mais il se heurta à l'opposition des Allemands et des Magyars aussi bien qu'aux répugnances de l'empereur, et il démissionna (octobre 1872). Auersperg, revenu au pouvoir, essaya, par un remaniement de la loi électorale, de réduire le nombre des représentants tchèques et polonais au Parlement ; il s'attaqua, d'autre part, comme Bismarck, à l'influence du clergé. Les fédéralistes, soutenus par les catholiques et bénéficiant du mécontentement provoqué par les dépenses d'occupation de la Bosnie-Herzégovine, lui firent une vive opposition ; il tomba en février 1879. L'occupation de ces pays, vue d'un bon œil à Berlin, ne pouvait que déplaire à Budapest, puisqu'elle renforçait les éléments slaves.

L'empereur fit alors appel à un de ses familiers, le comte Taaffe, qui sut se maintenir au pouvoir pendant plus de quatorze ans (1879-1893). Il s'attaqua au problème tchèque, demeuré en suspens depuis 1871, époque à laquelle François-Joseph avait manifesté des velléités de se faire couronner roi à Prague. Un accord fut élaboré, dans l'automne de 1890, avec les représentants du groupe des « Vieux-Tchèques », dirigé par Rieger ; mais il fut repoussé par le parti des « Jeunes-Tchèques », qui avait pour chefs Gregor et Massaryk, et qui, en 1891, aux élections de la Diète de Prague, obtint la majorité. Taaffe, fatigué des attaques incessantes du parti centraliste allemand, songea à se procurer un Parlement plus souple par l'introduction du suffrage universel en Autriche. Les libéraux et les conservateurs allemands, qui formaient, avec les Polonais, la majorité gouvernementale au Reichsrat, s'insur-

gèrent contre ce projet, et François-Joseph, inquiet d'une politique slavophile désagréable à Budapest et à Berlin, se sépara de son ministre.

Les gouvernements qui se succédèrent ensuite s'imaginèrent que la réforme électorale mettrait fin au conflit grandissant, né de l'opposition des races.

Le prince Windischgrätz, successeur de Taaffe (1893-1895), s'efforça donc d'étendre le droit de suffrage ; il échoua, comme son prédécesseur, devant l'opposition du Parlement. Le comte Badeni (1895-1897), un Polonais, fut plus heureux ; il obtint du Reichsrat le vote de la loi du 14 juin 1896, qui créa une cinquième curie d'électeurs, celle du suffrage universel (un

député par 300 000 habitants), et bientôt les autorités officielles durent employer la langue des parties en cause. Cette décision, pourtant équitable, souleva l'indignation des Allemands ; ils organisèrent au Reichsrat une obstruction systématique, et le successeur de Badeni, le baron Gautsch, rapporta l'ordonnance du 6 avril 1897. Il déclara l'état de siège à Prague, où des troubles graves s'étaient produits ; au Reichsrat, l'obstruction tchèque devint si vive que le compromis austro-hongrois ne put être renouvelé en temps utile.

Ce fut le début d'une crise qui devait durer dix ans, pendant lesquels aucun ministère ne parvint à conserver le pouvoir plus de quelques mois. Le conflit des nationalités atteignit son maximum d'irritation et d'acuité, non seulement entre Allemands et Tchèques, mais aussi entre Allemands et Slováques, entre Polonais et Ruthènes.

Après que Gautsch eut été renversé par la coalition des fédéralistes et des conservateurs, le comte Thun forma un nouveau ministère, favorable aux fédéralistes ; mais les centralistes allemands lui firent une telle opposition que le Reichsrat ne put délibérer, que les Délégations ne purent être réunies. Thun ayant été renversé en 1899, Clary, puis Wittek, puis Körber, puis Gautsch, constituèrent des cabinets à tendances centralistes ; l'obstruction tchèque obligea l'empereur à rendre des ordonnances pour régler le budget et proroger le compromis austro-hongrois.

Le baron de Beck, devenu président du Conseil, proposa et obtint la suppression des curies et l'établissement du suffrage universel. Les lois du 26 janvier 1907 amenèrent un apaisement momentané ; mais l'intolérance des Allemands ranima les querelles de races et de langues ; elles étaient plus ardentes que jamais lorsque François-Joseph précipita, en déchaînant la Grande Guerre, l'écroulement de l'édifice vermoulu dont sa personne, entourée de respect, était encore le soutien le plus solide.

Plus fortement constituée que l'Autriche, moins travaillée par les conflits de nationalités, dirigée par une aristocratie riche et puissante qui donnait au gouvernement une réelle stabilité, la Hongrie imprima à la politique extérieure de la double monarchie ses directions particulières, et son influence ne contribua pas peu à orienter les Habsbourg vers les Balkans.

C'est pour elle surtout que fut avantageux le régime de 1867. Le pouvoir appartenait tout d'abord à une coalition des partis Deak et Tisza : unis sous la dénomination de « parti libéral », ils s'appliquèrent à organiser le nouvel État de Transleithanie et à le magyariser. Les résistances des Roumains de Transylvanie et celles des Slovaques furent facilement surmontées, mais il fallut concéder aux Croates une part assez grande d'autonomie.

L'apparition sur la scène politique, aux élections de 1905, du « parti de l'indépendance », dirigé par Albert Apponyi, Jules Andrássy et François Kossuth, fils du dictateur de 1848, fut le point de départ d'un mouvement en faveur de la transformation du régime dualiste en une simple union « personnelle ». Le « parti de l'indépendance » demandait la substitution du magyar à l'allemand comme langue de



COLOMAN TISZA (1830-1902). CL. KOLLER.



commandement dans la partie de l'armée commune recrutée en Hongrie. C'eût été constituer une armée nationale en Transleithanie et créer un précédent dont auraient pu s'autoriser les autres nationalités : l'empereur s'y refusa. Les « indépendants » critiquaient aussi l'accord spécial fixant la contribution de la Hongrie aux dépenses communes de la monarchie (diplomatie, finances, armée); cependant, malgré les efforts de l'opposition, aux Parlements de Budapest et de Vienne, l'accord fut renouvelé à la fin de décembre 1907, pour dix ans et pour la dernière fois.

### Belgique.

Sous le règne de Léopold II (1865-1909), dont l'attitude constitutionnelle ne fut pas moins correcte que celle de son prédécesseur, le parti catholique disposa le plus souvent du pouvoir.

Au cabinet libéral Frère-Orban succédèrent les cabinets Anethan (1870) et Malou (1871), sous lesquels le parti catholique prédomina, notamment en matière d'instruction publique; mais les élections de 1878 donnèrent la majorité aux libéraux et le roi confia de nouveau à Frère-Orban la mission de constituer un ministère.

Frère-Orban obtint le vote d'une loi qui rendait à l'État la direction de l'enseignement (1879), et la question religieuse prit un caractère d'acuité qu'elle n'avait jamais eu. Les fêtes de l'indépendance belge purent être néanmoins célébrées avec éclat (1880); mais le mauvais état des finances et les divisions du parti libéral aboutirent, lors des élections de mai 1884, à la défaite du gouvernement.

Malou revint aux Affaires, renoua avec le Vatican les relations diplomatiques, interrompues sous le précédent ministère, et déposa un projet de loi tendant à remplacer les écoles d'État par des écoles libres. La question religieuse était devenue si ardente que le roi, en octobre 1884, choisit comme président du Conseil Beernaert qui, tout en partageant les idées du groupe catholique, entendait les appliquer avec modération. S'il remplaça la loi scolaire libérale par une loi conforme aux doctrines de son parti, il se montra prudent dans la réalisation de ses initiatives. Il se trouva bientôt aux prises avec les socialistes. Non seulement les libéraux se pénétraient de l'esprit démocratique sous l'influence de Janson, mais encore et surtout un parti socialiste avait été fondé en 1885, par César Paepe, sur le modèle de la social-démocratie allemande. Le développement industriel et commercial de la Belgique avait concentré dans les vallées de la Sambre et de la Meuse, à Bruxelles et à Anvers, des agglomérations considérables de travailleurs; les chefs du parti les organisèrent fortement en syndicats, en coopératives, dont la principale fut le *Vooruit* de Gand, et utilisèrent les forces ouvrières pour des fins politiques.

Vers le même temps, l'agitation revisionniste devint plus vive. La Belgique était encore régie par la Constitution de 1831, qui avait établi le cens, et une loi du 24 août 1883 avait appliqué en outre le système de l'adjonction des capacités. Les socialistes organisèrent en 1890 de grandes manifestations en faveur du suffrage universel et, comme l'extension du droit de vote était aussi dans le programme du parti libéral, Beernaert s'efforça de réaliser l'accord des partis. Tâche difficile, car la droite était nettement hostile, et la gauche était divisée sur la formule à appliquer.

Après de longs débats, les deux Chambres votèrent, en mai 1892, le principe de la revision, en spécifiant les articles à reviser, et la Constituante se réunit le 12 juillet. Les votes, en matière de revision, devaient être émis par les deux tiers des suffrages au moins; or, le parti catholique ne disposait plus de cette majorité. Les deux questions les plus discutées étaient l'établissement du suffrage universel, réclamé par les gauches, et le referendum, demandé par le roi, mais diversement apprécié par les partis de droite et de gauche. Le rejet de la motion Janson, en faveur du suffrage universel pur et simple, amena une violente agitation ouvrière. Le président du Conseil, craignant de voir l'émeute dégénérer en révolution, conjura la droite de se rallier à la formule Nyssens,



H.-J.-W. FRÈRE-ORBAN (1812-1896).  
CL. GÉRUSET.



A. BEERNAERT (1829-1912).  
CL. FAERONIS.

qui admettait le suffrage universel en le tempérant par le *vote plural*. Le vote de cette proposition à une forte majorité (21 avril 1893) amena une détente dans le pays, et les textes revisés de la Constitution furent sanctionnés par le roi, le 7 septembre 1893.

Il restait encore à examiner le projet de loi électorale, qui tendait à tenir compte de la représentation des minorités. Beernaert donna sa démission, et c'est sous le ministère Burlet — ministère de droite — que la Belgique fit la première expérience du suffrage universel (14 octobre 1894). Le parti libéral sortit presque annihilé de la mêlée, alors qu'une représentation socialiste arrivait au Parlement.

Après Smet de Naeyer (1896-1899), qui dut se retirer devant un nouveau mouvement revisionniste, Vandenpeereboom prit la présidence du Conseil. Pressé par une fraction de la majorité d'instituer la représentation proportionnelle, il proposa cette réforme dans de telles conditions qu'il provoqua une opposition très vive à la Chambre et une émeute dans la rue.

Smet de Naeyer, rappelé par le roi, fit voter (décembre 1899) le scrutin de liste par province avec représentation proportionnelle pour les élections à la Chambre des représentants et pour les élections au Sénat.

L'application de ce système permit au parti libéral de se reconstituer; le parti catholique conserva néanmoins la majorité, mais il se trouva affaibli par la formation d'un groupe dissident, la « jeune droite », sous la direction de Beernaert (1906).

Le roi Albert I<sup>er</sup> succéda à Léopold II (1) en 1909. Broqueville constitua en 1911 un cabinet de droite sans caractère accentué. Le résultat de la consultation électorale de 1912 fut défavorable aux libéraux, et le parti catholique, qui avait paru perdre du terrain, obtint une majorité plus forte tant à la Chambre qu'au Sénat. Mais, en avril 1913, les socialistes recoururent à la grève générale pour obtenir l'abolition du vote plural, et la question fut aussitôt mise à l'étude par le gouvernement.

Les libéraux et les socialistes attaquaient également l'organisation militaire du pays; ils voulaient substituer au tirage au sort le service obligatoire universel. En 1912, pour mettre fin à cette agitation, et sans doute aussi en présence des préparatifs de l'Allemagne, le ministère leur donna satisfaction. La guerre de 1914 devait surprendre la Belgique en pleine réorganisation militaire.

La question des langues tient une place considérable dans l'histoire contemporaine de la Belgique. La région ondulée du Sud-Est et les plaines du Nord et de l'Ouest sont habitées par des populations bien distinctes au point de vue des caractères physiques, de la langue, des aptitudes : les Wallons et les Flamands. Cette dualité ethnique s'est traduite en particulier par un conflit entre les deux langues.



LÉOPOLD II, ROI DES BELGES (1865-1909). CL. GÉRUSET.

(1) Les Chambres ratifièrent, en 1885, l'acceptation par Léopold II de la souveraineté de l'État du Congo, qui fut annexé en 1908. Voir, plus loin L'AFRIQUE CONTEMPORAINE.





ARC DU PALAIS DU CINQUANTENAIRE DE L'INDÉPENDANCE BELGE (1880). — Œuvre de l'architecte parisien Giraud.

dont chacune fut tour à tour prédominante, suivant les fluctuations de la politique : les libéraux étant en général favorables au français et la droite au flamand, parlé surtout par les catholiques. Après la révolution de 1850, la Constitution reconnut au français le caractère de langue officielle. Tout aussitôt, il se forma un mouvement qui ne cessa de se développer, le *flamingantisme*, et qui aboutit à faire consacrer légalement l'usage du flamand en matière de justice, d'administration et d'enseignement. La flamandisation de l'Université de Gand, au détriment de la culture française, ne devait être obtenue qu'en 1923, après une longue bataille : les Allemands, qui n'avaient pas manqué d'exploiter le flamingantisme au profit du pangermanisme, essayèrent, pendant la Grande Guerre, de dissocier l'unité belge en réalisant la séparation administrative des deux régions.

### Pays-Bas.

La vie politique fut plus active en Belgique qu'aux Pays-Bas, où le droit du suffrage était moins étendu, et où Guillaume III intervenait volontiers dans la politique intérieure.

Le roi avait perdu les deux fils nés de son premier mariage avec la princesse Sophie de Wurtemberg, et, du second mariage contracté avec la princesse Emma de Waldeck-Pyrmont, était née la princesse Wilhelmine (1880). D'après la loi fondamentale, la couronne des Pays-Bas est héréditaire dans la famille d'Orange-Nassau par ordre de primogéniture masculine ; à défaut de princes, elle est transmissible aux princesses, d'abord aux filles du monarque, puis à ses petites-filles, puis aux autres parents selon leur degré de consanguinité. Les États généraux, pour éviter toute équivoque — car il n'y avait plus de princes de la dynastie — dressèrent la liste des princesses et de leurs enfants aptes à être successivement appelés à régner (1887).

A la mort de Guillaume III (1890), la princesse Wilhelmine fut proclamée sous la tutelle et la régence de sa mère. En vertu du pacte de famille de 1837, le grand-duché de Luxembourg passa à la ligne de Walram, représentée par le duc Adolphe de Nassau, et l'union toute personnelle qui le liait au royaume depuis 1815 se trouva rompue.

La régence de la reine mère Emma



WILHELMINE, REINE DES PAYS-BAS en 1890.

fut assez paisible. Le régime parlementaire fonctionna désormais régulièrement.

A la suite des élections de 1891, le ministère libéral Tak van Poortvliet remplaça le ministère mixte qu'avait composé le baron Mackay, alors que la première Chambre était en majorité libérale et la seconde conservatrice. Il fit voter l'impôt progressif sur la fortune et la taxe sur les revenus professionnels, mais il ne put faire aboutir le projet conférant l'électorat à tous les citoyens non assistés sachant lire et écrire. En vue de se rendre les catholiques favorables, son successeur Roëll ajourna la question de l'enseignement et celle du service obligatoire ; il obtint l'extension du droit de suffrage (1895), réalisa de nouvelles réformes fiscales, organisa l'arbitrage entre patrons et ouvriers.

Les conservateurs catholiques (provinces rurales du Sud) et les calvinistes orthodoxes, ou antirévolutionnaires, s'unirent contre les libéraux aux élections de 1897 ; les « chrétiens historiques » ou calvinistes dissidents de la petite et moyenne bourgeoisie, ligués à la voix du pasteur Bronsveld, leur firent une vive opposition, et, l'abbé Schæpman ayant déclaré que le moment était venu de gouverner la Hollande selon l'esprit de l'Eglise catholique, les protestants crurent l'Eglise nationale en danger. La masse du corps électoral se détourna de la coalition. C'est le cabinet libéral Beaufort-Pierson qui présida aux fêtes de la majorité po-

litique de la reine (31 août 1898), dont le mariage avec le prince Henri de Mecklembourg-Schwerin fut célébré à La Haye en 1901.

Après la loi sur les assurances ouvrières, les Chambres, malgré les catholiques et les calvinistes antirévolutionnaires, avaient adopté la loi sur l'instruction obligatoire (1900). Le pasteur Kuyper, démocrate chrétien, appelé au pouvoir après les élections de 1901, s'attacha tout particulièrement à reviser les lois sur l'enseignement public : les Universités libres furent mises sur le même pied que les établissements de l'Etat au point de vue de la collation des grades ; les écoles privées reçurent des subventions ; les instituteurs libres se virent, quant au régime des retraites, assimilés aux instituteurs publics. Son programme de restauration de l'Etat tenait en ces mots : « Croyants et chrétiens contre incrédules » ; tous les groupes d'opposition libérale s'unirent pour le renverser, et ils y réussirent aux élections de 1905.

C'est à Amsterdam que la deuxième Internationale tint le fameux congrès socialiste de 1904, dont le retentissement se fit sentir, tout d'abord, dans la Hollande même. Les socialistes qui, en 1897, n'avaient qu'un représentant aux États généraux, en comptèrent 4 en 1905, 7 en 1909, 18 en 1913 ; leurs chefs furent l'avocat Troëlstra et le pasteur Domela Nieuwenhuis. L'agitation qui s'ensuivit (manifestations en faveur de la journée de huit heures, grève générale, etc.) provoqua la réaction des partis d'« ordre », tandis que les socialistes refusaient d'appuyer les libéraux ; mais, en somme, aucun parti ne disposait d'une majorité véritablement solide.

Malgré l'évolution des idées, il faut aussi compter, aux Pays-Bas, avec les traditions religieuses. Alliés sur le terrain politique et social, les catholiques et les antirévolutionnaires ne peuvent s'entendre sur le terrain confessionnel. Ces divisions politiques n'ont pas entravé le développement économique du pays, qui a vu s'accroître sa population et qui connaît, depuis plus d'un tiers de siècle, une prospérité que seule la victoire de l'Allemagne aurait pu compromettre.

### Suisse.

La Constitution de 1848 avait fait de la Suisse un Etat fédératif au lieu d'une Confédération d'Etats. La Constitution du 29 mai 1874 et les amendements dont elle a été l'objet ont orienté de plus en plus





MONUMENT DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE, A BERNE

En vue de faciliter le service régulier des correspondances internationales, les principaux États, liés auparavant par des conventions isolées, constituèrent, par le traité de Berne du 9 octobre 1874, une *Union postale générale*. L'institution, qui reçut au Congrès de Paris, en mai 1878, la dénomination d'*Union postale universelle*, comptait, dès l'origine, 22 États adhérents (37 millions de kil. carrés, 350 millions d'habitants). Le *Bureau international de l'Union* a son siège à Berne. La création de cet organisme international a inspiré au sculpteur Saint-Marceaux le monument inauguré le 4 octobre 1909. — CL. WEHRLI







son évolution dans le sens unitaire et démocratique. Le peuple helvétique jouit des prérogatives les plus étendues, spécialement du *referendum* et du droit d'initiative, qui s'exerce aussi bien en matière simplement législative qu'en matière proprement constitutionnelle.

La vie politique se trouve en quelque sorte soumise à l'action directe et permanente du peuple. A la tendance centraliste du parti radical, désireux de fortifier le pouvoir fédéral, s'est opposée la tendance particulariste des partis catholiques et romands, désireux de sauvegarder l'autonomie des cantons. Dans l'ensemble, les pouvoirs fédéraux se sont accrus, mais lentement, par suite des résistances cantonales, manifestées par l'usage fréquent du *referendum* et du droit d'initiative, dont l'introduction a eu cette conséquence, entre autres, qu'on a cherché à réaliser des réformes pour ainsi dire en dehors du Parlement.

Le gouvernement fédéral rendit l'instruction primaire gratuite, obligatoire et non confessionnelle; mais les cantons furent chargés de

l'organiser, et un *referendum* refusa la création d'un poste fédéral de secrétaire de l'enseignement. Le rachat des chemins de fer, rejeté en 1891 par le suffrage populaire, fut ajourné jusqu'à 1898. Un *referendum* repoussa en 1897 un projet d'institution d'une Banque d'Etat, et la Banque nationale créée en 1906 opéra sous le contrôle de l'Etat, mais resta distincte. L'armée fut organisée en 1874, d'après le principe du service obligatoire. Les cantons conféraient les grades, mais le gouvernement fédéral dirigeait l'instruction, réglant l'armement et délivrant le brevet d'aptitude. En 1907, les effectifs furent augmentés, la période d'instruction étendue, les pouvoirs fédéraux renforcés. Une législation économique commune (monopole de l'alcool, régime douanier), la législation sociale (assurances, protection du travail), le développement même de l'industrie et du commerce entraînent la Confédération suisse vers la centralisation et aussi vers l'unité nationale, résultant, non d'un amalgame sans caractère, mais d'une association des volontés, et les contraires se complétant l'un par l'autre. « L'esprit positif des Alamans, comme l'écrivait l'historien Gagliardi, trouve son contrepoids dans la sensibilité artistique plus fine des Romands, dans la forme plus cultivée à beaucoup d'égards de leur vie quotidienne, et dans leur plus grande vivacité intellectuelle, et il n'est guère douteux que l'individualisme plus accentué de l'Ouest et du Midi ne constitue un précieux enrichissement du patrimoine suisse... C'est dans cette unité supérieure qu'il faut voir la valeur essentielle de la communauté suisse; car on ne comprendrait pas bien quelle justification ces fragments de nationalités réunis en un groupe isolé pourraient revendiquer, si leur réunion ne donnait naissance à quelque chose de nouveau et d'irremplaçable : le simple égoïsme, la prétention de ne vouloir participer en rien aux destinées des grandes puissances ne constituent pas une légitimation... Grâce à sa structure démocratique, la Suisse, non contente de résoudre ses propres problèmes, s'est acquittée d'une mission plus haute, on peut presque dire d'une mission universelle. Elle a fait voir que le principe de la souveraineté populaire se concilie tout aussi bien que celui de l'autorité du prince avec l'ordre public et le développement de la civilisation. »

Sa position au centre de l'Europe, la facilité de ses communications, sa neutralité, ont fait de la Suisse le siège principal des congrès et des grandes institutions internationales : Croix-Rouge, Union postale universelle, Office international du travail et, après la Grande Guerre, Société des nations (1).

En 1901, des propos outrageants pour la mémoire du roi Humbert ayant été tenus dans un journal anarchiste, les représentations très

vives faites par le ministre d'Italie amenèrent la rupture des relations diplomatiques : elle ne fut pas de longue durée et un déplacement de diplomates suffit à y mettre fin.

## Italie.

La prise de Rome en 1870 donna au royaume d'Italie sa capitale et son unité. Le Trentin et Trieste, qui appartenaient à l'Autriche, constituaient, avec l'île anglaise de Malte, l'*Italie irredenta*, l'Italie non affranchie, à laquelle certains patriotes exaltés ajoutaient Nice et la Corse. Mais l'établissement de la capitale italienne dans la ville pontificale posait le problème, encore aujourd'hui non résolu, des relations de l'Etat italien et du Saint-Siège. Pie IX protesta, excommunia les envahisseurs et se considéra comme prisonnier au Vatican : tous ses successeurs, sauf quelques différences de forme, adoptèrent la

même attitude. Le gouvernement italien, ne pouvant négocier avec le pape, fit voter, en 1871, la *Loi des garanties*, qui donnait au chef de l'Eglise catholique tous les pouvoirs et privilèges d'un souverain indépendant, avec une liste civile de 3 millions. Le pape en refusa le bénéfice; les évêques italiens ignorèrent les autorités laïques, et les catholiques italiens s'abstinrent de participer à la vie politique du pays. Il en résulta que les partis de gauche, les anciens républicains ralliés à la monarchie, et qui se recrutaient surtout dans le sud de la Péninsule, eurent la majorité au Parlement. Leurs chefs, Depretis et Crispi, d'origine sicilienne; Cairoli et Nicotera, d'origine napolitaine, prirent donc le pouvoir et gouvernèrent contre l'Eglise; les biens des couvents furent sécularisés en 1873.

Après la mort de Victor-Emmanuel et de Pie IX (1878), le conflit perdit de son acuité. Le nouveau pape Léon XIII, plus conciliant, entra en relations avec le gouvernement.

La conquête de la Tunisie par la France, en 1881, provoqua en Italie une vive émotion, et Depretis (1881-1887), puis Crispi (1887-1896), firent entrer leur pays dans la Triple-Alliance, abandonnèrent la propagande irredentiste, s'efforcèrent de constituer un empire colonial : Massaouah fut occupée en 1885 et la colonie de l'Erythrée organisée; en 1889 et 1894, les Italiens

tentèrent la conquête de l'Abyssinie, à laquelle ils durent renoncer après le désastre d'Adoua (1896). Cet échec et les difficultés financières de la politique mégalomane déterminèrent la chute définitive de Crispi. Il avait apporté à la réalisation de son programme une habileté parfois sans scrupules, un autoritarisme voisin de la brutalité, une ténacité confinant à l'entêtement.

Les premiers mois du ministère conservateur de Rudini furent marqués par deux faits importants : la signature, à Addis-Ababa, d'un traité de paix avec l'Ethiopie, qui impliquait la reconnaissance de l'indépendance complète de ce pays et l'abandon du Tigré par l'Italie (26 octobre 1896); celle, à Paris, de conventions qui, en reconnaissant formellement la situation de la France en Tunisie, ouvraient la porte à des rapports plus cordiaux entre cette dernière et l'Italie (30 septembre).

Une politique d'économie et de bonne administration à l'intérieur, de sagesse à l'extérieur, où l'on se réduisit volontairement à l'occupation de Massaouah, paraissait devoir assurer au cabinet une longue durée, tandis qu'un vote de censure politique de la Chambre contre Crispi le débarrassait d'un adversaire tenace et toujours dangereux. Mais les troubles agraires de Sicile et des Marches, puis l'insurrection de Milan, réprimée avec une terrible énergie par le général Bava-Beccaris, amenèrent la chute du cabinet (mai 1898).

dans la plénitude de sa souveraineté, et que sa neutralité, qui avait été mise en cause, ne devait pas être mêlée au débat. Le gouvernement fédéral rassura l'Allemagne en rétablissant le poste, aboli depuis 1856, de procureur général de la Confédération, afin d'établir une surveillance plus efficace sur les étrangers. Bismarck n'insista pas, et la conclusion (31 mai 1890) d'un *traité d'établissement*, destiné à remplacer celui du 27 avril 1876, mit fin au conflit.



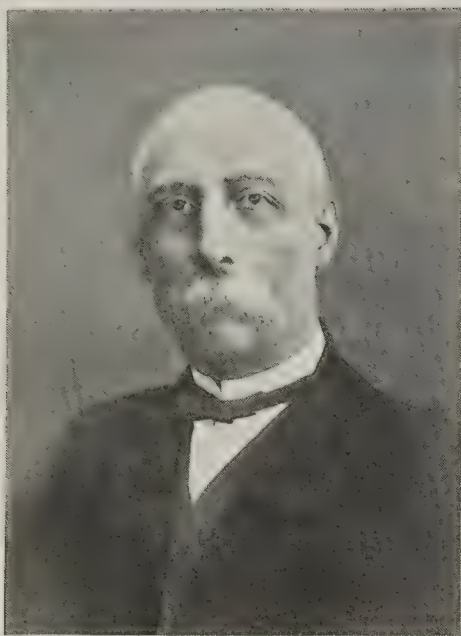
JUBILÉ DE LÉON XIII, à Saint-Pierre de Rome (19 février 1893).

(1) La Suisse semblait, grâce à sa neutralité, garantie contre toute complication extérieure, lorsque, en 1889, le gouvernement de Berlin lui chercha brutalement querelle. Un inspecteur de police allemand, Wohlgemuth, fut arrêté sur le territoire suisse, où il cherchait à embaucher des agents pour surveiller les socialistes, et expulsé. L'Allemagne prétendit que la Suisse n'accordât plus le droit de séjour qu'aux Allemands munis de papiers en règle; le conseiller fédéral Droz, chargé des Affaires étrangères, répondit que la Suisse, en exerçant le droit d'asile, agissait





A. DEPRETIS (1813-1887). CL. LE LIEURE.



F. CRISPI (1819-1901). CL. BROGI.

Le général Pelloux, chargé par le roi de constituer un nouveau ministère, s'orienta nettement à droite ; il eut aussitôt contre lui l'opposition de toute la gauche, se manifestant par l'obstruction à la Chambre et par l'agitation dans le pays. Après avoir essayé d'y parer par le fameux décret-loi du 22 juin 1899, il dut se retirer au bout de deux années de luttes incessantes (juin 1900), et le président du Sénat, Saracco, réussit à former un cabinet transactionnel, que l'assassinat du roi Humbert à Monza (29 juillet) maintint quelque temps aux affaires ; mais la constitution du cabinet Zanardelli marqua le retour des gauches au pouvoir, et Giolitti, de 1903 à 1912, le conserva presque constamment.

Pendant cette période, profitant de la neutralité du gouvernement, le parti socialiste fit en Italie des progrès rapides, en particulier à Milan. D'autre part, le pape Léon XIII était mort en 1903. Son successeur, Pie X, sans rapporter le *non expedit* de Pie IX, sans abandonner la thèse pontificale, autorisa les catholiques à exercer leur droit de vote dans l'intérêt de l'ordre et de la religion, et le parti conservateur retira de cette décision un supplément de forces. Mais certains démocrates, comme dom Sturzo, constituèrent un « parti populaire » dont le programme social se rapprochait beaucoup du programme socialiste, et qui se développa rapidement malgré l'opposition du Saint-Siège.

Les élections de 1912 furent un triomphe pour les droites, soutenues par les catholiques, et pour les socialistes. Giolitti laissa la place au ministère Salandra-Sonnino, sous lequel l'Italie, déjà éloignée des Empires centraux par les accords méditerranéens, devait intervenir dans la Grande Guerre.

### Espagne.

L'absolutisme aveugle d'Isabelle II, ses dépenses excessives, sa frivolité, sa faiblesse scandaleuse à l'égard de ses favoris et de la Camarilla avaient causé un mécontentement croissant, surtout dans l'armée. En septembre 1868, la flotte de Cadix se souleva avec l'amiral Topete. Les troupes d'Andalousie, sous les généraux Serrano et Prim, marchèrent sur Madrid et, après avoir proclamé la déchéance d'Isabelle, qui se réfugia en France, organisèrent un gouvernement provisoire. Malgré les efforts du parti républicain, dirigé par Castelar, les Cortès élues par le suffrage universel, tout en votant une Constitution démocratique, décidèrent que la royauté serait maintenue. Les uns voulaient le jeune Alphonse, le fils d'Isabelle ; d'autres, le duc de Montpensier ; d'autres, le roi de Portugal, choix qui eût réalisé l'unité de la Péninsule ; d'autres enfin, le duc de Madrid, petit-fils de don Carlos. Prim voulant écarter les Bourbons pensa, d'accord avec Bismarck, au prince Léopold de Hohenzollern ; ce à quoi Napoléon III s'opposa, et ce fut le prétexte de la guerre franco-allemande. Enfin le 16 novembre 1870, les Cortès, par 191 voix contre 101, élurent roi le deuxième fils de Victor-Emmanuel II, sous le nom d'Amédée I<sup>er</sup>.

Il ne manquait ni de talent ni de bonne volonté. Il essaya de se concilier le clergé, l'armée et même l'opinion. Mais, étranger et suspect, il eut tout le monde contre lui et, découragé, il abdiqua (11 février 1873).

La République fut alors proclamée par les Cortès. Mais les républicains étaient divisés en *fédéralistes* (Pi y Margall), *centralistes* (Castelar), *progressistes* (Serrano), *cantonalistes* (Salmeron). Quatre

présidents se succédèrent en quelques mois, cependant que les carlistes s'insurgeaient dans les provinces du Nord ; il fallut faire le siège de Carthagène révoltée.

L'Espagne, après avoir aboli la monarchie, ne s'accommodait pas de la forme républicaine ; les partis se combattaient avec acharnement et le désordre rendit l'armée maîtresse de la situation. Le 2 janvier 1874, le général Pavia s'empara de la dictature. Un an après, le 26 décembre 1874, le général Martinez Campos appela au trône le fils d'Isabelle, âgé de dix-sept ans, qui régna sous le nom d'Alphonse XII (1874-1885). Cette restauration des Bourbons devait clore l'ère des pronunciamientos et assurer à l'Espagne une certaine stabilité politique.

Alphonse XII et Martinez Campos réussirent à étouffer la guerre carliste (1872-1876), et don Carlos, dont les fautes, la vie, le caractère, finirent par lui aliéner ses propres partisans, dut se réfugier en France. Ce fut la fin du carlisme militant, qui ne comptait plus guère qu'une minorité recrutée dans la haute noblesse et le clergé, car les provinces du Nord sont surtout attachées à leurs fueros. Après quoi, la Constitution du 30 juin 1876 fit de l'Etat espagnol une monarchie héréditaire dans les lignes masculine et féminine de la maison de Bourbon-Anjou.

Alphonse XIII, fils posthume d'Alphonse XII, régna jusqu'en 1902 sous la régence de sa mère Marie-Christine, que la dignité de sa vie et son affabilité rendirent populaire, et il y eut comme une trêve chevaleresque des partis. Mais la guerre désastreuse soutenue en 1898 par l'Espagne contre les États-Unis, et qui acheva de la ruiner comme puissance coloniale, eut sa répercussion sur la situation intérieure, sans déterminer toutefois une crise de régime.

La Constitution de 1876 n'avait pas véritablement instauré le régime représentatif dans un pays où l'opinion est indifférente aux doctrines, où les illettrés sont en très grand nombre, où les partis qui reviennent alternativement au pouvoir n'ont rien de commun avec les grands partis politiques anglais ; où le cabinet, quel qu'il soit, est toujours assuré de la majorité et n'est guère qu'une juxtaposition de personnalités plus ou moins notoires. C'est dans ces conditions que les ministères conservateurs (*Canovas del Castillo, Maura, Silvela*) vont alterner avec les ministères libéraux (*Sagasta, Romanones, Canalejas*). Les premiers, s'appuyant sur l'armée et le clergé, augmentent le budget des cultes, interdisent le mariage civil, élèvent les droits de douane. Les seconds rétablissent le mariage civil et la liberté des cultes, accordent la liberté de la presse, de réunion et d'association, le jury, l'allègement des tarifs.

L'élaboration d'une législation sociale n'empêche ni l'émigration en Argentine et au Brésil, ni les crises agricoles, ni les grèves longues et sanglantes (à Barcelone, elles se compliquent des tendances séparatistes), ni les sociétés secrètes telles que la *mano negra*, ni enfin les complots, les émeutes, les attentats. En dépit de mesures de répression impitoyables, trois présidents du Conseil tombent assassinés : le conservateur absolutiste et clérical Canovas del Castillo, le conservateur libéral et constitutionnel Dato, le radical Canalejas. A la vérité, l'élément civil est obligé de compter et de composer avec l'élément religieux et l'élément militaire, et même de subir leur volonté.

L'armée, aigrie par la perte des dernières colonies, par les échecs de Cuba et du Maroc, qu'elle attribue à la faiblesse du pouvoir, intervient à chaque instant dans la politique. Des ligues, des *juntas*, dictent des ordres ou décrètent l'interdit et nul gouvernement n'ose ou ne peut les dissoudre. En somme, il n'y a pas vraiment d'« opinion publique », non plus que de régime proprement représentatif, car les élections sont aux mains du ministre et des *caciques* de village. Que si l'on ajoute à cela les querelles incessantes entre les politiciens, entre les groupes et les coteries, entre les ambitions jalouses et les rancunes de parti,



DON CARLOS, DUC DE MADRID (1848-1909).





ALPHONSE XII, ROI D'ESPAGNE (1874-1885).



MARIE-CHRISTINE, RÉGENTE D'ESPAGNE (1885-1902).



ALPHONSE XIII, ROI D'ESPAGNE EN 1902.

entre les convoitises particulières, on comprendra que le terrain était tout préparé pour le coup d'État qui, après la secousse de la Grande Guerre, fut accepté, sinon avec satisfaction, du moins sans résistance.

### Portugal.

Les règnes de Louis I<sup>er</sup> (1861-1889), de Carlos I<sup>er</sup> (1889-1908), de Manuel II (1908-1910) furent remplis par la rivalité des « régénérateurs » ou conservateurs et des progressistes. Déjà aux prises avec les difficultés financières, le Portugal fut gravement troublé par les difficultés coloniales.

Le gouvernement et la nation rêvaient de relier *Angola* à *Mozambique* ; mais l'Angleterre, qui projetait d'établir une suite de stations entre l'Égypte et le Cap, réclamait tout le pays des Makalolos, où opérait alors le major Serpa-Pinto ; elle exigea l'évacuation du territoire en litige (10 janvier 1890). Le gouvernement de Lisbonne dut céder et accepter le traité du 11 juin 1891, qui lui laissait une partie de ce territoire, mais ses possessions africaines de l'Est et de l'Ouest se trouvaient définitivement isolées les unes des autres. La très vive agitation provoquée par ce mécompte s'aggrava d'une situation financière que ne suffirent pas à rétablir la réduction de la dette extérieure ni le régime dictatorial. Le roi, qui avait engagé directement sa popularité dans la bataille politique, fut assassiné par des conspirateurs, le 1<sup>er</sup> février 1908. Il avait épousé la princesse Amélie, fille du comte de Paris, et la France perdait en lui un ami sincère.

Le trône échut à son fils cadet, Manuel II, mais pour peu de temps. Les républicains s'étaient peu à peu fortement organisés. Le 6 octobre 1910, ils se rendirent maîtres de la capitale, avec le concours de l'armée et de la marine, et, pendant que le roi s'enfuyait en automobile, un gouvernement provisoire était constitué sous la présidence du philosophe positiviste Théophile Braga. Le Portugal a gardé la forme républicaine, mais n'a cessé d'être troublé par des complots, des émeutes et des séditions militaires.

### États scandinaves.

Les États scandinaves jouirent, de 1871 à 1914, d'une grande prospérité économique, qui se manifesta par un accroissement sensible de la natalité ; mais leur vie politique fut, à l'intérieur, pour des motifs divers, constamment agitée.

En Danemark, le roi Christian IX (1863-1906) ne cessa d'être en opposition avec la Chambre élue, le Folkething. À partir de 1873, l'opposition — gauche modérée et gauche démocratique ou paysanne — refusa régulièrement de voter le budget. Soutenu par la Chambre haute, il gouverna au moyen de lois « provisoires » et maintint les ministres de

son choix. Le conflit, accompagné de nombreuses dissolutions, se termina par la victoire du ministère Estrup (1875-1894) ; mais, dès l'année suivante, la gauche l'emportait de nouveau, et les mêmes difficultés se représentèrent.

Moins compromis dans la lutte et d'esprit plus souple, d'intelligence plus éclairée, Frédéric VIII (1906-1912) voulut être un roi constitutionnel et se posa utilement en arbitre entre les radicaux et les socialistes, qui avaient pour la première fois obtenu, en 1902, la majorité au Folkething.

Si, en Suède, Oscar II (1872-1907) ne vit jamais son autorité discutée, malgré les crises provoquées par les questions fiscales, douanières et militaires, en Norvège au contraire la prérogative royale fut mise en échec par le Storthing. La Suède est surtout un pays agricole et minier. La Norvège, peuple navigateur et marchand, protestait contre l'ingérence de Stockholm dans ses affaires et surtout contre les avantages que les Suédois tiraient d'une politique économique commune ; elle revendiquait le droit d'avoir, à l'étranger, une représentation indépendante.

Une commission avait été nommée en 1902 pour rechercher une solution. Au moment où elle allait terminer ses travaux, le parti radical du Storthing, d'accord avec le ministère, prétendit que la question consulaire fût immédiatement tranchée dans le sens d'une organisation distincte pour chaque pays. Oscar refusa de donner satisfaction à cette demande impérative ; mais il dut bientôt se déclarer impuissant à constituer un ministère et, quelle que fût l'irritation des Suédois, il s'employa à prévenir une guerre presque fratricide. Une conférence se réunit à Carlstadt pour régler les conditions du divorce ; le gouvernement de Stockholm demanda que le peuple norvégien manifestât son sentiment par un plébiscite : 182 voix seulement contre 362 000 se prononcèrent pour le maintien de l'union.

Appelé à statuer sur la forme du gouvernement, la Norvège se prononça pour la monarchie constitutionnelle, et le prince Charles de Danemark, choisi pour ceindre la couronne, prit le nom de Haakon VII, se rattachant ainsi à la lignée des rois nationaux.

En Suède, Oscar II eut pour successeur (1907) son fils, Gustave V. Les partis démocratiques, radicaux et socialistes, réussirent à imposer l'établissement du suffrage universel, masculin et féminin, avec représentation proportionnelle.

### Russie.

Le tsar Alexandre II (1855-1881) était revenu, dès 1865, à la pratique de l'absolutisme et à la politique de russification, sous l'impression de l'insurrection polonaise et l'influence du parti panslaviste ; l'écrivain Katkov, dans son journal la *Gazette de Moscou*, op



OSCAR II, ROI DE SUÈDE (1872-1907).



posait les peuples slaves aux races de l'Europe occidentale, préconisait leur « rassemblement » sous la direction des Russes, et affirmait la nécessité d'un pouvoir fort pour la réalisation de ce programme. Une série de mesures de détail restreignirent la partie des réformes précédemment accomplies ; il fut interdit aux zemstvos de rendre publiques leurs délibérations ; des tribunaux extraordinaires furent institués, les suspects déportés sans jugement, les jeunes gens écartés arbitrairement des Universités.

L'application de la loi qui avait affranchi les serfs leur apparaissait comme une aggravation de leur condition. Ils avaient gagné à la réforme la liberté de leur personne ; mais, obligés de racheter les terres laissées aux communautés de village (*mir*), ils ne se rendaient pas compte que le prix du rachat, payable à long terme par annuités, était très faible. Pour se libérer immédiatement, ils avaient accepté de restituer aux seigneurs les deux tiers de la part attribuée au *mir*, et les pays « tertiaires » se trouvaient amoindris. La question agraire était loin d'être résolue ; les paysans étaient mécontents et, de son côté, la noblesse se plaignait d'une réforme qui avait réduit ses domaines en même temps que leur produit, car elle n'avait pas su remplacer le système des corvées par un nouveau mode d'exploitation.

La doctrine de l'individualisme absolu — le nihilisme — avait cessé d'être purement spéculative. Ses adeptes s'efforçaient de la répandre dans les campagnes. Un centre révolutionnaire s'était formé à Zurich, d'où un grand nombre de jeunes filles, revenues en Russie, y devinrent d'actifs agents de propagande. Les attentats se multiplièrent, et le gouvernement essaya de réagir par un régime de dictature politique et de justice expéditive ; mais le terrorisme nihiliste brava le terrorisme gouvernemental, au moyen d'une organisation secrète très serrée : le 26 août 1879, un « comité exécutif » condamna le tsar, qui, ayant échappé à trois tentatives, fut blessé à mort le 1<sup>er</sup> mars 1881, au moment où, sur les avis du général Loris Melikov, il paraissait disposé à donner quelques satisfactions aux idées libérales, malgré l'opposition du parti « vieux russe ».

Son fils Alexandre III (1881-1894) abandonna tous les projets de réforme pour revenir à la pure tradition nationale : réorganisation de l'administration rurale et des zemstvos ; intensité de la politique de russification ; oukase obligeant l'héritier présomptif à épouser une princesse de foi orthodoxe. Conseillé par le publiciste Katkov, par le procureur général du Saint-Synode, Pobiedonotsef, par le général Ignatiev, il fut, dans toute la force du terme, un souverain national. Les Universités et la presse furent étroitement contrôlées ; les journaux et les livres venus du dehors, soumis à l'appréciation de la censure, qui faisait « passer au caviar » les passages jugés dangereux ; une étroite surveillance mit les terroristes hors d'état d'agir et, s'il y eut des complots contre la vie du tsar, ils furent tous découverts. Les juifs étaient détestés des paysans russes, qui, à plusieurs reprises, les avaient pillés : le gouvernement leur interdit de devenir propriétaires, leur défendit d'envoyer dans les Universités ou dans les gymnases un nombre d'étudiants supérieur à une proportion déterminée, et finalement, en 1891, les concentra tous dans les provinces de l'Ouest, où ils étaient particulièrement nombreux. Les mesures de dénationalisation se succédèrent au Caucase, en Pologne et dans les provinces baltes, où l'on imposa le russe comme langue officielle, où l'on fit la guerre à la religion luthérienne au profit de la religion orthodoxe. L'autonomie du grand-duché de Finlande fut cependant ménagée.

Nicolas II, qui succéda à son père en 1894, déclara qu'il maintiendrait le principe autocratique et l'appliquerait avec la même fermeté.

Malgré les exécutions, les déportations en Sibérie, les bannissements forcés et volontaires, les idées marxistes avec Lénine, les doctrines anarchistes des disciples de Bakounine, gagnèrent du terrain et se manifestèrent par des attentats retentissants qui, de 1901 à 1905, coûtèrent la vie à plusieurs ministres,



ALEXANDRE III, EMPEREUR DE RUSSIE  
(1881-1894).

au gouverneur de la Finlande, au grand-duc Serge. Les milieux intellectuels, influencés par les idées occidentales, réclamaient des institutions représentatives ; les groupements ouvriers, devenus plus importants depuis le développement de la grande industrie en Pologne, à Saint-Petersbourg, à Moscou, revendiquaient sans cesse une amélioration de leur condition ; les paysans, de plus en plus misérables du fait de l'accroissement de la population, commençaient de s'agiter. En 1902, un mouvement, ayant pour but le partage des terres entre les paysans et l'attribution des usines aux ouvriers, s'étendit à douze provinces.

C'est sous l'impression des désastres de Mandchourie que Nicolas II se décida à octroyer une ébauche de régime parlementaire pour prévenir une révolution qu'il sentait se préparer. Réclamée dès le mois de novembre 1904, c'est-à-dire au lendemain des journées de Liao-Hang et du Cha-Hok, par le congrès des zemstvos, tenu dans la capitale avec l'autorisation du tsar, cette réforme fut admise par l'oukase du 25 décembre 1904. De nouveaux revers en Extrême Orient, la capitulation de Port-Arthur, des collisions entre ouvriers et soldats à Saint-Petersbourg (janvier 1905), le soulèvement de la flotte de la mer Noire, déterminèrent Nicolas, malgré l'assassinat du

grand-duc Serge à Moscou, à faire un nouveau pas en avant. Par un rescrit en date du 3 mars, il chargea le ministre de l'Intérieur, Bouliguine, d'élaborer un projet tendant à « appeler au travail législatif préparatoire des hommes choisis par la population parmi les plus dignes », et la loi organique du 19 août créa une Assemblée représentative qui participerait à l'exercice du pouvoir législatif avec le Conseil de l'Empire, la sanction appartenant à l'empereur ; cette Assemblée reçut le nom de *Douma*, qui désignait au Moyen âge le conseil du souverain.

La loi électorale élaborée par Bouliguine fut modifiée à la suite du célèbre manifeste impérial du 30 octobre 1905, de manière à élargir le corps électoral, divisé en curies, le vote ayant lieu à deux et à trois degrés. Le 5 mars 1906 un manifeste précisa les pouvoirs de la Douma en conformité avec celui du 30 octobre ; mais, le 6 mai, le tsar promulgua les « lois fondamentales », qui restreignaient assez sensiblement les droits de l'Assemblée.

La première Douma, élue en mars-avril 1906, dans une période d'effervescence, ne comprenait guère que des partis extrêmes : les uns jugeant les concessions du gouvernement insuffisantes au point de vue constitutionnel, les autres les considérant comme dangereuses au point de vue social. Dans le premier groupe se classaient les *cadets* ou



ÉMEUTES A SAINT-PÉTERSBOURG. — Les manifestants devant l'église Saint-Isaac (22 janvier 1905).





LE COURONNEMENT DU TSAR NICOLAS II A MOSCOU (14-26 mai 1896). — Le tsar se rend à la chapelle Saint-Archange.

*constitutionnels démocrates* (K. D.), qui formaient une imposante fraction (185 membres sur 442 députés élus); les radicaux de gauche, les socialistes, etc. Dans le second figuraient les monarchistes purs, partisans du maintien de l'autocratie, les modérés — à peine une vingtaine — et une petite minorité d'*octobristes*.

Ces partisans de la déclaration du 30 octobre se contentaient de l'extension du droit de suffrages, de la transformation du Conseil de l'Empire en Chambre haute (recrutée moitié par élection, formant avec la Douma un véritable Parlement), de réformes administratives réalisées de concert par les députés et le gouvernement. En somme, l'Assemblée, dont les ministres n'avaient pas la confiance, n'avait pas davantage la confiance des ministres.

A la suite de l'adoption par l'Assemblée d'une motion d'appel au pays (21 juillet 1906), le ministère Stolypine, qui avait succédé au cabinet Goremykine, dissolvait la Douma, tandis que les cadets, par le manifeste de Viborg, exhortaient le pays à refuser l'impôt et le service militaire, et que les révoltes, les séditions, les attentats, se multipliaient.

Des élections de mars 1907 sortit une Assemblée où figuraient seulement 85 cadets, un nombre à peine supérieur de monarchistes, 46 modérés et octobristes, mais en même temps une forte extrême-gauche socialiste (77) et travailliste (98).

A défaut d'une majorité gouvernementale, la seconde Douma, où les cadets l'emportaient sur les octobristes, fut également dissoute après quelques mois de débats impuissants. Mais la troisième, élue après modification de la loi électorale et réduction du nombre des députés urbains, fut de composition à peu près inverse de celle des deux premières : les partis de droite l'emportèrent démesurément sur les éléments d'opposition : 289 voix sur un total de 442; les progressistes ne comptèrent plus que pour 53 voix, les cadets pour 40. Le parti polonais se trouva réduit à 18 députés.

L'Assemblée témoigna de son respect pour la personne du tsar et de son désir de collaborer avec le gouvernement. Si, lors de la discussion de l'adresse, elle écarta l'amendement des monarchistes qui voulaient y introduire le mot « autocratie », la formule suivante fut votée par une majorité où entraient les octobristes, les cadets, la droite modérée : « Nous emploierons toutes nos forces, toute notre expérience, toutes nos connaissances, pour fortifier le nouvel ordre de choses régénéré par la volonté de Sa Majesté dans le manifeste du 30 octobre; pour pacifier la patrie, consolider l'ordre légal, développer l'éducation

du peuple, augmenter le bien-être général et fortifier la puissance de la Russie indivisible. »

La quatrième Douma, qui siégea de 1907 à 1912, fut, comme la troisième, animée de sentiments loyalistes. Elle s'efforça utilement de remédier à la crise agraire; elle travailla à la réorganisation de l'armée et à la reconstitution de la marine que la guerre japonaise avait réduite à néant; elle délibéra sur nombre de questions administratives et aussi, mais moins utilement, sur le statut des peuples allogènes. Son œuvre, qui a été diversement appréciée, aurait pu, en plus d'un point, n'être pas stérile.

La situation politique se trouvant rétablie au profit du tsar, la condition des paysans ayant été améliorée, les manifestations révolutionnaires ou simplement libérales étant réprimées impitoyablement, la Russie paraissait tranquille. Mais, à la veille des événements de 1914, sous le relatif calme d'une population terrorisée, on sentait déjà gronder l'orage qui allait jeter bas le tsarisme.

### Empire ottoman et États balkaniques

**EMPIRE OTTOMAN.** — En 1870, toutes les nations balkaniques faisaient encore officiellement partie de l'Empire ottoman, sauf la nation grecque. A partir de 1871, elles tendirent à s'en détacher, et l'Etat fut troublé par les révolutions intérieures, affaibli par les difficultés financières.

Dans la nuit du 29 mai 1876, le parti jeune-turc, dont le chef était Midhat-pacha, déposa Abd-el-Aziz et mit sur le trône Mourad V qui, devenu fou, fut remplacé, après trois mois de règne, par Abd-ul-Hamid, ignorant et fanatique, mais intelligent et énergique.

Abd-ul-Hamid II prenait le pouvoir dans des conjonctures difficiles. La Bosnie et l'Herzégovine étaient en insurrection; la Bulgarie était opprimée par les réfugiés circassiens qu'on y avait installés, à la suite de leur exode du Caucase, en 1863-1864; des scènes hideuses provoquaient l'indignation de l'Europe. La Serbie et le Monténégro se soulevaient et entraient en campagne, et un ultimatum russe arrêta la marche des troupes ottomanes, maîtresses d'Alexinatz.

Le grand vizir Midhat-pacha obtint alors du sultan la promulgation d'une Constitution qui établissait un Sénat, composé de membres à vie, et une Chambre de députés élue pour quatre ans; elle proclamait en même temps l'inviolabilité de la liberté individuelle et du domicile, l'abolition de la confiscation, de la corvée, des massacres de



tout genre, l'indépendance des tribunaux, la décentralisation dans les provinces. Mais tout cela devait rester lettre morte. Dans le même temps, une conférence internationale réunie à Constantinople réclama l'autonomie des provinces révoltées et leur occupation par des troupes belges. Les Turcs n'acceptèrent pas ces conditions, et ce fut la guerre avec la Russie (24 avril 1877), après laquelle les traités de San-Stefano, puis de Berlin, modifièrent l'état territorial et politique dans les Balkans.

L'occupation de la Tunisie par la France (1881), de l'Égypte par l'Angleterre (1882), la révolution de Philippopoli (1885), qui proclamait l'union de la Bulgarie et de la Roumélie orientale, atteignirent la Turquie dans ses prétentions et dans ses espoirs, en lui enlevant des territoires sur lesquels elle n'avait plus d'ailleurs qu'une suzeraineté nominale. (Voir pages 233 et suivantes.)

Abd-ul-Hamid, esprit inquiet, entouré de politiciens, avait concentré tous les pouvoirs dans sa personne. Mais le parti jeune-turc s'était organisé et avait formé un comité secret dit *Union et progrès*. Un chef de bataillon, Niyazi-bey, leva l'étendard de la révolte dans la province de Monastir (1908); le major Enver-bey souleva les troupes de Macédoine, et le rétablissement de la Constitution fut proclamé à Salonique; le nouveau Parlement ouvrit ses séances le 17 décembre.

A Constantinople, cependant, la politique jeune-turque triomphait, non sans provoquer de graves mécontentements chez les étudiants en théologie, les membres des anciennes ligues musulmanes, les personnages directement intéressés au maintien de l'absolutisme hamidien. Après la démission de Kiamil-pacha, le sultan se crut assez fort pour tenter un coup d'État avec quelques troupes restées fidèles; et il imposa sa démission à Hilmi-pacha, successeur de Kiamil. Mais quatre jours après, le 24 avril, les troupes d'Andrinople, conduites par Chekhet-pacha, reprirent la capitale, réprimèrent férocelement l'insurrection réactionnaire, et remplacèrent le sultan Abd-ul-Hamid par son frère, le faible et docile Mahomet V. Les événements qui suivirent — guerre turco-italienne et guerres balkaniques — appartiennent à l'histoire générale de l'Europe; ils sont exposés plus loin.

**SERBIE.** — Après l'assassinat du prince Michel, en 1869, son petit-neveu Milan Obrenovitch (1869-1889) fut élu par la Skouptchina. Il fut presque constamment dominé par l'influence autrichienne. En 1878, malgré les défaites subies dans la lutte contre la Turquie, la Serbie avait obtenu, avec son indépendance, un agrandissement territorial.

Le prince prit, en 1882, le titre de roi et suivit, avec le parti progressiste, une politique austrophile. Mais il se forma bientôt un parti radical opposé à cette politique et qui protesta contre l'occupation de la Bosnie-Herzégovine, peuplée de Serbes.

Un ministère radical fut imposé au roi par la majorité de la Skouptchina; il dut démissionner à la suite d'une note autrichienne. Le roi suspendit la Constitution, mit le pays en état de siège, après une insurrection durement réprimée, et établit le pouvoir absolu (1883). Mais, en 1885, l'invasion du pays par les Bulgares rendit le roi et le gouvernement impopulaires; Milan dut rappeler les radicaux, et, comme ils voulaient lui imposer une Constitution diminuant et limitant ses pouvoirs, il abdiqua (1889) en faveur de son fils Alexandre. Sur ses conseils, le jeune roi fit un coup d'État (1893); il se proclama majeur, remit en vigueur la Constitution de 1869, rendit le pouvoir au parti austrophile et gouverna en monarque absolu. Après la mort de son père (1901) et à la suite de son mariage avec Draga Maschin, il se rapprocha des radicaux et fit des avances à la Russie. Éconduit par Nicolas II et blessé dans sa vanité (l'impératrice avait refusé de recevoir sa femme), il revint au parti progressiste et suspendit les garanties constitutionnelles. Il provoqua ainsi la formation d'un complot militaire: dans la nuit du 10 au 11 juin 1903, le couple royal fut massacré et l'armée acclama l'ancienne dynastie en la personne de Pierre Karageorgevitch. Avec lui, les radicaux revinrent au pouvoir. Des difficultés économiques et surtout politiques troublèrent



LE SULTAN ABD-UL-HAMID II (1876-1918).

à plusieurs reprises les relations de Vienne et de Belgrade. Les victoires de la Serbie en 1913, l'agrandissement de son territoire dans la Macédoine du Nord, le développement de son prestige dans les pays de domination autrichienne où vivaient des frères de race, inquiétèrent le gouvernement de François-Joseph: c'est aux Serbes qu'il chercha querelle pour provoquer le conflit d'où sortit la guerre de 1914.

**MONTENÉGR.** — L'indépendance du Monténégro fut reconnue par le traité de Berlin, et le prince Nikita (Nicolas) fut, dans la péninsule des Balkans, le plus fidèle allié de la Russie. Une de ses filles épousa un grand-duc; l'autre épousa le prince héritier d'Italie, le futur Victor-Emmanuel III. Assisté d'un Sénat consultatif, à sa nomination, et d'une Skouptchina composée des doyens des tribus (celles-ci conservant leur ancienne organisation patriarcale et militaire), il exerça en fait le pouvoir personnel.

**ROUMANIE.** — Lorsque Charles de Hohenzollern, élu prince de Roumanie (1866), reçut le délégué qui vint lui notifier son élection, celui-ci, lui montrant une carte des Balkans et des régions danubiennes: « Voyez, dit-il, tous ces pays: Transylvanie, Banat, Bukovine, Bessarabie, peuplés de Roumains. Voilà l'avenir qui vous est confié. » Le souverain s'attacha à réaliser ce programme national, par la diplomatie et par la préparation militaire. En 1878, la Roumanie, reconnue indépendante, s'agrandit des marais de la Dobroudja, mais non de la Bessarabie, que les Russes se réservèrent. Charles I<sup>er</sup>, qui prit le titre de roi, confia plus volontiers le gouvernement aux libéraux, favorables à sa politique militaire et à l'influence allemande. Le ministère libéral Bratiano gouverna jusqu'en 1888; il proclama l'indépendance de l'Église roumaine à l'égard du patriarcat grec de Constantinople.

Les conservateurs, sympathiques à l'influence russe et à l'influence française, exercèrent le pouvoir, sauf une courte interruption de 1889 à 1906.

La Roumanie n'intervint pas dans la guerre balkanique de 1912; mais, en 1913, elle s'allia aux Serbes et aux Grecs attaqués par les Bulgares. Le traité de Bucarest donna à la Roumanie la forteresse de Silistrie, sur le Danube, et une rectification de frontière dans la Dobroudja.

**GRÈCE.** — Sous les règnes de Georges I<sup>er</sup>, fils du roi de Danemark (1863-1913), et de son fils Constantin (1913), la Grèce réalisa la plus grande partie de son programme d'expansion nationale: annexion de la Thessalie (1881); érection de la Crète en principauté sous le gouvernement du prince Georges de Grèce, deuxième fils du roi (1898); acquisition, à la faveur des guerres balkaniques, de Salonique, de la vallée inférieure du Vardar, du littoral de la mer Égée, jusqu'à Kavala inclus, et de la majeure partie des îles de la mer Égée. Par contre, la constitution et la délimitation, par les puissances, de la principauté d'Albanie lui enleva la plus grande partie de l'Épire, que ses troupes ont dû évacuer en mars 1914, et ses ambitions se heurtèrent à celles de l'Italie.

La vie politique paraissait ardente; en réalité, il y avait moins des partis que des coteries de chefs politiques, s'appuyant sur une clientèle régionale:



MILAN I<sup>er</sup>, ROI DE SERBIE (1882-1889).



NICOLAS I<sup>er</sup>, ROI DE MONTÉNÉGRO  
(1910-1921).

Tricoupis, Delyannis, Zaïmis, Theotokis, etc. Les succès des armées helléniques, en 1913, donnèrent au roi Constantin un prestige considérable et une assez grande autorité sur l'armée. Marié en 1889 à la princesse Sophie, sœur de l'empereur Guillaume II, et partisan de l'accord avec l'Allemagne, il eut, dès 1914, une politique visiblement hostile à celle des alliés.

**BULGARIE.** — Un mouvement d'origine politique avait déterminé le clergé bulgare à se séparer du patriarcat grec de Constantinople et à constituer une Église indépendante. Ce fut le

point de départ de l'indépendance bulgare, réalisée, en 1878, sous la forme d'une principauté de Bulgarie, tributaire du sultan, et d'une province turque autonome, la Roumélie orientale.

Les Bulgares subirent d'abord l'influence de la Russie, à qui ils devaient leur affranchissement. Ils acceptèrent comme souverain le candidat de Saint-Petersbourg, Alexandre de Battenberg (1879) ; ils adoptèrent la Constitution proposée par le général russe qui gouvernait provisoirement le pays ; leur armée fut organisée par des officiers du tsar. Mais le prince, en formant un ministère austrophile, entra en conflit avec le parti radical russophile. Après une série de crises et de coups d'Etat, le pouvoir fut exercé par deux généraux russes, qui se placèrent au-dessus de la Constitution : un accord de tous les partis contre le gouvernement des étrangers permit à Battenberg de revenir aux libéraux, partisans de l'Autriche.

En 1885, les Rouméliotes proclamèrent leur union avec la Bulgarie. Le tsar y était opposé, mais le prince l'accepta, pour ne pas heurter les sentiments de ses sujets. Les puissances européennes protestèrent et les Serbes se jetèrent sur la Bulgarie ; ils furent battus et l'Europe accepta le fait accompli ; le prince de Bulgarie fut nommé par le sultan gouverneur de Roumélie (1886). Seule la Russie resta intransigeante, et par là s'aliéna le parti radical. Certains éléments militaires et quelques libéraux du parti Zankov, demeurés fidèles à l'alliance russe, firent un coup d'Etat : Alexandre abdiqua. Rappelé quelque temps après, il dut abdiquer de nouveau devant l'opposition du tsar.

Les radicaux, dirigés par Stamboulov, avaient la majorité à la Chambre. Ils refusèrent de se soumettre et s'appuyèrent sur l'Autriche, dont le candidat, Ferdinand de Cobourg, fut élu prince de Bulgarie en 1887. Les puissances refusèrent de le reconnaître, et le parti russophile, par des complots et des soulèvements, s'efforça de renverser son ministre Stamboulov, qui se défendit avec vigueur.

Le prince Ferdinand manœuvra très habilement. Il fut reconnu d'abord par le sultan. Il fit convertir son fils Boris à l'orthodoxie (1895) et, ayant rompu avec Stamboulov, qui périt assassiné cette même année, il se rapprocha du parti russophile ; il fut alors reconnu par la Russie, puis par les autres puissances européennes (1896). En 1908, il se fit couronner tsar de Bulgarie à Tirnove, rattachant ainsi sa dynastie à l'ancien Empire bulgare.

Il fut l'un des principaux ouvriers de l'alliance balkanique qui, en 1912, réussit à chasser presque entièrement les Turcs d'Europe et à porter la Bulgarie jusqu'à la mer Égée et aux portes de Constantinople. Mais les fruits de ses victoires furent en grande partie perdus pour les Bulgares à la suite de leur agression brutale de 1913 : les Serbes et les Grecs, auxquels se joignirent les Roumains, les mirent à la raison, et le traité de Bucarest leur causa une vive déception dont ils essayèrent de se venger au cours de la Grande Guerre.



STAMBOULOV (1853-1895).

## BIBLIOGRAPHIE

## GRANDE-BRETAGNE

BARDoux (Jacques), *Victoria, Edouard VII, George V* (1911). — BARKER (E.), *Ireland in the last 50 years* (Londres, 1919). — CLAYDEN (P. W.), *England under Beaconsfield, 1873-1880* (Londres, 1880) ; — *England under the coalition, 1885-1892* (Londres, 1892). — DESCHAMPS (P.), *Le Règne de la reine Victoria* (1902). — LEE (S.), *Queen Victoria* (Londres, 1903) ; — *King Edward VII* (Londres, 1925, t. I). — LEECH (H. Br.), *The Continuity of the Irish revolutionary movement, 1848 and 1912* (Londres, 1912). — LE VASSEUR (P.), *Le Cabinet britannique sous la reine Victoria* (1901). — MAC CARTHY (J. H.), *England under Gladstone, 1880-1884* (Londres, 1885). — MACDONALD (M.), *The Home rule movement* (Dublin, 1920). — MANTOUX (P.), ALFASSA (M.), *La Crise du trade unionisme* (1902). — MORLEY (J.), *Life of W. E. Gladstone* (Londres, 1903, 3 vol.). — NEMOURS-GODRÉ (L.), *La Bataille du Home rule. Parnell* (1892). — O'BRIEN, *Life of C. S. Parnell* (Londres, 1898). — PICOT, *Gladstone* (1904).

GEORGES I<sup>er</sup>, ROI DE GRÈCE  
(1863-1913).

## ALLEMAGNE

ADAM (J.), *Guillaume II* (1917). — BARTHÉLEMY (Jos.), *Les Institutions politiques de l'Allemagne contemporaine* (1915). — BEBEL (A.), *Die Sozialdemokratie im deutschen Reichstage*. — BISMARCK, *Pensées et souvenirs* (1898, 2 vol.) ; t. III (Strasbourg, 1921). — BLONDEL (G.), *L'Essor industriel et commercial du peuple allemand*, 3<sup>e</sup> éd. (1900). — BLUM (H.), *Das deutsche Reich zur Zeit Bismarcks, 1871-1890* (Leipzig, 1893). — DAWSON (W. H.), *The German Empire, 1867-1914, and the Unity movement* (Londres, 1919, 2 vol.). — ECCARD (F.), *L'Alsace sous la domination allemande* (1919). — GOYAU (Georges), *Bismarck et l'Église, 1870-1887* (1912-1913, 4 vol.). — HOFMANN (F.), *Fürst Bismarck, 1890-1898* (Stuttgart, 1914, 2 vol.). — HURET (Jules), *L'Allemagne moderne* (1913-1914, 2 vol.). — LAVISSE (E.), *Trois empereurs d'Allemagne* (1888). — LEFEBVRE DE BEHAINE, *Léon XIII et le prince de Bismarck* (1898). — LENZ (M.), *Geschichte Bismarck* (Leipzig, 3<sup>e</sup> éd., 1912). — LICHTENBERGER (H.), *L'Allemagne moderne, son évolution* (1907). — MARCKS (Erich), *Kaiser Wilhelm I* (7<sup>e</sup> éd., Leipzig, 1911). — MATTER (P.), *Bismarck et son temps* (1905-1908, 3 vol.). — MEHRING (E.), *Geschichte der deutschen Sozialdemokratie* (3<sup>e</sup> éd., Stuttgart, 1906, 4 vol.). — MULLOR BOHN (H.), *Kaiser Friedrich* (Berlin, 1914). — SERRIGNY (B.), *L'Évolution de l'Empire allemand de 1871 jusqu'à nos jours* (1914). — WETTERLÉ (E.), *L'Allemagne qu'on voyait et celle qu'on ne voyait pas* (1915).

## AUTRICHE-HONGRIE

AUERBACH (B.), *Les Races et les nationalités en Autriche-Hongrie* (2<sup>e</sup> éd., 1917). — BENÈS (E.), *Le Problème autrichien et la question tchèque* (1908) ; — François-Joseph et son règne (1888). — EISENMANN (L.), *Le Compromis austro-hongrois* (1904). — GONNARD (René), *La Hongrie au XX<sup>e</sup> siècle* (1908). — MAROSZY (G.), *Kaiser Franz Joseph* (Leipzig, 1920). — PINON (R.), *François-Joseph, essai d'histoire psychologique, 1830-1916* (1917). — RENNER (K.), *Die Krise des Dualismus und der Ende der Deakistischen Episode* (Vienne, 1904). — STEAD (W.), *La Monarchie des Habsbourg* (1915). — TROCASSE (F.), *Le Règne de François-Joseph* (1898).

## BELGIQUE

BERTRAND (L.), *Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1860* (Bruxelles, 1906) ; — DAUMORS (M.), *L'Évolution du socialisme belge* (Bruxelles, 1914). — DAUMONT (F.), *Le Mouvement flamand* (Bruxelles, 1911). — HOOREBEKE (L. van), *Histoire de la politique contemporaine de Belgique depuis 1884*, t. I (Gand, 1905). — HYMANS (P.), *Frère-Orban* (Bruxelles, 1905-1910, 2 vol.) ; — *La Belgique contemporaine* (Mons, 1880). — LEWINSKI (J.-J.), *L'Évolution industrielle de la Belgique* (Bruxelles, 1911). — OLSCHESKY (S.) et GERSON (J.), *Léopold II, roi des Belges* (Bruxelles, 1905). — SMISSON (E. van der), *Léopold II et Beernaert* (Bruxelles, 1920, 2 vol.). — VERSPEYEN (G.), *Le Parti catholique belge* (Gand, 1893). — WILMOTTE (Maurice), *La Belgique morale et politique, 1830-1900* (1902).

## PAYS-BAS

DESCHAMPS (P.), *La Reine Wilhelmine* (1901). — EDWARDS (G. W.), *Holland of to day* (Londres, 1911). — JOLY (Henri), *La Hollande sociale* (1908). — KEPPER (G. L.), *De Regeering van Koning Willem III* (Groningue, 1887) ; *Het Regenschap van Koningin Emma* (La Haye, 1898). — NUYENS, *Geschiedenis van het nederlandschen volk van 1815* (Amsterdam, 1883-1886, 4 vol.). — VERSCHAVE (P.), *La Hollande politique* (1910).

## SUISSE

BRETSCHER (W.), CLERCET (Pierre), *La Suisse au XX<sup>e</sup> siècle* (1912). — DAUZAT (A.), *La Suisse moderne* (1910). — DROZ (Numa), *Études et portraits poli-*



ques (Genève, 1895). — DUMUR (L.), *Les Deux Suisse* (nouv. éd., 1918). — GAGLIARDI (E.), *Histoire de la Suisse* (éd. franç., Lausanne, 1925, 2 vol.). — GARIEL (G.), *La Centralisation économique en Suisse* (1912-1914, 2 vol.). — PICAVET (C.-G.), *Une démocratie historique : la Suisse* (1920). — SALIA (Louis R. de), *Le Droit fédéral suisse* (Berne, 1892-1894, 4 vol.). — SEIPPEL (Paul), *Die Schweiz in XIX Jahrhundert* (Berne, 1900, 3 vol.).

## ITALIE

CHIUSANO (V.), *Cinquanta anni di storia italiana* (Rome, 1912, 2 vol.). — DAUZAT (A.), *L'Italie nouvelle* (1909). — GRAZIANO (E.), *Umberto I di Savoia* (Turin, 1902). — JOLY (H.), *L'Italie contemporaine* (1911). — MASSARI (G.), *La Vita e il regno di Vittorio Emanuele II* (Milan, 1912). — ORSI (Pietro), *L'Italia moderna, 1755-1913* (Milan, 1914); — *Histoire de l'Italie moderne*, trad. H. Berhmann (1911). — PESCI (M.), *Il Re martire. La Vita di Umberto I* (Bologne, 1901). — PINGAUD (Albert), *L'Italie depuis 1870* (1916). — SODERINI (G.), *Rome et le gouvernement italien, 1870-1894* (1895). — PERNOT (Maurice), *La Politique de Pie X* (1910); — *Le Saint-Siège, l'Eglise catholique et la politique mondiale* (1924).

## ESPAGNE

COSTA (Joaquin), *Oligarquia y caciquismo* (Madrid, 1901-1902); — GARDIN DU BOISDULIER (A.), *Alphonse XII et son règne* (Rennes, 1887). — HOUGHTON (A.), *Les Origines de la Restauration des Bourbons en Espagne* (1890). — LEONARDON, *Prim* (1901). — MAURA GAMAZO (Gabriel), *Historia crítica del reinado de D. Alfonso XIII durante su minoridad*, t. I (Barcelone, s. d.). — MOUETE (Luis), *Narración militar de la guerra carlista de 1869 á 1874* (Madrid, 1883-1889, 15 vol. et atlas). — NOGUÉS (P.-J.-M.), *Historia crítica de la restauración borbónica en España* (Barcelone, 1895, 3 vol.). — ORTEGA RUBIO (Juan), *Historia de la regencia de María Cristina* (Madrid, 1905-1906, 5 vol.).

## PORTUGAL

ACKERMANN (E.), *Le Portugal moderne* (1906-1908, 2 vol.). — GUIFFARD (A.), *La Révolution portugaise* (1911). — MARVAUD (Angel), *Le Portugal et ses colonies* (1913). — RIBEIRO (A.), *A revolução portuguesa* (Lisbonne, 1914).

## ÉTATS SCANDINAVES

CLAPARÈDE (R.), *La Norvège indépendante* (Genève, 1906). — HASSELGREN (A.), *Oscar II* (Stockholm, 1908). — MOHN (A.), *Une page d'histoire de la civilisation : la Suède et la révolution norvégienne* (Genève, 1906). — NANSEN (F.), *Norway and the Union* (Londres, 1905). — ROLFSEM (N.), *Norge, 1814-1914* (Christiania, 1912). — RYDFORS (A.), *Sveriges historia, 1850-1907* (Stockholm, 1902-1910, 2 vol.). — THORSÖ (Alex.), *Kong Christian den IX* (Copenhague, 1905).

## RUSSIE

BÉRARD (Victor), *L'Empire russe et le tsarisme* (1908). — CRÉBRANGE (L.), *La Crise constitutionnelle en Russie* (1905). — DAUDET (G.), *L'Avant-dernier Romanof, Alexandre III* (1920). — DMOWSKI (R.), *La Question polonaise* (1909). — DOVERINS (A.), *L'Esprit national russe sous Alexandre III* (1890). — ELCHANINOV, *Le Règne de S. M. Nicolas II* (1913). — FISCHER (J.-R.), *Finland and the tsars, 1809-1899* (Londres, 1899). — KOWALEWSKY (M.), *Le Régime économique de la Russie* (1898). — KROPOTKINE (P.-A.), *Memoire of a Revolutionnist* (Londres, 1907). — LEROY-BEAULIEU (A.), *L'Empire des tsars et les Russes* (1897-1898, 3 vol.). — MARCHAND (R.), *Les Grands Problèmes de la politique intérieure russe* (1912). — MICHELET (E.-J.), *Essais sur l'histoire de Nicolas II* (1907). — NOTOVICH (N.), *L'Empereur Nicolas II et la politique russe* (1895). — RECOULY (R.), *Le Tsar et la Douma* (1906). — STEPNIAK, *La Russie souterraine* (1885). — TOLSTOI (L.-N.), *Guerre et Révolution* (1906). — TORNGREN (A.), *L'Évolution de la Russie pendant les années 1904-1907* (1914). — VASILIS (Paul), *La Sainte Russie* (1889). — WALLACE (D.-M.), *Russia* (Londres, 1905, 2 vol.).

## EMPIRE OTTOMAN

BÉRARD (V.), *La Révolution turque* (1909); — *La Politique du sultan Abd-ul-Hamid* (1897). — FELMI (Youssef), *La Révolution ottomane, 1908-1910* (1911). — FESCH (P.), *Abd-ul-Hamid et son règne* (1895). — FUA, *Le Comité Union-progrès contre la Constitution* (1912). — GAULIS (E.), *La Fin d'un empire, Abd-ul-Hamid, ses amis et ses peuples* (1913). — SARRON (H.-M.-A.), *La Jeune Turquie et la Révolution* (1912).

## ÉTATS BALKANIQUES

ANCEL (Jacques), *Peuples et nationalités des Balkans* (1926). — ANDRÉ (L.), *Histoire politique intérieure des États chrétiens des Balkans depuis 1815* (1918). — CHAMBRY (R.), *Pierre I<sup>er</sup>, roi de Serbie* (1917). — CHRISTMAS (W.), *King George of Greece* (Londres, 1914). — CVIJIC (Jovan), *La Péninsule balkanique* (1918). — DRANDER (A.-G.), *La Bulgarie sous le prince Ferdinand, 1887-1908* (Bruxelles, 1910); — *Les Événements politiques en Bulgarie depuis 1876 jusqu'à nos jours* (Bruxelles, 1896); — *Cinq ans de règne, le prince Alexandre de Battenberg en Bulgarie* (1884). — GEORGESCO (C.-C.), *La Réforme agraire en Roumanie* (1908). — GOLOWIN (A.-F.), *Fürst Alexander I von Bulgarien, 1879-1886* (Vienne, 1896). — GEORGEVIÉ (V.), *Das Ende der Obrenovitch* (Leipzig, 1905). — GUÉCHOFF, *L'Alliance balkanique* (1913). — IANCOVICI (D.), *La Crise balkanique, 1912-1913* (1916). — Take Jonesco (1919). — IORGA (N.), *Histoire des Roumains* (1920). — KEROPILAS (C.), *Un homme d'État : Venizelos* (1915). — KLAEBER (H.), *Fürst Alexander I von Bulgarien* (Berlin, 1904). — LAVELEYE (P. de), *La Péninsule des Balkans* (Bruxelles, 1886, 2 vol.). — LEGER (Louis), *Serbes, Croates et Bulgares* (1913). — MACGAS (L.), *Constantin I<sup>er</sup>, roi des Hellènes* (1917). — NICOLAIDES (C.), *La Macédoine* (Berlin, 1899). — RACHITCH, *Le Royaume de Serbie* (1901). — STURDZA (D.-A.), *Charles I<sup>er</sup>, roi de Roumanie* (Bucarest, 1899-1904, 2 vol.).

## II. RELATIONS INTERNATIONALES

## TRIPLE-ALLIANCE ET TRIPLE-ENTENTE

## CRISES D'ORIENT

L'HÉGEMONIE BISMARCKIENNE. — La Russie n'avait cessé de désirer et de poursuivre l'abrogation du traité de Paris : la guerre franco-allemande devait lui en fournir l'occasion. Dès le

25 juillet 1870, elle déclara sa neutralité et, le 27, elle menaçait l'Autriche, si cette puissance mobilisait, de prendre elle aussi les armes. Bismarck lui paya ce concours passif et décisif en lui laissant les mains libres en Orient. Le 29 octobre, au lendemain même de la capitulation de Metz, une note de Gortschakov aux puissances dénonça le traité de Paris, « en tant qu'il restreignait les droits de souveraineté de la Russie dans la mer Noire ». Malgré la mauvaise humeur et les remontrances de l'Angleterre, la conférence de Londres, retardée jusqu'à l'armistice par les intrigues de Bismarck, entérinait le fait accompli ; elle maintenait la clause du traité concernant la navigation du Danube et le droit du sultan de fermer les Détroits, mais elle supprimait la neutralité de la mer Noire : succès pour la Russie assurément, mais succès aussi pour l'Empire allemand, né de la veille. La création de ce nouvel État va rompre l'équilibre européen et bouleverser la politique générale. Vaste, bien peuplée, formidablement armée, pourvue de ressources multiples et infinies, exaltée par le sentiment de sa force, le souvenir de sa victoire, l'obséquiosité ou l'admiration des prudents et des faibles, l'Allemagne, désormais, revendiquera une part, de plus en plus large, et bientôt léonine, dans les affaires européennes, puis dans les affaires du monde. En Orient, elle n'exercera tout d'abord qu'une action indirecte, n'ayant pas, de ce côté, de politique personnelle, soit qu'elle dédaignât d'en avoir une, soit qu'elle attendît son heure ; puis, elle agira par elle-même et pour elle-même ; et, comme elle ne peut agir sans prétendre au premier rang, sans « faire marcher » l'Europe, elle déploiera dans cette lutte son ambition, son âpreté, sa violence, son habileté aussi et sa ténacité ordinaires. Par le choc des rivalités et des rancunes, par le jeu et le contre-coup des ententes et des traités, les affaires d'Orient auront une part de plus en plus éminente et décisive sur les affaires européennes, et c'est en Orient qu'éclatera la conflagration générale de 1914.

En 1871, après le traité de Francfort, il n'y a plus d'Europe, en ce sens que, d'assez longtemps, les rapprochements et les groupements seront impossibles. Chaque État observe, réfléchit, se prépare. La France est tout appliquée à son relèvement. L'Angleterre est mécontente, incertaine et inquiète ; elle commence à apercevoir la faute qu'elle a commise en laissant écraser la France, en aidant même à sa défaite par une neutralité bienveillante pour l'adversaire ; elle n'a plus d'allié. L'Italie, éblouie de son accession au rang de grande puissance, n'est pas moins embarrassée et le sera bien davantage pour s'y maintenir ; elle ne récoltera longtemps qu'humiliations et déboires ; elle risquera de s'y ruiner. Elle songe déjà à se pousser hors de ses limites naturelles ; mais elle veut avant tout, et passionnément, atteindre ces limites : Trente et Trieste. Elle n'y peut prétendre qu'avec le concours de l'Allemagne, comme naguère elle a eu besoin du concours de la Prusse, et elle en viendra à accepter ses conditions. La Russie est promise, elle aussi, à de cruels mécomptes ; elle aussi s'apercevra, non seulement de la responsabilité qu'elle a encourue — et qu'elle partage avec l'Angleterre — en livrant la France à la Prusse, mais du rôle de dupe qui lui est dévolu. Au lieu de la gratitude de l'Allemagne qu'elle croyait pouvoir justement escompter, elle ne trouva d'abord que sarcasmes, défis, dénis de justice ; puis une hostilité implacable, qui, de déguisée et hypocrite, deviendra arrogante et agressive.

Ainsi, tout ressortit à l'Allemagne, et Bismarck, déjà, mène tout ; il s'emploie, pour l'instant, à ménager et à satisfaire l'Autriche. Depuis Sadowa, il n'a cessé de flatter l'empereur François-Joseph ainsi que son chancelier, le comte de Beust — un Saxon —, tout en les faisant menacer par le comte Andrassy, premier ministre de la Hongrie, partisan d'une politique antislave à l'intérieur et germanophile à l'extérieur. Ce mélange d'intimidation et de caresses acheva d'incliner Vienne à la neutralité. Le dessein de Bismarck est très net, quoique à détente et à longue échéance : achever d'expulser l'Autrichien de l'Allemagne prussianisée, mais le garder comme allié, comme « second » et comme otage. Plus tard, il refusera franchement le Trentin et Trieste à l'avidité âpre et naïve de Crispi. Pour l'instant, il cherche des compensations à l'Autriche en Orient, sur le Danube, dans les Balkans ; devenue puissance orientale, comme elle l'a toujours rêvé, l'Autriche sortira de l'Europe centrale abandonnée à la Prusse, et barrera aux tsars la route de Constantinople. C'est que Bismarck, dès qu'il n'a plus besoin d'elle, redoute la Russie ; il craint que, tardivement consciente de son erreur, elle ne la répare en se retournant vers son alliée naturelle, la France.

Il savait ne pouvoir compter alors sur l'Italie ni sur l'Angleterre. Il s'attacha donc, tout en ménageant et en abusant la Russie, à s'assurer l'appui de l'Autriche. Il provoqua une rencontre entre Guillaume I<sup>er</sup> et François-Joseph à Ischl, tandis que lui-même s'abouchait avec Beust à Gastein. Mais Beust, Saxon et catholique, vaincu lui aussi à Sadowa, pouvait être contenu, intimidé, non gagné. Bismarck le fit remplacer (1<sup>er</sup> novembre 1871) par Andrassy ; changement non seulement de personne mais de politique. Andrassy renonça à tout rôle





PRINCE GORTSCHAKOV (1798-1883).

effectif ou moral dans l'Allemagne du Sud, dont, par une tradition séculaire, les États considéraient l'Autriche comme une sœur, amie et alliée naturelle; mais il exigea des dédommagements dans les Balkans, et rien ne pouvait mieux servir les desseins de Bismarck, qui voyait ainsi l'Autriche s'agrandir aux dépens des Slaves, donc se heurter à la Russie. Les trois empereurs et leurs chanciers se retrouvèrent à Berlin au mois de septembre 1872; ils convinrent de maintenir le *statu quo* en Europe et de résoudre amicalement les difficultés qui se pourraient élever en Orient.

D'autre part, l'idée fondamentale de Gortschakov, l'idée qui l'obsède et le mène, c'est d'affirmer et de faire éclater sa supériorité sur le chancelier allemand, qu'il tient pour un parvenu arrogant et brutal — et qui ne l'ignore pas. Il veut à toute force l'humilier, faire montre d'indépendance. De là, visite du tsar à Londres (mai 1874), en un temps où la Russie poursuivait rigoureusement la conquête du Turkestan qui la rapprochait de l'Inde, où le cabinet tory Derby-Disraëli, succédant au pacifique Gladstone, inaugurait l'impérialisme britannique. Bismarck fut-il vraiment alarmé? Crut-il, bien qu'elle parût définitivement écartée, à une restauration monarchique en France? Ou bien jugea-t-il venu l'instant propice d'attaquer de nouveau et d'anéantir, cette fois, le vaincu de 1871? Il ne cessait d'intriguer, de susciter différends et querelles, tâchant à créer un prétexte de guerre et se flattant sans doute d'obtenir, comme en 1870, la neutralité de la Russie et de l'Angleterre, ou de la leur imposer. Mais la Russie et l'Angleterre étaient résolues à ne pas commettre la même faute qui eût été, pour le coup, irréparable. Pendant que leurs deux ambassadeurs, à Berlin, déclaraient qu'en cas de conflit « leurs gouvernements garderaient leur liberté d'action », le tsar, dans une entrevue privée, signifiait durement à Bismarck qu'il ne le laisserait sous aucun prétexte attaquer la France. Démasqué, froissé, piqué au vif par une circulaire de Gortschakov, qui proclamait « la tension dissipée grâce à la Russie », Bismarck résolut de prendre une revanche complète aux dépens de sa voisine; or, il ne pouvait l'atteindre qu'en Orient, et la question d'Orient, dont il s'était désintéressé jusqu'alors, va devenir un facteur essentiel de sa politique.

#### LA GUERRE TURCO-RUSSE. — LE TRAITÉ DE BERLIN. — CONSTITUTION DES ÉTATS BALKANIQUES.

— Une vive effervescence, à la fois religieuse et nationale, troublait depuis quelque temps déjà la péninsule balkanique, où l'idée panslaviste avait enflammé le patriotisme des chrétiens d'Orient, quand éclata, en 1875, l'insurrection des « rayas » de la Bosnie et de l'Herzégovine contre la barbarie turque. La Serbie, le Monténégro s'agitèrent. Les puissances signataires du traité de Paris intervinrent pour arrêter la propagation de l'incendie en obtenant de la Porte des réformes équitables; mais, le 2 mai 1876, les consuls de France et d'Allemagne furent assassinés à Salonique par la populace musulmane.

L'attitude de l'Europe confirma les Slaves dans l'espoir qu'elle les soutiendrait, et le prince Milan Obrenovitch crut que la Serbie pourrait jouer dans les Balkans le même rôle que le Piémont en Italie. Mais les

puissances entendaient régler le conflit et protéger les chrétiens sans détruire l'Empire ottoman. Les nationalistes turcs déposèrent le faible Abd-ul-Aziz, — « suicidé » le lendemain —, que remplaça Mourad V, mort bientôt de façon non moins suspecte, puis Abd-ul-Hamid II, intelligent et habile, mais ignorant, cruel et musulman zélé (31 août 1876).

Osman-pacha n'eut guère de peine à vaincre séparément Milan de Serbie et Nicolas de Monténégro, qui ne pouvaient s'entendre. Turcs, Tcherkesses et Kurdes commirent, en Bulgarie et en Macédoine, de ces « atrocités » qui indignent périodiquement l'Europe civilisée. L'ambassadeur russe, le général Ignatiev, somma la Porte de châtier aussitôt les coupables, tandis que la conférence de Constantinople réclamait l'autonomie pour la Bosnie, l'Herzégovine et la Bulgarie; pour tous les autres pays balkaniques, des réformes et des garanties (10 décembre 1876). Le 24 décembre, le sultan, allant plus loin, promulgua une *Constitution* calquée sur les meilleurs modèles européens. Mais le premier acte du Parlement turc fut de repousser l'ultimatum des ambassadeurs: après quoi, le sultan se retrancha derrière la volonté nationale. Les puissances se résignèrent à de nouvelles démarches, suivies de nouveaux délais. Une fois de plus, leurs ambitions réciproques se neutralisaient, aucune ne voulant faire le jeu des autres. Alors le tsar, impatienté, obtint le passage de ses troupes à travers la Roumanie et franchit le Danube à Sistovo (27 juin 1877).

Toute guerre russo-turque présente trois phases. Prête la première, la Russie prend l'offensive, rencontre peu de résistance et pousse ses avantages si loin que sa victoire paraît certaine et imminente. Mais la Turquie se ressaisit; et comme elle est brave et opiniâtre, comme les Russes sont essouffés par leur avance, elle les tient en échec, et retarde assez le dénouement pour le faire paraître douteux. La Russie, cependant, possède de telles réserves d'hommes qu'elle déploie un effort immense, renverse les derniers obstacles et remporte chèrement une victoire, dont sa propre indécision, la pénurie de ses finances, l'hostilité irréductible de l'Angleterre et la jalousie de l'Europe lui ont rarement permis de recueillir les fruits. Au point de vue tactique, les opérations sont, plus encore qu'ailleurs, imposées par la nature du sol. C'est une tâche difficile que de franchir le profond fossé du Danube, le glacis et la haute muraille des Balkans, par l'un des nombreux cols qu'ouvrent les affluents de droite du grand fleuve. Ces obstacles forcés, la descente est facile dans les vallées et conduit aux portes de Constantinople. Enfin l'Arménie est un autre théâtre de guerre et la Russie presse l'Empire turc sur ses deux flancs, comme avec les deux branches d'une tenaille.

Ces phases et ces caractères se retrouvent dans la guerre de 1877-1878.

Le gros des forces turques était concentré dans le quadrilatère bulgare (Routschouk, Silistrie, Varna, Choumla). Les Russes se contentèrent de les tenir en observation et poussèrent leurs colonnes à l'assaut des Balkans par les profondes vallées de la Jantra et du Kamtchik. Le général Gourko enleva Tirnova et poussa jusqu'aux environs d'Andrinople. Mais ce raid, demeuré célèbre, l'a mis hors d'haleine



REDDITION DE PLEVNA (novembre 1877). Gravure de la Bibliothèque Nationale.





GÉNÉRAL OSMAN-PACHA (1837-1900).

en éparpillant ses troupes. Arrêté, repoussé, il recule et est rejeté sur Chipka. Tout est à recommencer.

A ce moment, Osman-pacha quitte sa position excentrique de Vidin, ramasse tout ce qu'il trouve de forces et s'établit dans Plevna, comme un coin sur le flanc droit des Russes. Ceux-ci, pour s'en délivrer, envoient deux armées, qui sont battues (fin juillet), et le généralissime, le grand-duc Nicolas, est repoussé sur toute la ligne. Le siège de Plevna, ville ouverte, surprit tous les chefs et ingénieurs militaires : il servit de leçon et de modèle, jusqu'à la guerre russo-

japonaise, pour la défense en rase campagne et sans camp retranché. Osman-pacha, épiait les mouvements de l'ennemi, leur opposait, au point et au moment voulus, des ouvrages improvisés et des troupes mobiles. Il prolongea quatre mois durant cette résistance admirable, qui aurait pu se changer en victoire si la grande armée turque était sortie, à temps, du quadrilatère. Mais Méhémet-Ali, qui la commandait, n'était qu'un transfuge, un renégat français du nom de Charles Déroît, mal vu et mal obéi des autres généraux. Par un énorme effort, la Russie forma deux armées de siège et une masse d'attaque. La première bloqua les Turcs du quadrilatère ; la seconde enferma Osman-pacha dans ses lignes. Ce fut un siège en règle pour lequel on avait fait appel à Tottleben, l'ancien défenseur de Sébastopol. Lorsque, réduit à 20 000 hommes, vivres et munitions épuisés, Osman, blessé, malade, sans moyens de faire une sortie utile, eut été réduit à capituler (fin novembre), Gourko escalada les Balkans à travers les neiges par la passe de Chipka et battit Soleïman-pacha en ayant de Philippopoli :

les Russes étaient bientôt aux abords de la capitale ottomane. En Arménie, Moukhtar-pacha, d'abord vainqueur de Loris Melikov à Zewin, puis écrasé à l'Aladja-dagh, avait été contraint de s'enfermer dans Erzeroum.

Vaincue en Europe comme en Asie, la Porte dut accepter le traité du 3 mars 1878, signé à San-Stefano, l'un des faubourgs de Constantinople.

La Russie gardait Kars et Bayazid en Arménie et forçait la Roumanie à lui abandonner la Bessarabie. Elle faisait donner Nich et Mitrovitza à la Serbie, et deux ports sur l'Adriatique — Antivari et Dulcigno — au Monténégro. La Roumanie recevait en compensation — compensation insuffisante et déserte Dobroudja, au sud du delta danubien, détachée de la Bulgarie. Mais la clause essentielle et caractéristique du traité, c'était la création d'un Etat nouveau, de 163 000 kilomètres carrés, la Grande Bulgarie, sur les deux revers des Balkans, du Rhodope au Tchar-Dagh, de l'Adriatique à la mer Egée et à la mer Noire, à travers toute la péninsule. Il n'en restait plus que 108 000 à la Turquie, et coupés en deux tronçons : la Roumélie, sur la mer de Marmara et les Détroits ; l'Albanie, sur l'Adriatique. Remise lui était faite, il est vrai, des quatre cinquièmes d'une dette qu'elle se déclarait incapable de payer ; mais elle était dépecée, impuissante, menacée de mort, sous la main et au bon plaisir de la Russie, maîtresse absolue de la péninsule. La Russie, à son tour, abusait de sa victoire.

L'Angleterre, depuis le traité d'Unkiar-Skélessi (1833), n'avait cessé de soutenir la Turquie contre les Russes. Dès le 13 mars, elle notifia son opposition à toutes les puissances et demanda la revision, par un congrès, du traité de San-Stefano. Puis, croyant pouvoir compter sur la France, devinant que la Russie n'obtiendrait rien de l'Autriche ni de l'Allemagne, elle se montra plus énergique encore lorsque lord Salisbury eût remplacé lord Derby et proclamé le traité « impossible » (1<sup>er</sup> avril). Mais l'appui, ou simplement la bienveillance de l'Allemagne, réduirait l'Angleterre à l'impuissance.

Gortschakov demanda donc l'appui de Bismarck, et c'est là que Bismarck l'attendait. Tout récemment, il avait déclaré au Reichstag que « la question d'Orient ne valait pas les os d'un grenadier poméranien » ; puis qu'il n'aspirait qu'à être « l'honnête courtier » d'une paix générale. Mais, outre qu'il ne voulait se brouiller ni avec l'Angleterre ni avec l'Autriche, il était résolu à tirer vengeance de l'échec et de l'humiliation que lui avaient infligés la Russie, et Gortschakov nommément, en 1875. Il n'offrit rien de plus que la réunion d'un congrès à Berlin. Ce fut un coup rude pour la Russie. Mais que pou-



CARTE POLITIQUE DE LA PÉNINSULE BALKANIQUE avant la guerre russo-turque.



LA PÉNINSULE BALKANIQUE après les traités de San-Stefano et de Berlin (mars-juillet 1878).





LA ROUTE DE PLEVNA, peinture de Verehtchaguine. CL. BRAUN.

Le célèbre peintre russe a su montrer d'une façon poignante l'infinité désolante, sous le ciel gris et la neige, de la route jalonnée de morts par l'armée vaincue.







vait-elle ? Rien, ou la guerre, et une guerre générale, grosse d'imprévu. Pour couvrir sa retraite, Gortschakov fit savoir à l'Angleterre qu'il était prêt à s'entendre directement avec elle ; cette offre fut également déclinée, et le congrès siégea à Berlin du 13 juin au 13 juillet 1878.

C'est sur la question de la « Grande Bulgarie » qu'il était le plus difficile de s'entendre. Après de longs débats, la « principauté de Bulgarie », écartée de la mer Égée et de l'Adriatique, ne comprit plus que le versant nord des Balkans, jusqu'au Danube, et, sur le versant sud-ouest, que le cours supérieur de la Maritza ; la Roumélie orientale, avec Philippopoli, forma une province turque autonome. Tout ce que l'on retranchait de la Bulgarie fut restitué à la Turquie, qui s'étendait toujours de l'Adriatique au Bosphore. De ses deux ports, le Monténégro ne gardait plus qu'Antivari, et il fallut le blocus d'une escadre combinée pour le contraindre à ce sacrifice. La Roumanie réclamait la Bessarabie perdue en 1856 et les bouches du Danube ; mais, les lui rendre, c'eût été pousser la Russie à bout. On lui laissa la Dobroudja, et elle fut érigée en Etat indépendant (1880). La Serbie pareillement, avec de nouveaux districts dans le haut Vardar, mais sans accès à la mer. Andrassy soutint que les Turcs étaient incapables de maintenir en paix l'Herzégovine et la Bosnie, peuplées en presque totalité de Yougo-Slaves apparentés aux Serbes, mais dont beaucoup, cédant à la terreur et au cimeterre, avaient adopté l'islamisme au XVI<sup>e</sup> siècle ; il proposa l'occupation et l'administration provisoire des deux provinces par l'« Autriche, mandataire de l'Europe », et la Russie reçut ce nouveau coup sans broncher. Après quoi, le congrès admit les délégués de la Grèce, mais leurs prétentions furent jugées excessives, et on les invita à négocier directement avec la Turquie ; en 1881 seulement, la Grèce reçut les provinces d'Arta (Épire), de Larissa et de Trikhalla (Thessalie). En Asie, les Russes gardaient Kars, Ardahan et Batoum, érigé en port franc. On a vu qu'ils avaient déjà, après la guerre franco-allemande, déchiré la clause du traité de Paris relative à la neutralité de la mer Noire.

La Turquie déclarait une fois de plus « sa volonté de maintenir la liberté religieuse dans l'Empire, en lui donnant l'extension la plus large ». Elle atteignait ainsi la Russie orthodoxe dans son protectorat religieux.

Plus encore que les conventions de 1840-1841 et que le traité de Paris, le traité de Berlin (13 juillet 1878) était un échec pour la Russie et un triomphe pour l'Angleterre, qui se fit céder par le sultan l'île de Chypre en récompense de l'appui qu'elle avait donné à la Porte. Les représentants au congrès de l'impérialisme allemand avaient délibérément sacrifié les Slaves, à la grande satisfaction de Bismarck, au plus grand avantage du germanisme et du magyarisme envahissants. Le délégué de la France, Waddington, était arrivé à Berlin pour y pratiquer la politique des « mains nettes », donc sans programme défini, et la France ne retira de sa participation au congrès, prudente jusqu'à l'effacement, aucun profit, même indirect, pour sa politique extérieure. Waddington plaida la cause de la liberté religieuse et intervint en faveur de la Grèce, mais il sacrifia les Slaves moyennant la promesse qu'on laisserait à la France sa liberté d'action

en Tunisie. L'Angleterre n'aurait peut-être pas donné son agrément à cette compensation ; Bismarck s'y montra favorable, voyant là un moyen de détourner la France vers la politique coloniale et de créer un sujet de conflit entre elle et l'Italie.

La Russie, que l'on avait voulu manifestement écarter de la péninsule balkanique et des Détroits, avait pu se rendre compte des sentiments hostiles de l'Angleterre et de l'Autriche, soutenues par l'ironique complicité du chancelier allemand. Elle se résigna à une défaite aussi complète, se sentant hors d'état de tenir tête à elle

seule à tant d'ennemis conjurés. Mais elle comprit le danger de son isolement ; elle cherchera une alliée, et le rapprochement franco-russe est sorti du traité de Berlin, qui est aussi à l'origine de la Grande Guerre ; car l'Autriche, devenue puissance balkanique, ne pouvait s'avancer vers la mer qu'en écrasant la Serbie qui lui faisait obstacle.

L'application même de l'acte du 13 juillet 1878 devait donner lieu d'ailleurs à de multiples complications, incidents et négociations.

Il fallait organiser la principauté de Bulgarie, et le soin en fut départi, d'un commun accord, au tsar, comme une sorte de tuteur légal. Il y appela, pour administrer le pays sous l'œil d'une commission russe, un de ces principicules allemands, qui sont candidats éventuels à tous les trônes, Alexandre de Battenberg. Mais en 1885, les Bulgares de la Roumélie orientale, tributaires du sultan, se révoltèrent et proclamèrent leur union avec leurs frères de la Bulgarie. Milan Obrenovitch, qui jouait le jeu de l'Autriche et recevait ses subsides, réclama la « compensation » traditionnelle sous le prétexte de « rétablir l'équilibre ». Il se flattait de vaincre aisément les Bulgares surpris et mal préparés : il fut battu à Slivnitsa et ramené en Serbie ; il l'eût même été jusqu'à Belgrade, si l'Autriche n'avait imposé la paix. La protection russe était d'ailleurs si lourde et si exigeante que Battenberg préféra abdiquer. Les Bulgares se mirent en quête d'un prince. Nul n'osait accepter. Sans être assuré, par avance, de l'agrément du tsar, Ferdinand de Saxe-Cobourg osa s'y risquer, comptant moins sur l'appui de l'Autriche que sur son astuce et sa finesse peu communes (1887). On croyait qu'il serait chassé avant un mois : dix ans après, il y était toujours, grâce à la dictature implacable de Stamboulov, et toutes les puissances l'avaient reconnu. Il se réconcilia même avec la Russie, l'endormant par de fallacieuses protestations de gratitude et de dévouement.



WADDINGTON (1826-1894). CL. PIROU.



A. Karolyi | Gortschakov | Beaconsfield | Hohenlohe | Andrassy | Bismarck | Schouvalov | Salisbury | Méhémet-Ali-pacha  
Waddington

LE CONGRÈS DE BERLIN (juillet 1878). — Peinture de Werner. — Hôtel de Ville de Berlin.

La Turquie perdit encore la Crète, en majorité chrétienne et grecque, et à l'état de révolte chronique depuis quatre siècles. Elle se révolta encore en 1897 et appela à son aide la Grèce, qui lui envoya des secours, en même temps qu'elle fomentait une autre insurrection en Macédoine. La Turquie protesta et demanda à l'Europe l'autorisation de se défendre. L'Europe laissa les deux adversaires en présence. Ce fut l'affaire de quelques jours. Le « diadoque » Constantin, mis en déroute au premier choc par Edhem-pacha, à Larissa et à Pharsale, s'enfuit jusqu'à Athènes. La Grèce, qui avait troublé la paix générale, supplia les puissances d'arrêter le vainqueur. Elle dut restituer l'Épire et évacuer la Crète (mai 1897) ; mais la Russie, la France, l'Angleterre et l'Italie essayèrent de trouver un *modus vivendi* pour l'île. L'autonomie, avec le prince Georges de Grèce, préparerait l'union des deux pays et consoliderait la dynastie. L'Allemagne, et l'Autriche à sa suite, qui étaient dès lors en rapports amicaux et même protecteurs avec le sultan, se montrèrent peu favorables à cette combinaison. La question demeura donc en suspens ; toutefois la Grèce reçut, à son tour,



l'assistance de la Crète, en la personne de l'avocat Venizelos, dont l'adresse et la subtilité homériques ramenèrent un apaisement relatif en attendant l'heure de la revanche.

Si les affaires de Bulgarie et de Crète sont compliquées, celles de Macédoine sont inextricables. Le traité de Berlin avait rendu cette province à la Turquie ; mais l'extrême confusion des races y rend illusoire l'autorité du sultan. Chaque groupe ethnique reste en rapports avec ses « frères » voisins, qui l'excite à la révolte, cependant que le brigandage, coloré parfois de patriotisme (*comitadjis*), opère pour son propre compte. Cette confusion engendre et entretient une haine générale contre le Turc et des haines particulières entre chaque peuple, tandis que la richesse du pays et son heureuse situation enflamment les convoitises de chaque État balkanique, sans compter celles de l'Autriche. De là une fermentation permanente, des révoltes et des meurtres incessants, la somnolence, puis le réveil furieux des Turcs, qui affirmaient leur suzeraineté par des massacres.

**LA TRIPLE-ALLIANCE.** — Bismarck avait donc pris parti, au fond, contre la Russie, et c'est avec son agrément que le congrès de Berlin l'avait frustrée de ses victoires. Il se gardait, cependant, de la pousser à bout. Il jouait double ou même triple jeu, selon son habitude ; mais ici, la partie, même pour lui, était difficile. Sûr désormais de l'Autriche, grâce à Andrassy, convaincu qu'il aurait facilement l'Italie, il se refusait à rompre avec la Russie tout en la combattant sous main, et tenait des cartes en réserve pour la ramener. Il n'avait pourtant tiré nul avantage de la rencontre des trois empereurs à Berlin, en septembre 1872, puisque le tsar s'était formellement refusé, on le vit bien en 1875, à toute nouvelle attaque contre la France. Bismarck a dit et répété qu'il se désintéressait des affaires d'Orient, qu'il méprisait à un égal degré tous les peuples balkaniques, Grecs, Slaves ou Bulgares, et l'on peut croire qu'il était sincère lorsqu'il proposa, par deux fois au moins, à la Russie, de lui abandonner la partie orientale de la péninsule, avec Constantinople, à la condition qu'elle lui laissât toute liberté sur le Rhin et contre la France. Alexandre II, comme plus tard Alexandre III, repoussa cet humiliant marché, et ce refus décida Bismarck à resserrer son entente avec l'Autriche. Ses sentiments à l'égard de Guillaume I<sup>er</sup> étaient faits de loyalisme, de respect, d'une sorte d'affection, mais il déplorait les préjugés et les scrupules de son maître. Aussi avait-il accoutumé d'agir sans lui, sauf à demander ensuite un consentement dont il se croyait assuré d'avance. Au lendemain de l'entrevue d'Alexandrovno, où le tsar avait demandé au kaiser de soutenir son point de vue quant à l'exécution du traité de Berlin,

Bismarck se rencontra à Gastein avec Andrassy, qu'il gagna à ses desseins ; puis, accourant à Vienne, il réussit à effrayer François-Joseph, déjà fort inquiet des desseins que les deux chanceliers ne manquaient pas d'imputer au gouvernement de Saint-Petersbourg. Andrassy et le prince Henri VII de Reuss signèrent donc, à Vienne, un accord défensif pour le maintien de l'état de l'Europe tel que l'avaient faite les traités de Francfort et de Berlin (7 octobre 1879). Mais l'alliance défensive pouvait se changer en offensive, puisque, « si la puissance attaquante était soutenue par la Russie, l'obli-

gation d'assistance réciproque avec toutes les forces militaires entrerait immédiatement en vigueur ». Cette clause était nettement dirigée contre la France.

L'Italie avait paru s'alarmer très vivement des manifestations catholiques françaises en faveur du rétablissement du pouvoir temporel des papes. Dès 1877, Crispi, alors président de la Chambre, avait été envoyé par Depretis à Berlin pour « se faire offrir » l'alliance allemande. Bismarck n'avait eu aucune peine à deviner ce jeu puéril et présomptueux. Il n'offrit rien du tout, amena l'autre à offrir et rejeta ses offres, en posant, comme condition *sine qua non* de tout accord, — car il n'avait nul besoin de l'Italie, au contraire, — que l'Autriche ne perdrait pas un pouce de l'*Italia irredenta*. Lorsque la France eut occupé la Tunisie, qui n'est après tout que la « frontière scientifique » de l'Algérie, l'Italie y vit un larcin, pour ne pas dire une trahison. Dépitée et courroucée, craignant, selon Crispi lui-même, d'être « chassée de la Méditerranée », alors qu'elle y convoitait la Tripolitaine, et peut-être la Crète, sinon la Corse, l'Italie se détermina à prendre ce qu'on lui laissait. Elle fit savoir qu'elle demandait à s'associer en tiers au traité austro-allemand de 1879. François-Joseph, néanmoins, n'éprouvait aucun désir de rapprochement avec le fils

du souverain qui avait chassé l'Autriche de la péninsule. Bismarck obtint cependant que Humbert I<sup>er</sup> fût reçu à Vienne, avec son premier ministre. Et c'est dans la capitale autrichienne que fut signé, le 20 mai 1882, l'acte constitutif de la *Triple-Alliance*, qui devait dominer de 1882 à 1914 les relations internationales et amener par réaction la politique d'équilibre. L'Italie renonçait à l'« irredentisme », et c'est avec une cynique brutalité que Crispi, l'ancien révolutionnaire mazzinien et l'un des « Mille », exécuta cette clause. Elle s'engageait à soutenir l'Allemagne contre une agression de la France, et l'Autriche contre une agression de la Russie, si la France y participait. L'Autriche, il est vrai, promettait de ne pas s'étendre dans les Balkans en direction de l'Adriatique ; mais l'Italie, à son tour, ne chercherait pas à faire de cette mer un « lac italien ».

Elle ne gagnait donc rien, ou presque, à la Triplique ; l'Autriche assez peu, et l'Allemagne tout : elle recevait vraiment l'hégémonie de l'Europe. Bismarck ne se tenait cependant pas encore pour satisfait ; il s'obstinait à renouer avec la Russie, pour la maintenir dans la neutralité, ou mieux dans l'isolement.

L'assassinat d'Alexandre II par les nihilistes (1881) servit ses intérêts ; car le nouveau tsar se rapprocha alors de l'Allemagne, où les révolutionnaires étaient sévèrement traqués. Le vieil empereur Guillaume, après avoir rencontré François-Joseph à Gastein, eut une entrevue à Dantzig avec Alexandre III. Gortschakov, l'ennemi personnel de Bismarck, fut disgracié (avril 1882), et enfin, le 21 mars 1884, le chancelier allemand, malgré l'opposition des panslavistes, réussit à lier la Russie à l'Allemagne et à l'Autriche par un traité secret de « contre-assurance », qui fut ratifié à Skierniewice par les trois empereurs, et que remplaça, le 18 novembre 1887, une autre convention signée par le tsar à Berlin : la Russie et l'Allemagne se promettaient la neutralité si l'un des deux États était attaqué par une tierce puissance. On tint l'Autriche et l'Italie dans l'ignorance de ce pacte ; mais bien qu'il fût assuré, pendant trois ans, de n'avoir rien à craindre



GUILLAUME II, EMPEREUR ALLEMAND (1888-1918).



FRANÇOIS-JOSEPH, EMPEREUR D'AUTRICHE (1848-1916). CL. ANGERER.



HUMBERT I<sup>er</sup>, ROI D'ITALIE (1878-1900). CL. BROGI.



du tsar, Bismarck, dès le 24 novembre, demanda au Reichstag une augmentation d'effectifs assez considérable pour permettre à l'armée impériale de tenir tête à la fois aux forces françaises et aux forces russes. Le tsar ayant exprimé sa surprise, Bismarck rendit public le traité austro-allemand de 1879, dirigé contre la Russie.

Ainsi, de toutes ces tractations, de son acquiescement à des mesures qui lui répugnaient, de sa complaisance même, la Russie n'avait récolté que leurre et duperie, et sa situation en Europe ne s'était en rien améliorée, alors que de nouveaux conflits se préparaient dans les Balkans.

**L'EXPANSION COLONIALE.** — Durant cette période, l'expansion européenne et la colonisation prennent un développement considérable. L'Angleterre continue d'accroître son domaine d'outre-mer ; la France reconstitue le sien ; les nations qui, comme l'Allemagne et l'Italie, n'ont réalisé que tardivement leur unité, se jettent sur les régions disponibles ; le roi Léopold II a fait de la petite Belgique une puissance coloniale en lui donnant le Congo ; le gouvernement des tsars s'efforce de mettre en valeur la Sibérie ; les États-Unis, le Japon veulent, à leur tour, avoir des possessions.

Les épisodes de ce mouvement d'expansion, les rivalités plus ou moins âpres, les accords et conventions auxquels il a donné lieu sont relatés dans les chapitres de cet ouvrage consacrés à l'Afrique, à l'Asie, à l'Amérique. On ne les mentionne donc ici que pour mémoire.

Ainsi qu'il a été expliqué plus haut (voir page 204), l'expansion coloniale a été grandement influencée, et, en certains cas, « conditionnée » par les événements de 1870-1871. C'est parce qu'elles sont devenues alors grandes puissances que l'Allemagne et l'Italie ont voulu, à l'exemple des autres, fonder des colonies. C'est, en partie, pour réparer ses pertes, pour s'indemniser de sa défaite, que la France a cherché des compensations outre-mer. C'est, en partie, pour lutter contre la concurrence, souvent victorieuse et toujours redoutable de l'Allemagne, que l'Angleterre s'est créée de nouveaux marchés. Et, d'autre part, la politique extra-européenne de l'Allemagne, de l'Italie, n'est-elle pas, en partie, solidaire de leur politique continentale ? On ne voit guère que la Belgique qui se soit étendue pour des raisons étrangères à la crise de 1870-1871.

L'histoire de l'expansion coloniale des États européens ne peut être strictement limitée à l'Europe : il faut y joindre les États-Unis. Leur prodigieux développement économique a retenti sur l'action politique de l'Angleterre, par exemple, dans le même sens que la concurrence de l'Allemagne. En vertu ou sous prétexte de la doctrine de Monroe, ils ont gêné ou empêché l'expansion européenne en Amérique ; ils se sont emparés des colonies espagnoles d'Amérique ; enfin, ils se heurtent et se heurteront de plus en plus à certains États européens hors d'Europe.

L'expansion coloniale n'explique pas toute la politique extérieure



L'ENTENTE CORDIALE. Le banquet des marins français dans la salle du Guildhall, à Londres (août 1905).  
CL. CHUSSEAU-FLAVIENS

des États européens entre 1871 et 1914, mais elle la détermine souvent et souvent elle en est inséparable.

**L'ALLIANCE FRANCO-RUSSE.** — La Russie voyait avec chagrin et inquiétude son influence décroître, celle de l'Autriche s'étendre, celle de l'Allemagne grandir. Elle n'avait pas oublié l'humiliant et cruel échec de 1878. Pour sortir de son isolement et relever son prestige, elle cherchait une alliée. Bismarck avait prévu ce revirement et deviné le terme naturel de ces rancœurs ineffaçables et de ces aspirations confuses. Il s'employa jusqu'au bout à empêcher le rapprochement entre la Russie et la France, et il y parvint ; mais, après sa disgrâce, ce rapprochement s'opéra par la force même des choses. On peut dire que la France et la Russie se cherchaient. Le nouveau tsar, Alexandre III (1881-1894), Russe traditionaliste et époux d'une princesse danoise, n'aimait ni l'Allemagne, ni le jeune kaiser Guillaume II, dont l'impatience, l'arrogance et la fatuité n'avaient pu supporter longtemps la tutelle du « chancelier de fer ». Les événements des Balkans et ceux d'Extrême Orient, les obstacles où la Russie se heurtait de tous côtés, le besoin de capitaux étrangers pour les armements et les travaux publics, une grande honnêteté, un profond bon sens, un sincère patriotisme enfin, triomphèrent, peu à peu, des préventions premières de l'autocrate de la Sainte Russie envers la France républicaine et démocratique.

Il s'était d'ailleurs établi, entre la République française et le gouvernement du tsar, un courant de sympathie à la suite de plusieurs incidents, tels que l'arrestation à Vincennes des nihilistes russes, et, sous le coup de l'émotion soulevée par le voyage de l'impératrice Frédéric à Paris, les liens se resserrèrent entre les deux pays. Après le mémorable voyage à Cronstadt de l'escadre de l'amiral Gervais, le rapprochement de fait aboutit à un accord positif. Le 23 juillet 1891, un premier projet d'arrangement avait été élaboré par Alexandre Ribot, ministre des Affaires étrangères, qui s'inquiétait à juste titre des conséquences de la politique triplicienne au point de vue de l'équilibre européen. « Cet équilibre, disait-il, affecté déjà, on ne saurait le nier, par le pacte qui a réuni en faisceau les puissances du centre, si pacifiques que soient leurs intentions, menace d'être sérieusement compromis par les conditions dans lesquelles la Triple-Alliance vient d'être renouvelée. »

Les principes de l'Entente furent fixés, à la suite de négociations de cabinet à cabinet, dans une lettre du ministre des Affaires étrangères de Russie (Giers) à l'ambassadeur du tsar à Paris (Mohrenheim), en date du 21 août, et que celui-ci communiqua à Ribot sur l'ordre de son gouvernement (27 août).



LA TRIPLE-ALLIANCE. — Le roi d'Italie est reçu par le bourgmestre de Berlin (août 1902).



Ribot notifia, le même jour, au représentant d'Alexandre III l'acceptation de la France. Les deux parties contractantes déclaraient qu'elles se concerteraient « sur toute question de nature à mettre la paix générale en cause ». Si la paix était effectivement « en danger » et, spécialement, si l'un des deux États était menacé d'une agression, les gouvernements s'entendraient « sur les mesures dont la réalisation de cette éventualité leur imposerait l'adoption immédiate et simultanée ». L'alliance franco-russe a donc sa base non dans un traité, mais dans un échange de lettres, que complétèrent une convention militaire défensive (1892) et, plus tard, une convention navale (1902). L'équilibre des forces fut ainsi rétabli en Europe, en même temps que la France sortait de l'isolement auquel la victoire prussienne l'avait condamnée trop longtemps.

La France vit dans cette alliance un gage de sécurité et de confiance : elle en éprouva une satisfaction légitime, et, de part et d'autre, l'enthousiasme était sincère qui accueillit les marins russes à Toulon (1893), le jeune tsar Nicolas II à Paris (1896) et à Compiègne (1901), les présidents Félix Faure et Loubet en Russie (1897 et 1902).

L'initiative que prit Nicolas II de convoquer à La Haye une première « Conférence de la paix » (1899) indiquait assez le caractère de sa politique extérieure.

**LES ACCORDS MÉDITERRANÉENS. — L'ENTENTE FRANCO-BRITANNIQUE.** — L'Italie n'avait retiré de son accession à la Triplice aucun avantage pour sa politique méditerranéenne, et, dès 1886, elle avait conclu avec l'Angleterre un accord particulier. Au mois de décembre 1900, Delcassé, secondé par l'ambassadeur français à Rome, Camille Barrère, négocia avec le marquis Visconti-Venosta une convention déterminant l'action réciproque des deux pays dans la « mer latine ». La France s'engageait à ne pas s'opposer à l'établissement de l'Italie en Tripolitaine, l'Italie à ne pas gêner l'action de la France au Maroc. Et lorsque le traité de la Triple-Alliance fut renouvelé, le 28 juin 1902, les annexes connues sous le nom de « pacte bismarckien » en furent exclues ; il ne comporta plus aucune clause d'agression contre la France et, en dehors de ce traité, aucun engagement latéral militaire. L'Italie eut désormais une politique continentale basée sur la Triplice, et, en outre, une politique méditerranéenne et maritime.

L'alliance franco-russe avait tiré la France de son isolement, mais il ne fallait pas qu'elle nous conduisît à une guerre contre l'Angleterre, dont les intérêts étaient, en Orient, en concurrence avec ceux de la Russie, ni qu'elle déterminât peut-être une coalition anglo-allemande. Lorsque le conflit de Fachoda fut apaisé, Paul Cambon, appelé de l'ambassade de Constantinople à l'ambassade de France à Londres,



NICOLAS II, EMPEREUR DE RUSSIE (1894-1917).

commença par signer avec lord Salisbury une « Déclaration » (21 mars 1899), délimitant les sphères respectives d'influence des deux pays à l'est du Congo. Il n'était pas facile d'entreprendre une négociation plus large que celle qui avait réglé un pénible incident. L'opinion française était irritée contre l'attitude de Kitchener vis-à-vis de Marchand, et l'opinion anglaise nous voyait divisés par la politique intérieure. Bref, lord Salisbury n'avait en nous qu'une confiance limitée, et le kaiser Guillaume, dans ces conjonctures, offrit son alliance à Édouard VII. Mais le roi Édouard avait de son neveu une idée tout à fait défavorable, et lord Lansdowne, devenu en 1900 secrétaire d'État au Foreign Office, entretenait avec notre ambassadeur des relations amicales. Tout en restant fidèle à l'alliance russe, notre gouvernement s'orienta donc définitivement vers un rapprochement avec Londres. Le 14 octobre 1903, Paul Cambon, en plein accord avec son ministre, Delcassé, et lord Lansdowne conclurent pour cinq ans un traité d'arbitrage, et ce traité fut la préface de l'accord signé à Londres, le 8 avril 1904. Acte transactionnel, qui avait

sans doute comporté, du côté français, de très sérieuses concessions, mais qui mettait fin à des rivalités coloniales grosses de péril, à un moment où la France avait à opter entre l'acceptation, provisoire tout au moins, de la paix de Francfort et la « détente cordiale ». Si les deux gouvernements n'étaient pas liés par une convention d'ordre général, ils avaient à leur disposition un instrument de libre collaboration dont les bons effets se manifestèrent désormais en toute circonstance, notamment dans les affaires marocaines et les affaires balkaniques.

La politique à laquelle Paul Cambon a attaché son nom comportait deux étapes : l'entente cordiale avec l'Angleterre devait avoir pour complément un rapprochement anglo-russe. Ce résultat fut obtenu par la convention anglo-russe du 31 août 1907, précédée (30 juillet 1907) d'une convention russo-japonaise et d'une convention franco-japonaise (10 juin 1907). Enfin, la France et l'Espagne d'une part, l'Angleterre et l'Espagne d'autre part, s'étaient, vers le même temps, entendues pour le maintien du *statu quo* dans la Méditerranée et dans une partie de l'Atlantique. Dès lors, l'équilibre se trouva établi en Asie comme en Europe, et, à défaut d'alliance formelle, il fut convenu en 1911 que les états-majors français et britannique échangeaient périodiquement leurs vues.

Le kaiser s'émut ; il commença de se dire « encerclé », et les conventions franco-anglaise et franco-espagnole au sujet du Maroc lui fournirent un prétexte d'intervention. Son débarquement à Tanger (31 mars 1905) fut le préliminaire des réclamations diplomatiques dont les conséquences furent la réunion de la conférence d'Algésiras (16 janvier-6 avril 1906), l'incident des déserteurs de Casablanca (septembre 1908), réglé par un arbitrage ; enfin la déclaration franco-allemande (9 février 1909), qui reconnaissait nos intérêts particuliers dans l'empire chérifien.

Le gouvernement de Berlin entendait considérer le Maroc comme un État indépendant avec lequel il voulait négocier sans intermédiaire pour sauvegarder les intérêts économiques de l'Allemagne. L'expédition de Fez, décidée par la France pour garantir la sécurité des colonies européennes (27 avril 1911), provoqua donc la plus grande surexcitation dans l'opinion et la presse allemandes, et le gouvernement, qui inspirait cette campagne, envoya la canonnière « Panther » stationner devant le port d'Agadir (1<sup>er</sup> juillet 1911). Sir Edward Grey, chef du Foreign Office, fit savoir aussitôt que les obligations de la Grande-Bretagne envers la France et ses propres intérêts ne lui permettraient pas de se désintéresser des affaires marocaines. Ce langage énergique calma les esprits à Berlin, et, après de longues négociations, les gouvernements de Paris et de Berlin signèrent le traité du 14 novembre 1911, qui nous obligeait à de pénibles cessions en Afrique, sans, pour cela, contenter l'Allemagne.



L'EMPEREUR GUILLAUME II ET LE PRINCE ABD-EL-MALEK se rendent à la légation d'Allemagne à Tanger (31 mars 1905). CL. CHUSSEAU-FLAVIENS.



## LES CONFLITS BALKANIQUES ET LES PRELUDES DE LA GRANDE GUERRE. —

En même temps, l'Allemagne intriguait auprès du sultan Abd-ul-Hamid, dont le despotisme ombrageux, policier et fantasque, suscita des troubles, non seulement dans la péninsule balkanique, mais aussi dans certaines parties de l'Asie Mineure. Pour enrayer l'agitation arménienne, Abd-ul-Hamid conçut le projet de faire disparaître, en la massacrant, une nation qui, de tout temps, avait été la victime des Circassiens et des Kurdes : cette période sanglante, qui lui valut le surnom de sultan Rouge, débuta par les massacres de Sassoun (1895) et continua par ceux de Constantinople ; après la prise de la Banque impériale ottomane de Galata par des agitateurs venus de Russie, mais agissant contrairement à la politique de Saint-Pétersbourg, la ville fut livrée à une populace armée dont le gouvernement était complice.

Ce fut ensuite l'insurrection de la Crète (1897) et le blocus des principaux ports de l'île par une flotte internationale où l'Allemagne n'était pas représentée. La suzeraineté du sultan fut maintenue sur l'île ; mais, pour donner satisfaction aux sentiments hellénophiles des Crétois, le haut commissaire choisi par les puissances pour gouverner l'île fut le prince Georges de Grèce, dont le pouvoir (1898-1906) s'exerça sous le contrôle des puissances et avec l'appui de soldats et de gendarmes européens. Il prit pour premier ministre Venizelos, le chef du parti philhellène dans l'île.

L'attitude des puissances fut inspirée par des principes analogues au cours de la guerre gréco-turque, qu'elles essayèrent vainement de prévenir. Elles s'interposèrent énergiquement lorsque la Thessalie eut été occupée par les Turcs, et obligèrent ceux-ci à limiter leurs exigences territoriales au moment de la signature de la paix. Et, après avoir exigé de la Porte ce sacrifice, elles établirent à Athènes un contrôle financier pour assurer le paiement de l'indemnité de guerre ainsi que le service de la dette internationale. Dans ce conflit, l'Allemagne avait encore nettement pris parti pour la Turquie.

Eteint à la frontière grecque, le conflit des nationalités reparut dès 1899 en Macédoine, où les soulèvements chrétiens se multiplièrent, favorisés surtout par la Bulgarie et par la Russie. Dès 1902, l'intervention des puissances se manifestait en vue d'obtenir de la Turquie les réformes indispensables. Malgré les efforts du gouverneur turc, Hilmi-pacha, l'insurrection reprenait en mars 1903. A Mitrovitza, 3 000 Albanais étaient repoussés par la garnison turque ; mais le consul de Russie, Tcherbina, était assassiné par un soldat turc, au cours des troubles. Bientôt, ceux-ci se compliquèrent de tentatives révolutionnaires, qui déterminèrent la Porte à accepter un programme de réformes élaboré notamment par la Russie et l'Autriche ; mais il fallut un véritable ultimatum et une démonstration navale — cette fois encore, l'Allemagne s'était abstenue — pour contraindre la Turquie à s'exécuter (décembre 1905).

A l'intérieur, Abd-ul-Hamid avait concentré tous les pouvoirs en sa personne ; la Sublime Porte n'avait plus aucune autorité ; toutes les affaires aboutissaient au palais impérial. Les libéraux formèrent un comité secret sous le titre d'*Union et progrès*, et, en 1908, un chef de bataillon, Niyazi-bey, leva l'étendard de la révolte dans la province de Monastir. Le major Enver-bey souleva les troupes de Macédoine, et le rétablissement de la Constitution de 1876 fut proclamé à Salonique. Aussitôt la Bulgarie se déclara indépendante l'Autriche-Hongrie annexa la Bosnie et l'Herzégovine ; la Crète fêta sa réunion à la Grèce ; le prince de Monténégro prit le titre de roi. La prise de Constantinople par l'armée de Macédoine entraîna la déchéance du sultan (27 avril 1909), qui fut interné à Salonique, pendant que Mohammed Rechad, son frère, était intronisé sous le nom de Mohammed V. Ce fantôme de calife ne devait être qu'un jouet entre les mains du comité *Union et progrès*.

La Turquie chancelait et craquait de toutes parts :



ÉDOUARD VII, ROI D'ANGLETERRE (1901-1910).

une nouvelle brèche y fut ouverte en novembre 1912. A ce moment, l'Italie, qui avait pris pied en Tripolitaine, demanda que sa prépondérance y fût reconnue ; le refus de la Porte amena une occupation militaire, puis l'ouverture des hostilités. La flotte italienne vint bombarder les défenses des Dardanelles. Rhodes et les autres îles du Dodécanèse tombèrent au pouvoir des Italiens qui, par le traité signé à Ouchy, près Lausanne, se firent céder la Tripolitaine. La guerre n'était pas encore terminée qu'une crise décisive se déclarait dans les Balkans.

Depuis un siècle, la politique des puissances dans le proche Orient avait eu un double objet : donner satisfaction aux peuples chrétiens (agrandissements de territoire, réformes, autonomie, puis indépendance), mais en même temps refréner leurs ambitions, dépecer l'empire turc et en distribuer les lambeaux, tout en le conservant pourtant, quoique de plus en plus réduit et affaibli, afin d'opposer une barrière à la Russie et de sauvegarder la liberté des Détroits. Les peuples balkaniques, l'Europe les traitait un peu comme des enfants capricieux et turbulents, à qui l'on distribue,

selon le cas, récompenses ou pénitences.

Cette « solution extérieure » de la question d'Orient n'était pas pour leur plaire.

D'où vient qu'après s'être si longtemps soumis ou résignés, ils décidèrent de passer outre, d'agir par et pour eux-mêmes ? Qui leur fit voir, sous ses allures de tutrice diligente et impérieuse, la faiblesse de l'Europe et la rivalité de ses intérêts ? Cette « solution intérieure » a pu germer dans l'esprit avisé, astucieux et sans scrupules de Ferdinand de Bulgarie, soutenu par la bienveillance ou les encouragements de l'Autriche et de l'Allemagne. La Russie se laissa abuser ou n'attacha pas l'importance qu'il eût fallu à des symptômes cependant fort graves, et, mal éclairée par son alliée, la France, malgré sa ferme vigilance et d'inlassables efforts, ne put prévenir ou arrêter la conflagration ; elle réussit du moins à la circonscrire.

Au mois de mai 1912, le Monténégro, la Serbie, la Bulgarie et la Grèce s'étaient secrètement alliés pour imposer à la Turquie des réformes plus sérieuses en Macédoine ; en octobre, le Monténégro prit l'initiative des hostilités. La Turquie, incapable de mobiliser rapidement ses forces, désorganisées par la politique, ne put venir à bout de ses adversaires. Ses armées, défaites à Kumanovo et à Prilep par les Serbes, à Kirk-Kilissé et à Loulé-Bourgas par les Bulgares, en Albanie



TROUPES TURQUES TRAVERSANT SALONIQUE pendant les troubles de Macédoine.

UL. GUTHA





CARTE POLITIQUE DE LA PÉNINSULE BALKANIQUE après le traité de Bucarest (août 1913).

et en Thessalie par les Grecs, furent refoulées jusqu'aux lignes de Tchataldja, à 30 kilomètres de Constantinople, que les Bulgares, après avoir repris haleine, s'apprêtaient à emporter (mai-juin 1913). Mais l'Allemagne voulait sauver la Turquie; l'Autriche n'admettait pas un succès de la Serbie, et, pour l'Italie, Serbes et Grecs ne devaient pas s'établir, en face d'elle, sur l'Adriatique. L'Autriche, qui avait mobilisé et menaçait d'agir seule, força la conférence de Londres à créer un dérisoire État d'Albanie, sous le sceptre d'un prince allemand. On ne sait si elle excita secrètement les Bulgares, ou si la duplicité naturelle de Ferdinand fut ici suffisante; mais les Bulgares tombèrent, en pleine suspension d'armes, traîtreusement et de nuit, sur leurs alliés de la veille. La Serbie et la Grèce firent avorter leur félonie : ils furent partout vaincus, tandis que les Roumains intervenaient à leur tour, inquiets de l'ambition et du succès de leurs voisins. Le traité de Bucarest (10 août 1913) morcela une fois de plus la Turquie. La Grèce obtenait la plus large part : le sud de l'Épire, presque toute la Macédoine, une longue bande côtière sur l'Égée, où les Bulgares ne gardaient qu'une étroite fenêtre. La Serbie s'avancait largement dans la vallée du Vardar (Uskub, Prilep, Monastir), mais sans accès à la mer. La Bulgarie ne gardait qu'une partie du Rhodope et cédait Silistrie à la Roumanie, avec une nouvelle tranche de la Dobroudja. Le Monténégro était réduit à la portion congrue. Grâce à cette guerre fratricide, la Turquie dégageait sa capitale et récupérait Andrinople, avec la basse Maritza.

La question d'Orient apparaissait, non pas comme tranchée, mais comme transformée. On pouvait penser que la Turquie garderait la Roumélie orientale, les Détroits et Constantinople, seuls territoires vraiment turcs; que la jalousie et la suspicion, toujours éveillées, des États balkaniques, se feraient respectivement équilibre; que les puissances, renonçant à démembrer le territoire ottoman, se le partageraient cependant et l'exploiteraient sous forme d'avantages financiers, de concessions de houilles et de pétroles, ou de grands travaux publics, tels que le chemin de fer du « Bagdad ». D'autre part, il était à prévoir que la Grèce victorieuse ne serait pas satisfaite; que

la Bulgarie préparerait sa revanche; que la Serbie forcerait les passages qui lui étaient injustement fermés et se taillerait une large façade sur l'Adriatique; que l'Autriche, irritée par cette démonstration de la force serbe, ne donnerait pas à sa petite voisine le temps de se fortifier encore; qu'en cas d'agression, la Russie soutiendrait la Serbie, revenue avec les Karageorgevitch à ses amitiés traditionnelles. Il y avait en tout cela de prochaines et inévitables sources de conflit. Par le simple jeu des alliances, ce conflit devait se généraliser et une guerre européenne allait sortir d'une guerre balkanique.

Leurs derniers succès avaient rempli les Ottomans des espérances les plus folles. Aussi lorsque l'Allemagne, à qui ses agissements à Constantinople avaient assuré une influence prépondérante, fit miroiter aux yeux du sultan l'espoir de reconquérir les provinces perdues, l'Égypte, la Tripolitaine, la Tunisie, Enver, maître de la situation, n'eut pas de peine à entraîner le gouvernement à prendre le parti du kaiser, dont il escomptait la victoire.

## BIBLIOGRAPHIE

- ALBIN (Pierre), *La Paix armée, 1885-1894* (1913). — MORTON FULLERTON (W.), *Les Grands Problèmes de la politique mondiale*, trad. Mayra (1915).
- BULOW (prince de), *La Politique allemande*, trad. Herbette (1914). — LAIR (Maurice), *L'Impérialisme allemand* (1902, 4 vol.). — SCHUMANN, *Deutschland und die grosse Politik* (Berlin, 1902). — VERMEIL (E.), *L'Empire allemand, 1871-1900* (1926). — CHERADAME (André), *L'Allemagne, la France et la question d'Autriche* (1902); — *L'Europe et la question d'Autriche au seuil du XX<sup>e</sup> siècle* (1901). — DUCHEUR (J.), *La Question yougoslave, la monarchie danubienne et l'Europe, 1878-1918* (1918). — LARMEROUX (J.), *Politique extérieure de l'Autriche-Hongrie de 1875 à 1914* (1918, 2 vol.). — PRIBRAM, *Les Traités politiques secrets de l'Autriche-Hongrie, 1879-1914*, d'après les documents secrets des Archives de Vienne (tome 1<sup>er</sup>, le Secret de la Triple-Alliance, trad. C. Jordan) [1923]. — BILLOT (Albert), *La France et l'Italie, 1881-1889* (1905, 2 vol.). — CABURI (Franco), *L'Austria e l'Italia* (Milan, 1915). — CHLUMECKY (L. von), *Oesterreich-Ungarn und Italien* (Leipzig, 1907). — CHIALA (L.), *La Triplice et la Duplice Alleanza* (Turin, 1898). — CRISPI (Francesco), *Questioni internazionali* (Milan, 1913). — LE MARCHAND, *Les Étapes de la Triple-Alliance*, d'après les archives secrètes de Vienne (« Revue des Questions historiques », avril 1924). — SINGER (Arthur), *Histoire de la Triple-Alliance* (trad. L. Suret, 1913). — SULLIOTTI (A. Italo), *La Triplice Alleanza della origini alla denunzia, 1882-1915* (Milan, 1915); — *Les Accords franco-italiens de 1900 à 1902* (Livre jaune, 1920). — CYON (E. de), *Histoire de l'alliance franco-russe* (Lausanne, 2<sup>e</sup> éd., 1895). — DAUDET (Ernest), *Histoire diplomatique de l'alliance franco-russe* (1894). — HANOTAUX (G.), *La Politique de l'équilibre* (1911). — HANSEN (J.-J.), *L'Alliance franco-russe* (1887); *Ambassade à Paris du baron de Mohrenheim* (1907). — TARDIEU (André), *La France et les alliances* (1909). — WELSCHINGER (Henri), *L'Alliance franco-russe. Les origines et les résultats* (1919).
- L'Alliance franco-russe* (Livre jaune, 1918).
- RENAULT (Louis), *Les Conférences de la paix, 1899 et 1907*, « Revue des Sciences politiques » (1908).
- BARCLAY (Thomas), *L'Entente cordiale, trente années de souvenirs anglo-français* (1915). — BÉRARD (Victor), *L'Angleterre et l'impérialisme* (1900). — DARCY, *Cent ans de rivalité coloniale, l'Afrique* (1904). — HANOTAUX (G.), *L'Entente cordiale* (1912). — JARAY (G.-L.), *La Politique franco-anglaise* (1904). — LANESAN (J. de), *Histoire de l'Entente cordiale* (1906). — LEMONON, *L'Europe et la politique britannique, 1882-1909* (1910). — WILKINS (R.), *Edward the Peacemaker* (Londres, 1912, 2 vol.).
- ANCEL (J.), *Manuel historique de la question d'Orient* (2<sup>e</sup> éd., 1926). — CHOUBLIER (Max), *La Question d'Orient de 1878 à 1896* (1907). — DRIAULT (Éd.), *La Question d'Orient* (6<sup>e</sup> éd., 1913).
- AVRIL (baron d'), *Négociations relatives au traité de Berlin* (1886). — BRUNSWICK, *Le Traité de Berlin annoté et commenté* (1878).
- ALBIN (Pierre), *La France et l'Allemagne en Europe, 1895-1914* (1913). — BAINVILLE (J.), *Bismarck et la France* (1912, 3<sup>e</sup> éd.). — DAUDET (Ernest), *La France et l'Allemagne après le congrès de Berlin* (1918). — HENRY (R.), *Question d'Autriche et question d'Orient* (1903). — MÉVIL (André), *De la paix de Francfort à l'acte d'Algésiras* (1900). — PINON (R.), *France et Allemagne* (Tours, 1913). — SCHEFER (Ch.), *D'une guerre à l'autre. Essai sur la politique extérieure de la troisième République* (1920). — STUART (Graham), *French foreign policy from Fashoda to Serajevo, 1898-1914* (New-York, 1921).
- LAUDEMONT (comte de), *L'Europe et la politique orientale, 1878-1912* (1912). — MOUKHTAR-PACHA, *La Turquie, l'Allemagne et l'Europe depuis la paix de Berlin jusqu'à la guerre mondiale* (1924).
- BÉRARD (Victor), *La Macédoine* (2<sup>e</sup> éd., 1900); *Les Affaires de Crète* (1898); *La Politique du Sultan* (1897); *La Turquie et l'hellénisme contemporain* (1904); *Le Sultan, l'Islam et les Puissances* (1907).
- LASCARIS (S.-Th.), *La Politique extérieure de la Grèce avant et après le Congrès de Berlin, 1875-1881* (1924).
- BALKANICUS, *Le Problème albanais, la Serbie et l'Autriche-Hongrie* (1913); *Les Serbes et les Bulgares dans la guerre balkanique* (Coulommiers, 1913). — BOURCABEILLE, *La Guerre turco-balkanique, 1912* (1913); *La Guerre interbalkanique* (1914). — BOURDERIE (P.), *Les Affaires de Turquie et la leçon coloniale des Balkans* (1913). — MOUKHTAR-PACHA, *La Campagne des Balkans* (1923). — POINCARÉ (Raymond), *Au service de la France* (2 vol., 1926). — SEIGNOBOS (Ch.), *Histoire politique de l'Europe contemporaine, 1814-1914* (7<sup>e</sup> éd., 1926). — CVIJIC (Jovan), *La Péninsule balkanique, Géographie humaine* (1919). — STAMBLER (B.), *Les Roumains et les Bulgares, le traité de Bucarest* (1914).
- Les Affaires balkaniques, 1912-1914* (Livre jaune, 1922, 3 vol.).





AVANT LA GRANDE GUERRE. L'empereur Guillaume II et le roi de Bavière assistant à une cérémonie officielle. CL. CHUSSEAU-FLAVIENS.

## LIVRE XIV

# LA GRANDE GUERRE

## CHAPITRE PREMIER

## LES ORIGINES ET LES CAUSES

**L**ES AMBITIONS ALLEMANDES. — La guerre que les Empires centraux déchaînèrent en 1914 fut essentiellement, de leur côté, une guerre de conquête, d'ambition et de magnificence. Il ne suffisait pas à la Prusse de s'être vengée des victoires de Napoléon, d'avoir obtenu la province du Rhin, démembré le Danemark, battu et humilié l'Autriche, réalisé à son profit l'unité allemande, pris l'Alsace et une partie de la Lorraine, limité par les clauses économiques du traité de Francfort l'activité industrielle et commerciale de la France; les Hohenzollern voulaient établir définitivement leur hégémonie sur l'Europe, et, de là, rayonner sur tout l'Univers.

Pour atteindre ce but, il leur fallait dissoudre le groupement international qui s'était constitué à l'effet de leur faire contrepoids; mais cette tâche, si complexe et si vaste fût-elle, ne leur semblait pas au-dessus de leurs forces. La France, amputée de nouveaux territoires, désarmée, ligotée, ruinée par une effroyable indemnité de guerre, serait, politiquement et économiquement, réduite à l'état de puissance secondaire; on la punirait ainsi de s'être refusée à un rapprochement avec ses vainqueurs sur le terrain des affaires et de n'avoir pas indirectement accepté, enfin, les annexions de 1871. Comme les petits Etats ne doivent pas gêner l'expansion des grands, la Belgique, de gré ou de force, deviendrait un satellite de l'immense empire germa-

nique; car elle ne pouvait être qu'un bastion allemand ou anglais (1) et, de Calais à Anvers, une artillerie puissante menacerait le littoral de la Grande-Bretagne, dépossédée de l'empire des mers. Dépouillés des provinces baltiques et de la Pologne, les tsars, rejetés vers l'Asie, ne joueraient plus en Occident qu'un rôle secondaire. Alors, au moyen de conquêtes territoriales, plus ou moins déguisées, de conventions militaires, de traités commerciaux, les Hohenzollern pourraient constituer cette Europe centrale (*Mittleuropa*) (2), dont l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie formeraient le noyau et qui s'étendrait de la mer du Nord au golfe Persique, englobant les peuples des Balkans et la Turquie, attirant dans sa sphère d'influence la Suisse, la Belgique, les Pays-Bas et les Etats scandinaves. Mais ce n'est pas seulement à l'absorption de l'Europe et à la conquête de l'Orient (3) que prétendait l'Allemagne; elle voulait régner sur mer et outre-mer, ruiner la

(1) Appel du « Comité indépendant pour une paix allemande » (1916).

(2) La conception du *Mittleuropa* est due particulièrement à Frédéric Neumann, chef du parti libéral au Reichstag.

(3) *Drang nach Osten* (marche vers l'Orient). Dans son fameux voyage en Palestine (1898), Guillaume II s'était déclaré « le protecteur de tous les musulmans » sans égard pour les droits des Etats catholiques en des régions où, depuis des siècles, ils exerçaient leur tutelle.





GUILLAUME II QUITTE VENISE pour son voyage en Palestine (15 octobre 1898),

puissance française dans l'Afrique du Nord, la puissance anglaise aux Indes et en Égypte — sinon au Transvaal, — accaparer les territoires de l'Afrique centrale (1), s'infiltrer en Australie dans les Républiques sud-américaines et même aux États-Unis.

**LA CONCEPTION PRUSSIENNE DE L'ÉTAT PANGERMANISTE.** — La responsabilité originelle de l'intoxication pangermaniste incombait à la monarchie prussienne.

Forgée de pièces et de morceaux sans cohésion, artificiellement rapprochés malgré les obstacles géographiques, la Prusse ne s'était constituée qu'au prix d'une lutte tenace, et ses « fatalités de formation et de développement » avaient fait d'elle « un organisme condamné, tel un cancer, à la prolifération indéfinie de ses cellules envahissantes, à l'agression constante ou à la disparition » (2). La guerre fut donc pour elle une industrie nationale, et un Hanovrien, Rehberg, disait justement : « La Prusse n'est pas un pays qui a une armée, mais une armée qui a un pays ». L'unité allemande ne fut pas une libre association de volontés ; elle résulta d'une rigide soumission à un régime administratif sans souplesse. « C'était, a écrit Bergson, des visions de brutalité, de raideur, d'automatisme qu'évoquait l'idée de la Prusse, comme si tout y eût été mécanique, du geste de ses rois au pas de ses soldats » (3).

Dans la conception germano-prussienne, l'État est essentiellement la force et la puissance suprême, celle au-dessus de laquelle il n'y a rien en ce monde. Il a pour fondement l'armée, qui est à la fois le plus important des pouvoirs publics et la représentation vivante de l'unité nationale. Il n'est pas lié irrévocablement par ses obligations internationales ; s'il conclut des traités, c'est sous condition résolutoire potestative, et avec cette réserve que les circonstances dans lesquelles ils ont été formés ne subiront pas de changement. Seul juge de ses intérêts, il ne saurait se soumettre aux sentences de la justice arbitrale. La lutte est la règle des relations entre États, la loi de l'humanité, et, tandis que la guerre enfante l'héroïsme, réalise le développement de la collectivité, propage la culture de la race supérieure, la paix ne peut que déterminer le triomphe de l'individu. Or, l'État est au-dessus de la société civile, changeante et mouvante, parce qu'il est la permanence et la stabilité ; théoriquement libres, ses sujets lui doivent une obéissance absolue. Il est au-dessus de la morale ; ayant pour lui la force, il peut créer un nouvel ordre de choses aussi légal et aussi moral que le précédent.

Une conception aussi exorbitante du rôle de l'État n'était pas le produit d'une aberration particulière aux gou-

vernants d'outre-Rhin. Elle avait ses théoriciens dans l'armée et dans l'Université, avec le général von Bernhardi et avec l'historien Treitschke, qui professait que « la vertu individuelle est bonne pour le cloître » ; elle comptait des partisans dans le monde des affaires ; elle s'était propagée à peu près dans tous les milieux. Elle engendra, avec une sorte de folie collective, une doctrine et une pratique de guerre monstrueuses. C'était partout le même prurit de lucre et de convoitises, la même avidité gloutonne, le même besoin d'exploiter l'univers pour en tirer puissance et profit, le même désir insensé de mettre l'Allemagne « au-dessus de tout ».

Comment une nation européenne pouvait-elle, au XX<sup>e</sup> siècle, nourrir des ambitions aussi extravagantes ? Comment, lorsqu'elle eut tenté de les satisfaire par la force, viola-t-elle délibérément tous les principes et toutes les lois qui forment la base des sociétés humaines ? Kant, Goethe, Schiller étaient-ils, en fin de compte, responsables d'une atroce déviation mentale, qui aurait été déjà en germe dans leurs enseignements ? Cette déviation, prévue par Quinet dès 1831, avait-elle seulement commencé avec Fichte pour se continuer avec Hegel et Nietzsche ? Quoi qu'il en soit, l'idéalisme et le mysticisme germaniques, déformés par le caporalisme brandebourgeois,

avaient à leur tour imprimé un caractère métaphysique et mystique au pangermanisme, doctrine tentaculaire fondée sur la conviction que le peuple allemand, supérieur aux autres races, avait été élu pour régénérer le monde, qu'il était la plus haute incarnation de l'esprit divin, que l'État prussien réalisait pleinement et définitivement la notion d'État.

#### LE KAISER GUILLAUME II. — LE KRONPRINZ.

— « Le peuple allemand est le peuple élu de Dieu. Son esprit est incarné en moi en ma qualité d'empereur allemand. Je suis le glaive et le représentant de Dieu sur la terre. » Ainsi s'exprimait un jour le grand prêtre de la religion pangermaniste, le kaiser Guillaume II.

Ce Hohenzollern, que n'effraya pas la responsabilité d'une catastrophe dont il sortirait tout sanglant, mais plus puissant encore, était un impulsif, un mégalomane dangereux. Son intelligence ouverte, ses connaissances, ses facultés d'assimilation lui permettaient d'aborder les sujets les plus divers, et, même quand il n'avait que des clartés, il pouvait paraître profond ; mais il était impossible à ses interlocuteurs de fixer son esprit mobile ; il voulait toujours parler et il ne savait pas écouter, supportant mal la contradiction, même raisonnée. Il lui arrivait souvent de chercher à plaire ; car l'amabilité était un de ses moyens de domination et l'une des formes de son insupportable vanité. Au demeurant, il connaissait mal les hommes. Se croyant ou se disant l'élu de la Providence, il affectait de fonder son autorité sur la religion, la morale, l'ordre, la discipline. Il voulait être le premier partout, et, supérieurement ostentatoire, il excellait dans la mise en scène et les parades. Quand il présidait des cérémonies officielles ou qu'il voyageait à l'étranger, il aimait à impressionner, à apparaître dans un décor de théâtre. Pourtant, si pénétré qu'il fût de son importance, il passait de l'enthousiasme au découragement avec une



AVANT LA GRANDE GUERRE. Une relève de la garde Unter den Linden, à Berlin.

(1) La conception d'une *Mittelafrika* fut imaginée en pleine guerre par l'ancien sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Zimmermann, et par le secrétaire d'État aux Colonies, Solf ; à la France et à l'Angleterre seraient respectivement attribuées la zone septentrionale et la zone méridionale de l'Afrique, dont la zone centrale, entièrement allemande, aurait ses ports, sa flotte, son armée indigène.

(2) É. Hovelacque, *Les causes profondes de la guerre* (1915).

(3) Henri Bergson (Académie des Sciences morales et politiques, 12 décembre 1914).





LA FLOTTE ALLEMANDE A L'ENTRÉE DU CANAL DE KIEL. CL. MAX SCHLOSS.

extrême facilité. Sa verbosité était intarissable. Il célébrait avec une emphase mystique la gloire de sa maison et de l'Empire, et, déjà hâbleur par nature, il éprouvait le besoin de travestir la vérité au profit de la patrie allemande, qu'il servit d'ailleurs maladroitement, car il était dépourvu du sens des réalités, qu'obscurcissaient encore à ses yeux les flagorneries de son entourage. Il prétendait continuer Charlemagne, et il s'imaginait être une nouvelle incarnation de Louis XIV ; mais il n'était qu'un mauvais copiste du grand roi, avec son regard dur, ses airs de croquemitaine, ses rodomontades, ses menaces et sa moustache en crocs. Il aimait la force, et le titre dont il se sentit le plus flatté, pendant que les peuples s'égorgeaient, fut celui de « Seigneur de la guerre » que lui donnèrent ses généraux. A la vérité, et encore qu'il eût dans sa garde-robe tout un magasin d'uniformes, il ne s'exposa jamais au danger. Le roi Édouard VII l'avait qualifié de « valeureux poltron » ; il n'aimait guère ce neveu, qui le lui rendait bien et qui, apprenant l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne, écrivait en marge d'un rapport diplomatique : « Édouard VII est, encore, après sa mort, plus fort que moi, qui suis vivant ».

Il est possible que le kaiser ait été tout d'abord pacifiste (1), bien qu'il parlât toujours de la paix sur un ton belliqueux, la main sur la poignée de son sabre ; mais il est, en tout cas, certain qu'il céda peu à peu à la pression pangermaniste, et, le 22 novembre 1913, l'ambassadeur de France à Berlin mettait son gouvernement en garde : « Guillaume II, écrivait-il, se familiarise avec un ordre d'idées qui lui répugnait autrefois et, pour lui emprunter une locution qu'il aime à employer, nous devons tenir notre poudre sèche ».

On lui préférait généralement son fils aîné, le kronprinz Frédéric-Guillaume, idole des pangermanistes, adorateur de Napoléon I<sup>er</sup>, plus avide que le kaiser de domination universelle. Il professait que « jusqu'à la fin du monde, l'épée restera le suprême facteur, le facteur décisif ». Il ne faut donc pas s'étonner qu'il ait, au mois d'août 1914, proclamé la guerre « fraîche et joyeuse ». Depuis l'accord marocain du 4 novembre 1911, qui leur apparaissait comme une reculade devant la France et l'Angleterre, les chauvins, jaloux

d'autre part de l'établissement italien en Tripolitaine, l'avaient choisi pour chef. A vrai dire, le colonel des hussards de la mort était surtout un viveur brutal, sans capacités militaires et il se fit remarquer surtout par ses excès. Lorsqu'il vit les hostilités s'éterniser, il se défendit de les avoir provoquées et il fut l'un des premiers à parler de la paix.

**L'HÉGÉMONIE ALLEMANDE ET LA POLITIQUE D'ÉQUILIBRE.** — L'unité allemande ne fut pas une conclusion, mais un point de départ. L'empire était à peine reconstitué au profit de la Prusse que Bismarck faisait peser sur l'Europe une lourde servitude. L'équilibre européen fut rompu à l'avantage de la Triplice. « L'unité allemande, avait dit Lamartine, que serait-ce autre chose que la coalition en permanence contre la France ? », et il ajoutait que cette unité destructive de tout l'équilibre et de toute paix serait une « unité d'extermination ».

En même temps, l'Allemagne, pays principalement agricole, devenait un État de grande industrie, plus homogène et plus riche, mais dépendant de l'étranger par son commerce extérieur et par l'émigration du trop-plein de sa population croissante. En 1895, Guillaume II, constatant publiquement les progrès de l'expansion germanique, ajoutait : « L'Empire allemand est devenu un empire mondial. Les produits allemands, l'activité allemande, traversent l'Océan. Aidez-moi à rattacher solidement le plus grand empire allemand à la mère patrie ». A l'inauguration du port de Stettin, il déclarait : « Notre avenir est sur l'eau ».

La politique mondiale entraîna la création d'une marine marchande, puis celle d'une marine de guerre pour protéger la navigation commerciale, et la prospérité économique excita les convoitises d'un peuple qui, de plus en plus à l'étroit chez lui, considéra comme un droit de s'installer chez les autres. Tout avantage réalisé par une puissance étrangère devait lui valoir une compensation. Lourdemment querelleur et agressif, l'industrialisme germanique fraya la voie au militarisme. L'Allemagne voulut des colonies, et elle s'établit en Afrique, en Océanie, en Chine. Elle nous disputa le Maroc, et, exploitant notre désir de paix, elle nous arracha une partie de nos possessions congolaises. Elle rêva d'unir Hambourg à Bagdad par une voie dont elle serait maîtresse. Elle s'implanta chez les Turcs. Dans le monde entier pullulaient les Allemands de toute classe et de toute profession ; industriels et commerçants, ingénieurs et contremaîtres, employés et institutrices pratiquaient l'espionnage dans les maisons où ils étaient admis et, grâce à la loi Delbrück, ils pouvaient, tout en acquérant la naturalisation étrangère, conserver pendant dix ans leur nationalité d'origine. Le kaiser avait ainsi, un peu partout, une armée d'observateurs attendant l'heure de revêtir l'uniforme et de commander en ennemis là où leur hypocrite bonhomie avait inspiré confiance. A l'étranger comme à l'intérieur, tous apportaient au service de l'État un dévouement aveugle, une volonté respectueuse de l'autorité officielle.

Ne distinguant pas entre le grand et le colossal, dépourvu de ce sentiment du goût et de la mesure qui l'eût préservé de la folie des fausses grandeurs, l'industriel allemand se trouva d'accord avec le militaire pour considérer le *statu quo* comme un recul et pour voir dans une guerre sûrement conduite le moyen d'accroître d'un seul coup sa richesse matérielle. L'Allemagne était ainsi devenue un danger et un fléau. Elle entretenait en Europe un état d'insécurité et de trouble, dont la conséquence fut l'augmentation, dans tous les pays, des armements et des charges fiscales. L'instinct de conservation déterminait, chez les nations menacées, des mesures de défense : l'Alliance franco-russe d'abord, puis l'Entente cordiale franco-britannique, qui date, en somme, de 1875, lorsque le tsar et le gouvernement de la reine Victoria s'opposèrent à la guerre soi-disant préventive que Bismarck vou-

(1) Maurice Murat, *L'Évolution belliqueuse de Guillaume II* (1917).



L'EMPEREUR GUILLAUME II ET LE KRONPRINZ photographiés à Rome le 3 mai 1903.



lait nous déclarer pour empêcher notre relèvement. C'est la duplicité de l'Allemagne, c'est sa politique austrophile en Orient, pendant et après le congrès de Berlin, qui lui aliénèrent peu à peu la confiance des tsars, les rapprochèrent de nous, les acheminèrent insensiblement à une alliance défensive contre la Triplice.

L'Entente cordiale, qui suivit les accords de 1904 et mit fin à la rivalité coloniale de la France et de l'Angleterre, ne fut pas moins pacifique dans ses causes et dans ses fins que l'alliance russe ; elle nous donnait les moyens d'aplanir les dissentiments qui pourraient encore s'élever entre Londres et Saint-Petersbourg et, d'autre part, les accords méditerranéens instituaient une liaison entre les deux groupes de puissances qui s'équilibraient en Europe. Mais comme le traité franco-britannique du 8 avril 1904 formait un bloc avec l'accord franco-italien et l'accord franco-espagnol, le gouvernement du kaiser affecta de se croire encerclé. Il mit en œuvre toutes les ressources de sa diplomatie perfide dans l'espoir de dissocier la coalition pacifique que ses convoitises avaient cimentée. Guillaume II, pour qui le tsar professait des sentiments d'amitié, tenta de le détacher de la France ; mais, si le tsar avait une volonté faible et un esprit indécis, il aurait cru faire injure à la mémoire de son père en répudiant la politique d'Alexandre III ; tout en subissant l'influence de Guillaume II, il resta fidèle au pacte d'alliance.

L'empereur allemand ne concevait pas qu'on lui résistât, qu'on n'entrât pas dans ses vues. Il ne parvint jamais à comprendre que la France, insensible aux considérations d'intérêt matériel, pût se refuser à devenir, comme l'Autriche, l'alliée et la complice de ses vainqueurs, à se liguier avec eux contre la puissance britannique. Les gouvernements qui s'y étaient succédé depuis le traité de Francfort avaient été sincèrement pacifiques, mais on ne le croyait pas à Berlin, parce que le gouvernement français ne consentait pas à des embrassades solennelles dont on n'apercevait pas au delà des Vosges le caractère humiliant, et une réserve légitime, mal interprétée, parut cacher une inéluctable volonté de revanche armée, erreur qui eut pour résultat le « régime alterné des cajoleries et des coups de poing ». D'ailleurs, Bismarck avait remarqué, au dire de son successeur, le prince Bülow, que la pensée nationale ne s'enflamme pas par des frictions entre le gouvernement et le peuple, mais par les froissements d'orgueil avec les résistances des nations étrangères : « Lorsqu'on s'est aussi clairement rendu compte de la nécessité de provoquer ces froissements, il ne coûte pas grand chose de falsifier la dépêche d'Ems et d'asservir une région malgré les protestations des habitants. Mais, quand l'acte de naissance d'un empire ressemble aussi étrangement à un casier judiciaire et porte la marque de deux crimes de droit commun, un faux et un vol avec effraction, l'autorité du nouvel État demeure prisonnière de la violence qui l'a créé, et il ne peut se maintenir qu'à la condition de rester fidèle à la honte de ses origines » (1).

**LE PRÉTEXTE. LE PLAN ALLEMAND.** — Le 28 juin 1914, l'archiduc héritier d'Autriche, François-Ferdinand fut assassiné à Serajevo, capitale de la Bosnie. Ce pays, que l'Autriche avait annexé contre tout droit en 1908, était revendiqué par les Serbes, au

(1) Raymond Poincaré, *Les Origines de la Guerre* (1921).



L'ARCHIDUC FRANÇOIS-FERDINAND D'AUTRICHE et sa femme, à Serajevo, une heure avant l'attentat. CL. PETIT PARISIEN.

nom du principe des nationalités, et l'Autriche rendit le gouvernement serbe responsable d'un meurtre dont il n'était même pas complice. Le 23 juillet, elle lui adressa un ultimatum humiliant, dont la Serbie, sur le conseil de la Russie et de la France, accepta presque toutes les conditions. Mais les ministres du vieil empereur François-Joseph se montrèrent intransigeants, au risque de se brouiller avec la Russie, protectrice des petits peuples slaves. Le tsar Nicolas II, par prudence, dut mobiliser le long de la frontière austro-hongroise ; le kaiser Guillaume II le somma de revenir sur cette mesure, et, lorsque l'Autriche sembla disposée à transiger, l'Allemagne, résolue à la guerre, brusqua le dénouement. Après avoir rejeté la proposition anglaise de soumettre le différend à une conférence, puis la proposition française de constituer une commission internationale, elle n'accueillit pas davantage la demande d'arbitrage adressée personnellement au kaiser par le tsar Nicolas. Le 28 juillet, l'Autriche, poussée par l'Allemagne, déclara la guerre à la Serbie. Trois jours après, l'Allemagne envoya un ultimatum à la Russie et à la France : le 1<sup>er</sup> août, elle déclara la guerre à la Russie, et, le surlendemain, à la France.

Le plan de l'état-major allemand était très simple. Il consistait à écraser la France sous le poids du nombre et de l'artillerie lourde, et à tourner ensuite contre la Russie la totalité des forces germaniques. Cette opération ne pouvait réussir qu'à la condition d'être exécutée avec une rapidité foudroyante. Aussi les armées du kaiser n'essayeraient-elles pas de pénétrer chez nous par la Lorraine : elles nous attaqueraient brusquement par le Nord, et la Belgique fut sommée de leur livrer passage. Le roi Albert I<sup>er</sup>, plaçant la dignité de son peuple au-dessus de l'intérêt immédiat, répondit par un refus formel. La Prusse avait autrefois garanti l'indépendance et la neutralité de la Belgique ; le chancelier de l'Empire, Bethmann-Hollweg, dans une conversation avec l'ambassadeur d'Angleterre à Berlin, qualifia le traité de garantie de « chiffon de papier ». Mais le gouvernement britannique, soucieux de faire honneur à sa signature, déclara la guerre à l'Allemagne le 4 août, tant pour défendre la neutralité belge que pour mettre un terme aux dangereuses ambitions germaniques.

**LES RESPONSABILITÉS.** — Avec une mauvaise foi incomparable, le Gouvernement impérial allemand ne cessa d'affirmer sur l'honneur que la guerre lui avait été imposée, et le kaiser osa, dans un manifeste à la nation, jurer « devant Dieu et devant les hommes » qu'il ne l'avait pas voulue. C'est au contraire aux Empires centraux et surtout à l'Allemagne, assoiffée de domination, qu'incombe la responsabilité du conflit le plus meurtrier qui ait jamais ensanglanté le monde. Pour la quatrième fois depuis un siècle, la Prusse troublait volontairement la paix ; l'annexion des duchés, la décapitation de l'Autriche, l'unification de l'Allemagne au profit des Hohenzollern avaient préparé l'asservissement de l'Europe sur les ruines de la politique d'équilibre. A La Haye, le délégué impérial s'était déclaré contre toute proposition de désarmement, et le gouvernement de Berlin refusa de signer les traités d'arbitrage dits « traités Bryan », parce qu'il ne voulait pas, disait le ministre von Jagow à l'ambassadeur Gérard, « se priver de son plus grand avantage en cas de guerre, c'est-à-dire de sa préparation pour une attaque brusquée et irrésistible ».

La cause profonde de la guerre, ce fut la politique prussienne de dictature universelle que l'Allemagne pratiqua avec une exaltation croissante depuis que Bismarck avait fondé l'Empire « par le fer et par le sang ».

**RESPONSABILITÉ COLLECTIVE DE L'ALLEMAGNE.** — La responsabilité de la catastrophe n'incombe pas seulement au gouvernement et aux militaires. L'Allemagne tout entière fut la complice active de ses dirigeants, ou, pour mieux dire, l'armée fut le prolongement de la chaire, de l'atelier, de l'Université. Les hobeaux prussiens, les grands industriels de la Westphalie, la haute banque, les savants, tous les adeptes de la philosophie de l'orgueil saluèrent avec enthousiasme le décret de mobilisation. On vit quarante-trois intellectuels apposer leur signature au bas d'un « appel aux nations civilisées », où les Alliés étaient accusés de poursuivre, sans avoir été provoqués, la ruine de la culture germanique ; des représentants qualifiés de la science et de l'art mettaient leur autorité au service du militarisme, oubliant le conseil de leur aîné, l'historien Mommsen : « Prenez garde que dans cet État, qui fut à la fois une puissance en armes et une puissance en intelligence, l'intelligence ne s'évanouisse et qu'il ne reste qu'un État purement militaire ».

En 1908, au Reichstag, le socialiste Scheidemann, parlant des promesses de réforme constitutionnelle données par le kaiser, avait dit : « Manquer à sa parole est l'une des traditions les plus sacrées de la maison de Hohenzollern ». Six ans après, la très grande majorité des socialistes se rallia à la politique de guerre, et Scheidemann, naguère si insolent pour la dynastie régnante, fut l'un des plus fermes



appuis de l'impérialisme agressif. La Sozialdemokratie avait, d'ailleurs, constitué dès l'origine un parti autoritaire, visant à la fondation d'une Allemagne centralisée et à la prépondérance du prolétariat allemand sur le prolétariat français.

Il y avait bien au delà du Rhin, « des forces de paix, mais inorganiques et sans chefs populaires » (1), tandis que le parti de la guerre, encouragé par l'infériorité présumée de la Triple Entente, recevait des directions puissantes et incessantes, disposait de nombreux moyens de propagande, préconisait sans relâche l'établissement dans le monde du *Deutschtum* (puissance allemande). La guerre paraissait aux uns inévitable, aux autres socialement et économiquement nécessaire, ou, tout au moins, utile à leurs intérêts; d'autres encore la voulaient par une sorte d'orgueil bismarckien, ou bien par rancune, ou encore parce qu'ils y étaient poussés par une sorte de « haine mystique de la France révolutionnaire ». Pour beaucoup, enfin, elle apporterait une solution à des difficultés intérieures dont la gravité allait croissant.

La cause immédiate du conflit, ce fut la question serbe, question éminemment européenne, que les Empires centraux s'obstinèrent à localiser, bien résolus à recourir aux armes s'ils ne réussissaient pas à imposer leur volonté par la diplomatie. Guillaume II n'ignorait pas qu'il courait le risque de l'intervention russe et du *casus foederis* qui en découlait pour la France. C'est donc en pleine connaissance de cause qu'il rejeta toutes les solutions transactionnelles. Et il travestissait la vérité lorsqu'il accusait les panslavistes d'avoir voulu réaliser leur rêve d'hégémonie sur Constantinople, lorsqu'il prétendait que la mobilisation russe avait déclenché la guerre générale. Quand il donna enfin à son allié des conseils de modération, il ne les lui donna que pour la forme. Il déclara la guerre à la Russie, puis à la France, précisément quand l'Autriche parut disposée à accepter le point de vue des Puissances.

En Russie, la tranquillité publique venait d'être troublée par des émeutes ouvrières et une agitation politique profonde, consécutive à la victoire japonaise en Extrême Orient, annonçant déjà la révolution qui devait emporter le régime autocratique. Comment le tsar aurait-il songé à affronter le choc de la puissante machine militaire montée avec tant de soin par le grand État-major allemand? Affaiblie encore par ses récentes défaites, la Russie n'avait achevé ni ses armements, ni les chemins de fer indispensables à la rapide mobilisation de ses millions de soldats. Jusqu'au dernier moment, d'ailleurs, Nicolas II eut peine à se persuader des intentions belliqueuses du kaiser : « Je ne peux croire, disait-il, à notre ambassadeur, le 20 juillet, que l'empereur Guillaume veuille la guerre. Si vous le connaissiez comme moi ! Si vous saviez tout ce qu'il y a de charlatanisme dans ses attitudes ! » Il souhaitait, à la vérité, que la Triple Entente se transformât en Triple Alliance, convaincu que l'Allemagne n'oserait jamais braver une coalition de trois États; mais il s'obstinait, le 23 encore, à penser que, « malgré toutes les apparences », Guillaume était « trop prudent pour lancer son pays dans une folle aventure » et que François-Joseph ne demandait qu'à mourir en paix.

En France, ni le gouvernement ni la nation n'eussent pris l'initiative de la guerre pour recouvrer les provinces perdues. On nous attribuait les projets de revanche; on oubliait que nous avions « consenti à la paix, un sacrifice sans précédent, en portant un demi-siècle, silencieux, à nos flancs la blessure ouverte » (2) par l'Allemagne, que nous avions refoulé au fond de notre cœur « le désir des réparations légitimes » (3), que notre gouvernement avait transigé chaque fois que la diplomatie impériale nous avait cherché querelle.

Une minorité s'était même constituée, qui croyait possible un rapprochement avec un peuple qu'elle connaissait mal. A la veille des hostilités, une conférence interparlementaire s'était réunie à Berne : Français et Allemands y avaient pris l'engagement de faire tous leurs efforts pour amener les grands



BETHMANN-HOLLWEG (1856-1921). CL. MANUEL

États à modérer leur puissance militaire et préconiser, dans l'intérêt de la paix générale, la réconciliation des vainqueurs et des vaincus de 1870, entre lesquels l'Alsace-Lorraine, dotée d'une Constitution garantissant son autonomie serait un « lien vivant ». Le procès célèbre qui accaparait alors en France l'opinion démontrait assez l'acuité et la violence des divisions politiques et le gouvernement n'obtint pas sans difficulté le retour à la loi de trois ans. Cette précaution indispensable fut exploitée contre nous comme une preuve d'hostilité active, et les autorités impériales profitèrent de la célébration du centenaire des « guerres de délivrance » pour exalter le sentiment patriotique. On était bien décidé, cette fois, à nous mettre hors de course, à prendre sur nous une avance grâce à laquelle la France serait humiliée ou écrasée.

Il n'est pas moins inexact de prétendre que la Grande-Bretagne a voulu la guerre pour l'unique motif que la croissance de la flotte alle-

mande faisait tort à sa puissance maritime. Elle ne s'est pas rapprochée de la Russie et de la France pour se jeter à la gorge de l'Allemagne, mais pour opposer la politique d'équilibre à la politique d'hégémonie, de plus en plus inquiétante et onéreuse pour toute l'Europe. Lorsque, au printemps de 1912, le Reichstag fut saisi d'un projet de loi tendant à l'augmentation des effectifs sur le pied de paix et que la marine impériale s'accrut d'une nouvelle escadre, les gouvernements de Londres et de Paris examinèrent les mesures qu'il conviendrait de prendre dans l'éventualité d'une attaque allemande, mais les lettres que leurs représentants échangèrent, les 22-23 novembre 1912, n'avaient à aucun degré le caractère d'une convention obligatoire. Le cabinet britannique était, au surplus, en 1914, trop préoccupé du problème financier et de la question d'Irlande pour avoir l'idée d'une politique agressive, et, pour rappeler le langage dédaigneux du kaiser, il ne disposait que d'une « misérable petite armée ».

Durant l'évolution de la crise qui commença, par l'annexion de la Bosnie pour aboutir au drame de Serajevo, la diplomatie de l'Entente fut aussi délibérément pacifique et loyale que la diplomatie austro-allemande, secondée par le tsar des Bulgares, fut belliqueuse et fourbe.

La semaine qui précéda la rupture, le groupe socialiste du Parlement français se mit en contact permanent avec la présidence du conseil. Sortant un jour du ministère des Affaires étrangères, où il avait appris que nos troupes, malgré la menace allemande, restaient à dix kilomètres de la frontière, Jaurès dit au collègue qui l'accompagnait : « Vous savez, nous serions à leur place, je ne sais pas ce que, maintenant, nous pourrions faire de mieux pour assurer la paix ». Le kaiser n'aurait eu qu'un mot à prononcer pour prévenir la catastrophe, mais il était atteint du délire collectif qui agitait son peuple. Au mois de novembre 1913, il avait dit au roi des Belges, qui lui rendait visite à Potsdam, que « la guerre avec la France était inévitable et pro-



MANIFESTATION PACIFISTE A SAINT-PÉTERSBOURG pendant la guerre russo-japonaise. CL. GRIDA

(1) Livre jaune, 1914, N° 5.

(2) Viviani, président du conseil (Chambre des députés, 4 août 1914).

(3) Message du président Poincaré (4 août 1914).



chaîne, et que, cette fois, il fallait en finir ». Quant au chancelier Bethmann-Hollweg, haut fonctionnaire sans personnalité, il ne fut que l'exécuteur docile de la volonté impériale, le soutien de la politique militariste.

**RESPONSABILITÉ DE L'AUTRICHE-HONGRIE.** — La responsabilité de l'Autriche-Hongrie ne fut pas moins engagée que celle de l'Allemagne. Résolue à faire triompher ses ambitions particulières, elle n'eût pas osé toutefois tirer l'épée sans les assurances et les encouragements de son puissant allié et maître. Cet État composite, qui aurait pu jouer en Europe un rôle pondérateur, était devenu un fauteur de provocations et de troubles. Le pangermanisme avait en Autriche des foyers secondaires, des « filiales », et, en Hongrie, il était l'allié énergique de l'impérialisme allemand. Le règne de François-Joseph fut constamment assombri par les désastres militaires, les luttes civiles, les drames domestiques, mais le souverain supporta ces épreuves avec une indifférence qu'explique son insensibilité et, très médiocrement intelligent, il ne régna que par des expédients sur des nations dont un monarque doué de quelque sens politique eût su se faire des sujets dévoués. Dépossédé des territoires lombards et vénitiens, exclu de la confédération germanique, obligé de capituler devant les Hongrois, à qui il sacrifia les Slaves, il accepta, sous l'influence des hommes d'État de Budapest, l'alliance ou plutôt la tutelle de ceux qui l'avaient vaincu et humilié. Les Hongrois étant pleinement d'accord avec les Allemands centralistes de la Cisleithanie et avec les Allemands d'Allemagne, c'est l'influence germanique qui prévalut de plus en plus à Vienne, qui tourna vers Salonique les regards de François-Joseph, qui assura dans la Double monarchie la prépondérance des banques allemandes au détriment des établissements français de crédit. L'Autriche-Hongrie, glissant peu à peu vers l'Est, chercha dans la péninsule balkanique la compensation des pertes qu'elle avait subies en Occident.

L'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, en 1908, contenait en germe les complications d'où sortit la guerre de 1914. Pour le comte d'Érenthal et les partisans de sa politique d'agrandissement, les deux nouvelles provinces de la monarchie devaient, en effet, être le noyau d'une grande Serbie autrichienne ; mais cette confiscation brutale d'une population émancipée du joug turc rompit l'équilibre des Balkans et finit par déclencher une conflagration générale. « Voilà un siècle, écrivait Albert Sorel, que l'on travaille à résoudre la question d'Orient. Le jour où l'on croira l'avoir résolue, l'Europe verra se poser inévitablement la question d'Autriche ». Par l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, l'empereur-roi substituait, dans ses rapports avec le tsar, une politique conquérante à une politique transactionnelle, tandis que l'Allemagne, garantie contre un retour offensif des Habsbourg, préparait par la conception du *Mitteuropa* sa domination sur l'Asie, et s'implantait à Constantinople. La chancellerie austro-hongroise prévoyait et mesurait si bien les dangers de ses manœuvres que, dès le printemps de 1913, elle demanda à l'Italie si cette puissance prendrait les armes dans l'éventualité où les projets contre la Serbie déclencheraient une guerre générale.

**COMPLICITÉ DES DEUX ÉTATS AGRESSEURS.** — La commune responsabilité de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie est irréfutablement établie par des documents et témoignages, les uns antérieurs, les autres postérieurs à la guerre. À défaut de pièces justificatives, elle résulterait du double guet-apens, qui marqua le début des hostilités, les Autrichiens violant le territoire serbe pour s'ouvrir le chemin de l'Orient, les Allemands violant la neutralité belge pour s'ouvrir le chemin de Paris. Mais le seul exposé impartial des origines de la Grande Guerre démontre jusque-là l'évidence de la culpabilité des gouvernements de Berlin et de Vienne.

Ni l'Alliance franco-russe ni l'Entente franco-britannique n'étaient belliqueuses ; elles constituaient une ligue défensive contre des convoitises inacceptables, un rétablissement de la politique de paix et d'équilibre faisant contrepoids à la politique d'hégémonie.

En 1914, France, Russie, Grande-Bretagne étaient respectivement aux prises avec des difficultés d'ordre intérieur, et, au point de vue militaire, elles n'étaient pas en état d'affronter le choc de la puissante machine montée avec tant de soin par les Schlieffen et les Moltke.

Dans son roman *Nach Paris*, Louis Dumur met en présence un fonctionnaire allemand — un juge de district — et un étudiant mobilisé. On est à la fin de juillet 1914, on s'entretient de la situation : « Je ne vois pas — dit le fonctionnaire au jeune homme — pourquoi l'Allemagne ne déclarerait pas la guerre, si c'est nécessaire. Offensive, défensive, tout cela ne signifie rien. En réalité, on se défend toujours, même quand on attaque. Or, nous nous sentons attaqués, parce qu'on ne nous laisse pas faire ce que nous voulons. En attaquant

à notre tour, nous ne faisons donc que nous défendre. Il n'y a pas un Allemand qui ne comprenne cela ».

Le romancier a exprimé, dans cette conversation imaginée, la vérité historique. Prémédité, raisonné, le crime allemand, manifestation d'une mentalité tarée, fut par excellence un crime « intellectuel ». Les dénégations et les mensonges sont impuissants contre les faits : la thèse allemande de la guerre préventive n'est qu'une imposture.

**LES BELLIGÉRANTS.** — Il y eut tout d'abord, d'un côté l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, et bientôt la Turquie ; de l'autre, la France, la Belgique, la Grande-Bretagne, la Serbie, la Russie, puis le Japon qui, allié de l'Angleterre, se déclara contre les Empires centraux. Mais successivement la plupart des peuples se jetèrent dans la mêlée : l'Italie et la Roumanie, la République portugaise, la Chine, le Siam. À la voix du président Wilson, l'Amérique finit par s'ébranler du nord au sud, soit en prenant part aux hostilités, soit en rompant les relations diplomatiques avec l'Allemagne, et l'intervention armée des États-Unis compensa la défection de la Russie soviétique. Le tsar Ferdinand de Bulgarie lia son sort à celui de l'Allemagne, et le roi de Grèce Constantin trahit la cause des Alliés, mais il fut chassé par les Hellènes fidèles à la tradition de leur pays. Enfin les peuples opprimés, Polonais, Tchèques, Slovaques, Yougoslaves, Syriens, Libanais, Arabes, secouèrent leurs chaînes et s'armèrent pour reconquérir leur indépendance. Le monde entier fut bouleversé, et les rares États qui observèrent la neutralité subirent, au point de vue économique et financier, le contre-coup des événements militaires. Ce fut vraiment la guerre universelle.

Ni le kaiser, ni son état-major, ni ses ministres n'avaient pu imaginer que la Russie soutiendrait la Serbie par les armes, que la France se solidariserait avec son alliée dans un conflit qui ne la touchait pas directement, que l'héroïsme belge ferait échouer la surprise stratégique sur laquelle on comptait pour nous réduire brusquement à l'impuissance, que la Grande-Bretagne défendrait la Belgique et refuserait de maquignonner sa neutralité, en un mot que la Triple Entente sortirait de son rôle purement diplomatique. Ils avaient encore moins supposé que l'Italie déchirerait bientôt le pacte triplicien, après s'être déclarée neutre, et ils ne comprirent pas que leurs pratiques de guerre sous-marine détermineraient les États-Unis à sortir de l'abs-tention.

Le drame qui allait ensanglanter le monde pendant plus de quatre ans ne fut pas seulement un conflit d'intérêts entre États, mais une grande crise de l'humanité, une lutte entre deux principes de civilisation, entre deux conceptions fondamentales. L'Allemagne ne songeait qu'à s'assujettir les autres peuples pour les insérer dans son organisation automatique : la France et ses Alliés entendaient maintenir le droit des nations, petites ou grandes, de fixer elles-mêmes la forme de leur gouvernement et les conditions de leur développement. Les uns voulaient imposer au monde une discipline uniforme, hiérarchique et servile ; les autres défendaient, au péril de leur vie, les conquêtes qui avaient marqué les grandes étapes de la civilisation : la conscience et la science désintéressée, la justice et le respect des contrats, la charité et la fraternité, la liberté des individus et des peuples, le droit des nationalités. Ici, la *Kultur* était rabaissée à l'« art de transformer le monde en utilité, de tirer de lui tout ce qu'il peut produire » (1) ; là, c'est dans le perfectionnement intellectuel et moral que l'on plaçait le but de tout progrès. À la raison d'État, à la philosophie de la force, à la glorification de la puissance brutale, l'Entente opposait la tradition gréco-latine, l'équité, la notion du droit, la supériorité de l'idée sur le matérialisme économique. La France ne se battait pas seulement pour son honneur et pour sa vie, mais aussi, comme le disait le *Times* dans un article célèbre, « pour ce qu'elle signifie dans le monde ».

Au point de vue militaire, ce ne fut pas le choc d'armées de métier, mais la lutte gigantesque de nations entières s'affrontant, cherchant à s'user, reculant et pliant sans rompre. Pendant que les combattants étaient au front, à l'arrière la population tout entière concourait à la décision finale sous les formes d'activité les plus diverses.

L'Allemagne avait tout prévu pour la bataille : ses adversaires durent se préparer au cours même des hostilités.

Les maux de la guerre furent encore aggravés, du fait de nos ennemis, par la violation systématique des prescriptions du droit des gens : ils se rendirent coupables de crimes abominables et cherchèrent à peser sur les décisions des gouvernements en terrorisant la population civile. La France paya à la mort et à la ruine le tribut le plus lourd ; des départements entiers furent transformés en champs de bataille ou méthodiquement ravagés. Guillaume II osait écrire à François-Joseph :

(1) Cette définition est du célèbre chimiste Ostwald.



« Mon âme se déchire, mais il faut tout mettre à feu et à sang : égorger hommes et femmes, enfants et vieillards, ne laisser debout, ni un arbre, ni une maison. Avec ces procédés de terreur, les seuls capables de frapper un peuple aussi dégénéré que le peuple français, la guerre finira avant deux mois, tandis que, si j'ai des égards humanitaires, elle peut se prolonger pendant des années. Malgré toute ma répugnance, j'ai donc dû choisir le premier système, qui épargnera beaucoup de sang, bien que les apparences puissent faire croire le contraire ».

Les Allemands organisèrent tout un système de corruption et d'intrigues pour créer à l'arrière le découragement, les défaillances et le défaitisme; ils combattirent avec leurs canons, mais aussi et tout autant, avec leur propagande et leurs mensonges.

## BIBLIOGRAPHIE

ALBIN (Pierre), *D'Agadir à Serajevo, 1911-1914* (1915). — ASQUITH (H.-H.), *La Genèse de la Guerre* (1924). — BOURGEOIS (Emile) et PAGÈS (G.), *Les Origines et les responsabilités de la Grande Guerre* (1921). — DENIS (Ernest), *La Guerre, Causes immédiates et lointaines* (1915). — DUMAINE (Alfred), *La Dernière ambassade de France en Autriche, 1914* (1921). — GAUVAIN (Aug.), *L'Europe avant la Guerre* (1917). — GREY (V<sup>te</sup>), *Twenty five years, 1892-1916* (Londres 1925, 2 vol.). — *Correspondance entre Guillaume II et Nicolas II, 1894-1914*; publ. par le gouvernement des Soviets d'après les archives centrales et trad. du russe par Marc Séménoff (1924). — ISWOLSKY (Alexandrie), *Mémoires* (1923). — JAECKH (Ernest), *Kiderlen-Waechter intime, d'après ses notes et sa correspondance* (1926). — JORDAN (Camille), *Pièces diplomatiques relatives aux antécédents de la guerre de 1914*, publ. par la République d'Autriche, trad. franç. (1922, 3 vol.). — KAUTZKY (Karl), *Documents allemands relatifs à l'origine de la Guerre*, trad. franç. par Camille Jordan (1922, 4 vol.); — *Comment s'est déclenchée la guerre mondiale*, trad. franç. par Victor Dave (1921). — LARMEROUX (J.), *La Politique extérieure de l'Autriche-Hongrie, 1875-1914* (1918, 2 vol.). — MARCHAND (R.), *Un Livre noir. Diplomatie d'avant-guerre, d'après les archives russes* (1922, 2 vol.). — POINCARÉ (R.), *Les Origines de la Guerre* (1921); — *Au service de la France.*

*Neuf années de souvenirs.* I. *Le lendemain d'Agadir* (1926); — II. *Les Balkans en feu* (1926). — REINACH (Joseph), *Histoire de douze jours, origines diplomatiques de la guerre, 23 juillet-2 août 1914* (1917). — RECOULY (Raymond), *Les Heures tragiques d'avant-guerre* (1923). — RENOUVIN (Pierre), *Les Origines immédiates de la Guerre* (28 juin-4 août 1914) [1925]. — RIDDER (A. de), *La Belgique et la Guerre. Histoire diplomatique 1914-1918* (Bruxelles, 1922). — SCHEN (baron de), *Mémoires, 1900-1914*, trad. franç. par Louis Arnold (1922). — SEYMOUR (Charles), *Les Antécédents diplomatiques de la guerre, 1870-1914*, trad. franç. par E. Raiga (1919). — VERMEIL (Edmond), *Les Origines de la guerre et la politique extérieure de l'Allemagne au début du XX<sup>e</sup> siècle* (1926). — VIVIANI (René), *Réponse au Kaiser* (1923). — WINSTON S. CHURCHILL, *La crise mondiale*, trad. franç. (1924). 1914, *La Guerre européenne*. Livre jaune (1914). — Chambre des députés, *Discussion des interpellations sur les responsabilités de la Guerre* (séance du 5 juillet 1922).

ANDLER (Ch.), *Le pangermanisme continental sous Guillaume II* (1915); — *Le pangermanisme colonial* (1916); — *Le pangermanisme philosophique* (1917). — BAINVILLE (Jacques), *Histoire de deux peuples, La France et l'Empire allemand* (1915). — BARRÈS (Maurice), *Les Traits éternels de la France* (1918). — BÉRARD (Victor), *L'Éternelle Allemagne* (1916). — BERNHARDI (F. von), *Notre avenir*, trad. franç. par Em. Simonnot (1915). — BLONDEL (Georges), *La Doctrine pangermaniste* (1915). — FERRERO (G.), *La Guerre européenne* (1916). — FLACH (Jacques), *Essai sur la formation de l'esprit public allemand* (1915). — GAULTIER (Paul), *La Mentalité allemande et la guerre* (1916); — *L'Allemagne au-dessus de tout* (1917); — *La Barbarie allemande* (1918). — GUILLAND (A.), *L'Allemagne nouvelle et ses historiens* (1899). — HAUSER (Henri), *Les Méthodes allemandes d'expansion économique* (1915). — HOVELACQUE (Emile), *Les Causes profondes de la guerre; Allemagne, Angleterre* (1915). — HUBERT (Lucien), *L'Effort brisé, la situation économique de l'Allemagne à la veille de la guerre* (1916). — IMBART DE LA TOUR (P.), *Le Pangermanisme et la philosophie de l'histoire* (1916). — LASSERRE (Pierre), *Le Germanisme et l'esprit humain* (1916). — LICHTENBERGER (Henri) et PETIT (Paul), *L'Impérialisme économique allemand* (1918). — MURET (Maurice), *L'Orgueil allemand, Psychologie d'une crise* (1915). — NEUMANN (Fr.), *L'Europe centrale (Mitteleuropa)*, trad. franç. (1918). — PINGAUD (Albert), *Le Développement économique de l'Allemagne contemporaine, 1871-1914* (1916). — SMITH (Thomas-F.-A.), *L'Ame allemande*, trad. franç. par M<sup>me</sup> Jean Perier, préface d'Emile Boutroux (1917).

## CHAPITRE II

# LA GUERRE

LA Guerre de 1914-1918 présente, du point de vue militaire, deux phases très nettes, d'inégale durée.

Dans la première, les adversaires, également pressés d'aboutir à une décision, mettent en jeu tous leurs moyens et se lancent dans la *guerre de mouvement*.

Cette phase, dominée par la victoire de la Marne, se termine sur tous les fronts, à l'entrée de l'hiver, par l'équilibre des forces antagonistes.

Alors commence la deuxième, qui se prolonge jusqu'à la fin du conflit et pendant laquelle les Puissances centrales font figure d'une immense place assiégée par les armées de l'Entente, les opérations présentant tous les caractères généraux de la guerre de siège : lignes fortifiées continues et successives, impossibilité pour les armées de manœuvrer, obligation pour l'assaillant de rompre, au moyen d'un matériel puissant, les organisations du défenseur, blocus de l'assiégé par les armées et les flottes de l'assiégeant.

## 1914

### I. LA GUERRE SUR LE FRONT OCCIDENTAL

LES PLANS D'OPÉRATIONS. — Dès 1875, c'est-à-dire du jour où la Russie commença de se rapprocher de la France, le vieux maréchal de Moltke, qui présida jusqu'en 1888 aux destinées de l'armée allemande, entrevit que, dans l'avenir, l'Empire aurait à mener la guerre simultanément sur ses deux frontières de l'Est et de l'Ouest. Le problème qui se posait ainsi à l'État-major allemand est un des plus difficiles que connaisse la stratégie : il consiste à choisir l'adversaire qu'on attaquera en premier, le battre, puis à se retourner contre le second, qu'on s'est contenté de masquer tout d'abord. Les solutions envisagées de 1875 à 1900 varièrent avec le degré de préparation des adversaires éventuels, et avec les moyens offensifs et défensifs dont disposait l'Allemagne. Le plan appliqué en 1914 reposait sur le dessein d'abattre les armées régulières de la France avant l'entrée en ligne de masses russes. Ce plan, mis en œuvre par le colonel général de Moltke — neveu du maréchal — que Guillaume II avait appelé en 1906 à la tête du grand État-major en remplacement du maréchal Schlieffen, dérivait d'un concept stratégique dont ce dernier était l'auteur.

Le concept Schlieffen, dans son expression intégrale réalisée en 1905 — époque de l'affaiblissement militaire de la Russie, vaincue en Mandchourie — se ramenait, en ce qui concerne les opérations à

mener contre la France, à deux idées : faire irruption dans le nord de la France par la moyenne Belgique, c'est-à-dire par le nord du sillon Meuse-Sambre, de manière à déborder d'emblée le système des fortifications françaises, et, par suite, le dispositif de concentration français, nécessairement lié à ce système; — manœuvrer ensuite constamment par l'aile droite, pour tourner toute nouvelle résistance des Français, et « enrrouler » (*aufrollen*) le dispositif adverse en le refoulant vers le Jura et la frontière suisse.

Ne laissant à la garde du front d'Alsace-Lorraine qu'un minimum de forces, Schlieffen affectait les 6/7<sup>e</sup> de ses divisions à sa masse de manœuvre, dont le centre de gravité était à droite (Nord), le pivot étant constitué par la région fortifiée Metz-Thionville. Bien mieux, 8 corps d'armée d'ersatz, constitués à la mobilisation, suivraient dans son sillage l'aile droite de cette masse, la débarrassant de tout souci secondaire (garde des lignes de communication, siège des places fortes, etc.).

Pour arrêter les Russes, Schlieffen comptait sur les forces austro-hongroises, sur les places fortes de Prusse orientale, et sur quelques divisions allemandes, qui disputeraient le terrain pied à pied.

On peut reprocher à ce plan, du point de vue moral, le mépris de la parole donnée, puisqu'il reposait sur la violation de la Belgique dont le roi de Prusse avait garanti la neutralité, et, du point de vue pratique, d'avoir négligé les complications que cette violation d'un traité qui engageait la foi jurée de la Grande-Bretagne ne manquerait pas d'amener de la part de cette dernière. Schlieffen n'avait certainement pas méconnu ces difficultés. Mais après les avoir pesées, il avait jugé qu'elles n'étaient pas assez grandes pour le faire renoncer à une manœuvre qui devrait, dans le minimum de temps, assurer à l'Allemagne une victoire décisive sur son ennemi de l'Ouest. Pour concevoir un tel plan, il fallait que son auteur fût, par caractère, hostile aux demi-mesures, eût le goût du risque, fût sûr de lui-même et de son armée. Ludendorff, qui servit avant la guerre sous les ordres de Schlieffen, déclare qu'il était « l'un des plus grands soldats qui aient jamais existé ». Mais, en 1906, comme il a été dit, la faveur impériale et le prestige d'un grand nom firent passer aux mains du général de Moltke les fonctions de chef d'État-major général de l'armée allemande. Moltke — l'histoire l'a montré — n'avait pas l'âme fortement trempée de son prédécesseur. S'il adopta l'idée générale qui animait le plan de Schlieffen, il s'effraya de la magnifique indifférence avec laquelle ce dernier laissait, au début du conflit, en proie à une invasion facile, le Reichsland aux Français et la Prusse orientale aux Russes. Il vit là un grave inconvénient moral et une





PLAN DE CONCENTRATION DES ARMÉES BELLIGÉRANTES.

dangereuse atteinte au prestige militaire de l'Empire. Il fut donc amené à prévoir le renforcement de ces fronts que Schlieffen, avec son tempérament de beau joueur, avait délibérément négligés; il les renforça au détriment de la masse de manœuvre. L'idée restait, mais l'esprit n'y était plus.

L'agencement du système de forces définitivement arrêté par le général de Moltke pour le théâtre occidental fut réalisé dans la première quinzaine d'août 1914.

Le groupement principal, comprenant les cinq premières armées, devait gagner, par une première série de marches, une base de départ jalonnée par Thionville-Bettembourg-Houffalize, la région ouest de Liège-Tongres. Après quoi elles entameraient leur mouvement offensif, conversant autour de la « position de la Moselle » (Metz-Thionville). L'organe régulateur du mouvement devait naturellement être l'aile marchante, qui aurait, comme opération préliminaire, à s'emparer de Liège par une attaque brusquée.

Le groupement secondaire (VI<sup>e</sup> et VII<sup>e</sup> armées) recevait une mission complexe, visant à immobiliser le plus possible de forces françaises en Lorraine et en Alsace; selon le cas, la VI<sup>e</sup> armée devait ou prendre l'offensive vers la Moselle en aval de Frouard, ou se dérober

devant une attaque française, tout en couvrant le flanc sud du groupement principal. Pour achever l'analyse du plan allemand, il faut ajouter que, face aux Russes, il prévoyait la constitution d'une VIII<sup>e</sup> armée (14 divisions d'infanterie, 1 division de cavalerie), chargée de couvrir la Prusse orientale. Le commandement suprême gardait à sa disposition le 9<sup>e</sup> corps d'armée, chargé de surveiller les côtes du Sleswig, et 16 brigades mixtes d'ersatz, formant 6 divisions indépendantes, qui constituaient les réserves générales. On a vu ce que Schlieffen comptait faire des troupes disponibles. On verra tout à l'heure ce qu'en fit Moltke, et, là encore, apparaîtra la différence de tempérament de ces deux chefs.

Transportons-nous maintenant dans le camp allié.

Au moment où la guerre éclata, s'il existait entre la France et la Russie une convention militaire, aucun accord ne liait la France à la Grande-Bretagne, ni ces deux puissances à la Belgique. Entre les deux États-majors français et anglais, il existait bien un projet convenu en 1911 par les généraux Wilson et Dubail, et qui précisait les conditions de la participation éventuelle d'une force expéditionnaire britannique dans une guerre contre l'Allemagne, mais ce projet n'engageait pas les gouvernements. Aucun accord d'aucune sorte





UN RÉGIMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE SUR LE QUAI D'EMBARQUEMENT (août 1914). CL. FORDIN



UNE SECTION D'INFANTERIE ALLEMANDE AU REPOS (août 1914). CL. FORDIN.







n'avait été conclu, aucune étude n'avait été faite pour régler la coopération des forces franco-britanniques avec l'armée belge. C'était la preuve de la scrupuleuse honnêteté avec laquelle la Grande-Bretagne et la France avaient respecté la neutralité belge. Au coup de bélier que va donner la masse des armées allemandes, les Alliés n'opposeront qu'un édifice mal équilibré de forces désunies.

Le 2 août, le gouvernement de Berlin sommait le gouvernement de Bruxelles de laisser passer les troupes allemandes sur le territoire belge. Ce fut seulement le 4 que le roi Albert télégraphia à Londres, à Paris et à Saint-Petersbourg pour confirmer la violation de la neutralité et proposer « une action concertée et commune ». Le même jour, le commandement belge ordonnait la concentration de l'armée dans un quadrilatère entre Dyle et Gette, situé à une étape à l'est de Bruxelles. La réunion de l'armée (4 divisions d'armée) s'effectua sous la protection de la 3<sup>e</sup> division, placée en avant-garde à Liège, et de la 4<sup>e</sup>, qui occupait Namur.

Deux préoccupations ont inspiré la conduite de la Grande-Bretagne pendant la période de tension politique qui a précédé la guerre : s'assurer la maîtrise de la mer, mais réserver son concours armé tant que les traités de neutralité au bas desquels elle avait apposé sa signature ne seraient pas violés.

Pour ce qui est des sûretés maritimes, l'amirauté n'eut, le 24 juillet, qu'à maintenir concentrées les escadres que les manœuvres avaient réunies. En ce qui regarde la coopération militaire, ce fut le 4 août seulement que l'Angleterre déclara la guerre à l'Allemagne, et le 5 fut le premier jour de la mobilisation. Le transport vers la France de la force expéditionnaire, que commandait sir John French, ne commença que le 9, et la concentration de cette armée dans la région au sud de Maubeuge s'échelonna entre le 10 et le 20. Forte seulement de 4 divisions d'infanterie et d'une division de cavalerie, elle n'entra en opérations que le 23, alors que l'aile droite allemande avait déjà rejeté les Belges sur Anvers. En outre, le maréchal French arrivait muni d'instructions qui lui garantissaient son autonomie et lui prescrivaient de ne pas compromettre son armée. Il se présenta le 16 août au G. Q. G. français; il y reçut du général Joffre l'indication du rôle qu'on attendait de lui; il y acquiesça. Mais sa liberté d'action restait entière, et les revers du début de la guerre allaient ouvrir dans le commandement allié une crise dont on fera ressortir les dangers.

Le plan d'opérations français qui fut appliqué en 1914 était constitué par des directives faisant partie intégrante du « Plan de concentration n° XVII », mis en vigueur au printemps de cette même année. Elles organisaient l'offensive stratégique sous la forme de deux actions principales : une à droite (1<sup>re</sup> et II<sup>e</sup> armées) entre les massifs forestiers des Vosges et de la Moselle en aval de Toul; l'autre à gauche (V<sup>e</sup> armée, un corps de cavalerie de 3 divisions) au nord de la ligne Verdun-Metz. Entre ces deux ailes, la III<sup>e</sup> armée concentrée sur les

Hauts-de-Meuse, prête à recevoir une offensive ennemie débouchant de la base Metz-Thionville, devait se mettre en mesure d'appuyer les actions des deux masses qui l'encadraient. La réserve était formée d'une armée — la IV<sup>e</sup> — pour laquelle étaient prévues deux zones de débarquement : l'une à l'ouest de Toul, l'autre à l'ouest de l'Argonne. Cette armée était destinée, — soit à déboucher en Voèvre méridionale, pour coopérer à l'action de la II<sup>e</sup> armée — soit à s'engager entre les III<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> armées, en direction d'Arlon. Au compte des forces réservées, il faut encore ajou-



JOFFRE, NÉ EN 1852. CL. MANUEL.

ter 3 divisions actives (44<sup>e</sup> alpine, 37<sup>e</sup> et 38<sup>e</sup> algériennes), 2 groupes de divisions de réserve (à 3 divisions chacun) placés respectivement derrière les ailes, et 3 divisions de réserve isolées.

L'examen de ce dispositif suggère quelques observations, qui aideront à comprendre la suite des opérations :

1<sup>o</sup> La base de la concentration est limitée au Nord par le massif ardennais. Il s'ensuit que la trouée de la Sambre n'est gardée que par la médiocre place de Maubeuge, et par l'armée britannique qui, à l'époque où le plan a été arrêté, n'est encore qu'une espérance. L'aile gauche française est donc virtuellement en danger d'être tournée;

2<sup>o</sup> L'armée réservée est en position médiane; elle a une destination bien définie, qui en fait un renfort de bataille, non une masse de manœuvre;

3<sup>o</sup> L'aile sud (I<sup>re</sup> et II<sup>e</sup> armée) comprend 10 corps d'armée actifs (sur 21), soit près de 50 p. 100 des forces métropolitaines mobilisées. Cette accumulation de forces laisse entendre que c'est dans cette région que le commandement français compte faire son effort principal. Or, cette région est boisée, coupée d'étangs et de rivières, et cloisonnée par deux

groupes de forteresses; Metz-Thionville, d'un côté, Strasbourg-Mutzig de l'autre. Justifiée au point de vue moral et politique, cette attaque ne peut avoir que des effets limités.

**LA BATAILLE DES FRONTIÈRES.** — Le 2 août au matin, les Allemands envahissent le Grand-duché de Luxembourg, et, le soir du même jour, somment la Belgique de leur livrer passage à travers son territoire. Ces deux actes amenèrent une immédiate réaction de la part du commandement français. Sentant que la droite allemande empruntera dans son mouvement offensif au moins la partie du territoire belge situé au sud de la Meuse, de Liège, le général Joffre prescrit de concentrer la IV<sup>e</sup> armée dans la zone prévue à l'ouest de l'Argonne, pour qu'elle entre en ligne sans retard entre les III<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> armées. Cette décision consomme le déploiement stratégique des Français.

Le 3 août, l'Italie notifie sa neutralité, ce qui achève de libérer la France de toute préoccupation du côté des Alpes.

Le lendemain, les Allemands entament leur mouvement sur Liège. Une attaque brusquée a lieu dans la nuit du 5 au 6 août. Elle échoue; mais Ludendorff, sous-chef d'État-major de la II<sup>e</sup> armée, prend au pied levé le commandement d'une brigade, pénètre dans l'intervalle entre deux forts et arrive le 7 jusqu'à la ville. La 3<sup>e</sup> division belge a, depuis la veille, évacué le camp retranché. La défense de la Place reste confiée aux seules garnisons des forts, qui se défendent isolément, et dont le dernier ne tombera que le 16 au matin.

Le 7 août, l'extrême droite française (7<sup>e</sup> corps d'armée et 8<sup>e</sup> division de cavalerie) était entrée à Mulhouse, mais s'était repliée le 8 assez précipitamment sur Belfort, sous la pression de l'ennemi.

Ce même jour, le général Joffre donnait des ordres dont l'essentiel forme l'objet de « l'Instruction générale n° 1 » :

Les deux armées de droite (I<sup>re</sup> et II<sup>e</sup>) se porteront en avant pour frapper, au plus court, un coup violent sur les communications de la masse centrale ennemie. Ce mouvement sera accompagné et couvert par celui d'une armée d'Alsace, constituée sous les ordres du général Pau, qui reprendra la tâche dans la-



ALBERT I<sup>er</sup>, ROI DES BELGES, MONTÉ SUR LE TRÔNE EN 1909. CL. MANUEL.



GEORGE V, ROI D'ANGLETERRE, MONTÉ SUR LE TRÔNE EN 1910. CL. FORBIN.



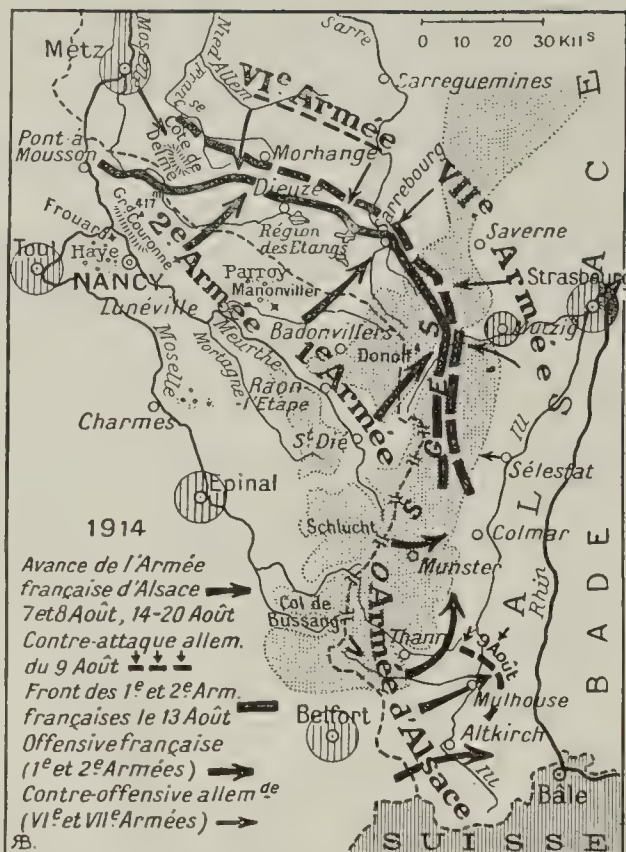
quelle le 7<sup>e</sup> corps venait d'échouer. Au centre et à gauche, le mouvement offensif ne sera entamé qu'après l'entrée en ligne de la IV<sup>e</sup> armée. Ce délai sera utilisé pour renforcer la V<sup>e</sup> armée au moyen des deux divisions d'Afrique, et pour charger le corps de cavalerie du général Sordet, qui vient d'escadronner sans résultat sur la rive droite de la Meuse au prix de la ruine prématurée de ses chevaux, de couvrir la réunion de la gauche franco-britannique.

Entamée le 14 août, l'offensive des I<sup>re</sup> et II<sup>e</sup> armées françaises refoula facilement devant elle les éléments avancés de la VI<sup>e</sup> armée allemande. Mais, dès le 15, le général de Moltke, sur des renseignements qui lui font croire que la concentration de grosses forces françaises s'effectue derrière la ligne Pont-à-Mousson-Raon-l'Étape met à la disposition du prince Rupprecht de Bavière, 6 divisions 1/2 d'ersatz, soit la majeure partie de ses réserves stratégiques, que Schlieffen comptait lancer dans le sillage de sa masse de droite. Le déplacement prématuré de ses réserves sera pour le commandement allemand une des causes de sa défaite sur la Marne.

Le 17 août, la VI<sup>e</sup> armée allemande accepte le combat sur une solide position ; la VII<sup>e</sup> armée vient y participer, en débouchant du front Sarrebourg-Donon dans le flanc droit des Français. Le 20, la contre-offensive allemande se déclenche. C'est la bataille de Morhange-Sarrebourg, marquée par la dislocation du centre de l'armée Castelnau et la défaite de l'aile gauche du général Dubail. A la date du 21 août soir, l'échec de la première partie du plan français est un fait accompli.

Mais cet échec ne déconcerte pas le général Joffre. « L'intérêt principal n'est plus de ce côté, écrit-il au Ministre de la Guerre ». Il va demander à la II<sup>e</sup> armée de tenir sur le Grand Couronné et sur les hauteurs entre Moselle et Meurthe, à la I<sup>re</sup>, d'étayer solidement sa voisine, en s'accrochant aux Vosges. L'armée d'Alsace qui a repris Mulhouse et s'est arrêtée le 19 devant Colmar est ramenée à la crête des Vosges méridionales en attendant d'être dissoute.

Mais le commandement allemand a tiré d'imprudentes conclusions de son succès. Le 23, il prescrit au kronprinz de Bavière de poursuivre son effort offensif vers le Sud. Il se flatte, en masquant Nancy, de déborder la I<sup>re</sup> armée française par l'Ouest, en pointant vers la trouée de Charmes. Une telle stratégie ne s'explique que par la



BATAILLE DES FRONTIÈRES : opérations dans l'Est.

méconnaissance des réalités et le mépris systématique de l'ennemi.

Considérons maintenant la partie nord du théâtre des opérations où se prépare l'acte décisif.

Le 17 au soir, les armées Kluck et Bulow ayant enfin forcé le barrage de la Meuse sont maîtresses de la base de départ qui leur a été fixée. A leur gauche et jusqu'à Thionville, les III<sup>e</sup>, IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> armées allemandes ont pris sans encombre le dispositif prévu. Moltke donne le soir même l'ordre d'entamer dès le lendemain la conversion offensive autour de Thionville. Le 18, Kluck s'engage contre la position de la Gette, que défend l'armée belge. Ni la gauche française, ni l'armée britannique n'étant en mesure de lui venir en aide, le roi Albert ordonne, dès le 19, la retraite de ses troupes en direction d'Anvers ; tandis que le groupe Kluck-Bulow atteint le lendemain l'alignement Bruxelles-Namur, l'armée belge achève, sans encombre, son repli vers la ligne des forts. Pour masquer les forces intactes de nos alliés, Moltke va être obligé de détacher deux corps d'armée (3<sup>e</sup> de réserve prélevé sur la I<sup>re</sup> armée, et 9<sup>e</sup> de réserve arrivant du Sleswig).

Lorsque le général Lanrezac, commandant la V<sup>e</sup> armée française avait reçu l'instruction du 8 août, qui maintenait la gauche française au sud de l'Argonne, il en avait conçu une vive inquiétude, et il avait demandé et reçu, le 12, l'autorisation de porter le 1<sup>er</sup> corps en flanc-garde à l'ouest de Dinant. Puis, le 15, après une démarche personnelle auprès du général Joffre, il avait obtenu de préparer le déplacement de son armée vers la région Maubeuge-Givet, dans l'entre-Sambre-et-Meuse, sous réserve de laisser dans celle de Mézières 4 divisions qui assureraient la liaison entre les IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> armées.

Dans cette même journée du 15, le G. Q. G. français était arrivé à se faire une idée arrêtée, mais inexacte, de la situation de l'ennemi. Cette appréciation reposait sur l'hypothèse gratuite, et en fait erronée, que les Allemands n'avaient fait entrer dans leurs masses de choc que leurs corps actifs. Ce postulat admis, il en découlait logiquement que la masse d'aile droite ennemie n'avait pu être constituée qu'aux dépens du centre. Frapper ce centre du fort au faible, le briser et acculer l'aile droite adverse à la Meuse entre Dinant, Namur et l'Ourthe apparaissait comme la parade la plus efficace à la menace d'enveloppement qui pesait sur notre gauche.

En conséquence, du 15 au 18 août, une série d'ordres eurent pour objet de constituer et d'engager deux groupements de forces. La IV<sup>e</sup> armée chargée de l'offensive de rupture centrale déboucherait du front Montmédy-Sedan et marcherait en direction de Neufchâteau ; elle serait couverte à sa droite par la III<sup>e</sup>, flanquée elle-même au Sud par une armée aux ordres du général Maunoury, récemment créée sous le nom d'armée de Lorraine et qui amorcerait l'investissement de Metz. L'autre groupement manœuvrerait contre l'aile droite ennemie ; ce rôle était confié à la V<sup>e</sup> armée, à l'armée britannique et à l'armée belge.

Or, le 19 août, l'armée belge avait été écartée du débat, et le 20, Kluck et Bulow avaient atteint la ligne Bruxelles-Namur. Le 21, Bulow décidait de rabattre son armée vers la Sambre ; dans l'après-midi, il abordait cette rivière à l'est de Charleroi. Le général Lanrezac, dont l'armée venait d'effectuer un difficile glissement de la région de Mézières dans celle de la basse Sambre, se refusa à engager ses troupes dans cette vallée. Il préférait attendre l'ennemi au débouché sud ; son intention ne fut pas comprise des exécutants. Le 22 au soir, Bulow était maître d'un large espace au sud de Charleroi. Quant à Kluck, renseigné sur la présence des Anglais à Mons, il s'étendait vers sa droite pour amorcer une large manœuvre débordante, en liaison avec l'attaque frontale de Bulow. Le 23, Lanrezac pensa ressaisir l'avantage au moyen d'une manœuvre qui consistait à lancer son corps de droite dans le flanc gauche de l'ennemi. Mais, au moment où débutait cette opération, des fractions de la III<sup>e</sup> armée (Hausen) franchissaient la Meuse au sud de Dinant et menaçaient de la prendre à revers. Lanrezac, inquiet du sort des Anglais, renseigné sur l'échec de la IV<sup>e</sup> armée française, décidait, dans la nuit du 23 au 24, de se retirer sur la ligne Givet-Maubeuge. Le maréchal French se conformait aussitôt à ce mouvement et se repliait sur une position entre



BATAILLE DES FRONTIÈRES : opérations dans le Nord.





BATAILLE DU LUXEMBOURG (22-23 août 1914).

Maubeuge et Valenciennes. Le 25, le repli de l'aile gauche franco-britannique s'accroissait. Kluck s'élançait à la poursuite des Anglais. Bulow, débarrassé du souci de Namur, qui avait succombé dans la nuit du 23 au 24, mettait le siège devant Maubeuge, et Hausen (III<sup>e</sup> armée) débouchait en rive gauche de la Meuse, sur Chimay, à la recherche de la droite de Lanrezac.

Pendant ce temps, les armées de Langle de Cary (IV<sup>e</sup>) et Ruffey (III<sup>e</sup>) étaient venues se heurter, le 22 au matin, aux armées du duc de Wurtemberg (IV<sup>e</sup>) et du kronprinz impérial (V<sup>e</sup>). Engagées sans prudence, dans une région difficile, non seulement elles ne parvenaient pas à rompre le front allemand, mais elles étaient contraintes de s'arrêter, et par endroits, de reculer. Le lendemain, le général de Langle essayait vainement de se reporter en avant. Dans la nuit du 23 au 24, il devait replier sa droite derrière la Chiers en aval de Montmédy, sa gauche sur la Meuse en aval du confluent de la Chiers. Un succès local de la III<sup>e</sup> armée française, avec le concours de l'armée de Lorraine dans la région de Conflans, le 24 et dans la matinée du 25, arrêtait la marche du kronprinz, mais ne rétablissait pas la situation.

Les deux défaites simultanées de Charleroi et du Luxembourg consacraient la ruine de la seconde partie du plan français.

Les Allemands, dans ce champ d'opérations, que ne barrait aucun système fortifié, s'étaient assurés en trois journées de l'initiative stratégique.

#### DE LA BATAILLE DES FRONTIÈRES À LA MARNE.

— Le matin du 25 août, le général Joffre, rendant compte au Ministre de la Guerre de la situation générale de ses armées, annonçait son intention de « céder du terrain pour organiser une manœuvre plus en arrière ». Et, dans la nuit suivante, il lançait l'« Instruction générale n° 2 », aux termes de laquelle, tandis que les I<sup>re</sup> et II<sup>e</sup> armées resteraient chargées de faire tête à la gauche ennemie, l'ensemble des armées du centre et de la gauche rétrograderait en pivotant autour de Verdun jusqu'à une ligne jalonnée par Laon, La Fère et la haute vallée de la Somme de Ham à Bray. En arrière et à gauche de l'armée anglaise, une nouvelle armée, la VI<sup>e</sup>, confiée au général Maunoury — dont l'armée de Lorraine était dissoute, — allait se réunir à partir du 27 août. Cette armée, constituée au moyen d'éléments prélevés en majeure partie sur nos forces d'aile droite, avait une double mission : principalement, elle devait permettre de répondre au débordement de l'ennemi en le débordant lui-même ; éventuellement, elle devait couvrir Paris, au cas où les armées françaises seraient contraintes de prolonger leur retraite. L'extrême gauche du dispositif allié devait être couverte par le corps de cavalerie Sordet et par le groupe de division de réserve du général d'Amade.

Mais l'équilibre avait été trop profondément rompu par les premières rencontres pour qu'il fût possible de le rétablir dans le court espace qu'envisageait le général Joffre.

Si les armées Dubail et Castelnau remportèrent le 25 août sur le kronprinz Rupprecht une victoire qui montrait la solidité « du pilier d'angle » de notre dispositif, si l'armée de Langle marqua le 27 sur

la Meuse un succès très net sur le duc de Wurtemberg, les forces alliées de gauche voyaient leur situation s'aggraver. Le resserrement de la IV<sup>e</sup> armée, provoqué par la bataille qu'elle venait de livrer, avait élargi l'intervalle déjà grand qui la séparait de la V<sup>e</sup>. A la gauche de cette dernière, l'armée anglaise avait essuyé au Cateau un grave échec, le 26, et son chef avait décidé de gagner au plus tôt la coupure de l'Oise entre La Fère et Noyon. Par cette décision, le maréchal French se rejetait dans la zone de marche de l'armée Lanrezac, et il creusait un trou entre celle-ci et l'armée Maunoury dont les premiers éléments commençaient à peine à débarquer.

Pour conjurer les dangers qui menaçaient de dissocier définitivement sa ligne de bataille, le général Joffre prit d'immédiates mesures : il enjoignit au général de Langle de se remettre en retraite vers l'Aisne ; il constitua, à la gauche de la IV<sup>e</sup> armée, un détachement aux ordres du général Foch dont la mission serait de rétablir la continuité entre de Langle et Lanrezac. Enfin, le 29 août, il engagea ce dernier, à Guise, dans une contre-offensive vigoureuse, qui obligea Bulow à stopper et même à rétrograder partiellement, procurant ainsi aux Anglais un salutaire relâche. Mais, le même jour, Kluck faisait irruption au sud de la Somme. Attaqué en plein début de sa concentration, Maunoury devait se dérober prestement derrière l'Avre. Les conditions nécessaires à la reprise de l'offensive n'étaient pas réalisées. Un nouveau recul s'imposait.

Sans hésiter, le général Joffre en prit la décision : à la VI<sup>e</sup> armée, il prescrivit de rétrograder vers Paris, qu'elle couvrirait, et où elle recevrait des renforts ; l'armée anglaise était invitée à se dérober derrière la Marne, en aval de Meaux ; Lanrezac se replierait droit au Sud au delà de l'Aisne ; Foch, de Langle et Sarraill (ce dernier venait de remplacer Ruffey à la tête de la III<sup>e</sup> armée) continueraient leur retraite en réglant leur allure sur celle de la V<sup>e</sup> armée.

Le 1<sup>er</sup> septembre, le commandant en chef adressait à ses armées l'« Instruction générale n° 4 », dans laquelle il annonçait la continuation de la retraite jusqu'à une ligne marquée par la Seine au sud de Nogent (V<sup>e</sup> armée), l'Aube au sud d'Arcis (Foch), l'Ornain à l'est de Vitry (IV<sup>e</sup> armée), la région au nord de Bar-le-Duc (III<sup>e</sup>). Mais la ligne ainsi définie devait être envisagée « comme limite du mouvement de recul et sans que cette indication implique que cette limite doive être forcément atteinte ». Et au cours de cette nouvelle période de retraite, le général Joffre, puisant dans ses armées de droite, renforçait ses armées de gauche, et étayait par des corps de cavalerie créés à cet effet les intervalles qui séparaient de Langle de Foch, et Lanrezac de French.

Tandis que le général en chef français remettait ainsi de l'ordre dans son dispositif en vue d'une prochaine reprise de l'offensive, Moltke se croyant « le maître de l'heure », préparait inconsciemment sa propre défaite.

Si, en trois rencontres avec les Français, les Allemands avaient enregistré trois victoires, en Prusse orientale leur VIII<sup>e</sup> armée avait subi un tel échec que son chef avait décidé d'évacuer tout le territoire à l'est de la Vistule. Schlieffen eut probablement accepté cet échec qu'il eût regardé comme passager ; Moltke, moins beau joueur, n'admit pas la décision qui abandonnait aux Cosaques le berceau de la monarchie. On verra plus loin les mesures qu'il prit. Ce qui importe pour l'instant, c'est la réaction de ces événements sur ceux qui se déroulaient en France dans le même temps. Le 25 août, Moltke pré-



BATAILLE DE GUISE (29 août 1914).

Les fleches pointillées indiquent les directions que devaient suivre les armées allemandes l'Instruction générale donnée par de Moltke le 27 août 1914.



levait sur sa III<sup>e</sup> armée le 9<sup>e</sup> corps, sur la II<sup>e</sup>, le corps d'armée de réserve de la Garde, et les expédiait vers la Prusse orientale. Ainsi, dans le moment où Joffre renforçait inlassablement sa gauche, le commandement allemand puisait à pleines mains dans sa masse de droite ; deux corps étaient restés face aux Belges, un corps et demi devant Maubeuge, et voici que deux corps filaient vers la frontière russe, où ils devaient arriver d'ailleurs après la victoire de Tannenberg.

Mais, le lendemain 26, c'est la victoire du Cateau sur les Anglais. Aussi, le 27, Moltke lance-t-il une Instruction générale ; la phrase essentielle : « Sa Majesté ordonne la marche en avant des armées allemandes en direction de Paris », y sonne comme un chant de victoire. Elle est suivie de l'indication des objectifs marqués à chaque armée : la basse Seine pour la I<sup>re</sup>, Paris pour la II<sup>e</sup>, Château-Thierry pour la III<sup>e</sup>, Reims et Épernay pour la IV<sup>e</sup>, Châlons-sur-Marne et Vitry-le-François pour la V<sup>e</sup>. Les VI<sup>e</sup> et VIII<sup>e</sup> armées couvriront la Lorraine et l'Alsace. Si les Français reculent, elles pointeront entre Toul et Épinal vers Neufchâteau.

Ainsi, la meute est découpée vers *Paris*. C'est « l'hallali courant ». Toutefois, une réserve est formulée dans l'un des derniers paragraphes de l'instruction, quant au maintien de cette direction maîtresse : « Une forte résistance opposée sur l'Aisne et ultérieurement sur la Marne pourra imposer une conversion des armées du Sud-Ouest vers le Sud.

Cette directive, datée de Luxembourg, où est installé l'État-major de l'empereur, parvient le 28 août aux commandants d'armée.

Or, le 27, le duc de Wurtemberg, fort malmené sur la Meuse par l'armée de Langle, a fait appel à son voisin de droite, Hausen, qui a aussitôt infléchi sa route au Sud et s'est heurté à Signy-l'Abbaye à Foch. Le 30, entraîné par son adversaire, il est venu se buter à l'Aisne dans la région de Rethel.

Un phénomène de même ordre s'est produit à l'extrême droite. Kluck avait dépassé la Somme le 29, quand, dans la soirée du 30, lui est parvenu un radio de Bulow lui annonçant « la victoire de Guise » et l'invitant à se rabattre sur la gauche de Lanrezac. Négligent les éléments inconsistants de Maunoury, ayant depuis plusieurs jours perdu le contact avec les Anglais, Kluck organise aussitôt sa marche pour le 31, et il lance un radio au G. Q. G. : « La I<sup>re</sup> armée a obliqué vers l'Oise et avancera le 31 sur Compiègne, Noyon, pour exploiter le succès de la II<sup>e</sup> armée ».

De Moltke se résigne vite à ce changement de direction qu'il n'a pas ordonné, mais qu'il avait prévu le 27 comme une éventualité. Par des ordres successifs, il confirme aux armées que la nouvelle direction répond à ses instructions, et dans la nuit du 2 au 3 septembre, il lance le radio célèbre : « ... l'intention du commandement suprême est de couper les Français de Paris en direction du Sud-Est. La I<sup>re</sup> armée *suivra*, en *s'échelonnant*, la II<sup>e</sup> et assurera la protection du flanc des armées. »

Ainsi la masse allemande, cessant brusquement de s'épanouir, pénètre dans l'arc enveloppant que commence à dessiner le front de bataille allié des Hauts-de-Meuse au camp retranché de Paris. C'est grave pour elle, mais ce qui l'est davantage, c'est qu'elle ne s'en doute pas.

Le 1<sup>er</sup> septembre, Kluck, achevant de franchir l'Oise, avait repris le contact, au sud de Compiègne, avec les Anglais qui s'étaient aussitôt dérobés. Mais Kluck ne se souciait plus de la « misérable petite armée anglaise ». Averti par son aviation que l'armée Lanrezac était en retraite vers la Marne, entre Dormans et Château-Thierry, il s'était aussitôt lancé vers le Sud-Est et sa gauche atteignait le 2 au soir la Marne à Château-Thierry.

Bulow, pendant ce temps, s'était attardé devant la Fère, puis devant Reims. Si bien que, le soir du même jour, il pouvait seulement arriver sur la Vesle, et prescrivait pour le 3 une marche forcée qui lui permettrait de passer la Marne entre Châtillon et Château-Thierry. Ainsi, au moment où Moltke lançait le radio qui ordonnait à la I<sup>re</sup> armée de *suivre* la II<sup>e</sup> en *s'échelonnant* pour couvrir le flanc des armées allemandes, Kluck était en avance d'une journée de marche sur son voisin. Loin de s'effrayer de cette désobéissance, il l'accentue, le lendemain, en poussant ses gros vers Meaux et l'Ourcq inférieur, et, le 4, sa gauche atteignait les plateaux au sud du Petit-Morin entre Montmirail et Rebais. Seuls restaient face à Paris, dans la région de Nanteuil-le-

Haudoin, son corps de droite (4<sup>e</sup> réserve) et la 4<sup>e</sup> division de cavalerie. Enfin, il décidait de continuer son mouvement jusqu'à la Seine, et, pour justifier cette marche manifestement contraire aux ordres du commandement suprême, il lançait le 3 et le 4 des radios dans lesquels il annonçait son intention d'exploiter les signes de désorganisation qu'il croyait constater chez les Français. Et par là, il faut entendre qu'il se sentait sur le point d'achever la destruction de l'armée Lanrezac que Bulow suivait.

De Luxembourg, le 4 septembre, vers 19 heures, partait un radio ainsi conçu : « Les I<sup>re</sup> et II<sup>e</sup> armées resteront face au front est de Paris. La I<sup>re</sup> armée entre l'Oise et la Marne... la II<sup>e</sup> armée entre la Marne et la Seine... » Cet ordre fut présenté, le 5 au matin, à Kluck, qui le lut avec stupeur. On lui demandait de s'arrêter entre Oise et Marne, alors qu'il touchait presque à la Seine, qu'il se voyait déjà près de terminer par une victoire la manœuvre entamée sur l'Oise. C'est alors qu'arriva à son quartier général le lieutenant-colonel Hentsch, porteur des ordres et interprète de la pensée de direction ; l'ennemi avait échappé à l'attaque enveloppante. De grandes forces paraissaient se concentrer dans la région de Paris. Les I<sup>re</sup> et II<sup>e</sup> armées feraient face à cette direction. Les IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> continueraient à pousser vers le Sud-Est. Quant à la III<sup>e</sup>, elle marcherait vers Troyes-Vendœuvre, prête à appuyer soit le groupe des armées de droite, soit celui des IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> armées. Kluck, éclairé cette fois sur une situation pour lui inattendue, pensait que, du moins, il aurait le temps d'effectuer son retour au nord de la Marne quand, dans la nuit du 5 au 6, lui arrivait à son quartier général de Rebais un rapport de son 4<sup>e</sup> corps de réserve, signalant que celui-ci venait d'être rejeté derrière la Théroutte par des forces ennemies supérieures. La bataille de la Marne commençait par la *surprise* de la I<sup>re</sup> armée allemande.

Les armées alliées, au cours de la nouvelle période de retraite qu'elle avaient entamée après la bataille de Guise, n'avaient eu aucun engagement sérieux avec l'ennemi. La V<sup>e</sup> armée s'était dégagée facilement. Quant à la VI<sup>e</sup>, qui, arrivée le 2 septembre au soir dans le secteur nord-est de Paris, s'attendait à voir l'ennemi l'attaquer, elle avait constaté avec étonnement que les colonnes de l'armée Kluck, négligeant Paris, déviaient maintenant vers le sud-est de la capitale.

Le général Gallieni, gouverneur militaire de Paris, subordonné au commandant en chef depuis que le gouvernement, sur l'invitation de ce dernier, s'était retiré à Bordeaux, avait rendu compte de ce changement de direction ; pressant l'occasion d'une riposte dans le flanc droit de la masse allemande, il avait proposé au général Joffre de prendre une offensive rapide par les deux rives de la Marne. Le général en chef ne s'était pas rangé à cette proposition, jugeant la manœuvre prématurée. Mais, le 4 septembre, le mouvement de la droite ennemie s'était confirmé et accentué. Gallieni, au vu des renseignements de découverte qui corroboraient son intuition, avait pris la décision ferme de passer à l'exécution, sans crainte de mettre le généralissime en face du fait accompli. En outre, dès ce moment, ses hautes qualités d'homme d'action, de réalisateur, s'affirmaient dans la ténacité avec laquelle il s'employait, tout l'après-midi du 5, à obtenir le concours britannique. De son côté, le général Joffre

jugeait que le moment était maintenant venu d'engager la bataille décisive. Mais, auparavant, il fallait s'assurer que celles de nos armées qui avaient le plus souffert de cette longue retraite étaient capables de prendre l'offensive. Consultés sur ce point capital, le général Franchet d'Espèrey, qui venait de remplacer Lanrezac à la tête de la V<sup>e</sup> armée, et Foch dont le détachement venait d'être constitué en IX<sup>e</sup> armée, firent connaître qu'on pouvait compter sur leurs troupes. Sans plus attendre, Joffre signa le 4 septembre, à 22 heures, l'ordre n° 6 qui donnait le signal de la contre-offensive générale pour le 6 septembre au matin. Mais, dans cet ordre, il faisait état du concours des Anglais en des termes qui n'avaient pas encore été débattus avec le maréchal French. Or, la semaine précédente, le 1<sup>er</sup> septembre, pour obtenir que celui-ci voulût bien maintenir son armée en ligne, il avait fallu que lord Kitchener accourût de Londres, et intervînt en personne, sur la demande du gouvernement français. On pouvait donc se demander, le soir du 4 septembre, si le commandement anglais, déjà pressenti par Gallieni, comme on vient de le dire, consentirait à don-



GALLIENI (1849-1916) CL. ROL.









FALKENHAYN (1861-1922).

Mailly, comblent les vides qui existent encore au centre et à la droite du corps de bataille français.

Aussi, le général Joffre sentant que la situation devient de plus en plus favorable adresse le 8, à 19 heures, aux armées de gauche et du centre une Instruction qui précise la manœuvre à exécuter : tandis que Maunoury maintiendra de front l'armée Kluck, les Anglais, franchissant la Marne, se porteront sur ses derrières. La V<sup>e</sup> poussera, par sa gauche, droit au Nord au delà de la Marne, en liaison avec nos Alliés ; par sa droite, elle soutiendra l'armée Foch.

Dans cette même soirée du 8, le lieutenant-colonel Hentsch, envoyé pour la deuxième fois par Moltke dans les quartiers généraux d'armées, arrive à Montmort (S.-O. d'Epernay), auprès de Bulow. Il a « la mission d'ordonner, en cas de nécessité, la retraite de toute l'armée sur la ligne Sainte-Menehould, Reims, Soissons, Fismes » et « pleins pouvoirs pour donner des ordres au nom de la Direction suprême ». Bulow peint la situation à l'envoyé de Moltke sous les couleurs les plus sombres : la cavalerie ruinée, incapable de défendre plus longtemps le trou béant creusé par le départ de Kluck vers l'Ourcq, la droite de la II<sup>e</sup> armée menacée, sa ligne de communication complètement découverte à l'Ouest et toutes ses réserves consommées. Bulow ne voit de salut que dans une retraite qui permettra de ressouder la I<sup>re</sup> armée au gros des armées allemandes. Hentsch s'incline, et le commandant de la II<sup>e</sup> armée lance, dans la matinée du 9, un ordre de retraite qui s'exécute dans l'après-midi.

La journée du 9 apporte la décision stratégique.

Tandis qu'à leur droite les Français restent inébranlables, qu'au centre Foch voit brusquement l'étreinte ennemie se desserrer au moment où, par une manœuvre hardie, il se préparait à reprendre l'offensive avec sa droite, Franchet d'Esperey touche, par sa gauche, la Marne à Château-Thierry (que le corps de cavalerie Conneau, manquant ici une des plus belles occasions de la guerre, n'ose dépasser). Plus à l'Ouest, French marchant du même pied, atteint l'alignement Château-Thierry-La Ferté-sous-Jouarre. Enfin, l'armée Maunoury a senti dans cette journée les attaques de Kluck se ralentir, puis s'éteindre. En effet, Hentsch est arrivé vers midi au Q. G. de la I<sup>re</sup> armée. Il a fait connaître que la II<sup>e</sup> armée est en retraite, que la I<sup>re</sup> doit se replier sur Soissons, qu'une nouvelle armée (la VII<sup>e</sup>), amenée de Lorraine dans la région de Saint-Quentin, va permettre d'entreprendre une manœuvre qui rétablira la situation. Kluck s'est d'abord indigné ; il a protesté qu'il tenait l'armée Maunoury à sa merci. Mais il doit s'incliner finalement devant la réalité du demi-tour de Bulow, qui l'isole, et, la « mort dans l'âme », il ordonne la retraite derrière le fossé de l'Aisne, entre Sois-

sons et Compiègne. Ce repli s'effectue avec une relative facilité, en raison de la lenteur de la marche britannique, mais dans une confusion inexprimable.

Toutefois, tandis que les deux armées allemandes de droite sont, le 9 au soir, en pleine retraite, le général de Moltke, qui ne mesure pas encore toute l'étendue de sa défaite, prescrit aux III<sup>e</sup>, IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> armées de rester sur leurs positions.

Mais le 10 septembre, quand Hentsch, revenu à Luxembourg lui montre la situation exacte, il se résout d'abord à un repli d'ensemble par pivotement sur l'armée du kronprinz impérial qui « demeurera sur ses positions conquises ». Puis, le 11 septembre, à la nouvelle, donnée par Bulow qu'une percée ennemie est imminente dans la zone de la III<sup>e</sup> armée — ce qui constitue une grave menace pour les derrières des IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> armées — il se résigne à ramener son centre et sa gauche (Hausen, Wurtemberg et kronprinz impérial) sur la ligne Thuisy-Suippes-Sainte-Menehould qui devra être « organisée et tenue ». Or, il donne ce dernier ordre pendant une rapide tournée dans les quartiers généraux d'armée, au cours de laquelle il recueille maints indices de désarroi, de division et de méfiance. Rentré à Luxembourg dans la nuit du 11 au 12, il s'alite, épuisé par l'effort physique et moral qu'il a fourni en suivant le front de bataille où chaque obus français lui semblait sonner le glas du plan de guerre germanique. Deux jours plus tard, il est remplacé secrètement dans ses fonctions par le général de Falkenhayn, ministre de la Guerre.

#### LA POURSUITE APRES LA MARNE. — LA COURSE

A LA MER. — Ce ne fut que le 10 septembre, en apprenant la retraite de Bulow et de Kluck, que le général Joffre, mesurant toute l'étendue de son succès, lança une Instruction où se dessinait la manœuvre de poursuite : Maunoury, renforcé par un corps d'armée (13<sup>e</sup>) venant de la I<sup>re</sup> armée, s'efforcerait de gagner de vitesse la I<sup>re</sup> armée allemande et de la déborder ; French et Franchet d'Esperey s'enfonceraient dans la brèche ouverte entre Kluck et Bulow, et l'élargiraient. A l'extrême-droite, Sarrail, par une vigoureuse poussée vers le Nord, menacerait les communications de l'ennemi.

Mais la réalité ne répondit pas aux justes espoirs du général Joffre qui proclamait que la victoire était maintenant « dans les jambes de nos soldats ». La poursuite fut lente. Il est d'ailleurs juste de dire que les armées allemandes se repliaient en bon ordre, principalement les armées de gauche, les plus éloignées de la région où la décision s'était obtenue.

Le 12 septembre, le général Joffre, regardant sa VI<sup>e</sup> armée comme la pièce maîtresse de son échiquier à ce moment, lui prescrivait de porter progressivement le gros de ses forces sur la rive droite de l'Oise pour donner plus d'amplitude à son mouvement enveloppant. Le lendemain, la situation paraissait encore favorable, car Kluck et Bulow n'avaient pas encore pu combler le vide qui les séparait, et une division de cavalerie française s'y était introduite, courant d'une traite de Berry-au-Bac jusqu'à Sissonne ; mais ces escadrons n'ayant

été appuyés par aucune force d'exploitation, le commandement allemand eut le temps de contre-manœuvrer. A l'appel de Bulow, il poussa vers la brèche des forces prélevées sur ses III<sup>e</sup>, IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> armées. Dès lors, l'exploitation de la victoire touchait à sa fin. Elle expira dans la période du 14 au 16 septembre par l'entrée en jeu, entre les I<sup>re</sup> et II<sup>e</sup> armées allemandes, de la VII<sup>e</sup> armée arrivant des Vosges. Et l'ennemi manifestait aussitôt son intention d'accepter une nouvelle bataille sur les positions qu'il organisait au nord de l'Aisne, de la Vesle, et entre la Suippe et la Meuse.

Désormais, l'intérêt stratégique allait se concentrer entièrement sur la manœuvre d'aile confiée au général Maunoury. Tout de suite cette manœuvre se révéla insuffisante. La VI<sup>e</sup> armée se laissa accrocher, pour sa plus grande partie, sur les plateaux entre l'Oise et l'Aisne par l'armée de von Kluck, que venait de renforcer un corps d'armée appelé en hâte d'Anvers, tandis que le 13<sup>e</sup> corps français, sur la rive droite de l'Oise, s'arrêtait hésitant et d'ailleurs harassé, sur les pentes sud du Massif de l'Ecouvillon.



LA COURSE A LA MER (14 sept.-6 octobre 1914).



Le général Joffre comprit aussitôt qu'il lui fallait prendre l'affaire en main et sur de nouvelles bases. Par télégramme du 17 septembre au soir, il ordonna au général de Castelnau de se transporter à l'ouest de l'Oise avec son État-major et le 20<sup>e</sup> corps d'armée.

A cette heure, l'équilibre stratégique s'établissait, de l'Oise à la Suisse, encore que deux grandes batailles se soient livrées, l'une sur l'Aisne dans les derniers jours de septembre, l'autre à l'ouest et au sud de Verdun, du 20 au 25. La première donna aux Allemands la crête du Chemin des Dames et nous rejeta dans la vallée de l'Aisne. La seconde prit figure d'un commencement d'investissement de la place de Verdun par les Allemands. A l'Ouest, elle fut vite enrayée, pas assez tôt cependant pour empêcher l'ennemi de tenir désormais sous son canon la voie ferrée de Sainte-Menehould à Verdun; au Sud, elle porta les Allemands du pied des Hauts-de-Meuse jusqu'à Saint-Mihiel, creusant dans notre front une poche profonde, et nous privant de l'usage de la voie ferrée Commercy-Verdun.

Cependant, le général de Castelnau prenait, à l'ouest de l'Oise, le commandement d'une nouvelle II<sup>e</sup> armée constituée avec les corps de gauche de l'armée Maunoury, avec toute la cavalerie disponible, et avec des forces prélevées sur les armées stabilisées. Il reprenait la mission précédemment confiée à Maunoury : se rabattre sur le flanc droit de l'adversaire et l'envelopper.

Or, au même moment, la Direction suprême de l'armée allemande mue par un même réflexe, retirait, du front de l'Aisne, Bulow avec son État-major et le transportait dans la région de Saint-Quentin, où il allait prendre la direction d'une manœuvre exactement opposée à celle qu'entamait le général de Castelnau.

Ainsi commença « la Course à la Mer », dénomination impropre qui pourrait faire croire qu'à l'origine les deux adversaires cherchèrent à appuyer leur aile encore libre à la mer, alors qu'il s'agit seulement de l'application simultanée d'une même idée de manœuvre débordante que le rivage de la mer seul arrêta.

Du côté allié, cette « course » amena successivement en ligne, outre la II<sup>e</sup> armée, la X<sup>e</sup> qui se forma peu après sous le général de Maud'huy, et la VIII<sup>e</sup> qui fut ensuite créée aux ordres du général d'Urbal. Elle amena également dans les Flandres l'armée britannique; le maréchal French fit en effet valoir au général Joffre, pour obtenir son transport dans la zone d'opérations nouvelles, l'avantage que présenterait le raccourcissement des communications de l'armée anglaise et l'allègement qui en résulterait pour les chemins de fer français. Pour coordonner les actions de cette aile, qui gagnait ainsi peu à peu de l'Oise à Arras, d'Arras à Ypres, d'Ypres à Ostende, le général Joffre désigna le général Foch, dont l'armée fut dissoute le 5 octobre.

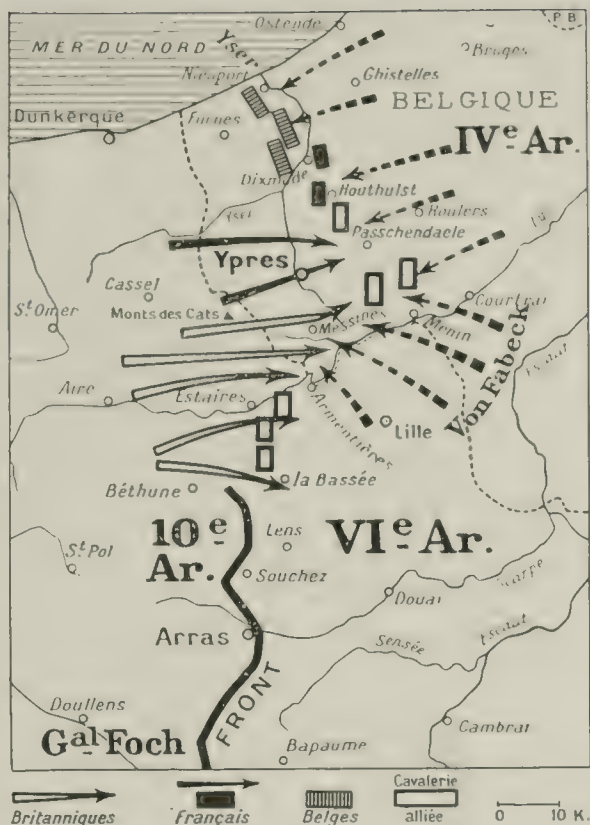
Du côté allemand, le commandement prolongeait son aile droite par la II<sup>e</sup> armée (Bulow), puis par la VI<sup>e</sup> (kronprinz Rupprecht) et enfin par la IV<sup>e</sup> (duc de Wurtemberg).

Bref, chacun des partis finit par engager entre l'Oise et la mer, la moitié de ses divisions d'infanterie, et la presque totalité de sa cavalerie. Ces unités étaient jetées, de part et d'autre, dans la bataille, au fur et à mesure de leur arrivée. Il en résulta une série de rencontres, avec des alternatives d'avance et de recul.

Du côté allié, le problème stratégique s'était compliqué du fait de l'armée belge, qui était restée enfermée dans la place d'Anvers. Les Allemands avaient entamé le bombardement le 28 septembre. Le 30, une demande de secours avait été adressée par le commandement belge. Le général Joffre, jugeant impossible de pousser des forces importantes jusqu'à Anvers, avait conseillé de faire sortir l'armée belge, qui viendrait se joindre à la gauche alliée, sous la protection de troupes franco-anglaises poussées à Gand. Le 6 octobre, le roi Albert se rendait à cette suggestion, et l'armée belge ralliait peu après la gauche alliée dans la zone Ostende-Dixmude.

De ce moment, entre les armées alliées et les Allemands, débutait une sanglante et confuse mêlée dont l'enjeu était Calais; bataille de l'Yser d'abord, qui remplissait la deuxième quinzaine d'octobre; puis, bataille d'Ypres qui, commencée le 29 octobre, s'éteignait par l'épuisement réciproque des adversaires, à la mi-novembre, sans qu'aucune décision fut intervenue.

A cette date, la lutte s'arrêtait de la Lys à la mer, comme sur le



LA MÊLÉE DES FLANDRES (6-29 octobre 1914).

reste du front. La guerre de position commençait.

L'Allemagne avait estimé qu'elle ne pouvait gagner la guerre qu'à la condition de remporter tout d'abord une victoire *décisive* et *rapide* sur le front ouest. Or, la victoire française de la Marne, la rejetait, en fin de compte, de la mer aux Vosges, dans des tranchées où elle allait piétiner pendant quatre ans. Autant dire que, si elle n'avait pas encore perdu la partie, elle ne pouvait plus, à coup sûr, la jamais gagner.

## LA GUERRE EN EUROPE CENTRALE ET EN ORIENT

La lutte commença en Europe centrale dès le milieu du mois d'août; aux frontières serbes d'abord, puis simultanément en Prusse Orientale, en Pologne et en Galicie. Elle s'alluma en Orient au mois de novembre.

LES PLANS D'OPÉRATIONS DES AUSTRO-ALLEMANDS ET DE LA RUSSIE. — L'État-major de Berlin, n'avait avant la guerre, craignant les indiscretions de Vienne, esquissé que d'un trait vague le plan d'opérations commun contre la Russie. On n'était convenu que d'une chose : le gros des forces austro-hongroises prenant l'offensive entre la Vistule et le Bug, en direction de Brest-Listovsk, serait appuyé par une poussée allemande sur la Narev. L'État-major de Vienne de son côté avait mis, en première urgence dans ses plans, le châtimement des Serbes. (« Strafexpedition »).

On a déjà dit que Moltke avait prévu la formation, en Prusse Orientale, d'une VIII<sup>e</sup> armée (13 divisions d'infanterie, 1 de cavalerie = 250 000 hommes). Cette armée, aux ordres des généraux von Prittwitz et Gaffron, s'appuyait sur un système fortifié qui barrait les frontières de Silésie et de Posnanie d'une part, et d'autre part, sur la place de Königsberg, réduit de la Prusse Orientale.

La réunion des armées austro-hongroises s'effectua de la manière suivante : du 27 juillet au 16 août, deux armées et un détachement d'armée se formèrent devant les Serbo-Monténégrins, sous le commandement du général Potiorek, en même temps que deux corps se constituaient en Styrie, formant à la fois réserve générale du groupe Potiorek et corps d'observation devant l'Italie. Du 4 au 24 août, trois armées et un détachement d'armées s'établissaient devant les Russes, sous le commandement nominal de l'archiduc Frédéric et la direction effective du général Conrad von Hoetzendorf.

Du côté franco-russe, la convention signée en 1913 par les généraux Joffre et Gilinski reposait sur les données essentielles suivantes : — les armées alliées prendraient l'offensive dès l'entrée en campagne; la France mettrait sur pied 1 500 000 hommes sur son front nord-est le dixième jour de la mobilisation, la Russie 800 000 en face de l'Allemagne, le quinzième jour; aucun des deux alliés n'aurait le droit de déposer les armes sans le consentement de l'autre.

L'État-major russe articula ses forces, face à ses deux adversaires, en deux groupes d'armées. Le groupe du Nord-Ouest (général Gilinski) chargé d'opérer en Prusse Orientale comprenait deux armées : I<sup>re</sup> (Rennenkampf) et II<sup>e</sup> (Samsonov). Le groupe du Sud-ouest (général Ivanov) dont la mission était d'attaquer les Autrichiens comprenait quatre armées couplées; couple nord, formé des IV<sup>e</sup> (général Salza) et



CONRAD VON HOETZENDORF (1852-1925).



V<sup>e</sup> armées (général Plehve); couple sud constitué par les armées Roussky (III<sup>e</sup>) et Broussilov (VIII<sup>e</sup>).

Une VI<sup>e</sup> armée, réservée, se formait dans la région de Pétrograd, et une VII<sup>e</sup>, en Bessarabie, flanquait l'aile sud et surveillait la Roumanie. Enfin, une IX<sup>e</sup> armée non prévue dans les plans, fut constituée à la mobilisation et destinée à envahir la Posnanie, c'est-à-dire à s'engager dans l'intervalle des groupes d'armées Gilinski et Ivanov.

La direction de l'ensemble de ces armées était confiée au grand-duc Nicolas Nicolaïevitch, avec, pour chef d'État-major, le général Januckievitch.

**LES OPÉRATIONS EN PRUSSE ORIENTALE ET EN POLOGNE.** — Le plan de manœuvre du général Gilinski consistait à pousser ses deux armées concentriquement, l'une (Rennenkampf) d'Est en Ouest vers Königsberg, l'autre (Samsonov), du Sud au Nord, entre Augustovo et Lonza. Rennenkampf, prêt le premier, franchit la frontière le 17 août. La VIII<sup>e</sup> armée allemande se jeta à sa rencontre, et l'attaqua à Gumbinen (18 août). Le soir du 20, Prittwitz, battu, se retirait en hâte, décidé d'aller se réorganiser sur la basse Vistule, abandonnant d'un seul coup la Prusse Orientale. Moltke, qui n'admettait pas cette solution, destitua Prittwitz et son chef d'État-major, et les remplaça respectivement par le général Hindenburg, qui vivait en retraite à Hanovre, et par le général Ludendorff, dont on a vu les exploits à Liège comme sous-chef d'État-major de l'armée Bulow. Il a été dit aussi que Moltke prit des mesures pour renforcer la VIII<sup>e</sup> armée par deux corps d'armée prélevés sur les armées qui opéraient contre l'ennemi de l'Ouest.

Pendant ce temps, Samsonov avait abordé la frontière le 21 août. La nouvelle de la victoire de son voisin l'incita à obliquer sa marche vers le Nord-Ouest pour gagner de vitesse sur la Vistule les fuyards de Gumbinen. Avec l'assentiment de son chef, il mit le cap vers Allenstein-Osterode, et le 24, il lançait un radio — en clair — organisant une marche en échelon, la droite en avant pointant vers Bischofsburg, tandis que la gauche marquerait le pas entre Mlava et Usdau.

Or, depuis la veille, Hindenburg et Ludendorff, étaient arrivés à Marienburg, Q. G. de la VIII<sup>e</sup> armée. D'un premier geste, ils avaient arrêté la retraite; ensuite, constatant que depuis sa victoire, Rennenkampf était immobile, l'idée d'une manœuvre en lignes intérieures contre Samsonov s'empara de leur esprit, manœuvre d'autant

plus facile que ce dernier leur dévoilait par son imprudent radio ses intentions. Alors, ne laissant devant Rennenkampf qu'un fragile rideau de cavalerie, ils lancèrent leurs forces contre Samsonov, se proposant de l'envelopper par les deux ailes.

Le 26 au matin, commençait l'exécution de ce plan; les deux ailes de Samsonov assaillies respectivement à Bischofsburg et Usdau, étaient mises en déroute le 27. Le lendemain, le centre russe était également assailli, et le 29 au matin, le cercle allemand se refermait sur lui. Le 30, la II<sup>e</sup> armée russe avait cessé d'exister, et Ludendorff donnait à cette victoire le nom de Tannenberg (1).

Rennenkampf avait, pendant ce temps, atteint le front Friedland Rossel, à l'allure de 100 kilomètres en 7 jours. En apprenant la catastrophe de Samsonov, il recula sur une ligne allant de la Pregel (Wehlau) aux lacs de Mazurie (Johannisburg). C'est dans cette position que la VIII<sup>e</sup> armée vint l'aborder. Il résista jusqu'au 9, puis se mit en retraite vers le Niemen qu'il repassa le 13. La poursuite allemande s'arrêta au fleuve. Les défaites subies par les armées austro-hongroises appelaient, en effet, Hindenburg et Ludendorff à de nouvelles tâches.

Les deux armées principales autrichiennes (I<sup>re</sup> et IV<sup>e</sup>) avaient franchi la frontière le 21 août au moment où s'ébranlaient les IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> armées russes. Il en résulta une bataille de rencontre qui fut défavorable à ces dernières. Mais le succès autrichien fut annulé par la victorieuse progression des armées Roussky et Broussilov, qui en trois jours de bataille défirent sur la Gnota-Lipa les armées Brudermann et Kowess (29-31 août) et s'emparèrent de Lemberg. Dans ses

conjonctures, Conrad tenta une audacieuse rocade. Laisant devant la droite du groupe d'armées Ivanov un masque de 5 corps d'armées, il déploya sa masse de manœuvre en arrière de Lemberg entre le Dniestr et Rawa Ruska, dans l'espoir d'écraser Broussilov. Cette riposte hardie échoua, Ivanov ayant enfoncé la couverture laissée devant ses armées de droite. Conrad menacé d'être coupé du San dut prendre le parti de se retirer; mais ses troupes lâchèrent pied dans cette retraite, et il ne put les reprendre en main que lorsqu'elles atteignirent la crête des Carpathes et la vallée de la Wislocka.

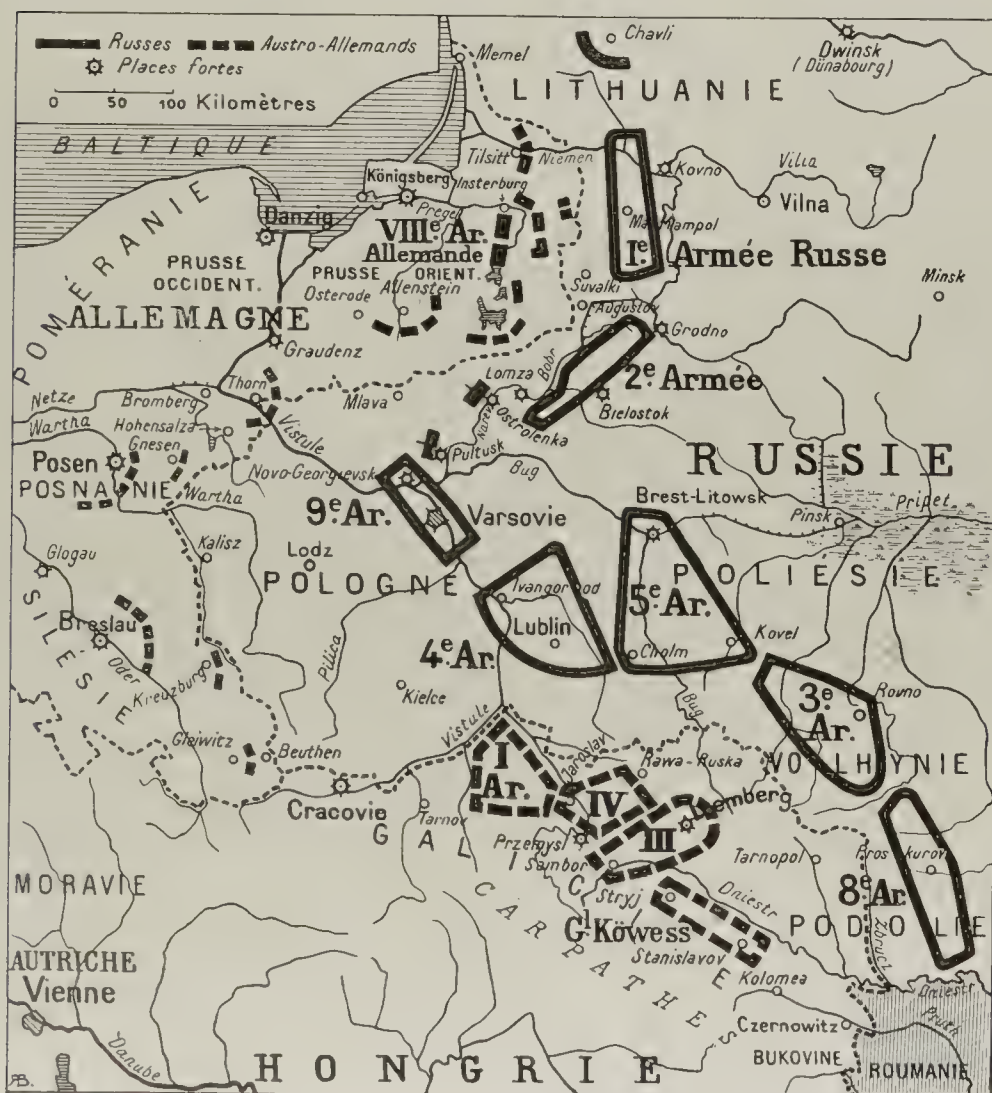
Le 28 septembre, les Russes qui avaient poursuivi les Autrichiens avec leur traditionnelle lenteur mettaient le siège devant Przemyśl.

C'était le moment où Falkenhayn venait de remplacer Moltke à la tête des armées allemandes. Sur la proposition de Ludendorff, il décida de ne laisser en Prusse Orientale qu'une VIII<sup>e</sup> armée réduite à 6 divisions, et de constituer avec toutes les forces disponibles une IX<sup>e</sup> armée qui, étalée, la droite au nord-est de Cracovie, le centre vers Kreutzbourg, la gauche à Kalish, assurait la couverture de la Silésie. Ceci fait, Hindenburg, qui venait de recevoir le commandement des armées allemandes du front est, et Ludendorff montèrent d'accord avec Conrad qu'ils étaient allés rejoindre à Neu-Sandec, siège du G. Q. G. autrichien, une manœuvre d'ensemble: tandis que le gros des forces austro-hongroises forcerait le front du San, l'armée Dankl et la IX<sup>e</sup> armée allemande se porteraient en avant et franchiraient la Vistule entre le confluent du San et Varsovie.

De son côté, le grand-duc Nicolas, laissant à sa gauche le soin de défendre le San, alignait son centre et sa droite le long de la Vistule, du confluent du San à l'embouchure de la Narev et se proposait de faire déboucher de la tête du pont de Varsovie une masse qui se rabattrait vers le Sud. Pendant ce temps, Rennenkampf, renforcé, manœuvre-



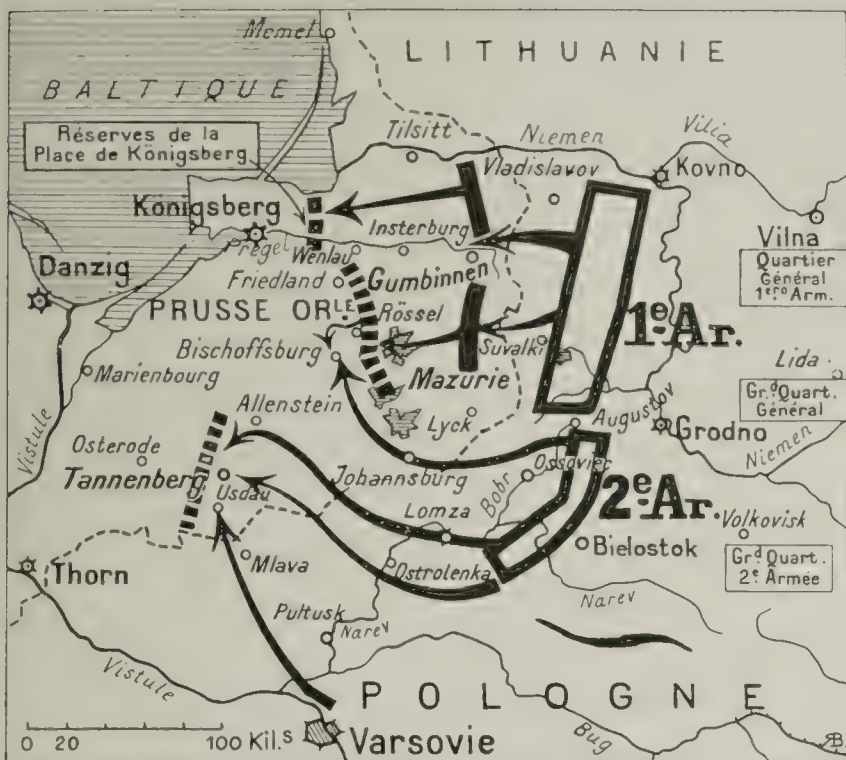
LE GRAND-DUC NICOLAS, NÉ EN 1856.  
CL. MANUEL.



PLAN DE CONCENTRATION DES ARMÉES BELLIGÉRANTES EN EUROPE CENTRALE.

(1) En souvenir de la défaite infligée en 1410 par les Lithuaniens et les Polonais aux Chevaliers de l'ordre Teutonique.





LES OPÉRATIONS EN PRUSSE ORIENTALE (août 1914).

rait la VIII<sup>e</sup> armée allemande, en glissant vers la haute Narew.

La première partie du plan austro-allemand s'accomplit sans encombre. Les Autrichiens atteignaient le San le 9 octobre, au moment où Dankl dépassait Sandomir ; la IX<sup>e</sup> armée allemande arrivait sur la Vistule aux abords d'Ivangorod, tandis que sa gauche (Mackensen) s'arrêtait au sud de Varsovie. Mais le grand-duc déclenchait alors sa manœuvre. Le 15 octobre, la droite russe débouchait de la forteresse, obligeant les Allemands à une retraite rapide qui ne s'arrêtait qu'à la Wartha. Les Autrichiens assaillis sur le San repassaient précipitamment la Wislocka ou regagnaient la crête des Carpathes. Au centre, Dankl en liaison avec la IX<sup>e</sup> armée ne parvenait à se débarrasser de la poursuite du vainqueur qu'en détruisant les routes et les voies ferrées.

Cependant en Prusse Orientale, les Allemands avaient dû se replier derrière le chapelet des lacs Mazuriques et la coupure de l'Angerapp.

Ainsi, au début de novembre, la Pologne russe était presque entièrement reconquise, et par contre les Autrichiens avaient perdu les deux tiers de la Galicie.

Hindenburg (qui venait d'être nommé feld-maréchal), et Ludendorff, sans se laisser rebuter par la gravité de la situation, montèrent alors une nouvelle manœuvre pour l'améliorer. Le gros des forces russes était déployé à l'est de la Wartha ; il se prolongeait entre le coude de Kolo et la Vistule en aval de Varsovie par une dizaine de divisions. Il s'agissait de culbuter cette aile fragile par une attaque débouchant inopinément de la région de Thorn. Une masse de trois corps fut réunie à cet effet dans les premiers jours de novembre à la frontière de Posnanie (Thorn) sous les ordres de Mackensen, qui commandait maintenant la IX<sup>e</sup> armée ; elle s'ébranla le 11. Sous le choc, la droite russe surprise se disloqua, et Mackensen fonda sur Lodz pour exploiter son succès. Mais les Russes ne tardèrent pas à le contenir en faisant déboucher des renforts de la forteresse de Novo-Georgievsk. Alors, s'engagea autour de Lodz une mêlée confuse, analogue à celle des Flandres, et qui, comme elle, par l'effet d'un épuisement général, demeura indécise.

Dans l'arc de la Vistule, le front russe se stabilisa suivant une corde sensiblement rectiligne, du confluent de la Nida à celui de la Bzura ; de là, le front allait rejoindre la frontière de Prusse Orientale vers Mlava et la suivait. Au Sud, les Autrichiens étaient contenus le long du Dunajec, et assiégés dans Przemyśl. Mais nos alliés n'avaient pu empêcher Conrad de s'avancer en Bukovine et de réoccuper Czeronovitz.

**LA GUERRE EN SERBIE.** — Les dix divisions serbes, sous les ordres du voïvode Putnik, s'étaient réunies en position centrale dans la région de Valievo, dès la déclaration de guerre, prêtes à se porter à la rencontre de l'ennemi dont on attendait l'attaque imminente.

Les forces du Feldzeugmeister Potiorek affrontèrent le 12 août les deux faces de l'angle Save-Drina et franchirent assez facilement ces cours d'eau. Le 16, une bataille s'engageait sur le front Chabats-Va-

lievo. Le 24, les Austro-Hongrois en complète déroute évacuaient le territoire serbe.

Au début de septembre, Conrad, résolu à ne pas rester sur cet humiliant échec, lançait de nouveau Potiorek en avant. Cette fois, les Autrichiens franchirent la Drina. Putnik parvint à les arrêter, mais l'équilibre s'établit entre les deux adversaires qui restèrent face à face pendant les mois d'octobre, et de novembre, sans qu'aucun d'eux pût marquer un avantage. Au début de décembre, les Serbes ayant reçu de France des munitions et des armes entamaient une contre-offensive qui rompit pour la 2<sup>e</sup> fois le front ennemi. A la date du 20, il ne restait plus un seul Autrichien sur le territoire de nos Alliés, à l'exception de 100 000 prisonniers capturés au cours de ces deux victoires du Tser et du Roudnik.

Le front serbe allait rester en sommeil jusqu'au mois d'octobre 1915.



HINDENBURG, NÉ EN 1847. CL. CHUSSEAU FLAVIENS

**LA GUERRE EN ORIENT.** — Dans les années qui précédèrent la guerre, la Turquie était entrée dans l'orbite de l'Empire allemand. Le traité secret d'alliance que conclut la Porte le 2 août 1914 avec les puissances centrales n'était que la résultante de cette orientation. Le 10 août, en violation des traités de 1856, la Turquie donnait asile à deux croiseurs allemands, *Gaeben* et *Breslau*, qui après avoir bombardé Bône et Philippeville avaient glissé entre les doigts des escadres française et anglaise de la Méditerranée. Une longue controverse s'engagea avec les diplomates de l'Entente, qui permit au lent appareil de la mobilisation ottomane de s'ébranler. Le 29 octobre, des vaisseaux turcs paraissaient devant Odessa, et y causaient quelques dégâts. Le 1<sup>er</sup> novembre, les ambassadeurs alliés quittaient Constantinople.

L'entrée en guerre de la Turquie, malgré la détresse de ses finances, et la décadence de son armée était grave. L'entente était désormais coupée en deux parties. Non seulement les Dardanelles nous étaient fermées, mais le canal de Suez, route des Indes, de l'Indo-Chine, du Japon allié et des ports russes d'Extrême Orient allait se trouver sous la constante menace des Germano-Turcs. En outre, l'exemple turc allait peser lourdement sur toute la politique des autres États balkaniques, en conférant un prestige indiscutable aux partis progermans de Bulgarie, de Grèce et de Roumanie.

L'initiative des opérations fut prise par les Russes et par les Anglais. L'armée russe de Géorgie pénétra en Arménie le 5 novembre, et s'avança vers Erzeroum. Enver Pacha, généralissime et ministre de la Guerre turc, accourut de Constantinople avec des renforts, arrêta la retraite de la III<sup>e</sup> armée ottomane, et organisa une vaste manœuvre de débordement. Sous cette contre-offensive, les Russes plièrent à leur tour, et Kars fut menacé. La situation parut si grave à nos alliés que, dans les premiers jours de janvier 1915, ils firent appel à l'aide de l'Angleterre. Et cet appel donna naissance, comme on le verra plus loin, à la funeste et sanglante expédition des Dardanelles. Mais à peine cet appel venait-il d'être lancé, que la situation tournait encore une fois : Les Turcs étaient mis en déroute à Sary-Kamish, et les débris de leur armée ne se ralliaient que sous Erzeroum.

Dans le Golfe Persique, une division anglaise mettait la main sur le Chatt-el-Arab. En Azerbeïdjan, les Russes et les Turcs allaient aussi s'affronter.

**LA GUERRE SUR MER.** — Les Amirautés britannique et française, dès que l'Angleterre entra dans la lutte, se répartirent leur tâche respective : à l'une, la Méditerranée et la charge de garder la route qui permettait d'amener en France les forces de l'Afrique du Nord ; à l'autre, la mer du Nord, avec la mission de surveiller la flotte allemande de haut bord et, à la première occasion, de la détruire.

Ces dispositions assurèrent un blocus efficace des côtes germaniques. Tandis que les escadres française et anglaise de la Méditerranée





JELlicoe, né en 1859.

réduisaient à l'impuissance la flotte austro-hongroise de l'amiral Hans concentrée à Pola, la Homefleet de l'amiral Jellicoe, grâce aux combats d'*Héligoland* (28 août) et du *Doggerbank* (23-24 janvier 1915) prenait nettement l'ascendant sur la Hochseeflotte de l'amiral von Ingenohl.

D'ailleurs, le pavillon allemand ne tardait guère à disparaître des mers lointaines : dès le commencement de novembre, l'Océan Indien se trouvait purgé des croiseurs *Køenigsberg*, *Karlsruhe* et *Emden* qui y avaient

entrepris la guerre de corsaires avec une audace et une efficacité impressionnantes ; et, le 8 décembre, l'escadre légère de l'amiral von Spee, qui s'était illustrée, un mois auparavant, dans le Pacifique, par sa victoire du cap Coronel (Chili), sur la division anglaise Cradock, succombait au large des îles Falkland sous les coups de l'amiral Sturdee, accouru d'Europe avec des forces doubles.

A la fin de 1914, les Empires centraux sont donc privés de tout commerce maritime : désormais contraints à vivre sur eux-mêmes, ils forment réellement une « place assiégée ». Ils paient en cela l'erreur capitale qu'ils ont commise en limitant leurs plans et leurs préparatifs du temps de paix à la conduite d'une guerre sur deux fronts — le français et le russe — alors que l'énigme britannique leur commandait d'en considérer avec autant d'objectivité un troisième : le front de mer.

L'amirauté allemande va réagir tant bien que mal en déchaînant, à partir de janvier 1915, la *guerre sous-marine* contre les bâtiments de commerce. Mais il faudra attendre 1916 pour voir le Grand État-major lui faire une place dans ses conseils et l'associer à ses combinaisons : c'est l'année où Falkenhayn, à bout d'imagination, plaidera auprès du Chancelier la cause de la guerre sous-marine sans restriction, c'est-à-dire à visées décisives — et où la Hochseeflotte se risquera, sans résultats stratégiques mais non sans gloire, à provoquer en haute mer la grande flotte britannique.

Il est évident, en tous cas, au seuil de 1915, que le gain de la nouvelle guerre qui commence est, derechef, pour l'Austro-Allemagne, une *question de vitesse* : elle ne peut prétendre à la victoire finale qu'en cherchant encore et toujours à brusquer les événements — autrement dit à devancer l'heure où ses adversaires auront mis en œuvre tous les moyens que leur offrent leurs empires coloniaux et les marchés d'outre-mer.

## 1915

### LES TENTATIVES DE RUPTURE DU FRONT OCCIDENTAL

La bataille des Flandres avait à peine expiré qu'une note rédigée, le 29 novembre 1914, par l'État-major général français envisageait la reprise prochaine de l'offensive, et en analysait les conditions. Elle exposait que cette offensive générale devrait être précédée d'un violent effort pour rompre le front ennemi en un point, effort analogue à « une attaque de place forte ». Le problème était bien posé. En face des Alliés, les Allemands s'étaient, en effet, enterrés dans un labyrinthe de tranchées, que couvraient des réseaux de fils barbelés de plus en plus épais. La rupture d'un tel front supposait un matériel puissant, varié et abondamment pourvu de munitions.

Un coup d'œil rapide sur les éléments du problème tel qu'il se présentait, permettra de se faire une idée de sa complexité et de ses solutions successives.

La pénurie de munitions de 75 se fit sentir dès la fin de la bataille de la Marne. Le 20 septembre à Bordeaux, le ministre de la Guerre, A. Millerand, s'attela à cette tâche urgente et ardue. Sous son impulsion vigoureuse, la production journalière d'obus de 75 qui était de

10 000 à ce moment, passait à 18 000 en novembre, et par bonds rapides montait à près de 2 millions en janvier 1915. Quant aux obus de calibres supérieurs au 75, il n'en sortait des usines, en septembre, qu'un millier par jour. Ce fut seulement à partir de juillet 1915, qu'on obtint une fourniture de 10 000 obus de gros calibre par jour, chiffre que les industriels convoqués à Bordeaux, en septembre 1914, considéraient comme une chimère. Mais il fallait aussi des canons de 75 pour remplacer les pièces perdues ou détruites, de gros calibre, pour faire face aux besoins croissants des armées. Il existait dans les places des canons du système de Bange (du calibre 90 m/m à celui de 270 m/m) en grand nombre. De son côté, la Marine pouvait mettre à la disposition de la Guerre des canons longs des calibres de 100 m/m, 14 c/m et 16 c/m.

Enfin, des canons modernes étaient sur le point d'être livrés par l'industrie (105 m/m) ou qui lui avaient été commandés (canons longs de 155 à tir rapide, mortiers de 280 à tir rapide).

Ces ressources furent immédiatement utilisées. Plus de 1 800 canons de Bange furent expédiés aux armées, dont 2/3 de calibres moyens (90 m/m et 95 m/m) et 1/3 de gros calibres (120 m/m, 156 m/m, 220 m/m, 270 m/m). On mit en service une centaine de canons de 105 m/m long ; et la Guerre disposa d'une quarantaine de pièces longues de marine (100 m/m, 14 c/m, 16 c/m) avec leur personnel.

Concurremment, on réorganisa la fabrication des fusils et des mitrailleuses. A ce travail difficile l'industrie n'était pas préparée, et il fallut du temps pour mettre les fabrications en train. On puisa des mitrailleuses dans les places, et on passa des commandes à des maisons étrangères.

Mais on ne tarda pas à constater, notamment à cause des malfaçons en obus de 75 et de 105, qui provoquèrent des éclatements de tube, que les fabrications de guerre constituaient une tâche dont l'ampleur dépassait les forces de l'organisme d'avant-guerre qui s'en trouvait chargé, la Direction de l'Artillerie. On fut ainsi amené à créer au printemps 1915 un Sous-Secrétariat des Munitions dont la mission fut de coordonner les efforts des industries de guerre. Le titulaire de ce poste fut le socialiste Albert Thomas.

Pour mesurer le magnifique effort accompli par la France dans cet ordre d'idées pendant la guerre, il ne faut pas perdre de vue que notre bassin métallurgique de l'Est et les puissantes usines du Nord et du Nord-Est étaient aux mains de l'ennemi, que notre bassin houiller du Nord partiellement occupé était pour le reste sous le canon des Allemands, et que pour la fabrication des explosifs nous étions tributaires des industries chimiques de l'étranger. Autant dire que le pays avait à faire face à la plus gigantesque improvisation qu'on pût imaginer. Il s'agissait non seulement d'alimenter le matériel existant, mais d'en créer de nouveaux, depuis le canon de 37 m/m jusqu'à celui de 400, de remplacer les pièces perdues, usées ou détruites. Qu'on note enfin que la France eut à pourvoir non seulement à ses besoins mais à ceux de ses Alliés belges, russes, serbes, italiens, roumains, grecs, et qu'à la fin de la guerre, l'alliée de la dernière heure, l'armée américaine se trouva tributaire de notre industrie pour l'artillerie, l'aviation et les chars. A mesure que notre production croissait, les organisations allemandes se renforçaient : abris plus solides, réseaux barbelés plus larges, mitrailleuses plus nombreuses, artillerie à contre-battre plus puissante. L'histoire de la guerre sur le front occidental pendant l'année 1915 se réduit à une lutte tragique entre des organisations défensives et le matériel offensif. Et l'année s'acheva sans que celui-ci eût réussi à dominer celles-là.

L'industrie anglaise tournée d'abord vers la satisfaction des besoins de la flotte britannique ne s'adapta que lentement aux exigences de la guerre continentale, à telle enseigne qu'en février 1915, elle ne fournissait encore pour l'artillerie de campagne que 128 000 obus par jour, alors qu'en France le rendement quotidien dépassait déjà 2 millions de coups de 75.

Comme l'armée française, l'anglaise souffrit de la crise de munitions d'artillerie dès le lendemain de la Marne. Le maréchal French fit alors mener une campagne de presse en Angleterre qui finit par provoquer, en mai 1915, la chute du cabinet Asquith et la formation d'un ministère de coalition où s'instaura un Sous-Secrétariat des Munitions dont le titulaire fut Lloyd George.

Mais il ne faut pas perdre de vue qu'une nouvelle armée anglaise commençait à sortir de terre à l'appel de lord Kitchener. Celui-ci, dès son entrée au war office, au début d'août 1914, avait proclamé que la guerre serait longue, et



LORD KITCHENER (1850-1916). CL. BASSANO.









VERDUN (1916). — Le versant sud de la « cote 304 ». CL. BERTHELOMIER.



ATTAQUE DE CHAMPAGNE (avril 1917). — Soldats français dans une tranchée allemande du massif de Moronvilliers. CL. FORBIN.





FRONT ITALIEN (1916). — Tranchée sur le Carso. CL. ROSENSEIN.



FRONT BRITANNIQUE (1917). — Les lignes canadiennes à Passchendaele (Flandres). CL. FORDY.







résolu de mettre sur pied 70 divisions. L'équipement et l'armement de ces divisions constituaient déjà pour l'industrie anglaise une tâche considérable. C'est ce qui explique que pendant un certain temps, nous dûmes venir en aide sur notre front à nos alliés et leur prêter 300 canons.

Dans les premiers jours de décembre 1914, le général Joffre arrêtait un plan d'opérations qui prévoyait deux *attaques principales* d'armées, l'une en Artois (X<sup>e</sup>), l'autre en Champagne (IV<sup>e</sup>), et des attaques secondaires qui devaient jouer un rôle de diversion. C'était déjà un vaste dessein où prenait corps la volonté de faire converger les actions de rupture de part et d'autre du saillant de Noyon, en direction du massif ardennais. Mais, dans l'ordre technique, ces vues dépassaient de beaucoup nos possibilités. L'offensive d'Artois dut être ajournée ; celle de Champagne débuta seule le 20 décembre et se poursuivit péniblement jusqu'en janvier. Les intempéries obligèrent à la suspendre ; elle se rouvrit le 16 février, et s'arrêta le 20 mars, ayant pris pied dans les positions allemandes sur une étendue de 8 kilomètres.

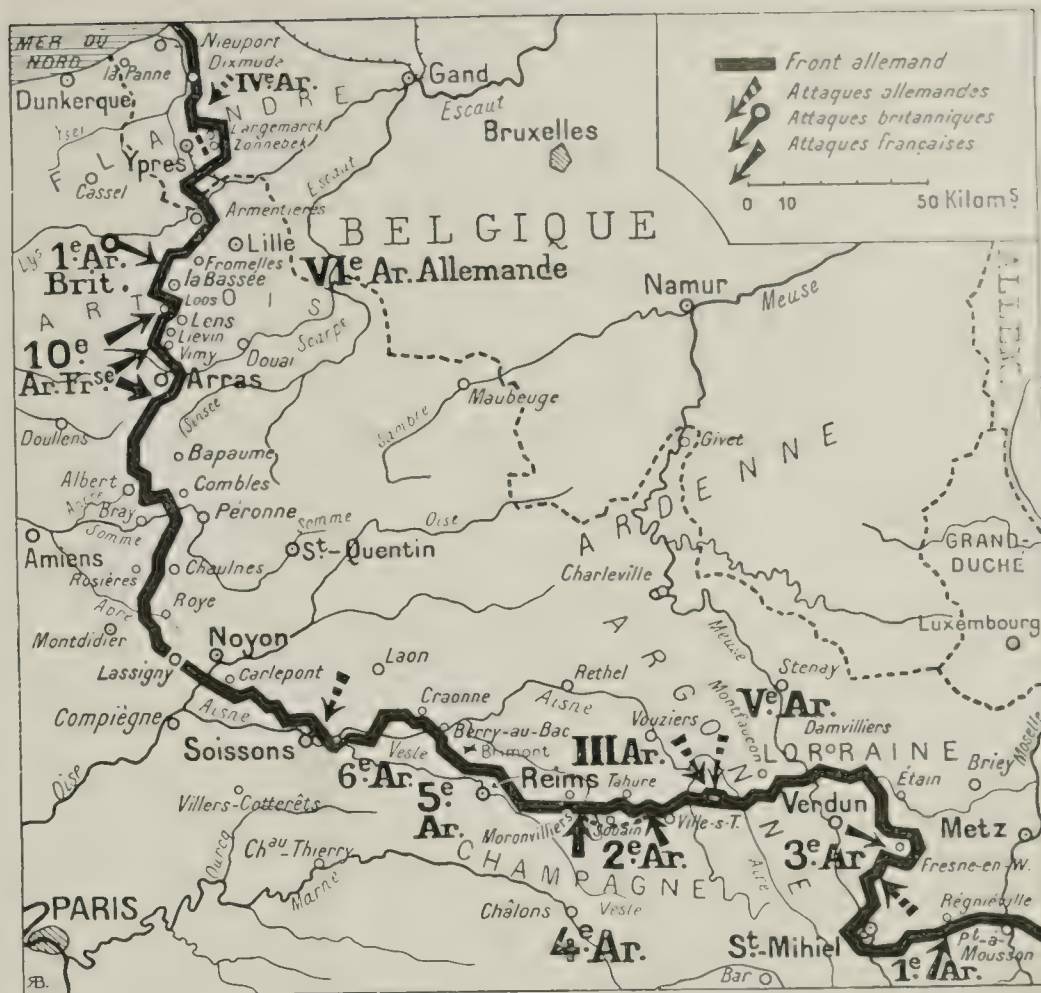
Le 5 avril, la I<sup>re</sup> armée entama une action particulière, qui visait à réduire « la hernie de Saint-Mihiel », par une double pression exercée sur ses deux faces. Le mauvais temps, et l'état du terrain contribuèrent à son échec total ; mais les moyens d'artillerie mis en œuvre s'étaient révélés notoirement insuffisants.

Le 9 mai, une nouvelle bataille visant à la rupture du front allemand s'allumait en Artois. La I<sup>re</sup> armée britannique et la X<sup>e</sup> armée française attaquèrent ce jour-là, celle-ci entre le nord d'Arras et l'ouest de Loos, celle-là entre le canal de La Bassée et Fromelles. Nos alliés échouèrent dans leurs attaques qu'ils prolongèrent jusqu'au 25 : leur échec était dû à l'insuffisance de leur artillerie. La X<sup>e</sup> armée française débuta par un succès très net, obtenu grâce à une préparation d'artillerie de six jours, exécutée par 340 pièces lourdes et plus de 700 pièces de 75, dont les tirs avaient été soigneusement réglés et observés. Sur un front de 22 kilomètres, elle attaqua avec 11 divisions en première ligne. En moins de deux heures, le corps d'armée du centre (33<sup>e</sup>, général Pétain) enlevait sur toute sa profondeur (4 kilomètres) le système des défenses ennemies. Mais la brèche était étroite ; les réserves maintenues trop loin arrivèrent trop tard pour l'élargir, et l'ennemi, vite revenu de son désarroi, parvint à l'aveugler. Malgré que l'occasion fût passée, le général Joffre exigea la continuation de l'offensive. C'est qu'au but essentiel qu'il poursuivait, s'ajoutaient d'autres considérations : il s'agissait de venir en aide aux Russes engagés depuis le 2 mai dans une désastreuse retraite et de déterminer l'Italie, qui se rangea de nos côtés le 27. Dans la seconde quinzaine de juin, la bataille d'Artois s'éteignit. Elle laissait entre nos mains un gain sensible de terrain, 8000 prisonniers et 24 canons.

Cette bataille n'était pas encore terminée que le général Joffre décidait d'en allumer le plus tôt possible une autre, qui allait être menée selon une formule nouvelle. Tandis que les offensives issues du plan de décembre 1914 n'avaient été que des opérations d'armées *successives* et *partielles*, le commandant en chef projetait maintenant d'organiser des attaques d'armées combinées et concomitantes. Il « voyait plus grand » ; l'expérience de la première bataille d'Artois (9 mai) et l'exemple austro-allemand de Gorlice-Tarnov (2-5 mai) paraissaient consacrer la possibilité de la *percée stratégique* ; l'accroissement de nos moyens matériels (organisation de batteries d'artillerie lourde, développement de la production des munitions, création de divisions nouvelles) allait nous permettre d'équiper simultanément le front de plusieurs armées, et de nourrir la bataille pendant un temps prolongé ; enfin, comme on vient de le dire, notre devoir à l'égard des Russes nous commandait de rechercher une action décisive au moment où les Allemands étaient engagés en Pologne avec la majeure partie de leurs disponibilités.

Pour se faciliter la préparation et la conduite de cette bataille, le général Joffre articula ses armées, le 13 juin, en 3 groupes : celui du Nord aux ordres de Foch, celui du Centre sous Castelnau, celui de l'Est que commandait Dubail depuis la fin de 1914. Et, le 12 juillet, le commandant en chef traçait le dessin de l'opération, qu'il espérait pouvoir lancer dans la première quinzaine de septembre.

Le groupe nord, appuyé à droite par la I<sup>re</sup> armée britannique, devait rechercher la rupture dans la région d'Arras. Celui du Centre mènerait l'attaque principale en Champagne avec les II<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> armées, dont les efforts seraient prolongés à droite par la III<sup>e</sup> entre Aisne et



LES TENTATIVES DE RUPTURE DU FRONT OCCIDENTAL EN 1915.

Argonne, et d'autre part à gauche par la V<sup>e</sup> entre Craonne et Brimont.

La situation générale était d'ailleurs favorable aux Alliés sur le front occidental. Les Allemands, entraînés dans une longue poursuite en Pologne, n'avaient laissé sur le front ouest qu'une demi-douzaine de divisions en réserve. Aussi, le général Joffre envisageait, les premiers succès tactiques obtenus, de rechercher une exploitation stratégique que faciliterait la forme enveloppante de notre front. Ce résultat serait atteint par une manœuvre simple, visant les communications adverses par deux poussées brutales du groupe du Nord vers l'Est, de celui du Centre vers le Nord. Malheureusement, si le commandant en chef avait recommandé le *secret* qui devait réaliser la *surprise*, on ne sut se ménager cet élément si nécessaire au succès : nos préparatifs d'attaque (boyaux, tranchées de départ, voies ferrées nouvelles, dépôts de matériel, etc.) s'inscrivaient sur le sol sous les yeux de l'aviation ennemie. L'ampleur même de nos préparatifs eut, non seulement pour effet de compromettre le *secret*, mais encore de retarder considérablement le jour de l'attaque, qui, finalement, intervint au moment où les Austro-Allemands en avaient fini avec les Russes. Les indiscretions de l'avant et de l'arrière achevèrent de renseigner le commandement ennemi, qui eut le temps de ramener de Pologne deux corps d'armée ; embarquées entre le 15 et le 20 septembre, ces quatre divisions arrivèrent sur le front assez vite pour pouvoir prendre part à la fin de la bataille.

La préparation d'artillerie commença le 20 septembre par beau temps ; 420 pièces lourdes au groupe du Nord, 270 à la I<sup>re</sup> armée anglaise, 850 au groupe du centre y prenaient part. Mais le 24, veille de l'attaque, la pluie se mit à tomber, gênant l'observation de l'aviation.

En Champagne, l'assaut (I) lancé au son des musiques, prit vite une forme tumultueuse qui engendra le désordre. Les réserves serrées derrière les divisions de première ligne encombraient les accès du champ de bataille. Cependant, en fin de journée, la première position allemande était presque entièrement conquise sur quatorze kilomètres de front, et la deuxième, abordée en plusieurs points. Mais la résistance des éléments d'infanterie allemands accrochés à cette position suffit à arrêter nos fantassins privés par leur avance de l'appui de l'artillerie. L'alerte fut néanmoins grande au camp ennemi. Le chef de la III<sup>e</sup> armée allemande, regardant la situation comme très compromise, songea à donner l'ordre de la retraite. L'intervention opportune du chef d'État-major de l'armée voisine (V<sup>e</sup>) et l'arrivée de

(1) Les troupes d'attaque du groupe d'armées du centre comprenaient 39 divisions d'infanterie et 2 corps de cavalerie.



Falkenhayn le firent surseoir à cette décision. Du 26 au 30, les Français s'acharnèrent en vains efforts pour percer cette mince barrière qui les séparait de la guerre de mouvement. Une nouvelle opération fut alors montée avec l'appoint de troupes fraîches. Elle ne réussit, le 6 octobre, qu'à nous procurer, à Tahure, un succès local sans lendemain.

En Artois, la X<sup>e</sup> armée française, et la I<sup>re</sup> armée britannique (1) remportèrent de plus minces avantages. Sur ce front, le général Joffre ne tarda pas à arrêter la lutte, et y préleva des forces au profit du groupe d'armées du centre qui paraissait en meilleure posture.

Le 9 octobre, le commandant en chef arrêta partout la bataille. Les affaires d'Orient prenaient à ce moment une tournure grave, et détournaient pour un temps son attention du front occidental.

Par l'étendue des zones d'attaque, par la puissance des moyens mis en œuvre, par les gains de terrains réalisés et le butin conquis sur l'ennemi (25 000 prisonniers et 150 canons), cette bataille d'automne marquait pour les Alliés un progrès considérable sur les précédentes.

Mais les leçons de cette offensive qui se réduisait à un grand succès tactique, étaient tirées par le général Pétain, commandant la II<sup>e</sup> armée. Dans un rapport adressé au général Joffre, il concluait à l'impossibilité d'emporter d'un seul élan les positions successives de l'ennemi. Il préconisait une offensive en deux phases, l'une d'*usure*, la seconde amenant la *décision* lorsque les réserves adverses auraient été consumées par la première.

Ce sera cette formule qu'on appliquera en 1916 sur la Somme.

**LA CONDUITE DE LA GUERRE PAR LES PUISSANCES CENTRALES.** — Les résultats indécis de la campagne de 1914 avaient placé le commandement allemand en face d'un grave problème. Dans l'Ouest, pour conserver les territoires conquis qui représentaient le seul bénéfice de son effort initial, il devait maintenir des effectifs très importants et accumuler un matériel considérable. Dans l'Est, l'usure profonde de l'allié austro-hongrois l'obligeait à étoffer fortement son dispositif. Bref, il lui fallait être maintenant fort des deux côtés. On y pourvut partiellement au moyen de la classe 1914 qui permit de créer quatre corps d'armée, et au moyen d'hommes du landsturm (ajournés de 20 à 39 ans). Puis, au printemps 1915, on appela la classe 1915. Ce point réglé, il s'agissait de décider l'attitude stratégique à observer. Conrad et Hindenburg estimaient que la victoire devait être recherchée sur le front est. Falkenhayn, partageant sans le savoir l'opinion du général Joffre, jugeait que le front occidental était celui sur lequel on devait diriger le maximum de ressources.

Les événements se chargèrent de mettre d'accord ces opinions contraires. Par un espionnage d'ailleurs facile, on ne tarda pas au G. Q. G. allemand à apprendre que le grand-duc Nicolas se disposait à prendre l'offensive simultanément dans les Carpathes et en Prusse Orientale. Falkenhayn se résigna alors à diriger ses disponibilités (4 corps d'armée) vers le front oriental, à renforcer par une petite armée allemande (von Linsingen) la droite autrichienne, et il accepta à contre-cœur le projet d'une double offensive qui devait prévenir

celle des Russes sur son terrain même (Carpathes et Prusse Orientale).

L'attaque austro-hongroise des Carpathes partit au milieu de janvier. La neige, les difficultés du terrain, la ténacité russe, et des défections qui décimaient les rangs des Autrichiens l'arrêtèrent immédiatement. Hindenburg fut plus heureux. Le 7 février, il lançait la VIII<sup>e</sup> et la X<sup>e</sup> armée dans une action convergente sur l'aile nord de la X<sup>e</sup> armée russe, qui, surprise, se laissa déborder par le nord et l'est de la forêt d'Augustovo, où elle dut abandonner 110 000 prisonniers.

Mais, au Sud, les Autrichiens, en pleine déconfiture, reculaient sous les coups des Russes. Przemyśl capitulait avec 120 000 hommes. La III<sup>e</sup> armée était rejetée au delà de la crête des Carpathes. La plaine hongroise était menacée.

Ainsi, au début d'avril, la situation militaire de l'Empire danubien paraissait désespérée. Et, un nouveau danger pointait à l'horizon : l'Italie, à qui le baron Burian n'avait pas voulu consentir des concessions demandées par Sonnino, se préparait à demander aux armes l'achèvement de son unité. Force était à Falkenhayn de reconnaître qu'il fallait abattre les Russes pour sauver l'Autriche.

La politique de guerre germanique s'orienta alors vers deux buts principaux qu'on réaliserait successivement, faute de moyens : disloquer le front russe et le rejeter loin vers l'Est — Donner la main à la Turquie à travers la Serbie conquise et la Bulgarie complice.

La dissolution du front russe fut demandée à une attaque massive exécutée sur la Dunajec, en direction de Przemyśl et Lemberg. Le 6 mai, la XI<sup>e</sup> armée allemande aux ordres de Mackensen, pièce maîtresse de cette offensive, enfonçait le front adverse après une préparation menée par 1 100 canons. Le 15, le San était franchi. Le 3 juin, Przemyśl changeait de nouveau de mains. Le 22, les Autrichiens entraient à Lemberg. Ce succès, en obligeant le grand-duc Nicolas à jeter ses réserves vers sa gauche, allait faciliter l'entrée en scène des forces allemandes contre la droite russe. Ludendorff avait en tête un projet grandiose. Il préconisait une percée en direction de Kovno, Vilna et Minsk, en vue de produire une irruption décisive sur les derrières des armées russes. Falkenhayn plus modeste, parce que connaissant plus exactement les maigres réserves dont l'armée allemande disposait, ordonna à Hindenburg d'attaquer par sa droite et son centre en direction de la Vistule moyenne et de la Narew, pour investir et faire tomber Varsovie. Sous cette nouvelle poussée, le recul russe s'accroissait et se propageait. Au début de septembre, l'aile gauche allemande s'élançait à son tour en direction de Minsk et de Polotsk. Elle échouait faute de moyens, mais s'emparait de la Courlande. A la fin du mois, le front se stabilisait suivant une ligne nord-sud allant du golfe de Riga à la pointe nord de la Moldavie.

Les Russes avaient évacué un terrain énorme et particulièrement riche. Leurs pertes en hommes se chiffraient par centaines de mille. Les pertes en matériel étaient plus graves. Mais leurs armées avaient échappé à la destruction. La conséquence la plus fâcheuse de ce désastre, fut la disgrâce du grand-duc Nicolas, envoyé sur le front du Caucase. Le tsar vint prendre le commandement des armées avec le général Alexeiev, comme chef d'État-major. Il se privait ainsi d'un chef de grande valeur. Et Pétersbourg restait désormais ouverte à toutes les intrigues.

La victoire des Puissances centrales demeura une œuvre inachevée.

Il y a trois raisons concrètes à cela : l'intervention italienne, la menace grandissante des offensives anglo-françaises sur le front occidental et la nécessité d'intervenir dans les Balkans pour forcer les Anglo-Français à lâcher la Turquie, littéralement prise à la gorge par l'attaque des Dardanelles.

**L'INTERVENTION DE L'ITALIE.** — A ce moment, les conditions de la lutte se trouvèrent modifiées par l'intervention de l'Italie. Depuis qu'il avait refusé son concours armé aux Empires centraux, le gouvernement de Rome hésitait entre les deux partis qui lui restaient à prendre. Persister dans la neutralité primitive, c'était peut-être répondre au vœu instinctif des masses, mais aussi exclure l'Italie des bénéfices de la victoire et manquer une occasion unique de compléter l'unité nationale, restée inachevée, par la reprise des provinces « irredentes ». Était-il possible, d'autre part de partir en guerre contre les alliés de la veille sans avoir au moins, avec le temps nécessaire pour les préparatifs militaires, un grief légitime à invoquer contre eux ? L'Autriche se chargea heureusement de le fournir quand, au début de décembre 1914, elle entreprit contre la Serbie une expédition tendant à modifier à son profit l'équilibre



VICTOR-EMMANUEL III, ROI D'ITALIE, MONTÉ SUR LE TRÔNE EN 1900. CL. MANUEL.



LE GÉNÉRAL CADORNA, NÉ EN 1850. CL. MONTABONE.

(1) La X<sup>e</sup> armée française comptait 17 divisions d'infanterie, 2 de cavalerie; la I<sup>re</sup> armée britannique, 12 divisions d'infanterie et 5 de cavalerie.



des Balkans. Aux termes du traité de la « Triple Alliance », l'Italie était en droit de réclamer à ce sujet des « compensations » dont le principe et l'étendue firent l'objet des pourparlers engagés, à Rome, par le prince de Bulow, envoyé en mission spéciale. Mais le cabinet de Vienne opposa aux ouvertures italiennes, d'abord des faux-fuyants et des ajournements, puis un refus partiel et une fin de non recevoir quand elles se furent précisées (9 avril) sous la forme de revendications territoriales immédiates (Trentin, ligne de l'Isonzo, autonomie de Trieste). L'Italie put alors se retourner vers les Puissances de l'Entente, faire cause commune avec elles par le traité de Londres (26 avril) qui fixa la récompense future de sa coopération, et dénoncer le traité de la Triple-Alliance (3 mai).

Au dernier moment, une contre-offensive parlementaire neutraliste, conduite par Giolitti, amena dans ces dispositions un mouvement de recul qui se traduisit par la retraite du cabinet Salandra, favorable à l'intervention. Il s'ensuivit une si violente réaction de l'opinion publique que le roi rappela Salandra et signa l'ordre de mobilisation (22 avril), aussitôt suivi de la déclaration de guerre.

L'intervention de l'Italie se produisit le 25 mai, au moment où l'avance de Mackensen vers Przemyśl entraînait la droite autrichienne de la crête des Carpathes vers le Dniester. L'apparition de ce nouvel adversaire ne fut point une surprise pour l'Autriche. D'août 1914 à mai 1915, elle eut le loisir de renforcer les défenses de sa frontière, déjà très solide. Pour comprendre les difficultés auxquelles se heurta l'Italie, il ne faut surtout pas perdre de vue que le tracé de la frontière de 1866 lui était militairement désavantageux. Il y avait à vol d'oiseau 60 kilomètres de la frontière du Trentin à Padoue; en trois étapes, des forces autrichiennes pouvaient venir couper la ligne de communication des armées italiennes opérant sur l'Isonzo. La gravité de cette menace allait apparaître au mois de mai 1916.

De juin à octobre 1915, les Italiens livrèrent sur l'Isonzo trois batailles qui leur permirent de prendre pied sur le plateau de Doberdo, premier pas vers leur objectif Trieste. A la frontière du Trentin, ils menaçaient Rovereto par une pression continue. Ainsi, dès son entrée en action, l'Italie tombait dans la guerre de position, sur un terrain ingrat et difficile. Ses gains de terrain furent faibles. Mais le service qu'elle rendit aux Alliés dès cette année 1915, ne doit pas se mesurer à ce résultat. Elle avait détourné du front oriental 3 armées autrichiennes, contribuant à sauver d'un désastre imminent nos alliés russes; par sa flotte et par ses ports, elle achevait de nous donner la maîtrise de la Méditerranée.

**LA MENACE ANGLO-FRANÇAISE SUR LE FRONT OCCIDENTAL.** — On a dit déjà avec quelle activité dédaigneuse du secret, les Franco-Anglais organisèrent dans le courant de l'été leur grande offensive d'automne. Si le front allemand de l'Ouest avait jusque-là résisté, Falkenhayn ne pouvait oublier l'angoissante alarme qui s'y était répandue le 9 mai quand les Français avaient d'un seul bond traversé les positions du kronprinz de Bavière. Les préparatifs en Champagne et en Artois s'avéraient plus grandioses : la plus élémentaire prudence lui commandait de rester constamment en mesure d'étayer la résistance de ses armées occidentales, dont l'infériorité numérique constituait un risque grave. Et il eut, en effet, juste le temps de prélever sur les armées d'Hindenburg deux corps d'armée dont l'intervention respective en Champagne et en Artois fut décisive.

**LA CAMPAGNE DES DARDANELLES. — LA CATASTROPHE SERBE.** — Nous avons vu qu'à la fin de 1914, les Turcs avaient entamé dans le Caucase une vigoureuse contre-offensive qui avait provoqué de la part de la Russie un appel adressé le 2 janvier 1915 à l'Angleterre. En l'absence de troupes disponibles, Winston Churchill, premier lord de l'Amirauté fit décider, pour répondre à cet appel, qu'une opération navale serait entreprise visant par delà les Dardanelles, Constantinople.

Autant l'idée anglaise d'attaquer la Turquie aux Dardanelles était féconde, autant la prétention de traiter cette opération avec les seuls canons d'une flotte était utopique. Sans entrer dans des détails techniques, qu'il suffise de dire que le tir de l'artillerie navale n'a qu'une faible action sur des objectifs terrestres, tandis

que des navires cuirassés sur leurs bords pour résister au tir tendu de l'artillerie navale adverse étaient en 1915 très vulnérables aux coups des obusiers terrestres à tir courbe. A la demande de Londres, le gouvernement français, sans discuter ce plan dont les bases étaient aussi incertaines, décida de faire coopérer une escadre aux ordres de l'amiral Guépratte à cette action navale. Par cet accord, la direction de l'opération allait

échapper à l'amiral Bouée de Lapeyrière, commandant en chef des forces navales françaises à qui revenait, en vertu de conventions antérieures à la guerre, la conduite des opérations alliées en Méditerranée. La bataille s'engagea le 18 mars au matin entre la flotte alliée que commandait l'amiral anglais de Robeck et les défenses turques de l'entrée des Détroits. Le soir, les Alliés avaient perdu 3 cuirassés coulés (dont le *Bouvet*, corps et biens) 4 autres étaient endommagés (dont deux français); et c'est à peine s'ils avaient pénétré dans le vestibule du détroit. En présence de cet échec, on chargea un corps expéditionnaire (1) aux ordres du général Hamilton, d'ouvrir à la flotte la porte qui devait la mener à Constantinople. Mais on avait commis la faute d'entamer la bataille le 18 mars sans attendre que le corps expéditionnaire fut à pied d'œuvre. Ce fut seulement le 25 avril que les Alliés débarquèrent dans la presqu'île de Gallipoli, où la V<sup>e</sup> armée turque, commandée par le général allemand Liman von Sanders avait eu le temps de se réunir. Aussi, à la fin de juillet, le général Hamilton n'avait encore conquis, au prix de pertes considérables, que l'extrême pointe de cette inhospitalière langue de terre. En août, les Anglais tentèrent de se tirer de ce mauvais pas en exécutant un débarquement en un autre point de la péninsule, à Suvla. Malgré que les Turcs aient été entièrement surpris, cette tentative n'aboutit qu'à créer un nouveau front, adossé étroitement comme l'autre, à la mer.

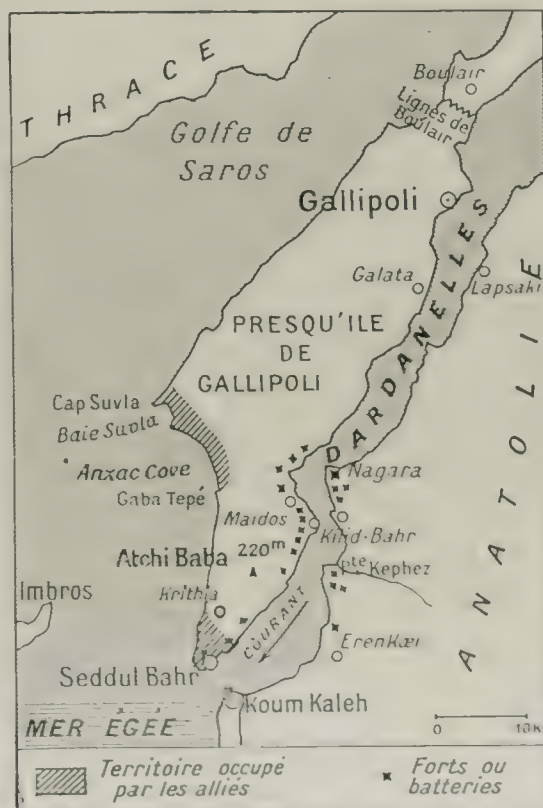
Dans le courant d'août, le gouvernement français, pour sortir de cette impasse, prit la décision de constituer une armée de 6 divisions qu'on jetterait sur la côte d'Asie et qui prendrait à revers les défenses du détroit. Cette armée avait reçu son chef (Sarrail), son nom (armée d'Orient), et les divisions désignées pour en faire partie se préparaient à partir quand éclatèrent dans les Balkans des événements qui allaient entraîner les Alliés, sans préparation et en pleine insécurité stratégique, sur un nouveau théâtre d'opérations.

Dès la fin d'août, en présence de l'usure prématurée des Turcs, et des résultats considérables obtenus contre les Russes, résultats qui avaient fait mûrir la « poire bulgare » au profit de la cause germanique, Falkenhayn jugea qu'il ne pouvait plus longtemps rester indifférent aux événements d'Orient, et qu'il lui fallait frapper dans les Balkans le coup manqué par l'allié de Vienne en 1914, c'est-à-dire la conquête de la Serbie, pour laquelle il était maintenant possible de constituer une masse offensive de 350 000 hommes, grâce à l'emploi de disponibilités allemandes (7 divisions) et au concours de l'armée bulgare.

**L'INTERVENTION BULGARE.** — Au moment où l'offensive de Champagne marquait une nouvelle étape de la guerre, les



PIERRE I<sup>er</sup>, ROI DE SERBIE (1903-1921).  
CL. CHUSSEAU-FLAVIENS.



CARTE POUR SUIVRE LA CAMPAGNE DES DARDANELLES.

(1) Cette armée comprenait 2 divisions anglaises, 2 australiennes, 1 française.



conditions allaient s'en trouver modifiées par l'active campagne diplomatique dont l'Orient de l'Europe était le théâtre. L'entrée en guerre de la Turquie avait inspiré aux Puissances de l'Entente l'ambition de reconstituer contre elle le bloc des États balkaniques de 1912, à commencer par la Bulgarie, le plus redoutable au point de vue militaire. C'était oublier que, chez les Bulgares, la rancune contre les Serbes, détenteurs de la Macédoine, l'emportait sur tout autre sentiment, et que leur passion de revanche s'accordait avec les sympathies personnelles de leur souverain. Le tsar Ferdinand conduisit les négociations avec l'instinct de profonde dissimulation qui le caractérisait, et peut-être avec l'espoir que son intervention serait d'autant plus efficace que le sens en serait plus longtemps ignoré.

Après avoir traité avec la Turquie (7 juillet) et conclu un traité secret avec les Empires centraux (17 juillet), il s'attacha à abuser jusqu'à la dernière minute leurs adversaires sur ses intentions, sans doute pour obtenir d'eux un prix plus élevé de son concours. Ne s'étant vu offrir (15 septembre) aux dépens de la Serbie qu'une simple rectification de frontières, déclarée insuffisante par ses ministres, il jugea le moment opportun de lever le masque, fit voter la mobilisation, repoussa un ultimatum russe (5 octobre) et joignit la masse de ses forces aux Austro-Allemands pour écraser la Serbie.

Sa volte-face eut pour contre-coup la défection grecque. Là, encore les Alliés s'étaient flattés que le mirage de Constantinople entraînerait dans leur camp le roi Constantin, malgré ses attaches allemandes. L'influence de sa femme, sœur de Guillaume II, quelques froissements d'amour-propre, une intense propagande germanique contribuèrent à lui faire préférer l'abstention et à trouver un parti pour la soutenir. Quand le ministre Venizelos proposa à la Chambre (4 octobre) de défendre la Serbie contre l'agression bulgare, conformément d'ailleurs aux obligations d'un traité, il se vit désavouer par le roi, forcé de démissionner (7) et remplacé par un neutraliste. Pendant tout l'hiver, la Grèce allait persister dans une attitude assez ambiguë pour éveiller les défiances sans risquer pourtant un acte d'hostilité caractérisé.

Le 7 octobre, l'armée serbe, qui était restée inactive depuis les derniers jours de 1914, se voyait brusquement assaillie sur ses deux frontières du Nord et de l'Est par un groupe d'armées austro-allemandes et par toutes les forces bulgares.

L'Entente, prise de court pour aider les Serbes à repousser cette invasion, pouvait tout au plus espérer les recueillir. Le gouvernement français, renonçant à son projet d'opérations sur la côte d'Asie, dirigeait immédiatement une division des Dardanelles sur Salonique où elle débarquait le 5 octobre, avec le consentement tacite de Venizelos. Le 12, le général Sarrail venait prendre le commandement de cette nouvelle armée d'Orient, bientôt renforcée par des divisions anglaises et françaises. Il s'efforçait, par une action au nord du confluent du Vardar et de la Cerna, d'attirer sur lui la gauche bulgare et de tendre la main vers Uskub pour assurer la retraite des Serbes. Mais, déjà, les Bulgares étaient maîtres de cette ville. Voyant la route de Salonique coupée, le voivode Putnick jetait son armée à travers les montagnes d'Albanie vers la côte Adriatique. Environ 110 000 hommes exténués, ayant perdu leur artillerie et leurs équipages, étaient recueillis à Durazzo et Saint-Jean-de-Medua par des bateaux français qui les transportaient à Corfou. Quant à l'armée d'Orient, à la nouvelle que l'armée serbe se retirait vers l'Ouest, elle s'était mise en retraite et était venue s'installer dans un camp retranché édifié à la hâte autour de Salonique.

Nous retrouverons les Serbes reconstitués par une mission française, concourant en 1916 avec les forces alliées de Salonique à la lutte contre les Puissances centrales.

En définitive, la campagne de 1915 se soldait pour ces derniers par deux résultats considérables, encore que non décisifs : le refoulement profond des armées russes désormais hors d'état de menacer la Prusse Orientale ou la Hongrie, et privées des ressources industrielles de la Pologne ; le redressement de la situation balkanique par l'alliance

bulgare, l'occupation de la Serbie et le dégagement des Détroits des Dardanelles. Quant à l'Entente, elle ne marquait comme avantage patent que l'entrée en guerre à ses côtés de la nation italienne ; toutefois, l'attaque des Dardanelles, ainsi que l'attitude constamment agressive des armées française et anglaise sur le théâtre occidental, avaient empêché Falkenhayn d'entreprendre la destruction définitive du colosse russe ; et l'heureuse détermination de prendre pied en Macédoine avait ouvert aux Alliés un champ d'opérations dont leur suprématie navale garantissait les arrières, et par conséquent l'avenir stratégique.

Notre coalition avait donné, dans cette année 1915, le spectacle d'une force énorme se dépensant en vains efforts, faute d'être dirigée. Les appels du général Joffre, qui s'efforçait de coordonner les bonnes volontés, finirent par être entendus. Le 2 décembre 1915, le gouvernement français le nommait commandant en chef des armées françaises, ce qui lui donnait une autorité sur tous les fronts où se battaient les Français. Le 5, se réunissait à Chantilly, quartier-général du commandant en chef français, une Conférence des représentants des armées alliées. Réservant le problème d'une direction suprême, les conférents définissaient les moyens qu'ils estimaient propres à assurer l'unité de direction militaire ; pour cela, ils adoptaient un *plan d'opérations commun*. Ils se fixèrent pour *objectif principal* la destruction des armées allemandes et austro-hongroises par des *offensives d'ensemble* exécutées sur les fronts franco-anglais, italien et russe, et suffisamment concordantes pour que l'ennemi ne puisse transporter ses réserves d'un front sur l'autre.

Accessoirement ils décidaient, non sans peine, le maintien des forces alliées en Macédoine, l'abandon de l'expédition des Dardanelles, et la couverture de l'Égypte.

Les Alliés allaient, en 1916, constater les heureux effets de cette coordination de leurs efforts.

## 1916

**LES DESSEINS GERMANIQUES.** — Les Empires centraux commencèrent l'année avec la conviction qu'aucun effort d'ensemble n'était à redouter de

la Russie avant de longs mois. Tranquilles de ce côté, les États-majors impériaux pensèrent que l'heure était venue de ressaisir l'initiative des opérations sur les théâtres occidentaux.

Falkenhayn envisagea d'abord une offensive contre les Britanniques « âme de la coalition » ; mais il écarta cette idée en raison de l'importance des effectifs à engager pour obtenir le résultat minimum consistant à séparer les Anglais des Français et à les rejeter à la mer. Il résolut alors d'attaquer les Français qui lui paraissaient avoir atteint la limite de leur effort militaire. Il chercha un objectif placé à courte portée, et à la conservation duquel la France fut moralement obligée de sacrifier jusqu'à son dernier homme. Il arrêta son choix sur Verdun. Pendant qu'il mènerait cette coûteuse partie, il ne demandait aux Autrichiens que de tenir en face des Italiens et des Russes. Quant à l'Angleterre, il projeta finalement de la frapper de deux manières : d'une part au moyen d'une intensification de la guerre sous-marine, désormais étendue à tous les navires sans considération d'espèce ni de nationalité ; d'autre part en concluant des accords économiques avec tous les États « non encore enchaînés à l'alliance anglaise ». En fait, cette partie anti-britannique de son plan allait, jusqu'à sa disgrâce, demeurer lettre morte. Après avoir compté que la guerre sous-marine *sans restrictions* pourrait être déchaînée dès le 1<sup>er</sup> mars 1916, il devint renoncer devant l'opposition de Bethmann qui ne croira pas pouvoir, en cette grave affaire, s'aliéner les États-Unis.

Mais Conrad avait, lui aussi, conçu un dessein offensif. Récupérant 9 divisions sur son front russe, il voulait lancer une attaque de rupture dans la région du Trentin. Après cette manœuvre qui rendrait l'Italie « tout à fait inoffensive », il dirigerait vers la France pour une bataille décisive trois à quatre cent mille hommes. Falkenhayn combattit en vain ce projet qui compromettrait le succès du sien. Cette



FERDINAND, TSAR DES BULGARES (1908-1918).  
CL. CHUSSEAU-FLAVIENS.



*divergence de vue* se traduisait par une *dispersion des efforts*. La sanction fut immédiate.

**LES PROJETS DU GÉNÉRAL JOFFRE.** — La conférence de Chantilly avait posé en principe que la décision serait demandée à des offensives d'ensemble développées simultanément sur les fronts franco-anglais, italien et russe. Compte tenu des conditions d'exécution propres à chaque partenaire, on admit que la bataille générale ne pourrait s'ouvrir avant la fin de juin.

Ces décisions d'ensemble arrêtées, le général Joffre se mit d'accord au début de février avec le général Douglas Haig, qui venait de remplacer le maréchal French à la tête des armées anglaises, sur le dessein général de l'opération à exécuter sur le front occidental : les attaques franco-britanniques embrasseraient une étendue de 70 kilomètres, de Lassigny jusqu'à Hébuterne. Cette vaste offensive serait précédée par une série d'actions limitées dans le but d'user à l'avance les réserves ennemies et de les attirer hors du champ de bataille principal.

Tout en préparant les opérations offensives de l'été, le général Joffre se préoccupait de l'éventualité d'une reprise de l'initiative stratégique sur le théâtre franco-belge par les Allemands. Il articula ses réserves en arrière des zones d'attaque les plus probables, et arrêta un programme de travaux destinés à combler les lacunes de nos organisations défensives. En ce qui concerne le front autour de Verdun où la bataille allait bientôt s'engager par la volonté des Allemands, ces lacunes étaient d'autant plus importantes que ce secteur était resté calme depuis l'automne de 1914, et qu'une longue pénurie de main-d'œuvre avait empêché d'y donner au système de défense la cohésion frontale et la profondeur nécessaires.

Il convient également de signaler qu'un décret du 5 août 1915 avait placé les commandants des Places fortes sous les ordres directs du général en chef, mettant *ipso facto* à la disposition de ce dernier tous les moyens d'action contenus dans ces places. On put ainsi créer, par une instruction générale du 9 août, les régions fortifiées de Belfort, Verdun et Dunkerque, c'est-à-dire substituer à la place fermée et isolée, pouvant être investie, la région fortifiée large et profonde, organisée en vue de la manœuvre en liaison avec le gros des armées.

L'idée était juste. Elle procédait de la constatation que les *camps retranchés* du type 1914 avaient un périmètre trop restreint pour que leur noyau central se trouvât hors de l'atteinte des canons de siège ennemis ; elle revenait à faire cesser l'isolement organique et stratégique des places fortes, en incorporant dans le front des armées de campagne les places voisines de ce front, et en supprimant une spécialisation de moyens qu'on pouvait légitimement comparer à un capital improductif. De fait, le général en chef put récupérer sur les places de 1<sup>re</sup> et de 2<sup>e</sup> ligne la majeure partie des approvisionnements très importants qui s'y trouvaient accumulés dès le temps de paix.

Mais l'application de l'idée demandait du doigté et du temps. A Verdun, elle pâtit du fait que des prélèvements massifs de matériel furent faits *hâtivement* sur les forts et ouvrages du camp retranché pour outiller la défense d'un front où, depuis 1914, à la faveur d'un calme complet on avait économisé à l'extrême tous les moyens. Les forts de Verdun, au moment où la bataille commença étaient pratiquement désarmés, et ce fait explique comment les Allemands purent s'emparer du fort de Douaumont dont les organes de défense sont encore *intacts* aujourd'hui. Cette incident regrettable ne doit pas masquer la réalité des choses.

Si Verdun était demeuré place fermée et autonome, c'est-à-dire susceptible d'être livrée à elle-même en février 1916, elle aurait très probablement succombé. Elle avait été sauvée en 1914 pour la même raison, son maintien dans le front de bataille de la III<sup>e</sup> armée lui ayant évité d'être investie, et de succomber comme Anvers, comme Maubeuge, comme les places russes de la frontière polonaise.

**LA BATAILLE DE VERDUN.** — La région fortifiée de Verdun, placée sous les ordres du général Herr, s'étendait de Saint-Mihiel à Avocourt. Pour discrets qu'aient été les préparatifs d'attaque allemands, ils n'échappèrent pas entièrement aux Français. Aussi, dès la mi-janvier 1916, le général Herr obtint-il des renforcements successifs. Au 21 février, il disposait de 138 bataillons (130 000 hommes), 388 pièces de campagne et 244 pièces lourdes pour défendre un front de 112 kilomètres. De son côté, le général en chef, tout en se réservant la possibilité de réagir sur d'autres points du front où se décelaient de sérieux indices d'attaque, et comme des prodromes d'offensive, rapprocha des corps d'armée de la région fortifiée de Verdun.

Le 21 février, à 7 heures, le temps, affreux pendant les dix jours précédents, s'étant mis à la gelée, un formidable tir d'artillerie allemande se déchaîna sur le front nord-est de Verdun. A 17 heures, 3 corps



BATAILLE DE VERDUN (février-juillet 1916).

d'armée passaient à l'attaque sur un front s'étendant de la Meuse, de Consenvoye à Ornes. La première ligne française tenue par 3 divisions était submergée le 22. Le 24, la situation paraissait grave sinon désespérée. Le général de Langle, commandant le groupe d'armées du centre faisait évacuer la Woevre, dont les défenseurs risquaient d'être pris à revers.

Mais, sur l'ordre du commandant en chef, le général Castelnau, chef d'état-major général, accourait. D'un premier geste, il interdisait tout repli volontaire, puis il transférait la direction de la bataille au général Pétain, commandant de la II<sup>e</sup> armée. Le 25 et le 26, l'ennemi s'emparait de la côte du Poivre, de celle de Talou et du fort de Douaumont. Mais le 27, les défenseurs, sous l'impulsion énergique et lucide de leur nouveau chef arrêtaient l'adversaire. La première phase était terminée. Elle marquait, du côté français, la ferme volonté d'accepter la bataille. Elle vaudrait que ce récit s'y soit arrêté davantage, car on y saisit dans son mécanisme intime ce que valent, dans la guerre, la volonté et le destin.

A partir de ce moment, la lutte change de caractère. Avec des variations d'intensité, elle va durer quatre mois d'une tragique monotonie. Le commandement allemand qui cherche à user nos forces, élargit son attaque sur la rive gauche, et il frappe alternativement sur les deux fronts. Mais, il n'use pas sans s'user lui-même. Quant au commandement français, il s'efforce de mener la lutte économiquement. Il marchande les forces au général Pétain parce qu'il prépare sur la Somme la bataille franco-anglaise prévue aux accords de Chantilly.

Mais les Allemands dans leurs coups de bélier successifs ont atteint le 22 juin les abords de Souville, la dernière barrière qui défend la ville. Le 23, le général Pétain télégraphie qu'il prévoit l'abandon de la rive droite. Joffre maintient sa décision de continuer la lutte pied à pied, au risque de perdre l'artillerie de la rive droite. Il risque et il gagne. Le 24, la préparation d'artillerie commence sur la Somme.

Malgré quelques soubresauts, l'attaque allemande s'arrête peu à peu. Bataille toute en intensité, immobile, qui laisse la France hale-tante, l'Allemagne atterrée et le monde étonné.

Elle se solde nettement pour l'Allemagne par un échec stratégique, puisqu'elle n'a pu empêcher l'armée française de participer à la bataille de la Somme.

**L'OFFENSIVE AUTRICHIENNE. — LES VICTOIRES RUSSES. — GORIZIA.** — Les accords de Chantilly, avaient stipulé que les Alliés seraient tenus de prendre l'offensive si l'un d'eux, fortement attaqué en faisait la demande. Le général Joffre n'avait pas profité de cette clause quand avait débuté la bataille de Verdun. Conscient des intérêts supérieurs de la coalition, il n'avait pas voulu obliger nos Alliés à intervenir à son profit et, par là, compromettre l'exécution du plan général concerté avec eux. Anglais, Russes, Italiens, vquaient donc à leurs préparatifs offensifs, quand le 15 mai s'alluma dans le Trentin l'attaque austro-hongroise qui, en moins de 12 jours, rejeta les Italiens au sud d'Asiago et d'Arsiero sur les derniers contreforts montagneux au pied desquels s'ouvre la plaine de Vicence. Le *Commando supremo*, mesurant tout le danger que couraient ses armées de droite alignées sur l'Isonzo, fit appel au tsar. Or la « stavka » avait préparé une offensive dans le secteur de Baranovitchi — offensive que devaient flanquer deux attaques secondaires, l'une dans la région de Dvinsk, l'autre au sud des marais de Pinsk. Ce fut cette dernière que, pour répondre à la pressante demande de l'Italie, le général Alexeïev décida de lancer, non sans





OPÉRATIONS EN EUROPE CENTRALE DE 1914 A 1916.

l'amplifier en lui donnant le caractère d'une vaste ruée débouchant sans préparation de tout le front sud-ouest, depuis le Stochod jusqu'à la frontière roumaine. Le groupe d'armées du général Broussilov, qui en était chargé, s'ébranla le 4 juin. Les Autrichiens, complètement surpris se laissèrent enfoncer devant Lutsk et le long du Dniester, découvrant les directions maîtresses de Vladimir-Volynsk et de Lemberg. En fait, à cette date du 4 juin, il y avait dix jours déjà que les armées austro-hongroises du Trentin avaient dû stopper, tant à cause de la lenteur des déplacements de leur artillerie lourde que sous l'effet grandissant des réactions italiennes.

Il n'en restait pas moins que le succès foudroyant de Broussilov résultait avant tout de l'importance des prélèvements que les armées austro-hongroises de Galicie avaient dû subir au bénéfice de l'affaire tyrolienne. Force fut donc à Conrad de liquider cette affaire (18 juin) pour ramener en hâte sur le Dniester et sur le haut Bug le maximum de moyens.

Néanmoins, comme la « Stavka » ne cessait de renforcer le groupe Broussilov, les Allemands durent assumer progressivement presque tout le poids de la bataille. Ils s'en autorisèrent pour faire remettre à Hindenburg le commandement en chef de tout le front oriental (28 juillet). La vigueur avec laquelle ils multiplièrent les contre-attaques, spécialement contre le flanc nord de la pénétration russe, évita la catastrophe; au milieu d'août, Broussilov, à court de munitions, s'arrêtait : il avait attiré sur lui 20 divisions allemandes et 2 turques, fait 800 000 prisonniers, reconquis la Bukovine et une partie de la Galicie.

Cependant, l'armée italienne, ainsi soulagée, avait promptement ressaisi l'initiative des opérations. Passant d'abord à la contre-offensive dans le Trentin, elle s'était réemparée du plateau des Sept-Communes. Puis, aux premiers jours d'août, elle s'était engagée à nouveau sur le Carso. Là, dans une longue lutte qui se prolongea jusqu'en novembre, elle conquiert autour de Gorizia une large tête de pont, et fit 30 000 prisonniers.

**LA BATAILLE DE LA SOMME.** — On a vu plus haut que les bases de l'offensive franco-britannique avaient été jetées au mois de février 1916. L'idée directrice du général Joffre, renonçant à brusquer la « percée » dans une attaque rapide et brutale comme en 1915, était d'opérer par actions successives rapprochées dans le temps, chaque attaque étant limitée en profondeur par les possibilités de préparation d'artillerie. Le but immédiat assigné aux généraux Foch et Haig était de rompre le front ennemi sur l'axe Bapaume-Cambrai, le but final de porter une masse de manœuvre sur le faisceau de lignes de communications que jalonnent Cambrai, le Cateau et Maubeuge. La longue crise de Verdun n'influença le général Joffre ni en ce qui concernait la forme qu'il voulait donner à la bataille de la Somme, ni en ce qui regardait la date de son début : avec une égale obstination, il refusa au général Pétain d'en avancer l'heure et au général Haig de la reculer. Mais l'usure de Verdun eut pour effet, en diminuant nos disponibilités, de déterminer des réductions dans le front d'attaque des Français.

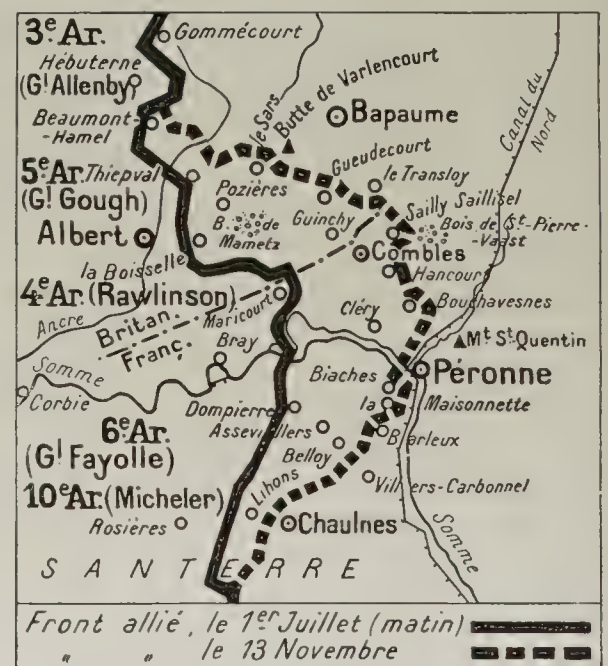
Le 1<sup>er</sup> juillet, après une préparation d'artillerie de six jours, les Alliés portèrent à l'attaque sur un front qui, de Gommécourt à la route d'Amiens à Péronne, mesurait 39 kilomètres; 26 divisions britanniques et 14 françaises y prenaient part. La VI<sup>e</sup> armée française (général Fayolle) préluda par un brillant succès : d'un seul élan, toute la première position ennemie était enlevée, et le 8, la deuxième tombait à son tour. Nos Alliés débutèrent moins heureusement; mais, après un premier échec, l'attaque, relancée le 14, permettait au général Haig d'entamer la deuxième position sur une largeur de 5 kilomètres.

Alors, débuta une période de quatre semaines au cours de laquelle les Alliés poursuivirent leur action sans concert nettement établi, les Anglais versant dans une série de coups de main généralement coûteux et peu fructueux, les Français cherchant à exploiter au sud de la Somme la situation favorable que la conquête du plateau de Flaucourt leur conférait par rapport aux positions ennemies opposées à notre X<sup>e</sup> armée.

Le général Joffre s'émua de cette tournure des événements. Il rappela au maréchal Haig la nécessité d'appuyer les Russes en reprenant sans délai des actions d'ensemble et il réarticula ses propres forces : cantonnant le général Fayolle au nord de la Somme dans la tâche capitale d'accompagner ou entraîner les Anglais, il confia au général Micheler (X<sup>e</sup> armée) tout le front de bataille situé au sud de la Somme, et prescrivit au général Foch de reprendre sans délai des actions d'ensemble. Grâce à cette remise en main, la bataille recommençait le 3 septembre, rythmée par une série d'attaques au nord et au sud de la Somme qui, chaque fois, progressèrent. L'ennemi fut bientôt en très mauvaise posture. Ses réserves s'épuisaient, tandis qu'entre Comblès et la Somme, il se trouvait acculé à sa dernière position continue, ébauchée parallèlement à la route de Péronne à Bapaume. Mais la méthode compassée de l'assaillant intervenait en sa faveur : abordé sur cette ultime barrière le 12 septembre par une attaque puissante du général Fayolle qui réussit à faire brèche dans la région de Bouchavesnes, il était sauvé de la percée par l'absence des réserves françaises, maintenues trop loin du champ de bataille.

Sur ces entrefaites, les Alliés combinèrent une poussée décisive en direction de Bapaume : les Anglais marcheraient sur cet objectif appuyés et couverts sur leur droite

par la VI<sup>e</sup> armée française le long de la Tortille. Malheureusement l'heure de cette opération qui eut peut-être forcé la victoire sonna trop tard. Le mauvais temps gênait le travail de l'aviation, les tirs et les déplacements d'artillerie. En outre, suivant les directives d'Hindenburg et de Ludendorff appelés le 29 août à la Direction suprême, en remplacement de Falkenhayn, l'ennemi inaugura



BATAILLE DE LA SOMME (juillet-novembre 1916).



rait une nouvelle tactique élastique, économique, basée sur un large échelonnement des forces en profondeur. La bataille s'enlisait, et, après quelques soubresauts, s'arrêtait. En 4 mois 1/2, elle avait porté les Anglais des abords d'Albert à moins de 4 kilomètres de Bapaume. Les Alliés avaient reconquis 240 kilomètres carrés, fait 85 000 prisonniers, et causé au système fortifié allemand un dommage que l'hiver allait rendre irréparable. On allait en avoir la preuve au début de 1917, quand le commandement ennemi, refusant la reprise de cette lutte coûteuse, replia son front sur une ligne allant d'Arras à la forêt de Coucy.

Néanmoins, cette victoire demeurait inachevée. On en verra les effets quand on jettera un coup d'œil d'ensemble sur la situation à la fin de cette année 1916.

**L'INTERVENTION ROUMAINE. — LA RIPOSTE ALLEMANDE. — LA STABILISATION.** — Comme on vient de le voir, grave était la situation des Puissances centrales au milieu du mois d'août. Pour la première fois depuis le début de la guerre, les armées italiennes, russes, françaises et anglaises menaient simultanément de puissantes et victorieuses offensives, tandis qu'Allemands et Autrichiens avaient échoué à Verdun et dans le Trentin. C'est à ce moment qu'un nouvel allié vint se ranger aux côtés de l'Entente.

L'intervention de la Roumanie était depuis longtemps espérée et même attendue en même temps que celle de l'Italie. Elle avait été retardée à Bucarest par la crainte des risques, le désir de ne s'engager qu'à coup sûr, la facilité de vendre aux belligérants les récoltes qui représentaient la principale ressource du pays. A Petrograd même, cette intervention apparaissait moins souhaitable qu'à Paris et à Londres : au point de vue politique, parce qu'elle pourrait autoriser des revendications sur la Dobroudja ; au point de vue militaire, parce qu'elle entraînerait un allongement du front commun dont le danger ne serait pas compensé par le concours de l'armée roumaine. Après les offensives de Broussilov, il parut urgent à l'Entente de rompre, par l'appoint d'un nouvel élément, cet équilibre entre les belligérants que les derniers succès obtenus permettaient désormais de considérer comme instable. Les instances pressantes de la France et de l'Angleterre triomphèrent à la fois des hésitations roumaines et des résistances russes. Par un traité signé le 17 août, la Roumanie s'engagea à joindre ses armes à celles des Alliés.

Il est certain que, du point de vue strictement militaire, la Roumanie était fondée à compter sur ses futurs alliés pour concourir à son armement et étayer étroitement ses jeunes armées.

L'Angleterre et la France lui envoyèrent, dès le mois de juin, du matériel de guerre dont la majeure partie, par mesure de prudence sinon de méfiance, resta entreposée en territoire russe jusqu'au moment où la détermination du cabinet de Bucarest s'avéra irrévocable. Quant à l'appui stratégique, comme la frontière de la Roumanie, face à la Hongrie et à la Bulgarie, s'étendait sur un développement qui n'était pas inférieur à la longueur du front russe tout entier, l'État-major roumain demanda que 250 000 Russes vinssent en Dobroudja coopérer à une action de diversion contre les Bulgares, tandis que le gros des forces roumaines s'avancerait en Transylvanie en liaison avec la gauche de Broussilov. Il insista, en outre, pour que l'armée alliée d'Orient prît une énergique offensive en direction de Sofia. L'Entente, qui aurait dû avoir un plan d'opérations déjà mûr et l'imposer fermement à ses nouveaux partenaires, se contenta de souscrire à ces demandes, qui d'ailleurs purent être incomplètement satisfaites.

Le gouvernement de Bucarest déclara la guerre à l'Autriche le 27 août, le jour même où l'Italie déclarait la guerre à l'Allemagne. Le général Ilesco, commandant en chef roumain, envahit la Transylvanie avec trois armées. Sa droite était liée aux Russes et sa gauche s'étendait jusqu'à Orsova. Tandis qu'il progressait vers la vallée du Muresh (Maros) Broussilov reprenait l'offensive dans la vallée du Dniestr et en Bukovine.

L'entrée en action des 600 000 soldats roumains, qui aurait dû être pour les Puissances centrales le signal de leur effacement définitif, fut, au contraire, celui d'un soudain rétablissement. La tardive décision du gouvernement de Bucarest avait donné le temps aux Allemands de courir au plus pressé. Sous les menaces accumulées, l'empereur Guillaume sacrifia Falkenhayn, responsable des hécatombes de Verdun, et fit appel à Hindenburg, commandant en chef du front est. Celui-ci commença par imposer aux alliés de l'Allemagne l'exer-



OFFENSIVE AUSTRO-ALLEMANDE EN ROUMANIE (septembre-décembre 1916).

cice du commandement unique ; puis, ayant obtenu du kaiser l'abandon définitif des attaques sur Verdun et fait, au front occidental, une rapide visite dont on a vu plus haut les résultats, il préleva sur ce front les divisions nécessaires pour former le noyau des armées destinées à écraser sans retard la Roumanie.

Le 1<sup>er</sup> septembre, le maréchal Mackensen, à la tête d'une armée disparate, faisait irruption en Dobroudja, enlevait Turtukaï et Silistrie. Le commandement roumain, avec l'aide de quelques divisions russes, enraya pendant quelques jours cette poussée. Mais le 19 octobre, Mackensen rejetait ses adversaires au nord de la voie ferrée Constantza-Czernavoda, puis ramenait en secret le gros de ses forces dans la région de Sistoa. Les armées principales roumaines avaient été assaillies le 19 septembre par deux armées, l'une allemande (Falkenhayn), l'autre autrichienne (von Arz), et rejetées jusqu'à la crête frontière. Le 11 novembre, la phase décisive commençait. Falkenhayn débouchait brusquement de la passe de Vulcain, descendait la vallée du Jiu et venait tendre la main à Mackensen qui avait franchi le Danube. Le 3 décembre, les deux armées réunies livraient sur l'Argès une bataille dont Bucarest était l'enjeu. Les Roumains, après une contre-manoœuvre habile dont la réussite fut compromise par la coupable inaction des forces russes disponibles en arrière du champ de bataille, durent abandonner leur capitale et se mettre en retraite vers le Sereth. Dans les premiers jours de janvier 1917, le gros des forces roumaines, enfin étayé par les Russes, se fixait sur la ligne Sereth-Putna, de Galatz à Focsani. Il n'avait pas fallu plus de 5 mois aux Austro-Allemands pour anéantir les espoirs que l'Entente avait fondés sur l'intervention roumaine.

**L'ARMÉE D'ORIENT.** — Les forces qui avaient passé l'hiver 1915-1916 dans le camp retranché de Salonique reçurent au printemps l'appoint de 6 divisions serbes reconstituées par les soins des Français. Ce renfort élevait à 300 000 hommes l'effectif de l'armée d'Orient. Le général Sarrail, son chef, se donna de l'air en portant un détachement à Florina qui éclairait sa gauche. Le 27 mai, les Bulgares avec la complicité du gouvernement grec, avaient occupé le fort de Rupel qui leur ouvrait la Macédoine orientale.

Telle était la situation, quand l'armée d'Orient, conformément au plan concerté avec les Roumains, se disposait à prendre l'offensive le 20 août. Mais, coïncidence remarquable, les Bulgares la prévinrent en déclenchant, le 17 août,



MACKENSEN, NÉ EN 1849.



des attaques aux deux ailes du front : à l'Est, ils envahirent la Macédoine orientale capturant au passage le 4<sup>e</sup> corps d'armée grec. A l'Ouest, ils enlevèrent Florina et marchèrent sur Ostrovo, débordant notre gauche. Ce fut seulement le 28 août que cette dernière poussée, grosse de danger, fut enrayée. Le 14 septembre, les Serbes commencèrent de refouler la droite bulgare sur Florina, dont les Français s'emparèrent le 17. Le 2 octobre, nous pénétrions en territoire serbe et il faudra attendre le mois de novembre pour que les Alliés pussent occuper Monastir. Ce beau succès, malheureusement inexploitable, marqua la limite de l'effort des armées alliées en Orient, et le front se stabilisa aussitôt.

A la suite de cette campagne, la situation de l'armée d'Orient était grandement améliorée. Elle cessait de faire figure d'assiégée dans son camp retranché. Mais la nécessité de parer à l'offensive bulgare l'avait empêchée de réaliser l'action demandée par les Roumains en direction de Sofia. Elle se sentait en même temps paralysée par la menace que faisait peser sur sa ligne de communications la duplicité du roi Constantin, chaque jour plus évidente et bientôt assez ouverte pour que Venizelos crût devoir constituer à Salonique un contre-gouvernement, favorable aux Alliés. En septembre 1916, le corps hellénique qui occupait la ville de Cavalla la céda aux Bulgares au lieu de se défendre contre eux, et accepta son internement en Allemagne. Le 1<sup>er</sup> décembre suivant, des détachements de marins alliés, débarqués à Athènes même pour y appuyer par une démonstration pacifique les réclamations de l'Entente y furent victimes d'un odieux guet-apens. Le maintien sur le trône d'un souverain, qu'on avait jusqu'alors ménagé en considération de ses relations avec les cours de Londres et de Pétrograd, parut dès lors incompatible avec la sûreté de l'armée d'Orient. Après la révolution russe, Jonnart, envoyé en mission spéciale en Grèce, débarqua à Athènes avec l'appui d'un corps de troupes et présenta au roi, au nom de l'Entente, une demande d'abdication, qui fut aussitôt signée (juin 1917). Le successeur de Constantin, son second fils, Alexandre, rappela Venizelos et se rapprocha de l'Entente.

#### LA GUERRE HORS D'EUROPE.

— En *Arménie*, les Russes, sous la vigoureuse impulsion du grand-duc Nicolas, avaient pris l'offensive, battu de nouveau la III<sup>e</sup> armée ottomane, pris Erzeroum (15 janvier), Trébizonde (avril), Bitlis et Mouch.

Dans l'*Irak*, les Anglais s'étaient, en 1915, avancés vers Bagdad. Mais le général Townshend, battu à Ctésiphon le 22 novembre, et investi dans Kut-el Amara par les Turcs, dut capituler le 29 avril 1916. Les Turcs ne poursuivirent pas leur succès et, d'accord avec les Allemands, détournèrent une partie de leurs forces vers la Perse où les Russes avaient pénétré.

Sur le *front égyptien*, les Anglais repoussèrent au début d'août un coup de main dirigé contre le canal de Suez. Poursuivis par la cavalerie anglaise, les Turcs se rejetèrent vers El-Arish d'où ils furent chassés le 21 décembre. Les Anglais s'arrêtèrent au seuil de la Terre-Promise, et employèrent l'hiver à conduire jusqu'à Rafa le rail et une conduite d'eau.

Malgré son impuissance flagrante à défendre les frontières de l'Empire ottoman, Enver Pacha n'avait pas ménagé son concours à la Direction suprême : les meilleures divisions turques (au nombre de sept) étaient allées se battre aux côtés des Austro-Allemands ou des Bulgares en Galicie, en Roumanie et en Macédoine. Cette stratégie fastueuse ne pouvait que hâter l'heure de l'épuisement total et définitif.

**LA GUERRE SUR MER.** — L'événement maritime le plus important de cette période de la guerre fut la bataille du Jutland. Le 31 mai, l'amiral Scheer sortit de sa base d'Héligoland avec la flotte de haute mer allemande sans qu'on puisse avec certitude dire dans quel dessein il prenait le large. Le hasard voulut que le commandant en chef anglais, l'amiral Jellicoe, se trouvât ce jour-là en mer du Nord avec la « Grand Fleet ». La rencontre eut lieu au large de la côte du Jutland ; elle fut sanglante et indécise, et se termina par la retraite des Allemands. Les deux adversaires proclamèrent leur victoire, les Anglais parce qu'ils étaient restés maîtres du champ de bataille, les Allemands parce que leurs pertes étaient moindres. Sans entrer dans des considérations techniques, on peut constater que ces derniers ne risquèrent plus pareille aventure. Et cela suffit à trancher le débat.

**LE BILAN DE 1916.** — L'année 1916 se terminait pour les deux adversaires sur une impression générale de lassitude.

Les attaques qui, à Verdun, le 24 octobre, le 2 novembre et le 10 décembre, rendaient aux Français avec Douaumont et Vaux la majeure partie du territoire que l'ennemi avait mis six mois à conquérir, montraient le moral du soldat allemand fortement entamé. A l'intérieur de l'Empire, malgré la forte volonté d'Hindenburg et de Ludendorff qui essayaient de galvaniser les énergies, et de mobiliser toutes les ressources, le peuple ne vibrait plus quand les cloches sonnaient de nouvelles victoires ; le blocus, malgré les neutres, se resserrait.

La situation intérieure de l'Autriche était plus grave encore. Le 21 novembre 1916, le vieux François-Joseph était mort, et le jeune empereur Charles manifestait tout de suite sa résolution de reprendre sa liberté d'action militaire, en attendant qu'il fît connaître son désir d'arrêter une guerre dont ses peuples ne voulaient plus (1).

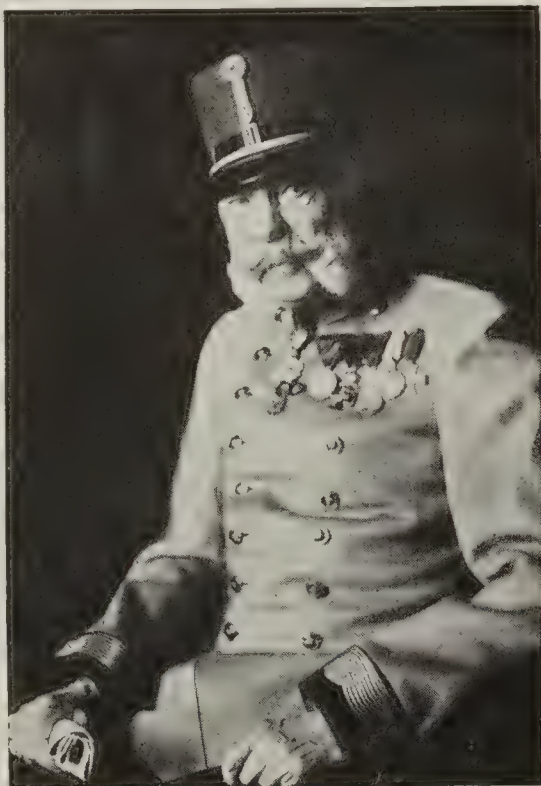
**LES TENTATIVES DE PAIX.** — Ce fléchissement de la volonté de guerre était assez naturel pour paraître vraisemblable également dans le camp adverse, et il inspira soit aux Empires centraux, soit aux neutres, des offensives de paix qui remplirent tout l'hiver 1916-1917.

La première vint de l'Allemagne, qui commençait à douter de la victoire finale. Par une note du 12 décembre 1916, elle invita l'Entente à discuter avec elle une « offre de paix et de conciliation », mais comme elle se gardait d'en indiquer les bases, sa démarche donna l'impression d'une manœuvre de guerre destinée à ébranler le moral et surtout l'union des Alliés. Elle n'eut donc pas de suites.

L'Amérique entra en scène immédiatement après. Puisant dans sa récente réélection (21 novembre) le droit d'appliquer ses idées pacifistes, le président Wilson sembla se persuader, en voyant tous les belligérants invoquer les mêmes principes, qu'ils n'étaient séparés que par des malentendus ; il leur demanda donc (18 décembre) de lui faire connaître leurs « buts de guerre », sans doute avec l'espoir de les accorder, mais sans paraître s'apercevoir que la question n'avait de raison d'être que pour les auteurs et non pour les victimes d'une agression préméditée. La même confusion devait se retrouver quelques jours après (22 janvier) dans un message au Sénat, où il préconisait une « paix sans victoire » comme l'issue

désirable de la lutte. Les puissances de l'Entente avaient auparavant répondu à sa demande (10 janvier 1917) par une note collective où elles définissaient avec précision les restitutions, réparations et garanties qu'elles estimaient nécessaires et qu'elles devaient d'ailleurs réaliser plus tard. La réponse de l'Allemagne (31 janvier) était toute différente. Après avoir donné une adhésion de forme aux principes énoncés dans la note Wilson, elle se déclarait forcée par l'obstination belliqueuse de ses adversaires à employer tous ses moyens, à supprimer les ménagements observés jusqu'alors dans la guerre sous-marine et à couler tous les navires neutres, ou ennemis, qui aborderaient sur les côtes des États ennemis, déclarées en état de blocus. C'était rendre inévitable la rupture avec un pays attaché par-dessus tout au principe de la liberté des mers.

A ces négociations officielles répondit enfin, dans les semaines qui suivirent, une tentative officieuse et secrète de l'Autriche, orientée dans le même sens, mais vouée au même échec. Depuis son avènement, le jeune empereur Charles I<sup>er</sup> était obsédé par des idées de paix immédiate, que justifiait l'épuisement de ses peuples et qu'entretenait l'influence de sa femme Zita. Il chargea son beau-frère, le prince Sixte de Bourbon-Parme, qui servait dans les rangs de l'armée belge, de porter à Paris l'offre de traiter aussitôt et séparément avec les Alliés, sur la base de l'intégrité territoriale de la monarchie, mais avec la promesse de soutenir, lors de la paix générale, leurs principales revendications, notamment celles de la France sur l'Alsace-Lorraine. Au cours de trois voyages à Paris (février-mars) le prince transmit ces propositions aux hommes politiques français, qui les communiquèrent aussitôt aux Alliés. Ceux-ci les laissèrent tomber d'un commun accord, après avoir échangé leurs vues à ce sujet à



L'EMPEREUR FRANÇOIS-JOSEPH. CL. H. MANUEL.

(1) A la fin de 1916, il y avait 1 328 000 prisonniers autrichiens en Russie.



Saint-Jean-de-Maurienne (19 avril), soit parce qu'elles ne paraissaient pas présenter de précisions et de garanties suffisantes, soit surtout parce que la condition principale était incompatible avec les promesses d'agrandissements territoriaux faites par eux à l'Italie.

Dans le camp allié, l'exécution du plan de décembre 1915 avait donné à l'Entente une victoire qui pour être inachevée l'encourageait à persévérer dans la voie où elle s'était engagée. Le 15 et le 16 novembre, le général Joffre réunit encore une fois à Chantilly les généraux en chef alliés ou leurs représentants. Il dressa devant eux l'inventaire des forces de la coalition : 450 divisions dépassant d'une centaine le total des divisions adverses. La recherche d'une bataille décisive en 1917 lui apparaissait comme rationnelle et nécessaire. Cette bataille, sous forme d'offensives concordantes sur tous les fronts se déclencherait dans la première quinzaine de février pour empêcher l'ennemi de ressaisir l'initiative des opérations.

Mais l'autorité du commandant en chef français avait vu se dresser contre elle et grandir l'opposition de la majeure partie des Chambres. Dans le pays et dans l'armée, après la longue angoisse de Verdun et les immenses espoirs que la Somme avait suscités, la déception de cette fin d'année empêchait de mesurer les résultats acquis. Le 16 décembre, le cabinet Briand appelait à la tête des armées françaises le général Nivelle qui venait de s'illustrer à Verdun à la tête de la II<sup>e</sup> armée. Ce changement de commandement impliquait un changement dans les plans d'opérations, et le général Nivelle, nouveau venu, allait avoir à se créer d'emblée, dans la coalition, la situation prééminente que son prédécesseur s'était acquise aux jours décisifs de la *Marne*, de la *Course à la mer* et de *Verdun*. Là étaient les germes des incertitudes et des épreuves nouvelles que l'année 1917 devait réserver à l'Entente.

## 1917

Si l'on jette un coup d'œil sur la chronologie de la guerre pendant l'année 1917, on se trouve en présence d'un défilé ininterrompu de bouleversements sociaux, d'émeutes, de révolutions, de modifications dans les gouvernements de guerre. Cette constatation est utile pour situer dans leur cadre les événements militaires et pour en expliquer le cours.

Les Empires centraux avaient, à la fin de 1916, par l'écrasement de la Roumanie, considérablement amélioré leur « carte de guerre », mais au prix d'un épuisement stratégique qui leur imposait un répit prolongé ; on peut admettre que les manœuvres de paix qu'ils avaient tentées dans les dernières semaines de cette année visaient au minimum à leur procurer ce délai dont le besoin se faisait impérieusement sentir. L'échec de ces manœuvres les obligea à adopter pour la campagne de 1917 un plan de temporisation dont les éléments essentiels se peuvent ainsi résumer :

1<sup>o</sup> Sur terre, Hindenburg, voulant se réserver la possibilité d'esquiver les coups de la masse franco-anglaise dont il prévoyait la prochaine rentrée en action, adopta l'idée d'un vaste « repli stratégique ». Une solide position était en cours d'achèvement sur la ligne courant d'Arras à Vailly-sur-Aisne par Saint-Quentin et La Fère. C'était la ligne « Hindenburg ». Le commandement suprême décida que cette ligne serait occupée après qu'aurait été systématiquement dévasté le territoire qui la séparait du front. Il devait résulter de cette manœuvre une économie de forces, et l'avantage d'entraver la liberté d'action de l'Entente, dans une région où elle avait manifestement l'intention et le pouvoir de reprendre avec avantage les opérations ;

2<sup>o</sup> Sur mer, on résolut de recourir à la guerre sous-marine totale, sans restrictions. En 1916, les opérations des sous-marins s'étaient ressenties du soin avec lequel le chancelier Bethman-Hollweg avait cherché à ménager les États-Unis. Hindenburg et Ludendorff, appuyés par les déclarations des experts navals allemands, firent cesser ces scrupules que les militaires considéraient comme une faiblesse, et les marins comme une gêne insurmontable. Le 31 janvier 1917, l'Amirauté allemande proclamait que tout navire, neutre ou non, rencontré dans les eaux de l'Angleterre, de la France et de l'Italie serait coulé sans avertissement. Cette décision devait mettre en 6 mois les Alliés « à genoux ». Ces prévisions ne se réalisèrent pas. Par contre, la déclaration de blocus entraîna les États-Unis dans la guerre ;

3<sup>o</sup> Dans l'ordre économique et politique, la Direction suprême donna à l'Allemagne une forte impulsion. Ludendorff aurait souhaité



NIVELLE (1856-1924). CL. COGNÉ.

instituer une dictature militaire qui eût militarisé la nation et mis aux mains du commandement toutes les ressources du pays. L'empereur n'alla pas jusque-là. Tout au plus accorda-t-il une série de mesures, telle la loi sur le *service auxiliaire*, qui signifiait une mainmise sur la vie économique et privée de l'Empire. On organisa l'*exploitation* intensive des pays conquis, et on remania le *plan des fabrications* de guerre pour en augmenter le rendement. Enfin, on s'attela avec vigueur au problème des effectifs, le « matériel humain », pour employer l'expression si déplaisante allemande, étant celui dont on avait le plus besoin. En récupérant des blessés, des inaptes, des ouvriers remplacés dans les usines par des femmes, on parvint à créer 13 divisions allemandes nouvelles qui vinrent fort opportunément accroître le nombre des pièces de l'échiquier stratégique. Et von Beseler, gouverneur

de Varsovie, nourrit même, quelque temps, l'espoir de constituer une armée polonaise qui se battrait contre les Russes.

**LA RÉVOLUTION RUSSE.** — L'année 1917 s'ouvrait aussi grosse de dangers mortels pour les Germaniques que pleine de promesses pour les Alliés. Cela résultait essentiellement du fait que ces derniers détenaient alors une supériorité absolue en *moyens utilisables* et en ressources *latentes*. La Russie contribuait à cette supériorité, car elle était arrivée à l'apogée de son organisation de guerre au double point de vue des *fabrications* et de l'*emploi tactique des effectifs et du matériel* : elle avait reconstitué son armement en fusils et canons de campagne ; elle l'avait augmenté en mitrailleuses et canons lourds ; elle disposait d'un stock de munitions presque aussi important que celui de la France ; elle avait porté le nombre de ses divisions sur le front européen à 200. C'est dire que la puissance militaire russe était devenue une pièce maîtresse du jeu allié.

Or, tandis que, sur le front occidental, les adversaires préparaient, les uns leur attaque et les autres leur parade, les premiers allaient se trouver affaiblis par la défection de leur principal allié oriental.

Au cours de l'hiver 1916-1917, des indices multipliés laissaient prévoir l'approche d'une grave crise intérieure en Russie. Tandis que, sur le front, l'insuffisance des munitions et la supériorité matérielle de l'adversaire inspiroient aux combattants un découragement profond, c'était pire encore à l'arrière. L'évidente impuissance du gouvernement tsariste à supporter longtemps l'effort d'une grande guerre, son obstination à la conduire par les vieilles méthodes de l'absolutisme, sa défiance persistante envers la Douma, les intrigues germanophiles dont la cour était le théâtre, la faveur dont y jouissait un vulgaire aventurier, le moine Raspoutine, enfin les soupçons de trahison auxquels donnaient prise les défaillances patriotiques de certains ministres, avaient développé dans toutes les classes de la société, avec un mécontentement croissant, cette persuasion que les choses ne pouvaient continuer ainsi et que l'équilibre politique et social se trouvait à la merci de la moindre secousse.

Ce furent des difficultés économiques qui en amenèrent la rupture. Au cours de l'hiver, l'imperfection du ravitaillement avait provoqué déjà des bagarres dans plusieurs grandes villes. Quand, le 7 mars, la capitale vint à manquer de pain et que des rassemblements tumultueux se formèrent partout pour en réclamer, il suffit de la défection de quelques troupes et de la complicité générale des esprits pour transformer des échauffourées en émeute, et l'émeute en révolution. Dès le 11 mars, le Président de la Douma constituait, avec quelques-uns de ses collègues, un gouvernement provisoire. L'empereur, revenant du front, ayant dû abdiquer (14 mars) et son frère Michel, désigné pour lui succéder, ayant refusé la couronne, cet organisme improvisé devint la seule autorité légale. Il promulgua en bloc une série de réformes démocratiques et transmit le pouvoir à un ministère qui devait l'exercer en attendant la réunion d'une Constituante. La République se trouvait dès lors fondée en fait.

La révolution, accomplie en quelques jours sans trop d'effusion de sang, fut d'abord acceptée par les alliés d'Occident, qui en attendaient une reprise d'activité guerrière. Elle devait tromper ces espoirs, car elle avait été l'œuvre et allait devenir la lutte de deux partis opposés ; d'une part, les bourgeois et intellectuels libéraux, sortis de la Douma et qui avaient pris le pouvoir ; d'autre part, les prolétaires socialistes, qui aspiraient à les en déposséder, et avaient pour organe un *Soviet*, un « Conseil des ouvriers et soldats ». Si les uns parlaient encore de guerre à outrance, les autres proclamaient la nécessité de la paix à tout prix. Il était à prévoir que les plus mesurés ne tarderaient pas à être débordés, puis évincés par les plus violents. L'un des pre-



miers actes du nouveau gouvernement avait porté un coup fatal à la discipline militaire (Prikase n° 1, 14 mars) en abolissant les honneurs extérieurs rendus aux officiers. Abandonnés à eux-mêmes, les soldats désertèrent en masse pour concourir, dans leurs villages, au partage des terres qu'on leur annonçait. La dissolution complète de l'armée ne fut retardée que par l'action d'un des nouveaux ministres, Kerenski, jeune avocat socialiste, dont l'éloquence enflammée donnait l'illusion de l'énergie et qui s'employa à galvaniser ce qui restait de patriotisme dans l'esprit des masses. Néanmoins, quand, le 3 avril, les Allemands attaquèrent les têtes de pont du Stokod, ils enfoncèrent des troupes démoralisées. Ils pouvaient désormais être tranquilles et dégarnir sans crainte leur front oriental.

La conséquence immédiate de cette révolution — qui bouleversa toutes les prévisions faites sur le sort de la campagne de 1917 — fut que les Alliés perdaient deux avantages capitaux : leur *supériorité numérique* et la possibilité de déclencher sur les deux fronts, occidental et oriental, des attaques concordantes. Et cela permit de saisir le désarroi où tombèrent soudainement les Alliés, comme on le verra plus loin, en pleine gestation de leur bataille décisive. De ce moment, la stratégie de l'Entente se désagrège : les Anglais après le demi-succès d'avril vont se battre en Flandre et intensifient leur effort sur les théâtres asiatiques ; les Italiens se cantonnent dans l'expectative jusqu'en août ; et les Français se bornent à des offensives prudentes et limitées.

Les affaires en étaient là quand se produisit l'intervention de la seule grande puissance restée encore en dehors du conflit.

**L'INTERVENTION AMÉRICAINE.** — Dès les débuts de la guerre, les milieux officiels de la grande République américaine avaient senti la difficulté d'une neutralité complète dans un conflit qui débordait les limites géographiques où il était confiné. Mais les sympathies ouvertes ou latentes en faveur des Alliés se heurtaient à l'indifférence de l'opinion, surtout dans le Centre et dans l'Ouest, à l'hostilité des citoyens, les uns d'origine polonaise qui détestaient la Russie, les autres d'origine irlandaise qui haïssaient l'Angleterre, et à la menace des Germano-Américains qui avaient conservé des liens étroits avec leur première patrie. L'autonomie des États, l'attachement à une doctrine qui répugnait à se mêler des affaires de l'Eu-

rope, achevaient de diviser l'opinion. Mais, peu à peu, l'Amérique fut dans la nécessité de commercer avec les seuls alliés. Et le patriotisme américain se cabrait devant les intrigues hostiles que l'Allemagne entretenait au Mexique. Il y a dans l'âme américaine, côte à côte, un réalisme brutal et un idéalisme religieux dont notre rationalisme a peine à concevoir l'existence parallèle. L'intervention se produisit le jour où elle parut nécessaire à la fois à cet idéalisme et à ce réalisme. La révolution russe dissipa, au surplus, les scrupules qui avaient fait jusqu'alors hésiter les États-Unis à s'engager dans la lutte aux côtés d'un État autocratique et la préoccupation de défendre le principe de la liberté des mers n'y contribua pas moins. L'Allemagne provoqua d'elle-même leur intervention en revenant, par sa note du 31 janvier, sur les concessions qu'elle leur avait précédemment consenties. A cette provocation, le président Wilson riposta aussitôt par la rupture des relations diplomatiques et le rappel des ambassadeurs (3 février), demi-mesure qui rapprochait de la guerre, mais laissait encore la voie ouverte à un accommodement. Dans les deux mois suivants, la reprise des torpillages de bateaux de commerce et la découverte d'intrigues anti-américaines au Mexique emportèrent la détermination du Président et firent tomber les dernières résistances que la cause de l'intervention rencontrait dans une fraction de l'opinion. Le 6 avril, le Président faisait voter par le Congrès, au cours

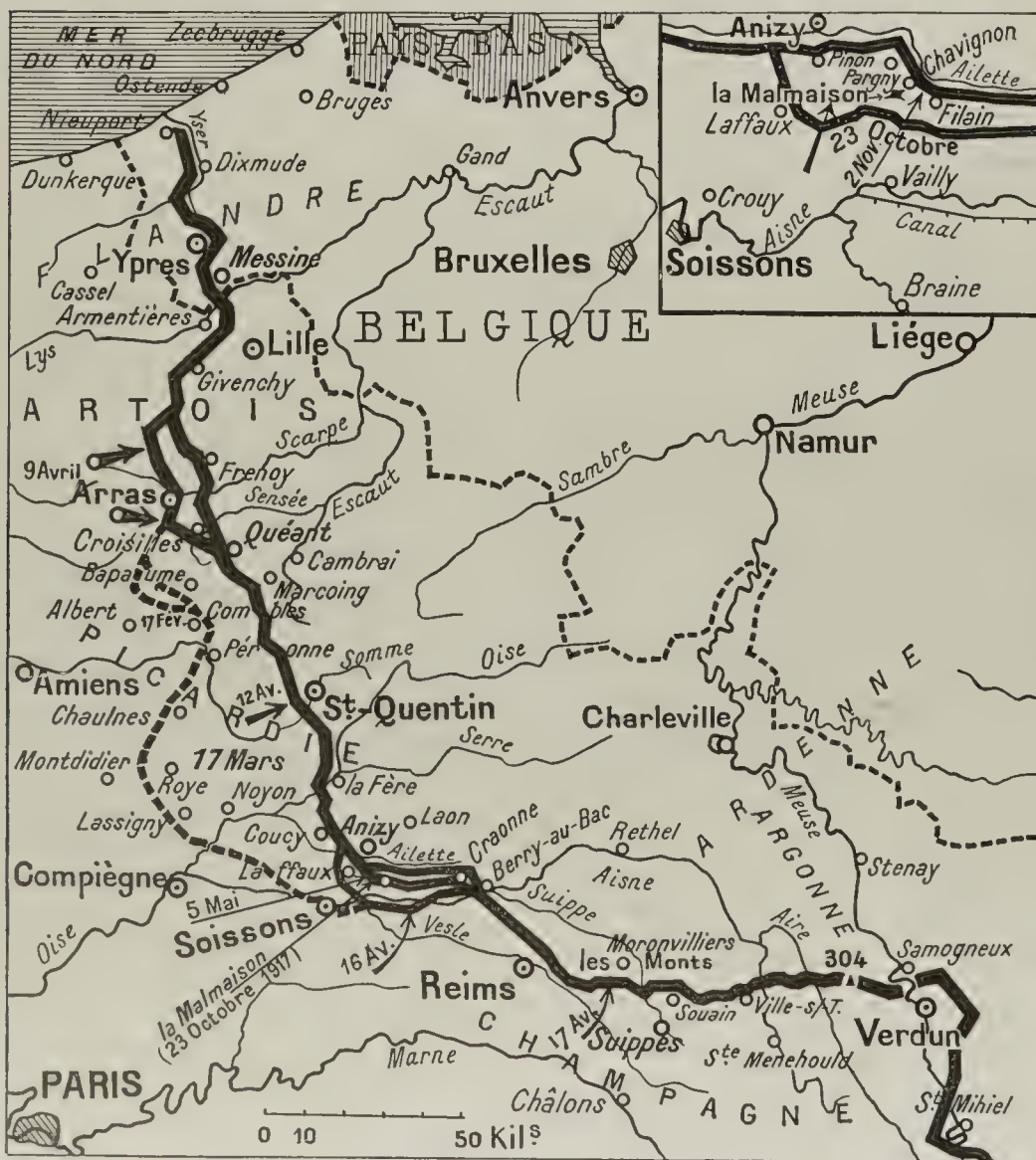


DOUGLAS HAIG, NÉ EN 1861. CL. H. MANUEL.

d'une séance historique et à la suite d'un discours mémorable, la déclaration de guerre à l'Allemagne. A la vérité, le concours armé des États-Unis ne fut alors pour l'Entente qu'une promesse et une espérance ; car rarement un grand peuple prit part à un aussi vaste conflit avec un moindre appareil militaire : l'armée régulière comptait 200 000 hommes ; la garde nationale, 15 000. La conscription n'existait pas. Il n'y avait pas plus de cadres que de matériel. Mais si les forces américaines ne devaient entrer qu'ultérieurement dans la mêlée, l'or américain rendit tout de suite aux Alliés le « nerf de la guerre » sous forme de crédits à l'Angleterre, à la France, à l'Italie, qui en avaient dès ce moment un pressant besoin.

**LA BATAILLE DE PRINTEMPS SUR LE FRONT OCCIDENTAL.** — Aussitôt après avoir fait adopter par les armées alliées le plan d'ensemble pour l'année 1917, le général Joffre avait, d'accord avec le général D. Haig établi les bases de la prochaine bataille franco-anglaise. Cette opération n'était en somme que la reprise, avec de plus grands moyens et sur un front élargi jusqu'à l'Oise, de la bataille qui s'était éteinte en Picardie à l'entrée de l'hiver précédent. Les deux généraux en chef se réservaient, en outre, la possibilité de profiter de l'usure ennemie pour faire rebondir leurs offensives en Champagne et dans les Flandres.

Sur ces entrefaites, comme on l'a vu, le vainqueur de la Marne avait cédé la place au général Nivelle. Celui-ci adopta un plan de manœuvre qui devait se réaliser en trois temps : le groupe d'armées du Nord, à la tête duquel le général Franchet d'Espèrey venait de remplacer le général Foch fixerait l'ennemi de concert avec les Anglais par une attaque entre l'Oise et Arras ; la rupture du front serait recherchée ensuite par une attaque entre Reims et le canal de l'Oise à l'Aisne ; dans la brèche produite par cette offensive, une armée de manœuvre, réservée jusque-là, serait lancée en direction de Guise pour couper les communications de l'ennemi.



LES OFFENSIVES DE 1917 SUR LE FRONT OCCIDENTAL.



Le général Micheler, commandant un *groupe d'armées de réserve*, serait chargé de l'opération principale et de l'exploitation ; les armées Mazel (V<sup>e</sup>) et Mangin (VI<sup>e</sup>) ayant pour mission la *rupture* ; la X<sup>e</sup> armée (Duchêne) l'*exploitation*.

Comme on le voit, ce plan transportait l'effort des armées françaises dans la région de l'Aisne. Le retard qui en résulta se peut mesurer exactement. Au lieu d'attaquer au début de février comme le voulait Joffre, on admit qu'on ne pourrait entamer l'offensive qu'au début d'avril.

Mais, le 17 février, les Allemands exécutèrent dans la région de l'Ancre un repli volontaire, que suivit à partir du 17 mars le repli de grande envergure qui les ramena sur la position Hindenburg. Le groupe des armées du Nord et la droite britannique entamèrent une difficile poursuite dans une région ravagée, et vinrent, au bout de dix jours, prendre le contact de la nouvelle position ennemie. La manœuvre allemande rendait impossible le premier temps de la nôtre, dévolu au groupe d'armées du Nord. Le général Nivelle modifia aussitôt son plan dans le sens d'une extension des attaques de rupture, dont la base fut prolongée à l'Est jusqu'à la Suippe (groupe d'armées du Centre, général Pétain), à l'Ouest jusqu'à hauteur d'Anizy-le-Château. La majeure partie des moyens dévolus à Franchet d'Espèrey fut distribuée entre les généraux Micheler et Pétain. Quant aux Anglais, ils attaqueraient dans la région d'Arras entre Quéant et Givenchy.

Cependant, la rupture du front de l'Aisne apparaissait aux exécutants hérissée de difficultés. Il fallut un conseil tenu à Compiègne sous la présidence du chef de l'État Poincaré pour permettre au général Nivelle de plaider les avantages d'une offensive dont ses lieutenants inquiets et sceptiques paraissaient redouter l'exécution.

C'est dans cette atmosphère de doute que la bataille s'ouvrit le 9 avril, sur le front britannique. Elle se poursuivit, le 12, par l'attaque de la III<sup>e</sup> armée française ; puis le 16, par celle du groupe d'armées de réserve (VI<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> armées) ; et enfin le 17, par l'assaut de la IV<sup>e</sup> armée contre les Monts de Champagne. Partout, les Alliés, défavorisés par les circonstances atmosphériques, se heurtèrent à un adversaire aux aguets. Ils remportèrent des avantages sérieux, mais la percée ne se produisit ni en Artois, ni au nord de l'Aisne, ni en Champagne. Force fut donc au général Nivelle de plier sa bataille au rythme d'une lutte d'usure. A partir du 23 avril, il ordonnait aux groupes d'armées de réserve et du Centre, d'entamer une offensive qui visait seulement à dégager Reims et à asseoir nos lignes au nord de l'Aisne.

La bataille se ralluma le 30 devant Moronvilliers (IV<sup>e</sup>). Le 3 mai, les Britanniques s'engageaient sur un front de 26 kilomètres depuis le nord de la Scarpe (Frenoy) jusqu'au sud de la Sensée (Quéant).

Le 4, les V<sup>e</sup> et X<sup>e</sup> armées, et le 5 mai, la VI<sup>e</sup> armée attaquaient à leur tour. Partout, les gains furent faibles.

Le 11, le gouvernement français retirait au général Nivelle ses fonctions, et les confiait, le 15, au général Pétain.

#### LA CRISE MORALE DANS L'ARMÉE FRANÇAISE. —

Au moment où le général Pétain prit le commandement, un grave problème se posait devant lui, non plus stratégique ou tactique, mais psychologique.

Des mutineries se produisirent, qui avaient à la fois des causes extérieures à l'armée, et d'autres qui étaient, si l'on peut dire, d'ordre interne. Les causes extérieures étaient du ressort du pouvoir politique. Le général Nivelle en avait, dès février, signalé le danger. Le général Pétain ne put qu'insister à son tour. Mais si ces influences malsaines avaient produit dans l'armée des effets si rapides, c'est qu'elles y avaient trouvé un terrain favorable. Nous touchons ici aux causes profondes du mal.

L'armée française était lasse. Depuis Verdun, ce n'avait été que combats alternés avec de brefs séjours dans des secteurs défensifs. La préparation de l'offensive du printemps 1917 et cette offensive même avaient porté à son comble la fatigue des troupes. La déception qui suivit fit le reste.

Le général en chef courut au plus pressé. Il fit appel à l'énergie du commandement à tous les échelons. « Je maintiendrai, écrivait-il, la répression avec fermeté, mais sans oublier qu'elle s'applique à des

soldats qui, depuis trois ans, sont avec nous dans les tranchées ». Et il définissait l'attitude nécessaire du commandement, il visait les responsabilités à prendre, la dignité à sauvegarder, l'indépendance dans le respect, la liberté dans l'obéissance, l'estime réciproque entre le chef et le subordonné, le commun dévouement au pays.

Puis une série de mesures visèrent le bien-être et l'instruction des troupes (permissions, repos, amélioration des cantonnements et de la nourriture, création de coopératives). Le repos relatif que l'extension du front anglais et le ralentissement des opérations permirent d'assurer aux troupes accentua la détente.

Enfin, on recréa la confiance par des actions soigneusement préparées, heureuses, « rémunératrices » qui montrèrent un commandement sûr de ses méthodes, ne demandant que les sacrifices indispensables, et où l'armée apprit à voir dans un miroir, pour un temps limité, l'image de la victoire. Cette armée qui, en mai 1917, n'avait pu supporter la déception d'une demi-victoire, résistera sans faiblir et sans douter aux coups terribles de 1918. Tant il est vrai que « les forces morales sont prépondérantes à la guerre ».

#### LES OPERATIONS SUR LE FRONT OCCIDENTAL PENDANT LES DERNIERS MOIS DE 1917. —

Le commandement allié, après les infructueuses tentatives d'avril-mai, renonça à poursuivre les grandes poussées. La « convalescence » de l'armée française imposa provisoirement aux armées britanniques la lourde charge « d'accrocher » les Allemands. En juin, ce fut la conquête par les Anglais de la crête Wytschaete-Messines, c'est-à-dire l'élargissement du saillant d'Ypres vers le Sud ; puis, de la fin de juillet à novembre, se succédèrent les assauts de l'offensive des Flandres (à laquelle des troupes françaises participèrent). L'opération de juin lui avait servi de préface, et son objectif stratégique était constitué par les bases sous-marines d'Ostende et de Zeebrugge. Si ce but ne fut pas atteint, du moins les Allemands furent-ils rudement malmenés. Ils perdirent 30 000 prisonniers et 70 de leurs divisions durent être engagées dans cette bataille. Malheureusement, l'usure fut réciproque. On allait s'en apercevoir en mars 1918.

Pendant ce temps, les Français menaient sur le front des offensives « à objectif

limité » dont les caractéristiques résidaient dans la recherche de la surprise et dans la puissance des moyens mis en action. Du 20 au 25 août, les Français reprenaient, de part et d'autre de Verdun, la cote 304 et le Mort-Homme sur la rive gauche. Beaumont, la cote 344 et Samogneau sur la rive droite, et faisaient 10 000 prisonniers. Du 23 au 27 octobre, la bataille de la Malmaison chassait les Allemands du saillant de Laffaux et, par contre-coup, les obligeait à évacuer toute la crête du Chemin des Dames. 11 500 prisonniers restaient aux mains des vainqueurs. Enfin, le 20 novembre, les Anglais attaquaient sous Cambrai. Cette opération fut exécutée par surprise, avec le concours d'une masse importante de « chars » qui assurèrent, à la place de l'artillerie, la mission d'ouvrir la voie à l'infanterie. L'importante avance réalisée au début de l'action fut annulée par les contre-attaques ennemies.

Ces batailles avaient mis en évidence la valeur technique acquise par les troupes anglaises, et montré aux Allemands que l'armée française avait surmonté la crise du printemps précédent.

#### NOUVELLES TENTATIVES DE PAIX. —

Le ralentissement des opérations et l'épuisement croissant des belligérants présentaient des conditions favorables à de nouvelles offensives de paix. D'une part, en avril, des socialistes neutres convoquèrent à Stockholm une conférence de leurs coreligionnaires politiques de tous les pays pour y discuter en commun le but de guerre réciproque. Les gouvernements de l'Entente ne virent dans cette démarche qu'une manœuvre morale profitable à l'Allemagne, et refusèrent à leurs ressortissants respectifs les passeports nécessaires pour se rendre à Stockholm (mai). D'autre part, le pape Benoît XV offrit par une note pontificale (1<sup>er</sup> août) sa médiation aux belligérants pour mettre fin à la guerre ; au cours de transactions restées encore assez obscures, il avait préalablement pressenti l'Allemagne dont le Reichstag venait de voter (10 juillet) une motion en faveur de la paix. Les propositions pontificales s'inspiraient du précepte évangélique du pardon des injures, et



PÉTAÏN, NÉ EN 1856. CL. ILLUSTRATION.



semblaient tendre, à part quelques modifications, au rétablissement du *statu quo ante bellum*.

Aussi parurent-elles insuffisantes aux États de l'Entente, dont le président Wilson se fit l'interprète en leur opposant une fin de non recevoir (17 août). L'Angleterre, toutefois, n'avait pas voulu les écarter définitivement avant de savoir à quelles concessions l'Allemagne était disposée sur la question de la Belgique, qui lui tenait particulièrement à cœur. Transmise officiellement à Berlin par la note Pucelli, cette demande y motiva un Conseil de la Couronne (11 septembre), d'où sortit une réponse rédigée en termes assez équivoques pour n'être pas jugée satisfaisante à Londres. Il apparut désormais avec une parfaite clarté que la guerre ne finirait que par une « décision » militaire.

**LA GUERRE SUR LE FRONT RUSSO-ROUMAIN.** — Pour les Empires centraux, le deuxième semestre de 1917 fut un grand retour de fortune. La direction suprême s'y fixa d'abord comme but de consommer la ruine de la Russie et de la Roumanie.

Kerensky, devenu chef du gouvernement, après avoir appelé au commandement en chef le général Broussilov, commanda de reprendre l'offensive de part et d'autre de Stanislau. L'ennemi fut entièrement surpris. Cette bataille, que l'on prit pour un « Valmy russe », n'était que le dernier sursaut d'une armée mourante. Une contre-attaque allemande, en direction de Tarnopol, fit écrouler le front russe. Les soldats votaient avant l'attaque. Ils se débandaient par unités entières ou se rendaient. Les Roumains sauvèrent l'honneur par une victoire à Marasesti, victoire qui ne pouvait avoir de lendemain. Les Allemands n'insistèrent pas. La propagande fut chargée de faire le reste.

Tout au plus, livrèrent-ils, du 31 août au 2 septembre, sous les ordres du général von Hutier, une bataille qui mit entre leurs mains la tête de pont de Riga. Cette facile victoire sur un ennemi qui ne se défendait plus ne mériterait pas d'être mentionnée si elle ne représentait la mise au point d'une tactique nouvelle expérimentée par les Allemands, visant à rompre le front adverse par *surprise*, à la suite d'une *courte* préparation d'artillerie exécutée par une masse énorme de pièces amenées dans le plus grand secret, et qui ne devaient se révéler qu'au dernier moment. On retrouvera, le 21 mars 1918, von Hutier reproduisant avec succès devant Saint-Quentin la manœuvre expérimentée à Riga.

Quant à l'armée russe, elle n'existait plus. Le 7 novembre, les Bolcheviks s'emparaient du pouvoir. Le 21, ils proposaient « au Monde » un armistice que les Allemands acceptaient le 7 décembre.

**CAPORETTO.** — Pour les mêmes raisons qu'en 1915 et 1916, l'armée italienne continua en 1917 de porter son effort vers Trieste. Du 14 mai au début de juin, et dans la seconde quinzaine d'août, elle attaqua sur les plateaux qui dominent à l'Est l'Isonzo. La désagrégation du front russe permit aux Autrichiens de ramener sur ce théâtre des forces nombreuses. Mais, en avril, sans se méprendre sur l'état désespéré de sa situation, le jeune empereur Charles, accompagné du comte Czernin, était venu à Hambourg pour demander à son allié « la paix à tout prix ».

Le cordial dont l'armée autrichienne avait un si puissant besoin lui fut administré sous la forme de la conquête de la Vénétie orientale, du 24 octobre à la fin de novembre. L'opération militaire fut précédée d'une savante manœuvre de *propagande* dans l'armée italienne, pro-

pagande qui trouvait dans certains milieux politiques de la péninsule un écho favorable.

La rupture du front italien fut entreprise dans la haute vallée de l'Isonzo, en amont de Tolmino afin de prendre à revers les lignes du Carso et de la basse vallée du fleuve. Elle fut exécutée, sous les ordres du général allemand Otto von Below, par une armée austro-hongroise renforcée de 7 divisions allemandes soigneusement choisies et équipées. L'exploitation de la rupture rapidement conduite en direction d'Udine-Portonovo, puis de Bellune-Feltre fit tomber la défense

des Alpes Carniques comme celle du Carso. La poursuite ne s'arrêta qu'à la Piave débordée, et sur les derniers contreforts du plateau des Sept-Communes où un nouveau front italien se reconstitua avec l'aide de divisions françaises et britanniques accourues à la rescousse.

Le désastre laissait aux mains de l'ennemi 250 000 prisonniers et 2 000 canons. Mais la solidarité interalliée s'était affirmée dans le malheur commun, et de l'accord de Rapallo, signé le 7 novembre, sortait un « Conseil supérieur de guerre interallié ». C'était un pas vers le commandement unique, qu'un nouveau désastre allait réaliser quelques mois plus tard.

**LES THEATRES ORIENTAUX.** — La Turquie, alliée fidèle et malheureuse des Puissances centrales, n'enregistrait que des désastres pour prix de son zèle.

Sur le front d'Arménie, la pression russe s'était éteinte. Mais l'armée d'Izzet Pacha, réduite par les maladies et les désertions à une vingtaine de mille hommes, n'était pas capable de profiter de cette situation.

En Irak, l'armée anglaise du général Maud, forte de 120 000 hommes avait vengé Ctésiphon, et s'était emparée, le 11 mars, de Bagdad, qu'elle avait largement dépassée.

En Palestine, l'armée britannique du général Allenby, après avoir échoué le 26 mars et le 19 avril devant Gaza, rompit le front turc du 31 octobre au 7 novembre. Le 9 décembre, les Anglais entraient à Jérusalem, le 21 février 1918, à Jéricho, et leur aile droite prenait le contact avec les contingents arabes levés par l'émir Fayçal.

Sur le front de Macédoine, il ne s'était, depuis la fin de 1916, rien passé d'important. La disparition du front russo-roumain ôtait à ce front pour les Alliés la majeure partie de son intérêt. En face, les Bulgares n'attendaient plus que la paix pour jouir des dépouilles serbes et roumaines dont ils s'irritaient de n'avoir pas encore été mis en possession.

## 1918

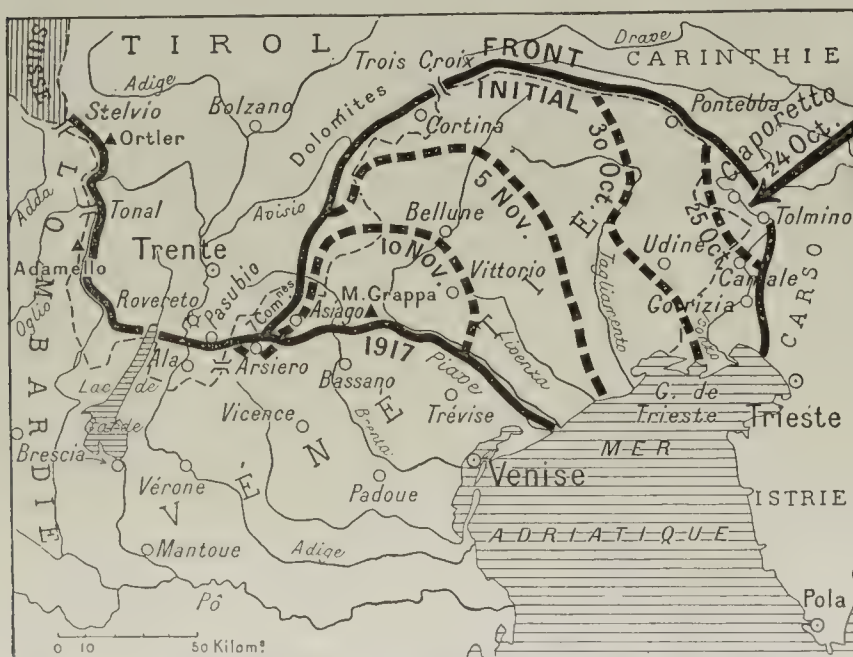
**LA PAIX ORIENTALE.** — Le 22 décembre 1917, les négociations s'ouvrirent à Brest-Litowsk pour transformer en paix définitive l'armistice de deux mois que les Bolcheviks avaient signé avec les Puissances centrales. Les deux partis arrivaient, les Russes animés du désir de gagner du temps pour faire de la propagande, les Austro-Allemands avec l'intention arrêtée de conclure une paix substantielle de vainqueur. Sur ces bases fragiles, les pourparlers se poursuivirent avec des cahots et des interruptions. La guerre faillit même reprendre *unilatéralement*, puisque les Russes n'avaient plus d'armée. Le 3 mars, les signatures étaient échangées. Brest-Litowsk entraînait la capitulation de la Roumanie, capitulation qui fut consacrée à Bucarest le 7 mai. Les dissentiments entre les vainqueurs sauvèrent les Roumains d'un démembrement. Ces deux traités assuraient aux Puissances centrales de fructueux agrandissements territoriaux, la disparition définitive de leurs adversaires orientaux, et des ressources en blé, en viande et en pétrole dont le besoin se faisait cruellement sentir.

Enfin, au début d'avril, un corps expéditionnaire allemand, appuyé sur une base établie dans les îles d'Aland, débarquait en Finlande, sous couvert d'y établir l'ordre, en réalité pour intercepter la voie ferrée qui reliait la côte mourmane à Pétrograd.

**LES « QUATORZE POINTS » DU PRÉSIDENT WILSON.** — Au moment où l'écroulement du front oriental allait rendre



DIAZ, NÉ EN 1861. CL. MELCY.



OFFENSIVE AUSTRO-ALLEMANDE EN VÉNÉTIE ORIENTALE (octobre-novembre 1917).





LUDENDORFF, NÉ EN 1865. CL. FAUCHER.

formulées et destinées à être réalisées plus tard ; les autres représentaient l'affirmation des principes généraux (liberté des mers, émancipation et auto-décision des peuples, diplomatie au grand jour, Société des Nations) qui prêtaient à des interprétations diverses et furent également invoqués plus tard par les deux adversaires. Quoi qu'il en soit, les immenses réserves dont le président Wilson avait la disposition semblaient faire de lui l'arbitre de la situation ; ses « quatorze points » devinrent le programme commun des Alliés et apparurent aux masses comme l'Evangile de la paix future.

**LA PRÉPARATION PAR L'ALLEMAGNE DE LA BATAILLE DÉCISIVE.** — L'Allemagne allait, pour la première fois depuis la bataille de la Marne, concentrer sur son front ouest des forces supérieures à celles de ses adversaires. Mais cette supériorité numérique ne durerait pas ; « le danger américain, dit Ludendorff dans ses Mémoires, obligeait à frapper aussi vite que possible. » Aussi, dès le mois de novembre 1917, avaient commencé les transports de troupes et de matériel à destination du théâtre occidental.

Entre cette date et le 20 mars 1918, une cinquantaine de divisions (environ 800 000 hommes) provenant de Russie, d'Orient, d'Italie, arrivèrent en France avec l'artillerie, les minenwerfer et les mitrailleuses qu'on put récupérer sur ces fronts.

Au moment où s'alluma « le Friedensturm » « l'offensive pour la Paix », l'édifice militaire des Puissances centrales était ainsi disposé : sur le théâtre franco-belge : 197 divisions allemandes chargées de mener la bataille décisive ; en Russie et en Roumanie : 39 divisions allemandes inaptes à la guerre, 32 autrichiennes, et 2 bulgares. C'est l'instrument de la *stratégie alimentaire* ; en Italie : 43 divisions autrichiennes, à qui on ne demande que de tenir en face des forces italiennes diminuées ; en Macédoine : 13 divisions bulgares, 2 allemandes, 2 autrichiennes, constituant le garde-flanc du Mittel-Europa.

La région choisie pour l'attaque décisive sur le front occidental s'étendait d'Arras à l'Oise. Les défenses alliées édifiées dans le courant de 1917 y étaient moins solides qu'ailleurs. La rupture une fois réalisée par le procédé mis au point à Riga, la manœuvre d'exploitation stratégique couverte contre l'intervention française par des troupes qui opéreraient le long de la rive droite de l'Oise pourrait être orientée entre Amiens et Arras vers le littoral pour séparer les Anglais des Français.

L'opération fut confiée à trois armées : la II<sup>e</sup> (Marwitz) encadrée au Nord par la XVII<sup>e</sup> (Otto von Below, le vainqueur de Caporetto) et au Sud, par la XVIII<sup>e</sup> (von Hutier, le vainqueur de Riga) ; au total 70 divisions. La direction gardait en réserve 25 divisions pour élargir et alimenter l'attaque ou parer à l'imprévu. Pour compléter ce plan, Ludendorff prescrivit l'exécution de préparatifs entre Ypres et Lens, en Champagne, devant Verdun. Il voulait par là disperser

décisive la campagne de 1918 sur le front occidental, le président Wilson crut le moment venu de préciser les « buts de guerre » qu'il poursuivait, et qu'il avait lui-même demandés à ses alliés une année auparavant. Il les exposa par un Message au Congrès (8 janvier 1918) présenté sous la forme d'une énumération en quatorze articles ; les uns concernaient des revendications territoriales (rétablissement de la Belgique et de la Pologne, arrondissement des frontières italiennes, désannexion de l'Alsace-Lorraine) déjà

l'attention de ses adversaires et se donner des facilités de manœuvre.

Les unités destinées à participer à l'offensive furent maintenues ostensiblement jusqu'au dernier moment dans la région de Mézières-Hirson-Maubeuge ; à partir du 14 mars, elles furent dirigées vers le front ; tous les mouvements se firent de nuit, et la plus sévère discipline en assura le secret. Aucun travail apparent, aucun réglage préalable ne trahit l'arrivée de l'artillerie de renforcement. Dans la nuit du 20 au 21 mars, la masse était prête à l'attaque. De son poste de commandement d'Avesnes, Ludendorff en lança l'ordre.

**LA PRÉPARATION DE LA BATAILLE DÉFENSIVE PAR LES ALLIÉS.** — La situation militaire de l'Entente au début de 1918 se présentait ainsi : L'armée française avait victorieusement surmonté la crise morale de 1917. Sa force matérielle (artillerie, aviation, chars) allait atteindre son maximum. Par contre, la crise des effectifs, prévue dès la fin de 1916, était ouverte. De novembre 1917 à janvier 1918, 5 divisions avaient dû être dissoutes. L'armée britannique avait, en 1917, perdu près de 800 000 hommes. Les vides n'avaient pas été comblés. Les cadres décimés manquaient. L'armée italienne, après Caporetto, avait dû supprimer 14 divisions. Le général Diaz, successeur de Cadorna, avait obtenu du Conseil de guerre interallié le maintien en Italie des 6 divisions françaises et des 5 divisions anglaises, qui avaient passé les Alpes à l'automne précédent. Dans les Balkans, la balance numérique commençait à pencher en

faveur des Alliés, grâce au concours grandissant des levées venizelistes. En Palestine et en Mésopotamie, les forces britanniques dominaient nettement celles des Turcs avec 225 000 fantassins contre 50 000, 22 000 cavaliers contre 4 000, et 850 canons contre 400. L'armée américaine, comme on l'a vu plus haut, comptait, au moment où les États-Unis entrèrent dans la guerre, moins de 300 000 hommes. Tout était à créer : le commandement, les états-majors, les cadres, les troupes, l'armement de l'armée qui allait venir combattre en France. Et sur ce problème se greffait celui du transport de cette armée d'un bord à l'autre de l'Atlantique.

En avril 1917, une mission française à la tête de laquelle se trouvaient René Viviani, Garde des Sceaux, et le maréchal Joffre arriva aux États-Unis. La visite du vainqueur de la Marne contribua à déterminer le gouvernement américain à accomplir l'effort maximum, alors que les premières intentions de nos nouveaux alliés se réduisaient à la mise sur pied d'un corps expéditionnaire d'une trentaine de mille hommes.

Le Gouvernement se mit à la besogne. Le 14 mai, des décisions capitales étaient prises : désignation du général Pershing, comme commandant en chef, envoi immédiat d'un premier contingent et d'un nombreux personnel (chemins de fer, approvisionnement, formations sanitaires) pour assurer à l'avance le fonctionnement des services de l'armée. Le 18, le Congrès autorisait le Président à compléter par voie de conscription, les effectifs de

l'armée régulière et de la garde nationale, et à prélever sur les hommes soumis à la loi militaire tous les effectifs nécessaires pour la constitution et l'entretien des unités dont la guerre exigerait la création. Pour remplir les cadres, on appela, dès avril 1917, 40 000 élèves-officiers qu'on soumit à un entraînement intensif dans les camps. En ce qui concerne le matériel, la puissante industrie américaine, déjà partiellement au service des Alliés, se mit à l'œuvre. Il est cependant intéressant de noter que pour l'armement,



LE KAISER AU MILIEU DE SON ÉTAT-MAJOR.



PERSHING, NÉ EN 1860. CL. US.



sauf pour celui de l'infanterie, l'armée américaine resta jusqu'à la fin tributaire des fabrications françaises.

Quels furent les résultats de ces mesures, qui avaient le mérite essentiel d'être exemptes d'indécision ? D'avril à septembre 1917, les effectifs, par le seul jeu des engagements, montèrent à 700 000 hommes. De septembre à décembre, par une première application de la loi de mai, ils s'élevèrent à 1 200 000. La continuation des appels fit monter ce chiffre à 2 400 000 en juin 1918, et à 3 634 000 à la fin de la guerre.

Mais, tout autre était la progression des effectifs américains en Europe : 22 000 hommes débarquèrent en France au début de l'été 1917. En décembre, ils n'étaient encore que 145 000. Au début de 1918, l'augmentation se fit à la cadence de 20 à 30 000 hommes par mois. Un an après la déclaration de guerre, alors que l'offensive allemande atteignait son point critique, en avril, l'armée du général Pershing comptait 300 000 hommes (y compris les non-combattants) formant 6 divisions dont l'armement était incomplet. Mais, sous la pression de la nécessité, on affecta au transport des troupes américaines tout le *tonnage disponible*. Aussitôt, les débarquements en France s'effectuèrent à la vitesse de 260 000 par mois, et les effectifs atteignirent 600 000 hommes à la fin de mai, 1 200 000 en juillet, 2 millions fin octobre.

Le concours de la marine américaine fut, en revanche, d'une efficacité immédiate. Quand, en avril 1917, l'amiral Sims arriva à Londres pour exercer le commandement des forces navales américaines en Europe, le tonnage mensuel coulé par les sous-marins allemands atteignait son maximum (875 000 tonnes). L'entrée en action de flottilles de destroyers, de chasseurs de sous-marins, de mouilleurs de mines, l'adoption par les Alliés du système des convois de navires escortés firent tomber les pertes de navires, au point que dans le second trimestre de 1918, le tonnage des constructions neuves dépassait de 300 000 tonnes celui des bateaux coulés. Et, tandis que l'Amirauté allemande avait affirmé qu'elle empêcherait l'armée américaine de traverser l'Atlantique, elle ne parvint pas à torpiller un seul transport dans le voyage d'Amérique en Europe. Par surcroît, une escadre de dreadnoughts américains vint renforcer la Grande Fleet à Scapa Flow et acheva d'ôter à la flotte allemande tout désir de sortir de ses « trous de rat ».

Cette brève énumération confirme ce qui a été dit plus haut, que les Alliés allaient affronter avec une infériorité numérique certaine « la lutte gigantesque », selon le mot de Ludendorff, qui se préparait. Cette infériorité était plus sensible encore que ne le disaient les chiffres, si on considère qu'à la masse allemande, les Alliés opposaient des armées obéissant à des chefs différents. Cette situation n'était pas nouvelle, mais ce qui en faisait la subite gravité, c'est qu'au lieu de mener comme en 1916 et 1917 des batailles offensives, où il est facile de se concerter, on avait la perspective d'une bataille défensive, qui désunit.

Le général Foch, président du comité exécutif institué par le Conseil de Guerre interallié, avait tenté de faire adopter par la coalition : un plan d'opération, des réserves, et un chef communs. Mais ces vues n'avaient trouvé qu'un faible crédit auprès des gouvernements et des États-majors. Haig et Pétain, pleinement indépendants l'un de l'autre, avaient convenu d'une méthode d'appui direct, chacune des deux armées étant assurée en cas d'attaque ennemie d'un soutien immédiat. Dans cet ordre d'idées, le commandant en chef français avait prévu l'entrée en action dans la zone britannique de 12 divisions avec 4 États-majors de corps d'armée, un État-major d'armée (III<sup>e</sup>) et l'État-major du groupe d'armée de réserve (Fayolle).

En outre, le général Pétain s'était appliqué à mettre l'armée française en situation de *durer* dans la bataille prochaine. Il avait discerné dans la bataille de Riga les caractères de violence et de soudaineté que revêtirait l'attaque de rupture, et il avait aussitôt conçu la parade. Celle-ci consistait à organiser la résistance sur une position assez éloignée de la ligne ennemie pour qu'elle puisse échapper à la préparation d'artillerie adverse. Ce procédé qui choquait les habitudes de lutte pied à pied acquises dans les années de guerre de position ne fut comprise et appliquée qu'en Champagne, le 15 juillet 1918.

**LA PREMIÈRE OFFENSIVE ALLEMANDE.** — Lorsque le 21 mars, à 9 heures, après une furieuse canonnade de 4 heures 1/2, l'infanterie allemande s'élança à l'assaut, elle vint donner sur

deux armées britanniques : la V<sup>e</sup> (général Gough) qui appuyait sa droite à l'Oise, et la III<sup>e</sup> (général Byng) dont la gauche s'accrochait aux solides positions qui couvraient Arras. Tandis que la XVII<sup>e</sup> armée allemande était arrêtée par la vigoureuse résistance de la gauche du général Byng, les II<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> armées disloquèrent l'armée Gough, à l'ouest de Saint-Quentin. Vainement, dans les journées des 22, 23 et 24 mars, des divisions françaises, engagées sur la droite de l'Oise en amont de Noyon, tentèrent de s'accrocher au canal Crozat ; sur les talons des bataillons anglais en retraite, les divisions de Marwitz et de Hutier franchissaient la Somme entre Péronne et Saint-Simon. Le 25, tandis que les restes de l'armée Gough refluaient vers le Nord, les Français devaient renoncer à couvrir Noyon. Chaulnes et Roye tombaient. Montdidier était menacé.

Devant ces résultats, Hindenburg renonçant à l'idée d'exploiter la rupture par le nord de la Somme, décida de pousser vers Amiens.

Aussi, dans les journées du 26 et du 27 mars, l'armée Hutier s'épanouissait autour de Roye, enlevait Lassigny et Montdidier, et le 28 accentuait sa pression vers l'Avre. Mais, déjà, de Moreuil à l'Oise, les Français tendaient une ligne qui allait en se renforçant. Le 31 mars, jour de Pâques, l'armée Hutier disposant d'une large tête de pont au

delà de l'Avre, se préparait à poursuivre vers Amiens. Mais, quand le 4 avril, il tenta un dernier effort, il trouvait partout un front continu, où les Français s'accrochaient vers Villers-Bretonneux à la ligne anglaise reconstituée.

La direction suprême donnait aussitôt au kronprinz de Bavière l'ordre d'attaquer en Flandre. Le 9 avril, la VI<sup>e</sup> armée (von Quast), appuyée le 10 par la gauche de la IV<sup>e</sup>, s'élançait sur un front de quinze kilomètres. Une poche nouvelle se creusait, mais les renforts britanniques et, fait inattendu, les renforts français accourus avec une égale vitesse, accrochaient leur résistance à la ligne des « Monts » et à la forêt de Nieppe. Le 29 avril, la première offensive allemande était partout enrayée. Elle avait réalisé une énorme avance, fait subir aux Anglais de lourdes pertes, mais la décision n'était pas obtenue. L'affaire était à reprendre.

**LE COMMANDEMENT UNIQUE CHEZ LES ALLIÉS.** — Si les Alliés avaient échappé à une catastrophe, ils avaient pu du moins en mesurer le danger. Le 25 mars, le maréchal D. Haig avait fait savoir que la *disjonction* des armées françaises et anglaises

était imminente. A sa demande, une conférence entre les gouvernements et les généraux en chef se tint à Doullens. Un accord y fut passé qui chargeait le général Foch de coordonner l'action des armées alliées sur le front ouest. Le 14 avril, Foch était nommé Commandant en chef des armées alliées en France. Le 2 mai, le front italien passait à son tour sous la dépendance stratégique du commandant en chef des armées alliées.

Si la coalition avait enfin résolu la question de l'unité de commandement qui avait été jusque-là pour elle une source de faiblesse, l'avenir restait lourdement grevé. Tandis qu'au 21 mars, le front français s'arrêtait à l'Oise, à la date du 7 avril, 44 divisions — la moitié des armées françaises — avaient été acheminées sur le champ de bataille au nord de cette rivière. La puissance de ces renforts et la vitesse à laquelle ils étaient accourus n'avaient pas peu contribué à rétablir une situation qui avait paru un moment désespérée. Mais le front français se trouvait dangereusement dégarni. Et nos armées n'allaient pas tarder à payer d'un douloureux sacrifice le magnifique effort de solidarité qu'elles venaient d'accomplir.

Le général Foch avait, par contre, reçu le concours sans réserve du général Pershing, et le général Diaz avait dirigé deux divisions vers la France. Ainsi l'unité d'action réalisée dans le commandement prenait aux yeux des exécutants une forme concrète.

**LA DEUXIÈME OFFENSIVE ALLEMANDE.** — Dans les derniers jours d'avril, le groupe d'armées du kronprinz impérial reçut l'ordre de préparer une offensive dont la base s'étendrait d'abord de Reims à l'Oise, et, ultérieurement, jusqu'à Montdidier. Le but qu'on se proposait dans cette attaque était d'accabler l'armée française, en attendant une offensive décisive que le kronprinz de Bavière entamerait dans les Flandres dès que le moment favorable serait venu. Les premiers objectifs à atteindre par le kronprinz impérial étaient Reims, Fismes, Soissons, Compiègne. Ludendorff eut souhaité pou-



FOCH, NÉ EN 1851. CL. H. MANUEL.





DANS LES FLANDRES

La route d'Ypres à Poelcapelle en octobre 1918. CL. CHUSSEAU-FLAVIENS.



DANS LES RÉGIONS ENVAHIES

Le quartier de la gare à Tergnier (Aisne). CL. L. TRIBET.







voir lancer d'un seul coup l'attaque de Reims à Montdidier, mais ses disponibilités en artillerie ne le lui permettaient pas. L'entrée en action de von Hutier au nord de l'Oise fut donc subordonnée à l'arrivée des batteries que libéreraient les I<sup>re</sup> et VII<sup>e</sup> armées en partant à l'assaut.

Bien qu'aucun indice ne soit venu lui révéler l'imminence du danger, le général Pétain appela l'attention du général Foch sur la périlleuse situation de l'armée française dont la moitié se trouvait au nord de l'Oise. Celui-ci maintint l'ordre de choses existant. A ses yeux, le risque consenti sur l'armée française donnerait à l'armée britannique le temps de se refaire. D'ici là, il importait, en première urgence, d'interdire aux Allemands les routes d'Amiens et de Calais dont ils s'étaient rapprochés. Le général Pétain obtint, toutefois, l'entrée sur le front à l'est de l'Oise de quelques divisions britanniques qui sortaient de la bataille de Picardie et de celle des Flandres. Et il échelonna au sud de l'Aisne quelques divisions françaises, à titre de précaution.

Le 27 mai, à une heure, selon le scénario qui leur avait si bien réussi le 21 mars, les Allemands entamaient de Coucy-le-Château aux abords de Reims une puissante préparation d'artillerie. A 3 h. 30, l'assaut s'élançait de Loeuilly à Brimont, sur un front de 60 kilomètres. Les divisions de première ligne de la VI<sup>e</sup> armée française furent immédiatement submergées. Mais, ce qu'il y eut de plus grave, ce fut que le commandement de cette armée, au lieu de faire la part du feu, et de rétablir sa résistance sur l'Aisne, en la confiant aux unités réservées, en lança une partie en avant pour reprendre la première position, où elle disparut à son tour dans la tourmente. En sorte que l'ennemi arrivant sur l'Aisne y trouva les ponts intacts et non défendus. Le soir même, il atteignait la Vesle, et le lendemain franchissait sans peine ce deuxième obstacle. La facilité avec laquelle venait de s'effectuer cette percée ouvrait aux Allemands des perspectives inattendues, Ludendorff prescrivit au kronprinz de pousser au plus vite jusqu'à la Marne. La marche reprit donc le 29. Mais le général Pétain, impuissant à l'enrayer de front, tâcha au moins d'empêcher la brèche de s'élargir; il s'efforça d'accrocher la résistance de ses troupes d'un côté à la montagne de Reims, de l'autre à la forêt de Villers-Cotterets. Il y réussit. Et le 4 juin au soir, les 42 divisions allemandes ayant atteint la limite de leur effort avaient creusé dans le front français une étroite poche dont le fond s'appuyait à la Marne, de Château-Thierry à Dormans.

Le 9 juin, l'armée von Hutier s'élançait à son tour vers Compiègne. Le procédé d'attaque était le même que pour les opérations précédentes. Mais à la guerre tout s'use, et les préparatifs précipités de la XVIII<sup>e</sup> armée allemande avaient été épuisés. Aussi, après avoir enfoncé les premières lignes françaises du Matz, la ruée allemande était bientôt enrayée. Et le 11, au moment où l'ennemi allait s'élancer pour élargir la brèche, et atteindre Compiègne, il fut brusquement assailli par un groupement de cinq divisions françaises hâtivement réunies sous les ordres du général Mangin. Cette contre-attaque ne reprit que quelques centaines de mètres de terrain, mais son effet moral fut suffisant pour arrêter net l'effort de l'assaillant.

**LA TROISIÈME OFFENSIVE ALLEMANDE.** — L'opération que venait de mener le groupe d'armées du kronprinz impérial avait amené les Allemands jusqu'à la Marne, interceptant la grande artère ferrée de Paris-Nancy par Épernay. Malgré ces impressionnants résultats, elle demeurait plus encore que l'offensive de mars une œuvre stratégique inachevée. Les nombreuses divisions qui occupaient cette poche resserrée entre les môles inébranlés de Reims et de Compiègne ne disposaient pour leur ravitaillement que d'une seule voie ferrée: Laon, Guignicourt, Missy-sur-Aisne, Fère-en-Tardenois. En deux points, à Soissons et à Fismes, cette ligne s'approchait à une vingtaine de kilomètres du front. Toute avance des Français vers ces deux localités avait donc un intérêt stratégique considérable.

Cette situation n'avait échappé ni au général Foch, ni au commandant en chef des armées françaises. Du 8 au 16 juin, ce dernier commença de préparer sur les deux faces de la poche de Château-Thierry des actions concentriques. A partir du 30 juin, l'État-major général français reçut des renseignements précis et concordants qui lui indiquaient le cadre de la prochaine offensive que les Allemands se préparaient à lancer pour sortir d'une position dont ils mesuraient tout le danger. Le 10 juillet, l'ensemble des renseignements recueillis permit d'indiquer avec certitude que cette offensive embrasserait la Champagne et la Montagne de Reims. Ainsi, l'effet de surprise qui, dans les deux premières attaques, avait joué en faveur des Allemands, allait cette fois se retourner contre eux. Le général Pétain organisa une bataille « défensive-offensive ». Tandis que les IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> armées françaises résisteraient à l'attaque allemande, selon les principes dont le général Pétain avait, dès le début de l'année, posé les bases, les armées Mangin (X<sup>e</sup>) et Degoutte (VI<sup>e</sup>), celle-ci entre

la Marne et l'Ourcq, celle-là de l'Ourcq à l'Aisne, attaqueraient par surprise la face ouest de la poche de Château-Thierry.

Le 12 juillet, un nouveau renseignement précisait que la prochaine attaque allemande embrasserait un front de 90 kilomètres, supérieur de 20 kilomètres à celle du 21 mars, de 30 à celle du 27 mai. Le général Foch pouvait en déduire avec certitude que l'ennemi allait concentrer tous ses moyens dans cette opération, ce qui permettait au commandant en chef des armées alliées de prélever sur les armées américaines et britanniques d'importants moyens pour donner à la riposte du général Pétain une irrésistible puissance.

Le 14 au soir, les divisions alliées, qui allaient prendre part entre l'Oise et l'Argonne à la bataille, comprenaient: 58 divisions françaises (60 pour 100 de l'armée française), 7 américaines (les divisions américaines comptent 26 000 hommes), 2 italiennes, 4 britanniques. De ces 71 divisions, 41 tenaient le champ défensif entre Château-Thierry et l'Argonne, Le reste, 28 divisions, occupait le secteur offensif entre l'Oise et Château-Thierry.

A ce moment, le décompte des forces allemandes sur le théâtre occidental s'établissait comme suit: 206 divisions (sur un total de 238) auxquelles s'étaient jointes 2 divisions autrichiennes. De ces 206 divisions, 81 étaient en réserve, dont la moitié dans la zone du kronprinz impérial; sur ces 81 divisions, 65 étaient fraîches et aptes à attaquer. L'appareil était donc très puissant encore.

Mais déjà l'avenir des Puissances centrales apparaissait des plus sombres. Les deux premières offensives allemandes, pour grandioses qu'en eussent été les résultats, n'avaient point donné la victoire annoncée. Et le doute, qui commençait à poindre au cœur des soldats, était renforcé par l'apparition grandissante des légions américaines que la guerre sous-marine s'était vantée de tenir éloignées de la lutte.

D'autre part, l'Allemagne sentait peser chaque jour davantage le poids de la guerre sur ses épaules. L'armée austro-hongroise s'était engagée à prendre l'offensive le 20 mai contre l'Italie. Après avoir fait traîner ses préparatifs, l'État-major autrichien lança le 15 juin ses troupes à l'assaut depuis le plateau des Sept-Communes jusqu'aux Bouches de la Piave. Au bout de dix jours de lutte, l'assaillant avait dû réintégrer ses tranchées de départ, avec de grandes pertes et dans un lamentable état moral.

Pour toutes ces raisons, Ludendorff hésita à lancer la nouvelle offensive. Il finit par s'y résoudre, craignant l'effet qu'une attitude défensive brusquement adoptée ne manquerait pas de produire sur ses propres troupes et sur les Alliés. Ce qui acheva de le décider, c'est, comme on l'a vu, que la poche de Château-Thierry, n'était pas « viable ».

Son plan visait à faire tomber Reims par deux poussées convergentes visant respectivement Châlons par Suippes, et Épernay par les deux rives de la Marne. En cas de succès, on « bouclerait » Verdun, en alignant le front sur Châlons et Saint-Mihiel. Puis, sans désespérer, après avoir, par ce coup grandiose, attiré en Champagne les réserves alliées, la bataille rebondirait dans les Flandres ou le kronprinz de Bavière lancerait ses troupes vers Calais. Le rythme de la bataille serait le même que pour les offensives antérieures.

Mais on vient de voir que, cette fois, les Alliés ont lu dans le jeu de leur adversaire; leur parade est prête.

Aussi, quand le 15 juillet, entre 4 h. 30 et 5 h. 30, l'attaque allemande s'élance, elle tombe en Champagne dans le vide des premières lignes évacuées, et vient se heurter aux positions intactes de l'armée Gouraud (IV<sup>e</sup>) où elle se brise. Entre Reims et la Marne de Dormans, l'armée Berthelot perd d'abord du terrain, et l'ennemi conquiert, au sud de la rivière, une tête de pont. Mais les renforts français affluent, et les Allemands qui ont franchi la Marne, arrêtés de front, voient derrière eux les ponts mitraillés par l'aviation adverse. Ludendorff sent que sa manœuvre a, cette fois, entièrement échoué. Successivement, il ordonne à la VII<sup>e</sup> armée de repasser au nord de la Marne, et aux I<sup>re</sup> et III<sup>e</sup> armées de se remettre sur la défensive. Puis, il se transporte au Quartier général de Rupprecht de Bavière. Il est en train d'y conférer quand, le 18 au matin, lui arrive la nouvelle que les Français ont percé le front au sud de Soissons.

Mangin, sur un front de 27 kilomètres, Degoutte sur une largeur de 25, ont attaqué brusquement; les divisions allemandes ont été entièrement surprises. Au bout de deux jours, nos deux armées ont fait dans la ligne ennemie une entaille de 50 kilomètres, profonde de 10, capturé 17 000 prisonniers et 300 canons. Les ponts de l'Aisne et de la Vesle sont sous notre feu. Sous cette pression violente, les Allemands évacuent d'abord le fond de la « poche », puis se replient derrière l'Aisne et la Vesle. L'échec est si grave et si lourdes les pertes que Ludendorff renonce désormais à tout projet d'offensive, et il organise l'évacuation progressive de la poche de la Lys et des têtes de pont de la rive gauche de l'Avre et de la rive droite de l'Ancre.

La fortune venait de changer de camp.





MANGIN (1866-1925).

**LES PROJETS DU GÉNÉRAL FOCH** — Le 24 juillet, alors que la bataille du Tardenois battait encore son plein, le commandant en chef des armées alliées réunit à son Quartier général, au château de Bombon (1), les commandants en chef américain, britannique et français, et le chef d'État-major de l'armée belge, pour examiner avec eux la situation. Tout d'abord, il enregistre la supériorité numérique reconquise grâce aux Américains et la

supériorité morale retrouvée. « Le moment est venu, dit-il, de passer à l'offensive ». Et il définit le programme des opérations à entreprendre : tout d'abord, réduire les poches creusées dans le front allié, qui toutes interceptaient ou menaçaient des voies ferrées importantes : entre Verdun et Nancy, entre Reims et Compiègne (l'opération était en cours), entre Arras et l'Oise. Après quoi, « si la saison n'est pas trop avancée », il y aura lieu d'exécuter une offensive qui accentuera les avantages acquis, ne laissera pas à l'ennemi le temps de se reprendre et devancera les tentatives de repli volontaire qu'il pourrait être tenté d'exécuter.

**LE DÉGAGEMENT D'AMIENS.** — En exécution de cette directive, le maréchal D. Haig entama le 8 août au matin une offensive, qui visait à dégager Amiens et la grande artère ferrée qui relie cette ville à Paris. Ce jour-là, « jour de deuil de l'armée allemande (2), la I<sup>re</sup> armée française (général Debeney) et la IV<sup>e</sup> armée britannique (général Rawlinson), avec un faible appoint de troupes fraîches, s'engagèrent brusquement. Les armées Marwitz (II<sup>e</sup>) et Hutier (XVIII<sup>e</sup>) furent entièrement surprises. De nombreuses défaillances, signes d'un profond découragement, se produisirent dans les rangs allemands. Au bout de trois jours d'un pénible et coûteux repli, le kronprinz Rupprecht parvint à rétablir son front. Mais, au moment où elle paraissait s'arrêter, la bataille rebondit aux ailes de l'attaque : au Nord, c'était la III<sup>e</sup> armée britannique (général Byng) qui s'engageait en direction de Péronne et de Bapaume ; au Sud, la III<sup>e</sup> armée française (général Humbert) poussait entre Montdidier et Lassigny vers le Nord-Est. Puis, le 17 août, le général Mangin reprenait ses attaques entre Noyon et Soissons, et la I<sup>re</sup> armée britannique (général Horne) élargissait la bataille jusqu'à l'est d'Arras.

Sous ces coups répétés, la Direction suprême prenait le parti d'abandonner ce qui lui restait de gains réalisés au cours de ses deux offensives du printemps, et de se rejeter dans la position d'où elle s'était élancée le 21 mars. En même temps, Ludendorff ordonnait d'évacuer vers l'Allemagne tout le matériel accumulé derrière ce front, de préparer des destructions méthodiques sur les voies ferrées, les routes, dans les centres industriels et dans les mines, de construire en hâte une position de repli qui prendra le nom d'« Hermann Stellung », et de reconnaître une ligne qui sera la dernière avant le Rhin, et qui s'appellera la « ligne d'Anvers à la Meuse ».

Du 4 au 10 septembre, les armées Debeney, Rawlinson et Byng progressent d'un mouvement continu vers la position Hindenburg. Du 10 au 22, elles refoulent les avant-postes ennemis et se placent à distance d'assaut de ce nouvel objectif. La phase suprême de la guerre va commencer.

**L'ORGANISATION DE LA BATAILLE DÉCISIVE.** — Dans les derniers jours d'août, le commandant en chef des forces alliées qui venait d'être élevé à la dignité de maréchal de France reconnu, aux signes de désorganisation donnés par les troupes allemandes que la victoire pourrait être emportée en 1918. Ce résultat ne

pouvait être obtenu qu'en demandant aux armées françaises et britanniques un nouvel effort, en amplifiant celui de l'armée américaine, et en engageant l'armée belge. Du 3 au 8 septembre, le maréchal Foch lança des directives qui organisaient trois grandes actions convergentes : La I<sup>re</sup> armée américaine et la IV<sup>e</sup> armée française attaqueraient respectivement à l'est et à l'ouest de l'Argonne, en direction de Mézières, pour disloquer l'articulation des premières lignes de repli dont il vient d'être parlé. Le gros des forces franco-anglaises s'engagerait entre Arras et Reims, romprait la position Hindenburg, puis la ligne Hermann et mettrait la main sur la région Valenciennes-le-Cateau. Enfin, un groupe d'armées constitué sous les ordres du roi Albert avec l'armée belge, la II<sup>e</sup> armée britannique et des forces françaises enlèverait la crête des Flandres et marcherait ensuite sur Bruges, en nettoyant la côte.

Ces trois attaques se déclencheraient respectivement le 26, le 27 et le 28 septembre. La forme de la bataille conçue par le maréchal Foch différait par deux caractères essentiels : l'extension croissante et la durée ininterrompue de celle que Hindenburg et Ludendorff avaient imprimée à leurs attaques. Les coups que les Allemands avaient portés sur le front d'Occident depuis le 21 mars, pour puissants qu'ils aient été, avaient toujours laissé aux Alliés des pauses leur permettant de se ressaisir et de reconstituer leurs disponibilités. La structure du front entre la Meuse et la mer du Nord favorisait la conception du maréchal Foch : cet immense saillant permettait l'organisation d'une poussée concentrique et continue, féconde au double point de vue de la manœuvre, et de la reconstitution des réserves stratégiques,

**LA RÉDUCTION DU SAILLANT DE SAINT-MIHIEL.** — Auparavant, le général Pershing lança le 12 septembre 13 divisions américaines et 4 françaises, qui, en 3 jours tranchèrent le saillant de Saint-Mihiel et rejetèrent l'ennemi sur la position Michel, en lui enlevant 15 000 hommes et 300 canons. Cette victoire, qui, dans l'ordre chronologique, pourrait passer pour le prologue de l'offensive finale des Alliés, n'était que la liquidation des opérations préliminaires envisagées par le maréchal Foch le 24 juillet

**LES OFFENSIVES CONCENTRIQUES.** — Aux jours prescrits, les attaques alliées furent engagées. De la Meuse à la mer, les armées allemandes furent assaillies avec une égale ardeur, mais avec des succès différents. Entre Cambrai et l'Oise, Marwitz et Hutier furent rejetés de la position Siegfried, et leur recul entraîna l'abandon par la VII<sup>e</sup> armée du massif de Saint-Gobain et de la plaine

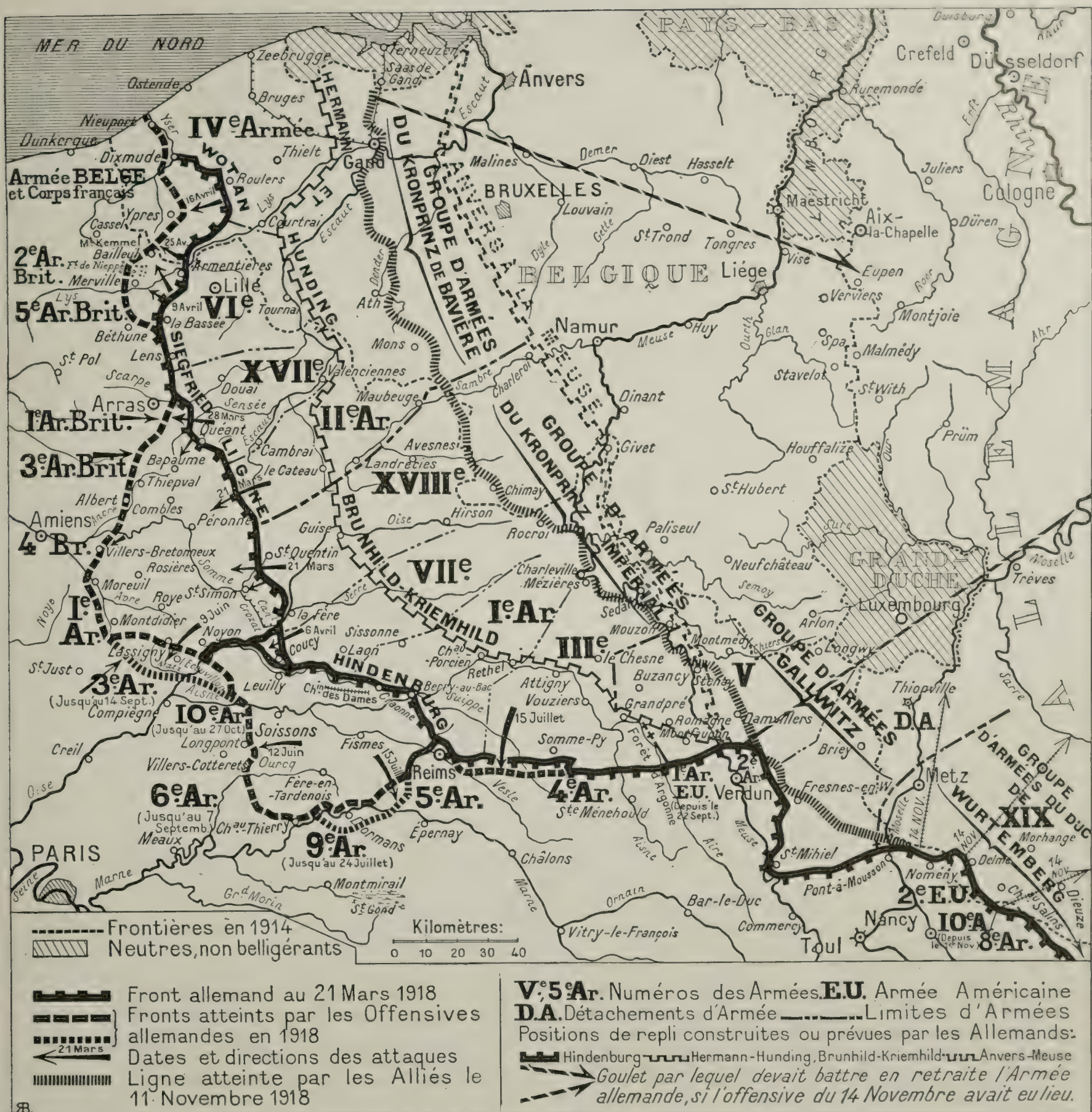


CARTE POUR SUIVRE LES OPÉRATIONS EN EUROPE ORIENTALE.

(1) 15 kilomètres N.-E. de Melun.

(2) Ludendorff.





LES ATTAQUES ALLEMANDES ET LA DERNIÈRE OFFENSIVE DES ALLIÉS SUR LE FRONT OCCIDENTAL.

de Laon. Au nord de la Lys, le groupe d'armées du roi Albert atteignit d'un premier bond, puis dépassa la crête des Flandres. Par contre, les III<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> armées allemandes remplirent énergiquement leur rôle de garde-flanc, et 17 jours de lutte, du 26 septembre au 12 octobre, furent nécessaires aux Franco-Américains pour arriver au contact de la position Brunhild-Kriemhild.

Mais, sans se laisser déconcerter par cette résistance à laquelle il fallait s'attendre sur le front de Champagne, le maréchal Foch activa sa manœuvre. Le 17 octobre, Lille et Douai étaient délivrés. Le 20, la côte belge l'était à son tour, la coupure de la Selle et la position Hunding, au nord-ouest de Château-Porcien, étaient forcées. Puis, dans les derniers jours d'octobre et les premiers jours de novembre, le groupe d'armées des Flandres venait border l'Escaut entre Gand et Tournai ; les Britanniques rompaient l'ennemi de Valenciennes au Cateau, et l'armée américaine venait rejoindre l'aile droite de la IV<sup>e</sup> armée française aux débouchés est des Quatre-Champs et du Chêne.

Au 10 novembre, le front allié formait de la frontière hollandaise au nord de Gand, jusqu'à Pont-à-Mousson sur la Moselle, une ligne presque droite jalonnée par Ath, Mons, Chimay, Mézières et Stenay.

**LES PRÉLUDES DE LA CAPITULATION.** — Les empires centraux, sentant leur cause perdue après l'écroulement bulgare, cherchèrent à ajourner et à atténuer leur débâcle prochaine par des ouvertures aux Alliés, qui étaient le prélude de leur capitulation. Dès le 16 septembre, l'Allemagne avait inutilement offert à la Belgique une paix séparée. Le 5 octobre, elle s'adressa au président Wilson, de concert avec l'Autriche et la Turquie, pour demander à l'Entente d'entamer des négociations en vue d'une paix générale sur la base des quatorze points. Il leur fit répondre (8 octobre) qu'il leur fallait d'abord en accepter l'intégralité, évacuer tous les territoires envahis, renoncer à des pratiques de guerre inhumaines et illégales. Et comme elle cherchait à adoucir ces exigences par un échange de notes, elle s'en vit opposer une nouvelle qui était le refus de traiter



avec son gouvernement actuel, responsable de la guerre. Réduite à demander les conditions d'un armistice (27 octobre), elle fut renvoyée pour les connaître au maréchal Foch (7 novembre). Quant à l'Autriche, elle s'était vu signifier son démembrement par la réponse américaine, qui reconnaissait les nationalités tchécoslovaque et yougoslave.

**LA VICTOIRE EN ORIENT.** — Depuis la fin de 1916, les armées alliées de Salonique étaient restées inactives. La chute du front russo-roumain en 1917 n'avait pu qu'accentuer cette stagnation. Mais, en 1918, la situation se transforma à leur avantage. D'une part, elles reçurent l'appoint des divisions vénizélistes du général Danglis. D'autre part, Ludendorff, dans le but de réunir le maximum de ses forces sur le front occidental pour le coup décisif qu'il méditait, avait commis l'imprudence de dégarnir avec excès le front de Macédoine, qui constituait comme la flanc-garde des armées austro-allemandes. De ce fait, ce front était devenu le point faible du système des Puissances centrales. L'armée bulgare, à peu près abandonnée à elle-même, était dans un état moral précaire, qui reflétait la situation politique assez trouble du pays. Et le général von Scholtz, qui était avec quelques forces allemandes ce front fragile, avait éparpillé ses réserves au lieu d'en constituer quelques solides groupements postés aux principaux nœuds de communications.

Le général Franchet d'Esperey, commandant les armées alliées d'Orient, qui avait reçu carte blanche des gouvernements de l'Entente, prit brusquement l'offensive le 15 septembre, dans la région difficile du Dobropolié. La brèche dans le front ennemi fut exécutée par deux divisions françaises. Le lendemain, les divisions serbes chargées de l'exploitation du succès s'élancèrent en direction du nœud de communications de Gradsko qu'elles atteignirent le 21, tandis que la brigade de cavalerie française s'emparait de Prilep et d'Uskub, amenant la capitulation des éléments allemands qui refluaient précipitamment vers ce point. Quinze jours après le début de l'attaque, la déroute bulgare était si complète que le gouvernement de Sophia demandait un armistice ; il l'obtint moyennant une complète capitulation (29 septembre), et le roi Ferdinand abdiqua en faveur de son jeune fils Boris, après trente-deux ans d'un règne sans gloire et sans honneur.

Dès lors, l'armée d'Orient « éclata » sur trois directions : L'aile droite sous le général Milne marcha sur Constantinople. Elle fut arrêtée en route par l'annonce de la capitulation de la Turquie signée à Moudros le 30 octobre, par les plénipotentiaires turcs et l'amiral anglais Calthorpe. Deux divisions françaises se dirigèrent vers la Roumanie qu'elles délivrèrent. A gauche, les Serbes accompagnés de divisions françaises libérèrent leur territoire, franchirent le Danube aux Portes de Fer et envahirent la Hongrie. Là encore une capitulation opportune arrêta les vainqueurs : l'Autriche avait déposé les armes le 3 novembre. Quoi qu'il en soit, un mois après la rupture du front bulgare, les soldats de l'Entente étaient répandus de l'Adriatique à la mer Noire sur 1 200 kilomètres de front.

En même temps que la Bulgarie s'écroulait, la Turquie payait enfin le prix de sa stratégie grandiose et chimérique. En Palestine, le maréchal Allenby avait, du 19 au 25 septembre, achevé la conquête de la Palestine et détruit les débris de deux armées turques. Poursuivant sa marche, il était entré à Beyrouth le 8 octobre, où il trouva des navires de guerre français qui venaient d'y arriver, appelés par les Syriens. A la fin d'octobre, la Syrie était tout entière aux mains des Alliés. Dans le même temps l'armée anglaise de Mésopotamie s'était emparée de Mossoul.

**LA VICTOIRE ITALIENNE.** — Tandis que se déroulait « la bataille de France », le commandant en chef des armées alliées avait, à plusieurs reprises, insisté auprès du général Diaz et du gouvernement italien pour que nos forces d'au delà des Alpes prissent leur part dans l'effort décisif. Pendant tout l'été, l'aide italienne à la cause commune se traduisit par la coopération de deux divisions sur le front français, et par la victoire de la Piave en juin.

A la date du 23 octobre, les armées italiennes, renforcées de divisions britanniques et françaises, prirent l'offensive. Le 26, elles franchissaient la Piave entre Valdobiadene et le Montello, et leur action s'élargit aussitôt d'un côté jusqu'à la mer, de l'autre côté jusqu'à la Brenta. Le 29, nos alliés entraient à *Vittorio Veneto*. Le 30, la lutte s'étendait au Sept-Communes ; Asiago était repris. Mais, dès le 29, les Autrichiens, renonçant à la lutte, sollicitaient un armistice qui leur fut accordé le 3 novembre. A cette date, l'armée austro-hongroise s'effondrait dans une fin semblable à celle de l'armée russe. Dans ces quelques jours de campagne, les Italiens avaient capturé 6 818 canons et 427 000 hommes. Maîtres de Trente et de Trieste, ils commençaient de menacer l'Allemagne à revers, en progressant vers Innsbruck, et le maréchal Foch arrêtait les bases d'un plan d'invasion de la Bavière.

**LA SITUATION AU 10 NOVEMBRE 1918.** — **LA CAPITULATION ALLEMANDE.** — Ainsi, en l'espace d'un mois, les trois alliés de l'Allemagne, le Bulgare, le Turc et l'Autrichien avaient jeté bas les armes. C'est dire que le commandement suprême allemand allait être obligé de constituer de toutes pièces un front nouveau le long des frontières méridionales. Avec quelles ressources ? Malgré que, depuis juillet, la classe 1919 fût au front, l'effectif des compagnies y était tombé de 120 à 70 hommes. On avait au cours de la retraite perdu tant de matériel que la pénurie de batteries et de munitions se faisait rudement sentir, de même que le manque de vivres, de fourrages, d'essence. S'il n'y avait plus de ressources à l'intérieur, il était impossible, pour constituer le nouveau front, de prélever des forces sur les armées de l'Ouest qui, depuis la mi-juillet, reculaient sans cesse, et étaient menacées d'une catastrophe imminente.

En reculant jusqu'à la ligne définie plus haut, les Allemands venaient de perdre « la ligne de rocade » : Valenciennes, Hirson, Mézières, Montmédy, Longuyon, qui leur permettait de manœuvrer dans le sens nord-sud. Il ne leur restait plus, avant le Rhin, pour leurs mouvements transversaux que la voie ferrée Namur-Luxembourg. Cette situation n'avait pas échappé à l'État-major français, qui, dès le 14 octobre, avait signalé au maréchal Foch « l'ankylose » dont l'ennemi allait être atteint, et l'avantage que donnerait aux Alliés une attaque déclenchée en Lorraine. L'armée allemande avait la moitié de ses divisions entre Ath et Sedan. Sur le front de Lorraine, il n'y avait qu'un petit nombre d'unités de valeur militaire inférieure. Et, des études faites, il ressortait que l'ennemi ne pourrait renforcer ce front fragile qu'à raison d'une division par jour.

Le maréchal Foch avait aussitôt fait sienne cette suggestion, et sur son ordre, le général Pétain avait chargé le général de Castelnau, commandant le groupe d'armées de l'Est, de préparer une offensive en direction de la Sarre. Dans les premiers jours de novembre, le dispositif d'attaque se dessina :

La X<sup>e</sup> armée (Mangin) avec 14 divisions s'engagerait de Nomény à Château-Salins en direction de Sarreguemines ; cette attaque serait flanquée sur sa droite par l'armée Gérard (VIII<sup>e</sup>) vers Dieuze et les Étangs, tandis que la II<sup>e</sup> armée américaine (général Bullard), débouchant entre la Moselle et Port-sur-Seille avec 6 divisions, masquerait le front sud de Metz.

Le front allemand, de la frontière hollandaise aux abords de Pont-à-Mousson, mesurait en chiffres ronds 350 kilomètres ; l'espace entre le saillant méridional du Limbourg au sud de Maëstricht jusqu'à Sarrebruck en compte moins de 200. Un désastre subi en Lorraine allait contraindre les armées allemandes à s'écouler précipitamment par cette étroite bande de terrain, ou les acculer à une catastrophe. L'État-major allemand le comprit. Depuis le mois d'août, les Empires centraux, se sentant perdus, avaient d'ailleurs multiplié les manœuvres pacifistes et, vainement, tenté d'agir sur le président Wilson.

Les plénipotentiaires de l'Empire se présentèrent le 8 novembre au maréchal Foch, à Rethondes près de Compiègne ; l'armistice qu'ils demandaient leur fut accordé. Les hostilités s'arrêtèrent le 11 novembre à 11 heures. En acceptant toutes les conditions qui leur furent imposées, en particulier l'ignominieuse reddition de leur flotte, les Allemands avouaient le degré de leur impuissance. Les conditions eussent-elles été plus dures, qu'ils les auraient encore acceptées, les négociateurs en ont fait l'aveu sans détour.

Cet armistice permettait aux Alliés d'imposer à l'Allemagne vaincue la paix qu'il leur plairait de dicter ; mais, par sa modération, il témoignait de l'immense générosité du vainqueur, qui laissa les armées vaincues repasser le Rhin avec les honneurs de la guerre.

Le 10 novembre, la République avait été proclamée à Berlin et les Hohenzollern déclarés déchus du trône, comme tous les autres souverains allemands. Guillaume II et le kronprinz se réfugièrent en Hollande, tandis que l'empereur-roi d'Autriche-Hongrie prenait le chemin de la Suisse, cependant que les vainqueurs entraient solennellement à Mulhouse, à Metz et à Strasbourg. Les généraux Joffre, Foch, Pétain, avaient reçu le bâton de maréchal de France, et une loi du 17 novembre déclara que « les armées et leurs chefs, le Gouvernement de la République, le citoyen Clemenceau, président du Conseil, ministre de la Guerre, le maréchal Foch, généralissime des armées alliées, avaient bien mérité de la Patrie ».

Paris eut la joie de recevoir la visite officielle des chefs des nations qui s'étaient solidarisées avec la France. Vers la population parisienne, disait le roi d'Italie, « se tourne aujourd'hui l'admiration du monde entier ».

**CONCLUSION.** — Au début de cette esquisse de la « Grande Guerre », on a indiqué que, dès le quatrième mois de conflit, les



adversaires étaient tombés malgré eux dans d'interminables opérations qui présentaient tous les caractères d'un siège.

On peut se demander, en manière de conclusion, comment les Puissances centrales, réduites, à l'état de place forte coupée du reste du monde, purent tenir aussi longtemps.

Tout d'abord, il faut considérer que l'Empire allemand, principal tenant du camp germano-turc avait, avant la guerre, élevé un édifice militaire auquel nul ne pouvait être comparé. Cet édifice avait pour bases une puissante organisation, une population nombreuse, une formidable industrie. Et l'on doit admirer que ses adversaires lui aient résisté, dans les premières semaines, et que la France, avec l'appui de 60 000 Anglais, lui ait infligé la défaite de la Marne, dont elle ne s'est point relevée.

En outre, par sa position centrale, le bloc germano-turc opposait aux forces dispersées de l'Entente un groupement sans fissure. Il lui était loisible de porter à l'heure qui lui paraissait favorable, sur le point qu'il avait choisi, le maximum de ses ressources. La déroute russe en 1915, la destruction des armées serbes à l'automne de la même année, celle des armées roumaines en 1916 en sont un témoignage. Le général Joffre avait compris que la dispersion de nos forces était la principale cause de faiblesse de l'Entente; ses efforts tendirent à y obvier. La bataille générale qu'il parvint à allumer en 1916 sur tous les fronts marque la première réalisation de l'heureuse formule lancée par le Président du Conseil Briand : l'unité d'action sur l'unité de front.

L'année 1917, par la disparition du vainqueur de la Marne, marqua dans cet ordre d'idées une régression. Et cette année fut peut-être pour l'Entente la plus noire et la plus décevante.

Le danger apparut aux Alliés sous sa forme la plus tragique au printemps 1918, quand ils durent livrer une bataille défensive, avec des moyens inférieurs, et sans direction d'ensemble. Mais, de l'excès de péril sortit le salut. Les gouvernements de l'Entente résolurent enfin le problème de l'unité de commandement, qui a fait trébucher tant de coalitions, et, la fortune voulut que l'arrivée en France des légions américaines, compensant la défaillance des armées russes, réalisât l'unité de front au moment où le maréchal Foch réalisait l'unité d'action. C'est dans cette coïncidence que l'on doit rechercher la cause déterminante de la victoire alliée.

Au cours de cette guerre qui avait duré 52 mois, guerre sans précédent par l'énormité des effectifs mis en ligne, par la puissance des moyens employés, par l'horrible grandeur des pertes éprouvées et des ruines accumulées, l'armée française avait joué un rôle incomparable. Elle avait été la couverture de l'Entente pendant la majeure partie du conflit : en 1914, quand elle avait gagné presque seule la bataille de la Marne; en 1915, pendant que les armées britanniques s'organisaient; en 1916, quand, de Verdun à la Somme, elle supporta sans faiblir la plus formidable épreuve que l'histoire militaire ait jamais enregistrée. Et à chacune des grandes crises stratégiques, elle avait fourni aux Alliés le chef suprême capable de la dénouer.

La France a payé cette gloire assez cher, pour qu'on ne puisse, en vérité, lui en contester le mérite.

## BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GÉNÉRAUX. — BOURGET (J.-M.), *Les Origines de la victoire. Histoire raisonnée de la guerre* (1924). — CANONGE (G<sup>al</sup>), *La Grande guerre de 1914-1918* (1923). — CHERFILS (G<sup>al</sup>), *La Guerre de la délivrance* (1922). — CORDA (Lt-col. H.), *La Guerre mondiale* (1922). — GIRAUD (Victor), *La Grande guerre* (1919). — MIRMAN (L.), *Histoire de la Grande guerre racontée à la jeunesse de France* (1925). — NIOX (G<sup>al</sup>), *La Grande guerre* (1921). — PALAT (G<sup>al</sup>), *La Grande guerre sur le front occidental, tome I-X* (1917-1925). — ZURLINDEN (G<sup>al</sup>), *La Guerre de libération* (1919, 2 vol.).

OUVRAGES SPÉCIAUX. — ALAUZIER (Lt-col. d'), *Un Drame historique. La Résurrection de l'armée serbe, 1915-1916* (1920). — ALBERT-PETIT (G.), *La France de la Guerre* (1918-1919, 3 vol.). — ARTHUR (sir George), *Kitchener et la Guerre, 1914-1916*, trad. Alaux (1921). — BAUMGARTEN-CRUSIUS, *Le Haut commandement allemand pendant la bataille de la Marne* (1925). — BÉDIER (Joseph), *L'Effort français* (1919). — BERTHAUT (G<sup>al</sup>), *De la Marne à la mer du Nord. Vue d'ensemble sur les opérations militaires, 1914-1918* (1919). — BORDEAUX (Henry), *La Chanson de Vaux-Douaumont : Les derniers jours du fort de Vaux* (1916). — *Les Captifs délivrés* (1917). — BUAT (G<sup>al</sup>), *Ludendorff* (1920); — *Hindenburg* (1921); — *Hindenburg et Ludendorff stratèges* (1923); — *L'Armée allemande pendant la guerre de 1914-1918* (1920). — BULOW (feld-maréchal von), *Mon Rapport sur la bataille de la Marne* (1920). — CADORNA (G<sup>al</sup>), *La Guerre sur le front italien jusqu'à l'arrêt sur le front de la Pieve et du Grappa* (1924). — CAMON (G<sup>al</sup>), *L'Effondrement du plan allemand en septembre 1914* (1925). — CARRÉ (commandant H.), *La Véritable histoire des taxis de la Marne* (1921). — CHAMBRUN (Lt-col. de) et MARENCKES (capitaine de), *L'Armée américaine dans le conflit européen* (1919). — CIVRIEUX (commandant de), *L'Offensive de 1917 et le commandement du général Nivelle* (1919). — CORDA (Lt-col.), *La Bataille de Verdun* (1916). — COURRIÈRE (P.-H.), *Comment fut sauvé Paris. L'Ourcq*, préface du général Maunoury (1918). — CRAMON (G<sup>al</sup> A. von), *Quatre ans au G. Q. G. austro-hongrois*, trad. Koltz (1922). — DITTE (G<sup>al</sup>), *Calais, 1914-1918* (1924). — DOLLÉ (lieutenant), *La Cote 304* (1918). — DOUCHY (G<sup>al</sup>), *Le Grand État-major allemand avant et pendant la guerre mondiale*, analyse et trad. de l'ouvrage du général von Kuhl (1921). — DUBAIL (G<sup>al</sup>), *Quatre années de commandement (1914-1918)* (1920-1921, 5 vol.). — DUBOIS (G<sup>al</sup> A.), *Deux ans*

*de commandement sur le front de France* (1920). — DUGARD (Henry), *La Victoire de Verdun* (1918). — DUPONT (G<sup>al</sup>), *Le Haut commandement allemand en 1914* (au point de vue allemand), préface du maréchal Joffre (1922). — ENGERAND (Fernand), *Le Secret de la frontière, 1815-1871-1913; Charleroi* (1918); — *La Bataille de la frontière, août 1914* (1920). — ESSEN (Léon van der), *L'Invasion allemande en Belgique. De Liège à l'Yser* (1917). — FALKENHAYN (G<sup>al</sup> Erich von), *Le Commandement suprême de l'armée allemande (1914-1916) et ses décisions essentielles* (1920). — FRENCH (maréchal), *Mémoires, 1914* (1919). — GALLI (Henri), *L'Offensive française de 1917* (1920). — GALLIENI (G<sup>al</sup>), *Mémoires* (1920). — GHEUSI (P.-B.), *Gallieni* (1921). — GILLET (Louis), *La Bataille de Verdun* (1920). — GIRAUD (Victor), *Le Général de Castelnau* (1921). — GOLOVINE (G<sup>al</sup>), *Précis de la campagne en Prusse orientale* (Prague, 1925). — GRASSET (comm<sup>t</sup> A.), *Le Maréchal Foch* (1919). — GROUARD (Lt-col.), *La Conduite de la guerre jusqu'à la bataille de la Marne* (1922). — HAIG (Douglas), *L'Angleterre au feu. Dépêches de sir Douglas Haig*, trad. Gêmeau, préface du maréchal Foch (1920). — HANOTAUX (G.), *L'Enigme de Charleroi* (1917); — *La Bataille de la Marne* (1922, 2 vol.). — HANOTAUX (G.) et FABRY (Lt-col.), *Le Maréchal Joffre* (1920); — *Le Général Mangin* (1925). — HAUSEN (G<sup>al</sup> baron von), *Souvenirs de la Campagne de la Marne en 1914* (1922). — HINDENBURG, *Aus meinen leben* (Ma vie), préface du général Buat (1920). — KAHN (Reginald), *Le Plan de campagne allemand de 1914 et son exécution* (1923). — KLUCK (G<sup>al</sup> A. von), *La Marche sur Paris, 1914* (1922); — *Souvenirs de guerre du kronprinz* (1923). — KUHL (G<sup>al</sup> von), *L'État-major général allemand dans la préparation et la conduite de la guerre* (1922). — KURTH (Godefroid), *Le Guet-apens prussien en Belgique* (1919). — LACROIX (G<sup>al</sup> de), *Le Maréchal Foch* (1921). — LANREZAC (G<sup>al</sup>), *Le Plan de campagne français et le premier mois de la guerre* (1920). — LARCHER (commandant M.), *La Guerre turque dans la guerre mondiale* (1926). — LE GOFFIC (Ch.), *Dixmude* (1915); — *Steenstraete* (1917); — *Saint-Georges et Nieuport* (1919); — *La Victoire de la Marne. Les Marais de Saint-Gond* (1917). — LE GROS (G<sup>al</sup> H.), *La Genèse de la bataille de la Marne* (1919). — LUDENDORFF (G<sup>al</sup>), *Souvenirs de guerre, 1914-1918*, préface du général Buat (1920, 2 vol.); — *Conduite de la guerre et politique*, en all. (1922). — LIMAN VON SANDERS (G<sup>al</sup>), *Cinq ans de Turquie* (Berlin, 1919). — MADELIN (Louis), *Le Chemin de la victoire, 1914-1918* (1920); — *La Mêlée des Flandres. L'Yser et Ypres* (1917). — MALLETERRE (G<sup>al</sup>), *Les Campagnes de 1915* (1918). — MANGIN (G<sup>al</sup>), *Comment finit la guerre* (1920). — MARICOURT (A. de), *Foch, une lignée, une tradition, un caractère* (1920). — NORMAND (Col.), *La Défense de Liège, Namur, Anvers en 1914* (1923). — PAINLEVÉ (P.), *Comment j'ai nommé Foch et Pétain* (1924). — PERCIN (G<sup>al</sup>), *1914. Les Erreurs du haut commandement* (1920). — PILLANT (Paul), *Le Rôle du général Gallieni (août-septembre 1914)* (1923). — POWELL (E. A.), *La Guerre en Flandre*, trad. franç. (1915). — PRIEUR (Claude), *De Dixmude à Nieuport, Journal de campagne d'un officier de fusiliers marins, octobre 1914-mai 1915* (1916). — *Journal du commandant Raynal, Le fort de Vaux* (1919). — RECOULY (Raymond), *Foch le vainqueur* (1919); — *La Bataille de Foch* (1920). — REINACH (Joseph), *La Guerre sur le front occidental* (1916). — REPINGTON (Lt-Col., C. A. Court), *La Première guerre mondiale (1922-1924, 2 vol.)*. — REVOL (Lt-Col.), *L'effort militaire des Alliés sur le front de France* (1924). — RONAR'CH (vice-amiral), *Souvenirs de la guerre, t. 1<sup>er</sup>* (1921). — ROUSSET (Lt-Col.), *La Bataille de l'Aisne, avril-mai 1917* (1920); — *Les Grands chefs de l'armée française* (1923). — TOURNÈS (Col.) et capitaine H. BERTHEMET, *La Bataille des Flandres, 9-30 avril 1918* (1925). — VERRAUX (G<sup>al</sup>), *La Bataille des Flandres en 1917* (1920). — WINOGRADOKI (G<sup>al</sup>), *La Guerre sur le front oriental, 1914-1917* (1926).

OUVRAGES TECHNIQUES. — BONNAL (G<sup>al</sup>), *Les Conditions de la guerre moderne* (1916). — FOCH (G<sup>al</sup> F.), *Des Principes de la guerre*, Conférences faites à l'École supérieure de guerre (7<sup>e</sup> éd., 1921); *De la conduite de la guerre. La manœuvre pour la bataille* (6<sup>e</sup> éd., 1921). — LUCAS (Lt-Col.), *L'Évolution des idées tactiques en France et en Allemagne pendant la guerre de 1914-1918* (1923). — MORDACQ (G<sup>al</sup>), *La Stratégie* (1920). — OVERSTRAETEN (capitaine com<sup>t</sup> R. van), *Des principes de la guerre à travers les âges* (Bruxelles, 1922, 2 vol.). — PALAT (G<sup>al</sup>), *La Philosophie de la guerre, d'après Clausewitz* (1922).

GUERRE NAVALE. — BIENAIMÉ (vice-amiral), *La Guerre navale, 1914-1915* (1920). — CASTEX (Cap. de frégate), *Synthèse de la guerre sous-marine, De Pontchartrain à Tirpitz* (1920). — CHACK (Capitaine de vaisseau P.), *La Guerre des croiseurs 1922-1923, 2 vol.*. — COPER (Comm. H. Spencer), *La Bataille des Falkland*, trad. fr. (1921). — CONSETT (contre-amiral), *1914-1918. Le triomphe des forces économiques* (1924). — CLERC-RAMPAL, *La Marine française pendant la Grande guerre* (1919). — DAVELUY (contre-amiral), *L'Action maritime pendant la guerre anti-germanique (1909-1916, 3 vol.)*. — JELICOE (amiral), *La Grande flotte, 1914-1916* (1921). — LAWRENS (A.), *Le Blocus et la guerre sous-marine* (1924).

LEYGUES (Georges), *Les Marins de France. L'Œuvre de la Marine française pendant la guerre* (1921). — PARSEVAL (capitaine de frégate de), *La Bataille navale du Jutland* (1919). — RIVOYRE (lieutenant de vaisseau de), *Histoire de la guerre navale, 1914-1918* (1921). — SCHEER (amiral), *Mémoires* (1924). — SIMS (contre-amiral), *La Victoire sur Mer; le rôle de la marine américaine pendant la guerre* (1925). — THOMAZI (capitaine de vaisseau A.), *La Guerre navale dans la zone des armées du Nord* (1924); — *La Guerre navale dans l'Adriatique* (1925). — TIRPITZ (grand amiral von), *Mémoires* (1922). — VASCHALDE (capitaine de frégate T.), *Marine et Guerre navale* (1920).

Rapports et procès-verbaux d'enquête de la Commission instituée, sous la présidence du Premier Président de la Cour des Comptes, Georges Payelle, en vue de constater les actes commis par l'ennemi en violation du droit des gens (1915-1919, 6 vol.). — GROMAIRE (G.), *L'Occupation allemande en France, 1914-1918* (1925). — MARÈS (Roland de), *La Belgique envahie* (1914). — NOTHOMB (Pierre), *Les Barbares en Belgique* (1915). — MÉRIGNHAC (A.) et LÉMONON (E.), *Le Droit des gens et la Guerre de 1914-1918* (1921, 2 vol.).

HISTOIRE POLITIQUE ET DIPLOMATIQUE. — AUERBACH (Bertrand), *L'Autriche et la Hongrie pendant la guerre* (1924). — BETHMANN-HOLWEG, *Considérations sur la guerre mondiale*, trad. franç. (1920). — BOURBON (prince Sixte de), *L'Offre de paix séparée de l'Autriche* (1920). — BUCHANAN (sir George), *Mémoires, 1910-1917* (1925). — COCHIN (Denys), *Entre Alliés*, (1924). — COSMIN (S.), *L'Entente et la Grèce pendant la Grande Guerre* (1926, 2 vol.). — ERZBERGER (M.), *Souvenirs de guerre*, trad. franç. (1921). — GAUVAIN (A.), *L'Europe au jour le jour* (1917-1924, 14 vol.). — GÉRARD, *Mémoires*, trad. franç. (1919, 2 vol.). — GUILLAUME II, *Mémoires*, trad. franç. (1922). — HAUTECEUR (Louis), *L'Italie sous le ministère Orlando, 1917-1919* (1919). — IANCOVICI (D.), *La Paix de Bucarest* (1918). — JAECKH (Ernest), *Kiderlen-Waechter intime*, trad. franç. (1926). — LANSING (Robert), *Mémoires*, trad. Alaux (1925). — MOUSSET (Albert), *L'Espagne dans la Guerre mondiale* (1923). — PALÉOLOGUE, *La Russie des tsars* (1921, 3 vol.). — RIBOT (Alex.), *Lettres à un ami* (1924). — SCHEIDEMANN (Philipp), *L'Effondrement* (1923).



## CHAPITRE III

# LA PAIX

**L**A CONFÉRENCE DE LA PAIX. — LES TRAITÉS.  
— La Conférence de la paix ou, plus exactement, la « Conférence internationale des préliminaires de paix », se réunit à Paris le 18 janvier 1919, à 3 heures de l'après-midi, dans le salon de l'Horloge du palais d'Orsay. C'est là qu'avait été signé, en 1856, le traité qui mit fin à la guerre de Crimée.

Le choix de la capitale française comme siège des délibérations de la Conférence était un hommage rendu à la ville que les Allemands n'avaient cessé d'avoir pour objectif et au pays qui s'était sacrifié si vaillamment au salut de la liberté.

Les travaux préparatoires furent répartis entre plusieurs commissions, sous le contrôle d'un « Conseil des Dix », comprenant les chefs de gouvernement des grandes Puissances et leurs ministres des Affaires étrangères. Wilson, Lloyd George, Sonnino et Clemenceau — « les Quatre » — participèrent directement aux négociations (1). Le 3 février, la Chambre reçut solennellement le président des États-Unis, et ce fut une séance d'émouvante grandeur, au cours de laquelle l'hôte des députés français glorifia notre patrie, nous promit la garantie du monde civilisé et souhaita que la Conférence construisît un monde nouveau, « où il ferait bon vivre ».

On n'admit à la Conférence que les nations alliées ou associées et, dans la mesure où leurs intérêts étaient engagés, les nations neutres. On estimait que les conditions de la paix devaient être seulement communiquées à ceux qui avaient déchaîné la catastrophe.

Cinq traités principaux, que complétèrent des conventions accessoires ou particulières, mirent fin à la Grande Guerre : traité de Versailles avec l'Allemagne ; traité de Saint-Germain avec l'Autriche, traité de Trianon avec la Hongrie, traité de Neuilly-sur-Seine avec la Bulgarie, traité de Sèvres avec l'Empire ottoman (2). Ils sont complémentaires les uns des autres, étant observé toutefois que celui de Ver-

(1) Lors de la séparation de la Conférence de la paix, la « Conférence des ambassadeurs », fut chargée de veiller à l'exécution des clauses des traités présentant un caractère interallié et pour lesquelles n'était pas prévue la compétence d'un organisme spécial, comme la Société des nations ou la Commission des réparations. Les gouvernements alliés lui confièrent en outre le règlement d'un certain nombre d'affaires.

(2) Au traité de Sèvres, qui ne fut pas exécuté, fut substitué le traité de Lausanne.



PREMIÈRE SÉANCE DE LA CONFÉRENCE DE LA PAIX (18 janvier 1919). — Les délégués réunis dans le salon de l'Horloge au ministère des Affaires étrangères, à Paris. CL. FORBIN.

sailles est fondamental et que leurs auteurs ont voulu les mettre en liaison avec le pacte de la Société des nations qui est comme leur frontispice commun.

Ils comportent des clauses politiques et territoriales, édictent des stipulations d'ordre financier et économique, prévoient des sanctions, des réparations et des garanties. On s'attachera surtout à indiquer les clauses politiques et territoriales, les autres dispositions des traités — par exemple celles qui concernent la question des réparations — exigeant des développements techniques qui déborderaient le cadre de cet ouvrage.

## I. LE PACTE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

« Une guerre à laquelle toute l'humanité a participé, disait Ernest Lavisse, appelle fatalement un essai d'organiser toute l'humanité ».

A partir du jour où s'ouvrirent les conférences de La Haye (1899), où furent fondées une juridiction internationale et une cour d'arbitrage, le pacifisme sortit du domaine théorique et doctrinal. La proposition française d'arbitrage obligatoire échoua précisément par l'opposition de l'Allemagne ; mais les conceptions généreuses que nos représentants avaient tenté de faire prévaloir se répandirent dans les esprits.

Une « Ligue de la paix par la force » (*League to enforce peace*) avait été créée aux États-Unis le 17 mai 1915. Le président Wilson s'empara de l'idée et, la développant, conçut le plan d'une société de peuples groupés dans un sentiment loyal de solidarité, dans une résolution d'agir en commun pour assurer à l'humanité « la liberté de vivre ». A Washington, le 2 septembre 1916, il affirma que les principes du droit public doivent l'emporter sur les intérêts particularistes, que toutes les nations sont, bon gré mal gré, associées et « partenaires », qu'il est de leur intérêt même de s'entendre entre elles et qu'une impartiale justice est la condition de leur collaboration ; elles feront donc une « sorte de ligue » pour obtenir que le droit l'emporte sur les agressions égoïstes, pour éviter l'opposition des alliances, pour assurer le respect absolu du droit des peuples et de l'humanité. Et, il ajouta ultérieurement que les peuples et les provinces ne doivent pas faire l'objet de marchés « comme s'ils étaient de simples choses ou de simples pions d'un jeu, même du grand jeu maintenant à jamais discrédité de l'équilibre ».

Lorsque l'Allemagne, après ses alliés, dut demander grâce, les puissances victorieuses donnèrent donc pour base à l'organisation nouvelle du monde la *Société des nations*, considérée à la fois comme un instrument de progrès et comme une garantie contre le retour offensif du militarisme à la prussienne.

Le *Pacte de la Société des nations*, qui forme les vingt-six premiers articles du traité de Versailles, débute par un préambule qu'il convient de reproduire *in extenso*, parce qu'il proclame les principes généraux dont s'inspirèrent les gouvernements alliés et associés.

Les Hautes Parties contractantes,

Considérant que, pour développer la coopération entre les nations et pour leur garantir la paix et la sûreté, il importe

d'accepter certaines obligations de ne pas recourir à la guerre,

d'entretenir au grand jour des relations internationales fondées sur la justice et l'honneur,

d'observer rigoureusement les prescriptions du droit international, reconnues désormais comme règle de conduite effective des gouvernements,

de faire régner la justice et de respecter scrupuleusement toutes les obligations des traités, dans les rapports mutuels des peuples organisés,

Adoptent le présent Pacte, qui institue la Société des nations.

La coopération entre nations, leur tranquillité et leur sûreté étaient ainsi subordonnées à l'engagement de ne pas recourir dans certains cas à la force, et au respect de quelques



principes de haute morale politique, fondés sur la justice et l'honneur.

**COMPOSITION ET ORGANES DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.** — La Société des nations est constituée : 1<sup>o</sup> par tous les États alliés ou associés, signataires du traité de paix, membres originaires (au nombre de 32) ; — 2<sup>o</sup> par les États neutres ayant adhéré au Pacte sans réserves, deux mois au plus tard après sa mise en vigueur ; — 3<sup>o</sup> par tout autre État, dominion ou colonie autonome ayant donné des garanties effectives de sa bonne foi en matière d'obligations internationales et accepté le règlement établi par la Société en ce qui concerne les armements, l'admission étant prononcée par les deux tiers des nations représentées. — L'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Bulgarie, la Turquie furent provisoirement exclues.

Cessent de faire partie de la Société : 1<sup>o</sup> tout membre qui, ayant rempli ses engagements internationaux, fait savoir deux ans à l'avance sa résolution de se retirer ; — 2<sup>o</sup> tout membre qui n'accepte pas les amendements au Pacte régulièrement votés par la majorité des membres de l'Assemblée ; — 3<sup>o</sup> tout membre exclu par tous les autres membres de la Société pour violation de l'une des obligations résultant du Pacte.

L'action de la Société s'exerce par une *Assemblée* et par un *Conseil*, assistés d'un *Secrétariat permanent*.

L'Assemblée se compose de représentants de tous les membres de la Société, dont elle est le Parlement, comme le Conseil en est l'organe exécutif ; chaque membre ne peut avoir plus de trois représentants et dispose d'une seule voix.

Le Conseil comprend les représentants des principales puissances alliées et associées et de quatre autres États sociétaires choisis par l'Assemblée. Sur avis favorable de la majorité de l'Assemblée, le Conseil a, d'ailleurs, la faculté de désigner d'autres membres, permanents ou temporaires. Chaque État représenté n'a droit qu'à un représentant et à une seule voix.

Sauf dispositions contraires du Pacte, les décisions de l'Assemblée ou du Conseil sont prises à l'unanimité, tandis que les questions de procédure sont réglées à la majorité.

Les amendements au Pacte entrent en vigueur aussitôt qu'ils ont été ratifiés par le Conseil et par la majorité de l'Assemblée.

On remarquera que, si la Grande-Bretagne dispose d'une seule voix comme les autres membres de la Société, les dominions du Canada, le commonwealth d'Australie, l'Union sud-africaine, le dominion de la Nouvelle-Zélande et l'Inde ont été admis à avoir une représentation particulière. Cuba a également une représentation distincte de celle des États-Unis.

La France, dont les tendances administratives sont essentiellement centralisatrices, ne compte, dans son domaine d'outre-mer, aucun dominion ; mais l'Inde anglaise, simple colonie de la couronne, n'avait pas plus de droits à être représentée que l'Algérie ou nos pays de protectorat, qui ont pris une part glorieuse à la Grande Guerre. Cette différence de traitement n'a pas une très grande importance au regard des décisions de l'Assemblée, qui doivent être prises à l'unanimité. Il est, cependant, un cas — et un cas particulièrement grave — où il en est autrement : l'admission de nouveaux associés

est, en effet, valablement prononcée par les deux tiers des membres présents.

Le siège de la Société des nations est établi à Genève, mais le Conseil peut, à tout moment, décider l'établir ailleurs.

**MOYENS DE PRÉVENIR OU DE RÉGLER LES CONFLITS. — SENTENCES ARBITRALES.** — Pour prévenir ou régler les conflits entre nations, le Pacte recommande ou prescrit certaines mesures, les unes de prévoyance ou de surveillance, les autres d'exécution.

D'abord, chaque membre de la Société a le droit, « à titre amical », d'appeler l'attention de l'Assemblée ou du Conseil sur « toute circonstance de nature à affecter les relations internationales et qui menace, par suite, de troubler la paix ou la bonne entente entre nations dont la paix dépend », et il est expressément déclaré « que toute guerre ou menace de guerre, qu'elle affecte directement, ou non, l'un des membres de la Société, intéresse la Société tout entière et que celle-ci doit prendre les mesures propres à sauvegarder efficacement la paix des nations ».

Le maintien de la paix étant le principal objectif de la Société, les armements seront réduits au minimum compatible avec la sécurité nationale et l'exécution des obligations internationales, compte tenu de la position géographique et des conditions spéciales de chaque État.

La Société comporte un organisme judiciaire, composé de tout tribunal arbitral choisi par les intéressés, y compris la Cour permanente de La Haye, et de la *Cour permanente de justice internationale*, dont le statut, préparé par le Conseil, aura été approuvé par la Société. Cette haute juridiction rend des arrêts sur tout différend dont la saisissent les parties, ou donne les avis que lui demandent le Conseil et l'Assemblée.

La procédure d'arbitrage ou d'examen par le Conseil prévoit plusieurs hypothèses. Notamment, tout conflit pouvant entraîner une rupture entre des membres de la Société est soumis à l'examen du Conseil ou à la procédure d'arbitrage, et les parties s'engagent à ne pas recourir aux armes avant qu'un délai de trois mois se soit écoulé depuis le rapport du Conseil (qui doit intervenir dans les six mois) ou la sentence des arbitres (qui doit intervenir « dans un délai raisonnable »). C'est seulement après avoir observé la procédure et les délais qu'un État peut ouvrir les hostilités.

Un membre de la Société recourt-il à la guerre contrairement aux engagements pris en conformité de cette procédure ? Il est, *ipso facto*, considéré comme ayant commis un acte de guerre contre tous les autres membres de la Société : ceux-ci cessent avec l'État en rupture de Pacte toutes relations commerciales ou financières, interdisent à leurs nationaux tout rapport avec les nationaux de cet État, se prêtent un mutuel appui pour réduire au minimum, en ce qui les concerne, les conséquences du blocus économique qu'ils ont édicté, ou pour résister aux mesures de rétorsion dirigées contre eux. Si une action militaire commune est décidée, des dispositions seront prises pour faciliter le passage des forces armées à travers le territoire des États participants. L'exclusion de l'État en rupture de Pacte peut être prononcée par le Conseil, mais à l'unanimité.

Il est fait application de ces dispositions à l'État ou aux États étrangers à la Société qui, invités à se soumettre aux conditions arrêtées par le Conseil, opposent un refus et recourent aux armes.

**GARANTIES DONNÉES AUX PEUPLES « MINEURS ». RÉGIME DU MANDAT INTERNATIONAL.** — Les peuples primitifs ou insuffisamment civilisés ne doivent pas être un objet d'oppression ni d'exploitation. Ce sont des mineurs, dont la tutelle incombe, comme une « mission sacrée », aux nations de culture supérieure.

Les nations qui accepteront cette charge l'exerceront pour le compte de la Société, et rendront compte au Conseil de leur administration.

Sous réserve des garanties dues aux indigènes, les territoires d'une superficie restreinte et d'une population à faible densité, qui, éloignés des centres généraux de civilisation, sont contigus au territoire du mandataire, vivront sous les lois de ce dernier, comme s'ils faisaient partie intégrante de son territoire : tels sont le Sud-Ouest africain et certaines îles du Pacifique.

Ailleurs, par exemple en Afrique australe, où les natifs ne sont pas

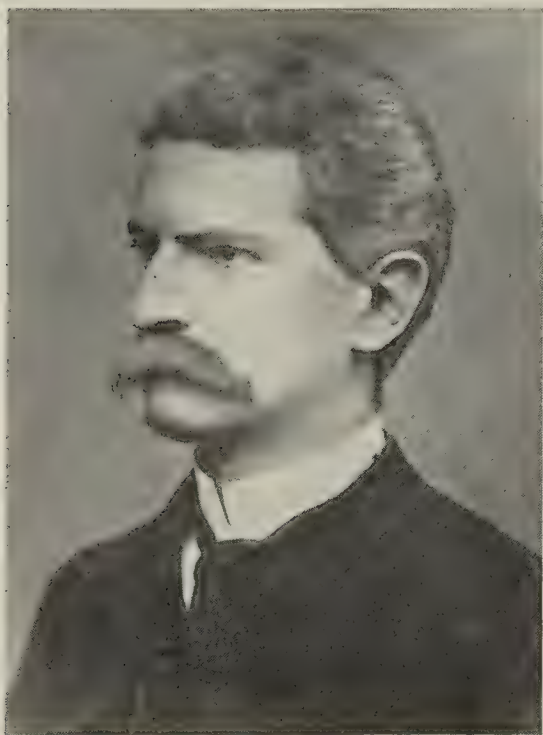


CLEMENCEAU, NÉ EN 1841. CL. MEURISSE.



WILSON (1856-1924). CL. GORCI.





SONNINO (1847-1922). CL. MONTAVONE.

communautés naguère sujettes de l'Empire ottoman, quelques-unes peuvent être reconnues indépendantes; mais un mandataire, choisi conformément à leurs vœux, les conseillera jusqu'au jour où elles seront complètement émancipées. C'est ainsi que les anciennes colonies allemandes et certaines nationalités de sujétion turque ont été remises à la Société des nations, pour être administrées en son nom par des mandataires qualifiés.

Il y a, en somme, trois catégories de mandats : les mandats A, qui s'appliquent aux territoires ottomans; — les mandats B, qui s'appliquent aux anciennes colonies allemandes dont une puissance alliée assume l'administration, sous le contrôle de la Société des nations; — les mandats C, qui s'appliquent aux anciennes colonies allemandes incorporées aux colonies limitrophes des Puissances alliées.

#### ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL.

— La Société des nations se proposant de fonder la paix universelle sur la justice sociale, les signataires de la paix de Versailles décidèrent d'améliorer les conditions du travail, en tant qu'elles « impliquaient, pour un grand nombre de personnes, l'injustice, la misère et les privations ».

L'organisation dont ils posèrent les bases est liée à l'organisation même de la Société : c'est le Conseil de la Société qui, dans la composition du Conseil d'administration décide, en cas de contestation, quels sont les membres dont l'importance industrielle est la plus considérable; c'est la Cour permanente de justice internationale, créée par la Société, qui statue sans appel sur les infractions relatives aux « recommandations » ou projets de convention dans les limites des articles 415 et 416; c'est le secrétaire général de la Société des nations qui enregistre les conventions ratifiées; enfin, le *Bureau international du travail* fait partie intégrante des institutions de la Société. La vitalité de l'organisation ouvrière conçue par les auteurs du traité de Versailles dépend donc étroitement de la vitalité même de la Société des nations.

Deux conceptions s'étaient affrontées. Parmi les gouvernements représentés, les uns, comme le gouvernement français, estimaient qu'il y avait lieu d'élaborer directement une réglementation internationale obligatoire pour tous les signataires, « une sorte de charte du travail »; les autres pensaient que la Commission avait seulement à instituer une organisation permanente, qui préparerait cette réglementation. Les partisans du second système firent valoir qu'il ne suffisait pas d'affirmer des principes généraux, qu'il était nécessaire de formuler des dispositions précises et que l'élaboration de ces dispositions ne pouvait s'improviser. Ils obtinrent la majorité.

Si la Commission ne formula pas une législation obligatoire, elle donna au premier système proposé une satisfaction relative en introduisant dans le traité un certain nombre de principes directeurs. Elle créa un organisme international d'action et de contrôle; elle fit de cet organisme un rouage permanent; elle fit appel à la collaboration effective des employeurs et des travailleurs.

**DROIT DE SURVEILLANCE ATTRIBUÉ À LA SOCIÉTÉ.** — La Société des nations surveille l'observation des

encore capables de se diriger eux-mêmes « dans les conditions particulièrement difficiles du monde moderne », le mandataire administrera directement les territoires que lui confiera la Société. La traite des esclaves, le trafic des armes, le commerce de l'alcool en seront prohibés. On n'y tolérera l'établissement d'aucune fortification, d'aucune base militaire ou navale. Les indigènes ne seront armés et exercés que pour faire la police, défendre leur pays en cas d'agression, assurer à tous les membres de la Société une égale liberté commerciale.

Enfin, parmi les

conditions du travail, le traitement auquel sont soumis les indigènes, le respect des accords relatifs à la traite, au trafic de l'opium et autres drogues nuisibles, le commerce des armes et munitions. Elle maintient la liberté des communications et du transit, prend des mesures d'ordre international pour prévenir et combattre les maladies, encourage les organisations de la Croix-Rouge, dont l'objet est « l'amélioration de la santé, la défense préventive contre la maladie et l'adoucissement de la souffrance dans le monde ». Elle a sous son autorité les bureaux internationaux présents ou à venir.

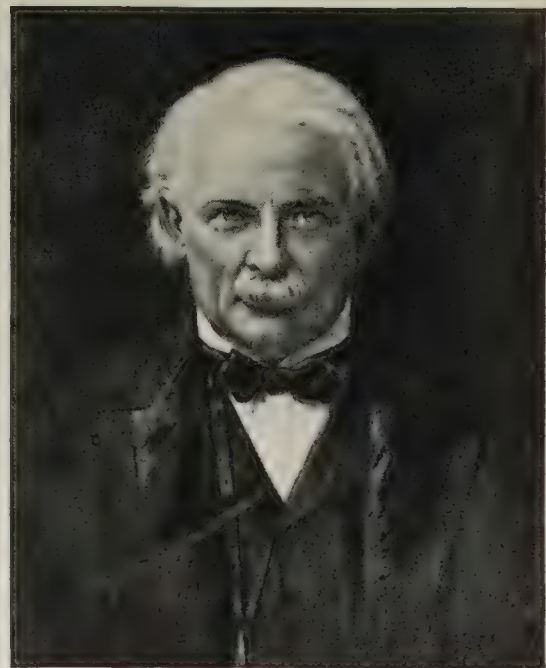
**CARACTÈRE DU PACTE.** — L'organisme international créé par le Pacte n'a pas les moyens d'imposer sa volonté; il ne dispose pas d'une force propre d'exécution. Les délégués français à la Conférence, par l'organe de Léon Bourgeois, avaient demandé la création de cette force et la limitation obligatoire des armements, conditions indispensables de la paix : ils n'obtinrent pas gain de cause. La conception américaine l'emporta non seulement sur le projet français, mais aussi sur les projets italien et suisse, qui admettaient l'emploi de mesures de coercition. La guerre n'est donc pas prohibée; sa légitimité est même, dans certaines conjonctures, formellement reconnue, et des traités devront suppléer à l'insuffisance des garanties dont dispose la Société. Car celle-ci n'est pas État international placé au-dessus des États particuliers. Tendant à conserver la paix par la substitution du droit à la violence dans le règlement des conflits, elle tire toute sa force du libre assentiment de ses membres. Elle apparaît surtout, à ses débuts, comme une haute puissance morale.

Malgré ces causes de faiblesse, malgré l'opposition des États-Unis eux-mêmes à l'œuvre de leur président — opposition d'autant moins explicable qu'ils entendent ne pas se désintéresser des affaires européennes — malgré les crises de croissance auxquelles elle est exposée, la Société, exaltée par les uns, accueillie par les autres avec scepticisme ou avec ironie, a pu, grâce à la foi de ses initiateurs, affirmer son existence et accroître son autorité. Il était bon, au lendemain de la Grande Guerre, de faire appel à la conscience universelle pour fonder de plus en plus sur la justice et sur l'honneur les relations internationales. A défaut des moyens de force et de contrôle dont elle ne dispose pas, l'institution nouvelle, si imparfaite qu'elle soit, réalise un progrès dans la vie des peuples civilisés. Pour la première fois, un organe officiel s'efforce d'endiguer les effroyables conséquences des rivalités entre les États. Les membres de la Société se garantissent réciproquement leur intégrité territoriale et leur indépendance politique; ils se déclarent tous également intéressés au maintien de la paix. La procédure de l'arbitrage reçoit, avec une consécration solennelle, une extension considérable, et des sanctions positives sont prises contre les sociétés en rupture de Pacte.

La « collaboration de Rome avec Genève » a été souhaitée par des personnalités du monde catholique, et il s'est ainsi trouvé dans tous les partis, dans toutes les confessions, des âmes généreuses pour saluer l'avènement de ce droit nouveau, qui voudrait enfin assurer sur la terre la paix aux hommes de bonne volonté.

## II. LE TRAITÉ DE VERSAILLES (28 JUIN 1919)

Le traité de paix avec l'Allemagne fut signé, le 28 juin, dans le palais de Versailles, lié à la splendeur de l'ancienne monarchie et, précisément dans cette galerie des Glaces, où la proclamation du roi de Prusse comme kaiser, en 1871, avait couronné l'œuvre brutale de Bismarck. La cérémonie se déroula simple, sobre, en un décor majestueux et solennel. Clemenceau, en arrivant, se dirigea vers un petit groupe de mutilés, à qui des places avaient été réservées : « Vous avez souffert, leur dit-il, mais voici



LLOYD GEORGE, NÉ EN 1863.



voire récompense ! » Dès que les plénipotentiaires allemands — Hermann Müller, ministre des Affaires étrangères, et le Dr Bell — eurent été introduits, les signatures furent échangées au milieu d'un silence impressionnant (1).

Le 14 juillet, les troupes françaises et alliées, conduites par leurs chefs les plus illustres, entrèrent solennellement à Paris par l'Arc de l'Étoile et défilèrent devant une foule émue et reconnaissante. Après Paris, Londres rendit hommage aux héros de la Grande Guerre : des acclamations frénétiques se firent entendre au passage du maréchal Foch et de nos poilus (19 juillet).

### LES NOUVELLES FRONTIÈRES DE L'ALLEMAGNE. — BELGIQUE, LUXEMBOURG. —

Le royaume de Belgique, qui a cessé de former un État neutre, s'est agrandi au détriment de l'Allemagne de quelques petits territoires — ceux de Moresnet, d'Eupen et de Malmédy — qu'avec d'autres (qui lui sont restés) la Prusse s'était fait indûment attribuer par l'acte final du congrès de Vienne du 9 juin 1815. De ce fait, la frontière allemande s'est encore trouvée légèrement modifiée, soit par le traité de Versailles lui-même, soit par la « consultation populaire » dont (pour Eupen et pour Malmédy) le Conseil de la Société des Nations a enregistré le résultat le 20 septembre 1920.

Plus au Nord, tout au long de la frontière du Luxembourg, aucune modification ; il est bon de noter toutefois que ce petit État neutre a été soustrait à l'emprise allemande du Zollverein et amené à graviter, au point de vue économique, dans l'orbite des pays limitrophes dont il parle la langue, des pays de langue française, et surtout de la Belgique.

**RIVE GAUCHE DU RHIN.** — La capitulation de l'Allemagne en 1918 posait de nouveau devant l'Europe la question de la rive gauche du Rhin. Il est de toute évidence qu'il n'y aura aucune sécurité pour la France sur la Meuse, ni pour la Belgique sur l'Escaut, aussi longtemps que les routes de Paris et de Bruxelles seront ouvertes à l'armée allemande. Il est non moins évident que l'Angleterre a beaucoup à craindre d'une invasion venant de l'Est : que les Allemands prennent les ports de la Manche, que la France et l'Angleterre ne soient plus maîtresses des deux rives du Pas de Calais, aussitôt les incursions des sous-marins deviennent redoutables, et les canons à longue portée, tirant de Calais, peuvent rendre inutilisable le port de Douvres.

Sans invoquer le système des frontières naturelles qui, pas plus que le principe des nationalités, ne peut, en raison de la mêlée des races, fournir une règle absolue de droit international, sans obéir aux conseils de l'ambition ni aux suggestions de l'intérêt, mais uniquement pour prendre des sûretés contre un ennemi perfide, la France ne devait pas se borner à la simple restitution de l'Alsace et de la Lorraine ; car les traités de 1815, actes de défiance, lui avaient imposé, à l'Est, une frontière si vulnérable que le sort de sa capitale dépendait d'une attaque brusquée.

Le danger contre lequel nous avons le devoir de nous prémunir n'était pas moins grand, après la défaite des Empires centraux ; il l'était peut-être davantage en présence d'une Allemagne plus que jamais unifiée.

Et, pourtant, les Puissances alliées et associées, soucieuses jus-



LE 14 JUILLET 1919 A PARIS. — Le défilé des Alliés sous l'Arc de Triomphe : les drapeaux américains passent sous la voûte. CL. MANUEL.

qu'au scrupule de respecter le principe de l'indépendance des peuples, se refusèrent finalement à détruire le *Reich*. On maintint donc le bloc allemand ; on ne traita pas avec chacun des États de l'ancien Empire ; on ne demanda même pas à la Bavière de signer séparément le traité de paix.

Après qu'eut été conclu l'armistice, la commission des affaires extérieures de la Chambre des députés formula son avis, dans la séance du 2 décembre 1918 : il convenait d'exiger la ligne frontière de 1814, y compris le bassin entier de la Sarre, et un ensemble de garanties militaires, politiques, économiques, qui, tout en libérant la rive gauche du Rhin de l'influence prussienne, mettrait définitivement notre pays à l'abri de l'invasion.

Le maréchal Foch n'était pas moins catégorique. Il ne s'agissait pas de s'agrandir au détriment de l'Allemagne, mais de briser sa puissance de destruction, de sauvegarder l'avenir des démocraties occidentales et, pour y parvenir, de faire du Rhin la frontière militaire de l'Allemagne. « La capacité offensive de l'Allemagne, disait-il, est essentiellement fonction du réseau stratégique qu'elle a construit sur la rive gauche du Rhin en combinaison avec les forteresses du fleuve, c'est-à-dire, en dernière analyse, que cette puissance d'agression est fonction du débit des ponts ».

Les vues du maréchal persuadèrent le gouvernement, qui les fit siennes dans un mémoire du 25 février 1919 « sur la fixation au Rhin de la frontière militaire de l'Allemagne et l'occupation interralliée des ponts du fleuve ». Mais les Puissances alliées et associées opposèrent :

a) Qu'on ne pouvait, sans manquer aux principes adoptés en commun le 4 novembre 1918 comme base de paix, séparer de l'Allemagne 5 millions et demi d'Allemands (7 millions en comptant les têtes de pont) sans un plébiscite que nul ne demandait et dont le résultat eût été, d'ailleurs, en faveur de l'Allemagne ;

b) Que cette séparation, réalisée sans plébiscite préalable, serait une annexion déguisée, un retour à la politique bismarckienne et une cause de guerre pour l'avenir ;

c) Que, d'ailleurs, la rupture de tout lien entre la rive gauche du Rhin et l'Allemagne pourrait avoir des conséquences fâcheuses pour les Alliés eux-mêmes au point de vue des clauses de réparations et d'occupation, les uns et les autres ne se justifiant que contre l'Allemagne et pouvant difficilement se motiver contre un pays indépendant de l'Allemagne ;

d) Que pour ces raisons certains gouvernements refusaient, dans l'hypothèse d'une telle solution, d'associer leurs troupes à l'occupation et qu'ils ne pourraient pas prendre devant leurs Parlements respectifs et leur opinion publique la responsabilité de recommander ni l'occupation par la France seule sans limitation de durée, ni la rupture par la force du lien entre l'Allemagne et la rive gauche du Rhin.

Par contre, le 14 mars 1919, le président Wilson et Lloyd George nous proposèrent la garantie armée des États-Unis et de l'Empire britannique en cas d'agression. Le président du Conseil ne voulut pas

(1) Le traité était conclu : 1° d'une part, entre les États unis d'Amérique, l'Empire britannique, la France, l'Italie et le Japon, principales puissances alliées et associées, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, Cuba, l'Équateur, la Grèce, le Guatemala, Haïti, le Hedjaz, le Honduras, le Liberia, le Nicaragua, le Panama, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, l'État serbe-croate-slovène, le Siam, l'État tchécoslovaque et l'Uruguay ; 2° d'autre part, avec l'Allemagne.





SIGNATURE DU TRAITÉ DE PAIX dans la galerie des Glaces, au palais de Versailles (28 juin 1919). CL. CHUSSEAU-FLAVIENS.

« se séparer des Alliés, après avoir avec eux remporté la victoire » ; mais il insista pour obtenir des sûretés complémentaires, parce que la substitution d'une garantie politique à une garantie matérielle était insuffisante, parce que la France devait avoir la possibilité, en attendant qu'on vînt à son aide, de faire seule face au danger et il obtint l'adhésion des Alliés aux diverses clauses qui devaient compléter la garantie anglo-américaine.

**L'ALSACE-LORRAINE.** — Strasbourg et Metz, disait Bismarck, « sont les clefs de notre maison ». Non, l'Alsace et la Lorraine sont les défenses avancées de notre capitale, et le droit historique, si souvent invoqué par les Allemands, se retourne ici contre leurs prétentions.

En 1709, le baron Schmettau, désigné par le roi de Prusse pour assister aux conférences de La Haye, rédigea un mémoire où, recherchant le meilleur moyen « d'humilier la France » et de la réduire à l'impuissance, il préconisait la réunion de la Franche-Comté aux possessions de la Maison d'Autriche, mais se prononçait fortement contre l'idée de prendre l'Alsace.

Car il est notoire, disait-il, que les habitants de l'Alsace sont plus François que les Parisiens, et que le Roi de France est si sûr de leur affection à son service et à sa gloire, qu'il leur ordonne de se fournir de fusils, de pistolets, de halberdes, d'épées, de poudre et de plomb, toutes les fois que le bruit court que les Allemands ont dessein de passer le Rhin, et qu'ils courent en foule sur les bords de ce fleuve pour en empêcher, ou du moins disputer le passage à la Nation Germanique, au péril évident de leurs propres vies, comme s'ils alloient au triomphe.

En sorte que l'Empereur et l'Empire doivent être persuadés qu'en reprenant l'Alsace seule, sans recouvrer la Franche-Comté, ils ne trouveront pour ainsi dire qu'un amas de terre morte pour l'Auguste Maison d'Autriche, et qui couvrira un brasier d'amour pour la France, et de fervents desirs pour le retour de son Règne en ce Pays, auquel ils donneront toujours conseil, faveur, aide et secours dans l'occasion.

Voilà ce qu'un diplomate prussien pensait des sentiments de l'Alsace pour la France postérieurement à la réunion de Strasbourg. L'assimilation se poursuivait régulièrement pendant tout le XVII<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> siècle, et l'Alsace fut, sous la Révolution, le théâtre d'un mouvement patriotique qui acheva de cimenter son union avec le reste de la France.

Ce sont bien des territoires français que l'Allemagne, ou plutôt la Prusse, avait pris de force en 1871 ; ce sont bien des populations françaises de cœur et de volonté qu'elle avait brutalement asservies, sans considérer que l'Alsace ne faisait pas partie au XVII<sup>e</sup> siècle d'une Allemagne unifiée ; qu'elle s'était peu à peu, librement, en dehors de toute pression administrative ou militaire, fondue dans notre nation ; que la Révolution avait achevé de la franciser. Elle fut donc, en 1871, arrachée à une patrie avec laquelle elle faisait corps, mais elle ne fut

pas conquise. Le 25 décembre 1918, les députés d'Alsace et de Lorraine, issus du suffrage universel, et constitués, à Strasbourg, en Assemblée nationale, saluèrent le retour définitif du « Reischsland » à la terre française et, le 9, du haut du perron de l'Hôtel de ville de Strasbourg, le président de la République, Raymond Poincaré, proclama la vanité de l'entreprise tentée par l'Allemagne sur les consciences alsaciennes : « Le plébiscite est fait. L'Alsace s'est jetée, en pleurant de joie, au cou de sa mère retrouvée ».

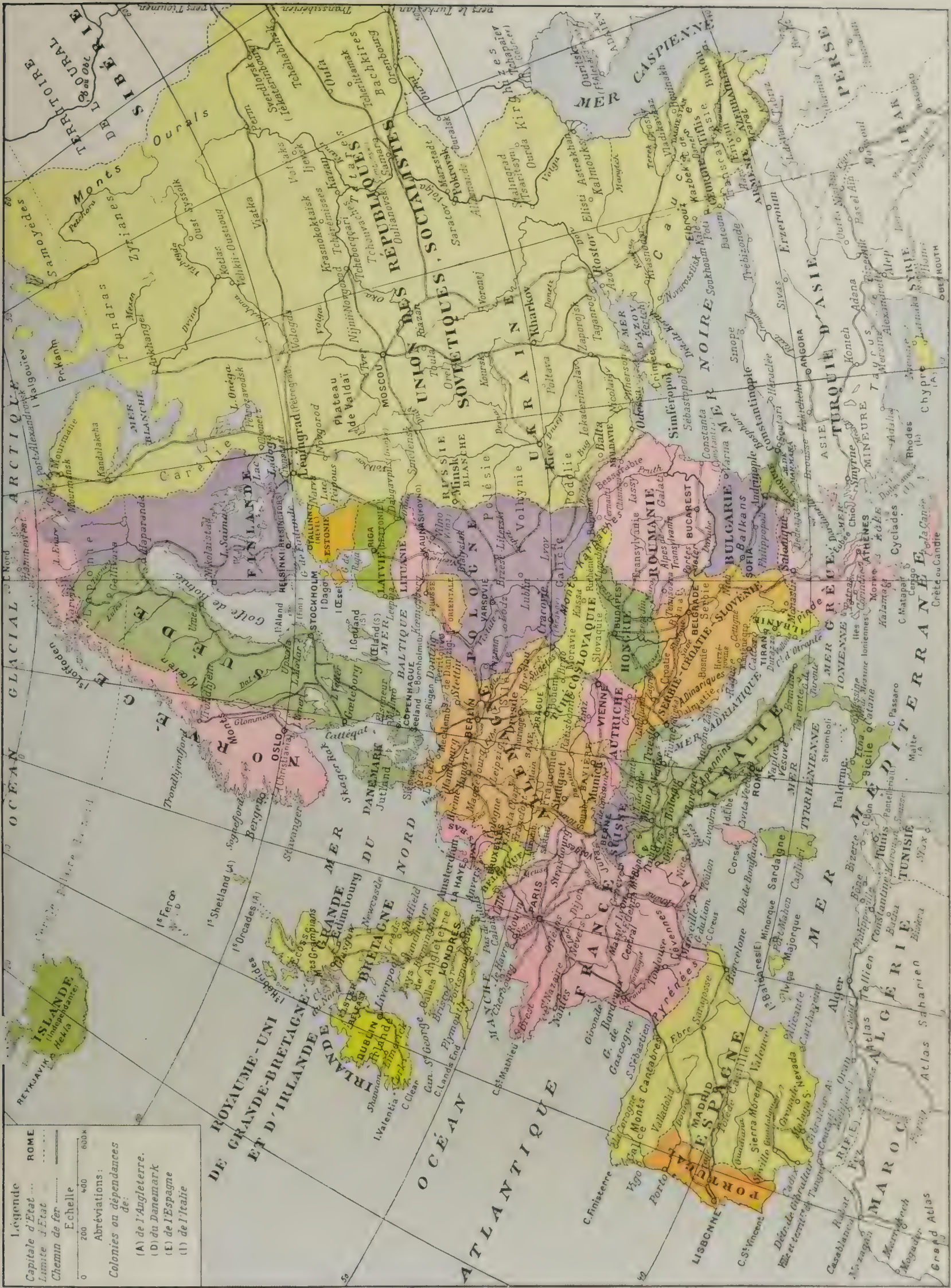
**FRONTIÈRES ORIENTALES. RESTAURATION DE LA POLOGNE. VILLE LIBRE DE DANTZIG.** — C'est à l'Est que les pertes de l'Allemagne ont été le plus sensibles, par suite surtout de la reconstitution d'un État polonais indépendant.

La saisie des provinces occidentales de la Pologne avait été l'un des éléments au moyen desquels s'était édifiée la puissance militaire des Hohenzollern. Les Puissances alliées et associées étaient résolues à profiter de leur victoire pour restaurer la Pologne dans son indépendance, dont elle avait été criminellement privée, et pour lui attribuer les territoires habités par une population polonaise ; on ferait fléchir ce principe uniquement dans les régions qu'avait comprimées une prussification intensive, qualifiée de « colonisation ».

Les parties de l'ancien État polonais comprises dans la Posnanie et la Prusse occidentale étaient, au moment du partage, habitées par une majorité de Slaves, et le droit historique eût permis de désannexer la presque totalité de ces deux provinces, sans considération des quelques villes et districts où s'étaient infiltrés des colons allemands. Le traité laissa pourtant à la Prusse, pour éviter jusqu'à l'apparence d'une injustice, les régions à l'Ouest contiguës au territoire allemand et où l'élément germanique est prédominant. Quant aux zones ou aux enclaves, plus ou moins éloignées de la frontière, où les Allemands sont en majorité, elles furent rattachées à la Pologne. Il était de toute impossibilité de tracer une frontière qui les eût laissées à l'Allemagne, tout en rattachant à la Pologne les régions environnantes purement polonaises : puisque l'une ou l'autre des parties devait être sacrifiée, un droit de préférence appartenait à ceux qui avaient été expropriés par la violence. En conséquence, l'Allemagne dut reconnaître la complète indépendance de la Pologne et renoncer à tous droits et titres sur les territoires limités par la mer Baltique, la frontière occidentale de l'État polonais, les anciennes frontières austro-allemande et russo-allemande jusqu'au Niémen.

En somme, l'Allemagne gardait quelques districts posnaniens ; elle gardait aussi, grâce à des plébiscites habilement exploités à son profit, le district de *Marienwerder* et toute la région des lacs *Mazoures* (*Allenstein*) ; elle ne dut céder que juste le territoire indispensable pour





L'EUROPE POLITIQUE EN 1926.







assurer à la Pologne un médiocre accès à la mer, territoire d'ailleurs habité par une forte majorité de population polonaise. Enfin, bien que la *Haute-Silésie* compte, dans certains districts, jusqu'à 80 p. 100 d'habitants polonais, le traité de Versailles subordonna le sort de cette province aux résultats d'un plébiscite, qui eut lieu le 22 mars 1922. Mais cette consultation populaire n'ayant pas paru suffisamment probante au gouvernement britannique, celui-ci obtint des Alliés que le tracé de la frontière polono-allemande en Haute-Silésie fût confié au Conseil de la Société des nations : c'est ainsi que la Pologne se vit attribuer, le 15 juin 1922, les districts de Pless, Rybnik, Kattowitz, Kœnigshütte, Beuthen-campagne, et la partie orientale des districts de Tarnowitz et de Lublinitz. Ces pertes laissent intact le territoire continental historiquement et ethnographiquement germanique, et l'Allemagne reste au centre de l'Europe à peu près ce qu'elle était avant la guerre.

Dantzig étant l'exutoire naturel du bassin de la Vistule, le nouvel État polonais devait accéder directement à un port qui est vraiment son seul débouché sur la Baltique, Dantzig et la Pologne ont besoin réciproquement l'un de l'autre, celle-ci pour exporter ses produits, celui-là pour importer les marchandises de l'étranger.

L'intervention personnelle de Lloyd George empêcha l'annexion pure et simple de Dantzig à la Pologne, par le motif que la population de la ville et du district était en majorité germanique; mais les grandes puissances avaient la volonté d'assurer à l'État polonais « libre et sûr accès », et elles y étaient tenues par les principes wilsoniens, aussi bien que par les déclarations des gouvernements français, britannique et italien.

Dantzig et son territoire cessèrent d'appartenir à l'Allemagne pour former une *ville libre*, placée sous la protection de la Société des nations. Ses habitants élaboreraient une Constitution, dont un haut commissaire, désigné par la Société, assurerait le respect. Une zone franche serait établie dans le port, et la ville libre serait comprise dans la frontière douanière de la Pologne. Celle-ci pourrait utiliser et développer les voies d'eau, docks, bassins, quais et autres ouvrages du port nécessaires à son commerce extérieur. Elle contrôlerait et administrerait la Vistule, les chemins de fer du territoire de Dantzig, les postes, télégraphes et téléphones qui la font communiquer avec le port. Son gouvernement assurerait « la conduite des affaires extérieures de la ville libre ».

L'Allemagne n'a cessé de prétendre que la Prusse orientale avait été sacrifiée par l'attribution à la Pologne d'un « couloir » isolant cette province des autres parties de la Prusse et du Reich, et permettant à la nouvelle république l'accès de la Baltique. Elle demande la réincorporation au Reich du « Dantziger Korridor », non pour des considérations économiques, mais pour des motifs stratégiques.

**RUSSIE.** — L'Allemagne s'engageait à respecter, comme permanente et aliénable, l'indépendance de tous les territoires qui faisaient partie de l'ancien empire de Russie au 1<sup>er</sup> août 1914. Cette clause visait les *États baltes* et la *Finlande*.

**SLESVIG.** — Aux termes de l'article 3 du traité de Vienne, conclu le 30 octobre 1864 entre le Danemark d'une part, la Prusse et l'Autriche d'autre part, le roi de Danemark avait renoncé à tous ses droits sur les duchés de Slesvig, de Holstein et de Lauenbourg en faveur de l'empereur d'Autriche et du roi de Prusse, acceptant d'avance les dispositions que les deux souverains prendraient à l'égard des duchés. Unies pour spolier le Danemark, la Prusse et l'Autriche ne purent s'entendre sur le partage des dépouilles, et l'empereur, vaincu à Sadowa, sollicita la médiation du gouvernement français, qui obtint l'insertion dans l'article 5 du traité de Prague (23 août 1866) d'une disposition favorable aux Danois :

L'empereur d'Autriche transfère au roi de Prusse tous les droits que la paix de Vienne du 30 octobre 1864 lui aurait reconnus sur les duchés de Slesvig et de Holstein, avec cette réserve que les populations des districts du nord du Slesvig seront de nouveau réunies au Danemark, si elles en expriment le désir par un vote librement émis.

Ce plébiscite n'eut jamais lieu et, sans que la France eût été consultée, une convention austro-prussienne du 11 octobre 1878 déclara abrogée l'obligation imposée à la Prusse.

Les Danois n'avaient jamais cessé de protester contre cette violation d'un engagement formel; ils posèrent la question devant la Conférence de Paris après la défaite de l'Allemagne, qui tenta de résoudre par une entente directe avec le Danemark un problème d'ordre international. Le Rigsdag ne s'appuya cependant pas sur une disposition contractuelle, mais seulement sur le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, pour demander « la réalisation de ses espoirs nationaux » (octobre 1919) : il fut donné satisfaction à ce vœu. Après consultation de la population, la partie septentrionale du Slesvig fit retour au

royaume de Danemark. La frontière germano-danoise, qui allait naguère à travers le Jutland depuis l'île danoise de Fano (mer du Nord, jusqu'au sud de Kolding (sur le Petit-Belt), est donc maintenant plus méridionale; elle suit d'abord le cours du Sûdereau ou Alteau, puis gagne le golfe de Flensburg, mais laisse à l'Allemagne cette ville elle-même et toute la partie méridionale du Jutland. Du moins, à l'heure actuelle, l'île frisonne de Râmä dans la mer du Nord, les villes de Tondern et d'Apenrade en terre ferme, et l'île d'Alsén ont fait retour à la couronne de Danemark.

**HÉLIGOLAND.** — L'île d'Héligoland, rétrocédée à l'Allemagne par l'Angleterre (1891), était devenue une puissante base navale. Le gouvernement du Reich dut prendre l'engagement de détruire, sous le contrôle des Alliés, et de ne jamais reconstruire les fortifications, établissements et ports militaires de Héligoland et de la Dune. Cet engagement fut tenu au mois de janvier 1920. Héligoland ne conserve que ses ports de pêche et n'est plus protégée que par ses écueils.

**RENONCIATION DE L'ALLEMAGNE A SES POSSESSIONS D'OUTRE-MER.** — Entre 1884 et 1914, l'Allemagne avait constitué un empire d'outre-mer dont les différentes parties formaient, au moment où éclata la Grande Guerre, un ensemble territorial de 2 953 000 kilomètres carrés, peuplé d'environ 12 270 000 âmes. Les « territoires de protectorat allemand » étaient : en Afrique, le Togo, le Cameroun, l'Afrique sud-occidentale allemande (*Deutsch-Südwestafrika*) et l'Afrique orientale allemande (*Deutsch-Ostafrika*); en Asie, le territoire chinois de Kiao-tcheou sur la mer Jaune, complété par une zone d'influence allemande au Chan-toung; en Micronésie, les archipels des Mariannes (Guam exceptée) des Carolines et des Marshall; en Mélanésie, la partie nord-orientale de la Nouvelle-Guinée (*Kaiser Wilhelm Land*) et les archipels adjacents (Bismarck, de l'Amirauté, partie occidentale des Salomons); enfin, en Polynésie, les plus importantes des îles Samoa (Sawaii et Upolu).

Le traité de Versailles enleva à l'Allemagne toutes ses colonies qui furent la plupart confiées par la Société des nations, comme territoires sous mandat, à l'Angleterre, à ses Dominions ou au Japon. Dans les mêmes conditions, la France partagea avec l'Angleterre le Togoland et le Cameroun, et la Belgique reçut de l'Angleterre quelques pays situés dans le nord-ouest de l'Afrique orientale allemande. Quant au territoire de Kiao-tcheou, il fut rendu à la Chine (1).

L'attaché militaire allemand à Madrid disait, en 1913 : « C'est encore au Maroc qu'on pourra le mieux couper les jarrets de la France. » Le gouvernement du kaiser avait effectivement pris sur le Maroc une hypothèque qui entravait l'exercice de notre protectorat et faisait de l'empire chérifien un instrument de chantage, grâce auquel il avait réussi à nous extorquer une bande de territoire au nord du Gabon, ainsi qu'une partie des bassins de la Sangha, de la Lobaye et du Logone. Cette hypothèque fut définitivement radiée.

La déchéance de l'Allemagne, en tant que puissance coloniale, avait paru s'imposer, tant dans l'intérêt des indigènes que dans celui de la paix. La perspective des complications nouvelles que ne manqueraient pas de provoquer d'incorrigibles prétentions à l'empire du monde l'emporta sur toutes les autres considérations, et la décision de la Conférence fut prise à l'unanimité, presque sans débat.

**GARANTIES D'EXÉCUTION.** — La Conférence n'ayant pas admis le Rhin comme frontière militaire de la France, le traité de Versailles prétendit assurer la sécurité des démocraties occidentales et, en particulier, la sécurité de la France, par une série de mesures se soutenant mutuellement et s'ajoutant à la garantie générale de la Société des Nations.

A titre de garantie de l'exécution du traité dans l'Europe occidentale, les troupes des Puissances alliées et associées occuperaient la rive gauche du Rhin et les têtes de pont de la rive droite, pendant une période de quinze ans à compter de la mise en vigueur du traité, mais, comme les dépenses d'occupation impliquaient une réduction équivalente de la somme disponible pour les réparations, il fut stipulé que, si l'Allemagne observait fidèlement ses obligations, il serait

(1) Les colonies allemandes furent attribuées comme suit par la Conférence de la paix :

Togo et Cameroun. — La France et la Grande-Bretagne établirent de concert le statut de ces territoires et le recommanderont à la Société des nations;

Est africain allemand. — Le mandat sera confié à la Grande-Bretagne;

Sud-Ouest africain allemand. — Le mandat sera confié à l'Union sud-africaine;

Îles Samoa allemandes. — Le mandat sera confié à la Nouvelle-Zélande;

Autres possessions allemandes du Pacifique au sud de l'Équateur, à l'exclusion des îles Samoa et Naourou. — Le mandat sera confié à l'Australie;

Naourou. — Le mandat sera confié à l'Empire britannique;

Îles allemandes du Pacifique au nord de l'Équateur. Le mandat sera confié au Japon.



procédé à une évacuation, par zones successives, tous les cinq ans, les frontières belge, luxembourgeoise et française demeurant entièrement couvertes jusqu'à la fin de la quinzième année. De plus, les puissances auraient la faculté, sur avis de la Commission interalliée des réparations, tant de réoccuper pendant la période de quinze ans tout ou partie des zones évacuées que de prolonger l'occupation au delà de quinze ans, si les garanties contre une agression non provoquée de l'Allemagne ne semblaient pas suffisantes. Par contre, les troupes d'occupation seraient immédiatement retirées dans le cas où, avant l'expiration du délai de quinze ans, l'Allemagne aurait satisfait à tous les engagements résultant pour elle du traité de Versailles.

Les questions relatives à l'occupation des territoires rhénans non réglées par le traité devaient être l'objet d'arrangements, dont l'Allemagne s'obligeait par avance à respecter les clauses. L'un de ces arrangements, signé le même jour que le traité principal (entre la France, les États-Unis, la Belgique, l'Empire britannique et l'Allemagne), ne maintenait dans les territoires occupés que des forces de police, à l'exclusion de toute force proprement militaire. Dans ces territoires, une *Haute commission interalliée des territoires rhénans*, organisme civil composé de quatre membres (France, Belgique, Grande-Bretagne, États-Unis), et présidée par un haut commissaire français, représenterait les Puissances alliées et associées.

Deux traités de garantie signés à Versailles le 28 juin, le premier entre la France et la Grande-Bretagne, le second entre la France et les États-Unis, eurent pour objectif commun d'assurer immédiatement la sécurité et la protection de la France « dans le cas de tout acte d'agression dirigé contre elle par l'Allemagne ».

Il existait, entre les deux traités, des différences de fond et de forme. Le gouvernement britannique *consentait* à venir en aide à la France; le gouvernement des États-Unis était *tenu* de nous assister. Le gouvernement britannique ne s'engageait à nous soutenir que si les États-Unis contractaient une obligation analogue; il ne se regardait pas comme directement atteint par une agression allemande dirigée contre nous, et les Dominions ne seraient obligés par le traité que si leurs Parlements respectifs le sanctionnaient. Le projet américain, conformément au principe posé par l'article 10 du Pacte de la Société des nations, admettait que tous les Alliés seraient menacés au même titre :

Considérant, est-il dit dans l'exposé des motifs du traité franco-américain, que les États unis d'Amérique et le gouvernement de la République française sont pleinement convaincus qu'un acte d'agression non provoqué, dirigé par l'Allemagne contre la France, ne violerait pas seulement tout à la fois la lettre et l'esprit du traité de Versailles, auquel les États unis d'Amérique et la République française sont parties, exposant ainsi de nouveau la France aux intolérables charges d'une guerre non provoquée, mais qu'une semblable agression de la part de l'Allemagne constituerait, et est réputée par le traité de Versailles un acte hostile contre toutes les puissances signataires dudit traité et calculé pour troubler la paix du monde en y entraînant inévitablement et directement les États de l'Europe, et indirectement le monde entier, comme l'expérience l'a amplement et malheureusement démontré...

Voilà la vraie formule d'une convention de garantie, et cette garantie aurait dû nous être donnée par tous les signataires du Pacte de la Société des nations. Faire dépendre l'intervention de nos alliés de la violation des articles 42 et 43 du traité de Versailles, c'était restreindre infiniment le *casus foederis*, c'était nous assurer une protection insuffisante en attendant le fonctionnement régulier de la Société des nations. Mais cette garantie, si insuffisante fût-elle, ne nous fut même pas donnée : le Congrès refusa de ratifier les engagements du président Wilson, et le gouvernement britannique se jugea délié de ses engagements.

**SANCTIONS ET RÉPARATIONS.** — L'Allemagne n'est pas seulement responsable d'avoir voulu la guerre : elle est coupable, l'ayant déchaînée, de l'avoir conduite avec une barbarie systématique. Le simple exposé des atrocités auxquelles se sont livrées ses armées constitue le plus accablant des réquisitoires. Partout où passèrent les soldats du kaiser, on put constater les mêmes applications de doctrines de guerre aussi implacables que les doctrines politiques dont elles émanaient. Ce fut, invariablement et en tous lieux, le mépris des conventions et des usages internationaux, l'emploi de la méthode terroriste, l'œuvre consciente, logique et grossièrement raffinée d'un peuple qui, ne doutant pas de la victoire finale, s'était promis l'impunité.

La Conférence de la paix rangea sous trente-deux chefs d'accusation les « actes commis en violation du droit des gens » et dont des enquêtes sur place, en France et en Belgique notamment, attestèrent la réalité.

Non seulement les lois et coutumes de la guerre formulées dans les conventions de La Haye, de 1899 et de 1907, furent systématiquement enfreintes; non seulement au moyen de réquisitions, de contributions et d'amendes, les autorités allemandes épuisèrent des pays où des

feuilles menteuses, comme la *Gazette des Ardennes*, s'attachaient à fausser l'esprit public pour propager le découragement : mais encore l'activité industrielle fut paralysée par les procédés les plus déloyaux et les plus brutaux; il s'agissait de nous exécuter économiquement aussi bien que militairement.

La Conférence écarta les responsabilités purement politiques pour ne retenir que les « crimes de guerre » ; mais, à ce titre, elle engagea la responsabilité individuelle de toute personne appartenant à un pays ennemi, sans distinction de rang, si haut placée fût-elle.

Ces crimes appelaient deux sortes de sanctions : leurs auteurs responsables devaient être jugés, leurs conséquences devaient être réparées. Au nom et dans l'intérêt de la société, non dans un esprit de vengeance, les coupables répondraient judiciairement de leurs actes, et les victimes recevraient compensation du préjudice subi. C'était l'application des principes de droit commun : l'action publique, née du trouble social; l'action civile, née de l'infraction considérée dans ses résultats dommageables.

La Conférence estima que la mise en accusation de l'ancien kaiser était « un acte de haute politique internationale, imposé par la conscience universelle », non une question politique. Les Puissances alliées et associées mirent donc en accusation publique Guillaume II de Hohenzollern, ex-empereur d'Allemagne, pour offense suprême contre la morale internationale et l'autorité sacrée des traités.

Par une note verbale en date du 15 janvier 1920, remise au ministre des Pays-Bas à Paris, les Puissances, se référant à l'article 227 du traité de Versailles, demandèrent l'extradition de Guillaume II. Le gouvernement de la reine Wilhelmine opposa à leur requête une fin de non recevoir : il objecta qu'il n'était pas partie au traité de Versailles, qu'il avait pu maintenir sa neutralité, qu'il ne lui incombait pas de s'associer à un acte qu'il estimait avoir un caractère politique, enfin que les lois constitutionnelles du royaume et la tradition qui en avait fait « de tout temps une terre de refuge pour les vaincus internationaux » ne permettaient pas de déférer au désir des puissances « en retirant à l'empereur le bénéfice de ces lois et de cette tradition ».

Quant aux chefs militaires responsables, directement ou indirectement, des actes retenus par la Conférence, le gouvernement du Reich objecta que la livraison des coupables rencontrerait l'opposition de la grande majorité du peuple allemand, et ils proposèrent de faire comparaître les accusés devant une juridiction allemande où seraient représentées les Puissances alliées. Cette juridiction, ce fut la Cour de Leipzig. Elle se montra si effrontément partielle que le gouvernement français, en rappelant ses représentants, préféra couper court à une scandaleuse parodie de la justice.

En ce qui concerne les réparations, les Puissances jugèrent que les ressources de l'État vaincu n'étaient pas suffisantes — compte tenu de la « diminution permanente de ces ressources » résultant des autres dispositions du traité — pour réparer intégralement les pertes et les dommages. Elles décidèrent donc que les dépenses militaires proprement dites et que le plus grand nombre des dépenses civiles exceptionnelles nécessitées par l'état de guerre ne seraient pas remboursées. Seule, la Belgique serait indemnisée par l'Allemagne, en capital et en intérêts, des sommes qu'elle avait dû emprunter aux Alliés jusqu'au 11 novembre 1918 pour défendre sa neutralité violée; mais les gouvernements alliés et associés exigèrent la réparation de tous les dommages subis, du fait des agresseurs, par la population dans sa personne et dans ses biens.

Une *commission interalliée des réparations* fut chargée d'établir en équité, c'est-à-dire sans être liée par le droit positif, la réalité de ces dommages et d'en fixer le montant. Elle était composée de délégués des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie, du Japon, de la Belgique et de l'État serbo-croate-slovène, les quatre premiers délibérant dans tous les cas et s'adjoignant, suivant les questions débattues, le délégué du Japon, celui de la Belgique ou celui de l'État yougoslave. Les autres puissances pourraient, lorsque leurs intérêts seraient en cause, nommer un représentant, avec voix consultative. Le gouvernement allemand serait admis à se faire entendre, sans toutefois prendre aucune part à la décision.

La commission, investie des pouvoirs de contrôle et d'exécution les plus étendus, et aussi du droit d'interpréter les dispositions du traité relatives aux réparations, était compétente pour examiner les réclamations, évaluer et arrêter le montant des dommages, fixer les dates et les modalités des paiements, les recevoir et en opérer la réparation. Elle apprécierait périodiquement la capacité fiscale de l'Allemagne. Elle proposerait les mesures économiques ou financières de prohibition ou de représailles qu'il conviendrait de prendre si l'Allemagne manquait à ses engagements et qui ne devraient pas être considérées comme des actes hostiles.

Sans doute, la créance des Alliés sur l'Allemagne n'était pas seulement garantie par certaines dispositions générales du traité et par



l'occupation de la rive gauche du Rhin, ainsi que des têtes de pont sur la rive droite : outre que la commission des réparations avait un droit de représailles économiques et financières, toutes les ressources et biens de l'Empire et des États allemands étaient grevés d'un privilège de premier rang qui s'exercerait dans un ordre déterminé ; mais, de conférence en conférence, d'accord en accord, la créance fut réduite à la demande de l'Allemagne, qui, non contente de réclamer des moratoires, n'exécuta même pas les obligations restreintes qui lui furent consenties. Le ministère Poincaré, de concert avec le gouvernement belge, se décida à prendre des gages et à les exploiter ; à la suite des élections législatives du 11 mai 1924, cette politique fut abandonnée : on lui préféra le plan établi par les experts sous la présidence du général américain Dawes et que les Allemands, amenés à résipiscence par l'occupation de la Ruhr, durent finalement accepter (1). La question des réparations et la question des dettes de guerre, si intimement liées, furent l'objet de règlements distincts.

**LES MINES DE LA SARRE.** — La destruction des mines du nord de la France appelait une réparation d'autant plus importante que l'Alsace et la Lorraine produisent beaucoup moins de charbon qu'elles n'en consomment. Le traité de Versailles consacra la cession à la France des gisements houillers du bassin de la Sarre, régla les conditions de leur exploitation et fixa provisoirement le statut de la population.

Le territoire conventionnel de la Sarre englobe les cercles de Sarrelouis, Sarrebrück, Ottweiler, Saint-Ingbert et une partie des cercles de Merzig, Saint-Wendel, Homburg et Deux-Ponts. Sa superficie est de 161 000 hectares, et il compte 647 000 habitants. Ses frontières ont été fixées de manière à respecter le plus possible les circonscriptions administratives existantes et les habitudes de la population. Les mines de la Sarre étaient, en général, des mines d'État, des mines fiscales, exploitées par la Prusse ou la Bavière. La France acquit en pleine propriété, franche et quitte de toutes charges ou dettes, ces gisements houillers, concédés ou non, avec tous leurs accessoires. Mais le territoire demeura sous la souveraineté du Reich. Toutefois l'Allemagne renonça à l'administrer en faveur de la Société des nations, considérée comme fidéi-commissaire et représentée par une *Commission de gouvernement* de cinq membres — un Français, un Sarrois et trois membres, ni français, ni allemands, — responsables devant la Société. Quinze ans après la mise en vigueur du traité de Versailles, la population serait appelée à se prononcer, par commune ou par district, soit pour le maintien du régime établi par le traité, soit pour l'union avec la France, soit pour l'union avec l'Allemagne.

Le pays de la Sarre appartenait jadis, pour la plus grande part, au duché de Lorraine. Sarrelouis, créé par Vauban, Landau, l'une des dix villes libres de l'Alsace, nous avaient été laissés, en même temps que le bassin minier, par le premier traité de Paris, en 1814. Leur attribution à la France, d'ailleurs justifiée par des considérations d'ordre militaire, n'eût été qu'une restitution ; mais les Puissances alliées et associées ne voulurent pas paraître attenter au principe de l'indépendance des peuples, et elles soumièrent le bassin de la Sarre à un régime particulier — n'impliquant aucune annexion et maintenant l'unité économique du bassin — jusqu'au jour où les Sarrois décideraient eux-mêmes de leur sort.

**CLAUSES ÉCONOMIQUES. — RÉGIME INTERNATIONAL DES FLEUVES.** — La Grande Guerre ayant été motivée par le désir de l'Allemagne de brusquer la conquête économique du monde, il importait non de l'anéantir économiquement après l'avoir désarmée — car le principe de la liberté commerciale avait été proclamé par les vainqueurs, — mais de prendre contre elle d'indispensables précautions et, pour le présent, de la faire collaborer au relèvement des pays qu'elle avait ruinés.

Elle fut obligée à des réparations en nature ; privée de son gros tonnage marchand, renonça à ses colonies, perdit son influence en Orient et en Amérique et dut souscrire à des conditions particulières au sujet du régime douanier, des traités commerciaux ou techniques, des droits et intérêts d'ordre privé.

Les membres de la Société des nations s'étaient engagés à prendre les dispositions nécessaires « pour assurer la garantie et le maintien de la liberté des communications et du transit, ainsi qu'un équitable traitement du commerce » de tous les associés, mais en spécifiant que les exigences spéciales des régions dévastées seraient prises en consi-

dération. Ce principe et cette restriction inspirèrent les rédacteurs des clauses commerciales du traité (ports, voies d'eau, voies ferrées), clauses dont les plus importantes concernent le régime international des cours d'eau.

Le droit fluvial conventionnel date de la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle. La paix de Ryswick, en 1697, étendit en effet aux Provinces-Unies et aux cantons suisses la liberté de navigation sur le Rhin ; mais c'est la Révolution française qui, en décrétant la réouverture de l'Escaut, mit d'accord les actes avec les principes qu'elle proclamait, à savoir que « le cours des fleuves est la propriété commune et inaliénable de toutes les contrées arrosées par leurs eaux ».

Au Congrès de Rastadt (1798), les plénipotentiaires français proposèrent d'établir la liberté de navigation sur tous les cours d'eau de pays germaniques, notamment le Danube : les États de l'Empire résistèrent. La question fut reprise à Lunéville, et les négociations aboutirent au traité du 15 août 1804, qui est considéré comme le premier monument du droit fluvial international. Les clauses fluviales du traité de Paris (30 mai 1814) furent, sous la pression des intérêts particularistes, interprétées par le Congrès de Vienne dans un esprit étroit, dont se ressentit « l'acte du Rhin », signé à Mayence le 31 mars 1831 ; mais bientôt se manifesta un retour aux principes appliqués par la Révolution et qui ne cessèrent plus de s'affirmer soit au sujet de l'Escaut (19 avril 1839) ou du Pô (3 juillet 1839), soit, de 1856 à 1883, au sujet du Danube (traité de Londres, 10 mars 1883), soit même au sujet du Rhin (dont le règlement fut révisé par la convention de Mannheim en 1868), soit, enfin, au sujet du Congo et du Niger (acte de Berlin du 26 février 1885).

Tout en ménageant les intérêts des riverains, le traité de Versailles consacre définitivement le principe d'après lequel les intérêts collectifs doivent l'emporter sur les droits particuliers, ces intérêts étant tout naturellement défendus dans les commissions fluviales par les représentants des États non riverains. De plus, l'accès de la mer est garanti aux États purement continentaux. Une convention générale instituerait, avec l'approbation de la Société des nations, un régime de libre navigation applicable à tous les fleuves déclarés internationaux, savoir :

L'Elbe depuis le confluent de la Moldau, et la Moldau depuis Prague ; — l'Oder depuis le confluent de l'Oppa ; — le Niémen depuis Grodno ; le Danube depuis Ulm ; — toute partie navigable de ces réseaux fluviaux servant d'accès naturel à la mer à plus d'un État, ainsi que les canaux latéraux et chenaux — la voie navigable à grande section Rhin-Danube au cas où la construction de cette voie serait imposée à l'Allemagne dans un délai de 25 ans.

Par suite d'une inadvertance regrettable, le Rhin ne fut déclaré fleuve international, mais il fut soumis, tant qu'une convention générale n'aurait pas fixé le statut des fleuves internationaux, à un régime respectueux de la liberté de navigation. Du point où il est navigable jusqu'à la mer, le Rhin traversait seulement des pays placés sous la souveraineté de l'Allemagne ou de la Hollande, et il était statué sur les questions relatives à la navigabilité du fleuve par une commission siégeant à Mannheim, en exécution de la convention signée dans cette ville le 17 octobre 1868 ; en fait la batellerie était aux mains des Allemands, des Hollandais et des Belges. Désormais, les navires de toute nationalité jouiraient des mêmes privilèges ; la commission se réunira à Strasbourg, sous la présidence d'un membre français ; la France pourrait exécuter les travaux qui lui permettront d'utiliser l'énergie hydraulique du fleuve, avec le droit d'appui et de passage sur la rive droite. Le port de Kehl, naguère privilégié, formerait, provisoirement, avec le port de Strasbourg, un organisme unique d'exploitation administré par un directeur français et grâce auquel le port badois ne monopoliserait pas le trafic dans la Rhénanie.

Le canal de Kiel est, ainsi que ses accès, constamment libre et ouvert aux bâtiments de guerre ou de commerce de toutes les nations en paix avec l'Allemagne.

### III. LE TRAITÉ DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (19 Septembre 1919)

A la demande du gouvernement impérial et royal, un armistice avait été accordé à l'Autriche-Hongrie le 3 novembre 1918. Le régime dualiste n'ayant pas survécu à la guerre et une paix séparée ayant été imposée à la Hongrie, c'est avec l'Autriche seule que fut signé le traité du 19 septembre 1919. Il consacra la ruine de la monarchie habsbourgeoise, reconnut l'indépendance des nationalités asservies au joug des Allemands d'Autriche et des Magyars, posa les bases de la reconstruction de l'Europe centrale.

**L'ANCIEN ÉTAT AUSTRO-HONGROIS.** — L'État austro-hongrois s'était constitué artificiellement, C'est pour mieux se défendre

(1) On trouvera un résumé de la politique des réparations, depuis la mise en vigueur du traité de Versailles jusqu'à l'application du plan Dawes, dans le Rapport général (Lamoureux) sur le budget de l'exercice 1925 (Chambre des députés, n° 537, 27 août 1924), et un exposé plus détaillé dans le *Larousse mensuel*, (Tome V, pp. 771, 778, 792 ; Tome VI, pp. 305, 983 ; Tome VII, p. 117). Voir aussi *l'Allemagne et les réparations*, par Pierre Noël (1924).



contre le Turc que la Bohême et la Hongrie se placèrent volontairement, au XVI<sup>e</sup> siècle, sous la souveraineté des Habsbourg, dont le domaine héréditaire comprenait alors seulement la Haute et Basse-Autriche, la Styrie, la Carinthie, la Carniole, Gorica, Gradisca, une partie de l'Istrie, le Tyrol, mais s'accrut dans la suite de la Galicie, de la Bukovine, de la Dalmatie, de la République de Cracovie, de la Lombardo-Vénétie, de la Bosnie-Herzégovine.

Dans ces provinces, si souvent mal acquises, vivaient des populations d'origine et d'importance très diverses. La race germanique était représentée par neuf ou dix millions d'hommes, dont 4 millions dans l'Autriche propre et 2 millions en Hongrie, où les Magyars formaient un groupe compact de huit à neuf millions. Les Slaves, qui ne surent pas tirer parti de leur supériorité numérique, étaient à eux seuls plus nombreux que les Allemands et les Magyars réunis. Les Tchèques (sept ou huit millions) habitaient la Bohême presque tout entière, la Moravie, une petite partie de la Silésie, et leurs congénères les Slovaques (deux millions) étaient fixés dans le nord-ouest de la Hongrie, — la population yougoslave comprenait 5 500 000 Serbes et Croates en Autriche, en Bosnie, en Herzégovine, et 1 300 000 Slovènes en Carinthie, en Styrie, en Carniole, en Istrie, — 4 200 000 Polonais étaient établis en Galicie, en Bukovine, en Hongrie, et 3 400 000 Ruthènes dans la partie de la Galicie non occupée par les Polonais. Il y avait enfin plus de 3 millions de Roumains dans le sud-ouest de la Hongrie, en Transylvanie, en Bukovine, et 700 000 Italiens, les uns groupés dans le Tyrol méridional, les autres disséminés dans les villes de l'Istrie et de la côte dalmate.

Cette sèche énumération suffit à faire comprendre pourquoi les Habsbourg ne régnèrent jamais sur un de ces États homogènes dont les frontières servent de rempart à des groupes d'hommes qu'unissent des traditions, des sentiments, un idéal, des intérêts communs. L'État habsbourgeois ne fut jamais qu'une juxtaposition de races, avec, au sommet, une aristocratie fermée, une diplomatie étroite, un gouvernement de bureaucrates policiers et tracassiers. Sa politique fut purement dynastique ; il n'eut jamais et il ne pouvait avoir une politique nationale. Depuis que le Turc avait cessé d'être redoutable, les races dominées n'éprouvaient plus le besoin de se serrer autour du chef de la maison d'Autriche, et elles voulaient vivre de leur vie propre, ayant d'ailleurs contracté avec cette maison non une union réelle mais une union purement personnelle. Or, leur individualité fut de moins en moins respectée, à mesure que la culture littéraire leur donnait une conscience de plus en plus grande de leur nationalité, et leurs aspirations furent même complètement étouffées lorsque François-Joseph, vaincu à Sadowa, accepta de partager son autorité avec les Magyars. L'instauration du régime dualiste fit des Hongrois les véritables maîtres de la Double monarchie, et ils profitèrent de leur omnipotence pour asservir Vienne à Berlin. L'Autriche-Hongrie devint, en Orient, l'avant-garde du germanisme, pendant qu'à l'intérieur une centralisation outrée sacrifiait les revendications autonomistes les plus légitimes. L'empereur-roi avait pourtant les moyens de gagner la reconnaissance, sinon l'affection, des peuples émancipés du joug étranger, turc ou russe. Il lui suffisait, pour cela, de pratiquer sincèrement le fédéralisme, d'appliquer la règle qui s'établissait solennellement au fronton du palais impérial de Vienne : « *Justitia erga omnes nationes est fundamentum Austriæ* ». Moyennant quoi, son gouvernement pouvait devenir en Europe un élément de paix et d'équilibre, tout en occupant dans les régions danubiennes une place prépondérante. Ayant lié son sort à celui de l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie s'effondra avec elle ; elle fut sa victime après avoir été sa complice, et le germanisme, après s'être démesurément étendu vers l'Orient, fut arrêté par la libération des peuples dont l'oppression avait favorisé son essor. Ainsi se réalisa la prophétie irritée de Montalembert : « La Monarchie autrichienne est un composé bizarre de vingt nations, que la justice aurait pu maintenir et que l'iniquité fera tomber en dissolution ». Ces paroles furent prononcées à la Chambre des pairs en 1846, à l'occasion de l'annexion de Cracovie.

**DISSOLUTION DE L'ÉTAT AUSTRO-HONGROIS. ESPRIT DU TRAITÉ DE SAINT-GERMAIN.** — Y avait-il lieu de conserver l'État austro-hongrois, œuvre de Beust et d'Andrassy, l'un Saxon, l'autre Magyar ? Ne convenait-il pas plutôt de restituer leur indépendance aux nations libérées d'une longue servitude ?

Les rédacteurs du traité jugèrent inconciliable avec les intérêts généraux de l'Europe et avec une paix durable la restauration d'un État qui, loin de faire équilibre à la Prusse leur paraissait devoir retomber sous son emprise. Ils n'étaient pas en présence « des Allemands », que les politiques français du XVII<sup>e</sup> siècle avaient soucieux de maintenir dans la division. Ils n'avaient pas non plus devant eux l'Autriche avec laquelle Louis XV avait signé contre la Prusse un traité

de garantie, mais les débris d'un État qui s'était maladroitement inféodé aux Hohenzollern.

C'était sans doute une idée séduisante que celle de composer avec l'Autriche, les pays rhénans, la Bavière, le Wurtemberg un État fédératif opposé à l'Allemagne du Nord. Seulement, sa réalisation supposait la destruction de l'unité allemande, et il sembla aux rédacteurs du traité de Versailles que cette unité, réalisée par Bismarck, découlait d'un siècle d'histoire ; que son maintien était voulu par soixante millions d'hommes et que, si nous la brisions par la violence, contrairement à l'opinion de nos alliés anglais et américains, les tronçons s'en rejoindraient un jour ou l'autre, nonobstant les conventions les plus solennelles. L'annexion pure et simple de la Rhénanie paraissait impossible à des patriotes comme Maurice Barrès qui préconisait une politique rhénane de rapprochement, de fusion, non de conquête. Et dès lors pouvait-on compter sur un mouvement séparatiste dans l'Allemagne du Sud, après une guerre où l'hostilité du Bavarois n'avait pas été moins acharnée que celle du Poméranien ? N'était-il pas chimérique de vouloir faire revivre le statut germanique antérieur à Sadowa ; dangereux de tenter l'expérience d'une combinaison dans laquelle Vienne eût été opposée à Berlin, le catholicisme au luthéranisme ? Unir l'Autriche à la Bavière, n'était-ce pas préparer sûrement son annexion à l'Empire allemand ?

La Conférence de la paix écarta aussi l'idée d'une Fédération danubienne. Les peuples qui, dès 1917, s'étaient soulevés contre l'oppression germano-magyare pour combattre dans les rangs de l'Entente, ne désiraient nullement faire partie du même État que leurs anciens maîtres, dont les séparaient de profondes rancunes ; et, d'autre part, l'Italie se fût élevée contre une conception qu'elle tenait pour domageable à ses intérêts.

L'État austro-hongrois, intérieurement désagrégé par la guerre, s'était effondré le 27 octobre 1918 ; la Conférence de la paix n'eut qu'à prendre acte de sa dissolution. Elle résolut d'abord négativement la question du rattachement de l'Autriche à l'Allemagne (*Anschluss*), ne voulant pas reconstituer au centre de l'Europe un bloc germanique plus fort que celui qui, en 1914, avait cru pouvoir défier le Monde, et la diplomatie de l'Entente dut exiger la suppression d'un article de la Constitution de Weimar qui prévoyait le rattachement.

Les Alliés n'admettaient pas davantage que le territoire autrichien fût diminué par des désannexions, et, le 16 décembre, Clemenceau adressa au chancelier Renner une lettre dont le but était de condamner à l'avance les mouvements séparatistes qui s'affirmaient de divers côtés. La réunion du Tyrol et du district de Salzbourg à la Bavière, celle du Vorarlberg à la Suisse, tendaient à diminuer l'indépendance politique ou économique de l'Autriche : les Puissances la feraient, au besoin, respecter par la force.

En somme, la Conférence de la paix défendait à l'Autriche de s'unir librement à l'Allemagne ; mais en réservant l'avenir, en subordonnant la décision de l'Autriche à l'assentiment du Conseil de la Société des nations, elle reconnaissait en principe aux Autrichiens le droit de disposer d'eux-mêmes ; elle ne leur contestait pas la jouissance de ce droit ; elle en différait l'exercice aussi longtemps que les Alliés se trouveraient dans le cas de légitime défense.

Le traité de Saint-Germain procéda de cette idée fondamentale que les vainqueurs avaient une créance à recouvrer sur l'Autriche et sur la Hongrie, coupables et responsables au même titre que l'Allemagne, tandis que les Slaves et les Latins de la Double monarchie qui avaient participé à la guerre de libération devaient partager avec les Puissances de l'Entente les fruits de la victoire. La nouvelle Europe danubienne aurait pour base la liberté des peuples et le droit des nationalités. L'Autriche et la Hongrie formeraient deux États distincts. Isolées de l'Allemagne, elles l'empêcheraient de dominer dans la péninsule balkanique, et les États émancipés par les Alliés feraient contrepoids au germanisme ; ils seraient pour la France ce que, dans notre ancien système politique contre la maison d'Autriche, on appelait la « barrière de l'Est ».

**LA NOUVELLE AUTRICHE ET LES ÉTATS SUCCESEURS. — L'AUTRICHE.** — A l'État austro-hongrois, le traité de Saint-Germain substitua quatre États indépendants : Autriche, Hongrie, État serbo-croate-slovène, État tchécoslovaque. Les populations non comprises dans les limites de ces États firent retour à leur pays d'origine : Italie, Pologne, Roumanie.

La nouvelle Autriche s'étend du lac de Constance à la plaine hongroise, englobant la Basse-Autriche, la Haute-Autriche, Salzbourg, la Styrie, la Carinthie, le Tyrol allemand et le Vorarlberg. Elle compte un peu moins de 7 millions d'habitants : la Basse-Autriche avec Vienne, en abrite plus de la moitié, et tout le reste qui forme l'élément rural est à l'extrémité opposée, non loin de la frontière. Trois millions d'Allemands sont installés en Tchécoslovaquie ; la



nécessité où l'on était de donner à cet État une configuration géographique satisfaisante ne permit pas de les comprendre dans les frontières autrichiennes. Au surplus, les Allemands ne sont en groupe compact que dans la Haute et la Basse-Autriche et dans l'ancien duché de Salzbourg; au Tyrol, en Carinthie, en Styrie, la population comprend des Italiens et des Slovènes, et à Vienne il y a 300 000 Tchèques.

Aux critiques qui ont été formulées contre le traité de Saint-Germain, les défenseurs de cet acte ont objecté qu'il était impossible de ne pas donner à la Bohême sa frontière historique, même en y englobant des sujets de race allemande; qu'en accordant à l'Italie le Tyrol méridional, ainsi que la frontière alpestre qui protège au Nord la plaine vénitienne, l'Entente a obéi à des considérations purement stratégiques; que, si le principe du droit des peuples n'a pas été intégralement observé, c'est pour des raisons de fait incontestables, non pour la satisfaction de buts impérialistes; enfin que les Puissances ont, chaque fois qu'elles l'ont pu, donné à l'Autriche des preuves de leur bon vouloir. Elles se sont opposées au mouvement séparatiste dans le Tyrol et le Vorarlberg. Elles ont rectifié la frontière, du côté de la Hongrie, au nord de la Raba, pour assurer à l'Autriche certains districts agricoles, et elles lui ont attribué, selon son désir, la région de Radkersburg. Elles ont apporté des modifications, inspirées du même esprit, au tracé primitif de la frontière tchécoslovaque. Elles ont reconnu aux Allemands des comitats de la Hongrie occidentale le droit de se réunir aux pays alpestres. Elles ont soumis la région de Klagenfurth, sur la Drave, à un plébiscite, qui a été défavorable aux Yougoslaves (octobre 1920).

**L'ÉTAT SERBE-CROATE-SLOVÈNE.** — L'État serbo-croate-slovène a été constitué par la réunion au royaume serbe de 7 millions de Slaves assujettis à la domination austro-hongroise; ainsi se trouva réparée une longue série d'injustices, rappelées dans la Déclaration du Comité yougoslave, datée de Paris le 18 décembre 1916 et publiée à l'occasion du couronnement de l'empereur-roi Charles I<sup>er</sup> de Habsbourg.

La Serbie, indépendante depuis le traité de Berlin (1878), devenait la tête du nouvel État yougoslave, qui, soit dit incidemment, englobe les « provinces illyriennes » du premier Empire, dont le chef-lieu était Laybach. Quant au Monténégro, il avait cessé d'exister comme État distinct, le jour où la grande Assemblée nationale de Podgoritzza avait prononcé à l'unanimité la déchéance du roi Nikita (Nicolas) et de sa dynastie, puis la réunion du Monténégro à la Serbie. L'unité de l'État yougoslave fut reconnue par toutes les puissances, y compris l'Italie.

**L'ÉTAT TCHÉCO-SLOVAQUE.** — La Grande Guerre permit aux Tchèques, obligés de prendre les armes contre leurs frères slaves de Serbie et de Russie, de secouer enfin le joug d'une dynastie qui, non contente de seconder aveuglément les intérêts des Hohenzollern, s'alliait, en outre, aux Turcs et aux Bulgares. Et c'est en France que fut constituée pour la première fois, en 1917, une force armée tchécoslovaque, servant sous ses propres couleurs (décret du 16 décembre 1917).

Déjà, le 30 mai 1917, les députés tchèques au Reichsrat de Vienne avaient proclamé, en leur nom et au nom de leurs congénères de Hongrie, les Slovaques, la résolution de se constituer en État indépendant, et des manifestations imposantes eurent lieu à Prague, capitale historique de la Bohême. Le 3 juin 1918, les gouvernements français, britannique et italien, suivant l'initiative du gouvernement américain, firent à Versailles deux déclarations favorables à l'indépendance des Tchécoslovaques: ils reconnurent leurs armées comme une force belligérante et leur « Conseil national » comme un gouvernement qualifié pour diriger les affaires politiques et militaires de la nation. Les députés tchèques n'hésitèrent plus à se retirer définitivement du Reichsrat (9 octobre); puis, le Conseil national se transforma en gouvernement provisoire, avec le professeur Masaryk, député au Reichsrat, comme président, et le professeur Édouard Benès comme ministre des Affaires étrangères (18 octobre). Le 14 novembre, l'Assemblée nationale de Prague, siégeant pour la première fois, confia à Masaryk la présidence de la République.

L'État tchécoslovaque comprend les pays héréditaires de la couronne de Bohême (Bohême, Moravie, Silésie autrichienne) et la Slovaquie. Les Slovaques, congénères des Tchèques fixés dans le nord-est de la Hongrie, échappent enfin à une magyarisation qui s'était employée à étouffer chez eux le sentiment de la nationalité.



LE TRAITÉ DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (19 septembre 1919). — Clemenceau et Lloyd George arrivent dans la cour du château. CL. TRAMPUS.

Ils sont au nombre de 2 millions. L'État tchécoslovaque a ses limites naturelles. Le gouvernement français a insisté pour que les deux nœuds de chemin de fer de Gmund et de Feldsberg lui fussent attribués, et, si elle est tenue de n'élever aucun ouvrage militaire sur la rive droite du Danube au sud de Presbourg (Bratislava), l'ancienne capitale de la Slovaquie n'a pas été partagée en deux sections par la frontière.

**ITALIE, POLOGNE, ROUMANIE.** — L'Italie ne reçut pas seulement Trente et Trieste, objet essentiel des revendications irrédentistes. Elle obtint en outre la ligne du Brenner, dans la vallée du haut Adige, alors que l'ancienne frontière s'arrêtait au lac de Garde. Elle incorpora ainsi, avec les vallées du bassin supérieur du fleuve, une population entièrement autrichienne, contrairement au droit des nationalités; cette exception au principe fut motivée par des considérations d'ordre militaire.

Sur le littoral adriatique, les prétentions de l'Italie se heurtèrent aux intérêts du nouvel État serbo-croate-slovène. La Conférence de la paix n'ayant pu accorder les parties, celles-ci entamèrent directement des négociations, qui, particulièrement épineuses, aboutirent, le 12 novembre 1920, au traité transactionnel de Rapallo.

L'Italie, qui avait déjà renoncé à la possession de Vallona et au protectorat de l'Albanie, abandonnait la Dalmatie, sauf Zara et les îles dalmates: si Venise avait jadis occupé la Dalmatie, Raguse, Cattaro, les villes littorales, même plus ou moins italianisées, étaient en effet restées foncièrement slaves. L'Italie dominerait seulement dans le nord de l'Adriatique, alors qu'elle avait eu l'ambition de régner dans l'Adriatique tout entière. Mais, partout, elle obtenait la frontière des Alpes. Elle recevait satisfaction au sujet de l'*italianità* de Zara; elle annexait des îles importantes du Quarnero et de l'archipel dalmate; l'État indépendant de Fiume était relié à l'Istrie par une bande territoriale. L'influence italienne pouvait s'exercer en paix dans l'Adriatique et dans le proche Orient.

Les Yougoslaves perdaient l'Istrie; ils admettaient que Zara formât une enclave étrangère en Dalmatie; ils se résignaient à la perte de Fiume; 500 000 Slaves passaient sous la souveraineté italienne. La France et l'Angleterre avaient agi sur le gouvernement de Belgrade pour le décider à accepter une solution de la question adriatique, qui, en même temps qu'elle éteignait en Europe un foyer d'incendie, faisait échec à l'influence germanique dans les Balkans.

Un accord complémentaire entre les deux États, basé sur les traités de Saint-Germain et de Trianon, porta qu'ils se prêteraient leur appui politique et diplomatique contre une restauration monarchique à Vienne ou à Budapest.

Le tracé définitif de la frontière entre la Pologne et la Tchécoslovaquie fut fixé par la Conférence des ambassadeurs: elle attribua à la Tchécoslovaquie, la plus grande partie du district de Tezin (Teschén), qui contient d'importants gisements houillers.

L'Autriche renonça à ses droits sur l'ancien duché de Bukovine en faveur de la Roumanie, qui, d'autre part, s'agrandit de la Transylvanie et d'une partie du banat de Temesvar (traité de Trianon), puis de la Bessarabie, que lui attribua le traité du 28 octobre 1920 signé par la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et le Japon.



## IV. LE TRAITÉ DE TRIANON

(4 Juin 1920)

C'est avec la Hongrie seule, non avec l'Autriche-Hongrie, que fut signé le traité de Trianon du 4 juin 1920, le régime dualiste n'ayant pas survécu à la Grande Guerre.

Les Magyars devaient-ils être traités avec plus de faveur que les Allemands d'Autriche ? Ils faisaient valoir qu'ils avaient servi la cause de la civilisation chrétienne en barrant la route aux Turcs, et ils invoquaient leurs relations traditionnelles avec la France ; mais ils étaient devenus, depuis l'instauration du régime dualiste, en 1867, les plus fermes soutiens du germanisme ; ils avaient joué un rôle décisif dans la constitution de la Triple-Alliance et imposé à l'empereur-roi une politique de coercition à l'égard des peuples allogènes ; en 1914, le comte Étienne Tisza ne s'était déclaré contre la guerre que pour des raisons d'opportunité. Il n'y avait donc pas lieu, à l'heure du règlement des comptes, de se montrer plus indulgent pour la Hongrie que pour l'Autriche.

L'État magyar avait, en 1914, une superficie de 325 000 kil. carrés et plus de 18 millions d'habitants : il se trouva réduit à 91 000 kil. carrés et à une population de 7 millions d'âmes, mais il devenait homogène.

La Slovaquie et la Ruthénie autonome, unies à la Bohême, formaient l'État tchécoslovaque. La Ruthénie est, il est vrai, peuplée de Petits-Russiens, et on pouvait la laisser sous la dépendance de la Hongrie ; mais elle aurait pu servir « de couloir facile à une invasion bolchevique » et, sous l'impression des journées sanglantes qui marquèrent la dictature communiste de Bela Kun en Hongrie, on confia aux Tchèques le soin de « monter la garde », tout en respectant l'autonomie des Ruthènes. Les Serbes acquirent le comitat de Torontal presque en entier, la partie méridionale du comitat de Tenès et un fragment du comitat de Krasso-Szoreny ; la Conférence de la paix tint compte de la majorité ethnique, des intérêts économiques de la région de Belgrade et de la nécessité de couvrir la capitale de l'État serbe, trop exposée par sa situation sur la frontière. D'autre part, les parties du Banat vraiment roumaines furent annexées à la Roumanie, qui annexa en outre la Transylvanie.

Au Sud, les Croates et les Slovènes furent réunis aux Serbes pour former un État yougoslave.

À l'Ouest, les comitats de Mozon, Sopron et Vas, dits « comitats occidentaux », furent attribués à l'Autriche, étant pays de langue allemande et contribuant essentiellement au ravitaillement de Vienne, mais l'application de cette clause donna lieu à de graves complications.

Enfin, trois millions de Hongrois, non compris dans les frontières, passaient sous la domination étrangère. Par clauses spéciales, la Hongrie renonce, en faveur de l'Italie, de l'État yougoslave, de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie, à tout droits et titres sur les territoires de l'ancienne monarchie austro-hongroise, situés au delà des frontières que lui fixait le traité de Trianon.

Le royaume de Saint-Étienne avait eu une parfaite unité géographique, et ses limites, qui coïncidaient avec le bassin du moyen Danube, n'avaient subi aucune modification depuis le Moyen âge. Mais les Magyars s'étaient montrés incapables de s'assimiler ou simplement de s'attacher les nationalités sujettes ; ils en étaient même venus à les tyranniser. Il ne pouvait plus être question, après une guerre où elles avaient pris parti pour les Alliés, de les laisser sous la domination de leurs anciens maîtres, même en leur octroyant une large autonomie administrative.

À défaut d'un État austro-hongrois faisant contrepoids à une Allemagne unifiée, les Puissances devaient s'appuyer sur les Tchèques, les Yougoslaves, les Polonais, les Roumains, mais en même temps se montrer équitables dans leurs rapports avec la Hongrie, imposer aux États successeurs des obligations précises quant à la protection des minorités et la liberté des communications, favoriser dans l'Europe centrale et le proche Orient une politique de solidarité.

C'est ainsi que le traité de Trianon a accordé à la Hongrie le libre accès à la mer Adriatique et, d'autre part, maintenu dans ses grandes lignes l'unité du régime des eaux dans le bassin du Danube moyen par l'institution d'une commission technique permanente. Cette commission comprend un représentant de chacun des États intéressés, et son président est choisi par le Conseil de la Société des nations.

Avant la Grande Guerre, la Hongrie se suffisait à elle-même : elle devenait un pays essentiellement agricole et elle aurait à importer du charbon et du fer, mais elle ne perdait cependant pas toute sa puissance industrielle. Avec sa position hors pair sur le moyen Danube et les ressources demeurant à sa disposition, elle pourrait aisément vivre, si elle comprenait qu'en s'accordant avec ses voisins, elle reconstituerait son unité économique.

## V. LE TRAITÉ DE NEUILLY-SUR-SEINE

(27 Novembre 1919)

Au Nord, la frontière bulgare ne subit aucun changement.

À l'Ouest, il n'y eut de rectification, en faveur des Serbes, que dans les régions de Negotin, de Tsaribrod, de Vrania, et enfin dans celle de Stroumitza, qui commande la vallée du Vardar et qui était revendiquée par la Grèce. Les Bulgares avaient protesté, au nom du droit des peuples, contre la cession à la Serbie de Tsaribrod et, en général, d'une bande de territoire au Nord-Ouest, cession qui, d'après eux, découvrait Sofia, leur capitale.

La mer Noire constitua comme auparavant la frontière de l'Est.

Au Sud, la Bulgarie reçut une partie du territoire ottoman situé au nord-ouest de Moustapha-Pacha. La Thrace septentrionale lui resta, mais non la Thrace occidentale, revendiquée à la fois par elle et par la Grèce. Les premiers invoquaient des considérations ethniques et historiques. Les Grecs affirmaient, en s'appuyant sur des considérations de même ordre, que les Bulgares n'avaient jamais eu, au cours des siècles, les moindres droits sur la Thrace ; ils mettaient en lumière que le compromis électoral gréco-bulgare de 1912 prévoyait pour la Thrace 7 députés grecs contre 1 député bulgare à la Chambre ottomane ; ils relevaient l'artifice par lequel leurs contradicteurs faisaient entrer en ligne de compte les Pomaks, alors que ces Bulgares convertis à l'islamisme professaient pour les Turcs un attachement fanatique, qu'ils avaient commis ces atrocités bulgares (*bulgarian horrors*), jadis flétries par Gladstone et qu'ils s'étaient montrés si peu sûrs, pendant la dernière guerre, que le gouvernement de Sofia jugea prudent, en 1915, de les désarmer.

La délégation hellène à la Conférence de la paix demandait donc la réunion de la Thrace à la Grèce ; mais la délégation américaine objecta que les Grecs n'avaient pas la majorité ethnique, et que l'annexion pure et simple à la Grèce priverait la Bulgarie de tout débouché sur la mer Égée. Elle proposa l'internationalisation d'une partie de la Thrace qui, placée sous l'administration hellénique, serait, en ce qui concerne les voies d'eau, les chemins de fer et le littoral, soumise au contrôle des grandes Puissances. De leur côté, les Grecs offraient d'assurer un port à la Bulgarie. Finalement, il fut décidé que la Bulgarie renoncerait, en faveur des principales Puissances alliées et associées, à tous ses droits et titres sur les territoires de la Thrace situés au delà de ses nouvelles frontières et s'engagerait à reconnaître les dispositions que prendraient les Puissances relativement à ces territoires, notamment au sujet de la nationalité des habitants. Mais, la question de l'accès de la Bulgarie à la mer Égée ne reçut pas, pour l'instant, de solution.

La question macédonienne ne fut pas posée devant la Conférence de la paix, nonobstant les prétentions des Bulgares de se voir reconnaître pour frontière occidentale une ligne partant du golfe d'Orfano, passant au nord de Salonique et comprenant Monastir, Vélès, Uskub ; même, la Conférence, pour assurer la sécurité des Yougoslaves, leur attribua le district de Stroumitz, peuplé pourtant en majorité par les Grecs, et rectifia de ce côté la frontière.

Après avoir compromis la paix dans les Balkans par ses prétentions, ses intrigues et ses trahisons, la Bulgarie devait être réduite à l'impuissance de nuire, et, tant qu'elle n'aurait pas formellement renoncé à la Macédoine, à la région de la Morava, à la Dobroudja, elle devrait être étroitement surveillée par ses voisins immédiats comme par les grandes puissances.

## VI. — LE TRAITÉ DE LAUSANNE

(29 Juillet 1923)

La convention d'armistice entre les Alliés et la Turquie fut signée à Mondros le 30 octobre 1918 : le traité de paix n'intervint que le 10 août 1920, après de laborieuses négociations, et encore ne devait-il pas être définitif. Plusieurs de ses clauses — non des moins importantes — furent remises en question, et c'est seulement le 24 juillet 1923, que le traité de Lausanne remplaça enfin le traité de Sèvres.

LE TRAITÉ DE SÈVRES (10 août 1920). — Le gouvernement du sultan avait, de ses propres mains, déchiré les actes internationaux qui garantissaient son existence : capitulations, traité de Paris, traité de Berlin. Les Alliés étaient libres de procéder à la reconstruction de l'Orient.

Deux thèses étaient en présence. Le gouvernement britannique voulait laisser les Turcs à Constantinople, sous les garanties nécessaires ; le gouvernement français, après avoir été tout d'abord favorable



au refoulement des Turcs en Asie Mineure, s'était très vite rendu compte des conséquences de cette politique. La mutilation de l'empire ottoman, l'expulsion du sultan khalife de Constantinople, capitale de l'Islam, eut révolté le sentiment religieux dans l'Inde, en Perse, en Egypte, au Caucase, et aggravé la situation en Anatolie. L'agitation panislamique eut été également surexcitée dans nos possessions françaises, en particulier dans l'Afrique du Nord. La Grande-Bretagne avait ici les mêmes intérêts que la France. Il y avait aussi à considérer que les Ottomans étaient le peuple le plus exposé à subir l'emprise bolcheviste ; il eut été dangereux de les précipiter dans un mouvement de résistance ouverte, avec l'appui des Soviets. Enfin, la nécessité d'une Turquie viable ayant été reconnue, il était impossible de la priver de sa capitale, qui fût devenue, d'ailleurs, le champ clos de toutes les rivalités européennes.

Le 10 août 1920, le traité de paix fut signé à Sèvres, dans le salon d'honneur de la Manufacture nationale.

Le traité de Sèvres maintenait le sultan à Constantinople, mais une commission interalliée aurait mission de veiller à la liberté des Détroits et à la démilitarisation du littoral européen et asiatique. Il faisait de la Grèce un vaste État, tenant en Europe les rives de la mer Égée, maître des deux Thraces, puissant en Asie Mineure. Le gouvernement ottoman reconnaissait les nouveaux États de Pologne, de Tchécoslovaquie, de Yougoslavie. Il ne conservait à Smyrne, occupée par les forces helléniques, qu'une suzeraineté nominale. Au nom du principe des nationalités, d'importants territoires étaient détachés de la Turquie, pour être érigés, les uns en États indépendants et libres (Arménie, Hedjaz), les autres en États indépendants sous la protection d'un mandataire (Syrie, Mésopotamie, Palestine). Le Kurdistan jouirait de l'autonomie locale et pourrait même, dans un certain délai, être déclaré indépendant. Le sultan renonçait à tous droits et privilèges sur la Libye et les îles du Dodécannèse. Il reconnaissait le protectorat britannique sur l'Égypte, la libre navigation du canal de Suez, l'administration anglo-égyptienne du Soudan, l'annexion de Chypre par la Grande-Bretagne, le protectorat de la France sur la Tunisie. Il acceptait toutes les conséquences découlant de notre situation au Maroc, qui n'aurait plus aucun lien avec Constantinople. Il souscrivait aux traités et conventions signés avec les Puissances ayant combattu aux côtés de la Turquie, aux dispositions fixant le statut territorial des nouveaux États constitués au détriment de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Bulgarie. Les traités passés par lui avec la Russie soviétique étaient annulés. La Turquie, démilitarisée, n'aurait même plus de marine de guerre.

Laissée aux Turcs, la capitale ottomane avait été occupée par des troupes britanniques, françaises, italiennes (16 mars 1920), et cette mesure, dont l'initiative appartenait au cabinet de Londres, fournit au gouvernement insurrectionnel qui s'était constitué à Angora, l'année précédente, sous l'impulsion de Mustapha Kemal, l'occasion d'affirmer son indépendance.

À la fin de juin, les forces grecques établies à Smyrne, à la demande de Venizelos et d'accord avec les Alliés, prirent l'offensive contre les kémalistes : victorieuses à Att-Hissar et Ala-Chier, puis à Beli-Kasser, elles marchèrent sur Brousse, qu'elles occupèrent (8 juillet), tandis que les Anglais tenaient Ismid. Un double mouvement fut ensuite dirigé vers Ouchak et Eski-Cheir.

La situation se tendit davantage encore après la signature du traité de Sèvres (10 août 1920), mais l'exécution même de cet acte fut remise en question par l'échec de la politique vénizélienne et le rétablissement du roi Constantin. Le gouvernement français, justement soucieux de la position traditionnelle de la France en Orient, se rendit compte qu'il ne convenait pas de donner à la Grèce une place prépondérante à l'heure même où elle rappelait un monarque germanophile, et qu'il serait dangereux de précipiter les nationalistes d'Angora dans les bras des bolcheviks, maîtres de la région caucasienne. Lloyd George témoignait aux Grecs une indulgence excessive ; il se rallia pourtant aux suggestions de Briand, qui voulait, par une offre de médiation, essayer de rétablir la paix en Orient, et une conférence se réunit à Londres, du 2 au 11 mars 1921 : l'intransigeance du gouvernement hellénique la fit échouer.

**LES ACCORDS FRANCO-KÉMALISTES DE LONDRES ET D'ANGORA. — LA NOUVELLE OFFENSIVE GRECQUE.** — L'accord général projeté par les Alliés n'ayant pu se faire, Briand régla par un arrangement particulier, signé à Londres le 11 mars, notre situation en Cilicie. Cet acte prévoyait la cessation des hostilités, le désarmement des populations et des bandes armées, la protection des minorités, l'évacuation des territoires occupés par nos troupes, la délimitation de la frontière nord de la Syrie. Une convention analogue fut également conclue entre le gouvernement

d'Angora et d'Italie. L'accord tripartite (Angleterre, France, Italie) du 10 août 1920, intervenu à Sèvres pour le règlement des affaires d'Anatolie, ne correspondait plus à la situation.

C'est alors que les Grecs, prétextant que le traité de Sèvres réalisait le minimum des satisfactions nationales, reprirent les armes ; mais les kémalistes obligèrent leurs ennemis à se replier dans le secteur d'Afioum-Kara-Hissar, puis à évacuer Ouchak. Le roi Constantin, accompagné du prince héritier, débarqua à Smyrne, et, rejetant l'offre de médiation des puissances, se lança dans une nouvelle offensive, qui, après s'être tout d'abord favorablement développée, ne donna pas, finalement, le résultat qu'il en espérait. Commencée le 23 août, la bataille de la Sakharia se termina le 7 septembre. Les Grecs n'avaient pu mettre les Turcs hors de cause et s'étaient, en somme, repliés sur leurs positions de juillet.

Cependant, le conseil des ministres d'Angora, estimant que l'Assemblée nationale ne ratifierait pas l'accord du 11 mars, avait ouvert de nouvelles négociations, qui aboutirent, le 20 octobre 1921, à un accord signé à Angora par le député Franklin-Bouillon et le ministre Youssouf Kemal-bey. L'évacuation de la Cilicie se termina dans les délais prévus et, le 5 janvier 1922, le colonel Pettelat partit d'Adana avec les derniers détachements français.

**ÉCHEC DES PROPOSITIONS DE PAIX DU 26 MARS 1922 ET REPRISE DES HOSTILITÉS. — RÉVOLUTIONS EN GRÈCE ET EN TURQUIE.** — Le 26 mars, les ministres des Affaires étrangères de France, de Grande-Bretagne et d'Italie jugèrent que le moment était venu d'intervenir en faveur de la paix : Poincaré, lord Curzon et Schanzer proposèrent télégraphiquement aux Grecs et aux Turcs un armistice de trois mois, automatiquement renouvelable jusqu'à l'acceptation des préliminaires de paix par les deux parties. Ils arrêtaient les bases d'une médiation qui, impliquant la revision du traité de Sèvres, tendait à reconnaître à l'Empire ottoman des droits territoriaux et politiques propres à assurer son existence nationale, tout en tenant compte à la Grèce des services rendus, pendant un temps, à la cause commune : les propositions du 26 mars ne furent acceptées ni à Athènes, ni à Angora.

Au mois de juillet, Poincaré prit l'initiative d'une conférence où siègeraient les délégués des gouvernements d'Athènes, de Constantinople et d'Angora. La Grèce accepta d'examiner les propositions des Alliés ; mais elle proclama l'indépendance de l'Ionie, et demanda même l'autorisation d'occuper Constantinople afin d'imposer la paix aux Turcs. Pendant que Lloyd George retardait la réunion de la conférence projetée, le sang coula de nouveau en Anatolie, où l'armée d'Angora, remportant des succès foudroyants, occupa Smyrne et Brousse (août-septembre).

Saisi d'une demande de médiation par la Grèce vaincue, Lloyd George déclara qu'une attitude très énergique s'imposait si l'on voulait arrêter la marche des troupes kémalistes. Les Anglais étaient à Chanak, dans la zone neutre, et il n'y avait de troupes françaises que sur la rive européenne de cette zone. Le général Warrington demanda au général Charpy et au général Monbelli d'envoyer des contingents, afin que tous les Alliés fussent également représentés. Il lui fut donné satisfaction ; mais Poincaré, avisé après coup, consulta l'État-major, qui l'assura que la position serait intenable en cas d'attaque, et fit donner à nos troupes l'ordre de se replier sur la côte européenne des Dardanelles, pour prévenir tout incident ; sa ligne de conduite fut adoptée par l'Italie. Lord Curzon accourut à Paris pour échanger ses vues avec le président du conseil français et avec l'ambassadeur italien comte Sforza (22 septembre). Les trois hommes d'État reconnurent la nécessité de reviser le traité de Sèvres et de convoquer, à cette fin, une conférence générale.

Dès que l'invitation collective des trois puissances (23 septembre) fut connue en Grèce, il se produisit des mouvements insurrectionnels, soutenus par des éléments de l'armée et de la marine, et Constantin, ayant abdicqué en faveur de son fils aîné Georges II (27 septembre), s'éloigna pour la seconde fois du royaume qu'il avait si mal gouverné.



MUSTAPHA KEMAL. CL. ROU



Cependant Lloyd George, sans consulter la France ni l'Italie, avait envoyé en Orient des renforts, soit pour intimider les kémalistes, soit pour employer la force ; il ne paraissait pas se rendre compte que le voisinage des Turcs avec les détachements britanniques pouvait déclencher une conflagration. La diplomatie française réussit heureusement à conjurer le danger ; les kémalistes arrêterent toute opération en direction de Constantinople et des Détroits, et les postes avancés se replièrent de manière à éviter, aux environs de Chanak, tout contact avec les Anglais. Des détachements interalliés assurèrent l'ordre en Thrace jusqu'à l'attribution définitive de cette région.

La convention d'armistice fut signée le 11 octobre à Moudania. Le gouvernement d'Angora accepta de siéger dans une conférence qui arrêterait les bases de la paix définitive, et c'est à Lausanne que les trois Puissances alliées invitèrent le Japon, la Roumanie, la Yougoslavie, la Grèce et la Turquie à se faire représenter le 13 novembre. Les Russes furent admis à comprendre dans leur délégation des plénipotentiaires proprement ukrainiens et géorgiens, et à participer aux délibérations concernant le régime des Détroits.

Au dernier moment, il se produisit une grave complication, du fait des kémalistes. Le gouvernement d'Angora fit savoir que Constantinople n'était qu'« une circonscription administrative sous l'occupation interalliée », et n'avait pas à être représentée à la conférence. Le 1<sup>er</sup> novembre, l'Assemblée se déclara souveraine, prononça la déchéance de Mahomet VI, et déclara nuls depuis le 16 mars 1920, date de sa constitution, tous les engagements contractés par la Sublime-Porte. Le nouveau khalife, choisi « parmi les membres les plus qualifiés de la dynastie d'Osman », n'aurait plus que des pouvoirs spirituels ; il tiendrait toute son autorité politique de la nation turque, représentée par la Grande Assemblée, laquelle concentrerait tous les pouvoirs, conformément au « Pacte national ». Abd-ul-Medjid, fils d'Abd-ul-Aziz, fut élu le 26 novembre, et le gouvernement d'Angora assumait la charge d'administrer Constantinople, dont il demanda aux Alliés l'évacuation immédiate, en même temps qu'il prétendait interdire à leurs navires de pénétrer sans autorisation dans les ports turcs. Les Alliés répondirent par un refus à cette double demande, qui fut inutilement renouvelée, et les hauts commissaires durent exiger le retrait des mesures déjà prises en violation des Capitulations.

**LE TRAITÉ DE LAUSANNE (24 JUILLET 1923).** — Les travaux de la Conférence de Lausanne (21 novembre 1922-4 février 1923) furent des plus laborieux : ils faillirent même échouer par suite de l'intransigeance des Turcs. Les délibérations se poursuivirent d'ailleurs dans une atmosphère peu favorable, où les prétentions rivales ne cessaient de s'affronter malgré les efforts conciliateurs de la délégation française.

Les Alliés étaient décidés à ne pas employer la force. Or, sur le terrain purement politique, les Turcs avaient le double avantage d'être doués d'une patience supérieure, fortifiée encore par l'orgueil de la victoire, et de ne pas se mesurer avec des adversaires étroitement unis. Il arriva donc que, battus sur les champs de bataille, ils remportèrent une grande victoire diplomatique, comme on peut s'en assurer par l'exposé des clauses du traité de Lausanne, et leur comparaison avec les stipulations caduques du traité de Sèvres.

Le traité de Lausanne ne débute pas, comme les autres traités de paix (y compris le traité de Sèvres) par le Pacte de la Société des nations, mais il prévoit l'intervention de la Société dans les domaines les plus différents.

**FRONTIÈRES EUROPÉENNES.** — Au Nord, la frontière *turco-bulgare*, partant de l'embouchure de la Rezvaya, rejoint la Maritza au point de jonction des trois frontières turque, bulgare et grecque ; au Sud, elle ne subit aucune modification.

Par le traité de Sèvres, la Turquie avait renoncé, en faveur de la Grèce, à la Thrace orientale et à la Thrace occidentale, ainsi qu'à tous ses droits sur Imbros, Tenedos, Lemnos, Samothrace, Mytilène, Chio, Samos, Nikaria ; la rive européenne des Dardanelles devenait grecque et, de la mer Noire à la Strouma, le territoire hellénique englobait Andrinople et la vallée inférieure de la Maritza. A Lausanne, la Thrace orientale fut rétrocédée à la Turquie, et la Bulgarie invoqua vainement le traité de Neuilly pour obtenir que l'accès à la mer lui fût assuré à travers un territoire bulgare ou tout au moins autonome. — Le traité principal fut complété : 1<sup>o</sup> par la convention concernant la frontière de Thrace, signée à Lausanne le 24 juillet 1923 ; 2<sup>o</sup> par le protocole relatif au territoire de Karagatch, ainsi qu'aux îles d'Imbros et de Tenedos, signé également à Lausanne le même jour.

**FRONTIÈRES D'ASIE. LES PAYS SOUS MANDAT.** — Les rectifications de frontières, la formation d'États nouveaux et l'application du système du mandat modifièrent complètement la physiologie territoriale et politique de l'Orient musulman et chrétien.

La frontière *turco-syrienne* fut fixée conformément à l'accord d'Angora du 20 octobre 1921. Les Turcs sont maîtres de l'embouchure du chemin de fer d'Alexandrette à Topak-Kalé et de la partie de la ligne de Bagdad à Topak-Kalé. Alep se trouve isolée d'Alexandrette et aussi d'Aïn-Tab et d'Ourfa.

Le mandat sur la Syrie et le Liban fut attribué à la France, mais la France dut évacuer la Cilicie et le mandat sur la Palestine fut conféré à la Grande-Bretagne. Or, depuis les Croisades, personne ne l'ignore, des liens traditionnels unissent la France aux Lieux saints. Ce que l'on sait moins, c'est que nous avons eu, au Moyen âge, avec la Petite-Arménie, des relations étroites, que ce royaume chrétien fut pour nous un précieux auxiliaire, qu'il nous emprunta nos institutions publiques, qu'il noua, par traité, des relations commerciales avec nos marchands du Languedoc. Et nos troupes avaient héroïquement défendu la Cilicie contre les Turcs, pendant la Grande Guerre.

L'adhésion de la France au mandat britannique sur la Palestine fut la conséquence de sa participation aux décisions du Conseil de la Société des nations, qui approuva les termes de ce mandat (24 juillet 1922), en même temps que ceux du mandat français sur la Syrie et le Liban par application de l'article 22 du traité de Versailles. Du moins, la mise en vigueur du traité de Lausanne eut-elle pour résultat de consacrer l'abandon par la Turquie de sa souveraineté sur la Syrie et le Liban comme sur la Palestine.

La Grande-Bretagne, investie du mandat mésopotamien, s'appuya dans ce pays sur l'émir Fayçal, roi de l'Irak, comme elle s'appuyait en Transjordanie sur l'émir Abdullah, tous les deux fils de Hussein, roi du nouvel État indépendant du Hedjaz. Fayçal et Abdullah donnaient l'hospitalité à des bandes hostiles qui attaquaient nos postes syriens ; le 24 juin 1921, un attentat fut même commis contre la personne du général Gouraud, sur la route de Damas à Kuneitra, avec la complicité des rebelles réfugiés en Transjordanie. D'autre part, le 10 octobre 1922, le haut commissaire britannique en Mésopotamie, sir Percy Cox, signa avec l'Irak un traité qui sanctionnait l'indépendance définitive de cet État, et l'année suivante, le 25 mai, sir Herbert Samuel proclama que la Grande-Bretagne reconnaissait l'indépendance de la Transjordanie.

La fixation de la *frontière avec l'Irak* était subordonnée au règlement de la question de Mossoul qui n'intervint qu'en 1926.

**LES ILES.** — Les îles d'Imbros et de Tenedos demeurèrent sous la souveraineté turque, mais elles furent dotées d'une organisation administrative spéciale, composée d'éléments locaux et « donnant toute garantie à la population indigène non musulmane ».

Les îles de Samothrace, Lemnos, Mytilène, Chio, Samos, Nikaria furent attribuées à la Grèce ; mais les quatre dernières, voisines de la côte asiatique, durent être démilitarisées.

Les droits de l'Italie sur le Dodécanèse furent confirmés. La Turquie renonçait en sa faveur, à tous ses droits et ses titres sur Stampalia, Rhodes, Calni, Scarpanta, Casos, Piscopis, Misiros, Kalimnos, Leros, Païmos, Lipsos, Limi, Cos et Castellorizzo.

L'Italie eut une base de pénétration en Asie Mineure, avec une importante escale sur la route de Smyrne.

L'annexion de *Chypre*, proclamée par le gouvernement britannique le 5 novembre 1914, fut définitivement reconnue par la Turquie. L'Assemblée nationale de Chypre demanda vainement à l'Angleterre d'autoriser le rattachement de l'île à la Grèce.

**ÉGYPTE, SOUDAN, LIBYE.** — La Turquie renonçait à tous ses droits sur l'Égypte et le Soudan, cette renonciation devant produire ses effets rétroactivement à partir du 5 novembre 1914.

Les droits et privilèges, réservés au sultan en Libye par le traité de Lausanne du 12 octobre 1912, étaient abolis en faveur de l'Italie.

**LE RÉGIME DES DÉTROITS.** — La thèse de la souveraineté absolue de la Turquie et de la fermeture des Détroits aux bâtiments de guerre fut soutenue par le délégué des Soviets, Tchitcherine, avec la même énergie qu'elle l'avait été par le délégué turc Ismet-pacha.

A des prétentions qui tendaient à établir l'hégémonie turco-russe dans la mer Noire, les Alliés opposèrent ce principe de droit des gens que « où va le navire marchand doit aller le navire de guerre », la puissance navale n'étant ainsi qu'un instrument de police à la disposition du commerce. Les Alliés ne menaçaient ni l'indépendance de la Turquie, ni les intérêts des Soviets ; ils ne voulaient que l'égalité économique entre les États qui commercent dans la mer Noire, et la liberté de circulation sur une grande route internationale. Le délégué français, Barrère, exposa que la possession de l'unique passage reliant les deux mers ne conférait pas aux États possesseurs le droit d'en interdire l'usage, mais que l'indépendance et la



sécurité de ces États devaient, par contre, être garanties. Il n'était plus question d'ouvrir ou de fermer les Détroits dans l'intérêt de certaines puissances ; la thèse des Alliés comportait la liberté absolue de la navigation commerciale, dont la protection serait assurée par le droit de passage conféré, en tant que de besoin, aux navires de guerre, et des limitations garantiraient la Turquie riveraine contre l'abus de ce droit.

L'« observateur » Child revendiqua, au nom du gouvernement des États-Unis, la liberté du passage pour les bâtiments de guerre, le droit de maintenir des forces suffisantes pour faire la police des mers libres, « pour protéger les citoyens et leurs navires partout où ils vont, pour supprimer la piraterie et autres menaces et pour agir, à l'occasion, en faveur de l'humanité et du bien public ». Il expliqua que, dans cette question, l'Amérique restait fidèle à la politique de la porte ouverte ; que, même en temps de guerre, le commerce neutre n'avait pas à être interrompu ; que la liberté des Détroits devait être assurée par le désarmement et non fondée sur la force. Finalement, la Russie adhéra à la convention, et le gouvernement des Soviets apposa pour la première fois sa signature au bas d'un grand acte de la diplomatie internationale. Signée par la France, l'Empire britannique, l'Italie, le Japon, la Bulgarie, la Grèce, la Roumanie, la Russie et la Turquie, cette convention reconnaissait « le principe de la liberté de passage et de navigation, par mer et dans les airs, en temps de paix, comme en temps de guerre », dans les Dardanelles, la mer de Marmara et le Bosphore, mais sous réserve, pour les bâtiments de guerre et aéronefs militaires, de la limitation des forces que les puissances pourraient faire entrer dans la mer Noire et de l'exclusion des bâtiments appartenant à des puissances en guerre avec la Turquie. La constitution d'une zone démilitarisée garantirait le respect de ces clauses et, d'autre part, la sécurité des Détroits serait placée sous la protection de la Société des nations.

**ABOLITION DES CAPITULATIONS.** — La thèse turque d'après laquelle le régime capitulaire avait le caractère d'un engagement unilatéral fut combattue par tous les Alliés. Ceux-ci, revenant toutefois sur les résolutions que le traité de Sèvres avait consacrées, renoncèrent aux avantages qu'ils pouvaient retirer des Capitulations ; mais le régime nouveau devrait présenter obligatoirement toutes les sûretés désirables. Sous cette réserve, les Alliés déclarèrent « accepter l'abolition complète des Capitulations en Turquie à tous les points de vue ». Quant aux précautions qu'il y avait lieu de prendre au sujet des rapports juridiques réglés par les actes séculaires ainsi abrogés, ils nécessitèrent des accords particuliers : régime judiciaire ; conditions d'accès et de séjour des étrangers ; statut des œuvres religieuses, scolaires ou hospitalières ; droit pour les particuliers et les sociétés de se livrer à toute espèce de commerce et d'industrie. D'autre part et d'après les stipulations du traité lui-même, les ressortissants turcs appartenant aux minorités non musulmanes auraient les mêmes droits civils et politiques que les musulmans ; tous les habitants de la Turquie, sans distinction de nationalité, seraient égaux devant la loi.

**CONSEQUENCES DU TRAITÉ DE LAUSANNE.** — La Turquie n'avait survécu à sa décadence que grâce aux rivalités des puissances, en particulier de l'Angleterre et de la Russie et, plus récemment, de l'Allemagne, qui prétendait conquérir à son commerce les richesses de l'Asie. Après la guerre, par suite de la défaite du kaiser et de la révolution soviétique, ce fut à la France, à la Grande-Bretagne et à l'Italie qu'il appartenait d'élaborer le nouveau statut de l'Orient. Le gouvernement britannique encouragea les ambitions helléniques sur l'héritage byzantin ; mais il se heurta, indirectement, aux prétentions de l'Italie, opposées en Asie à celles de la Grèce. La France, dont la politique méditerranéenne se conciliait parfaitement avec l'existence d'une Turquie réformée, tenta de réconcilier Angora et Constantinople, accepta la révision du traité de Sèvres, condamna l'offensive grecque en Anatolie, rechercha jusqu'au bout une formule transactionnelle. A la faveur de cette opposition de vues, le gouvernement insurrectionnel d'Angora devint le champion de la résistance nationaliste, et ainsi se constitua peu à peu une Turquie tout à fait nouvelle, un État constitutionnel et souverain. La situation des Puissances dans l'empire ottoman cessait d'être fondée sur un régime juridique dont le caractère exceptionnel fut combattu par les délégués turcs au nom des principes du droit international moderne.

Si l'on veut apprécier exactement les avantages remportés par la diplomatie turque, il suffit de considérer les clauses du traité de Sèvres qui n'ont pas été maintenues dans le traité de Lausanne.

Le traité de Sèvres n'avait conservé le sultan à Constantinople qu'à titre conditionnel : la condition résolutoire ne figurait plus dans l'acte nouveau.

Le traité de Sèvres avait maintenu la situation privilégiée dont les Puissances occidentales jouissaient dans l'empire ottoman en créant

des institutions interalliées : avec le traité de Lausanne, le mouvement nationaliste d'Angora triomphait à l'extérieur comme à l'intérieur, et l'État turc, affranchi de la servitude des Capitulations, libre de s'armer sur terre comme sur mer, devenait souverain dans tous les domaines.

Le traité de Sèvres avait maintenu Smyrne et le territoire adjacent sous la souveraineté du sultan, mais celui-ci transférait l'exercice de ses droits au gouvernement hellénique : le traité de Lausanne laissait la Turquie orientale, avec Karagatch, ainsi que Smyrne, sous la souveraineté ottomane.

La liberté de passage et de navigation dans les Détroits était formellement reconnue, mais sans être soumise au contrôle international.

Il n'était plus question d'un État arménien indépendant et libre, ayant accès à la mer, garanti contre des agressions permanentes par la délimitation des territoires ottomans limitrophes ; Ardakan et Kars faisaient retour à la Turquie. Il n'était plus davantage question de l'autonomie du Kurdistan.

La république d'Angora, proclamée le 29 octobre 1923 (1), a décliné tous rapports avec les descendants d'Osman, avec Mohammed VI qu'elle a déchu de son titre de sultan et même de celui de khalife. Elle a entendu créer un État laïque et démocratique.

## VII. LES TRAITÉS ET LA PAIX

Telle est, dans ses grandes lignes, l'œuvre des hommes d'État qui eurent à rétablir la paix et qui se proposèrent de la fonder sur un ordre de choses nouveau.

Les actes qui la consacrèrent se ressentirent des conditions dans lesquelles ils furent élaborés. Outre que les conceptions les plus généreuses sont souvent mises en échec par la brutalité des faits, la complexité des intérêts en cause et les divergences résultant de la politique particulière de chaque État déterminèrent l'adoption de compromis sur des points essentiels ; d'autre part, la paix de Versailles n'ayant disposé que pour l'Allemagne, les affaires autrichiennes, hongroises, balkaniques continuèrent de se développer, de se compliquer, parfois même de s'aggraver. Une étude et une rédaction simultanées eussent, au contraire, permis d'envisager plus utilement les solutions à donner aux problèmes que posaient cinq années d'un bouleversement sans pareil.

L'Allemagne avait signé la paix sans l'accepter loyalement. Elle ne chercha donc qu'à éluder ses obligations et elle osa nier ses responsabilités. Elle avait baissé pavillon devant la flotte britannique et perdu ses colonies, mais ses frontières terrestres — exception faite de l'Alsace-Lorraine — n'avaient pas été rectifiées de manière à modifier sensiblement sa configuration et sa puissance continentales. Et la constitution du 11 août 1919 vint parfaire son unité. L'empereur-roi était tombé, mais non l'empire, le *Reich*, et l'homogénéité du bloc germanique continuait d'être cimentée par la Prusse. « L'empire allemand est une république », disait la Constitution de Weimar du 11 août 1919, qui reconnaissait au *Reich* un droit général supérieur à ceux des États particuliers et qui, par une disposition dont les Alliés exigèrent la suppression, prévoyait l'annexion de l'Autriche allemande. Dans cette singulière république, les petits États sont encore plus asservis que ne l'étaient naguère les petites monarchies plus ou moins particularistes dans l'État fédéral. L'œuvre réalisée par Bismarck était cimentée par la défaite.

Le kaiser a échappé au châtimement que les délégués français, belges, britanniques, en même temps que les Slaves libérés, réclamaient avec une âpre et légitime insistance, mais devant lequel hésitaient les Américains et les Japonais, ceux-ci par un sentiment de respect traditionnel pour la dignité souveraine, ceux-là pour plusieurs motifs. Il répugnait au président Wilson, au fondateur de la Société des nations, de paraître animé de l'esprit de vengeance, de donner le coup de grâce à l'adversaire qu'il avait battu ; une simple flétrissure morale lui paraissait suffisante. Et il n'était pas conforme aux idées politiques du peuple américain qu'un chef d'État ne fût pas exclusivement responsable devant ses gouvernés. L'opposition des États-Unis, soutenus par le Japon, détermina donc une modification de la rédaction primitive : notamment, la juridiction des conseils de guerre fut préférée à celle des tribunaux de droit commun, et la portée de l'article 228 du traité de Versailles se trouva indirectement affaiblie par la déclaration que les poursuites devant les tribunaux allemands ne seraient pas un obstacle à l'application des sanctions prévues par les traités ; le gouvernement de Berlin ne manqua pas d'arguer de cette disposition pour demander à l'Entente, au nom de l'honneur national, de renoncer à juger elle-même les coupables. L'Entente y consentit et fut jouée.

(1) Le statut de l'État turc a été fixé par les lois organiques des 20 janvier 1921, 1<sup>er</sup> novembre 1922 et 29 octobre 1923.



La France, après avoir été avec la Belgique, la grande victime de la Guerre, n'a demandé, en dehors de la réannexion de l'Alsace-Lorraine, que les satisfactions les plus légitimes. Or, la formule *Restitutions, Réparations, Garanties*, base de ses revendications, n'a pas reçu l'application intégrale sur laquelle croyait pouvoir compter un pays dont dix départements — parmi les plus riches, — étaient effroyablement dévastés par la guerre, appauvris par un pillage éhonté, profondément atteints dans leur vie économique par les destructions volontaires, un pays qui, victorieux mais affaibli dans sa chair et dans ses biens, voulait pouvoir travailler à sa reconstitution, sans avoir à craindre de nouvelles violences de son voisin de l'Est.

La véritable frontière militaire de la France — le Rhin — n'ayant pas été admise par la conférence, la Grande-Bretagne et les États-Unis s'étaient offerts à nous aider de leurs armes dans le cas où l'Allemagne, dont l'unité ni l'ambition n'étaient brisées, tenterait contre nous une nouvelle agression. Mais le Congrès américain refusa de ratifier les engagements du président Wilson et le gouvernement britannique se tint pour libéré de ceux qu'il n'avait pris que sous conditions résolutoires. Or, le jour où nous ne serons plus en Rhénanie, notre sécurité, comme le faisait remarquer le maréchal Foch, ne sera plus garantie par la valeur de l'obstacle, ni par le fait que la lutte, en cas de conflit, s'engagerait en Allemagne pour étendre jusqu'au cœur même du pays le champ de sa dévastation. Et de même que la France demeure ainsi vulnérable à l'Est, de même la Tchécoslovaquie reste exposée aux agressions allemandes, ne possédant pas le quadrilatère de Glatz.

Si graves que soient ces réserves, il ne faut cependant pas voir que les imperfections et les lacunes de conventions plus importantes et plus vastes que les traités déjà si considérables de 1648 et de 1815. Il est équitable de considérer les idées dont se sont inspirés leurs auteurs — ou du moins certains d'entre eux — et les réalisations obtenues.

On avait assisté à une guerre proprement dite, mais aussi à un conflit universel, d'ordre politique et d'ordre social. Il s'agissait, non pas seulement de régler les conditions de la paix, mais, conformément au vœu du président Wilson, d'élaborer une charte des peuples.

On voulut donc, par le Pacte de la Société des nations, faire entrer dans le droit des gens des conceptions tenues jusqu'alors pour de simples utopies; on entendit substituer le principe de solidarité au principe des compensations territoriales, aux combinaisons d'intérêts ou d'ambitions personnelles, aux conceptions purement subjectives; on chercha à établir « une paix de justice » permanente.

Les satisfactions particulières données à la France, si insuffisantes qu'elles fussent au regard de nos pertes, étaient pourtant appréciables : l'Alsace et la Lorraine nous étaient rendues, libres de toutes charges, et notre activité économique cessait d'être entravée par les clauses léonines du traité de Francfort; notre domaine colonial recevait en Afrique d'utiles compléments, et l'hypothèque qui grevait notre protectorat marocain était radiée; l'administration temporaire du bassin de la Sarre nous permettrait de suivre, à l'égard des populations rhénanes, une politique utile à nos intérêts.

En même temps que l'Alsace-Lorraine revenait à la mère patrie, la Belgique reprenait des territoires dont elle avait été spoliée en 1815; les engagements contractés par l'Allemagne au Slesvig étaient exécutés, et, pendant que l'Italie achevait son unité par la réunion des territoires délivrés du joug autrichien, les Tchécoslovaques, les Yougoslaves, les Grecs, les Roumains, les Polonais, ayant satisfait leurs aspirations historiques, pouvaient, en formant une « Entente », constituer un élément d'équilibre et relever la traditionnelle « barrière de l'Est » contre le germanisme.

Le prétendu droit de conquête et de politique d'annexions étant condamné, les peuples opprimés recouvraient leur indépendance, fixaient les conditions de leur vie interne et externe. Pour la première fois, les minorités ethniques, religieuses, linguistiques, recevaient des garanties reconnues par le droit international. Enfin, les races arriérées et les peuples encore politiquement inconscients, sans être, dès à

présent, dotés de leur indépendance, ne seraient pas, pour cela, soumis à la domination et à l'exploitation des nations plus puissantes : ils recevraient l'appui amical et les conseils des gouvernements mandatés à cette fin par la Société des nations.

L'Allemagne avait prétendu à la domination économique du monde. Le traité de Versailles proclama l'indépendance économique des peuples, aussi bien que leur indépendance politique; il édicta sur les fleuves internationaux, les voies ferrées et les ports, une série de dispositions assurant à tous la liberté de la circulation; il donna une base internationale à la législation du travail. Le traité de Francfort n'avait pas rétabli la paix, mais donné l'exemple du triomphe de la force : avec le traité de Versailles, le militarisme prussien succombait sous le poids de son orgueil, de ses fautes et de ses crimes.

Il est, toutefois, regrettable que les peuples ligués contre les appétits germaniques n'aient pas mis en commun leurs ressources et que, pour préparer la transition de la période d'hostilités à la période de paix, toutes les puissances victorieuses n'aient pas eu une vie économique solidaire, seul moyen de hâter le relèvement de celles qui, ayant le plus souffert, se trouvaient réduites à un état d'infériorité.

La France s'est dépensée sans compter; elle a, une fois de plus, incarné devant le monde l'héroïsme, le désintéressement, l'esprit de sacrifice aux nobles causes; elle a été, pendant la première période des hostilités, seule présente sur la ligne de feu. Après avoir subi tous les maux de la guerre, elle n'est pas devenue, au cours de cette dure épreuve, assoiffée d'hégémonie, surnoisement ambitieuse et impérialiste; elle est, au contraire, résolument pacifique et uniquement préoccupée de sauvegarder son indépendance. Mais il ne faudrait pas que sa misère semblât faite de la prospérité de certains de ses compagnons de lutte; il ne faudrait pas qu'elle fût condamnée, après avoir défendu la « frontière de la liberté », à se débattre dans l'isolement, au milieu de difficultés qui devraient être communes, parce que ses pertes ont profité à tous.

Si l'après-guerre a déçu tant d'espairs, ce n'est pas que l'œuvre des diplomates de 1919 ne fût pas viable. Mais la paix, ainsi que le disait le président Poincaré la veille de la signature du traité de Versailles, ne pouvait sortir que d'une « création continue », qui résulterait surtout de la collaboration des peuples alliés et associés. Elle devait, comme la guerre, être gagnée par un effort constant d'activité convergente et de volonté sympathique.

## BIBLIOGRAPHIE

BOLLACK (Sir Frederick), *The League of nations* (1919). — BOURGEOIS (Léon), *L'Œuvre de la Société des nations, 1920-1923* (1923). — DUPUIS (Charles), *Le droit des gens et les rapports des grandes puissances avec les autres États avant le pacte de la Société des nations* (1921). — FURUKAKI (P.-T.), *Les Mandats internationaux de la Société des nations* (Lyon, 1923). — LA BRIÈRE (Yves de), *La Société des nations* (2<sup>e</sup> éd., 1918). — LARNAUDE (F.), *La Société des nations* (1920). — NAUDEAU (Ludovic), *La Guerre et la paix* (1926). — SCELLE (Georges), *Le Pacte des nations et sa liaison avec le traité de paix* (1919). — MADAY (A. de), *La Charte internationale du travail* (1921).

BARTHOU (Louis), *Le Traité de paix* (1919). — BENOIST (Charles), *Les Nouvelles frontières d'Allemagne et la nouvelle carte d'Europe* (1919). — BOURGEOIS (Léon), *Le Traité de paix de Versailles* (1919); — *La Paix de 1919 et la Société des nations* (1919). — HANOTAUX (Gabriel), *Le Traité de Versailles du 28 juin 1919* (1919). — LÉVY (Raphaël-Georges), *La Juste paix* (1920). — MARIN (Louis), *Le Traité de paix* (1920). — PILLET (A.), *Le Traité de Versailles* (1920). — TARDIEU (A.), *La Paix, préface de Georges Clemenceau* (1921).

*Documents relatifs aux négociations concernant les garanties de sécurité contre une agression de l'Allemagne, 10 janvier 1919-7 décembre 1923* (Livre jaune, 1924).

BAINVILLE (Jacques), *Les Conséquences politiques de la paix* (1920). — PINON (René), *La Reconstruction de l'Europe politique* (2<sup>e</sup> éd., 1920). — SOULANGE-BODIN (A.), *A travers la nouvelle Europe : hier, aujourd'hui* (1925).

BÜTTER (O.) et B. RÜML, *La République tchécoslovaque* (1921). — EISENMANN (Louis), *La Tchécoslovaquie* (1921). — RIVET (Charles), *Les Tchécoslovaques* (1921). — WEISS (Louise), *La République tchécoslovaque* (1919).

BUDAY (Ladislav), *La Hongrie après le traité de Trianon* (1922).

GEORGES-GAULIS (Berthe), *La Nouvelle Turquie* (1924). — GONTAUT-BIRON (comte R. de), et L. LE RÉVÉREND, *D'Angora à Lausanne* (1924). — PECH (E.), *Les Alliés et la Turquie* (1925). — *Conférence de Lausanne, 1922-1923* (Livre jaune, 1923, 2 vol.).

RUYSSEN (Th.), *Les Minorités nationales d'Europe et la guerre mondiale* (1925).



MONUMENT DU CARREFOUR DE L'ARMISTICE élevé à Reims, dans la forêt de Compiègne, et inauguré le 11 novembre 1922. — Œuvre d'Edgar Brandt. CL. MANUEL.





PRISE DE LA SMALA D'ABD-EL-KADER (16 mai 1843). — Fragment. — Peinture d'Horace Vernet. — Musée de Versailles. CL. GIRAUDON.

## LIVRE XV

# L'AFRIQUE, L'ASIE ET L'AMÉRIQUE CONTEMPORAINES

## CHAPITRE PREMIER

### L'AFRIQUE

**L'ENTREE DE L'AFRIQUE DANS LE MONDE POLITIQUE MODERNE.** — Le XIX<sup>e</sup> siècle a vu le continent africain s'ouvrir graduellement à la colonisation et à la civilisation européennes. L'expédition de Bonaparte en Égypte et, tôt après, l'accession de Méhémet-Ali au pouvoir, la conquête de l'Algérie par la France, l'exploration de l'Afrique intérieure par une pléiade de voyageurs de toutes les nationalités ont, en quelques décades, entièrement modifié la situation antérieure et amené le partage du continent entre les différentes puissances colonisatrices. Le fait est gros de conséquences. Plus d'une fois déjà, depuis près d'un demi-siècle, les questions africaines ont tenu leur place dans les combinaisons des diplomates; elles ont provoqué bien des compétitions, sinon même des conflits entre peuples. Aussi convient-il d'étudier comment l'Afrique est entrée dans le monde politique contemporain, et d'esquisser les principales phases de son développement au cours de la période.

#### L'Égypte.

**L'INFLUENCE FRANÇAISE. L'ŒUVRE CIVILISATRICE DE MEHEMET-ALI.** — L'Égypte s'est ouverte la première à la civilisation occidentale, dès le premier quart du XIX<sup>e</sup> siècle, sous l'impulsion de Méhémet-Ali. Parvenu en 1811 au pouvoir suprême, cet admirateur des Français et de Napoléon estima que le mieux était pour lui de s'appuyer sur cette France à qui les victoires de Napoléon donnaient un tel prestige. Il combine donc ce qui subsiste de l'ancienne administration du pays et diverses institutions napoléoniennes, constitue son armée à l'européenne avec la collaboration d'officiers français dont le plus connu est le colonel Sève (Soliman-Pacha), se crée une marine de guerre avec l'aide de Cérizy

et de Besson, dote l'Égypte de forteresses, d'arsenaux, de chantiers, de fonderies de canons. Avec le concours d'ingénieurs français et d'ingénieurs égyptiens formés à Paris, il s'efforce d'autre part de pourvoir la basse vallée du Nil d'un outillage économique qui n'y existe pas encore; au moyen de corvées de fellahs, il maintient en bon état les canaux d'irrigation, il développe et modernise l'agriculture, introduit des cultures nouvelles — le coton, l'opium — crée des raffineries, des filatures, etc., et s'entoure de négociants étrangers auxquels il vend les produits de l'Égypte que lui-même acquiert à bas prix des fellahs. Enfin, reprenant quelques-uns des projets de l'« Institut d'Égypte », Méhémet-Ali fait creuser un canal d'Alexandrie au Nil (canal Mahmoudieh), tente sans succès de construire un immense barrage à la tête du delta du grand fleuve et songe un moment à relier la mer Rouge au Nil et à la Méditerranée par un canal.

**CONQUÊTE DU SOUDAN EGYPTIEN.** — Méhémet-Ali, qui a ainsi mérité le titre d'« exécuteur testamentaire » de Napoléon Bonaparte en Égypte a encore un autre mérite : il a commencé la conquête du Soudan égyptien. Grâce à leurs armes à feu, ses soldats soumièrent, dès 1822, le Dongola, le Sennar et le Kordofan puis le Taka en 1840, et étendirent en fait le Soudan égyptien jusqu'aux rivages de la mer Rouge, où Méhémet-Ali devint le fermier des douanes des villes turques de Souakim et de Massaoua. S'il ne réalisa pas la conquête du Darfour, s'il exploita d'une façon abusive les pays soumis et y favorisa la traite des nègres, du moins, en envoyant des expéditions sur le Nil blanc, Méhémet-Ali accrût-il beaucoup les connaissances géographiques sur la vallée du Nil et sur les pays adjacents; par la fondation de Khartoum au confluent du Fleuve blanc et du Fleuve bleu (1822), il facilita d'autre part l'œuvre des explorations ultérieures.





VUE DE PORT-SAÏD ET DE L'ENTRÉE DU CANAL DE SUEZ. — D'après une gravure publiée en 1869. CL. ILLUSTRATION.

**LES SUCCESSIONS DE MEHEMET-ALI.** — Interrompue un instant, après la mort de Méhémet-Ali (1849), par le triomphe de la réaction musulmane, l'œuvre de civilisation européenne reprit avec Mohammed-Saïd (1854-1863), l'ami et le disciple des Occidentaux, un souverain réformateur et éducateur dont le neveu, Ismaïl, continua la politique. Alors, durant les « douze années heureuses » (1863-1875) du nouveau règne, la prospérité est portée à son comble. Tandis que le souverain reçoit de la Sublime Porte le titre de *Khédive* (seigneur), et l'hérédité directe de père en fils, un semblant de Parlement à l'européenne est institué en Égypte, où est créé d'autre part le régime international des « tribunaux mixtes » ; grâce à la guerre américaine de sécession, la basse vallée du Nil acquiert pour quelques années le monopole de la production du coton ; pendant que des savants français (Mariette) exhument d'admirables témoins de l'antique civilisation égyptienne, des ingénieurs, français aussi pour la plupart, organisent le service des eaux et l'éclairage au gaz et creusent le canal Ismaïlieh entre le Caire et Ismaïlia.

**PERCEMENT DE L'ISTHME DE SUEZ.** — Tous ces travaux s'effacent cependant devant l'ouverture d'une voie maritime entre la mer Rouge et la Méditerranée à travers l'isthme de Suez. Ferdinand de Lesseps en obtint en 1854 la concession. Deux ans après, la « Compagnie universelle du Canal maritime de Suez » était constituée, mais les travaux ne commencèrent qu'en 1859, une fois vaincues l'hostilité britannique et bien des répugnances. La construction, de toutes pièces, d'un port sur la Méditerranée à l'extrémité septentrionale du canal (Port-Saïd), le percement d'un chenal de service, puis du canal lui-même, d'une mer à l'autre, sur une longueur de 164 kilomètres, à travers des marais, des sables et des seuils rocheux, voilà les étapes qui aboutirent à l'achèvement du travail. Les 17-18 novembre 1869, le canal de Suez fut solennellement inauguré par le khédive Ismaïl en présence de plusieurs souverains européens.

#### EXTENSION DU SOUDAN ÉGYPTIEN ; LA RÉVOLTE MADHISTE.

Plus qu'à ce travail admirable, Ismaïl s'est intéressé à l'essor des provinces extérieures de l'Égypte. Il voulut, par leur extension, faire de l'Égypte la première des puissances de l'Afrique. Il confia donc le soin d'annexer les pays du Haut-Nil à l'Anglais Baker, qui, de 1869 à 1873, fonda la province d'Équatoria, dont Gondokoro, puis Lado furent les capitales successives. Mais ni l'Anglais Gordon, devenu gouverneur général du Soudan égyptien, accru encore des deux provinces du Darfour et du Bahr-el-Ghazal nouvellement conquises, ni ses collaborateurs européens (surtout le Dr Schnitzler, Emin-Pacha) ne parvinrent à y réprimer les excès des musulmans marchands d'esclaves. Bien mieux : les efforts tentés par eux pour supprimer la traite exaspérèrent ces forbans et leur inspirèrent le désir de secouer la domination égyptienne dont, par ailleurs, les très primi-

tives populations indigènes étaient excédées. Aussi le jour où (1881) y parut le prophète ou *mahdi* Mohammed Ahmed, l'empire égyptien de l'Afrique équatoriale s'effondra-t-il. A la fin de l'année 1884, quelques-unes des principales villes, seules, tenaient encore : Kassala, et surtout Khartoum, que Gordon défendit jusqu'au 26 janvier 1885. Quelques mois plus tard, le Soudan obéissait tout entier au Mahdi. Seule, la province équatoriale, complètement isolée du monde civilisé, continuait à mener une vie particulière sous la direction d'Emin-Pacha. C'en était fini du Soudan égyptien (1886).

**LES RÉVOLUTIONS D'ÉGYPTE (1879-1882).** — A ce moment, la basse vallée du Nil se trouvait sous la tutelle britannique, à la suite d'événements qui avaient modifié sa situation politique.

S'il n'avait rien négligé pour donner à l'Europe une haute idée de la puissance de l'Égypte et de son évolution économique, le khédive Ismaïl avait pratiqué une déplorable politique financière. Très vite acculé à une véritable banqueroute, le khédive dut instituer, d'abord un contrôle financier anglo-français, puis se vit (juin 1879) contraint de donner sa démission en faveur de son fils Tewfik.

Celui-ci manquait d'énergie. Loin de s'imposer, il se laissa mener par les chefs du « parti national » composé d'officiers mis un peu plus tôt à la retraite par les contrôleurs généraux européens pour raison d'économie. Après avoir renversé le ministère réformateur de Nubar-Pacha, puis amené l'abdication d'Ismaïl, ceux-ci s'emparèrent en 1882 de la direction des affaires. Mais quelques semaines à peine après son arrivée au pouvoir, le colonel Arabi se rendait insupportable à la France et à l'Angleterre. Malheureusement, les luttes des partis et d'incessants changements ministériels ne permettaient pas aux ministres des Affaires étrangères de France d'avoir une politique continue. Après les massacres d'Alexandrie du 11 juin 1882, l'Angleterre intervint seule en Égypte, où sir Garnet Wolseley vainquit Arabi à Tell-el-Kébir, entra au Caire et rétablit Tewfik dans son autorité. C'est ainsi, « non comme maîtres, mais comme amis et conseillers du gouvernement égyptien » (Gladstone), que l'Angleterre assura sa prépondérance exclusive dans la basse vallée du Nil.

Éphémère fut donc la durée de l'influence française en Égypte ; solide et durable est au contraire l'œuvre menée à bien par la France dans l'Afrique Mineure.

## CONQUÊTE DE L'ALGÉRIE ET DE LA TUNISIE

**PREMIÈRES RELATIONS DE LA FRANCE DU MIDI AVEC LE MAGHREB.** — Si, dans l'antiquité, les populations de la France du Midi ont été en relations avec celles des pays opposés, elles l'ont été plus encore au Moyen âge. Compromises par le triomphe des Turcs dans la Méditerranée orientale, par l'expulsion des Mores d'Espagne et par l'établissement de pirates tels que les Barberousses dans les principaux ports du Maghreb, les relations reprirent dans la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle avec une continuité nouvelle.

A ce moment, des Provençaux avaient déjà acquis de cheikhs indigènes, moyennant certaines redevances, le droit de pêcher le corail sur le littoral nord du pays, entre l'île de Tabarca et Bougie, ainsi qu'une cession de territoire (1478). Mais, trop souvent, les corsaires turcs de la Berbérie ne respectèrent pas leurs engagements, ni même les consuls que les rois Valois, puis Bourbons entretenirent dès 1564 à Alger et dès 1577 à Tunis ; aussi la France envoya-t-elle, au XVII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> siècle, de nombreuses expéditions de correction contre les pirates barbaresques, surtout contre ceux d'Alger. Rien, néanmoins, ne put servir de leçon à ces pillards invétérés ni les contraindre à renoncer à la course contre les chrétiens. Celle-ci durait encore de façon ralentie quand, le 30 avril 1827, le consul de France à Alger fut gravement insulté par le chef des capitaines corsaires de cette ville, le dey Hussein.

**LA CONQUÊTE D'ALGER ET DU LITTORAL PAR LA FRANCE (1830-1834).** — Bien que le gouvernement de Charles X ait vivement ressenti cet affront, il fut long à en tirer vengeance, espérant toujours obtenir réparation autrement que par la force. Enfin, au début de 1830, il monta une expédition considérable. Partie de Toulon le 25 mai, la flotte que



LE DR SCHNITZER DIT EMIN-PACHA (1840-1892).





LE SIÈGE DE CONSTANTINE (octobre 1837).

La première expédition de Constantine, entreprise en 1836 par le gouverneur général Clauzel dans des conditions défavorables, se termina par un échec. Mais après la signature du traité de la Tafna, la colonne Damrémont vint bombarder la place, qui capitula, le 13 octobre 1837, à la suite d'un assaut meurtrier et d'un combat acharné dans la ville, de barricade en barricade, de rue en rue, de maison en maison. — Lithographie de Jeantet. — Bibl. Nat. CL. GIRAUDON.









LE MARÉCHAL BUGEAUD (1784-1849).  
— Peinture de Larivière. — Musée de  
Versailles.

commandait le vice-amiral Duperré transporta aux environs d'Alger, dans la baie de Sidi-Ferruch, un corps expéditionnaire de 36 000 hommes dont le comte de Bourmont était le chef (14 juin). Trois semaines plus tard, après leurs victoires de Staouéli et du mont Bouzaréa, et la prise du fort de l'Empereur, les Français entraient dans Alger que le dey avait renoncé à défendre plus longtemps (5 juillet).

Une fois Alger en son pouvoir, Bourmont s'empessa d'occuper Oran et Bône, qu'il évacua d'ailleurs à la nouvelle de la révolution de 1830. Le général Clauzel, son remplaçant à

la tête des troupes, s'empara de Blida et de Médéa dans la province d'Alger, reprit Oran et Mers-el-Kebir et conclut avec le bey de Tunis, effrayé de la chute de Hussein, un traité qui en faisait l'allié et le tributaire de la France (1830-1831). Mais tôt après, intimidé par les protestations de l'Angleterre dont il voulait s'assurer l'appui, il hésita ou feignit d'hésiter à conserver la ci-devant régence d'Alger. De là l'évacuation de Médéa par les Français. Très vite, toutefois, le lieutenant-général Savary, duc de Rovigo, agissait avec décision ; il occupait Bône à nouveau pour empêcher le bey de Constantine de s'en emparer, et commençait d'organiser le pays conquis (1832-1833). Son successeur, le général Voirol, continuant son œuvre, prenait possession de Mostaganem et de Bougie (1833). Désormais, la France tenait, par points isolés, presque tout le littoral de la régence d'Alger. Alors Louis-Philippe ne craignit plus de se déclarer partisan de la conservation des récentes conquêtes, des *Possessions françaises dans le nord de l'Afrique* (21 juillet 1834). Mais, en dehors des abords immédiats des villes, la France n'occupait aucun territoire. Autour d'Alger, la plaine même de la Métidja était fréquemment envahie par des bandes d'Arabes et l'émir Abd-el-Kader avait été reconnu par le général Desmichels souverain de la partie occidentale de l'ancienne Régence.

**LES DÉBUTS D'ABD-EL-KADER (1833-1837).**— Dès le mois de janvier 1833, en effet, cet ambitieux Arabe, lettré, guerrier et saint tout à la fois, avait engagé la lutte contre les Infidèles envahisseurs de son pays. Rendu, par le traité Desmichels, beaucoup plus puissant que jamais il ne l'avait été, Abd-el-Kader ne tarda pas à consolider son prestige et son autorité en occupant Miliana et Médéa, en remportant plusieurs succès sur les troupes françaises, et en obtenant du général Bugeaud un traité plus avantageux encore que celui de février 1834. Le traité de la Tafna faisait d'Abd-el-Kader le maître des deux tiers de l'Algérie et ne réservait à la France que les villes



DÉBARQUEMENT DES TROUPES EXPÉDITIONNAIRES FRANÇAISES DU GÉNÉRAL COMTE DE BOURMONT DEVANT ALGER, sous la protection de la flotte de l'amiral Duperré (juin 1830). — Gravure populaire de l'époque. — Bibl. Nat.

du littoral méditerranéen précédemment occupées, Mazagan aux portes de Mostaganem et la plaine de la Métidja et Blida auprès d'Alger (1<sup>er</sup> juin 1837).

**PRISE DE CONSTANTINE (octobre 1837).**— Si Bugeaud a consenti de telles conditions, c'est qu'il avait hâte d'en finir avec le bey de Constantine. Depuis la prise d'Alger par Bourmont, cet ancien vassal du dey essayait de constituer dans l'est du pays un État indépendant ; il avait pu, en novembre 1836, infliger au gouverneur général Clauzel un échec et lui imposer une très pénible retraite. Quatre mois après la conclusion du traité de la Tafna (6 octobre), une colonne conduite par le général Damrémont arrivait en vue de Constantine et en commençait le bombardement. L'ennemi s'était préparé à une énergique résistance, et le froid et la pluie collaboraient à la défense. Néanmoins, les assaillants finirent par avoir raison des Arabes, le 13 octobre, après un assaut meurtrier et un combat acharné, dans la ville même, de barricade en barricade et de rue en rue. L'heureuse issue de la lutte déterminait les grands chefs du Sud à faire aussitôt leur soumission et assura définitivement la domination française dans le sud de l'Algérie.

**AUX PRISES AVEC ABD-EL-KADER (1840-1844).**— Dans l'Ouest, par contre, la situation devenait toujours plus sérieuse. Abd-el-Kader, en effet, avait organisé le royaume qu'on lui avait reconnu, créé une armée permanente et même, avec l'appui de la France, étendu son autorité jusque sur les confins du Sahara. Puis il avait sourdement excité les tribus arabes et berbères, lancé quelques-unes d'entre elles dans la Métidja et tenté d'étendre son autorité jusque sur la province de Constantine. La promenade militaire au cours de laquelle le maréchal Vallée gagna, depuis Constantine et Sétif, Alger par l'étroit défilé des Biban ou « Portes de fer » (octobre 1839) ne fut pas un avertissement pour Abd-el-Kader ; il n'y vit, ou feignit de n'y voir qu'une violation de la paix du 1<sup>er</sup> juin 1837, fit envahir la Métidja par ses partisans et proclama la guerre sainte.

Alors commença la lutte suprême, une guerre de trois ans à laquelle Bugeaud, devenu gouverneur général de l'Algérie (février 1841), donna une allure et une impulsion toutes nouvelles. Utiliser les positions du littoral comme bases d'opérations, marcher de là à la conquête des places fortes du Tell, puis poursuivre Abd-el-Kader de montagne en montagne, de vallée en vallée, jusqu'à la complète destruction de ses établissements et peut-être de son armée, telle était la tactique d'offensive à outrance que préconisait Bugeaud. Il sut la réaliser, avec l'aide de lieutenants pleins d'allant et d'expérience, Lamoricière, Changarnier, le duc d'Aumale, Margueritte et tant d'autres. Des colonnes mobiles lancées à travers le pays soumis à l'autorité d'Abd-el-Kader, la vallée du Chélif et les montagnes qui l'entourent, et presque toute la province d'Oran, arrivèrent dans le



DÉPART DU DEY HUSSEIN après la prise d'Alger par les troupes françaises (6 juillet 1830). — D'après une gravure de Coppin. — Bibl. Nat.



Tell, jusqu'au pied des Hauts Plateaux et ruinèrent les établissements (Boghar, Taza, Tagdempt) fondés par l'émir pour commander les passages conduisant d'une région à l'autre (mai 1841). Tôt après, c'est le tour de Saïda (octobre 1841) et de Tlemcen (février 1842), puis (automne 1842) la soumission du massif montagneux de l'Ouarsenis. La destruction des moissons et des arbres fruitiers, le pillage des magasins et des *silos* où est amassé le blé, bref la ruine systématique de toutes les ressources de la contrée rend plus terrible encore la guerre de razzias inaugurée par Bugeaud. Aussi la plupart des tribus ne pensent bientôt plus qu'à demander l'« aman ».

Abd-el-Kader se voit donc réduit à grouper ses derniers partisans en une colonne mobile, une *smala* dont les rapides marches et contre-marches déjoueront toutes les manœuvres de ses adversaires. Mais l'ardeur du jeune duc d'Aumale ne tarde pas à avoir raison de tous les calculs de l'émir. La prise de la Smala, sur les Hauts Plateaux, près de Taguin (16 mai 1843) porte à ce dernier un coup terrible dont il ne parvient plus à se relever. Défait au cours des mois suivants sur les Hauts Plateaux ou dans le Tell, il est enfin obligé (printemps 1844) de se réfugier au Maroc.

**GUERRE AVEC LE MAROC ET REDDITION D'ABD-EL-KADER (1844-1847).** — Là même, toutefois, l'émir ne laisse pas d'être un danger. Très vite, il a surexcité le fanatisme religieux des tribus, si bien que le sultan Mouley-Abd-er-Rahman a dû déclarer la guerre à la France. Aucun avertissement n'ayant pu décider le sultan à disloquer les forces marocaines massées à la frontière de l'Algérie et à expulser Abd-el-Kader, une escadre française bombarde Tanger puis Mogador. En même temps Bugeaud, promu maréchal l'année précédente, remportait sur les bords de l'Isly une éclatante victoire (14 août).

L'émir repassa donc en Algérie. Il y reprit avec une inlassable énergie la lutte contre la France, reconstituant sa *smala*, suscitant de divers côtés des révoltes, essayant de pénétrer jusque dans la Métidja en 1847. Réduit à l'impuissance, il rentra au Maroc en juillet, peut-être pour soulever les tribus du Rif contre le sultan. Mais celui-ci le fit rejeter sur la frontière française où veillait Lamoricière. Alors, n'ayant plus aucun espoir de s'échapper, l'émir fit sa soumission à la France (22 décembre 1847).

**SOUSSION DE LA KABYLIE ET DU SAHARA ALGÉRIEN (1851-1900).** — Seules, dès lors, quelques rares parties de la contrée demeuraient encore indomptées, dans le Tell, aux confins du désert. C'était le cas pour les massifs montagneux de la Grande et de la Petite Kabylie. Les soldats de Bugeaud s'étaient emparés de Dellys en 1844 et de Sétif en 1847 ; mais nombre de tribus étaient demeurées en armes et d'autres n'attendaient que l'occasion de secouer le joug. Cette occasion, Bou-Barla, « l'homme à la mule », la leur fournit en 1850 ; mais Saint-Arnaud, Péliissier, Bosquet, ravagèrent tôt après la contrée : puis la « campagne des pioches » y traça de grandes routes par lesquelles, en 1857, le maréchal Randon



L'ÉMIR ABD-EL-KADER (1807-1883). — D'après une lithographie.

mena ses soldats jusqu'en plein cœur du Djurdjura, à Souk-el-Arba, où il construisit le Fort-Napoléon, notre « Fort-National » actuel.

Vers le même temps, la France s'avancait jusqu'aux limites extrêmes des territoires de parcours des nomades.

Déjà, sous le gouvernement de Bugeaud, ses soldats avaient effleuré les pays du Sud. Mais ils ne s'établirent définitivement à Laghouat, à Ouar-gla et à Tougourt que de 1852 à 1854, à la suite d'un mouvement insurrectionnel. Dix ans plus tard, les Oulad Sidi Cheikh ayant à leur tour pris les armes, l'occupation d'El-Goléa marqua un nouveau pas en avant au sud du département d'Alger (1871), où furent fondés en 1892-1893 le fort de Berresof à la frontière algéro-tunisienne et ceux qui, bien au delà des postes français les plus avancés, couvraient les vallées de l'Igharghar, de l'oued Mia et de l'oued Meguiden.

Le premier poste fondé dans le Sud-Oranais, celui d'El-Abiod-Sidi-Cheikh, date seulement de 1895. Mais l'occupation d'Insalah et des oasis du Touât (1900) poussa peu après la domination française du côté de l'Ouest, jusqu'aux extrêmes limites du Sahara algérien.

**L'INSURRECTION DE 1871.** — Tandis que s'étendait ainsi, au sud des Hauts Plateaux, le territoire relevant du gouvernement général de l'Algérie, les populations musulmanes de la Kabylie avaient profité des défaites françaises de 1870-1871 pour tenter de recouvrer leur indépendance. Certaines mesures intempestives — la naturalisation en masse des Israélites algériens, entre autres — servirent de prétexte à une révolte qu'il fallut près de deux ans et plusieurs colonnes pour réprimer. Depuis lors, la Kabylie n'a plus remué, et fort rares et sans importance ont été les quelques mouvements des indigènes enregistrés çà et là par la suite.

**LE PROTECTORAT DE LA FRANCE SUR LA TUNISIE (1881).** — L'établissement du protectorat français sur la régence de Tunis a contribué pour une part à ce résultat.

Si, en 1830, le gouvernement de Louis-Philippe n'avait pas osé assumer la suzeraineté sur ce pays, ses beys étaient demeurés fidèlement attachés à la France. Malheureusement l'un d'eux, Mohammedes-Saddok (1859-1862), s'écarta de cette politique ; il se laissa entraîner dans le jeu de l'Italie, qui voyait dans la Tunisie, où s'établissaient nombre de ses paysans napolitains et siciliens, le plus favorable des territoires de colonisation. Les autres Puissances, comprenant parfaitement l'intérêt de la France, déclarèrent officiellement à ses diplomates du Congrès de Berlin, « devoir ne s'opposer nullement au développement de l'influence française dans la Régence » (1878). Lors donc que le bey eut adopté une attitude belliqueuse, le gouvernement n'hésita pas à intervenir « pour assurer d'une façon durable la sécurité et l'avenir de l'Algérie. » Quelques semaines suffirent à ses soldats pour occuper la Tunisie occidentale, puis pour arriver jusqu'au Bardo et pour obliger le bey à signer un traité par lequel il reconnaissait le protectorat de la France sur toute la Régence (24 avril — 12 mai 1881). La lutte n'était pas encore finie, cependant. Un mou-



BATAILLE D'ISLY (14 août 1844). — Peinture d'Horace Vernet. — Musée de Versailles. CL. NEURDEIN.



vement de révolte, provoqué par l'attitude du bey et par la prédication de la « guerre sainte », ne tarda pas à s'étendre sur la contrée et nécessita une nouvelle campagne. L'occupation des principaux ports méditerranéens de l'Est (juillet 1881) fut le prélude de cette campagne, dont la prise de Kairouan (28 octobre) et les opérations de deux colonnes en direction de Gabès et de Gafsa constituent les principaux épisodes. Dès le mois de décembre, la soumission de la Tunisie était consommée. La construction d'un fort à Ksar Médénine, chez les Troglodytes du Djebel Matmata, l'étendit jusque dans l'extrême Sud, en 1893, mais, auparavant déjà, la Tunisie participait à l'œuvre de colonisation qui avait commencé en Algérie dès le lendemain de la prise d'Alger. L'essor en est devenu tel que l'Algérie-Tunisie constituait, avant la Grande Guerre, une des plus parfaites « réussites » de la colonisation des temps contemporains.

## HOLLANDAIS ET ANGLAIS DANS L'AFRIQUE AUSTRALE

**LES ORIGINES DE LA COLONIE DU CAP (1652-1814).** — Tandis que les Français travaillaient à la conquête et à la colonisation des pays de l'Atlas, Hollandais et Anglais s'avançaient peu à peu, depuis le Cap, au long des côtes et sur les plateaux de l'Afrique australe.

Les Hollandais y étaient arrivés les premiers, en 1652, date où un agent de la Compagnie des Indes orientales, Johan van Riebeeck, jeta sur les bords de la baie de la Table les premières bases d'une colonie qui se développa lentement. Grâce à l'arrivée de colons néerlandais, grâce à celle de huguenots français après la révocation de l'édit de Nantes, le Cap n'était déjà plus, au XVIII<sup>e</sup> siècle, une simple escale pour les navires à l'entrée ou à la sortie de la mer des Indes. Aussi les Anglais, qui, depuis 1781, convoitaient la possession de la baie de la Table, s'emparèrent-ils du Cap en 1795, puis au lendemain d'Austerlitz (janvier 1806), et s'en assurèrent la possession définitive (convention de Londres, 13 août 1814).

**MIGRATIONS DES BOERS (1836-1844).** — Ce changement de souveraineté laissa d'abord indifférents les Boers, c'est-à-dire les colons d'origine européenne, principalement néerlandaise, germanique et française. Mais bientôt, se voyant traités avec dédain par les agents britanniques, voyant adopter vis-à-vis des nègres une politique en complet désaccord avec celle qu'ils préconisaient eux-mêmes, voyant enfin protégés, à leur propre détriment, les Cafres qui, trop souvent, venaient piller leurs domaines et leurs troupeaux et ruinaient nombre d'entre eux, ils se résolurent, à la fin de 1835, à quitter leur terre



CARTE POUR SUIVRE LE DÉVELOPPEMENT DE LA CONQUÊTE DE L'ALGÉRIE.

natale. Sur leurs massifs chariots à quatre roues, trainés par des bœufs et capables de rouler à travers la prairie et la brousse, les Boers se mirent donc en mouvement, poussant devant soi, à l'aide de leur long fouet, leurs troupeaux de bœufs, de moutons et de chèvres. Chaque bande obéissait à un chef dont quelques-uns sont célèbres, Pieter Retief et Andries Maritz entre autres.

Immédiatement au nord du fleuve Orange, les difficultés n'étaient pas considérables : mais plus à l'Ouest, une puissance militaire s'était fortement constituée à la limite du désert de Kalahari, celle des Matabélés. Les bandes boers qui franchirent le Vaal s'y heurtèrent, battirent à différentes reprises les guerriers du chef Mosélékatsi et s'établirent sur le territoire des vaincus, tandis que d'autres groupes amis se fixaient plus au Sud, entre Vaal et Orange.

Le climat et la salubrité du pays ne suffirent pas, toutefois, à retenir tous les Boers sur le plateau. Pensant que le Natal leur offrirait des conditions de vie plus faciles, un certain nombre de familles passèrent dans ce pays mais s'y heurtèrent à la fois aux Anglais, qui, depuis 1824, avaient commencé de s'y fixer, et à la puissance indigène des Zoulous. Si, grâce à leur courage, les Boers triomphèrent assez vite de ces derniers (1840), leur incapacité politique ne leur permit pas, par contre, de lutter contre les intrigues anglaises.

En 1842 partait du Cap un corps de troupes britanniques qui conquiert définitivement la contrée. Aussi les Boers regagnèrent-ils très vite le plateau transorangien.

**LES REPUBLIQUES BOERS (1852-1854).** — Ils se demandèrent alors s'ils ne devraient pas pousser plus loin encore, au delà de la rivière Olifant. En effet, quelques différends ayant surgi entre eux et les Griquas ou Bastaards, — des métis d'anciens colons et de Hottentotes émigrés vers l'Orange et protégés par les gouverneurs du Cap, — les Anglais s'établirent sur la rive droite du fleuve Orange (1845-1846), puis annexèrent le territoire situé entre Orange et Vaal (1848). Mais, à ce moment, les hommes d'État de la métropole étaient peu partisans d'une onéreuse politique d'expansion, surtout dans le sud de l'Afrique; aussi les Boers émigrés ne tardèrent-ils pas à obtenir la reconnaissance de leur indépendance. Le 17 janvier 1852, la convention de la Sand river marqua la naissance officielle de la République sud-africaine, et, tôt après (23 février 1854) le traité de Bloemfontein celle de l'État libre d'Orange.

Depuis lors, ces deux républiques se sont développées sur le plateau transorangien, conformément aux mœurs patriarcales des pasteurs



L'ESCALIER DES LIONS AU PALAIS DU BARDO, DANS LA BANLIEUE DE TUNIS. CL. GARRIGUÉ



qui les avaient fondées, jusqu'au jour (1867) où la découverte de diamants dans un district septentrional de l'Orange modifia les conditions d'évolution de la contrée et leur occasionna de nouveaux conflits avec l'Angleterre.

**PROGRÈS DE LA PUISSANCE BRITANNIQUE (1847-1894).** — Pendant ce temps, la colonie du Cap grandissait. Dès 1847, l'annexion officieuse — officielle en 1865 — de la Cafrerie britannique avait poussé ses limites nord jusqu'au fleuve Orange, et les avait avancées à l'Est, au long de la mer des Indes, jusqu'à l'Indwé et à la Key. Si, un peu plus tard (1856), le Natal fut constitué en « colonie de la couronne », le Cap trouva dans les libertés politiques dont il avait été doté dès 1853 et dans son essor économique des causes nouvelles d'expansion territoriale. Aussi, en 1871, à la suite de la découverte de diamants dans le pays des Griquas de l'Ouest, arrondit-il son domaine de ce district, d'où fut évincé l'État libre. En même temps, il s'annexait, entre Orange et Caledon, le pays des Bassoutos qui avaient imploré la suzeraineté britannique. Par la suite (1873-1886), l'annexion de la Cafrerie « indépendante » (abstraction faite du Pondoland, réuni en 1894 seulement) poussait les frontières orientales de la colonie jusqu'aux confins du Natal. Enfin, à l'ouest du pays des Griquas et au nord du fleuve Orange, des prétentions britanniques avaient été formulées en 1876 sur le pays des Grands Namaquas jusqu'à la hauteur du tropique du Capricorne.

Ainsi se trouvait constitué aux alentours de 1880, dans l'extrême sud de l'Afrique, un groupe de possessions britanniques à l'avenir plein de promesses.

## LA DÉCOUVERTE DE L'AFRIQUE INTÉRIEURE

**LA BASE D'EXPLORATION.** — La colonie du Cap, l'Égypte et l'Algérie sont trois foyers de civilisation européenne allumés dès le premier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle, aux extrémités septentrionale et méridionale de l'Afrique. A côté d'eux existent, à la périphérie du continent, et en dehors des archipels de l'Atlantique, plusieurs autres foyers de moindre importance, de petits postes décorés du nom de « colonies », qui appartiennent à différentes nations européennes



RENÉ CAILLÉ (1799-1838). — D'après une gravure de l'époque.

et qui, très clairsemés en 1815, vont se multipliant par la suite. Avec Tripoli de Barbarie, sur la côte méditerranéenne, et Zanzibar au seuil des pays inconnus baignés par la mer des Indes, ces postes ont été les points de départ des voyageurs qui ont mené à bien la découverte de l'Afrique intérieure.

**RECONNAISSANCE DU NIGER.** — Dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, cette découverte avait commencé. Elle se continua plus activement une fois les Français rentrés en possession de leurs comptoirs du Sénégal (1817) et ne tarda pas à amener la reconnaissance complète du cours du Niger. Déjà Mungo-Park en avait descendu une bonne partie; les frères Lander achevèrent son œuvre en 1830. Auparavant, des voyageurs français dont le principal est Mollien avaient exploré la Sénégambie, et le major anglais Laing avait visité la source encore inconnue du Niger, puis pénétré dans Tombouctou. Enfin René Caillé avait accompli sous un déguisement le voyage de Sierra-Leone à Mogador par Tombouctou et le Sahara (1827-1828). Dès lors, apparaissent les traits essentiels d'une grande région de l'Afrique intérieure, celle du Niger. Quelques années plus tard, la Bénoué se montre à Baikie comme une commode voie d'accès jusqu'au cœur du Soudan central (1854).

**DÉCOUVERTE DU SOUDAN CENTRAL.** — Auparavant, c'est par Tripoli que des Européens y étaient parvenus.

Denham, Oudney et Clapperton y étaient arrivés dès 1823 par le Fezzan et Bilma; ils avaient vu la nappe intérieure du Tchad et visité les pays haoussas; puis l'un d'eux, Clapperton, avait, en partant du golfe de Benin, gagné Sokoto et relié ainsi les itinéraires de Mungo-Park aux siens propres (1826). Leur œuvre pâlit toutefois devant celle du savant allemand Henri Barth. Après avoir gagné le lac Tchad par le Fezzan et l'Aïr en 1850, celui-ci en parcourut seul pendant deux années les pays riverains, en particulier l'Adamaoua, puis poussa jusqu'à Tombouctou, d'où il regagna le Bornou avant de rentrer en Europe. Les descriptions que Barth a données de tous ces pays, dont Rohlf s'a vu un peu plus tard (1865-1867) un bon nombre entre Tripoli et l'embouchure du Niger, ont été complétées par la suite par Nachtigal. Cet autre Allemand a pénétré de 1869 à 1874, par le Sahara, jusque dans la contrée fort mal connue située à l'est du Tchad, au Ouadaï et au Darfour, reliant ainsi les pays du Soudan central à la vallée du Nil à travers le Soudan nord-oriental.



VUE D'UNE PARTIE DE LA VILLE DE TOMBOUCTOU.  
D'après une gravure publiée en 1830.



UN LANCIER DU SULTAN DE BAGUIRMI.  
D'après Denham.

**AUX SOURCES DU NIL ET DE SES AFFLUENTS SUPÉRIEURS.** — Au moment où Barth accomplissait son grand voyage, on ne faisait qu'effleurer les lisières du Soudan oriental; aussi Vogel avait-il rêvé traverser d'Ouest en Est cette vaste contrée inconnue. Par suite de sa mort, le Soudan oriental ne fut exploré qu'après la découverte des sources du Nil blanc.

Les voyageurs européens partis de l'Égypte n'avaient pu y accéder au temps de Méhémet-Ali; d'autres furent plus heureux, plus tard, en prenant Zanzibar pour base. C'est de là que les Anglais Speke et Grant, en s'élevant sur les hauts plateaux de l'Afrique équatoriale, arrivèrent en 1860 au Victoria Nyanza déjà aperçu par Speke deux ans plus tôt, puis gagnèrent Gondokoro, atteint dès 1841 par le Français d'Arnaud; Baker découvrit tôt après le lac Albert (1864) auquel Stanley ajouta l'Albert-Edouard en 1876. Dès lors, le mystère des sources du Nil fut résolu.

Entre temps, une véritable phalange d'explorateurs avait mené à bien de fructueux travaux sur les deux ailes du bassin du Nil blanc;





HENRI BARTH (1821-1865).

à l'Est, dans cette Éthiopie, où, après Édouard Ruppell, les deux frères d'Abbadie, Beke et de Heuglin, ont accompli d'excellente besogne; à l'Ouest, dans le pays drainé par le Bahr el Ghazal et par ses affluents. Là Schweinfurth a visité de 1869 à 1871 le « pays des rivières » d'où il a pénétré dès 1870 dans le bassin du Congo, sur les bords de l'Ouellé-Oubangui; là encore, Emin-Pacha, le Russe Junker et d'autres ont aussi fait œuvre géographique.

#### LIVINGSTONE DANS L'AFRIQUE AUSTRALE.

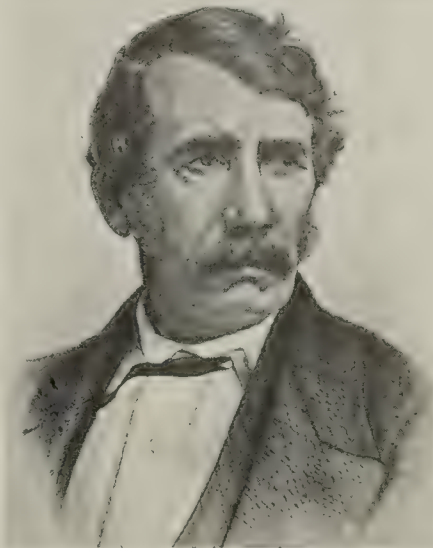
— Simultanément, les pays du Sud ont été parcourus par différents explorateurs qui, des cantons où les Boers venaient de s'établir, ont pénétré dans l'inconnu. Ce sont surtout des missionnaires protestants, et, en particulier, l'Écossais David Livingstone. Dès 1848, celui-ci atteignait la dépression du lac Ngami, au nord du désert de Kalahari; puis, en remontant le Zambèze, il gagnait le cours supérieur du Kassai et arrivait à Saint-Paul de Loanda (1852). Il en repartait tôt après et traversait de part en part le sud de l'Afrique jusqu'à Quilimané sur la mer des Indes, descendant le fleuve Zambèze et découvrant les chutes Victoria. Ainsi accomplissait-il (1853-1856) un exploit que le Portugais Serpa-Pinto devait renouveler environ vingt-cinq ans plus tard entre Saint-Philippe de Benguêla et Port-Natal. Livingstone passe ensuite au nord du Zambèze et, en remontant le Chiré, découvre le grand lac des Maravis, le Nyassa (1858-1861). Enfin, en 1866, il aborde la région des sources du Congo et l'explore jusqu'à sa mort (1873), sans arriver à percer le mystère des sources du Nil.

**DANS L'EST DE L'AFRIQUE ÉQUATORIALE.** — Tandis que Livingstone accomplissait cette œuvre scientifique et dénonçait les méfaits des marchands d'esclaves, l'est de l'Afrique équatoriale prenait figure sur la carte. C'est que, dès 1849, les deux missionnaires anglicans Krapf et Rebman avaient vu, en poussant depuis Monbas des courses dans l'intérieur, de hautes montagnes, le Kénia et le Kilimandjaro, dresser leur cimes neigeuses au sud de l'Équateur; c'est que les Anglais Burton et Speke avaient, en 1858, atteint le lac Tanganyka. Des découvertes ultérieures — celles des bassins fermés étudiés en 1888 par l'Autrichien Téliki, entre autres — ont précisé et complété par la suite la connaissance de l'Est africain.

**STANLEY DESCEND LE CONGO.** — Quel contraste en ce pays tourmenté et celui qu'arrose le Zaïre ou Congo! Les terrasses côtières que traverse le Congo avant de gagner le littoral avaient opposé aux explorateurs partis des bords de l'Atlantique (Tuckey, 1816) un obstacle infranchissable.

On ne prit point cette direction et c'est à revers, par Zanzibar et le lac Tanganyka, que l'on essaya d'y accéder. L'Anglais Cameron en reconnut les confins méridionaux (1874-1875). Stanley fut plus heureux; après avoir découvert l'Albert-Edouard, il gagna Nyangoué, s'y embarqua sur le fleuve qu'il nomma le « Livingstone », le descendit jusqu'à l'Atlantique et l'identifia ainsi avec le Congo (1876-1877).

Dès lors put être tracé sur la carte de l'Afrique intérieure, le dernier de ses grands traits hydrographiques. Dès lors aussi, grâce aux efforts de S. de Brazza, fut connu l'Ogooué, qui permet d'accéder au réseau de voies navigables du Congo (1876-1878). D'autres découvertes, complémentaires de celles de Stanley, ne tardèrent pas à montrer l'importance de ses tributaires de gauche (Wismann, 1881-1887) et de droite (de Brazza, Van Gèle) et à grandir encore le rôle du Congo; mais c'est la descente de ce fleuve par Stanley qui clôt vraiment, dès 1878, l'époque « héroïque » de la découverte du continent noir.



DAVID LIVINGSTONE (1813-1873).

## LE PARTAGE

### DE L'AFRIQUE INTERTROPICALE

**POSITIONS OCCUPÉES VERS 1880 PAR LES PUISSANCES COLONISATRICES.** — Entre les deux tropiques du Cancer et du Capricorne, la colonisation de l'Afrique n'a pas, jusqu'à 1880, marché de pair avec la découverte. Le pourtour de l'Afrique intertropicale échappe en très grande partie à l'influence civilisatrice des Européens; à plus forte raison en est-il ainsi des pays de l'intérieur, même à peu de distance des rivages, sauf au Sénégal. Là, les Français ont de bonne heure tenté de s'avancer dans l'Est. Héritier des préoccupations et des traditions de ses devanciers, Faidherbe, alors qu'il gouvernait la colonie (1854-1865), a fondé des postes jusqu'à Médine sur le haut fleuve, étendu l'influence française sur les tribus maures du pays tarza comme sur les pays oulofs et mandingues du Sud, repoussé le prophète musulman El-Hadji-Omar, et voulu nouer des relations avec le sultan du Ségou, sur le Niger. Nulle part ailleurs, dans l'Afrique intertropicale, l'influence européenne n'est mieux assise ni plus étendue au moment où Stanley apparaît en triomphateur du « continent mystérieux ».

**ASSOCIATION INTERNATIONALE AFRICAINE ET ASSOCIATION INTERNATIONALE DU CONGO.** — La France entendait utiliser cette base à son profit. Or ce n'est pas là ce que voulait le roi des Belges Léopold II, un souverain hanté par

des rêves de grandeur que la royauté d'un pays neutre comme la Belgique ne satisfaisait nullement. L'enthousiasme suscité par les exploits des voyageurs africains, la popularité de Livingstone et l'indignation soulevée par les horreurs de la traite des nègres lui parurent des circonstances favorables pour la réalisation de ses secrets desseins. Pour combattre les crimes des Arabes marchands d'esclaves et répandre graduellement la civilisation occidentale jusqu'au cœur du continent noir, il fonda donc, à la fin de 1876, l'*Association internationale africaine*. Bruxelles fut le quartier général de ce groupement humanitaire et civilisateur qui, de 1877 à 1880, dirigea quatre expéditions depuis la côte est de l'Afrique équatoriale jusqu'au Tanganyka et fonda deux stations sur les rives de ce lac.

Mais Stanley, lors de son retour, modifia les idées du roi des Belges. Très vite, il le convainquit de pénétrer dans l'Afrique équatoriale par la voie du Congo et d'ajouter à son programme des préoccupations d'ordre commercial. De là résulta (fin de 1878) la création d'une émanation de la section belge de l'Association internationale africaine, le *Comité d'Études du Haut Congo*, qui entreprit aussitôt de faire explorer le bassin du grand fleuve et d'y fonder des établissements. Celui-ci ne tarda pas à se fondre (1882) dans l'*Association internationale du Congo*. Aux préoccupations humanitaires et scientifiques, puis économiques, s'ajouta dès lors un but politique avoué : la reconnaissance et l'acceptation par les Puissances de la souveraineté de l'Association internationale sur tout le bassin du Congo... Ainsi étaient officiellement déclarées d'ambitieuses visées dissimulées avec soin jusqu'alors.

**LES COMPÉTITIONS EUROPÉENNES AU CONGO.** — Dès le premier jour, Brazza avait deviné ces projets. Aussi, à peine éclairé par les récits de Stanley sur la portée de ses propres découvertes, était-il retourné sur le théâtre de ses premiers travaux. Par l'Ogooué, puis par l'Alima, il était arrivé jusqu'au Congo, l'avait descendu depuis le confluent de l'Alima jusqu'au Stanley-Pool et avait pris possession du pays au nom de la France (1880). Grandes furent la déception et même la colère



HENRI STANLEY (1841-1904). (C. L. R.)



de Stanley quand, après avoir péniblement traversé les terrasses côtières, il atteignit le Pool à son tour. Force lui fut d'accepter les faits accomplis. Mais les agents du Comité d'Études du Haut Congo établirent aussitôt une chaîne continue de postes depuis le Stanley-Pool jusqu'aux Stanley-Falls.

Pendant ce temps, le Portugal, excipant de ses « droits historiques », réclamait la souveraineté des deux rives du bas Congo et des côtes situées dans le voisinage immédiat de l'estuaire. Les querelles pour le partage de l'Afrique intertropicale étaient commencées.

**ANCIENNES ET NOUVELLES PUISSANCES COLONISATRICES.** — C'est que les récits de Stanley avaient surexcité les imaginations et montré dans le centre de l'Afrique des « Indes noires ». Aussi, à partir de 1880, les différentes nations déjà nanties de postes sur les rivages du continent, Portugais, Anglais, Français, Espagnols, s'empresment-elles d'en accroître le nombre et de faire valoir leurs prétentions sur les pays avoisinants. Les Anglais s'installent en 1884 sur la côte méridionale du golfe d'Aden, en pays somali, à Zeila et à Berbera. Les Français s'établissent dans la mer des Indes au fond du golfe d'Aden, à Obok (1881). Les Espagnols s'assurent la possession du Rio de Oro au sud du Maroc... C'est un enchevêtrement inextricable de prétentions contraires, de réclamations, de revendications, de contestations internationales. Et voici qui le rend plus compliqué et plus aigu : l'entrée en scène de puissances demeurées jusqu'alors à l'écart des entreprises coloniales, de l'Italie et surtout de l'Allemagne.

À peine son unité réalisée, l'Italie avait ambitionné de se créer un empire d'outre-mer. Évincée de la Tunisie, elle chercha où procurer des compensations à son ambition déçue et fixa son choix sur l'Éthiopie. Dès 1882, elle s'établissait à Assab, sur la côte occidentale de la mer Rouge, et préludait un peu plus tard à la fondation de sa colonie de l'Erythrée par l'occupation de Massaua (1885).

Les Allemands avaient agi plus vite encore, le jour où Bismarck s'était déclaré converti aux entreprises d'outre-mer. L'acquisition de la baie d'Angra Pequena en 1883, la constitution de la colonie de l'Afrique sud-occidentale, entre Couronné et Orange, la prise de possession de nombreux points sur les côtes de la Guinée septentrionale et du Cameroun, enfin la reconnaissance du protectorat allemand par des chefs de l'intérieur du Zanguebar (1884), prouvèrent très vite qu'en Afrique comme en Europe, l'Allemagne entendait n'être pas oubliée.

**LA CONFÉRENCE AFRICAINE DE BERLIN.** — Au moment même où commençait le Deutschostafrika, une conférence internationale tenue à Berlin sous la présidence de Bismarck (15 novembre 1884-26 février 1885) témoignait de l'intérêt porté par l'Allemagne aux questions africaines. Pour prévenir dans la mesure du possible les conflits internationaux qui devaient résulter de tant de prétentions contraires, cette conférence élabora les principes d'une sorte de droit international africain. Elle reconnut l'existence de l'État indépendant du Congo et le déclara neutre, sous la garantie collective des Puissances, permettant ainsi au roi des Belges de prendre le titre de « souverain » de ce nouvel État. Elle fixa d'autre part, dans l'*Acte général de Berlin* (26 février 1885), un certain nombre de règles plus ou moins obéies par la suite ; liberté de navigation sur les fleuves africains ; liberté du commerce dans les vallées du Congo, de l'Ogooué et du Niger ; pour tout État qui s'attribuerait un territoire en Afrique, obligation d'en notifier la prise de possession aux Puissances signataires de l'Acte de Berlin, puis d'occuper *effectivement* ce territoire et d'y assurer le maintien de la paix ; détermination de l'*hinterland*, de l'arrière-pays sur lequel une puissance peut exercer son droit d'expansion depuis la côte.

**LE PARTAGE DES CÔTES DE L'AFRIQUE (1885-1890).** — Complétées un peu plus tard par l'*Acte général de Bruxelles* (2 juillet 1890), ces règles furent plus ou moins obéies. Elles permirent toutefois d'achever le partage des côtes de l'Afrique intertropicale par simples tractations diplomatiques et par concessions réciproques.

Une série de traités et de conventions maintint aux rivages de l'Atlantique, dans l'ensemble, leur répartition antérieure et la compléta.

Elle réduisit le domaine du Portugal à la Guinée portugaise, à l'enclave de Cabinda et à l'Angola. À l'Angleterre, elle confirma la possession de la Gambie, du Sierra-Leone et de la Côte de l'Or ; elle lui donna aussi celle du pays de Lagos, du delta du Niger et de l'estuaire du Vieux Calabar, enfin celle de la Walfish bay, au nord du tropique du Capricorne. La France engloba dans son empire, depuis le Cap Blanc jusqu'au Sierra-Leone, la Gambie anglaise et la Guinée portugaise : elle acquit les rivages de la Côte d'Ivoire et du Dahomey et prolongea le littoral de son Congo de l'estuaire du Rio Campo jusqu'au sud de Loango, avec la seule interruption, de l'enclave espagnole du Rio Mouni. L'État indépendant du Congo obtint du Portugal la rive nord de l'estuaire du grand fleuve. À l'Allemagne enfin appartint le reste du littoral atlantique : côtes du Togo, façade du Cameroun sur le golfe de Guinée depuis le Vieux Calabar jusqu'au Rio Campo, rivages du Deutsch-Südwestafrika, moins la Walfish bay.

Beaucoup plus importantes furent les modifications introduites dans la répartition politique des côtes de l'Océan Indien au nord du Cap Delgado. À la fin de 1890, le sultanat de Zanzibar a cessé d'exister ; ses domaines de terre ferme sont distribués à l'Allemagne (entre Rovouma et Oumba) et à l'Angleterre. Outre les îles côtières de Zanzibar et de Pemba, celle-ci s'attribue le littoral depuis l'Oumba jusqu'au Djouba, comme aussi le rivage nord du pays somali. L'Italie déclare siennes les côtes éthiopiennes de la basse mer Rouge. La France enfin, qui occupe les bords somalis du Bab-el-Mandeb, s'est fait reconnaître à l'avance l'établissement de son protectorat sur Madagascar.



SAVORGNAN DE BRAZZA (1852-1905).  
CL. NADAR.

**POUR LA POSSESSION DE L'ARRIÈRE-PAYS.** — Si cette répartition du littoral a été réalisée sans trop de difficultés, il n'en a pas été de même pour l'hinterland. Entre Anglais, Allemands et Français à l'intérieur de la boucle du Niger et dans la direction du Tchad, entre Anglais et Allemands sur les rives du bas Niger et aussi vers le haut Nil, entre Français et Belges dans la région de l'Oubangui, entre Anglais, Allemands et Belges sur les plateaux de l'Afrique équatoriale, entre Anglais, Portugais, Allemands et Boers dans les parties plus méridionales du continent, les intérêts opposés ont suscité de nombreux conflits économiques et diplomatiques, des marchandages, parfois même des guerres, qui ont duré jusqu'en 1904.

**SENÉGAL ET BAS NIGER.** — Dans l'est du Sénégal, personne, en dehors des indigènes, ne s'est opposé aux progrès de l'expansion française. Les explorateurs qui, après le voyage du capitaine Gallieni à Ségou-Sikoro (1880-1881), ont continué l'œuvre de pénétration du Soudan occidental jusqu'aux villes, qui avaient été au Moyen âge les capitales des puissants empires de Ghâna, du Manding et du Songhoï, ceux qui ont descendu le fleuve jusqu'à Boussa après en avoir, dès 1880, retrouvé la source, ne se sont heurtés nulle part à des rivaux européens. Et de même en fut-il pour les officiers qui ont construit les chemins de fer de Kayes au Niger et du Fouta-Djalou ; de même pour les colonnes expéditionnaires qui ont eu raison de la résistance du sultan de Segou-Ahmadou, le fils d'El-Hadji-Omar, du marchand d'esclaves Samory et de bien d'autres tyranneaux.

Dans le temps où se fondait l'empire français de l'Afrique occidentale, d'autres Français auraient voulu assurer à leur patrie la possession de tout le bassin du Niger. Vers 1879, les compagnies fondées par eux dans ce dessein se heurtèrent sur le bas fleuve à une compagnie anglaise héritière des sociétés formées dès 1865 pour ouvrir au commerce britannique les riches pays haoussas. La *Royal Niger Co*, qui continua la lutte en 1886, était une compagnie officielle, pourvue d'une charte lui reconnaissant des droits politiques et en faisant un véritable souverain dans son domaine. Soutenue par le gouvernement et par l'opinion publique, elle engagea la lutte contre ses concurrents et l'emporta très vite sur eux. La convention du 5 août 1890 écarta la France du bas Niger ; elle la rejeta, entre la rive gauche du fleuve et le lac Tchad, au nord de la ligne Say-Barroua, réservant à l'influence et au négoce britanniques les parties les plus riches du Soudan central, celles qui devaient former la Nigéria.

**LA « COURSE AU NIGER » ET LE PARTAGE DE LA BOUCLE.** — La frontière occidentale du champ d'action de la compagnie royale du Niger n'a été fixée, par contre, que huit ans plus tard entre le golfe de Bénin et Ilo sur le Niger, puis le Dallol





SAMORY, marchand d'esclaves, conquérant du Soudan français, fait prisonnier par le capitaine Gouraud en 1898.

Maouri, à l'est du territoire de Say. Alors (14 juin 1898) fut sanctionné le persévérant travail accompli avec un succès inégal par des explorateurs allemands, anglais et français.

À peine réglées les côtes septentrionales du golfe de Guinée, les Français avaient entrepris de relier le Sénégal à leur Côte d'Ivoire en explorant les contrées inconnues de l'est du Sierra-Leone et du Liberia. Binger réalisa ce dessein de 1887 à 1889 et révéla la valeur de la boucle du Niger. Alors les trois métropoles établies sur le golfe de Guinée entreprirent de prolonger leurs possessions dans l'intérieur du pays. Les barbares « coutumes » des Dahoméens ayant amené la France à détruire

le royaume de Béhanzin (1892-1893), ses établissements du Benin devinrent la colonie du Dahomey et dépendances. Grâce à ces deux bases d'opérations de la Côte d'Ivoire et du Dahomey, les Français purent dès lors devancer les Allemands du Togo et les Anglais de la Côte d'Or — ce fut la « course au Niger » —, arrêter leur expansion vers le Nord, pacifier l'arrière-pays dévasté par le marchand d'esclaves Samory et s'assurer la plus grande partie de la contrée.

**LA « COURSE AU TCHAD » ET SES RÉSULTATS.** — Dans cette Afrique équatoriale dont les Belges du Congo et les Allemands du Cameroun aspiraient à s'assurer la possession presque exclusive, les Français ont déployé les mêmes qualités. Grâce à Brazza et à ses collaborateurs, les postes si clairsemés que la France avait en 1880 sur les côtes du Gabon et sur le Stanley Pool se sont multipliés. Tandis que les Belges travaillaient, avec l'aide d'auxiliaires d'autres nationalités, à reconnaître l'immense territoire qui allait devenir l'État indépendant du Congo (1885), puis l'organisaient et en commençaient l'exploitation, les Français s'avançaient dans l'Est jusqu'au confluent de l'Oubangui avec le Congo, puis, au long de cette rivière et de son affluent le Mbomou, jusqu'aux confins du bassin du Nil. Pour s'assurer, d'autre part, pleine liberté de mouvements du côté du Nord, ils empêchaient les Allemands du Cameroun d'étendre leur territoire vers l'Est (ce fut « la course au Tchad ») et réussissaient en 1897 (Gentil) à atteindre, de l'Oubangui, les eaux de ce lac. Des traités consécutifs à ces explorations en sanctionnèrent les résultats ; ils assurèrent au Cameroun allemand un accès au Tchad, mais ils l'enfermèrent, comme la Nigeria britannique, entre les deux groupes français de l'Afrique occidentale et de l'Afrique équatoriale.

**L'EXPLORATION DU SAHARA ET LA JONCTION DES GROUPES FRANÇAIS SUR LES BORDS DU TCHAD.** — Ainsi fut en partie réalisé un programme formulé par Crampel en 1890 et qui consistait à unir sur les rives du Tchad les possessions françaises de l'Algérie-Tunisie, du Soudan et du Congo. Pour qu'il fût intégralement rempli, il fallait que le Sahara fût, lui aussi, visité par des voyageurs et soumis à la France. Amorcée par Duveyrier (1860-1861), l'œuvre fut reprise environ vingt ans plus tard par des ingénieurs chargés d'étudier les projets de chemins de fer transsahariens ; mais le massacre de la deuxième mission Flatters l'arrêta très vite (1881). En 1890, Foureau entreprit de la mener à bien. Une série d'explorations successives le menèrent au cœur du Sahara. Puis, en compagnie du commandant Lamy et protégé par une forte escorte, il traversa (1898-1900) le désert depuis Biskra jusqu'à l'Aïr, et le Soudan jusqu'à Zinder et au Tchad. Là, il opéra sa jonction avec deux autres missions parties, l'une du Niger (mission du Soudan central) et l'autre de l'Oubangui (mission Chari-Tchad). Ainsi fut réalisé le rêve de Crampel.

Ainsi fut en même temps groupée une force militaire relativement considérable qui, très vite, détruisit l'éphémère empire de Rabah, un ancien marchand d'esclaves. Ainsi enfin fut assurée la cohésion de

l'empire français d'Afrique, par ce Sahara dans le sud-ouest duquel Coppolani préluda tôt après (1902-1905) à la fondation, au nord du Sénégal, de la colonie de la Mauritanie.

**PROGRÈS DE L'ANGLETERRE DANS L'AFRIQUE DU SUD (1877-1902).** — L'œuvre menée ainsi à bien par la France n'a d'égale, et même de supérieure, que celle accomplie dans le même temps par l'Angleterre.

Vers 1875, l'Angleterre seule jouait un rôle dans le Sud, où la découverte de gisements de diamants au Transvaal (et dans le district de Kimberley) lui fit désirer de s'étendre davantage. À la suite d'une guerre malheureuse des Boers du Transvaal contre les Zoulous, elle annexa donc ce pays (avril 1877) malgré les protestations de ses habitants ; mais une révolte de ceux-ci, et les embarras que lui causaient les Zoulous, l'obligèrent bientôt à reconnaître à nouveau l'indépendance du Transvaal, d'abord sous la suzeraineté britannique (traité de Pretoria, 1881), puis sous le simple contrôle de ses arrangements avec d'autres États (traité de Londres, 1884).

Ces reculs préparaient toutefois une progression nouvelle destinée, dans l'esprit d'un homme d'affaires et d'un homme d'État du Cap, Cecil Rhodes, à engendrer l'union des pays britanniques du sud de l'Afrique avec les pays du nord-est contrôlés par l'Angleterre. Sans se rendre compte qu'elle travaillait à la réalisation de ce plan, l'Angleterre s'annexa le pays des Betchouanas (1885), puis fit signer (1888) au chef des Matabélés, établis entre le Limpopo, les comptoirs portugais du Mozambique et le Zambèze, un traité « de paix et d'amitié » et proclama le pays dans sa zone d'influence.

Au cours des années précédentes, le Portugal avait fait visiter ces contrées par d'actifs explorateurs (Silva Porto, Serpa Pinto, Capello et Ivens) et avait déclaré sien l'intérieur de l'Afrique du Sud entre ses possessions de l'Atlantique (Angola) et de l'Océan Indien (Mozambique). Il protesta donc contre les prétentions britanniques sur le pays des Matabélés et contre les concessions accordées à un syndicat à la tête duquel était Cecil Rhodes et qui se transforma très vite en une compagnie à charte, la *British South Africa Co*, dite encore la *Chartered*. Mais sous la contrainte d'un ultimatum, appuyé par une démonstration navale devant Lisbonne, le Portugal dut se désister de ses prétentions sur les plateaux aurifères du Manica et sur les pays du Machona et du Nyassa, dans l'ouest du Mozambique (janvier 1890). Aussitôt l'Angleterre de s'annexer ces contrées et de les concéder à la *Chartered*, poussant ainsi son domaine, au long du Nyassa, jusqu'aux confins de l'État indépendant du Congo et de la colonie allemande de l'Afrique orientale.

La prise de possession de la Zambézie (la future Rhodésie), la construction d'une ligne télégraphique et d'une voie ferrée, amorce du futur « Cap au Caire » rêvé par Cecil Rhodes, l'établissement de centres de population et de colonisation ne se firent pas sans luttes. Il fallut détruire l'empire des Matabélés (1893), puis comprimer leur révolte et celle des Machonas (1896), et surtout vaincre l'hostilité de Paul Kruger, le vieux président de la République du Transvaal.

Celui-ci eût voulu annexer à son pays le royaume des Matabélés ; mais il avait reculé devant une guerre avec l'Angleterre, surtout après que la découverte des champs d'or du Witwatersrand eût amené à Johannesburg une population très mêlée d'étrangers ou *uitlanders*. Mécontents des lois que leur imposaient les Boers et de leur éloignement des affaires publiques, ces *uitlanders* étaient disposés à s'unir aux Anglais de la Rhodésie contre les maîtres du Transvaal ; ils le prouvèrent en décembre 1896, lorsque le Dr. Jameson tenta sans succès de susciter une



PAUL CRAMPEL (1864-1891). CL. OTTO.



FERNAND FOUREAU (1850-1914). CL. LUTER.





CECIL RHODES (1853-1902).  
CL. ELLIOTT AND FRY.

révolution à Johannesburg; ils le prouvèrent encore trois ans plus tard, pendant la guerre qui éclata entre Anglais et Boers de l'Orange et du Transvaal. Malgré l'inégalité des forces, les Boers résistèrent pendant trois ans aux troupes britanniques; mais, finalement, sans secours extérieurs et sans artillerie, écrasés sous le nombre, et voyant leurs enfermés dans des camps de concentration, ils reconnurent à Prétoria, le 31 mai 1902, le roi Édouard VII pour leur « souverain de droit ». Ainsi furent englobés dans l'Empire britannique les seuls éléments indépendants subsistant dans l'Afrique du Sud.

sud-africain des domaines britanniques de la vallée du Nil.

Peu s'en était fallu que d'autres ne s'établissent sur les bords du Fleuve blanc, et ne coupassent aux Anglais venus du Nord la route de l'Ouganda. Tel était le but de la mission Marchand, qui, depuis l'Atlantique et les postes français de l'Oubangui, gagna le Bahr-el-Ghazal et le Nil et occupa Fachoda la veille de la prise d'Omdurman par Kitchener. C'était trop tard. Pour éviter une rupture avec l'Angleterre, le gouvernement français décida d'évacuer Fachoda et consentit au principe de l'accord qui, quelques mois après, reconnut tout le territoire du Bahr-el-Ghazal, le Darfour et le Kordofan comme parties intégrantes du Soudan anglo-égyptien (1899).



PAUL KRUGER (1825-1904), président de la République sud-africaine du Transvaal.  
CL. BOYER.

#### LES ANGLAIS DANS L'OUGANDA ET EN ÉGYPTÉ.

— Avant que fût achevée cette œuvre d'unification, les Anglais s'étaient établis sur le plateau qui porte les grands lacs d'où sort le Nil.

Dès le 1<sup>er</sup> novembre 1886, ils s'étaient partagés avec les Allemands le pays de l'intérieur, laissant au sultan de Zanzibar les côtes de la mer des Indes, depuis le cap Delgado jusqu'à l'embouchure du Tana. Tandis que la Compagnie allemande de l'Afrique orientale poussait ses agents dans la direction du Tanganyika, eux-mêmes, plus au nord, sous le couvert d'une Compagnie à charte, l'*Imperial British East Africa Co*, reconnaissaient les routes conduisant jusqu'au plateau. Une fois partagées les possessions du sultan de Zanzibar (1890), ils réalisèrent la conquête de l'Ouganda. Mais, se trouvant incapable de s'y maintenir, la Compagnie de l'Afrique orientale s'effaça devant le gouvernement britannique et lui abandonna d'abord l'Ouganda (1893), puis (1895) ses propres domaines de l'Ibea (*Imperial British East Africa*). Par là l'Angleterre prenait à revers les Derviches, toujours maîtres du Soudan égyptien. D'autre part, tout en assurant n'occuper l'Égypte que de façon provisoire, elle consolidait sa situation dans la basse vallée du Nil. Elle déclarait la neutralité du canal de Suez, mais en contrôlait en fait la navigation, mettait la main sur tous les services du pays et en préparait la renaissance.

Ses bases ainsi assurées, elle se tourna enfin contre les Derviches.

**DESTRUCTION DE L'EMPIRE DES DERVICHES; FACHODA.** — Ceux-ci étaient vite entrés dans une décadence qui s'accroissait chaque année davantage. Ils n'avaient pas pu s'emparer de la province d'Equatoria, où Emin-Pacha se maintint jusqu'au jour où Stanley venu « à son secours » le ramena malgré lui à Zanzibar (1889); ils n'avaient pas su garder une partie de la Nubie ni la route de la mer Rouge. Une fois les Anglais maîtres de la province d'Equatoria (1894), Kitchener attaqua les Derviches à la tête d'une armée anglo-indienne (1896). Ceux-ci lui laissèrent prendre successivement Dongola, Berber et leur capitale Omdurman (1897-1898) et enfin se firent bravement tuer. Dès lors, par le Soudan qu'on appela très vite « anglo-égyptien » fut réalisée la jonction des territoires plus ou moins anglais de l'Égypte et de l'Ouganda; seule, sous l'Équateur, l'Afrique orientale allemande isolait désormais l'Empire britannique

**ITALIENS EN ÉTHIOPIE ET FRANÇAIS A MADAGASCAR.** — Avec cette réussite anglaise contraste l'échec subi par les Italiens sur les hauts plateaux de l'Éthiopie. Ils essayèrent sans succès par deux fois d'en graver les pentes. Vaincus par le ras Aloula en 1886, ils le furent de nouveau, et de manière plus complète, par le négus Ménélik, le « roi des rois » d'Éthiopie, dont ils avaient espéré d'abord se faire un protégé et contrôler la politique extérieure (traité d'Ucciali, 1889). Leurs défaites d'Amba-Alaghi (décembre 1895) et d'Adoua (mars 1896) obligèrent les Italiens à redescendre les pentes des plateaux jusqu'au Mareb. Par la convention d'Addis-Ababa, ils reconnurent tôt après l'indépendance absolue de l'empire d'Éthiopie, dont, au cours des années suivantes, Ménélik et ses lieutenants étendirent les frontières méridionales jusqu'au lac Rodolphe.

La France, contente d'avoir à Djibouti la « porte d'entrée et de sortie » de l'Éthiopie, n'a pas enregistré de semblables échecs à Madagascar, où ses tentatives répétées d'établissement et les travaux de ses voyageurs (Alfred Grandidier) lui donnaient des « droits historiques » et lui assuraient une autorité que l'Angleterre et l'Allemagne avaient reconnue. La campagne menée à bien par le général Duchesne (1895) et la pacification et la mise en valeur, œuvres de Gallieni, n'ont pas tardé à faire de Madagascar une des terres africaines où la France a le plus efficacement exercé son action civilisatrice.

**L'ACCORD ANGLO-FRANÇAIS DE 1904.** — Un peu plus tard, la France, pour mettre fin au conflit qui, depuis 1882, tendait ses rapports avec l'Angleterre, a liquidé toutes les questions coloniales capables de troubler les bonnes relations des deux peuples. L'accord franco-britannique du 8 avril 1904 sanctionna une série de négociations relatives à l'Asie, à l'Océanie et au Nouveau Monde comme à l'Afrique (1); il liquida les vieilles querelles, consacra l'abandon

(1) Les accords anglo-français du 8 avril 1904 se composent des conventions et déclarations ci-après : 1<sup>o</sup> une convention concernant Terre-Neuve et l'Afrique occidentale; 2<sup>o</sup> une déclaration concernant l'Égypte et le Maroc; 3<sup>o</sup> diverses déclarations annexes concernant le Siam, Madagascar et les Nouvelles-Hébrides. Si, à Terre-Neuve, la France a fait le sacrifice des droits successifs qu'elle tenait du traité d'Utrecht, sacrifice atténué par quelques avantages pour nos pêcheurs, elle a trouvé la contre-partie de cet abandon dans trois concessions de territoire à elle faites dans l'Afrique occidentale, savoir : 1<sup>o</sup> une rectification de frontière de la Gambie, lui donnant un point d'accès sur la partie navigable du fleuve de ce nom; 2<sup>o</sup> l'attribution en toute souveraineté des îles de Loos, un petit archipel peu éloigné des rivages de la Guinée française, commandant les accès de Konakry; 3<sup>o</sup> une rectification de frontière entre le Niger et le Tchad. La déclaration du 8 avril 1904 a aussi mis fin à une situation qui troublait et faussait les relations de la France et de l'Angleterre, en même temps qu'elle a modifié la condition juridique de l'Égypte, mais a reconnu à la France le droit d'exercer librement dans les États chérifiens son action civilisatrice et économique. Les déclarations relatives au Siam, à Madagascar et aux Nouvelles-Hébrides ont précisé et complété la déclaration de Londres du 15 janvier 1896; elles ont mis fin aux protestations de l'Angleterre contre l'établissement d'un tarif de droits de douane à Madagascar, et, dans une certaine mesure, donné des garanties aux intérêts des colons franco-anglais aux Nouvelles-Hébrides, en Mélanésie, par l'établissement d'une juridiction chargée de juger les litiges immobiliers.



ARRIVÉE DE LA FLOTTILLE ANGLO-ÉGYPTIENNE DU SIRDAR KITCHENER DEVANT FACHODA (19 septembre 1898). CL. ILLUSTRATION.





MÉNÉLIK, négus d'Abyssinie (1889-1913).

des revendications françaises sur l'Égypte, mais laissa par contre à la France toute liberté d'action au Maroc.

## LA QUESTION DU MAROC ET LES AMBITIONS ALLEMANDES

LE MAROC AU DÉBUT DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE. — Seul avec l'Éthiopie, et plus encore qu'elle, le Maghreb-el-Aksa avait échappé à l'emprise européenne. Sans doute, l'Espagne

y possédait-elle quelques *presidios* sur la côte rocheuse du Rif, mais elle ne jouissait d'aucun prestige à la cour du sultan. Celui-ci, d'ailleurs, tenait son empire soigneusement fermé aux influences européennes, si bien que, en 1904 encore, la géographie n'en était guère connue. L'Allemand Rohlfs, les Français de Foucauld et de Ségonzac en avaient été les principaux explorateurs; par eux et par les Européens de Tanger ou par les missions diplomatiques envoyées auprès du sultan, on savait cependant à peu près quel était l'état du Maroc. En fait, le sultan n'exerçait quelque autorité que sur les plaines de l'Atlantique, les pays maghzen, lesquels lui payaient tribut. Quant à la montagne, peuplée de Berbères ayant conservé une organisation féodale sous ses grands caïds, c'était le pays *siba*; le sultan n'y jouissait d'aucun pouvoir réel. Le Maroc était donc bien, comme on l'a dit à l'époque, « un empire qui croule ».

Les puissances européennes s'en rendaient compte; n'avaient-elles pas dû, à la suite d'exactions dont leurs ressortissants avaient été victimes dans les ports, arrêter à la conférence internationale de Madrid (juillet 1880) des mesures communes de protection? Connaissant d'autre part le climat et les possibilités économiques du pays, elles jetaient sur lui des regards de convoitise. L'Espagne, privée de ses colonies depuis 1899, alléguait sa proximité immédiate et ses droits historiques, l'Angleterre la position de Tanger en face de Gibraltar et la situation stratégique des côtes marocaines sur l'Atlantique et sur la Méditerranée. L'Allemagne de Guillaume II désirait y détourner une partie de ses émigrants sur des territoires qui fussent siens et y tenir sa place au soleil. La France, enfin, maîtresse du reste du Maghreb, qui forme un tout homogène, ne pouvait pas laisser une autre puissance s'installer au Maroc sans compromettre gravement la sécurité de son empire de l'Afrique du Nord; elle ne pouvait pas non plus admettre la rupture, à son détriment, de l'équilibre méditerranéen.

L'ENTENTE ANGLO-HISPANO-FRANÇAISE. — L'Angleterre le comprit en 1904; la « déclaration concernant l'Égypte et le Maroc » en fournit la preuve. Moyennant certaines garanties, relatives notamment au libre passage du détroit de Gibraltar, et la promesse d'une entente avec l'Espagne, elle reconnut à la France le droit de « veiller à la tranquillité du Maroc et de lui prêter son assistance pour toutes les réformes administratives, économiques, financières et militaires dont il a besoin ». Six mois plus tard (octobre), conformément à l'un des articles secrets négociés avec l'Angleterre et réservant éventuellement à l'Espagne une partie du territoire marocain, l'accord franco-espagnol était signé, et le roi Alphonse XIII adhéra à la déclaration franco-anglaise du 8 avril, à laquelle l'Allemagne avait déclaré, par la voix du chancelier de Bulow, « n'avoir rien à objecter ».

OPPOSITION DE L'ALLEMAGNE. — Mais bientôt, redoutant son éviction économique d'un Maroc « tunisifié », l'Allemagne se refusait à tenir compte de l'accord du 8 avril, et Guillaume II, débarquant à Tanger au cours d'une croisière, déclarait y faire visite « au sultan du Maroc, souverain indépendant »

(31 mars 1905). Puis, à son instigation, le Maghzen ou gouvernement du sultan (il s'était déjà refusé aux réformes réclamées par la France) proposa de faire régler les questions marocaines par une conférence des puissances signataires de l'Acte de Madrid de 1880. Mais, à Algésiras (16 janvier 1906), l'Allemagne ne parvint pas à déposséder la France de la situation particulière que les actes antérieurs lui avaient reconnue. Aussi l'Acte final du 7 avril, s'il institua un régime hybride au Maroc, confia-t-il à la France et à l'Espagne le soin d'y organiser la police. L'Allemagne ne put se résigner à cet échec. L'application de l'Acte d'Algésiras amenant France et Espagne à pratiquer au Maroc une politique d'action séparée qui entraîna l'occupation d'Oudjda et de Casablanca par la France et l'envoi d'un corps expéditionnaire dans la région des Chaouias, Guillaume II intervint de nouveau. Au moment où s'achevait la pacification du pays dont Casablanca est le port, l'arrestation de quelques déserteurs de la légion étrangère suscita un incident (septembre 1908). La déclaration du 8 février 1909 y mit fin; elle consacra la prépondérance politique de la France, mais posa le principe d'une collaboration économique franco-allemande qui ne tarda pas à s'avérer purement théorique.

En effet, l'anarchie persistait. Au sultan Abdul Aziz, qui régnait en 1906, s'était substitué son frère Mouley Hafid; mais celui-ci était sans autorité; la révolte du Rogui le prouva très vite. Aussi, de nouveaux troubles s'étant produits dans le pays des Chaouias (fin de 1910), puis à Fez, qui faillit être prise par les Berbères du pays *siba* (avril 1911), le gouvernement français résolut d'agir. Le 21 mai, la colonne Brulard arrivait dans la capitale, tandis que des opérations de police se poursuivaient à la frontière algérienne. Aussitôt l'Espagne de se saisir de la part du Maroc que lui réserve l'accord de 1904. Pour l'Allemagne, l'expédition de Fez constituant de la part de la France un moyen détourné pour s'emparer du Maroc, elle envoya la canonnière *Panther* mouiller devant Agadir (1<sup>er</sup> juillet). Il fallut plusieurs mois de laborieuses négociations pour mettre fin au conflit. Moyennant une « compensation » au Congo français, le traité du 4 novembre 1911 laissa la France libre d'établir son protectorat au Maroc et d'y prendre les mesures militaires et administratives nécessaires.

LE PROTECTORAT FRANÇAIS ET ESPAGNOL. — Sans tarder, celle-ci établit son protectorat sur la majeure partie de la



ALFRED GRANDIER (1836-1921).  
CL. LIEBERT



CAMPAGNE DE MADAGASCAR : Marche de la colonne légère du général Duchesne sur Tananarive, par les plateaux de l'Imérina (septembre 1895). — D'après une peinture de Louis Tinayre.





CARTE DE L'AFRIQUE CONTEMPORAINE.

contrée (traité de Fez, 30 mars 1912) et la pacifia de son mieux, conformément au programme dressé par le général Lyautey. Puis l'accord franco-espagnol du 27 novembre 1912 fixa au Loukkos la frontière commune des deux zones sur le versant de l'Atlantique, mais élimina complètement la France du pays djebala et du Rif. Quant à la ville de Tanger et à sa banlieue immédiate, elles furent placées sous un régime international, conformément aux clauses des accords de 1904.

**CONQUÊTE DE LA TRIPOLITAINE PAR L'ITALIE.** — Les conflits franco-allemands relatifs au Maroc ont eu un autre résultat : ils ont amené l'établissement de l'Italie en Libye.

Écartée de la Tunisie, arrêtée sur la route des hauts plateaux d'Éthiopie, l'Italie avait cherché ailleurs où satisfaire ses désirs et ses besoins d'expansion. La Tripolitaine toute proche, où l'autorité turque était surtout nominale, lui parut devoir être une facile conquête. Voyant en 1911 un début d'action allemande s'exercer dans ce pays, elle profita du conflit suscité par le « coup » d'Agadir pour adresser un ultimatum à la Turquie (septembre) et commença les opérations militaires ; puis, avant même la fin de la guerre, elle s'annexa la Libye, c'est-à-dire la Tripolitaine et la Cyrénaïque. Le traité d'Ouchy (15 octobre 1913) sanctionna cette annexion et permit à l'Italie de pousser son autorité jusqu'aux confins du Sahara et jusqu'au Fezzan.

**ACQUISITIONS ALLEMANDES EN AFRIQUE ÉQUATORIALE.** — Cependant, grâce à ses méharistes, la France pacifiait la partie du grand désert soumise à son influence. Elle étendait en même temps sa domination à l'est du Tchad, sur le Ouadaï et le Borkou, jusqu'aux confins des territoires dont les actes diplomatiques antérieurs lui avaient reconnu la possession. Mais, pour obtenir sa plus ou moins grande liberté d'action au Maroc, elle consentait un douloureux sacrifice dans son Afrique équatoriale. Des compagnies allemandes du Cameroun ayant exploité certaines conces-

sions françaises du Moyen Congo, Guillaume II exigea (novembre 1911) le recul de la frontière nord de l'Afrique équatoriale française depuis les rives du Campo jusqu'à la baie Monda (au sud de la Guinée espagnole) et à Ouesso sur la Sangha ; en outre, il se fit abandonner des territoires congolais — la « pince de homard » — donnant accès au Cameroun d'une part sur l'Oubangui, de l'autre sur le Congo. Ainsi l'Allemagne s'ouvrait des voies d'accès jusque vers le cœur de l'Afrique équatoriale. Plus encore : en cas de modification du statut territorial du Congo belge, c'est-à-dire de l'État indépendant du Congo, que le roi-souverain Léopold II avait cédé à la Belgique en novembre 1907, la France s'entendrait au préalable avec l'Allemagne.

**EXPANSION DE LA CIVILISATION EUROPÉENNE.** — Dans le reste de l'Afrique, les dix années 1904-1914 n'ont vu se produire aucune modification territoriale d'importance. Partout, les puissances colonisatrices ont travaillé à consolider les positions acquises, à réprimer les insurrections des indigènes, à étudier, à mettre en valeur et à doter d'un premier outillage économique les pays qu'elles dominaient. La construction de diverses voies ferrées, celle des grands barrages destinés à retenir les eaux du Nil, voilà, avec la constitution (1910) d'une *Union sud-africaine* englobant les colonies britanniques du Cap, du Natal, de l'Orange et du Transvaal, les faits marquants de l'histoire des colonies africaines du Sud et de l'Est.

## LA GRANDE GUERRE ET SES CONSÉQUENCES

**LES INTRIGUES ALLEMANDES.** — Si, depuis lors, l'Afrique a été violemment secouée dans presque toutes ses parties, la faute en est à l'Allemagne, mécontente de son lot dans le partage des

terres neuves et désireuse de se tailler une plus large « place au soleil ». De là des projets de partage des colonies portugaises et une série de menées dont on constata le résultat en 1914. Alors, pour vaincre plus facilement les nations ennemies, l'empereur Guillaume II leur suscita des embarras en Afrique, et les prit en quelque façon à revers. Il noua des intrigues même chez les neutres, dans cette Éthiopie, par exemple, où le négus Ménélik était mort à la fin de 1913. Le jour où la Turquie eût embrassé officiellement sa cause, le kaiser lui fit proclamer la « guerre sainte » contre ses adversaires ; l'appel du sultan-calife de Constantinople ne fut guère écouté, mais plus d'un complot prouva ici et là que l'Allemagne n'avait négligé aucune chance de succès. Néanmoins, les machinations germaniques échouèrent partout. Les attaques à main armée contre le canal de Suez furent repoussées par les Français ou par les Anglais. Quant au général Lyautey, il sut, avec des effectifs réduits au minimum, gagner « la bataille du Maroc » ; en face des tribus berbères encore insoumises et travaillées par les agents allemands, il maintint le front français sur la ligne qu'il occupait au jour de la déclaration de guerre.

**LA CONQUÊTE DES COLONIES ALLEMANDES.** — Non contents de gagner ces victoires défensives et de repousser les tentatives allemandes d'invasion de l'Afrique Orientale anglaise, du Congo belge et de la Rhodésie, les alliés n'hésitèrent pas à conquérir les colonies ennemies. Ce fut chose facile au Togo, dont les Anglais de la Côte de l'Or et les Français du Dahomey s'emparèrent dès août 1914. Il fallut plus de temps pour conquérir l'Afrique du Sud-Ouest, le soulèvement de quelques Boers, à la voix du vieux général Christian de Wet, ayant retardé l'entrée en campagne des troupes de l'Union sud-africaine et la colonie étant très étendue (juillet 1915). Plus longue encore fut la résistance du Cameroun. Si le « Nouveau Cameroun » — les territoires acquis en novembre 1911 — redevint français dès la fin de septembre 1914, l'ancien ne fut complètement conquis par des forces combinées françaises et anglaises qu'en



février 1916. Quant à l'Afrique orientale, sa résistance, dirigée par le général von Lettow-Vorbeck, fut plus opiniâtre encore; des forces indo-britanniques, des troupes de l'Union sud-africaine, des Belges du Congo et des Portugais du Mozambique y combattirent jusqu'en décembre 1917 avant d'avoir raison de ses défenseurs.

**LA PAIX DE VERSAILLES ET LES COLONIES ALLEMANDES.** — L'Allemagne une fois vaincue, aucune de ses possessions d'Afrique ne lui fut rendue. Après avoir été gouvernées par l'Angleterre et par la France jusqu'à la conclusion de la paix de Versailles (28 juin 1919), celles-ci devinrent des territoires confiés par la Société des Nations à la tutelle de nations capables d'en éduquer les peuples. À l'Angleterre fut donné le mandat sur la partie ouest du Togo, sur les territoires nord-ouest du Cameroun et sur le Tanganyika, l'ancienne Afrique orientale allemande, abstraction faite des provinces de l'Oroumou et du Rouanda, placées sous le mandat de la Belgique. L'union sud-africaine reçut le mandat sur le Deutsch-südwestafrika. Quant à la France, elle rentra en possession complète du Nouveau Cameroun et assumait le mandat sur la partie orientale du Togo et sur la majeure partie (l'est et le sud) de l'Ancien Cameroun. Depuis lors, les territoires britanniques se développent sans interruption, sous des formes politiques ou administratives différentes, depuis l'extrême sud du continent noir jusqu'à la Méditerranée orientale. Le programme de Cecil Rhodes est donc réalisé, comme l'est, depuis 1900, celui de Crampel.

**LA GUERRE DANS LE RIF.** — Toutefois, de différents côtés, les germes de révolte semés par les Allemands ont engendré des difficultés et des complications. Tel a été le cas dans la zone espagnole du Maroc. Là, tandis que se poursuivait dans la zone française l'exécution du programme de pacification progressive retardée par la guerre de 1914-1918, les turbulentes tribus du Rif se sont, à partir de 1921, soulevées à la voix du rogui Abd-el-Krim. Elles ont infligé de cruelles défaites aux Espagnols et débordé de leurs montagnes jusque dans les parties septentrionales du pays relevant de la France. Elles ont ainsi obligé les troupes françaises à leur livrer, d'abord seules, puis de concert avec les Espagnols, des combats qui les ont refoulées dans leur pays et contraintes à se soumettre.

**LE ROYAUME D'ÉGYPTE.** — À l'autre extrémité de l'Afrique du Nord, l'Égypte, demeurée jusqu'alors nominalement vassale de la Sublime Porte, en avait été séparée, au lendemain de l'entrée de la Turquie dans la guerre, par la proclamation du protectorat britannique (18 décembre 1914). Muette jusqu'à la fin de 1919, l'agitation nationaliste, qui s'était manifestée plus d'une fois depuis 1882, a repris avec force; elle a conduit le cabinet de Saint-James à proclamer l'abolition du protectorat anglais. Depuis le 15 mars 1922, l'Égypte constitue un État souverain et indépendant, mais dont l'Angleterre assume la défense et assure les communications avec l'Empire britannique.

Les Égyptiens eussent voulu que le sultan Fouad, devenu roi héréditaire, joignît au gouvernement de leur patrie celui du pays conquis plus au sud par Méhémet-Ali et par ses successeurs; mais le Soudan égyptien des années 1820-1881 demeure toujours le Soudan anglo-égyptien et conserve l'administration commune que lui avait donnée la convention du Caire dès le 19 janvier 1899. Du moins les frontières de l'Égypte avec la Libye ont-elles été déterminées, et l'Égyptien Hassanein-Pacha partage-t-il avec le Français Bruneau de Laborie l'honneur d'avoir exploré le désert libyque, à peine visité jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle.

**LES ITALIENS EN SOMALIE.** — Plus au sud, les Italiens, à qui la paix de Versailles n'avait attribué aucun mandat colonial, ont vu, en manière de compensation, de nouveaux territoires accroître leur colonie de la côte de la mer des Indes, la *Somalie italienne*. Mais, en ajoutant à cette possession à peine occupée le pays au sud du Djouba, l'accord anglo-italien du 23 mai 1924 n'a pas donné satisfaction aux ambitions des nationalistes; oublieux de l'accord à trois du 13 décembre 1906, ils jettent des regards de convoitise sur l'Éthiopie qui, depuis 1923, fait partie de la Société des Nations.

**L'ŒUVRE CIVILISATRICE DES PEUPLES COLONISATEURS.** — Si l'Allemagne, une fois admise dans cette même

Société des Nations, revendique une part nouvelle dans les territoires d'outre-mer, peut-être se produira-t-il des remaniements dans la carte politique de l'Afrique. Néanmoins, les peuples colonisateurs se comportent comme s'ils devaient conserver les possessions dont ils sont nantis; partout ils y accomplissent une œuvre scientifique, économique et humanitaire qui est la suite et l'amplification de leur œuvre d'avant 1914; partout, ils s'inspirent d'ordinaire, dans leurs actes, de la charité prêchée par l'Évangile et des principes de haute civilisation qui sont à la base du Pacte de 1919.

## BIBLIOGRAPHIE

### I. L'INFLUENCE FRANÇAISE EN ÉGYPTE

OUVRAGES À CONSULTER. — BRÉHIER (Louis), *L'Égypte de 1798 à 1903* (1901). — DÉHÉRAIN (Henri), *Le Soudan égyptien sous Méhémet-Ali* (1898). — CHARLES-ROUX (J.), *L'Isthme et le canal de Suez* (1901, 2 vol.). — VINGTRINIER (Aimé), *Soliman-Pacha, généralissime des armées égyptiennes* (Lyon, 1886).

### II. LA CONQUÊTE FRANÇAISE DE L'ALGÉRIE ET DE LA TUNISIE

OUVRAGES À CONSULTER. — CAT (Édouard), *Petite histoire de l'Algérie* (Alger, 1889-1891, 2 vol.). — DEMONTÈS (Victor), *La Colonisation militaire sous Bugeaud* (1918). — ESQUER (G.), *La Conquête d'Alger* (1924). — L'ANESSAN (de), *La Tunisie* (2<sup>e</sup> éd., 1918). — LE MARCHAND (É.), *L'Europe et la conquête d'Alger* (1913). — LOTH (G.), *La Tunisie et l'œuvre du protectorat français* (1907). — PIQUET (Victor), *Campagnes d'Afrique, 1830-1910* (1911); — *La Colonisation française dans l'Afrique du Nord : Algérie-Tunisie-Maroc* (1912). — SERRES (Jean), *La Politique turque en Afrique du Nord sous la monarchie de Juillet* (1925). — WAHL (Maurice), *L'Algérie* (4<sup>e</sup> éd. revue par A. Bernard, 1903).

### III. HOLLANDAIS ET ANGLAIS DANS L'AFRIQUE AUSTRALE

OUVRAGES À CONSULTER. — DÉHÉRAIN (Henri), *Études sur l'Afrique*, 2<sup>e</sup> série : *Le Cap de Bonne-Espérance au XVII<sup>e</sup> siècle* (1909); — *Un ancêtre des Boers, Henning Husing* (Études sur l'Afrique, 1<sup>re</sup> série, p. 214-251; 1904); — *L'Expansion des Boers au XIX<sup>e</sup> siècle* (1905). — THEAL (George-M.), *The Story of the Nations, South Africa* (Londres, 1894).

### IV. LA DÉCOUVERTE DE L'AFRIQUE INTÉRIEURE

OUVRAGES À CONSULTER. — DÉHÉRAIN (Henri), *Études sur l'Afrique*, 1<sup>re</sup> série : *Antoine d'Abbadie, explorateur de l'Éthiopie*, p. 107-119; 1904). — DELAFOSSE (Maurice), *Les Noirs de l'Afrique* (1922). — HARDY (Georges), *Vue générale de l'Histoire d'Afrique* (1922). — JOHNSTON (Harry H.), *A History of Colonization of Africa by alien Races* (Cambridge, 1899; ch. V, *Great explorers*, p. 190-224). — MAUNOIR (Charles), *Rapports annuels sur les progrès de la géographie, 1867-1892* (1895-1898, 3 vol.). — SAINT-MARTIN (Vivien de), *Histoire de la géographie et des découvertes géographiques* (1873; Période contemporaine, ch. I à IV).

### V. LE PARTAGE DE L'AFRIQUE INTERTROPICALE

OUVRAGES À CONSULTER. — AUBERT (Georges), *Le Transvaal et l'Angleterre en Afrique du Sud* (1900). — AUBIN (Eugène), *Les Anglais aux Indes et en Égypte* (1899). — BANNING (Émile), *L'Afrique et la Conférence géographique de Bruxelles* (Bruxelles, 1877). — CAIX (Robert de), *Fachoda* (1899). — DARCY (Jean), *La Conquête de l'Afrique* (1900); — *France et Angleterre, Cent années de rivalités coloniales; I. l'Afrique, II. l'Affaire de Madagascar* (1904-1908, 2 vol.). — DECHARME (Pierre), *Compagnies et sociétés coloniales allemandes* (1903). — DÉHÉRAIN (Henri), *Emin-Pacha administrateur, voyageur et savant; — Le Soudan oriental sous la domination madhiste. Études sur l'Afrique* (1<sup>re</sup> série, p. 1-64 et 73-106; 1904). — FAIDHERBE (G<sup>al</sup>), *Le Sénégal, la France dans l'Afrique occidentale* (1889). — GRANDIDIER (Guillaume), *Le Myre de Vilers, Duchesne, Gallieni* (1924). — MÉTIN (Albert), *La Transformation de l'Égypte* (1903). — MONTEIL (colonel P.-L.), *Quelques feuillets de l'histoire coloniale; les Rivalités internationales* (1924). — PÉNSA (Henri), *L'Égypte et le Soudan égyptien* (1895). — PIERRE-ALYPE, *L'Empire des Négus, de la reine de Saba à la Société des Nations* (1925). — TERRIER (A.) et MOUREY (Gabriel), *L'Expansion française et la formation territoriale de l'Afrique occidentale française* (1910). — *Un épisode de l'expansion de l'Angleterre. Lettres au « Times » sur l'Afrique du Sud*, traduites par le colonel BAILLE (1893). — WAUTERS (A.-J.), *Stanley au secours d'Emin-Pacha* (1890); — *Histoire politique du Congo belge* (Bruxelles, 1912). — WITTE (baron Jehan de), *I. Les Deux Congo; II. Les Origines du Congo belge* (1913).

### VI. LA QUESTION DU MAROC ET LES AMBITIONS ALLEMANDES

OUVRAGES À CONSULTER. — ALBIN (Pierre), *Le « Coup » d'Agadir* (1912). — BERNARD (Augustin), *Le Maroc* (1913). — GAUTHIER (E.-F.), *La Conquête du Sahara* (1910). — MAURICE (Louis), *La Politique marocaine de l'Allemagne* (5<sup>e</sup> éd., 1916). — MILLET (René), *La Conquête du Maroc* (1913). — TARDIEU (André), *La Conférence d'Algésiras* (1907).

### VII. LA GRANDE GUERRE ET SES CONSÉQUENCES

OUVRAGES À CONSULTER. — ANTONELLI (Étienne), *L'Afrique et le traité de Versailles* (1921). — DAYE (Pierre), *L'Empire colonial belge* (1923). — LADREIT DE LACHARRIÈRE (J.), *Le Rêve d'Abd-el-Krim* (1925). — PIERRE-ALYPE, *L'Éthiopie et les convoitises allemandes* (1917).



## CHAPITRE II

# L'ASIE ET LES TERRES DU PACIFIQUE

**L**E plus vaste, le plus massif et le plus peuplé des continents, celui dont l'Europe n'est en quelque façon qu'une presqu'île, l'Asie n'a pas eu au XIX<sup>e</sup> siècle une histoire analogue à celle de l'Afrique. Depuis des siècles, ses richesses comme ses mystères attirent et fascinent l'Européen et, à partir du jour où eurent été tracées les routes maritimes, plus courtes que celles des caravanes, Portugais, Hollandais, Français, Anglais rivalisèrent d'ardeur et d'audace pour accaparer le commerce de l'Inde et de l'Extrême Orient.

Tandis que, plus ou moins vite et de façon plus ou moins stable, les puissances maritimes de l'Occident progressaient dans le sud de l'Asie, y étendant graduellement leur action du littoral à l'intérieur, les Russes ajoutaient à leurs territoires d'Europe la Transcaucasie, le Turkestan et les immenses plaines du Septentrion sibérien. Quelques décades leur suffirent pour arriver des monts Ourals aux rivages de la mer d'Okhotsk et de la mer Jaune; mais il fallut plusieurs siècles, il fallut l'éducation et l'exemple de l'Europe occidentale pour comprendre la valeur de ces prolongements, d'ailleurs froids, sévères et déserts, de leurs propres territoires, et surtout pour entreprendre d'en tirer parti. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, ils n'y songeaient pas encore. Ils débordaient sur l'Asie sans y penser, droit devant eux, aussi loin qu'ils pussent aller, avant de chercher la limite de ces espaces sans fin : la mer ouverte et libre. Grande était donc alors la différence entre la situation des Russes au nord de l'Asie et celle des peuples maritimes de l'ouest de l'Europe dans le sud de ce continent.

Entre les deux mâchoires de cette gigantesque tenaille, sur les plateaux plus ou moins élevés au pied desquels se sont avancées les deux ailes de la civilisation européenne, sont établies, depuis l'Asie antérieure jusqu'aux rivages du Pacifique, des nations dont l'histoire et la civilisation remontent aux premiers âges de l'humanité. Les unes sont blanches et les autres jaunes; celles-ci sont musulmanes, tandis que celles-là sont bouddhiques ou pratiquent encore le culte des ancêtres; la population, parfois très clairsemée, est ailleurs d'une extrême densité. Fiers de leur antique passé et convaincus de la supériorité de leurs civilisations et aussi de leurs religions sur celles de l'Occident, ces Asiatiques n'eurent pendant longtemps que du mépris pour des peuples plus jeunes, qu'ils considéraient comme des barbares; ils en étaient encore là dans les premières années du XIX<sup>e</sup> siècle, sauf dans l'Inde, où déjà s'affirmait la supériorité britannique. Partout ailleurs, vieilles et amollies, ou simplement endormies, les populations asiatiques se complaisaient dans le maintien d'un passé, ou parfois d'un pseudo-passé, qui les plaçait en état d'infériorité absolue vis-à-vis des nouveaux venus. Elles mirent toutes un long temps à s'en apercevoir et, quand elles le firent, les Européens avaient déjà commencé d'étendre leur emprise; mais, présentement, et ceci s'applique aux plus fermées d'entre elles, elles ont déjà soit mené à terme, soit commencé de réaliser une évolution qui compte parmi les plus intéressants épisodes de l'histoire contemporaine, parmi les plus féconds en conséquences d'avenir.

Elles ne se défendirent d'abord que par leur masse et leur inertie pareillement impénétrables; puis, toutes différentes des peuples encore primitifs de l'Afrique, elles se réveillèrent, à l'exemple qu'on leur proposait ou sous le coup qu'on leur portait. Elles refusèrent de se laisser démembrer ou exploiter, et, comme leurs ressources sont immenses, elles empruntèrent aux envahisseurs leurs armées et leurs méthodes pour leur résister et les arrêter.

Les Portugais, les premiers, dominèrent sur toutes les côtes de l'Océan Indien, de la mer Rouge à Malacca. Les Hollandais leur succédèrent, puis les Français et les Anglais, dont la rivalité se termina, au XVIII<sup>e</sup> siècle, par la victoire de ces derniers, qui achevèrent la conquête de l'Inde et, dans le cours du XIX<sup>e</sup> siècle, arrondirent leurs possessions asiatiques, spécialement par l'annexion de la Birmanie. Mais si, après les guerres du premier Empire, la France s'était retrouvée aux Indes dans la situation effacée où l'avait mise naguère le traité de Paris de 1763, elle ne tarda pas à se tailler un véritable empire plus à l'est, dans la partie orientale de la presqu'île indochinoise : en Cochinchine, au Cambodge, en Annam, au Tonkin, au Laos flottent aujourd'hui les couleurs françaises.

Les Portugais n'ont plus que quelques rares vestiges de leur ancien empire, disséminés au long des rivages. Les Français dans leur Indo-

chine, les Hollandais dans l'Insulinde ont beaucoup mieux : de véritables possessions et non plus de simples comptoirs. Quant aux Anglais, leur empire des Indes est un des plus beaux qui soient. Et ce n'est pas le seul qu'ils aient en Extrême Orient : au sud de l'équateur, par delà les îles de la Malaisie, voici un petit continent au nom significatif, l'Australie, et, aux antipodes mêmes des îles Britanniques, voici un archipel aux terres fécondes, la Nouvelle-Zélande, que les Anglais entreprennent de mettre en valeur après avoir commencé de le peupler. Ainsi s'étendent jusqu'aux rivages les plus lointains de l'Asie, ainsi se prolongent en plein océan Pacifique jusqu'à des latitudes très méridionales, comme aussi, entre les tropiques, jusqu'aux terres les plus éloignées de la Polynésie, l'action et la domination des nations maritimes et colonisatrices de l'Europe occidentale, toujours charmées ou séduites par les beautés et les richesses des terres des « merveilles » du vieux Marco Polo.

D'autre part, à force de se pousser en Asie, les peuples européens devaient fatalement se heurter et même sur plusieurs fronts à la fois. Le développement parallèle de l'Angleterre et de la Russie, chacune cherchant à gagner l'autre de vitesse, suscita une rivalité à laquelle participèrent les nations indigènes. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, la Russie, déjà parvenue en Extrême Orient par la Sibérie, commença de s'établir dans les régions situées entre la mer Noire et la mer Caspienne, au sud de la grande chaîne du Caucase : en 1878, le traité de Berlin lui donna les provinces de Kars et de Bayazid, à dix lieues d'Erzeroum. Dominant l'Euphrate, elle menaçait la Turquie et la Mésopotamie; elle encerclait la Perse par le nord-ouest; elle la débordait aussi au nord-est, dans le Turkestan, annexait Kiva, Tachkent, Kokand, Bokhara, Samarkande, escaladait le plateau de Pamir, d'où elle pouvait descendre, soit dans le Turkestan chinois, soit dans le Dardistan et le Cachemire anglais. L'Angleterre, inquiète, s'alarma davantage lorsqu'elle vit le chemin de fer transcaspien tendre un arc de la Caspienne au Pamir, et qu'une colonne, après avoir occupé Merv, remonta la vallée du Mourghab, au flanc de la Perse. De Hérat — dont le plateau et les vieux remparts commandent les routes du bas Indus, du Belouchistan, du golfe d'Oman, de la mer libre, — on pouvait apercevoir les uniformes russes. La rivalité anglo-russe se poursuivait avec le même acharnement en Perse. Enfin, en 1807, les deux puissances se décidèrent à conclure des arrangements relatifs à la Perse, à l'Afghanistan, au Tibet. Et cette même année furent signés des accords pacifiques concernant l'Extrême Orient.

Jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, la Chine resta tout entière encerclée d'une épaisse muraille, moins faite de remparts que de ses traditions, de son orgueil, de son mépris des « diables étrangers ». La guerre de l'opium (1840-1860), l'expédition franco-anglaise de 1858-1860 l'entre-bâillèrent plus qu'elles ne l'ouvrirent, et, malgré la politique réformatrice suivie par le gouvernement après la répression de la révolte des Taï-Pings, les Européens tenaient la Chine pour impuissante à se défendre contre un démembrement concerté. Ils s'en tinrent pour plus assurés lorsque le Japon, longtemps endormi et fermé, mais transformé depuis la révolution dynastique de 1868, imposa à la Chine, après quelques semaines de guerre, le traité de Simonoshaki (avril 1895), dont la Russie, l'Angleterre et l'Allemagne exigèrent la revision. Mais bientôt Berlin donna le signal du partage : l'Allemagne s'empare de la baie de Kiao-Tchéou (1897); la Russie obtient la concession des voies ferrées qui lui permettent d'enserrer toute la côte septentrionale du Petchili (1898); l'Angleterre prend à bail Wei-Hai-Wei, en face de Port-Arthur, qu'elle surveille, et la France, la baie de Kouang-Tchéou. Le résultat, c'est l'insurrection des Boxers (1900), et une armée internationale, sous le commandement d'un maréchal allemand, réprime rudement ce sursaut de nationalisme jaune.

Le Japon, qui fait grief à la Russie de la revision du traité de Simonoshaki, s'entend avec l'Angleterre, opposée à l'établissement des Russes en Mandchourie, et aussi avec la Chine, pour avoir les mains libres. Victorieux sur terre et sur mer, il arrête, par le traité de Portsmouth, l'expansion de la Russie (5 septembre 1905), après avoir renouvelé pour dix ans son traité d'alliance avec l'Angleterre (13 août). Mais la diplomatie japonaise ne s'en tient pas là : le comte Hayashi négocie une série d'accords qui, tout en maintenant le principe de l'intégrité territoriale de la Chine, précisent les sphères d'action des puissances dans l'Empire du Milieu. Les conventions franco-japo-



naise (10 juin 1907) et russo-japonaise (30 juillet 1907), complétées par les accords anglo-russes du 31 août 1907, étendent à l'Asie la politique d'équilibre pratiquée en Europe par l'Entente cordiale.

Mais depuis qu'elles ont été directement ou indirectement mêlées à la Grande Guerre, les populations asiatiques ont pris une conception nouvelle de leur vie interne et externe. C'est un autre monde que l'Europe a devant elle, un monde bouillonnant que travaille la propagande, on pourrait dire le ferment bolcheviste, depuis l'Extrême Orient jusqu'à cette Asie occidentale dont les traités de paix ont modifié le Statut territorial au détriment de la Turquie. Et puis, la question du Pacifique s'est posée avec une force grandissante, et, si la conférence de Washington a tenté de prévenir des conflits peut-être imminents, elle ne l'a pas résolue.

## I. ASIE OCCIDENTALE

### Asie Mineure.

Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Asie Mineure en était encore au Moyen âge. Le pouvoir central n'y avait qu'une faible influence, le système de la féodalité militaire y était en pleine vigueur. Les terres restaient en la possession des détenteurs des fiefs, *ziamet*, *timar*, grandes propriétés agricoles, non transmissibles par héritage, concédées à des particuliers tenus d'entretenir, en vue de la guerre, un certain nombre de soldats, appelés *sipahi*, qui formaient, en cas de mobilisation, la cavalerie de l'armée ottomane. Les réformes (*tanzimat*) n'avaient apporté que peu de changements à cette organisation séculaire. Quand la situation du pays s'y était prêtée, les propriétaires avaient usurpé la qualité de *déré-beyi* (« prince des vallées ») et n'exécutaient, des ordres de la Sublime Porte, que ce qui convenait à leurs intérêts propres. Certains pachas, gouverneurs généraux de provinces, s'étaient rendus presque indépendants de Constantinople.

L'intérieur de la presqu'île n'était pas exclusivement peuplé de Turcs. On y rencontrait des Kurdes dans les montagnes, des Arméniens dans l'Est et, sporadiquement dans le reste du territoire, des Grecs — de préférence vers les côtes — et des Chaldéens nestoriens, dits Assyriens, dans la région de Mossoul. Ces populations vivaient dans une paix relative : les Kurdes avaient fini par devenir les maîtres, mais les Grecs et les Assyriens, à la condition de payer tribut, pouvaient se livrer tranquillement à leurs travaux agricoles. A la suite de la guerre russo-turque de 1877-1878, Abd-ul-Hamid conçut le projet d'organiser la force militaire que représentaient les Kurdes, et des régiments de cavalerie, sorte d'armée territoriale mobilisable en cas de guerre, furent créés sous le nom de *hamidié*. Les populations chrétiennes se trouvèrent, par contre-coup, exposées à des vexations plus brutales que sous l'ancien régime.

La présence de nombreux Arméniens dans les montagnes qui entourent le lac de Van inquiétait les promoteurs de la construction du chemin de fer de Bagdad, qui craignaient qu'une armée russe, appuyée par les indigènes, ne vint couper cette grande artère entre Diarbékir et Mossoul ; aussi résolut-on de supprimer cette nationalité encombrante. Les troubles de Sassoun, qui furent réprimés par des massacres, fournirent l'occasion cherchée. Un plan d'ensemble fut établi, et, un beau jour, les troupes régulières, cernant les quartiers chrétiens des villes, anéantirent, sans aucun prétexte, des populations tranquilles et inoffensives. L'agitation gagna Constantinople ; des Arméniens de Russie s'étant, par un coup d'audace, rendus maîtres

de l'établissement de la Banque ottomane à Galata, la répression fut suivie d'un massacre général des Arméniens de la capitale (1895).

Ce fut pire encore durant la Grande Guerre (1914-1918). A l'instigation de l'Allemagne, la Turquie décida de transporter sur les terres incultes qui avoisinent l'Euphrate les cultivateurs arméniens formés en caravane ; ils furent assassinés en cours de route par les Kurdes, avisés de leur départ, et ceux qui parvinrent au bord du fleuve ne tardèrent pas à y périr d'inanition. Les femmes et les enfants furent distribués entre les harems turcs et convertis de force à l'islamisme. Des témoignages irréfragables, notamment ceux de sœurs hospitalières allemandes, établissent la réalité de ces faits effroyables, renouvelés des transportations en masse auxquelles s'étaient livrés les rois d'Assyrie et de Babylonie.

Le 29 octobre 1923, la grande Assemblée nationale d'Angora (1) a proclamé la République turque et, les Kémalistes ayant expulsé ce qui restait de Grecs sur les côtes, l'Asie Mineure ne compte plus aujourd'hui que des Turcs et des Kurdes.

C'est d'ailleurs aux pays turcs que le traité de Lausanne a réduit le nouvel État : il ne conserve plus guère en Europe que Constantinople et sa banlieue ; il a perdu en Asie les pays arabes, la Syrie et l'Irak.

### Arabie.

#### LE ROI HUSSEIN ET L'INDÉPENDANCE ARABE.

— L'ÉTAT DU HEDJAZ. — Hussein ben Ali, chérif de La Mecque, est de la lignée des Hachimites, d'où sont issus des clans chérifiens, aujourd'hui encore au nombre de cent cinquante. Depuis fort longtemps deux familles se disputent le gouvernement de la ville sainte : celle de Hussein et celle des Zéïd, à qui appartient Ali Haïdar, que le sultan a essayé de lui opposer à Médine en 1915.

Tributaires de l'Égypte fatimite pendant cinq cents ans, les chérifs de La Mecque furent ensuite nommés par le sultan de Constantinople, dont la suzeraineté lointaine était d'ailleurs peu efficace.

En 1915, le gouvernement britannique, représenté au Caire par Sir Henry Mac Mahon, promit à Hussein de soutenir l'indépendance des Arabes dans toute la Péninsule. Hussein entendait par là non seulement l'Arabie, mais aussi la Palestine, l'Irak, la Syrie. L'Angleterre fit des réserves quant au vilayet de Jérusalem, à la zone côtière de Syrie, à la basse Mésopotamie. Hussein lui promit de ne traiter qu'avec elle des affaires arabes et de lui accorder des privilèges économiques dans le futur État. C'est alors que fut constituée, aux frais du Trésor britannique, l'armée chérifienne qui collabora à la guerre aux côtés des Alliés. Elle mit vainement le siège devant Médine, mais elle prit part à la rupture du front de Palestine et occupa avec les Anglais la zone syrienne dite d'influence arabe. Le 30 mai 1916, Hussein, conformément au désir de l'Angleterre, fut reconnu roi du Hedjaz.

Son fils, l'émir Fayçal, solennellement installé à Damas avec le concours du colonel Lawrence (1<sup>er</sup> octobre 1918), vint à Paris, en février 1919, pour faire part à la Conférence de la paix du dessein qu'il avait formé. Il voulait créer une Confédération arabe, dont le Hedjaz aurait la présidence, et il insista sur l'union nécessaire du Hedjaz et de la Syrie, bien que la Syrie n'ait jamais eu d'arabe que la langue et se distingue nettement des pays qui l'entourent par son originalité ethnique et son histoire.

L'Angleterre avait signé avec la France, le 16 mai 1916, les accords Sykes-Picot, qui nous reconnaissaient le droit d'administration directe sur la zone côtière de la Syrie, le Liban, Beyrouth, Antioche, Alexandrette, la Cilicie et la Petite Arménie, Marache, Aintab, Ourfa, Diarbékir, Kharpout, ainsi qu'une zone d'influence comprenant Damas, Alep et Mossoul : les efforts de la politique anglo-hedjazienne pour faire prévaloir les accords anglo-arabes de 1915 sur les accords anglo-français de 1916 n'eurent aucun succès.

En septembre 1924, Ibn Séoud, sultan du Nedj, ennemi déclaré de Hussein, qui avait interdit aux Ouahabites l'accès de La Mecque, envahissait le Hedjaz, prenait Taïf, entra le 14 octobre 1924 à la Mecque et exigeait l'abdication de Hussein. « La guerre, disait-il, doit durer tant qu'il y aura un Hachimite sur un trône arabe. » Hussein se réfugia à Akaba. Son fils, l'émir Ali, tenta vainement d'organiser la résistance de Djeddah, où il soutint un siège de onze mois : en décembre 1925, Ibn Séoud s'empara de la place et ses troupes occupèrent Médine.

L'Angleterre, ayant inutilement essayé de soulever le sentiment islamique contre l'usurpateur, profanateur des Lieux saints, se résigna à traiter avec lui. Sir Gilbert Clayton signa le 2 novembre 1925

(1) Sur les affaires d'Orient de 1918 à 1923, la révolution turque et le traité de Lausanne, voir page 288 et suivantes.



VUE DE LA VILLE D'ANGORA, siège du gouvernement kémaliste.





HUSSEIN, ex-roi du Hedjaz.

l'accord de Hadda, qui fixa les limites du Nejd et de l'Irak, du Nejd et de la Transjordanie, et reconnut Ibn Séoud comme roi du Nejd et du Hedjaz. Hussein fut déporté à Chypre, tandis que l'émir Ali cherchait asile auprès du roi Fayçal à Bagdad. Le panarabisme, sous sa forme hedjazienne, subissait une éclipse.

**LE OUAHABISME.** — A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la secte des Ouahabites, fanatiques et iconoclastes, réussit, sous la direction des sultans du Nejd, à rallier les tribus du centre de l'Arabie. Ils envahirent le Hedjaz, le Yémen, l'Oman, la Mésopotamie.

En 1801, ils prirent et pillèrent Kerbela, ville sainte de l'Irak chiite. En 1802 et en 1806, ils entrèrent à La Mecque et à Médine, où ils profanèrent le tombeau du Prophète; de 1808 à 1810, ils attaquèrent la Syrie. Méhémet-Ali, qui venait de supprimer les mamelouks en Égypte, fut chargé par la Porte en 1811 de les arrêter. Une expédition égyptienne délivra La Mecque et Médine (1812); mais, durant quinze ans, Méhémet-Ali et son fils Ibrahim-Ali durent guerroyer contre les Ouahabites avec des alternatives de revers et de succès. Leur capitale, Ryad, fut détruite et les Égyptiens favorisèrent l'émirat des Chammars, qui régnèrent sur l'Arabie centrale pendant toute la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Abdul Aziz Ibn Séoud, sultan depuis 1902, releva soudain la fortune des Ouahabites et libéra son pays de l'occupation chammar. Il conçut le projet de fonder la fraternité militaire des « Ikouans », Bédouins de toutes tribus convertis au ouahabisme, à la fois colons, propagandistes et soldats.

Roi du Nejd, il agrandit considérablement son royaume. Les Ouahabites occupèrent en maîtres la ville de Hail, capitale des Chammars, et devinrent les voisins immédiats de la Transjordanie et de l'Irak. Ils menacèrent les communications entre ces deux pays.

Après plusieurs raids couronnés de succès sur les tribus riveraines du Hedjaz, Ibn Séoud déclencha, en 1924, une offensive adroitement montée contre Hussein d'une part, contre ses fils Abdallah et Fayçal d'autre part. Le 15 août 1924, les Ouahabites furent sur le point de prendre Amman, capitale de la Transjordanie. Les avions et les auto-mitrailleuses britanniques les mirent en fuite. A la fin de décembre 1924, un raid extrêmement violent contre les tribus du bas Euphrate menaçait Fayçal : il fut repoussé par l'aviation britannique. La prise de La Mecque et celle de Médine firent d'Ibn Séoud le maître du Hedjaz et le gardien des villes saintes. Hussein avait abdiqué. L'Angleterre a dû, par l'accord de Hadda (novembre 1925), reconnaître à Ibn Séoud la possession du Djouf, entre la Transjordanie et l'Irak.

**LE YÉMEN.** — Le Yémen, partie essentielle de l'Arabie heureuse, a pour capitale Sanaa, siège de la cour de l'imam Yahia. Ce souverain descend d'une lignée d'imams zeïdites, qui gouvernent, à travers des périodes de troubles et d'anarchie, le Yémen, depuis le IX<sup>e</sup> siècle. Les Turcs commencèrent la conquête du Yémen en 1538; ils ne l'occupèrent complètement qu'en 1872 pour le perdre après la Grande Guerre. L'Angleterre s'efforce d'implanter son influence au Yémen.

**L'ASSIR.** — L'Assir formait la partie septentrionale du Yémen ottoman jusqu'en 1914. Le Hedjaz s'est annexé ses provinces du Nord, tandis qu'un chef de clan, Idrissi, descendant d'un chérif marocain, se rendait indépendant dans le Sud, protégé par l'Italie et par l'Angleterre. En 1917, les Anglais livrèrent le port d'Hodeidah, unique débouché du Yémen, à Idrissi, mais il en fut chassé en 1925 par les cheiks de la côte que soutenait l'imam Yahia, souverain du Yémen. Idrissi est

sénoussite, alors que l'ensemble du pays est musulman sunnite et très hostile au Yémen, dont les habitants sont chiites.

**ADEN.** — En occupant Aden en 1839, les Anglais ravirent au Yémen son plus beau port. Le sultan de Lahedj, qui le leur avait vendu, est tombé dans l'obéissance britannique, mais les tribus rebelles sont loin d'être soumises.

Stratégiquement, la position est de premier ordre et commande le détroit du Bab-el-Mandeb. Les Anglais ont constitué dans la région d'Aden un régiment yéménite, commandé par des officiers britanniques : ce régiment s'est mutiné en 1924 et a massacré ses officiers.



ÉMIR FAYÇAL, roi de l'Irak. CL. H. MANUEL.

**LA QUESTION ARABE.** — La révolte arabe contre la Turquie, en 1916, fut un des éléments de succès des opérations britanniques en Orient. Le mouvement arabe, d'origine anglaise, a été suscité dès 1904, pour faire échec au mouvement panislamique, imaginé par Abdul Hamid et appuyé par l'Allemagne, dont le *drang nach Osten* et le chemin de fer de Bagdad causaient de grands soucis à l'Angleterre.

L'Égypte, où la Grande-Bretagne s'est définitivement installée par les accords de 1904, est devenue le foyer du nationalisme arabe. L'idée germa surtout en Syrie, où elle se manifesta par le soulèvement druse de 1911. En 1915, le plan d'une vaste confédération arabe se fit jour et l'Angleterre résolut d'enlever à la Turquie, avec les Villes saintes de l'Islam, le califat. Mais le malik Hussein était un prétendant médiocre pour un dessein d'une telle envergure et les succès du ouahabisme se mirent en travers de la combinaison britannique. Les émirs arabes demeurent désunis et le panarabisme n'a servi qu'à exalter l'orgueil des Iraquiens et des Hedjaziens, à surexciter les esprits en Syrie.

## Syrie.

**LA SYRIE ET LE LIBAN SOUS LE RÉGIME TURC.** — Depuis leur établissement dans l'Inde, les Anglais ont disputé à la France la situation privilégiée qu'elle tenait en Syrie des capitulations. La Syrie les attirait non seulement en raison de sa situation dans le bassin de la Méditerranée orientale, mais surtout parce qu'elle est l'entrepôt des marchandises du Proche et du Moyen Orient, le point d'aboutissement des routes du désert, et qu'elle commande les routes qui vont de l'Égypte à l'Inde. Bonaparte tenta de la libérer, et, en 1805, il y envoya la mission Lascaris, pour détacher les Bédouins de la sujétion ottomane. En 1832, Louis-Philippe soutint Méhémet-Ali, en révolte contre le sultan. La Syrie fut conquise par Ibrahim-Pacha, fils de Méhémet-Ali; mais la Quadruple Alliance obligea le vice-roi d'Égypte, quoique victorieux, à évacuer le sol syrien.

Le Liban, depuis la conquête ottomane, avait gardé son autonomie sous des émirs héréditaires, mais tributaires de la Porte. Jusqu'en 1840, il n'y eut pas de conflit irrémédiable entre les populations du Liban, entre Druses et Maronites. Ceux-ci, catholiques latins, ont toujours revendiqué la protection de la France. Ceux-là, qui descendent des partisans du khalife fatimite El Hâkim, forment une secte dissidente et sont belliqueux autant que fanatiques. Ayant à défendre leur indépendance, ils ont souvent fait cause commune et obéi aux mêmes chefs féodaux comme l'émir Bechir le Grand, mais il faut peu de chose pour les exciter les uns contre les autres. Les Druses massacrèrent les Maronites en 1845 et surtout en 1860 : ils firent alors près de 8 000 victimes dans le Liban et autant à Damas : ils



ABDUL AZIZ IBN SÉOUD, sultan des Ouahabites, roi du Nejd et du Hedjaz.





VUE DE LA VILLE D'ADEN.

étaient soutenus par la Turquie et ils escomptaient l'appui de l'Angleterre. La France envoya une escadre à Beyrouth et un corps expéditionnaire, sous les ordres du général d'Hautpoul. Il n'eut pas à combattre, car le sultan expédia en Syrie son ministre des Affaires étrangères, Fouad-Pacha, qui punit lui-même les coupables, mais permit aux Druses de se réfugier dans le Leja et le Hauran. L'Angleterre obtint de Napoléon III le rappel du corps expéditionnaire, et une commission européenne élaborait, en 1861, un règlement organique qui fut, de 1864 à 1914, la charte du Liban. La Montagne était érigée en moutessarifat autonome, avec un gouverneur chrétien, proposé par la Porte et agréé par les puissances. Celui-ci était assisté d'un conseil élu chargé de répartir l'impôt et de contrôler le budget. Lord Dufferin insista pour réduire à l'excès l'étendue territoriale du Liban, dont furent détachées les plaines de Tripoli et d'Akkar, la Bekaa (Coélé-Syrie), Beyrouth et Saïda, pourtant peuplées de chrétiens. Sans avenir dans l'Empire ottoman, Libanais et Syriens émigrèrent en masse et fondèrent des colonies en Égypte, en Amérique, en Australie. Plus de 500 000 Syriens débarquèrent dans l'Amérique du Sud, surtout au Brésil, et l'on en compte aujourd'hui plus de 300 000 aux États-Unis. D'autre part, l'influence française s'implanta dans le pays grâce à une multitude de fondations religieuses et scolaires, qui enseignèrent notre langue à la jeunesse syrienne, musulmane ou chrétienne ; de leur côté, la mission laïque, l'Alliance israélite ouvrirent des écoles. En 1914, on comptait, en Syrie et en Palestine, 500 établissements que fréquentaient 50 000 élèves. L'Université de Beyrouth, créée en 1875 par les Pères jésuites, comprend un collège d'enseignement secondaire, une faculté de médecine, une école de droit et une école d'ingénieurs. Rivale de l'université française, une université américaine, avec une faculté de médecine luxueusement outillée, s'efforce d'attirer la clientèle chrétienne et musulmane.

Quant au gouvernement ottoman, il ne sut guère qu'opprimer les populations. Elles furent terrorisées sous Abdul Hamid, comme les autres populations de l'Empire, et leurs délégués firent vainement entendre leurs doléances en 1876 devant l'éphémère Parlement de Constantinople. En 1896, il fallut envoyer dans la plaine du Hauran et dans le Djebel 30 000 hommes pour réprimer une révolte des Druses, et une nouvelle insurrection éclata en 1911.

**LE NATIONALISME SYRIEN.** — La révolution turque de 1908, d'abord saluée avec joie par la Syrie parce qu'elle proclamait l'égalité politique des nationalités, se révéla bientôt par les massacres de 1909 à Antioche, à Alexandrette, à Alep, à Lattaquieh, comme une nouvelle entreprise de panturquisme, hostile à l'autonomie syrienne. En 1912, la Syrie, invitée par le grand vizir Kiamil-Pacha à formuler ses revendications, nomma un comité de réformes et élaborait un programme qui fut considéré comme trahison envers le sultan. Mais un congrès arabo-syrien se tint à Paris en 1913, et, de cette époque, date le nationalisme syrien, tout à fait distinct du panarabisme.

Pendant la Grande Guerre, le gouvernement turc soumit la Syrie au régime de la famine, des cours martiales, des pendaisons et des déportations. Elle fut le quartier général des Germano-Turcs et de Djemal-Pacha, commandant la IV<sup>e</sup> armée, qui, muni de pleins pouvoirs, condamna à mort de nombreux patriotes syriens, suspects de sympathie pour la France. La famille d'Abd-el-Kader fut décimée par ses ordres.

**L'INTRIGUE FAYÇALIENNE.** — Après la rupture du front germano-turc de Palestine, la Syrie et le Liban furent occupés par les forces britanniques et par le corps expéditionnaire français. Georges Picot fut chargé des fonctions de haut commissaire. Le voyage de Fayçal à Paris provoqua l'envoi en Syrie par la Conférence de la paix, sur la proposition du président Wilson, d'une commission d'enquête en Orient. Le plébiscite de 1919, contrôlé par les autorités anglo-arabes, tourna à l'avantage de la France ; une majorité de chrétiens, d'israélites et même de musulmans, se prononça en faveur du mandat français.

180 000 personnes étaient mortes de faim pendant la guerre : les premiers secours furent apportés par les Français au Liban et dans la zone côtière qu'ils occupaient.

En 1920, quand nos troupes eurent relevé les troupes britanniques en Cilicie et en Syrie, les autorités françaises se trouvèrent aux prises avec un double danger : au nord, les nationalistes turcs embriquaient des bandes et harcelaient nos garnisons ; à l'est, Fayçal levait des taxes dans la Bekaa, établissait la conscription, massacrait nos protégés,

attaquait nos détachements et prétendait nous interdire l'usage de la voie ferrée Rayak-Alep, seule artère de ravitaillement de nos troupes de Cilicie. S'appuyant sur le parti extrémiste arabe, Fayçal, jetant le masque, refusait de collaborer avec nous et affichait nettement son désir de nous expulser. Le 8 mars 1920, un congrès qualifié de national, réuni à Damas, le proclama roi de Syrie. Le général Gouraud, haut commissaire depuis le mois de novembre 1919, lui adressa, le 24 juillet 1920, un ultimatum auquel Fayçal répondit par un ordre d'attaque à ses troupes ; la victoire de Khan-Maisaloun, remportée par la division Goybet, mit en déroute l'armée chérifienne, et Fayçal, déposé, fut recueilli par les Anglais. Il devait recevoir en 1921 un trône arabe en Irak, tandis que son frère Abdallah, devenu émir de Transjordanie, dirigeait d'Amman, contre notre mandat, une propagande allant parfois au crime ; sur la route de Kuneitra le général Gouraud, lui-même, faillit être victime d'un attentat.

L'échec de Fayçal ne devait pas mettre fin à l'intrigue hedjazienne en Syrie. En 1924, le malik Hussein tenta de se faire proclamer khalife et roi des Arabes et de provoquer un mouvement insurrectionnel chez les Syriens. Cette manœuvre échoua grâce à la vigilance du général Weygand.

**LES ACCORDS RELATIFS A LA SYRIE.** — A la suite de l'accord d'Angora (20 octobre 1921), la France évacua la Cilicie, que nos troupes avaient défendue avec héroïsme contre les Turcs et à laquelle nous unissions des liens remontant, comme pour la Palestine, à l'époque des Croisades.

La frontière turco-syrienne fut délimitée par une ligne partant de Payas, près d'Alexandrette, passant au nord d'Alep, à Nissibin, et rejoignant le Tigre à Djézireh-ibn-Omar.

Le président du Conseil français, Clemenceau, avait accepté pour la Palestine le mandat britannique et le passage de la région de Mossoul dans la zone anglaise : Millerand se considéra comme lié par les engagements de son prédécesseur et signa, en conséquence, le 24 avril 1920, la convention de San-Remo.

Par la convention franco-britannique du 23 décembre 1920, la frontière syro-palestinienne fut modifiée, au détriment de la Syrie, et la frontière avec l'Irak se trouva fixée par une ligne reliant Abou-Kemal à Feichkabour, sur le Tigre (1).

**LE MANDAT FRANÇAIS.** — Par application de l'article 22 du pacte de la Société des Nations, le mandat sur la Syrie fut attribué à la France par la Conférence de San-Remo (25 avril 1920), dont la Société ratifia la décision le 24 juillet 1922.

La France eut ainsi la charge de faire respecter l'intégrité territoriale de la Syrie, de diriger ses relations extérieures, d'y faire régner l'ordre et la sécurité à l'intérieur, de lui donner une organisation politique et administrative propre à préparer son indépendance future, de

(1) Un accord, dit tripartite, avait été signé à Sèvres, le 10 août 1920, entre la France, l'Angleterre et l'Italie. Il avait pour objet de définir « les intérêts spéciaux » de l'Italie en Anatolie méridionale, ceux de la France en Cilicie et dans la partie occidentale du Kurdistan limitrophe de la Syrie, jusqu'à Djézireh-ibn-Omar. La zone française s'étendait au nord jusqu'au delà de Sivas, au nord-est jusqu'à l'Euphrate oriental, à l'est jusqu'au Tigre ; la zone italienne s'étendait depuis la zone des Détroits et du territoire de Smyrne jusqu'à un point du littoral situé à 34°17' de longitude est (golfe d'Adalia).



la doter d'un statut organique. Elle s'est acquittée de ce lourd devoir, malgré de grandes difficultés qui ne furent pas toutes d'origine orientale. La frontière a été plusieurs fois menacée par des bandes venues de Turquie ou de Transjordanie ; des troubles et des insurrections ont éclaté chez les Alaouites, qui réclament le protectorat français ; chez les Métoualis, au Chouf, au Djebel Druse, dans la région de Damas, de Homs et de Hama. Un parti révolutionnaire syrien, dont les attaches avec des puissances étrangères ne sont pas douteuses, a fait à la puissance mandataire une opposition systématique. Le principal organe des mécontents, le comité syro-palestinien du Caire, a plusieurs fois saisi le conseil de la Société des Nations de ses récriminations. Les événements sanglants qui ont troublé la Syrie et le Djebel Druse en 1925 et en 1926 sont en partie son œuvre.

L'organisation territoriale du pays a passé par plusieurs étapes depuis l'origine du mandat. La Syrie s'achemine vers l'unité qui, retardée jusqu'ici par des divergences de race et de religion, sera accélérée par la solidarité économique.

Après l'expulsion de Fayçal et sans attendre même la complète pacification du pays, le général Gouraud créa l'État du Grand Liban, l'État de Damas, l'État d'Alep. Le territoire des Alaouites forma un territoire autonome, et la région septentrionale, où se déroulaient encore des opérations, fut constituée en *Confins militaires*. En 1922 fut créé l'État indépendant du Djebel Druse. Sur l'initiative de Robert de Caix, secrétaire général, les États syriens, à l'exception du Grand Liban et du Djebel Druse, furent groupés en une Fédération dont le président était le chef du pouvoir exécutif. Chaque État eut à élire un conseil représentatif et envoya ses délégués au conseil fédéral. Les gouvernements locaux furent chargés de l'administration des États, leurs décisions devant être soumises à la puissance mandataire, responsable devant la Société des Nations.

Le général Weygand, qui succéda au général Gouraud en 1923 au haut commissariat de Beyrouth et au commandement en chef de l'armée du Levant, fut saisi, dès son arrivée, des griefs des Syriens contre l'organisme fédéral, qu'ils jugeaient coûteux et inutile. Tenant compte des vœux qui lui étaient exprimés, et après avoir consulté le gouvernement, il supprima la Fédération, réunit en un seul les États d'Alep et de Damas, fonda en une assemblée unique leurs deux conseils représentatifs, proclama à Lattakieh l'indépendance de l'État des Alaouites et maintint l'autonomie de l'État du Grand Liban.

La justice fut réorganisée et améliorée par la création de juridictions administratives et l'introduction de magistrats français dans les tribunaux indigènes. L'essor économique fut encouragé par le développement de la culture du coton, le reboisement, les facilités accordées à l'estivage des Égyptiens, la sécurité des routes, l'ouverture des communications nouvelles avec l'Irak et la Perse, la signature de conventions de transit et d'accords douaniers avec la Palestine et avec l'Irak.

Le général Sarrail, appelé par le ministère Herriot, en décem-



GÉNÉRAL GOURAUD, haut commissaire en Syrie (1919-1923). CL. MELCY.

bre 1924, à la succession du général Weygand, fut aux prises, en juillet 1925, avec une redoutable insurrection druse. La rébellion disposait de fonds considérables, d'armes et de munitions. L'échec de la colonne Michaud (août 1925) provoqua le rappel du général Sarrail, à qui succéda un haut commissaire civil, Henri de Jouvenel. La prise de Soueïda (25 avril 1926) par les troupes françaises porta un coup sérieux à la révolte druse.

Le 23 mai 1926 fut constituée la République libanaise.

La Commission permanente des mandats, chargée d'examiner les rapports annuels des puissances mandataires, déclarait, le 11 novembre 1925, dans son rapport à la Société des Nations :

La Commission a constaté avec satisfaction le succès avec lequel la Puissance mandataire s'est appliquée à conformer son administration aux termes du mandat. Elle a suivi pour l'élaboration d'un statut organique qu'elle est en train de réaliser une méthode qui lui permet d'écarter les difficultés d'ordre historique et politique, tout en tenant compte de l'organisation déjà établie par l'autorité qui l'avait précédée, ainsi que des différences ethniques et géographiques des diverses régions du pays.

La Puissance mandataire s'est efforcée d'appliquer le principe de collaboration avec la population dans la mesure la plus large, tout en gardant la possibilité de faire prévaloir sa volonté, afin d'assurer la tutelle que lui impose le pacte « jusqu'au moment où les populations seront capables de se conduire seules ».

Le régime politique du mandat, encore mal défini, appliqué à un pays d'Orient, qui, après de longues années de servitude, s'éveille à la liberté, risquait de se heurter à certains obstacles. Le souci de respecter les vœux des habitants, le libéralisme traditionnel de la France augmentaient encore les difficultés d'une tâche que compliquait l'intrigue étrangère. Les événements de 1925, dus à certaines erreurs administratives, ne sauraient faire oublier que, parmi les puissances mandataires, la France est celle qui semble avoir le mieux compris l'esprit du mandat. Elle n'a point, quoi qu'en disent ses détracteurs systématiques, pratiqué en Syrie les méthodes de l'administration directe et coloniale. Elle n'a pas escamoté le mandat, ni conclu prématurément de traité d'alliance, avantageux pour elle, avec un État qu'il s'agit d'abord d'amener à la conscience nationale. Elle n'a point favorisé un élément de population au détriment d'un autre. Les Syriens de bonne foi se rendent compte de notre esprit de justice et d'équité. L'avenir montrera une Syrie et un Grand Liban indépendants, collaborant étroitement avec la France en vertu des souvenirs du passé et des services rendus depuis 1919.

La Syrie semble appelée à un remarquable développement économique, maintenant qu'a pris fin son isolement d'après guerre et qu'elle peut tirer parti de son remarquable réseau routier et de ses voies ferrées (Beyrouth-Damas ; Damas-Alep ; Tripoli-Homs), toutes construites avant la guerre par des ingénieurs et des capitaux français.

Enfin, un champ fécond d'exploration est ouvert à la science archéologique : il suffit de rappeler l'antique Byblos, les ruines grecques de Baalbek et de Palmyre, les châteaux forts des croisés, qui, avec la fraîcheur des gorges du Liban, attirent chaque année en Syrie des milliers d'estiveurs d'Égypte et de Mésopotamie.

## Palestine.

LES RIVALITÉS EUROPÉENNES. — La Palestine et la Syrie actuelle, séparées par les accords de 1916, ne formaient sous le joug ottoman qu'une seule et même province. Les nationalistes syriens revendiquent de nouveau leur union. De tout temps, les maîtres de l'Égypte ont voulu accaparer les richesses de la Palestine et de la Syrie, les blés du Hauran, les bois du Liban, le trafic des caravanes venant de l'Asie centrale et de l'Inde.

La rivalité franco-britannique a toujours été ardente dans le bassin de la Méditerranée orientale, et l'on a vu à quelles complications elle a donné lieu au temps de Méhémet-Ali. Mais la France, grâce à des droits séculaires, au régime des capitulations et aux services rendus, y avait conservé jusqu'à la fin de la dernière guerre une situation morale, politique et économique privilégiée, dont le signe symbolique était le protectorat des Lieux saints, et qui se manifestait par les honneurs liturgiques rendus à nos consuls dans les cérémonies officielles de l'Eglise latine.

Elle protégeait officiellement la Custodie internationale de Terre sainte et le Patriarcat de Jérusalem.

Les Allemands, désireux de tenir leur rang aux Lieux saints de la chrétienté, y avaient fondé une colonie en 1868, et, trente ans plus



VUE DE LA VILLE DE BEYROUTH (Syrie).



tard, le voyage de Guillaume II à Jérusalem marqua la volonté formelle de contre-balancer notre influence dans le domaine spirituel ; la Société catholique allemande de Cologne et la Palestina-verein reçurent des subsides des banques allemandes. Les missions anglaises et américaines se développaient. L'Italie maintenait par ses moines franciscains sa prédominance dans la Custodie et fondait des écoles où sa langue était enseignée. La Russie, protectrice de l'Eglise grecque orthodoxe, renforçait, elle aussi, par ses écoles, ses hospices, ses hôtels sa situation en Terre sainte. Chaque nation occidentale tenait à être représentée au tombeau du Christ. Quant aux chrétiens d'Orient, comme les Arméniens, on sait que l'idée nationale se confond littéralement, pour eux, avec l'idée religieuse.

La Palestine et la Syrie commencèrent d'attirer l'attention des hommes d'Etat anglais au début du XIX<sup>e</sup> siècle : Lady Stanhope, nièce de William Pitt, négocia en 1812 avec les Bédouins de Syrie contre un retour offensif de l'influence napoléonienne en Orient. Après le percement de l'isthme de Suez, la route maritime éclipsa la route terrestre de l'Inde. L'Angleterre, maîtresse en Egypte depuis 1882, se croyait à l'abri derrière le canal et les 300 kilomètres du désert sinaïque.

La guerre de 1914-1918 la tira de ses illusions ; il y eut, sur le front palestinien, un théâtre d'opérations très actives jusqu'à la fin de novembre 1918.

**LES ACCORDS BALFOUR ET LE SIONISME.** — Aux termes des accords de 1916, la Palestine devait être internationalisée, à l'exception des ports de Caïffa et de Saint-Jean-d'Acre, que l'Angleterre se réservait. A la suite d'emprunts de guerre consentis par la haute finance israélite de Fleet Street au gouvernement anglais, le chef du Foreign Office, Balfour, promit, le 2 novembre 1917, à lord Walter-Lionel Rothschild d'organiser en Palestine un home-foyer national juif : rien ne serait fait qui pût porter atteinte aux droits civils ou religieux des collectivités non israélites existant en Palestine. La France en 1917, l'Italie et l'Amérique en 1918 adhèrent à ce projet. D'autre part, en vertu d'un accord verbal entre Clemenceau et Lloyd George (1918), la France renonça à ses droits sur la Palestine en même temps qu'à ses droits sur Mossoul. Le traité de Sèvres consacra cette renonciation, et la conférence de San-Remo attribua à la Grande-Bretagne le mandat sur la Palestine, attribution ratifiée par la Société des Nations en 1922.

Le premier congrès sioniste, tenu à Bâle en 1897, affirmait que le but du sionisme était de créer en Palestine, où des colonies israélites avaient été établies dès 1878, un foyer national juif garanti par le droit international. Théodor Herzl se fit l'apôtre de cette idée. En mars 1918, une commission sioniste, conduite par le Dr. Weizmann, vint en Palestine jeter les bases de l'« Exécutif sioniste ». On appelle ainsi la communauté juive de Palestine constituée actuellement sous la forme de gouvernement autonome avec un Parlement et des administrations calquées sur celles de la Puissance mandataire. Toutes les questions concernant la création du foyer juif sont discutées entre le Haut Commissariat britannique et l'Exécutif sioniste, dont une puissante organisation mondiale (le siège a été transféré à Londres en 1924), ayant des ramifications dans les divers pays d'Europe et du Nouveau Monde, soutient et dirige l'effort.

Les chefs du sionisme, qui disposent des ressources considérables que mettent à leur disposition les israélites américains, ont une double tâche : régler dans l'Europe centrale et orientale, d'où proviennent la plupart des immigrants, le courant de l'émigration et son aboutissement en Palestine ; puis, fournir aux immigrants des terres à cultiver, organiser le peuplement, l'aménagement, l'outillage des colonies agricoles et urbaines. Un fonds national juif (*Keren Hayesod*) sert à l'achat des terres. L'immigration juive en Palestine a été en 1919 de 2 618 ; en 1920, de 7 129 ; en 1921, de 8 517 ; en 1922, de 9 481 ; en 1923, de 9 778 ; en 1924, de 17 372 ; en 1925, de 38 690. Principalement recrutés dans les classes les plus pauvres, en Pologne, en Roumanie, en Autriche, en Russie, les premiers éléments de cette colonisation n'ont pas toujours été de la meilleure qualité et ont soulevé les plaintes des Juifs autochtones de Palestine en même temps que celles des Arabes. Les colonies juives sont actuellement en possession de 319 milles carrés de territoire, alors qu'elles en possédaient seulement 117 avant la guerre. Une Université hébraïque a ouvert ses portes sur le mont Scopus (avril 1925). L'hébreu est enseigné dans les écoles sionistes ; les écoles de l'Alliance israélite restent fidèles à l'enseignement du français.

Unis dans la même hostilité contre les nouveaux venus et craignant l'expropriation de leurs terres, les détenteurs du sol, musulmans et chrétiens (590 000 musulmans, 73 000 chrétiens), ont fait bloc contre le sionisme. Des troubles ont éclaté à Jaffa en 1918, en 1921, en 1922, et dans la plaine d'Esdrelon en 1924. Sept congrès palesti-

niens ont protesté contre la promesse Balfour ; des délégations arabes ont été envoyées à Londres.

Par la création du royaume de Transjordanie, en 1921, auquel a été annexé le vilayet de Maan en 1924 (et celui d'Akaba), l'Angleterre s'est assuré le contrôle d'une section importante du chemin de fer du Hedjaz, artère principale du pèlerinage de Médine. C'est vers la Transjordanie plus fertile que le gouvernement britannique paraît vouloir diriger le flot des émigrants sionistes. D'autre part, le canal de Suez est désormais protégé à l'est par le bastion palestinien.

**LE MANDAT BRITANNIQUE EN PALESTINE.** — Les autorités anglaises ont fait de vains efforts pour donner une constitution à la Palestine et associer à l'administration la population arabe.

Le comité islamo-chrétien a boycotté les élections ; il a refusé de siéger au conseil législatif et dans l'agence arabe, qui devait contre-balancer l'agence juive. Le haut commissaire britannique gouverne donc le pays, assisté d'un Conseil consultatif composé de ses chefs de service, sans que la communauté arabe y soit représentée, alors que le régime du mandat assure à tous les Palestiniens le développement d'institutions libres. La Palestine dépend du Colonial office ; elle est administrée comme une colonie de la Couronne.

Le parti colonial anglais poursuit son plan de jonction de l'Egypte et de l'Inde. La défense de la Palestine est assurée par une police indigène fortement encadrée et par des forces d'aviation stationnées à Ramleh. Les troupes chargées de défendre la frontière de Transjordanie forment la « Frontier force Transjordan », sous le commandement d'officiers anglais.

Les Anglais ont obtenu du Saint-Siège que le vicaire du patriarche latin de Jérusalem fût anglo-saxon : ainsi, l'Angleterre essaye de s'adjuger la protection des Latins d'Orient : la France ne l'a pas officiellement abdiquée.

## Irak.

Ancienne province détachée de l'Empire ottoman par les traités de Sèvres et de Lausanne, les trois vilayets de Bassorah, de Bagdad et de Mossoul, aujourd'hui sous mandat britannique et sous le vocable d'*Irak*, comprennent à la fois la Mésopotamie et une partie importante du Kurdistan. L'Irak est au carrefour des routes qui débouchent de la Perse, de l'Arménie et de la Syrie. Ses frontières sont formées par le golfe Persique, le Chattel-Arab et les montagnes du Kurdistan, qui le séparent de la Perse (1).

La Mésopotamie est une plaine d'une fertilité légendaire. Il y a trois mille ans, un système d'irrigation très perfectionné unissait déjà le Tigre à l'Euphrate et permettait, au moyen de grands réservoirs où s'engouffraient les crues des fleuves, d'arroser méthodiquement la terre d'alluvion qui nourrissait les populations de l'Assyrie et de la Babylonie. L'antique canalisation a été détruite au XIII<sup>e</sup> siècle par l'invasion mongole, mais des sociétés anglaises et américaines se sont constituées pour remettre en culture une partie du désert et intensifier la production du coton.

**LA COLONISATION ANGLAISE.** — L'Irak, sous le joug ottoman, jouissait d'une indépendance relative et la suzeraineté du sultan ne s'y affirmait qu'en cas de révolte par des représailles sanglantes. En 1770, la Compagnie des Indes orientales s'était installée à Bassorah ; en 1857, l'Angleterre obtint le monopole du commerce et la police du Chattel-Arab et du Kharoun ; en 1872, un résident militaire du gouvernement de l'Inde fut installé à Bouchir pour la surveillance du golfe Persique ; en 1901, l'Anglo-persian Oil Company obtenait la concession des pétroles du sud de la Perse et le monopole des recherches dans l'Arabistan ; Mohammerah devint l'entrepôt et le port des pétroles de la Compagnie. Lord Curzon avait occupé Kowcit en 1903. Le traité anglo-russe de 1907 reconnut aux Anglais la maîtrise du golfe Persique. Par une suite de guerres et de traités poursuivis pendant tout le XIX<sup>e</sup> siècle, ils étaient parvenus à dompter, sinon à assujettir, les pirates de la côte. L'exploitation des puits de pétrole de l'Arabistan décupla

(1) Elles coïncident, au nord, avec les frontières de l'ancien vilayet de Mossoul, à la suite d'une décision de la Société des Nations, prise en 1925, après de longs débats et l'envoi d'une mission d'enquête sur les lieux ; cette délimitation a été reconnue par le traité anglo-turc du 5 juin 1926. Entre le Nejd et l'Irak, la frontière, mal définie, a été souvent violée par les Ouahabites d'Ibn Séoud, qui prétendent lever l'impôt sur les tribus riveraines du bas Euphrate. L'accord de Hadda (1<sup>er</sup> novembre 1925) a tenté de préciser les limites des deux Etats. Entre l'Irak et la Syrie — après modifications de l'accord Sykes-Picot de 1916, qui donnait à la France le nord de la Mésopotamie, de Mossoul à Ravandouz, et une communication directe avec la Perse, — la frontière est marquée par une ligne qui va de Feichkabour et de Djesireh-ibn-Omar sur le Tigre jusqu'à Abou-Kemal sur l'Euphrate.





CARTE POLITIQUE DES NOUVEAUX ÉTATS DU PROCHE ORIENT.

leurs intérêts dans la basse Mésopotamie, d'où ils avaient su écarter la concurrence russe.

Un nouveau rival apparut, au début du <sup>XX</sup><sup>e</sup> siècle, l'Allemagne, qui poussa les travaux du Bagdad-Bahn, du chemin de fer d'Anatolie, avec une telle activité que, à la veille de la Grande Guerre, la voie atteignait Ras-el-Aïn, et le tronçon de Bagdad-Koweït était en construction, cependant que les navires de la Hambourg-Amerika sillonnaient le golfe Persique.

Dans l'accord de 1915 entre Sir Henry Mac Mahon et le malik Hussein, dans les négociations entre la France, la Russie et l'Angleterre en février 1916, dans l'accord Sykes-Picot en mars 1916, le gouvernement britannique réclama constamment et obtint le contrôle administratif des vilayets de Bassorah et de Bagdad. De 1917 à 1920, il organisa en basse Mésopotamie une administration civile, mais directe, empruntée au système anglo-indien. En avril 1920, le conseil suprême de San-Remo confia à la Grande-Bretagne le mandat sur la Mésopotamie.

**LA RÉVOLTE ARABE (1920).** — Les Arabes, auxquels les Anglais avaient promis l'indépendance en 1915, — promesse renouvelée le 7 novembre 1918 par la France et la Grande-Bretagne —, se crurent frustrés de leurs espérances. Alors, le congrès syrien de mars 1920 proclama l'établissement d'un État arabe indépendant en Syrie. Une vive agitation régna dans les villes saintes du chiisme, Kerbela et Nejd, où l'officier politique anglais fut assassiné. Les tribus du moyen Euphrate s'insurgèrent et la révolte gagna le Kurdistan. De juillet à octobre 1920, les garnisons anglaises de Mésopotamie se trouvèrent isolées et assiégées par les rebelles.

La situation fut très critique dans les derniers jours de juillet, car elle coïncidait avec la révolte de Fayçal contre la France. Grâce aux renforts venus de l'Inde, le mouvement fut enfin étouffé, mais les pertes anglo-indiennes furent de 876 morts et 1 228 blessés.

**LA POLITIQUE DES NATIONALITÉS EN ORIENT.** — La politique anglaise sait s'adapter aux événements. Une conférence, tenue au Caire en avril 1921, décida un changement de front de la diplomatie britannique en Égypte, en Palestine, en Mésopotamie, en Perse. Ayant reconnu que l'un des résultats de la guerre avait été de renforcer le courant nationaliste en Orient, l'Angleterre, modifiant ses méthodes, résolut de reconnaître l'indépendance des nations arabes, de les doter d'un régime constitutionnel et parlementaire, de contracter avec elles des traités d'alliance sur un pied d'égalité apparente tout en sauvegardant le contrôle administratif, financier, militaire et judiciaire des nouveaux États et les intérêts économiques de la Grande-Bretagne. Le régime du mandat était, en fait, abandonné. Fayçal fut donc couronné à Bagdad, en juillet 1921, roi de l'État libre de l'Irak, et l'Égypte, en février 1922, fut proclamée indépendante. Le coup d'État nationaliste de Reza-Khan fut organisé en Perse par l'Angleterre (1921). L'indépendance de la Transjordanie fut proclamée le 25 mai 1923. Le roi du Hedjaz fut encouragé en 1924 à fonder un royaume arabe. L'Inde reçut une constitution. Seule, la

Palestine resta en dehors de cette mosaïque d'États indépendants où l'Angleterre favorise l'éclosion d'un nationalisme plus avantageux à ses intérêts, si elle peut l'endiguer.

**LE TRAITÉ D'ALLIANCE ANGLO-IRAKIEN.** — Le 10 octobre 1922, le haut commissaire britannique, Sir Percy Cox, signa avec le roi de l'Irak un traité d'alliance par lequel l'Angleterre s'engageait à évacuer la Mésopotamie dans un délai de vingt ans. Le nouvel État acceptait de se laisser guider dans toutes les questions d'ordre international financier concernant les obligations de Sa Majesté Britannique en qualité de mandataire de l'Irak. Le 30 avril 1923, devant les protestations du nationalisme arabe, un protocole réduisit à quatre ans la validité du traité et, le 25 mars 1924, quatre accords subsidiaires réglèrent les relations de la Grande-Bretagne et de l'Irak (1).

L'opposition tenta de vains efforts pour faire modifier un texte qui consacrait la servitude de l'Irak, et des incidents violents durent être réprimés militairement. Le haut commissaire britannique vint lui-même signifier à l'Assemblée constituante la volonté de la Grande-Bretagne : par 36 voix contre 25 et 8 abstentions (31 députés étant absents), le Parlement ratifia le traité d'alliance que l'Angleterre eut à soumettre à la Société des Nations, puisqu'elle le substituait au texte primitif du mandat.

En résumé, l'Irak est doté d'un régime constitutionnel. Il peut être admis à la Société des Nations et l'Angleterre peut dire qu'elle s'est strictement conformée à l'article 22 du pacte (pacte de la S. D. N.) qui prévoit la tutelle provisoire, puis l'émancipation définitive des provinces détachées de l'Empire ottoman.

**LA QUESTION DE MOSSOUL. — LA FRONTIÈRE SEPTENTRIONALE DE L'IRAK.** — Le traité de Sèvres n'ayant pas été reconnu par le gouvernement d'Angora, le traité de Lausanne (1923), sans fixer la frontière entre la Turquie et l'Irak, avait stipulé le maintien du *statu quo*. Si les pourparlers entre l'Angleterre et la Turquie échouaient, la Société des Nations trancherait le différend. Dès 1923, les Anglais ayant poussé les Assyro-Chaldéens à reconquérir leurs foyers dans le bas et le haut Tyari, les Turcs envoyèrent trois colonnes de représailles dans le vilayet de Hakkari : pour conjurer une guerre imminente, le conseil de la Société, réuni à Bruxelles (1924), décida qu'il serait créé une zone neutre, dite « territoire contesté », dont l'accès serait interdit aux deux parties. Une commission d'enquête sur place conclut en faveur du rattachement de la zone contestée à l'Irak, à condition que la durée du mandat fût prolongée jusqu'à vingt-cinq ans et qu'il fût désormais tenu compte des vœux autonomistes de la population kurde. Sinon, mieux vaudrait, disait la commission, rattacher le vilayet de Mossoul à la Turquie, dont la stabilité intérieure et extérieure est incomparablement supérieure à celle de l'Irak. Finalement la ligne de Bruxelles fut maintenue comme frontière définitive de l'Irak et de la Turquie par une décision de la Société des Nations du 16 décembre 1925 et un nouveau traité d'alliance fut signé par l'Angleterre avec l'Irak, le 13 janvier 1926, pour une durée de vingt-cinq ans.

Des considérations stratégiques sont à la base des revendications du gouvernement britannique relatives au vilayet de Mossoul et à la limite septentrionale de l'Irak. Si, de ce côté, la frontière se confond avec le parallèle 37°30', elle englobera le bastion montagneux du Kurdistan, qui domine Mossoul et constitue une acropole redoutable dominant les régions du lac de Van, de Diarbékir et d'Ourmia. La possession de ces crêtes est en effet capitale pour la sécurité de l'Irak. Les passes de Tkuma et de Ravandouz, qui ont permis aux divisions russes, en 1915 et en 1916, de déboucher sur l'Irak, seront désormais entre les mains de la Grande-Bretagne. Tandis que la délégation turque, à la conférence de Lausanne en 1922, réclamait le Kurdistan méridional, Souleimanieh, Kirkouk, Erbil, Ravandouz et

(1) 1<sup>o</sup> Accord sur le statut des fonctionnaires, fixant le nombre des Britanniques dans les rouages de l'administration irakienne et la nature de leurs contrats.

2<sup>o</sup> Accord militaire, prévoyant la constitution d'une armée dont les effectifs seront portés, active et réserve, à 35 000 hommes (16 bataillons d'infanterie, 4 régiments de cavalerie, 11 batteries d'artillerie, forces d'aviation), le commandement suprême, la direction des opérations, le matériel, les instructeurs et les cadres étant fournis par la Grande-Bretagne. Le gouvernement irakien s'engageait à consacrer au minimum 25 pour 100 de son budget aux dépenses militaires. En outre, l'Angleterre se réservait le droit d'entretenir à ses frais des forces indigènes (Lewies) commandées par des officiers anglais.

3<sup>o</sup> Accord financier mettant à la charge du budget de l'Irak toutes les dépenses concernant la police intérieure et la défense nationale, les frais de son administration, et l'obligeant à acheter et à rembourser dans un délai de vingt ans avec intérêt de 5 pour 100 tous les travaux d'intérêt public (irrigation, routes, ports, P. T. T.) exécutés par l'Angleterre en Mésopotamie.

4<sup>o</sup> Accord judiciaire organisant pour les étrangers, jusqu'ici protégés par les capitulations, des juridictions britanniques.



Mossoul, le plénipotentiaire anglais à la conférence de la Corne d'Or, en juin 1924, Sir Percy Cox, demandait une rectification de la frontière comprenant une partie du vilayet turc Hakkîari, peuplé de Kurdes et d'Assyro-Chaldéens. Ce conflit anglo-turc ne concernait pas seulement les gisements pétrolifères de Mossoul, question économique sur laquelle une entente est toujours possible : l'avenir du Kurdistan est lié au succès de la négociation. Un Kurdistan autonome, tel que l'avait prévu le traité de Sèvres et le texte du mandat britannique, peut rassembler les Kurdes, qui sont en majeure partie en territoire turc (3 400 000 dont 2 000 000 en Turquie, 750 000 en Perse, 80 000 en Arménie, 498 336 en Mésopotamie) et assurer à la puissance protectrice de ce peuple la liberté de communications avec le Caucase.

Le traité anglo-turc du 5 juin 1926 a adopté la ligne dite de Bruxelles comme frontière définitive de l'Irak. Une zone neutre de 5 à 7 kilomètres est créée des deux côtés de la frontière. La formation de bandes y est interdite et les polices turque et irakienne peuvent y collaborer. Une commission irako-turque, sous la présidence d'un Suisse, procédera dans les trois mois à la délimitation finale. La Turquie renonce au vilayet de Mossoul : elle obtient à titre de compensation, durant vingt-cinq ans, le dixième des revenus provenant de l'exploitation des puits de pétrole de l'Irak, pourcentage rachetable contre 500 000 livres sterling. Un pacte réciproque de non-agression complète le traité qui, à quelques villages près, donne à l'Angleterre les satisfactions territoriales qu'elle a réclamées avec une remarquable insistance.

Le secrétaire oriental du haut commissaire britannique, miss Bell, qui fut, avec le colonel Lawrence, l'inventeur de la doctrine panarabique dont s'est inspirée la politique anglaise en Orient depuis dix ans, pouvait, avant sa mort (juin 1926), jeter un regard de satisfaction sur l'œuvre accomplie. Grâce au zèle de l'« Intelligence Service », le royaume d'Irak est créé, ses frontières septentrionales sont fixées, l'influence de l'Angleterre y est assise, la possession de la route terrestre de l'Inde, la maîtrise du Kurdistan et la haute main sur les pétroles de Mésopotamie sont assurées.

## II. LA PERSE

Le fondateur de la dynastie des Qadjar, Aga-Mohammed-Khan (tome II, p. 394), fixa à Téhéran la capitale de ses États. Il dut à une trahison du gouverneur la possession de Chiraz (1792), et, par la prise de Kermân, que marquèrent des atrocités abominables, se trouva débarrassé de toute compétition. Ayant ensuite rétabli la tranquillité sur la frontière du désert et marché sur Tiflis pour mettre fin au protectorat russe sur la Géorgie, il fut proclamé roi de Perse (1796) et conquit le Khorassan. L'armée russe était intervenue trop tard pour sauver Tiflis du pillage et des massacres. La mort de Catherine II empêcha Zubor de marcher sur Téhéran.

Ce prince intelligent et courageux, mais vindicatif et cruel, périt assassiné par trois domestiques dont il avait prononcé l'arrêt de mort (1797).

Sous son neveu Feth-Ali, la rivalité anglo-russe se poursuivit avec

la même âpreté qu'en Afghanistan. La France napoléonienne envisageait alors une diversion sur le plateau de l'Iran pour attaquer la puissance britannique aux Indes. Devançant les projets de l'empereur, les Anglais, dès 1801, signèrent avec Feth-Ali un traité en vertu duquel celui-ci s'engageait à empêcher toute descente dans les îles et sur le littoral de la Perse. Mais, lorsqu'en 1805, le châh entra en lutte avec la Russie qui venait de déposer le roi Georges XIII de Géorgie et d'annexer son royaume, l'Angleterre lui refusa son

appui. La paix de Tilsit mit fin aux négociations entamées par le général Gardane, envoyé par Napoléon auprès du châh pour obtenir son alliance contre l'Angleterre et la Russie.

L'armée persane compta d'abord quelques succès ; elle fut finalement défaite, et le châh dut accepter la paix de Gulistan.

Les hostilités reprirent treize ans plus tard, lorsque la Russie réclama le district de Goktché : les Persans, d'abord heureux, virent la campagne se terminer par un désastre et conclurent, le 22 février 1828, le traité de Tourkman-tchaï : ce n'était plus seulement la Géorgie, mais l'Arménie jusqu'à l'Araxe,

qui passait sous le sceptre des tsars. Malgré la collaboration d'instructeurs étrangers, l'armée persane n'était pas en état de lutter avec des troupes formées suivant les méthodes européennes ; sa seule force résidait toujours dans les nomades turcomans, dont les montures agiles se prêtaient à des coups de main et échappaient aisément à la poursuite d'une infanterie pesamment armée.

Pour faire contrepoids aux défaites éprouvées dans la Transcaucasie, une série de campagnes furent entreprises, dont le but était la prise de Hérat, restée aux mains des Afghans depuis le commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle. Abbas-Mirza, l'héritier présomptif, commença par réduire les villes du Khorassan qui s'étaient révoltées et mit le siège devant Hérat, mais sa mort soudaine remit tout en question.

Feth-Ali-Châh, mort l'année suivante (1834), eut pour successeur le fils d'Abbas, Mohammed-Châh, dont l'un des premiers actes fut l'organisation d'une campagne contre l'Afghanistan, où régnait Dost-Mohammed depuis 1826, mais plusieurs assauts furent vainement tentés contre Hérat (1837), et l'Angleterre, qui l'avait d'abord soutenu, déclara au châh que l'occupation de cette ville serait considérée par elle comme un acte d'hostilité. Anglais et Russes s'engagèrent réciproquement à respecter l'indépendance de la Perse.

De retour dans ses États, Mohammed eut à réprimer une révolte du chef des Ismaéliens (les anciens Assassins d'Alamoût) ; l'Agha-Khan défit le gouverneur de Yezd (1840), mais il fut bientôt rejeté hors de la province du Kermân et obligé de se réfugier dans l'Inde, où la secte compte de nombreux adhérents, les Khodjas.

Lorsque Nâçir-ed-Din fut intronisé en 1848, la situation financière du royaume était franchement mauvaise et les troupes ne touchaient pas régulièrement leur solde. Nâçir-ed-Din n'avait que seize ans ; des désordres éclatèrent dans les provinces. Sur la suggestion des légations anglaise et russe, il renvoya le ministre de son père, Hadji-Mirza-Aghâsi, et le remplaça par Mirza-Taqi, avec le titre d'Émir-i-Nizhâm (commandant de l'armée régulière). Fils d'un cuisinier, Mirza-Taqi, par ses mérites, était devenu le chef des troupes de l'Azerbaïdjan, province réservée à l'héritier présomptif ; il s'employa honnêtement à réprimer les abus.

C'est au début de ce règne qu'un réformateur de l'islamisme, Ali-Mohammed, surnommé le Bâb, commença de se livrer à des prédications enthousiastes. Fils d'un épiciers de Chiraz, il déclara, à la suite d'un pèlerinage à La Mecque, que la mission de Mahomet avait pris fin et qu'il était envoyé pour inaugurer une ère nouvelle. On le crut fou ; néanmoins un cercle d'adeptes se forma autour de lui. Il s'enfuit de Chiraz pour échapper aux persécutions ; mais il fut arrêté à Ispahan, condamné à mort pour hérésie et exécuté à Tébriç. On avait choisi, pour le fusiller, un peloton composé de soldats chrétiens, les musulmans ne paraissant pas assez sûrs.

Sa doctrine n'était pas morte avec lui. Un jeune homme de dix-neuf ans, Mirza-Yahya, plus connu sous son surnom de Çobh-i-Ezel (aurore de l'éternité), fut admis comme son continuateur ; il fut plus tard supplanté par son demi-frère Béhâ-Oullah (splendeur de Dieu) qui se donna comme une sorte de Paraclet, annoncé par le Bâb dans ses écrits : la secte se divisa en deux branches, mais les partisans de Mirza-Yahya, les Ézélistes, ne forment plus qu'une infime minorité. Les Béhâïstes firent au contraire des prosélytes de plus en plus nombreux, non seulement en Perse, mais en Europe et surtout dans



NAÏR-ED-DIN, châh de Perse (1848-1896).  
CL. NADAR.



FETH-ALI-CHAH (1797-1834). — Gravure de Ruotte, d'après Grégorius. — Bibl. Nat.



l'Amérique du Nord. A sa mort, son fils Abbas-Efendi prit le nom d'Abd-oul-Béhâ (serviteur de la splendeur). On le vit à Paris, avant la Grande Guerre; il prononça dans un temple protestant un sermon en faveur de la paix universelle.

Le mouvement religieux n'avait pas été sans provoquer des troubles politiques, des soulèvements locaux, et, à la suite d'un attentat contre la personne du châh, les novateurs, faits prisonniers, furent remis aux fonctionnaires de la cour, qui procédèrent à leur exécution.

Lorsque, en 1856, les Persans occupèrent Hérat, en dépit des traités, l'Angleterre leur déclara la guerre, bombarda et prit Bender-Bouchir, occupa l'île de Kharak, s'empara de Mohammera dans l'estuaire du Chatt-el-Arab. La paix fut conclue à Paris en 1857; l'Afghanistan fut reconnu indépendant de la Perse.

De temps immémorial, les Turcomans établis sur les deux rives de l'Amou-Derya franchissaient la frontière, exécutaient des razzias sur le territoire persan et ramenaient de nombreux esclaves. En 1857, le gouverneur du Khorassan, Sultan-Mourad-Mirza, invita quatre-vingts Turcomans à conférer avec lui à Mèchehed; il les fit arrêter traîtreusement et s'empara de Merv sans difficulté; mais, trois ans plus tard, son successeur Hamza-Mirza fut complètement défait par les Tekké, qui occupaient la ville. Les Russes devaient la prendre en 1881 et la garder depuis.

Nâçir-ed-Din se préoccupa de faire entrer son empire dans le cadre des puissances civilisées. L'Angleterre avait essayé en vain d'établir un câble télégraphique dans la mer Rouge pour communiquer avec l'Inde; quand les Turcs entreprirent la construction d'une ligne de Constantinople à Bagdad, elle obtint du châh l'autorisation d'en établir une autre de Bagdad à Téhéran pour gagner de là Bender-Bouchire et se rattacher au câble qui devait être immergé dans le golfe Persique (1864). Un ministère des Télégraphes facilita les communications du gouvernement avec les provinces.

Le fleuve Karoun fut ouvert à la navigation et au commerce, sans grand profit d'ailleurs, car ce fleuve ne pénètre pas fort loin à travers les terres désertes de l'Arabistan, l'ancienne Susiane, et son cours est entravé par le barrage naturel d'el-Ahwaz; malgré ces difficultés, on parvint à exploiter les mines de pétrole qui existent au pied des montagnes des Bakhtiari, et l'ouverture d'une route entre el-Ahwaz et Ispahan facilita l'accès des hauts plateaux. En 1889, le baron de Reuter créa la Banque impériale de Perse. La régie du tabac — plus exactement du *tumbako*, tabac grossier destiné à être fumé dans le *qalyân* ou pipe à eau (narguilé) —, n'eut pas le même succès; il fallut, devant une explosion de fanatisme et l'interdit porté par le *mudjtéhid* de Téhéran, retirer la concession (1893).

Nâçir-ed-Din, qui avait fait trois voyages en Europe pour se rendre compte du développement de la civilisation, s'apprêtait à fêter la cinquantième année lunaire de son règne, quand il fut assassiné (1896). Le Trésor était à sec. Le nouveau châh, Muzaffar-ed-Din, emprunta à la Russie des sommes qui furent employées à acquitter les dettes antérieures. Les douanes, auparavant affermées à des particuliers, formèrent un ministère sous la direction d'un sujet belge.

Les défaites subies par la Russie au cours de la guerre avec le Japon réveillèrent le sentiment de xénophobie qui dort au fond des âmes asiatiques; d'un autre côté, une minorité de jeunes gens élevés en Europe étaient anxieux de voir leur pays sortir de sa torpeur. L'homme qui incarna les idées rénovatrices fut le séyyid Djémal-ed-Din, surnommé l'Afghan parce qu'il avait séjourné quelques années en Afghanistan; il était né près de Hamadan en 1839, et avait voyagé dans l'Inde, en Égypte et en Turquie. Expulsé en 1890 en raison de ses idées, il fut appelé à Constantinople par le sultan, qui refusa son extradition quand on le crut compromis dans l'assassinat de Nâçir-ed-Din; il mourut d'ailleurs bientôt après. Le premier ministre Aïn-ed-Daula s'était rendu impopulaire par son administration corrompue, oppressive et coûteuse. Un mouvement de révolte se dessina et, en 1906, le châh dut destituer le ministre Aïn-ed-Daula et promettre la réunion d'un *adâlat-*

*khâna* (maison de justice); mais ces promesses ne furent suivies d'aucun effet. Aussi, dès le printemps de la même année, des soulèvements se produisirent: une foule de marchands se placèrent sous la protection de la légation d'Angleterre, en réclamant l'octroi d'une Constitution, qui leur fut enfin accordée sous la forme d'un rescrit adressé au premier ministre. La première Assemblée nationale élue se réunit au mois d'octobre.

Muzaffar-ed-Din, mort le 4 janvier 1907, fut remplacé par son fils Mohammed-Ali. Pour ses débuts, le nouveau roi reçut communication de l'entente anglo-russe du 30 août 1907, qui délimitait les zones respectives d'influence des deux pays, le nord à la Russie, le sud à l'Angleterre, et, entre les deux, une zone neutre. Mohammed-Ali, après un premier coup d'État qui n'aboutit pas, bombarda le local où siégeait l'Assemblée (juin 1908). Les Bakhtiari, montagnards du Zagros, descendirent de leurs villages et occupèrent Ispahan, se déclarant pour le maintien de la Constitution. D'autres provinces s'insurgèrent; deux armées nationalistes marchèrent sur Téhéran, au nord et au sud; la seconde occupa la capitale et Mohammed-Ali abdiqua (16 juillet 1909). Son fils Ahmad, désigné par l'Assemblée nationale pour lui succéder, n'avait que treize ans; on lui donna pour régent un membre de la famille royale, Azod-el-Molk. Proclamé châh lorsqu'il eut atteint dix-huit ans, il ne garda le pouvoir que quelques années, au cours desquelles il fit de longs séjours en Europe.

La Perse, durant la guerre, observa la neutralité, mais son territoire fut le théâtre des opérations militaires et diplomatiques de l'Allemagne, de la Turquie, de l'Angleterre, de la Russie. Les Russes occupèrent l'Azerbaïdjan et purent, à plusieurs reprises, franchir les cols du Kurdistan et pénétrer en Mésopotamie. Des missions militaires allemandes essayèrent de soulever le centre et le sud de la Perse, menaçant la route de l'Inde. Les armées germano-turques s'approchèrent à deux reprises de la capitale persane. Les Turcs occupèrent la région d'Ourmiah. De leur côté, les Anglais firent colonne d'abord dans les provinces du sud de la Perse, Kermân et Chiraz, puis s'établirent à Mèchehed et à Kazvin. Le général Dunserville poussa même une pointe aventureuse d'Hamadan sur Enzeli et Bakou.

La Révolution russe de 1917 rendit à la Perse sa liberté d'action, le gouvernement des soviets ayant annulé les conventions antérieures et renoncé à tous les avantages découlant des traités. La rivalité anglo-russe n'était plus limitée par aucune clause contractuelle. En août 1919, le ministre d'Angleterre à Téhéran, Sir Percy Cox, signa avec le gouvernement persan un traité qui mettait les finances et l'armée persane sous le contrôle du gouvernement britannique. La pression de l'opinion populaire fit dénoncer le traité et un ministère nationaliste prit le pouvoir. En mai 1920, un corps expéditionnaire bolchevik débarqua à Enzeli et dans le Mazandéran, mit en déroute l'armée persane et marcha sur la capitale. Le corps expéditionnaire anglais de Kazvin lui en interdit l'accès et un accord russo-persan fut signé en janvier 1921.

Dans la nuit du 21 février 1921, quinze cents Cosaques de l'armée persane, sous le commandement de Riza-Khan, s'emparèrent sans difficulté de Téhéran et y installèrent un gouvernement de coup d'État, dont le chef, Seyed-Zia-ed-Din, était un agent de la légation d'Angleterre. Le contrôle de l'armée fut confié à nouveau à des officiers britanniques. Mais l'Angleterre se trouva bientôt en présence d'un courant irrésistible de nationalisme persan. Riza-Khan, par un nouveau coup de force, en mai 1921, prit les rênes du gouvernement et entreprit, seul, la réorganisation de l'armée sur un plan national. Elle compte aujourd'hui cinquante mille hommes bien exercés qui contribuèrent à la pacification des provinces. Riza-Khan, ministre de la Guerre (1921), puis président du Conseil (1923), saisit finalement la couronne et, avec l'assentiment du Parlement, se fit proclamer châh de Perse sous le nom de Riza-Châh-Pahlevi (avril 1926). Ahmad-Châh, de la dynastie des Qadjar, avait quitté son



LE PALAIS DES ANCIENS KHANS DE KHOKAND.





VILLAGE UZBEK PRÈS DE KHODJENT.



RUE COUVERTE A TCHIN-ABAD, district de Marghelan (Ferghana).

royaume en octobre 1924. Une mission de conseillers américains surveille les finances persanes et règle le budget. Riza-Châh s'efforce de moderniser la Perse, de la doter d'un réseau de routes et de chemins de fer, de transports aériens, de T. S. F. Soutenu par l'Angleterre, il tâche de garder avec la Russie des relations de bon voisinage, que les liens économiques des provinces septentrionales de la Perse avec le marché russe rendent indispensables. Il a signé avec la Turquie, le 22 avril 1926, un traité d'amitié et de neutralité mutuelle. Il a maintenu les relations d'amitié traditionnelle de la Perse et de la France. Soixante officiers persans font un stage dans nos grandes écoles.

### III. L'ASIE CENTRALE ET SEPTENTRIONALE LA RIVALITÉ ANGLO-RUSSE

#### Asie centrale.

L'invasion de l'Asie centrale, particulièrement du Turkestan (1), par Nadir-Châh, vers le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, porta un coup mortel à la puissance des souverains de Boukhara. L'influence de la Perse sur ces régions ne se maintint, à la vérité, que jusqu'à la mort de Nadir (1747), mais c'en fut assez pour changer les destinées historiques des peuples de l'Asie centrale.

A la faveur des événements, la Khorezmie, puis le pays turkmène, se rendent de plus en plus autonomes dans leurs rapports avec Boukhara, tandis que la lointaine province du Ferghana forme le khanat indépendant du Kokand. On assiste à une transformation politique et à la création de nouvelles dynasties : les Manguit à Boukhara, les Koungrat à Khiva, les Ming à Kokand. Des relations économiques avec l'Europe s'établissent par la Perse, et les pièces d'or, dont la frappe avait cessé depuis l'invasion mongole, reparaissent dans les khanats du Turkestan.

**LE KHANAT DE KOKAND SOUS LA DYNASTIE DES MING.** — Les historiens font remonter les souverains de la dynastie des Ming, qui régnaient avant l'occupation russe, à la famille de Tamerlan. Mais la fondation du khanat de Kokand ne date que du début du XIX<sup>e</sup> siècle. A la mort de son père Narbouta-Bi (1807), Ali réunit sous son sceptre les différents bekats du Ferghana et étendit sa puissance sur les régions d'Oura-Tubé, de Tachkent et de Tchimkent. Se sentant assez fort pour se mesurer avec ses voisins, il prit le titre de khan, et le Ferghana ne fut plus désigné que sous le

nom de Khanat de Kokand. Il fut tué dans une rencontre avec les Kiptchaks, en 1817. Son frère Omar organisa quelques expéditions, notamment contre les Kazaks, agrandit ses possessions, éleva des postes fortifiés sur le Syr-Daria, au nord de la ville de Turkestan, fonda Djoulek et aussi Ak-Metchet (aujourd'hui Kzyl-Orda, capitale de la république du Kazakhstan) et protégea, d'autre part, les savants et les poètes. Son fils, Madali (1821-1842), qui annexa la région du Pamir, fut chassé de sa capitale par l'émir de Boukharie, Nasroullah.

La rivalité séculaire des Kiptchaks et des Uzbeks redoubla d'acuité sous Chir-Ali (1842-1845) et ses successeurs ; elle fournit aux Russes l'occasion d'intervenir ; lorsqu'ils eurent occupé Oura-Tubé et Djizak (1866) et que Kokand se trouva isolé de Boukhara, ils finirent par s'y établir (1876). Néanmoins, durant cette période troublée, les khans de Kokand avaient reculé les limites de leurs domaines, au nord vers la mer d'Aral, par la soumission des nomades kazaks ; à l'est, par celle des Kirghizes ; au sud, vers l'Inde et l'Afghanistan, par l'annexion du Pamir. L'expansion kokandienne vers les steppes donna lieu à un mouvement colonisateur ; sous la protection de fortins élevés de distance en distance, les colons uzbeks purent se livrer à l'agriculture. Des travaux d'utilité publique furent entrepris au Ferghana ; des canaux d'irrigation, creusés ; des centres urbains, créés. Le commerce devint florissant et tout faisait prévoir un développement rapide, lorsque commença l'intervention russe.

**LA KACHGARIE SOUS YAKOUB-BEK.** — Dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, un ancien lieutenant du khan de Kokand, Mohammed-Yakoub, s'étant rendu maître de Kachgar, affranchit le pays de la domination chinoise (1865) et se proclama



MOSQUÉE ET MÉDRESSÉ SAID-KOUL-BEK à Namangan (Ferghana).

(1) Les steppes qui, au nord du Turkestan, s'étendent vers l'Oural et la Sibérie étaient parcourues par des tribus nomades désignées sous le nom de *Kirghiz-Kazaks*, ou simplement de *Kazaks*. D'abord groupées en confédération, elles se divisèrent en trois hordes qui, après avoir évolué séparément, furent toutes absorbées, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, par l'Empire des tsars ; elles constituent de nos jours la république du Kazakhstan.





TOMBEAU D'UN SAINT MUSULMAN EN KACHGARIE.

souverain du Turkestan oriental. L'avance russe le rendit prudent ; il s'opposa à l'entrée des caravanes venant de Russie.

Dans le même temps, Yakoub Bek, qui avait pris le titre d'*Atalik Ghazi* (défenseur de la foi), entra en rapports avec les Anglais, qui obtinrent de lui un traité de commerce et l'autorisation d'avoir une ambassade permanente à Kachgar. Cependant, après l'occupation de Kouldja par les Russes, Yakoub Bek, craignant pour son royaume, s'empressa d'envoyer une mission au gouverneur général du Turkestan : le 10 juin 1872 était signé un traité de commerce analogue à ceux que la Russie avait conclus avec les souverains de Boukharie et de Kokand. Mais, tranquille de ce côté, Yakoub Bek ne put résister aux troupes envoyées contre lui par le gouvernement de Pékin. Vaincu à plusieurs reprises, il se donna la mort.

Son fils, Bek-Kouli Bek, tenta vainement de prolonger une lutte inégale et la Kachgarie tomba de nouveau au pouvoir de la Chine. L'indépendance du nouvel État n'avait duré qu'une douzaine d'années (1865-1877).

**LA BOUKHARIE SOUS LA DYNASTIE DES MANGUIT.** — La tribu ousbèke des Manguit jouissait en Asie centrale d'un grand prestige. Elle fut d'abord toute dévouée aux khans de la dynastie d'Astrakhan ; mais, en 1747, Moukhammed-Rahim, le vizir d'Abdoul-Feiz, mit son maître à mort, ainsi que l'héritier du trône, puis se proclama khan de Boukharie et s'empressa d'épouser la fille du souverain qu'il avait dépossédé. Le royaume de Boukharie manquait alors d'homogénéité ; une grande partie des provinces étaient gouvernées par des beks de race ousbèke et indépendants ; ne se sentant pas assez puissant pour les réduire, le khan de Boukharie vécut d'une vie paisible, introduisant à sa cour le luxe des chahs de Perse. A sa mort, son oncle, Danial-Bi, un Manguit, obéissant à des scrupules religieux, ne voulut pas exercer personnellement le pouvoir ; il plaça sur le trône un descendant de Tchinghiz-Khan, de la dynastie des Astarkhanides, Seyid-Abdoul-Ghazi. Toutefois, à la mort de ce



KIRGHIZ-KAZAK, entouré de ses femmes, devant son habitation.

dernier, il prit le titre de khan, et son fils, qui lui succéda, prit celui d'émir. Le nouveau souverain, Chah-Mourad, donna au royaume une unité qui le rendit redoutable à ses voisins. Allié aux Turkmènes, il fit des incursions dans la province persane du Khorassan et guerroya contre les Afghans ; il étendit aussi sa domination sur toutes les provinces boukhares.

Il livra au pillage la ville de Merv, lorsqu'il se fut emparé de cette opulente métropole (1784) ; il détruisit en quelques heures les barrages qui régularisaient les eaux du Mourgab et transforma l'oasis en désert. L'un de ses successeurs, Nasroullah (1827-1860), fut particulièrement brutal et sanguinaire ; c'est par son ordre que furent exécutés, après d'affreux supplices, les voyageurs anglais Conolly et Stoddart.

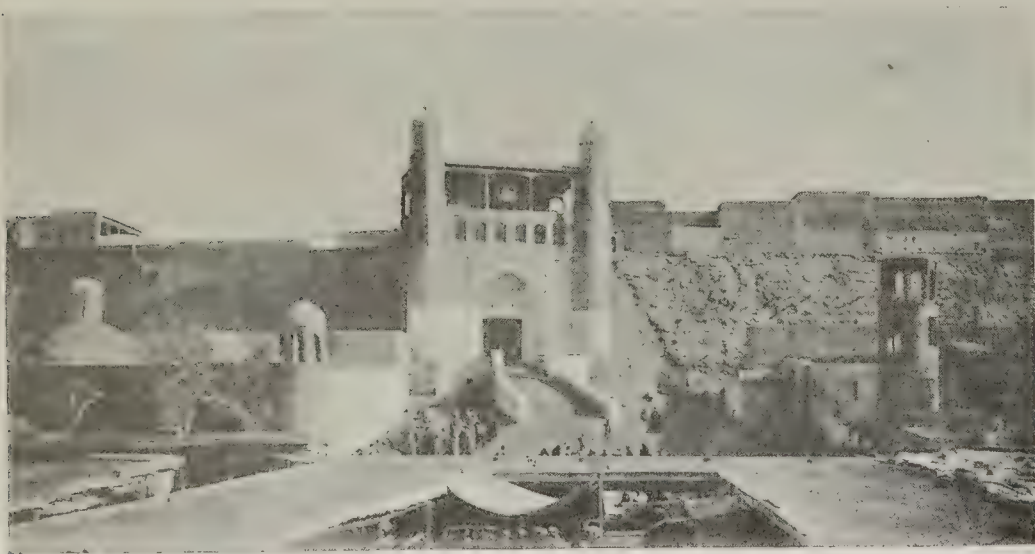
L'émir Mouzaffar se décida à marcher contre les Russes, qui venaient d'occuper Samarkande (1868) ; mais il s'était formé un parti de mécontents, avec le prince héritier pour chef, et une révolte éclata à Boukhara. Battu à Ziraboulak, Mouzaffar signa la paix avec les Russes (18 juin 1868) et implora leur secours contre le jeune Abdoul-Malik, qui s'était proclamé émire. L'armée russe marcha contre les rebelles, les défit et rendit au souverain légitime les villes de Chakhrisab et de Karchi ; le tsar eut désormais Mouzaffar-Eddine pour vassal et pour allié.

Les émirs, tout en jouissant d'une large autonomie, durent recevoir l'investiture russe. En 1883, Seïd-Abdoul-Akhat se rendit à Moscou pour assister aux fêtes du couronnement de l'empereur Alexandre et se faire reconnaître comme prince héritier. Très bien accueilli, il ne songe plus, à son retour, qu'à introduire dans ses États certains éléments de la civilisation occidentale. S'il se rendit ainsi populaire, le vieux Mouzaffar, hostile aux nouveautés et inquiet pour sa vie, éloigna son fils en le nommant gouverneur de la province de Kermineh ; mais dès qu'il fut mort (13 octobre 1885), Seïd-Abdoul-Akhat accourut à Boukhara et se fit proclamer émire. L'année d'après, sur sa demande, le gouvernement russe installait une agence politique à Boukhara ; dans ses relations extérieures, l'émirat fut soumis au contrôle de Saint-Pétersbourg par l'intermédiaire du gouverneur général du Turkestan.

L'émir Seïd-Alim, son fils, avait reçu une éducation européenne dans une école militaire de Saint-Pétersbourg. A peine monté sur le trône, il eut à lutter contre le parti « jeune-boukhare », qui s'était constitué sous l'influence de la révolution russe de 1905-1906, et qui, bientôt complètement organisé, engagea la lutte contre l'absolutisme de l'émire. Ce parti devait manifester toute sa force à la faveur de la révolution bolcheviste, en octobre 1917.

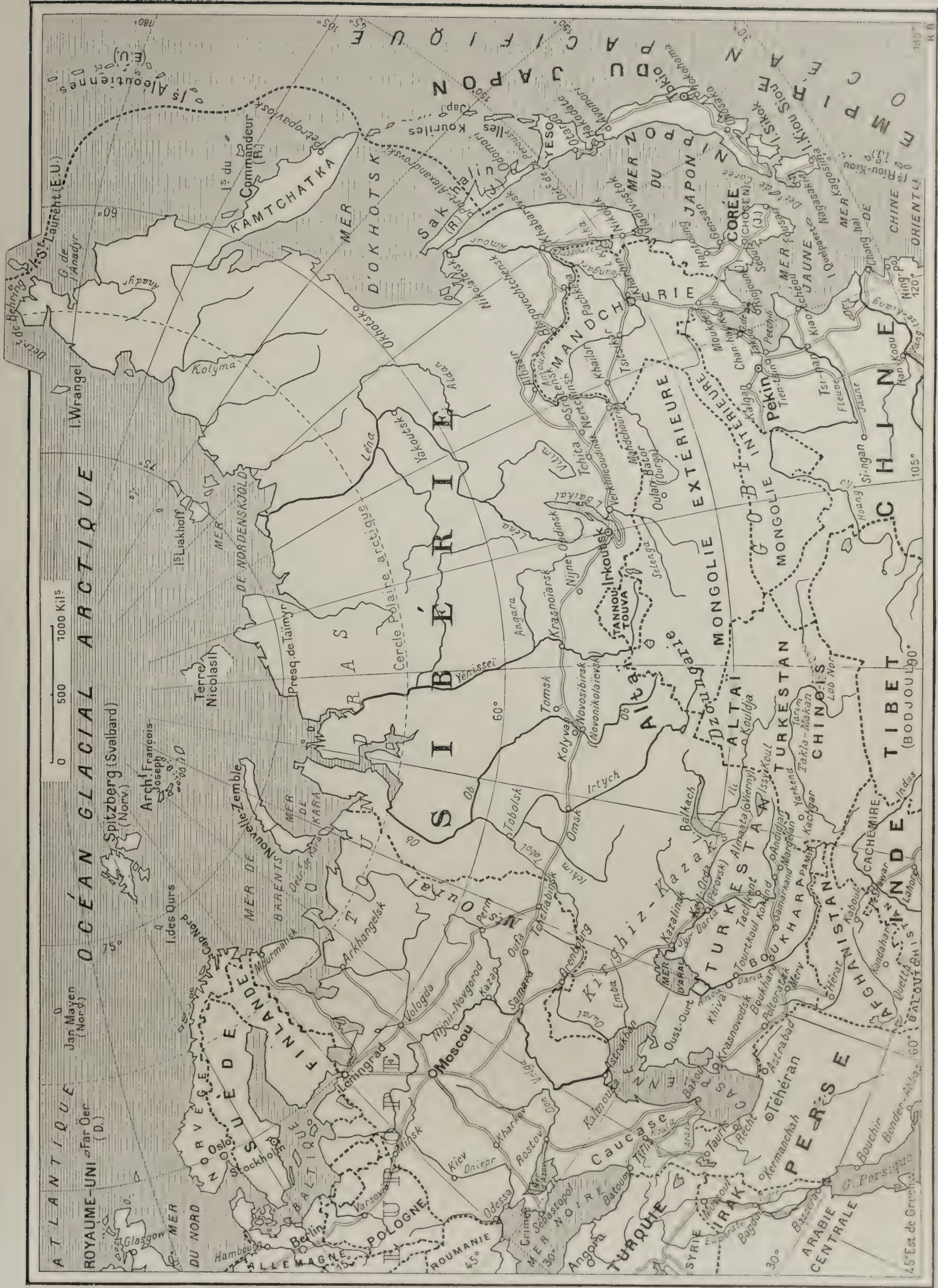
**LE KHANAT DE KHIVA SOUS LA DYNASTIE DES KOUNGRAT.** — L'histoire du khanat de Khiva n'est qu'une suite ininterrompue de luttes entre clans et tribus, d'incursions suivies de pillage chez les peuples voisins — notamment chez les Persans du Khorassan —, de guerres avec les Turkmènes.

Les souverains de Boukharie, plus puissants et plus



PALAIS DES ANCIENS ÉMIRS DE BOUKHARIE.





CARTE POLITIQUE DE L'ASIE CENTRALE ET SEPTENTRIONALE EN 1926.







cultivés, exerçaient une sorte de prépondérance sur ces tribus belliqueuses toujours en mouvement. Parfois les Kirghiz-Kazaks, leurs voisins, profitant de leurs divisions ou de leur faiblesse, envoyaient un chef à Khiva, et, durant un certain temps, y exerçaient le pouvoir.

A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, un chef ouzbek de la tribu des Koungrat, Mehmed-Emin-Inaq, parvint à lever une petite armée, avec laquelle il expulsa les Kazaks, alors maîtres du Khiva. Monté sur le trône en 1792, il fonda une dynastie qui fut emportée par la révolution bolcheviste de 1917.

Ses successeurs firent la guerre tantôt aux Yomoudes, tantôt aux Karakalpaks ou aux Kazaks. Iltazar-Khan (1804) débuta par une expédition contre les Boukhares ; il tenait campagne dans la région de Tchardjouï lorsque les Yomoudes se jetèrent sur Khiva, sans défense, et s'en emparèrent ; il voulut se porter au secours de la capitale : arrêté par les Boukhares, il fut battu et périt en s'enfuyant.

Mehmed-Rahim, son fils, qu'on appelle aussi Medrehim (1804-1826), fut l'un des plus remarquables des khans de la dynastie des Koungrat. Il fit durement expier aux Yomoudes les succès qu'ils avaient remportés autrefois ; il guerroya aussi contre l'émir de Boukhara, il continua ses exploits chez les Tekkès et soumit les Yomoudes d'Askhabad.

Ses successeurs ne cessèrent de semer la terreur et la dévastation chez leurs voisins, ramenant des prisonniers qu'ils réduisaient en esclavage, quand ils ne les mettaient point à mort. Leurs invasions incessantes et leur intervention dans les affaires des Kirghiz-Kazaks les mirent en conflit avec les Russes, auxquels dut se soumettre Seïd-Mehmed-Rahim par la paix du 12 août 1873 ; le khan de Khiva reconnut le protectorat du tsar, s'obligea à payer tribut et céda sur la rive droite de l'Amou-Daria, depuis le bras le plus occidental de ce fleuve jusqu'à la mer d'Aral, le territoire qui forme présentement la région autonome des Karakalpaks.

**LE PAYS TURKMÈNE. — ANNEXION DE MERV A LA RUSSIE.** — Après la destruction de Merv par l'émir de Boukhara, Chah-Mourad, en 1784, la partie occidentale de l'oasis fut occupée par les Turkmènes-Saryks, que les Khiviens, à leur tour, subjuguèrent vers 1830. Vingt-cinq ans plus tard, les Tekkès, autre tribu turkmène, dont les possessions s'étendaient encore plus à l'ouest, se rendirent maîtres de la contrée sous la conduite de leur chef, Kouchout-Khan. Ayant chassé les Khiviens et refoulé vers le sud les Saryks, ils fondèrent le nouveau Merv, après s'être emparés de l'oasis ; cette bourgade devint rapidement un repaire de pillards, un centre stratégique où s'organisaient des razzias contre les tribus du Khorassan.

Les Persans essayèrent de châtier les bandits turkmènes ; ils furent complètement défaits (1860) et les vainqueurs vécurent plus que jamais et impunément de rapines (1878). La Russie, voisine des Turkmènes, depuis l'arrivée, dans la baie de Mouraviev (aujourd'hui Krasnovodsk), du colonel Stolietov (1852), crut devoir intervenir. Deux expéditions furent nécessaires pour réduire les Tekkès (1879 et 1880-1881). Le 21 mars 1881, leur chef, Tigma-Sardar, fit sa soumission au général Skobelev.

Bientôt (1884), Merv, encerclé par les Russes, ne put que se livrer volontairement, et l'annexion de l'oasis de Merv enleva à l'Asie centrale son dernier espoir d'indépendance. L'empire russe, absorbant tous les États du Turkestan proprement dit, s'étendait maintenant jusqu'aux frontières de la Perse et de l'Afghanistan. Le pays des Turkmènes, devenu province transcaspienne, voit sa tranquillité renaître, ses moyens de communication s'améliorer. La construction du chemin de fer transcaspien, relié en 1906 à la voie ferrée Tachkent-Orenbourg, mit l'Asie centrale en relations directes avec Moscou et l'Europe. Mais la révolution de 1917 déclencha des troubles qui aboutirent à la constitution d'un gouvernement démocratique provisoire, désigné sous le nom de « gouvernement d'Askhabad », en attendant que s'organisât un pouvoir soviétique.

### Asie septentrionale.

La partie du continent asiatique qui s'étend de l'Oural au Pacifique était, avant la conquête russe, habitée par des peuplades sans



TYPE D'ANCIEN SULTAN KIRGHIZ.

homogénéité : tribus hyperboréennes ou finno-ougriennes sur les deux versants nord, turkotatares dans la partie méridionale et centrale de l'Oural. Les Zyrianes ou Komi, les Samoyèdes, les Votiaks, les Permiaks, les Vogoules, les Ostiaks, les Bachkirs, les Tatares de Sibérie, les Kirghiz-Kazaks étaient parmi les plus importantes. Par delà les fleuves Obi et Yénisseï vivaient les Tougouses, les Yakoutes, les Koriaks, les Youkaghirs, les Tchouktches, les Ésquimaux, les Kamtchadales et autres tribus généralement errantes : Orotches, Manègres, Goldes. Plus au sud, dans les parages du Baïkal et de l'Altaï, entre la Russie asiatique et la Chine, étaient les Bouriates, puis les Mongols-Khalkhas et Kalmouks, les Ouriankhais, les Hakasses, les Dzoungares, en constant état de guerre et toujours en marche vers l'Occident. Pasteurs ou chasseurs, presque tous nomades, ils étaient ennemis jurés des peuples sédentaires, hardis, orgueilleux, jaloux les uns des autres et difficiles à contenir. Le pays turk de l'Ili et de Kachgar avait une population sédentaire. Le Tibet, profondément divisé, refaisait son unité grâce au lamaïsme, en même temps qu'il étendait son influence religieuse sur les peuples voisins.

Entre l'empire russe et l'empire chinois s'interposait ainsi une ceinture de peuples appartenant à la race mongole.

Le mouvement d'émigration kalmouke vers l'Occident, commencé au début du XVII<sup>e</sup> siècle, se poursuivit pendant plus de cent ans. Dans leur marche désordonnée, les Kalmouks se rencontrent d'abord avec les Khalkhas ; rejetés vers le Sud, ils cherchent une issue vers les steppes kirghizes et se frayent un chemin parmi les nomades Kirghiz-Kazaks. Ils traversent les immenses steppes des Kazaks, subjuguent les Tatares de la région du bas Yaïk, et, après s'être heurtés aux Nogaïs d'Astrakhan, vont se fixer dans les steppes du nord de la Caspienne et dans le voisinage de la basse Volga. Un de leurs khans, Ayouka, devenu l'allié des Russes, partage le sort de la politique moscovite au début du XVIII<sup>e</sup> siècle. Il donne à son peuple une organisation solide, assure sa prospérité matérielle et lui acquiert une sérieuse influence politique.

Unis aux Dzoungares, les Kalmouks fondent un État qui s'étend de Tachkent à Tourfan, du nord du Caucase à l'Irtych, et, au sud, jusqu'au Tibet, mais qui se désagrège à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle ; une série de guerres permet aux Chinois de mettre un terme à leur puissance.

**L'EXPANSION RUSSE EN ASIE.** — L'expansion des Russes en Asie commença aussitôt après la prise de Kazan, en 1552. Ce mouvement s'effectua dans trois directions : à l'est, vers la Chine par la Sibérie ; au sud-est, vers l'Inde par le Turkestan ; au sud, vers la Perse par le Caucase.

Deux conceptions essentielles présidèrent à ce mouvement : l'accroissement incessant de la population et la nécessité pour la Russie de se créer des débouchés vers une mer libre de glaces. Il se heurta aux prétentions britanniques et, en Chine, en Mandchourie, à l'hostilité japonaise.



PONT DU CHEMIN DE FER TRANSIBÉRIEN SUR L'IRTYCH, A OMSK





MOSQUÉE TATARE A ORENBourg.



FÊTE DES COSAQUES A ORENBourg EN 1906.

La marche des Russes vers la Chine et l'Extrême Orient avait débuté par l'établissement de relations régulières avec les peuples de Sibérie. Dès 1555, le prince Edigher était devenu tributaire de Moscou ; mais son successeur, Koutchoum, refusa de reconnaître l'autorité du tsar, allant jusqu'à menacer les Stroganov établis dans la région de l'Oural ; l'ataman d'un groupe de Cosaques du Don, Yermak, entré au service des Stroganov, marcha sur Isker, la capitale sibérienne, dont il s'empara (1581), soumit la plus grande partie du pays et en fit don au tsar. Il périt dans une bataille sur les bords de l'Irtych, en 1584. Koutchoum essaya bien de s'opposer à l'avance russe ; mais, battu sur les bords de l'Obi (1597), il s'enfuit chez les Nogai. Dès lors, des postes furent créés, des villes fondées, notamment Tobolsk (1586), Tomsk (1604), Yakoutsk (1632), Irkoutsk (1652).

Les premiers jalons posés, il s'agissait de gagner du terrain vers l'Est. En 1647, Ivan Pokhabov franchit le lac Baïkal, se dirigea vers la Sélinga, où campaient les Khalkhas, et céda le pas à Dejnev qui, en 1649, après des difficultés sans nombre, parvint au pays d'Anadyr. Allant toujours de l'avant, Dejnev et ses Cosaques s'abouchèrent avec les Koriaks, les Tchouktches, les Youkaghirs, qui leur apprirent l'existence du Kamtchatka ; le cinquantenaire Atlasov, suivi d'une centaine de Youkaghirs ou de Cosaques, fut le premier à mettre le pied dans la presqu'île. La Russie avait atteint le Pacifique, mais il lui fallut plus de deux cents ans pour s'établir définitivement en Extrême Orient. C'est le traité d'Aïgoun, conclu avec la Chine, en 1857, qui lui donna la région de l'Amour et ouvrit l'ère de la colonisation, au sens propre du mot.

Jusqu'à cette époque, la colonisation libre de la Sibérie, malgré les encouragements du gouvernement russe, n'avait donné que de faibles résultats. C'est à peine si l'on comptait 2 000 000 de colons, libres ou déportés. A côté des paysans et des Cosaques, volontairement installés sur ces nouvelles terres, il y avait de nombreux serfs et des jeunes gens fuyant la conscription.

D'autre part, la colonisation pénale introduite dans la législation russe par le tsar Alexis Mikhaïlovitch (1648) avait désigné cette terre lointaine comme lieu d'exil pour les condamnés de droit commun, comme lieu d'internement pour les prisonniers de guerre suédois ou polonais.

Le nom de la Sibérie devint synonyme de bagne et cette forme impopulaire de colonisation fut supprimée par Nicolas II en 1899.

La grande poussée russe en Asie, commencée après l'abolition du servage (1861) et favorisée par la loi du 13 août 1896, allait prendre un grand développement avec la construction du Transsibérien, qui s'effectua par tronçons : ce fut d'abord la ligne de l'Oussouri, de Vladivostok à Khabarovsk, en 1891 ; ce fut l'année d'après celle de la Sibérie occidentale, puis en 1897 le transmandchourien, de Kaïdoloïvo à Nikolskoïe ; en 1902, la boucle du Baïkal ; enfin celle de Tchita à Khabarovsk et Vladivostok en territoire russe.

La construction de cette route continentale de près de 7 000 kilomètres présente pour la Russie un intérêt considérable : intérêt stratégique (on l'a vu pendant la guerre russo-japonaise) ; intérêt économique : elle traverse une région riche en gisements de fer, de houille, de cuivre, d'or, accessible à la colonisation de la lisière de la forêt et de la steppe. Parallèlement, de nombreuses écoles secondaires et

supérieures furent créées dans les principaux centres sibériens : l'Université de Tomsk en 1892, l'Institut de technologie (également à Tomsk) en 1900, l'Institut des langues orientales de Vladivostok en 1899, les Écoles militaires d'Omsk et de Khabarovsk.

La guerre russo-japonaise retarda pour quelque temps le mouvement colonisateur. Interrompue de nouveau par la Grande Guerre, l'expansion russe en Sibérie tendit à reprendre son cours après la révolution de 1917. La constitution de deux républiques, alliées de l'Union soviétique : la Mongolie extérieure et la république de Tannou-Touva, est une première étape sur la route qui conduit à Pékin.

Le premier acte de la pénétration russe au Turkestan remonte comme il a été dit à la prise de Kazan en 1552. Après la destruction du royaume des Tatares, les Bachkirs, leurs voisins, puis les Kirghiz-Kazaks, qui leur barraient la route, furent à leur tour subjugués par les Russes. Le but convoité, c'était l'Inde, dont, à Moscou, on envisageait l'invasion depuis le tsar Alexis Mikhaïlovitch. Il fallait d'abord s'implanter dans l'Asie centrale : de là, ces multiples expéditions qui se terminèrent par l'occupation des khanats du Turkestan. Ce fut d'abord l'émir de Boukhara que le traité de 1868 plaça sous le protectorat de la Russie ; ce fut ensuite le khan de Khiva qui, après la campagne de 1873, dut reconnaître la suzeraineté de la Russie ; ce fut enfin le khanat de Kokand qui, après le succès des armées russes, vit ses États annexés à l'Empire des tsars sous son ancien nom de Ferghana (1876). Dans le même temps la Russie revendiqua les dépendances du khanat de Kokand, notamment le Pamir, dont le plateau fut occupé en 1892, après une série d'opérations contre les Afghans et les Chinois, poussés par l'Angleterre.

Il ne restait plus qu'à soumettre le pays des Turkmènes, entre l'Amou-Daria et la Perse. L'annexion de l'oasis de Merv en 1884, celle de la région de Kouchk en 1885, amenèrent les Russes aux frontières de la Perse et de l'Afghanistan.

Pour éviter un conflit armé, relativement au tracé des frontières, la Russie et l'Angleterre — celle-ci se voyait déjà menacée dans ses possessions de l'Inde — entamèrent des négociations ; les conventions de 1885-1895 et de 1907 arrêtaient l'expansion russe vers le Sud.

Au cours des années qui précédèrent le conflit de 1914, des émi-



TENTE-ÉCOLE DANS LES STEPPES.



grants, venus pour la plupart de l'Ukraine, s'installèrent dans les steppes kirghizes et dans les différentes régions du Turkestan, quelques centres de colonisation furent même créés, au début de 1913, dans la province persane d'Astrabad. La révolution de 1905 n'avait trouvé d'autre remède à la crise agraire que l'intensification du mouvement colonisateur, et la politique du peuplement des steppes kirghizes, en particulier, n'était en réalité qu'une mesure de police entre les mains du gouvernement pour la défense des grands propriétaires, dont les domaines dépassaient parfois en superficie l'étendue de plusieurs départements français. Le chemin de fer fut, au Turkestan, un élément de domination en même temps que de colonisation. Une ligne commencée en 1880, lors de l'expédition contre les Turkmènes et qui devait avoir son terminus à Askhabad, fut prolongée jusqu'à Merv, puis jusqu'à Samarkande, Kokand, Andijan et Tachkent. De cette voie magistrale de plus de 1800 kilomètres se détachèrent bientôt deux embranchements de caractère politique et stratégique : au sud de Merv, la ligne de Kouchk; au sud de Boukhara, la ligne de Termez. Reliées au réseau russe par la ligne plus récente d'Orenbourg à Tachkent (d'environ 2000 kilomètres), les lignes d'Asie centrale furent d'admirables instruments pour la mise en valeur du Turkestan. Tachkent, centre administratif et politique devint en même temps un centre intellectuel, tandis que Kokand était le centre de la vie économique. Mais cet essor remarquable fut arrêté par la révolution de 1917. Coupé de la Russie d'Europe, ravagé par la guerre civile, ruiné ensuite par les « basmatchis » (rebelles), le Turkestan entra dans une période de déclin.

Du côté du Caucase, les Russes ne se bornèrent pas à occuper les régions situées au nord de la grande chaîne. Ils s'emparèrent des fertiles et riches contrées transcaucasiennes, et l'annexion de la Géorgie, en 1801, leur facilita la conquête des principautés restées libres, ainsi que des khanats musulmans voisins. La politique d'expansion de Catherine II, ses guerres toujours heureuses avec la Turquie et la Perse consolidèrent l'influence russe dans ces régions, sans toutefois leur assurer une tranquillité effective. Les incessants soulèvements des peuples du Caucase, la grande révolte des montagnards du Daghestan et des Tcherkesses, entraînèrent des complications longues et coûteuses. Paul I<sup>er</sup>, Alexandre I<sup>er</sup>, Nicolas I<sup>er</sup> ne purent, même par la guerre ou la répression, pacifier le pays. C'est seulement après la soumission du rebelle Chamyl (1859) et l'émigration des Tcherkesses et des Abkhases (1864) que fut achevée la conquête de la Caucase, dont les débuts remontaient à Pierre le Grand. Elle fut complétée par l'annexion des provinces de Kars et de Batoum, en exécution du traité de Berlin (1878).

La révolution de 1917 eut pour effet de détacher de la Russie tous les pays du Caucase. Il se constitua une série de républiques qui vécurent d'une existence précaire jusqu'au jour où les Bolcheviks s'y installèrent. Les gouvernements nationaux des républiques du nord du



VUE GÉNÉRALE DE SAMARKANDE.

Caucase et de Transcaucasie se retirèrent à Paris. Seule, la république démocratique de Géorgie se maintint encore quelque temps; puis, elle forma avec les républiques d'Azerbeïdjan et d'Arménie une fédération transcaucasienne, faisant partie de l'union soviétique. Toutefois la province de Kars et une partie de celle de Batoum furent rattachées à la Turquie.

**LES TERRITOIRES ASIATIQUES DE L'UNION SOVIÉTIQUE.** — Jusqu'à la révolution d'octobre 1917, les territoires asiatiques de l'empire de Russie étaient directement rattachés aux administrations centrales, au même titre que les autres parties de l'empire. Seuls, l'émir de Boukhara et le khan de Khiva jouissaient d'une semi-indépendance. Après la révolution bolcheviste, on eut successivement une république des Kirghizes, devenue plus tard le Kazakhstan, et une république soviétique du Turkestan. En juin 1919, les révolutionnaires khiviens, aidés des communistes, proclamèrent Khiva république sous l'ancien nom de Khorezmie. Le 2 septembre 1920, les troupes soviétiques, unies aux révolutionnaires boukhares, s'emparèrent de Boukhara, qui constitua la république du peuple de Boukharie. Peu à peu, les anciennes organisations russes et locales disparurent pour faire place au régime soviétique : soviets de village chez les sédentaires, soviets d'aoul ou de campement chez les nomades.

Vers la fin de 1924, les républiques de l'Asie centrale se reconstituèrent sous un aspect non plus strictement politique, mais ethnique. Les États boukhare et khivien perdirent leur physionomie propre et leur territoire se trouva partagé entre les unités soviétiques voisines : au même titre que l'Ukraine, la Russie-Blanche et la Transcaucasie, les républiques de Turkménistan et d'Ouzbékistan devinrent membres de l'Union soviétique avec des droits égaux à ceux de la Fédération de Russie; de la dernière dépend la région autonome du Tadjikistan. En ce qui concerne la région des Kara-Kirghizes, devenue république autonome du Kirghizistan, elle fait partie de la Grande Fédération de Russie. Il en est de même de la république du Kazakhstan, à laquelle se rattache la région autonome des Karakalpaks. Dans ces nouveaux États de l'Asie centrale, les éléments antibolcheviks allogènes, les « basmatchis », sont aux prises avec l'armée rouge, paralysant la vie économique du pays.

En Sibérie, au temps où rouges et blancs étaient aux prises, le Japon occupa une partie du territoire russe (avril 1918) pour faciliter l'évacuation des armées tchéco-slovaques; il l'évacua ensuite, mais il maintint ses troupes dans la Sibérie orientale et à Sakhaline. Après la prise de Tchita par l'armée rouge, les troupes blanches du baron Ungern passèrent en Mongolie; le 29 octobre 1920, les représentants de la population des territoires d'Extrême Orient, réunis à Tchita, proclamèrent l'indépendance de la république autonome d'Extrême Orient, qui prenait ses inspirations à Moscou.

Le 25 octobre 1922, l'armée rouge occupa Vladivostok que les Japonais et les gardes blancs venaient d'évacuer et cette victoire consolida le pouvoir soviétique en Extrême Orient par l'annexion de la province maritime. Le 14 novembre 1922, l'Assemblée nationale de la république d'Extrême Orient demanda sa propre dissolution et son rattachement à la Russie soviétique, dont le pouvoir, après la prise d'Okhotsk et l'occupation du Kamtchatka, s'étendit sur tout le nord du continent asiatique. En 1925, la dernière terre russe, le nord de l'île Sakhaline, fut rendue à l'Union soviétique par le Japon.

De nouvelles transformations territoriales ayant été jugées nécessaires par le gouvernement de Moscou, il se forma, entre l'Oural et le Pacifique, trois territoires, à population en majorité russe, qui furent



AVANT LA RÉVOLUTION DE 1917. — Administrateurs des steppes d'Aktioubinsk (Kazakhstan).





AVANT LA RÉVOLUTION DE 1917. — Réception du prince héritier de Russie (plus tard Nicolas II) chez les notables bouriates.

directement rattachés à la Fédération de Russie : territoires de l'Oural, de Sibérie et d'Extrême Orient, ce dernier séparé des deux précédents par les républiques des Yakoutes et des Bouriato-Mongols, créées l'une et l'autre en 1922. Au sud du territoire sibérien, dans les montagnes de l'Altaï, fut constituée en 1922 la région autonome des Oïrates. En dehors de ces frontières, mais sous l'influence immédiate de l'Union soviétique, on eut deux républiques, alliées de Moscou et en voie de soviétisation : Mongolie extérieure et Tannou-Touva (1).

**LES EFFETS DE LA RÉVOLUTION RUSSE EN MONGOLIE.** — Les événements de Russie devaient avoir leur répercussion sur les régions limitrophes, notamment sur la Mongolie. Ce pays, partie intégrante de la Chine, aspirait depuis longtemps à son indépendance. Habilement travaillée par des propagandistes bouriates venus du Baïkal et soudoyés par Moscou, la Mongolie ne tarda pas à manifester des tendances séparatistes et la situation se précisa lorsque les troupes blanches du baron Ungern furent contraintes, après l'occupation de Tchita par l'armée rouge (octobre 1920), de passer en Mongolie. Ungern s'annonça comme ami du peuple mongol qu'il entendait affranchir de la tutelle chinoise. Mais les violences de ses bandes firent regretter, par comparaison, la domination chinoise. Le khoutoukhta (grand chef religieux) notifia au gouvernement de Pékin que les Mongols étaient tout disposés à se libérer de la tutelle étrangère et à renouer des relations avec la république sœur. Ungern, pressentant le danger, se porta vers la frontière mongolo-sibérienne, espérant ainsi menacer Tchita; vaincu, il se retira, avec les débris de son armée, dans les profondeurs de la Mongolie, poursuivi par l'armée rouge du gouvernement d'Extrême Orient. Livré aux soviets, il fut passé par les armes à Novonikolaïevsk (18 septembre 1921). Retenue en Mongolie sur la demande même des révolutionnaires mongols, l'armée rouge s'installa à Ourga, la capitale, et grâce à son appui le parti populiste mongol organisa un pouvoir dictatorial. A la mort du khoutoukhta (1924), il redoubla d'efforts pour détruire le système féodal, encore en vigueur dans le pays. De son côté, le gouvernement de Moscou, rivalisant avec la Chine, envoya des spécialistes pour organiser des coopératives, des banques, des tribunaux. Le 8 juillet 1924, jour anniversaire de la révolution mongole, le chef du gouvernement proclama la république. Intimement liée à la Fédération des soviets, dont elle est une satellite, la Mongolie jouit cependant d'une certaine autonomie intérieure, jalousement défendue contre toute ingérence chinoise. Elle a un représentant diplomatique à Moscou.

#### L'AFGHANISTAN. — LA RIVALITÉ ANGLO-RUSSE. — Profitant des troubles qui avaient

(1) La Mongolie extérieure ayant été détachée de la Chine, la région de l'Ouriankhai oriental subit tout particulièrement l'influence soviétique. Les populations soyotes, dont les terres s'étendent jusqu'aux monts Tannou-Ola, travaillées par les agents soviétiques, constituèrent au sein de la Mongolie une république qui prit le nom de Tannou-Touva et qui évolue dans le sillon de Moscou.

éclaté en Perse après l'assassinat de Nadir-Chah (1747), le chef de la tribu des Abdalis, Ahmed-Khan, se porta sur Kandahar, s'y fit proclamer roi et obtint toute la partie orientale des États de Nadir jusqu'à l'Indus; Kandahar devint la capitale de son royaume, sous le nom Ahmed chahi, et il prit le titre de Dourri-Dourran; la tribu des Abdalis, d'où il était originaire, fut connue depuis sous le nom de Dourranis. Très aimé de ses sujets, qu'il traitait avec douceur, il se procura des ressources moins par l'impôt que par la guerre. Il s'empara d'une grande partie du Pendjab, soumit les provinces de Cachemire et de Multan, occupa plusieurs fois Delhi et remporta une éclatante victoire à Parripat (1761). Il guerroya longtemps contre les Sikhs, mit sans succès le siège devant Kélat et dut se contenter d'une soumission purement nominale.

Il eut pour successeur (1773-1793) son fils Timour-Chah, qui avait rempli les hautes fonctions de « nizam » à Lahore et à Multan et à qui son frère Souleïman disputa la possession de Kandahar. Il vint rapidement à bout de cette rébellion, mais il jugea prudent de transférer sa capitale à Kaboul. Il eut à réprimer plusieurs révoltes de ses feudataires de l'Inde et du Turkestan, tandis que grandissait à l'intérieur l'influence du clan des Barakzaï.

Son fils Zaman-Chah, par ses folies et ses crimes, ruina peu à peu le crédit des Dourranis. Il eut à compter avec l'hostilité de ses frères Mahmoud et Choudja (le premier se révolta à Hérat), à châtier les Sikhs insurgés, à faire rentrer dans le devoir le chef des Barakzaï, Sarfaraz-Khan. Ayant envahi l'Inde à plusieurs reprises, il se trouva en conflit avec les Anglais, qui progressaient vers le Nord. Son héritier, Fathi-Khan, se réfugia dans le Khorassan, auprès de Mahmoud, qu'il engagea à se rapprocher des Dourranis; car Zaman-Chah n'était point populaire, sa mère étant une Youssoufzaï, tandis que Mahmoud était fils d'une Dourrani. Mahmoud se rendit maître de Kandahar, marcha sur Kaboul, fit crever les yeux de son rival fugitif et s'empara du trône (1801) dans le temps même où son frère Choudja se faisait proclamer à Peshaver. Choudja s'empara de Kaboul, remit en liberté Zaman « l'aveugle » et jeta Mahmoud en prison. Mais Kamran, fils de Mahmoud, aidé de Fathi-Khan, occupa Kandahar. Après une période de guerres et d'intrigues entre prétendants, Dost-Mohammed, frère de Fathi-Khan, battit Mahmoud près de Kaboul (1818) et l'obligea à gagner Hérat.

Les Sikhs s'étaient emparés du Multan en 1818, de Kachmir en 1819; Balkh, au nord, puis le Peshaver (1834) furent aussi perdus pour l'Afghanistan, et Dost-Mohammed (1826-1863) se trouva dépossédé de ses possessions extérieures. Néanmoins, il restait encore puissant: ses sentiments d'équité lui valurent la sympathie de ses sujets et, à l'intérieur, son règne eut été tranquille sans les agissements de son frère et rival Kohandil. Il choisit Kaboul pour résidence, tandis que Kohandil occupait Kandahar.

La situation se compliqua du fait de la rivalité anglo-russe.

Pour la sécurité de son empire des Indes, l'Angleterre chercha, dès le commencement du XIX<sup>e</sup> siècle, à faire de l'Afghanistan un État capable de s'opposer éventuellement à l'invasion d'une armée russe.

Les premières relations officielles entre les deux pays remontent à la mission Elphinstone, venue à Kaboul en 1808; l'année précédente, Napoléon avait envoyé à Téhéran le général Gardanne pour préparer



HABIBULLAH-KHAN (1901-1919).



AMANOULLAH-KHAN, monté sur le trône en 1919.





FORTIFICATIONS AUX ENVIRONS DE KABOUL.



TOMBEAU D'ABDRAHMAN-KHAN A KABOUL.

une expédition dans l'Inde. Les Anglais étaient sur leurs gardes, mais ni la mission Elphinstone, ni celle du capitaine Burnes ne réussirent à négocier une alliance avec Dost-Mohammed, alors que le capitaine russe Vitkovitch était chaleureusement accueilli.

Alarmé des progrès des rivaux, poussés d'ailleurs par Burnes, le gouverneur de l'Inde, sir Auckland, entreprit de détrôner le vieux Dost-Mohammed et de le remplacer par le prince Choudja (1839). Celui-ci s'obligea, par le traité de Lahore, à abandonner ses prétentions sur les deux rives de l'Indus, que Renjüt-Sing avait enlevées aux Afghans quelque cinq ans plus tôt. Dost-Mohammed se réfugia en Boukharie. Une armée anglaise était entrée en Afghanistan. Lorsqu'elle quitta Kaboul (1841), elle fut anéantie dans le défilé de Khoukd-Kaboul; mais Akhbar-Khan, fils de Dost-Mohammed, qui commandait les troupes afghanes, ne put empêcher les Anglais de réoccuper Kaboul en 1842.

Cette même année, Chah-Choudja fut assassiné. Son fils, Fath-Djang, proclamé roi par les Popalzais, mais rejeté par les Barakzaïs, suivit les Anglais aux Indes, accompagné de Zaman l'« aveugle ».

Dost-Mohammed avait été envoyé à Calcutta, après s'être rendu. Rétabli par les Anglais, il entretenait désormais avec eux de bonnes relations et se tint à l'écart de la révolte de l'Inde en 1857. De 1850 à 1855, il réoccupa Balkh, Khoulm, Koundouz, Badakhchan, et il venait de chasser les Persans de Hérat (1863) lorsqu'il mourut.

Chir-Ali-Khan, son cinquième fils (1868-1879), se trouva aussitôt engagé dans un conflit avec ses frères aînés, Mohammed-Azim-Khan et Mohammed-Afzal-Khan, qui s'emparèrent de Kaboul (1866), puis de Kandahar, et régnèrent l'un après l'autre pendant deux ans. Mais son fils Yakoub-Khan étant parvenu à reprendre les deux villes, Chir-Ali fut reconnu souverain de tout le pays par les Anglais.

Il accepta l'arbitrage de l'Angleterre dans un différend avec la Perse au sujet du Séistan (1873). Mécontent de la sentence intervenue, il se tourna dès lors vers le tsar. Favorisée par les rivalités des princes afghans et par la situation anarchique du pays, la lutte d'influence anglo-russe devint particulièrement aiguë lors de la venue à Kaboul du général Stoliétov, chargé d'exprimer à l'émir Chir-Ali la gratitude du gouvernement russe pour n'avoir pas voulu prendre part à la guerre d'Orient (1878). Son refus de recevoir une ambassade britannique motiva l'occupation de Kaboul par l'armée britannique; il se réfugia à Mazar-i-Chérif, où il mourut (1879). Yakoub-Khan, remis en liberté et proclamé émir, signa, après quelques hésitations, un traité avec les Anglais. Par la paix de Gandamak, il leur céda certaines régions frontières, notamment près de Bolan, et consentit à recevoir une mission britannique à Kaboul. Mais les membres de la mission, y compris son chef, le major Cavagnari, furent massacrés, et ce fut une nouvelle guerre: le général Roberts occupa Kaboul, où il fut assiégé à son tour par des tribus afghanes. Après la répression des troubles, pendant que Yakoub-Khan était exilé aux Indes, le trône d'Afghanistan était offert à Abdrrahman-Khan, petit-fils de l'émir Dost-Mohammed. Proclamé souverain, Abdrrahman eut à combattre Ayoub-Khan, fils de Chir-Ali, qui, rassemblant une armée à Hérat, dispersa quelques forces anglo-indiennes et vint assiéger Kandahar. Le général Roberts accourut à marches forcées de Kaboul à Kandahar, obligea Ayoub-Khan à lever le siège et remit le pouvoir à Abdrrahman-Khan, qui promit de n'avoir de relations extérieures que par l'intermédiaire du vice-roi des Indes. Son fils Habiboullah (1901-1919) s'efforça d'entretenir de bonnes relations avec ses voisins, Russes et Anglais. Il fit même, en 1907, une visite amicale au vice-roi des Indes, qui lui reconnut le droit de porter le titre de roi. La rivalité

anglo-russe, jusqu'alors très active, fit place à un désir mutuel d'entente. Par la convention du 30 août 1907, l'Angleterre s'interdit toute immixtion dans les affaires intérieures de l'Afghanistan; en retour, la Russie fit des concessions dans d'autres régions, notamment en Perse.

Pendant la Grande Guerre, Habiboullah garda envers l'Angleterre une neutralité bienveillante. Le 20 février 1919, s'étant rendu à Djelalabad, il y fut tué dans des circonstances mystérieuses.

Son frère, Nasroullah-Khan, alors dans cette ville, tenta de se faire proclamer souverain d'Afghanistan; mais la grande Assemblée de Kaboul, convoquée par Amanoullah-Khan, troisième fils de l'émir défunt, refusa de le reconnaître; elle donna sa préférence à Amanoullah-Khan, plus populaire.

Actif, énergique, épris d'indépendance, Amanoullah, en notifiant son avènement au vice-roi des Indes, exprima le désir de voir son royaume libre à l'extérieur comme à l'intérieur. Les Anglais s'étant refusés à tout pourparler, les troupes afghanes, sous le commandement de Nadir-Khan, attaquèrent les postes anglais du col de Tal (7 mai 1919) et pénétrèrent dans l'Inde. Par le traité du 8 août 1919, le gouvernement britannique reconnut l'indépendance complète de l'Afghanistan. Le gouvernement des soviets s'empressa de faire de même et proposa à l'émir d'entrer en relations diplomatiques et commerciales avec Moscou.

A peine libéré de la tutelle anglaise, le jeune souverain d'Afghanistan résolut de prendre contact avec le monde



DANSE NATIONALE exécutée par les soldats afghans dans le jardin public de Paghman, près de Kaboul, le jour de la fête de l'Indépendance.





ÉLÉPHANTS DE COURSE à la fête de l'Indépendance afghane.

extérieur. Il envoya une ambassade en Europe, sous la présidence du général Mohammed-Vali-Khan. Celui-ci se rendit d'abord à Moscou et conclut avec le gouvernement russe l'accord du 28 février 1921, bientôt suivi d'autres accords, notamment avec la Turquie et l'Angleterre, et prépara l'ouverture de légations à Paris, Rome, Berlin, Londres, Moscou. Dans le même temps, l'émir Amanoullah-Khan envoya en Europe, plus particulièrement en France, les fils des meilleures familles d'Afghanistan, pour y apprendre le droit, l'agriculture, la médecine, la science de l'ingénieur; il n'hésita pas à se séparer de son fils aîné, Hidayatoullah-Khan, âgé de dix ans, pour que le jeune prince fît ses études à Paris. A l'intérieur, à Kaboul même, furent fondés des établissements européens d'enseignement. La France paraît appelée à jouer dans ce pays, en voie de rénovation, un rôle de premier ordre.

#### IV. L'INDE

**ACHEVEMENT DE LA CONQUÊTE ANGLAISE.** — La politique de l'Inde, au XVIII<sup>e</sup> siècle, échappe peu à peu à la direction des indigènes; elle ne sera plus, au XIX<sup>e</sup> siècle, qu'une politique britannique. L'unification du pays, jamais achevée par les plus grands empires nationaux, même sous les conquérants étrangers d'origine asiatique, ne devait se réaliser que sous un sceptre d'Occident.

On connaît l'histoire des compétitions européennes où s'engagèrent, pour la possession de l'Inde, le Portugal, la Hollande, l'Angleterre, la France, et les efforts victorieux de Clive et de Hastings pour y fonder définitivement la domination britannique. Le « double gouvernement » de la Couronne et de la Compagnie, établi par l'acte de 1784, devait rester en vigueur jusqu'en 1858.

Les quinze dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle et l'époque napoléonienne parachèvent la conquête anglaise.

Après la terne politique de sir John Macpherson, lord Cornwallis institue un régime de droiture et de fermeté. A l'intérieur, réformes financière et judiciaire. A l'extérieur, une lutte pénible contre Tippou, avec l'alliance du Nizam et des Mahrattes; comme résultat, obtention du Malabar et de Courg, extension des présidences de Madras et de Bombay. Pendant le gouvernement de sir John Shore (1793-1798), les ports de Ceylan sont enlevés aux Hollandais par les troupes de Madras; mais Tippou et les Mahrattes consolident leur puissance; une fois de plus des forces françaises appuient les ennemis de l'Angleterre, et Bonaparte rêve d'imiter Alexandre.

Le marquis de Wellesley (1798-1806) désarme le Nizam, dont les troupes étaient instruites par des Français; puis, à l'occasion d'un projet d'alliance de Tippou avec la France, fait une campagne foudroyante contre Seringapatam, sur les remparts de laquelle est tué, en pleine action, le sultan (1799). Le Mysore, désormais coupé de la mer, tombe inopinément sous le protectorat britannique. L'État d'Oude à son tour est encerclé, après annexion du Gorakpou, du Rohilkhand et du Doab, entre Gange et Jumna. Seule la puissance mahratte restait dressée contre la domination anglaise. Wellesley, profitant d'une crise

qui secoue le royaume indigène, fait du péchwa Bâji-Râo son protégé (traité de Bassein); puis le général Arthur Wellesley — le futur duc de Wellington — le rétablit dans sa capitale, Pouna. Mais la « seconde guerre mahratte », dans ses campagnes contre les potentats Sindia et Holkar, aboutit à de graves échecs et au rappel du gouverneur.

La conquête anglaise marque ici un temps d'arrêt. La Compagnie, trouvant l'énorme extension territoriale plus dispendieuse qu'immédiatement productrice, juge avec sévérité les entreprises d'ambition. Avec le retour de lord Cornwallis (1805), qui meurt peu après, et sous le commandement de lord Minto (1807-1813), le mot d'ordre est la non-intervention dans les affaires indigènes. Mais des missions sont envoyées en Perse et à Kaboul (1808); pour faire échec à Napoléon, les Mascareignes sont arrachées à la France (1809-1810) et une expédition enlève Java aux Hollandais (1811). La reprise d'une politique conquérante s'effectue avec le marquis d'Hastings (1814-1823). Le Sikkim est perdu par le Népal, qui se voit imposer un résident britannique (1814). Les Pindâris, brigands solidaires des Mahrattes, qui maintenaient dans l'anarchie le Râjputâna et l'Inde centrale, sont, comme les hordes des Pathâns, exterminés en une dure campagne (1817-1818), qui s'achève par la destitution du péchwa (1819). Une expédition en Birmanie permet à lord Amherst (1823-1828) d'annexer l'Assam, Arakan et Tenasserim; la domination britannique se trouve désormais assise dans l'Inde entière.

**LA POLITIQUE INDIGÈNE DE L'ANGLETERRE DE 1818 A 1914.** — En 1818, l'ère des hostilités n'est pas close, mais la paix est suffisamment assurée pour que commence une nouvelle entreprise, la conquête spirituelle, ou tout au moins l'adaptation du régime anglais aux mœurs indigènes. La pacification, l'unification relative de l'immense pays sont déjà deux faits nouveaux. Tout essai de grouper l'ensemble de l'Inde sous une même autorité s'était trouvé éphémère et la dernière de ces tentatives, l'empire mogol, avait après Aurangzeb sombré dans le morcellement et l'anarchie. La mise en tutelle de l'empereur par son maire du palais, le péchwa mahratte, avait marqué la fin de l'hégémonie musulmane sous un sursaut d'énergie hindoue; mais cette énergie s'exténua, faute d'organisation et d'autorité, en rivalités locales, en expéditions de pillage.

Le marquis d'Hastings, à l'encontre de nombreux agents de l'India House, refuse de fonder la tranquillité indienne sur l'ignorance indigène: il ouvre des écoles; à l'encontre des principes préconisés par lord Cornwallis, il admet des Indiens dans l'administration. Son successeur, lord William Bentinck, généralise cette politique: des natifs à la base, dans tous les départements; des « superintendents » européens, et, au-dessus, des « commissioners » et un « Board » intermédiaire entre l'administration locale et le gouvernement métropolitain. Imbu des principes du « British Parliamentary Reform Act » de 1832, Bentinck, au dire de Macaulay, « infuse dans le despotisme oriental l'esprit de la liberté britannique ». Ce jugement grandiloquent fait allusion à des mesures nouvelles: l'abolition des rites cruels, tels que ceux de la secte des étrangleurs; l'interdiction de brûler les veuves (sati) sur le bûcher de leur époux; l'exclusion de toute considération de naissance ou de religion pour l'admission dans l'administration britannique ou de la Compagnie.

La politique afghane de lord Auckland (1836-1842) aboutit à une guerre désastreuse: 16 000 hommes périrent dans la passe de Khaïbar (1842). Lord Ellenborough (1842-1844) réagit avec vigueur et annexe le Sind, basse vallée de l'Indus. Sous lord Hardinge (1844-1848) et lord Dalhousie (1848-1856), l'intérêt se concentre sur le haut Indus: la confédération des Sikhs, ordre militaire et religieux inspiré de l'Islam, après la mort de Ranjit-Singh, fait irruption en territoire britannique et déclenche une guerre très dure, qui pourtant se termine par l'annexion du Penjab (1849). D'autre part, une « deuxième » guerre éclate en Birmanie et elle s'achève avec l'annexion du Pégou (1852). Par la mise en vigueur du principe que toute principauté laissée sans héritier direct revient à l'État, diverses autres annexions se poursuivent à l'intérieur du pays. De grands travaux publics sont entrepris, tant pour l'irrigation que pour les communications; les premiers chemins de fer s'établissent. — Malgré la sagesse et la fiévreuse vigilance de lord Dalhousie, la première année qui suivit sa retraite vit éclater l'événement le



BÉHADOUR-CHAH II. — D'après une gravure anglaise.



plus imprévu : la mutinerie de 1857, qui faillit faire sombrer la domination britannique. La répartition des troupes d'occupation laissait d'autant plus à désirer, que l'Angleterre venait de s'engager dans des expéditions en Crimée, en Perse, en Chine. Des mécontentements s'étaient manifestés depuis 1844 chez les cipayes, troupes indigènes médiocrement disciplinées ; les multiples annexions d'États avaient irrité les princes ; une crainte générale naissait, que le gouvernement voulût christianiser la population en masse. La rébellion militaire éclate à Meerut et s'empare de Delhi. A Cawnpore, le général Wheeler, obligé de se rendre, est, avec 200 militaires ou civils, massacré sur l'ordre de Nanâ-Sahib, qui se proclame péchwâ (1<sup>er</sup> juillet). A Lucknow, la garnison subit un siège de cinq mois avant d'être débloquée. Le succès remporté par sir Colin sur le rebelle mahratte Tantia-Topi (6 décembre) prépare la reprise de Lucknow (mars 1858). Le 14 septembre 1857, Delhi avait cédé à un assaut victorieux. La pacification de l'Inde centrale fut réalisée par les marches combinées des armées de Bombay et de Madras. Les derniers rebelles cependant ne mirent bas les armes qu'au printemps de 1859. Le loyalisme des Sikhs avait permis d'éviter les pires catastrophes et de rétablir progressivement la situation. En janvier 1858, Béhâdour-Châh II, le dernier des Mogols, est destitué, puis exilé.

Cette année 1858 marque une date décisive. L'Angleterre comprend le caractère suranné du régime perpétué par l'interposition de la Compagnie entre la Couronne et l'Inde. Désormais le gouvernement incombe à la Couronne même : le souverain et le Parlement assument la direction de la politique indienne. Le président du « Board of Control » cède la place à un secrétaire d'État ; ce dernier est assisté d'un Conseil, qui se substitue à la Compagnie. Celle-ci disparaît en 1874, quand elle aura liquidé sa gestion financière. L'indépendance accordée au Conseil en 1858 devait être limitée par l'acte de 1869. Ce corps, qui joue un rôle consultatif et qui a pour but un contrôle, garde des attributions fiscales. Pour les questions politiques essentielles, le secrétaire d'État est responsable non devant le Conseil, mais devant le Parlement. Le gouverneur général porte le titre de vice-roi, qui échoit successivement à lord Canning (1856-1862), lord Elgin (1862-1863), lord Lawrence (1863-1869), lord Mayo (1869-1872), lord Northbrook (1872-1876), lord Lytton (1876-1880), sous la vice-royauté duquel la reine Victoria est proclamée impératrice des Indes (1<sup>er</sup> janvier 1877).

Dans une paix complète, que ne trouble pas l'assassinat de lord Mayo, s'était ouverte une ère de réformes : en 1860, un Code pénal ; en 1861, un Code de procédure criminelle et civile ; en 1872, l'« Evidence Act ». Dans chaque district (aujourd'hui 248), un « collector magistrate » exerce à la fois les fonctions de préfet, de trésorier, de procureur et de juge au criminel. Les provinces s'initient à l'autonomie financière, les douanes intérieures sont supprimées. Une politique de l'irrigation, dont ne s'était jamais assez soucie la Compagnie, entre en réalisation. Un réseau de voies ferrées toujours plus serré unifie matériellement le pays, comme l'usage partout répandu de la langue anglaise tend à l'unifier spirituellement. Dès 1845, un premier câble télégraphique était installé depuis l'Angleterre : nouvelle façon de supprimer les distances.

De 1880 à 1894, les vice-rois sont le marquis de Ripon (1880), lord Dufferin (1884), le marquis de Lansdowne (1888), le comte d'Elgin II (1894), lord Curzon (1899 et 1904), lord Minto II (1905), le baron Hardinge of Penshurst (1910). Deux guerres contre l'Afghanistan (1878-1881), inspirées de la « politique des glaces », étendent l'Empire dans la direction des portes naturelles de l'Inde, les passes du Nord-Ouest ; une nouvelle guerre birmane permet d'incorporer la Haute-Birmanie (1885). Lord Ripon favorise la liberté de la presse et abolit la plupart des droits d'importation.

En résumé, aux abords de 1900, le régime est un absolutisme tempéré par des institutions empruntées à la Constitution anglaise. Le vice-roi, nommé par le ministère britannique, gouverne avec la coopération d'un conseil de cinq membres, nommés par le secrétaire d'État de l'Inde à Londres, tous Anglais ; le commandant en chef de l'armée est membre extraordinaire de ce Conseil. Des six ministères, cinq sont dirigés par les membres du Conseil ; le sixième, celui des Affaires étrangères, par le vice-roi. Les lois sont préparées par un Conseil législatif (« Acts » 55 et 56 de Victoria, 1892), où les Indiens n'ont que cinq voix. L'initiative des lois appartient au seul gouvernement.



VUE DE LA VILLE DE LUCKNOW (Indes anglaises).

L'Inde comprend neuf provinces : Bombay, Madras, le Bengale, les Provinces unies, le Penjab, la Birmanie, les Provinces centrales, l'Assam, le Nord-Ouest (depuis 1901). Les conseils législatifs provinciaux admettent, depuis 1892, un certain nombre d'indigènes, nommés ou élus. Les affaires entre Musulmans sont jugées d'après la loi islamique, celles entre Hindous d'après les commentaires de leurs *Dharmaçâstras*, codifiés par les Anglais (*Vivadarnava Setu* de Warren Hastings, *Vivada Bhangarnava* de sir William Jones). L'administration a trois degrés : 1<sup>o</sup> le « Subordinate civil Service » comporte 100 000 postes subalternes, tous occupés par des indigènes ; 2<sup>o</sup> le « Provincial civil Service », 2 600 postes, presque tous tenus par des natifs ; 3<sup>o</sup> l'« India civil Service », un millier de postes, dont 80 seulement appartiennent à des indigènes. Les examens qui préparent à ces situations supposent en effet trois ans d'études en Angleterre. — La décision de fonder des Universités indiennes remonte à 1854 : les premières sont de 1857 : Calcutta, Bombay, Madras ; puis vinrent Lahore (1878) et Allahabad (1887) ; au total, en 1900, 20 000 étudiants, sur lesquels 15 700 adonnés aux programmes anglais, 530 aux classiques orientaux, 2 735 au droit, 1 151 à la médecine, 813 aux arts et métiers, 47 à l'agriculture. L'enseignement secondaire en anglais et dans les vernaculaires se donne dans des collèges renfermant 500 000 élèves. L'enseignement primaire, fort négligé, est suivi par 4 millions d'enfants, parmi lesquels très peu de filles. 90 pour 100 des hommes, 99 pour 100 des femmes, restent illettrés. — 24 594 milles de chemins de fer, 53 000 milles de lignes télégraphiques, 7 000 milles de grands canaux donnent une extension considérable à la vie économique. L'indigo, l'opium, le jute font l'objet de culture intensive au Bengale ; le thé se développe à Ceylan, dans l'Assam, aux confins himalayens. L'industrie prospère dans le travail du coton (Bombay) et du jute (Calcutta) ; une métallurgie se crée. Un afflux de capitaux anglais permet ce développement, qu'atteste l'accroissement du budget (586 millions de roupies en 1876-1877, 964 en 1897-1898). Le pays demeure cependant, quant à l'importance de sa population (294 361 056 en 1901), extrêmement pauvre ; les famines succèdent aux famines (1861, 1865, 1866, 1876, 1878, 1896, 1897, 1900) et les épidémies aggravent la misère.

**LES CONSÉQUENCES INDIENNES DE LA GUERRE MONDIALE. — PROBLÈMES CONTEMPORAINS.** — Quand l'Inde se trouve, avec sa métropole, entraînée dans la guerre mondiale, elle possède une double armée, des corps britanniques et des corps indigènes. Ces derniers, commandés par 2 400 officiers anglais, n'admettent de natifs qu'aux postes d'officiers subalternes. Les soldats sont tous des volontaires recrutés tant dans l'Inde que dans les contrées limitrophes ; les plus résistants, susceptibles de faire campagne en Europe, sont des Musulmans du Nord-Ouest et les Gurkhas, Hindous népalais de haute caste. Les troupes de l'Inde propre sont utilisées en Asie (Mésopotamie, 1915-1917 ; Palestine et Syrie, fin 1917 et 1918), voire en Afrique orientale : 1 350 000 hommes, en quatre ans, sont mobilisés, les deux tiers comme combattants. Pour obtenir de l'Inde ce grand effort dans un conflit auquel elle ne se trouvait pas directement intéressée, la Métropole lui avait laissé





GANDHI (Mahâtma), né en 1869.

entrevoir une participation plus étendue au gouvernement. L'Acte de 1909 lui accordait une voix dans le conseil exécutif des provinces de Bombay et de Madras, puis des autres régions. L'espoir était né ainsi au cœur des indigènes. Sir Thomas Munro ne pressentait-il pas, dès 1824, un temps où il devait être également souhaitable pour les deux pays que le contrôle britannique se réduisît peu à peu ? Le loyalisme avait réussi à mettre, en raison des événements, une sourdine à l'agitation révolutionnaire, toujours endémique depuis le triomphe d'un État asiatique, le Japon, sur la Russie

européenne — puis renforcée par la propagande germanique. Mais la Révolution russe ravivait les excitations, et le peuple ne pouvait demeurer indifférent aux déclarations des hommes politiques anglosaxons sur le droit des nationalités à l'autonomie, droit par lequel ils justifiaient la lutte à outrance contre la Kultur allemande. En août 1917, Montagu, le nouveau secrétaire d'État, promet des réformes administratives et constitutionnelles ; il en prépare l'élaboration avec le baron Chelmsford, vice-roi depuis 1916.

Ces réformes n'accordent aucune autonomie, mais étendent la participation de l'Inde au gouvernement et à l'administration, en ce qui concerne exclusivement les affaires locales. Certains pouvoirs sont dévolus à des ministres indigènes provinciaux, désignés par le gouvernement parmi les Conseils législatifs et responsables devant lui ; les Conseils se composent en majorité d'Indiens choisis par sélection « sur une base aussi large que le permettent les circonstances ». Le pouvoir exécutif, même provincial, demeure entre les mains du gouverneur, qu'assiste un Conseil constitué d'Indiens et d'Européens, mais le gouvernement a droit de décision. Le Conseil législatif du vice-roi est remplacé par deux Chambres, un Conseil d'Empire, composé principalement de fonctionnaires, et une Assemblée législative d'environ 100 membres, élus pour les deux tiers et nommés pour un tiers. Mais, dans tous débats, c'est le Conseil d'Empire qui décide législativement, en dernier ressort.

Au lieu de satisfaire l'opinion, ces mesures l'irritent. L'accroissement de la participation aux affaires publiques ne concerne que les gouvernements provinciaux, et la décentralisation s'accroît ; ce ne sont pas là des circonstances favorables à l'ambition qu'éprouve la nation de régir ses destinées. Le contrôle financier lui échappe toujours, et les leaders ont beau jeu à faire remarquer que la fiscalité indigène, traditionnellement fixée au sixième du revenu, s'aggrave de la fiscalité britannique, pour la plus complète ruine du pays. Or, quoique le faste ostentatoire des râjas ait persuadé le monde que l'Inde est opulente, elle connaît des détresses sans pareilles ; sa population est perpétuellement sous-alimentée ; on y passe, pour aisé quand on peut s'y permettre un repas normal par jour ; il n'est pas exact de dire que les famines ont pour cause la sécheresse, non l'oppression fiscale. Le peuple, pourtant dressé à la souffrance, s'agrite.

L'après-guerre déçoit plus encore le monde indien. Les ravages, les dévastations de l'Europe y avaient été considérés sans regrets, mais on y avait accueilli avec joie les accusations parfois injustes, toujours passionnées, que chacun des groupes belligérants répandait sur l'autre : l'amour-propre asiatique, traditionnellement rabaissé, s'exaltait à la vue des Européens livrés à une guerre fratricide et disqualifiant eux-mêmes leur idéal !

D'autre part, les commandes de matériel, de munitions, de denrées, avaient donné un ample essor à l'industrie locale et la conclusion de la paix apportait dans un pays où se forment des classes moyennes, où apparaît un prolétariat, de graves perturbations économiques et sociales, en même temps qu'elle redonnait aux maîtres européens leur arrogance. Le mécontentement ne fit que croître, au bénéfice du parti autonomiste, le « *svaraj* ». Des émeutes, des arrestations sommaires irritent Anglais et indigènes. Deux hommes cherchent à diriger les masses : Gandhi, tout imprégné du vieil ascétisme jaina, apôtre de la lutte par la « non-violence » ; C. R. Das, un habile manœuvrier, plus opportuniste. L'un et l'autre excellent dans l'obstruction, ou, si l'on préfère, dans une apparente coopération qui, tout en semblant accepter les réformes, en fait saillir l'inopérance. Politique plus dangereuse pour les Anglais que la violence. Le voyage du prince de Galles en 1921 provoqua une explosion de colère : manifestations, boycottage, etc. ; Gandhi sème l'indignation en révélant les persécutions dont sont victimes les Hindous d'Afrique orientale ; il est incarcéré. Le passage au pouvoir d'un gouvernement travailliste à Londres

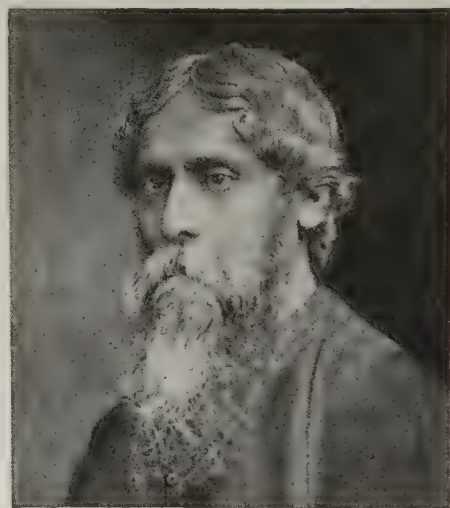
(1924) excite les espérances du nationalisme indien, qui réclame une révision de la Constitution. Mais la commission présidée par sir Alexander Muddiman ne propose que des modifications secondaires.

La vice-royauté de lord Reading marque ainsi une période ingrate. Quand lord Lytton (1925) le remplace à titre intérimaire, il bénéficie d'un apparent apaisement, mais les esprits ne sont que plus irréductibles dans leur hostilité à la domination britannique. À l'attitude révolutionnaire s'est substituée l'attitude réformatrice, à cause certes de la prudence anglaise, mais aussi des divisions intérieures au *svaraj*, partagé entre ces deux formules : résistance active ou passive, et affaibli par la mort de Das. Néanmoins, les revendications se précisent ; le parti ne veut coopérer avec les Anglais qu'à deux conditions : 1° que les assemblées provinciales instituées en 1919 soient investies sans réserve de tous les pouvoirs locaux, à l'exclusion de la direction policière ; 2° que soit octroyé, dans un délai déterminé, le self-government, c'est-à-dire un régime central et provincial identique à celui des autres Dominions.

En face de cette mentalité nouvelle, que devient l'attitude de la métropole ? Lord Reading ouvre, en 1925, l'Assemblée constituante pan-hindoue en déclarant « qu'il ne veut céder à aucune pression et ne fera aucune concession hâtive », « le temps n'étant pas encore venu d'une révision de la Constitution ». L'inaptitude de l'Inde à se gouverner n'est point douteuse, le pays étant non seulement fort éloigné encore de l'homogénéité, mais demeuré en presque totalité dans l'ignorance. Les leaders nationalistes, même s'ils arrivaient à s'entendre, ne représentent qu'un demi ou 1 pour 100 des 350 millions d'âmes qui peuplent l'Inde contemporaine. Pourtant l'enseignement gagne du terrain : des Universités nouvelles ont été fondées vers la fin de la guerre : Mysore, Bénarès, Pouna, Dacca ; et les indigènes, retenus naguère par les lois de la caste sur le sol natal, viennent plus nombreux se former à la culture occidentale. D'autre part, la solidarité nationale a cessé d'être un mythe, depuis qu'une même langue se comprend d'un bout à l'autre du monde indien, et que l'outillage moderne a rétréci ce vaste monde. Le plus grave facteur de mésintelligence entre indigènes, l'opposition des Hindous et des Musulmans, si elle garde son acuité dans les couches profondes de la population, ne divise plus les classes instruites ; les uns et les autres font cause commune dans l'ordre des aspirations politiques ; c'est même à la faveur de cet accord tacite que l'Islam est en train de conquérir le Bengale.

L'angoissant problème social qui subsiste et qui pèse sur la collectivité indienne depuis les débuts de son histoire, c'est la nécessité de cette colonisation intérieure par laquelle les races plus évoluées cherchent à civiliser des populations inégalement cultivées, en grand nombre sauvages. Œuvre presque infinie, sans cesse renaissante, la même qu'assumèrent jadis le brahmanisme, le jainisme, le bouddhisme, les religions et les empires, les castes dirigeantes et les conquérants étrangers. Les ressources intellectuelles et matérielles de l'Occident moderne, adoptées par l'élite anglo-indienne, peuvent hâter la poursuite de cette tâche.

À la nervosité occidentale, qui affecte aujourd'hui jusqu'au flegme britannique, l'Inde oppose une perennité sereine, la conscience d'une masse humaine sur laquelle ne mord d'une façon décisive aucune influence étrangère, et qui peut attendre son heure. Le conservatisme des castes n'évolue que très lentement, et aucun des idéaux d'antan n'est répudié ; ce qui entre d'influence chrétienne dans la prédication des réformateurs religieux au XIX<sup>e</sup> siècle, qu'ils appartiennent au Brahma-samaj de Ram Mohan Raï (1774-1833) ou à l'Arya-samaj de Dayananda Sarasvati (1824-1883), n'empêche nullement ces modernistes de se fonder sur les *Védas*, sur les *Oupanichads*, en adhérant au Vedānta. Les novateurs se complaisent à idéaliser le passé indien, ce qui ne détourne pas une petite phalange d'historiens, à laquelle appartiennent un Bhandarkar, un Coomaraswami, un Radhakumud Mookerji, un Narendranath Law, un Kalidās Nag, d'étudier avec pleine objectivité faits et doctrines de l'Inde ancienne. Pendant ce temps, la géniale dynastie des Tagore atteste combien se maintient la vocation spirituelle du milieu indien. Rabindranath, le prestigieux poète et philosophe, un des porte-parole les



RABINDRANATH TAGORE, né en 1861.





UN ÉPISODE DU VOYAGE QUE FIT AUX INDES, EN 1875, ÉDOUARD VII, ALORS PRINCE DE GALLES

Peinture de Verehtchaguine. CL. BRAUN.







plus autorisés de l'humanité entière, est aussi un patriote enthousiaste non seulement du pays bengali et de sa langue, mais de l'Inde intégrale, qu'il cherche à unifier autant qu'à cultiver dans son Université de Sântiniketan. Il honnit, de l'Occident impérialiste, le militarisme, l'asservissement aux forces matérielles, mais il en accepte la notion du droit. Il rêve de mettre la science et l'outillage industriel au service de l'esprit.

L'Inde future sera pour une part redevable de son autonomie à un effort collectif de la science. Depuis la fondation de la Société asiatique du Bengale par William Jones, sous le patronage éclairé de W. Hastings, l'indianisme a beaucoup fait pour révéler l'Inde à elle-même; elle en avait le plus grand besoin, en raison de son manque d'histoire et de sa prédilection pour les mythes et légendes; en raison aussi de sa répudiation de l'une au moins de ses manifestations, le bouddhisme, dont il fallut découvrir et restituer l'immense rôle historique. L'indianisme a bien payé de leur peine les travailleurs occidentaux, car la découverte de la communauté indo-européenne compte parmi les plus décisives des temps modernes, et l'affinité entre l'Inde et l'Occident ne se limite pas à la structure de nos langues. A cette tâche scientifique d'humanisme, qui s'est trouvée une œuvre pie d'humanité, la France aura glorieusement coopéré, grâce à Burnouf, Barth, Bergaigne, Sylvain Lévi.

## V. L'EXTRÊME ORIENT

Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, les grandes puissances de l'Occident poursuivent en Asie leur expansion coloniale. Certaines parviennent à se créer de grands domaines en Extrême Orient. L'Indochine, la Chine, le Japon s'ouvrent tour à tour à l'influence européenne et préoccupent la diplomatie du Vieux Monde. A la fin du siècle, l'influence de l'Amérique se fait sentir avec une énergie rapidement accrue. Les questions d'Extrême Orient se fondent dans une question plus générale, celle du Pacifique. Les problèmes de l'Extrême Asie se trouvent rattachés à la politique mondiale.

### Chine.

LE DECLIN DE LA DYNASTIE MANDCHOU. — LA RÉBELLION DES T'AI-P'ING. — LES PREMIERS CONFLITS AVEC LES EUROPÉENS (1796-1864). — Après le règne heureux de Kien-long (1736-1795), la Chine pouvait passer pour le pays le plus puissant du monde. Elle n'était inégale à aucun autre État pour ce qui est de la civilisation matérielle. Elle avait pour elle la grandeur de son territoire, le nombre de ses habitants, le prestige d'une histoire glorieuse.

Si des révoltes locales éclatent en 1813 et en 1831, si les musulmans de l'Ili et du Tarim se soulèvent (1826-1831), ces rébellions sont facilement réprimées. La dynastie ne se sent point atteinte. La Chine croit à sa force et continue d'éconduire les ambassades étrangères (1805-1810). Les Chinois ne considèrent les étrangers que sous l'aspect d'aventuriers et l'idée ne leur vient pas que l'on puisse avoir avec ces Barbares des relations diplomatiques.

En 1834, le privilège de la Compagnie des Indes orientales étant expiré, l'Angleterre se fait représenter en Chine par des fonctionnaires qui prétendent traiter, non plus avec de simples agents fiscaux, mais avec des représentants qualifiés de l'empereur. Les Chinois, d'autre part, cherchent à interdire le commerce de l'opium, moins à cause du danger de la drogue que par crainte du drainage d'argent entraîné par le trafic. Une guerre en résulte : la guerre de l'opium. Les hostilités (1840-1842), commencées dans le Sud, se



VUE DE LA VILLE ET DU PORT DE HONG-KONG.

terminent dans la région du fleuve Bleu, par le traité de Nankin, qualifié de faux traité de Nankin, car la cour de Pékin ne le considéra point comme une convention véritable et ne se sentait point encore liée par une négociation conduite à seule fin d'évincer des Barbares trop entreprenants.

Hong-Kong fut cédé à l'Angleterre, qui fit d'un îlot désolé une ville riante et la première base navale du Pacifique; cinq ports furent ouverts au commerce. Les Français et les Américains signèrent aussitôt des traités leur concédant des avantages analogues à ceux qu'avaient obtenus les Anglais. Le plénipotentiaire français obtint d'autre part un édit de tolérance qui devait mettre fin aux persécutions contre les chrétiens, à qui l'on restitua leurs anciennes églises par l'intermédiaire de la France; celle-ci étendit ainsi à la Chine son droit de protectorat des missions étrangères. Dans les ports ouverts, les étrangers avaient le droit d'acheter des terrains. Ils n'étaient justiciables que de leurs consuls: ce fut le régime des concessions et de l'exterritorialité, justifié par le fait que la Chine était un pays hors chrétienté. Les nations occidentales et la Chine ne voulaient point se reconnaître réciproquement des droits égaux.

La guerre de l'opium, limitée aux régions du Sud, n'était pour le gouvernement chinois qu'un accident local. La rébellion des T'ai-p'ing révéla sa faiblesse réelle. Ce fut à l'origine un mouvement sectaire, inspiré par un mélange de vieilles idées chinoises et de vagues idées chrétiennes. Il éclata dans le Kouang-si en 1850 et prit assez vite l'allure d'un mouvement antidynastique. Le Tche-li fut menacé à deux reprises, mais le centre de la révolte fut le bassin du fleuve Bleu. T'ai-p'ing et impériaux employèrent des mercenaires étrangers; mais les nations occidentales, après avoir hésité, finirent par soutenir le gouvernement de Pékin. La rébellion se termina en 1864 par la prise de Nankin et d'horribles massacres. La domination mandchoue

était sauvée, mais le sentiment antidynastique était loin d'avoir décliné dans les provinces du Sud.

Au cours de cette rébellion, la France et l'Angleterre étaient entrées en conflit avec la Chine. Ce conflit dura de 1857 à 1860; il eut pour origine la non-application du traité de Nankin, diverses vexations subies par les étrangers et surtout le désir d'obtenir des traités engageant véritablement le gouvernement de Pékin. L'effort militaire se fit dans le Nord. Certains actes de cruauté des Chinois furent punis par le pillage, puis par l'incendie du palais d'Été. Les traités signés à Tientsin (1858) et confirmés à Pékin (1860) furent négociés par le prince Kong, membre de la famille impériale. De nouveaux ports furent ouverts sur toute la façade maritime de la Chine; la navigation fut autorisée sur le fleuve Bleu jusqu'à Han-Kéou. Les Chinois durent accepter la présence à Pékin d'une représentation diplomatique permanente et, de leur côté, créèrent un bureau des affaires étrangères.



L'IMPÉRATRICE TS'EU-HI (1834-1908).





LI HONG-TCHANG au milieu de ses officiers.

L'Angleterre avait consolidé la base de Hong-Kong. La France s'appropriait à s'établir en Indochine. Les Russes, qui s'étaient fait céder tout le nord de l'Amour, obtinrent en 1860 l'abandon de la bande côtière limitée par l'Oussouri et allant de l'Amour à la Corée. Toutes les grandes puissances entrèrent successivement en relation avec la Chine. L'État chinois commença à avoir une diplomatie et des besoins nouveaux.

**LES DÉBUTS DE LA MODERNISATION DE LA CHINE. — LES CONFLITS AVEC LA RUSSIE, LA FRANCE, LE JAPON.** — L'empereur Wen-tsong, mort en 1861, n'avait laissé qu'un fils (Mou-tsong, 1862-1875) : l'impératrice veuve s'effaça devant la mère de cet enfant, Ts'eu-hi, qui, énergique et habile, fit figure d'impératrice douairière et sut exercer une longue régence. En 1874, Mou-tsong mourut et fut remplacé sur le trône de façon irrégulière par Kouang-siu (1875-1908) qui, devant tout à Ts'eu-hi, ne put jamais réussir à se soustraire à sa tutelle.

Ts'eu-hi s'appuya pour gouverner sur le prince Kong et sur quelques hommes, mis en faveur par leur rôle dans l'affaire des *T'ai-p'ing*. Le principal d'entre eux fut Li Hong-tchang. Sous son impulsion, la Chine commença à se moderniser. Un service des douanes maritimes, dirigé par des étrangers (Anglais), fournit à l'État un revenu assuré. Des jeunes gens furent envoyés en Europe pour s'instruire des choses militaires. Des arsenaux furent fondés (1865-1866). L'armée, réorganisée, remporta de brillants succès contre les musulmans (Yun-nan, Kan-sou, Altaï). Le Tarim fut reconquis, mais, dans l'Ili, les Chinois se trouvèrent en contact avec les Russes. Le parti militaire poussa à la guerre. Le prince Kong et Li Hong-tchang réussirent à l'éviter (1879-1881), mais non à empêcher le conflit avec la France qui suivit notre installation en Annam (1884-1885), ni le conflit avec le Japon au sujet de la Corée (1894-1895). Vaincue dans ces deux guerres, la Chine dut abandonner des droits anciens de suzeraineté, sans grande importance matérielle, mais son prestige fut grandement atteint.

Les Japonais, qui gardèrent Formose et les Pescadores, avaient occupé une partie de la Mandchourie, et le traité de Shimonoseki leur concédait la péninsule de Leao-tong, magnifique voie d'accès vers la Mandchourie et Pékin. La Russie, la France et l'Allemagne obligèrent le Japon à rétrocéder le Leao-tong. Mais pour payer l'indemnité de guerre accordée au Japon, la Chine dut négocier un emprunt en Europe. Cet emprunt fut l'origine de gros embarras d'argent qui devaient entraîner un semi-contrôle financier de la Chine par les puissances occidentales. La création de la Banque russo-asiatique (1895-1896) fut le principe des empiètements de la Russie en Mandchourie, puis en Mongolie. Toutes les grandes puissances prirent des gages ; les Russes occupèrent le Leao-tong, les Anglais Wei-hai-wei, les Français Kouang-tcheou-wan. La Chine, durement atteinte, allait entrer dans une longue période de troubles. Ses efforts de rénovation allaient se poursuivre dans les conditions les plus mauvaises.

**LES DERNIÈRES ANNÉES DE TS'EU-HI (1898-1908).** — En 1898, la souveraineté chinoise est mise en péril : territoires cédés à bail, mainmise étrangère sur les services publics, début d'une dépendance financière, tels sont les premiers effets des défaites militaires. La même année meurt le prince Kong qui, placé à la tête du conseil privé (Nei-ko), avait parfois résisté à l'influence de l'impératrice Ts'eu-hi. Li Hong-tchang, envoyé en Europe, en 1896, à l'occasion du couronnement du tsar, conservait une bonne part de son autorité. Deux personnages nouveaux entraient en scène : Yuan Che-k'ai et Tchang Tche-tong. Tchang Tche-tong était partisan d'une réforme des examens d'où sortirait un changement d'esprit dans le corps des fonctionnaires. Vice-roi des deux Hou (Hou-nan, Hou-peï), il fit de Wou-tch'ang un centre universitaire. Il s'occupa aussi d'équiper à la moderne le centre industriel de Han-yang. Yuan Che-k'ai pensait surtout à l'armée : il avait été chargé, sur la recommandation de Li Hong-tchang, de réorganiser les troupes du Nord. Ni Tchang, ni Yuan ne croyaient à la possibilité d'une transformation rapide de la Chine. Un parti de jeunes lettrés qui avaient subi l'influence japonaise et étaient surtout nourris de la rhétorique traditionnelle s'imaginaient qu'une

renaissance rapide de la puissance chinoise pourrait sortir d'une restauration impériale. Le chef du parti était K'ang Yeou-wei et son meilleur écrivain, Leang Ki-tch'ao. K'ang Yeou-wei entra en relation avec l'empereur et l'encouragea à rejeter la tutelle de Ts'eu-hi. Une série de décrets fut alors publiée. Ts'eu-hi, luttant moins pour résister aux tendances novatrices que pour conserver son pouvoir personnel, riposta par quelques nominations de fonctionnaires bien choisis : son neveu, Yong-lou, fut nommé vice-roi du Tche-li. Kouang-siu essaya de s'appuyer sur Yuan Che-k'ai, très puissant dans l'armée. Yuan se déroba. Ts'eu-hi put imposer à l'empereur la signature d'un décret par lequel il renonçait à toute autorité politique. Kouang-siu vécut, dès lors, enfermé dans le palais et étroitement surveillé. La plupart des réformateurs s'enfuirent au Japon. Quelques disgrâces de fonctionnaires donnèrent l'impression qu'un vif mouvement de réaction allait se produire.

Le malaise était grand dans le pays ; il fut accru par la nouvelle que les grandes puissances, tout en proclamant le principe de la porte ouverte, se proposaient de partager la Chine en zones d'influence. De fait, au début de 1899, l'Italie demandait la cession d'un territoire à bail dans le Tche-kiang. Un mouvement populaire, d'allure xénophobe, mais qui aurait pu se transformer en mouvement antidynastique, se déclencha dans le Chan-tong et se répandit assez vite dans les provinces avoisinantes. Ts'eu-hi hésita sur la conduite à tenir. Les agitateurs, que les résidents étrangers appelèrent les Boxers, inquiétèrent au point qu'elle se décida à favoriser le mouvement xénophobe de façon à pouvoir contrôler et diriger l'agitation. Au printemps de 1900, les Boxers attaquent le personnel européen des chemins de fer, puis coupent les communications entre Tientsin et Pékin. Une colonne internationale essaie de les rétablir. Elle échoue après un combat assez meurtrier. Dépassé par les événements, le gouvernement chinois signifie aux étrangers d'avoir à quitter Pékin. Le ministre



GROUPE DE BOXERS, A TIENTSIN.



d'Allemagne est assassiné. Les Légations sont assiégées, ainsi que les chrétiens enfermés dans l'enceinte du quartier catholique (Pei-t'ang). Des massacres ont lieu en de nombreux points de la Chine, tandis que dans certaines provinces les étrangers ne sont pas inquiétés. Les 14-15 août une colonne internationale parvient à débloquent les Légations. En Europe, un corps expéditionnaire est organisé sous le commandement du maréchal allemand de Waldersee. A son débarquement, il occupe la province du Tche-li. La cour, qui s'est réfugiée dans le Chan-si, négocie par l'intermédiaire de Li Hong-tchang. La Chine (1901) s'engage à payer, par annuités, une indemnité de 450 millions de taels (annuités des Boxers).

C'était là, étant donné le budget du gouvernement central, une somme énorme. Lorsque la cour (1902) revint à Pékin, l'agitation des Boxers était matée, mais il fallait entrer dans la voie des réformes et l'argent manquait. Une réforme de l'enseignement fut ordonnée en 1902, prévoyant la fondation d'écoles primaires et d'universités; en 1905, le système des examens purement littéraires était aboli. De même, en 1901, un édit prescrivit une réforme de l'armée, réalisée partiellement en 1905. Enfin, une mission d'information (duc Tsai et Touan-fang) fut envoyée à l'étranger (Europe, États-Unis, Japon); elle aboutit à la création (1906) d'une commission d'études, composée de hauts fonctionnaires et chargée de présenter un projet sur les méthodes gouvernementales, en s'inspirant des Constitutions européennes. Un édit (sept. 1906) promettait la promulgation de lois constitutionnelles dans un délai à fixer par la suite. Depuis la mort de Li Hong-tchang (1901) et de Yong-lou (1903), l'impératrice s'appuyait sur deux groupements composés d'hommes également modérés, mais rivaux : d'un côté le prince K'ing et Tchang Tche-tong, de l'autre le duc Tsai et Touan-fang, tous deux retour de mission : Yuan Che-k'ai était l'homme d'action de ce second groupe. Il se rendit populaire en favorisant les réformes, au risque de se faire à demi disgracier (1906), tandis que Tchang Tche-tong, effrayé par les progrès des idées nouvelles dans la Chine moyenne et méridionale, demandait de longs délais pour leur application. Ts'eu-hi s'appliqua à maintenir une juste balance entre les deux partis. En 1907, Yuan et Tchang étaient tous deux grands conseillers et l'on décidait de créer dans la capitale et dans les chefs-lieux des provinces des bureaux d'examen chargés de préparer une Constitution. En 1908, Tseu-hi annonça la promulgation prochaine d'une Constitution, mais elle décida du même coup que la réunion projetée d'une Assemblée nationale n'aurait lieu que dans neuf ans. Kouang-siu et Ts'eu-hi mouraient presque en même temps, en novembre 1908, d'une façon restée mystérieuse. Le prince Tch'ouen, père du jeune empereur Sian-t'ong (1908-1912), devenait régent.

**LA FIN DE LA DYNASTIE MANDCHOU (1908-1912).** — La guerre russo-japonaise (1904-1905) venait de montrer un peuple de race jaune victorieux d'un État occidental considéré comme particulièrement puissant. La guerre avait eu pour théâtre la Mandchourie, patrie de la dynastie qui régnait en Chine. Les divers traités signés à la fin de la guerre entre la Russie et le Japon (1907-1910), la France et le Japon (1907), l'Angleterre et le Japon (1910), la perte définitive de la Corée, annexée au Japon (1910), prouvaient à la fois la bonne entente des puissances dont la Chine avait le plus à craindre et la faiblesse des Mandchous. Les Chinois pensaient n'avoir rien à perdre et tout à gagner en se débarrassant d'une dynastie affaiblie. Une agitation nationaliste gagna rapidement tout le pays, prenant la forme d'un mouvement antimandchou et d'un mouvement républicain.

Le régent n'avait ni le prestige ni l'habileté de Ts'eu-hi. Il inaugura son pouvoir en renvoyant Yuan Che-k'ai par un décret brutal que Tchang Tche-tong, le rival de Yuan, parvint à peine à faire adoucir dans la forme. Tchang Tche-tong s'efforça de lutter contre le parti mandchou qui cherchait à accaparer les principales fonctions. Quand il mourut, ce fut un Mandchou, Na-t'ong, qui prit la direction des affaires. Dès 1906, des troubles avaient éclaté dans les provinces du

Sud. Un parti s'était formé, le *kouo-min-t'ang*, qui engageait nettement la lutte contre les Mandchous et pour la République. Il recevait de l'argent des Chinois enrichis de Cholon et de Singapour. Il avait un chef, Sun Yat-sen, agitateur originaire du Kouang-tong, fidèlement suivi par un groupe de jeunes gens. Les *kouo-min-t'ang* s'organisaient, pénétraient dans l'armée et se refusaient à accepter une simple réforme constitutionnelle.

Le régent crut arrêter le mouvement en reprenant le programme de réformes de Ts'eu-hi; il ordonna de réunir les conseils provinciaux (octobre 1909). Au reste, la question d'argent devenait pressante. Dès la fin de 1908, on avait pu constater que trésor central et trésors provinciaux étaient vides, mais le gouvernement (janvier-octobre 1909) n'avait pu réussir, devant l'hostilité des autorités provinciales, à établir le moindre impôt nouveau. Tout au plus avait-il pu élaborer un programme d'organisation financière, remplaçant le contrôle de l'État sur les dépenses locales. Les conseils provinciaux, dès qu'ils furent réunis, prétendirent intervenir dans les affaires d'ordre général. Leurs délégués réclamèrent la convocation d'une Assemblée nationale. Le régent refusa (janvier 1910), ajournant à dix ans cette convocation.

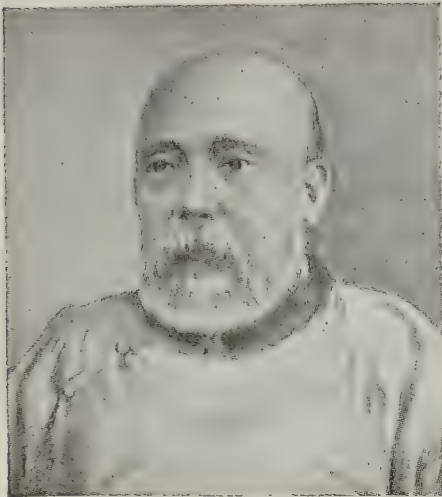
Une Assemblée provisoire (*Tseu-tcheng-yuan*), composée en majorité de gens nommés par la cour, est toutefois réunie en octobre 1910, afin d'élaborer la future Constitution. Elle en réclame l'octroi immédiat. Le régent réduit le délai à trois ans (novembre 1910), mais il dissout une ligue formée par des délégués provinciaux en faveur de la Constitution et clôt rapidement la session du *Tseu-tcheng-yuan*. En revanche, il supprime le grand Conseil (8 mai 1911) et le remplace par un cabinet, déclaré responsable, mais présidé par le prince K'ing, que l'opinion publique croit hostile aux réformes. Un décret relatif aux chemins de fer apparaît à toutes les provinces comme une entreprise odieuse de centralisation. En 1911, la révolution commence, d'abord par de petits mouvements insurrectionnels dans le Kouang-tong et au Sseu-tch'ouan, et se continue (10 octobre) par la sédition militaire de Wou-tch'ang. Un général mandchou remporte presque immédiatement des succès (qui auraient pu être décisifs) contre les troupes révoltées du Hou-peï. Mais le régent, qui sait l'armée travaillée par les révolutionnaires, croit devoir appeler au pouvoir le seul chef militaire qui a du prestige, Yuan Che-k'ai, qu'il a disgracié en 1908.

Yuan Che-k'ai, sans quitter le Ho-nan, où il s'entoure de régiments fidèles, arrête les opérations contre les rebelles, tandis que le régent, convoquant à nouveau l'Assemblée consultative, rapporte le décret sur les chemins de fer. Mais alors intervient une Ligue militaire qui réclame l'octroi immédiat d'une Constitution. Différents décrets (novembre 1911) établissent le régime constitutionnel, l'égalité des droits entre Mandchous et Chinois, la légalité des partis politiques. Le 1<sup>er</sup> novembre, Yuan Che-k'ai, nommé président du Conseil, vient enfin à Pékin et envoie aussitôt des « pacificateurs » dans les provinces : quatorze d'entre elles s'étaient proclamées indépendantes et avaient déclaré qu'elles se fédéreraient en une République de Chine. Un gouvernement de la République chinoise s'établit à Changhaï. Les révolutionnaires, menacés à Wou-tch'ang, s'emparent de Nankin. Yuan Che-k'ai négocie avec eux et profite de leurs succès pour obliger le régent à abdiquer (6 décembre). Les républicains réunissent à Nankin une Assemblée nationale, qui élit Sun Yat-sen président de la République chinoise. Yuan déclare l'Assemblée illégale et, appuyé par le *Tseu-tcheng-yuan*, fait signer à l'impératrice douairière un décret convoquant une Assemblée nationale à Pékin. Il commence alors à négocier l'abdication de la dynastie mandchoue. Le 12 février 1912, un décret proclame l'adhésion de l'empereur à une forme républicaine de gouvernement constitutionnel. L'empereur conservait son titre et son palais, Yuan Che-k'ai recevait la mission d'établir la grande République de Chine en y réunissant les Mandchous, les Chinois, les Mongols, les musulmans (du Turkestan) et les Tibétains. Quelques jours après, Sun Yat-sen déclarait abandonner le titre de président. Aussitôt l'Assemblée de Nankin proclamait Yuan Che-k'ai à titre de président provisoire de la République (15 février 1912).



LA TOUR DE PORCELAINE du palais d'Été, à Pékin.  
CL. UNDERWOOD.





YUAN CHE-K'AI (1859-1916).

### LA RÉPUBLIQUE CHINOISE. — LA DICTATURE DE YUAN CHE-K'AI (1912-1916).

Les révolutionnaires et, d'une façon générale, tous les gens du Sud, étaient hostiles à Yuan Che-k'ai comme à tout le personnel administratif et politique formé au temps des Mandchous. Ils auraient désiré établir la capitale à Nankin et donner à la République un personnel neuf; mais ils n'avaient pu se résoudre à accepter l'éventualité d'une déclaration d'indépendance des États vassaux, lesquels n'étaient reliés à la Chine que par un

lien de fidélité contracté à l'égard des Mandchous. Yuan Che-k'ai, grâce au décret du 12 février 1912, se présentait comme leur héritier ou leur mandataire et pouvait espérer maintenir unie autour de lui la plus grande Chine. Au reste, l'armée dont il disposait était très supérieure aux troupes révolutionnaires. Enfin, il avait la faveur des Occidentaux et paraissait être le seul homme capable d'obtenir des emprunts étrangers, absolument nécessaires, et de faire reconnaître le nouveau gouvernement par les puissances : les légations étrangères étant à Pékin, Pékin devait conserver son rang de capitale.

Yuan Che-k'ai travailla à utiliser la situation pour son profit personnel. Les puissances étrangères désiraient imposer à la Chine un emprunt conclu par l'intermédiaire d'un consortium; mais, plus encore qu'à augmenter leur contrôle financier, elles tenaient à traiter avec un gouvernement responsable qui prit la suite des Mandchous et reconnût les traités anciens. Yuan réussit à obtenir un emprunt d'un groupe bancaire indépendant. Muni d'argent, il commença à manœuvrer contre les gens du Sud. Il fit établir une Constitution provisoire (11 mars 1912), de tendance centralisatrice et accordant au président des pouvoirs étendus, puis des lois électorales (août-septembre 1912) qui permirent de réunir à Pékin (avril 1913) le premier Parlement chinois. Le parti *kouo-min-t'ang* y disposait d'une large majorité.

Yuan fut élu président de la République (toujours à titre provisoire) le 7 octobre 1913; il venait d'obtenir d'un consortium de banques un gros emprunt (dit de réorganisation) et avait profité de l'agitation nationaliste provoquée par l'annonce de l'emprunt, pour réduire à l'obéissance les provinces du fleuve Bleu (prise de Nankin, août 1913). Dès que Yuan fut élu, les puissances reconnurent officiellement le nouveau gouvernement.

Le président s'emploie aussitôt à épurer les Chambres. Les représentants se dispersent; le Parlement est dissous (décembre 1913). Yuan Che-k'ai réunit une commission administrative chargée de reviser la Constitution de 1912. La Constitution nouvelle (promulguée en mai 1914) donne des pouvoirs dictatoriaux au président, qui peut refuser de promulguer les lois votées par une Assemblée législative. Au reste, avant la réunion de cette Assemblée, toutes ses prérogatives passent au Conseil d'État (nommé par le président), qui est seul chargé de déterminer ce que sera la Constitution définitive. La Chine se trouve pourvue d'un gouvernement dictatorial, et la paix paraît y régner.

La situation extérieure était moins brillante. Les troupes chinoises avaient été battues dans les marches du Tibet, la Mongolie avait proclamé son indépendance; les Russes et les Anglais profitaient de ce recul de l'influence chinoise. La question de Mandchourie, depuis l'accord russo-japonais de 1912 qui avait partagé le pays en zones d'influence, paraissait d'autant plus grave qu'un parti mandchou y éveillait une agitation propice aux interventions étrangères. Des négociations engagées avec l'Allemagne au sujet de Kiao-tcheou n'avaient pas abouti.

Le nouveau régime n'avait encore apporté à la Chine aucun des bénéfices diplomatiques attendus par le mouvement nationaliste dont il était sorti, lorsque éclata en Europe la Grande Guerre. Le Japon se déclara contre l'Allemagne et s'empara de Kiao-tcheou, puis présenta à la Chine une liste de vingt et une demandes (18 janvier 1915). Yuan Che-k'ai essaya de négocier et n'aboutit qu'à se faire adresser un ultimatum (7 mai) devant lequel il dut capituler. Le Japon, en sus de l'attribution de tous les privilèges allemands dans le Chan-tong, se faisait accorder une prolongation du bail de Port-Arthur, ainsi que des droits de préférence en Mongolie et dans la vallée du Yang-tseu. Il imposait à la Chine des conseillers techniques et un contrôle sur les industries métallurgiques du pays. Les Chinois ripostèrent par un boycottage général des produits japonais, qui fut le point de départ d'une vive agitation nationaliste.

Yuan Che-k'ai essaya de faire tourner ce mouvement à son avantage. Une habile campagne de presse, la publication d'un mémorandum écrit par un conseiller américain, l'action d'une société nouvelle — la Société pour la paix — servirent à répandre dans le public chinois l'idée qu'une humiliation comme celle qui résultait de l'acquiescement aux demandes japonaises n'eût pas été possible si le pouvoir central en Chine avait été plus fort. Un changement de régime s'imposait. Une sorte de plébiscite à deux degrés fut organisé, malgré les conseils de la plupart des diplomates accrédités à Pékin. Les délégués élus par le pays se prononcèrent pour une monarchie constitutionnelle avec Yuan Che-k'ai comme souverain. On commença aussitôt à préparer la cérémonie de l'intronisation. Le Yun-nan se révolta, essayant de se liquer avec le Sseu-tch'ouan et Nankin; mais Yuan parvint à empêcher cette coalition. Ses amis l'abandonnèrent, en particulier Leang Ki-tch'ao (l'ancien partisan de K'ang Yeou-wei) et plusieurs chefs militaires. Le Kouang-si proclama son indépendance, et, bien que Yuan Che-k'ai eût publié un décret où il affirmait vouloir restaurer la Constitution de 1912, quatre autres provinces imitèrent le Kouang-si. Les troupes de Yuan se débandèrent devant celles du Sseu-tch'ouan. La situation du dictateur paraissait désespérée, lorsqu'il mourut soudainement (6 juin 1916).

**L'ANARCHIE MILITAIRE.** — Canton, dès le mois de mai, avait constitué un gouvernement républicain. Li Yuan-hong (le chef de la révolte de Wou-tch'ang en 1912, qui était vice-président de la République) fut nommé président. Tout parut rentrer dans la légalité quand Yuan Che-k'ai mourut, la Constitution prévoyant que le vice-président devait automatiquement remplacer le président. Li Yuan-hong rentra à Pékin et convoqua le Parlement dissous par Yuan. Un grand nombre de parlementaires désiraient que la Chine entrât enfin en guerre contre l'Allemagne. Le chef du parti de la guerre était le général Touan K'i-jouei; nommé d'abord premier ministre, il fut renversé presque aussitôt par crainte d'une dictature. Une agitation militaire aboutit à faire nommer premier ministre Tchang Hiun, autre général, qui, sitôt en place, voulut restaurer le petit empereur Siuan-t'ong (1<sup>er</sup> juillet 1917). Li Yuan-hong et les parlementaires quittèrent Pékin, mais Touan K'i-jouei leva une armée et reprit la capitale (12 juillet). Le vice-président de la République, Fong Kouo-tchang, s'empara de la présidence. Il réunit un Parlement improvisé; celui-ci plaça à la présidence non pas un militaire, mais un civil, Siu Che-tch'ang, qui avait été un haut fonctionnaire du temps des Mandchous et secrétaire d'État de Yuan Che-k'ai (14 septembre 1918).

L'entrée en guerre de la Chine aux côtés de ses alliés (août 1917) avait eu pour premier effet de permettre aux divers chefs militaires de lever, aux frais de l'État, des troupes dont ils étaient les seuls maîtres. L'un de ces chefs, Tchang Tso-lin, installé en Mandchourie, disposait d'une voie ferrée menant à Pékin et d'un bon recrutement. Rival de Touan K'i-jouei, il intervint militairement à la capitale pour exiger son renvoi (juin 1920). D'autres chefs militaires, groupant sous eux des chefs locaux, étaient, eux aussi, parvenus à dominer une ou plusieurs provinces, cependant qu'à Canton, Sun Yat-sen, l'ancien rival de Yuan Che-k'ai, hostile à l'entrée en guerre de la Chine, s'était mis à la tête d'un gouvernement du Sud et avait recueilli auprès de lui un certain nombre des parlementaires partis de Pékin en 1917. Sun Yat-sen leur fit déclarer illégale l'élection de Siu Che-tch'ang. Les grands chefs militaires (Tou-kiun) se bornent à exiger de celui-ci des changements de ministère.

En avril 1921, les principaux tou-



UNE RUE DE CANTON.



*kiun* se réunissent à Tien-tsin, puis à Pékin, où se forme un triumvirat militaire. Tchang-Tso-lin, qui contrôle la Mandchourie, est autorisé à conquérir la Mongolie indépendante. Ts'ao K'ouen reste le maître du Tche-li et des provinces centrales. Wang Tchang-yuan, établi dans les deux Hou, est chargé de réduire à l'obéissance le gouvernement de Canton et les provinces indépendantes du Sud-Ouest et de la côte. Il essaie de remplir cette mission, échoue et démissionne (août 1921). Il est remplacé par Wou P'ei-fou, lieutenant de Ts'ao K'ouen. Une sorte de trêve se fait pendant la réunion de la conférence de Washington qui provoque en Chine, à Canton et à Pékin, de graves manifestations nationalistes suivies par un boycottage des produits japonais. Une conférence réunie à Changhaï renonce à mettre fin au chaos politique. Cependant, à Pékin, un conflit entre deux partis, représentant des groupements politiques et économiques, amène une intervention de Tchang Tso-lin en faveur du *parti des communications*, dont le chef est Leang Che-yi. Ts'ao K'ouen et Wou P'ei-fou ripostent en dénonçant Tchang Tso-lin comme l'homme des Japonais. La guerre éclate entre les chefs rivaux (juin 1922). Wou P'ei-fou victorieux oblige Tchang Tso-lin à retourner en Mandchourie et Siu Che-tch'ang à démissionner.

Li Yuan-hong redevient président de la République et réunit à nouveau le Parlement de 1917 (août 1922). Il essaie de supprimer les postes de *tou-kiun*, entre en conflit avec son Parlement (juin 1923), et doit démissionner. Ts'ao K'ouen brigue la présidence et est élu (octobre 1923). Une Constitution (dite définitive) est promulguée. Mais au printemps suivant les hostilités reprennent entre Tchang Tso-lin et Wou P'ei-fou. Ce dernier, vainqueur des troupes du Tche-Kiang, alliées à Tchang Tso-lin, attaque son adversaire aux environs de la Grande Muraille. Trahi et attaqué sur l'arrière par un de ses généraux, Fong Yu-siang, il perd presque toute son armée dans sa retraite et regagne Wou-tch'ang par bateau. Tchang Tso-lin et Fong Yu-siang entrent à Pékin, obligent Ts'ao K'ouen à démissionner et convoquent Sun Yat-sen à une conférence. Touan K'i-jouei prend le pouvoir (novembre 1924) comme chef du gouvernement provisoire et Tchang Tso-lin retourne en Mandchourie. Sun Yat-sen arrive enfin à Pékin, où il meurt (mars 1925). Tandis qu'à Canton le gouvernement républicain affecte des tendances communistes, puis (début 1926) se dégage des influences russes, celles-ci deviennent très puissantes à Pékin sous l'action de Fong Yu-siang et de l'ambassadeur des Soviets, Karakhan.

Cette action se traduit par différentes manifestations nationalistes dirigées contre les Anglais et les Japonais (grèves de Changhaï, de juin 1925). En Mandchourie, les Soviets entrent en conflit avec Tchang Tso-lin. Une coalition se forme entre ce dernier et Wou P'ei-fou : tous deux se tournent contre Fong Yu-siang. Celui-ci, battu au cours d'une campagne (qui n'est point terminée), quitte la Chine. Wou P'ei-fou et Tchang Tso-lin se font représenter à Pékin par des sous-ordres et une trêve est conclue entre eux, cependant qu'un chef nouveau essaie de grouper sous son autorité les provinces du Bas Yang-tseu.

Pendant la domination de Fong Yu-siang à Pékin, Siuan-t'ong a été privé du titre impérial. La Constitution définitive est en vigueur, mais il n'y a point de président de la République. En fait, la Chine tout entière est morcelée entre divers chefs militaires, petits ou grands, qui sont les chefs de clientèles instables et qui forment entre eux des ligues momentanées. Le gouvernement central ne possède aucune autorité, bien qu'il soit tenu pour responsable de la politique de la Chine.

**LA CHINE ET LES PUISSANCES.** — En intervenant dans la Grande Guerre, la Chine espérait que le traité de paix réglerait en sa faveur la question du Chan-tong. Liés par les accords conclus avec le Japon, les négociateurs du traité de Versailles écartèrent les revendications chinoises, qu'appuyaient pourtant les Américains. La Chine refusa de signer le traité de paix et compta prendre sa revanche à Washington, où elle fut invitée (août 1921) à prendre part à la Conférence qui devait s'occuper du désarmement naval et des questions du Pacifique. Les vingt et une demandes japonaises avaient inquiété l'opinion anglaise. Les Anglais avaient peur d'une mainmise japonaise sur le Yang-tseu ; ils avaient, d'autre part, des raisons de ne point mécontenter les Américains. Les Chinois pensaient profiter du relâchement de l'accord anglo-japonais et de l'hostilité américaine à l'égard du Japon. Leurs délégués, Wel-



LE PORT ET LES CONCESSIONS EUROPÉENNES DE CHANGHAÏ.

lington Koo et Alfred Sze, se présentèrent avec un programme très ambitieux et se heurtèrent à la fermeté souple de la délégation japonaise. Le Japon promit, comme il s'y était engagé, de restituer Tsing-tao, mais seulement après une négociation directe avec la Chine. La rétrocession de l'ancienne concession allemande de Kiao-tcheou se fit, en effet, le 10 décembre 1922 : tous les intérêts japonais dans le Chan-tong étaient respectés et consolidés. Les Chinois avaient essayé de lier à la question du Chan-tong celle de tous les territoires cédés à bail. Les Japonais, les Anglais et les Français se refusèrent à évacuer Port-Arthur, Kow-loon et Kouan-tcheou-wan. Toutes les puissances, en revanche, déclarèrent adhérer aux principes de la *porte ouverte* et de l'*égalité des chances* et renoncèrent à diviser la Chine en sphères d'influence, mais les privilèges déjà acquis furent maintenus. Les Chinois demandèrent qu'on leur accordât l'autonomie douanière et la suppression des juridictions consulaires et de l'exterritorialité. On se borna à prévoir deux commissions d'enquête chargées d'étudier le problème. En revanche, on décida la suppression des bureaux de poste étrangers établis en territoire chinois.

Ainsi la Chine n'avait point réussi à se faire restituer les droits souverains que lui avaient enlevés les anciens traités. Dès lors, la diplomatie chinoise prit nettement position contre ces traités, considérés comme inexistantes en droit, parce que la souveraineté de l'un des contractants n'y était point respectée. Les traités les plus odieux aux Chinois étaient ceux qui avaient suivi l'affaire des Boxers. Pendant la guerre, les paiements de l'indemnité des Boxers avaient été suspendus. La diplomatie chinoise essaya d'obtenir que l'argent fût dépensé en Chine et au profit des Chinois. Cette question et quelques autres, relatives à l'ancienne Banque russo-asiatique et à l'ancienne concession russe de Han-k'ou, mirent la Chine en difficulté avec la France, cependant que les grèves de Changhaï et divers actes de brigandage dont furent surtout victimes des Américains créaient un état de tension avec le Japon, l'Angleterre et même les États-Unis. D'autre part, du fait de la guerre et de la révolution soviétique, Allemands et Russes se trouvaient placés dans une situation particulière, les anciens traités étant, pour eux, devenus caducs.

Il en résulta un certain rapprochement des diplomaties russe, allemande et chinoise, qui aboutit à des conventions sino-russe et sino-allemande en 1924. Les Allemands cherchent à conquérir le marché chinois au détriment des Américains, des Japonais et des Anglais. Les Soviets poursuivent en Mongolie, en Mandchourie et dans la Chine propre, une politique visant à la constitution de petites nationalités. De ce fait leurs intérêts se trouvent en concordance à la fois et en opposition avec ceux des Japonais en Mandchourie. La question de la Mandchourie, pratiquement indépendante sous Tchang Tso-lin, se trouve ainsi être une question de premier plan, tant pour la politique nationale que pour la diplomatie mondiale.

**LA CHINE NOUVELLE.** — L'anarchie militaire qui règne en Chine n'empêche nullement le pays de se développer. La masse paysanne ne vit ni mieux ni plus mal que par le passé — les troubles politiques et les cataclysmes naturels ne sont point choses nouvelles —





LES QAIS ET LA RADE DE SINGAPOUR, le plus grand port d'Extrême Orient.

mais elle s'instruit. Dans les villes, un esprit moderne fait des progrès rapides. L'instruction est, en théorie, obligatoire, et l'on s'efforce de la rendre gratuite. Elle s'inspire des programmes américains et cherche à former des techniciens. Elle s'inspire aussi d'idées nationales : tant par l'instruction orale que par la rédaction des manuels, les éducateurs chinois cherchent à supprimer les dialectes, à répandre une prononciation et un vocabulaire communs. Ils tâchent encore de rapprocher la langue écrite de la langue parlée (*pai houa*). Ils espèrent créer, par la langue, l'unité nationale et l'esprit démocratique. La jeune littérature (*le flot montant*) travaille dans le même sens. À côté, se poursuit sur les antiquités nationales un très gros effort d'érudition et de critique, d'esprit moins scolastique qu'autrefois. Il s'accompagne d'enquêtes sur le folklore, les coutumes populaires, les vestiges archéologiques. Dans le domaine intellectuel, la Chine s'applique à renouer le présent au passé, et il est possible qu'elle y réussisse. De même, tandis que se compilent de vastes codes et que la Cour suprême (*ta li yuan*) s'applique à créer une jurisprudence valant pour la Chine entière, un gros travail de propagande est fait pour répandre une nouvelle morale appuyée non plus sur la seule tradition et les croyances religieuses, mais sur certains principes de sociologie ou d'esthétique empruntés à l'Occident.

Toute cette propagande ne se poursuit pas sans prudence : si la vie matérielle tend de plus en plus, dans les villes, à s'organiser selon des principes anglo-saxons, l'émancipation des enfants et celle des femmes, malgré des déclamations tapageuses, est une œuvre qui se poursuit lentement, avec de grandes précautions et la volonté de ne point rompre brusquement avec la morale ancienne. Les préoccupations religieuses tiennent, elles aussi, une grande place dans l'opinion publique. Si le taoïsme, déconsidéré en tant que doctrine de magie, ne semble pas susciter une ferveur nouvelle, le bouddhisme, en partie sous l'influence du Japon, paraît obtenir un renouveau de faveur, peut-être passager. Il en est de même des religions chrétiennes qui ont, surtout le catholicisme, accru très rapidement le nombre de leurs adeptes. Enfin, on aperçoit un renouveau de l'orthodoxie confucéenne, très assouplie par l'appoint d'idées occidentales. Pour ce qui est des pratiques religieuses, celles des cultes officiels sont tombées en désuétude depuis l'échec de la restauration de Yuan Che-k'ai. Comme de juste, les pratiques populaires subsistent à peu près sans changement. Elles se réduisent à quelques cérémonies, fêtes ou pèlerinages, et n'impliquent pas une très grande ferveur. Un certain esprit positif, qui n'exclut pas les superstitions, continue d'animer les foules.

Les transformations les plus graves de la société chinoise viennent de l'importance croissante des villes et du déplacement de la population vers la côte et les grands ports. Le développement du commerce, la création de grandes banques, de firmes industrielles, de l'émigration lointaine, tend à donner aux villes maritimes un aspect tout nouveau. Quelle que soit la puissance des associations provinciales, les Chinois des ports sont des déracinés dont les attaches profondes sont coupées et qui se trouvent enclins aux nouveautés les plus extrêmes. Toutes les habitudes sociales ont été brusquement changées par le renchérissement très rapide de la vie. Le prolétariat des ports forme une masse sujette à des agitations brusques. Les conflits avec les employeurs, surtout étrangers, déjà fréquents, peuvent aller s'aggravant. Il y a là un élément d'instabilité : cette instabilité pourrait devenir inquiétante si elle gagnait les masses paysannes, parmi les-

quelles les chefs militaires recrutent leurs troupes et où rentrent les soldats congédiés, démoralisés par une vie de brigandage. Mais la Chine a déjà connu des crises presque aussi graves, et elle en est sortie victorieuse, avec l'aide du temps.

## Indochine.

Pendant le XIX<sup>e</sup> siècle, l'Angleterre et la France colonisent l'ouest et l'est de l'Indochine. Au centre de la péninsule, le Siam devient un royaume prospère et fort.

## Indochine anglaise.

L'Indochine anglaise comprend deux parties, la Birmanie et les Établissements des Détroits, dont la colonisation a été poursuivie par la Grande-Bretagne en des temps et pour des intérêts très différents.

L'extrémité méridionale de la presqu'île indochinoise est une langue de terre montagneuse divisée en étroits compartiments ; elle n'est, à l'est comme à l'ouest, séparée que par des bras de mer des îles de la Sonde. La population est formée par un amalgame de Négritos, de Chinois, d'Hindous et surtout de Malais, venus principalement de Sumatra. Aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles, les Siamois essayèrent de conquérir les petits sultanats qui se partageaient le territoire : plusieurs restèrent placés sous la suzeraineté nominale du Siam. Au XVII<sup>e</sup> siècle, les Portugais s'établirent à Malacca. Mais quand les Hollandais se furent installés dans les îles de la Sonde, ils s'emparèrent du sud de la péninsule. Pendant les guerres de l'Empire, les Anglais se saisirent des possessions hollandaises, qu'ils restituèrent, la paix venue, mais en ayant soin de garder Singapour, magnifique rade facile à défendre, dont ils firent un grand port de transit et qui devint la clé des Détroits. En 1886-1888, ils assurèrent leur maîtrise à l'entrée de la mer de Chine en annexant, malgré les protestations des Hollandais, la côte nord de Bornéo. Ils s'établirent de même dans la partie de la Nouvelle-Guinée qui commande le détroit de Torrès, assurant ainsi les communications entre l'Australie orientale et Singapour. L'arrière-pays de ce grand port fut conquis par étapes, quand fut reconnue la richesse minière de la péninsule et lorsqu'on eut réussi à y faire prospérer la culture des plantes à caoutchouc (1874-1896). Aux établissements des Détroits (Singapour, Penang, Dindings, Malacca) s'ajoutèrent alors les États malais fédérés (Perak, Selangor, Negri Sembilan, Pahang). En 1909, l'Angleterre obtint du Siam la cession de Keda, Kelantan, Trengganu, Perlis, qui (avec Johore) furent placés sous la protection britannique et formèrent les États malais non fédérés. Après la Grande Guerre, le gouvernement anglais, soutenu par le gouvernement australien, décida de faire de Singapour la base de la flotte d'Extrême Orient. Si le traité de Washington du 13 décembre 1921, dit *Accord du Pacifique*, a interdit à l'Angleterre de fortifier le port de Rabaul (sur le canal Saint-Georges, entre la presqu'île de la Gazelle et le Nouveau Mecklembourg), il lui a laissé la possibilité d'organiser militairement Port-Darwin et Singapour, aux deux extrémités du couloir maritime placé entre les îles de la Sonde. L'Angleterre est maîtresse des voies d'accès allant du Pacifique à l'océan Indien.

L'établissement des Anglais en Birmanie est une conséquence de la conquête qui a unifié l'Inde sous la domination de la Grande-Bretagne ; il s'explique aussi par le désir de posséder une voie d'accès vers la Chine du Sud-Ouest. La Birmanie, après avoir formé un vaste empire, avait été morcelée en petites principautés à la chute de la dynastie de Pagan (1300). Le royaume d'Ava, fréquemment en guerre avec la Chine, ne s'étendit d'abord que sur les parties hautes des vallées de l'Iraouaddi. Au XVI<sup>e</sup> siècle, il finit par toucher la mer après la conquête du Pégou. Les Birmans entrèrent alors en lutte avec les Siamois et firent la conquête de l'Arakan et du Tenasserim. Les Pégouans se révoltèrent au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, et ce fut le prétexte d'un essai d'intervention de Dupleix, puis des Anglais qui commencèrent alors l'exploration du pays. À partir de 1811, une série de difficultés de frontières amenèrent les Anglais de l'Inde à entrer en guerre avec les Birmans. En 1826, l'Angleterre annexa l'Arakan et le Tenasserim : les possessions anglaises s'étendirent, au sud, presque jusqu'à l'important isthme de Kra, où s'étrangle la péninsule malaise. Les frontières de l'Inde se trouvaient affermiées et tout le pourtour du golfe de Bengale était placé sous le contrôle britannique. Mais les Anglais, à la suite d'une série de missions en direction de Bhamo, furent amenés à penser que l'Iraouaddi et la Salouen pouvaient fournir une bonne voie de pénétration vers le Yun-nan et le Sseu-tch'ouan. En 1852-1854, une guerre entraîna l'annexion du Pégou et du Martaban, qui formèrent la Birmanie britannique. De nouvelles missions se succédèrent : elles montrèrent que les vallées birmanes (pas plus que la voie du Mékong explorée par les Français) ne pouvaient pas devenir les grandes routes du commerce vers la Chine sud-occidentale. Les Anglais laissèrent subsister dans



# LES TOMBEAUX IMPÉRIAUX DE HUÉ (ANNAM)



TOMBEAU DE L'EMPEREUR TU-DUC (1848-1883)

Pavillon de la stèle.



TOMBEAU DE L'EMPEREUR DONG-KHANH (1886-1888)

Le mausolée.



TOMBEAU DE L'EMPEREUR THIEU-TRI (1841-1847)

Le pavillon mortuaire et les lotus sacrés.

CL. AGENCE ÉCONOMIQUE DE L'INDOCHINE.







les montagnes un petit royaume birman indépendant. Quand les Français occupèrent le Tonkin, et qu'il fut question d'ouvrir une route reliant à travers les États shan les possessions françaises au royaume birman, les Anglais se décidèrent à occuper Mandalay et tout le haut pays (1885). Il s'ensuivit une dure guerre avec les montagnards (Dacoïts). Les Anglais devinrent ainsi, sur une longue frontière, les voisins du Siam et exercèrent sur le gouvernement de ce pays une grande influence. En 1896, la rivalité anglo-française en Indochine fit place à une entente : le Siam fut partagé en zones d'influence et l'Angleterre put sans peine lui enlever plusieurs provinces des Détroits (1909).

### Indochine française.

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle (1801-1803), Gia-Long parvint à faire l'unité de l'Annam, dont le territoire s'étendit du Tonkin à la Cochinchine.

Pendant la première moitié du siècle, l'Annam et le Siam, qui convoitaient tous deux le petit royaume de Cambodge, furent en rivalité constante. En 1809, le Siam enlevait au Cambodge la province de Battambang.

En 1847, le Cambodge acceptait de payer tribut à la fois à l'Annam et au Siam, mais bientôt une révolte de la Basse-Cochinchine contre les Annamites et des querelles de succession à la cour de Hué permettaient à l'influence siamoise de devenir toute-puissante au Cambodge. C'est alors que les Français intervinrent.

Gia-Long, en 1787, avait conclu un traité avec la France qui cherchait à obtenir la cession de l'île de Poulo-Condor. Ce traité, signé sous l'influence de l'évêque d'Adran, Pigneau de Béhaine, ne fut pas exécuté, mais Gia-Long eut à son service plusieurs officiers français. Pendant la Restauration, la France essaya de renouer des relations avec l'Annam par l'intermédiaire d'un de ces officiers, nommé Chaigneau. Les successeurs de Gia-Long, Minh-Mang et Thieu-Tri, furent hostiles aux étrangers et persécutèrent les chrétiens. En 1843 et 1847, les marins français intervinrent à l'occasion de ces persécutions. Les premières actions vigoureuses de la France coïncidèrent avec l'arrivée en Extrême Orient des troupes destinées à l'expédition franco-anglaise en Chine. L'exécution d'un évêque en fournit le prétexte. En 1858, Rigault de Genouilly s'empara de Tourane, puis, en 1859, de Saïgon. Au retour de la campagne de Chine, l'amiral Charner débarquait à Saïgon un corps d'occupation (1861). En 1862, par le traité de Saïgon, les provinces de Saïgon, Mytho et Bien-Hoa étaient cédées à la France, qui s'installait ainsi dans le delta du Mékong.

En 1863, le Cambodge se plaçait sous le protectorat français, se soustrayant ainsi aux entreprises siamoises. Le Siam, cependant, conservait la possession de Battambang. En 1867, l'amiral de La Grandière annexait les trois provinces cochinchinoises de l'Ouest : Vinh-Long, Chau-Doc et Ha-Tien. Maîtresse du cours inférieur du Mékong, la France entreprit l'exploration de ce grand fleuve qu'on pensait être une bonne voie d'accès vers la Chine du Sud. Les campagnes de Doudart de Lagrée et de Francis Garnier montrèrent que



L'INDOCHINE MODERNE : la rue Catinat, à Saïgon. CL. AGENCE ÉCONOMIQUE DE L'INDOCHINE.

la voie du Mékong n'avait pas plus d'intérêt que celle de l'Iraouaddi. On présuma alors que la véritable route de pénétration devait être fournie par le fleuve du Tonkin, le fleuve Rouge : cette hypothèse fut vérifiée par les voyages d'un hardi commerçant, Jean Dupuis (1870-1872). L'amiral Dupré profita des incidents créés par le troisième voyage de Dupuis pour envoyer dans le delta du Tonkin Francis Garnier avec une très faible escorte. Garnier s'empara de Hanoï et de la plupart des places du delta, mais fut tué dans une embuscade (1873). La France, jusqu'à l'arrivée des républicains au pouvoir, hésita à pousser à fond l'aventure. En 1874, un traité fut signé à Saïgon : le Tonkin était évacué par les Français, mais les Annamites promettaient la libre circulation sur le fleuve Rouge et déclaraient que l'Annam conformerait sa politique extérieure à celle de la France. C'était reconnaître à demi le protectorat français et renoncer aux liens traditionnels de vassalité liant l'Annam à la Chine. Le traité de 1874 était un traité d'attente.

En 1883, la France était décidée à une politique coloniale active. De son côté, l'empereur, Tu-Duc, essayait d'obtenir la protection des Chinois. Le capitaine de frégate Rivière recommença dans le delta l'expédition de Garnier et fut, comme lui, tué dans une rencontre. La guerre commença, rendue difficile par l'intervention de soldats irréguliers chinois (les Pavillons noirs) : elle s'accompagna d'une guerre avec la Chine.

Courbet força les passes de la rivière de Hué et imposa la paix à Tu-Duc ; mais la guerre se prolongea, au Tonkin, avec la Chine. Sur mer, Courbet détruisit la flotte et l'arsenal chinois de Fou-tchéou (1884) ; sur terre, des combats glorieux ou des faits d'armes héroïques à Tuyen-Quan, à Bac-Ninh, à Cao-bang, illustrent les noms du commandant Dominé et du sergent Bobillot. Et, malgré l'échec de Lang-son, démesurément grossi, la Chine, par le traité de Tientsin, abandonna son droit théorique de suzeraineté (juin 1885), cependant



AU SIAM : une revue des troupes devant le palais du roi, à Bangkok.



que l'empereur d'Annam se plaçait sous le protectorat de la France.

Établis dans les deltas et le long de la côte orientale, les Français cherchèrent à pénétrer à l'intérieur du pays de façon à toucher le Mékong sur tout son cours. La question du protectorat des pays laotiens entraîna un conflit franco-siamois. En 1893, une escadre française se présenta devant Bangkok; la paix, rapidement signée, fut complétée en 1903 par une convention franco-siamoise. Les provinces de Battambang et de Siem-Reap firent retour au Cambodge, qui se trouva reconstitué et remis en possession des magnifiques monuments d'Angkor. Le passage du royaume de Louang-Prabang sous le protectorat français permettait à la France d'enserrer au nord comme au sud le plateau du Laos. Depuis 1896, les Français et les Anglais, après avoir fixé les frontières de la Haute-Birmanie et des possessions françaises, avaient décidé que toute la partie méridionale du Siam serait placée sous l'influence anglaise, et la rive droite du Mékong sous l'influence française, la France et l'Angleterre s'engageant à respecter le seul bassin de la Ménam. Cependant, par un traité signé en 1925, la France a renoncé aux servitudes qui grevaient à son profit le territoire du Laos siamois, et décidé d'accepter la création d'une commission mixte (franco-siamoise) du Mékong.

L'Union indochinoise forme une sorte d'État dirigé par un gouverneur général français et composé de pays (Tonkin, Annam, Laos, Cambodge, Cochinchine) administrés selon des régimes différents. La France a reconstitué au Cambodge et au Laos de petits États qui, aux prises avec les Siamois et les Annamites, risquaient de perdre leur nationalité. En Annam, l'influence française s'oppose à l'influence chinoise, qui avait réussi à dénationaliser presque entièrement le pays : la langue annamite, écrite en transcription européenne, se dégage, et avec elle la littérature indigène, de l'influence qu'a exercée sur elle la langue chinoise. De même, le droit annamite se libère peu à peu des principes du droit chinois introduit dans les codes compilés par les anciens souverains indigènes, et directement inspirés par la législation de la dynastie T'ang. La puissance économique des Chinois reste très grande dans les deltas, mais l'agriculture et le commerce annamites tendent à se délivrer d'elle. Au contraire, depuis la création du chemin de fer allant au Yun-nan (Hanoï, Lao-Kay, Yun-nan fou), le commerce franco-annamite a conquis dans cette riche province une situation privilégiée.

### Siam.

Après avoir, au XVII<sup>e</sup> siècle, entretenu quelques relations avec la France, le Siam se ferma aux étrangers. A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle se fonda une dynastie nouvelle qui accueillit quelques missionnaires — le plus célèbre est M<sup>re</sup> Pallegoix, qui écrivit une description du royaume de Siam — et différentes missions anglaises d'exploration (1822-1850). Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, le Siam, comme la Chine et le Japon, dut s'ouvrir au commerce étranger : les premiers traités de commerce furent passés avec l'Angleterre (1855) et la France (1858). Ces deux puissances établirent des colonies à l'est et à l'ouest du Siam, qui dut, en particulier, abandonner, en 1867, les droits de souveraineté qu'il avait acquis sur le Cambodge. Se sentant menacée, la dynastie régnante entra résolument dans la voie des réformes.

En 1868, le roi Chulalongkorn montait sur le trône. Presque aussitôt il commença à voyager : il visita d'abord Java et l'Inde (1871-1872). En 1874, une Constitution fut élaborée, mais l'effort de rénovation porta surtout sur l'établissement de moyens puissants de communication destinés à donner plus d'unité à un royaume démesurément étendu en longueur. En 1885, le service des postes était organisé et des lignes télégraphiques étaient construites. En 1891 et 1895, on commença la construction de la ligne ferrée Bangkok-Kora, facilitant l'approche du Laos, et du chemin de fer de Paknam, qui (en 1922) devait atteindre à Xieng-mai les hautes vallées où s'était formée jadis la puissance siamoise. En 1909 fut amorcée la construction de la ligne méridionale (terminée en 1917) qui reliait à la capitale les lointaines possessions de la péninsule malaise. Entre temps, le Siam devait subir les empiète-



CHULALONGKORN, roi de Siam (1868-1910).  
CL. HAUTECEUR.

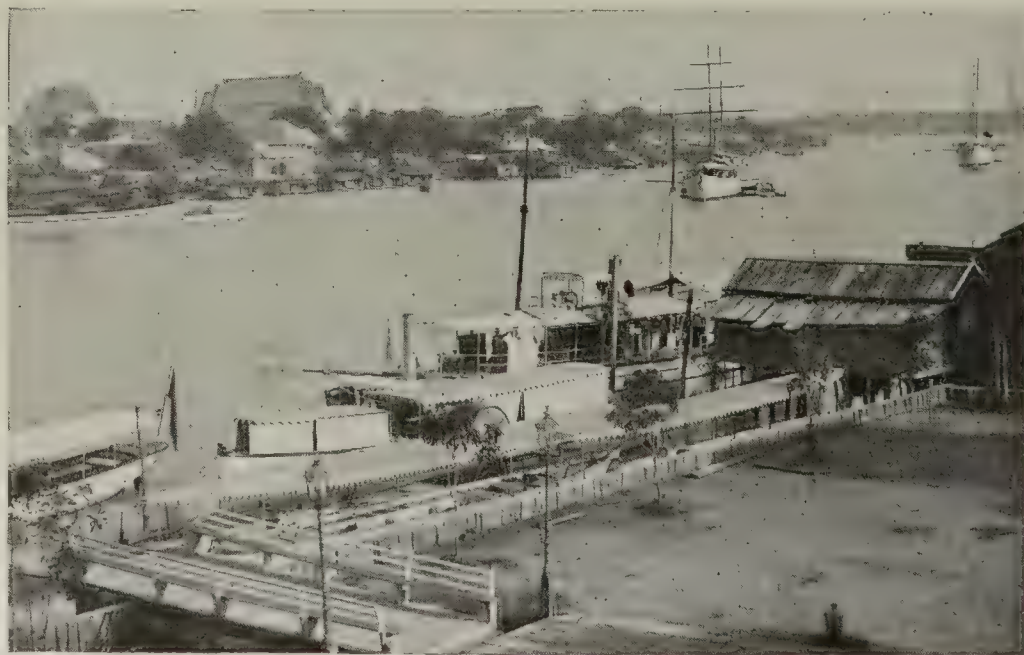
ments franco-anglais qui réduisaient son territoire. Le royaume, moins étendu, gagnait en cohésion : deux révoltes (1889 et 1902) pouvaient être assez facilement réprimées.

En 1896, puis en 1907, le roi Chulalongkorn visita l'Europe. Il prit comme conseiller (1905-1908) un Occidental, M. Strobel. Il réussit en 1903 à contracter en Angleterre un emprunt de 3 millions de livres destinés à pourvoir à l'équipement moderne du Siam. Chulalongkorn mourut en 1910. Son successeur avait été élevé à l'europpéenne, ainsi que la plupart des princes de la maison royale. Sous leur impulsion, la modernisation du Siam fut poussée activement.

Sous la direction du prince Damrong, l'instruction publique fut organisée : de 1917 à 1922, le nombre des élèves est passé de 135 000 à 227 000. Une Université fut créée en 1917, en même temps qu'une Bibliothèque nationale. En 1892 commença une œuvre de codification qui, avec l'aide de conseillers techniques européens, aboutit en 1908 à la promulgation d'un corps complet de codes. Des fermes-écoles ont été créées en 1922 pour améliorer la production du riz. Dès 1896, sous la direction d'un technicien anglais, un service forestier avait été organisé pour améliorer l'exploitation du teck et préserver les forêts domaniales. On entendait aussi régulariser les cours d'eau. En 1912, un grand plan fut adopté en vue de l'irrigation de la vallée de la Ménam. Un premier grand canal (canal Prasak, 1917-1922) a permis de débarrasser des infiltrations d'eau salée une bonne partie du delta. Des projets sont à l'étude pour établir dans l'isthme de Kra (que Lesseps avait eu l'idée de percer) une voie ferrée permettant aux voyageurs d'éviter le détour de Singapour, de façon à faire de Bangkok, perdu au fond du golfe de Siam, une tête de ligne maritime.

Le Siam modernisé a pris part à la Grande Guerre, à partir de juillet 1917. Il en a profité pour créer un corps important d'aviation. Admis à traiter à côté des puissances européennes, il a pu obtenir, en particulier de la France, la révision des traités anciens. L'Angleterre dès 1909, la France depuis 1925 ont renoncé à la juridiction consulaire : les résidents de ces deux nations doivent être jugés par une cour internationale, mais il est prévu que, dès que les codes siamois seront entrés en vigueur, la souveraineté du Siam, en matière de justice, deviendra complète. Le traité français de 1925 accorde aux Français le droit de posséder des biens-fonds au Siam et au gouvernement siamois une autonomie complète en matière douanière.

Le Siam est parvenu à faire reconnaître ses droits souverains presque aussi rapidement que le Japon et bien avant que la question se posât sérieusement pour la Chine. Les progrès rapides du royaume ont été accomplis sur l'initiative et par la volonté de la maison royale. Le peuple siamois s'accommode des transformations qui lui sont imposées et dont il profite. Il semble garder intacte la foi bouddhique. Ses mœurs restent douces et paisibles. Il vit surtout d'agriculture. Les grandes villes sont rares. Une bonne partie du commerce de Bangkok est aux mains des étrangers.



VUE DE LA VILLE DE BANGKOK, sur la Ménam.



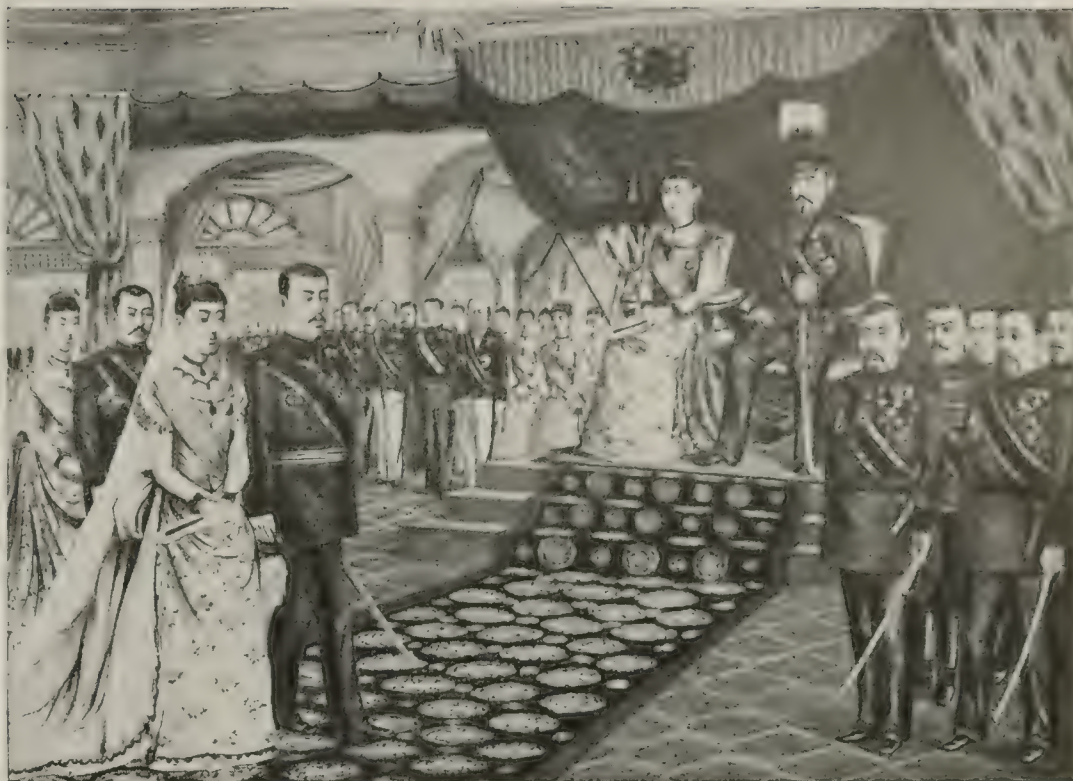
## Japon.

La transformation du Japon a été plus dramatique et plus rapide que celle du Siam. Pays entièrement fermé et replié sur lui-même jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, le Japon est devenu, au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'une des grandes puissances mondiales.

**LA REVOLUTION JAPONAISE.** — Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, aucun étranger n'arrive à pénétrer au Japon; la puissance des Tokugawa paraît intacte; l'empereur reste confiné dans son palais de Kyōto. Cette réclusion même que lui impose la toute-puissance des shōgun permet d'exalter son caractère sacro-saint. Les publications des philosophes et des historiens qui, s'inspirant d'idées chinoises, prônaient le loyalisme à l'égard de l'empereur et reconstituaient l'histoire dynastique, minaient sourdement le gouvernement shōgunal (*bakufu*). L'administration de l'État, depuis longtemps tranquille, était tombée aux mains de bas fonctionnaires. Les daimyō, ruinés par la paix, n'étaient maintenus dans l'obéissance que par les efforts d'une police minutieuse; mais certains fiefs, lointains et peu accessibles, comme celui de Satsuma (Kyūshū), attendaient impatiemment une ère de liberté féodale et de profits.

Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle (1847-1853), les États-Unis, après une guerre faite au Mexique à l'occasion du Texas, s'accroissent de la Californie et possèdent sur le Pacifique le magnifique port de San Francisco. En 1853, l'escadre américaine du commodore Perry se présente à Uraga (à l'entrée du golfe de Tōkyō) et remet une lettre officielle demandant l'ouverture du pays au commerce. Le gouvernement shōgunal sollicite un délai. Le commodore Perry revint l'année suivante, mais, ne s'arrêtant pas à Uraga, alla se poster avec ses « vaisseaux noirs » tout au fond de la baie. Les Japonais signèrent alors le traité de Kanagawa (mars 1854) qui ouvrait au commerce les ports de Shimoda (à l'entrée du golfe de Tōkyō) et de Hakodaté. Le traité fut ratifié l'année suivante (février 1855). En octobre 1855, l'amiral anglais Stirling faisait signer un traité ouvrant le port de Nagasaki. Un traité avec la Hollande, conclu peu après, comportait la promesse d'une entrée en relations avec toutes les puissances étrangères. D'autre part, l'amiral Poutiatine nouait les premières relations de la Russie avec le Japon. En 1858, les grandes puissances maritimes renouvellent leurs manifestations navales. La France et l'Angleterre disposent alors de grosses forces, envoyées en Extrême Orient en vue de la guerre contre la Chine. Lord Elgin et le baron Gros négocient l'ouverture de nouveaux ports et les Américains reparaissent. Ils obtiennent le droit d'établir à Yedo un agent diplomatique.

Les traités imposés par les étrangers impliquaient une diminution de la souveraineté japonaise : régime de l'exterritorialité, système des concessions avec juridiction consulaire, fixation une fois pour toutes des droits de douane. Le gouvernement shōgunal fut aussitôt accusé de trahison par les patriotes. Les années 1858-1860 furent une période tragique pendant laquelle un grand ministre, Ii Kamon no Kami Naosuke, eut à lutter contre les intrigues de la cour de Kyōto, sou-



UNE CÉRÉMONIE OFFICIELLE A TŌKYŌ : l'empereur Mutsu-hito, l'impératrice et les personnages de la cour sont habillés à l'européenne. — Image populaire éditée au Japon pendant la guerre russo-japonaise de 1904-1905.

nue par les daimyō indépendants du Sud et même par quelques membres de la famille Tokugawa. Au shōgun Yesada avait succédé en 1858 un tout jeune enfant, Yemochi (1858-1866). Aidé par Manabe Norikatsu, Ii Naosuke, essaya de mater les daimyō, les consignants dans leurs châteaux, les obligeant à abdiquer, n'hésitant pas à supprimer les plus dangereux. Il sentait parfaitement que, s'il ne réussissait point à faire accepter au pays les accords avec les étrangers, l'indépendance nationale, qu'il essayait de sauver par de lentes et habiles concessions, risquait de sombrer. Il fut assassiné (mars 1860) par des samurai de Mito. Bien que la lutte ait été d'abord circonscrite entre les gens de Mito et ceux de Hikone, ce furent bien vite les daimyō du Sud qui prirent le principal rôle. Ils semblèrent au début uniquement inspirés par la haine des étrangers; mais ils désiraient aussi faire acquérir à leur pays la puissance dont témoignaient les puissants « vaisseaux noirs » dont l'arrivée avait bouleversé le Japon.

La haine des étrangers se traduisit par de nombreux assassinats (1860-1861). L'un d'eux, celui de marchands anglais, commis par des gens de Satsuma, entraîna une effervescence telle que la légation anglaise fut incendiée (1862). En mars 1863, une grosse escadre anglaise arriva à Yokohama, apportant un ultimatum. L'empereur avait déjà pris parti en faveur de l'agitation nationaliste; il ordonna de ne point céder aux étrangers. Les daimyō de Nagato et de Satsuma firent tirer sur les vaisseaux étrangers. Les Anglais bombardèrent Kagoshima (Satsuma), puis une flotte (composée de vaisseaux anglais, français, hollandais, américains) força le détroit de Shimonoseki (Nagato) et pénétra dans la mer intérieure (septembre 1864). Les étrangers exigèrent une vengeance éclatante. Il parut clair que le Japon ne pouvait rester fermé.

Le parti impérial mit à profit le revirement de l'opinion. Les clans belliqueux et disciplinés de Nagato et surtout de Satsuma, travaillés par des patriotes tels qu'Okubo, s'armèrent à l'européenne, se révoltèrent et battirent les armées du shōgun (1866). Ce dernier mourut peu après, et, au début de l'année suivante, l'empereur mourut aussi. Le nouvel empereur, Mutsu-hito, convoqua une assemblée de daimyō (15 décembre 1867) et, le 3 janvier 1868, supprima le shōgunat. Soutenu par les clans de Satsuma, Nagato, Hizen et Tosa, il put vaincre, à l'aide d'une armée commandée par Saigō Takamori (samurai de Satsuma), les partisans de Tokugawa. En novembre 1868, Hondo appartenait entièrement au parti impérial et la lutte ne se poursuivait plus que dans le Hokkaido. Le 26 novembre, l'empereur quittait Kyōto et faisait de Tōkyō (nom nouveau de Yedo) la capitale du Japon nouveau.



VUE EXTÉRIEURE DES MURAILLES DE SÉOUL (Corée). CL. UNDERWOOD.



LES DÉBUTS DE L'ÈRE NOUVELLE (MEIJI) [1868-1900]. — Dans le serment (*goseimon*) prononcé le jour de son avènement (6 avril 1868), l'empereur promit d'associer le peuple au gouvernement. Dès le début de l'année suivante, les clans victorieux (Satsuma, Nagato, Hizen, Tosa) réclamèrent la suppression des daimyats et l'abolition du système féodal. Mais la transformation politique et sociale qui accompagna la restauration impériale ne fut nullement réalisée par le seul effet d'une nuit du 4 août. De longues années de tractations prudentes furent nécessaires pour dépouiller les daimyō et les samurai de leurs privilèges anciens (le port du sabre ne put être interdit qu'en 1876). Ils restèrent d'ailleurs distingués du simple peuple (*heimin*) par des titres (*kwazoku*, *shizoku*), et leurs droits anciens leur furent achetés à l'aide de compensations pécuniaires et de l'octroi de privilèges (politiques ou économiques) d'une nature nouvelle.

Tous les artisans de la révolution n'étaient pas désintéressés et beaucoup d'entre eux n'avaient voulu restaurer le pouvoir impérial que pour restaurer du même coup les vieilles traditions japonaises. Tel était, par exemple, le cas de Saïgo Takamori, le héros de Satsuma. Il abandonna vite la cour et, retiré à Kagoshima, fonda une école militaire. En 1877, il se révolta. La rébellion de Satsuma fut dure à réprimer. Ce ne fut qu'au bout de plusieurs mois de lutte et après une résistance de vingt et un jours sur le Shiroshima que les partisans de Saïgo se rendirent : lui-même était blessé et l'un de ses fidèles lui coupa la tête afin que les Impériaux ne puissent point s'en emparer. Les compagnons de lutte de Saïgo qui se montrèrent moins turbulents exercèrent une dure tutelle sur le gouvernement nouveau. Jusqu'aux années 1898-1900, la politique japonaise n'a été qu'une politique de clientèle.

Le pouvoir fut accaparé par les gens de Nagato et de Satsuma qui, d'ailleurs, donnèrent au Japon des hommes d'État remarquables. Les clans de Tosa et de Hizen fournirent les chefs des partis d'opposition. Les corps délibérants ne furent au début que des assemblées de fonctionnaires. En 1881, une ordonnance impériale promit pour 1890 l'ouverture d'un Parlement. En 1882, Itô Hirobumi allait étudier les diverses constitutions européennes. À son retour il prépara, à titre de président du Conseil privé, la Constitution qui fut promulguée en 1889. En 1890 un Parlement fut réuni : il était composé de deux Chambres, Chambre haute ou Chambre des pairs (*Kizoku-in*) et Chambre des députés (*Shugi-in*), élues au suffrage restreint (le droit de suffrage fut sensiblement étendu en 1902). Les ministres n'étaient responsables que devant l'empereur et ne représentaient pas la majorité parlementaire. Ils assistaient très rarement aux séances, où ils se faisaient représenter par des fonctionnaires. Les dissolutions étaient fréquentes et l'hostilité des anciens hommes d'État (*genrō*) et de la Chambre haute jointe à l'inexistence de véritables partis politiques empêchait toute activité parlementaire sérieuse. Après la victoire du Japon sur la Chine, le besoin de discuter le programme *post bellum* et la gravité des événements qui se préparaient du côté de la Russie donnèrent l'idée au marquis Itô de discipliner la vie parlementaire et d'adopter le système d'un cabinet de parti. Le marquis Itô prit lui-même la direction du parti libéral (Amis de la Constitution) et un ministère fut formé qui ne contenait aucun *genrō*. Le Japon s'aiguillait vers le régime parlementaire.

Dans le même temps, la société japonaise se transformait rapidement. Le chemin de fer de Tōkyō à Yokohama était ouvert au trafic en 1872, et l'exploitation des mines de houille commençait ; le calendrier grégorien était adopté en 1873 (il ne devait devenir obligatoire qu'en 1907), les uniformes européens étaient imposés dans les cérémonies officielles ; l'armée et la marine étaient organisées par des missions étrangères ; des codes nouveaux (inspirés en partie par les lois européennes) étaient promulgués en 1880 (et réformés en 1906) ; enfin, en 1907, l'étalon d'or était adopté et la Banque du Japon organisée.

Pendant cette période d'attente, la politique extérieure du Japon, tout en restant extrêmement prudente, prend peu à peu de l'ampleur. En 1874 le Japon songe déjà à Formose, mais arrête l'expédition commencée dès que l'Angleterre s'entremet en faveur de la Chine. Il insiste à peine quand on refuse la demande qu'il présente de mettre fin aux juridictions consulaires (1875). Il cède à la Russie sur la question de Sakhaline (1875). Cependant, il adopte rapidement une politique énergique à l'égard de la Corée. En 1876 il obtient l'ouverture



AMIRAL TOGO, né en 1857.  
CL. AGENCE UNIVERSELLE.

au commerce de ports coréens (aucune puissance occidentale n'avait pu y réussir) et fait insérer dans le traité une clause sur la souveraineté coréenne qui méconnaît les droits traditionnels de suzeraineté reconnus à la Chine. Après une lutte d'influence avec les Chinois qui parut s'atténuer vers 1885, les Japonais présentèrent en 1894 un ultimatum demandant au souverain de la Corée l'expulsion des troupes chinoises, puis ils commencèrent la guerre qui, brillamment menée, les amena, en moins d'un an, à occuper une partie de la Mandchourie. Par le traité de Shimonoseki (1895), la Chine reconnut l'indépendance de la Corée. La cession de Formose et des Pescadores [complétant l'annexion définitive des îles Lieou-kieou (*Ryūkyū*) faite en 1879] mettait le Japon en possession d'un long archipel commandant la mer de Chine. Mais les Japonais, après une intervention de puissances groupées autour de la Russie, renoncèrent à la cession à bail du Leao-tong qui leur aurait donné une des clés du golfe de Petchili. La Russie se substitua au Japon dans le Leao-tong. En Corée, elle prétendit se substituer à la Chine et entama une lutte d'influence avec le Japon. Le gouvernement

japonais se résigna à tolérer cet état de fait et à ne pas pousser à bout sa première grande victoire militaire. Mais il sut obtenir de la Chine (1896) un traité de commerce et l'extension à ses nationaux du privilège de l'exterritorialité, se haussant ainsi au même rang que les Occidentaux. Inversement, il sut faire accepter à ces derniers (1899) de nouveaux traités, soumettant aux lois japonaises les étrangers établis au Japon. À l'occasion des troubles des Boxers, le Japon se mit aux côtés des puissances occidentales. En 1900, le Japon avait pris place dans le concert des puissances.

LE JAPON, PUISSANCE À INTÉRÊTS GÉNÉRAUX (1900-1925). — Pendant la guerre de Chine, l'armée et la marine japonaises avaient fait leurs preuves. Le Japon, profitant des indemnités de guerre obtenues, établit un programme *post bellum*, destiné à accroître leur puissance. En 1902, le comte Hayashi conclut une alliance avec l'Angleterre, menacée par une expansion russe en Asie : l'alliance avait pour fin le maintien du *statu quo* en Extrême Orient, mais le Japon reconnaissait les intérêts spéciaux que l'Angleterre possédait en Chine et l'Angleterre reconnaissait les intérêts qu'avait le Japon en Corée.

En 1904, la politique ambitieuse des Russes en Mandchourie et surtout leurs intrigues en Corée déterminaient la guerre russo-japonaise. Tant sur mer que sur terre, les Japonais remportèrent des victoires brillantes, mais coûteuses. En août 1904, les flottes russes du Pacifique étaient anéanties ; en mai 1905, l'amiral Togo détruisait à Tsushima l'escadre russe venue de la Baltique. Port-Arthur capitula après un long siège au début de 1905. L'armée russe fut battue à Leao-yang (septembre 1904), puis à Moukden (mars 1905). Par le traité de Portsmouth (États-Unis), le Japon obtint la rétrocession de la péninsule de Leao-tong, l'abandon par les Russes de la Mandchourie, la cession



LA GUERRE RUSSO-JAPONAISE : l'artillerie japonaise devant Port-Arthur.  
CL. GRIBAYÉDOFF.



de la partie sud de Sakhaline et enfin une pleine liberté d'action en Corée. Le protectorat sur la Corée ne fut proclamé qu'en 1907. En 1910, la Corée était annexée et prenait le nom de Chōsen. C'était là le commencement d'un rêve millénaire de conquête : celle-ci était devenue pour le Japon une nécessité d'ordre économique. Un vaste pays de colonisation était indispensable au Japon, pauvre en terres cultivables et surabondamment peuplé.

Le traité de Portsmouth n'avait donné au Japon aucune indemnité de guerre. La victoire sur les Russes ouvrit pour les Japonais une ère de grosses difficultés financières. En 1905-1906, le vicomte Takahashi parvint à contracter à l'étranger un emprunt de 1 600 000 000 de yen, qui était nécessaire pour financer les frais de guerre. Les négociations entreprises à ce sujet dans les capitales européennes se doublèrent de tractations diplomatiques, qui aboutirent à la formation d'une entente entre deux groupes de puissances, comprenant, l'un : le Japon et l'Angleterre; l'autre : la France et la Russie. En 1907, la France et le Japon se garantissaient mutuellement le maintien de leurs possessions en Extrême Orient (traité du 10 juin). La même année, les Russes et les Japonais passaient différents accords relatifs à l'exploitation du chemin de fer transmandchourien et à la question des pêcheries. De leur côté, les Anglais et les Russes décidaient de régler amiablement toutes leurs querelles asiatiques. En 1910, l'alliance anglo-japonaise était renouvelée et la même année la Russie et le Japon décidaient de procéder en plein accord en Mandchourie, particulièrement pour tout ce qui touchait à l'exploitation des voies ferrées. La déclaration publiée à ce sujet était une réponse à une proposition américaine visant l'internationalisation des chemins de fer mandchouriens.

Les États-Unis s'étaient entremis pour arrêter la guerre russo-japonaise. Ils avaient en 1898 annexé l'archipel des Hawaï, où les colons japonais étaient nombreux. La même année, ils avaient enlevé les Philippines à l'Espagne et, l'année suivante, s'étaient, en même temps que l'Allemagne, installés dans l'archipel des îles Samoa. Ils disposaient dans la vaste étendue du Pacifique, au nord comme au sud, de bases navales importantes. Non seulement aux Hawaï, mais en Californie, les colons japonais arrivaient nombreux : en 1912, ils possédaient en Californie 26 000 acres de terrain et ils en tenaient en location plus de 120 000. En 1906, les autorités de San Francisco refusèrent aux enfants japonais l'accès des écoles américaines. Cette mesure de *discrimination* détermina au Japon un mouvement d'opinion d'autant plus grave que les États-Unis apparaissaient comme des concurrents redoutables sur le marché chinois. Le Japon, dont l'industrialisation faisait des progrès rapides, espérait gagner la première place sur ce marché.

Le commerce japonais avait en Chine d'autres concurrents : les Anglais qui bénéficiaient d'une vieille tradition, les Allemands dont les progrès étaient récents et rapides. Les Allemands avaient organisé dans le Chan-tong le port magnifique de Ts'ing-tao ; ils possédaient en outre dans le Pacifique de nombreux établissements, en particulier au large des Philippines et de Formose les principaux archipels de la Micronésie (Marshall, Carolines, Mariannes, Palaos). Lorsque éclata la guerre de 1914, le Japon prit tout de suite parti contre l'Allemagne (15-23 août), devançant de très loin l'entrée en guerre des États-Unis et de la Chine. Pendant la durée des hostilités, le Japon rendit de très grands services aux alliés en assurant la police des mers dans tout l'Extrême Orient, puis, après la débâcle russe, en envoyant plusieurs divisions (août 1918) à la rencontre des contingents tchécoslovaques qui essayaient de se frayer passage à travers la Sibérie. Les Japonais, après s'être emparés des positions allemandes du Chan-tong, occupèrent la ligne (allemande) de Kiao-tcheou à Tsi-nan fou. Ils se trouvaient ainsi les maîtres du golfe de Petchili et, tenant le Leao-tong et le Chan-tong, prenaient Pékin dans une sorte de tenaille. Quand ils imposèrent à Yuan Che-k'ai l'acceptation des vingt et une demandes, ils laissèrent voir le désir d'obtenir une sorte de contrôle général sur la Mandchourie entière et la Mongolie, de façon à investir complètement les provinces de la Chine du Nord. L'expédition de Sibérie leur permit en fait de s'établir dans la région de Tchita ainsi qu'à Harbine et à Vladivostock. Les vingt et une demandes trahissaient encore l'intention d'acquérir une situation privilégiée sur le Yang-tseu : elles soulevèrent (surtout en raison de cela) l'indignation des Anglais établis en Chine.

Au traité de Versailles, le partage des îles allemandes du Pacifique entraîna quelques difficultés entre le Japon et l'Angleterre qui défendait les intérêts australiens. Le Japon ne reçut que les îles situées au nord de l'Équateur ; c'était, à vrai dire, toute la Micronésie. En avant des mers de Chine, le Japon se trouvait dès lors possesseur d'une série d'archipels placés en chapelets et formant un double rang de boucliers (au nord, les Kouriles, avec, en arrière, le sud de Sakhaline et Yeso ; au sud, les Lieou-kieou, Formose et les Pescadores, avec,



LE TRAITÉ DE PORTSMOUTH (États-Unis). — Les plénipotentiaires à bord du *Mayflower*. De gauche à droite : Witte, de Rosen, Roosevelt, Komura, Takahira. CL. UNDERWOOD.

en avant, la lignée des îles Bonin et Mariannes, tandis que, s'avancant jusqu'au tiers du Pacifique et isolant absolument les Philippines, il détenait, des Palaos aux Marshall, tout un groupe d'îlots s'étendant sur quinze degrés de latitude. Cet encerclement des Philippines et les difficultés qui surgirent au sujet de l'île de Yap accrurent le sentiment antijaponais aux États-Unis.

Pendant la Grande Guerre, les États-Unis avaient, ainsi que le Japon, fortement augmenté leur flotte de guerre, dont la puissance tendait à égaler celle de la flotte anglaise. Les États-Unis convoquèrent à Washington (1921) une conférence destinée à arrêter la course aux armements navals et à régler les questions du Pacifique que la paix de Versailles avait laissées en suspens. Anglais et Américains acceptèrent le principe de l'égalité de leurs flottes respectives : les Japonais virent leur puissance navale limitée aux 3/5 de celles de leurs rivaux. Ils durent aussi adhérer à l'interdiction de fortifier les positions insulaires situées à l'est du méridien 110 de Greenwich. En revanche, le chef de la délégation japonaise, l'amiral Kato (ancien chef d'état-major de Togo), se ligua avec les petites puissances navales pour empêcher l'interdiction des sous-marins : les sous-marins, étant donnés les positions insulaires du Japon à l'ouest du Pacifique, constituaient pour lui une arme qui lui assurait la domination des mers intérieures de la côte asiatique. Le Japon accepta de rendre Kiao-tcheou à la Chine après une négociation directe. Il défendit, sans peine, le maintien de sa situation dans le Leao-tong, mais renonça aux privilèges obtenus à la suite des vingt et une demandes et, de lui-même, promit d'évacuer les positions qu'il occupait sur le parcours du Transsibérien.

L'accord anglo-japonais arrivé à expiration ne fut point renouvelé et l'Angleterre, après la réunion d'une conférence impériale (1923), annonça que, en vue de préserver la mobilité de sa flotte, réduite par les accords de Washington, elle allait fortifier Singapour. Cette décision fut considérée par l'opinion japonaise comme une menace à l'égard du Japon.

L'année 1923 vit aussi le début d'un conflit pénible avec les États-Unis au sujet de l'émigration japonaise. Celle-ci était très réduite depuis un accord signé en 1911 (*gentlemen's agreement*) ; la situation, aggravée par des mesures prises par l'État de Californie (1913), puis par une décision de la Cour suprême des États-Unis (1923) impliquant que les Japonais n'étaient point susceptibles de devenir citoyens américains, tourna au tragique (janvier 1924) lorsque les Chambres américaines décidèrent d'interdire l'entrée des États-Unis à tout Japonais pouvant être considéré comme un immigrant. Cette décision ne touchait que très peu d'individus, les lois américaines précédentes n'ayant admis qu'un contingent annuel de 146 émigrants japonais. Elle ne pouvait donc être considérée que comme une mesure de *discrimination* et posait par suite le redoutable problème de l'égalité



TÔKYÔ après le tremblement de terre du 1<sup>er</sup> septembre 1923. CL. NEW YORK TIMES.

des races. Le Japon venait d'être atteint très durement dans sa prospérité financière par une crise économique commencée en 1921 et par le tremblement de terre du 1<sup>er</sup> septembre 1923. Les États-Unis étaient ses meilleurs clients et absorbaient près de 45 pour 100 des ventes japonaises à l'étranger. La marine japonaise avait été durement touchée par le tremblement de terre. Il ne pouvait être question d'un conflit armé. La nation japonaise se borna, devant l'injure américaine, à manifester un sentiment d'amertume, assurément profond et durable. Les journaux publièrent des avertissements aux Anglo-Saxons, indiquant qu'à l'imitation de l'Afghanistan, de la Turquie et de l'Égypte, les Hindous et les Philippins pourraient bien s'affranchir de ceux qui se considéraient à tort comme une race élue. L'amertume japonaise fut encore accrue lorsque, à l'exemple des États-Unis et du Canada, les pays de l'Amérique du Sud, le Brésil notamment, manifestèrent une japonophobie soudaine.

Les déceptions japonaises dans les questions du Pacifique ont influé sur l'attitude prise par la diplomatie du Japon au sujet des problèmes proprement asiatiques. Le Japon a accueilli avec bienveillance Sun Yat-sen lorsque, en décembre 1924, passant à Kobé pour se rendre à la conférence qu'il devait avoir à Pékin avec Tchang Tso-lin et Fong Yu-siang, il prononça un discours enflammé en faveur de l'union des Asiatiques. Les négociations du Japon avec les Soviétiques, commencées en 1921 et interrompues par deux fois, furent reprises en 1924 dans un esprit amical et aboutirent à une entente (20 janvier 1925), les Soviétiques reconnaissant la validité du traité de Portsmouth et les Japonais acceptant d'évacuer le nord de Sakhaline, mais y obtenant des concessions minières. Il y a eu, d'autre part, de nombreuses manifestations de bonne entente franco-japonaise : un traité de commerce doit bientôt rendre plus étroites les relations économiques entre l'Indochine française et le Japon. Membre permanent du Conseil de la Société des nations, le Japon a joué un rôle important dans plusieurs affaires d'intérêt européen (question de la Haute-Silésie). Depuis la fin de l'entente anglo-japonaise, il est libre de conduire à sa guise sa politique en Asie et dans le Pacifique. Il occupe dans la diplomatie mondiale une situation très brillante et assez délicate.

**LE JAPON MODERNE.** — La situation intérieure du Japon est, elle aussi, à la fois très brillante et très délicate. L'agriculture, l'industrie et le commerce japonais sont maintenant entièrement organisés à la moderne. Tôkyô et Osaka sont le centre d'immenses agglomérations urbaines. Les conditions de vie et de salaires se rapprochent sensiblement des conditions européennes. Les problèmes de l'après-guerre se sont posés au Japon à peu près comme en Europe. Le gouvernement japonais a pratiqué, en matière monétaire, avec prudence et sagesse, une politique modérée de déflation. Il a eu l'héroïsme de donner un rythme lent aux reconstructions nécessitées par le tremblement de terre, désirant avant tout éviter les emprunts extérieurs. Il a réussi à atténuer les effets de la crise économique déclenchée en 1921 ; cependant, la balance commerciale a une tendance à devenir déficitaire. Le Japon possède un gros capital de main-d'œuvre, mais il n'a point assez de matières premières pour l'employer et il éprouve de grandes difficultés à l'exporter. Bien que l'éducation politique du pays

ait fait, dans ces dernières années, de grands progrès, et que le gouvernement ait, dès 1924, décidé d'accorder au pays le suffrage universel, l'organisation des partis s'ébauche à peine et paraît dominée par les questions d'ordre économique. Il existe de nombreux groupements de caractère syndical, en particulier un « syndicat des agriculteurs du Japon » qui lutte contre les progrès de l'industrialisation capitaliste de l'agriculture, laquelle a déjà amené de nombreux conflits entre métayers et propriétaires. Il y a aussi de nombreux groupements politiques, de gauche et de droite, à tendances violentes et dont les manifestations (par exemple, en 1923, à l'occasion de l'inauguration d'une société de préparation militaire) se terminent fréquemment par des meurtres. Crises agraires et crises urbaines, mouvements de foule dont les buts sont le plus souvent obscurs, ont répandu dans la société japonaise un vif sentiment d'insécurité.

Ce trouble de la nation se traduit par un foisonnement de sectes religieuses. On s'efforce de les organiser. On a tenté d'exploiter l'humiliation ressentie à la suite des lois américaines sur l'émigration en cherchant à fédérer nationalement les Églises bouddhistes, shintoïstes et chrétiennes, afin de « guider le peuple dans le droit chemin ». Ce renouveau d'un mouvement vers la création d'une Église nationale se double d'une tendance à nationaliser le haut personnel des religions importées. En 1923, les évêchés de Tôkyô et d'Osaka (Églises anglicane et épiscopaliennne du Japon) étaient attribués à deux Japonais, premiers évêques indigènes du pays.

En matière d'art et de littérature, le trouble général de la société se manifeste par une inspiration pessimiste. Les œuvres modernes contrastent avec les œuvres anciennes faites pour un peuple épris de plaisirs fins et légers, amateur de sérénité. Maupassant, Dostoïewski, Suderman sont les auteurs européens les plus imités, Eucken et Bergson les philosophes à la mode. Cependant, toute une école littéraire reste fidèle à un idéal de vie élégante et aimable. Les travaux d'érudition (archéologie asiatique, histoire nationale, bouddhisme) tiennent une grande place dans la production japonaise et s'inspirent des méthodes occidentales. Le Japon a déjà donné aux sciences de la nature bon nombre de découvertes importantes. L'enseignement est entièrement confié à des Japonais, parfaitement organisé, largement soutenu par l'État et magnifiquement aidé par de nombreux mécènes. La fidélité à la dynastie régnante, qui continue à se traduire par des manifestations archaïques (suicides d'expiation), paraît reposer encore sur une foi vivante. Si apparente que soit l'instabilité de la société au Japon, la vieille morale japonaise demeure intacte.

## VI. L'INSULINDE ET LES TERRES DU PACIFIQUE

**ESPAGNOLS ET HOLLANDAIS EN MALAISIE.** — Les grands archipels situés au sud de l'Asie, et dont l'ensemble constitue, autour de la mer de Chine méridionale, l'Inde insulaire ou Insulinde, sont entrés dans l'histoire générale en même temps que les pays continentaux de l'Extrême Orient, dès le XVI<sup>e</sup> siècle. Il était naturel qu'il en fût ainsi, puisque là se trouvaient les îles aux épices dont les Européens convoitaient ardemment les précieux produits. Partagées dès le début entre les Portugais et les Espagnols, ceux-ci venus par la route du cap de Bonne-Espérance et de la mer des Indes et ceux-là par le détroit de Magellan et à travers le Pacifique, ces terres tropicales subirent des sorts différents. Les plus orientales, les Philippines, demeurèrent pendant plus de trois siècles sous la domination des Espagnols, qui les colonisèrent et les évangélisèrent partiellement et qui étendirent très vite leur autorité bien loin dans le sud-est sur les petits archipels de la Micronésie : Carolines, Mariannes et Palaos. Les autres, au contraire, à peine occupées par les Portugais, qui se contentaient d'en tirer cannelle, gingembre, girofle et poivre, passèrent dès le début du XVII<sup>e</sup> siècle sous l'autorité de la Compagnie hollandaise des Indes orientales.

Établis à Batavia dès 1619, les Hollandais occupèrent solidement Java et les Moluques, puis étendirent peu à peu leur autorité plus ou moins effective sur les côtes de Sumatra et sur les autres îles de la Sonde. Sous l'impulsion de gouverneurs dont le plus remarquable est Van Diemen, ils explorèrent loin dans le sud les eaux du grand Océan ; mais ils se tinrent confinés dans leur domaine de l'Insulinde, auquel ils n'ajoutèrent qu'en 1885 la partie occidentale de la





La végétation tropicale.



ILE DE JAVA.

Batavia : la place Royale.

Nouvelle-Guinée. Par contre, ils exploitèrent de façon remarquable le joyau de leurs possessions, l'île de Java, surtout au XIX<sup>e</sup> siècle, lorsque l'État se fut substitué à la Compagnie des Indes (1798) et que fut organisé par le gouverneur général Van den Bosch (1832) le « système de culture ». Mais, gagnés peu à peu à des idées plus humanitaires, les Hollandais substituèrent en 1890, à ce « système des cultures forcées, des corvées et des monopoles », le régime plus doux qui, sans rien diminuer de l'essor de leurs colonies de l'Insulinde, y est encore en vigueur aujourd'hui.

**LES ANGLAIS EN AUSTRALIE.** — C'est bien plus tard, dans les toutes dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle, que les Anglais s'établirent sur les côtes sud-orientales de l'Australie, de cette Nouvelle-Hollande dont les marins de la Compagnie avaient reconnu les rivages nord et est depuis fort longtemps, et dont Cook venait (1770-1773) de démontrer l'insularité. La perte des colonies de l'Amérique du Nord amena le cabinet britannique à fonder en 1788 à Port-Jackson un établissement pénitentiaire qui devint la pierre d'angle de tout un empire. À côté des forçats arrivèrent, en effet, se fixer des colons libres qui essaimèrent très vite de Sydney, tout près de Port-Jackson, en d'autres points du Sud-Est. Aussi, peu après le moment où fut fondée sur les plages opposées de la Nouvelle-Hollande la colonie de l'Australie occidentale (1829), la Nouvelle-Galles du Sud subissait des démembrements successifs. L'Australie méridionale dès 1834, le Victoria en 1850, le Queensland en 1859 devenaient des colonies indépendantes et ne tardaient pas à prendre un réel essor, grâce au développement de l'industrie pastorale, grâce aussi à cette découverte de l'or en Nouvelle-Galles du Sud et en Victoria qui détermina un véritable afflux de population dans la contrée. Par la suite, et les progrès de l'industrie pastorale et de l'industrie extractive aidant, les capitales de certaines de ces colonies, Sydney, Melbourne, Adélaïde, atteignirent un haut degré de prospérité, auquel, malgré les découvertes minières faites au Queensland, Brisbane n'est pas encore parvenue. Du moins, grâce aux progrès du peuplement et de la colonisation, les rivages du Territoire du Nord ont-ils commencé d'être mis en valeur à leur tour. Quant aux déserts inhospitaliers du cœur de la contrée, il semblait que jamais on ne dût s'y établir ; la découverte de l'or dans des pays désolés détermina la fondation de véritables villes (Coolgardie, Kalgoorlie) à plus de cent lieues de la côte de la mer des Indes (1893) et transforma du tout au tout l'aspect de certains districts de la Westralie. Devant cette immigration, les aborigènes — de misérables noirs dépourvus de toute civilisation — avaient reculé peu à peu, et non sans quelque résistance au début, jusque dans les déserts du centre ; ils y demeurent confinés aujourd'hui, tandis que les colons européens de l'Australie, jaloux de leur indépendance et fiers de leur essor économique, travaillent à se développer de toutes les manières. En 1900, ils ont obtenu de la métropole l'autorisation de constituer une union fédérale qui groupe, depuis le début de 1901, les colonies australiennes et l'île plus méridionale de Tasmanie, occupée par les Européens depuis 1803 et peuplée exclusivement par eux depuis la disparition des derniers Tasmaniens (1876) ; c'est la *Commonwealth of Australia*, aux « états originaires » de laquelle se sont joints par la suite le Territoire du Nord et la Papouasie, et qui possède sa flotte et son armée propres.

**COLONISATION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE.** — Plus loin encore dans le sud-est, en plein Pacifique, les Anglais ont pris possession (1840) de l'archipel de la Nouvelle-Zélande, presque exclusivement situé dans la zone tempérée de l'hémisphère austral, et

en ont très vite colonisé et commencé d'exploiter les grandes îles, si riches en remarquables beautés naturelles. À l'égard des Maoris, leurs belliqueux et anthropophages habitants polynésiens, ils se sont montrés sans pitié jusqu'au jour où ils les ont vaincus et confinés dans une « réserve », le Pays du Roi. Là, les Maoris achèvent lentement de mourir, tandis que la population européenne, non contente de s'accroître par elle-même, travaille avec beaucoup d'intelligence et d'initiative à la mise en valeur des possibilités de l'archipel. Son autonomie, déjà presque complète à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, est devenue plus grande encore depuis que la Nouvelle-Zélande constitue, comme le Canada, un *Dominion* (1907).

**LE PARTAGE DES ARCHIPELS SECONDAIRES.** — Non contents d'occuper ces îles majeures que sont l'Australie et les terres néo-zélandaises, les Anglais ont encore annexé graduellement à leur empire nombre d'archipels plus ou moins étendus, disséminés sur les immenses espaces océaniques de la mer du Sud. Fidji (1874), Samoa et Tonga (1879), et une foule d'îlots coralliens plus ou moins groupés, enfin la partie sud des îles Salomon (1893), voilà, avec l'île de Labouan et le Nord-Bornéo britannique, devenus possessions anglaises, en pleine Insulinde, respectivement dès 1846 et en 1888, les acquisitions faites à des époques diverses par le gouvernement de Sa Majesté. Les Anglais n'ont pas été les seuls à arborer leur pavillon sur des terres océaniques. Les Français, qu'ils ont devancés à la Nouvelle-Zélande, les ont, par contre, évincés de Tahiti (1842) et gagnés de vitesse en Nouvelle-Calédonie (1850) ; ils ont pris possession des Marquises dès 1842, puis, par la suite, des îles de la Société (1880) et de quelques archipels voisins ; ils ont, en outre, commencé de coloniser les Nouvelles-Hébrides, dont les Australiens leur contestent âprement la possession.

Plus tard sont arrivés les Allemands, désireux de se faire en Extrême Orient comme en Afrique leur « place au soleil ». Ils ont mis successivement la main sur l'archipel Bismarck et les îles Marshall (1884-1885), et partagé avec les Anglais, plus au sud, l'est de la Nouvelle-Guinée, dont ils ont occupé le nord, la « Terre de l'Empereur-Guillaume », tandis que les Anglais en prenaient le sud, leur « Papoua » actuelle (1885). Quinze ans plus tard (1899), après



LE « OLD GUM TREE ». — Arbre marquant l'emplacement où l'Australie du Sud fut proclamée colonie indépendante (28 décembre 1836).



la défaite des Espagnols par les Américains des États-Unis, ils ont acheté aux premiers les derniers vestiges de leur empire colonial d'Extrême Orient, les Carolines, les Palaos et les Mariannes, et partagé avec les Anglais et les Américains l'archipel beaucoup plus important des Samoa.

Entre temps, le Chili avait occupé la petite île de Pâques qui constitue, du côté du sud-est, l'extrême avancée des terres polynésiennes dans la direction du Nouveau Monde (1888), et les États-Unis s'étaient résolus à ne pas se confiner exclusivement dans leur continent. Dès 1898, ils avaient annexé cet archipel volcanique des Hawaï ou Sandwich, qui, naguère, avait déjà été pour eux le sujet d'ardentes querelles avec les Anglais; avant même qu'ils en eussent fait un « territoire » (1900), ils obligèrent l'Espagne à leur céder l'île de Guam dans les Mariannes (traité de Paris du 11 avril 1899), le riche archipel des Philippines, et ils accrurent encore ce domaine par l'acquisition de la samoane Toutouila (novembre 1899).

**ÉVICTION DE L'ALLEMAGNE (1914-1919).** — Il semblait que le partage des terres du Pacifique fût ainsi définitivement fixé; mais l'empereur d'Allemagne en décida autrement. Dès le début de la Grande Guerre (août 1914), toutes les îles allemandes du Pacifique furent donc conquises par les Alliés, et aucune d'entre elles ne fut restituée aux vaincus par le traité de Versailles de 1919; toutes devinrent pays sous mandat. Depuis 1920-1921, le Japon agit donc au nom de la Société des Nations dans les petits archipels de la Micronésie; l'Australie fait de même dans la ci-devant terre de l'Empereur-Guillaume et ses dépendances et la Nouvelle-Zélande aux Samoa occidentales. Ainsi se sont trouvées modifiées les positions occupées par les puissances colonisatrices dans les eaux de la mer du Sud.

**LA QUESTION DU PACIFIQUE.** — Toutefois les ambitions des unes et des autres ne sont pas moins ardentes qu'avant la guerre de 1914-1918 et il existe vraiment, depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, une question du Pacifique. Qui dominera, contrôlera les vastes étendues maritimes du Grand Océan? Sera-ce l'Angleterre, maîtresse de tant de terres plus ou moins vastes, ou même d'empires disséminés à sa surface? ou les États-Unis, possesseurs des Hawaï et des Philippines comme de San-Francisco et du canal de Panama? Ou encore cet empire asiatique du Japon, qui va de pair avec les puissances européennes les plus civilisées et dont les terres insulaires sont toutes baignées par les eaux du Pacifique? Et le Japon, menacé à la fois par les États-Unis et les dominions britanniques, sera-t-il amené à conclure une alliance avec l'Amérique en même temps qu'avec l'Angleterre, ou bien se rapprochera-t-il de la Chine pour la dresser contre l'Europe et de la Russie, puissance plus asiatique qu'européenne?

En limitant les armements navals des puissances, en fixant pour un temps le statut territorial et militaire dans le bassin du Grand Océan, les accords conclus à Washington au début de 1922 (1) ont retardé l'éclosion d'un conflit; mais il est à craindre qu'un jour ou l'autre des événements imprévus ne modifient la situation et ne provoquent une lutte ardente dont l'enjeu sera la maîtrise de la plus étendue des mers du globe.

## BIBLIOGRAPHIE

GROUSSET (René), *Histoire de l'Asie* (2<sup>e</sup> éd., 1921-1922); — *Le Réveil de l'Asie* (2<sup>e</sup> éd., 1924).

### ASIE OCCIDENTALE

ANCEL (Jacques), *Manuel historique de la question d'Orient* (2<sup>e</sup> éd., 1926). — ARMSTRONG (H.), *Turkey in travail; the birth of a new nation* (1925). — COKE (R.), *The heart of the Middle East* (1925). — DAVIS (W. S.), *A short history of the Near East* (1923). — MARRIOTT (J. A. R.), *The eastern question* (1923). — MEARS (E. G.), *Modern Turkey; a politico-economic interpretation, 1908-1922* (1925). — MASSIGNON (L.), *Annuaire du monde musulman*. — JUNG (Eugène), *La Révolte arabe* (1924-1925, 2 vol.). — LOTHROP STADDARD, *Le Nouveau Monde de l'Islam* (1923).

(1) La Conférence de Washington (12 novembre 1921-6 février 1922) fut convoquée par le président des États-Unis, Harding, qui y invita la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et le Japon. Ses résultats furent consignés dans des traités, résolutions ou déclarations, notamment :

1<sup>o</sup> Le traité du 6 février 1922 sur la limitation des armements navals;

2<sup>o</sup> L'accord du Pacifique dit *Traité à quatre* (13 décembre 1921) par lequel les quatre puissances riveraines du Pacifique (États-Unis, Japon, Empire britannique, France) convenaient « de respecter leurs droits touchant leurs possessions insulaires, ainsi que leurs dominions insulaires dans la zone de l'océan Pacifique »;

3<sup>o</sup> Le traité du 6 février 1922 relatif à la Chine. Les États-Unis, la France, la Belgique, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas et le Portugal convenaient de respecter la souveraineté, l'indépendance, l'intégralité territoriale et administrative de la Chine; de lui donner les moyens de se développer librement et de s'assurer « les avantages d'un gouvernement stable et efficace »; de respecter la neutralité de la Chine dans les guerres futures où elle ne serait pas partie. En retour, la Chine prendrait l'engagement de n'aliéner ni de céder à bail aucune partie de son territoire ou de son littoral; de ne conclure, individuellement ou collectivement, aucun traité contraire à ces déclarations.

GAUTHEROT (Gustave), *La France en Syrie et en Cilicie* (1920). — GONTAUT-BIRON (R. de), *Comment la France s'est installée en Syrie* (1923). — LAMMENS (H.), *La Syrie* (Beyrouth, 1921). — LYAUTEY (P.), *Le Drame oriental et le rôle français* (1923). — PIC (Paul), *Syrie et Palestine* (1924); — *La Syrie et le Liban en 1922* (publ. du Haut Commissariat [1922]). — FÉRIAT (Rémi de), *L'Application d'un mandat [la France puissance mandataire en Syrie et au Liban]* (1926).

### PERSE

BROWNE (Edward G.), *The Persian revolution of 1905-1909* (Cambridge, 1910); — *A Brief narrative of recent events in Persia* (Londres, 1909); — *The Persian crisis of December 1911* (Cambridge, 1912); — *The Reign of terror at Tabriz: England's responsibility* (Londres, 1912). — CURZON (C. N.), *Persia and the Persian question* (1892, 2 vol.). — DUCROCQ (G.), *La Politique orientale des Allemands en Perse* (Revue du monde musulman, 1923). — FRASER (D.), *Persia and Turkey in revolt* (1910). — POIDEBAUD, *Au carrefour des routes de Perse* (1923).

### ASIE CENTRALE ET SEPTENTRIONALE

BARTHOLD (V.), *Histoire du Turkestan*, en russe (Tachkent, 1922). — BELLEW, *Races of Afghanistan* (Calcutta, 1880). — CAHUN (Gaston), *Histoire des relations de la Russie avec la Chine sous Pierre le Grand* (1912). — CASTAGNE, *Notes sur la politique extérieure de l'Afghanistan depuis 1919* (1921); — *Le Bolchevisme et l'Islam* (R. du monde musulman, 1922); — *Russie slave et Russie turque* (d., 1923); — *Les Basmatchis; le mouvement national des indigènes d'Asie centrale* (1925). — COURANT (Maurice), *L'Asie centrale aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, empire Kalmauk ou empire Mantchou* (1912). — DIDREL (cap.), *Russes et Anglais en Asie centrale* (1904). — GOURKO et KRIAJINE, *Kratkaia Istoria Persii* (Moscou, 1925).

BASMADJIAN, *Histoire moderne des Arméniens* (1922); — *Germany, Turkey and Armenia: a selection of documentary evidences relating to the Armenian atrocities* (Londres, 1917). — WOYTINSKY, *La Démocratie géorgienne* (1921). — FERRIER, *History of the Afghans* (Londres, 1858). — FURON (R.), *L'Afghanistan* (1926). — GRODEKOV, *La Campagne de Khiva de 1873*, en russe (St-Petersbourg, 1883). — HAMILTON, *Afghanistan* (Londres, 1906). — KOUROPATKINE (A.), *La Kachgarie*, en russe (1879). — LEVCHINE, *Étude historique et statistique sur les Kazaks de l'Oural* (St-Petersbourg, 1823). — MAKCHEEV (A.), *Histoire du Turkestan*, en russe (St-Petersbourg, 1913). — MASSALSKI (prince V.-I.), *Le Turkestan* (St-Petersbourg, 1913). — MASSON, *Travels in Balcistan, Afghanistan, etc.* (Londres, 1884). — MIR ABDOL KERIM BOUKHARI, *Histoire de l'Asie centrale*, trad. Ch. Scheffer (1870). — NALIVKINE (V.), *Histoire du khanat de Kokand*, trad. Aug. Dozon (1889). — SLOVTSOV (P.), *Coup d'œil historique sur la Sibérie*, en russe (St-Petersbourg, 1906).

### INDE

SMITH (Vincent A.), *The Oxford History of India* (jusqu'à 1911) [1919]. — LYALL (sir Alfred), *The Rise and Expansion of the British Dominion in India* (1910). — LOVAT FRASER, *India under Curzon and after* (1912). — ILBERT, *The Government of India* (3<sup>e</sup> éd., 1915). — AGA-KHAN, *India in transition* (1918). — CARTHILL, *The Lost Dominion* (1924). — DODWELL (H.), *A sketch of the history of India from 1858 to 1918* (1925). — ROLLAND (R.), *Mahatma Gandhi* (1924). — KANAKOGI (K.), *Gandhi, der Geist der indischen Revolution* (1924). — TAGORE (R.), *Nationalisme* (tr. fr., 1924). — ENGELHARDT (E.), *R. Tagore als Mensch, Dichter und Denker* (2<sup>e</sup> éd., 1922).

### CHINE

CORDIER (Henri), *Bibliotheca sinica* (2<sup>e</sup> éd., 1904-1908; suppl., 1923-1924). — COULING (S.), *Encyclopedia sinica* (Changhai, 1917). — WIEGER, *Textes historiques* (Rudiments, v. III) [Ho-Kienfou, 1903]. — CORDIER (H.), *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales, 1860-1902* (1901-1902, 3 vol.). — MAYBON (Albert), *La Politique chinoise; étude sur les doctrines et les partis en Chine, 1898-1908* (1908). — MASPERO (Georges), *La Chine* (2<sup>e</sup> éd., 1925). — DUBARBIER (Georges), *La Chine contemporaine politique et économique* (1926). — DUBOSCQ (A.), *La Chine en face des Puissances* (1926). — KRAUSE (F. E. A.), *Geschichte Ostasiens* (t. II, Göttingen, 1925). — DE GROOT, *The Religious system of China* (Leyde, 6 vol.). — *Les Fêtes annuellement célébrées à Emouy* (trad. Chavannes, Annales du musée Guimet, 1886). — GRANET (M.), *La Religion des Chinois* (1922). — WIEGER, *Histoire des croyances religieuses et des opinions philosophiques en Chine* (Ho-Kienfou, 1917). — HOANG (P.), *Mélanges sur l'administration* (Changhai, 1902); — *The China yearbook* (1925-1926, éd. by H. Q. W. Woodhead). — LEGENDRE (D<sup>r</sup> A.-F.), *La Civilisation chinoise moderne* (1926, in-8).

### INDOCHINE

DOUDART DE LAGRÉE et GARNIER (Fr.), *Voyage d'exploration en Indochine, 1866-1868* (1872-1873, 2 vol. et 1 atlas). — DAMRONG (prince), *The History of Siam* (Bangkok, 1914). — GRAHAM (W. A.), *Siam* (Londres, 1924). — HARVEY, *History of Burmah* (Londres, 1925). — COLLARD (Paul), *Cambodge et Cambodgiens* (1925). — MOURA, *Le Royaume du Cambodge* (1883, 2 vol.). — REINACH (Lucien de), *Le Laos* (1900). — CULTRU (P.), *Histoire de la Cochinchine française des origines à 1883* (1910). — PALLU DE LA BARRIÈRE, *Histoire de l'expédition de Cochinchine en 1861* (2<sup>e</sup> éd., 1888). — MAYBON (Charles B.), *Histoire moderne du pays d'Annam, 1592-1820* (1919). — MONET (P.), *Français et Annamites* (t. I<sup>er</sup>, 1925). — DAVIES (H. R.), *Yun-nam, the link between India and the Yang-tse* (Cambridge, 1909). — DUPUIS (Jean), *Le Tonkin de 1872 à 1886, histoire et politique* (1910). — ROMANET DU CAILLAUD, *Histoire de l'intervention française au Tonkin* (1880). — PUYFÉROUX, *Histoire militaire de l'Indochine* (Hanoi, 1922).

### JAPON

WENCKSTERN, *A bibliography of the Japanese Empire* (Leyde, 1895; Tokyo, 1907, 2 vol.). — PAPINOT (E.), *Dictionnaire d'histoire et de géographie du Japon* (Tokyo, 2<sup>e</sup> éd., 1908). — REIN (J.), *Japan nach Reisen und Studien* (Leipzig, 1881-1886, 2 vol.). — LA MAZELIÈRE, *Le Japon, histoire et civilisation* (1901 et suiv., 5 vol.). — COURANT (M.), *Okoubo* (1904). — LAY (A. H.), *A Brief sketch of History of Political Parties in Japan* (transactions. As. soc. of Japan, v. XXX, 1922). — KAWAKAMI (K.-K.), *Le Japon et la paix mondiale* (1921). — GÉRARD (A.), *Ma mission au Japon, 1907-1914* (1919). — KRAUSE (F. E. A.), *Geschichte Ostasiens* (t. II, Göttingen, 1925). — ANESAKI, *Quelques pages de l'histoire religieuse du Japon* (1921). — CHAMBERLAIN (B. H.), *Things Japanese* (Londres, 1905).

### PROBLÈME DU PACIFIQUE

ARCHIMBAUD (Léon), *La Conférence de Washington* (1923). — KAWAKAMI (K.-K.), *Le Problème du Pacifique et la politique japonaise* (1924).





LE CAPITOLE DE WASHINGTON, où se réunissent les représentants des États-Unis. — La construction de ce monument a été commencée au début du XIX<sup>e</sup> siècle par les architectes Thomson, Latrobe et Bulfinch et terminée soixante ans plus tard par Milles et Walter.

### CHAPITRE III

## L'AMÉRIQUE

### I. LES ÉTATS-UNIS

**P**RÉSIDENTE DE WASHINGTON (1789-1797). — **FÉDÉRALISTES ET DÉMOCRATES.** — La Constitution élaborée par la Convention de Philadelphie avait été mise en vigueur le 4 mars 1789. Le 30 avril suivant, la confiance unanime de ses concitoyens porta à la présidence le héros de l'indépendance, Georges Washington. Réélu à la fin de 1792, il travailla pendant huit ans à l'organisation du nouveau régime. Il sut s'entourer d'habiles conseillers, plaça Jefferson aux Affaires étrangères et Hamilton au Trésor ; mais sa politique, qui tendait à développer l'autorité du pouvoir central, réveilla les querelles de partis. Les *fédéralistes* ou *républicains* soutenaient Hamilton ; ils s'appuyaient sur les classes supérieures et rêvaient d'un gouvernement fort ; les *démocrates*, menés par Jefferson, recherchèrent les faveurs du peuple et rallièrent bon nombre des anciens antifédéralistes. Washington s'efforça de rester au-dessus de la mêlée et mit ses compatriotes en garde contre les dangers de la « cabale ». Il dut pourtant se prononcer et son influence assura, en 1796, l'élection à la présidence du républicain John Adams, qui ne l'emporta d'ailleurs qu'à une faible majorité.

Sa mort (1799) affaiblit encore les fédéralistes, et les démocrates conquièrent le pouvoir en 1800. Ils le conservèrent pendant un quart de siècle, sous les présidences de Jefferson (1801-1809), de Madison (1809-1817) et de Monroe (1817-1825). Les circonstances les amenèrent à faire abstraction de leurs doctrines et à adopter les méthodes de leurs adversaires de la veille. Leur gouvernement aboutit à un renforcement de l'autorité centrale et fut marqué par une prospérité matérielle extraordinaire.

**LA POLITIQUE EXTÉRIEURE. — ACQUISITION DE LA LOUISIANE (1803).** — Washington et les fédéralistes avaient soigneusement maintenu les États-Unis à l'écart de la lutte qui, depuis 1792, mettait aux prises la France nouvelle avec l'Europe monarchique. Ils avaient applaudi aux premiers efforts de notre pays pour conquérir sa liberté, mais ils furent déconcertés par les violences révolutionnaires et indisposés par l'exécution de Louis XVI. Enfin, l'envoyé de la République, Genêt, après avoir reçu un accueil empressé, se discrédita bientôt par sa maladroite insistance pour faire sortir les États-Unis d'une neutralité qui présentait pour eux les plus

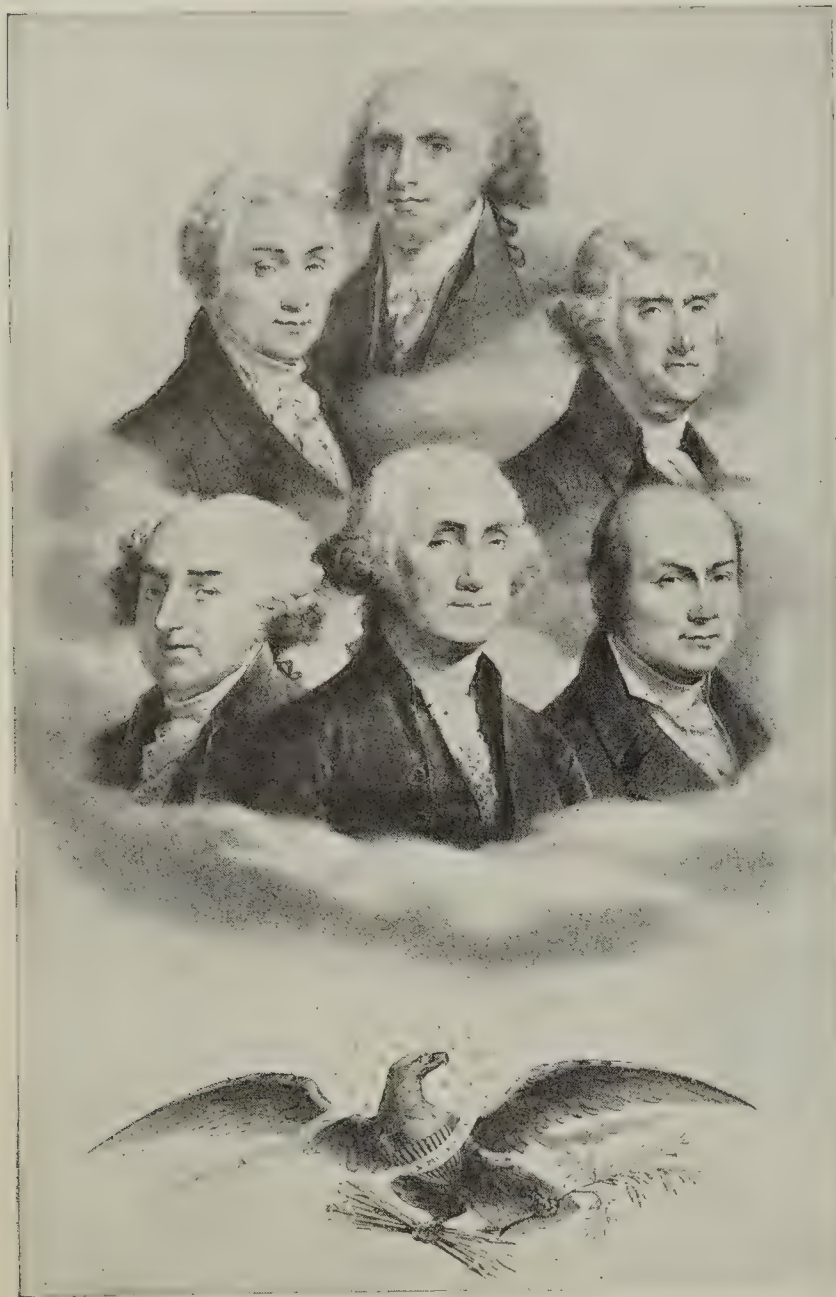
grands avantages. En effet, la marine américaine se développait d'une façon prodigieuse ; le commerce avec les belligérants enrichissait les villes ; la hausse des prix poussait les agriculteurs à produire pour l'exportation ; les produits accrus des douanes assuraient l'équilibre du budget. Cette activité finit par porter ombrage aux puissances maritimes. L'Angleterre consentit pourtant, en novembre 1794, par le traité Jay, à un accommodement sur la question délicate de la contrebande de guerre. Mais la France faillit rompre, en 1798, à la suite de pénibles négociations au cours desquelles Talleyrand joua un rôle assez singulier. L'avènement simultané de Bonaparte et de Jefferson dissipa l'orage.

Interprètes des sympathies populaires pour la France, les démocrates n'en défendirent pas moins avec énergie les intérêts vitaux de leur pays. Dès 1800, un irrésistible mouvement vers l'Ouest avait fixé au delà des Alleghany plus de 600 000 citoyens américains. Or, en 1802, l'Espagne rétrocéda la Louisiane à la France, qui songeait à reconstituer son empire colonial. Jefferson fit entendre à Paris que l'installation d'une puissance redoutable à la Nouvelle-Orléans alarmerait les États-Unis et les jetterait dans les bras de l'Angleterre. Bonaparte offrit plus qu'on ne lui demandait — l'abandon total de la Louisiane —, et le marché fut conclu pour 15 millions de dollars (1803). Cette acquisition, qui doublait le territoire des États-Unis et portait leur frontière aux montagnes Rocheuses, accrut le prestige des démocrates, qui détenaient le pouvoir.

**LA SECONDE GUERRE D'INDÉPENDANCE (1812-1815).** — La guerre avait repris avec acharnement en Europe. L'Angleterre réprimait sans merci la contrebande et proclamait, sur le papier, le blocus des côtes comprises entre Brest et Hambourg. Napoléon interdisait aux neutres tout commerce avec elle : le conflit menaçait de tarir l'une des sources essentielles de la prospérité des États-Unis. Jefferson, puis Madison essayèrent de tenir la balance égale entre les belligérants. L'irritation de leurs concitoyens se tourna contre l'Angleterre, qui abusait du droit de visite et saisissait à bord des vaisseaux américains les déserteurs de sa flotte. La guerre éclata en juin 1812.

Sur mer, plusieurs combats singuliers s'achevèrent par la victoire de frégates américaines ; à la longue, les navires anglais, plus nombreux, balayèrent l'Océan et bloquèrent le littoral. Sur terre, le Canada semblait une proie offerte aux États-Unis ; mais, de ce côté,





LES SIX PREMIERS PRÉSIDENTS DES ÉTATS-UNIS ; de gauche à droite, en haut : J. Monroe, J. Madison, Th. Jefferson ; en bas : J.-S. Adams, G. Washington et J. Adams. — Gravure dédiée au général La Fayette.

toutes leurs tentatives échouèrent lamentablement ; un détachement anglais, amené par une escadre dans l'estuaire du Potomac, entra à Washington, et, s'il dut se rembarquer, ne le fit qu'après avoir incendié la Maison Blanche. Enfin, le général américain Jackson remporta à la Nouvelle-Orléans une victoire complète sur une expédition plus redoutable (janvier 1815). A cette date, la pacification de l'Europe venait de permettre la signature du traité de Gand (24 décembre 1814), qui réconcilia les deux nations de langue anglaise, sans régler d'ailleurs la question toujours épineuse du droit des neutres.

**LA DOCTRINE DE MONROE (1823).** — Dès lors, les États-Unis prirent envers l'Europe une attitude plus décidée. Le soulèvement de l'Amérique latine leur fournit bientôt l'occasion d'agir. En 1819, ils imposèrent à l'Espagne la cession de la Floride ; en 1822, ils reconnurent officiellement les Républiques sud-américaines ; enfin, par le célèbre message du 2 décembre 1823, le président Monroe affirma que l'Union, pour vaincre les tendances particularistes de ses membres, devait prêter une attention soutenue à ses grands intérêts extérieurs, qu'elle ne tolérerait pas une intervention étrangère tendant à faire prévaloir en Amérique des principes contraires à ceux qu'elle avait adoptés, qu'elle n'interviendrait pas dans les affaires de l'Europe, mais que l'Europe devait cesser de considérer le Nouveau Monde comme une terre de colonisation. « L'Amérique aux Américains », telle était sa devise. Cette ferme déclaration et l'appui de la Grande-Bretagne assurèrent l'affranchissement définitif de l'Amérique latine.

**L'EXTENSION TERRITORIALE ET LE PEUPLEMENT.** — Si les États-Unis parvenaient à

faire écouter leur voix, c'est que leur force s'était considérablement accrue. De 1791 à 1821, le nombre des États qui les constituaient avait presque doublé ; le Vermont et le Maine avaient pris naissance au nord de la Nouvelle-Angleterre ; le Tennessee et le Kentucky s'étaient détachés de la Virginie ; l'Ohio, l'Indiana et l'Illinois s'étaient formés au sud des Grands Lacs ; enfin, sur les rives du golfe du Mexique, on avait organisé la Louisiane, le Mississippi et l'Alabama.

L'immigration européenne et une forte natalité avaient porté le nombre total des habitants de 4 millions en 1790 à 9 millions et demi en 1820. Des colons de toutes conditions et de tous pays s'élançaient chaque année, par milliers, à travers les espaces illimités qui s'étendaient jusqu'au pied des montagnes Rocheuses. Les manufacturiers de l'Est, en quête de débouchés, et les gens du Sud, avides de terres à coton, s'accordaient pour encourager ce mouvement d'expansion par la construction de routes et l'aménagement des voies navigables. La « Vieille route nationale », amorcée pour desservir la haute vallée de l'Ohio, fut prolongée jusqu'au Mississippi ; le canal de l'Érié, qui unissait New-York aux Grands Lacs, fut inauguré en 1825. Les résultats furent étonnants ; la population des plaines centrales passa, de 1810 à 1820, de 1 million et demi à plus de 3 millions d'habitants.

**L'ÉVOLUTION POLITIQUE.** — La poussée vers l'Ouest détermina une transformation des mœurs politiques. Dans les États nouveaux, il n'existait pas de classe analogue à l'aristocratie virginienne qui, depuis l'indépendance, sous des étiquettes variées, avait su garder la direction de l'Union. Tous se donnèrent des constitutions égalitaires et les États de l'Est durent les imiter ; le suffrage universel se généralisa ; le peuple disposa désormais des places.

Malgré leurs succès, les démocrates de la vieille école s'étaient usés par l'exercice prolongé du pouvoir. Leurs adversaires, les fédéralistes, dont ils appliquaient maintenant les principes, s'étaient effacés et, sous les présidences de Madison et de Monroe, les anciens partis disparurent presque complètement : ce fut l'« ère de la cordialité », qui dura peu.

Les hommes politiques avaient pris l'habitude de régler d'avance la marche des élections dans des assemblées préparatoires, les *caucus*. Peu à peu, ils se divisèrent. En 1824, aucun des candidats à la présidence ne réunit la majorité, et le vainqueur de la Nouvelle-Orléans, Jackson, qui se posait en ennemi de la « dynastie de Virginie », faillit l'emporter ; mais la Chambre des représentants lui préféra John Quincy Adams. Dès lors, deux factions nouvelles s'affrontèrent. Les *républicains nationaux*, groupés autour du président et de son secrétaire d'État, Henry Clay, défendaient les prérogatives du pouvoir central et les tarifs protectionnistes exigés par les manufacturiers du Nord-Est. Les *républicains démocrates*, menés par Jackson et par un avocat de New-York, Van Buren, prétendaient soutenir la cause du peuple et les intérêts particuliers des États. Leurs déclarations libre-échangistes leur assurèrent les sympathies du Sud et de l'Ouest ; en 1828, Jackson fut élu président à une écrasante majorité. Réélu en 1832, il eut pour successeur son lieutenant Van Buren (1836).

**L'ÈRE DE JACKSON.** — Le nouveau gouvernement adopta ouvertement le « système des dépouilles » : il réserva les fonctions



LA MAISON BLANCHE (A WASHINGTON), résidence des présidents de la République des États-Unis (état actuel).



publiques aux plus fougueux de ses partisans, et la politique devint une carrière ouverte aux pires aventuriers. Mal entouré, Jackson, énergique et brouillon, provoqua de terribles orages. Oublieux des engagements de la période électorale, il affirma avec force la nécessité de maintenir une solide autorité fédérale (1830). Cependant, la Caroline du Sud s'insurgea contre le tarif de 1832, qui abaissait insuffisamment à son gré les droits de douane, et, par une « Ordonnance de nullification », interdit de l'appliquer chez elle. Irrité, le président en appela au Congrès. Le vote, grâce à l'habileté consommée de Henry Clay, d'un tarif de compromis (1833), prévint heureusement une lutte sanglante. Peu après, Jackson partit en guerre contre la Banque nationale; les fonds du Trésor furent retirés de ses caisses et répartis entre les banques des différents États. C'était répondre aux vœux de l'Ouest, qui réclamait des capitaux et de larges émissions de papier-monnaie. Il s'ensuivit une période de spéculation effrénée, notamment sur les terres du domaine public, qui aboutit en 1837 à une effroyable panique financière; plusieurs États suspendirent le paiement des intérêts de leurs dettes, quelques-uns même les répudièrent entièrement.

Ce désastre acheva de discréditer le gouvernement. Ses adversaires s'unirent sous le nom de *whigs*, et cette coalition assez disparate porta à la présidence un républicain, le général Harrison; à la vice-présidence, un démocrate virginien, Tyler (1840). Mais le premier mourut un mois après son installation (1841), et Tyler qui le remplaça se brouilla avec son parti. La puissance éphémère des *whigs* s'effondra : leur candidat Henry Clay fut battu en 1844 par le démocrate Polk.

**LA CONQUÊTE DU FAR-WEST.** — L'âpreté des luttes politiques n'avait pas arrêté l'essor des États-Unis, dont la population atteignit 18 millions d'âmes en 1850 : de 1820 à 1840, ils avaient reçu annuellement plus de 50 000 immigrants. Les chemins de fer avaient fait leur apparition; le Congrès leur confia le service de la poste en 1838, et la construction d'un réseau de plus de 5 000 kilomètres, en 1840, accéléra, avec la poussée vers l'Ouest, la mise en valeur de la Prairie. Des États nouveaux avaient été organisés : le Missouri et l'Arkansas, sur la rive droite du Mississippi (1821 et 1826); le Michigan, en bordure des Grands Lacs (1837) et la Floride (1845). Des pionniers intrépides franchissaient les montagnes Rocheuses; l'explorateur Frémont reconnaissait la route qui mène du lac Salé à la baie de San-Francisco, et l'opinion publique se prononçait avec énergie pour l'extension des États-Unis jusqu'à l'océan Pacifique, leur limite naturelle.

**LA QUESTION DU TEXAS. — GUERRE AVEC LE MEXIQUE.** — Depuis longtemps les planteurs de coton jetaient des regards d'envie sur le Texas. Le Mexique, soucieux de ménager ses voisins du Nord, l'avait ouvert aux colons américains. Ceux-ci, à l'instigation de leurs frères de race, formèrent une République indépendante (1836), puis réclamèrent et obtinrent leur incorporation aux États-Unis (1845). Le Mexique protesta et la guerre éclata (1846). Les généraux américains triomphèrent sur toute la ligne : Taylor vainquit Santa-Anna sur le Rio-Grande-del-Norte; Scott débarqua à Vera-Cruz, prit Puebla et Mexico; Frémont occupa San-Francisco.



PRISE DE MEXICO PAR LE GÉNÉRAL SCOTT (14-15 septembre 1847). CL. ILLUSTRATION.

Le Mexique dut se résigner, et abandonner, par le traité de la Guadalupe-Hidalgo, moyennant une indemnité dérisoire de 15 millions de dollars, les immenses territoires du Texas, du Nouveau-Mexique et de la Haute-Californie (1848).

#### L'ACQUISITION DE L'OREGON. —

A la même époque, les États-Unis atteignirent aussi le Pacifique dans la direction du Nord-Ouest. Le traité de Gand (1814) n'avait délimité le Canada que jusqu'aux montagnes Rocheuses. Au delà, quelques trappeurs américains disputaient les bassins du Fraser et de la Columbia aux agents de la Compagnie anglaise de la baie d'Hudson. Ils furent renforcés d'abord par des missions, qui entreprirent d'évangéliser les Indiens « Têtes Plates », puis, après 1840, par plusieurs milliers de colons, qui réclamèrent à grands cris l'annexion de l'Oregon, fût-ce au prix d'une guerre. Une agitation violente secoua le pays tout entier et, lors de l'élection présidentielle de 1844, contribua au succès de Polk. Celui-ci sut pourtant éviter un conflit armé, et la Grande-Bretagne eut la sagesse de signer l'accord de 1846, qui prolongea la frontière jusqu'au Pacifique, laissant l'Oregon aux États-Unis.

**PROSPÉRITÉ DES ÉTATS-UNIS AU MILIEU DU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE.** — Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, les États-Unis exerçaient donc leur souveraineté à travers tout le continent, d'un Océan à l'autre, et ils poursuivaient avec acharnement la mise en valeur d'un domaine dont les richesses se révélaient de jour en jour plus considérables. Une habile propagande attirait en Amérique des flots d'immigrants : l'avènement de la navigation à vapeur qui réduisit la durée de la traversée de l'Atlantique, la crise économique qui sévit en Europe aux environs de 1846, les convulsions politiques qui, au lendemain des révolutions de 1848, éloignèrent de leur patrie des milliers de proscrits ou de mécontents, enfin la découverte des mines d'or de Californie (1848), précipitèrent le mouvement. De 1840 à 1860, les États-Unis reçurent 4 millions de colons, et leur population bondit de 18 à 31 millions d'habitants.

Tandis que l'exportation du coton enrichissait les États du Sud, les progrès du machinisme, le développement des voies navigables et du réseau ferré transformèrent le Nord-Est en une vaste ruche industrielle. Assurés d'énormes débouchés, les usines métallurgiques, les filatures et les tissages se multipliaient. Le centre de gravité de la nation américaine, dont plus de la moitié vivait désormais au delà des Alleghanys, se déplaçait rapidement vers l'Ouest. De 1840 à 1860, le gouvernement fédéral vendit ou distribua gratuitement 270 millions d'acres de pâturages et de terres à céréales. Ainsi se forma, de part et d'autre du Mississippi, une race énergique d'éleveurs et de fermiers, dont l'influence sur les destinées de l'Union devint prépondérante.

#### LE PROBLÈME DE L'ESCLAVAGE.

— Une crise tragique faillit interrompre ce brillant essor. Depuis longtemps, les manufacturiers du Nord-Est, soucieux de se réserver le marché national, réclamaient une protection douanière très accentuée contre la concurrence étrangère. Au contraire, les planteurs du Sud, acheteurs d'objets fabriqués, aspiraient à un régime libre-échangiste. Le problème de l'esclavage exaspéra le conflit.

La Constitution fédérale avait interdit l'importation des nègres d'Afrique à partir de 1808, et la répression de la traite dans l'Atlantique par les puissances européennes favorisa l'application de cette clause. Les États du Nord n'avaient que peu d'esclaves et d'un rendement médiocre.



ANDREW JACKSON, président de la République (1828-1840).





L'ESCLAVAGE EN AMÉRIQUE. — Danses d'esclaves nègres. — D'après une gravure anglaise de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle dessinée et gravée par A. Brunias.

à cause de la rigueur du climat ; les gens du Sud les rachetèrent à prix d'or, pratiquèrent en grand l'élevage du noir et entretenirent sur leurs vastes plantations de véritables troupeaux humains : en 1860, ils possédaient près de 4 millions d'esclaves.

De bonne heure, s'était posée entre le Nord et le Sud la question de savoir si les nouveaux territoires de l'Ouest seraient ou non réservés aux travailleurs blancs. Le Compromis de 1820 parut régler le différend : le Missouri serait admis comme État à esclaves, mais à l'avenir les États créés sur la rive droite du Mississippi, au-dessus de 36°30', de latitude, seraient exclusivement ouverts à la colonisation libre. Mais des esprits généreux, tels que Garrison et Channing, entreprirent de guérir les États-Unis de la « plaie de l'esclavage » ; ils fondèrent par centaines des sociétés de propagande, organisèrent des meetings, inondèrent le pays de tracts, émurent l'opinion. Lors de la guerre contre le Mexique, le Nord alléguait que le Compromis du Missouri n'était applicable qu'à l'ancienne Louisiane française et essaya d'obtenir l'interdiction de l'esclavage dans les provinces annexées. Le Congrès tergiversa. Las d'attendre, les chercheurs d'or, qui avaient afflué en Californie, instituèrent un gouvernement de leur choix et proscrivirent l'esclavage (1849).

Comme en 1832, Henry Clay intervint et ménagea le *Compromis de 1850* : la Californie fut admise comme État libre ; dans les autres territoires cédés par le Mexique, les habitants résoudraient eux-mêmes la question chaque fois qu'un nouvel État serait constitué ; enfin, une loi autorisa les planteurs du Sud à rechercher jusque dans les États du Nord leurs esclaves fugitifs et à requérir le concours des autorités locales. Cette mesure impolitique provoqua un soulèvement unanime de l'opinion. Les colères du Nord atteignirent leur paroxysme lorsqu'en 1854 un sénateur démocrate demanda que le *Compromis de 1850* fût appliqué dans le Kansas et le Nebraska. De violents débats agitérent le Congrès et une lutte ardente s'engagea dans les deux territoires entre les propriétaires d'esclaves et les colons libres : le sang coula. De nouveau, la campagne abolitionniste fit rage ; le livre de Mrs Beecher Stowe, *La Case de l'oncle Tom*, qui décrivait en termes pathétiques la misère des noirs, eut un immense succès (1857).

**L'ÉLECTION DE LINCOLN A LA PRÉSIDENTIE (1860).** — Jusque-là, les politiciens du Sud avaient conservé le pouvoir, en exploitant les rivalités du Nord protectionniste et de l'Ouest libre-échangiste : le whig Taylor, élu président en 1848, les démocrates Pierce et Buchanan, qui l'emportèrent en 1852 et 1856, étaient des leurs. Mais les abolitionnistes s'allièrent aux Free-Soilers, hostiles seulement à toute extension nouvelle de l'esclavage, et le parti républicain conquirit rapidement la majorité au Sénat et à la Chambre des représentants. Son candidat, Abraham Lincoln, un homme de l'Ouest, l'emporta en 1860. C'en était fait de la suprématie du Sud.

Lincoln, né au Kentucky en 1809, avait exercé, au cours de sa jeunesse errante, les

métiers les plus humbles. Tour à tour gardien de troupeaux, batelier, poseur de rails et postier, il étudia le droit, devint avocat, s'assura par son intelligence et son énergie l'estime générale. Imbu d'idées chrétiennes, épris de justice, dominé par le sentiment du devoir, il cachait, sous des dehors modestes, une âme résolue. Élevé à la magistrature suprême, il se dévoua tout entier à sa tâche. « La Liberté, déclarait-il, est la condition naturelle de l'homme ; ni le Congrès, ni aucune législature locale, ni aucune personne n'a le droit d'établir l'esclavage dans aucun territoire de l'Union. »

**REVOLTE DES ÉTATS DU SUD. — LA GUERRE DE SÉCESSION (1861-1865).** — Ses adversaires n'attendirent pas son installation à la Maison Blanche. Le 20 décembre 1860, la Caroline du Sud fit sécession ; la Géorgie, l'Alabama, le Mississippi, la Floride, la Louisiane et le Texas l'imitèrent aussitôt. Les délégués des sept États, assemblés à Montgomery, organisèrent une Confédération nouvelle et lui donnèrent une Constitution inspirée de celle des États-Unis, mais en réservant les droits des États particuliers (février 1861). Renforcés par l'adhésion de la Caroline du Nord, de l'Arkansas, du Tennessee et de la Virginie, les Confédérés établirent leur capitale à Richmond et choisirent pour président l'énergique Jefferson Davis.

Lincoln, résolu à maintenir l'Union, adressa aux Sudistes un appel suprême (mars 1861) : ils y répondirent par le bombardement et la prise du fort Sumter, près de Charleston (avril). Alors s'engagea une lutte sans merci.

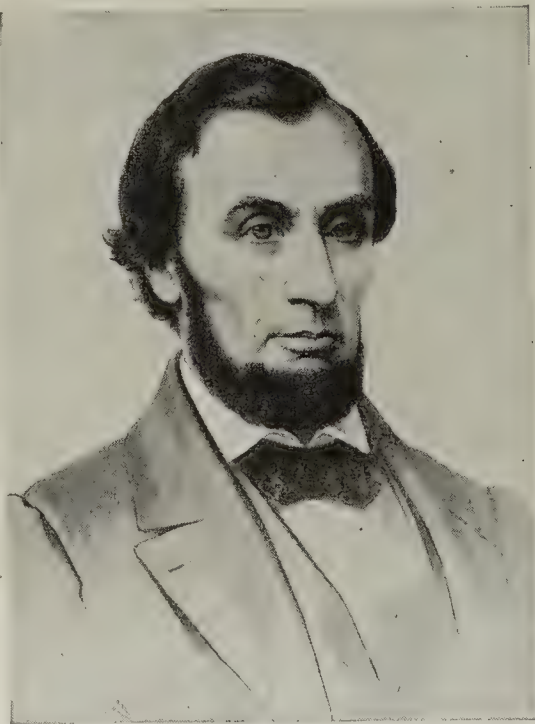
La supériorité du Nord paraissait écrasante : 22 millions d'habitants vivaient dans les 23 États restés fidèles à l'Union ; la Confédération n'en comptait que 9 millions, et la présence de 3 millions et demi d'esclaves était pour elle une cause de faiblesse. Le Nord l'emportait aussi par la richesse et la variété de ses ressources ; il possédait des industries florissantes, de vastes régions agricoles, une marine puissante, tandis que la prospérité du Sud reposait exclusivement sur la culture du coton. Mais l'Union n'entretenait en temps de paix que 15 000 hommes de troupe, et le Nord ne réussit à mettre en œuvre toutes ses forces vives qu'après de longs mois de tâtonnements. Le Sud, au contraire, trouva très vite dans les populations rurales les éléments d'une armée bien entraînée, et il découvrit, dès le début, des chefs de haute valeur. Animés de l'esprit d'offensive, le généralissime Lee, et ses lieutenants Johnston et Jackson, remportèrent d'abord de brillants succès, menacèrent un instant Washington (1862) et leurs habiles manœuvres arrêtaient longtemps les généraux du Nord, sur la route de Richmond et dans la vallée du Mississippi.

Pour les vaincre, il ne fallut rien moins que l'énergie farouche de Lincoln. Investi d'une véritable dictature, il improvisa une armée formidable : il mobilisa les milices, enrôla des volontaires, incorpora des nègres échappés du Sud, imposa enfin au Congrès le vote du service obligatoire. Bref, il leva près de 3 millions d'hommes, dont 900 000 furent constamment en ligne à partir de 1863. Alors commencèrent les opérations gigantesques qui allaient réduire le Sud à capituler (1863-1865).

Pourvue de monitors cuirassés, la flotte fédérale conquiert aisément la maîtrise absolue de l'Atlantique et du golfe du Mexique. Dès 1862, l'amiral Farragut était maître de la Nouvelle-Orléans : bientôt la contrebande de guerre fut impitoyablement réprimée, et un blocus rigoureux interrompit le commerce entre les États confédérés et l'Europe. En dépit des exploits de ses corsaires, le Sud était condamné à périr d'inanition et sa force de résistance ne tarda pas à décroître.

Sur terre, la campagne de 1863 fut fertile en péripéties. Le général Meade arrêta à Gettysbourg, en Pensylvanie, après une sanglante bataille de trois jours, une audacieuse offensive de Lee qui marchait sur Philadelphie (juillet) : mais il ne sut pas profiter de sa victoire, et son élan se brisa devant les lignes de Richmond. Dans l'Ouest, au contraire, les Nordistes obtinrent des avantages très nets. Le général Grant, par la prise de Vicksbourg et de Bâton-Rouge, les rendit maîtres de toute la vallée du Mississippi ; après quoi il défit les Sudistes à Chattanooga.

L'année suivante, Grant, investi du commandement suprême, tenta vainement de s'emparer de Richmond. Son obstination, qui lui coûta 60 000 hommes, paralysa du moins Lee et le gros des forces ennemies, et permit à son lieutenant Sherman de les prendre à revers.



ABRAHAM LINCOLN, président de la République (1860-1865). — Gravure de E. Lassalle.





AMÉRIQUE DU NORD

Une exploitation forestière dans le nord canadien.



AMÉRIQUE DU SUD

Vue de Rio de Janeiro, capitale du Brésil.









UN ÉPISODE DE LA GUERRE DE SÉCESSION. — Bataille de Caine's Mill, en Virginie (27 juin 1862). — D'après un dessin signé F. d'Orléans.

Assuré d'une écrasante supériorité numérique, Sherman avança d'abord lentement de la vallée du Tennessee vers le Sud, puis, lorsqu'il eut remporté à Atlanta une victoire complète, il infléchit sa marche vers l'Est, précipita son allure, pénétra au cœur des États confédérés, et, poussant jusqu'à l'Atlantique, occupa Savannah (décembre). Le dénouement approchait. Dès le 1<sup>er</sup> février 1865, Sherman remonta rapidement vers le Nord; en mars, il opéra sa jonction avec les autres armées fédérales; le 2 avril, Grant força enfin les retranchements formidables qui couvraient Richmond et Pétersbourg; le 9, Lee, qui n'avait plus que 28 000 hommes, capitula à Appomatox, et ses lieutenants se soumirent (avril-mai).

**LE RÔLE DE LINCOLN.** — Ainsi s'acheva, par le triomphe du Nord, une lutte sanglante de quatre années. Il avait dépensé 15 milliards et perdu plus de 350 000 hommes, mais il avait sauvé l'Union. Si grands qu'aient été les mérites de ses généraux, l'honneur de la victoire revenait surtout au président Lincoln, qui, au milieu des pires épreuves, avait servi sans défaillance la cause de la liberté et de la justice.

En Angleterre les classes dirigeantes sympathisaient avec les Sudistes; Gladstone lui-même se prononça publiquement en leur faveur; le gouvernement libéral leur reconnut la qualité de belligérants, protesta contre le blocus qui privait de coton les manufactures anglaises et ferma les yeux devant les agissements des armateurs qui livraient aux Confédérés des croiseurs tels que l'*Alabama*. Lincoln tint bon. Il ne repoussa pas avec moins de vigueur la médiation offerte par la France et reprocha à Napoléon III d'envahir le Mexique au mépris de la doctrine de Monroe.

A l'intérieur, il avait su mobiliser toutes les ressources du pays, créer une armée nationale, soutenir le courage de ses concitoyens. Il avait appelé à la liberté les noirs des États rebelles (1<sup>er</sup> janvier 1863) et fait voter le XIII<sup>e</sup> Amendement à la Constitution qui abolissait complètement l'esclavage (janvier 1865). Il avait eu raison des démocrates, qui continuaient de défendre dans le Nord les droits des États particuliers et réclamaient une paix de compromis : aux élections de novembre 1864, il battit leur candidat, Mac-Clellan, un général disgracié, et, le 4 mars 1865, il inaugura une seconde période présidentielle. Il préparait la réconciliation générale, lorsqu'il fut assassiné par un esclavagiste forcené (14 avril).

**LA RECONSTRUCTION.** — **PRÉSIDENTS DE JOHNSON (1865-1869) ET DE GRANT (1869-1877).** — Le vice-président Johnson assumait le pouvoir. Pour « reconstruire » l'Union, il pratiqua une politique de modération, accorda une large amnistie et rétablit dans leurs droits les États du Sud, dès qu'ils eurent annulé leurs dettes de guerre et accepté le XIII<sup>e</sup> Amendement. Mais les esclaves affranchis se laissaient aller à une oisiveté lamentable; les blancs, qui avaient besoin de leur

travail, répugnaient à les traiter en égaux; ils proscrivirent les mariages mixtes, refusèrent aux nègres le droit de suffrage et, sous prétexte de réprimer le vagabondage et d'organiser l'apprentissage, les replacèrent sous l'autorité de leurs anciens maîtres. Les républicains du Nord eurent l'impression que leur victoire était illusoire. Le Congrès vota, malgré Johnson, le XIV<sup>e</sup> Amendement qui interdisait aux États de restreindre les droits des citoyens et excluait des fonctions publiques les principaux agents de l'insurrection. Le Sud essaya de résister : le Congrès y envoya des gouverneurs militaires. Johnson s'efforça d'entraver cette politique de répression. Accusé d'avoir violé la loi en révoquant un fonctionnaire sans l'assentiment du Sénat, il fut traduit devant la haute Assemblée et acquitté (1868).

Son autorité n'en avait pas moins reçu une grave atteinte, et le candidat républicain, le général Grant, le remplaça. Les États du Sud durent se résigner, mais ils connurent encore une longue période d'agitation. Sous l'œil bienveillant des officiers fédéraux, des aventuriers venus du Nord, les *carpet-baggers* ou porteurs de valises, exploitant la crédulité des nègres, s'emparèrent du pouvoir et mirent le pays en coupe réglée; il y eut des massacres de noirs, et des sociétés secrètes, telles que le Klu-Klux-Kan, les éloignèrent des urnes par l'intimidation. Les « outrages sudistes » provoquèrent une nouvelle intervention fédérale; le XV<sup>e</sup> Amendement stipula que le droit de suffrage ne pourrait être refusé ni restreint « pour des motifs tirés de la race, de la couleur ou d'un état de servitude antérieur ». Mais les blancs rendirent vaines ces dispositions en subordonnant le droit de vote à des conditions arbitraires d'instruction ou de propriété. Dès 1875, ils avaient ressaisi le pouvoir dans la plupart des anciens États rebelles.

#### LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DES RÉPUBLICAINS ET L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE.

— En même temps qu'il reconstruisait l'Union, le parti républicain, à l'extérieur, pratiquait une politique active. Après Lincoln, Johnson et surtout Grant (1869-1877) remirent en honneur la doctrine de Monroe. Leurs menaces déterminèrent Napoléon III à évacuer le Mexique (1867). La même année, l'Alaska fut acheté à la Russie. Inquiète pour le Canada, l'Angleterre, qui pendant la guerre de Sécession avait favorisé les Sudistes, consentit à soumettre l'affaire de l'*Alabama* à un tribunal d'arbitrage (1874).

Plus que jamais, les États-Unis étaient fiers de leur force croissante. Le Sud se relevait rapidement; les grands domaines étaient morcelés, et les planteurs devaient travailler de leurs mains, mais les nègres, petits propriétaires, fermiers ou métayers, s'étaient remis à l'ouvrage; l'exportation du coton, qui restait lucrative, n'était plus l'unique ressource du pays, où naissait une industrie locale. Dans le Nord-Est, les usines et les manufactures étaient en pleine activité. Les immigrants continuaient à affluer (2 300 000 de 1860 à 1870, près de 3 millions



LE GÉNÉRAL GRANT, président de la République (1869-1877).



de 1870 à 1880). La loi du Homestead (1862), qui concédait gratuitement 160 acres de terres à quiconque les cultiverait pendant cinq ans, permit d'installer près d'un million de familles. Pour s'assurer des espaces disponibles, on enferma les Indiens dans des « réserves » (1871). Dans l'Ouest, le fermier succéda au légendaire cowboy ; des méthodes intensives réduisirent les superficies consacrées à l'élevage, tout en développant la production. Les exportations de céréales décuplèrent de 1860 à 1880. Enfin, l'extension du réseau ferré et l'inauguration du Pacific Railway, construit de 1862 à 1869, resserrèrent la solidarité d'une nation dont la population passa en vingt ans de 31 à 50 millions d'habitants.

**RENAISSANCE DU PARTI DÉMOCRATE.** — Cependant, la vie politique s'était ranimée. Les scandales financiers avaient amoindri le prestige des républicains et, dans le Sud, le parti démocrate reconstitué reprit la lutte contre les empiétements du pouvoir fédéral ; il réclama un régime libre-échangiste pour faciliter l'écoulement des produits agricoles et le maintien d'une large circulation fiduciaire pour empêcher l'effondrement des cours ; plus tard il se prononça pour la libre frappe de l'argent. Cette attitude lui valut les sympathies des fermiers de l'Ouest et des négociants de New-York. Dès 1874, il avait reconquis la majorité à la Chambre des représentants. En 1876, son candidat à la présidence, Tilden, faillit l'emporter, mais des fraudes colossales dans certains États du Sud vicièrent la composition du collège électoral qui, par 185 voix contre 184, désigna le républicain Hayes.

**LES RÉPUBLICAINS ET LES DÉMOCRATES. — LA CLASSE LABORIEUSE.** — Dès lors, les deux partis conquièrent alternativement la Maison Blanche. Deux démocrates seulement y entrèrent, mais tous deux l'occupèrent pendant huit ans : Cleveland, de 1885 à 1889, puis de 1893 à 1897, et Wilson, sans interruption, de 1913 à 1921. Les chefs républicains gouvernèrent plus souvent et plus longtemps : Garfield, puis le vice-président Arthur de 1881 à 1885, Harrison de 1889 à 1893, Mac Kinley de 1897 à 1901, Roosevelt de 1901 à 1909, Taft de 1909 à 1913, Harding de 1921 à 1923, Coolidge à partir de 1923.

Les luttes électorales, demeurées très vives, mettent aux prises des conceptions très différentes. Les républicains s'appliquent à développer les prérogatives et les revenus du pouvoir fédéral ; ils défendent les intérêts du monde industriel et financier ; leur politique presque prohibitionniste tend à fermer le marché national aux produits européens ; les tarifs Mac Kinley (1890) et Dingley (1897) sont restés



ROOSEVELT, président de la République (1901-1909).

En même temps se manifestaient, au sein du parti républicain, des dissensions très graves. En 1912, l'un de ses chefs, Roosevelt, se sépara avec éclat de ses alliés de la veille, et, à la tête des progressistes, il fit campagne contre Taft sur un programme très hardi : il réclamait le suffrage féminin, l'institution du referendum, des mesures efficaces contre les trusts, la nationalisation de certaines grandes entreprises, la fixation de salaires minima. Cette scission eut pour effet immédiat d'assurer le succès du démocrate Wilson.

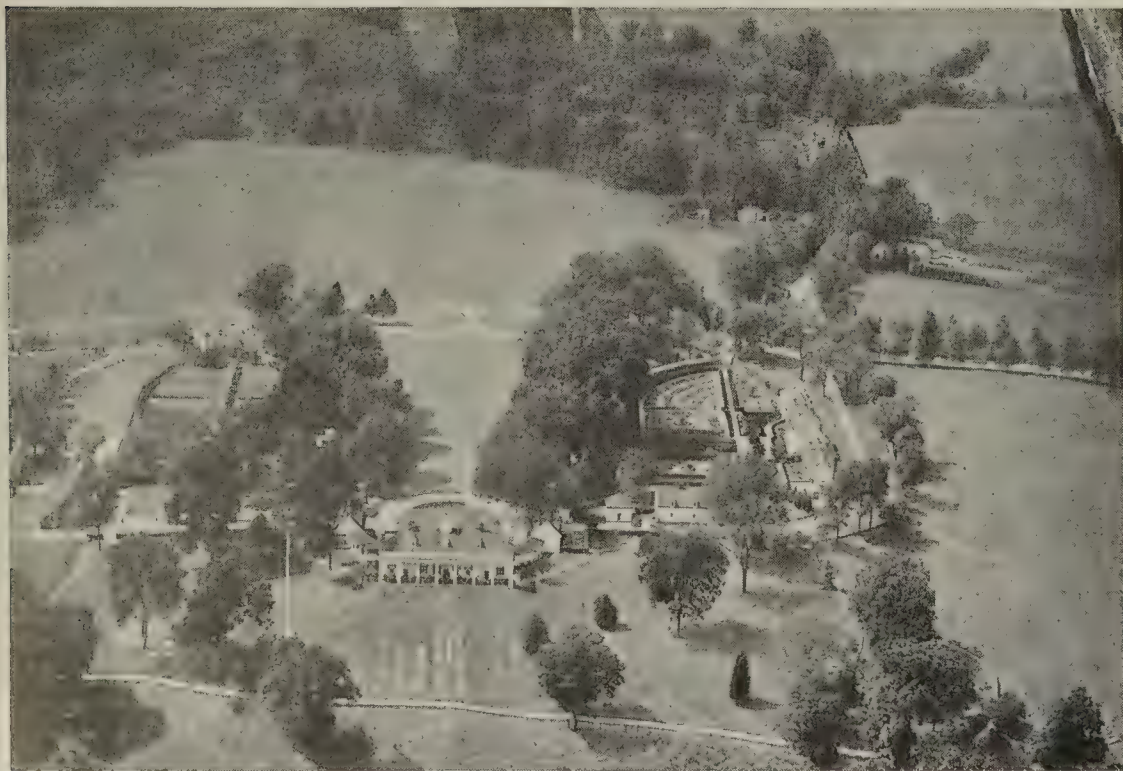
**L'IMMIGRATION.** — De plus en plus, le monde entier est attentif aux péripéties de la vie politique américaine ; car les États-Unis sont aujourd'hui l'une des puissances les plus redoutables du globe, l'un des pôles économiques de l'univers. Depuis 1880, leur population a doublé ; elle atteint près de 105 millions d'âmes.

De 1909 à 1913, le nombre des immigrants s'éleva annuellement à un million ; mais aux Anglo-Saxons et aux Irlandais, qui dominaient naguère, s'étaient joints, en proportion croissante, des Allemands, puis des Italiens, des Scandinaves, des Slaves. En règle générale, ces masses hétérogènes se laissent absorber assez aisément. Pourtant la prépondérance du type anglo-saxon est de plus en plus menacée. Groupé autour des Grands Lacs, l'élément germanique a résisté à l'assimilation complète ; les Irlandais et les Italiens de la région de New-York se sentent encore solidaires de leurs pays d'origine ; les Asiatiques affluent dans les États riverains du Pacifique ; les nègres, très prolifiques, s'infiltrèrent dans les États industriels du Nord. Malgré le morcellement des réserves indiennes et les progrès de l'irrigation, il n'existe presque plus de terres vacantes, et c'est dans les centres urbains que se presse dès à présent la moitié de la population.

Les Américains ont le sentiment très net que leur pays est arrivé au point de saturation. Depuis longtemps, l'accès du territoire national est interdit aux travailleurs chinois ; des négociations souvent pénibles avec le gouvernement de Tōkyō ont enrayé la colonisation japonaise en Californie ; des mesures de plus en plus sévères ont été prises pour surveiller la qualité des immigrants de tous pays et restreindre le nombre des « indésirables ». En 1923-1924, les États-Unis avaient encore reçu 706 896 immigrants ; ce chiffre s'est abaissé brusquement à 294 314 pour l'année 1924-1925.

**PUISSANCE ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE DES ÉTATS-UNIS.** — Sans cesser d'être une puissance agricole capable d'exporter des quantités formidables de céréales, de viandes et de cotons, les États-Unis sont devenus depuis un quart de siècle, par le développement à outrance du machinisme et la fusion des entreprises, une puissance industrielle sans égale ; ils occupent le premier rang dans le monde pour l'extraction de la houille et du pétrole, du fer et du cuivre, pour la production des tissus, de l'acier et des articles métallurgiques.

Une aisance générale s'est répandue dans



VUE AÉRIENNE DE LA PROPRIÉTÉ DE MOUNT VERNON, près de la rivière Potomac. — C'est dans cette propriété, édifiée en 1743 par son frère, que se retira George Washington (1798). CL. KEYSTONE VIEW CO.





WALL STREET, le centre de la haute finance, à New-York.

toutes les classes de la société; des fortunes colossales se sont édifiées, et la Bourse de New-York (Wall Street) dicte ses volontés à l'univers. Une circulation intense anime le pays, que sillonnent 425 000 kilomètres de voies ferrées; la marine marchande qui, depuis quelques années, se place immédiatement après celle de l'Angleterre, s'efforce à conquérir les deux Océans. Le commerce extérieur s'est élevé en 1924 au chiffre formidable de 8 200 000 000 de dollars; dont 4 590 000 000 pour les exportations.

L'activité des États-Unis déborde bien au delà de leurs frontières.

C'est en Amérique même qu'a porté leur principal effort. La doctrine de Monroe « transformée en remède préventif contre une immixtion de l'Europe » (1) a engendré une politique d'hégémonie et d'impérialisme. En 1895, le président Cleveland alla jusqu'à affirmer la souveraineté de fait des États-Unis sur tout le continent, et obtint par ses menaces qu'un litige de frontières entre le Venezuela et l'Angleterre fût soumis à un arbitrage. Mais l'exagération même de cette doctrine éveilla les susceptibilités des Républiques latines, jalouses de conserver leur indépendance et l'originalité de leur civilisation.

Aussi les Congrès panaméricains qui se sont réunis depuis 1889 semblent avoir déçu les espérances des États-Unis : ils n'ont abouti ni à la création d'une union douanière, ni à la construction d'un Transcontinental qui reliait New-York au Rio de la Plata. Le patriotisme mexicain s'insurge à la pensée d'une annexion possible. Les États de l'Amérique centrale ont créé, pour régler leurs différends, une Cour centrale d'arbitrage, et en 1925 les États-Unis ont jugé utile de donner une satisfaction à l'opinion publique en retirant la garnison qu'ils entretenaient dans le Nicaragua depuis 1912. Mais, d'autre part, un facteur nouveau s'est affirmé : la création d'une Ligue des nations américaines telle que l'avait conçue Bolivar; elle soutiendrait le prestige américain en face de l'ancien monde et resserrerait les liens de solidarité entre les républiques. C'est dans cet esprit que s'est réuni le Congrès de Panama en juin 1926.

Les États-Unis n'ont pas moins acquis dans les Antilles et sur tout le pourtour du golfe du Mexique une situation prépondérante. Une insurrection des Cubains contre leurs maîtres espagnols leur fournit un prétexte d'intervention. Le président Cleveland, puis son successeur Mac Kinley, protestèrent au nom de l'humanité contre les excès des gouverneurs espagnols : l'explosion fortuite d'un cuirassé américain, le *Maine*, dans la rade de La Havane, déclencha

la guerre (avril-août 1898). Deux escadres espagnoles furent anéanties : l'une dans la baie de Manille, par l'amiral Dewey (2 mai); la seconde par l'amiral Sampson, lorsqu'elle essaya de s'échapper de la rade de Santiago-de-Cuba, où elle se trouvait embouteillée (3 juillet). Quelques jours après, la place de Santiago capitulait, après avoir vaillamment résisté aux efforts des volontaires et soldats américains (16 juillet). A bout de souffle, l'Espagne demanda la paix, par l'intermédiaire de la France. Le traité de Paris (10 décembre 1898) assura aux États-Unis Porto-Rico, Cuba, bientôt érigée en République vassale (1902), les Philippines et l'île de Guam, dans l'archipel des Mariannes.

Depuis lors, les États-Unis ont mis fin à l'anarchie des deux Républiques nègres de l'île de Saint-Domingue en leur imposant leur protectorat (1905 et 1915); ils ont acheté les Antilles danoises (1916); leur puissance financière s'est appesantie sur le Mexique et sur les petits États de l'Amérique centrale. Enfin et surtout, ils ont provoqué la création, aux dépens de la Colombie, d'une République de Panama, qu'ils contrôlent, et creusé à travers l'isthme un canal transocéanique dont ils possèdent les rives et surveillent les issues. Ce canal, inauguré en 1914, leur permet à la fois d'améliorer les relations maritimes entre Atlantique et Pacifique, d'accentuer leur pression économique sur l'Amérique latine et de répandre les produits de leurs industries dans tous les pays riverains du Grand Océan.

De bonne heure, leurs regards s'étaient tournés du côté de l'Extrême Orient. Leur marine fut la première qui contraignit le Japon à s'ouvrir aux étrangers (1854). Plus tard, ils imposèrent à Bismarck un condominium sur les îles Samoa (1889), puis partagèrent l'archipel avec l'Allemagne (1895). En 1898, ils annexèrent les îles Hawaï et, comme il a été dit, les Philippines. En 1900, ils aidèrent l'Europe à réprimer en Chine le mouvement des Boxers, s'opposèrent à un démembrement de l'Empire du Milieu et, pour sauvegarder leurs intérêts commerciaux, firent prévaloir le principe de la « porte ouverte ». Depuis lors, ils observèrent avec inquiétude la rapide croissance du Japon; Roosevelt intervint pour arrêter ses progrès pendant la guerre de Mandchourie et ménager la paix de Portsmouth (1905). L'attitude hostile des Californiens vis-à-vis des jaunes a envenimé les relations des deux puissances.

Enfin, les États-Unis se sont intéressés, non sans quelque répugnance, à la politique européenne. Ils ont pris part en 1906 à la Conférence d'Algésiras qui essaya de régler le problème marocain. En 1917, au cours de la Grande Guerre, après de longues hésitations, ils ont jeté dans la balance tout le poids de leur force et précipité la défaite des Empires centraux. Leur président, Wilson, fut pendant cette période tragique l'animateur de ses concitoyens et l'un des principaux artisans du traité de Versailles (1919). Ses compatriotes, le désavouant en partie, se sont tenus à l'écart de la Société des Nations dont il avait été le protagoniste, mais non des affaires de l'ancien monde : ils ont des « observateurs » dans les grandes conférences internationales et c'est sur leur initiative que se réunit la Conférence de Washington (voir p. 338).

## II. LE CANADA

FRANCO-CANADIENS ET ANGLO-SAXONS. — Soixante mille colons français vivaient dans la vallée du Saint-Laurent, cédée à l'Angleterre par le traité de Paris (1763). Une forte natalité



L'ONCLE SAM (les États-Unis) se prépare à intervenir dans le conflit mettant aux prises l'Espagne et Cuba. « Pour la cause de l'humanité, dit-il, il est de mon devoir de les séparer. » — Gravure humoristique parue dans le *Puck*, le 20 avril 1898.

(1) P. Fauchille, *Traité de Droit international public*, tome I<sup>er</sup>, première partie, p. 618.



qui, dès 1840, avait porté leur nombre à 700 000, leur permit de conserver leur personnalité, leur langue, leurs coutumes, leur ferveur religieuse.

Lorsque leurs voisins anglo-saxons du Sud, qu'ils n'aimaient pas, s'insurgèrent contre la métropole, ils lui restèrent fidèles et l'Angleterre récompensa leur loyalisme, en leur octroyant des institutions représentatives : la région de Québec et de Montréal, le Bas-Canada, devint une province autonome, avec une Chambre élue et un Conseil de quinze membres nommés par le gouverneur (1791). Cette habile politique porta ses fruits. De 1812 à 1814, les Franco-Canadiens repoussèrent énergiquement les attaques des États-Unis en guerre contre la Grande-Bretagne. Renonçant au commerce des fourrures, que leur disputaient les puissantes compagnies anglaises de la baie d'Hudson et du Nord-Ouest, ils s'engagèrent dans la voie jadis indiquée par Champlain : ils défrichèrent les forêts, ouvrirent des routes, s'adonnèrent à la culture, répandirent l'instruction.

Plusieurs milliers de colons de la Nouvelle-Angleterre n'avaient pas voulu s'associer à la lutte pour l'indépendance des États-Unis. Ils s'installèrent dans la vallée supérieure du Saint-Laurent et sur les rives septentrionales des Grands Lacs. Eux aussi se vouèrent à l'exploitation du sol et obtinrent en 1791 le self-government pour leur province, le Haut-Canada. Leur nombre s'accrut rapidement : ils étaient 300 000 en 1840.

**L'OPPOSITION LIBÉRALE. — L'ACTE D'UNION DE 1840.** — L'opposition des intérêts, les différences de langue et de religion, provoquèrent une rivalité assez âpre entre les deux provinces ; mais elles étaient d'accord pour lutter contre les pouvoirs trop étendus des gouverneurs britanniques. Leurs Chambres aspiraient à disposer du budget et des terres publiques. Mackenzie dans le Haut-Canada, Papineau dans le Bas-Canada furent les chefs les plus ardents de l'opposition. Le dernier prit une attitude presque révolutionnaire : il fonda une « Association des fils de la Liberté », organisa le boycottage des produits de la métropole, intrigua du côté des États-Unis. Son radicalisme inquiéta le clergé et l'abstention des masses populaires rendit inévitable l'échec de l'insurrection qui suivit son arrestation (1837).

L'Angleterre comprenait la nécessité de donner satisfaction aux aspirations libérales de ses colonies, mais elle crut devoir se prémunir contre les impatiences des Franco-Canadiens. L'Acte d'union de 1840 remplaça les Assemblées provinciales de 1791 par un Parlement unique, aux attributions étendues, où le Haut et le Bas-Canada seraient également représentés.

Les Franco-Canadiens tirèrent habilement parti de cette combinaison qui, si elle tendait à annuler leur supériorité numérique, substituait le régime parlementaire au régime constitutionnel. Associés aux libéraux anglais, ils firent reconnaître au français le caractère de langue officielle, abolirent les derniers vestiges du système féodal (1854) et,



LE PORT DE LA HAVANE, dans l'île de Cuba, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

par la construction des premières voies ferrées, préparèrent un nouvel essor économique.

**L'ACTE DE 1867. — NAISSANCE DE LA FÉDÉRATION CANADIENNE.** — Un péril commun fit oublier bientôt les querelles de races. Conservateurs et libéraux, Franco-Canadiens et Anglo-Saxons, observaient avec une égale inquiétude les progrès des États-Unis et leurs tendances annexionnistes. Les victoires des Nordistes pendant la guerre de Sécession déterminèrent un irrésistible mouvement d'opinion. À l'instigation d'un Franco-Canadien, Taché, un Congrès s'assembla à Québec (octobre 1864), et le Parlement britannique ratifia ses vœux par l'Acte de 1867 qui créa le *Dominion of Canada*. La province de Québec, redevenue autonome, s'unissait à l'Ontario, à la Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick, peuplés d'Anglo-Saxons, pour former une puissante Fédération. Chacune des quatre provinces avait ses assemblées et son ministère particulier, mais un Parlement commun siégeant à Ottawa, et composé de deux Chambres élues, légiférerait sur les finances, le commerce et les douanes, l'immigration et la vente des terres publiques, l'organisation de la défense nationale. Le ministère fédéral serait responsable devant lui. Le rôle du gouverneur général, nommé par la métropole, devenait surtout honorifique.

**L'ESSOR ÉCONOMIQUE DU CANADA.** — Pourvue d'une organisation souple et robuste à la fois, la Fédération canadienne grandit rapidement. À l'est, elle tint à l'écart Terre-Neuve, trop endettée, mais elle incorpora l'île du Prince-Édouard (1873). Au centre, elle racheta le domaine de la Compagnie d'Hudson ; les immenses prairies qui s'étendent des Grands Lacs aux montagnes Rocheuses furent découpées en territoires destinés à devenir des États, et le Manitoba reçut son autonomie dès 1870. Sur les rives du Pacifique, la découverte récente de mines d'or (1856) avait attiré des flots d'immigrants dans la Colombie britannique, qui adhéra à la Fédération en 1871.

Pour sceller l'union de ses membres et accélérer la colonisation, le Dominion entreprit l'aménagement d'un système complet de voies de communication. Depuis 1860, le Grand Tronc reliait Montréal aux Grands Lacs. Un « Transcontinental », qui est devenu la route la plus courte d'Europe en Extrême Orient, fut achevé de 1880 à 1886 entre Halifax et Vancouver. En même temps, la construction de canaux gigantesques améliorait la navigation sur les Grands Lacs et le Saint-Laurent.

Un tel effort assura la mise en valeur des territoires qui s'étendent d'un Océan à l'autre et répondit aux exigences d'un trafic sans cesse croissant. Une habile propagande et le bas prix des terres attirèrent les colons, venus des îles Britanniques pour la plupart. La population totale du Canada tripla en un demi-siècle, s'élevant de 3625 000 âmes en 1871 à 9255 000 en 1921, et cette puissante immigration vivifia l'ensemble du pays, surtout les Prairies du Centre : 2 millions d'habitants, cinq fois plus qu'en 1901, vivent maintenant sur le sol vierge du Manitoba, de l'Alberta et du Saskatchewan.

**CONSERVATEURS ET LIBÉRAUX.** — Enrichie par l'exportation des céréales et l'exploitation des forêts, dotée d'une industrie qui se développe rapidement grâce à l'utilisation de l'énergie hydro-électrique, la nation canadienne a pris conscience de sa force. Les querelles de races se sont apaisées, et la vie politique est dominée



LE PERCEMENT DE L'ISTHME DE PANAMA. — Travaux exécutés dans la tranchée de la Culebra. CL. TRAMPUS.





LE PARLEMENT CANADIEN A OTTAWA. CL. CHUSSEAU-FLAVIENS.

désormais, comme aux États-Unis, par des problèmes d'ordre économique. Les conservateurs, partisans d'un régime nettement protectionniste, susceptible d'affranchir le pays de la tutelle des industries étrangères et de lui permettre de se suffire à lui-même, ont gouverné, presque sans interruption, de 1867 à 1896. Les libéraux qui leur ont succédé avaient, selon les vœux de la classe agricole, adopté un programme presque libre-échangiste. Leur chef, le Franco-Canadien Wilfrid Laurier, ne put en réaliser qu'une partie. Il obtint le vote de tarifs différentiels, qui lui permirent d'accorder à l'Angleterre, à quelques colonies britanniques et même à la France, des réductions parfois considérables sur les droits à l'importation. Il négocia aussi une entente commerciale étroite avec les États-Unis, mais elle allait à l'encontre des intérêts de l'industrie canadienne et l'opposition dénonça avec violence les périls que la puissance économique de la grande République voisine allait faire courir à l'indépendance nationale. Il fallut procéder à des élections générales (1911) ; les conservateurs remportèrent un triomphe éclatant, et leur chef, Borden, forma un nouveau ministère ; le traité préparé par Wilfrid Laurier et déjà ratifié à Washington fut rejeté par le Parlement d'Ottawa.

**LE NATIONALISME CANADIEN.** — Le Canada ne cesse d'affirmer sa volonté de rester le maître de ses destinées. Malgré l'afflux récent de colons américains dans le Centre-Ouest, l'idée d'une annexion aux États-Unis n'a pas fait de progrès sensibles, et le Dominion s'est associé aux efforts de la métropole pendant la Grande Guerre. Les services mêmes qu'il a rendus ont aiguisé son esprit d'indépendance. Il n'accepte plus d'être l'un des instruments dociles de la diplomatie anglaise ; ses premiers ministres assistent aux Conférences impériales où sont arrêtées les lignes maîtresses de la politique britannique ; son influence n'a pas été étrangère à l'abandon de l'alliance avec le Japon, dont les ambitions l'inquiètent dans le Pacifique ; il est représenté directement à la Société des Nations et il a obtenu le droit d'envoyer un ambassadeur à Washington.

### III. L'AMÉRIQUE LATINE

**L'EMPIRE ESPAGNOL.** — L'Espagne possédait encore dans le Nouveau Monde, à l'aube du XIX<sup>e</sup> siècle, un immense domaine, qui comprenait la moitié occidentale de l'Amérique du Sud, toute l'Amérique centrale, le Mexique (jusqu'au 42<sup>e</sup> degré de latitude Nord), Porto-Rico et Cuba dans les Antilles, la Floride. Mais elle avait négligé les inépuisables richesses naturelles que recélaient les forêts et les sols vierges des Indes occidentales et n'en avait guère tiré que des galions chargés d'or et d'argent. Décimés par la conquête, les épidémies et les durs travaux des mines, les Indiens Peaux-Rouges formaient la majeure partie de la population, qui ne dépassait pas 12 millions d'âmes ; on les avait convertis à la religion catholique et on leur avait imposé la langue espagnole ; mais leur sort était aussi misérable que celui des nègres importés d'Afrique, notamment au Venezuela. La classe moyenne, groupée dans les ports et les villes des plateaux, comprenait les créoles nés en Amérique de race

espagnole et des métis ; elle possédait de vastes propriétés, s'adonnait au commerce et avait acquis l'aisance, sinon la fortune.

Les fonctions publiques étaient généralement réservées à des blancs venus de la métropole. Les gouverneurs des provinces exerçaient une autorité sans limites. Le clergé, riche et puissant, les aidait à dominer les classes inférieures, qu'ils méprisaient.

L'Espagne se réservait le droit exclusif d'acheter des matières premières à ses sujets des colonies et de leur vendre des objets manufacturés ; elle leur interdisait de trafiquer avec l'étranger, d'équiper des navires, d'installer des fabriques et même de cultiver la vigne.

**PREMIERS SOULÈVEMENTS.** — Par suite, un vif mécontentement régnait dans les villes de la côte. Les *Portenos*, irrités par l'égoïsme de leurs maîtres, étaient déjà tentés de soulever les masses indigènes pour obtenir un régime commercial plus souple et le droit de participer à l'administration ; la politique rétrograde des successeurs du roi Charles III (1759-1788), qui avait entrepris des réformes tardives, les exaspéra. L'Angleterre, en quête de libres débouchés, les poussait à la révolte. Beaucoup d'entre eux applaudirent à notre Révolution : un créole de Caracas, Miranda, qui avait servi sous Washington, devint en Belgique l'un des

lieutenants de Dumouriez. Cependant, lorsqu'en 1808 Napoléon prétendit installer son frère Joseph à Madrid, les colons d'Amérique restèrent encore fidèles au roi légitime, Ferdinand VII, et, au Mexique, le curé Hidalgo souleva les Indiens pour la défense de la religion et de la monarchie (septembre 1810) ; mais les excès de ses partisans alarmèrent les classes possédantes ; il fut pris et fusillé (1811). Une tentative du curé Morellos pour fonder une République théocratique n'eut pas plus de succès. En récompense de leur loyalisme, les créoles réclamèrent et obtinrent du vice-roi des garanties constitutionnelles, et le Mexique connut plusieurs années d'une paix relative (1813-1817).

Dans l'Amérique du Sud, les événements suivirent un cours différent ; les libéraux des villes formèrent des *juntas* représentatives, et se mirent en rapport avec la junta de Cadix, qui luttait en Espagne contre les Français. Ferdinand VII leur ayant refusé toute concession, le mouvement prit vite un caractère séparatiste. Au Venezuela, la junta de Caracas, inspirée par Miranda et Bolivar, vota une Constitution locale (septembre 1811) ; le capitaine général Monteverde, soutenu par le clergé, souleva les Indiens, s'empara de la ville, emprisonna Miranda et mit en fuite Bolivar, qui essaya vainement de ressaisir le pouvoir. En Nouvelle-Grenade, Bogota, Carthagène, Santa-Maria, Quito avaient imité Caracas ; sauf à Carthagène, les autorités espagnoles, unies au clergé et aux Indiens, l'emportèrent aisément (1812). Au Chili, où un Congrès national proclama l'indépendance du pays en 1812 et rédigea une Constitution, des oppositions de tendances et des rivalités de personnes paralysèrent les libéraux. A Buenos-Ayres, les *Portenos* organisèrent un gouvernement provisoire (1810), puis établirent la République (31 janvier 1813) ; mais ils ne purent imposer leur autorité aux *Gauchos* de la Pampa : en 1814, Montevideo et l'Uruguay, sur la rive orientale de l'estuaire de la Plata ; Santa-Fé et Corrientes, dans la vallée du Parana, leur échappaient. Enfin les indigènes du Paraguay, naguère soumis aux jésuites, se groupèrent autour du D<sup>r</sup> Francia, qui allait en 1817 s'arroger la dictature à vie.

**L'OBSTINATION DE FERDINAND VII ET LA POLITIQUE DE L'ANGLETERRE.** — Dans l'ensemble, les insurgés n'avaient obtenu que des résultats précaires. Il eût suffi, pour les désarmer, de les associer dans une certaine mesure à l'administration des colonies et d'utiliser leurs énergies dans l'ordre économique, mais Ferdinand VII se crut assez fort pour restaurer l'ancien régime en Amérique comme en Espagne. Délivré des armées napoléoniennes, il se hâta d'envoyer de l'autre côté de l'Atlantique un corps expéditionnaire.

Il avait compté sans l'hostilité des États-Unis et de l'Angleterre. Pendant que Wellington défendait la cause des Bourbons dans la péninsule, les commerçants britanniques avaient noué avec les insurgés des relations très fructueuses ; les Antilles anglaises étaient devenues un foyer de contrebande ; et Bolivar vaincu préparait sa revanche à la Jamaïque. Lorsque la paix fut rétablie en Europe, l'Angleterre ne dissimula plus sa volonté d'assurer à ses industries les vastes marchés de l'Amérique latine ; des agents de Bolivar et des républicains



de la Plata s'installèrent à Londres; les libéraux du Venezuela trouvèrent aux Antilles des hommes, des armes et des munitions; avec la complicité de leur gouvernement, des aventuriers anglais, tels que lord Cochrane, offrirent leurs services aux chefs des insurgés.

**LA GUERRE D'INDÉPENDANCE. — VICTOIRES DE SAN-MARTIN, DE BOLIVAR ET DE SUCRE (1814-1824).** — Pourtant l'issue de la lutte, qui prit un caractère de férocité inouïe, resta longtemps douteuse. L'immensité du champ des opérations semblait interdire aux adversaires de s'étreindre et de frapper des coups décisifs. Les Espagnols, peu nombreux, n'avaient devant eux que des bandes mal équipées, indisciplinées, prêtes à se disperser au premier choc, promptes, il est vrai, à se reconstituer grâce aux secours du dehors. Ils remportèrent tout d'abord de sérieux avantages : au sud, le Chili fut reconquis (1814); au nord, 10 000 hommes réoccupèrent le Venezuela, mirent Bolivar en déroute, s'emparèrent de Carthagène, subjuguèrent la Nouvelle-Grenade (1814-1816) et décimèrent la classe moyenne par des exécutions en masse.

Ce furent des succès sans lendemain. Conscientes du péril, les provinces de la Plata oublièrent leurs dissensions et le Congrès de Tucuman (1816) fonda la République Argentine. A la tête de 4 000 hommes, le créole San-Martin, ancien officier de l'armée espagnole, franchit les Andes en trois semaines et délivra le Chili par les victoires de Chacabuco (février 1817) et de Maïpo (1818). Une flottille, achetée en Angleterre et commandée par l'amiral Cochrane, transporta ses troupes sur les côtes du Pérou, qu'il occupa presque sans coup férir et dont il proclama l'indépendance à Lima (1821).

De son côté, l'indomptable Bolivar, avec une petite expédition qu'il avait formée aux Antilles, s'installa dans la basse vallée de l'Orénoque, à Angostura (1817), et harcela sans répit les Espagnols; une alliance étroite avec les sauvages Llaneros et leur chef Paez, les secours de l'Angleterre, qui lui envoya de l'argent, des armes et 2 000 volontaires, lui permirent bientôt de prendre une audacieuse offensive à travers les marais et les montagnes. En 1819, il parvint jusqu'à Santa-Fé-de-Bogota, affranchit la Nouvelle-Grenade et en fit la République de Colombie; en 1821, il réoccupa Caracas et acheva la conquête du Venezuela; puis il envahit le Pérou et prit à Lima le titre de dictateur (1823); San-Martin s'était effacé modestement devant lui. Peu après, son lieutenant, le général Sucre, qui avait dès 1820 délivré l'Équateur, porta le coup mortel à la domination espagnole; sa grande victoire d'Ayacucho (9 déc. 1824) lui donna le Haut-Pérou, la future Bolivie.

**FIN DE LA DOMINATION ESPAGNOLE. — LA DOCTRINE DE MONROE.** — Cependant la contagion révolutionnaire avait atteint le Mexique. Un général créole, Iturbide, pactisa avec les rebelles, entraîna la garnison de Mexico, déposa le vice-roi et réunit un Congrès qui proclama l'indépendance (1821). S'appuyant sur le peuple de la capitale, Iturbide prit bientôt le titre d'empereur sous le nom d'Augustin I<sup>er</sup>; une sédition militaire le renversa; il tenta de remonter sur le trône, mais il fut pris et fusillé (1824), et la République fut rétablie. Mais, à la faveur des troubles, l'ancienne capitainerie générale du Guatemala se sépara du Mexique et un Congrès spécial organisa les États-Unis de l'Amérique centrale.

Ainsi, Ferdinand VII avait perdu toutes ses possessions d'Amérique, sauf Cuba et Porto-Rico, et une armée, rassemblée à Cadix pour dompter les rebelles, s'était insurgée à son tour (1820). Le gouvernement français, qui était intervenu en 1823 pour rétablir l'absolutisme en Espagne, refusa d'agir de l'autre côté de l'Atlantique contre le gré de l'Angleterre et des États-Unis. Ceux-ci reconnurent officiellement les jeunes États de l'Amérique latine et l'Angleterre se hâta de les imiter (1825).

**L'AFFRANCHISSEMENT DU BRÉSIL.** — A cette date, le Brésil avait aussi, à moins de frais, obtenu son indépendance. Quelques milliers de Portugais, établis sur la côte, gouvernaient et exploitaient cet immense pays. Les fonctions publiques, le commerce des bois, la culture du café les avaient enrichis. Ils dominaient sans peine les populations très clairsemées de l'intérieur : Indiens, métis, nègres d'origine africaine. En 1808, fuyant Lisbonne devant l'invasion française, Jean VI, roi de Portugal, s'était fixé à Rio de Janeiro.



BOLIVAR (1783-1830). — D'après un dessin exécuté à Bogota par Kepper.

Il ouvrit le pays au commerce britannique, et le Brésil devint prospère; en dix ans, la population s'accrut d'un million d'âmes et les revenus du gouvernement doublèrent. Le maintien de l'absolutisme et les faveurs prodiguées aux Portugais nés dans la métropole irritèrent les Brésiliens enrichis. A l'instar des colons d'Amérique espagnole, ils réclamèrent des libertés et une large autonomie. En 1821, Jean VI, rappelé à Lisbonne par un mouvement révolutionnaire, accorda à ses sujets brésiliens des garanties constitutionnelles et chargea son fils, dom Pedro, de les gouverner avec le titre de régent. Loin de ratifier cette habile combinaison, les Cortès de Lisbonne entreprirent, pour contraindre le Brésil à la docilité, de le morceler en plusieurs provinces directement administrées par des fonctionnaires portugais. Le Brésil résista. Un parti républicain se forma dans le Nord, à Pernambouc. Dans la province de Saint-Paul et à Rio de Janeiro, l'aristocratie, menée par Andrada, suggéra une solution élégante; le Brésil, érigé en État autonome, resterait attaché au Portugal par les liens d'une union personnelle, sous le sceptre de la maison de Bragance. Mais l'intransigeance des Cortès précipita la rupture: le régent, dom

Pedro, refusa de rentrer à Lisbonne et accepta d'une Assemblée nationale le titre d'empereur constitutionnel du Brésil (1823). Expulsés par l'amiral Cochrane des dernières places qu'ils occupaient sur la côte, les Portugais, sous la pression de l'Angleterre, durent se résigner au fait accompli (1825).

**LE CONGRÈS DE PANAMA (1826).** — L'Amérique latine affranchie parviendrait-elle à s'organiser sur le modèle des États-Unis de l'Amérique du Nord, ou bien resterait-elle morcelée en Républiques rivales et impuissantes, vouées à subir docilement les influences étrangères? Le « Libérateur » Bolivar avait déjà créé une Fédération des Andes, qui comprenait le Venezuela, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et la Bolivie. Mais le Mexique, l'Amérique centrale, le Chili, l'Argentine, l'Uruguay, le Paraguay et le Brésil échappaient à son autorité. Il les invita, en 1824, à envoyer des délégués à un Congrès, qui se tiendrait l'année suivante à Panama pour jeter les bases d'une Fédération générale de l'Amérique latine. Les États-Unis, dont il avait escompté l'appui, se dérobèrent, et l'Angleterre ne cacha pas son hostilité; car les deux gouvernements redoutaient également l'éclosion d'une puissance capable de leur résister. Leur attitude fut décisive. Seuls le Mexique, l'Amérique centrale et la Fédération des Andes furent représentés au Congrès, qui ne se réunit qu'en 1826 et se sépara presque aussitôt sans avoir abouti au moindre résultat.

**LE MORCELLEMENT DE L'AMÉRIQUE LATINE.** — Trop vaste et trop variée, l'Amérique latine n'était pas mûre pour l'Union; la difficulté des communications, les conflits de races, les ambitions effrénées de ses chefs la condamnaient à la dispersion et à l'anarchie. Bolivar vécut assez pour assister à l'effondrement de son œuvre personnelle, la Fédération des Andes. Les blancs et les créoles lui reprochaient ses façons dictatoriales et ne lui pardonnaient pas d'avoir accordé la liberté, l'égalité, le droit de propriété aux gens de couleur. Les Péruviens se révoltèrent en 1827 et envahirent la Bolivie, qui lui devait son nom. Dès 1826, son lieutenant Paez souleva le Venezuela, qui se détacha définitivement de la Colombie en 1829; l'Équateur suivit cet exemple en 1831. Bolivar avait en vain multiplié les coups d'État pour sauver son autorité; il mourut désespéré à l'âge de quarante-sept ans (décembre 1830). Après lui, le morcellement s'accrut.

En 1839, sur les ruines de la Confédération de l'Amérique centrale, naquirent encore cinq petits États : Costa-Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua et San-Salvador.



SUCRE (1793-1830). CL. LEMARE.



**LES GUERRES NATIONALES.** — Dès lors, la carte politique de l'Amérique latine ne se modifia plus guère. L'Uruguay, un instant subjugué par le Brésil, avait recouvré son indépendance (1825-1830). Rosas, dictateur de la république d'Argentine, essaya de s'en emparer, de 1843 à 1851 ; il échoua devant Montevideo, défendue par une légion italienne que commandait Garibaldi. En 1864, l'Argentine et l'Uruguay, réconciliés, s'unirent au Brésil contre le Paraguay, dont le président, Lopez, s'attaquait au Matto-Grosso brésilien et entravait la libre navigation du fleuve Paraguay ; une résistance acharnée de six années coûta au Paraguay les deux tiers de sa population ; il renonça en 1870 à toutes ses prétentions. Enfin, de 1879 à 1884, la guerre du Pacifique mit aux prises le Chili avec le Pérou et la Bolivie. Mieux organisé, le Chili remporta une victoire complète : sa flotte s'assura la maîtrise de la mer ; son armée, après avoir gagné les batailles de Chorillos et de Miraflores (13-15 janvier 1881), arriva aux portes de Lima : la ville n'échappa au pillage que grâce à l'intervention du corps diplomatique et à l'énergie de l'amiral français Dupetit-Thouars. La Bolivie dut céder ses provinces maritimes, et le Pérou les districts de Tacna et d'Arica : c'étaient des régions désertiques, mais riches en argent, en cuivre et en salpêtre. Le Pérou ne cessa de revendiquer les territoires perdus ; il finit par obtenir que leur sort fût définitivement réglé au moyen d'un plébiscite organisé par les soins du président des États-Unis (1926).

### L'ÈRE DES PRONUNCIAMIENTOS. — LES PARTIS.

— Si, entre les quinze États de l'Amérique latine, les guerres furent assez rares, il faudrait, par contre, de longs et fastidieux développements pour retracer, même d'une façon sommaire, les querelles intestines qui les ensanglantèrent et retardèrent l'essor de la plupart d'entre eux. Leur vie politique fut dominée, en apparence, par la lutte violente des partis, les anticléricaux s'opposant aux catholiques, les démocrates et les progressistes aux conservateurs, les fédéralistes aux centralistes. Mais ces conflits de doctrines n'intéressaient guère la masse trop ignorante de la population ; ils recouvraient mal les vieilles haines de races, qui dressaient les Indiens et les métis des campagnes contre les créoles des centres urbains et, le plus souvent, ils ne servirent que de prétexte aux ambitions et aux appétits d'aventuriers sans scrupules. Pendant plus d'un demi-siècle, ce fut une suite ininterrompue de coups d'État militaires, de *pronunciamientos*, accompagnés de massacres et de proscriptions. L'instabilité politique de l'Amérique latine devint légendaire ; de 1852 à 1887, l'Équateur changea huit fois de gouvernement, et le Mexique n'eut pas moins de 48 révolutions en 40 ans.

**EVOLUTION INTÉRIEURE DES ÉTATS DE L'AMÉRIQUE LATINE.** — Peu à peu, les principes démocratiques prévalurent dans l'Amérique latine : la puissance territoriale de l'Église fut amoindrie ; la liberté de la presse et la liberté de conscience furent reconnues ; le suffrage universel se généralisa. Tous les États se sont donné des Constitutions, inspirées de celle des États-Unis, et qui laissent aux provinces une autonomie plus ou moins large. La diffusion de l'enseignement, l'afflux des immigrants européens, la mise en œuvre des ressources naturelles ont collaboré à l'éducation politique des masses et à l'apaisement des passions. Quelques exemples suffiront à préciser le sens de cette évolution, qui s'est accélérée depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, surtout dans les grands États.

Après la fin tragique d'Iturbide, une longue période de troubles paralysa le Mexique. Les conservateurs, nombreux dans la région

du Centre, se recrutaient parmi les grands propriétaires créoles ; pour maintenir leur hégémonie sur les masses indigènes, ils aspiraient à organiser un pouvoir très fort, étayé de l'armée et du clergé. Les libéraux, au contraire, s'appuyaient sur les métis et les Indiens qui, pour prix des services rendus à la cause de l'indépendance, avaient reçu les droits de citoyen ; ils réclamaient pour les provinces une large autonomie et s'attaquaient aux privilèges de l'Église. Entre les deux partis, la lutte fut très âpre, et se compliqua des ambitions personnelles des politiciens. De 1824 à 1857, la présidence changea de titulaire

plus de vingt-cinq fois et les coups de force se succédèrent sans interruption. Dans l'ensemble, les conservateurs eurent d'abord le dessus : un de leurs chefs, le général Santa-Anna, qui avait d'abord servi la cause adverse, exerça en fait, de 1835 à 1855, une dictature presque continue. Les désastres de la guerre contre les États-Unis et le traité de Guadalupe-Hidalgo, qui démembra le Mexique (1848), discréditèrent ce régime. Les libéraux, dirigés par deux créoles, Porfirio Diaz et Comonfort, et par l'Indien Juarez, provoquèrent la chute définitive de Santa-Anna (1855) et appliquèrent leur programme de décentralisation : la Constitution de 1857, calquée sur celle des États-Unis, fit du Mexique une Confédération de 27 États ; d'autre part, pour réduire l'influence de l'Église, ils sécularisèrent les biens du clergé, expulsèrent les jésuites, laïcisèrent l'état civil.

Les conservateurs, menés par Zuloaga et Miramon, s'insurgèrent et s'emparèrent de Mexico (1858) ; mais Juarez parvint à ressaisir le pouvoir. Élu président en 1861, il entreprit de restaurer les finances, compromises par une longue suite de gaspillages et de dilapidations ; il suspendit le paiement de la dette intérieure, demanda aux prêteurs étrangers un moratorium de deux ans et frappa d'une taxe sur le capital tous les habitants du Mexique, sans distinction de nationalité. Ces mesures indisposèrent l'Europe : l'Angleterre et la France occupèrent Vera-Cruz. La convention de La Soledad (1862) parut régler le différend, mais Napoléon III refusa d'y adhérer : alors commença l'expédition du Mexique, qui s'acheva en 1867 par l'exécution de notre protégé, l'archiduc d'Autriche Maximilien (voir pp. 179 et 189).

Une ère de paix intérieure et de prospérité suivit le triomphe de Juarez et des libéraux. De 1876 à 1911, Porfirio Diaz, soit qu'il exerçât lui-même la présidence, soit qu'il gouvernât sous le nom d'un de ses lieutenants politiques, fut le véritable maître du Mexique. Sa dictature fut marquée par un brillant développement de la population et de la richesse nationale.

En mai 1911, une insurrection contraignit Porfirio Diaz à s'exiler : ce fut le début d'une longue période d'anarchie et de luttes sanglantes. Tour à tour, Madero, Huerta, Obregon s'emparèrent de la présidence ; mais aucun d'entre eux ne put recueillir l'adhésion unanime de ses concitoyens et mettre fin aux excès des chefs de bandes. Si les intrigues de certains groupes financiers des États-Unis n'ont pas été, comme on l'a dit, étrangères à ces convulsions intestines, le gouvernement de Washington s'est abstenu d'intervenir officiellement. Le président Calles, élu en 1924, a inauguré une politique tendant à assurer au Mexique pacifié sa pleine indépendance, même dans l'ordre économique. Un grave conflit religieux troubla le pays en 1926.

L'existence des autres États de l'Amérique latine n'a pas été moins agitée. En 1889, lassés de leurs dissensions, les cinq petites Républiques de l'Amérique centrale ont réconstitué une Fédération ; par contre, la République de Panama s'est détachée en 1903 de la Colombie avec l'appui des États-Unis. — Le Venezuela semblait s'être stabilisé sous l'influence de Guzman Blanco (1870-1889), qui s'attacha à restreindre la puissance de l'Église ; mais, après sa mort, des politiciens, tels que Castro et Gomez, exercèrent une tyrannie effrénée, bravant les colères de l'Angleterre et de l'Allemagne, que la crainte des États-Unis empêcha seule d'intervenir de vive force. — L'Équateur connut une paix relative sous la direction de Garcia Moreno (1860-1875), qui organisa un régime nettement favorable à l'Église, mais les guerres civiles qui suivirent sa disparition aboutirent à une politique diamétralement opposée : l'enseignement fut laïcisé, le Concordat dénoncé. — Des querelles analogues contribuèrent à affaiblir le Pérou et la Bolivie et préparèrent leur défaite pendant la guerre du Pacifique. — Le Chili lui-même, plus calme, traversa des heures tragiques ; en 1891, le président Balmaceda, populaire dans l'armée et les grandes villes, prétendit conserver le pouvoir malgré le Congrès ; vaincu, il se suicida. Le président Alessandri, régulièrement élu, dut pourtant résigner ses fonctions, sous la pression de l'élément militaire (1924).

La rivalité des négociants de Buenos-Ayres, riches et cultivés, et



JUAREZ (1806-1872). — Bibl. Nat.



PORFIRIO DIAZ (1828-1916). — Bibl. Nat.



des Gauchos à demi sauvages de la Pampa troubla longtemps la *république Argentine*. Les premiers voulaient une Constitution unitaire, qui consacrerait leur prépondérance économique; les seconds, qui se disaient fédéralistes, l'emportèrent d'abord (1829), soutinrent la longue et cruelle dictature de Rosas, puis, après sa mort, rédigèrent la Constitution de 1854. Buenos-Ayres refusa de l'accepter et fit sécession, mais ce divorce nuisait aux intérêts réciproques des deux parties en présence, et, vainqueur des fédéralistes (1861), le général Mitre ménagea un compromis qui accordait l'autonomie aux provinces de l'intérieur. Dès lors, la violence des luttes civiles s'atténua; les immigrants, Espagnols et Italiens pour la plupart, affluèrent et accélérèrent la mise en valeur du pays. Buenos-Ayres est devenue la première ville de l'Amérique du Sud et l'un des premiers ports du monde.

L'essor du *Brésil* au XIX<sup>e</sup> siècle ne fut pas moins prodigieux. Dom Pedro I<sup>er</sup> ayant essayé de gouverner en monarque absolu, les républicains s'agitèrent de nouveau dans le Nord, les libéraux de Rio de Janeiro s'insurgèrent, et l'empereur dut abdiquer en faveur de son fils âgé de six ans (1831). Après une minorité assez troublée, l'ordre se rétablit. De goûts très simples, libéral, ami de la science, don Pedro II joua consciencieusement son rôle de souverain parlementaire. L'esclavage des noirs fut aboli par étapes; la traite fut interdite (1851) et la loi du « ventre libre » affranchit les nègres qui naîtraient au Brésil (1871); l'émancipation totale fut votée en 1888. Cette dernière réforme avait irrité les grands propriétaires; les radicaux reprochaient à l'empereur ses préférences pour les modérés et les conservateurs; ils redoutaient l'avènement de sa fille Isabelle, qu'ils tenaient pour inféodée au parti cléricale. Bref, les idées républicaines gagnaient du terrain. En 1889, une sédition militaire éclata à Rio de Janeiro: l'empereur abdiqua sans résister et partit pour l'Europe; la République fédérative fut proclamée et reçut une Constitution démocratique.

Le nouveau régime ne s'affermir pas sans peine. L'élément militaire aspirait à régir la jeune République; ses prétentions, aggravées par les rivalités des chefs de l'armée de terre et de la flotte, furent la cause de luttes violentes et de fréquentes mutineries. D'autre part, les tendances séparatistes des provinces du Sud inquiétèrent, à maintes reprises, le pouvoir central, qui dut briser par la force, en 1924, l'insurrection de l'État de Saint-Paul.

Mais ces conflits, œuvre de quelques groupes de factieux, ont à peine entravé le labeur de la masse de la nation. Le Brésil est devenu, comme l'Argentine, un foyer intense de vie économique.

La forme républicaine et les idées démocratiques ont donc prévalu dans tous les États de l'Amérique latine. A mesure que les crises de régime diminuent de fréquence et de gravité, les problèmes économiques dominent les querelles de partis et de personnes, et les énergies se tournent de préférence vers l'exploitation des richesses naturelles, qui sont des éléments essentiels du commerce international.

Consciente de sa force et de sa personnalité, l'Amérique latine n'observe pas sans

inquiétude les agissements de ses voisins anglo-saxons du Nord qui, après l'avoir défendue contre les convoitises de l'Europe, exercent sur elle une redoutable pression économique. L'Argentine, le Brésil, le Chili ont conclu une entente assez étroite — l'A. B. C. — et leur solidarité s'est affirmée par l'inauguration du chemin de fer transandin, qui met Buenos-Ayres à deux jours de Valparaíso.

Enfin, les Républiques latines d'Amérique s'orientent de plus en plus vers les nations sœurs d'Europe: France, Espagne, Italie. Aux liens commerciaux se sont ajoutés des liens intellectuels: des lycées français ont été créés à Rio de Janeiro, à Saint-Paul, à Montevideo; nos professeurs occupent des chaires dans les Universités argentines et brésiliennes. Pendant la Grande Guerre, la plupart des Républiques sud-américaines firent cause commune avec les Alliés, et, dès le rétablissement de la paix, elles adhérèrent en masse à la Société des Nations, alors que les États-Unis se tenaient à l'écart.

## BIBLIOGRAPHIE

DEMANGEON (A.), *Le Déclin de l'Europe* (1920). — HAUSER (H.), *L'Amérique vivante* (1923).

### ÉTATS-UNIS

AULNEAU (J.), *Le Canal de Panama et la conquête du Pacifique* (1913). — BECK (J.-M.), *La Constitution des États-Unis* (1923). — BOUTMY (E.), *Éléments d'une psychologie politique du peuple américain* (1902). — BRYCE (J.), *La République américaine* (1912-1913, 5 vol.). — CHANNING, *Histoire du peuple des États-Unis de la Révolution à la guerre civile* (1905-1907). — COOLIDGE, *Les États-Unis, puissance mondiale* (1908). — ESTOURNELLES DE CONSTANT (d'), *Les États-Unis d'Amérique* (1913). — FARRAND (M.), *Les États-Unis; formation historique de la nation américaine* (1919). — GERNER (W.), *Idées et institutions américaines* (1921). — HALÉVY (D.), *Le Président Wilson* (1918). — LEROY-BEAULIEU (Pierre), *Les États-Unis au XIX<sup>e</sup> siècle* (1904). — MUZZEY (D.-S.), *Histoire des États-Unis d'Amérique*, trad. Lapradelle (1921). — PASQUET (D.), *Histoire politique et sociale du peuple américain* (t. 1<sup>er</sup>: *Des origines à 1825*) [1924]. — PERRY BELMONT, *La Politique des États-Unis et l'Europe, 1778-1919* (1925). — ROZ (F.), *L'Énergie américaine* (1910). — TOCQUEVILLE (A. de), *De la démocratie en Amérique* (1835-1840, 2 vol.). — WEILL (G.), *Histoire des États-Unis de 1787 à 1917* (1919). — WILSON (W.), *Histoire du peuple américain* (1920, 2 vol.).

### CANADA

BRADLEY, *Le Canada, empire des bois et des blés* (1910). — DEMANGEON (A.), *L'Empire britannique* (1923). — GARNEAU (F.-X.), *Histoire du Canada* (4<sup>e</sup> éd., 1882-1885, 2 vol.). — MÉTIN (A.), *La Colombie britannique* (1908). — SIEGFRIED, *Le Canada; les deux races* (1906).

### AMÉRIQUE LATINE

ARGUEDAS, *Histoire générale de la Bolivie* (1921). — BOLIVAR (S.), *Documents relatifs à sa vie publique* (1826-1833); — *Correspondance générale* (1866). — DENIS (P.), *Le Brésil au XX<sup>e</sup> siècle* (1909); — *La République Argentine* (1920). — KELLY DE GALWAY, *Francisco de Miranda* (1913). — KÆBEL, *L'Argentine moderne* (1908). — LEVENE (R.), *Origines de la démocratie argentine* (1911). — LÉVILLIER (R.), *Les Origines argentines; la formation d'un grand peuple* (1912). — MARTINEZ et LEWANDOWSKI, *L'Argentine au XX<sup>e</sup> siècle* (1906). — PÉRIGNY (de), *La République de Costa-Rica* (1918). — PRADT (de), *Le Congrès de Panama* (1825). — RABASA (E.), *L'Évolution historique du Mexique* (1924). — VARELA, *Histoire constitutionnelle de la république Argentine* (La Plata, 1910, 4 vol.).



DON PEDRO II, empereur du Brésil (1831-1889).

CL. ILLUSTRATION.





DÉCORATION DU GRAND AMPHITHÉÂTRE DE LA SORBONNE, A PARIS. — Fresque de Puvis de Chavannes (motif central).

## LIVRE XVI

# LES SCIENCES, LES LETTRES ET LES ARTS

### DE 1815 A NOS JOURS

#### CHAPITRE PREMIER

## LES SCIENCES

#### Les Sciences mathématiques.

**V**ERS LES MATHÉMATIQUES « PURES ». — L'étude approfondie de la nature fut la source la plus féconde des découvertes mathématiques jusqu'à Laplace et Fourier ; mais, avec Gauss et Cauchy, les mathématiques s'orientèrent vers la pure analyse : pour donner toute sa puissance à l'instrument mathématique, on fut conduit à généraliser les problèmes particuliers posés par les phénomènes naturels, et l'on revint aux principes pour reconstruire l'édifice sur de nouveaux plans élargis : de là sortirent les théories générales des équations algébriques, des fonctions de variables imaginaires, des équations différentielles. Dans cette œuvre, où Gauss fut un précurseur, le principal rôle revint à Cauchy, à qui l'on doit les définitions précises et les méthodes rigoureuses de l'analyse moderne.

**L'ANALYSE.** — La théorie des fonctions fut la conquête la plus importante de l'analyse pendant le XIX<sup>e</sup> siècle. Le *Traité des fonctions elliptiques* (1826), de Legendre, s'inspirait encore des méthodes de l'ancien calcul intégral, lorsque deux jeunes mathématiciens, le Norvégien Abel (1802-1829) et l'Allemand Jacobi (1804-1851), découvrirent la propriété fondamentale de la double périodicité et donnèrent à la théorie tout entière une orientation nouvelle infiniment plus féconde. Comme la double périodicité ne peut apparaître que dans le domaine de la variable imaginaire ou complexe, il fallut étendre le champ de la variable jusqu'aux valeurs complexes. Ce fut l'œuvre essentielle de Cauchy (1789-1857). Sa théorie des

fonctions d'une variable complexe domine de si haut les mathématiques modernes que tous les grands analystes du XIX<sup>e</sup> siècle ne sont que ses continuateurs. Après Cauchy, deux mathématiciens allemands, Riemann (1826-1866) et Weierstrass (1815-1897), achevèrent de fonder la théorie générale des fonctions : Riemann, avec les méthodes intuitives de la géométrie, en donna une lumineuse interprétation (1857). Weierstrass, par ses méthodes de pure logique, ramena tout à la considération des séries (vers 1870) et fit de l'analyse un prolongement de l'arithmétique.

Le principal problème des mathématiques, celui que les applications aux sciences physiques ont imposé dès la création du calcul infinitésimal, est l'intégration des équations différentielles. Jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, on chercha à exprimer la fonction inconnue par des fonctions déjà connues ou par des quadratures ; mais les cas étaient rares où le problème de l'intégration pouvait être ainsi résolu, et l'étude des fonctions elliptiques fut une première occasion de lui donner son aspect moderne, à savoir la recherche des propriétés de la fonction nouvelle ; là encore, Cauchy joua un rôle important en démontrant l'existence des solutions et en donnant des méthodes de calcul approché. L'étude de l'équation hypergéométrique par Gauss, Kummer, Riemann et Goursat, les travaux de Fuchs sur les équations différentielles linéaires, les études de Painlevé sur les équations à points critiques fixes sont relatifs au domaine de la variable complexe : en 1880, Henri Poincaré (1854-1912) commença l'étude géométrique des courbes définies par les équations différentielles, qui fut le principe de ses *Méthodes nouvelles de la mécanique céleste*. Si les résultats obtenus sont fort importants, le bloc des équations différen-



HENRI ABEL (1802-1829).





AUGUSTIN-LOUIS CAUCHY (1789-1857). — D'après une lithographie de Boilly.

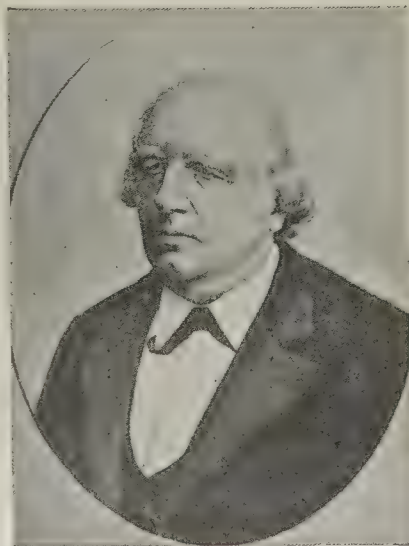
tielles reste une forteresse presque intacte, dont les plus éminents chercheurs ont conquis seulement les premiers ouvrages avancés.

Dans le domaine de la physique mathématique, Fourier (1768-1830), lorsqu'il inventa le développement en série trigonométrique, dota les analystes logiciens d'un instrument capital, qui leur permit de donner à la notion de fonction des développements extraordinaires : la série de Fourier joue en mathématiques un rôle différent, mais aussi important que la série de Taylor. L'ouvrage de Fourier (*Théorie analytique de la chaleur*) contient en germe les méthodes employées pour beaucoup d'autres équations de la physique mathématique, qui ont fourni à Poisson, Cauchy, Green, Lamé, Neumann, Picard, Poincaré, Hadamard, l'occasion de recherches du plus haut intérêt. Enfin Fredholm et Volterra, par la création des équations intégrales, créèrent une méthode nouvelle pour résoudre plus simplement et plus complètement les problèmes anciens.

L'ALGÈBRE. — La résolution algébrique des équations, qui avait été le tourment des mathématiciens du XVIII<sup>e</sup> siècle, trouva enfin sa base définitive grâce au prodigieux génie d'Evariste Galois (1811-1832). Après Abel, qui démontra l'impossibilité de résoudre par radicaux l'équation générale du cinquième degré, Galois renouvela le problème de la résolution en montrant qu'à chaque équation correspond un groupe de substitutions où se reflètent ses caractères essentiels. Il n'est, peut-être pas, au XIX<sup>e</sup> siècle, de découverte plus féconde que celle de ce jeune homme qui, se jetant dans la mêlée politique en juillet 1830, mourut en duel à l'âge de vingt et un ans. La veille de sa mort, il écrivit à son ami Auguste Chevallier une sorte de testament scientifique qui se terminait par ce regret poignant : « Je n'ai pas le temps ! » ; il y indiquait certaines propriétés des intégrales de fonctions algébriques, que Riemann ne devait trouver que vingt-cinq ans plus tard.

Les notions introduites par Galois dépassent le domaine de l'algèbre, et le concept de groupe d'opérations a pris une place importante en mathématiques. Le géomètre norvégien Sophus Lie (1838-1899), étudiant les groupes continus contenant une infinité de transformations, créa un instrument dont l'usage s'est révélé fécond en géométrie, dans la théorie des fonctions, dans les équations différentielles, et jusqu'en physique, où il intervint dans la théorie de la relativité. Dans le domaine où l'algèbre rejoint la théorie des nombres, Hermite obtint (1873) ce résultat longtemps cherché que le nombre  $e$ , base des logarithmes naturels, n'est racine d'aucune équation algébrique à coefficients entiers. En suivant la même marche, Lindemann démontra la transcendance de  $\pi$  (1882), établissant ainsi rigoureusement l'impossibilité de la quadrature du cercle.

LA GÉOMÉTRIE. — Depuis Descartes, le calcul avait dominé la géométrie ; il se produisit, au XIX<sup>e</sup> siècle, une révolution inverse. Après les travaux de transition de Lazare Carnot et de Ch. Dupin, l'initiateur de ce retour à la géométrie pure fut Poncelet (1788-1867), dont le *Traité des propriétés projectives des figures* (1822) définit les caractères de la « géométrie projective », laquelle étudie les propriétés des figures restant inaltérées par une projection conique : l'idée fondamentale nouvelle consista à envisager les figures géométriques dans leurs relations avec certaines transformations de l'espace. Après Poncelet, que découragea l'indifférence de Cauchy, la géométrie nouvelle fut développée systématiquement par Charles Steiner, von Staudt, Plücker, Hesse, Cayley, Laguerre, Félix Klein, dont les doctrines prolongèrent la géométrie grecque.



KARL WEIERSTRASS (1815-1897).

En même temps, l'application du calcul infinitésimal à la géométrie se poursuivait dans la voie ouverte par Euler et Monge. Ici encore, Gauss apporta (*Disquisitiones generales circa superficies curvas*, 1827) une conception originale et féconde en caractérisant la topographie sur une surface par une forme quadratique de différentielles (appliquée à l'espace à trois dimensions, cette conception est devenue la base de la relativité générale d'Einstein). On ne peut énumérer ici toutes les acquisitions de la géométrie infinitésimale ; le chef de l'école, Gaston Darboux (1842-1917), en a donné un tableau d'ensemble dans ses *Leçons sur la théorie générale des surfaces*.

De ces recherches, qui prolongent la géométrie des anciens Grecs, on doit rapprocher celles qui ont pour objet les fondements mêmes de cette géométrie. Euclide n'avait pu rattacher logiquement son postulat aux axiomes plus ou moins intuitifs sur lesquels il s'appuyait. Ce fut seulement au XIX<sup>e</sup> siècle que, réalisant une idée qu'avait probablement eue Gauss, Lobatchevsky en 1829 et Bolyai en 1832, édifièrent chacun de son côté la première géométrie non-euclidienne. Dans des écrits qui ouvrirent une seconde direction de recherches, Riemann en 1854 et Helmholtz en 1867 démontrèrent que le déplacement des corps solides joue un rôle essentiel, et construisirent une troisième géométrie, tout aussi cohérente que les deux premières. — On peut caractériser ces trois géométries par le fait que la somme des angles d'un triangle est inférieure, égale ou supérieure à deux droits, selon qu'il s'agit de la géométrie de Lobatchevsky, de celle d'Euclide ou celle de Riemann.

Utilisant la théorie des groupes de transformations, qu'il avait créée, Sophus Lie entreprit dans toute son ampleur la recherche des hypothèses fondamentales et put en donner une solution complète. La géométrie s'établit aujourd'hui sur un système complet et non contradictoire d'axiomes indépendants. Poincaré a fait ressortir l'importance de toutes ces recherches pour l'analyse de notre intuition de l'espace.

LA MÉCANIQUE ET L'ASTRONOMIE. — Avec Lagrange, la mécanique rationnelle avait pris sa forme définitive, et Poisson, Hamilton, Jacobi ne firent que donner à ses équations de nouvelles formes analytiques ; il y a lieu cependant de signaler les élégantes méthodes géométriques appliquées par Poincaré (1777-1859) à la mécanique. Foucault qui, par sa célèbre expérience du pendule (1851), avait fait la première démonstration physique de la rotation de la Terre, construisit sur les indications de Poincaré le gyroscope, qui apporta la même démonstration et dont les applications pratiques furent aussi nombreuses qu'importantes. C'est ainsi que le compas gyroscopique remplaça la boussole.

Le seul fait marquant à enregistrer en mécanique céleste est la découverte de Neptune, au moyen du seul calcul, par Le Verrier (1811-1877). Pour expliquer les écarts entre le mouvement observé d'Uranus et le mouvement calculé, Le Verrier les attribua à l'action d'une planète inconnue, dont il calcula la position ; l'astronome Galle, de Berlin, aperçut la planète Neptune (1846) à l'endroit indiqué par Le Verrier ; c'était une confirmation saisissante de la loi d'attraction newtonienne.

L'étude théorique des équations de la mécanique céleste fait encore le désespoir des mathématiciens. Les beaux résultats obtenus par Poincaré dans ses *Méthodes nouvelles*, la résolution théorique par Sundman du problème des trois corps (1913), n'ont encore donné aucune réponse satisfaisante aux questions générales, telles que la stabilité du système solaire.

En astronomie physique, le progrès des instruments d'optique a



HENRI POINCARÉ (1854-1912). CL. GERSCHEL.



ÉVARISTE GALOIS (1811-1832).



notablement développé nos connaissances sur les planètes et le soleil; la photographie et surtout la spectroscopie ont donné des résultats complètement inattendus : connaissance de la constitution et de la température du soleil et des étoiles, constatation de l'unité chimique du monde céleste, mouvement des étoiles.

### Les Sciences physiques.

**LA STATIQUE DES FLUIDES.** — Entre 1800 et 1814, les recherches expérimentales et théoriques de Gay-Lussac, Dalton, Avogadro, Ampère, avaient fait connaître les lois élémentaires qui, s'ajoutant à la loi de Mariotte, caractérisent complètement les « gaz parfaits ». De ces résultats date la physico-chimie.

La machine à vapeur ayant pris une importance considérable à la suite des perfectionnements dus à Watt, il devenait nécessaire de connaître avec précision les constantes numériques des gaz et des vapeurs. Après les travaux de Dulong et Arago (1825), de Pouillet, de Despretz, l'étude complète des propriétés thermiques, élastiques et calorimétriques des fluides fut l'œuvre du grand expérimentateur Regnault (1810-1878), qui ne fut dépassée en précision que par les mesures faites au Bureau international des poids et mesures. Les physiciens modernes ont largement étendu le domaine de ces recherches, en élevant les pressions (Cailletet, Amagat, jusqu'à 3 000 atmosphères; dans les laboratoires américains spécialisés, jusqu'à 10 000 atmosphères) et en faisant varier les températures du voisinage du zéro absolu (Dewar, Kamerlingh Onnes) jusqu'à des milliers de degrés.

De 1823 à 1825, Faraday liquéfia la plupart des gaz connus par compression jusqu'à 100 atmosphères et par refroidissement jusqu'à  $-80^{\circ}\text{C}$ ; seuls, l'oxygène, l'hydrogène, l'azote et trois autres gaz résistèrent et furent nommés « gaz permanents ». En 1869, le physicien anglais Andrews découvrit la continuité des états liquides et gazeux et la « température critique » au-dessus de laquelle un gaz ne peut être liquéfié. La liquéfaction des gaz était donc une question d'abaissement de température. Cailletet trouva (1878), dans la détente des gaz comprimés, le moyen employé désormais pour produire des températures de plus en plus basses; il put amener à l'état de brouillard l'air et les autres gaz permanents, qui furent ensuite obtenus à l'état de liquides stables par Pictet, Wroblewski, Olzewski, Dewar. Enfin,



NICOLAS LOBACHEVSKY (1793-1856).

dans le magnifique laboratoire de l'Université de Leyde, Kamerlingh Onnes parvint à liquéfier l'hélium (1908), atteignant la température  $-270^{\circ}\text{C}$ , à trois degrés du zéro absolu. Peu à peu se créa une technique du froid. Le physicien anglais Dewar prépara le premier en grandes quantités l'air liquide, dont Linde, à Munich, en 1896, et Georges Claude, en 1902, réalisèrent ensuite la production industrielle.

Les études faites dans des champs étendus de température et de pression montrèrent que la formule de Mariotte et de Gay-Lussac n'est qu'une première approximation des propriétés élastiques et thermiques des gaz. S'appuyant sur l'hypothèse moléculaire, le Hollandais Van der Waals obtint la célèbre équation (1873) qui exprime assez exactement les faits expérimentaux jusqu'au voisinage du point de liquéfaction. Par la découverte de la loi des états correspondants (1880), il établit que tous les gaz sont en quelque façon comparables et obtint une première synthèse des connaissances sur la dilatation et la compressibilité des fluides.

**LES SOLUTIONS ET LA DISSOCIATION ÉLECTROLYTIQUE.** — Dès 1839, Gay-Lussac avait remarqué l'analogie qui existe entre la dissolution et la vaporisation. Réunissant dans une même doctrine les travaux sur la pression osmotique de Dutrochet (1830), Traube (1867), Pfeffer (1877), et les lois des solutions de Raoult (1878-1884), Van't Hoff (1852-1911) émit en 1885 l'hypothèse que les substances dissoutes possèdent toutes les propriétés des gaz. Les lois de Raoult, claires et précises, n'étaient que des règles empiriques; Van't Hoff les rattacha aux lois essentielles de l'état gazeux et ainsi fut acquise la notion de lois communes à toutes matières diluées, gazeuses ou dissoutes.

Ni les lois de Raoult, ni la théorie de Van't Hoff, ne s'appliquaient aux solutions des sels dans l'eau, qui sont conductrices de l'électricité. Le Suédois Arrhénius, unissant l'idée de dissociation de Sainte-Claire Deville à la notion des ions de Faraday, formula la théorie générale de la dissociation électrolytique en ions (1887), et fit ainsi rentrer dans la règle toutes les dissolutions anormales. Des travaux de Van't Hoff et Arrhénius, Ostwald, Nernst et leurs élèves firent sortir une rénovation de la chimie et de l'électrochimie.

**LA LUMIÈRE.** — Les quinze premières années du XIX<sup>e</sup> siècle avaient fait connaître les phénomènes d'interférence et de polarisation, qui renouvelaient l'optique. Partant de la théorie des ondulations créée par Huyghens et développée par Th. Young, Fresnel (1788-1827) parvint à expliquer complètement les phénomènes lumineux alors connus. Pour rendre compte de la polarisation, il dut admettre que les vibrations lumineuses sont transversales, et il prépara ainsi les recherches de Green en Angleterre, de Lamé en France sur l'élasticité.

Fresnel avait tranché en faveur de la théorie des ondulations le débat ouvert depuis Huyghens et Newton sur la nature de la lumière; il ne s'était pas prononcé sur le problème de la vitesse, plus grande dans le vide que dans les milieux matériels selon la théorie des ondes, plus petite dans la théorie de l'émission. Les calculs astronomiques de Roemer (1676) avaient fait connaître la vitesse de la lumière dans les espaces célestes (300 000 km. par seconde); il s'agissait de faire sur la Terre des mesures directes. Fizeau (1829-1896) détermina la vitesse de la lumière dans l'air (1849); Foucault (1819-1868) compara les vitesses dans l'air et dans l'eau (1850) et constata que la vitesse est plus grande dans l'air, résultat conforme à la théorie des ondulations.

En même temps, on abordait l'étude des radiations simples en lesquelles la lumière est décomposée par le prisme de Newton ou les réseaux de Fraunhofer. La découverte capitale fut ici celle de l'analyse spectrale faite à Heidelberg, vers 1860, par Kirchhof et Bunsen. En montrant que la lumière conserve dans sa structure la marque de l'état physique et de la composition chimique de la source émettrice, ces deux savants créèrent une méthode d'analyse d'une sensibilité incomparable, qui leur fit découvrir deux nouveaux métaux, le rubidium et le césium (1861); l'étude des spectres lumineux révéla la composition du soleil, puis celle des étoiles et établit l'unité chimique de l'univers (1); on reconnut que l'analyse spectrale donne des éclaircis-

(1) On doit encore à cette méthode la découverte du thallium (Crookes, Lamy, 1862), de l'indium (Reich et Richter, 1864), du gallium (Lecoq de Boisbaudran, 1876). L'hélium, caractérisé par Jansen, Frankland et Lockyer (1868) dans le spectre solaire, fut retrouvé par lord Rayleigh et Ramsay (1893) dans certains minéraux et dans l'atmosphère terrestre.



LE GRAND SPECTROHÉLIOGRAPHE de l'Observatoire de Meudon.





AUGUSTIN JEAN FRESNEL (1788-1827). — Gravure d'Ambroise Tardieu.

sements précieux sur la température et la vitesse de la source lumineuse; elle est devenue un puissant instrument d'exploration de l'univers.

Toute une science nouvelle consacrée à l'étude des radiations, la spectroscopie, se constitua peu à peu. Les effets calorifiques montrèrent que le spectre visible se prolonge dans l'infra-rouge, tandis que les effets chimiques firent connaître les radiations ultra-violettes. Le domaine de l'optique s'étendit jusqu'à rejoindre du côté de l'infra-rouge les ondes électromagnétiques hertziennes, du côté de l'ultra-violet les rayons X de Roentgen et les rayons  $\gamma$  des corps radio-actifs. Tous ces rayonnements ne diffèrent

que par la longueur d'onde, qui décroît de 20 km. pour les plus longues ondes hertziennes jusqu'à quelques milliardièmes de millimètre pour les rayons  $\gamma$  extrêmes; le spectre a été ainsi exploré dans toute son étendue, et la théorie électromagnétique de la lumière a reçu une éclatante confirmation.

**L'ÉLECTROMAGNETISME.** — C'est en 1820 que le Danois Ørsted (1777-1851) découvrit l'action du courant électrique sur l'aiguille aimantée et suscita immédiatement à Paris tout un mouvement où le premier rôle revint à Ampère (1775-1836), connu déjà par ses travaux de mathématiques et de chimie; la découverte et la mesure de l'action des courants sur les courants, celle de l'électro-aimant (en commun avec Arago), la création de l'électrodynamique furent exposées dans le célèbre *Mémoire sur la théorie mathématique des phénomènes électrodynamiques* (1827).

En 1831, la découverte capitale des phénomènes d'induction, faite en Angleterre par Faraday (1794-1867), acheva la connaissance de l'électromagnétisme, dont la conséquence la plus considérable fut la création de la machine dynamo-électrique: W. Siemens, en Allemagne, et Wilde, en Angleterre, en découvrirent le principe; l'Italien Paccinotti décrivit l'organe essentiel, l'induit en forme d'anneau (1864), que réalisa pratiquement, en 1869, l'ouvrier belge Gramme. La dynamo était créée, source de l'électricité à bon marché et par conséquent de toutes les industries électriques; par réversibilité, elle donna le moteur électrique, organe du transport à distance de l'énergie.

On doit aussi à Faraday les lois et les conceptions fondamentales de l'électrolyse (1833), bases de l'électrochimie et des théories modernes de l'électricité.

**RAYONS CATHODIQUES ET RAYONS X.** — Les phénomènes lumineux produits par la décharge électrique dans les gaz raréfiés avaient été aperçus dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, et chaque progrès dans la raréfaction des gaz ou dans les appareils producteurs d'électricité révélait de nouveaux aspects des phénomènes. Cependant le premier fait essentiel fut la découverte, par Hittorf (1869), des rayons cathodiques. Lorsque la pression du gaz devient inférieure à 0,002 mm. de mercure, la cathode émet un rayonnement particulier, qui se propage en ligne droite dans le tube, rend lumineux les corps solides qu'il rencontre et agit sur eux comme un bombardement par corpuscules lancés à grande vitesse; fait essentiel, ces rayons sont déviés par les champs électrique et magnétique. Tandis que Crookes voyait là une émission de particules matérielles et que Lenard cherchait l'explication du phénomène dans un mode nouveau d'ondulation de l'éther, une expérience décisive de Jean Perrin vint établir que les rayons cathodiques transportent avec eux une charge électrique négative (1895). De leur côté, le physicien anglais J.-J. Thomson et ses élèves montrèrent que la charge des corpuscules cathodiques est celle d'un atome d'hydrogène dans l'électrolyse, que leur masse est 1 830 fois plus petite que celle de cet atome, et que leur vitesse varie de 30 000 à 100 000 kilomètres par seconde; ces particules minuscules, appelées *électrons*, ont même charge et même masse, quels que soient le métal de la cathode et le gaz traversé par la décharge; les mêmes *électrons* sont arrachés par les rayons X ou les rayons du radium aux molécules d'un gaz quelconque, par la lumière ultra-violette aux atomes d'un métal quelconque; ils apparurent ainsi à Thomson comme un constituant universel de tout atome matériel.

Avec les rayons cathodiques, le tube de Crookes fit aussi connaître un second rayonnement non moins important: les rayons positifs de Goldstein (1886), de vitesses relativement faibles (300 à 3 000 km. sec.), formés de particules portant une ou plusieurs charges élémentaires positives, que leur masse et leurs propriétés rapprochent des atomes matériels ordinaires. A l'inverse des électrons négatifs, ces particules positives diffèrent selon les molécules ionisées et conservent les caractères des éléments chimiques dissociés: ce sont des groupes atomiques d'où se sont séparés les électrons des rayons cathodiques. On avait ainsi un premier aperçu de la structure de l'atome matériel, que le tube de Crookes divise en un ion positif relativement lourd, porteur de l'individualité chimique, et des électrons négatifs, de masse insignifiante, identiques dans tous les atomes.

Le tube de Crookes produit un troisième rayonnement, dont la découverte par Roentgen (1895) marqua le début d'une ère nouvelle pour la physique. Tout obstacle frappé par les rayons cathodiques émet des rayons invisibles, qui impressionnent la plaque photographique et rendent lumineux les corps fluorescents: ces rayons X, très pénétrants, traversent certains corps opaques à la lumière ordinaire et permettent de photographier le squelette de l'homme et des animaux; ils ne transportent pas de charge électrique et par suite ne sont pas déviés dans un champ magnétique; ils déchargent les corps électrisés en ionisant les gaz qu'ils traversent. Pendant longtemps, on ne sut ni les réfléchir, ni les réfracter, et l'on ignora leur véritable nature jusqu'au jour où le physicien suisse Laue eut l'idée d'essayer leur diffraction sur les réseaux moléculaires cristallins imaginés par Bravais (1912). Le succès de l'expérience confirma d'une façon éclatante les idées de Bravais et montra que les rayons X sont des radiations lumineuses, dont les longueurs d'onde très courtes sont de l'ordre des distances moléculaires. La découverte de Laue donna naissance à une nouvelle branche de la physique, la radiospectroscopie, qui permet, d'une part, d'étudier les rayonnements X complexes et, d'autre part, de déterminer l'arrangement des molécules et des atomes dans les cristaux et même dans les corps solides en général. La nouvelle technique est venue confirmer, au moins dans les grandes lignes, les formules de structure de la chimie organique.

De même que chaque atome émet des radiations lumineuses particulières, il a aussi un spectre caractéristique de rayons X, infiniment plus simple; il y a la même différence, comme l'écrit Soddy, entre un spectre ordinaire et un spectre de rayons X qu'entre un cryptogramme compliqué et le même texte en clair; la méthode d'analyse par rayons X a déjà pris place à côté de l'analyse spectrale ordinaire, et peut-être la supplantera. Les spectres X des divers éléments se suivent selon une loi extrêmement remarquable découverte en 1913 par le jeune physicien anglais Moseley (tué bientôt après aux Dardanelles, à l'âge de vingt-sept ans): la racine carrée de la fréquence d'une ligne donnée du spectre de Roentgen d'un élément est une fonction linéaire du nombre atomique (numéro d'ordre de l'élément dans le Tableau périodique de Mendéléïev). Par cette loi, le tableau périodique, construction où l'hypothèse et l'intuition avaient une part considérable, acquiert une base expérimentale simple et directe.

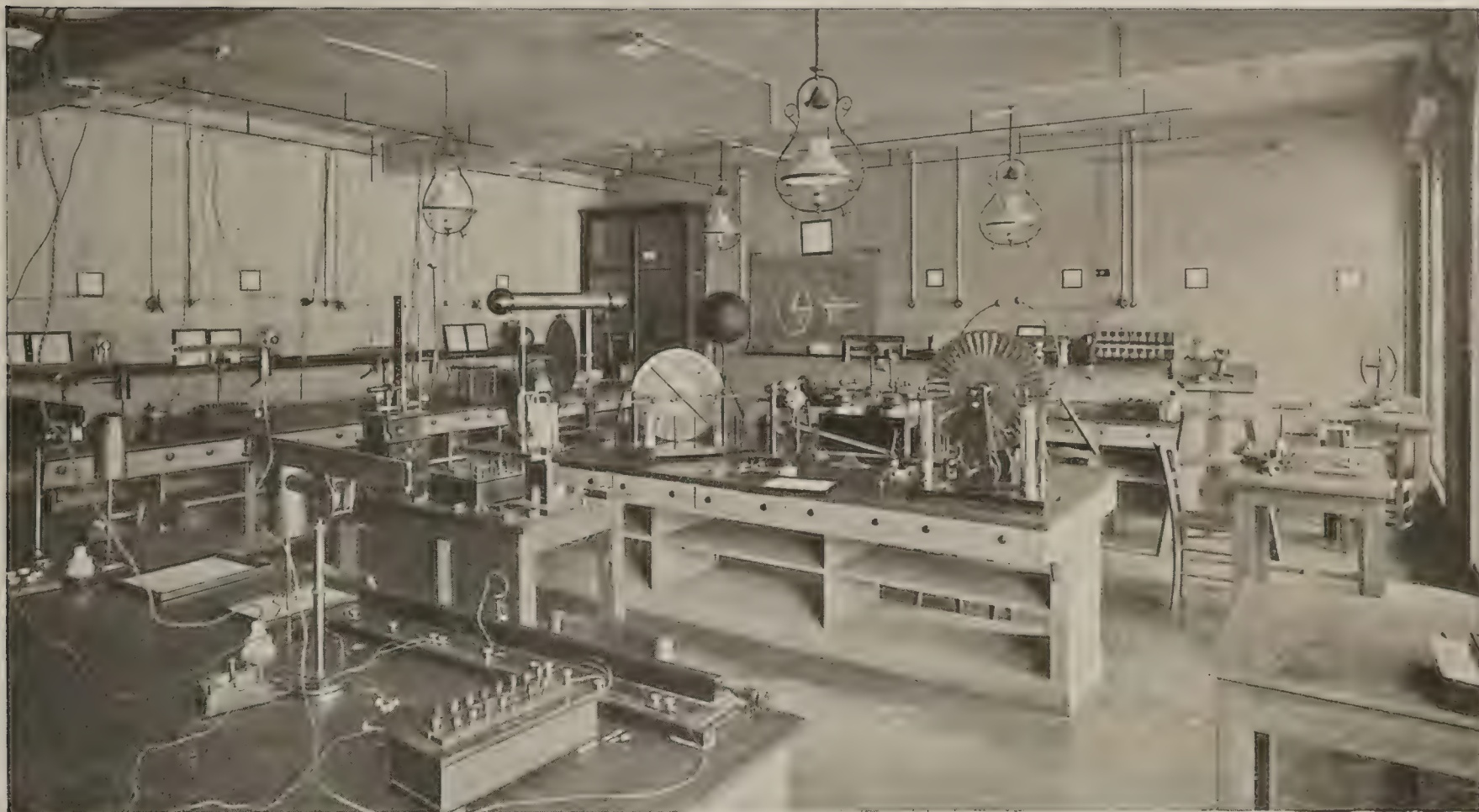
**RADIOACTIVITÉ.** — Un rapprochement fait par Henri Poincaré entre les rayons X et la phosphorescence conduisit Henri Becquerel (1896) à découvrir l'émission spontanée par l'uranium de rayons analogues aux rayons de Roentgen: telle est l'origine des travaux sur la radioactivité qui permirent aux physiciens d'effectuer de nouvelles et fécondes recherches.

On songea tout naturellement à savoir si d'autres corps avaient les propriétés radioactives de l'uranium, et, dès 1898, Schmidt signala la radioactivité du thorium; M<sup>me</sup> Curie, ayant constaté que la pechblendé est huit fois plus active que ne le faisait prévoir sa teneur en uranium et en thorium, en conclut que ce minéral devait contenir des éléments inconnus fortement radioactifs. Le traitement chimique de la pechblendé permit de caractériser, sans les isoler, le polonium (M<sup>me</sup> Curie et Bémont, 1898), l'actinium (Debierne, 1899), et enfin de préparer les sels purs d'un nouveau métal, le radium, un million de fois plus actif que l'uranium (M. et M<sup>me</sup> Curie, 1898-1902); le radium métallique fut isolé par M<sup>me</sup> Curie en 1910.

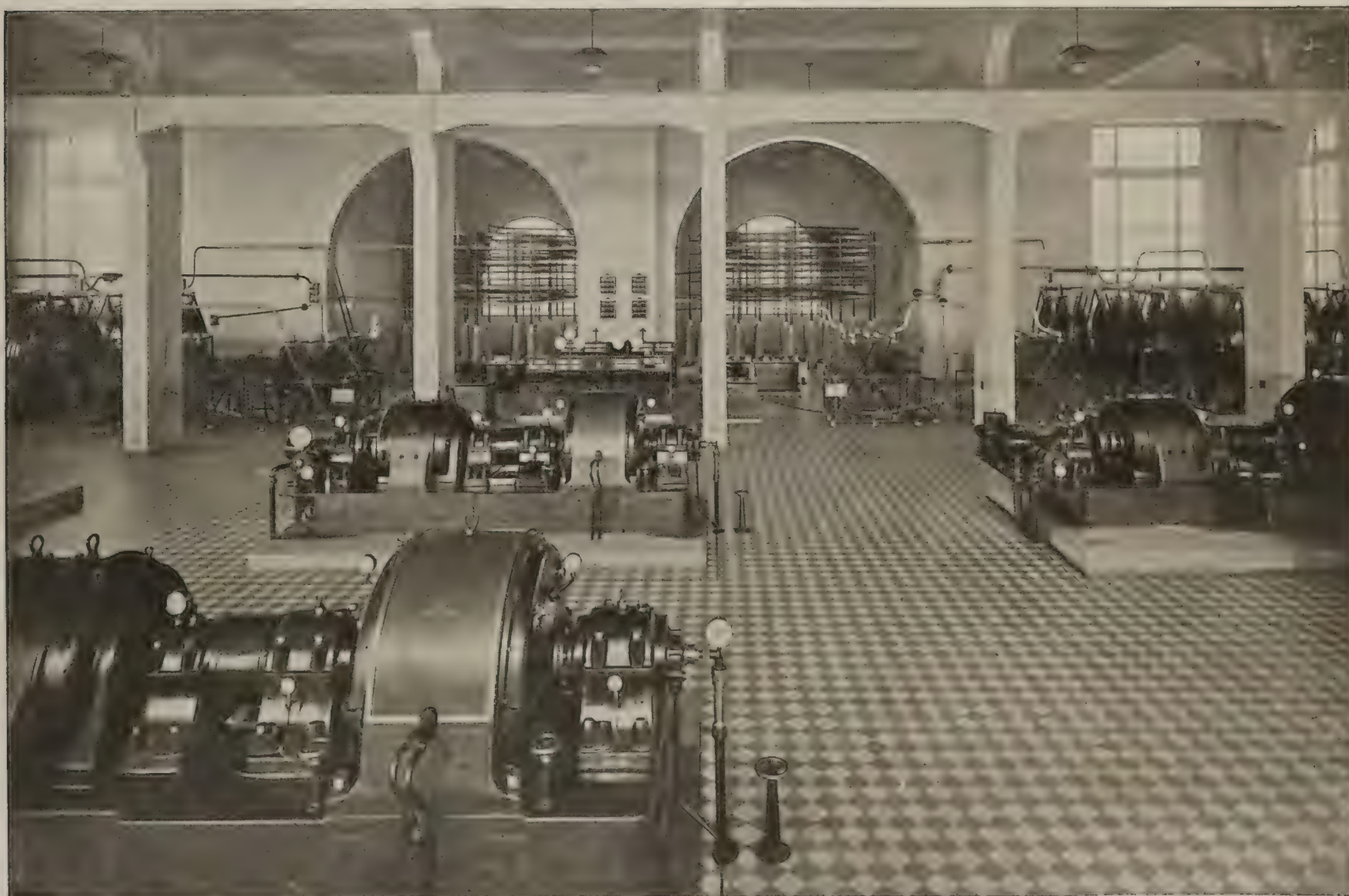
Les corps radioactifs émettent un rayonnement complexe que le champ magnétique divise en trois faisceaux: les rayons  $\alpha$ , analogues aux rayons de Goldstein, formés de particules électrisées positivement, que l'on reconnut être des atomes d'hélium; les rayons  $\beta$ , déviés en sens contraire, formés d'électrons négatifs identiques aux électrons cathodiques; les rayons  $\gamma$ , non déviés, analogues aux rayons X. On retrouvait les radiations du tube de Crookes.

Un vaste ensemble de recherches expérimentales, où se distinguèrent les physiciens anglais Ramsay, Rutherford et Soddy, vinrent élucider la nature de la radioactivité. Le premier fait acquis (1903),





LE LABORATOIRE DE PHYSIQUE A LA FACULTÉ DES SCIENCES, A PARIS.



SALLE D'ÉMISSION DE LA STATION RADIOTÉLÉGRAPHIQUE DE SAINTE-ASSISE (SEINE-ET-MARNE). CL. RADIO-FRANCE







après de longues discussions — car c'était le premier exemple de transmutation d'éléments — fut le dédoublement du radium en *émulsion* et en *hélium*. On reconnut ensuite que cette désintégration n'est pas unique et que la radioactivité est une véritable évolution discontinue, se faisant par cascades successives, donnant lieu chaque fois à la formation de nouveaux éléments, de vie plus ou moins éphémère. La théorie de la désintégration atomique (Rutherford et Soddy) aboutit ainsi à révéler la filiation des trente-neuf corps radioactifs et à les ranger dans deux familles distinctes, issues respectivement de l'uranium et du thorium, et aboutissant au plomb comme dernier corps stable.

Les dédoublements atomiques, qui créent la descendance des corps radioactifs, sont spontanés, et l'on ne sait pas agir sur eux : de belles expériences récentes de Rutherford semblent depuis 1919 avoir réalisé la désintégration artificielle des atomes de certains éléments légers : azote, bore, fluor, sodium, aluminium. Le bombardement de l'azote par des particules  $\alpha$  de grande puissance a permis de constater la séparation de noyaux d'hydrogène, avec du carbone comme résidu possible. Ainsi les mondes atomiques s'entrouvent à notre curiosité et l'on entrevoit une solution des problèmes de transmutations.

**LA THERMODYNAMIQUE.** — La mécanique rationnelle ignorait les phénomènes calorifiques, visiblement liés cependant aux transformations mécaniques. Le jour où l'on étudia cette liaison, une construction beaucoup plus vaste, la thermodynamique, s'éleva jusqu'à devenir la base commune des sciences de la nature.

L'étude du fonctionnement de la machine à vapeur conduisit Sadi Carnot (1796-1832) à découvrir la plus obscure des deux grandes lois de la thermodynamique. Dans ses *Réflexions sur la puissance motrice du feu* (1834), Sadi Carnot, envisageant dans toute sa généralité la production du mouvement par la chaleur, obtint l'énoncé célèbre : « La puissance motrice de la chaleur est indépendante des agents mis en œuvre pour la réaliser ; sa quantité est fixée uniquement par les températures des corps entre lesquelles se fait, en dernier résultat, le transport du calorique. » Les raisonnements de Carnot étaient entièrement nouveaux et tout différents de ceux de la mécanique classique ; sa méthode, qui dépassait infiniment l'application à la machine à vapeur, fournit une nouvelle manière d'étudier les phénomènes naturels. Des grandes découvertes du XIX<sup>e</sup> siècle, aucune ne fut plus originale, plus spontanée, plus profonde ; aucune n'eut des conséquences plus considérables.

Comme la plupart des créations profondément personnelles, l'œuvre de Carnot resta d'abord complètement inaperçue ; elle fut sauvée de l'oubli par l'ingénieur Clapeyron et son importance apparut lorsque l'Anglais William Thomson et l'Allemand Robert Clausius en eurent montré la richesse.

Entre l'œuvre de Carnot et sa mise en pleine lumière par ses continuateurs, une seconde découverte fondamentale fut celle de la relation numérique entre le travail mécanique et la chaleur. Avant d'être formulée nettement, cette relation avait été entrevue par plusieurs chercheurs : Rumford, Montgolfier, Sadi Carnot, Marc Seguin. L'idée, qui était donc dans l'air, fut réalisée et généralisée par le médecin allemand Robert Mayer (1814-1878) dans ses *Remarques sur les forces de la nature inanimée* (1842) : à partir du rapport des deux chaleurs spécifiques de l'air, Mayer évalua à 365 kgm. l'équivalent mécanique de la calorie (nombre actuel, 426). Dans ce premier mémoire, et surtout dans ses travaux ultérieurs, Mayer, avec une force de pensée singulière, donna à son principe une portée plus grande que la mécanique elle-même, et sa découverte fonda l'énergétique moderne. Peu après Mayer, et indépendamment de lui, le physicien anglais Joule (1818-1889) arriva aux mêmes conclusions en mesurant la chaleur produite par les courants électriques et par le frottement (1843-1845) : il donna la première valeur exacte de l'équivalent mécanique de la calorie (425 kilogrammètres).

On connaissait les deux principes fondamentaux de la thermodynamique. Il restait à les faire accepter universellement et même, surtout pour le principe de Carnot, à les faire comprendre ; ce fut le mérite



PIERRE CURIE ET M<sup>me</sup> CURIE dans leur laboratoire.  
CL. GRIBA.

de Helmholtz (1821-1894), de William Thomson (1824-1907), de Rankine (1820-1872) et de Clausius (1822-1888). Ce dernier fit en quelque sorte une création nouvelle du principe de Carnot et en tira la notion si importante d'entropie, qui joue dans la science un rôle égal à celui de l'énergie et gouverne les équilibres physiques et chimiques. Les physiciens se placèrent d'abord au seul point de vue des transformations réciproques entre chaleur et travail (c'est la thermodynamique au sens étroit du mot), et la pensée de Mayer fut quelque peu dénaturée par ceux qui voulurent la restreindre aux théories de la mécanique. Peu à peu cependant, et bien après Mayer et Rankine, qui en avaient eu le pressentiment, le domaine d'application des deux principes ne cessa de s'étendre : étude des gaz, des fluides et des solutions, équilibres chimiques, force électromotrice des piles, tous les faits de la physique et de la chimie se coordonnèrent sous leur direction. L'énergétique, science générale des changements d'état, règne aujourd'hui sur le domaine

entier des sciences physiques et chimiques.

**LA THÉORIE ELECTROMAGNÉTIQUE DE LA LUMIÈRE.** — L'optique et l'électricité étaient restées entièrement distinctes, bien que la rotation du plan de polarisation de la lumière sous l'influence d'un champ magnétique (Faraday, 1846) eût fait ressortir, sans l'expliquer, une relation entre les deux domaines. Lorsque Faraday eût mis le premier en évidence l'influence du milieu à travers lequel s'exercent les actions électromagnétiques, Maxwell (1831-1879), dans son *Traité d'Électricité* (1873), établit les équations caractéristiques des champs électrique et magnétique. Entre autres résultats, ses calculs prouvèrent qu'une perturbation électromagnétique se propage dans l'espace avec la vitesse de la lumière : il était dès lors logique de supposer que l'onde lumineuse est elle-même une onde électromagnétique et ainsi fut fondée la théorie électromagnétique de la lumière.

Cette hypothèse hardie fut confirmée par les expériences directes du physicien allemand Hertz (1857-1894). Utilisant les décharges oscillantes d'un condensateur, il produisit (1888) les ondes appelées depuis ondes hertziennes, qui possèdent toutes les propriétés de la lumière et n'en diffèrent que par la longueur d'onde beaucoup plus grande, comme le rouge diffère du violet. Hertz avait fait en quelque sorte la synthèse électrique de la lumière.

De nombreux chercheurs (Sarrazin et de la Rive, Branly, Lodge, Righi, Popoff) perfectionnèrent la technique d'émission et de réception des ondes hertziennes ; Marconi, rassemblant et améliorant les dispositifs employés par ses prédécesseurs, obtint le premier des résultats pratiques en transmettant les ondes à plus de 20 kilomètres (1896). La télégraphie sans fil était née : aujourd'hui les grands postes de radiotélégraphie étendent leurs communications à travers la terre entière ; la téléphonie sans fil a été réalisée ; les spéculations théoriques de Maxwell ont créé un instrument essentiel de la civilisation.

Les travaux de Fresnel, de Faraday, de Maxwell, de Hertz faisaient connaître les propriétés de l'éther électromagnétique et lumineux ; mais la liaison de l'éther avec la matière restait obscure. Que se passe-t-il dans l'éther lors de l'émission, de la dispersion ou de l'absorption des ondes ? Comment s'expliquent les phénomènes d'électrisation produits par certaines radiations (photo-électricité) et les actions chimiques comme l'impression



HERMANN HELMHOLTZ (1821-1894).  
CL. BROU.



photographique ? Qu'est-ce que l'électricité elle-même par rapport à l'éther qu'elle peut ébranler et qui peut agir sur elle ? Il fut répondu clairement à ces questions par le Hollandais H.-A. Lorentz (1892) dont, par une heureuse coïncidence, les travaux théoriques furent constamment soutenus dans leur développement par les expériences sur les rayons cathodiques et les corps radioactifs.

A cette époque, on n'avait pas encore sur les « électrons » de notions précises, mais l'électrolyse avait rendu familière à tous les physiciens l'idée d'« ions » positifs et négatifs. Lorentz expliqua tous les phénomènes électriques et optiques par le mouvement de corpuscules électrisés de masse définie, existant dans toute matière pondérable : les vibrations de ces particules excitent les ondes électromagnétiques de l'éther, comme les vibrations du diapason produisent les ondes sonores dans l'air ; leur action comme résonateur explique la réfraction, la dispersion et l'absorption des ondes. L'introduction de l'électron dans la théorie de Maxwell vint la féconder à la façon d'un germe et y fit lever une abondante moisson de conséquences nouvelles : parmi les phénomènes qu'elle mit en lumière, le plus remarquable consista dans la décomposition d'une raie spectrale sous l'influence du champ magnétique, décomposition que Lorentz avait prévue en 1895 et que Zeeman observa en 1896. L'expérience permit d'obtenir, par des mesures optiques, le rapport de la charge électrique à la masse des particules lumineuses et confirma que ces particules sont les électrons cathodiques.

La théorie électronique de Lorentz, prolongement naturel des travaux de Maxwell et de Hertz, donnait une interprétation très satisfaisante de la plupart des faits de l'électromagnétisme et de l'optique ; néanmoins, des difficultés considérables se présentèrent qui, pour être surmontées, exigèrent de profondes modifications des concepts fondamentaux de l'ancienne physique. La théorie des quanta, puis la théorie de la relativité, sortirent de cet effort d'adaptation de la théorie électromagnétique de la lumière aux faits expérimentaux.

**LA THÉORIE DES « QUANTA ».** — Il est très important de connaître la distribution de l'énergie dans le spectre d'une source lumineuse : celle-ci est d'autant plus économique que son énergie de radiation est mieux concentrée dans le spectre visible. A partir de sa théorie électronique de la lumière, Lorentz avait obtenu une formule qui, concordant bien avec l'expérience pour les grandes longueurs d'onde, s'en écartait d'une façon inacceptable pour les petites longueurs. Cet écart attira l'attention sur un travail où Planck avait su (1900) adapter l'électrodynamique classique à la connaissance expérimentale du rayonnement : selon Planck, les échanges d'énergie entre l'éther et les atomes vibrants se font d'une façon discontinue, par multiples entiers d'un *quantum* d'énergie déterminé. La théorie des « quanta », qui imposait ainsi des idées toutes nouvelles sur les phénomènes périodiques, s'est montrée des plus fécondes ; non seulement elle établit la concordance avec l'expérience pour l'énergie du rayonnement, mais elle contribua à élucider bien d'autres phénomènes : variations de la chaleur spécifique avec la température, effet photo-électrique, fusion des solides, absorption des rayons thermiques par les gaz. La formule de Planck permet de trouver la température d'un corps d'après la répartition spectrale de l'énergie qu'il rayonne : il en résulte que la température du soleil est d'environ 5 600° centigrades.

**LA THÉORIE DE LA RELATIVITÉ.** — L'expérience de Michelson et Morley (1887) inaugura une série de recherches pour mettre en évidence le mouvement de la Terre par rapport à l'éther ; malgré l'extrême précision obtenue, on ne put déceler ce mouvement : la vitesse de la lumière est la même dans toutes les orientations ; elle est indépendante du mouvement de la Terre.

Pour expliquer ces résultats négatifs, contraires à tout ce que l'on avait prévu, Lorentz admit que la forme et la masse des corps en mouvement varient avec la vitesse. Une telle doctrine parut d'abord singulière : Henri Poincaré prit une part considérable aux discussions qu'elle provoqua, et il est parmi les précurseurs de cette théorie de la relativité, dont on doit le développement complet à Einstein. Lorentz et Poincaré avaient reconnu que les équations de l'électromagnétisme admettent un groupe de transformations où le temps perd son caractère d'absolu : ce groupe est essentiellement différent de celui des équations de la mécanique classique, et dès lors il est impossible d'expliquer mécaniquement l'électricité. Einstein osa accepter les dernières conséquences de ces équations et soutenir qu'elles imposent la relativité du temps et de l'espace : de sa théorie de la *relativité restreinte*, formulée de 1905 à 1912, résulta une mécanique nouvelle, dont la mécanique classique n'est qu'une première approximation, convenant aux corps animés de vitesses faibles par rapport à la vitesse de la lumière. Enfin, appliquant son idée fondamentale au domaine

entier de la physique, Einstein affirma que toutes les lois de la nature doivent prendre une forme indépendante du système de référence choisi pour les énoncer ; la théorie de la *relativité générale* (1915) établit, entre autres résultats, une relation entre l'électromagnétisme et l'attraction universelle, et fit de celle-ci une action se propageant de proche en proche avec la vitesse de la lumière.

**L'ATOMISME.** — Jusqu'à Descartes et à Newton, la théorie atomique n'avait guère été qu'un concept philosophique très élémentaire. Daniel Bernoulli fit un premier pas vers la conception scientifique en expliquant (1738) la loi de Mariotte par les mouvements moléculaires. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, avec Dalton, Gay-Lussac, Avogadro et Ampère, l'atomisme prit possession de la chimie, et l'une des principales tâches des chimistes fut la détermination de la structure des combinaisons chimiques. En physique, la théorie mécanique de la chaleur amena un grand développement de l'atomisme : la théorie moléculaire des gaz (Joulé, Clausius, Maxwell, Van der Waals, Boltzmann, Gibbs) devint l'une des parties les plus vivantes de la physique théorique. Plus tard, la théorie des solutions de Van't Hoff (1885) et la théorie des ions d'Arrhénius (1887) étendirent les idées fondamentales de l'atomisme aux substances dissoutes et aux électrolytes. A partir de 1895, l'étude des rayons cathodiques, la découverte des rayons X, celle de la radioactivité, amenèrent une nouvelle et puissante floraison des idées atomistiques, qui donnèrent à notre connaissance de la matière une précision inconnue auparavant.

L'étude de la matière sous de très faibles épaisseurs et des solutions très diluées apporta une première série de preuves directes de la structure granulaire de la matière et conduisirent à une première approximation très grossière des grandeurs moléculaires. Des résultats plus précis furent obtenus par l'étude du mouvement brownien (découverts par le botaniste anglais R. Brown en 1827), qui agit constamment les petites particules (0,001 mm.) en suspension dans un liquide. Après que Wiener (1863) et surtout Gouy (1888) eurent établi que ce mouvement manifeste l'agitation moléculaire, les travaux théoriques d'Einstein (1905) et de Smoluchowsky (1907) et les expériences de Perrin (1908) confirmèrent l'origine moléculaire du phénomène et aboutirent au calcul du nombre d'Avogadro (nombre des molécules pesant le poids moléculaire).

Depuis longtemps, l'idée atomique avait pénétré dans le domaine de l'électricité. D'après les remarques d'Helmholtz (1881), dès que l'on admet la structure atomique de la matière, les lois de l'électrolyse de Faraday impliquent la structure atomique de l'électricité ; elles imposent la conception de l'atome d'électricité, ou *électron*, et expriment que, dans l'électrolyse, un ion transporte un nombre d'électrons égal à sa valence. L'étude de la conductibilité des gaz et de la radioactivité vint appuyer et préciser la notion d'électron, en permettant de compter les centres électrisés, de les saisir individuellement et de mesurer directement leur charge ; tout un ensemble de recherches, commencées en 1898 et qui prirent leur forme la plus précise avec les expériences de l'Américain Millikan (1911), démontrèrent de façon décisive l'existence de l'atome d'électricité égal à la charge que porte un atome d'hydrogène dans l'électrolyse. (La valeur la plus probable de l'électron est  $4,774 \times 10^{-10}$ , d'où résulte, pour le nombre d'Avogadro,  $N = 6,06 \times 10^{23}$ .)

Peu d'expériences sont plus directes, pour démontrer l'existence des atomes, que les « photographies d'atomes » de C. T. R. Wilson (1912). Dans une atmosphère saturée d'humidité, la trace des rayons d'hélium issus d'un corps radioactif est marquée par la condensation de la vapeur d'eau qui rend visible la trajectoire ; les photographies sont si claires qu'elles ont mis fin à toutes les discussions sur l'existence des particules  $\alpha$ .

Ces recherches, qui considèrent l'atome dans son ensemble, n'en font pas connaître la constitution intérieure : celle-ci se manifeste surtout par la radioactivité et par l'émission de radiations (lumière et rayons X) décomposées par l'analyse spectrale. L'atome ne peut être considéré comme une unité insécable : les nombreuses raies du spectre optique montrent la complexité du système émetteur d'ondes et le grand nombre d'oscillateurs qui doivent le composer ; d'autre part, les décompositions radioactives et la présence constante des électrons  $\beta$  font prévoir une certaine ressemblance dans la composition des divers atomes.

Après le modèle atomique imaginé par J.-J. Thomson, les propriétés des rayons émis par les corps radioactifs et, en particulier, la dispersion des rayons  $\alpha$  traversant les lames minces, conduisirent Rutherford (1911) à considérer l'atome comme une sorte de système solaire formé d'un noyau électrisé positivement, autour duquel gravitent de nombreux électrons négatifs. Rutherford évaluait leur nombre à environ la moitié du poids atomique ; une hypothèse voisine (Van



den Broek, 1912) le fixa au nombre atomique (numéro d'ordre de l'élément dans le Tableau de Mendéléiev) et facilita l'explication des propriétés périodiques des éléments ; elle fut généralement adoptée. Quant au noyau atomique, les dernières expériences de Rutherford laissent supposer qu'il contient des noyaux d'hydrogène, le plus souvent groupés par quatre en noyaux très stables d'hélium ; c'est l'origine de la conception qui voit dans le noyau positif d'hydrogène (proton) et dans l'électron les deux constituants universels de toute matière.

L'une des propriétés les plus remarquables de l'atome, la distribution des raies spectrales, échappait à la représentation de Rutherford ; un physicien danois, Niels Bohr, utilisant la théorie des « quanta » et distribuant les électrons satellites sur une ou plusieurs enveloppes concentriques au noyau, perfectionna le schéma de Rutherford ; il donna en 1913 un modèle d'atome qui groupe un nombre considérable de propriétés de la matière et explique quantitativement la structure des spectres optiques et des spectres de Roentgen. Si la théorie de Bohr contient encore quelques contradictions, son accord avec les faits expérimentaux est souvent d'une exactitude surprenante, et peu de théories physiques possèdent un pareil pouvoir de persuasion.

### Les Sciences chimiques.

Au commencement du XIX<sup>e</sup> siècle, la chimie venait d'être transformée et pour ainsi dire recrée par Lavoisier. Les travaux de Richter, de Proust, de Dalton, de Gay-Lussac, de Berthollet, de Dulong et Petit avaient fait connaître les grandes lois chimiques ; les découvertes de Davy avaient fondé l'électrochimie. Dans les diverses voies ainsi ouvertes, les progrès continuèrent sous l'influence du Suédois Berzélius (1779-1848), qui fut, pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, l'autorité dominante en chimie.

**CHIMIE ORGANIQUE ET CHIMIE MINÉRALE.** — Tandis que l'activité de Berzélius restait tournée vers la chimie minérale, la chimie organique commençait son prodigieux développement avec J.-B. Dumas (1800-1884) et J. Liebig (1803-1873), les chefs des écoles française et allemande ; avec Fr. Wöhler (1800-1882), Laurent (1807-1853) et Gerhardt (1816-1856), Wurtz (1817-1884), Cahours (1813-1891), Hoffmann (1818-1892), Berthelot (1827-1907).

Chevreul (1786-1889) fixa la composition des corps gras (1823) et créa l'industrie des bougies stéariques. Les hydrates de carbone — cellulose, amidon, fécule, glucose, sucres — furent caractérisés par Dubrunfaut (1823), Payen et Persoz (1832) et devinrent l'objet d'industries considérables. Faraday isola la benzine (1825) ; Unverdorben, l'aniline (1826). Perkin prépara (1856) la mauvéine, première matière colorante de synthèse dérivée de l'aniline, et ainsi naquit l'industrie des matières colorantes, qui dut beaucoup à Hoffmann. Wöhler fit en 1829 la synthèse de l'urée, premier exemple de préparation d'un corps organique à partir de matériaux inorganiques. Dumas et Péligot (1835) caractérisèrent la fonction de l'alcool dans l'esprit de bois, découvert par Taylor (1812). Ce fut l'origine des notions de fonction et de série chimique que Wurtz devait fonder définitivement en établissant par synthèse la filiation des carbures de la série grasse ; ce fut aussi l'ébauche du principe général de classification des innombrables corps de la chimie organique (dont plus de 200 000 sont actuellement connus).

Moins fructueuses, les recherches de chimie minérale donnèrent

cependant des résultats notables. L'aluminium, découvert par Wöhler (1827), fut obtenu en lingots par Sainte-Claire Deville (1859) au moyen d'un procédé qu'il sut rendre assez pratique pour préparer le métal industriellement. L'emploi des hautes températures (chalumeau oxyhydrique de Deville, four électrique de Moissan), de l'électrolyse (isolement du fluor par Moissan, 1886) firent faire à la chimie minérale d'immenses progrès et donnèrent lieu à des méthodes de préparation qui souvent sortirent du laboratoire pour entrer dans l'industrie (carbure de calcium, cyanamide, acétylène, ferro-alliages ; fabrication de l'acier au four électrique ; électrometallurgie ; métallurgie de l'aluminium ; potasse électrolytique). L'analyse complète de l'air fit retrouver l'hélium et découvrir l'argon (lord Raleigh et Ramsay, 1895), et ensuite, par distillation fractionnée de l'air liquide, les autres gaz inertes : le néon, le krypton et le xénon (Ramsay et Travers), qui reçurent certaines applications industrielles (lampe Claude au néon, gonflement des dirigeables par l'hélium incombustible). Enfin, on a vu les conséquences de la découverte des éléments radioactifs pour l'évolution de la chimie.



J.-J. BERZÉLIUS (1779-1848).

**THÉORIES ET NOTATIONS CHIMIQUES.** — Les lois pondérales avaient permis d'attribuer aux corps simples des coefficients numériques et aux composés des formules de constitution exprimées simplement à l'aide des symboles désignant les corps simples. Berzélius reconnut l'importance des résultats obtenus par Richter, Dalton, Gay-Lussac, et fut le meilleur propagateur de la conception atomique des combinaisons chimiques ; il employa le premier les symboles actuels et les équations chimiques pour représenter les rapports pondéraux selon lesquels les corps entrent en réaction, et publia en 1818 la première table exacte de poids atomiques. Ce fut la première solution d'un problème ardemment discuté au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, qui, dans ses grandes lignes, revint à choisir entre la notation en équivalents (Wollaston, Gmelin) et la notation atomique basée sur la loi des volumes de Gay-Lussac et l'hypothèse d'Avogadro.

Il fallait trouver des règles pour classer la multitude innombrable des composés organiques. La découverte, vers 1825, de l'acide fulminique par Liebig et de l'acide cyanique par Wöhler, qui avaient même composition en poids et des propriétés chimiques différentes, révéla que la composition globale ne suffit pas pour caractériser les corps. Berzélius émit l'hypothèse que les différences observées tenaient à un assemblage différent des atomes dans la molécule, posant ainsi le problème de l'architecture intérieure de la molécule chimique. Après la théorie des radicaux de Dumas et Liebig (1837) et la découverte des substitutions (Dumas, 1834 ; Laurent, 1837), la théorie des noyaux de Laurent (1837) introduisit l'idée féconde d'une certaine permanence de l'édifice moléculaire ; en 1843, Gerhardt revint aux poids atomiques et proposa toute une réforme de la notation chimique portant à la fois sur les nombres proportionnels des corps simples et sur les formules des corps composés ; sa théorie des types conduisit à la notion plus générale de la valence des éléments et des radicaux. Enfin, à la suite des travaux de Wurtz sur la filiation des hydrocarbures de la série grasse (1855), le progrès définitif fut accompli lorsque Kékulé mit le carbone quadrivalent à la place centrale qui lui revient en chimie organique et construisit la théorie générale de la structure (1858) ; un des plus beaux succès de Kékulé fut la conception de l'hexagone symbolique de la benzine (1866), qui joua un rôle primordial dans l'étude des composés aromatiques.

Le succès de la chimie de la structure s'accrut encore lorsque, pour expliquer de nouvelles isoméries découvertes par Pasteur vers 1850 et révélées par l'action sur la lumière polarisée, Le Bel et Van't Hoff furent conduits, séparément, à envisager des formules dans l'espace : la stéréochimie (1874) représenta par un tétraèdre le carbone quadrivalent. Ainsi la dyssymétrie de la molécule était marquée par la dyssymétrie de la formule dans l'espace. Dans ses travaux sur la synthèse des sucres, E. Fischer se guida sur les formules stéréochimiques.



JEAN-BAPTISTE DUMAS (1800-1884).



MARCELIN BERTHELOT (1827-1907).



**LA SYNTHÈSE CHIMIQUE.** — Les substances organiques, produits de la vie, peuvent-elles être préparées par les procédés des laboratoires et à partir des éléments minéraux ? Ou bien leur formation exige-t-elle l'intervention d'une cause spéciale, la force vitale ? Tandis que les plus grands chimistes de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle (Berzélius, Dumas, Liebig, Gerhardt) faisaient à ces questions des réponses très diverses, obscures, ou même contradictoires, les exemples de synthèses totales devenaient de plus en plus nombreux : en 1828, Wöhler fit la synthèse de l'urée ; avant 1850, divers chimistes avaient obtenu le méthane et l'éthane, l'alcool ordinaire, les acides formique et acétique. À partir de 1851, les synthèses réalisées par Berthelot se firent remarquer par la simplicité surprenante des réactions employées : formation d'acide formique par l'action directe de l'oxyde de carbone sur l'eau alcaline ; production de l'acétylène par l'union directe du carbone et de l'hydrogène (1862), de la benzène par condensation de l'acétylène. À cette époque, les chercheurs devinrent nombreux et les synthèses se multiplièrent.

**LE TABLEAU PÉRIODIQUE DE MENDELÉËV.** — Le chimiste russe Mendéléïev dressa, en 1869, un tableau des relations existant entre les poids atomiques des corps simples et leurs propriétés chimiques. En les rangeant par poids atomiques croissants dans une table formée de sept colonnes, il aperçut que chaque colonne renfermait des éléments de même valence et de propriétés voisines : ainsi la première contenait les métaux alcalins, lithium, sodium, potassium ; la septième, les halogènes, fluor, chlore, brome, iode. Pour obtenir cette régularité, il avait fallu laisser des cases vides ; le savant russe affirma hardiment qu'elles seraient remplies et décrivit les propriétés principales des éléments encore inconnus. Ces prévisions furent confirmées par la découverte du gallium (Lecoq de Boisbaudran, 1875), du gadolinium et de l'ytterbium (Marignac, 1878), du scandium (Nilson, 1881), du germanium (Winkler, 1885) ; lorsque Ramsay tira de l'air liquide le néon, le krypton et le xénon (1896), il les réunit avec l'hélium et l'argon pour former une nouvelle colonne du tableau ; les corps radioactifs formèrent une dernière ligne horizontale. Telle qu'elle est maintenant établie après quelques retouches de détail, et malgré quelques anomalies encore inexplicables, les recherches récentes sur la structure de l'atome et la loi de Moseley ont fait de la nouvelle classification périodique une doctrine fondamentale.

**LA THERMOCHEMIE.** — Les anciens chimistes portaient principalement leur attention sur les corps entrant ou sortant des réactions ; un premier progrès fit intervenir les autres circonstances, et d'abord la production de chaleur, qui fut étudiée par Lavoisier et Laplace. Après eux, Hess énonça en 1840 la loi de l'état initial et de l'état final appliquée aux chaleurs des réactions chimiques ; cette loi, qui est pour la chimie le principe de la conservation de l'énergie, fut acquise deux ans avant l'énoncé général de Robert Mayer. Entre 1850 et 1860, J. Thomsen (1826-1909), de Copenhague, et Berthelot poursuivirent l'étude calorifique des phénomènes chimiques et formulèrent le principe du travail maximum pour prévoir le sens d'une réaction chimique. Mais ce principe ne déterminait pas complètement le mécanisme des actions chimiques, et l'énergétique chimique doit comprendre et dépasser la thermochimie : des clartés nouvelles vinrent des recherches expérimentales sur la dissociation et de l'application à la chimie du principe de Carnot.

**LA MÉCANIQUE CHIMIQUE.** — Berthollet (1748-1822) avait introduit dans la science l'idée féconde que les échanges chimiques sont déterminés, non seulement par la nature des corps, mais aussi par d'autres facteurs : température, pression, masses respectives ; il avait aperçu les réactions incomplètes, limitées par les réactions inverses (*Statique chimique*, 1805). Ses idées restèrent méconnues, la chimie progressant surtout dans le domaine tout nouveau des composés organiques, et ce fut après une éclipse de près de cinquante ans que les chimistes revinrent à l'étude du mécanisme de la combinaison chimique. Après un premier travail, demeuré inaperçu, de Wilhelmy, sur la vitesse d'inversion du sucre de canne (1850), les recherches de Berthelot et de Péan de Saint-Gilles sur l'éthérification (1862), de Sainte-Claire Deville (1818-1881) et de ses élèves (à partir de 1864) sur la dissociation, marquèrent le début de tout un ensemble de travaux expérimentaux et théoriques, qui constituèrent la mécanique ou plutôt l'énergétique chimique. Ces travaux, mettant en évidence la réversibilité des transformations chimiques, montrèrent que les mêmes lois gouvernent les phénomènes chimiques et les changements d'état physique ; ils constituèrent la mécanique chimique, dont les principes et les méthodes furent empruntés à la thermodynamique.

Le grand créateur fut ici l'Américain Willard Gibbs (1839-1904). Dès 1876, il formula les lois les plus importantes dans un journal

presque inconnu (*Transactions of the Connecticut Academy*, 1874-1878), sous une forme extrêmement générale et abstraite ; elles restèrent ensevelies sous l'appareil mathématique qui les exprimait jusqu'à ce que Van der Waals en signalât l'importance. Dans la même période, d'autres chercheurs, précédant Gibbs ou retrouvant par leurs travaux personnels certains résultats contenus dans les mémoires de ce savant, montrèrent la richesse du nouveau domaine exploré. La loi d'action de masse des Norvégiens Gulberg et Waage (1867, puis 1879) ; la règle des phases de Gibbs, développée et éclaircie par le Hollandais Roozeboom ; le principe du déplacement de l'équilibre (1884) de Van't Hoff et Le Châtelier ; l'énergie libre de Helmholtz et le potentiel chimique de Gibbs, vulgarisés par les travaux de Duhem (1861-1916), amenèrent la chimie mathématique au degré d'exactitude et de puissance qu'avait acquis la physique mathématique : par elles, la chimie s'enrichit des lois fondamentales qui, de science qualitative, en firent une science quantitative ; l'énergétique chimique est devenue la branche la plus développée de l'énergétique générale.

L'importance industrielle de ces résultats égale leur importance scientifique : la règle des phases a fait de l'étude des alliages métalliques une véritable science ; les derniers travaux de Van't Hoff sur les dépôts des sels marins ont aidé puissamment à l'exploitation des mines de potasse de Stassfurt ; la loi d'action de masse gouverne la combustion du charbon, la réduction des minerais, les préparations synthétiques industrielles de l'ammoniaque par les procédés Haber, Claude, Casale.

**L'ORIENTATION NOUVELLE DE LA RECHERCHE CHIMIQUE : LA CATALYSE, LES DIASTASES, LES COLLOÏDES, LA CHIMIE BIOLOGIQUE.** — Berzélius créa le mot de catalyse pour désigner l'action de certains corps qui provoquent une réaction chimique par leur seule présence ; c'est ainsi que la mousse de platine décompose brusquement l'eau oxygénée, provoque l'explosion d'un mélange détonant d'oxygène et d'hydrogène, unit l'oxygène et l'anhydride sulfureux.

La catalyse intervient dans des préparations industrielles fondamentales, comme celle de l'acide sulfurique dans les chambres de plomb, où l'acide nitrique joue le rôle de catalyseur. Le chlore est préparé industriellement (procédé Deacon) par la décomposition de l'acide chlorhydrique au moyen de l'air en présence du chlorure cuivrique. Depuis 1897, la catalyse par le nickel réduit est devenue, entre les mains de Sabatier et Senderens, un puissant mode de synthèse de produits organiques : hydrogénation des huiles, dédoublement des pétroles lourds, combinaison directe du carbone et de l'hydrogène pour la fabrication des carbures légers, paraissent devoir être le point de départ d'industries nouvelles.

L'action des catalyseurs, qui semble très supérieure à celle des autres procédés chimiques, est encore mal définie. On a cependant constaté qu'elle abaisse la température des réactions et qu'elle en augmente notablement la vitesse et le rendement, caractères qui se retrouvent dans les actions vitales : la catalyse semble ainsi une voie d'accès de la chimie ordinaire à la chimie biologique. Les fonctions des êtres vivants s'exercent par l'intermédiaire de catalyseurs organiques, les diastases, ou ferments solubles, ou enzymes. La première diastase connue, l'amylase (Dubrunfaut, 1830 ; Payen et Persoz, 1832), transforma en maltose l'amidon des grains d'orge dans la fabrication de la bière ; Berthelot isola la sucrase, qui transforme le sucre de canne en sucre inverti. On connaît maintenant de nombreuses diastases, en relation avec d'importantes propriétés de la cellule : les diastases de distillerie : amylase, dextrinase, maltase, sur lesquelles repose la fabrication de la bière, des alcools de grains et de pommes de terre ; les diastases digestives : amylase, pepsine, trypsine, lipase ; les diastases oxydantes, qui expliquent les combustions organiques et la respiration chez les animaux et les végétaux. Une diastase des plus intéressantes est la zymase, diastase de la fermentation alcoolique, extraite de la levure de bière par Büchner (1897), et qui est « presque une matière vivante ».

Dans sa marche vers la connaissance des matières complexes qui constituent les êtres vivants, la chimie a commencé avec Selmi (1817-1881) et Graham (1805-1869), et elle a beaucoup développé, depuis cinquante ans, l'étude des substances *colloïdales*. Il y a des colloïdes organiques (amidon, cellulose, gommes, caoutchouc, albumine, fibrine) et des colloïdes minéraux (silice gélatineuse, or et argent colloïdaux) ; toutes ces substances, de composition chimique très diverse, ont des propriétés générales communes, dont la plus significative est la grosseur de la molécule ou *micelle*, parfois visible à l'ultramicroscope. L'état colloïdal est une nouvelle forme de la matière, qui se rapproche de la matière vivante ; sa connaissance approfondie paraît devoir être une étape nécessaire pour aborder l'explication de la vie.



Catalyses organiques, action des diastases, propriétés des colloïdes, autant de chapitres d'une science à peine naissante, où les recherches sont très actives, la chimie biologique. La synthèse organique a appris à préparer, dans les laboratoires, les substances organiques fabriquées par les êtres vivants ; la chimie biologique s'efforce d'atteindre les phénomènes chimiques tels qu'ils se passent dans les tissus vivants.

La connaissance des principes immédiats qui forment ces tissus, de leur formation et de leur destruction, la marche de l'assimilation et de la désassimilation chez l'animal, la formation des hydrates de carbone par l'action chorophyllienne : ces questions sont très loin d'être résolues, mais des résultats importants ont été acquis. La chimie s'efforce d'expliquer tous les phénomènes vitaux et d'en reproduire les modalités.

### Les Sciences naturelles.

**LA ZOOLOGIE GÉNÉRALE.** — Les trente premières années du XIX<sup>e</sup> siècle avaient été dominées par le conflit scientifique qui mit aux prises Lamarck, Geoffroy Saint-Hilaire et Cuvier. Les conceptions de Cuvier (fixité des espèces, cataclysmes et révolutions de globe, créations successives) triomphèrent provisoirement et exercèrent une profonde influence sur le développement de la zoologie ; longtemps après l'apparition du livre de Darwin (1859), elles furent en France la vérité officielle, enseignée dans la plupart des chaires de Paris par les disciples du maître, défendue ardemment par le physiologiste Flourens (1794-1867) et le géologue Élie de Beaumont (1798-1874).

Dans le domaine des études positives, les collaborateurs et les élèves de Cuvier (Blainville, Duméril, Latreille) poursuivirent l'étude des formes animales. Les naturalistes qui prirent part aux grandes explorations maritimes (1) contribuèrent puissamment à étendre la connaissance du monde.

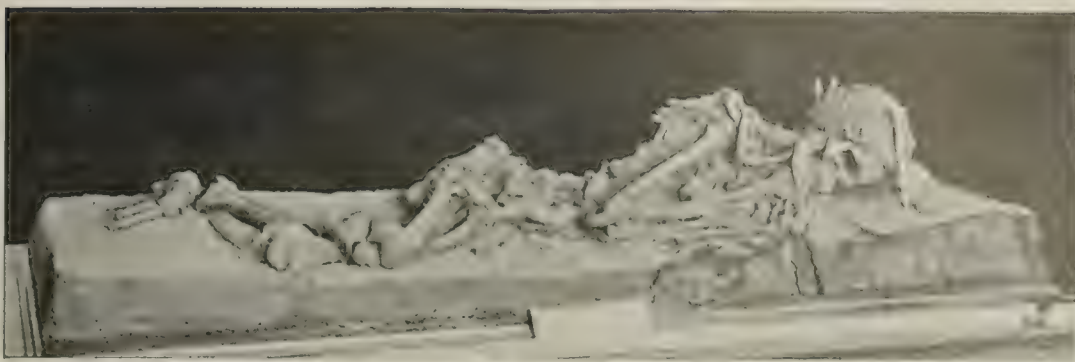
A cette époque, les recherches du laboratoire s'orientèrent de plus en plus vers l'étude directe de l'animal vivant dans son milieu et particulièrement du monde de la mer. Après les installations sommaires qui servirent aux premiers observateurs, vint la création des grands laboratoires maritimes : Ostende, vers 1850, par Van Beneden ; Roscoff, en 1872, et plus tard Banyuls, par Lacaze-Duthiers ; Wimereux, en 1874, par Giard ; en 1872, Naples, où l'Allemand Anton Dohrn fonda la plus considérable des stations de zoologie maritime. A cette partie de la zoologie se rattache l'étude des mœurs des animaux, où se distingua J.-H. Fabre (1823-1915), qui sut rendre populaires ses pénétrantes observations sur les insectes.

**LA GÉOLOGIE ET LA PALEONTOLOGIE.** — Avec Cuvier et Lamarck, les fossiles étaient devenus les instruments essentiels de la chronologie de la Terre et rattachaient la géologie et la paléontologie à la biologie. Alexandre Brongniart (1770-1846), collaborateur de Cuvier, tenant compte de la disposition des terrains et des fossiles qu'ils contiennent, fixa les bases de la géologie de la région parisienne. Son œuvre fut continuée et étendue par son fils Adolphe Brongniart (1801-1876) et par Alcide

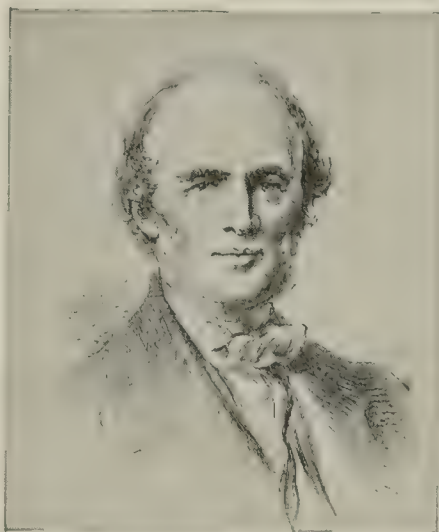


CUVIER (1769-1832). — D'après un dessin de Jacques. — Bibl. Nat.

(1) Dumont d'Urville, de 1826 à 1829 et de 1837 à 1840 ; Dupetit-Thouars, de 1836 à 1839 ; expédition du *Beagle*, de 1831 à 1836, à laquelle participa Darwin ; le voyage du *Challenger*, pour l'exploration des grandes profondeurs océaniques ; croisières annuelles du prince de Monaco, de 1884 à 1913.



L'HOMME PRÉHISTORIQUE : TYPE DE CRO-MAGNON. — Squelette trouvé aux Baoussé-Roussé (Rochers Rouges), près de Menton. — Muséum d'histoire naturelle, Paris.



CHARLES LYELL (1797-1875).

d'Orbigny (1802-1850). Ici encore les doctrines de Cuvier sur les révolutions du globe influèrent très fortement sur la géologie, surtout en France, où d'Orbigny imagina jusqu'à vingt-huit périodes géologiques possédant des faunes distinctes, séparées par des cataclysmes anéantissant les êtres vivants. En Angleterre, au contraire, Ch. Lyell, dans ses *Principes de géologie* (1833), développa la théorie des causes actuelles qui explique les faits géologiques par des transformations lentes et progressives : cette thèse, que l'avenir confirma, fut immédiatement adoptée par la plupart des géologues anglais et allemands et, en France, par Constant Prévost (1787-1856).

L'opposition entre la géologie catastrophique et la géologie des causes actuelles se retrouva dans le problème de la formation des chaînes de montagnes que Léopold de Buch, en 1825, et plus tard Élie de Beaumont, expliquèrent par des soulèvements verticaux. Après l'échec de cette théorie, le géologue viennois Ed. Suess et ses disciples construisirent, à partir de 1880, la synthèse qui domine toute la géologie et qui, en particulier, explique la formation des chaînes de montagnes par des refoulements latéraux. Puis Wegener, poussant à ses dernières conséquences la doctrine des déplacements horizontaux, y chercha la loi générale de l'évolution géologique. Il expliqua les analogies des contours côtiers actuels, des faunes et des flores fossiles de continents séparés aujourd'hui par de larges océans, en faisant de continents entiers des îles flottantes qui se déplacent lentement à la surface de la Terre.

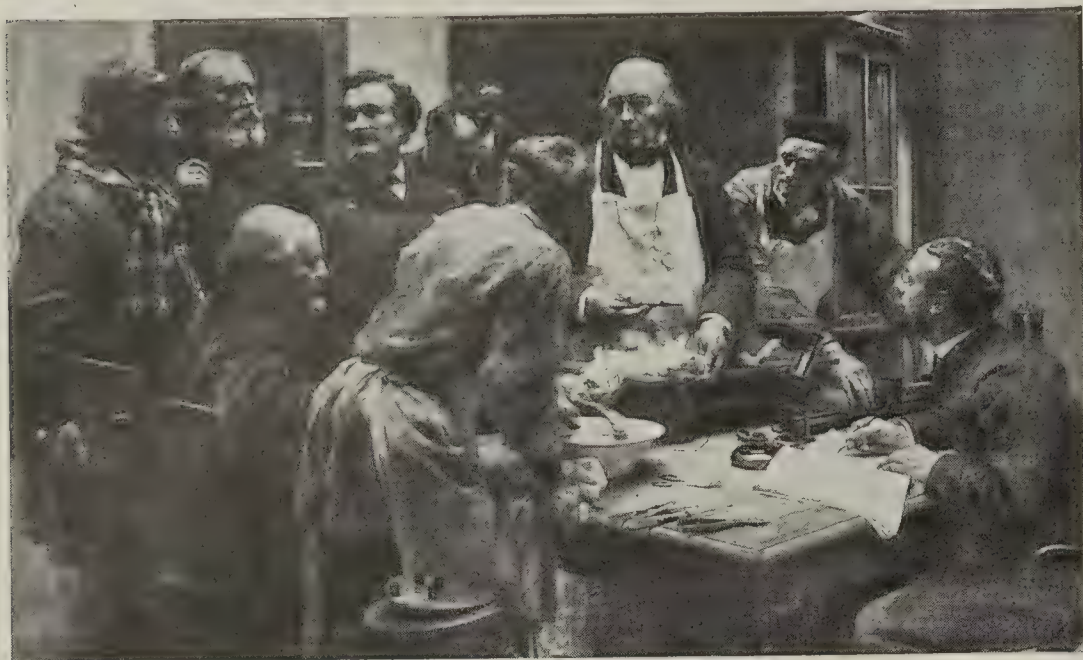
**L'HOMME PRÉHISTORIQUE.** — Vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, le problème de l'origine de l'homme fut abordé scientifiquement au moyen des documents laissés par l'homme primitif, ossements et produits de l'industrie. Boucher de Perthes (1788-1868) découvrit en 1838, dans des alluvions anciennes voisines d'Abbeville, des haches mêlées à des restes de grands mammifères disparus : il y vit la preuve de l'existence de l'homme à l'époque de cette faune ancienne. Malgré l'opposition d'Élie de Beaumont, l'adhésion des savants étrangers, surtout de Ch. Lyell, fit accepter l'interprétation de Boucher de Perthes, que d'autres trouvailles, faites par Édouard Lartet (1801-1871) dans le sud-ouest de la France, vinrent confirmer. La science préhistorique était créée ; on en a retracé, au début de cet ouvrage, le magnifique développement.

**LA THÉORIE CELLULAIRE.** — Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, Bichat, par ses recherches d'anatomie générale, avait décomposé l'être vivant en tissus simples : la découverte de l'élément unitaire des tissus et l'explication de sa formation constitua la théorie cellulaire.

La structure cellulaire avait été déjà entrevue chez les végétaux par Hooke, Grew, Malpighi ; entre 1800 et 1830, Brisseau-Mirbel, Dutrochet et Turpin en France, Tréviranus, Meyen et Valentin en Allemagne, Robert Brown en Angleterre, eurent l'intuition de son rôle dans la vie des plantes.

Les premières études de la cellule animale se rattachent à l'embryogénie. Le futur chimiste J.-B. Dumas et Prévost observèrent la segmentation de l'œuf de la grenouille ; Ernst von Baer découvrit l'œuf des mammifères ; Dujardin, étudiant les protozoaires, décrivit sous le nom de *sarcode* (1835) la matière vivante élémentaire formant le contenu cellulaire, que Hugo von Mohl nomma ensuite *protoplasma* (1843) ; en Allemagne, de 1835 à 1837, Johannes Muller, Purkinje, Valentin, aperçurent nettement chez les animaux





CLAUDE BERNARD (1813-1878) entouré de ses élèves. — Peinture de Lhermitte à la Sorbonne, Paris.

des cellules semblables aux cellules végétales. La synthèse de ces travaux préliminaires conduisit le botaniste allemand Schleiden (1804-1881) à proposer la théorie cellulaire pour expliquer la structure des organismes végétaux (1838); l'extension aux animaux en fut faite la même année à Berlin par Th. Schwann (1818-1882). Envisageant la cellule comme unité constitutive de tous les tissus, Jacob Henle (1809-1885) pour les animaux et Hugo von Mohl (1805-1885) pour les végétaux édifièrent une nouvelle anatomie générale, prolongement de l'œuvre de Bichat. La définition de la cellule comme masse de protoplasma munie d'un noyau, la naissance des cellules par segmentation, la formation et l'étude du noyau furent les étapes successives qui, vers 1880, achevèrent la constitution de la *cytologie*; celle-ci montra l'analogie de structure des règnes animal et végétal.

La théorie cellulaire est à la base de la physiologie et de la chimie biologiques.

**LA PHYSIOLOGIE.** — Les travaux de Lavoisier sur la respiration, ceux de Lavoisier et Laplace sur la chaleur animale avaient marqué les débuts de la physiologie scientifique; pour la première fois, un phénomène vital essentiel rentrait dans le cadre physico-chimique. A la même époque, Priestley, Ingenhouz, Senebier et de Saussure découvrirent que, sous l'action de la lumière, les feuilles vertes absorbent l'acide carbonique, le décomposent, gardent le carbone et laissent échapper l'oxygène: ils fixèrent ainsi les éléments fondamentaux de la nutrition végétale et, d'autre part, l'équilibre des échanges gazeux entre les plantes et les animaux dans l'atmosphère fut expliqué. Dutrochet (1776-1847), par sa découverte de l'osmose, qui prit en physique une si grande importance, expliqua les mouvements de la sève.

Peu à peu, l'expérience dégagait d'autres faits isolés. En sectionnant la moelle épinière, Legallois découvrit le centre respiratoire (1888). Magendie (1783-1855) plaça définitivement la physiologie sur le terrain expérimental; on lui doit la connaissance exacte des fonctions des racines des nerfs rachidiens, que l'anatomiste anglais Bell avait seulement entrevues. Flourens, le brillant apôtre des doctrines de Cuvier, étudia le système nerveux, les fonctions cérébrales, le rôle des canaux semi-circulaires dans l'acquisition du sens de l'espace.

L'œuvre de Claude Bernard (1813-1878) domine toute la physiologie française du XIX<sup>e</sup> siècle. En dix années (1843-1853), il la transforma entièrement. Il fit connaître l'action des sucs digestifs, la fonction glycogénique du foie, le fonctionnement du système nerveux sympathique et des nerfs vaso-moteurs. Analysant l'action du curare, de la noix vomique, de l'oxyde de carbone, il transporta dans le domaine de la

physiologie la théorie cellulaire, qui était alors en voie d'élaboration (1850). Toutes ses découvertes convergent vers une notion centrale dont l'importance alla croissant, celle du milieu intérieur constitué par le sang, dans lequel vivent les éléments anatomiques et dont la constance assure la régularité du fonctionnement vital. Il compléta son œuvre expérimentale par les ouvrages où il exposa sa méthode scientifique et sa philosophie (*Introduction à l'étude de la médecine expérimentale*, 1865; *Rapport sur les progrès de la physiologie en France*, 1867; *Leçons sur les phénomènes de la vie*, 1878-1879).

De nombreux physiologistes continuèrent son œuvre. Ludwig et Vierordt inventèrent les méthodes graphiques; Marey les perfectionna, et, utilisant la photographie pour la reconstitution totale du mouvement, fut le précurseur du cinématographe. Helmholtz étudia la vision et l'audition; Chauveau, l'énergétique de l'organisme; Charcot, la physiologie du système nerveux; le Russe Pavlov, la digestion et son réglage nerveux.

La notion des sécrétions internes, formulée par Claude Bernard à propos de la fonction glycogénique du foie, généralisée ensuite par Brown-Séquard (1819-1894), conduisit à la connaissance des glandes closes: on reconnut que le corps thyroïde, les capsules surrénales, l'hypophyse, fabriquaient certains produits, des *hormones*, qui, versés dans le sang, interviennent dans le fonctionnement vital; ce fut le début d'une thérapeutique nouvelle, l'opothérapie.

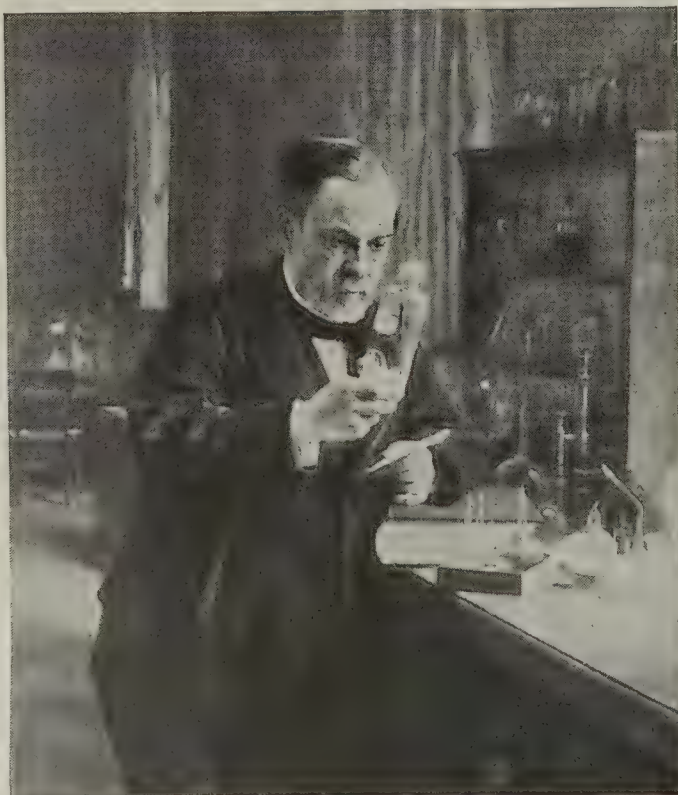
**PASTEUR ET LE MONDE DES MICROBES.** — En découvrant et en explorant le monde jusqu'alors inconnu des microbes, Pasteur accomplit sans doute l'œuvre scientifique la plus considérable du siècle, œuvre aussi importante pour la connaissance pure que pour ses applications à la vie pratique.

Pasteur (1822-1895) était chimiste de formation; dans ses premiers travaux, consacrés à la cristallographie (1849-1858), il sut rattacher l'hémiédrie des tartrates à leur dyssymétrie optique et trouver ainsi le germe d'où devait sortir la stéréochimie. Convaincu que la dyssymétrie moléculaire avait pour origine nécessaire l'action vitale, cette idée fondamentale le guida dans l'étude des fermentations qu'il fut sollicité d'entreprendre, à Lille, par des distillateurs de la région.

A cette époque (1854), les deux théories en présence, dues à Berzélius et à Liebig, expliquaient la fermentation par catalyse ou ébranlement moléculaire émané de la levure. Pasteur, étudiant d'abord la fermentation lactique (1857), puis la fermentation alcoolique (1860), démontra qu'elles étaient produites par la nutrition d'un organisme déterminé, le ferment, dans un milieu nutritif convenable, la substance fermentescible. Il étendit presque immédiatement ce résultat aux putréfactions (1863): en quelques années, il éclaira d'un jour nouveau l'un des phénomènes essentiels de la nature et de la vie.

Vers la même époque (1859) commença, pour se prolonger jusqu'à 1876, la dispute célèbre à laquelle donna lieu la question des générations spontanées. Elle se termina à l'avantage de Pasteur, qui établit définitivement l'inexistence de la génération spontanée; de ses expériences extrêmement délicates sortit la bactériologie, avec sa technique spéciale.

En 1865, sur la demande de son ancien maître, J.-B. Dumas, il accepta d'aller étudier une maladie des vers à soie, la pébrine, qui menaçait alors d'anéantir la sériciculture; il passait ainsi de l'étude des fermentations à celle des maladies des animaux supérieurs, et s'orientait vers la médecine. Il démontra (1865-1870) que la pébrine était due à la présence dans le ver à soie d'une bactérie spéciale; il trouva la technique de sélection qui permit d'arrêter la contagion et de sauver la sériciculture française. Il rattachait donc l'évolution d'une maladie au développement, dans l'organisme atteint, d'un germe déterminé. Pasteur rejoignait ici une découverte importante, mais insuffisamment établie, du médecin



PASTEUR (1822-1895) DANS SON LABORATOIRE. — Peinture d'Edelfelt.



et zoologiste Davaine. Dès 1850, celui-ci avait reconnu la présence, dans le sang des animaux morts du charbon, d'un bacille en forme de bâtonnet, qu'il avait nommé la *bactéridie* : en 1862, après les travaux de Pasteur sur le vibron butyrique, Davaine avait soutenu avec force que la bactéridie était l'unique cause du charbon, mais il restait à éclaircir des éléments essentiels du problème : en découvrant la spore de la bactéridie (1876), Koch fit faire un grand pas à la question ; Pasteur enfin donna les preuves décisives (1877) et découvrit toute l'étiologie de la maladie (1880). Il était désormais en possession d'une doctrine solide et d'une technique parfaite, et les découvertes se succédèrent rapidement : septicémie, fièvre puerpérale, choléra des poules, atténuation des virus, découverte des vaccins. La guérison de la rage (1880-1885) couronna ses recherches par une victoire retentissante, qui valut à Pasteur la popularité la plus étendue et la plus durable.

**LES DOCTRINES TRANSFORMISTES.** — Au commencement du XIX<sup>e</sup> siècle, Lamarck avait présenté, dans sa *Philosophie zoologique* (1809), une théorie complète de l'évolution des espèces. Mais sa conception, partant plutôt d'inductions que de preuves, avait rencontré l'opposition la plus vive, et, malgré l'appui de Geoffroy Saint-Hilaire, les doctrines de Cuvier l'avaient emportée. Les vues de Lamarck étaient presque oubliées lorsque Charles Darwin (1809-1882), en publiant son livre sur *l'Origine des espèces par sélection naturelle* (1859), fit renaître le transformisme et détermina, en biologie, un intense mouvement d'idées. Les théories de Darwin dominèrent la fin du XIX<sup>e</sup> siècle comme celles de Cuvier en avaient dominé la première moitié.

D'ardentes controverses s'élevèrent, qui sortirent souvent du domaine purement scientifique. Contre Darwin se dressa l'opposition vigoureuse des disciples de Cuvier : Flourens, Elie de Beaumont, Agassiz (1807-1873), Quatrefages (1810-1892), Lacaze-Duthiers (1821-1901). Du côté de Darwin se rangèrent Huxley, le géologue Lyell, le botaniste Hooker, Carl Vogt, le zoologiste Hæckel, d'Iéna. En France, où la résistance fut particulièrement opiniâtre, il eut comme premiers adeptes Broca, Albert Gaudry, Alfred Giard, Mathias Duval, Edmond Perrier.

Synthèse de la zoologie et de la paléontologie, la théorie de la descendance était aussi la synthèse de l'anatomie comparée et de l'embryologie ; elle donna sa signification complète à la loi de Serres, reprise par Fritz Müller (1864) et placée par Hæckel à la base des recherches de filiation des espèces, à savoir : la série des formes par lesquelles passe l'embryon animal est la répétition des formes ancestrales qu'a parcourues l'espèce.

Sur le mécanisme de l'évolution, les diverses écoles transformistes proposèrent leurs solutions respectives. L'évolution est-elle due à l'adaptation au milieu, selon l'explication de Lamarck, défendue par l'école néo-lamarckienne (Giard, Edmond Perrier, Gaston Bonnier, Houssay, Le Dantec) ? Est-elle due à la sélection naturelle, selon l'hypothèse de Darwin, soutenue par les néo-darwinistes (Wallace en Angleterre, Weismann en Allemagne) ? Aucune école n'a apporté d'observations ou d'expériences décisives.

La recherche scientifique s'est aussi portée vers l'étude expérimentale de l'hérédité et des variations. Interprétant les observations faites sur une plante particulière, l'*œnothera lamarckiana*, le botaniste hollandais Hugo de Vries développa, à partir de 1900, la théorie des *mutations*, d'après laquelle les espèces ordinairement stables présenteraient parfois des phases critiques où la variation, très rapide, donnerait brusquement naissance à une espèce nouvelle. La notion de mutation a introduit un élément essentiel dans le problème du transformisme.

Non moins féconds ont été les travaux sur l'hybridation faits, vers 1860, par le botaniste français Charles Naudin et l'Autrichien G. Mendel, qui, indépendamment l'un de l'autre, formulèrent les lois de l'hérédité, d'où, vers 1900, commença de sortir une des branches les plus actives de la biologie, la *génétique*.

**MÉDECINE ET CHIRURGIE.** — Après la mort de Bichat, l'École de médecine de Paris resta dominée par la conception des propriétés vitales, qu'elle considérait comme particulières à chaque organe pour expliquer chaque phénomène. Mais le vitalisme n'expliquait rien et il ne s'en dégageait aucune donnée thérapeutique. « La médecine, disait Magendie, est une science entièrement à faire. »

Pour Broussais (1772-1838), toute maladie provient de l'inflammation, et, partant de cette doctrine systématique, il fit, comme

on l'a dit plaisamment, couler presque autant de sang que Napoléon I<sup>er</sup>. Ce fut la dernière survivance de la médecine de Molière ; car la découverte de l'auscultation par Laënnec (1781-1826), dont la clinique médicale devait si largement profiter, et les théories de Pasteur, révolutionnèrent la médecine. « La médecine moderne, a écrit Caullery, commence avec Pasteur ; en deçà, ce sera désormais l'antiquité, allant d'Hippocrate jusqu'à lui. »

Après les travaux préparatoires de Davaine et de Koch, Pasteur démontra le rôle pathogénique des microbes. Dans la voie ainsi ouverte, les recherches fructueuses se multiplièrent : variation de la virulence, étude de l'immunité, phagocytose (Metchnikov). Après les microbes, on étudia les toxines qu'ils sécrètent, puis les antitoxines que produit pour sa défense l'organisme infecté : de là l'emploi des sérums et des vaccins (Behring, Kitasato, Roux, Yersin). La clinique s'enrichit de nouveaux procédés d'investigation (examen bactériologique, hématologie, sérodiagnostic, rayons X) et de nouvelles méthodes thérapeutiques (sérothérapie, opothérapie, électrothérapie, rayons ultraviolets).

Professeur d'anatomie pathologique, Charcot (1825-1893) se fit connaître par ses leçons sur les maladies du système nerveux et ses recherches sur l'hypnotisme, qu'il considérait comme une manifestation nouvelle de l'hystérisme, provoquée artificiellement : en quoi l'école de La Salpêtrière rencontra l'opposition de l'école de Nancy (Liébault et Bernheim). Déjerine, Babinski, Pierre Marie furent parmi les plus éminents continuateurs de Charcot.

La chirurgie ne fut pas moins renouvelée que la médecine à partir du jour où Dupuytren (1777-1835) fonda sur des bases solides la pathogénie et la clinique chirurgicales. Jusque vers 1850, les doctrines de Broussais (saignées, pansements aux pommades et aux cataplasmes) eurent des conséquences terribles ; jamais la mortalité ne fut si élevée à la suite des opérations. Puis, deux événements considérables se produisirent, transformant la chirurgie de fond en comble : la découverte, en 1847, des propriétés anesthésiques de l'éther et du chloroforme ; ensuite, en 1867, la création par Lister de la méthode antiseptique.

#### LA SCIENCE ET L'INDUSTRIE.

Le magnifique développement de l'industrie moderne, qui transforma complètement les conditions de l'existence, a pour cause principale le développement rapide des sciences expérimentales, et il convient d'indiquer quelques aspects importants des relations de la science et de l'industrie.

Relations réciproques d'ailleurs ; car, si la recherche scientifique désintéressée a été fréquemment suivie d'applications imprévues, plus souvent encore l'étude des problèmes pratiques a conduit à d'importantes découvertes scientifiques : la théorie électromagnétique de la lumière de Maxwell a abouti à la télégraphie sans fil ; les réflexions de Sadi Carnot sur la machine à vapeur ont été l'origine de la thermodynamique, la plus abstraite des sciences physiques.

La rénovation de la chimie par Lavoisier eut immédiatement d'importantes conséquences industrielles : dès 1795, Le Blanc inaugura la grande industrie chimique, en préparant, à partir du sel marin, le carbonate de soude, jusque-là extrait des cendres de varech. Le prix du quintal passa de 280 francs en 1790 à 90 francs en 1817 ; verriers, savonniers, blanchisseurs, qui utilisaient la soude, virent les prix de revient très abaissés et leur approvisionnement plus sûr ; dès 1806, Saint-Gobain fabriqua des glaces à la soude artificielle. Soixante ans plus tard, la fabrication de la soude à l'ammoniaque, installée en Belgique (1865) par les frères Solvay, amena une nouvelle et importante réduction de prix et supplanta peu à peu le procédé Le Blanc. Le procédé Solvay fut, à son tour, fortement concurrencé par la méthode électrolytique directe.

Le procédé Le Blanc employait des quantités considérables d'acide sulfurique, dont il fallait développer énormément la production. Après les travaux de Clément et Desormes (vers 1800), qui précisèrent le rôle de l'air atmosphérique et des composés nitreux dans l'oxydation de l'anhydride sulfureux, la fabrication dans les chambres de plomb prit son aspect définitif avec Gay-Lussac (1835) et Glover (1861). L'acide sulfurique, produit à bas prix, devint la base de toute l'industrie chimique, même après que la décadence du procédé Le Blanc lui eut enlevé, dans la fabrication de la soude, son principal débouché ; sa consommation continua de grandir, surtout pour la préparation des superphosphates.

On doit à Berthollet l'utilisation d'un sous-produit, d'abord fort gê-



DARWIN (1809-1882).



nant, de la soude Le Blanc : l'acide chlorhydrique, transformé en chlore, fut employé au blanchiment ; Labarraque, dans son usine de Javel (Paris), fabriqua l'eau de Javel, puis l'hypochlorite de chaux, employé à la désinfection, au blanchiment des toiles et de la pâte à papier. Autour des industries bases de la soude et de l'acide sulfurique, des alcalis et des acides, se développa peu à peu l'ensemble des industries chimiques.

A la même époque se placent, avec Philippe Lebon (1767-1804), les débuts de l'industrie du gaz, tout d'abord simple distillation, avant d'être scientifiquement organisée. De l'usine à gaz sortirent, avec le gaz, la rénovation de l'éclairage et du chauffage et une nouvelle force motrice (moteur Lenoir, 1860) ; cependant, la production du gaz passa au second plan pour laisser aux sous-produits — surtout aux goudrons et aux benzols — le rôle prépondérant. Une nouvelle branche de la chimie se constitua, celle des composés aromatiques, et ensuite l'industrie des matières colorantes de synthèse. L'acide picrique, fabriqué à Lyon (1849) par Guinon, fut sans doute la première matière colorante extraite des goudrons de houille ; à Lyon aussi, on fabriqua la fuchsine, découverte par Verguin (1859). De nombreuses matières colorantes furent trouvées et fabriquées en France et en Angleterre, mais c'est en Allemagne que cette industrie prit son complet développement (travaux de Hofmann ; synthèse de l'alizarine, Graebe et Liebermann, 1868 ; synthèse de l'indigo, Baeyer, 1879) et sa forme scientifique la plus évoluée ; elle ne se contenta pas de suivre les travaux des savants pour les utiliser ; elle aborda elle-même la recherche scientifique et les grandes usines eurent leur laboratoire, exclusivement orienté vers le progrès de l'industrie. Par cette organisation et cette méthode, l'Allemagne domina le marché mondial des matières colorantes ; elle obtint par surcroît la maîtrise de la fabrication des explosifs, dont les procédés de préparation sont les mêmes que ceux des matières colorantes.

La métallurgie, où souvent les procédés industriels étaient faits de tours de main qui réussissaient au petit bonheur, se développa brusquement quand l'analyse chimique eut fait connaître la composition des minerais et celle des produits élaborés. Elle permit d'attribuer à la présence du phosphore les échecs qui accompagnaient parfois les premiers essais du procédé Bessemer ; celui-ci, appliqué à des fontes exemptes de phosphore, eut un succès complet.

L'acier Bessemer (1855), obtenu très facilement et très économiquement à partir de la fonte, remplaça presque complètement le fer. Le procédé Martin (1865) pour la production des aciers fins, le procédé Thomas et Gilchrist (1880) pour le traitement des minerais phosphoreux (qui donna toute son importance au bassin lorrain), achevèrent la grande révolution métallurgique du XIX<sup>e</sup> siècle. L'acier à bon marché permit l'essor prodigieux de la construction métallique, des chemins de fer, de la navigation à vapeur ; il devint un facteur essentiel de la civilisation moderne.

La Grande Guerre a accéléré la transformation de l'industrie des produits azotés. L'azote combiné, qui entre dans la composition des engrais chimiques, des matières colorantes, des poudres et explosifs, est une matière première fondamentale, que chaque nation a un intérêt primordial à obtenir sur son sol. Avant la guerre, il provenait principalement des nitrates du Chili, dont la production s'était élevée de 65 000 à 1 300 000 tonnes dans la dernière moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce développement prodigieux stimula l'ingéniosité des industriels. On combina directement l'oxygène et l'azote de l'air sous l'action de l'arc électrique (Birkeland, 1898), et les nitrates artificiels de Norvège vinrent concurrencer ceux du Chili. Une seconde solution, qui exigea la mise en œuvre de toutes les ressources de la chimie physique, fut la synthèse directe de l'ammoniaque ; le procédé Haber (1913) donna à l'Allemagne une partie importante des produits azotés nécessaires à sa consommation d'explosifs pendant les hostilités. A partir de 1918, de nombreuses usines, construites en France, en Italie, en Angleterre, aux États-Unis, utilisèrent les procédés Haber, Claude, Casale ; chaque pays voulut être indépendant de l'étranger pour sa consommation d'azote.

Autant que la chimie, la vapeur et l'électricité furent les instruments essentiels de l'extraordinaire révolution industrielle et sociale qui résulta de la production et du transport de l'énergie mécanique en quantités que l'on n'aurait pas imaginées un siècle plus tôt.

La machine de Watt était devenue un moteur industriel fixe fort employé, surtout en Angleterre, dans les mines et les manufactures ; le progrès ultérieur consista à l'utiliser pour les transports. Après les premiers essais de Jouffroy d'Abbans, la navigation à vapeur fut réalisée en Amérique par Fulton (1807) ; en 1816, un bateau français traversa la Manche ; en 1828, deux bateaux anglais franchirent l'Atlantique. Unissant ses découvertes personnelles à la chaudière tubulaire inventée par Marc Seguin (1838), Stephenson créa la première forme pratique de la locomotive (1829) ; en 1830, la ligne ferrée Manches-

ter-Liverpool (300 kil.) fut parcourue par des trains faisant 24 kilomètres à l'heure. Les progrès de la machine à vapeur furent ensuite fonction de la construction mécanique et de la thermodynamique.

Un autre moteur mécanique, dont le succès devait être très brillant, naquit en 1860, avec le moteur à gaz de Lenoir. A partir de 1890, alimenté par un combustible liquide — essence, pétrole, huile lourde — le moteur à explosion donna la solution du problème du moteur léger, d'où sortirent l'automobile, le ballon dirigeable et l'avion (1).

L'électricité fournit l'exemple frappant d'une science créatrice d'industrie : Coulomb, Ampère et Faraday ont précédé de beaucoup Gramme et Siemens, qui furent les premiers ouvriers de la transformation. Ampère avait pressenti que le courant électrique et ses actions mécaniques pourraient être utilisés pour communications à longue distance. Successivement furent réalisés le télégraphe (Gauss, Wheatstone, Morse, de 1833 à 1850), les câbles sous-marins (William Thomson, 1868), le téléphone (Graham Bell, 1877), la télégraphie sans fil (Marconi, 1896), la téléphonie sans fil.

Le télégraphe et le téléphone n'exigeaient que des quantités infimes d'énergie électrique : les autres applications de l'électricité, lumière électrique, électrochimie, transport d'énergie, ne pouvaient devenir pratiques qu'avec l'électricité à bon marché. Ce résultat fut obtenu par la construction de la première machine dynamo de Gramme (1869).

La dynamo, machine réversible, produisant du travail mécanique lorsqu'on lui fournit du courant, on fut conduit à transporter électriquement de l'énergie : Marcel Desprez, en 1883, transporta de Vizille à Grenoble, sur une distance de 14 kilomètres, une puissance de 7 chevaux. Or, une nouvelle source d'énergie venait précisément d'être, non pas découverte, mais sérieusement exploitée : l'ancienne roue hydraulique, qui n'utilise qu'une hauteur de chute voisine de son diamètre, commençait à être remplacée par la turbine, qui peut utiliser des dénivellations énormes : Fourneyron, dès 1837, avait aménagé une chute de 112 mètres ; A. Bergès utilisa, en 1876, une chute de 200 mètres, produisant 1 000 chevaux. La source de l'énergie hydraulique put, grâce à l'électricité, être canalisée et associée à l'énergie de la vapeur. Alors commença l'installation de réseaux de distribution, puisant l'énergie électrique aux grandes usines centrales, thermiques ou hydrauliques, et portant aux lieux de consommation la lumière et la force à bon marché : c'est le début d'une nouvelle organisation agricole et industrielle du monde.

## Les Sciences géographiques depuis 1815.

ESSOR DES SCIENCES GÉOGRAPHIQUES. — Si l'époque de la Renaissance est l'ère des grandes découvertes, le XIX<sup>e</sup> siècle est celui de l'exploration des continents et de la cartographie scientifique. Les différentes parties du globe sont alors visitées et parcourues dans la plupart de leurs cantons, si bien que presque tous les mystères en sont dissipés ; même les pôles, malgré leurs immenses barrières de glace, sont atteints. Alors commencent d'être levés avec précision et étudiés sous tous leurs aspects les pays de l'Europe civilisée et nombre de contrées qui lui sont extérieures.

(1) Après avoir tenté Roger Bacon et Léonard de Vinci, le rêve d'imiter l'oiseau hante, au XVIII<sup>e</sup> siècle, de nombreux chercheurs.

L'invention du ballon sphérique par les frères Montgolfier détourne, pendant près d'un siècle, l'attention du plus « lourd que l'air ». En 1872, Alphonse Pénaud, reprenant les études de Cayley, fait voler un modèle réduit d'aéroplane muni d'une hélice à l'arrière actionnée par un ressort en caoutchouc. Bien plus tard, Otto Lilienthal, Chanute, Langley, les frères Wright, Ferber, Archdeacon, Gabriel Voisin, étudient les conditions d'équilibre du planeur. Le 14 octobre 1897, Ader, sur le plateau de Satory, avait fait décoller pour la première fois un avion mû par un moteur à vapeur (aujourd'hui au musée des Arts et Métiers).

Tous ces travaux et ces expériences permirent à l'aviation d'entrer brusquement dans la voie de la réalisation pratique le jour où parut le moteur léger à explosion. En 1903, Langley, puis les frères Wright, montent un moteur à explosion sur un planeur, et, le 17 décembre 1903, a lieu le premier vol soutenu sur un avion à moteur (Wright). Puis, Santos-Dumont, Henri Farman, les frères Wright effectuent des vols sensationnels. En juillet 1909, Louis Blériot traverse la Manche de Calais à Douvres.

A partir de cette époque, l'aviation française, qui est l'âme du mouvement aéronautique mondial, parcourt des étapes rapides grâce aux travaux de Robert Esnault-Pelterie, Nieuport, Voisin, Henri et Maurice Farman, Blériot, Bréguet, Gaston et René Caudron, grâce aussi à l'emploi du moteur rotatif léger des frères Séguin (moteur Gnome). Et ce sont les magnifiques exploits de Latham, Chavez, Brindejone des Moulinais, Védrières, Marc Bonnier, Pégoud, Garros.

Pendant la guerre, l'âpre lutte entre les aviations ennemies pour la suprématie de l'air transforme rapidement les avions en des machines souples et puissantes, capables des plus périlleuses acrobaties.

En même temps, l'hydravion devient une puissante coque marine pourvue d'ailes et capable de naviguer par mer agitée.

La paix revenue permet la création de grandes lignes aériennes et les longs voyages aériens, précurseurs des grandes relations internationales. Read, Alcock et Brown, Bossoutrot et Coupet, Sadi-Lecointe, Coutinho et Cabral, Pelletier Doisy, Bonnet, Callizo, Coupet et Drouhin, Arrachard et Lemaitre, Girier, Rignot, ou bien parcoururent des distances considérables, ou bien parvinrent à des altitudes ou à des vitesses énormes.



Même les secrets des mers les plus profondes, des « abysses, » commencent d'être scrutés, comme aussi ceux des « abîmes » du sous-sol de la planète. D'autre manière que le début des temps modernes, mais non moins légitimement, le dernier siècle est donc un siècle de découverte de la Terre.

**L'ÉTUDE DE L'EUROPE.** — En Europe même, dans la partie du monde la moins mal connue de beaucoup, une œuvre considérable devait être menée à bien : l'examen scientifique du sol. Cette tâche a été remplie par une foule de voyageurs et de savants. Non contents de gravir les sommets et de dégager les lignes directrices des systèmes montagneux, ils ont étudié les mouvements des glaciers, levé et photographié systématiquement les massifs, pénétré dans les coins les moins accessibles de toutes les contrées, étudié les populations, leurs adaptations au sol lui-même et leurs courants migratoires, la géographie humaine autant que la physique. L'enquête n'est pas achevée, mais elle se poursuit sans relâche, tandis que les géodésiens donnent une base rigoureusement scientifique à leurs canevas et à leurs calculs, et que géographes et cartographes exécutent des travaux de détail aboutissant à une représentation du sol plus exacte et vraiment précise.

**PROGRÈS DE LA CONNAISSANCE DE L'AFRIQUE.** — Non contents de procurer une base rigoureuse aux levés européens, les géodésiens s'efforcent de la donner aux opérateurs qui agissent par delà les mers. Ils ont donc prolongé jusqu'en Algérie (1879) et aux confins du Sahara, par-dessus la Méditerranée, la mesure d'un degré de méridien qu'ils rêvent de continuer un jour jusqu'au Cap. Mais ils n'ont obtenu ce résultat qu'après de patients travaux de plus d'une sorte. L'œuvre de découverte, menée à bien entre 1815 et 1900 (voir p. 299) et continuée depuis lors par tant de nouveaux voyageurs plus scientifiques que la plupart de leurs prédécesseurs, a été en effet accompagnée ou suivie d'une enquête persévérante et prolongée, qu'à des époques différentes les Commissions scientifiques d'Algérie, de Tunisie, l'Institut des hautes études marocaines ont su réaliser dans les pays de l'Afrique Mineure, comme les continuateurs d'Alfred Grandidier, à Madagascar, et d'autres équipes de voyageurs bien préparés à une tâche déterminée. Grâce à leurs efforts, l'Afrique commence à être bien connue dans un certain nombre de ses parties; si des cantons peu accessibles n'ont guère encore été visités, des cartes à grande échelle existent en revanche pour beaucoup d'autres. L'œuvre de géographie scientifique débute donc vraiment en Afrique, tout en se poursuivant en Europe.

**L'EXPLORATION DE L'ASIE.** — Elle se poursuit même en Asie, où, depuis 1815, et surtout depuis 1850, l'activité d'explorateurs de toutes les nationalités se manifeste sans relâche, principalement dans les pays ou autour des pays que leurs gouvernements occupent et mettent en valeur. En Sibérie, en Asie centrale, au Caucase, les Russes accomplissent une œuvre remarquable, qu'ils étendent depuis leurs frontières jusqu'en plein cœur des contrées tributaires de la Chine, Turkestan chinois et Tibet (Prjévalski surtout). Partis de l'Inde, qu'ils étudient avec ardeur et persévérance, les Anglais franchissent les monts Himalaya, dont les frères allemands Schlagintweit ont reconnu les chaînes et les alentours dès 1856; ils pénètrent en plein cœur du Tibet, et, de la Birmanie, gagnent la Chine propre; ils cherchent avec Aurel Stein, comme les Suédois avec Sven Hedin, à scruter les mystères du présent et du passé des parties occidentales du Centre-Asie; ils tentent en vain de gravir le mont Everest, la plus haute cime du globe. En Indochine, les Français (Doudart de Lagrée, Pavie); en Chine, Allemands (Richthofen), Anglais et Français (Pelliot, Licent, etc.) ont également accompli une œuvre scientifique à laquelle correspondent les enquêtes menées à bien au Japon par les Européens et par les Japonais eux-mêmes, dans l'Asie antérieure par les Anglais (travaux du major Chesney sur l'Euphrate) et par divers voyageurs, surtout Anglais, en Arabie.

**EN AUSTRALIE ET DANS LA MER DU SUD.** — Au sud-est de l'Asie, les Hollandais surtout ont étudié les terres de l'Insulinde et contribué avec les Anglais à explorer cette grande île de la Nouvelle-Guinée qui demeure fort mal connue. Les Anglais ont encore joué un rôle, et prépondérant, dans la découverte de l'Australie intérieure. Sturt, Mac Donall Stuart, Forrest, Warburton, Giles, Lindsay, Carnegie, sont les protagonistes de cette œuvre géographique. Quant au monde polynésien, les grands voyages de circumnavigation accomplis entre 1820 et 1840 par Krusenstern, Duperrey, Freycinet, Bougainville et Dumont d'Urville ont recueilli sur eux les plus précieux éléments d'information.

**VOYAGEURS ET SAVANTS AU NOUVEAU MONDE.** — Lui aussi, le continent américain a été un champ d'action pour nombre d'explorateurs européens auxquels se sont vite joints des Américains. Humboldt avait ouvert la voie; d'autres ont suivi, étudiant surtout les différents pays du Sud (A. d'Orbigny, Spix et Martius, Pissis, Moreno), s'efforçant d'en démêler le réseau hydrographique (Castelnau, Crevaux, Pando) et de reconstituer jusqu'au Mexique les anciennes civilisations précolombiennes. Dans le Nord, les travaux des services scientifiques ou *surveys* des États-Unis, consécutifs aux progrès de la colonisation, précisèrent la connaissance du sol et du sous-sol, préparèrent les voies à la construction de cartes à grande échelle et firent mieux connaître les différents groupes de Peaux-Rouges vivant sur le territoire américain. Au Canada enfin, les contrées presque inexplorées du Nord ont été parcourues par des missionnaires et par des agents officiels qui en ont précisé les traits physiques, reconnu les ressources naturelles et montré la réelle valeur.

**LA DÉCOUVERTE DES POLES.** — Les régions polaires elles-mêmes ont été visitées par d'autres que par des baleiniers. La recherche d'une communication maritime entre Atlantique et Pacifique au nord du Nouveau Monde (John Ross, etc.), après avoir amené le désastre de l'expédition Franklin (1845), a été couronnée de succès (Mac Clure, 1851), mais a démontré l'impraticabilité du passage Nord-Ouest. En sens inverse, le Suédois Nordenskjöld a suivi sur la *Véga*, en 1878-1879, le passage Nord-Est au septentrion de l'Ancien Continent. Puis Nansen, en laissant dériver le *Fram* vers le nord (1893-1896), prépare, comme l'Américain Peary, cette conquête du pôle arctique qui semble maintenant, grâce à Amundsen, un fait accompli (1926).

Déjà le même Amundsen était parvenu le premier, fin 1911, au pôle antarctique dont Wilkes, Dumont d'Urville et James Ross, dès 1838-1842, puis divers explorateurs de 1898 à 1912, ont reconnu les abords, et dont Scott et Shackleton ont parcouru l'immense calotte glacée intérieure, au sud de la mer de Ross et de son mur de glace.

**LES RECHERCHES Océanographiques.** — Non contents d'étudier les parties solides du globe, les géographes du XIX<sup>e</sup> siècle ont voulu en explorer les parties liquides. De là des voyages d'investigation très fructueux pour les sciences physiques et naturelles, et non moins importants pour la géographie, dont celui du *Challenger* (1872-1875) demeure le modèle. La connaissance du relief sous-marin, des profondeurs et des courants compte parmi les plus féconds résultats de ces expéditions auxquelles ont pris part toutes les puissances navales et d'où est sortie la science nouvelle de l'océanographie.

**CONSTITUTION DE LA GÉOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.** — Ainsi, et grâce à l'établissement de cartes à grande échelle dressées à l'aide des procédés les plus rapides et les plus fidèles — de la photographie en avion entre autres —, est devenue possible la constitution de la géographie scientifique. Dès le XVII<sup>e</sup> siècle, de bons esprits avaient entrevu ce but, mais on en était resté à la géographie historique et à la géographie descriptive. En même temps que Humboldt et grâce à lui, Karl Ritter (1779-1859) a été le fondateur de cette science nouvelle. Depuis la publication de sa *Géographie générale comparée* (elle a commencé en 1817 et est demeurée inachevée), celle-ci n'a cessé de se développer; elle prend son plein essor au XX<sup>e</sup> siècle, au moment où la confection d'une carte du globe à l'millionième va donner la synthèse figurée de l'œuvre accomplie et de celle qui reste à remplir.

## BIBLIOGRAPHIE

ALBERT (PRINCE DE MONACO). *Les Progrès de l'Océanographie* (1904); — *A Century of science in America, 1818-1915* (New-York, 1918). — COLSON (A.), *L'Essor de la chimie appliquée* (1910). — CURIE (M<sup>me</sup> P.), *Pierre Curie* (1924). — CURIE (M<sup>me</sup> P.), BECQUEREL (J.), et autres, *Les Progrès de la physique moléculaire* (1914). — DELACRE (M.), *Histoire de la chimie* (1920). — DELPEUCH (M.), *La Navigation sous-marine à travers les siècles* (1902). — DIEPGEN (P.), *Geschichte der Medizin IV. Neueste Zeit* (Berlin, 1924). — DUCLAUX (E.), *Pasteur, histoire d'un esprit* (1896). — DUHEM (P.), *L'Évolution de la mécanique* (1903). — ELLIOT (G. F. S.), *Botany of to day* (Londres, 1910). — FAURE (J.-L.), *Claude Bernard* (1925). — FONVIELLE (W. de), *Histoire de la navigation aérienne* (1907). — FOVEAU DE COURMELLES, *Le Bilan scientifique du XIX<sup>e</sup> siècle* (1907). — GIARD (A.), *Histoire du transformisme* (1893). — GRIMAUZ (E.), *Théories et notations chimiques* (1883). — HANOTAUX (G.), *Histoire de la nation française*: tome XIV, *Histoire des sciences en France. I. Introduction générale*, par E. PICARD; *Mathématiques, mécanique, astronomie, physique et chimie*, par H. ANDOYER, P. HUMBERT, Ch. FABRY, A. COLSON (1924); tome XV, *Histoire des sciences en France. II. Sciences biologiques*, par M. CAULLERY; *Philosophie*, par R. LOTE (1925). — HANSEN (A.), *Die Entwicklung der Botanik seit Linné*



(Giessen, 1903). — HOULLEVIGUE, *L'Évolution des sciences* (1908). — JAGER (W.), *Werner von Siemens* (Leipzig, 1906). — JAGNAUX, *Histoire de la chimie* (1891, 2 vol.). — LADENBURG (S.), *Vorträge über Entwicklungsgeschichte der Chemie, von Lavoisier bis auf die Gegenwart* (Berlin, 1903). — LANGEVIN (P.), *La Physique depuis vingt ans* (1924). — LAUNAY (L. de), *Le Grand Ampère* (1925); — *L'Évolution des théories géologiques* (1911). — LECÈNE (P.), *L'Évolution de la chirurgie* (1923). — *Livre d'or de la conquête de l'air* (1909). — LUCAS DE PESLOUAN (C.), *N.-H. Abel* (1906). — MARTIN (G.), *Modern Chemistry and its wonders* (Londres, 1915). — MARVIN (F. de), *Recent developments in European thought* (Londres, 1920). — MATISSE (G.), *Le Mouvement scientifique contemporain en France* (1924, 2 vol.). — MEUNIER (L.), *Histoire de la médecine* (1911). — MULLER (F.-C.), *Geschichte der organischen Naturwissenschaft im XIX Jahrhundert* (Berlin, 1902). — OSTWALD (W.), *L'Évolution de l'électrochimie* (1912). — OSWALD (M.), *L'Évolution de la chimie* (1913). — POINCARÉ (L.), *La Physique moderne, son évolution* (1906). — RADL (E.), *Geschichte der biologischen Theorien in der Neuzeit* (Leipzig, 1913). — SAGERET (J.), *La Révolution philo-*

*sophique et la science* (1924). — *La Science française* (1915, 2 vol.). — SEWARD (A.-C.), *Darwin and modern science* (Cambridge, 1909). — TILDEN (A.), *Chemical discovery and invention in the XX<sup>th</sup> century* (Londres, 1917); — Sir William Ramsay (Londres, 1918); — *The Progress of scientific chemistry* (Londres, 1913). — TURGAN, *Histoire de l'aviation* (1909). — TYNDALL, *Faraday inventeur* (1868). — WIELEITNER (H.), *Die Geburt der modernen Mathematik* (Berlin, 1924). — VILLIAMS (H.-S.), *History of science* (New-York, 1904, 5 vol.).

BESNARD, *La Conquête du Pôle; histoire des missions arctiques* (1903); HARDY (Georges), *Coup d'œil sur l'histoire d'Afrique* (1922). — PERRIER (colonel), *La Figure de la Terre* (1907). — RAVENEAU (Louis), *Notre connaissance de l'Asie* (*Annales de Géographie*, 1892, 15 janvier, p. 160-176, carte). — ROUCH (J.), *Le Pôle Sud; histoire des voyages antarctiques* (1921); — *Le Pôle Nord; histoire des voyages arctiques* (1923). — SAINT-MARTIN (Vivien de), *Histoire de la Géographie et des découvertes géographiques*, 4<sup>e</sup> partie (1878). — THOULET (J.), *L'Océan, ses lois, ses problèmes* (1904).

## CHAPITRE II

# LES LETTRES

**L**ES CARACTÈRES GÉNÉRAUX ET LES GRANDES PÉRIODES. — Ce qui s'écroule pour un temps, à Waterloo, c'est la Révolution, casquée, laurée, habillée à la romaine, que Bonaparte a fait asseoir sur le trône avec lui; c'est aussi la pensée du XVIII<sup>e</sup> siècle, demeurée vivace sous l'Empire malgré le Concordat et le rétablissement des autels. Ce qui s'édifie, c'est la Sainte-Alliance des rois, appuyée sur une tradition renouvelée du Moyen âge, et c'est, parallèlement, une littérature européenne où la part des influences septentrionales est d'autant plus large qu'elle représente celle des vainqueurs, née de la Révolution.

Chez les peuples que la secousse révolutionnaire a révélés à eux-mêmes se fait jour désormais, comme chez les individus, un avide besoin de « différenciation ». Ils ont pris conscience d'eux-mêmes; ils interrogent le sol, fouillent leurs archives, cherchent dans leurs mythologies, dans leurs traditions populaires, tout ce qui peut leur permettre de se connaître dans le passé afin de se mieux formuler, particulariser et défendre dans le présent. Déjà Joseph de Maistre, exprimant le mot d'Aristote sur l'homme en soi, avait dit, par réaction contre les encyclopédistes : « Je ne sais pas ce que c'est que l'homme; je ne connais que des Russes, des Anglais, des Allemands, des Français », en attendant de connaître des Bretons, des Normands et des Savoyards. Il ne voyait pas qu'il enterrait ainsi la littérature classique, et, du même coup, l'hégémonie intellectuelle que la France exerçait en son nom, du consentement général. Avec un désintéressement admirable, la littérature française fait sa nuit du 4 août; elle répudie l'héritage des lettres antiques, renonce à son privilège et se replie en deçà de ses frontières au lendemain du jour où l'Académie de Berlin vient de choisir comme sujet de concours : « Des raisons de l'universalité de la langue française. » Bien mieux ou bien pis, comme on voudra, le travail de dislocation se poursuit à l'intérieur : l'ancienne République des Lettres, une et indivisible, se morcelle, se fragmente presque à l'infini.

Mais ce siècle complexe est celui des contrastes. Et l'on n'a pas plutôt parlé de nationalisme, ou de régionalisme, qu'on se heurte au cosmopolitisme. La fidélité des écrivains à leur petite patrie ne préjudicie en rien à la diffusion des œuvres qui la manifestent : c'est le monde entier qui adopte la Bretagne de Brizeux, le Berry de George Sand, l'Acadie de Longfellow, la Biscaye de Vereda, le Wessex de Thomas Hardy, la Provence de Mistral. On ne saurait être plus moscovite que Tolstoï, plus anglo-hindou que Kipling. A l'époque classique, c'est en effaçant son cachet d'origine qu'une production littéraire pouvait aspirer à faire le tour du monde.

Un autre caractère de la littérature contemporaine, c'est qu'elle se démocratise, non pas nécessairement dans ses intentions et ses applications, quoi qu'il y puisse paraître, surtout à partir de 1830, mais dans le fait de sa libération progressive par rapport aux influences aristocratiques et mondaines qu'elle avait jusque-là plus ou moins subies. Du salon, elle descend dans la rue; même la plus réactionnaire et ultramontaine, comme celle de Veuillot, est maintenant une littérature citoyenne.

Mais — encore un contraste — cette littérature, démocratique dans sa forme, n'a jamais, autant qu'à l'époque romantique, sinon à l'époque parnassienne ou à l'époque symboliste, été plus aristocratique en son esprit; jamais elle ne s'est montrée plus fière, plus dédaigneuse, plus prête à s'isoler superbement sur ses pics et dans ses tours d'ivoire. La

tendresse affectée qu'elle a pour la bohème intellectuelle, pour les « poètes maudits », n'a pas d'autre sens, non plus que sa morgue à l'égard du « bourgeois », de « l'épicier » ou du « philistin », toutes gens qui vivent de poncif et de convenu. Elle, au contraire, ne croit qu'au spontané, au naturel, au primitif, au populaire, elle vit dans la foi au génie, mis au-dessus des poétiques et rhétoriques, des bienséances et du goût, des règles reçues et des modèles consacrés. Sa tendance générale est le libre épanouissement, sans apprentissage livresque; son plus cher idéal, une littérature non littéraire.

D'autre part, elle est, dans l'ensemble, fortement individualiste. Elle tient à refléter la personnalité des écrivains, quand elle ne va pas jusqu'à reproduire les traits de leur caractère et les événements de leur vie : d'où la prépondérance de la sensibilité et de l'imagination, facultés éminemment ondoyantes et diverses, là où jadis le jugement, la raison occupaient la place d'honneur; d'où aussi, l'habitude de heurter, d'étonner le public pour le conquérir par snobisme, et bientôt naissent, proviennent, meurent un nombre illimité de cénacles et de chapelles, dont les servants s'excommunient mutuellement et se réconcilient à la longue dans l'indifférence générale.

Les caractères généraux de la littérature contemporaine une fois reconnus, on peut distinguer, entre 1815 et 1925, quatre périodes :

1<sup>o</sup> Une période *romantique*, jusqu'aux abords de 1848. En France, on ne la fait guère commencer qu'en 1820, l'influence de Chateaubriand et de M<sup>me</sup> de Staël ne s'étant pas exercée sur l'époque impériale, classique avec obstination. Mais, à cette date, le romantisme est déjà en plein roulement sur l'autre rive de la Manche, et il a presque terminé son cycle de l'autre côté du Rhin;

2<sup>o</sup> Une période *réaliste*, qui va de 1848 à 1880 environ. Au romantisme, ou du moins à l'élément sentimental du romantisme s'oppose le goût de l'objectivité, de la perennité, de la rigidité scientifique, de la plasticité de l'art;

3<sup>o</sup> Une période *symboliste*, qui revient à ce que le romantisme avait de subjectif, enveloppé, et aux méthodes de suggestion plutôt qu'à celles de description et d'analyse. On peut la faire durer jusqu'à 1900 et même quelques années au delà;

4<sup>o</sup> Une période qu'on serait tenté d'appeler *éclectique*, à cause de la diversité des tendances qui s'y manifestent, si cette diversité pouvait se réduire à l'unité, mais que, dans l'impuissance où l'on se trouve à opérer cette réduction sans arbitraire, on appellerait peut-être assez bien *composite*, parce qu'elle mélange sans les fondre, en les heurtant plutôt et en portant chacun d'eux à l'extrême, les caractères du symbolisme, du réalisme, du romantisme, y ajoutant par surcroît le classicisme, dont le retour de faveur est une des particularités notables de cette période.

A première vue, ces périodes de l'histoire des Lettres, auxquelles l'histoire de l'art ajuste à peu près les siennes, se succèdent comme le reflux au flux. Le romantisme, issu de la révolte de l'imagination et de la sensibilité individuelles contre la raison et la règle, est renié par le réalisme, que renie à son tour le symbolisme. Et romantisme, réalisme, symbolisme sont tour à tour honnis par l'un ou l'autre des trois ou quatre plus récents groupes poétiques, anxieux d'un « nouvel équilibre » qu'ils croient trouver en « se laissant couler à pic au fond d'eux-mêmes », en « n'acceptant plus d'écrire que sous la dictée pure de l'Inconscient ». Mais, en littérature comme ailleurs, si rien ne meurt, rien non plus ne se crée de toutes pièces. En France, par



exemple, on pourrait montrer : 1<sup>o</sup> les revanches de l'esprit classique en plein épanouissement du romantisme et, jusque dans les œuvres qui lui paraissent les plus contraires, sa présence ordonnatrice ; 2<sup>o</sup> la dette du réalisme envers le romantisme ou, pour mieux dire, leur filiation sur le plan des images ; 3<sup>o</sup> la dette du symbolisme envers le même romantisme ou leur filiation sur le plan de la sensibilité.

Quels que soient ses avances ou ses retards dans l'évolution générale, chaque littérature se distribue sans trop d'artifice en ces quatre périodes. Mais si l'esprit humain voyage, comme dirait M<sup>me</sup> de Staël, d'un pays à l'autre, s'adaptant aux divers climats, il souffle partout les mêmes pensées essentielles. Sans doute peut-on considérer à part une France, une Angleterre, une Allemagne, une Italie, une Russie, poursuivant chacune son destin littéraire ; mais aucune muraille de Chine ne les sépare. Loin de s'ignorer, elles se recherchent, s'interrogent, se passent leurs grands hommes. Tour à tour ou simultanément, les différents peuples reconnaissent pour citoyens et archontes d'une même République idéale des écrivains comme Goethe, Chateaubriand, Byron, Hugo, Renan, Tolstoï, Ibsen, Nietzsche, Anatole France, Annunzio. C'est pourquoi l'histoire de la littérature contemporaine sera exposée, non par pays, mais par genres, la position ou l'apport de chaque nation devant ainsi se dégager plus clairement que dans une suite de tableaux morcelés.

## I. L'ÉPOQUE ROMANTIQUE

PHILOSOPHIE, THÉOLOGIE, POLITIQUE. — Les philosophies qui se sont reflétées dans le romantisme sont surtout allemandes. Fichte, né en 1762, est mort en 1814, mais Hegel, né en 1770, a vécu jusqu'en 1831. Le style de Schleiermacher (1768-1834) est aussi élégant que celui de Hegel est rébarbatif ; mais, à eux deux, ils représentent éminemment les idées dont s'est nourrie, plus ou moins consciemment, la littérature romantique. Schleiermacher, dont la *Foi chrétienne* paraît seulement en 1821, avait été, avec Schelling, le philosophe chéri du romantisme berlinois, avant que l'idéalisme transcendantal et le panthéisme de l'un, le mysticisme et l'intuitionnisme de l'autre eussent passé, par des chemins souvent imprévus — telle, en France, la propagande du docteur Koreff (1783-1851) — dans le romantisme universel. Hegel, dont la *Logique*, qui achève de paraître en 1815, est bientôt suivie d'une *Encyclopédie des sciences philosophiques* (1817) et d'une *Philosophie du droit* (1821), a donné, dans sa doctrine du devenir et dans celle de l'identité des contraires, une formule rigoureuse, voire rigide, à des pensées qui font la substance du romantisme et qui ne périront pas avec lui.

L'Angleterre, aux environs de 1815, se tient encore au régime de la philosophie écossaise, empirique et sentimentale, avec le vieux Dugald Stewart (1752-1828) pour maître. Cependant, des hommes comme le journaliste essayiste Thomas de Quincey (1785-1859), imagination morbide, esprit sagace, viennent aux idées allemandes : il y a du romantisme germanique dans ses curieuses *Confessions d'un mangeur d'opium* (1822).

En France, le sensualisme ou, comme on disait sous l'Empire, l'idéologie, fait place à un spiritualisme mitigé, dont les principaux représentants s'appellent Maine de Biran (1766-1824), Royer-Collard (1764-1843) et Jouffroy (1796-1842). Le chef de l'école éclectique, Victor Cousin (1792-1867), maître précoce, commence par enseigner en Sorbonne la psychologie écossaise ; mais sa jeunesse évolue dans le rayonnement de M<sup>me</sup> de Staël et deux voyages d'enquête outre-Rhin le convertissent à l'idéalisme allemand. Ceux qui ne connaissent que le Cousin de 1850, docteur gourmé de l'éclectisme officiel, se figurent mal le brillant professeur de la Restauration, audacieux jusqu'à paraître inquiétant, alliant au spiritualisme reçu un panthéisme interdit et prônant en un langage d'hiérophante les manifestations de la raison impersonnelle dans l'histoire. C'est le cours de 1818, retouché, qui devint le livre : *du Vrai, du Beau et du Bien*, cette Bible universitaire. Plus ou moins directement, son spiritualisme peu cohérent agit sur Lamartine, sur Hugo, sur Michelet, sur Quinet, sur toute une époque avide d'une large aération.

En dehors de la bataille presque sereine des systèmes philosophiques, cette époque voit aux prises, dans l'éloquence, l'essai, le pamphlet, le journal, les deux grandes forces contraires : la Révolution et la Tradition. En France, ou du moins en français, la Tradition a pour elle Joseph de Maistre et Lamennais.

Plus papiste que monarchiste, Joseph de Maistre (1752-1821), qui fut ministre du roi de Sardaigne à la cour de Russie, a donné l'essentiel de sa doctrine dans les *Soirées de Saint-Pétersbourg*, dont le sous-titre : *Entretiens sur le gouvernement temporel de la Providence*, dit assez l'esprit. Tempérament de révolutionnaire au service des

puissances de réaction, apologiste du passé qui s'avère le plus profond des voyants, « l'impeccable de Maistre », comme l'appelle Baudelaire, se rend vite à charge aux causes qu'il soutient et meurt à temps pour n'être pas frappé des foudres qu'il a replacées dans les mains du pouvoir spirituel.

Lamennais (1782-1854) n'évita point ce destin. Compatriote de Chateaubriand et, comme lui, au début, champion de l'autorité avec la même inaptitude à subir une discipline, il combat, dans l'*Essai sur l'indifférence en matière de religion*, l'athéisme, le protestantisme, le déisme. Mais il vient rapidement au catholicisme libéral. Dans la *Religion considérée dans ses rapports avec l'ordre politique et civil*, il dénonce l'asservissement de Rome à la monarchie. En 1829, il fonde avec Lacordaire, Montalembert et l'abbé Gerbet le journal *l'Avenir* pour la défense d'une sorte de théocratie populaire. Quatre ans plus tard, il publie les *Paroles d'un croyant*, première affirmation — toute lyrique — du socialisme chrétien : l'encyclique *Singulari vos* le condamne expressément et il rompt, cette fois, définitivement avec Rome.

Une évolution analogue s'observerait, sur le plan de la politique, dans l'œuvre de Chateaubriand, entre la *Monarchie selon la Charte* (1816) et les dernières pages des *Mémoires d'outre-tombe*. A lui s'opposent, plus francs du collier, M<sup>me</sup> de Staël, avec ses *Considérations sur la Révolution française* (1817), et son ami Benjamin Constant, avec les *Mélanges de littérature et de politique* (1829). On peut ranger à leur suite deux écrivains, l'un de haute valeur littéraire, l'autre de grande importance sociale : Paul-Louis Courier et Henri de Saint-Simon.

Ex-officier de l'Empire, devenu vigneron tourangeau, Paul-Louis Courier (1772-1825), qui mourut assassiné par ses serviteurs, a pendant les neuf dernières années de sa vie harcelé le gouvernement légitimiste de ses pamphlets. Classique de goût, libéral d'opinion, c'était, de surcroît, un helléniste zélé, à qui nous devons une délicate traduction de *Daphnis et Chloé*.

Le ci-devant comte de Saint-Simon (1760-1825) est un héritier direct des philosophes du XVIII<sup>e</sup> siècle. Rêvant au bonheur universel et industrialisant en rêve la coopération des activités humaines, il est le vrai fondateur du socialisme, non seulement en France, mais en Europe et, par Auguste Comte, qu'il eut pour disciple, le précurseur d'un nouvel âge de la pensée. Sur le terrain propre de la sociologie, il prépare Fourier (1772-1837), le chef des phalanstériens, et Proudhon (1809-1862), dont les deux célèbres mémoires sur la *Propriété* datent de 1840 et 1841.

Que ce courant de pensée révolutionnaire se formât et s'affermît, rien de plus normal ; mais il ne devait pas se faire exclusif. La révolution de Juillet, qui libère un peu partout les forces d'émancipation, fait, par contre-coup, le bloc des forces d'autorité. Mouvements assez complexes, où l'on voit l'esprit libéral tantôt s'allier à l'esprit nationaliste et tantôt s'en dégager. En Italie, il est incarné par Silvio Pellico (1788-1854), dont le petit livre austrophobe, *Mes prisons* (1831), a fait presque oublier les autres ouvrages dramatiques, critiques ou lyriques. En Espagne, José de Lara (1809-1837) en est, comme journaliste, le représentant le plus fougueux, le plus caustique, le plus émouvant, avant de se tuer romantiquement, par amour, en pleine jeunesse. Le Danemark a son Lamennais dans Kierkegaard (1813-1855), chrétien anticlérical, à la fois individualiste et socialiste et précurseur des doctrines ibsénienne.

Le spectacle de l'Allemagne intellectuelle est particulièrement curieux. Ayant été l'une des organisatrices de la Sainte-Alliance, elle professe un culte de l'autorité et du passé qui aboutit parfois à la gallophagie, par exemple chez Gœrres, Gentz et le terrible Menzel (1798-1873), qui, d'abord libéral, fait volte-face en 1835, dénonce à la Diète d'anciens compagnons de lutte et prend figure de « teutomanie » acharné contre la France et l'esprit français. D'autre part, tous ceux qui, de près ou de loin, s'associent au programme libéral de la Jeune-Allemagne subissent plus ou moins l'influence française. Tels sont Lewald (1792-1871), Gans (1789-1839), Gutzkov (1811-1878), Laube (1806-1884), qui nous ont donné leurs impressions parisiennes, mais surtout deux écrivains inégalement doués, également hardis, israélites l'un et l'autre, qui se fixèrent à Paris après 1830, Boerne et Heine.

Loeb Baruch, dit Louis Boerne (1786-1837), converti au luthéranisme en 1816, a été à Francfort un polémiste ardent dans le journal *la Balance*. Il rêve d'une alliance entre le peuple allemand et le peuple français. Il est d'ailleurs beaucoup plus politicien qu'artiste, avec des côtés d'apôtre, et il a bien compris Lamennais, dont il a traduit les *Paroles d'un croyant*.

Henri Heine (1799-1855), que nous retrouverons en meilleure place parmi les poètes, était, comme prosateur, l'auteur déjà connu des *Reisebilder* (*Croquis de voyage*), quand il passa le Rhin. A Paris,



qu'il confond trop aisément avec la France entière, il écrit en français et surtout en allemand, soit sur le pays qui l'a proscrit, soit sur le pays qui l'a adopté. Son *Allemagne*, dédiée au « Père Enfantin », est née d'une double pensée d'adhésion au saint-simonisme et de polémique contre M<sup>me</sup> de Staël, qu'il raille de son Allemagne à l'eau de rose. Très napoléonien, il substitue à l'Allemagne idéaliste et candide de sa devancière une Allemagne positive, militante, ramassée aux aguets de ses voisins. Il voyait juste, mais ces avertissements, non plus que les dissensions entre écrivains allemands, ne dissipent la nuée, et c'est M<sup>me</sup> de Staël qui, dans l'opinion, a raison contre Henri Heine.

**L'ÉRUDITION ET L'HISTOIRE.** — L'Allemagne apparaît du dehors comme un vaste laboratoire spirituel, le cerveau du monde pensant : les Latins lui prêtent la figure de Goethe, patriarche plein de sérénité, vers qui les foules se rendent en pèlerinage comme autrefois vers Voltaire. Goethe ne meurt qu'en 1832, après avoir eu le temps de publier la suite de ses *Mémoires*, sa *Campagne de France*, sa *Correspondance*, notamment avec Schiller. Après sa mort, ses *Entretiens avec Eckermann* lui assurent dans le monde des lettres une sorte de présence posthume, dont bénéficie le prestige germanique.

A la voix de Renan, toute l'Europe intellectuelle s'attendrira sur la *Symbolique* de Creuzer (1771-1858), qui applique l'idéalisme transcendantal à la mythologie. Creuzer estime que les mythes grecs, honnis par M<sup>me</sup> de Staël et Chateaubriand pour avoir trop charmé Boileau, ne furent pas de vaines fictions du plus ingénieux des peuples, mais la transcription de très vieilles croyances dont le sens s'était obscurci. Benjamin Constant fait passer l'essentiel de cette doctrine dans sa religion, parce qu'il y a trouvé des armes contre Chateaubriand, Bossuet et Voltaire. Des enquêtes qui renouvellent l'antiquité et orientent l'histoire vers l'étude des origines, on ne peut dire qu'elles n'intéressent pas la littérature ; l'histoire littéraire peut donc retenir les noms des hellénistes Boekh et Otfried Müller ; ceux des orientalistes Ewaldet Gesenius, dont les vues se reflètent sur place dans la poésie d'un Rückert ; celui de l'exégète David Strauss, l'auteur fameux d'une *Vie de Jésus* (1855), qui alarma tous les orthodoxes. Entre les spécialistes du *Folklore* et du *Volskslied*, Masamann, Guillaume de Humboldt, les frères Grimm, et des conteurs, des poètes tels que Brentano, Arnim, Uhland, la part est facile à établir. Un peu partout, d'ailleurs, le goût du folklore se répand. Raynouard (1761-1836), l'ami des troubadours, et surtout Fauriel (1772-1844) sont en France les représentants les plus qualifiés de cette science nouvelle.

Chose curieuse, ce n'est pas en Allemagne, malgré les invitations de la philosophie du devenir et les préparations de la philologie, que l'histoire développe d'abord ses puissances. Schlosser (1776-1860) n'est qu'un bon historien moraliste dans son *Histoire universelle* et son *Histoire du XVIII<sup>e</sup> siècle* ; Niebuhr (1776-1831), Danois germanisé, professeur à Bonn, a plus d'originalité, et son *Histoire romaine*, monument en partie caduc, impressionna fortement Michelet ; Ranke (1795-1886), son disciple, qui a présenté avec art le siècle de la Renaissance et de la Réforme, montre une belle objectivité, un souci de l'exactitude et du document, assez rares en cet âge de romantisme.

Lingard (1769-1851) et Macaulay (1777-1859) sont des historiens estimables, mais moins grands que l'Écossais Carlyle (1795-1881), génial visionnaire plein de savoir que n'enserrent point les limites du



CARLYLE (1795-1881). — Peinture de Whistler.

genre, philosophe, moraliste, pamphlétaire, au style coruscant et trépidant. Il débuta par une *Vie de Schiller*. Fidélité à l'Allemagne et plus particulièrement à la Prusse, exécution de la France, offensive contre le matérialisme du siècle sans préjudice d'un respect mystique de la force, culte des grands hommes présentés comme les seuls ouvriers de l'histoire humaine, tels sont les sentiments qui s'expriment dans *Sartor resartus*, dans la *Révolution française*,

dans les *Héros*, dans *Passé et Présent*, dans l'*Histoire de Frédéric II*, dans tous les ouvrages où son romantisme foncier, quoique antibyronien, a continué de s'exprimer au cours de la calme et bourgeoise « ère victorienne », à laquelle Macaulay appartient déjà par l'esprit, dans son *Histoire d'Angleterre* et dans ses *Essais*.

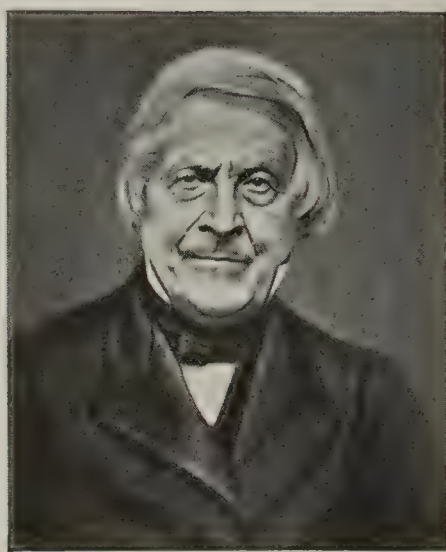
C'est principalement en France que l'histoire, durant cette période, connaît des jours glorieux. L'esprit romantique l'anime, et la personne des historiens, si scrupuleuses que soient leurs investigations, ne se tient pas à l'écart de leurs œuvres. On trouve dans l'*Histoire de la civilisation*, d'ailleurs si savante et si probe, de Guizot (1789-1874), l'influence discrète de M<sup>me</sup> de Staël. Le libéralisme d'Augustin Thierry (1795-1856), qui affirme avoir dû sa vocation à Chateaubriand et à Walter Scott, n'apparaît pas seulement dans l'*Essai sur le tiers État*, mais jusque dans les plus pittoresques de ses *Lettres sur l'histoire de France*, dans les pages plus colorées que savantes de la *Conquête de l'Angleterre par les Normands*, dans les plus dramatiques *Récits des temps mérovingiens*, où il s'inspire surtout de Grégoire de Tours. Henri Martin (1810-1883) est sincère, mais sans profondeur, et attaché à une idée contestable, à savoir la persistance constante du fonds celtique dans la formation et l'évolution de la patrie française. Thiers (1797-1877) est superficiel dans son *Histoire de la Révolution française*, très inférieure à son *Histoire du Consulat et de l'Empire*, où se retrouvent sa naturelle pondération bourgeoise et sa sûreté de jugement. Mêmes qualités avec un plus grand souci du style dans les divers écrits de son ami Mignet (1796-1884), représentant comme lui de l'école narrative. Si l'on admire un bel effort d'objectivité dans la magistrale étude d'Alexis de Tocqueville (1805-1859) sur l'*Ancien Régime et la Révolution* et dans ses vivantes observations sur la *Démocratie en Amérique*, par contre c'est de la poésie et de la politique que l'*Histoire des Girondins* de Lamartine.

Jules Michelet (1798-1874), sorti du peuple et du Paris révolutionnaire, aperçoit la France à la lueur de « l'éclair de Juillet » ; il la voit « comme une âme et une personne », qu'il veut étudier dans sa complexité réelle. « La résurrection de la vie intégrale du passé », tel est son but. Les six premiers volumes de son *Histoire*, qui suffiraient à asseoir sa réputation, y répondent pleinement (1833-1844). Puis il interrompt sa tâche d'historien pour entreprendre cette série de publications ardentes que sont : *le Prêtre, la Femme et la Famille* (1845), *le Peuple* (1846), de ces essais d'un naturalisme lyrique qui ont nom : *l'Insecte, l'Amour, la Mer, la Montagne*, où il y a peut-être plus de sa femme que de lui-même. Après quoi il revient à l'histoire de France, mais désormais la passion politique imprègne ses œuvres ; il traite les faits et les individus en symboles ; son style admirable, qui se rythme sur la sensation même, est le modèle le plus exemplaire, avec quelques ouvrages de Carlyle, de l'histoire satirique, lyrique et, pour dire le mot, romantique ; mais s'il a la fougue d'un apôtre et d'un voyant, sa pensée est toujours haute et généreuse.

Pour Edgar Quinet (1803-1875), l'histoire confine à la philosophie, à la politique, au prophétisme. Ses *Révolutions d'Italie*, sa *Révolution* ont prolongé dans ce domaine l'ère romantique, à laquelle appartenaient, par les dates comme par les tendances, ces grandes fresques symboliques : *Ahasvérus, Prométhée, Merlin l'Enchanteur*. Plus clairvoyant sur ce point que Michelet, après des années de germanophilie enthousiaste il a dénoncé, dans *Allemagne et Italie* (1839), la collectivité réaliste que la Prusse dressait, par la haine, à l'écrasement de la France.

L'histoire, notamment chez les peuples asservis ou surveillés, se met volontiers au service de la patrie. Ainsi l'ont conçue les Piémontais Botta (1766-1837), Balbo (1789-1853) et Gioberti (1801-1852) ; le Roumain Balcescu (1819-1852), le Suédois Gesyer (1783-1847).

**L'HISTOIRE DES LETTRES, LA CRITIQUE.** — Incontestablement, la victoire du romantisme a été en grande partie l'œuvre de la critique. On l'avait bien vu en Allemagne au temps de Lessing, puis au temps de Schlegel. Après 1815, c'est surtout en France et en Italie que la bataille littéraire fut la plus vive.



MICHELET (1798-1874). CL. GOUPIL.





SAINTE-BEUVE (1804-1869). CL. BRAUN.

En Italie, aux abords de 1820, des Milanais rédacteurs du *Conciliatore*, journal littéraire à dessous politiques — Ermes Visconti, Romagnosi, Louis de Brême, Berchet — attendent du goût nouveau un réveil des traditions nationales. Et comme certains propagandistes sont en même temps des auteurs dramatiques, comme Silvio Pellico et Manzoni, la question la plus débattue est celle des règles.

En France, la critique de combat a pour organes l'éphémère *Muse française*, le *Globe*, qui veut être impar-

tial, des préfaces et des manifestes : tels le *Racine et Shakespeare*, de Stendhal (1823); *la Guerre en temps de paix*, d'Emile Deschamps (1824); *la Préface de Cromwell*, de Victor Hugo (1827) et, dans le ton de l'histoire littéraire, le *Tableau de la poésie française au XVI<sup>e</sup> siècle*, de Sainte-Beuve (1828). Le classicisme se défend par une contre-offensive avec Désiré Nisard (1806-1888) qui, dans *les Poètes latins de la décadence*, attaque Victor Hugo et ses émules à travers Sénèque, Stace et Lucain, publie en 1833 son *Manifeste contre la littérature facile* (entendez la littérature romantique) et aborde en 1844 son *Histoire de la littérature française*, où il essaie de donner un fond solide au mot classique en le faisant à peu près synonyme de français.

Avec plus de sérénité, Villemain (1790-1870), professeur disert et brillant que sollicite l'esprit nouveau, est le premier, dans son *Cours de la Littérature française*, à appliquer en France les méthodes de la critique historique et de la littérature comparée.

Sainte-Beuve (1804-1869), tant qu'il fut également romancier et poète, fut en critique l'un des champions du romantisme. C'est l'époque de sa collaboration au *Globe* et à la *Revue de Paris*, de ses débuts à la *Revue des Deux Mondes*, que Buloz venait de fonder et qui était d'abord une manière de « Journal des Voyages ». Peu à peu il se replie, sans se retirer tout à fait, et quand paraît, en 1840, le premier volume de son *Port-Royal*, l'évolution est terminée. Il n'est plus tout à fait un romantique et il n'est pas davantage un néo-classique, au sens qu'on donne alors à ces mots, mais simplement un réaliste, une des lumières de l'âge nouveau. Sans le dominer autant que Nisard, le XVII<sup>e</sup> siècle l'a affranchi de la tyrannie de l'actualité; le critique des *Portraits* est devenu celui des *Lundis*. Ses études sont « une série d'expériences de physiologie morale par lesquelles il s'essaie à déterminer les lois de formation des familles intellectuelles et à constituer une sorte d'histoire naturelle des esprits ». A ce titre, cet « amateur d'âmes » est le maître de Taine, avec moins d'esprit de système, plus de nuances dans l'observation.

En Angleterre, Charles Lamb (1775-1834), après de nombreux ouvrages de genres divers, a publié, à partir de 1820, des essais critiques pleins de sympathie pour les romantiques et leurs précurseurs les lakistes, pour la vieille littérature nationale, pour Shakespeare. Il est mesuré et en même temps plein d'humour.

William Hazlitt (1778-1830), qui écrivit aussi des ouvrages de morale ou de politique et des romans, s'est consacré, principalement entre 1815 et 1820, à la critique littéraire. Il excelle à deviner les hommes qu'il étudie. C'est un esprit intuitif, sans méthode et volontiers agressif.

Le Russe Bielinski (1810-1848), lui aussi romantique à ses débuts, tourna vite au réalisme, à un réalisme tout échauffé de passion, et il a laissé une forte empreinte sur la génération au seuil de laquelle il termina sa courte et brillante carrière.

LA POÉSIE. — La poésie — ou, pour mieux dire, le lyrisme — est la spécialité romantique par excellence.

Le mot de romantisme avait désigné en Allemagne, vers 1800, la doctrine d'un groupe dont Novalis fut le plus pur poète. L'épanchement du rêve dans la vie réelle, une sorte de somnambulisme, la démente érigée en sagesse, étaient la matière habituelle de cette poésie. Novalis mourut fou. Hoelderlin (1770-1843), qui s'établit à Dresde en 1818, se préoccupa surtout, par des conférences et des lectures publiques, de répandre le goût de la poésie populaire; le Champenois mal germanisé Chamisso (1781-1838) traduit en allemand Béranger; le Silésien Rückert (1788-1846), après avoir été le poète patriote et militaire des *Sonnets cuirassés* (1814), connut une inspi-

ration plus voluptueuse dans *Roses d'Orient* et *Printemps d'amour*. Platen (1796-1835), un autre orientaliste, se donna pour un adversaire des romantiques, parce qu'il avait plus qu'eux le goût du contour net et des vers précis; mais à ce compte, Uhland (1787-1862), le père et le chef de l'école souabe, qui revendique pour maîtres le Peuple et la Nature, serait également classique dans le romantisme le plus avéré. On peut lui donner pour émule Eichendorff (1787-1857) et mettre en dehors de la bataille des écoles Annette de Droste-Hulshoff (1798-1848), dont les vers nous offrent ce que la poésie allemande a de plus sentimental et de plus doux.

Le baron de Zedlitz (1790-1862), l'auteur des *Couronnes funéraires* dédiées aux héros, aux inspirés, aux enthousiastes, et de la célèbre *Revue nocturne* (1832), représente excellemment le romantisme autrichien.

Le romantisme britannique poursuit ses destinées sous l'aspect lakiste dans la poésie fluide de Thomas Moore (1779-1852), que rendirent célèbre ses *Mélodies irlandaises*, sa *Lalla Rookh* et ses *Amours des anges*. Il suffit à Thomas Hood (1799-1845), pour conquérir la popularité, d'avoir chanté un jour la souffrance des humbles dans le pathétique *Chant de la chemise*. Savage Landor (1775-1864) est un artiste sobre, épris de perfection et d'antiquité, presque classique. Mais tout pâlit devant l'éclat des trois grands poètes de ce temps : Byron, Shelley et Keats.

Lord Byron (1788-1824), après avoir pris plaisir à braver le puritanisme insulaire, quitta son pays pour aller vivre en Italie et mourir, comme soldat de la cause grecque, à Missolonghi. De 1812 à 1824, il a donné des poèmes d'un orientalisme original : *le Giaour*, *la Fiancée d'Abydos*, *le Corsaire*, *Lara*; un poème historique, *le Prisonnier de Chillon*; un poème légendaire, *Don Juan*, et celui dont la composition, inachevée, remplit sa courte vie d'écrivain, *le Pèlerinage de Childe-Harold*. Dans tous ses héros, d'ailleurs, c'est lui-même qui s'épanche, s'exalte ou s'indigne. Cette poésie ardente, tumultueuse, sarcastique, frénétique, parfois déclamatoire, et cette vie au grand jour, cynique, révoltée, généreuse, se sont unies pour faire d'un poète qui se croyait hostile au romantisme l'incarnation même du romantisme.

Percy Bisshe Shelley (1792-1822), comme Byron, quitta l'Angleterre pour vivre en Italie, où il mourut prématurément et tragiquement. Révolutionnaire éthéré, athée, mystique, il a exprimé les sentiments les plus nobles et les plus rares dans ses odes (*Au vent d'ouest*), dans *la Reine Mab*, dans *Alastor* et dans l'élégie que, sous le titre d'*Adonai*, il consacra à la mémoire de Keats, comme autrefois, sur cette même terre italienne, Ovide avait pleuré Tibulle.

John Keats (1795-1821), de naissance plus modeste, s'en fut mourir à Rome, après s'être classé au premier rang des lyriques. L'auteur d'*Endymion*, d'*Hypérion*, d'*Isabella*, de l'*Ode à une urne grecque* est un amant exclusif de la nature et de la beauté.

A eux trois, le grand seigneur, le grand bourgeois et l'homme du peuple, tous trois disparus en pleine jeunesse, ils forment une sorte de triumvirat sacré. Presque méconnus de leur temps, ils donnèrent le souffle de la vie à ce qui n'était encore que larvaire chez les romantiques allemands de l'*Athenæum*.

Est-ce du byronisme encore que l'on diagnostique dans l'œuvre de l'Américain Edgar-Allan Poe (1809-1840), l'un des nombreux « poètes maudits » de cette période, génie indiscipliné et profondément personnel, imagination étrange et morbide que l'alcool exalte sans lui faire perdre sa lucidité, qui berce sa désespérance, comme Byron, dans *Annabel* et dans *le Corbeau*, mais prolonge et renouvelle Joseph de Maistre dans son *Colloque entre Monos et Una*? On trouverait plutôt du lakisme dans les *Ballades* de son compatriote Longfellow (1807-1882), dont la célèbre *Évangéline* et l'*Hiawatha* appartiennent par le ton, aussi bien que par les dates (1847 et 1855), à la poésie volontiers narrative et descriptive de la période suivante.

L'action de Byron a été très visible sur deux vrais poètes allemands, Lenau et Heine.

Nicolas Niernbsch de Strehlenau, dit Lenau (1802-1850), dont les



LORD BYRON (1788-1824). — Gravure de C. Turner, d'après une peinture de R. Westall.



Poésies parurent en 1832, est, avec sa sensibilité inquiète, son âme tourmentée, en proie au plus désespéré pessimisme, un lyrique d'un art primesautier et savant. Il osa, après Goethe, écrire un *Faust*, et avec succès ; dans *Savonarole*, dans les *Albigéois*, il s'éleva contre le fanatisme, tendant la main au groupe de la « Jeune Allemagne », dont Heine est le poète le plus hardi et de beaucoup le plus inspiré.

Nous l'avons déjà rencontré comme prosateur. Né à Dusseldorf, mort à Paris, où il vécut en Parisien pendant vingt-quatre ans, il s'est moqué du romantisme d'outre-Rhin, tout en restant, comme poète, très allemand et très romantique. L'amour, la patrie, l'exil, la nature, Napoléon, la Révolution l'ont inspiré successivement et parfois contradictoirement : un poète n'est pas un logicien. Pour fonder le tout, Heine a sa personnalité, qui est intense. C'est dans le lied national qu'il a rencontré la forme la mieux accordée à sa manière, le modèle des petits tableaux suggestifs, des raccourcis, des saccades qu'il affectionne, et aussi de précises légendes, comme celles de Tannhäuser et de la Lorelei. Honni cependant par l'Allemagne, il est de ceux qui convient naturellement toute l'humanité à se reconnaître dans leurs poèmes. La poésie amère et voluptueuse, sarcastique et lyrique, du *Livre des chants*, de l'*Intermezzo*, de la *Mer du Nord*, d'*Atta Troll*, de *Germania*, déborde infiniment les frontières du pays qui lui a donné son accent.

Aux abords de 1848, la politique envahit la poésie allemande, avec Hoffmann de Fallersleben (1798-1874), l'auteur du *Deutschland über Alles* et des *Chansons non politiques* — pure antiphrase, qui ne lui épargna pas la prison — ; avec Freiligrath (1810-1876), l'auteur de *Ça ira* ; Dingelstedt (1814-1881), l'auteur des *Chants d'un veilleur de nuit cosmopolite* ; Herwegh (1817-1875), l'auteur des *Chants d'un vivant*, le seul du groupe qui n'ait jamais renié son libéralisme, ni, même après 1870, sa francophilie.

Un fort sentiment national caractérise à la même époque les poèmes lyriques ou narratifs du Hongrois Vörösmarty (1800-1855) et de son compatriote Sandor Pétoefi (1823-1849), le poète le plus populaire et le plus doué de la Hongrie, le chantre inspiré de la liberté et de la « puzta », l'incarnation même du poète selon l'idéal romantique, tant par sa vie agitée que par la spontanéité de son lyrisme. Même caractère essentiel chez Kollar (1793-1852), dont la *Fille de Slava* fut, en face de l'oppression allemande, la protestation harmonieuse de la patrie tchèque, et chez Susil (1804-1868), chez Erbsen (1811-1870) qui publie, l'un les *Chants nationaux moraves*, l'autre les *Chants nationaux de la Bohême*.

La Pologne asservie, mais non soumise, affirma sa vitalité dans la poésie du byronien Julius Slowacki (1809-1849), dans celle de Sigismond Krasinski (1812-1859) et surtout dans celle de leur aîné Adam Mickiewicz (1798-1855) qui, plus que personne, travailla à entretenir et à exalter le patriotisme polonais. Exilé, il vint à Paris, où on lui donna en 1860 une chaire au Collège de France. L'influence de Goethe et du romantisme allemand se reconnaît dans ses *Ballades et romances*, dans son drame poétique des *Aïeux*, dans son épopée, rustique et chevaleresque, de *Maître Thaddee*.

Un nationalisme moins douloureux, vivifié de folklore, anime, chez les Scandinaves, le Danois Oelenschlager (1779-1850), l'ami de M<sup>me</sup> de Staël et de Guillaume Schlegel, grand imitateur des *Sagas* et de l'*Edda* ; le Norvégien Wergerland (1808-1845), enthousiaste et touffu ; les Suédois — « fosforistes » ou « gothiques » — Ling (1776-1839), Geyer (1783-1847), Atterbom (1790-1855), Almquist (1793-1866), Stagnelius (1793-1823) et l'évêque Tegner (1782-1846), qui prit posture de poète national avec son chef-d'œuvre, la *Saga de Frithiof* ; pareillement, les Islandais Thorarensen (1786-1841), Breidfjördr (1798-1846) et Hallgrímsson (1807-1845), dont le lyrisme s'alimente aux chansons et légendes recueillies par des folkloristes patriotes tels qu'Arnason, bibliothécaire à Reykjavick.

Le romantisme devait naturellement s'acclimater en Russie. Il n'y manqua pas, grâce à deux poètes qu'apparentent leur âme ingénue et violente autant que leur brève destinée : Pouchkine et Lermontov.

Alexandre Pouchkine (1799-1837), précoce, audacieux, généreux, un peu fou, trouva dans la Russie du Sud une ample matière à son inspiration, qui fut byronienne après avoir été voltairienne. Il mourut à trente-huit ans, tué en duel. Mais le *Prisonnier du Caucase*, les *Tsiganes* et surtout *Eugène Oniéguine*, en 7 000 vers, ont fait de lui le père vénéré de la poésie russe contemporaine. Viseur comme lui, comme lui exilé et prématurément tué en duel, Lermontov

(1814-1841) eut juste le temps, par son poème sur la *Mort de Pouchkine*, par le *Chant du tsar Ivan Vassiliévitch* et par le *Démon*, de montrer à la Russie qu'elle avait trouvé en lui un grand lyrique.

Sur les bords heureux de la Méditerranée, la morbidesse ou la frénésie romantiques se modèrent tout naturellement. Le romantisme, importé en Grèce sous une forme atténuée par Denis Salomos (1798-1857), y fut représenté le plus brillamment par les poésies lyriques d'Alexandre Soutzo (1802-1863). En Espagne, il est malaisé de savoir s'il faut annexer au romantisme ou au classicisme les poètes patriotes : Quintana (1772-1855), Koerner ou Rückert madrilène, son ami le prêtre Gallego (1777-1853) et aussi Zorilla (1817-1893) qui, pour avoir traité dans le genre troubadour, sous une forme abondante, facile, un peu lâche, les légendes chevaleresques de son pays, passa pour le grand romantique espagnol. Il y a certainement plus de véritable romantisme chez José de Espronceda (1808-1842), amoureux ténébreux, conspirateur en Espagne, insurgé à Paris, volontaire pour la Pologne, byronien dans ses gestes et dans sa poésie. C'est aussi un byronien et un lamartinien que le Portugais Garrett (1799-1854).

En Italie, le romantisme, à qui le groupe milanais fut cependant si favorable, ne posséda entièrement aucun poète : ni Manzoni (1785-1873), plus remarquable par la perfection que par la nouveauté de sa forme, poète libéral et patriote dont l'ode *Mars 1821* ne put d'abord circuler que sous le manteau et dont l'ode sur la mort de Napoléon, *Cinq Mai*, eut l'honneur d'être traduite par Goethe ; ni chez le Tos-

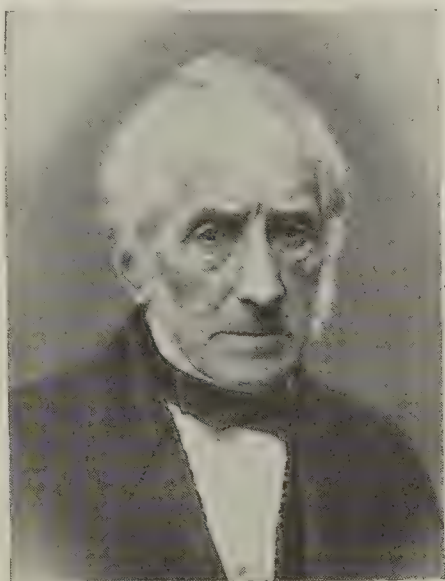
can Giusti (1809-1850), un lyrico-satirique plein de ferveur pour sa patrie, plein d'ironie et de verve contre les oppresseurs du dedans ou du dehors ; ni chez le grand lyrique italien, doublé d'un grand penseur, Giacomo Leopardi (1798-1837), dont la destinée douloureuse, éphémère, généreusement associée à celle de l'Italie opprimée, à celle de l'humanité misérable, se traduit en des chants plus sévères et plus accomplis que n'a coutume d'en offrir l'élégie romantique. Il est, avec Vigny, et avant qu'on pût connaître Schopenhauer hors d'Allemagne, le poète du pessimisme.

En France, l'avènement du lyrisme fut plus tardif qu'en Allemagne et en Angleterre, malgré des antécédents non moins anciens, parce que la tradition classique y était plus forte et que l'Empire l'avait encore raffermie ; mais, dès que les *Méditations* de Lamartine ont vu le jour, le romantisme va de conquête en conquête. Lamartine (1790-1869) ne se pose pas, tout d'abord, en adversaire de la tradition, ni en chef d'école soucieux d'accorder sa doctrine et son exemple, et certaines élégances apprises le rattachent au XVIII<sup>e</sup> siècle. Mais,

disciple de Jean-Jacques, de Bernardin de Saint-Pierre, de Chateaubriand, d'Ossian, et aussi de Parny, il prend surtout conseil de ses propres émotions et de la campagne maconnaise, où il vit jusqu'à trente ans, avec des échappées en Dauphiné, en Savoie, en Italie. Elégiaque et lyrique dans les *Méditations* et les *Nouvelles Méditations*, dans les *Harmonies*, dans les *Recueils*, il va de l'épopée rustique à l'épopée cosmique dans *Jocelyn* et la *Chute d'un ange*, pour revenir, avec la *Vigne et la Maison*, qui est son chant du cygne, au lyrisme le plus pur et le plus simplement magnifique. Nul mieux que lui n'a exprimé le surcroît d'émotion que l'amour reçoit de la splendeur des choses, ni ce qu'il a dans le souvenir de délicieuse langueur ou de mélancolie dans l'espérance. Son sentiment, aussi dégagé que possible des circonstances de lieu et de temps, dresse un corps de poésie chaste et presque immatérielle. C'est un joueur de harpe qui précipite ses notes avec une divine facilité, parfois avec une négligence seigneuriale. C'est aussi, par moments, un orateur en vers, qu'on sent prêt à devenir effectivement un tribun.

Deux ans après les *Méditations* paraissaient les *Poèmes* d'Alfred de Vigny et les *Odes* de Victor Hugo.

L'œuvre poétique de Vigny (1797-1863) est courte, mais de qualité rare, et il pouvait en dire, sans trop d'inexactitude, qu'elle avait « devancé en France toutes celles du même genre dans lesquelles une pensée philosophique est présentée sous une forme épique ou dramatique ». Elle exprime le plus sombre pessimisme, uni au culte le plus fervent de la poésie, au respect le plus déférent pour le nom de poète. L'homme, selon Vigny, est isolé dans la nature indifférente ou hostile ; la femme est une compagne peu sûre ; Dieu est trop loin, si tant est qu'il soit ; le juste se partage entre la pitié pour ses frères et un désespoir calme ; seule la science nous offre son réconfort austère. Tels sont les principaux thèmes du *Livre mystique*, du *Livre antique*, du *Livre moderne* et des *Destinées*. Vigny ne les a pas déve-



MANZONI (1785-1873).





LAMARTINE (1790-1869). — D'après une eau-forte de L. Flameng. — Bibl. Nat.

duire les tendances successives, les grands mouvements d'opinion. Catholique et royaliste dans les *Odes*, moyenâgeux dans les *Ballades*, philhellène dans les *Orientales*, napoléonien de sentiment dans les *Feuilles d'automne* et les *Chants du crépuscule*, sans refuser son souvenir à la légitimité ni un salut à la branche cadette, prêtant tour à tour sa voix éclatante au Progrès et à la Tradition, il devint à la fin démocrate et libre penseur, mêlant la satire au lyrisme, à l'épopée, dans les *Châtiments*, la *Légende des siècles* et la plupart des recueils qui suivirent. D'ailleurs, toute son œuvre lyrique — notamment les *Voix intérieures*, les *Rayons* et les *Ombres*, les *Contemplations*, l'*Art d'être grand-père* — fait une place importante aux intimités, et moins à celles de l'amour qu'à celles de la famille. Populaire encore par l'abondance et le bonheur de cette poésie filiale ou paternelle, il le fut enfin par l'évidence même de ses procédés techniques et par un don verbal prodigieux.

À la fin de 1829, Alfred de Musset, âgé de dix-neuf ans (1810-1857), publia son premier recueil. Il devint très vite l'enfant gâté du siècle. Le pittoresque de son décor, emprunté à une Espagne, à une Italie, à un Moyen âge plus fantaisistes que réels, la grâce impertinente de la forme, un mélange de dandysme et de libertinage avaient séduit le public. Musset était déjà le chérubin du romantisme, lorsque *Rolla* déchaîna l'enthousiasme. Pour nous, il est surtout le poète qu'a renouvelé la crise de sa liaison tapageuse avec George Sand (1833-1834), celui des *Nuits*, de la *Lettre à Lamartine*, des *Stances à la Malibran*, de l'*Espoir en Dieu*, du *Souvenir*. Pur romantique par son individualisme sans restriction, par le culte du cœur, — source unique, dit-il, du génie, — il possède quelques-unes des qualités les plus classiques : la netteté, l'esprit, l'ingéniosité, le goût, et il ne ménage pas, sur le tard, son admiration à quelques maîtres d'autrefois : Régnier, La Fontaine, Molière, Racine même et Corneille, tels qu'ils apparaissent à travers le jeu de Rachel.

L'extrême romantisme est représenté par des poètes moins considérables, tels que Pétrus Borel et Aloysius Bertrand. Il faut mettre à part et plus haut Gérard de Nerval (1808-1855), un des rares poètes germanisants qui font la liaison entre le romantisme d'outre-Rhin et le symbolisme français.

C'est seulement de notre temps qu'on s'est avisé de découvrir, sous le clair-obscur de l'expression, les concordances secrètes qu'il établissait entre les choses. Moins hermétique, poète qui n'est qu'une âme, âme qui n'est que souffrance, l'élégiaque Marceline Desbordes-Valmore (1785-1859) a gardé jusqu'à nous des fidèles qui passent sur les insuffisances fréquentes de la forme, le « lâché » de ses poèmes, pour n'en retenir que l'accent douloureux. On revient au fatalisme maladif ou macabre avec les *Poésies de Joseph Delorme*, qui sont de Sainte-Beuve, et avec les premières œuvres de Théophile Gautier, *Albertus*, la *Comédie de la mort*, *España*, encore que ces deux derniers recueils annoncent une orientation vers un art parnassien qui s'affirmera dans *Émaux et camées* (1852). Et Sainte-Beuve, dans les *Consolations* et les *Pensées d'août*, dépouille ses premières outrances, vise à la poésie simplement analytique. Le romantisme est plus sensible d'abord chez Auguste Barbier (1805-1882), l'auteur des *Iambes*, et s'affirme

loppés avec un art toujours égal, toujours sûr ; mais, en ses réussites, il obtient une plénitude et une suavité uniques. Sa technique annonce tantôt le Parnasse et tantôt le symbolisme.

Victor Hugo (1802-1885) fut en quelque sorte le pape du romantisme, son représentant le plus somptueux, sinon le plus original. Il a revêtu d'images splendides et de musique admirablement orchestrée la pensée dont il fut le témoin attentif. Il s'est défini lui-même un « écho sonore » et, de fait, il renvoie le son amplifié. Lyrique, il ne s'est pas détaché de son temps ; s'il a pris l'attitude du contemplateur, c'est surtout pour en tra-

dans ses autres formes jusqu'à la fadeur ; mais il est, dès l'origine, mesuré et comme canalisé chez le Breton Auguste Brizeux (1806-1858), qui peut passer, avec sa délicieuse *Marie* (1831), pour le père de la poésie régionaliste en France. Seule, la chanson reste toute classique avec Béranger (1780-1857), le représentant le plus populaire en poésie, et non seulement chez nous, mais à l'étranger, de la Révolution dans sa lutte contre le régime instauré par la Sainte-Alliance.

**LE THÉÂTRE.** — Le rythme de l'évolution, au théâtre, n'est pas à beaucoup près le même chez tous les peuples. Tandis qu'en 1815, le classicisme règne encore sur la scène française, en Allemagne le théâtre romantique est aux trois quarts épuisé. Au rebours du romantisme de vitrail qui régnait aux premières années du siècle, on aura bientôt le romantisme social de Gutzkow (1811-1878), dont l'*Uriel Acosta*, tragédie en vers (1846), portera devant les feux de la rampe les revendications de l'individu. Le seul auteur dramatique d'importance pendant cette période est le Viennois Grillparzer (1791-1872). Il avait commencé par un drame fataliste à la manière de Werner, l'*Aïeule* (1816), dont Hugo s'est souvenu dans les *Burgraves* ; ses autres pièces, notamment *Sapho*, la *Toison d'or*, le *Roi Ottocar*, les *Vagues de l'amour et de la mer*, ont montré qu'il savait dramatiser la légende et la psychologie.

On ne saurait perdre de vue que c'est en 1831 que Goethe donne son *Faust* complet, ni que le *Faust* de Lenau est de 1836, ni qu'il y a du même poète un *Don Juan* posthume. Mais ce sont là des poèmes dramatiques plus que des drames, et l'on pourrait en dire autant du *Prométhée délivré* et des *Cenci*, de l'Anglais Shelley. L'indigence de l'Angleterre en matière de théâtre est encore plus grande que celle de l'Allemagne, entre 1815 et 1850. Rien non plus de marquant en Scandinavie. Dans la lointaine Russie, le *Malheur d'avoir trop d'esprit* et le *Reviseur*, de Gogol (1809-1852), sont des comédies de mœurs selon la tradition classique, sans mélange de tragédie, très sages de forme malgré la hardiesse de la satire.

C'est chez les peuples latins que le théâtre produit son plus grand effort. En Italie, l'insurrection contre les règles aboutit à des œuvres d'un romantisme mitigé comme la *Françoise de Rimini* de Silvio Pellico (1789-1854), le *Comte de Carmagole* de Manzoni (1785-1873) et les pièces du Florentin Niccolini (1782-1861).

En France, où la tragédie pseudo-classique elle-même s'orientait vers la formule du drame avec Pierre Lebrun, Guiraud, Soumet, surtout avec Casimir Delavigne (1794-1843), poète de transition, mais constructeur habile, creusant ses personnages sans défigurer la réalité (les *Vêpres siciliennes*, *Marino Faliero*, *Louis XI*, les *Enfants d'Édouard*), le véritable drame romantique, irrégulier, pittoresque, frénétique, tout rutilant de « couleur locale » qu'il prend pour la couleur de l'histoire, s'empare de la scène en 1839 avec le *Henri III et sa cour* d'Alexandre Dumas et l'*Othello* d'Alfred de Vigny. En

1830, *Hernani*, de Victor Hugo, déchaîne une bataille restée célèbre. Chez Dumas (1803-1870), le drame incline au mélodrame, aux effets de gros pathétique, dont *Antony* offre le parfait modèle ; avec tous ses défauts, Dumas a pourtant la science innée de la scène ; les personnages, peu compliqués, donnent l'illusion de la vie, et la charpente de l'œuvre, chez lui comme chez Scribe, est toujours de main d'ouvrier.

Les drames les plus célèbres de Victor Hugo sont établis sur des antithèses violentes et simplistes, pleins de tirades romantiques et de monologues déclamatoires, mais ils sont riches de lyrisme, ils ont l'incomparable musique de leurs vers d'amour. Et les *Burgraves* eux-mêmes rendent à la lecture un son d'épopée.

*Chatterton* (1835) est probablement le chef-d'œuvre du théâtre romantique, à coup sûr l'un de ses plus beaux succès. Mais c'est aussi, dans



ALFRED DE MUSSET (1810-1857). CL. JACOTIN



VICTOR HUGO (1802-1885). CL. CARJAT.



la forme, la moins romantique de toutes ces pièces, la plus sobre, la plus nourrie, la plus vigoureusement et simplement pathétique. Elle dramatise le conflit, tel que le voyait Vigny, entre le poète et la société.

Qu'est-ce, près de ce modèle hautain, que le drame vaudevillesque de Scribe (1791-1851) ? Mais il est si merveilleusement cuisiné que tous les palais en raffolent, et cette génération ne s'aperçoit pas qu'elle possède dans Alfred de Musset un génie charmant, capable d'unir à la fantaisie la plus libre, au modernisme le plus avéré, un sens très national et très parisien du dialogue. Il faut qu'une comédienne émigrée, M<sup>me</sup> Allan Despréaux, les rapporte de Saint-Petersbourg, pour que : *un Caprice*, *Fantasio*, *Carmosine*, *le Chandelier*, soient enfin, et seulement après 1847, joués à Paris. Mais déjà le pur romantisme avait fait son temps sur la scène. L'échec des *Burgraves* en 1843, le succès de la *Lucrèce*, de Ponsard, la même année, clôturent un règne d'à peine quinze ans.

Par un curieux retour, l'Espagne, qui fut l'une des inspiratrices de la France romantique, après l'avoir été de la France classique, emprunta au théâtre romantique français le romantisme de son propre théâtre. Martinez de la Rosa (1787-1862) avait débuté par le classicisme et s'était rendu célèbre par une comédie devenue aussi parisienne qu'espagnole : *la Fille à la maison et la mère au bal* ; venu à Paris, il se mit à imiter Dumas et Victor Hugo ; son drame d'*Aben Humay* fut joué à la Porte-Saint-Martin avant de passer les Pyrénées. Le duc de Rivas (1791-1865) suivit une évolution analogue. Classique dans l'Espagne de sa jeunesse, il devint romantique en exil (1823-1834) et, de retour dans son pays, il y remporta sa victoire d'Hernani avec *Don Alvaro*, drame mi-partie vers et prose, où alternent le tragique et le grotesque et où la passion s'exprime à la manière de Victor Hugo. Mariano José de Larra (1809-1837), qui, élevé en France, fut dans sa courte vie le type même du byronien, se contenta au théâtre d'imiter Scribe ; Anonio Garcia Gutierrez (1812-1884) attacha son nom au mélodrame du *Trouvère* et fut l'auteur heureux des *Amants de Teruel* (1837). Mais c'est Zorilla (1817-1893), d'une fécondité tout espagnole, qui obtint le plus grand succès romantique avec son *Don Juan de Tenorio* (1844), lequel, détail significatif, n'est pas imité du vieux Tirso de Molina, mais d'une pièce de Dumas père, *Don Juan de Marañón ou la Chute d'un ange* : Zorilla y ajouta le fantastique national et un doux lyrisme.

**LE ROMAN.** — Si, dans presque toutes les littératures du XIX<sup>e</sup> siècle, la fortune du roman apparaît extraordinaire, c'est qu'on ne l'entend plus comme au XVI<sup>e</sup>, au XVII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> siècles ; il n'est plus un simple genre ; il est tous les genres à la fois.

Le nom éminent, au début de cette période, est celui de Walter Scott (1771-1832). En 1814, après une incursion dans le lyrisme, il publie *Waverley*. Le succès, dans toutes les classes de lecteurs, en est prodigieux et s'explique autant par l'intensité de l'action que par la nouveauté du décor, des types, le prestige même d'un style qui n'a rien perdu de son éclat en passant du service de la poésie à celui du roman. Parti de l'Écosse et du XVIII<sup>e</sup> siècle (il y reviendra dans ses romans jacobites), il prend pied sur le continent avec *Quentin Durward*, dont l'action se déroule sous Louis XI. Le Moyen âge est désormais sa chose, son domaine. Tout le rêve médiéval de l'Allemagne romantique, c'est Walter Scott qui lui donne corps. Il crée le modèle et inaugure la vogue du roman historique, embryonnaire dans certaines pages des *Martyrs*, et mal dégagé encore de l'épopée en prose. Chateaubriand n'a publié *le Dernier Abencérage* qu'en 1827, trop tard pour obtenir mieux qu'un demi-succès : les récits de Walter Scott ont fait immédiatement la conquête du monde.

Aux États-Unis, pays de langue anglaise, Washington Irving (1783-1859) oscille entre le roman historique et l'histoire pure ; Nathaniel Hawthorne (1804-1864) incline vers l'analyse morale et la philosophie ; Fenimore Cooper (1789-1861) est le Walter Scott de l'Amérique — blanche ou peau rouge —, un Walter Scott ingénieux et pittoresque à souhait, mais un peu lent et de tendance parfois trop prédicante. Le conteur le plus original du Nouveau Monde est, à cette époque, un Virginien, un « homme du Sud », Edgar Poe (1809-1849), l'auteur de *Gordon Pym* et des *Contes grotesques et arabesques*. Personne ne sut comme lui tirer du cauchemar une poésie, ni s'inscrire plus âprement contre le progrès, la démocratie, la civilisation.

Le Danois Andersen (1805-1875) n'est pas moins à l'aise

dans le merveilleux, mais il le présente paré de toutes sortes de grâces neigeuses, de prestiges boréaux, dans ses *Contes*, justement célèbres (1835). Ses compatriotes, Blicher (1782-1848) et Ingemann (1789-1862), ont montré leur talent, l'un à peindre des paysans et matelots du Jutland, l'autre à s'engager dans la voie moyenâgeuse ouverte par Walter Scott.

En Allemagne, le genre fantastique avait été représenté par Ernest-Théodore Hoffmann (1776-1822), névrosé et alcoolique comme Poe, et, comme lui, en partie redevable à ses tares de son génie visionnaire, mais sans profondeur. C'est dans les huit dernières années de sa vie qu'il publia les *Tableaux de fantaisie à la manière de Callot*, les *Élixirs du Diable*, le *Chat Murr*, etc., qui devinrent, dans l'adaptation française très abrégée de Loeve-Weimars (1829-1837), les fameux *Contes fantastiques*. On ne peut que citer, après lui : Zschokke (1771-1848), plus pédagogue que conteur ; Spindler (1796-1855), esprit fécond, artiste négligent ; Wilhelm Hauff (1802-1827), auteur d'un bon roman historique, *Lichtenstein* ; Willibald Alexis (1798-1871), autre surgen du scottisme. Davantage se soutient la renommée d'Auerbach (1812-1882), l'un des maîtres du roman régionaliste et paysan, où il eut pour devancier le Suisse Bitzios, en littérature Jeremias Gotthelf (1797-1854), et pour émule l'Autrichien Stifter (1805-1868).

Dans ce même genre se sont distinguées la Suédoise Frédérique Bremer (1801-1865) et, à l'autre bout de l'Europe, l'Espagnole Fernan Caba'llero (1797-1877), qui s'appelait de son vrai nom Cecilia Böhl de Faber et était d'origine suisse : un air de *gemüt* germanique et de prêche luthérien se respire dans ses récits, d'ailleurs pleins de goût. On peut en rapprocher les *Scènes andalouses* d'Estebañez Calderon (1799-1867), hautes en couleur, et les *Scènes de Madrid*, de Mesonero Romanos (1803-1882), écrites, fort spirituellement, avant la modernisation de la capitale.

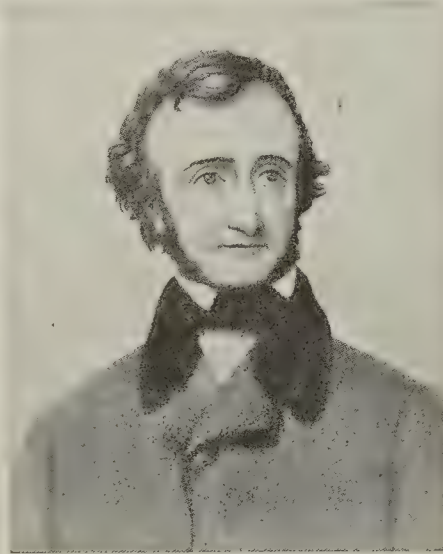
En un genre voisin, mais moins régionaliste, plus inspiré de Walter Scott, on signalera les œuvres des Polonais Bernatowicz (1785-1834) et Rzewuski (1790-1866) ; du Hollandais van Lennep (1802-1868), qui s'orienta ensuite vers le réalisme ; du populaire et patriote flamand Henri Conscience (1812-1883) ; surtout de l'Italien Manzoni, dont les *Fiancés* (1827) abondent en belles pages devenues classiques, telles que la peste de Milan en 1630. On revient au roman d'analyse avec le *Chartreux* du Hongrois Eötvös (1803-1871).

Et c'est aussi un roman d'analyse qui, en 1816, ouvre pour la France cette période féconde,

l'*Adolphe* de Benjamin Constant (1767-1830), œuvre romantique, traitée à la manière classique, sans autre préoccupation que l'exactitude de l'anatomie mentale. Mais presque aussitôt Charles Nodier (1783-1844), qui avait fait ses débuts en 1802, donne aux « Jeune France » les modèles du roman frénétique avec *Jean Sbogar* (1818), de la nouvelle fantastique avec *Smarra*, *Trilby*, *l'Inès de las Sierras*. Fantastique et frénésie tempérés de malice, romantisme d'imagination plus que d'expression : Nodier a trop d'esprit pour être sa propre dupe.

Le romantisme est plus franc dans le roman historique, dont Vigny a exposé la théorie dans la préface de la dixième édition de *Cinq-Mars*. Pour lui, si le rôle de l'historien consiste à ramasser le butin toujours incomplet des documents, celui du romancier consiste à ranimer, intuitivement, les grandes figures disparues. Théorie séduisante, mais qui laisse toute place à l'arbitraire. Ce qui fait encore aujourd'hui la valeur de *Cinq-Mars* (1826), davantage celle de *Stello*, mais surtout de *Servitude et grandeur militaires*, celle aussi de *Daphné*, roman posthume (1913), c'en est moins la véracité que le symbolisme, le parti pris de traiter l'anecdote non pour elle-même, mais comme soutien, une pensée très haute et très désespérée.

Victor Hugo a débuté par le roman d'aventures étrange et fantastique avec *Han d'Islande* et *Bug Jargal*, puis il a connu le succès éclatant avec *Notre-Dame de Paris* (1831), un roman historique qui renferme toutes les beautés et toutes les horreurs, toutes les réussites et toutes les invraisemblances dont le genre est susceptible. Au vrai, tous les romans de Victor Hugo, comme tout son théâtre, les *Misérables* ou *l'Homme qui rit*, les *Travailleurs de la mer* ou *Quatrevingt-treize*, qu'ils soient historiques ou sociaux, manifestent la même personnalité, les mêmes effets de contraste. Ce qui est déshérité ou difforme y représente une vertu ou un génie ; ce qui passe pour noble ou sacré, un vice ou un ridicule. Et cela a peut-être fait pour la diffusion de ses romans autant que la grandeur épique de certains épisodes et la richesse du vocabulaire.



EDGAR POE (1809-1849).



L'art n'est pas le premier souci d'Alexandre Dumas, dans ses romans dits historiques, qui, à partir de 1836, et à l'aide de collaborations discrètes, notamment celle d'Auguste Maquet (1813-1888), firent de lui un Walter Scott français, également populaire, mais sensiblement inférieur, truquant la vérité avec innocence, par une aptitude rare à revêtir ses propres fictions du caractère de l'authenticité.

Prosper Mérimée (1803-1870) avait au contraire commencé, dans le drame et la poésie, par la mystification la plus consciente, avec ces jeux d'artistes que sont le *Théâtre de Clara Gazul* et la *Guzla*. Le même goût du pastiche se retrouve dans son amusante *Chronique du règne de Charles IX* (1829). Il passe bientôt de l'histoire à l'exotisme, utilisant tour à tour le décor italien, espagnol, polonais, corse, pour écrire des récits violents et pittoresques, mais d'un pittoresque étudié, d'une violence sans déclamation, d'un style sobre, comme *Colomba* et *Carmen*, qui sont les modèles du genre dépouillé.

Le roman autobiographique n'avait pas épuisé sa sève avec *René*, *Corinne*, *Obermann* et *Adolphe*. C'est un roman autobiographique que *Volupté* (1834), qui nous présente la crise de Sainte-Beuve, mystique, romantique et amoureux, souffrant tout ensemble dans sa foi littéraire, sa foi religieuse et sa foi sentimentale, avant de se tremper de scepticisme pour la vie. Romans autobiographiques encore, l'*Arthur d'Ulric Guttinguer*, auquel Sainte-Beuve projeta de collaborer; la *Confession d'un enfant du siècle* (1836), récit dramatisé d'une illustre aventure d'amour à laquelle Musset donna un portique d'épopée; les *Confidences* et les *Nouvelles Confidences* (1849-1851), où Lamartine projetait sur le plan de la prose le dessin de ses idéales *Méditations*.

L'autobiographie est plus dissimulée peut-être, sans en être plus absente, dans les romans de jeunesse d'une George Sand (1804-1876), *Indiana*, *Valentine*, *Lélia*, contemporains de sa liaison avec Musset; mais les thèmes lyriques, sentimentaux et révolutionnaires y abondent déjà : thème de la passion éducatrice et des droits du cœur, thème de la mélancolie, thème du doute, thème de la désespérance, tous développés dans un sens favorable à l'individu et particulièrement à la femme, victime d'une société oppressive. De là l'auteur passe naturellement, avec l'aide de ses nouveaux amis, Michel de Bourges, Pierre Leroux, au romantisme humanitaire et au roman politico-social (*Consuelo*, le *Compagnon du tour de France*, le *Meunier d'Angibault*). Ensuite, ou simultanément, pour s'être un moment retournée, à Nohant, dans l'air natal, elle aborde le roman rustique et c'est alors qu'elle va donner ses chefs-d'œuvre : *François le Champi*, la *Mare au Diable*, la *Petite Fadette*, les *Maîtres sonneurs* (1844-1852). Après quoi, ce sont encore des romans à thèse, des romans psychologiques, voire des romans historiques, comme les *Beaux Messieurs de Bois-Doré*, ou, enfin, des romans tout court, où elle est uniquement soucieuse de plaire et d'émouvoir, comme le *Marquis de Villemer*. La mort seule lui fait tomber la plume des mains. En exaltant l'individualisme, elle a exercé, surtout hors des frontières, une influence profonde. Mais elle est aussi celle qui a montré en France la noblesse des vieilles disciplines paysannes et réveillé l'âme de la province.



GEORGE SAND (1804-1876). CL. NADAR.

Mentionnons ici Gérard de Nerval (1808-1855), pour ses *Filles du feu*, où tant de poésie se mêle au récit et tant de romantisme allemand à l'air du Valois; Maurice de Guérin (1810-1839), pour le *Centaure*, un petit roman lyrique qui est un grand chef-d'œuvre; le Gênois Topffer (1799-1846), pour ses *Voyages en zigzag*, qui, à mi-chemin de la nouvelle et de l'essai, continuent un genre déjà illustré par le *Voyage sentimental* de l'Anglais Sterne; le *Voyage autour de ma chambre* du Savoyard Xavier de Maistre et les *Reisebilder* de Henri Heine.

Vers 1835, en pleine vogue du romantisme, on voit, non sans surprise, le roman s'orienter subitement vers le réalisme. En France, Henri Beyle, plus connu sous son pseudonyme de Stendhal (1783-1842), fait d'abord figure d'isolé. C'est seulement en 1882, quand déjà Taine l'avait signalé et que Tolstoï avait appris de lui à peindre les batailles, que Paul Bourget lui donne sa vraie place dans l'histoire de la sensibilité française. Ancien officier de l'Empire et italianophile résolu, qui se plaît dans les salons parisiens à être bien « atroce », parrain de « l'égotisme », du « tou-

risme » et, naturellement, du « beylisme », Stendhal, dans le *Rouge et le Noir*, dans la *Chartreuse de Parme*, dans les *Chroniques italiennes*, a développé sous une apparente sécheresse de style le culte de la passion et de l'énergie. « Barrésien » avant l'heure, il voyait dans Napoléon le plus admirable professeur de cette vertu. Il lui a donné d'inoubliables disciples, Julien Sorel et Fabrice del Dongo.

Honoré de Balzac (1799-1850), qui fut le premier à remarquer l'originalité de Stendhal, commença, sans gloire, par le roman pseudo-historique, mais fut réaliste dans toute la série de la *Comédie humaine*. Malgré ce nom de « comédie », il est, comme historien des mœurs de son temps, matérialiste et déterministe dans l'application, quoique catholique en théorie. Estimant qu'il existe « des espèces sociales comme il y a des espèces zoologiques », Balzac fait du roman ce que Sainte-Beuve faillit faire de la critique : une dépendance de l'histoire naturelle. Son tableau de la société n'est pas édifiant, mais l'auteur dégage sa responsabilité, qui est tout juste celle d'un enregistreur. Ce n'est pas sa faute, explique-t-il lui-même, s'il y a dans ses romans plus de barons Hulot, de Gobsek et de cousines Bette que d'Eugénie Grandet et de cousins Pons. Il n'a pas impunément vécu, cependant, au temps du romantisme : des personnages démesurés comme Vautrin, ou chimériques comme le Raphaël de la *Peau de chagrin*, en sont le témoignage. S'il lui manque parfois la finesse de l'homme de goût et les délicatesses du pur artiste, du moins est-il le plus étonnant créateur d'hommes qui soit venu après Shakespeare.

On retrouvera dans la période suivante les Anglais Dickens, dont les premières œuvres datent de celle-ci, et Thackeray. Mais la chronologie commande de citer dès maintenant le Russe Nicolas Gogol (1809-1852). Avec *Tarass Boulba*, il a fait, après Pouchkine, du roman d'histoire. C'est bien lui, cependant, qui a donné l'exemple à la Russie du roman moderne, tout de réalité et d'étrangeté, familier et lointain, pathétique et corrosif, avec les *Soirées à la ferme de Dikanka*, le *Manteau* et surtout les *Ames mortes*, sorte de « comédie humaine », elle aussi, où défile toute la société russe présentée avec une verve amère, qui sent encore le romantisme.

## II. L'ÉPOQUE RÉALISTE

### PHILOSOPHIE, THÉOLOGIE, SOCIOLOGIE. —

En pleine fièvre romantique, l'ancienne logique expérimentale ressuscite sous des traits nouveaux avec Auguste Comte (1798-1857), dont le *Cours de philosophie positive* se développe entre 1831 et 1842. Comte, qui distingue dans l'histoire de l'humanité trois états successifs — théologique, métaphysique et scientifique — croit commencée l'ère du troisième et n'admet plus que l'étude des faits, sans mélange d'aucun finalisme : conception un peu rigide, dont il est lui-même sorti en déclarant que « le sentiment doit toujours dominer l'intelligence », mais qui avait l'avantage de restaurer les droits de la vérité objective et de la raison. Sa philosophie se répandit non seulement en France, où Émile Littré (1801-1881) fut son disciple le plus exclusif, mais aussi au dehors. En Allemagne, cette propagande coïncidait avec l'enseignement de la « gauche hégélienne », avec l'exégèse de David Strauss (1808-1874), dont la



STENDHAL (1783-1842).



BALZAC (1799-1850).





TAINÉ (1828-1893).

célèbre *Vie de Jésus* (1835) présentait la divinité du Christ comme une idée, non comme un fait; avec le matérialisme agressif de Feuerbach (1804-1872), pour qui « l'homme n'est rien d'autre que ce qu'il mange »; de Büchner (1824-1899) et de Moleschott (1822-1893).

En Angleterre, où l'« ère victorienne » s'ouvre en 1837, on assiste au triomphe du réalisme britannique. Ce qui correspond au régime nouveau, ce n'est pas la théologie de Newman (1801-1890),

ramenant le protestantisme jusqu'aux lisières du catholicisme, auquel il finit lui-même par se convertir; c'est peut-être le puritanisme agissant de Carlyle, si romantique encore d'expression; c'est surtout l'empirisme de Stuart Mill (1806-1873), qui rejoint celui de Hume, de Locke et de Bacon. Stuart Mill, qui a connu et médité Comte, est un positiviste comme lui. Herbert Spencer (1820-1903) continue cet enseignement, en y ajoutant l'évolutionnisme. Mais celui qui lui donne le plus de portée, en l'étayant de science pure, c'est Darwin (1809-1882), l'auteur de ces ouvrages retentissants qui s'appellent *l'Origine des espèces* (1859) et *la Descendance animale de l'homme* (1871), où il reprend les vues de notre Lamarck. L'Anglais Huxley (1825-1894), l'Allemand Hæckel (1834-1919) sont des darwiniens plus absolus que le maître. En France, la littérature scientifique est représentée principalement par Claude Bernard (1813-1878), dont *l'Introduction à la médecine expérimentale* (1865) exerça la plus grande influence sur la littérature sans épithète.

Au positivisme d'Auguste Comte, de ses disciples et de ses exemples, on rattacherait l'œuvre de Renan et de Taine. Ennemi de la philosophie officielle, comme il ressort de son *Étude sur les philosophes français du XIX<sup>e</sup> siècle* (1857), Hippolyte Taine (1828-1893) se conforme aux leçons de Comte, fonde la « physique sociale », assimilant les lois du monde moral à celles du monde matériel, et déclarant : « Le vice et la vertu sont des produits comme le vitriol et le sucre. » Son œuvre, si diverse, applique cette analogie de principe à la psychologie (*De l'intelligence*), à l'esthétique (*Philosophie de l'art*), à l'histoire littéraire (*La Fontaine et ses Fables, Essai sur Tite-Live, Histoire de la littérature anglaise*), à l'histoire politique (*Origines de la France contemporaine*). Sa théorie de « la faculté maîtresse » et des trois grands facteurs primordiaux — race, milieu, moment — ne lui a pas livré le secret de l'individu supérieur, le *quid proprium* du génie. Mais la rigueur de sa logique, qui se traduit dans un style volontairement tendu, éclatant, fut la principale raison de sa grande influence. A ceux même qui le combattent, il a fourni une méthode et ouvert des chemins.

Breton évadé du séminaire, Renan (1823-1892) ne s'est consolé d'aller de la piété à l'incrédulité que par une adhésion quasi religieuse à la puissance de la raison humaine. Dans *l'Avenir de la science*, publié en 1890, mais achevé en 1849, il montre l'ardeur juvénile de son positivisme. L'exégète des *Origines du christianisme*, l'historien du *Peuple d'Israël* et d'*Averroès*, le philologue du *Corpus inscriptionum semiticarum* est, avant tout, un savant. Mais, dans ses *Essais de morale et de critique*, ses *Dialogues philosophiques*, ses *Drames philosophiques*, dans les morceaux d'autobiographie idéalisée dont se compose les *Souvenirs d'enfance et de jeunesse* et les *Feuilles détachées*, on le voit allier à son rationalisme une poétique réserve de rêves, d'illusions, de subtile métaphysique et même de mysticisme, en un style qui n'a pas d'égal pour le naturel, le nuancé, la souplesse enveloppante, la fine pointe d'ironie, et qui a singulièrement fortifié son empire sur la génération symboliste. Admirateur de l'Allemagne jusqu'en 1870, Renan lui doit en partie son savoir en philologie, « la science exacte de l'esprit », disait-il, son dilettantisme, dont Goethe lui offrait le parfait modèle, l'intuition de devenir et un esprit de synthèse qui concilie les contradictoires

selon la formule hégélienne. Sa complexion ondoyante de Celte se trouvait naturellement à l'aise dans l'hégélianisme, et son germanisme est peut-être, dans une large mesure, du celticisme qui se méconnaît.

Taine et Renan, tout en rendant un culte à la science, ont été des artistes; car, si le scientisme est le caractère le plus apparent de cette époque, l'esthétisme en est un autre, et le nom de l'Anglais John Ruskin (1819-1900) résume la philosophie de la beauté et de l'art. Ruskin, admirateur et théoricien de l'Italie quattrocentiste et de la France médiévale, avait commencé par la défense des paysagistes de son siècle dans *Peintres modernes*. On le voit, dans les ouvrages qui suivent — *les Sept Lampes de l'architecture*, *les Pierres de Venise*, *la Couronne d'olivier sauvage* — s'élever à des considérations plus philosophiques, entraînant une conception esthétique et morale de la vie. Son influence est analogue à celle de Winckelmann, au siècle précédent. Il fut, avec l'Anglo-Italien Gabriel-Dante Rossetti (1828-1882) et les Anglais William Morris (1838-1896) et John Symond (1840-1893), le fondateur du préraphaélisme, à la fois doctrine d'art et interprétation idéaliste de la vie, en opposition formelle avec le matérialisme dominant.

Par des voies différentes, l'Américain Ralph Waldo Emerson (1803-1882), qui fut, comme Ruskin, le disciple de Carlyle, représente l'idéalisme dans une société éprise de réalités tangibles. Optimiste, nullement acariâtre comme son maître, « le sage de Concord » a exercé, surtout par ses *Hommes représentatifs* (1860), qu'on ne peut s'empêcher de rapprocher des *Héros* de Carlyle, une action profonde sur ses compatriotes américains et sur l'Europe intellectuelle, mais moins sur la génération contemporaine que sur la suivante.

Hors des pays anglo-saxons, c'est généralement le pessimisme qui domine entre 1848 et 1880, et, si l'on veut découvrir l'origine doctrinale de ce sentiment, le nom de Schopenhauer (1788-1860) vient immédiatement à l'esprit.

C'est dès 1819 que Schopenhauer avait exposé son système dans *le Monde comme volonté et représentation*. Mais la renommée ne vint le chercher qu'après 1831, lorsqu'il se fut fixé à Francfort, et surtout après la publication, en 1851, de *Parerga et Paralipomena*, où il se souciait davantage de rendre ses idées accessibles. Son influence, fortifiée encore par Hartmann et la *Philosophie de l'inconscient* (1867), fut considérable en Allemagne et en France. Elle rejoint une tendance fréquente de la littérature d'alors, qui est à la fois, ou tour à tour réaliste, esthétique et pessimiste.

En sociologie, l'esprit positiviste est représenté avec force par Karl Marx. Très différent des socialistes français et de son émule allemand Ferdinand Lassalle (1825-1864), qui porte dans la polémique et montre dans sa vie toute la frénésie et l'ostentation romantique, Karl Marx (1818-1883), venu de la gauche hégélienne, est un doctrinaire, habile à revêtir de rigueur scientifique sa passion anticonservatrice. Son principal ouvrage, *le Capital*, préconisant la guerre des classes, à l'exclusion de toute guerre des peuples, est devenu la Bible du socialisme international. L'Américain Henry George (1839-1899), dans *Progrès et Pauvreté*, se tient à mi-distance du marxisme et du socialisme sentimental.

En France, Frédéric Le Play (1806-1882) est à l'antipode de Karl Marx, mais il exclut, comme lui, toute considération de sentiment. Dans *les Ouvriers européens*, dans *la Réforme sociale en France*, il se pose en adversaire déterminé de l'égalitarisme dogmatique et, sans croire inéluctable l'antagonisme du capital et du travail, il fonde la bonne économie sociale sur le respect de la famille, de la religion et de la propriété.

Il faudrait ici placer le comte de Gobineau (1816-1882), diplomate et voyageur, esprit hardi et paradoxal qui s'est répandu en des écrits très variés, puis qu'ils vont de la poésie à l'ethnographie. Mais Gobineau, comme Nietzsche, que nous retrouverons, n'est devenu illustre qu'après sa mort, et tout d'abord en Allemagne, où le servirent à la fois l'amitié de Wagner et le profit que le pangermanisme crut tirer du goblinisme, en interprétant au mieux de ses intérêts *l'Essai sur l'inégalité des races humaines* (1855).

Le barreau, la tribune, la chaire, la presse offrent de beaux noms à cette époque, surtout dans les pays parlementaires, mais aussi en Russie, avec le révolutionnaire Herzen, fondateur de *la Cloche*. Sauf un Prévost-Paradol, et d'ailleurs un Louis Veuillot, ils ne s'incorporent pas dans l'histoire générale des lettres. Si Prévost-Paradol a des parties de moraliste et un art classique des nuances, l'écrivain dru, solide, sorti de la rude matrice populaire et qui, sur le plan de



RENAN (1823-1892). CL. GERSCHEL.





EMERSON (1803-1882).

la défense et souvent de l'attaque ultramontaine, prolongera jusqu'à nous la tradition des écrivains de la pure lignée gauloise, c'est ce Veuillot, dont l'œuvre énorme et d'un seul jet, joviale et douloureuse, incisive et puissante, rappelle les cariatides de Puget.

Il est difficile de séparer la philosophie, la critique et l'histoire, quand on les voit réunies chez des écrivains comme Ruskin, Renan, Taine et Carlyle. Aux historiens de la génération précédente qui continuent leur œuvre, il convient d'ajouter les Anglais Grote (1794-1871), auteur d'une remarquable *Histoire de la Grèce*; Froude (1818-1894), partial, haineux, aussi âpre que son maître Carlyle, et Green (1837-1883), qui a composé une vivante et impartiale *Histoire du peuple anglais*; en Allemagne, Curtius (1814-1896), l'historien de la Grèce antique; Mommsen (1817-1903), l'historien de Rome, directeur, à Berlin, du *Corpus inscriptionum latinarum*, savant autorisé, malgré quelques interventions d'un nationalisme agressif. Un nationalisme beaucoup plus indiscret nuit à l'œuvre de Gervinus (1805-1871), de Sybel (1817-1895) et de Treitschke (1834-1896), qui n'ont pas su s'abstenir de la polémique ouverte dans leurs études d'histoire contemporaine.

En France, le savant qui, à cette époque, représente le mieux l'esprit d'objectivité, d'impartialité et de soumission aux textes, sans être le moins du monde réfractaire aux vues d'ensemble, est Fustel de Coulanges (1830-1889). Dans *la Cité antique*, s'il s'est placé à un point de vue exclusif; il a eu l'originalité d'établir, par les méthodes les plus positives, que la force morale — la religion en l'espèce — est supérieure à la force matérielle pour la formation et l'évolution des sociétés; dans son *Histoire des institutions politiques de l'ancienne France*, il a démontré que les assises du régime qui s'est fondé sur les ruines de l'Empire d'Occident ne sont pas essentiellement germaniques.

Le goût de l'information exacte, qui souvent fait défaut au romantisme, favorisa les travaux de la critique. Sous sa forme littéraire, elle est particulièrement brillante en France, où Taine lui applique sa méthode, tandis qu'avec plus de souplesse, Sainte-Beuve, ayant à peu près dépouillé l'homme du Cénacle, se voue entièrement à l'étude des esprits de tous les temps.

De l'autre côté du détroit, c'est l'époque de Mathew Arnold (1822-1883), poète et critique comme Sainte-Beuve, plus étroitement que lui attaché à l'idéal classique et antique. Sur l'autre versant des Alpes, De Sanctis (1818-1883) emboîte le pas à Villemain et le dépasse dans son *Histoire de la littérature italienne*. En Allemagne, l'esthéticien Hettner (1821-1882) est un des promoteurs — après Saint-Marc Girardin — de la littérature comparée, où devait s'imposer avec tant d'autorité le Danois Georges Brandès (né en 1842). Disciple de Taine, auquel il a consacré une monographie et dont il a répandu autour de lui la philosophie, mêlée à celle de Stuart Mill, Brandès est de ceux qui ont le plus contribué à délivrer la Scandinavie d'un romantisme fade, légendaire et conventionnel, à secouer les esprits, à les affranchir. Son action sur Ibsen fut décisive, et son livre *les Grands Courants de la littérature au XIX<sup>e</sup> siècle*, devenu classique un peu partout.

À la critique d'art revient principalement le mérite d'avoir, dans un âge entre tous positif, assuré le respect et le goût de la beauté. Après de Ruskin et de John Symond, on mentionnera Walter Pater, au début de la période symboliste. En Allemagne, Richard Wagner (1813-1888) n'est pas seulement un grand musicien et un grand poète, mais encore un critique original et influent; quelles que soient ses conceptions particulières dans *l'Art et la Révolution*, *l'Œuvre d'art de l'avenir*, *Opéra et drame*, il fut un de ceux qui exaltèrent le plus le rôle civilisateur et pacificateur du beau. Comme Ruskin, il s'en fit une religion.

En France, Taine, outre sa *Philosophie de l'Art*, a écrit un *Voyage en Italie*, qui est surtout un voyage dans les musées italiens. Il y a moins de doctrine et plus de technique dans les *Maîtres d'autrefois* d'Eugène Fromentin (1820-1876), un de ceux qui ont créé le vocabulaire de la critique d'art. La littérature de voyage (on l'a vu pour Taine) est toute proche de la littérature d'art, si proche qu'elle se confond parfois avec elle. C'est le cas de Flaubert, que son ami Maxime du Camp promène en Bretagne et en Égypte; de Théophile Gautier, qui demande des visions neuves à l'Espagne et à la Russie; de

l'Italien Edmundo de Amicis (1846-1908), qui flâne dans tous les pays de l'Europe; de l'Anglais George Barrow (1803-1881), qui, après avoir cherché l'exotisme, le trouve à sa porte, au pays de Galles.

Chimiste, helléniste et poète, Louis Ménard (1822-1901), qui se définissait « un païen mystique », n'a peut-être pas exercé sur son temps la part d'influence qui lui revenait, mais il reste pour nous l'une des figures les plus représentatives de cet âge essentiellement positiviste et artiste.

**LA POÉSIE.** — L'Angleterre, la première, voit, dans l'« ère victorienne », où triomphe le machinisme, s'épanouir une florissante poésie. Ce qui rapproche l'un de l'autre des poètes comme Fitzgerald (1809-1883) et James Thomson (1834-1882), ce n'est pas seulement le pessimisme, plus doux, plus lié au goût du plaisir chez l'adaptateur des *Robaiyat* d'Omar Khayyâm, plus noir et plus fantastique chez l'auteur de *Requiem* et des *Dames de la mort*: c'est encore leur goût raffiné d'artistes curieux de style exquis et de versification rare.

Le tour d'esprit romantique se maintient davantage dans l'œuvre d'Élisabeth Barrett (1806-1861), devenue, en 1846, la femme de Robert Browning. Leur amour s'exprime directement dans les *Sonnets partagés*, mais *Aurora Leigh* est un récit en vers. Robert Browning (1812-1889), grand voyageur, poète abondant, débuta sous l'influence de Keats et de Shelley, et continua sous celle de Carlyle. Sa poésie dense, tourmentée, souvent obscure, exprime le désir multiple et inassouvi, mais, de préférence, sous la forme épique ou dramatique. Il est, comme sa femme, un poète de l'âme; comme Kipling, plus tard, un ami de la France, ainsi qu'on le voit dans *Hervé Riel*.

Mais le poète le plus représentatif de l'Angleterre victorienne est assurément Alfred Tennyson (1809-1892). S'il touche dans *les Mangeurs de lotus* à l'hellénisme, à la sociologie dans *la Princesse*, à la philosophie et à la religion dans *In memoriam*, il est surtout un narrateur, qui a donné le modèle de l'épopée familière et moderne dans *Enoch Arden*, le modèle de l'épopée légendaire dans les *Idylles du roi*. Il ne proscriit pas l'émotion, mais il la discipline et l'exprime sous une forme accomplie.

Matthew Arnold, déjà cité comme critique, ressemble à Tennyson par la pureté et la rigueur de son idéal, en même temps que par son goût exclusif de la légende, de la description et du récit. À la plus haute cime de cette ascension d'art et perdus déjà dans la nue symbolique, sont Dante-Gabriel Rossetti (1828-1882), le chef des peintres préraphaélites, italianisant, médiéval, mystiquement sensuel dans *la Maison de vie*; sa sœur Christiane Rossetti (1830-1894), et leur compagnon William Morris (1836-1896), autre peintre poète, qui s'est, tour à tour, inspiré de la légende grecque et de la légende scandinave. Swinburne, au contraire, subit l'influence française et transpose fréquemment dans sa langue les thèmes de nos parnassiens.

L'Américain Longfellow (1807-1882) prend d'abord son modèle chez Tennyson: *Évangeline* (1847) est un récit ému, comme *Enoch Arden*; dans *Hiawatha*, épopée indienne, le souci de l'art et de la couleur exacte fait penser, comme chez Swinburne, à l'école parnassienne. Tout autre est Walt Whitman (1819-1892); par son optimisme robuste et quelquefois facétieux, par son indépendance à l'égard de toute prosodie, c'est déjà le poète d'un autre idéal et d'une autre génération; l'art, avec l'auteur de *Brins d'herbe* et de *Roulements de tambour*, n'est pas en exil; il se fait le serviteur allègre et



LONGFELLOW (1807-1882). CL. NOTMAN



BAUDELAIRE (1821-1867).



fougueux de la démocratie, dont il voit « voguer la nef à pleines voiles ». Créateur d'une poésie toute populaire, Whitman est, comme Hugo, un mage, mais un mage américain, humoriste, excentrique, ennemi-né de toute rhétorique. La jeune Amérique se retrouve en lui ; les « unanimistes » français, pour son « sens de la liaison des choses », salueront en lui un précurseur.

En France, ni Lamartine, ni Vigny n'ont encore abdiqué, et Hugo publie ses trois chefs-d'œuvre : *les Châtiments*, *les Contemplations*, *la Légende des Siècles*. Ces grands poètes se sont depuis longtemps affranchis de ce que le romantisme avait d'étroit. Théophile Gautier (1811-1872), qui fut peintre avant d'être poète, et qui reste un visuel, un sensuel « pour qui le monde extérieur existe », exprime, dans *Émaux et Camées* (1852), son culte de l'art difficile et de la perfection formelle. Concurrément, Théodore de Banville (1823-1891) unit à la fantaisie romantique les virtuosités du pur artiste dans *les Cariatides*, *les Stalactites*, *les Odelettes* et *les Odes funambulesques*, où la poésie, affranchie des contingences de l'espace et du temps, n'obéit plus qu'aux lois de son mécanisme intérieur ; où le poète, ne voulant découvrir aux choses aucun sens spirituel, se contente de déployer à leur égard ses magnifiques orfèvreries.

Charles Baudelaire (1821-1867), qui n'a pas été moins encensé que vilipendé, se sépare violemment du romantisme, quoiqu'il y tienne par son satanisme, son fantastique et son goût du macabre, auquel l'admiration d'Edgar Poe a sensiblement contribué. Dans son recueil de vers, *les Fleurs du mal* (1857), la poésie est un sanctuaire aménagé en boudoir et les voluptés y ont une odeur de sacrilège. Chrétien déchu, il fut moins, dit Anatole France, « le poète du vice que celui du péché ». Sa forme laborieuse est parfois toute classique. Avec Vigny et Nerval, et d'une façon plus insistante, il a enseigné à la génération qui montait le sens des correspondances secrètes entre les âmes et les choses. Son influence, très limitée d'abord, s'élargit chaque jour : peut-être est-il venu trop tôt et eût-il trouvé son vrai temps dans le nôtre.

Par sa doctrine comme par son génie, et Victor Hugo mis à part, Leconte de Lisle (1818-1894) est le représentant le plus autorisé de la poésie française à cette époque. Ennemi de la poésie confidentielle et tout près de traiter Baudelaire de petit garçon, il veut remonter aux sources pures de l'hellénisme, où Louis Ménard, avant lui, avait bu à longs traits. Impassibilité et beauté sont sa règle et son credo tout sculptural. Présentant à la file, dans les *Poèmes antiques, barbares, tragiques*, les dieux de l'Olympe, ceux de l'Égypte, de l'Inde, de la Germanie et de la Scandinavie primitives, son œuvre est une manière de musée des religions, donnant sur un vestibule décoré de figures symboliques. Au pessimisme douloureux de sa contemporaine Louise Ackermann (1813-1890) correspond son nihilisme hautain ; détaché des vaines agitations, réfugié en artiste dans le passé et dans l'exotisme (il était né à la Réunion, de souche bretonne), c'est un Vigny réalisé et parvenu au stade suprême du renoncement bouddhique ou stoïcien, comme à la parfaite expression plastique de sa pensée.

Sous l'autorité de son nom, et grâce aux efforts combinés de l'éditeur Lemerre, des poètes Xavier de Ricard et Catulle Mendès, se fonda le groupe du Parnasse, dont les membres communiaient dans le culte de la forme précise, du rythme vigoureux et de la rime riche. Les principaux d'entre eux furent Sully Prudhomme (1839-1909), qui restaura l'élégie par la double vertu de l'expression et de la généralisation philosophique ; François Coppée (1842-1908) qui, ayant commencé par être, avec une sobriété analogue, le poète des *Intimités*, s'orienta ensuite vers la poésie à mi-côte où s'était essayé Sainte-Beuve, et devint le poète familier des humbles ; José-Maria de Heredia (1842-1905), artiste impeccable, à l'éclat dur, qui a illustré splendidement, en des sonnets d'une perfection unique, réunis sous le nom des *Trophées* (1893), quelques brillantes étapes de l'histoire humaine ; Léon Valade (1854-1884), dont certains petits poèmes égalent les *lieder* de Heine ; Catulle Mendès (1841-1909), poète de reflet, original seulement dans les petits genres libertins.

L'Allemagne, en cette période, ne compte guère comme poètes marquants, outre ceux déjà nommés, que Geibel (1815-1884), versificateur élégant et harmonieux ; Bodenstedt (1819-1892), qui rapporta d'un séjour à Moscou et au Caucase la couleur et la fantaisie de ses *Mille et un jours*, et Victor Scheffel (1819-1886), fervent ami de la nature dans ses *Psâumes de la forêt* et qui connut le grand succès avec un poème héroï-comique, *le Trompette de Sæckingen*. Ce

sont des poètes « de tendance », passés pour la plupart à un nationalisme virulent.

L'amour de la petite patrie, un goût vif des pittoresques coutumes locales s'expriment dans la poésie du Hollandais Beets (1814-1903), qui avait débuté par le byronisme ; dans celle du Slovaque Sladkovitch (1820-1872), qui a chanté les Carpathes ; dans le lyrisme épique du Tchèque Czech (1846-1908), du Hongrois Arany (1817-1882), du Finlandais Runeberg (1804-1877), dont *les Chasseurs de rennes* et *les Récits de l'enseigne Stahl* sont restés célèbres ; dans les sonnets savamment ciselés du Suédois Snoilsky (1841-1903), qui, au moment même où à Paris se constituait le Parnasse, fondait en son pays la « Société sans nom », inspirée d'une même esthétique.

La politique et l'art s'unissent étroitement dans la poésie d'un autre Suédois Strandberg (1818-1877), qui signait « Talis Qualis », et dans celle du Russe Nekrassov (1821-1876), redoutable polémiste en vers. Même union en Roumanie, pays latin, comme en Italie et en Espagne. Eliade Radulescu (1802-1872), qui passe pour le père de la littérature roumaine ; Blinteanescu (1826-1872), lyrique et dramatique ; Alexandrescu (1812-1885), satirique et élégiaque, furent des romantiques à la française, disciples de Hugo et de Lamartine, des libéraux, des républicains, qui voyaient dans la révolution de 1848 une ère de promesse universelle. Avec eux, on peut citer Alexandri (1821-1890), auteur de l'hymne national roumain et lauréat du félibrige provençal. Mais, vers 1865, un changement s'opère ; le poète Majorescu (1840-1917) fonde à Jassy le groupe de la « Jeunesse » et le journal des *Causeries littéraires*.

L'insurrection contre la tradition latine s'accompagne d'une orientation germanophile de la politique. Le grand homme de la nouvelle école fut Eminescu (1849-1889), poète schopenhauerien, amer, exalté, et qui mourut fou.

En Italie, à l'époque héroïque de son affranchissement, les poèmes de Giosué Carducci (1836-1907) oscillent entre le lyrisme et la satire, comme *les Châtiments* ; ils rappellent Victor Hugo, mais Horace encore plus. Le poète des *Odes barbares* est arrivé à la popularité par la virulence de ses attaques contre la papauté et l'Autriche, par son attachement à la cause de l'indépendance et de l'unité italiennes ; il a en même temps conquis les lettrés par la qualité de son talent, la sûreté et la perfection de son art. Prévenu contre le romantisme, il retrempa « aux sources antiques du Clitumne » son vers, sa verve et son patriotisme.

La politique n'intervient que discrètement dans la poésie de l'Espagnol Ramon de Campoamor

(1819-1908), mi-classique, mi-romantique de forme, pessimiste de pensée, curieusement élégiaque et philosophe dans ses *Doloras* et ses *Humorados*. Elle n'encombre pas les *Rimes* d'Adolphe Becquer (1836-1870), disciple visionnaire de Hoffman et de Heine, mais elle s'exalte dans les *Cris de combat* de Nuñez de Arce (1834-1903), patriote, pessimiste et artiste intransigeant.

On ne saurait oublier, dans ce tableau d'ensemble, la poésie des Félibres. La résurrection littéraire de certains dialectes provinciaux est, en France, un des effets intéressants du régionalisme. Hersart de Villemarqué avait donné l'exemple avec son recueil bas breton *Barzas-Breiz*. Le poème de *Mireille* (1859), bientôt suivi de *Calendal* et du *Poème du Rhône*, valut à Frédéric Mistral (1830-1914), après le salut de Lamartine, une réputation mondiale, et Théodore Aubanel (1829-1886), dans *la Grenade entr'ouverte*, fut le poète élégiaque de la Provence, dont Mistral avait écrit l'épopée familière et agreste. Quelles que soient les destinées du félibrige, de tels chefs-d'œuvre suffisent à justifier l'initiative d'un Jasmin et d'un Roumanille.

**LE THÉÂTRE.** — Après la chute des *Burgraves* et le succès de *Lucrèce*, un auteur d'une autre taille que Ponsard (1814-1867) aurait peut-être restauré la tragédie. Il ne réussit qu'à rafraîchir un peu la manière de Casimir Delavigne ; si médiocre que fût l'instrument, Henri de Bornier (1822-1901) en tira d'assez beaux accents patriotiques dans sa *Fille de Roland* (1875), comme François Coppée dans *le Passant*, *Severo Torelli*, *Pour la couronne*. La fantaisie ailée de Banville sauva ses pièces du naufrage.

Le vrai théâtre de cette époque réaliste, c'est la comédie de mœurs, telle que l'ont entendue, avec des principes et des idées différentes, Émile Augier et Alexandre Dumas fils. Augier (1820-1889) avait débuté par des pièces en vers ; dans la prose souple et résistante qui est le meilleur vêtement de sa pensée, en des actions



CARDUCCI (1836-1907). CL. LUGOL.



solidement construites, l'auteur du *Gendre de Monsieur Poirier* (écrit en collaboration avec Jules Sandeau), du *Mariage d'Olympe*, des *Lionnes pauvres*, des *Effrontés*, a, sans jamais convertir la scène en tribune, stigmatisé la plupart des vices de son temps, la vanité du bourgeois parvenu, les calculs du gentilhomme ruiné, le culte de l'argent, l'ironie dissolvante, la fausse respectabilité, la laide politique. C'est de l'excellente satire dialoguée et quelquefois de l'excellente étude de caractère.

Alexandre Dumas fils (1824-1893), après des drames dont les thèmes sont parfois très personnels, tels que *la Dame aux Camélias*, *le Fils naturel*, *Un père prodigue*, suivis d'un silence de six ans, inaugure en 1864, avec *l'Ami des femmes*, le régime des pièces à thèse, où, s'attribuant le rôle de directeur de conscience, il combat la décomposition sociale avec une logique parfois déclamatoire et raide, mais toujours puissante (*Francillon*, *Denise*).

Victorien Sardou (1831-1908) n'est pas seulement l'heureux continuateur de Scribe, le prodigieux représentant du mélodrame et de la comédie historique dans *Patrie*, *Fédora*, *Théodora*, *la Tosca*, *Madame Sans-Gêne*. Il avait commencé par se faire un nom avec des comédies d'une dextérité remarquable, telles que *la Famille Benoiton*, *Nos bons Villageois*, et son *Rabagas* reste encore, avec *la Popularité* de Casimir Delavigne, la meilleure de nos comédies politiques.

Henri Meilhac (1831-1897) et Ludovic Halévy (1834-1908), qui triomphèrent dans l'opéra-bouffe avec *Orphée aux Enfers* et *la Belle Hélène*, ont donné dans *Froufrou* le chef-d'œuvre de leur répertoire léger, spirituel et subversif. Edouard Pailleron (1834-1899) a donné le sien dans *le Monde où l'on s'ennuie*, fine caricature des salons littéraires. Le nom de Théodore Barrière (1823-1877) est attaché à deux pièces : *les Faux Bonhommes* et *les Filles de marbre*, restées célèbres parce qu'il y a créé un type de raisonneur, Desgenais. Au demeurant, le plus assuré de survivre, dans la foule des auteurs qui approvisionnèrent le théâtre sous l'Empire, est peut-être Eugène Labiche (1816-1888), qui, mieux que l'esprit, que l'ironie ou que son succédané, la blague, eut le don par excellence — qu'avait Molière et dont héritera Courteline — le comique franc et naturel qui jaillit des situations : Monsieur Perrichon n'est pas si loin de Monsieur Jourdain et fait la chaîne avec Boubouroche.

Il n'y a rien de plus à mentionner, dans le théâtre italien de cette époque, que les drames romains de Pietro Cossa (1833-1881) : *Cléopâtre*, *Messaline*, *Néron*, *Julien l'Apostat* ; rien dans le théâtre anglais que les pièces poétiques de Browning et les tout premiers débuts de Swinburne.

L'Espagne, au contraire, a une abondante littérature dramatique dont la part la moins littéraire, mais peut-être la plus vivante, relève de ce qu'on appelle « le petit genre ». La comédie de mœurs y est représentée par les œuvres de Lopez de Ayala (1820-1879), qui, pour être versifiées, n'en sont pas moins très modernes de sujet et d'esprit ; par celles d'Eguilaz (1830-1874), adroites et saines, et surtout par celles du Madrilène Tamayo (1829-1898), qui appartenait à une famille d'auteurs et d'acteurs et qui, né pour le théâtre, a imité librement, avec beaucoup de verve, Schiller et Alfieri, puis Augier et Dumas fils. Le talent le plus original et le plus puissant de l'époque est celui de José Echegaray (1832-1916), autre enfant de Madrid, esprit fécond, imagination fouguese qui va du romantisme au naturalisme dans des pièces comme *la Femme du Vengeur*, *Folie ou sainteté*, *Joyeuse vie et triste mort*, pour se montrer finalement touché d'ibsenisme dans *le Fils de don Juan*, qui appartient à une autre période (1892).

Une fécondité analogue s'observe en Allemagne, qui possède, dans Frédéric Hebbel (1813-1863), un représentant remarquable du théâtre légendaire et symbolique (*l'Anneau de Gyges*, la trilogie des *Niebelungen*), en même temps qu'un des initiateurs du drame réaliste (*Marie-Madeleine*, *Agnès Bernauer*). Otto Ludwig (1813-1865), auteur abondant, inclina également au réalisme dans des pièces dont *le Forestier héréditaire* est le type, et il en est de même de l'Autrichien Anzengruber (1839-1889), qui a mis la vie paysanne au théâtre dans *le Curé de Kirchfeld* et *la Ferme vide*. D'ailleurs, de Paul Lindau (1839-1919) à Ludwig Fulda (né en 1862), tout le théâtre allemand de cette époque est largement tributaire de Scribe, Sardou, Émile Augier et Dumas. C'est une production de reflet, et le vrai génie dramatique de l'Allemagne dans cette période, celui qui lui a donné, à Bayreuth,



BJØRNSTJERNE BJØRNSEN (1832-1910).  
CL. OTTO.



IBSEN (1828-1906).  
CL. HOHENBERG.

le théâtre répondant le mieux à ses aspirations, à son panthéisme, à son besoin d'indétermination et de synthèse, c'est Richard Wagner (1813-1883). Musique, poésie et philosophie mêlées, les drames wagnériens, de *Tannhäuser* à *Parsifal* (1845-1879), interprètent, dans le sens d'un pessimisme à la Schopenhauer, des légendes celtiques ou germaniques. Leurs héros incarnent des idées ; leurs actes, les événements, le décor, sont des signes qui nous sollicitent. On sort du positivisme pur et du réalisme pour entrer dans le symbolisme.

La Russie compte à cette époque deux dramaturges de génie et de mérite différents : Alexis Tolstoï (1817-1875), spécialiste du drame historique, auteur applaudi de *la Mort d'Yvan le Terrible*, et Ostrowski (1833-1886), réaliste pur, peintre exact et intransigeant des milieux moscovites. En Pologne, Wyspianski (1869-1902) s'apparente encore à la trinité romantique Mickiewicz-Krasinky-Slowacki, avec *les Noces*, *les Juges*, *la Délivrance*, *Protesilas et Laodamie*, *Méléagre*.

Polonais ou Russes, les uns et les autres s'effacent devant les Norvégiens Ibsen et Bjørnson. Henrik Ibsen (1828-1906) s'est fait la main comme directeur du théâtre de Christiania. L'humiliation due à la guerre des Duchés, rude coup pour le scandinavisme, l'éloigna du romantisme historique et de « la saga morte des temps passés ». Deux poèmes dramatiques, l'un toute âpreté, l'autre toute fantaisie, *Brand* et *Peer Gynt*, puis les dix actes d'*Empereur et Galiléen*, affirment sa maîtrise. Brand le pousse au réalisme, mais un certain romantisme, soit d'idées, soit d'expression, se retrouvera dans tous ses drames. Avec cela, une belle dextérité de technicien. Elle était nécessaire pour faire admettre au public son parti pris d'attribuer aux personnages, même historiques, une valeur de symbole, explicite ou obscure. En somme, des pièces à thèse, pas très différentes, comme intentions, de celles de Dumas fils, des conflits moraux et des cas de conscience, des protestations et des revendications sociales, qui rappellent George Sand, mais en plus les enveloppements d'une imagination nordique au lieu de la rhétorique latine et de la dialectique traditionnelle au pays de Descartes, voilà le théâtre d'Ibsen.

Son émule, qui fut longtemps, pour des raisons politiques, son adversaire, Bjørnstjerne Bjørnson (1832-1910), commença aussi par des drames historiques, comme la trilogie du *Roi Sigurd* et *Marie Stuart en Écosse*, puis il a donné, comme Ibsen, des drames réalistes, psychologiques et symboliques, dont *Au delà de nos forces* est le chef-d'œuvre.

Par Ibsen et Bjørnson, on sort de la période réaliste pour entrer dans la période symboliste, sur laquelle leur influence, renforcée par celle du Suédois Strindberg, fut déterminante.

LE ROMAN. — Le positivisme n'est peut-être pas très favorable à un certain romanesque. Mais le roman d'observation et de documentation n'en est point gêné, et le fait est qu'il se développe brillamment, surtout en France, en Angleterre et dans un pays de littérature encore neuve, la Russie.

En France, on a vu, dès la période romantique, se préciser le réalisme de Stendhal, de Balzac, de Mérimée. En Angleterre, Charles Dickens (1812-1870) inaugure ses succès avec *Pickwick* (1836). Il n'est pas encore un réaliste pur, ne prétend pas à l'objectivité absolue, utilise largement ses propres



DICKENS (1812-1870).





FLAUBERT (1821-1880). CL. NADAR.

émotions et son expérience personnelle, ses souvenirs d'enfant abandonné et pauvre, notamment dans *David Copperfield* (1850), qui est presque une autobiographie. Il signale des abus, dénonce des misères, avec un souci évident de morale sociale. Attendri, indigné, railleur, il incline le roman à l'élégie, à la comédie, à la satire. Et il devine autant et plus qu'il n'observe. S'il est quelque peu indifférent aux beautés du plan, quel relief ont ses personnages. Il est à la fois le plus compatissant, le plus amusant, bref le plus humain des réalistes.

D'une génération à l'autre, l'œuvre de Walter Scott et celle de Dickens se répondent, également caractéristiques, abondantes et glorieuses.

William Thackeray (1811-1863), observateur froid, un peu cruel, très maître de sa plume comme de sa personne, sans le moindre bohémianisme, appartient à une autre espèce d'hommes : le bourgeois anglais. Dans le *Livre des snobs*, dans la célèbre *Foire aux vanités* (1847), dans la dizaine de romans qui suivirent, il met en scène le beau monde plus que les humbles. C'est un spécialiste de l'humour. Or l'humour est une attitude, mais, par excellence, l'attitude des esprits qui se possèdent et jugent l'effusion incivile.

D'une façon générale, le réalisme anglo-saxon échappe aux formules d'école. Un réalisme tempéré d'édification distingue le roman fameux de l'Américaine miss Beecher-Stowe (1812-1896), *la Case de l'oncle Tom*, de même que les romans sociaux de l'Anglaise miss Gaskell (1812-1865). C'est encore une réaliste sage que Mary Ann Evans (1819-1880), qui rendit à peu près aussi célèbre le pseudonyme de George Eliot, qu'Aurore Dupin celui de George Sand. Dans *Adam Bede*, *le Moulin sur la Floss*, *Silas Marner*, *Middlemarch*, *Romola*, George Eliot s'est appliquée à rendre, en un style discret, dans un décor de paysage anglais, les mœurs simples, la geste obscure, mais toujours émouvante des petites gens de village.

Son principal successeur, George Meredith (1828-1909), psychologue subtil, stylistique raffiné, un peu contourné, ironiste en dedans, lyrique et philosophe, fait de l'amour, considéré comme l'expression par excellence de l'altruisme, le dernier mot de la sagesse humaine. Des romans comme *l'Égoïste* annoncent une nouvelle orientation littéraire, tout comme les romans et essais de Samuel Butler (1835-1902), par exemple *Erewhon*, achevé seulement en 1879, et *Ainsi va toute chair*, publication posthume. Butler, personnage très original et assez excentrique, est parti de la théologie, de la biologie, pour arriver au roman, où il s'est fait une place dans la postérité de Sterne et de Swift, railleur et démolisseur à souhait, un des maîtres de Shaw et de la génération actuelle.

Le type achevé du roman réaliste, c'est en France qu'on le trouve, c'est cette *Madame Bovary*, qui parut en 1857, la même année que les *Fleurs du mal*, et ne fit pas moins scandale. Son auteur, Gustave Flaubert (1821-1880), n'était peut-être pas exclusivement réaliste de tempérament; il ne cessa d'osciller entre le romantisme, dont procédaient surtout *Salammbo*, deux des *Trois Contes*, *la Tentation de saint Antoine*, et le réalisme, qui domine dans *Madame Bovary*, *l'Éducation sentimentale*, *Bouvard et Pécuchet*. D'une part le pittoresque, l'histoire, l'exotisme, l'étrange, voire le monstrueux; d'autre part, la médiocrité, la platitude de certaines vies. Dans les deux cas, un culte exaspéré de la forme, un style châtié, laborieux, forgé, modelé, damasquiné, une dévotion entière à l'œuvre d'art. Aussi bien, la misanthropie de l'observateur, voilée sous des airs d'impassibilité, explique toutes les fugues de son imagination.

Les frères Goncourt, Edmond (1822-1896) et Jules (1830-1870), annexèrent au réalisme l'impressionnisme. Modeller le style sur l'impression, tel est le but. Le résultat, c'est « l'écriture artiste », toute en frissons, violente et précieuse à la fois, suprême refuge pour la sensibilité et la nervosité d'écrivains théoriquement impersonnels comme la vérité.

Avec Alphonse Daudet (1840-1897), le réalisme est plus libre, plus aéré, plus imprégné de sentiment, et peut-être, au bout du compte, plus véridique. En dépit d'une esthétique entièrement fondée sur l'observation, Daudet a réussi à émouvoir et à charmer, tout en créant des types comme Sapho, Delobelle, Numa Roumestan et l'immortel Tartarin.

Émile Zola (1840-1902), au contraire, a encore accusé la formule du réalisme en y introduisant une biologie inspirée de Taine, de Darwin, de Claude Bernard, et ce fut le *naturalisme*. Ses *Rougon-Macquart* (1871-1893), « histoire naturelle et sociale d'une famille sous le second Empire », ne seraient d'ailleurs, sous des dehors documentaires, qu'une œuvre chimérique, sans la puissance du tempérament épique qui les anime, sans le mysticisme à rebours de l'auteur, sans sa divination géniale de l'âme des foules.

Autour de lui, le naturalisme groupe de nombreux talents : Guy de Maupassant (1850-1893), excellent conteur, le plus naturellement réaliste de tous; J.-K. Huysmans (1848-1907), qui conduisit le naturalisme, par des voies imprévues, au mysticisme catholique, et le Belge Camille Lemonnier (1845-1913), truculent, coloré, déclamatoire, qui le ramène sans trop de difficulté au romantisme.

Les récits à l'éclat sombre de Barbey d'Aurevilly (1808-1889) mêlent le dandysme, le satanisme, le régionalisme, et deux ou trois d'entre eux sont des chefs-d'œuvre (*le Chevalier des Touches*, *Une vieille maîtresse*). L'esprit romantique qui les anime se retrouve dans les romans satiriques, politiques, anarchistes de Jules Vallès (1830-1870). Il faut noter le succès, à la même époque, des *Misérables* de Victor Hugo, roman romantique s'il en fut, démesuré et inégalable, et celui des romans mondains et quelquefois raciniens d'Octave Feuillet (1821-1890). De la même époque est le *Dominique* (1862) de Fromentin, roman d'analyse, tout subjectif, baigné d'une tiède atmosphère saintongeaise, l'œuvre la plus délicate du genre après *Adolphe*.

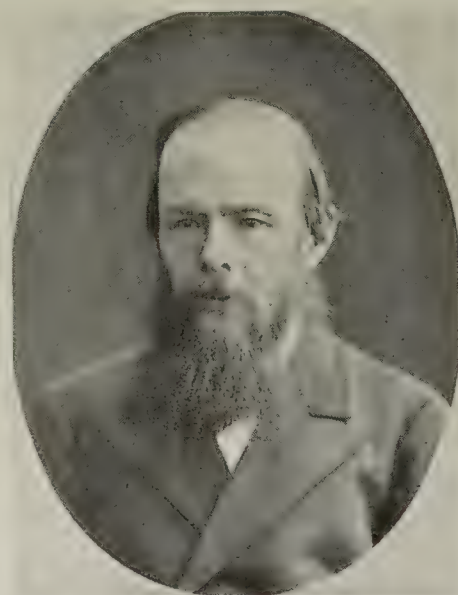
Un pessimisme tranquille et déchirant, une amère satire des conventions sociales, une sorte de mysticisme de la douleur et du sacrifice, tels sont les traits qui caractérisent, avec un air général de spontanéité, le roman russe d'alors. De tous ceux qui s'y firent un nom, Ivan Tourguenev (1818-1883) est le plus proche des romanciers français par ses qualités de clarté et d'ordre; il avait quitté la Russie à trente-sept ans et vécu longtemps à Paris. Comme presque tous les romanciers slaves de cette génération et de celle qui suivit, c'est, en même temps qu'un réaliste étonnamment doué, un libéral et presque un libertaire. Ses *Récits d'un chasseur* (1851), condamnation du servage, le firent exiler.

Dostoïevski (1821-1881), lié avec des révolutionnaires, connut un destin plus tragique encore et, condamné à mort, il fut relégué en Sibérie. Du point de vue de l'art, on ne saurait s'en plaindre, puisque sa déportation le mit en mesure d'observer longuement les misères des humbles, les passions monstrueuses, les vices forcenés qui devaient faire la trame de ses récits. Peintre hallucinant, pur Slave, avec quelque teinture de germanisme et beaucoup de gallophobie, il préconisa, vers la fin de sa vie, la régénération du monde par le christianisme. L'acuité de son analyse apparaît surtout dans *Crime et Châtiment* : il est le plus fidèle miroir du mysticisme russe.

Le comte Léon Tolstoï (1828-1910), le plus abondant, le plus puissant, le plus complet de ces écrivains, débuta par l'autobiographie dans *Enfance, adolescence et jeunesse*, où l'observation est aussi fraîche que pénétrante, et dans *Sébastopol*, son premier grand succès. Des quelques brefs écrits qui suivirent, l'un des plus significatifs est *la Mort d'Ivan Iliitch*, où l'observation tourne déjà au prêche social, et le plus attachant peut-être est *les Cosaques*. Un amour profond, de la nature, de l'instinct, le mépris des traditions et des conventions, tenues pour autant d'obstacles à l'épanouissement de la bonté humaine, caractérisent ses grands romans, depuis *Guerre et Paix* et *Anna Karénine* jusqu'aux chefs-d'œuvre de sa robuste vieillesse, la *Sonate à Kreutzer* (1890) et *Résurrection* (1899). Entre temps, ce lointain disciple de Rousseau faisait œuvre d'apôtre et répandait à flots dans toute l'Europe la parole néo-évangélique.

Soltykov, dit Chitchédine (1826-1883), tâte de la Sibérie, comme Dostoïevski, ce qui ne l'empêcha pas de devenir gouverneur de province. Il fut, à partir de 1860, un des plus cruels critiques de la société russe dans plusieurs romans dont le plus célèbre est *les Frères Goloulev* (1880).

Dans la masse des roman-



DOSTOÏEVSKI (1821-1881).





TOLSTOI (1828-1910).

ciers de cette période, il convient de citer encore : les Allemands Reuter (1810-1874) et Storm (1817-1888), qui peignirent avec simplicité et sincérité les mœurs de leur Mecklembourg et de leur Schleswig, comme le Suisse Gottfried Keller (1819-1890), d'ailleurs bon paysagiste, peint celles du pays zurichois; Freytag (1816-1895), abondant à l'excès, mais parfait observateur dans *Doit et Avoir* (1855), où il présente l'Allemagne qui monte, celle du travail et du commerce, plus encombré de nationalisme

*l'Expérience religieuse*, appliqua au contrôle et à la défense de l'idée de Dieu une doctrine qui ne veut pas être assimilée à une sorte d'utilitarisme étroit, mais entend s'opposer au rationalisme aussi bien qu'à l'empirisme traditionnel.

En France, tandis que Charles Renouvier (1815-1903) rajeunissait la philosophie de Kant en fondant le néo-criticisme, Alfred Fouillée (1858-1912) se faisait le théoricien du volontarisme et de l'idée-force, et Emile Boutroux (1845-1921), par son livre *De la contingence des lois de la nature*, se classait parmi les défenseurs de l'idéalisme métaphysique, en réaction contre les doctrines déterministes. Puis Henri Bergson, né en 1859, éclectique à la façon de Leibniz, non de Cousin, tenta, comme il l'a dit lui-même, de « porter la métaphysique sur le terrain de l'expérience » en faisant appel à la science et à la conscience, en développant la faculté d'intuition. Il a exposé les principes de sa « métaphysique expérimentale » dans *l'Essai sur les données immédiates de la conscience* (1889). Il distingue deux mondes : celui de la durée intuitivement saisie, qui est toute réalité, toute qualité, toute liberté, et celui de l'espace, de la quantité, de la géométrie, de l'idéologie, du langage. Une telle doctrine, servie par le plus beau style, devait séduire les champions d'un art de pure spontanéité et l'on devine tout le parti qu'allait en tirer le néo-romantisme.

Bergson est un pur philosophe ; Charles Maurras (né en 1868) est un politique méditerranéen épris de raison et d'ordre. Pur et vigoureux écrivain, monarchiste par positivisme, il a exprimé l'essentiel de son système dans *l'Enquête sur la monarchie* et dans *l'Avenir de l'Intelligence*. Il n'a pas seulement fondé une école, mais un parti.

NIETZSCHE (1844-1900).

dans *les Ancêtres* (1872-1880); Louise von François (1817-1893), qui conquiert la notoriété avec *la Dernière des Rockenberg*; Théodore Fontane (1819-1898), tour à tour historien romanesque et peintre réaliste des contemporains; Spielhagen (1829-1911), libéral et anti-bismarckien, qui a mêlé son idéal au décor et aux scènes de la vie réelle dans *les Natures problématiques*; Heyse (1830-1914), un classique, presque un latin dans ses nouvelles bien composées et dans son roman pessimiste *les Enfants du monde*.

Citons enfin le Hongrois Maurice Jokai (1816-1904), qui a décrit les mœurs de son pays à une époque critique (*Un nabab magyar*, *Zottan Karpathy* et *le Nouveau Seigneur*); le Suédois Alexandre Kiellmann (1811-1869), auteur des *Petites Aventures suédoises*; le Danois Jacobsen (1847-1855), écrivain très doué, analyste des pays du Nord et dont l'œuvre courte, notamment *Madame Marie Grubbe*, est de la meilleure qualité; les Norvégiens Bjørnson, déjà nommé, auteur d'*Arne*, et Jonas Lie (1833-1908), auteur de *Récits et descriptions de la Norvège*, du *Condamné à vie*, des *Filles du commandant*; le Polonais Krassowski (1812-1887).

### III.—TROISIÈME ET QUATRIÈME ÉPOQUES

PHILOSOPHIE. SOCIOLOGIE. — Vers 1880, une réaction se produit non contre l'observation, non contre les sciences, mais contre les abus du naturalisme et du scientisme.

Déjà, chez Renan, le rationalisme incline à l'idéalisme, et les influences wagnérienne, ibsénienne, tolstoïenne s'ajoutent à celle de Renan. C'est aussi le temps où le Genevois Frédéric Amiel (1821-1881) est révélé par la publication posthume et fragmentaire de son *Journal intime* (1883), dont la sensibilité malade et anxieuse contribuera à accroître le malaise dont souffrent les intellectuels.

C'est surtout à la fin de sa vie que l'Allemand Frédéric Nietzsche (1844-1900) s'imposa comme « bon Européen ». Il se range, par son cosmopolitisme même, dans la tradition des Goethe, des Hegel, des Heine, des Schopenhauer, et il a en même temps plus que personne exalté le pangermanisme. Son œuvre part de la philosophie grecque et du pessimisme, lyriquement traduit par Wagner, pour aboutir à une acceptation de la vie fondée sur un sentiment joyeux de l'art et sur « la volonté de puissance ». Elle se flatte de renverser la hiérarchie reçue des valeurs morales et de rendre au mot vertu son sens païen; elle abandonne aux « esclaves », au « troupeau », la pratique de la charité chrétienne, et réserve l'immoralisme aux « maîtres »; elle prétend fonder l'autorité du « surhomme »; elle enseigne une dureté allègre; elle croit au « retour éternel » des choses; elle condamne l'univers à de fastidieuses répliques. Les diverses parties de cette doctrine ne sont pas très solidement liées; elle s'exprime d'une façon trépidante, agressive, volontiers sibylline, par symboles et paradoxes qui peuvent s'entendre diversement, et cela n'était pas pour nuire à son succès, car prêter à des interprétations contraires, c'est un moyen de s'assurer l'unanimité des suffrages. Pour tous, le nietzschéisme fut un de ces toniques qui risquent, après le coup de fouet, de laisser le malade plus abattu; pour les hommes de lettres, l'œuvre reste un riche magasin d'idées ou tout au moins d'épigraphes.

A cet optimisme forcené répond, dans les pays anglo-saxons et particulièrement en Amérique, le pragmatisme, pour qui l'idée vraie est celle dont le rendement s'évalue, pour qui l'idée fortifiante et bienfaisante est celle qui « paie ». William James (1842-1910), dans

LA CRITIQUE. — Qu'elle se dise impressionniste ou subjective avec Jules Lemaître (1853-1914) et Anatole France (1844-1924); qu'elle se montre, avec Paul Bourget, soucieuse d'objectivité et d'analyse; qu'elle soit plus dogmatique avec Ferdinand Brunetière (1849-1907), qui applique aux faits littéraires la théorie darwinienne de l'évolution; qu'elle tende à la lecture commentée avec Emile Faguet (1847-1916), à la leçon de goût avec René Doumic et Gustave Lanson, ou qu'elle soit poussée par l'esprit de la découverte avec Melchior de Vogüé, André Chevrillon et André Bellessort, la critique française, même si elle prétend jouir, se donne surtout pour mission de comprendre, mais elle ne s'interdit pas toute liaison avec une poétique ou une doctrine générale, avec Paul Souday, l'abbé Henri Brémond, Pierre Lasserre, Henri Massis.

En Angleterre, Swinburne, qui ne mourut qu'en 1909, avait contribué par ses études sur Chapman, sur Ben Jonson, sur Charlotte Brontë, sur Victor Hugo, au retour victorieux du romantisme. Edmund Gosse (né en 1849), poète avant d'être critique, est, comme Brandès, un ibsénien déclaré dans ses études sur les littératures de l'Europe du Nord (il a, le premier, fait connaître Ibsen aux Anglais), mais il est sensible aux tendances les plus diverses et il est de tous ses compatriotes celui qui a le mieux compris les plus récents auteurs français. Le rationalisme persiste dans l'œuvre de John Morley (1838-1923), brillant essayiste dont les préférences vont à Voltaire, à Diderot, à Burke, à Gladstone. L'anti-intellectualisme a pour lui Stevenson (1850-1894), qui débuta par la critique et continua par le roman, mais surtout Walter Pater (1839-1894), le solitaire d'Oxford, l'auteur des *Portraits imaginaires* (1887) et des *Appréciations* (1889), apôtre d'un esthétisme affranchi de toute morale (en quoi il s'oppose à Ruskin) et néanmoins presque ascétique, avec l'intuition pour méthode et la Grèce ou la Renaissance (non le Moyen âge) pour exemple et pour canon. Pater se prolonge dans Oscar Wilde (1856-1900), né en Irlande et mort en France, esthète intransigeant, immoraliste audacieux, qui a payé cher ses intempérances de langage et d'attitude. Il avait débuté par la poésie; il continua par la critique avant de passer au roman et au drame. Au même mouvement participent l'Irlandais George Moore, qui apporte un tempérament fougueux dans la défense du décadentisme; Yeats, le maître du renouveau celtique, qu'il a défendu en mystique et en analyste; Arthur Symonds, disciple de Baudelaire et du symbolisme français.



Le principal critique de l'Italie, dans cette période, est Benedetto Croce (né en 1866), théoricien érudit et hardi de *l'Esthétique comme moyen d'expression* (1902). L'Espagne a eu Menendez y Pelayo (1856-1912), qui, devenu célèbre avec son *Horace en Espagne*, publia, de 1883 à 1891, l'*Histoire des idées esthétiques en Espagne* et fut le promoteur d'un mouvement traditionaliste. Sur la lisière de la critique et de la politique se place encore Miguel de Unamuno (1864), brillant et vigoureux essayiste, auteur du *Sentiment tragique de la vie* et d'une *Histoire de Don Quichotte et Sancho*.

Au Danemark, Jorgensen (né en 1866), connu surtout par son *Saint François d'Assise* et ses *Pèlerinages franciscains*, est un de ces écrivains du Nord que l'esprit méditerranéen ne cesse d'attirer.

Mais on n'en finirait pas, s'il fallait seulement citer la plupart des hommes distingués que la bataille des écoles, le goût de l'investigation et le journalisme ont, dans tous les pays, amenés à la critique littéraire, quelquefois à la critique d'art ou encore à cette polémique tour à tour littéraire ou philosophique, dont l'Anglais Chesterton, le Russe Léon Chestov et le Français Léon Bloy (1846-1917), « très humble, très ingénu vociférateur », ont donné des exemples caractéristiques.

**L'HISTOIRE.** — Après le renouveau que provoqua le romantisme dans l'étude du passé, l'histoire s'organisa scientifiquement, entendit rester objective et cessa d'être un genre proprement littéraire. Il conviendrait cependant, parmi tant de travaux et pour s'en tenir à la France, de mentionner quelques œuvres qui ne sont pas de pure érudition, où le souci de la forme s'unit à la solidité du fond : celles de Gaston Maspero, de Victor Duruy, de Gaston Boissier, de Camille Jullian, de Pierre Imbart de la Tour, de Gabriel Hanotaux, de M<sup>gr</sup> Baudrillart, du duc Albert de Broglie, de Pierre de Nolhac, d'Aulard, de Pierre de la Gorce, d'Albert Sorel, de Frédéric Masson, d'Albert Vandal, de Henry Houssaye, de Paul Thureau-Dangin, de Rodolphe Darest.

La tendance générale des historiens fut pendant longtemps à la monographie, mais l'ère des grandes synthèses, qui paraissait à peu près close, semble se rouvrir, sous la forme collective, avec l'*Histoire de France* d'Ernest Lavisse, l'*Histoire de la nation française* de Gabriel Hanotaux, l'*Évolution de l'humanité* de Henri Berr, l'*Histoire du monde* de Godefroy Cavaignac, l'*Histoire universelle* de Gloiz, *Peuples et civilisations* de Louis Halphen et Henri Sagnac.

**LA POÉSIE.** — Ce qui, après 1880, caractérise un peu partout le mouvement poétique, c'est son subjectivisme de plus en plus hardi et hautain. Comme l'art, et sous les noms simultanés de symbolisme, d'esthétisme, de décadentisme, d'impressionnisme, plus près de nous et, selon les pays, sous les noms de futurisme, d'imagisme, d'expressionnisme, d'ultraïsme, de dadaïsme, de surréalisme, la poésie tend à donner le pas, dans l'exécution de l'œuvre, aux forces obscures de l'âme, et non plus seulement au sentiment, mais à l'instinct sur la raison.

Cette tendance a contre elle les écoles de tradition, qui, d'ailleurs, ne s'entendent pas toujours : derniers Parnassiens, poètes hors groupe — les plus nombreux —, tenants d'un classicisme rajeuni et exclusif, comme l'École romane en France. Entre la révolution et la réaction, on démêlerait des échanges nombreux, curieux, imprévus. L'interpénétration va quelquefois jusqu'à la confusion.

Victor Hugo, dont l'ombre planait encore sur le Parnasse, a été délogé par Baudelaire. L'impatience du joug parnassien se trahissait, au lendemain de la guerre franco-allemande, par les révoltes d'un Tristan Corbière (1845-1875), le spleenétique et tout celtique auteur des *Amours jaunes*, et par celles d'un Arthur Rimbaud (1854-1891), le poète précoce, brutal et raffiné d'*Une saison en enfer*, le technicien fantaisiste du sonnet des *Voyelles*. Déjà, son aîné et ami Paul Verlaine (1844-1896) avait écrit les *Poèmes saturniens*, les *Fêtes galantes* et la *Bonne Chanson*; acclamé « prince des poètes » à la mort de Leconte de Lisle, il connut, dans ses dernières années, une gloire qui le vengea des dédains officiels. Poète de l'instinct avec le goût de la mysticité, ami de la nuance plus que de la couleur, de l'atmosphère plus que du contour, moins soucieux de décrire que de suggérer, d'analyser que de deviner, il fut un artiste assez subtil pour se créer une prosodie personnelle en disloquant tous les rythmes sans sortir de la tradition métrique. Afin de faire de la poésie la langue

de toute synthèse, Stéphane Mallarmé (1842-1898) voulut « donner un sens plus pur aux mots de la tribu » et n'atteignit qu'à l'indéchiffrable, qui est peut-être, après tout, une forme de l'ineffable, mais en restant, lui aussi, et plus strictement encore que Verlaine, fidèle à la versification usuelle.

Tout change avec Jules Laforgue (1860-1887). Cet humoriste sensationnel, « Breton né sous les Tropiques », tire du vers libéré, en accord avec les rythmes populaires, des effets d'ironie transcendante. Autant que d'Arthur Rimbaud et plus que de Tristan Corbière, c'est de lui que les nouvelles écoles se réclament; il forme avec eux la trinité secondaire immédiatement placée dans leur culte au-dessous de Baudelaire, et, dans une zone plus nébuleuse, de Nerval et de Mallarmé, parce que, nourri de la philosophie d'Hartmann, il a le premier signalé l'immense domaine que l'inconscient ouvrait à la poésie, les ressources illimitées qu'elle pouvait trouver dans ces « forêts vierges » de l'âme.

Dans le groupe qui se forme et qui n'obéit encore que faiblement à ses directions, l'histoire littéraire distingue les noms de Gustave Kahn (1859), métricien consommé et le premier inventeur du vers libre proprement dit; de Viélé-Griffin (1864) et de Stuart Merrill (1863-1915), tous deux nés en Amérique: l'un, d'une sensibilité raffinée, créateur ou rénovateur de beaux mythes antiques et moyenâgeux; l'autre, moins puissant et mal dégagé encore des bandelettes héréditaires; de Henri de Régnier (1864) surtout, qui, du vers libre, passera progressivement à une foi moins exclusive, conciliant le Parnasse expirant et le symbolisme dans les poèmes de sa maturité.



HENRI DE RÉGNIER, né en 1864. CL. FEMINA.

Jean Moréas (1856-1910) a décrit une courbe encore plus longue, mieux dessinée aussi, pour aboutir aux *Stances* (1900), le chef-d'œuvre et l'œuvre-type de cette École romane, dont Charles Maurras fut le du Bellay, et qui comprenait à l'origine, outre les poètes précédents, Raymond de la Tailhède, Maurice du Plessys, Ernest Raynaud. Petite par le nombre, grande par l'influence qu'elle exercera même sur les dissidents, l'École romane, restauratrice des grands principes essentiels de la poésie, fera de brillantes recrues en Joachim Gasquet (1873-1921), Fernand Mazade, Jean-Marc Bernard, Xavier de Magallon, André Thérive, Lucien Dubech, Paul Alibert, Henry Charpentier, mais elle ne tentera ni Charles Péguy (1873-1914), figure de voyant et d'apôtre, homme de la glèbe, d'où il peine à faire jaillir une poésie lourde, puissante et informe; ni Francis Jammes (1868), Virgile béarnais, chantant la vie

rustique en vers ingénus et subtils, qui sentent le froment, la résine et l'encens pascal; ni Paul Claudel (1868), mystique et lyrique jusque sur la scène, parfois obscur, parfois sublime, spécialiste des versets assonancés qui sont un moyen terme entre les libertés de la prose et les exigences du vers; ni le Champenois Paul Fort (1872), dont les *Ballades françaises* sont pétries de grâce et de malice, au point de prendre la figure typographique de la prose pour tromper le lecteur non averti; ni Valéry Larbaud, dont on commence à s'apercevoir que le *Barnabooth* (1908) fut une date, et qui découvrit à ses contemporains la poésie des transatlantiques et de l'Orient-Express.

Larbaud est déjà un « Européen ». Toutes les traditions hellénolatines de notre race s'accordent, au contraire, chez Auguste Angelier, lyre doriennne, qu'on voudrait seulement parfois un peu moins souple; chez Frédéric Plessis (1854), poète citoyen, humaniste et croyant, de forme toujours parfaite; chez son émule Pierre de Nolhac (1859), que l'Auvergne et Rome se disputent et qui les honore également; chez Charles Guérin (1873-1907), âme inquiète, venue des brouillards germaniques à la clarté apaisante du dogme chrétien; chez Louis Le Cardonnell (1862), pour qui semble avoir été créé le mot « séraphique », dévot, comme un des Renaissants de sa chère Italie, à Virgile et à Platon presque autant qu'à Jésus.

L'exemple d'une même fidélité, sinon à la tradition helléno-latine, du moins à la langue et au vers traditionnel, est donné par Jean Lahor (1840-1909), bouddhiste et grand poète du néant, dans l'*Illusion*; par Léon Dierx (1830-1912), né à Bourbon comme Leconte de Lisle et que les porte-lyre élurent pour leur prince au décès de Paul Verlaine; par Jean Richepin (1849), le « touranien » à l'éloquence débridée et rutilante, à la langue plantureuse, à la versification éclatante et sonore; par Raoul Ponchon (1848), dyonisienne et léger comme un fils de Pan; par Maurice Bouchor (1855), dont la muse adolescente baignait dans le clair de lune shakespearien; par Edmond Haraucourt (1857), qui, après l'Ecclésiaste, dénonce la misère et la solitude de l'homme; par Albert Samain (1859-1900), tout en demi-





### L'HISTOIRE.

L'Histoire invoquant le passé accompagnée d'un adolescent armé du flambeau de l'avenir.



### LA POÉSIE BUCOLIQUE.

Virgile écrit ses *Géorgiques* et chante les ruches au bord d'un ruisseau paisible.



### LA POÉSIE DRAMATIQUE.

La Poésie dramatique figurée par Eschyle composant sa tragédie de *Prométhée*.

FRESQUES DE PUVIS DE CHAVANNES DÉCORANT LE GRAND ESCALIER DE LA BIBLIOTHÈQUE DE BOSTON (ÉTATS-UNIS). CL. BRAUN.









COMTESSE MATHIEU DE NOAILLES.  
CL. FEMINA.

teintes dans son *Jardin de l'Infante*, poète de la pénombre et du clair-obscur de l'âme; par Jules Tellier (1863-1887), mort à vingt-six ans et qui, mieux que dans ses vers, s'est livré avec tout son pathétique amer dans ses « Proses » sombres, cadencées et puissantes. La comtesse de Noailles (1876) est la plus célèbre des Muses contemporaines. Romantique au lyrisme jaillissant dans *le Cœur innombrable* (1900) et dans ses autres recueils, il semble qu'elle se soit repliée sur elle-même depuis la Grande Guerre, qu'elle soit devenue plus

soucieuse d'intellectualiser l'émotion en des vers plus sobres, plus condensés, plus classiques.

Traditionalistes encore (et comment ne le seraient-ils pas ?) sont les poètes qu'inspirèrent les petites patries : Maurice Rollinat (1846-1903), chantre du Berry; François Fabié (1846), chantre du Rouergue; Gabriel Vicaire (1848-1900), chantre de la Bresse; Anatole Le Braz (1859-1926), chantre de la Bretagne.

Mais en Belgique, et sauf chez George Rodenbach (1855-1898), le fil est rompu, et ce sont de purs symbolistes qu'Émile Verhaeren (1855-1916) et Maurice Maeterlinck (1862) : l'un, poète visionnaire et tumultueux des « campagnes hallucinées », des « villes tentaculaires », de la guerre moderne à forme industrielle; l'autre, poète du mystère, expert à rajeunir la figure du Destin, à livrer la faiblesse humaine au jeu des grandes forces ténébreuses qui mènent le monde. Un autre animateur de la jeune poésie, celui qui a le plus orienté le lyrisme cubiste et dadaïste vers l'humour, la bizarrerie, la mystification, Guillaume Apollinaire (1880-1918), était d'origine slave.

Le travail de désagrégation auquel les *Romances sans paroles* de Verlaine avaient donné l'expression la plus accessible et la plus touchante, d'autre part l'effort de construction et de condensation, l'espèce de géométrie poétique dont l'Ecole romane offrit l'exemple, semblent avoir trouvé leur accord dans les poèmes de Paul Valéry (1871), représentant aujourd'hui consacré — après un long silence où il se recueillait — de la « poésie pure », entendue comme une métaphysique sous forme de chant.

L'histoire de la poésie contemporaine suit en Angleterre une courbe analogue à la nôtre. Swinburne, après avoir évoqué Byron, y fait penser à un Baudelaire vieilli et plus abondant; sa technique aboutit de même à suggérer plus qu'à définir, et ses raffinements de métricien, sa façon de traiter le mot non en simple signe intellectuel, mais « en être vivant », sont bien encore dans la manière baudelairienne. Ses *Poèmes et Ballades* jalonnent par les dates de leur publication (1866-1875-1889) l'évolution poétique de la Grande-Bretagne d'hier et d'aujourd'hui. Les poésies de Meredith prendraient ici leur place, mais l'humour y tient trop souvent lieu de lyrisme. Quant à celles d'Oscar Wilde, entre 1881, date de ses premiers poèmes, et 1898, date de sa dernière ballade, écrite en prison, elles sont l'expression la plus fastueuse, la plus dédaigneuse, la plus cynique de l'art majuscule qui est à lui-même sa raison et sa loi. Notons pourtant que, chez ce poète à demi-Irlandais, les Anglais reconnaissent la présence de l'esprit celte. Le celtisme médiéval avait déjà exercé son prestige sur Tennyson, l'auteur des *Idylles du roi*; sur Morris, l'auteur de *la Défense de Guenièvre*; sur Swinburne lui-même, dans son *Tristan de Léonois*. Avec George Moore, la source s'élargit; le celtisme coule à pleins bords dans ses poèmes et dans les compositions ossianiques ou d'inspiration populaire de William Yeats (1865), de George Russell (1867), de John Synge (1871-1909).

C'est sous l'étiquette symboliste que, pour simplifier, on rangera Arthur Symonds (1865), le poète baudelairien des *Nuits de Londres*

et des *Images du Bien et du Mal*; John Davidson (1857-1909), un désespéré qui termina sa courte carrière par le suicide; Francis Thompson (1860-1907), catholique, un peu scolastique, pessimiste aussi, épris de pur lyrisme dans ses vers et dans ses « proses ». La plupart de ces poètes meurent jeunes: Ernest Dowson à trente-trois ans, Crackanthorpe à trente et un ans; Beardsley, le dessinateur du groupe, à vingt-six ans. Par quoi ils rappellent tout à la fois les décadents français: Corbière, Laforgue, Rimbaud, la Jeune France de 1830, les carrières météoriques de Byron, de Shelley, de Keats, et la marche à l'abîme de certains romantiques allemands à l'époque napoléonienne.

A cette sorte de défaitisme poétique s'oppose la poésie impérialiste et tout anglaise d'un Rudyard Kipling (1865), d'une fougue, d'une plénitude, d'une ampleur sans égales. Citons avec lui John Masefield (1874), viril, franc, la plus claire étoile de la nouvelle pléiade, et le délicieux Rupert Brooke (1887-1915), mort à la guerre comme Allan Seeger (1888-1916), son jeune confrère américain engagé au service de la France. Mais, là encore, l'imagisme récent, qui note sans interpréter, sans composer, ramène, au moins par la technique, aux doctrines de décadence.

La poésie allemande, depuis la guerre de 1870, fut plus riche de théories que d'œuvres durables. Detlev von Liliencron (1844-1909), officier prussien et poète de la guerre, vaut d'être cité comme lyrique et réaliste. L'impressionnisme, le naturalisme et le cosmopolitisme de « la toute Jeune Allemagne » cherchèrent leur voie dans les *Chants d'un moderne* (1886), d'Arno Holz (1863). Sous l'influence de Baudelaire, de Verlaine, de Mallarmé, Stephan George (1868) s'exerça à une poésie sibylline, lunaire, raffinée, et devint chef d'école. Parmi ses disciples, se distinguèrent bientôt Hugo von Hoffmansthal (1872), de Vienne, et Rainer Rilke (1875), de Prague. Moins rivé au dogme de la pure poésie (en 1917, Stefan George chanta la guerre), Richard Dehmel (1863-1920), en qui l'on trouve une belle puissance romantique, beaucoup d'élévation et beaucoup d'obscurité, est le grand poète de l'Allemagne contemporaine. Ernst Lissauer dut à son *Chant de haine* (1914) une célébrité imprévue. Toujours férue de doctrine, l'Allemagne d'aujourd'hui pense avoir trouvé un credo dans l'expressionnisme, qui exalte l'énergie individualiste, forcenée, saccadée, réfractaire à toute discipline, et telle qu'elle peut séduire au pays du *Sturm und Drang*. L'expressionnisme, né quelques années avant la guerre, reprit vie après 1918, sous les auspices du Suédois Strindberg et du Russe Dostoïevski. Politiquement, il fit alliance avec le spartakisme. En poésie, il donna quelques œuvres intéressantes.

Plus dégagé des soucis d'école, le Suisse Karl Spitteler (1845-1924) fut un noble poète, dont le souvenir restera lié à la prose cadencée et au symbolisme sage de son *Prométhée et Épiméthée*, à la vaste épopée qu'est son *Printemps olympique*, au lyrisme de ses *Ballades*.

Parmi les poètes italiens, il suffira de citer Pascoli (1855-1912), dont l'œuvre, d'abord tout objective, toute désintéressée, puis nationale, sociale, philosophique, se signale par une forme toujours châtiée; Arturo Graff (1848-1913), un pessimiste; Ada Negri (1870), l'amie des malheureux, des déshérités, des femmes, et l'éblouissant Gabriele d'Annunzio (1864), de tous le plus artiste, le plus inspiré, le plus complet, unissant la tradition consulaire au modernisme, chantre de la beauté, de la passion, des sensations rares dans une langue brillante, colorée et pure.

Chez les poètes de la péninsule Ibérique, se mêlent les survivances du romantisme, le baudelairisme, le régionalisme. Le Portugais Gomes Leal (1848), auteur de *l'Antéchrist*, est l'un des plus baudelairiens, tandis que le régionalisme domine chez José Maria Gabriel (1870-1905), le poète paysan de la Castille et de l'Estrémadure; Vicente Medéna (1866), le poète de Murcie; Salvador Rueda (1857), le poète de l'Andalousie. Le plus connu est sans doute Ruben Dario (1867-1916), né au Nicaragua, disciple de Zorrilla, de Campoamor, de Becquer, qui vint à Madrid en 1892 et s'y imposa comme chef d'école: c'est un symboliste, un technicien, épris de nuances rares, d'allitérations précieuses, une sorte de Gongora plus libre.

La Suède n'est pas en reste. De son intéressante pléiade, on détachera Verner Von Heidenstam (1889-1924), qui s'est efforcé de ramener le cosmopolitisme de la génération



MAETERLINCK, né en 1862. CL. GRIBA





PIERRE LOTI (1850-1923). CL. BENQUE.

précédente vers le nationalisme. Dans son épopée en prose mesurée, *les Carolins*, inspirée par l'aventureuse existence de Charles XII, règne une poétique dureté qui rappelle, par quelque côté, Nietzsche et fait penser, par d'autres, à Barrès et à Kipling.

**LE ROMAN.** — La vogue du roman n'a pas diminué, bien au contraire, si difficile qu'il parût d'innover après les romantiques et les réalistes.

Les deux pays qui, au XX<sup>e</sup> comme au XIX<sup>e</sup> siècle, ont

le plus fourni au genre, sont la France et l'Angleterre.

En France, le roman naturaliste se prolonge en se diversifiant, et c'est encore lui qu'on reconnaît sans trop de peine sous la plume d'Octave Mirbeau, de Lucien Descaves, des frères Margueritte, de Barbusse. Mettons à part le naturalisme condensé et ironique de Jules Renard (1864-1910). Mais d'autres voies ont été ouvertes par Villiers de l'Isle-Adam (1838-1889), le romancier du rêve, de la féerie, de l'idéal, du sarcasme et du paradoxe, sans parler d'un esthétisme verbal qui fait penser à Oscar Wilde. A la même époque, Paul Bourget (1852), après s'être essayé comme critique, donne coup sur coup les romans d'analyse psychologique qui l'imposent comme un Stendhal modernisé (*Mensonges*, *Cruelle énigme*, *Notre cœur* et surtout *le Disciple*). Sans renoncer à sa méthode, il fait hommage des suivants à la tradition catholique et sociale, telle qu'on la trouve « concrétisée » dans *l'Étape* et *le Démon de Midi*. Non moins traditionalistes sont René Bazin (1853), le meilleur peintre et le plus fin observateur de la vie provinciale (*la Terre qui meurt*), et Henry Bordeaux (1870) qui, fondant sur le foyer sa théorie de la cité (*la Croisée des chemins*, *les Roquevillart*), atteint au grand pathétique dans *la Maison morte*. Tous deux sont également régionalistes : le premier pour l'Anjou, le second pour la Savoie, comme Émile Pouillon pour le Quercy, Erckmann-Chatrian pour l'Alsace, Ferdinand Fabre pour le Languedoc, René Boylesve pour la Touraine, Lucie Delarue-Mardrus pour la Normandie, Georges Lecomte pour la Bourgogne, Henri Pourrat pour l'Auvergne, Anatole Le Braz pour la Bretagne. Francis Carco excelle à restituer les bas-fonds parisiens, d'un trait sobre, presque classique.

Une autre façon de sortir du naturalisme, c'est d'emporter l'imagination en pays lointain. Pierre Loti (1850-1923) a satisfait mieux que personne cette disposition nouvelle : il n'est guère de pays ou de mer où il n'ait conduit son lecteur. Romantique peu objectif, sauf dans *Pêcheurs d'Islande* et *Ramuntcho*, il est le principal personnage de ses récits. Mais de quel clavier, de quels nerfs il dispose et quelle musique en tire ce prodigieux sensitif !

Voyageurs aussi, mais plus préoccupés du document, plus soucieux d'une vérité objective sont Claude Farrère (1876), marin comme Loti et dont *la Bataille* a tout le caractère d'un chef-d'œuvre ; Louis Bertrand (1866), Lorrain de naissance, Africain d'adoption, Méditerranéen épris de vie forte et de civilisation latine ; les frères Tharaud, Jérôme (1874) et Jean (1877), spécialistes de l'enquête romanesque à travers les pays et les âges, conduite dans un style ferme qui épouse directement la pensée ; Louis Hémon (1880-1913), dont il suffit de citer *Maria Chapdelaine*.

La manière de Pierre Louys (1870-1925) confine à l'esthétisme ; celle de Paul Adam (1862-1920) est pénétrée de nietzschéisme. Les femmes les mieux douées, notamment Colette (1873) et Gérard d'Houville (1875), font d'indiscrets appels à l'autobiographie : confidences charmantes, ailées et quelquefois profondes. Le roman romanesque est la spécialité de Marcel Prévost (1872), dont l'œuvre contient, malgré des apparences parfois contraires, d'excellentes leçons de sagesse bourgeoise ; d'Abel Hermant, observateur pénétrant, écrivain de race, subtil et spirituel ; de Marcelle Tinayre (1872), dont *la Maison du péché* est l'œuvre la plus profonde, et, dans la note humoristique, de Georges Courteline (1860) et de Henri

Duvernois (1875). Henri Lavedan (1859), après avoir mis en scène, sous la forme dialoguée, la société parisienne, avec les cinq volumes de son *Chemin du salut*, a écrit nos nouveaux *Misérables*. Les frères Rosny (1856 et 1859), longtemps collaborateurs, ont montré une belle ardeur de sensualité, une rare fraîcheur de naturel, un sens singulier du merveilleux dans leurs romans réalistes, primitifs ou cosmiques. Édouard Estaunié (1862) s'avère dans *l'Empreinte*, *le Ferment*, *l'Infirme aux mains de lumière* un analyste aigu de la vie secrète. Et Jean Giraudoux (1882) s'ingénie à « styliser chaque acte, chaque passage, chaque émotion » de ses personnages en leur appliquant une formule neuve, inattendue et qui fait école.

Forme indéfiniment malléable, le roman devient le genre d'élection dans une époque qui confond tous les genres, et il s'est prêté à l'expression des idées, selon une tradition d'ailleurs vénérable et abondamment illustrée par Voltaire et Diderot. Touché par l'esprit de Renan, Anatole France (1844-1924), lettré supérieur et d'une constance unique dans la perfection, esprit souple et complexe, est avant tout un dilettante aux curiosités érudites ou doctrinales, avec tendance progressive à remplacer le scepticisme ou l'épicurisme de Sylvestre Bonnard ou de Jérôme Coignard par le socialisme de Monsieur Bergeret et de Crainquebille, non sans allumer, en passant, la flamme de passion qui brûle dans *Thaïs* et *le Lys rouge*. Renanien émancipé, Maurice Barrès (1862-1923), après avoir exprimé un égotisme absolu dans ses « romans idéologiques » et discipliné sous une Minerve intérieure toutes les puissances du romantisme, se laisse conduire par une logique courageuse à l'égoïsme sacré de la patrie, qui lui paraît actuellement la seule fraternité possible, et devient un organisateur d'intelligences, un conducteur d'hommes.

Parmi ceux qui combinent également la fiction et l'idéologie, nous citerons Marcel Schwob (1867-1905), essayiste et humaniste ; Charles Maurras, avec son *Anthinéa* et ses beaux mythes du *Chemin du Paradis* ; Rémy de Gourmont (1858-1915), autre essayiste un peu égaré dans le roman ; Romain Rolland (1868), le puissant auteur de *Jean-Christophe*, analyste subtil, cultivant les antinomies comme des fleurs rares dans le jardin secret de son moi, un de ceux dont l'inquiétude intellectuelle et le style dépouillé ont le plus agi sur la jeune génération, rêvant — à la veille de la tragédie de 1914 — d'une Europe où se fondraient passionnément les qualités foncières de la France, de l'Italie et de l'Allemagne. Après lui, Marcel Proust (1871-1922) s'est surtout appliqué à éclairer le travail subconscient de

l'esprit, grâce à sa lucidité de malade et à des sens suraigus. Mais cette littérature, aboutissant à une abondance minutieuse et souvent fastidieuse, ramena par réaction la vogue du roman d'aventures, dont Pierre Benoît a donné les plus attirants spécimens. De la Grande Guerre cependant, toute la littérature semble avoir sombré, sauf les épiques *Croix de bois* de Roland Dorgelès, *les Martyrs* de Georges Duhamel, et, en Bretagne, les lais celtiques du barde Calloc'h.

En Angleterre, où Meredith et Butler ont, chacun à sa façon, dégagé le roman du positivisme pur, Thomas Hardy (1840), le poète du Wessex, est aussi un conteur minutieux, émouvant, mais désolant, dont le pessimisme évolue d'*Une paire d'yeux bleus* (1873) à *Jude l'Obscur* (1896). Le genre se fait hautainement amoral avec Oscar Wilde, grand amateur de la vie intense ou plutôt de la sensation intense, dans *le Crime de lord Savile* et *le Portrait de Dorian Gray*.

Un naturalisme à la française, un pessimisme à la russe règnent dans les romans de George Moore dont *l'Esther Waters* fit scandale, et de Robert Gissing (1857-1903), une sorte de Dickens exaspéré et désespéré. Mais le tempérament anglais répugne aux sentiments extrêmes et sans résultat pratique. De là le succès fait aux romans d'aventures de l'Écossais Stevenson (1850-1894), aux romans policiers du populaire Conan Doyle, autre Écossais (1859) ; aux récits maritimes de Joseph Conrad (1857-1924), An-



ANATOLE FRANCE (1844-1924). CL. MANUEL.



MAURICE BARRÈS (1862-1923). CL. GERSCHEL.



glais d'origine polonaise chez qui le « sens de la mer » et de la navigation atteint à la génialité; aux récits exotiques de Somerset Maugham (1876), que la vie du Pacifique et des insulaires maoris a remarquablement inspiré.

Le roman de mœurs et le roman d'analyse ont été cultivés par M<sup>me</sup> Humphry Ward (1851-1920), qui obtint avec *Robert Elsmere* (1898) un retentissant succès; par Florence L. Barclay (1858-1920), dont *le Rosaire* n'a pas connu une vogue moins universelle; par Arnold Bennett (1867), peignant par petites touches accumulées, en vue de l'effet total, la vie provinciale et menue, qui comporte cependant toute la somme des intérêts humains; par John Galsworthy (1867), plus attiré par l'existence de la *gentry*, artiste très cultivé, peintre sobre, vigoureux, nerveux, qui aime à présenter l'antagonisme de la sagesse froide et du cœur impulsif.

Vers 1905, le pragmatisme agit en sens divers sur trois romanciers d'une imagination, d'une originalité et d'un talent exceptionnels: Chesterton, Wells et Kipling. Gilbert Keith Chesterton (1874), converti au catholicisme, admirateur du Moyen âge, de ses corporations et de sa foi, partisan de la tradition entendue non comme une autorité acrimonieuse, mais comme une invitation joyeuse à mieux vivre, ennemi déclaré du puritanisme, du socialisme et de l'étatisme, est le romancier philosophe et plein d'humour de *la Sphère et la Croix* et du *Napoléon de Notting Hill*. Herbert George Wells (1868) a commencé par le merveilleux scientifique dans *la Machine à mesurer le temps* et *la Guerre des mondes*, pour passer au socialisme modéré dans *Kipps*; au socialisme fiévreux, à l'internationalisme et au pessimisme dans *Mr. Britling entrevoit*, *Dieu le roi invisible*, *le Feu immortel*, romans utopiques encore, mais d'une rare générosité. Rudyard Kipling, né en 1865 à Bombay, de purs Anglais wesleyens, est le type même de l'Anglo-Saxon, le représentant littéraire de l'impérialisme le plus franc, mais aussi le plus noble et le plus humain; il a montré la beauté de l'énergie disciplinée dans les *Contes des collines*, *Capitaines courageux*, *la Lumière qui s'éteint*, etc., et, dans les deux *Livres de la jungle*, un sens du merveilleux, une intuition de la pure nature qui ont fait plus que tout le reste de son œuvre pour sa réputation mondiale.

En Amérique, Mark Twain (1835-1910) incarne l'humour dans ses récits de pince-sans-rire aux inventions drolatiques. Henry James (1843-1916), frère de William, et naturalisé Anglais, est surtout un psychologue. La tradition sentimentale est représentée par Edith Wharton (née en 1862), qui montre, dans ses peintures de la société new-yorkaise, de belles qualités de composition et d'observation; le roman d'aventures, par Jack London (1876-1916), un autodidacte qui, pour avoir mené lui-même la vie la plus aventureuse, a rendu comme personne, dans ses récits, les voix de la forêt, de la mer, de l'usine, et « le grand silence blanc » des neiges du Klondyke; le roman nouveau, sans description, sans conclusion, bref et synthétique, par Harry K. Marks (1885), l'auteur de *Peter Middleton* et surtout de *Lame de fond*, révélateur de l'état d'effroyable nudité morale et comme d'animalité où seraient tombées certaines familles de la bourgeoisie new-yorkaise.

Le Sicilien Verga (1840-1922), qui imprima au genre une marque vigoureuse, même brutale, est le fondateur du « vérisme », lequel se rattache au naturalisme français, mais vise davantage à l'exactitude absolue dans *Malavoglia* (1881) et ses nouvelles, dont la plus célèbre est la *Cavalleria rusticana*. Luigi Capuana (1839-1915), Sicilien aussi, est aussi un vériste à fond de misanthropie, et Salvatore di Giacomo (1862) peint avec la même âpreté la populace napolitaine. Dans une note plus tempérée, avec plus d'humaine sympathie, Fogazzaro (1842-1911), l'auteur de *Daniel Cortis*, de *Petit monde d'autrefois*, de *Petit monde d'aujourd'hui*, du *Saint*, a montré, comme peintre de mœurs, un égal souci d'exactitude, et, vers la fin, des préoccupations d'édification pieuse, qui n'ont pas, d'ailleurs, obtenu l'approbation du Vatican. Mathilde Serao (1856) s'est distinguée par la verve et la couleur de ses tableaux populaires, dont les modèles sont, pour la plupart, pris à Naples, et Grazia Deledda (1872) par ses peintures sincères de la Sardaigne, son pays natal.

Mais le romancier, comme le poète le plus illustre de l'Italie contemporaine est Gabriele d'Annunzio (1863). Enfant génial et prodigue, personnalité trop riche pour qu'on puisse l'annexer à une école quelconque, il commença par donner des gages au vérisme dans *Episcopo* et *C<sup>le</sup>*, dans quelques nouvelles, peut-être bien encore dans *le Plaisir* (1889). Si la poésie l'a préservé de toute intransi-

geance et de toute mesquinerie de copiste, perméable à toutes les grandes influences, il a subi celles de Wagner, de Nietzsche, des symbolistes français dans *le Triomphe de la mort*, *les Vierges aux rochers*, *le Feu*. Finalement, sa pensée ardente, voluptueuse, éprise de toutes les beautés, s'est vouée à la gloire de la patrie italienne; mais le monde entier l'intéresse et le revendique.

L'autre grand pays latin qu'est l'Espagne triomphe aussi dans le roman. Même évolution, avec une fidélité peut-être plus stricte au naturalisme; *Pépita Jimenez*

(1874), de Juan Valera (1824-1905), est le premier roman espagnol qui ait, au XIX<sup>e</sup> siècle, fixé l'attention de l'étranger; la même année, Alarcon (1833-1891) publiait son populaire *Tricorné*. Déjà, Pereda (1833-1906), gentilhomme campagnard et industriel, mais ennemi déclaré du modernisme, avait, dans *Scènes de la montagne*, peint les sites et les mœurs de sa province de Santander. Après eux, Perez Galdos (1845-1920), né aux Canaries, romancier polémiste, aborde du point de vue libéral la question religieuse dans *Doña Perfecta* (1876), réponse au *Scandale* d'Alarcon, puis il entreprend la série des *Épisodes nationaux*, vaste épopée fragmentaire où défilent les événements les plus dramatiques de l'histoire espagnole contemporaine. M<sup>me</sup> Pardo Bazan (1851-1921), talent abondant, cultivé, ouvert, oscillant entre la critique et la poésie, présente avec un réalisme généralement discret les mœurs de sa Galice natale. Palacio Valdès (1853), parti du naturalisme français, joint la malice et la grâce à la hardiesse de l'observation dans *Marthe et Maria*, *l'Idylle d'un malade*, et vient progressivement à l'idéalisme. Léopold Alas (1852-1905) fut un polémiste acerbe jusque dans la nouvelle et le roman; sa *Régente* est dure aux faux dévots. Il tourna, pour finir, au récit philosophique (*Contes moraux*, *le Coq de Socrate*). Le P. Luis Coloma (1851), auteur de *Bagatelles*, est un conteur satirique, tandis qu'Angel Gannival (1865-1898), disciple de Nietzsche, d'Ibsen, de Barrès, est un symboliste tenté par la politique, un néo-romantique inquiet, qui termine prématurément par le suicide sa carrière. Vincent Blasco Ibañez (1867), peintre attiré de la Huerta valencienne, des marins et des paysans de sa province, donne à force, tout d'abord, dans le naturalisme cruel avec *Fleurs de mai*, *la Baraque*, *Roseaux et boue*; il se fait ensuite le propagandiste de la politique républicaine et socialiste dans *la Cathédrale*, *l'Intrus*, *la Bodega*, *la Horda*. Il a peut-être écrit son chef-d'œuvre dans *Arènes sanglantes*, aventure d'un torero naïf et d'une grande dame cosmopolite et vicieuse. C'est un talent vigoureux et généreux, à qui l'on souhaiterait un goût plus sûr.

Ramon de Valle Inclan (1870), esthète à la manière de Walter Pater ou d'Oscar Wilde, a enveloppé d'une voluptueuse poésie le cynisme de ses *Sonates de printemps*, d'été, d'automne et d'hiver. Azorin, pseudonyme de José Martinez Ruiz (1876), est l'observateur sceptique et amusé des âmes moyennes. Et l'on peut citer encore le pessimiste et fécond Pie Baroja (1872), l'ingénieur Ricardo León (1877), Felipe Trigo (1868), analyste lyrique et précis de la volupté; Miguel de Unamuno et ses *Trois nouvelles exemplaires*.

À l'autre extrémité de l'Europe, la Scandinavie montre dans le roman la même vitalité qu'au théâtre. Le Suédois Auguste Strindberg (1849-1912) déverse dans ses récits une bile sombre, antifamiliale et antisociale, que favorise la formule réaliste et que sert un très beau talent d'écrivain. Selma Lagerlof (1858) offre plus de sérénité et de fraîcheur dans ses romans et ses nouvelles, où le folklore national se combine savoureusement avec une grande finesse de vision et un sens poétique de la féerie.

Le Norvégien Kielland (1849-1906) est un des nombreux Scandinaves que secoua la parole de Georges Brandès et qui se dressèrent contre la théocratie des pasteurs aussi bien que contre le pharisaïsme des dévots. Hans Kinck (1865), un



D'ANNUNZIO, né en 1863. CL. MANUEL



R. KIPLING, né en 1865. CL. ELLIOTT AND





HENRI BECQUE (1837-1899).

ont tous les trois contribué à la résurrection de leur patrie. Henri Sienkiewicz (1845-1916) est l'auteur d'un roman antique, *Quo Vadis*?, qui lui a valu une renommée universelle; mais il est aussi un romancier national, le Walter Scott de la Pologne, dans ses récits du XVIII<sup>e</sup> siècle, comme *Par le fer et par le feu*. On retrouve cette veine nationale, avec des tableaux de mœurs contemporaines, la peinture du peuple des usines et de la campagne, dans l'œuvre de Stanislas Zeromsky (1864-1924) et dans celle de Ladislas Reymont (1868-1924), auteur des célèbres *Payans*.

L'Allemagne, aujourd'hui comme hier, est pourvue d'une abondante littérature romanesque. Aux environs de 1885, tandis que Théodore Fontane (1819-1898) achève de présenter la Prusse napoléonienne (*Avant la tempête*), le naturalisme triomphe jusqu'au paroxysme, sous l'appellation de « réalisme conséquent ». Il se modère et s'embourgeoise presque chez Hermann Sudermann (1857), malgré les allures nietzschéennes de *Dame Souci*, qui fut son retentissant début (1888). C'est au réalisme, çà et là compliqué de symbolisme, de décadentisme, d'esthétisme, d'impressionnisme, ou d'expressionnisme, que se rattachent la plupart des romans parus depuis : ceux, par exemple, de Clara Viebig (1860), rhénans ou berlinois, d'observation forte et d'émotion communicative. Des raisons extra-littéraires surtout firent la fortune de *Petite Garrison*, du lieutenant Bilse. Le romancier le plus en vogue est Thomas Mann (1875), qui a peut-être donné dans les *Buddenbrooks*, histoire de négociants, le chef-d'œuvre du naturalisme germanique. Son frère aîné, Henri Mann (1871), aussi libéral que Thomas est rigidement conservateur et nationaliste, a publié après la Grande Guerre un roman composé antérieurement : *Sujet*, mordante satire de l'idolâtrie impériale. Qui voudrait prendre la mesure du bellicisme allemand n'aurait qu'à choisir entre les dernières œuvres de Lambrecht ou de Frenssen, tandis que Hans de Kahlenberg, qui est une femme, se déclare tout ingénuement défaitiste dans *Mère*. Très représentatif encore de la littérature expressionniste et de l'Allemagne désaxée de 1918-1920, *l'Homme déchaîné* d'Otto Loyka, Viennois prussianisé qui exalte à vide une énergie furibonde. Bernhard Kellermann, d'esprit individualiste et cosmopolite, est l'auteur du *Tunnel*, peinture de trépidantes mœurs américaines, et de la *Mer*, roman de mœurs bretonnes, plus précisément ouessantines, d'un naturalisme tempéré d'émotion.

En Suisse, Karl Spitteler, non moins romancier que poète, est un conteur tour à tour idyllique ou réaliste dans *Gustave*, le *Lieutenant Conrad*, *Imago*, les *Petits Misogynes*. Édouard Rod, Benjamin Valloton, C. F. Ramuz sont tout français d'accent.

Après Tourgueniev, Tolstoï et Dostoïevski, la Russie eut encore de nombreux conteurs de grand talent, dont les plus connus travaillèrent plus ou moins consciemment à la Révolution autant que les journalistes et les pamphlétaires : Garchine (1855-1885), qui mourut prématurément après avoir donné l'idée de son génie dans des nouvelles réalistes et symboliques comme *la Fleur rouge*; Vladimir Korolenko (1853-1921), grand défenseur des opprimés, innocents ou coupables, à qui l'on doit des tableaux variés de la vie et du pays russes, depuis la steppe jusqu'à la taïga sibérienne, et qui s'est

des talents les plus originaux de la Norvège contemporaine, est à la fois un poète et un observateur, parfois cruel, du caractère norvégien. Johan Bojer (1872) a peint de façon inoubliable, dans *la Grande Faim* et *le Dernier des Vikings*, des scènes de la vie paysanne et maritime : lui-même est du peuple et, dans sa jeunesse, il fit la pêche aux îles Lofoden. Knut Hamsun (1860) obtint le grand prix Nobel de littérature pour des récits d'une observation forte et poignante.

La Pologne prend une place de premier ordre dans le roman avec Sienkiewicz, Zeromsky et Reymont, qui

raconté lui-même dans *l'Histoire de mon contemporain*; Anton Tchekhov (1860-1904), le plus objectif de tous et le plus cruel, le plus hallucinant observateur de la vie grise, morne et parfois brutale des moujiks; Léonide Andreïev (1871-1919), l'âpre et fantastique conteur de *l'Épouvante*, du *Gouffre*, du *Rire rouge*; enfin le plus connu, Maxime Gorki (1869), moins uniformément pessimiste, plus capable de gaieté, de malice, d'émotion jusque dans la peinture de la plus triste bohème, dans ses *Vagabonds*, par exemple. Porté, comme la plupart de ses émules, à l'autobiographie, il raconte presque sans composition, sans intrigue romanesque, ce qu'il a vu autour de lui, avant de se mettre résolument au centre du tableau, comme dans *Ma vie d'enfant*, *Premier Amour* et *Souvenirs de ma vie littéraire*. Il faut mettre à part Alexandre Kouprine, artiste scrupuleux, chez qui l'on trouve un sens vif des joies de la vie, et Dmitry Mérejkowski, curieux peintre d'histoire et pénétrant psychologue.

LE THÉÂTRE. — C'est en France, selon une tradition bien établie, que le théâtre est toujours le plus florissant. Le naturalisme n'y aurait eu qu'un succès mitigé, avec les Goncourt et Zola, si un homme de métier n'avait donné figure de vie à cette formule; le succès de Henri Becque (1837-1899), avec *les Corbeaux* et *la Parisienne*, précéda de peu l'effort d'Antoine dans le sens du réel, du jeu vrai, de la diction familière. Le Théâtre-Libre (1887-1894) s'ouvrit largement aux auteurs étrangers : Ibsen, Bjørnson, Strindberg, Tolstoï, Verga, Hauptmann, et le théâtre de l'Œuvre, sous Lugné-Poé, poursuit le même effort d'art.

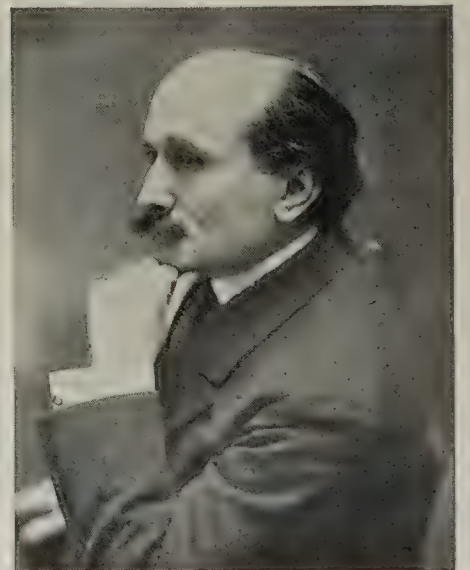
Cependant, la tradition créée par Émile Augier et Dumas fils se perpétuait, avec desrajeunissements, dans la comédie de mœurs. A force d'ingéniosité et d'élégance, Jules Lemaitre (1853-1914) tenait la gageure de rester dilettante, tout en présentant des conflits du cœur et des conflits de classes. Paul Hervieu (1857-1915) écrivait d'un style sec des tragédies en prose, dont *les Tenailles* resteront le type. Eugène Brieux (né en 1858) s'attaquait, dans ses pièces-conférences, à certaines tares sociales. Henri Lavedan (1859), après avoir été le moraliste léger du *Vieux Marcheur*, s'élevait progressivement à la noblesse cornélienne du *Duel* et de *Servir*. Alfred Capus (1858-1922), sur un mode plus familial, montrait qu'avec de l'intelligence, et surtout de l'indulgence, « tout s'arrange » en ce monde, surtout à Paris. Robert de Flers (1872), en collaboration avec Arman de Caillavet (1869-1915), puis avec Francis de Croisset (1877), se partageait avec un égal bonheur entre la comédie de sentiment et le vaudeville satirique.

Le théâtre d'amour, toujours populaire en France, fut spécialement représenté par George de Porto-Riche (1849), le Racine du sensualisme, chez qui l'observation fine et profonde s'allie à un fourmillement de mots spirituels d'une vérité un peu amère. Dans la voie ouverte par ce maître ont marché Pierre Wolff, Romain Coolus, Henry Bataille (1872-1922), dont l'œuvre tout entière est un beau cri d'angoisse amoureuse. Chez Henri Bernstein (1876), le conflit s'exaspère, tous les vieux instincts sont déchaînés : c'est la lutte pour la proie, comme aux premiers âges du monde. Maurice Donnay (1860), spirituel, malicieux et tendre, établit, en des pièces comme *Amants*, le passage de la tradition française à ce théâtre tout physiologique.

En 1910, le symbolisme apparaissait sur la scène avec *l'Intruse* de Maeterlinck, une pièce d'atmosphère et de fatalisme, suivie des *Aveugles* et de *Pelléas et Mélisande*. Le *Voile* de Rodenbach relève de la même technique. Combiné avec le réalisme, le symbolisme aboutit au théâtre de François de Curel (1854), théâtre viril, sans complaisance, dédaigneux de l'habileté et auréolé de poésie. Au symbolisme encore peuvent



DE PORTO-RICHE, né en 1849.



EDMOND ROSTAND (1868-1918).



se rattacher les pièces mystiques et lyriques de Paul Claudel, sauf *l'Otage*, conçu dans la formule courante.

Le théâtre en vers a été cultivé avec succès par François Coppée, Jean Richepin, François Porché, surtout par Edmond Rostand (1868-1918), qui connut le grand triomphe avec *Cyrano de Bergerac* (1897). Les pièces de Rostand ne sont pas toutes de la même veine heureuse, une école d'héroïsme chevaleresque et précieux, exaltant l'honneur, le sacrifice, la bravoure spirituelle à la gasconne; c'est du théâtre selon la formule empanachée des prédécesseurs de Corneille, et *Cyrano* lui-même est une sorte de prototype du *Cid*.

Parmi les comiques purs, Georges Courteline (1860) nous présente dans *Boubouroche*, *le Gendarme est sans pitié*, *la Conversion d'Alceste*, les plus savoureuses combinaisons de misanthropie et d'humour, une largeur d'observation et un sens du ridicule qui rappellent Molière; Jules Renard (1864-1910) a la verve plus acidulée dans *Poil de Carotte* et *le Plaisir de rompre*. Tristan Bernard (1866), délicieux d'ironie dans *l'Anglais tel qu'on le parle*, excelle à mettre en scène des types d'ahuris.

En ces dernières années, le théâtre semble aspirer à des libérations nouvelles, chercher une conciliation moins entre la convention et la vie qu'entre la vie et la fantaisie. La scène du Vieux-Colombier, sous la direction de Copeau, a cherché dans la simplification du décor la première condition d'un idéal constructif. Mais le genre a ses lois que toute pièce, pour être viable, doit respecter. C'est en les respectant que celles de René Lenormand (né en 1882), par exemple, ont pu mettre du pathétique dans la métaphysique, et que, du côté de la comédie, le *Knock* de Jules Romains (1886), ancien chef et fondateur de l'unanimité, s'est inspiré de tous les publics : retour, par un détour, à la tradition des maîtres. Ici encore, la théorie goethéenne de la spirale trouve son application.

Le théâtre anglais, resté en sommeil au cours des deux périodes précédentes, s'est réveillé brillamment. La propagande ibsénienne, la critique d'Edmund Gosse et de William Archer, la réforme scénique opérée au Court-Theater sous la direction de Granville Barker, la fondation de l'Abbey-Theater à Dublin (1904), signalent ce renouveau.

Oscar Wilde, avec un bonheur exceptionnel, a, entre 1890 et 1900, combiné le réalisme et l'esthétisme dans ses comédies ingénieuses, ironiques, corrosives. Arthur Pineros (1855) est un observateur spirituel et pénétrant; la tradition sentimentale, rafraîchie de fantaisie, assaisonnée d'humour, refluit dans le *Peter Pan* de Barrie (1860); la pièce à thèse et à conflits moraux, traités objectivement, se retrouve chez John Galsworthy. Plus négligé, le théâtre en vers connaît cependant un retentissant succès avec le *Paolo et Francesca* (1899), de Stephen Philips (1868-1915), émule de Rostand. Mais le grand dramaturge britannique, celui qui a le mieux exprimé les hardiesses et les antinomies de l'esprit nouveau, est Bernard Shaw (1856). Anglais d'Irlande, socialiste militant, il ne vient qu'assez tard à la scène, après des années de journalisme, de critique et de polémique. Disciple de Buler, satirique dans l'âme, sachant habiller de chair les idées et amuser pour instruire, ce qui est de la meilleure

tradition, il est dans son théâtre un grand démolisseur d'orthodoxie. Tour à tour il s'en prend à l'idéal du guerrier (*les Armes et l'homme*), à l'autorité des parents (*Vous ne pouvez jamais dire*), à la pudeur féminine (*Homme et surhomme*), à la conscience professionnelle (*le Dilemme du Docteur*); parfois, il emprunte à la légende ou à l'histoire l'illustration de ses idées (*César et Cléopâtre*, *la Grande Catherine*, *Sainte Jeanne*), imprimant à quelque sujet qu'il traite son humour paradoxal, sa passion purement cérébrale, sa forte personnalité.

Il y a encore un théâtre purement irlandais où se sont



BERNARD SHAW, né en 1856.

révélés Yeats, qui excelle à donner aux scènes légendaires couleur de symbole, et Synge, réaliste sans réticence, bien que poète plein de fantaisie. Leur langue est un anglo-irlandais très populaire et très artiste.

Parmi les Russes, Léonide Andreiev est lugubrement symboliste dans *la Vie des hommes*; Anton Tchekov, habituellement triste, est amusant quelquefois, dans *Une demande en mariage* par exemple, et Maxime Gorki est à la scène ce qu'il est dans ses récits.

La réputation de Gunnar Heiberg (1857), tour à tour comique et dramatique, ni celle de Kinck n'ont franchi les frontières de la Norvège. Mieux partagée, la Suède, au début de cette période, a produit un vrai maître, Auguste Strindberg, dont le réalisme fringant et subversif (*Père*, *Mlle Julie*, *les Créanciers*, *la Danse de la Mort*, etc.) s'impose dans tous les pays du Nord, principalement en Allemagne.

Celle-ci commença par introduire sur la scène le « réalisme conséquent » —

conséquent jusqu'à en être antisécénique. Les frères Henri (1855-1906) et Jules (1862) Hart et Arno Holz (1863) proposèrent en 1890 la pièce photographique, calquée sur la réalité même; le meilleur type du genre fut *la Famille Selicke*. En 1887, Théodore Wolff et Maximilien Harden avaient fondé à Berlin un Théâtre-Libre analogue à celui d'Antoine et y firent jouer des œuvres d'Ibsen, de Becque, de Zola, de Goncourt. Les seuls réalistes qui aient laissé une trace un peu durable sont Hermann Sudermann, dont les drames colorés et pathétiques doivent autant à Dumas fils qu'aux exemples et aux théories du jour, et Gerardt Hauptmann (1862), auteur de drames sociaux et réalistes tels que *les Tisserands*, où l'influence de Zola se combine avec celle d'Ibsen, puis de drames symboliques comme *la Cloche engloutie*, enfin de drames historiques et légendaires tels que *Grisélidis*, tous remarquables par la façon dont les personnages ou la foule, personnage collectif, sentent et se meuvent dans une atmosphère spéciale qui est la fatalité du milieu, l'influence du décor, la *stimmung* de l'œuvre.

Après ou en même temps qu'eux, Max Halbe (1865) avec *Jeu-nesse*, et Franz Wedekind avec *l'Éveil du printemps*, inclinent visiblement vers la formule décadente, caractérisée par la violence cynique, le morcellement de l'action, le schématisme des scènes. L'Autrichien Hoffmannsthal a interprété le drame légendaire, dans *Elektra* notamment, d'une façon très moderne, éclatante et fiévreuse. Ses compatriotes Hermann Bahr (1863) et Arthur Schnitzler (1862), le peintre du plaisir, l'auteur d'*Amourette*, se sont distingués dans la comédie de mœurs, alliant parfois l'émotion et la gaieté. C'est Hermann Bahr aussi qui, poussant le goût du suggestif à la scène jusqu'à réduire au minimum le décor en lui faisant donner le maximum de signification, proposa de jouer *Hamlet* entre trois murs d'étoffe, dont la couleur varierait avec la tonalité morale de chaque scène. M<sup>me</sup> Dumont-Lindermann, directrice du Spielhaus, s'est inspirée de ce vœu, et le théâtre du Vieux-Colombier, puis la compagnie Pitoëff, suivirent chez nous son exemple.

En Italie, le réalisme, tempéré, noble, touchant, de Giacosa (1847-1908) servit de transition au vérisme, qui nous donna ses fruits amers dans l'œuvre du Brescian Rovelta (1852-1910), des Milanais Mario Praga (1862) et Butti (1868-1912). Aux différentes impulsions subies (vérisme, esthétisme, symbolisme), Annunzio ajouta sa riche personnalité, sa luxuriante poésie, l'éclat de son style, soit en dramatisant des conflits de sentiments et d'idées, comme dans la *Gioconda*, soit en puisant, lui aussi, dans l'histoire et dans la légende, comme pour sa *Françoise de Rimini* ou pour cet étonnant *Saint Sébastien*, qu'il eut la coquetterie d'écrire en vers français.

Annunzio, cependant, reste dans la tradition dramatique. On y échappe avec Pirandello (1867), le dernier prodige italien, qui fait vraiment figure de novateur par sa constance systématique à présenter tous les aspects de dédoublement ou même de détriplement de la personnalité, et son habileté à en nourrir l'action et le dialogue de ses pièces (*Six personnages en quête d'auteur*, *Chacun sa vérité*, *Henri IV*).

Le théâtre est moins remarquable, en Espagne, que le roman. Après Etchegaray, mort en 1916 et que l'ibsenisme toucha sur le tard (*le Fils de Don Juan* est de 1892), on citera Jacinto Benavente (1866), peintre ironique, mais très pénétré d'influence française, des faux bonshommes, des arrivistes, des escrocs, des rastaquouères. Le succès va surtout au *genero chico*, au « petit genre », comprenant des pièces courtes, très diverses, très libres, accompagnées de musique



GERARDT HAUPTMANN, né en 1862.



et de chant, comme nos anciens vaudevilles. Ricardo de la Vega (1839-1910) et José Lopez Silva (né en 1861), dans leurs scènes alertes de la vie madrilène, s'y sont fait une réputation.

Pour être complet, il faudrait encore parler du théâtre dans les pays américains de langue espagnole et de langue anglaise. Le théâtre est, dans l'ordre d'apparition des genres littéraires, un des derniers, étant de ceux qui supposent la plus longue tradition de culture. A mesure que les pays se développent — pays ranimés ou pays neufs — on l'y voit croître et prospérer. C'est le cas de la Roumanie avec Caragiale, de la Pologne avec Grabinski, un Shaw polonais, et avec Zeromski. Le Japon qui, depuis la Révolution de 1867, européenise sa littérature comme le reste, n'avait pas encore européanisé son théâtre; aussi le succès des acteurs Kavadanis et Sadda Yakko étonna-t-il leurs compatriotes. L'Inde, si brillamment représentée en poésie par l'œuvre de Radinbranath Tagore; la Turquie nouvelle, la Chine auront leur tour et adhéreront tôt ou tard à la technique occidentale de la scène, qui ne manquera pas de gagner d'autres pays. Il est à souhaiter qu'elle ne soit pas un jour standardisée, fabriquée en série comme les costumes, les mobiliers — et les âmes — sur toute l'étendue de la planète.

## BIBLIOGRAPHIE

### LITTÉRATURE FRANÇAISE

BÉDIER (Joseph), HAZARD (Paul), *Histoire de la littérature française illustrée*, t. II (1924). — BRÉMOND (abbé Henri), GOYAU (Georges) et autres, *Manuel illustré de la littérature catholique en France de 1870 à nos jours* (1925). — BRUNETIÈRE (F.), *L'Évolution de la poésie lyrique au XIX<sup>e</sup> siècle* (1894-1895, 2 vol.); — *Le Roman naturaliste* (1883); — *Essais sur la littérature contemporaine* (1892). — DOUMIC (R.), *Études sur la littérature française* (1896-1900, 4 vol.). — ERNEST-CHARLES, *La Littérature française d'aujourd'hui* (1902). — GIRAUD (Victor), *Les Maîtres de l'heure* (1915). — KAHN, *Symbolistes et décadents* (1902). — LALOU (René), *Histoire de la littérature française contemporaine, de 1870 à nos jours* (5<sup>e</sup> éd., 1925). — LASSERRE (Pierre), *Le Romantisme français* (2<sup>e</sup> éd., 1912). — LE BRETON (André), *Le Roman français au XIX<sup>e</sup> siècle* (1901); — *Le Théâtre romantique* (1922). — LE GOFFIC (Charles), *La Littérature française aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles* (1923, 2 vol.). — LEMAITRE (Jules), *Impressions de théâtre* (1880-1898, 10 vol.); — *Les Contemporains* (1885-1899, 7 vol.). — MARSAC (H.), *Le Romantisme* (1903). — MARSAN (Jules), *La Bataille romantique* (1912). — MARTINO (P.), *Parnasse et symbolisme* (1925). — MENDÈS (C.), *Le Mouvement poétique français de 1867 à 1900* (1903). — MERLANT (J.), *Le Roman personnel de Rousseau à Fromentin* (1905). — MONTFORT (Eugène), *Vingt-cinq ans de littérature française, 1895-1920* (s. d., 2 vol.). — POIZAT (Alfred), *Le Symbolisme, de Baudelaire à Claudel* (1919). — RAYNAUD (E.), *La Mêle symboliste, 1870-1890* (1918). — SAINTE-BEUVE, *Portraits littéraires* (1844); — *Derniers portraits littéraires* (1852); — *Portraits de femmes* (1844); — *Portraits contemporains* (1846, 3 vol.); — *Lundis et Nouveaux Lundis*. — STROWSKI (F.), *Tableau de la littérature française au XIX<sup>e</sup> siècle* (1912).

HEUMANN (A.), *Le Mouvement littéraire belge d'expression française depuis 1880* (1913). — LIEBRECHT (H.), RENCY (C.), *Histoire illustrée de la littérature belge de langue française* (Bruxelles, 1926).

GODET (P.), *La Littérature dans la Suisse française* (Genève, 1900). — KOHLER (P.), *La Littérature d'aujourd'hui dans la Suisse romande* (Lausanne, 1923). — ROSSEL (V.), *Histoire littéraire de la Suisse romande* (Genève, 1889-1891, 2 vol.). — ROY (abbé Camille), *Manuel d'histoire de la littérature canadienne française* (Québec, 1918).

HALPHEN (Louis), *L'Histoire en France depuis cent ans* (1914); — GOOCH (G.-P.), *History and historians in the XIX<sup>th</sup> century* (Londres 1914).

### ESPAGNE ET PORTUGAL

BERNARD Y DURAN, *Historia de la Literatura catalana* (Barcelone, 1916). — CEJADOR Y FRAUCA (Julio), *Historia de la lengua y literatura castellana*, t. VII-XIV [de 1830 à 1920] (Madrid, 1917-1922). — PINEYRO (T.), *El Romanticismo en España* (1904). — VESINET (F.), *Les Maîtres du roman espagnol contemporain* (1907).

BRAGA (T.), *Manual da literatura portuguesa* (Porto, 1909).

### ITALIE

BORGESE (G.-A.), *Storia della critica romantica in Italia* (1905). — CIPPISE (A.), *The Romantic age in Italian literature* (Londres, 1918). — CROCE (Benedetto), *La Letteratura della nuova Italia* (Rome, 1914-1915, 4 vol.). — DORNIS (J.), *La Poésie italienne contemporaine* (1900). — FERRARI (V.), *Letteratura italiana moderna e contemporanea, 1748-1911* (Milan, 1911). — LUCHAIRE (Jul.), *Essai sur l'évolution intellectuelle de l'Italie, de 1815 à 1830* (1906). — MANTOVANI

(D.), *Letteratura contemporanea* (Turin, 1913). — MURET (M.), *La Littérature italienne d'aujourd'hui* (1906). — ROUX (A.), *La Littérature contemporaine en Italie, 1883-1896* (1896).

### ANGLETERRE, ÉTATS-UNIS

CAZAMIAN (C.), *Le Roman et les idées en Angleterre* (1923). — CHEVALLEY (Abel), *Le Roman anglais de notre temps* (1921). — CUNLIFFE (J.-W.), *English literature during the last half century* (New-York, 1919). — DAVRAY (H.-D.), *La Littérature anglo-canadienne* (1907). — EDGAR (P.), *English Canadian literature* (Cambridge, 1916). — FEHR (B.), *Die englische Literatur der 19. und 20. Jahrhunderts* (Leipzig, 1923-1924). — HUDSON (W.-H.), *A short history of the English literature in the XI<sup>th</sup> century* (Londres, 1918). — LEGOUIS (Émile), CAZAMIAN (L.), *Histoire de la littérature anglaise* (1924). — MICHAUD (R.), *Mystiques et réalistes anglo-saxons d'Emerson à Bernard Shaw* (1918). — ODIER (H.), *Études de littérature anglaise contemporaine* (Genève, 1913). — PHELPE (W.-L.), *The Advance of English poetry in the XX<sup>th</sup> century* (Londres, 1918). — ROZ (F.), *Le Roman anglais contemporain* (1912). — SARRAZIN, *Poètes modernes d'Angleterre* (1885); — *La Renaissance de la poésie anglaise* (1887). — VAN TIEGHEM (Paul), *Le Mouvement romantique: Angleterre, Allemagne, Italie, France* (2<sup>e</sup> éd., 1923). — WALKER (A.), *The Literature of the Victoria era* (Londres, 1910). — WILLIAMS (R.), *Modern english writers, 1890-1914* (Londres, 1920).

### ALLEMAGNE

BARTELS (A.), *Die deutsche Dichtung der Gegenwart* (9<sup>e</sup> éd., Leipzig, 1918). — BARTHEL (Karl), *Die Deutsche Nationalalliteratur der Neuzeit* (9<sup>e</sup> éd., G. Burkhardt, Gütersloh, 1903). — BRISCHAR (C.-M.), *Deutschösterreichische Literatur der Gegenwart* (Leipzig, 1911). — COAR (J.-F.), *Studies in German literature in the XIX<sup>th</sup> century* (New-York, 1903). — DRESCH (J.), *Le Roman social en Allemagne, 1850-1900* (1913). — FÄSSLER (O.), *La Littérature dans la Suisse allemande* (Leipzig, 1900). — GOTTSCHALL (R. von), *Die deutsche Nationalliteratur des 19. Jahrhunderts* (7<sup>e</sup> éd., Breslau, 1901-1903, 4 vol.). — HAYM (R.), *Die romantische Schule* (Berlin, 1920). — MERKER (Paul), *Neuere deutsche Literaturgeschichte* (Stuttgart, 1912). — MEYER (R.-M.), *Die deutsche Literatur des 19. Jahrhunderts* (Berlin, 1912). — MURET (Maurice), *La Littérature allemande d'aujourd'hui* (1909). — OEHLKE (W.), *Die deutsche Literatur seit Goethes Tod* (Halle, 1921). — SCHELLENBERG (E.-L.), *Das Buch der deutschen Romantik* (Berlin, 1924). — SERGEL (Alb.), *Saat und Ernte die deutsche Lyrik um 1925* (Berlin, 1924). — STAMMLER (Wolfgang), *Deutsche Literatur von Naturalismus bis zur Gegenwart* (Breslau, 1924). — TIECHE (H.-E.), *Die politische Lyrik der deutschen Schweiz, von 1830-1850* (Berne, 1917).

### FLANDRES

BÉTHUNE DE VILLERS, *La Littérature flamande, la Belgique, 1877-1886* (Gand, 1888). — TEN BRINK (J.), *Onze hedendaghche letterkundigen* (La Haye, 1882-1887, 19 fasc.). — ZIJDERWELD (A.), *De romance poëzie in Noorth Nederland van 1780 tot 1830* (Amsterdam, 1915).

### PAYS SCANDINAVES

OG (E.), *Les Littératures danoise et norvégienne d'aujourd'hui* (1902). — COUSSANGE (J. de), *La Norvège littéraire* (1909). — BERNARDINI SJOSTEDT, *La Littérature scandinave* (1894). — NILSSON (A.), *Svensk romantik* (Lund, 1916).

### ROUMANIE

APOSTOLESU (N.-J.), *L'Influence des romantiques français sur la poésie roumaine* (1909). — CORNEL (Th.), *La Roumanie littéraire d'aujourd'hui* (1903).

### GRÈCE

LEBESQUE (Ph.), *La Grèce littéraire d'aujourd'hui* (1906). — PERNOT (H.), *Études de la littérature grecque moderne* (1916-1918, 2 vol.). — RANGABÉ (A.), *Histoire littéraire de la Grèce moderne* (1877, 2 vol.).

### HONGRIE

HORVATH (C.), HARDOS (A.), ENDRÖDI (A.), *Histoire de la littérature hongroise*, adaptée par J. Kont (1900). — KONT (J.), *La Littérature hongroise d'aujourd'hui* (1908); — *Études hongroises* (1907); — *Étude sur l'influence de la littérature française en Hongrie, 1772-1896* (1902).

### LITTÉRATURES SLAVES

DUPUY (E.), *Les Maîtres de la littérature russe* (1885). — FELDMAN (W.), *Wypisy literatury polskiyczasow najnowszych, 1864-1905* (Varsovie, 1908). — JELINEK (H.), *La Littérature tchèque contemporaine* (1912). — LEGER (L.), *La Renaissance tchèque au XIX<sup>e</sup> siècle* (1911). — LUTHER (Arthur), *Geschichte der russischen Literatur* (Leipzig, 1924). — MASARYK (T.-G.), *The Spirit of Russia* (Londres, 1919, 2 vol.). — OLGIN (M.-J.), *A Guide to Russian literature, 1820-1917* (New-York, 1920). — PERSKY (J.-M.), *Les Maîtres du roman russe contemporain* (1912). — POTOCKI (A.), *Polska literatura wspolczesna, 1860-1910* (Varsovie, 1911-1912, 2 vol.). — PYPINE (A.-N.), *Histoire des littératures slaves* (1881). — SARRAZIN (G.), *Les Grands Poètes romantiques de la Pologne* (1920). — VOGÜÉ (Melchior de), *Le Roman russe* (1886).



## LES ARTS

On a constaté, en plein triomphe du classicisme, les prémices significatives du Romantisme. Après 1815, ce mouvement d'idées et de sentiments se développe rapidement, aussi bien dans les arts qu'en littérature, sous ses différentes formes d'évocation historique ou exotique, ou encore d'expression lyrique; mais, à son tour, l'art romantique, après avoir traité jusqu'à satiété tous ses thèmes d'inspiration, paraîtra usé et désuet. La faveur du public se tournera vers un présent immédiat et utilitaire. Le règne du Réalisme commencera : il se marque, dans l'architecture, par une conception pratique; dans la peinture ou la sculpture, par la recherche de la vérité aussi bien en ce qui concerne les sujets à traiter que les procédés techniques; dans la musique même, par les imitations sonores et aussi le choix significatif des livrets, des textes littéraires ou des programmes à traduire. A l'époque présente, plus complexe, on verra enfin ces tendances : classique, romantique, réaliste, coexister sans se mêler.

## Les Arts du dessin.

**ARCHITECTURE ET ARTS INDUSTRIELS.** — FRANCE. — L'anticomanie subsiste en architecture plus longtemps que dans les autres arts. Jusqu'à 1850, on persévéra dans ce contresens de donner aux églises un vêtement antique (Notre-Dame-de-Lorette ou Saint-Vincent-de-Paul) ou de loger des tribunaux dans des pastiches de temples. Cependant, dès 1821, certains architectes cherchent des modèles en dehors de Vitruve. Duban (1797-1871), pour l'École des Beaux-Arts, s'inspire de la pré-Renaissance italienne.

Parallèlement au romantisme littéraire, se dessine, vers 1830, le goût pour l'architecture du Moyen âge, que Mérimée, Lassus et surtout Viollet-le-Duc (1814-1879) contribuent à faire comprendre. Mais l'activité des architectes médiévises, dominés par Viollet-le-Duc et ses élèves, se porte principalement sur des travaux de restauration (Pierrefonds, Carcassonne) conduits avec scrupule et science, mais souvent d'une façon trop systématique.

On peut dire que, sauf certaines fantaisies isolées, le Moyen âge n'a pas inspiré l'architecture civile en France, comme il l'a fait en Angleterre ou en Allemagne. Quant aux églises, peu ont été élevées d'après des modèles gothiques (Sainte-Clotilde, à Paris, par Gau et Ballu; Saint-Epvre, à Nancy, par Morney; la basilique de Lourdes, par H. Durand), peut-être en raison des complications qu'entraînent de hautes flèches et l'ornementation sculpturale. Les architectes semblent s'être portés davantage vers des modèles romans ou byzantins (cathédrale de Marseille, par Vaudoyer; à Paris, Saint-Pierre de Montrouge, par Vaudremer; Saint-Augustin, par Baltard; un peu plus tard, le Sacré-Cœur de Montmartre, par Abadie).

La monarchie de Juillet, économe, dépensa peu en constructions officielles : Hittorff (1792-1867), le grand architecte de cette époque, aménagea la place de la Concorde et la place de l'Étoile.

Le second Empire, au contraire, donna un grand essor à l'architecture. Paris fut renouvelé, à cette époque où l'on pouvait dépenser sans compter; le gouvernement impérial désirait transformer Paris autant pour des raisons d'hygiène que pour des motifs de stratégie policière, substituer aux rues étroites, pestilences et nids d'émeute, de larges avenues rectilignes, ventilant la ville et susceptibles, aux jours de trouble, d'être balayées par les fusillades et les charges. Napoléon III avait rapporté de son exil en Angleterre le goût pour les parcs et les places carrées (squares) plantées d'arbres.

Un travail gigantesque d'urbanisation est entrepris sous la direction du préfet Haussmann. Il ne se contente pas de percer Paris : il l'agrandit par l'adjonction des communes de la périphérie. Il crée les grandes promenades du Bois de Boulogne et de Vincennes.

A ce moment, l'architecture antique est abandonnée, du moins pour la généralité des constructions. Certains de ses éléments apparaissent encore à la gare du Nord, par Hittorff; à la façade ouest du Palais de Justice, par Duc (1802-1879). L'architecture médiévale, nous l'avons vu, n'inspire que des monuments religieux. Les architectes officiels font appel à la Renaissance italienne, jugée seule capable de fournir le décor somptueux voulu par les maîtres du jour. C'est elle dont se réclament principalement le Nouveau Louvre de Visconti (1791-1853) et Lefuel (1810-1880) et surtout le monument qui synthétise encore mieux cette époque : l'Opéra de Charles Garnier (1821-1898), non seulement un théâtre aux proportions gigantesques, mais aussi un palais des Fêtes dont toute l'aile gauche aurait abrité les réceptions du souverain.

Napoléon III ne devait pas inaugurer ce monument typique. La troisième République acheva et compléta son plan d'urbanisation, dont elle tempéra la rigueur, notamment les prescriptions relatives à l'uniformité des immeubles sur les grandes voies.

D'une façon générale, à partir de 1880, on constate chez les architectes un effort pour sortir de l'ornière, mais ils se bornent souvent à fondre les différents styles : Antiquité, Renaissance italienne, architecture française du XVII<sup>e</sup> ou du XVIII<sup>e</sup> siècle (le plus copié); ou bien leur recherche de l'inédit aboutit trop souvent à des extravagances.

De plus en plus, l'art architectural tend à fournir le vêtement qui cache l'œuvre de l'ingénieur. Le principal apport du XIX<sup>e</sup> siècle a été l'emploi du fer. On voit la première construction toute en fer au Palais de Cristal de Sydenham, en Angleterre; l'architecture métallique est employée ensuite en France pour des bâtiments à fins pratiques, comme les Halles centrales (Baltard, 1805-1874), ou par un novateur comme Labrousse (1801-1875) pour la grande salle de la Bibliothèque Nationale. Apparent ou masqué par de la pierre ou du marbre, le fer compose l'ossature de tous les grands édifices construits de nos jours (bâtiments universitaires, comme la Sorbonne, par Nénot; des facultés en province ou de nombreux lycées; des palais d'expositions comme le Trocadéro [1878] ou le Grand et le Petit Palais [1900]; des gares comme celles de Paris-Orsay et de Tours, par Laloux). Cette carcasse de fer apparaît à nu, non seulement dans les constructions d'ingénieur, comme la Tour Eiffel, mais dans la Galerie des Machines (démolie), dans des magasins (par ex. la *Samaritaine*, par Frantz Jourdain, ou le *Printemps*, par Sédille [1836-1900]).

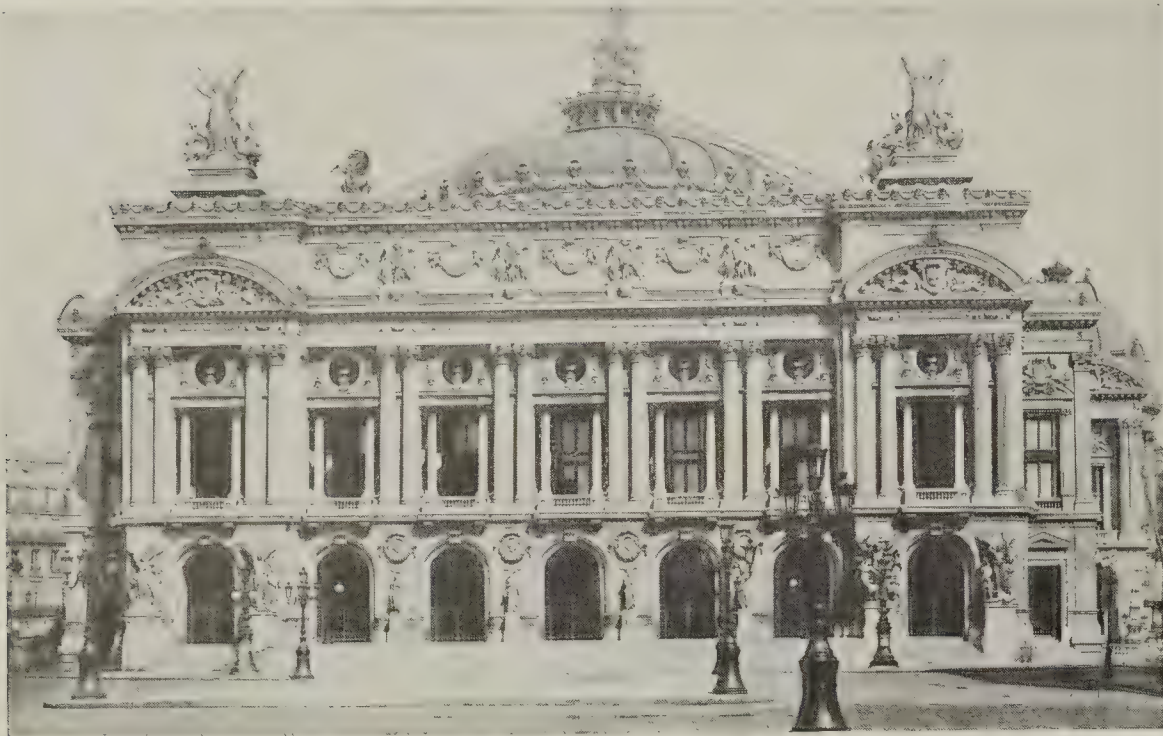
Tout récemment, un nouvel élément est venu compléter ou suppléer le fer : le ciment armé permet des constructions rapides et économiques. Le talent de l'architecte peut se révéler, dans la proportion de ses façades, par la disposition des grandes lignes essentielles, par l'harmonie des panneaux et des ouvertures, en un mot par tout ce qui peut éviter la monotonie. Nous ne parlons pas de l'agencement pratique de l'intérieur dont ne se soucièrent pas suffisamment les architectes de l'ancienne école, à l'esprit tendu vers des fins idéales, uniquement soucieux de réaliser des combinaisons harmonieuses d'escaliers et de galeries.

Les arts décoratifs ont suivi l'évolution de l'architecture. Le meuble Empire survécut au régime dont il porte le nom, toutefois avec des modifications qu'explique l'esprit économe de la bourgeoisie régnante, comme aussi la disparition des admirables



FAÇADE DE LA BIBLIOTHÈQUE SAINTE-GENEVIÈVE, A PARIS (détail d'un angle). — Œuvre de Henri Labrousse.





FAÇADE DE L'OPÉRA, A PARIS. — Œuvre de Charles Garnier.

ciseleurs qu'avait formés le XVIII<sup>e</sup> siècle ; ce style se maintint, abâtardi, jusqu'à 1850. Sous Louis-Philippe, en dehors de fantaisies gothiques, filles du Romantisme, le retour du XVIII<sup>e</sup> siècle se dessine ; déjà la courbe du Louis XV reparait dans les meubles alourdis. Sous le second Empire, l'influence littéraire des Goncourt et le culte de l'impératrice pour Marie-Antoinette remirent à la mode les styles Louis XV et surtout Louis XVI, que les ébénistes enrichirent par des ornements et des dorures de mauvais goût. Au début de la troisième République, on revint aux meubles de la Renaissance et de l'époque Louis XIII ; ce fut la période des tavernes à vitraux et des intérieurs sombres. L'art du XVIII<sup>e</sup> siècle reconquit ensuite un prestige qu'il n'a plus perdu, la passion des collections se généralisant.

Vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, on parla d'un art moderne, en même temps qu'on estimait injuste le rang secondaire attribué aux arts industriels, ou mineurs, par rapport aux arts majeurs. Chaque période, dans le passé, ayant eu son style propre, il était illogique que l'âge actuel ne donnât pas sa note. On chercha du nouveau. Pour ce faire, on se mit d'abord à la remorque de l'Angleterre, pays du pratique et du confortable, dont la leçon nous parvint souvent déformée par la Belgique. L'influence propre de la Belgique apparaît dans ce style, tout en courbes et en sinuosités, qui, mises à part les œuvres de certains créateurs comme Majorelle, paraît tellement dater. En 1910, à Paris, une exposition retentissante permit le contact avec l'art munichois où, à côté d'imitations de meubles anglais ou Louis-Philippe, figuraient des inventions lourdes et lugubres. Cet art a eu malheureusement une influence que la guerre n'a pas tranchée. D'autre part, des ébénistes d'avant-garde, en mal d'originalité, créaient des meubles qu'on aurait cru conçus et exécutés par des sauvages. De pareilles manifestations indiquaient une anarchie et un abaissement de culture regrettables. La récente exposition de 1925 montre surtout le retour à des qualités françaises de simplicité élégante et de logique. C'est le meuble proprement dit qui avait été réservé à des expériences chaotiques. Les autres formes d'art ont procuré plus tôt des résultats autrement satisfaisants, qu'il s'agisse d'étoffes, de céramique, de ferronnerie ou de bijouterie.

ANGLETERRE. — Le classicisme maintint longtemps ses positions en Angleterre. Pendant la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, un groupe d'architectes, dont le chef fut Cockerell (1788-1863), imita l'architecture antique avec plus de précision que les constructeurs de l'époque précédente. Le St. George's Hall de Liverpool, entrepris par Elmes (1813-1847) et achevé par Cockerell, sur le modèle du temple de Jupiter Stator à Rome, est un exemple significatif de ce style ; l'église de St. Pancrace (Londres), où Inwood (1771-1843) associa le portique des Caryatides à d'autres motifs athéniens, servit de modèle à de nombreuses églises. Robert (1780-1867) et Smirke (1799-1877) construisirent le Musée britannique, Wilkins (1778-1839) la Galerie Nationale suivant les mêmes principes. Dans toutes les villes du Royaume-Uni, on trouve de semblables édifices ; l'Antiquité continue à inspirer les architectes jusqu'au milieu

du XIX<sup>e</sup> siècle. Tite (1802-1873) élève la Bourse, de 1842 à 1844, suivant ces principes.

Cependant, une réaction en faveur du style ogival se dessinait déjà, provoquée par une renaissance de l'esprit religieux. Cette réaction fut fortifiée par la propagande des préraphaélites, déclarant que le gothique convenait seul au climat comme aux traditions de l'Angleterre.

Le mouvement gothique, comme le classicisme, tire son origine de publications. Notamment, celles de Rickmann sur l'architecture religieuse en Angleterre (1814 et 1817), ainsi que les constructions de cet artiste, donnèrent toute son extension à ce mouvement. Surtout les trois Pugin jouèrent un rôle essentiel. Le père (1769-1832) et le fils (1813-1852) publièrent plusieurs recueils de documents sur le gothique en Normandie et en Angleterre. Le fils construisit Saint-Georges de Londres. Mais le principal bâtisseur de cette famille fut le petit-fils : Édouard Welby (1834-1875), chef d'une génération d'architectes qui élevèrent des centaines d'églises anglicanes ou catholiques, et aussi des bâtiments civils, dont le plus

considérable comme le plus significatif est le Parlement, projeté par Charles Barry (1795-1860) dans le style gothique finissant ou style Tudor.

Puis, une nouvelle école, née sous l'influence des préraphaélites, de Ruskin et du décorateur William Morris (1834-1896), s'efforça d'adapter librement, en le modernisant, le style gothique aux édifices civils et aux maisons privées. Les chefs de ce groupe furent Norman Shaw (hôtel de la Société de géographie et New Scotland Yard, la Police de Londres), Scott (chapelle du collège Exeter à Oxford et Université de Glasgow), Waterhouse (Hôtel de ville de Manchester), Aston Webb (les Palais de Justice de Birmingham et de Londres).

Puis un retour vers l'architecture de la Renaissance, et aussi vers le baroque, s'est fait jour dans ces dernières années. Ce retour se remarque à l'Institute of Chartered accountants, par John Belcher, et aussi dans plusieurs immeubles de la nouvelle avenue de Kingsway, dont la somptuosité contraste avec la nudité habituelle des maisons de Londres.

Pour les églises anglicanes (cathédrale de Truro et Saint-Augustin de Kilburn, par Pearson) aussi bien que pour les temples de cultes dissidents, le pur gothique est demeuré en faveur. Pour les églises catholiques, on peut constater une tendance significative vers l'architecture chrétienne de l'Orient, notamment à la cathédrale de Westminster, bâtie de 1895 à 1903 en style byzantin, d'après les plans de J.-F. Bentley (mort en 1902).

La seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle donna à l'Angleterre un rôle prééminent dans la rénovation des arts décoratifs. Du mouvement esthétique, issu du préraphaélisme à sa seconde période, à l'instiga-

HANGAR DE DIRIGEABLE A ORLY — E. Freyssinet, ingénieur ; Limousin et C<sup>ie</sup>, constructeurs.



tion de Ruskin et surtout de William Morris, est sortie la conception du style moderne, à l'origine pure adaptation et combinaison de styles anciens; la réforme porte surtout sur la décoration et l'aménagement intérieurs, qui furent toujours le principal souci des Anglais.

L'idée d'un style nouveau se répandit à l'étranger, d'abord en Belgique. Chaque peuple la traduisit, suivant son génie propre. Mais on peut dire qu'en Angleterre surtout, elle a donné un résultat vraiment satisfaisant.

**BELGIQUE.** — Le mouvement antiquisant, venu de France, offre comme représentants principaux Roelandt (1786-1864), dont l'activité se déploie à Gand, sa patrie (Université, Palais de Justice, Théâtre) et Tielman Suys le père (1783-1861), disciple de Percier et de Fontaine. Un Français, Damesne, construit à Bruxelles le théâtre de la Monnaie. Après la révolution de 1830, les Belges, ayant reconquis leur liberté, exécutèrent d'importants travaux d'urbanisation, surtout à Bruxelles; ils adoptèrent principalement une architecture issue du classicisme français des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Dans ce style, qui conserva la faveur du public pendant près de soixante ans, sont construites la Bourse de Bruxelles par Suys fils (1814-1867) et la Banque nationale d'Anvers par Beyaert (1823-1894).

C'était encore là un style d'importation étrangère, peu conforme au génie de la nation. Les architectes belges pour la construction d'églises et de bâtiments civils s'inspirèrent du gothique (par exemple, le pastiche réussi qu'est la Maison du Roi à Bruxelles, par Jamaer (1825-1902), et l'adaptation, moins heureuse, tentée à la gare de Bruges, par Schadde (1818-1894), — ou de la Renaissance flamande (la Bourse d'Anvers, par Schadde).

De son côté, Poelaert (1817-1879) revint à l'Antiquité, non plus gréco-romaine, mais orientale, pour le Palais de Justice de Bruxelles, colosse babylonien. La plus jeune génération des architectes bruxellois abandonna les copies et chercha l'inédit. Van de Velde (né en 1863), Horta (né en 1861), l'Anversois Hofman inventèrent ces façades tordues et mouvementées qui, pendant quelques années, furent reproduites en France, en Allemagne, en Autriche. Van de Velde, appelé en Allemagne pour diriger l'École des arts industriels de Weimar, a joué dans ce pays un rôle particulièrement actif en essayant de créer un art domestique inédit.

**HOLLANDE.** — La Hollande, qui a peu construit durant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, a échappé à l'anticomanie. Quand Pieter



LE PARLEMENT, A LONDRES. — Œuvre de Charles Barry.

Cuypers (né en 1827), ayant terminé ses études à Anvers, débuta vers 1850, le goût du public s'orienta vers un style conforme aux traditions du pays. Cuypers et son fils, outre d'habiles restaurations, ont bâti un grand nombre d'églises catholiques ou réformées. Pieter Cuypers s'est inspiré de la Renaissance hollandaise pour ses deux principales constructions : le musée de l'État et la gare d'Amsterdam.

Berlage, né en 1856, élève du Polytechnikum de Zurich, est plus éclectique. Dans ses nombreuses constructions à Amsterdam, — la Bourse et plusieurs maisons de commerce, notamment l'hôtel du syndicat des marchands de diamants, — il vise au but pratique, tout en cherchant un style moderne. Il est chef de la nouvelle école d'architectes hollandais. L'art décoratif l'a également attiré. Berlage a contribué à créer le style moderne hollandais qui, soucieux de logique et de simplicité, a donné la formule de meubles peu coûteux.

**ALLEMAGNE ET AUTRICHE.** — Nous l'avons noté précédemment, entre tous les peuples sur qui pesa le classicisme, les pays germaniques, d'où étaient sortis Winckelmann et Mengs, subirent le moins longtemps sa tyrannie. De bonne heure, à Berlin comme à Munich, les artistes se montrent éclectiques. Ainsi voyons-nous le principal architecte berlinois, Schinkel (1781-1841), pasticher l'Antiquité (le Corps de garde, la Comédie et le Musée ancien à Berlin), le gothique (mausolée de la reine Louise, Potsdam), la première Renaissance au château de Krzescowice, en Pologne, enfin la haute Renaissance à l'église Saint-Nicolas de Potsdam, coiffée d'une coupole renouvelée du Panthéon de Paris. Schinkel forma une pléiade d'architectes officiels, parmi lesquels Stüler (1800-1865), qui construisit dans un style antiquisant le Nouveau Musée et la Galerie nationale. Avec eux se termine l'ère du classicisme proprement dit.

Munich est encore plus éclectique que Berlin. Mais le grand essor architectural de Munich, plus important que celui de Berlin, commence seulement à l'avènement de Louis I<sup>er</sup>, qui voulut embellir sa capitale et en faire comme un musée instructif qui résumât les grandes époques de l'art. Son principal metteur en œuvre fut Leo von Klenze (1784-1864). Il fit du grec à la Glyptothèque et aux Propylées de Munich ainsi qu'à la Walhalla de Ratisbonne, du roman à la salle de la Délivrance près de Kelheim, du roman byzantin à l'église de Tous-les-Saints à Munich, de la Renaissance italienne à la Pinacothèque ancienne et au Palais royal, copié sur le palais Pitti. Gartner (1792-1847) érigea aux deux extrémités de la Ludwigstrasse des copies de la Loggia dei Lanzi à Florence et de l'Arc de triomphe de Constantin, à Rome. Ce sera sous le règne suivant, celui de Maximilien I<sup>er</sup>, que



LE PALAIS DE JUSTICE, A BRUXELLES. — Œuvre de Poelaert.





LA WALHALLA, PRÈS DE RATISBONNE. — Œuvre de von Klenze.

Bürklein (1813-1872) expérimenta un style nouveau aux maisons de la Maximilianstrasse et au Maximilianeum, le palais qui termine cette rue.

Ohlmüller (1791-1839), Voit (1801-1870), Lange (1808-1858) suivent les principes éclectiques de Klenze. Les autres villes d'Allemagne offrent de semblables amalgames architecturaux. Un fait capital fut la restauration et l'achèvement de la cathédrale de Cologne, dont la réfection dura plus d'un demi-siècle.

L'évolution d'une architecture nouvelle, non calquée, mais inspirée de la Renaissance et du baroque italien, est caractérisée par Gottfried Semper (1803-1879), très cultivé, mais hostile aux copies et aux anachronismes et soucieux de corrélation entre le plan et l'extérieur. Il construisit, suivant de tels principes, l'Opéra, ou plutôt les Opéras de Dresde, dont le premier brûla en 1869. Le second surtout porte la marque des intéressantes recherches que Semper avait faites pour l'aménagement des salles de spectacle, en préparant les plans, qui ne furent pas exécutés, d'un théâtre wagnérien pour Munich.

Enfin, Semper prit une part importante à la transformation de Vienne. Vers 1840, de jeunes artistes réagissent contre la torpeur générale, notamment le Suisse Müller (mort en 1849) et von Siccardburg (1813-1868), auteurs de l'Opéra impérial, qui marie la Renaissance au baroque.

En 1857, l'empereur François-Joseph fit niveler les fortifications pour leur substituer un boulevard-ceinture, le Ring (anneau), bordé de monuments et d'immeubles qui occupèrent une armée d'architectes : parmi eux, outre Semper, on voit l'antiquisant Hansen (1813-1891), auteur du Parlement; Schmidt (1825-1891) qui, lui, s'inspire du pur gothique pour l'Hôtel de Ville; Ferstel (1828-1883), qui applique

les différents styles de la Renaissance à la Banque, au Musée d'art industriel et à l'Université; enfin Hasenauer (1833-1894), qui collabore avec Semper aux Musées d'histoire de l'art et d'histoire naturelle. Il crée un style plus particulièrement local, dérivé de la Renaissance et du baroque italiens, qui s'affirme au Palais et au théâtre de la Hofburg.

C'est également un style issu de la Renaissance italienne qui inspire à Wallot (né en 1846) l'énorme Reichstag à Berlin (1884-1894), à Julius Raschdorff (né en 1823) et à son fils Otto (né en 1854), la nouvelle cathédrale dans cette même ville (1894-1905).

Les architectes allemands ont persévéré dans cette tendance à l'imitation vers laquelle les portait leur esprit studieux. Les disciples de Schmidt couvrirent l'Allemagne de pastiches gothiques, appliquant le style ogival à des monuments profanes, comme l'Hôtel de Ville de Munich, par Hauberrisser (né en 1841); de même, en Hongrie, le gigantesque Parlement de Budapest, par Steindl (né en 1839). Le roman a été non moins en faveur, et se retrouve jusque dans des gares comme celle de Cologne, par Frantzen. Les Renaissances allemande et italienne ont été tout autant copiées ainsi que le baroque italien et le rococo allemand (Palais de Justice de Munich, par Tiersch).

En même temps, le désir de l'inédit poussait les architectes à la recherche de formules nouvelles, obtenues soit par la libre interprétation des styles anciens (ainsi une heureuse adaptation du gothique aux magasins Wertheim de Berlin, par Mossel), soit par des essais rompant entièrement avec le passé et reflétant un génie lourd et sombre, dont la Section allemande, à l'Exposition de Bruxelles (en 1910), offrit la preuve.

Pareille impression laisse l'art décoratif moderne, soit qu'il se contente de réminiscences du pire Louis-Philippe ou du style moderne anglais, soit qu'il cherche l'originalité à tout prix par la création d'intérieurs aux meubles cubiques, aux tentures et tapis funèbres.

PAYS SCANDINAVES. — Le Danemark subit, jusque vers 1850, un classicisme persistant dont témoignent, à Copenhague, la basilique Notre-Dame, par Hansen (1756-1845), et le musée-tombeau de Thorvaldsen, par Bindesboll (1800-1856). Ensuite se dessine une évolution vers l'architecture du Moyen âge, visible à l'Hôtel de Ville de Copenhague, par Nyrop.

La Norvège est étroitement liée au Danemark. Ses architectes se forment à Copenhague ou surtout en Allemagne, quand ils ne sont pas danois ou allemands. Dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, sous l'impulsion de l'architecte Christie, les Norvégiens s'inspirent de leur architecture nationale, notamment des vieilles maisons en bois. Pareilles tendances se remarquent en Finlande où, actuellement, trois architectes, Gesellius, Lindgren, Saarinen, imitent librement le passé.

La Suède fut plus longue à sortir de la platitude. Scholander et les Allemands la maintinrent sous le joug de l'Antiquité et de la Renaissance italienne. Mais, aujourd'hui, avec des artistes comme



LE FRANZENSRING, A VIENNE. — A gauche, le Musée d'histoire naturelle; au centre, le Parlement et l'Hôtel de Ville; à droite, l'Université et le Burghtheater.

CL. LOIVY.



Clason et Wickmann, elle adopte, comme les autres nations scandinaves, une architecture parfois hasardeuse, mais soucieuse d'originalité et de disposition pratique.

**RUSSIE.** — Le style Empire maintint ses positions en Russie, et surtout à Saint-Petersbourg, plus longtemps qu'ailleurs. Aux architectes de l'époque napoléonienne succéda une seconde génération, représentée par Rossi (1775-1849), élevé en Russie, l'auteur des palais de l'État-major et du Sénat, et par Ricard de Montferrand (1786-1858), qui sort toutefois du style Empire à la cathédrale Saint-Isaac, rappelant Saint-Paul de Londres et le Panthéon de Paris.

A ce style antiquisant se substitua, sous le règne de Nicolas I<sup>er</sup> et de ses successeurs, une architecture pseudo-russe, principalement inventée par des Allemands comme Thon et Stakensneider. Parallèlement apparut un pseudo-gothique.

De nos jours, le groupe du *Mir Iskousstva* tenta de remettre en faveur cette architecture Empire qui avait donné à Pétersbourg un aspect sévère, mais imposant.

**ITALIE.** — A Rome, le classicisme n'abdiqua pas de sitôt. Valadier, Stern, Belli eurent pour successeurs des architectes, épris d'antique, dont le plus éminent a été Canina (1795-1856), qui a surtout publié de remarquables travaux archéologiques.

Après 1825, le principal souci des papes fut la reconstruction de Saint-Paul-hors-les-murs, brûlé en 1823. Cette restauration incombe principalement à Poletti (1792-1869). Elle marque le déclin du goût pour l'antique. On passe alors aux styles chrétiens primitifs, puis à ceux des XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, que le comte Vespignani (1818-1899), Carimini (1830-1890) et Cipolla (1822-1874) contribuèrent à remettre en faveur.

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, le royaume de Naples n'offre que des architectes médiocres : Ferdinand I<sup>er</sup>, pour élever Saint-François-de-Paule à Naples, s'adresse au Tessinois Bianchi (1787-1849), qui copie le Panthéon romain. La Sicile jouera son rôle, mais seulement dans la seconde moitié du siècle, avec Filippo Basile (1825-1896), auteur du Grand Théâtre de Palerme, où il adapte l'antique à des fins modernes.

En Toscane, où les architectes tenaient la balance égale entre l'Antiquité et les styles des âges modernes, de l'école de Baccani sortit Emilio de Fabris (1808-1883), auteur de la façade gothique de la cathédrale de Florence. Avec lui, le classicisme a disparu. A cette époque, Florence subit des transformations plus ou moins heureuses, si l'on en excepte l'aménagement du Viale dei Colli, entrepris sous la direction de Poggi (mort en 1901).

En Piémont, l'antique, principalement représenté à Turin par Bonsignore (1767-1843), auteur de l'église de la Mère de Dieu, nouvelle copie du Panthéon romain ; à Gênes, par Barabino (1768-1835), créateur du théâtre Carlo Felice, voit assez tôt sa vogue décroître. Antonelli (1798-1888) va chercher une architecture plus hardie qu'originale et obtient surtout comme résultat sa Mole Antonelliana de Turin, curieuse superposition de bâtiments que couronnent une coupole, puis une flèche.

A Milan, le néo-classicisme se maintint assez longtemps. Après la délivrance de 1859, on y entreprit de grands travaux, principalement dans le but de dégager la cathédrale. Mengoni (1827-1877) adapta l'architecture en fer dans sa galerie Victor-Emmanuel, dont la gigantesque entrée principale s'inspire des arcs de triomphe romains.



PORTAIL DE L'HOTEL DES POSTES DE STOCKHOLM. — Œuvre de F. Boberg.

Toujours en Lombardie, le cimetière de Brescia, par Vantini (1791-1856), présente un ensemble classique très pur. C'est l'époque à laquelle sont créés, dans toute l'Italie, de vastes cimetières entourés de constructions et de portiques.

En Emilie, le classique, qui a eu pour principal adepte Gasperini (1771-1829), inspire des œuvres mornes et banales, notamment de nombreux théâtres, jusqu'au jour où, avec Mengoni, on revient aux styles du XV<sup>e</sup> siècle.

Après avoir connu quelque activité pendant l'occupation française, Venise s'endort de nouveau. Vérone passe du classique, qui inspire Barbieri (1777-1838) pour le Cimetière monumental, à la Renaissance dont Franco (1818-1895) préconise les styles.

L'Italie une fois reconstituée, avec Rome pour capitale, des transformations radicales s'accomplirent dans les grandes villes. Il en résulta peu de constructions originales, les artistes se tenant trop à la remorque du passé ou de l'étranger.

Rome devint un chantier de démolition et de construction. On perça de grandes artères ; de nouveaux quartiers s'élevèrent sur l'emplacement de villas ou sur des espaces inhabités. La tendance vers un style puissant et massif apparaît dès les premières constructions officielles, comme le ministère des Finances, par Canevari (1825-1900). Ce goût a trouvé sa parfaite expression dans le « monumentissimo », le Palais de Justice, par Calderini (1837-1916). La reconnaissance du pays pour un des auteurs de sa résurrection a inspiré le gigantesque monument à Victor-Emmanuel, élevé sur une des pentes du Capitole par le comte Sacconi (1853-1905). Des souvenirs émouvants hantaient l'architecte qui a bâti, en partie dans la tradition de Rome antique, le portique de marbre blanc qui encadre l'autel de la Patrie.

Après le choléra de 1884, le vieux Naples, pittoresque mais malsain, fut éventré par de larges voies bordées par des immeubles sans



LE MONUMENT DE VICTOR EMMANUEL, A ROME. — Œuvre de Sacconi. (L. ANDERSON)



intérêt artistique. La Sicile offre principalement des théâtres intéressants : outre celui de Basile mentionné précédemment, le Politeama de Palerme, par Damiani Almeida (1834-1901), où persiste l'antique, tandis que le théâtre Bellini de Catane, par le Milanais Carlo Sada, se réclame de la Renaissance.

A Florence, tout le centre fut bouleversé. Le quartier du Marché-Vieux fit place à un forum de cette architecture à arc de triomphe et à portique inaugurée par Milan. Cette transformation vient de s'achever par la construction de l'Hôtel des postes. M. Bazzani élève actuellement la Bibliothèque Nationale dans un style plus original, car, d'une façon générale, les architectes toscans s'étaient bornés à reproduire les modèles du XV<sup>e</sup> ou du XVI<sup>e</sup> siècle. A Bologne, à Venise, ces pastiches sont non moins habituels.

En Piémont, comme en Lombardie, les styles du Moyen âge furent en faveur après 1870. A Turin, un fait essentiel est la construction du château et du village médiévaux par d'Andrade (1843-1915), à l'occasion de l'Exposition de 1884. A Milan, cette manière fut pratiquée par deux architectes qui dominent l'art italien contemporain : Camillo Boito (1836-1914) et Luca Beltrami (né en 1854), restaurateur du château Sforza à Milan. C'est à Turin et à Milan que nous voyons également les essais les plus intéressants concernant l'urbanisme et la construction de quartiers de villas et de maisons économiques.

ESPAGNE. — Après quelques rares concessions du classicisme, les architectes espagnols reviennent assez tôt au Moyen âge gothique ou encore à ce style mauresque, qui nous a valu l'arène des courses de taureaux à Madrid, par Rodriguez Ayuso et Alvares Capra.

En Catalogne, une école plus originale s'est formée sous Antonio Gaudí, qui part des principes gothiques, mais en les adaptant avec une fantaisie audacieuse. Ses élèves se montrent moins hardis et se contentent de suivre les anciens styles catalans.

ÉTATS-UNIS. — Le monument-type, en qui s'incarne l'âme de l'Union, le Capitole de Washington, avait été, comme on l'a vu, commencé au début du XIX<sup>e</sup> siècle, mais il ne fut achevé qu'au bout de soixante ans, par Milles et Walter. Il dénote, ainsi que ses annexes et la plupart des édifices administratifs de Washington, l'influence de l'Antiquité mêlée à des réminiscences de l'architecture française du XVIII<sup>e</sup> siècle (dôme du Panthéon de Soufflot pour la coupole, garde-meuble de Gabriel pour les façades).

Aujourd'hui encore, pour ses bâtiments administratifs ou ses universités, l'Amérique est restée classique. Le Capitole de Washington a servi de modèle à nombre de palais semblables.



MAISON MAÇONNIQUE DE CHICAGO.

Vers 1850, Richardson (1838-1886), qui fit école, combina un style roman modernisé, assez lourd et surchargé, qui servit aux églises et dont le monument-type est la Trinité de Boston.

C'est seulement après l'Exposition de Chicago en 1893 et sous l'impulsion de Burnham que l'essor américain se dessine. Toute une jeune école s'est formée, en partie, à Paris. Ses principaux représentants sont : Whitney-Warren, Lindeberg, Trumbauer, Atterbury, Kim Mead, White, Cram, Goodhue, Ferguson et d'autres encore, remarquables adaptateurs dont les hôtels ou les villes rappellent la France du XVIII<sup>e</sup> siècle et dont les églises s'inspirent de notre gothique des XIII<sup>e</sup>, XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles.

Mais, en dehors des qualités de distribution pratique que présentent leurs plans, le mérite des architectes s'affirme dans la construction hardie de grands bâtiments à destination commerciale ou industrielle, ou dans la façon agréable dont ils conçoivent les maisons de campagne ou les cités-jardins composées de maisons économiques. Leurs plans d'urbanisme témoignent de vues larges et ils se sont faits les éducateurs des autres nations dans les deux Amériques.

LA PEINTURE ET LA GRAVURE. — FRANCE. — Après le départ de David pour l'exil, où il mourut, ce ne fut pas Gros qui prit le commandement de l'école classique, mais un autre élève du maître. Ingres (1780-1867) possédait le caractère ferme et autoritaire, indispensable au moment où les partisans de la tradition allaient subir un violent assaut de la part des romantiques groupés sous Delacroix (1798-1863).

Leurs avant-gardes avaient été Gros, comme on l'a vu, et Géricault (1791-1824), mort jeune sans avoir pu donner toute sa mesure. Son *Radeau de la Méduse*, qui traitait avec réalisme et non sans déclamation un épisode contemporain, porta un premier défi aux classiques. Mais la grande bataille se déroula, au Salon de 1824, entre les deux chefs : Ingres et Delacroix. L'un exposait le *Vœu de Louis XIII*, l'autre les *Massacres de Scio*. La querelle ne portait pas précisément sur les thèmes d'inspiration. Ingres n'a pas été tellement sous la dépendance de l'Antiquité ; il a pris ailleurs la plupart de ses sujets ; même dans ce Moyen âge cher à ses adversaires, il a aimé les primitifs italiens ; la pose de ses personnages n'est pas calquée sur celle des statues antiques ; ses nus féminins accusent des tendances naturalistes et ses portraits sont réalistes. Delacroix est bien plus idéaliste ; tout au moins en littérature, il chérissait les classiques ; il avait peu de sympathie pour Hugo et son groupe, quoique dirigeant un mouvement parallèle au leur.

Le différend visait principalement la prépondérance de la ligne ou de la couleur. Naturellement, les ingristes, en héritiers de David, antiquisants et raphaélites, tenaient pour le dessin. Au contraire, Delacroix et les romantiques préconisaient la couleur qui engendre le relief. A cette première question se rattache une seconde : les classiques voulaient des poses calmes, les coloristes recherchaient le mouvement, voire l'agitation.

La guerre dura plus de vingt ans, avec, pour théâtre, les expositions où se manifestait la partialité du jury en faveur des classiques. Ceux-ci avaient pour eux les vieilles gens, le monde officiel, l'Institut. Delacroix entraînait la jeunesse.

Il convient de le dire, la scission et l'antipathie subsistèrent surtout entre les deux chefs. Entre leurs partisans, les échanges se produisirent dès le début. Ingres conserva des disciples irréductibles comme Hippolyte Flandrin (1809-1864), Gleyre (1806-1874), Mottez (1809-1897) ; mais d'autres, plus avisés et plus conciliants, cherchèrent un compromis entre les conceptions de leurs maîtres. Paul Delaroche (1797-1856) agit comme Casimir Delavigne, qui servait de trait d'union entre classiques et romantiques littéraires. Tous deux traitèrent le sujet des *Enfants d'Édouard* avec le même esprit. En définitive, ce compromis sera adopté par la majorité des



LE Radeau de la Méduse, PAR GÉRICAUT. — Musée du Louvre. Cl. ALINARI.



peintres qui, pendant le XIX<sup>e</sup> siècle, connaîtront la faveur du public et les succès officiels.

Dans cette combinaison, l'influence d'Ingres dominera. Ingres a été, avant tout, un artiste visuel rendant avec le crayon ou le pinceau ce que ses yeux avaient enregistré et, bien dans la tradition du génie français, amoureux de réalité et de précision. Chez Delacroix, par contre, la prépondérance revient à l'imagination. La part de la littérature, et particulièrement de la littérature étrangère, est considérable dans sa formation. Il est poète et musicien presque autant que peintre. Avec des couleurs, au lieu de mots ou de notes, il traduit ses rêves ou ses interprétations littéraires.

Aussi conçoit-on que l'influence de Delacroix ait été éphémère et peu profonde sur les autres artistes dont la culture intellectuelle était, en général, peu étendue. On retrouve fort peu de lui-même chez ses compagnons de lutte : Eugène Devéria (1805-1865), Boulanger (1806-1867), les illustrateurs Tony Johannot (1803-1852), Célestin Nanteuil (1813-1873), qui s'attachent à représenter un décor et des figurants amusants et pittoresques.

Par certains côtés, Delacroix retrouve un fils spirituel en Chassériau (1819-1856), qui possède, comme lui, une intelligence raffinée et nourrie de lettres, interprétant son rêve intérieur et traduisant picturalement Shakespeare. Mais, par sa technique, Chassériau se rapproche davantage d'Ingres.

Delacroix et Chassériau exprimèrent, dans plusieurs de leurs œuvres, la nostalgie de l'Orient lumineux et bariolé. Cette hantise de pays mystérieux ne fut jamais plus forte que chez les écrivains ou artistes romantiques, inquiets, insatisfaits de leur condition, en proie au désir de tout ce qui ne se trouvait pas sous leurs yeux et à leur portée. Mais ils n'ont pas inventé l'exotisme, qui avait apparu dans l'art français bien avant le XIX<sup>e</sup> siècle. Sans remonter plus loin que le XVIII<sup>e</sup> siècle, les *Turqueries*, les tableaux de Van Noor et de Favray, peints d'après nature, les illustrations de Moreau le Jeune et d'autres dessinateurs pour le *Voyage au Levant* de Choiseul-Gouffier prouvent l'attrait qu'exerçaient sur les Français les pays d'outre-mer. En pleine période davidienne, nous avons vu Gros évoquer le Levant dans ses *Pestiférés de Jaffa*, en même temps que le lettré et curieux Girodet cherchait dans son *Atala*, après Chateaubriand, à représenter les solitudes d'Amérique.

Si les romantiques n'ont pas inventé l'exotisme, ils l'ont perfectionné. Jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, nos artistes avaient partout cherché dans l'Orient un prétexte à déguisement. A présent, ils s'enfoncent dans un Islam plus farouche et brûlé, l'Islam du désert et des douars. La conquête de l'Algérie où, dès lors, s'approvisionneront nos orientalistes, constitue un événement capital pour le développement de notre peinture exotique. Horace Vernet (1789-1863) y a suivi notre armée pour retracer ses exploits avec une facilité banale. Quelques années plus tard, Delacroix, qui avait peint d'imagination ses sujets grecs, voyagea en Algérie et au Maroc pour se documenter plus exactement. Chassériau, Hédouin (1820-1889), surtout Fromentin (1820-1876), à la facture délicate mais un peu anémiée; Dehodencq (1822-1883), Henri Regnault (1843-1871), coloristes plus vigoureux; enfin, plus récemment, Guillaumet (1840-1887) et Dinet ont peint l'Afrique du Nord.

L'Orient levantin continua à inspirer Decamps (1803-1860), chercheur d'effets pittoresques; Marilhat (1811-1847) et, à une époque plus rapprochée, Benjamin Constant (1845-1902) et Ziem (1821-1911). James Tissot (1836-1902) évoqua la Syrie et Alfred de Curzon (1820-1895) les ruines de Grèce.

Pour les artistes qui redoutaient un voyage lointain, l'Italie demeurait un foyer d'exotisme. Ce pays conservait, surtout dans les États pontificaux, dans les Deux-Siciles, des mœurs anciennes et pittoresques. C'était, comme on devait le dire de Marseille, la porte de l'Orient. Nos artistes y allaient, auparavant, copier les maîtres anciens et peindre des ruines; ils vont maintenant étudier le peuple romain ou napolitain, que désormais ils représenteront inlassablement sous ses haillons. Granet (1775-1849), le comte de Forbin (1777-1841), Thomas (1791-1834), auteur d'un amusant album de lithographies sur Rome, se trouvent à l'origine de l'italianisme. Vers 1830, deux principaux représentants de cette tendance sont deux amis d'origine suisse : Schnetz (1787-1870) et Léopold Robert (1794-1835), dont les



Bertin aîné, PAR INGRES. — Musée du Louvre. Cl. NEURDEIN.

compositions, au dessin vigoureux et lourd, au coloris cru, ont connu successivement le succès, puis la défaveur. Par la suite, l'Italie inspira Hébert (1817-1908) qui, au cours d'une longue existence, peignit la Campagne romaine et ses habitants. Quant à l'Espagne, malgré le prestige que lui conférait la littérature romantique, dédaignée de ses propres artistes, Fortuny en tête, elle ne fut interprétée en France que par Dauzats (1804-1868) et par Ulmann (1829-1884). De nos jours seulement, des peintres comme William Laparra et Achille Zo se sont spécialisés dans les sujets espagnols.

Il restait enfin aux Français à découvrir leur propre pays. Le mérite en revient aux artistes qu'on a groupés sous le nom d'école de 1830. Jusqu'à cette époque, on connaissait surtout le paysage historique dans la tradition de Poussin et de Claude Lorrain, tradition qu'à l'époque de David conservaient le peintre Valenciennes (1750-1819) et, à sa suite, Bidault (1758-1846), Michallon (1796-1822), Victor Bertin (1775-1842), Aligny (1798-1871). A un degré au-dessous on plaçait le style pastoral ou champêtre; ses représentants, Watelet (1782-1866) en tête, peignaient avec un soin méticuleux des paysages de France, agrémentés d'accessoires tels que chaumières, moulins, cascades. Ces peintres proprets, à côté d'artistes plus originaux, mais méconnus, comme Moreau l'aîné (1740-1806), d'autre part les Anglais Constable (1776-1837) et Bonington (1802-1828), inspirés par notre pays, furent les précurseurs de nos grands paysagistes du XIX<sup>e</sup> siècle.

Gustave Michel (1763-1843) et Paul Huet (1804-1869), formés par l'étude des Hollandais et des Flamands, jouèrent le rôle d'éclaireurs. Hommes de leur époque, ils ne se bornent pas à voir le paysage, mais ils cherchent à lui donner une âme. De même, Corot (1796-1875) conçoit ses paysages de France ou d'Italie avec un lyrisme rêveur. Decamps (1803-1860) et Diaz (1806-1876) apportent dans leurs paysages des préoccupations d'expression dramatique et de relief coloré. C'est la seconde génération, celle des artistes nés après 1810, qui va s'imposer pour règle d'observer et de traduire



LES Massacres de Scio, PAR DELACROIX. — Musée du Louvre. Cl. GIRA





LA Bergère gardant son troupeau, PAR MILLET. — Musée du Louvre. CL. GIRAUDON.

objectivement la nature : la génération de Dupré (1811-1889), de Chintreuil (1814-1873), de Français (1814-1897) et de Daubigny (1817-1878).

Après la campagne, ses habitants. A côté des interprètes de la nature, nous rencontrons les peintres du paysan et des animaux qui l'entourent. Troyon (1810-1862) nous fait suivre les grands bœufs au long des sillons ; Brascassat (1804-1887), Rosa Bonheur (1822-1899), Charles Jacque (1813-1894) représentent les animaux de la ferme ; Millet (1814-1875) s'est attaché à l'homme, qu'il suit à toutes les heures de sa vie pénible. C'est, à la fois, un observateur précis et un poète délicatement sensible, plein de sympathie pour son modèle.

Le souci d'exactitude dans l'interprétation de la nature accuse des préoccupations réalistes qui grandissent à mesure qu'on avance dans le siècle. Une fois que les dogmes académiques sont détruits et les nuages romantiques dissipés, les arts aussi bien que la littérature tendent de plus en plus vers la vérité, fût-elle laide. Le goût de la vérité tient trop au caractère français pour que, même aux périodes d'idéalisme classique ou romantique, le réalisme n'ait pas eu sa part. Les portraits du XIX<sup>e</sup> siècle font foi d'une telle probité et forment une galerie incomparable qui réconcilie les écoles ennemies et associe les noms de David, de Prud'hon, de Gérard, d'Ingres, de Delaroche, d'Hippolyte Flandrin, de Chassériau ; plus tard, ceux de Cabanel (1823-1889), de Carolus-Duran (1837-1917), de Benjamin Constant (1845-1902), de Bonnat (1833-1922), de Henner (1829-1905) et,

dans un autre ordre d'idées, de Manet, de Renoir, d'Albert Besnard (né en 1849).

Même en dehors du portrait, une forme d'art réaliste avait survécu à la Révolution et aux théories académiques. La peinture de mœurs, le tableau anecdotique avaient conservé la faveur du public. Ce genre, classé comme inférieur, était pratiqué par des artistes instruits d'après les petits maîtres hollandais et d'après les traditions du XVIII<sup>e</sup> siècle. Le fécond Boilly (1761-1845) pratiqua une manière léchée et soignée. A côté de lui, on trouve des artistes intéressants, comme

Dröling (1752-1817), son contemporain ; Granet (1775-1849), déjà cité, et Cochereau (1793-1817). Leur tradition s'est continuée, en un certain sens, par Eugène Lami (1800-1890), charmant anecdotier, puis par Meissonier (1815-1891), qui renchérit sur le soin méticuleux de Boilly.

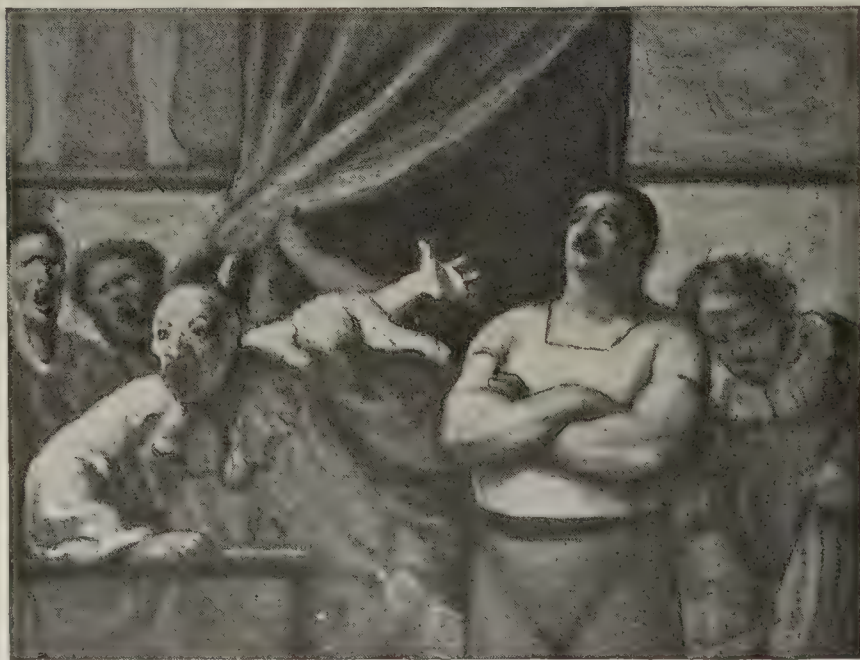
C'est la gravure qui vulgarisa les scènes humoristiques de Carle Vernet ; mais surtout la lithographie, procédé découvert au début du XIX<sup>e</sup> siècle, permit à des artistes comme Biard (1798-1882), Achille Devéria (1800-1857), Monnier (1805-1877), Gavarni (1804-1866) de faire connaître leurs scènes de la vie parisienne ; à Raffet (1804-1860) et à Charlet (1792-1845), leurs épisodes des guerres napoléoniennes ou de la vie militaire. Chez Monnier, chez Gavarni, une part de satire se mêlait à l'observation réaliste, mais une satire souriante. Daumier (1808-1879), âme romantique et généreuse, ne se contente pas de souligner les travers de ses contemporains ; il attaque, avec une violence âpre, le régime qui tolère les Robert Macaire et autres exploiters. Il est impitoyable pour le bon public, leur sotte victime, et son œuvre fourmille de visages ahuris. Daumier n'est pas seulement un caricaturiste, mais un dessinateur et un peintre remarquable par la décision, la force et l'abréviation synthétique de son trait.

La Révolution de 1848 eut sa répercussion sur les arts. C'est également au nom des principes de liberté que la lutte s'engagea, pour se poursuivre sous le second Empire, contre les pouvoirs établis, l'administration des Beaux-Arts et l'Institut. L'académisme s'était rajeuni et se piquait d'exactitude tout au moins archéologique avec le groupe des néo-grecs : Couture (1815-1879), Gérôme (1824-1904), Hamon (1821-1874), G. Boulanger (1824-1888). En face de ces peintres distingués, l'opposition se groupa autour de Courbet (1819-1877), nature de rustre robuste, d'une vulgarité qu'il exagérait à dessein. Il avait étudié avec profit les Italiens et les Espagnols du XVII<sup>e</sup> siècle. Ce n'est pas sa technique qui est révolutionnaire, mais la conception de ses sujets. Il applique un réalisme intégral. Il peint ce que voient ses yeux, sans que l'intelligence intervienne. Il représente ses paysans non avec l'observation affectueuse de Millet, mais comme des animaux singuliers, plus laids que les autres bêtes ; ses modèles féminins sont des maritornes, et il donne une impression puissante de nature. Trop provincial, peu intelligent et absorbé par sa cuisine de peintre, Courbet ne pouvait être chef d'école. Il ouvrit la voie à de jeunes artistes, notamment Carolus-Duran (1837-1917), qui portaient du même principe : les corps ne se détachent pas de l'atmosphère, et, dans la réalité, ils ne sont pas cernés d'un trait ainsi qu'on les représente arbitrairement ; ils se rattachent au milieu ambiant par des gradations colorées. Étudier et rendre ces passages d'une tonalité à l'autre préoccupa les impressionnistes. Toutefois leurs interprétations ont différé ; au reste, on a élargi le terme d'impressionniste, jusqu'à ranger sous cette étiquette des artistes comme Degas (1834-1917) et, ensuite, Forain (né en 1852), qui sont avant tout des dessinateurs et représentent plutôt le camp adverse dans cette éternelle querelle entre dessinateurs et coloristes.

Parmi les impressionnistes, Manet et son élève Berthe Morisot (1841-1895), Bazille (1841-1870), Fantin-Latour (1836-1904),



Portrait, PAR A. BESNARD.



LES Saltimbanques, PAR DAUMIER.



# PEINTURE FRANÇAISE (XIX<sup>e</sup> SIÈCLE)



Cl. Druet.

G. SEURAT. — UN DIMANCHE D'ÉTÉ A LA GRANDE-JATTE.



Cl. Bernheim.

A. RENOIR. — BAINNEUSES.



Cl. Druet

TOULOUSE-LAUTREC. — ATABLÉS.



Cl. Druet.

P. GAUGUIN. — LA FEMME AUX MANGOS.



Cl. Moreau.

P. CÉZANNE. — PAYSAGE.



Cl. Goupil.

CLAUDE MONET. — LES DÉCHARGEURS DE CHARBON.







Renoir (1841-1919) peignirent surtout des figures. Les paysagistes, dont les précurseurs ont été Boudin (1825-1898) et le Hollandais Jongkind (1819-1891), comptent Monet (né en 1840), dont l'influence sur ses compagnons de lutte fut plus grande que celle de Manet, puis Sisley (1839-1899), Pissarro (1830-1906). Comme toute chose humaine, l'impressionnisme évolua; les pointillistes se proposèrent de le perfectionner en appliquant des découvertes alors récentes sur les couleurs et en peignant par points juxtaposés au lieu de grandes taches de couleur. Cette école, dont le chef fut Signac (né en 1863), réunit au début des adeptes tels que Seurat (1859-1891) et Maurice Denis (né en 1870). Mais

ce procédé cessa d'être appliqué, sinon par son créateur Signac.

L'impressionnisme avait réappris aux peintres des vérités élémentaires, à savoir qu'ils ne doivent pas rester confinés dans leur atelier, mais travailler en plein air, et peindre la nature telle que nos yeux la voient, avec sa lumière réelle. Cette leçon donnée, il avait joué son rôle. Après la bataille et le triomphe final, il connut le sort de l'impressionnisme littéraire créé par les Goncourt. Son défaut avait été de réduire le rôle de l'artiste à la pure vision matérielle, de réduire, sinon d'annihiler la part de l'intelligence créatrice. D'ailleurs, par réaction, en pleine période impressionniste, furent créées quelques-unes des œuvres les plus spiritualisées qu'ait produites le dernier siècle. Un des peintres qui ont le plus donné à leurs tableaux une ambiance morale, Fantin-Latour se rattache aux impressionnistes de la première heure. Ses portraits, comme aussi ceux de Ricard (1823-1872) avant lui, de Carrière (1849-1906) après lui, offrent, avant tout, un caractère psychique. Se rattachant à Delacroix par son rêve, à Ingres par sa technique précise, Gustave Moreau (1826-1898), intellectuel d'une culture raffinée, cherchait non sans byzantinisme, avec préciosité, à traduire des symboles et à exprimer des mystères. Enfin, Puvis de Chavannes (1824-1898) rénova la grande peinture décorative et la peinture religieuse dans un sens nouveau.

Ce n'est certainement pas dans la décoration que s'était affirmé le génie français au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, excepté quelques œuvres d'Ingres et de Delacroix. Parmi les nombreux plafonds que des spécialistes médiocres, comme Alaux ou Abel de Pujol, exécutèrent pour le Louvre, sous la Restauration et la monarchie de Juillet, rien



Enterrement à Ornans, PAR COURBET. — Musée du Louvre. CL. GIRAUDON.

ne sort de la banalité. Les élèves d'Ingres, Amaury Duval (1808-1882), Hippolyte Flandrin (1809-1864), enfin Paul Delaroche (1797-1856), dans son hémicycle de l'École des Beaux-Arts, avaient eu davantage le sens de la décoration.

Puvis de Chavannes comprit ce que Chassériau, seul, avait saisi avant lui : à savoir qu'une composition murale diffère d'un tableau, que la composition murale doit procéder par grandes lignes et par surfaces largement colorées, que tout doit tendre vers l'harmonie et non vers le relief. C'est en suivant de tels principes qu'il créa des chefs-d'œuvre, comme la *Vie de sainte Geneviève* au Panthéon et *Alma Parens* de la Sorbonne.

L'exemple de Puvis n'a pas été immédiatement suivi. Ce sens de la décoration simple et vaste se retrouve rarement chez les artistes de la génération immédiatement postérieure, sauf chez Albert Besnard, chez Henri Martin (né en 1860), chez Maurice Denis. Les procédés d'exécution sont différents, mais la conception initiale demeure la même.

Les autres décorateurs contemporains se sont, en général, préoccupés de l'œuvre elle-même, et non de son adaptation au cadre. C'est ce que l'on comprendra très bien en comparant, au Panthéon, les panneaux de Puvis de Chavannes, non seulement avec les compositions de Cabanel et de Bonnat, mais même avec celles de Jean-Paul Laurens (1825-1921), qui témoignent d'un noble effort pour serrer la vérité historique, mais qui, trop dessinées, colorées et chargées, manquent d'air et ressortent avec excès.

La peinture d'histoire, à côté de Jean-Paul Laurens, son principal représentant, fut pratiquée par Rochegrosse (né en 1859), Luc-Olivier Merson (1846-1920), Cormon (1845-1924). Roll (1837-1919) s'est fait l'annaliste des événements contemporains, avec une force assez souvent brutale. La peinture militaire est dominée par le nom d'Alphonse de Neuville (1836-1885), qui a compris et rendu la grandeur triste de la guerre; Detaille (1848-1912) et d'autres ont suivi l'exemple déplorable de Meissonier : ils se sont perdus dans le figé et dans un souci puéril du détail.

La manière impressionniste convenait avant tout au paysage, mais les peintres de figures ne pouvaient pas uniquement procéder par tons et par valeurs. Bastien-Lepage (1858-1884), qui se rattache à l'impressionnisme initial, reprit hardiment le dessin. Chez deux artistes, qui virent les débuts de ce mouvement, chez Legros (1837-1911) et chez Degas, la ligne apparaît la préoccupation dominante.



Danseuse sur la scène, PAR DEGAS. — Musée du Luxembourg.



La Loge, PAR RENOIR. CL. DURAND-RUEL ET FIL





Maternité, PAR EUGÈNE CARRIÈRE. — Musée du Luxembourg.

On peut dire que l'impressionnisme est mort depuis vingt ans. Son apport durable a été une vision plus directe de la nature. Il a, en outre, nettoyé la palette des peintres français, la rendant plus claire et plus lumineuse, et la débarrassant du bitume. Mais il est un peu responsable de l'anarchie actuelle à notre époque où l'on se débat entre tant d'esthétiques, même les plus insensées, d'autant plus qu'elles ne trouvent plus, pour les combattre, une école officielle, devenue caduque.

Une double réaction se produisit contre la doctrine impressionniste : d'une part son matérialisme lui valut les attaques des peintres symbolistes comme Odilon Redon (1848-1903) et Maurice Denis ; de l'autre, sa technique fut abandonnée par les « constructeurs » et les partisans de la stylisation synthétique : Cézanne (1839-1906), sorti de l'école impressionniste, Gauguin (1858-1903), Van Gogh (1853-1890) exercent une influence profonde. Le néo-impressionnisme inventé par les « fauves », dont les représentants les plus caractéristiques sont Henri Matisse (né en 1869), maintenant assagi, et Van Donghen, à la suite de Cézanne, ne donnera plus à la nature, objet de l'impressionnisme, qu'une place secondaire.

Une autre réaction contre l'impressionnisme fut le cubisme, basé sur la géométrie linéaire et cherchant des combinaisons d'ordre abstrait et cérébral. Le cubisme mourut à son tour. En Italie, sa patrie, on verra le futurisme hostile au passé.

Pendant le XIX<sup>e</sup> siècle, l'évolution de la gravure se poursuit, parallèle à celle de la peinture. Après Bervic et Boucher-Desnoyers, la tradition classique fut représentée principalement par Henriquel-Dupont (1797-1892) qui, parmi de nombreux élèves, forma Ferdinand Gaillard (1834-1887). Cet artiste se libère des tailles traditionnelles et donne à son burin un accent plus libre. Il a instruit les meilleurs graveurs contemporains, Jules Jacquet, Patricot, Sulpis.

La gravure à l'eau-forte ne reprend tout son éclat qu'avec les artistes de 1830, Delacroix, Decamps, Barye, etc... Elle conserve tout son attrait pour les artistes de la génération suivante : Meissonnier et les paysagistes, Corot, Millet. Mais elle n'était qu'amusement de peintres. En 1851, Méryon (1821-1868) voua un rare génie à l'eau-forte originale et provoqua une renaissance de cet art. Son influence fut forte et durable, autant sur les Français que sur les Anglais. Bracquemond (1833-1914), à la fois interprète des maîtres et inventeur original, peut figurer à côté de Méryon et est à l'origine d'une suite d'incomparables traducteurs : Flameng, Waltner, Lalauze, Laguillermie, et tant d'autres jusqu'aux graveurs actuels : Mordant, Coppier, etc.

L'abandon à peu près total de l'eau-forte pour la reproduction des tableaux, confiée à la photographie, détermina une plus grande production de gravures originales auxquelles s'essayèrent des peintres comme Albert Besnard ou Raffaëlli (1850-1924) ou de purs graveurs comme Auguste Lepère. Desboutin (1823-1902) restaura le procédé de la pointe sèche.

La gravure sur bois avait fleuri pendant la période romantique ; elle avait servi à l'illustration de quelques-uns des plus beaux livres du XIX<sup>e</sup> siècle. Elle jeta un dernier éclat avec Gustave Doré (1832-1883), puis disparut, ruinée par la photographie. A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, Lepère, aux multiples initiatives, provoqua sa résur-

rection. Actuellement, on peut dire qu'elle est mise à toutes les sauces.

L'art, qui appartient en propre au XIX<sup>e</sup> siècle est la lithographie, plus commode et plus rapide que les autres procédés, n'exigeant pas leur apprentissage technique. Adoptée avec enthousiasme par la plupart des grands créateurs de 1831, la photographie ruina sa vogue. Puis elle fut reprise par les artistes : Fantin-Latour, les auteurs d'affiches comme Chéret (né en 1856) ou les dessinateurs Steinlen (1859-1923), Willette (1857-1926), Abel Faivre (né en 1867).

ANGLETERRE. — Après Lawrence, la peinture de portrait montre une décadence complète. Son seul représentant convenable est Watt (1817-1904), à qui l'on doit aussi des allégories.

L'art du paysage débute brillamment. Cotman (1782-1842) continue les traditions de John Crome et de l'école de Norwich ; mais surtout surgissent deux des plus grands peintres qui aient honoré l'Angleterre : Turner (1775-1851), héritier spirituel de Claude Lorrain, après avoir étudié consciencieusement la nature, la transforma fantastiquement ; Constable (1776-1837), au contraire, en eut le sentiment réel ; son influence, comme celle de Bonington (1801-1828), fut grande sur les paysagistes français. Les animaux inspirèrent Georges Morlant (1763-1804), Ward (1769-1859) et son élève Landseer (1802-1873). La peinture de genre fut surtout pratiquée par Wilkie (1795-1841).

En 1848, de jeunes peintres : Rossetti (1828-1882), Holman Hunt (1826-1910), Millais (1829-1896), Collinson et Stephens, fondèrent, avec le sculpteur Woolner et l'écrivain Michael, la Confrérie des préraphaélites, qui se proposait de régénérer l'art corrompu depuis Raphaël, et, dans ce but, de remonter à des sources plus pures : la nature et les primitifs, surtout italiens. Sur ce dernier point, l'idée n'était pas nouvelle, puisqu'on la retrouve chez quelques daviens et chez les nazaréens allemands.

Combattus, les préraphaélites trouvèrent un avocat en Ruskin (1819-1900) et une recrue en Burne-Jones (1833-1898) qui, avec Rossetti et Millais, fournit les œuvres marquantes de cette école. C'est le dernier grand mouvement vraiment anglais. Ensuite, les peintres anglais se rapprochent des artistes du continent, français ou hollandais.

Une école, parallèle à celle des néo-grecs en France, existe à côté du préraphaélisme ; elle eut pour chefs Lord Leighton (1853-1896), puis le Hollandais naturalisé Alma-Tadema (1836-1912).

En raison du succès persistant que connut la « manière noire », la gravure à l'eau forte ne pénétra que tardivement en Angleterre. C'est après 1860 que Whistler et son beau-frère Seymour Haden lui donnèrent tout son éclat et devinrent les chefs d'une école florissante. De son côté, Hole interpréta Rembrandt et les maîtres du romantisme français. D'autre part, la gravure sur bois prit une grande extension en Angleterre ; les préraphaélites l'employèrent, notamment pour l'illustration des livres.

BELGIQUE. — David, qui finit sa vie à Bruxelles, exerça une profonde influence sur les artistes belges, tels que Navez (1787-1869). Le romantisme, à son tour, eut sa répercussion sur les auteurs de grandes compositions historiques, comme Wappers (1803-1874), ou de fantaisies philosophiques, comme Wiertz (1806-1865). Une seconde école historique, imitant les maîtres anciens, prit pour chef Leys (1815-1869).

Il forma son neveu Henri de Breckeler (1840-1888), spécialiste de la peinture de genre qui valut leur réputation à Maddou (1796-1877) et surtout à Alfred Stevens (1823-1906) ; avec eux l'art belge tend vers le réalisme. Courbet trouva des partisans en Belgique, principalement Char-



Orphée, PAR GUSTAVE MOREAU. — Musée du Luxembourg. CL. NEURDEIN.



les de Groux (1825-1870), évocateur de la misère, et Constantin Meunier (1831-1905) qui, avant de sculpter, peignit des scènes d'hôpitaux et de couvents. Wauters (né en 1846) se consacra principalement au portrait. La nature inspira des animaliers, dont Verlat (1825-1890), Joseph Stevens (1819-1892), ou des paysagistes comme Boulenger (1837-1874) et Louis Dubois (1830-1880).

L'impressionnisme français recruta vite des adeptes en Belgique : De Greef (1852-1894), Mertens (1865-1919), Claus (né en 1848). Le pointillisme conquiert Théo Van Rysselberghe (né en 1862) et James Ensor (né en 1860). Les symbolistes français influèrent sur Fernand Knopff (né en 1858). La vie réelle continuait à être interprétée par Struys (né en 1852), par Léon Frédéric (né en 1856) et par Laermans (né en 1864).

La gravure pratiquée, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, par de consciencieuses médiocrités, reprit son éclat lorsque Calamatta vint, en 1836, à Bruxelles, former d'excellents élèves. Mais l'art de l'estampe n'atteignit son apogée qu'avec le génie amer et mordant de Félicien Rops (1833-1897).

HOLLANDE. — Elle passe par les phases classique et romantique, mais ni le paysage avec Schelfhout (1787-1870), ni l'histoire avec Pieneman (1770-1853) ne donnèrent aucune œuvre saillante. Ary Scheffer (1795-1858) appartient à l'art français. La génération qui suit la sienne, celle de David Bles (1821-1899), de Van Hove (1814-1867), peintre de mœurs ou d'histoire, tombe dans l'imitation des maîtres anciens ou étrangers. Le réalisme ne s'imposa que tardivement, lorsque revenant de Paris, vers 1870, Josef Israëls (1824-1911) fonda à La Haye une école qui donna, après lui, des artistes comme les trois frères Maris Jacob (1837-1899) Matthys (né en 1839), Willem (1844-1910), Mauve (1838-1888) et Mesdag (1831-1915). Israëls a non seulement restauré la peinture, mais aussi la gravure. Ces peintres traitaient surtout le paysage ou les intérieurs. Un groupe



*Sainte Geneviève marquée du sceau divin, PAR PUVION DE CHAVANNES. — Peinture murale du Panthéon, à Paris. CL. NEURDEIN.*

Des nazaréens prirent la tête des deux grands centres artistiques allemands : Munich et Dusseldorf. L'école de Munich fut fondée par Cornelius, qui en fut avec Kaulbach (1805-1874) le principal protagoniste. Ils servirent les desseins de Louis I<sup>er</sup> qui les avait appelés, car il voulait faire de sa capitale une Athènes allemande, bâtie avec des copies de temples grecs et de palais florentins.

A la génération suivante, cette école se continue par des peintres d'histoire tels que Piloty (1826-1886), inféodé aux Français et à Delacroix, et Makart (1840-1884), virtuose imitateur des Vénitiens qui joua plus tard un grand rôle à Vienne. Ensuite, elle subit une éclipse.

Un autre nazaréen avait fondé, en 1826, l'école de Dusseldorf, imprégnée de romantisme rhénan, de vieilles légendes que traduisent Hildebrandt (1804-1874), Sohn (1805-1867), Steinbrück. Ils avaient été précédés dans ce genre par Rethel (1816-1859), auteur de la Salle impériale à Aix-la-Chapelle, et par Moritz von Schwind, déjà cité, qui avait traité des sujets romantiques à Stuttgart, Munich et Vienne. Ensuite, le centre artistique de l'Allemagne du Nord se déplaça. Berlin voulut être une capitale de l'art. C'est dans le milieu berlinois plus précis et moins rêveur que s'élabora la réforme réaliste de Menzel (1815-1905); il rompt avec ses prédécesseurs par ses tableaux de genre qui l'apparentent à Meissonier et par ses scènes de la vie contemporaine. Il a pour lieutenants Werner (né en 1843), Gussow et Max Michel. Après Menzel, le chef du réalisme dans l'Allemagne du Nord sera Max Liebermann (né en 1849).

Cependant, Munich redevient la capitale de l'art. Ses deux sociétés aux nombreux membres, ses expositions, les plus célèbres de toute l'Allemagne, lui assurent de nouveau l'hégémonie artistique. Un groupe d'artistes, les élèves d'Arthur de Ramberg, au premier rang desquels se place Leibl (1844-1900), le champion du réalisme en Allemagne, reçoit triomphalement Courbet. De même, en 1879, c'est Munich qui révèle les impressionnistes à l'Allemagne.

Après Leibl, Lenbach (1836-1904)



*LA Galerie de Notre-Dame de Paris, EAU-FORTE DE MÉRYON.*



*L'Église Saint-Nicolas-du-Chardonnet, EAU-FORTE D'A. LEPÈRE.*





Didon fondant Carthage, PAR TURNER. — Londres, National Gallery. CL. ANDERSON.

est à Munich le principal représentant du réalisme. Intelligent et érudit, ce serait uniquement un virtuose ayant su analyser et s'approprier les manières de plusieurs grands maîtres, si ses portraits, notamment ceux de plusieurs célébrités de l'Allemagne contemporaine, Bismarck, Moltke, etc., n'étaient remarquables par leur acuité psychologique.

Cependant l'idéalisme reprend ses droits. C'est Munich qui « lance » le Bâlois Böcklin (1827-1899), inventeur d'un nouvel art aux yeux des Allemands, sur qui il exerça une profonde attraction non point tant par ses paysages que par ses mythologies pesantes au trait alourdi, parfaitement germaniques d'essence. Hans von Marées (1837-1887) est, avant tout, un décorateur dont les compositions, notamment ses fresques à l'Aquarium de Naples, montrent des recherches originales, quoique desservies par un dessin sans force et un coloris sombre et terne. Hans Thoma (1839-1924) interprète de vieux contes dans une manière naïve calquée sur les primitifs allemands.

Plus jeune, Fritz von Uhde (1848-1911) mêle le réalisme à l'idéalisme dans des scènes évangéliques à costumes modernes. Von Stuck (né en 1863), chef de la jeune école munichoise, procède de Böcklin avec un style plus synthétique. Le sculpteur Klinger se montre, dans ses tableaux, raffiné et poétique.

Outre Böcklin, la Suisse allemande a donné Hodler (1853-1918), de Zurich, qui a surtout évoqué l'histoire de Suisse en des compositions au dessin très appuyé et aux couleurs extrêmement vives.

L'activité de l'Autriche se confond avec celle de l'Allemagne. C'est la patrie de Moritz von Schwind, de Makart, de Gabriel Max. C'est chez Piloty que se forma le Hongrois Munkacsy (1844-1900), auteur du *Christ devant Pilate*, qui connut, voici quarante ans, à Paris, un triomphe éclatant suivi de défaveur. Son compatriote Lazlo (né en 1869) a fait son éducation à Paris.

Après 1815, les graveurs allemands ne viennent plus étudier à Paris. La nouvelle génération suivante offre des artistes de formation et de sentiment allemands. Les interprètes d'Overbeck et de Cornelius réduisirent la gravure à un pur schéma moralisateur. Plus tard, les réalistes rendirent à cet art son véritable caractère. Menzel inspira des graveurs sur bois. Kepping acquit une réputation méritée dans les eaux-fortes reproduisant des tableaux. Enfin, des artistes comme Liebermann ou Klinger ont exécuté des estampes originales.

**PAYS SCANDINAVES.** — Le Danemark offre ce fait curieux d'un disciple de David et de Thorvaldsen, Eckenberg (1783-1853), qui secoua le joug clas-

sique. Il apprit à ses élèves le goût d'un réalisme intime et familier et l'amour des paysages de leur pays. Un art vraiment moderne fut créé par Zahrtmann (né en 1843), audacieux coloriste, et par Krøyer (né en 1851), qui ramena en Danemark l'influence française; il cherche à résoudre le problème du plein-air. A leur suite, de nombreux intimistes, peintres de scènes réalistes ou de paysages, maintiennent la peinture danoise à un niveau élevé.

La peinture norvégienne est née au XIX<sup>e</sup> siècle. Les premiers peintres se formèrent en Allemagne; l'un d'eux, Dal, professa à Dresde; la rupture avec ce pays ne se produisit que vers 1875-1880. Les Norvégiens se tournèrent vers les réalistes ou les impressionnistes français. La première génération de ces artistes formés à Paris donne Taulow (1847-1906), évocateur des paysages neigeux de son pays, et Strøm; la seconde, Munch (né en 1863), réaliste pathétique. Les jeunes artistes restent attirés par Paris et par ses écoles avancées.

Pendant une grande partie du dernier siècle, les peintres suédois, d'abord classiques, puis longtemps romantiques, subirent peu l'influence de la France et beaucoup l'attraction de l'Allemagne. L'art suédois se régénéra après 1880; il offre actuellement une pléiade de peintres, vigoureux coloristes, à la suite de Zorn (1860-1920).

La Finlande est restée en étroite liaison avec les autres nations scandinaves. La personnalité la plus caractéristique est celle de M. Edelfelt, qui se rattache à Bastien-Lepage et dont les paysages ainsi que les portraits offrent un sentiment délicat.

**PAYS SLAVES.** — Au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'art russe reflétait l'art français. Après 1815, les relations artistiques interrompues par la Révolution, puis par les guerres, ne sont pas reprises. Les Russes vont se former en Italie, qui inspire les paysages de Chtchedrine (1791-1830) et Lebedev (1813-1837). Les peintres d'histoire romantiques, Brullov (1799-1852) et Ivanov (1806-1858), exécutent à Rome leurs chefs-d'œuvre respectifs: le *Dernier jour de Pompéi* et le *Messie*. Le nationalisme, réveillé par la guerre de 1812, donna à l'art des tendances patriotiques et populaires, réaction antiacadémique, antifrançaise, avec une préférence secrète pour l'art allemand. Après 1850, la Société des Ambulants, artistes sans culture intellectuelle, mais parfois doués, expose des œuvres à but utilitaire et moralisateur. Répine, Verechtchaguine (1842-1904) appartiennent à ce groupe.

Vers 1890, on revint à des conceptions artistiques plus pures, sous l'impulsion du *Monde artiste* (Mir Iskousstva), groupe d'artistes cultivés et de goût cosmopolite, présidé par A. Benois et Diaghilev, dont le plus remarquable a été Wroubel (1856-1910). Ils remirent la Russie en contact avec l'art français contemporain. Ensuite, la mobilité propre au caractère slave et le désir de l'inédit poussèrent les jeunes artistes vers les formes d'art les plus singulières.

La gravure fut importée en Russie par les Français qui instruisirent Outkine. Revenu à Saint-Petersbourg en 1818, il exécuta notamment un beau portrait de Catherine II. Le caractère russe se retrouve davantage dans les *loubki*, images populaires, et dans les estampes satiriques principalement inspirées par la guerre de 1812. Mais il s'agit là d'un art purement populaire. De nos jours, le *Mir Iskousstva* a aussi provoqué une Renaissance des arts graphiques, notamment dans l'illustration des livres. Toutefois, l'estampe proprement dite reste l'œuvre d'étrangers. Après Outkine, le seul nom à citer est celui de Massalov.

La Pologne a produit de nombreux artistes, principalement Mateyko (1838-1893), qui consacra son art à exalter son pays. Les autres nations slaves (Tchécoslovaquie, Serbie-Croatie, Bulgarie), de même que leurs voisins grecs, romains, turcs, ont donné des peintres intéressants, pour la plupart formés en France, mais dont aucun n'accuse une grande originalité.

**ITALIE.** — La réaction romantique contre le classicisme partit de Venise avec Hayez (1791-1882). Cette réaction



LA Matinée à la campagne, PAR STEVENS.





LE COLISÉE A ROME, tableau de Corot. — Musée du Louvre.



OLYMPIA, tableau de Manet. — Musée du Louvre.







encore bien timide gagna le nord de l'Italie et conquiert notamment Milan. A Rome, le classicisme changea ses sujets, mais non sa manière dont Cesare Fracassini (1838-1867) fournit le meilleur exemple avec ses fresques de San Lorenzo.

Cependant, peu à peu, malgré la résistance des académies, le sentiment d'un art plus libre et plus vrai gagna les jeunes générations, un peu dans toutes les villes.

A Florence, en 1848, le caricaturiste Signorini (1835-1901) réunit un groupe de jeunes artistes curieux de nouveauté. En 1855, un d'eux, Serafino da Tivoli (1820-1890), fut délégué à l'Exposition de Paris, d'où il revint enthousiasmé de ce qu'il avait vu. Le groupe élaborait une nouvelle manière, le tachisme, qui a quelque rapport avec notre impressionnisme, car il est basé sur la tache de couleur. Les *tachistes* livrèrent de durs combats à l'académisme sénile, mais la mésentente les dispersa bientôt.

Les Piémontais, en contact avec la France, connaissaient mieux notre art, principalement les œuvres de nos paysagistes. Leurs paysages gardèrent d'abord un caractère romantique avec Massimo d'Azeglio et son groupe; Camino (1818-1890) et Perotti (1824-1870) comprirent mieux la nature.

C'est Naples qui joua le principal rôle dans le retour de l'art italien à la réalité. L'animalier Palizzi (1816-1899), le premier, persuada à ses élèves d'étudier les effets de la lumière. Il prépara sa tâche à Domenico Morelli (1826-1901), à Celentano (1835-1863), à Altamura (1826-1897) qui furent les chefs de cette école.

Au même moment, Miola (né en 1840) et Toma (1838-1891) mettent en vogue les scènes antiques. Ce mouvement est parallèle à celui des néo-Grecs en France ou de Lord Leighton en Angleterre.

Des artistes d'autres régions italiennes contribuèrent à émanciper leur pays de l'académisme : Cremona (1837-1878) qui, avec Bianchi (1840-1904) et Carcano (1840-1914), réforma l'école lombarde; Faruffini (1831-1869), Fontanesi (1818-1882), Barabino (1832-1891) et surtout Luigi Serra (1846-1888) de Bologne, tôt enlevé, mais dont la *Reddition de Prague*, à Sainte-Marie-de-la-Victoire, à Rome, est plus qu'une promesse.

A Venise, sous l'impulsion du délicat Favretto (1849-1887), une école se consacra principalement à traiter des paysages ou des scènes de Venise. Elle a donné à l'Italie quelques-uns de ses meilleurs artistes contemporains : la famille Ciardi (Guglielmo, 1842-1917, et ses enfants : Beppe, né en 1875, et Emma, née en 1879), Zandomenighi (né en 1841), Lugi Nono (1850-1918), Ettore Tito (né en 1859), Marius Pictor, Italico Brass (né en 1870).

Les mouvements d'art à l'étranger eurent leur répercussion plus ou moins forte sur l'Italie. Les préraphaélites anglais firent quelques adeptes : Faustini, De Carolis, Giuseppe Cellini, le sculpteur Sartorio qui, depuis, a évolué. L'impressionnisme français conquiert au début le Napolitain De Nittis (1846-1884) et le Ferrarais Boldini (né en 1845) au point de les décider à s'expatrier; toutefois, il n'eut véritablement d'influence en Italie qu'après 1896, après la première de ces expositions de Venise qui établirent un contact plus étroit entre artistes français et italiens, déterminant l'exode en nombre de ces derniers vers Paris. L'impressionnisme français fut modifié et italianisé par Prévati (1852-1920) sous le nom de divisionnisme; les disciplines académiques furent abolies; le tempérament individuel des artistes s'accusa de plus en plus. Il faudrait ici donner une liste interminable de noms, parmi lesquels on doit retenir surtout ceux de Pio Joris (1843-1921), de Mancini (né en 1852), de Morbelli (1863-1919), de Balestrieri (né en 1874), peintres de scènes de la vie réelle. La composition historique à caractère monumental et officiel s'incarne en Maccari (1840-1919). L'art italien moderne a atteint sa plus haute expression avec Segantini (1858-1899), interprète des grands paysages alpins et de la vie des bergers parmi leurs troupeaux.



LE Théâtre du Gymnase, PAR MENZEL. CL. BRUCKMANN.

La gravure, en Italie, au XIX<sup>e</sup> siècle, a connu des fortunes diverses. Les derniers représentants de l'époque classiciste, Toschi (1788-1854) et Longhi (1766-1831), sont surtout habiles. Excellents maîtres, ils formèrent de nombreux élèves. Pinelli (1781-1835), qui grave des scènes populaires romaines, mérite une mention à part. Calamatta (1801-1869), qui étudia à Paris, où Ingres le distingua, et qui passa sa vie hors d'Italie, rénova l'art du burin, et Mercuri (1804-1884) contribua à cette renaissance.

Actuellement, surtout depuis la fondation des expositions de Venise, règne une grande activité, tournée notamment vers la gravure en couleurs, qui a donné des résultats remarquables.

ESPAGNE. — L'académisme eut pour champion José de Madrazo, puis le romantisme fut en faveur et détermina les compositions historiques de Rosales, de Carbonero, de Pradilla, etc. A ce moment, les Espagnols sortent de leur pays, vont étudier à Rome, à Paris, perdent leur originalité, tels Federigo de Madrazo (1815-1894), Zamacoïs et le cosmopolite Fortuny (1839-1874), virtuose étonnant mais superficiel. Seul, le charmant dessinateur Daniel Vierge (1861-1904) garde sa personnalité dans ses illustrations de livres.

Heureusement, à la fin du dernier siècle, l'art espagnol est revenu à ses traditions avec Zuloaga (né en 1870), Sorolla y Bastida (m. en 1923), Benlliure y Gil, Rosinó, Anglada, et, plus récemment, les frères de Zubiaure. La gravure a suivi une évolution parallèle avec des artistes tels que Ricardo Baroja et Fernando Labrada.

AMÉRIQUE. — ÉTATS-UNIS. — Les États-Unis ont donné à l'art la grande figure de Whistler (1834-1903), peintre de portraits et d'intérieurs pleins d'intimité. Instruit à Paris, il a connu les premiers impressionnistes, parmi lesquels on l'a rangé arbitrairement, car sa technique est toute différente. Whistler a eu naturellement une grande influence sur le développement de la jeune école américaine, notamment sur Alexander (né en 1858) et Humphreys Johnston.

John Sargent (1856-1925), d'origine française, comme le décorateur La Farge (1835-1910), est un virtuose et un coloriste savant.

AMÉRIQUE LATINE. — Son entrée dans l'art a été plus tardive et moins éclatante. A l'Exposition de 1900, parmi les tableaux figurant à la Décennale, qui indiquait la situation de l'art dans le monde entier, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Équateur et le Pérou se trouvaient surtout représentés, et par des artistes très parisiens; Cuba, le Mexique, le Nicaragua offraient quelques rares spécimens; il n'était question ni du Brésil, ni



Vita somnium breve, PAR BÖCKLIN.  
CL. PHOTOGRAPHISCHE UNION MUNICH.





Retour à la bergerie, PAR SEGANTINI.

de la république Argentine, dont la participation se réduisait aux seules œuvres d'Ulpiano Checa, évocateur brillant et superficiel de scènes antiques, au reste classé parmi les Espagnols. Depuis, le Brésil ne s'est pas encore éveillé à l'art, mais l'Argentine a rattrapé le temps perdu et pris la tête de ses sœurs latines d'Amérique. Grâce à des précurseurs comme Ernesto de la Carcova, elle possède à présent une jeune école homogène, libre et moderne dans son expression, toutefois équilibrée et préservée des extravagances, masques commodes aux maladroits et aux ignorants. Une récente exposition (Paris, 1926) a permis d'apprécier le mérite de ces nouveaux artistes : ils ont découvert la source inédite et abondante de thèmes et de types que leur offrait leur propre pays ; ils y puisent soit en rendant l'activité des ports et des villes comme Alberto Rossi, soit en évoquant les pampas et leur population pittoresque de métis, comme font Gramajo Gutierrez, Bermudez Franco, Terry, Thibon de Libian, Gigli et d'autres encore. Un très bel avenir semble réservé à cette école naissante.

**JAPON.** — Le XIX<sup>e</sup> siècle a révélé aux Occidentaux l'art japonais, principalement sous la forme d'estampes en couleurs. En 1806 disparaît Utamaro, peintre de la courtisane idéalisée, représentant d'un XVIII<sup>e</sup> siècle galant. Observateur précis, il n'accorde dans son œuvre qu'une part secondaire à la nature, qui joue un rôle essentiel chez les artistes du XIX<sup>e</sup> siècle, à commencer par Hokusai (1760-1849), peintre de paysages et de scènes réalistes. Hiroshige (1797-1858) est aussi un beau paysagiste.

Ces estampes, introduites en France vers 1860, enthousiasmèrent des écrivains comme les Goncourt ou des peintres comme Manet et Degas. Le Japon contribue à la naissance de l'impressionnisme. Par contre, l'ouverture du Japon à la civilisation européenne amena la décadence de l'estampe pratiquée par les élèves d'Hokusai.

Quant aux peintres proprement dits, ils forment deux groupes : l'un avec Hashimoto Gako, Masao Gejo, suit la tradition ancienne ; l'autre avec des artistes comme Yoshida, Kuroda, Yorisaku Wada, Foujita, s'est rallié à l'art européen.

**CHINE.** — La Chine a cessé également de rester étrangère à l'esthétique européenne. Là aussi, certains artistes tels Yang-Yé ou Tchang-ticheng se tiennent dans la tradition chinoise ou s'inspirent de modèles japonais ; d'autres, notamment Emma Chang, se sont mis à l'école de l'Europe.

**LA SCULPTURE ET LA GRAVURE EN MÉDAILLES.** — **FRANCE.** — L'influence de Canova est limitée. Son naturalisme marque Bosio (1766-1845) qui, à son tour, transmet certaines caractéristiques à Pradier (1792-1852). On peut retrouver le Canova antiquisant dans certaines œuvres de David d'Angers (1788-1856), si admiré pendant la monarchie de Juillet. Rude (1784-1855) a trouvé, après sa mort, une bien plus grande gloire. Sous le travestissement antique qu'il conserve encore, une vie épique bouillonne dans sa *Marseillaise* de l'Arc de Triomphe, et il rend le mouvement à la statuaire figée par principe. Barye (1796-1875) revient entièrement à la nature dans ses statues d'animaux. Avec Carpeaux (1827-1875) nous retrouvons les traditions du XVIII<sup>e</sup> siècle : vérité et élégance. Ses statues dégagent une animation extraordinaire (la *Danse*, de l'Opéra).

Revenue à une esthétique saine, la France, à partir de 1860, offre une incomparable école. Si certains étudient l'antique comme Eugène

Guillaume (1822-1905), le XV<sup>e</sup> siècle florentin comme Paul Dubois (1829-1905) ou Mercié (1845-1916), c'est pour interpréter et non pour copier. Falguière (1831-1900) donne des œuvres pleines de fougue et de vie. Frémiet (1824-1910) reprend la tradition d'animalier léguée par Barye ou campe des personnages historiques. Dalou (1838-1902), parallèlement à Constantin Meunier en Belgique, représente l'homme du peuple avec vérité, sans mélodrame.

Lorsque s'ouvre le XX<sup>e</sup> siècle, l'école française est dominée par deux artistes de tendances différentes. Rodin (1840-1916), chercheur inquiet, est soucieux d'animer la matière soit dans ses bustes, soit qu'il ploie des corps féminins avec une sensualité digne de Clodion, soit qu'il exécute de grandes œuvres comme les *Bourgeois de Calais*. Bartholomé (né en 1848) recherche le calme. A la *Porte de l'Enfer*, tordue et torturée, qu'a laissée Rodin, s'oppose son *Monument aux morts*, harmonieux et tranquille.

C'est un art équilibré et stylisé que cherchent les artistes plus jeunes, principalement Bourdelle, sur qui la sculpture grecque archaïque produit une forte impression ; Landowski, aux groupes largement rythmés, puis Maillol, Despiau, J. Bernard.

La seconde partie du XIX<sup>e</sup> siècle a vu une renaissance de la Médaille, devenue, à l'époque de Louis-Philippe, banale et sans accent. Avec ses médaillons, le meilleur de son œuvre parce qu'il s'y montre plus libre, David d'Angers se trouve à l'origine de cette restauration. Après lui, d'autres sculpteurs, Chapu, Carpeaux, Degeorge, surtout le graveur Ponscarne (1827-1903) préparent la résurrection d'un art que Daniel Dupuis (1849-1899), Chaplain et Roty (1846-1911), ensuite Bottée, Vernon et Alexandre Charpentier ont porté à sa perfection.

**ITALIE.** — Canova n'eut pas d'élèves à proprement parler ; Thorvaldsen, au contraire, forma d'innombrables disciples de tous pays, particulièrement, parmi les Italiens, Pietro Tenerani (1789-1869), avec qui la sculpture évolue et abandonne les modèles antiques pour imiter ceux de la pré-Renaissance.

A Florence, Bartolini (1777-1850) avait imprimé une nouvelle direction à l'art italien, mais en substituant au classicisme antiquisant un académisme qui corrigeait la réalité. Cet académisme fut, à son tour, enterré par Dupré (1817-1882), qui s'inspira plus franchement de la nature.

Le retour intégral au réalisme s'effectue à Milan qui, vers 1850, commença à jouer un rôle prépondérant et où se forma le Tessinois Vela (1822-1891), chef des *véristes*. Cette école eut le mérite d'arracher l'art à un faux idéalisme, mais tomba dans un excès contraire, c'est-à-dire dans l'exagération parfois puérile du détail jointe à l'absence de pensée.

L'unification du royaume inspira d'innombrables monuments aux grands hommes qui l'avaient réalisée. C'est dans ce genre que Rosa (1846-1890), Barzaghi (1832-1892), Ximenes (né en 1855), Ferrari



LA Mère de Whistler, PAR WHISTLER. — Musée du Louvre. CL. GIRAUDON.



(1832-1916), Gallori (né en 1853), Romanelli (né en 1872) et tant d'autres opérèrent.

La personnalité marquante dans le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle fut le Génois Monteverde (1837-1917), qui sut se dégager des minuties et des vulgarités du verisme. Le Napolitain Gemito (né en 1852) ne put donner sa mesure. Les artistes actuellement vivants tendent à l'effort original et dans des sens différents. On remarquera que le Piémont, précédemment stérile, a fourni à l'Italie trois de ses meilleurs sculpteurs : Bistolfi (né en 1859), Calandra (1856-1915) et Canonica (né en 1869). A côté d'eux, il faut citer le Sicilien Trentacoste (né en 1856), Florentin d'adoption, qui a exécuté des statues expressives et renouvelé l'art de la médaille.

**BELGIQUE.** — A côté de Godecharle (1751-1835), disciple de Houdon, le classique Kessels (1784-1836) ouvre le siècle. La sculpture, banale avant 1870, ne se développe qu'ensuite. Malgré leur talent, Charles van der Stappen (né en 1843), Paul de Vigne (1843-1901), Julien Dillens sont distancés par Constantin Meunier (1831-1905), qui a su évoquer avec vérité, mais en l'anoblissant, le travail pénible des mineurs ou des portefaix.

Un réalisme plus exubérant marque les œuvres de Jef Lambeaux (1852-1908), tête de la génération suivante. A ce réalisme s'oppose l'idéalisme de Victor Rousseau (né en 1865) et de l'archaïsant Minne.

**ANGLETERRE.** — Le classicisme antiquisant, introduit par Banks (1735-1805), eut un de ses principaux champions en Europe avec Flaxman (1755-1826). Gibson (1791-1866) introduisit en Angleterre la manière canovienne. A la médiocrité qui caractérise la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, Alfred Stevens (1818-1875) échappa seul par ses qualités de décorateur.

Dalou, installé à Londres en 1879, joua un rôle bienfaisant. Il apprit à ses élèves anglais à mépriser la fausse tradition classique et à observer. Il forma des élèves comme Pomeroy et Frampton. Un peu plus tard, un autre Français, Legros, eut une influence aussi heureuse. Un art plus libre et vigoureux naquit, dont témoignent des artistes comme Alfred Gilbert et Drury qui, à son tour, fut chef d'école.

**ALLEMAGNE ET AUTRICHE.** — Bien qu'il soit pénétré du classicisme, Schadow (1764-1850), l'initiateur de l'école de Berlin, tend vers une conception réaliste. Il forma Rauch (1777-1857), l'auteur de la statue de Frédéric II à Berlin, qui, à côté de réminiscences antiques, apporte du naturel dans ses œuvres. Rauch instruisit de nombreux élèves : Drake, Blaser, l'animalier Kiss, surtout Rietschel (1804-1861), qui voulut garder l'équilibre entre l'académisme et le réalisme; il fonda l'école de Dresde, d'où sortit Schilling (né en 1828).

A Munich, les projets de Louis I<sup>er</sup> provoquent une grande activité; on y pratique un art mi-grec, mi-romantique, dont Schwanthaler (1802-1848), véritable entrepreneur de sculpture, fournit des exemples caractéristiques.

Une réaction contre tous les poncifs, académiques ou romantiques, dans le sens du naturalisme et du retour aux traditions de la Renaissance allemande, fut l'œuvre de Halbig (1814-1882) à Munich, plus tard de Begas (1831-1911) à Berlin et de Diez (né en 1844) à Dresde, durant que Hildebrand (1847-1921) préparait un néo-classicisme débarrassé de formules académiques.

La sculpture contemporaine est dominée par Max Klinger (1857-1920), auteur du célèbre *Beethoven*, en quête de nouveauté, en proie à cette préoccupation bien allemande de philosopher et d'exprimer des symboles.

L'Autriche, pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, resta inactive. Le classicisme eut son meilleur adepte en Zauner (1746-1822). Böhm (1794-1865), intelligent et cultivé, surtout médailleur, réagit contre l'anticomanie et forma, avec Bauer (1797-1872), la plupart des nombreux artistes qui collaborèrent à l'embellissement de Vienne : les frères Gasser, Zumbusch, Hoffmann, Kundmann, Natter, Tilgner.

**PAYS SCANDINAVES.** — C'est d'Italie que se répandit l'influence de

Thorvaldsen dans son propre pays. Ses disciples danois, Freund (1786-1840), Bissen (1798-1868), Jerichau (1816-1883), firent durer le règne du classicisme; à une époque relativement récente, il a fallu l'effort de Brandstrup (né en 1861), de Hansen-Jacobsen (né en 1869), de Tegner, pour ramener la sculpture danoise au réalisme.

En Norvège, un autre élève de Thorvaldsen, Michelsen (1789-1859), introduisit le classicisme qui s'implanta longtemps, jusqu'à ce que Sinding (né en 1846) le fit disparaître. Toutefois un art désireux et sincère ne fut trouvé que par les artistes de la génération suivante, guidés par Vigeland (né



Hokusai, PAR LUI-MÊME. CL. GIRAUDON

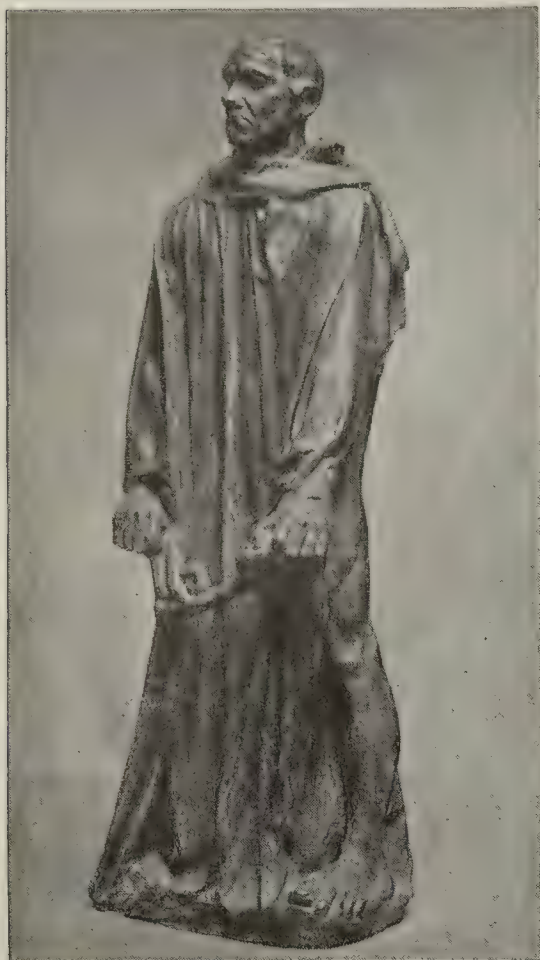


LA Marseillaise, bas-relief de l'Arc de Triomphe, à Paris. — Œuvre de Rude. CL. GIRAUDON



LA Danse, groupe ornant la façade de l'Opéra, à Paris. — Œuvre de Carpeaux. CL. GIRAUDON



UN DES *Bourgeois de Calais*. — Œuvre de Rodin.

expressif et réaliste de l'Espagne reparut à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle chez des artistes tels que Mariano Benlliure (né en 1862) ou Agostin Querol y Subiratz.

**RUSSIE.** — Sous Nicolas I<sup>er</sup>, au poncif académique se substitua un autre poncif romantique et patriotique. Cette tradition fut continuée par Antokolski (1843-1902), qui représenta les grands hommes de la Russie en des attitudes théâtrales. À la même époque, Clodt, Aubert, Lancelay sont des animaliers estimables. C'est dans ce dernier genre que, plus récemment, le prince Troubetskoï, auteur d'œuvres généralement menues, s'applique à rendre des impressions fugitives; mais c'est un cosmopolite, et peut-être plus encore qu'à la Russie, il se rattache à l'Italie, où il naquit et où il étudia.

**AMÉRIQUE.** — Aux États-Unis la statuaire se borna pendant longtemps à glorifier les grands hommes dans un style académique. Elle n'a pris caractère et originalité que depuis une trentaine d'années, sous l'influence de la France. Saint-Gaudens (né en 1848), French (né en 1850), Bartlett (1865-1925), Mac Monnier se sont formés à Paris sous la direction de Dalou ou de Rodin. Cette jeune école est vivante et riche en promesses.

Comme les peintres, les sculpteurs de l'Amérique latine ne se sont révélés que récemment. Pour ses débuts artistiques, la république Argentine offre d'intéressantes personnalités comme celles d'Yrurtia ou de Fioravanti, qui font bien augurer de l'avenir.

### Musique.

Le XIX<sup>e</sup> siècle vit un développement considérable de la musique. Dans un sens général, le mot progrès est impropre. Bach, Hændel, Mozart, avec des moyens réduits, avaient atteint des hauteurs qui n'ont pas été dépassées. Le XIX<sup>e</sup> siècle a enrichi l'écriture musicale par des associations nouvelles de tonalités et perfectionné l'orchestre, mais le souci de l'inédit a amené

1869), qu'influence Rodin.

La Suède échappa longtemps à la contagion classiciste, grâce à Sergel (1740-1814) qui, élève de Larchevêque, maintint la tradition française du XVIII<sup>e</sup> siècle. Après sa mort, la sculpture tomba dans un académisme figé dont elle ne se débarrassa qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, avec la nouvelle école représentée principalement par Hasselberg (1850-1894), Eriks-son (né en 1858) et Millès, qu'influence Rodin.

**ESPAGNE.** — La sculpture a été l'art principalement marqué par l'académisme que représente Alvarez de Pereira y Cubero (1769-1827). Jusqu'aux environs de 1870, les Espagnols imitent l'antiquité ou leurs sculpteurs de la Renaissance tels que Berruguete. Le génie

en quelque mesure une décadence. Trop souvent, les musiciens contemporains en sont arrivés à se préoccuper plus de la forme que du fond. La pauvreté de l'invention se masque sous un vêtement lourd d'ornements ou brodé avec minutie.

L'origine de ce progrès de la musique symphonique se trouve dans les pays de culture allemande. Logiquement on doit commencer par eux.

**ALLEMAGNE. — AUTRICHE.** — Le génie de Beethoven avait procuré à Vienne, la capitale musicale allemande depuis la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, un éclat sans pareil.

Schubert (1797-1828) conserve à Vienne sa primauté. Son esprit est plus fruste, moins nuancé, plus objectif aussi que celui de Beethoven. C'est la nature que réfléchissent ses œuvres : prairies où chantent les ruisseaux sous le soleil estival, landes au crépuscule ou villages la nuit sous la neige. Il donna sa forme achevée au *lied*, pièce de chant, parfois très courte, où la musique s'associe intimement à la poésie.

Beethoven et Schubert disparus presque en même temps, Vienne, du moins pour quelque temps, cesse de jouer un rôle primordial. Weber (1786-1826) y complète son éducation musicale, avant de mener une vie aventureuse qui prend fin avec son installation à Dresde. Il renforce le rôle de l'orchestre dans ses drames lyriques; il fait de l'ouverture une symphonie résumant, en ses thèmes essentiels, l'œuvre qui va se jouer. Il prépare la voie à Richard Wagner (1813-1883) dont les ambitions sortent du domaine musical. Wagner veut créer un drame où le décor, la mimique, la déclamation s'unissent étroitement à la musique traductrice de symboles philosophiques; par exemple la lutte entre l'âme et les sens, le rôle néfaste de la convoitise. Il rêve aussi d'une œuvre nationale. Après Wagner, le théâtre lyrique allemand offre principalement les drames de Richard Strauss (né en 1865), *Salomé*, *Elektra*, où des passions hystériques sont exprimées avec une rhétorique raffinée.

Parallèlement au théâtre, la musique purement instrumentale joue un vif éclat avec Mendelssohn (1809-1847), puis Schumann (1810-1856). Le premier garde la tradition classique, mais c'est aussi un romantique amoureux de pittoresque (*la Grotte de Fingal*, *la Symphonie italienne*) ou lyrique (*Chants sans paroles*). Il précède Schumann, qui, avant tout, est lyrique, chante une passion à la fois pure et vibrante, dans ses œuvres orchestrales, dans ses compositions de piano ou de musique de chambre, et plus encore dans ses *lieder*.

À côté d'eux se dresse la grande figure du Hongrois Liszt (1811-1886). Ce fut un pianiste inoubliable, mais on regrette que la virtuosité l'ait trop souvent détourné de la composition musicale, où il affirme un génie que prouve aussi son rare discernement vis-à-vis des musiciens contemporains.

Après de tels maîtres, l'art allemand qui, pendant deux siècles, s'était maintenu si haut, décline. Il n'offrit plus que des compositeurs, savants, mais au fond peu personnels : Brahms (1833-1897), Brückner (1824-1896), Malher (1860-1911), Richard Strauss.

**FRANCE.** — Sauf depuis quarante ans, l'art lyrique, dans ce pays où l'éducation musicale était peu répandue, s'exprime surtout au théâtre. Nous avons vu Gluck marquer de son empreinte l'Italien francisé Cherubini (1760-1842) et Méhul (1763-1817). Avec Boieldieu (1775-1834), on revint vite à l'opéra-comique du XVIII<sup>e</sup> siècle sentimental sans passion, aimable et léger. Ce genre triomphe aussi avec Auber (1782-1871) et Adam (1803-1856), dénués de l'émotion qu'on retrouve parfois chez Hérold (1791-1833), l'auteur du *Pré aux Clercs*; l'opéra-comique a survécu dans l'opérette telle que l'ont conçue Lecocq ou Messager.

Le théâtre romantique, producteur de drames historiques à costumes et à décors, influa sur l'Opéra français qui, lui aussi, donna des pièces à grand spectacle, dont *la Juive* d'Halévy (1799-1862), musicien consciencieux mais gauche, est le type parfait. Auber a laissé plusieurs grandes œuvres vides. Enfin, l'Opéra français dut



STATUE DE FRÉDÉRIC LE GRAND, A BERLIN. — Œuvre de Rauch. CL. NEURDEIN.



sa vogue à deux étrangers, l'Italien Rossini (1792-1868), dont le *Guillaume Tell* est imposant, mais sans la vie exubérante de ses œuvres antérieures, et le Berlinoise Meyerbeer (1791-1864), habile cuisinier, puisant un peu partout et arrivant à donner l'illusion de la passion et du dramatique.

La France ne peut opposer au prodigieux mouvement allemand que Berlioz (1803-1869). Comme Wagner, il a le sentiment de l'union entre la poésie et la musique. Il a conscience du rôle de l'orchestre et il restaure la musique symphonique en France, qui peu à peu reprend son rang. Berlioz a été le père spirituel de Reyer (1823-1909).

Les musiciens qui suivent Berlioz ont, à son exemple, le souci de ne pas se contenter de mélodies faciles sur des accompagnements invariables. Gounod (1818-1893), tirant profit d'un séjour en Allemagne et des conseils de Mendelssohn, introduit dans l'art français un sentiment plus pénétrant et plus enveloppant. Il montra le chemin aux compositeurs plus jeunes : Bizet (1838-1875) qui, dans *Carmen*, a écrit une musique extraordinaire de force dans sa sobriété; Saint-Saëns (1835-1924), nourri des grands classiques, à qui il doit la grandeur et l'impeccabilité de ses œuvres; Lalo (1823-1892) qui, avec Saint-Saëns, renouvella la symphonie et la musique de chambre; Fauré (1845-1924), dont la musique est forte dans sa grâce.

Saint-Saëns et Fauré ont contribué au relèvement de la musique religieuse; toutefois, sur ce point, le principal mérite revient à César Franck (1822-1890) qui, avec son maître Benoist, restaura la musique d'orgue. Génie tout de tendresse et de piété, Franck se montra un chef d'école incomparable. Il forma Duparc (né en 1848), dont les mélodies, avec celles de Fauré, dominent la musique contemporaine; Chausson (1855-1899), enfin Vincent d'Indy (né en 1851), qui domine notre époque autant par sa valeur que par son apostolat de la *Schola Cantorum*.

Vincent d'Indy appartient à cette génération qui subit fortement l'influence de Wagner, influence dont témoigne notamment la *Gwendoline* de Chabrier (1841-1894). Il sut en dégager son caractère propre, mais elle annihila la personnalité de bien des musiciens. Cette influence dut sa fin, dans les dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle, à Debussy (1862-1918). Ce compositeur, assez fermé et hostile à l'art allemand, avait choisi ses maîtres surtout parmi les musiciens français du XVIII<sup>e</sup> siècle, chez les Russes modernes. Il créa une musique impressionniste, qui juxtapose les tonalités, comme un peintre accordant ses couleurs. Renonçant à l'orchestre géant et à la rhétorique de Wagner, il cherche à créer une atmosphère, un milieu. La première représentation de *Pelléas et Mélisande*, le 30 avril 1902, fut un événement riche en conséquences.

Toute la jeune école française porte l'empreinte parfois exagérée de Debussy, tandis qu'elle a peu subi l'influence de Dukas (né en 1865), la seule personnalité qu'on puisse opposer à Debussy et qui se rattache, par un orchestre riche en développements et en timbres, à Wagner. L'art de Debussy a exercé une attraction sur les tout jeunes compositeurs anglais ou italiens. La France dispute maintenant à l'Allemagne l'hégémonie que ce pays détenait depuis plus de cent ans.



WAGNER (1813-1883). CL. HANFSTAENGL.

ITALIE. — Rossini ouvre le XIX<sup>e</sup> siècle; héritier de Cimarosa et des bouffons de l'époque précédente dans son *Barbier*, il clôt l'âge de la musique joyeuse qui ne reparaitra plus que de loin en loin dans le *Don Pasquale* de Donizetti, le *Falstaff* de Verdi, ou, plus récemment, le *Gianni Schicchi* de Puccini (1858-1924).

La musique dramatique est d'abord représentée par Spontini (1774-1851), puis par Bellini (1801-1835) qui, dans sa *Norma*, trouve de beaux accents graves. Donizetti (1797-1848) fut extraordinairement doué; il abusa de sa prodigieuse inspiration, mais il a laissé des pages soit élégiaques, soit d'une incontestable force dramatique.

Verdi (1813-1901) suit la tradition de Donizetti, avec un génie plus rude et plus populaire. Dans ses premières œuvres, s'il ne sait pas exprimer l'amour, en revanche il rend merveilleusement la douleur, la haine, la colère. Il est essentiellement dramatique. Par son caractère, Verdi inspire l'admiration: alors qu'il pouvait se reposer sur ses lauriers, il comprit l'insuffisance

de sa technique. Il se remit à l'étude et, après *Aida*, il donna deux chefs-d'œuvre en des genres différents: *Otello* et *Falstaff*. A côté de Verdi se place son ami et librettiste Boito, dont la musique du *Mefistofele* trahit une nature affinée et cultivée.

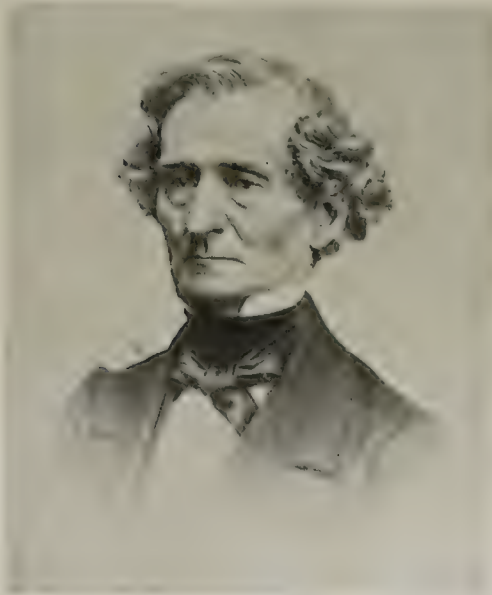
Malheureusement, après Verdi, l'école théâtrale ne persista pas dans la voie du progrès où il l'avait laissée. Insouciants de son exemple ou des enseignements venus de l'étranger, les veristes, reprenant l'appellation qui avait servi pour Vela et les sculpteurs de son école, pratiquèrent un art rudimentaire, dont la *Cavalleria* de Mascagni (né en 1865) fournit l'exemple le plus significatif. Plus avisé et plus instruit, Puccini créa une forme habile et séduisante qui lui valut les faveurs du grand public dans l'univers entier.

La musique religieuse, sous la forme bien italienne de l'oratorio, est représentée de nos jours par Don Lorenzo Perosi (né en 1872) qui, malgré l'ampleur des moyens mis en œuvre, n'atteint pas toujours le résultat cherché. Actuellement, une jeune école, particulièrement dans le domaine de la musique de chambre, comprend qu'il convient de rendre son rang à la patrie de Monteverdi et des maîtres des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles.

LES PAYS SLAVES. — Sans ascendance ni postérité spirituelle, formant école à lui tout seul, Chopin (1810-1849) relève le nom de la Pologne meurtrie et anéantie. De père français, il procède de deux races: il tient de la France l'élégance châtiée de son style, de la Pologne la fantaisie et la méancolie de son inspiration.

La voisine Russie, sœur ennemie de la Pologne, malgré les rares dispositions dont témoigne son fonds populaire, fut longue à découvrir son originalité et à se débarrasser de la tutelle allemande à laquelle sont asservis les créateurs de l'école russe: Glinka (1803-1857), César Cui (1835-1918) et encore Rimski-Korsakov (né en 1844), chez qui la libération se dessine.

Le génie russe prend une complète possession de lui-même avec Borodine (1834-1887), évocateur des steppes; avec Balakirev (1836-1910), avec surtout Moussorgski (1839-1881): l'inspiration jaillit libre chez ce musicien, ignorant de technique au point que Rimski-Korsakov dut orchestrer de ses œuvres. L'âme russe, avec sa dualité



BERLIOZ (1803-1869).



GOUNOD (1818-1893).



CÉSAR FRANCK (1822-1890).





DEBUSSY (1852-1918). CL. NADAR.

très élevé, l'influence de Mendelssohn s'ajouta à celle de Hændel et affermit le triomphe des Allemands. En dehors d'eux, Gounod, après 1870, eut seul sur les artistes anglais un ascendant personnel, contrecarré par l'influence de Wagner, prépondérante chez Elgar (né en 1857). La suprématie allemande disparut à son tour devant le prestige de Debussy, déjà particulièrement qualifié pour plaire aux Anglais par les côtés préraphaélites de *la Damoiselle élue* ou de *Pelléas*. La jeune école lui doit beaucoup.

**BELGIQUE.** — **HOLLANDE.** — Dans ces pays, où la musique est universellement enseignée et goûtée, on trouve des érudits, d'excellents exécutants, mais peu de compositeurs vraiment inspirés. Jan Blockx (1851-1912), dans ses œuvres pour l'Opéra flamand d'Anvers, notamment *Princesse d'auberge*, a puisé son inspiration dans le terroir néerlandais.

**ESPAGNE.** — Malgré ses richesses naturelles, l'Espagne n'a rien produit pendant presque tout le XIX<sup>e</sup> siècle; la seule musique qu'elle entendait, au dehors de chants et de danses séculaires, lui était apportée par les troupes italiennes d'opéra qui chantaient à Madrid et à Barcelone. Le caractère musical de la nation se retrouve dans les *zarzuelas* ou opérettes espagnoles. Plus récemment, en même temps que le réveil de la littérature et de la peinture, s'est produite une Renaissance musicale, provoquée par des impressionnistes comme Albeniz (1861-1909), Granados (1868-1915), qui, surtout dans des œuvres pour piano, rendent avec vérité et sobriété l'atmosphère de leur pays.

## BIBLIOGRAPHIE

### Les Arts du Dessin.

**OUVRAGES GÉNÉRAUX.** — BÉNÉDITE, *Exposition de 1900 à Paris, Rapports. Introduction générale*, tome I, 2<sup>e</sup> partie, Beaux-Arts (1904). — *Le Musée d'art*, publié sous la direction de E. Müntz et P.-L. Moreau (s. d.). — *Histoire de l'art*, publiée sous la direction d'André Michel, tome VIII (1925-1926, 2 vol.). — FONTAINAS (A.), VAUXCELLES (L.), GROMORT (H.) et MOUREY (G.), *Histoire générale de l'art français depuis la Révolution jusqu'à nos jours* (1922-1926, 3 vol.).

**OUVRAGES CONCERNANT UN PAYS :** **FRANCE.** — HOURTICQ (L.), *France* (1911). — **ANGLETERRE.** — ARMSTRONG, *Angleterre* (1910). — **BELGIQUE.** — DE TUEY (E.), *Les Artistes belges contemporains.* — LEMONNIER (C.), *Histoire des Beaux-Arts en Belgique* (Bruxelles, 1881). — ROOSES (H.), *Flandre* (1913). — VANZYPE (G.), *L'Art belge du XIX<sup>e</sup> siècle à l'exposition de Paris en 1923* (1924). — **ALLEMAGNE.** — GURLITT (C.), *Die deutsche Kunst des XIX<sup>ten</sup> Jahrhunderts* (1913). — TSCHUDI (H. von), *Ausstellung deutscher Kunst aus der Zeit von 1775-1875* (Munich, 1906). — **AUTRICHE.** — HEVESI, *Oesterreichische Kunst im XIX. Jahrhundert* (Leipzig, 1903). — **PAYS SCANDINAVES.** — HANAUSER (E.), *Dänische Kunst des XIX. Jahrhunderts* (Leipzig, 1907). — DRESNER (A.), *Schwedische und norwegische Kunst seit der Renaissance* (Breslau, 1924). — VIDALENC (G.), *L'Art norvégien contemporain* (1921). — **PAYS SLAVES.** — UMANSKIJ (K.), *Neue Kunst in Russland, 1914-1919* (Potsdam, 1920). — RÉAU (L.), *L'Art russe* (1921-1922). — TOPASS (J.), *L'Art et les artistes en Pologne* (1923). — **ITALIE.** — CALLARI, *Storia dell'arte contemporanea in Italia* (Rome, 1909). — SPRINGER-RICCI, *Manuale di storia dell'arte* (tome V, Bergamo, 1924). — OJETTI (U.), *Ritratti d'artisti italiani* (Milan, 1911 et 1923). — COLASANTI (A.), *La Galleria nazionale d'arte moderna* (Milan, s. d.). — Collection de monographies : I. *Maestri dell'arte, La Leonarda, Valori plastici.* — **ESPAGNE.** — DIEULAFOY (M.), *L'Espagne* (1913). — **JAPON.** — GONSE (L.), *L'Art japonais* (1886). — BING, *Le Japon artistique* (s. d.). — *Histoire de l'art du Japon*, ouvrage publié par la Commission

d'ardeur et de faiblesse, s'exprime dans *Boris Godounov*, œuvre vraiment nationale.

L'instabilité slave, une tendance naturelle à l'anarchie a conduit la jeune école vers un art ultra-moderne que dessine la fantaisie d'un Igor Trawinski.

**PAYS SCANDINAVES.** — Il s'agit surtout de la Norvège, qui se débarrassa de l'influence allemande avec ses deux grands musiciens : Svendsen (né en 1840) et Grieg (1843-1907), qui reviennent aux sources naturelles du chant populaire.

**ANGLETERRE.** — En Angleterre où la musique, après son éclipse au XVII<sup>e</sup> siècle, n'avait jamais atteint un niveau

impériale du Japon à l'Exposition universelle de Paris (1900) [1901]. — **ÉTATS-UNIS.** — RÉAU (L.), *L'Art français aux États-Unis* (1926).

## ARCHITECTURE ET ARTS SOMPTUAIRES

**FRANCE.** — MAGNE (L.), *L'Architecture française du siècle* (1889). — MAGNE (H.-M.), *L'Architecture* (1922). — VERNE (H.) et CHAVANCE (R.), *Pour comprendre l'art décoratif moderne en France* (1925). — SEDEYN (E.), *Le Mobilier* (1921). — OLMER (P.), *Le Mobilier français d'aujourd'hui* (1926). — QUÉNIQUX (G.), *Les Arts décoratifs modernes (France)* [1926]. — **ANGLETERRE.** — SÉDILLE, *L'Architecture moderne en Angleterre* (Gazette des Beaux-Arts, 1886). — MUTHESIUS, *Die englische Baukunst der Gegenwart.* — **BELGIQUE.** — BULS, *L'Architecture belge (Patria Belgica).* — **HOLLANDE.** — WATJES, *Nieuw nederlandse Bouwkunst* (1924). — **ALLEMAGNE.** — LAMBERT et STAHL, *Moderne Baukunst* (Stuttgart, 1905). — **PAYS SCANDINAVES.** — AHLDBERG, *Swedish Architecture of the XX century* (Londres, 1925). — **FINLANDE.** — WASASTJERNA (N.), *L'Architecture en Finlande* (Helsingfors, 1909). — **ITALIE.** — MELANI, *Manuale d'architettura italiana antica e moderna* (Milan, 1921). — **ÉTATS-UNIS.** — GRÉBER (J.), *L'Architecture aux États-Unis* (1920).

## PEINTURE ET GRAVURE

**OUVRAGES GÉNÉRAUX.** — MUTHER (R.), *Geschichte der Malerei im XIX Jahrhundert* (Munich, 1893). — BÉNÉDITE (L.), *La Peinture au XIX<sup>e</sup> siècle* (nouv. éd., 1924). — FOCILLON (H.), *La Peinture au XIX<sup>e</sup> siècle* (1926). — **FRANCE.** — HENRY MARCEL, *La Peinture française au XIX<sup>e</sup> siècle* (1905). — SAUNIER (Ch.), *Anthologie d'art français. La Peinture au XIX<sup>e</sup> siècle; La Peinture au XX<sup>e</sup> siècle* (s. d.). — DIMIER (L.), *Histoire de la peinture française au XIX<sup>e</sup> siècle* (1914). — FONTAINAS, *Histoire de la peinture française au XIX<sup>e</sup> et au XX<sup>e</sup> siècle* (1922). — HAUTECEUR (L.), *La Peinture au musée du Louvre. École française, XIX<sup>e</sup> siècle (1<sup>re</sup> partie)* [s. d.]. — JAMOT (P.), *La Peinture au musée du Louvre. École française, XIX<sup>e</sup> siècle (2<sup>e</sup> partie)* [s. d.]. — ROSENTHAL (L.), *La Peinture romantique française (1815-1830)* [1900]; — *Du romantisme au réalisme* (1914). — MAUCLAIR (C.), *Les États de la peinture française de 1850 à 1920* (1921). — LANOÉ et BRICE, *Histoire de l'École française de paysage en France* (1901). — DORBEC (Pr.), *L'Art du paysage en France* (1925). — LETELLIER (A.), *Des classiques aux impressionnistes* (1924). — DURET (Th.), *Les Peintures impressionnistes* (nouv. éd., 1922). — SIGNAC (P.), *D'Eugène Delacroix au néo-impressionnisme* (1900). — COQUIOT (G.), *Les Indépendants; Cubistes, futuristes, panéistes* (1923). — OZENFANT et JEANNERET, *La Peinture moderne* (1925). — COURBOIN (Fr.), *La Gravure française des origines à 1900* (1922). — DELTEIL (Loys), *Manuel de l'amateur d'estampes des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles* (1926). — Principales monographies : LAPAUZE (H.), *Ingres* (1911). — ROBAUT, *L'Œuvre complet d'Eugène Delacroix* (1884). — MAUCLAIR (C.), *Eugène Delacroix* (Londres, s. d.). — MOREAU-NÉLATON (E.), *Eugène Delacroix raconté par lui-même* (1916). — CLÉMENT (H.), *Catalogue de l'œuvre de Géricault (1866-1867)*. — ROSENTHAL (L.), *Géricault* (s. d.). — MOREAU-NÉLATON (E.), *Corot et ses œuvres* (1903); — *Corot raconté par lui-même* (1924); — *Millet raconté par lui-même* (1921); — *Daubigny raconté par lui-même* (1925). — MARCEL (H.), *S.-F. Millet* (1903). — LEMOISNE (P.-A.), *Gavarni* (1924). — KLOSSOWSKI, *H. Daumier* (Munich, 1908). — ESCHOLIER (R.), *Daumier* (1923). — DURET (Th.), *Courbet* (1918). — DORBEC (Fr.), *Eugène Fromentin* (1926). — RENÉ-JEAN, *Puvis de Chavannes* (1914). — DURET (Th.), *Histoire d'Edouard Manet* (nouv. éd., 1919). — ROSENTHAL (L.), *Manet graveur* (1925). — JAMOT (P.), *Degas* (1924). — VOLLARD (A.), *La Vie et l'œuvre de P.-A. Renoir* (1919). — FOSCA (Fr.), *Renoir* (1923). — GEFROY (G.), *Cl. Monet* (1922). — MAUCLAIR (C.), *Cl. Monet* (1924). — DURET (Th.), *Lautrec* (1920). — GASQUET (J.), *Cézanne* (1921). — VOLLARD (A.), *Cézanne* (1923). — JULLIEN (A.), *Fantin-Latour* (1909). — FAURE (E.), *E. Carrière...* (1908). — REY (R.), *Gauguin* (1925). — MAUCLAIR (C.), *A. Besnard...* (1914). — MOUREY (G.), *A. Besnard* (1906). — PÉRATÉ (A.), *Maurice Denis* (l'Art et les artistes, 1924). — COQUIOT (G.), *Bonnard* (1922). — Collection : *Les Peintres français nouveaux.* — **BELGIQUE.** — LEMONNIER (C.), *L'École belge de peinture* (Bruxelles, 1906). — MUTHER (R.), *Die belgische Malerei* (Berlin, 1904). — FONTAINAS (A.), *Rops* (1925). — ROOSES (M.), *Les Peintres néerlandais au XIX<sup>e</sup> siècle* (Anvers, 1899). — **ANGLETERRE.** — DAYOT (A.), *La Peinture anglaise* (1908). — SIZERANNE (R. de la), *Histoire de la peinture anglaise contemporaine* (1922). — CHESNEAU (E.), *La Peinture anglaise* (s. d.). — MOUREY et ROSSETTI, *Les Préraphaélites anglais* (s. d.). — HOLMAN-HUNT (W.), *The Pre-Raphaelitism* (Londres, 1913). — FAGAN, *History of engraving in England* (Londres, 1903). — Principales monographies : ARMSTRONG (Sir W.), *Turner* (1902). — BURNE JONES (Lady), *Life of Sir E. Burne Jones* (1906). — **ALLEMAGNE ET PAYS DE LANGUE ALLEMANDE.** — LA MAZELIÈRE (de), *La Peinture allemande au XIX<sup>e</sup> siècle* (1900). — KÉPPEN (A.), *Die moderne Malerei in Deutschland* (Bielefeld, 1903). — WALDEN (H.), *Expressionismus* (Berlin, 1918). — MEIER-GRAEFE (J.), *Hans von Marées* (Munich, 1909-1910). — ROSENBERG (L.), *Lenbach* (Bielefeld, 1908). — KIRSTEIN (G.), *Das Leben Adolf Menzels* (Leipzig, 1919). — HANCKE (E.), *M. Liebermann* (Berlin, 1914); — *Die moderne Malerei der deutschen Schweiz* (Leipzig, 1924). — MENDELSON (H.), *A. Böcklin* (Berlin, 1906). — MAEDER (A.), *Hodler* (Zurich, 1916). — **HOLLANDE.** — HUBNER (Fr.-M.), *Die neue Malerei in Holland* (Leipzig, 1921). — EISLER (J.), *Israels* (n° de The Studio, Printemps, 1924). — DURET (Th.), *Vincent van Gogh* (1916). — **PAYS SCANDINAVES.** — LAURIN, *La Suède vue par ses peintres* (s. d.). — AUBERT (A.), *Die Norwegische Malerei im XIX Jahrhundert* (Leipzig, s. d.). — TOR HEDBERG, *Anders Zorn* (1910). — **ITALIE.** — MELANI (A.), *Manuale di pittura italiana antica e moderna* (Mi'an, s. d.). — MORELLI-DALBONO (D.), *La Scuola napoletana di pittura nel secolo decimono* (Bari, 1915). — SAPORI (F.), *La Peinture italienne depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle* (Revue de l'art ancien, 1923). — MONTAUDON (M.), *Segantini* (Bielefeld, 1904). — **ESPAGNE.** — FRANCÈS, *La Peinture espagnole depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle* (Revue de l'art ancien, 1924). — BÉNÉDITE (L.), *I. Zuloaga* (1912). — **ÉTATS-UNIS.** — DURET (Th.), *Histoire de J. M. N. Whistler et de son œuvre* (1904). — **EXTRÊME ORIENT.** — MIGEON (G.), *Chefs-d'œuvre de*



ROSSINI (1792-1868).



*l'art japonais* (1905). — SEIDLITZ (W. von), *L'Estampe japonaise*, trad. par P.-A. Lemoisne (1915). — FENELLOSA, *L'Art en Chine et au Japon* (s. d.). — ELISEEV, *La Peinture contemporaine au Japon* (1923). — FOCILLON (H.), *Hokousai* (1914). — AUBERT (L.), *Les Maîtres de l'estampe japonaise* (1922).

## SCULPTURE ET GRAVURE EN MÉDAILLES

FRANCE. — BÉNÉDITE (L.), *Les Sculpteurs français et contemporains* (1901). — LAMI, *Dictionnaire des sculpteurs de l'Ecole française, XIX<sup>e</sup> siècle* (1914-1921). — SALMON (A.), *La Jeune Sculpture française* (1919). — Principales monographies : AVENNIFER, *Pradier* (Genève, 1922). — JOUIN (H.), *David d'Angers* (1877). — FOURCAUD (L. de), *Rude* (1904). — SAUNIER (Ch.), *Barye* (1925). — RIOTOR (L.), *Carpeaux* (1906). — DREYFOUS (M.), *Dalou* (1903). — BÉNÉDITE (L.), *Rodin* (1924). — *L'Œuvre d'Antonin Bourdelle* (1925). — DENIS (M.), *Aristide Maillol* (1925). — Collection « les Sculpteurs français nouveaux ». — BABELON (E.), *J.-C. Chaplain et l'art de la médaille au XIX<sup>e</sup> siècle* (Revue de l'art ancien, 1909). — BELGIQUE. — DODD, *La Sculpture belge* (Patria Belgica). — FONTAINE (A.), *La Sculpture belge* (1925). — Constantin Meunier (1923). — ITALIE. — DUPRÉ (G.), *Pensieri sull'arte e ricordi* (Florence, 1901). — CALDERINI (M.), *Vincenzo Vela...* (Turin, 1920). — ALLEMAGNE. — EGGERS (F. et K.), *Chr. D. Rauch* (Berlin, 1873-1890). — TREU, M. *Klinger* (Leipzig, 1900). — ANGLETERRE. — W. SCOTT, *The british school of sculpture* (Londres, 1871). — K. PARKES, *Sculpture of to day* (Londres, 1921). — ÉTATS-UNIS. — TAFT (L.), *Histoire de la sculpture américaine* (1903). — CERTISSOZ (R.), *A. Saint-Gaudens* (New-York, 1907).

## Musique.

RIEMANN (H.), *Dictionnaire de musique* (1900). — GROVE, *Dictionary of music* (éd. Fuller-Maitland, Londres, 1904-1910). — CLÉMENT (F.) et LAROUSSE (P.), *Dictionnaire des opéras* (s. d.). — LAVIGNAC (A.) et LA LAURENCIE (L. de), *Encyclopédie de la musique* (tomes II, III, IV et V). — COMBARIEU, *Histoire de la musique*, tome III (1919). — LANDORMY (P.),

*Histoire de la musique* (1920). — NEF (Ch.), *Histoire de la musique* (1925). — MAUCLAIR (C.), *Histoire de la musique européenne* (nouv. éd., 1921). — ROLLAND (R.), *Musiciens d'aujourd'hui* (nouv. éd. 1922). — Collection « les Chefs-d'œuvre de la musique ». — OUVRAGES CONCERNANT PRINCIPALEMENT LA MUSIQUE FRANÇAISE : CHANTAVOINE (J.), *De Couperin à Debussy* (1911). — JEAN-AUBRY (G.), *La Musique française d'aujourd'hui* (1916). — TIERSOT (J.), *Un demi-siècle de musique française* (1918). — CÉUROY (A.), *La Musique moderne française* (1922). — ROHOZINSKI (L.), *Cinquante ans de musique française*, t. II et III (1925). — SCHNEIDER (L.), *Les Maîtres de l'opérette française* (1923). — Principales monographies : FRANCE. — TIERSOT (J.), *Hector Berlioz* (1904). — PROD'HOMME (J.-G.), *Berlioz* (2<sup>e</sup> éd., 1913). — LASSON (P.-M.), *Berlioz* (1923). — BELLAI-GUE (C.), *Gounod* (1910). — INDY (V. d'), *César Franck* (1908). — PIGOT (Ch.), *G. Bizet* (nouv. éd. 1911). — LANDORMY (P.), *Bizet* (1924). — BONNEROT (J.), *Saint-Saëns* (1913). — BRUNEAU (A.), *La Vie et les œuvres de Gabriel Fauré* (1925). — SCHNEIDER (L.), *Massenet* (1908). — CHANTAVOINE (J.), *Debussy* (1921). — Numéros spéciaux de la *Revue musicale* consacrés à Debussy (1920) et à Ravel (1925). — SAMAZEUILH (G.), *Paul Dukas* (1913). — BERGEY (L.), *Vincent d'Indy* (1913). — ALLEMAGNE. — BOURGAULT-DUCOUDRAY, *Schubert* (1908). — SERVIÈRES (G.), *Weber* (s. d.). — STECKLIN (P. de), *Mendelssohn* (1908). — CURZON (H. de), *Meyerbeer* (1911). — MAUCLAIR (C.), *Schumann* (1906). — CHANTAVOINE (J.), *Liszt* (1910). — LICHTENBERGER (H.), *Wagner* (1898). — CHAMBER-LAIN (H.-S.), *Richard Wagner* (1899). — LAVIGNAC (A.), *Le Voyage artistique à Bayreuth* (1897). — LANDORMY (P.), *Brahms* (1920). — ITALIE. — CURZON (H. de), *Rossini* (1920). — BONAVENTURA, *Verdi* (1923). — CHECCHI (E.), *Verdi* (nouv. éd., Milan, 1926). — ESPAGNE. — COLLET (H.), *Albéniz et Granados* (1925). — POLOGNE. — GANCHE (E.), *Fr. Chopin* (1921). — BIDOU (H.), *Chopin* (1925). — RUSSIE. — CALVOCORESSI (M.), *La Musique russe* (dans le *Correspondant*) [1907]. — GLINKA (1911). — MOUSSORGSKI (1911). — NEWMARCH (R.), *L'Opéra russe* (1925).



VERDI (1813-1901). Buste par Vincenzo Gemito. — Musée Bonnat, Bayonne. CL. A. COLIN.



# TABLE DES MATIÈRES\*

## LIVRE ONZIÈME

### LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET LE PREMIER EMPIRE

LE CHAPITRE PREMIER A ÉTÉ TRAITÉ PAR M. PIERRE RAIN; LE CHAPITRE II, PAR LE GÉNÉRAL IBOS; LE CHAPITRE III, PAR MM. FRANCISQUE MAROTTE (SCIENCES), FERNAND BALDENSPERGER (LETTRES) ET GABRIEL ROUCHÈS (ARTS).

I. HISTOIRE POLITIQUE. — I. LA PÉRIODE MONARCHIQUE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE, 1. — L'Ouverture des États généraux, les hésitations du roi; réformes ou révolution, 1. — La Victoire du Tiers; l'Assemblée nationale, 2. — L'Opinion; journaux et clubs; la prise de la Bastille, 2. — L'Europe et la Révolution, 3. — L'Abandon des privilèges (4 août 1789); la Déclaration des Droits; les journées des 5 et 6 octobre, 3. — La Révolution se déclare pacifiste, 4. — Un espoir de réconciliation; la fête de la Fédération, 4. — La Question religieuse; sécularisation des biens ecclésiastiques; Constitution civile du clergé, 5. — La Constitution; les réformes administratives, 5. — La Situation au printemps de 1791; la fuite du roi, 6. — L'Europe et l'Assemblée constituante, 7. — L'Assemblée législative, 8. — Les Émigrés et le clergé réfractaire, 8. — La Cour, l'Assemblée et les perspectives de guerre, 8. — Le Ministère girondin; la déclaration de guerre, 8. — La Situation militaire et diplomatique, 9. — Le Renvoi du ministère girondin; le 20 juin, 9. — Le 10 Août 1792; la chute de la royauté, 10. — L'Invasion; les massacres de Septembre, 10. — L'Arrêt de l'invasion; Valmy; la question polonaise, 10. — II. LA CONVENTION, 11. — Girondins et montagnards, 11. — Le Procès du roi, 12. — La Guerre générale; le principe des limites naturelles, 12. — Les Premiers Revers; la trahison de Dumouriez, 13. — Le Premier Comité de salut public; la politique de Danton, 13. — Le Soulèvement breton et vendéen, 13. — Les Partis en lutte à la Convention, 14. — La Convention et la Commune, 14. — La Fin de la Gironde, 14. — La Guerre civile, 15. — La Constitution de 1793, 15. — Robespierre triomphe de Danton, 16. — L'Assassinat de Marat; la terreur à l'ordre du jour, 16. — La Situation économique et financière, les assignats, 16. — La Levée en masse; la loi des suspects, 16. — Le Tribunal révolutionnaire; la mort de la reine et l'exécution des Girondins, 17. — Le Triomphe de la Montagne, 17. — Robespierre et la question religieuse, 17. — Exécution des Hébertistes et des Dantonistes, 18. — La Loi de prairial; la grande terreur, 18. — La Chute de Robespierre; le 9 Thermidor, 19. — La Réaction thermidorienne, 19. — L'Europe pendant la dictature de Robespierre, 20. — La Diplomatie du comité de l'an II, 20. — Les Premières Négociations diplomatiques; le partage de la Pologne, 20. — Les Traités de Bâle et de la Haye, 21. — La Pacification intérieure, 21. — La Constitution de 1795, 21. — L'Œuvre et les institutions de la Convention, 22. — III. LE DIRECTOIRE, 23. — La Crise financière, 23. — Opposition de droite et opposition de gauche; la politique de bascule, 23. — La Guerre de Vendée et la guerre étrangère, 24. — La Conspiration de Babeuf, 24. — Le Mouvement royaliste; les élections de 1797, 24. — Le Coup d'État du 18 fructidor an V (4 septembre 1797), 25. — Politique extérieure; la situation avant Fructidor, 25. — La Politique de Bonaparte en Italie, 26. — Les Préliminaires de Leoben, 26. — Hoche et le projet de République cisrhénane, 26. — Le Désir de paix de l'Angleterre, les négociations de Lille, 27. — Les Négociations de Campo-Formio, 27. — Le Congrès de Rastadt, 27. — La Politique allemande du Directoire, 28. — Pourquoi Bonaparte part pour

l'Égypte, 28. — La Deuxième Coalition, 29. — La Vie politique depuis Fructidor; les coups d'État, 29. — Le Tiers consolidé, 30. — Sieyès Directeur; le coup de force du 30 prairial an VII (18 juin 1799), 30. — Les Discussions de parti; le gouvernement cherche un chef, 30. — Le Retour de Bonaparte, 30. — Brumaire, 31. — IV. LE CONSULAT, 32. — Le Consulat provisoire, 32. — Le Plan de Sieyès, 32. — La Constitution de l'an VIII (13 décembre 1799), 32. — Le Programme du Premier Consul, 33. — La Pacification de la Vendée, 34. — Offre de paix à l'Autriche et à l'Angleterre, 34. — Bonaparte prépare la reprise des hostilités, Marengo, 34. — Le Traité avec l'Espagne et les États-Unis, 35. — Les Négociations avec l'Autriche; la paix de Lunéville (9 février 1801), 35. — Bonaparte et l'Angleterre; les préliminaires de Londres, 35. — La Domination de Bonaparte assurée en Italie, 36. — La Paix d'Amiens (25 mars 1802); Bonaparte arbitre du monde, 36. — La Transformation de l'Allemagne; le recès germanique, 36. — La Politique religieuse de Bonaparte, le Concordat, 36. — L'Évolution de la politique consulaire, 37. — Le Consulat à vie, 38. — Les Institutions consulaires, 38. — Les Difficultés extérieures, 39. — Les Projets de colonisation; Saint-Domingue; la Louisiane, 39. — La Rupture de la paix d'Amiens, 40. — Les Complots; la proclamation de l'Empire, 40. — V. LE PREMIER EMPIRE. LE GOUVERNEMENT DE L'EMPEREUR, 41. — L'Empereur, 41. — La Famille impériale; les dignitaires; la noblesse, 41. — Le Sénatus-consulte du 28 floréal an XII, 42. — La Situation financière et économique, 42. — NAPOLÉON ET L'EUROPE, 43. — L'Europe et le nouvel Empire, 43. — La Troisième Coalition (1805), 43. — Austerlitz (1805), 44. — Les Traités de Schœnbrunn et de Presbourg, 44. — Bouleversements en Italie et en Allemagne; la Confédération du Rhin, 44. — Échec des négociations avec l'Angleterre et la Russie, 46. — La Quatrième Coalition, 46. — La Question de Pologne, 46. — Le Blocus continental, 46. — La Paix de Tilsitt, 47. — L'Occupation de Rome; l'invasion du Portugal; l'intervention en Espagne et le début des résistances nationales, 47. — L'Entrevue d'Erfurt, 48. — L'Intervention de Napoléon à Rome; l'arrestation du pape, 48. — La Cinquième Coalition, 49. — La Paix de Vienne (1809), 49. — Le Divorce; le mariage de Napoléon et de Marie-Louise, 49. — Nouvelles extensions territoriales, 50. — La Naissance du Roi de Rome, 50. — Les Préliminaires de la rupture générale, 51. — La Sixième Coalition (1812); Bernadotte prince royal de Suède; résurrection de la Pologne, 51. — La Défection de la Prusse, 51. — Le Concordat de Fontainebleau, 51. — L'Intervention de l'Autriche; l'armistice de Pleswitz; Congrès de Prague, 52. — Les Alliés sur le Rhin; Napoléon à Paris, 52. — La Libération de Ferdinand VII et de Pie VII, 53. — Les Propositions de Francfort, 53. — La Fin de l'Empire, la première abdication; le retour des Bourbons, 53. — L'ÉVOLUTION INTÉRIEURE DES PRINCIPAUX ÉTATS DE 1789 à 1814, 55.

II. HISTOIRE MILITAIRE. — LES GUERRES DE LA RÉVOLUTION, 62. — Les Institutions, 62. — Les Transformations de l'armée, 62. — L'Organisation des troupes, 63. — L'État

\* Pour les noms et qualités des collaborateurs, se reporter à la liste donnée en tête de l'ouvrage.



moral, 63. — Le Commandement, 63. — La Marine, 64. — LES OPÉRATIONS : Campagne de 1792, 65. — Opérations dans le Nord et en Allemagne, 65. — Théâtres secondaires, 65. — Campagne de 1793, 65. — La Guerre en Belgique, 65. — La Guerre en Alsace et dans le Midi, 66. — Campagne de 1794, 66. — La Guerre en Belgique et en Allemagne, 66. — La Guerre sur les Alpes et les Pyrénées, 66. — Campagne de 1795, 66. — La Guerre en Hollande, 66. — La Guerre en Allemagne, 67. — La Guerre en Italie et en Espagne, 67. — La Guerre dans l'Ouest, 67. — Campagne de 1796-1797, 67. — La Guerre en Allemagne, 68. — La Guerre en Italie, 68. — Campagne d'Égypte, 69. — Campagne de 1799, 69. — La Guerre en Allemagne et en Suisse, 70. — La Guerre en Italie, 70. — La Guerre en Hollande, 70. — Campagne de 1800, 70. — La Guerre en Italie, 70. — La Guerre en Allemagne, 71. — La Guerre outre-mer, 71. — La Guerre à Saint-Domingue, 71. — La Guerre maritime, 72. — LES GUERRES DE L'EMPIRE, 72. — Les Institutions, 72. — Les Transformations de l'armée française, 72. — L'Organisation, 74. — L'État moral, 74. — Le Commandement, 75. — La Marine, 76. — LES OPÉRATIONS : Campagne de 1805, 76. — Campagne de 1806, 77. — Campagne de Pologne (1807), 79. — Guerre d'Espagne (1808-1814), 80. — Campagne de 1809, 81. — Campagne de Russie (1812), 82. — Campagne d'Allemagne

(1813), 83. — Campagne de France (1814), 85. — Campagne de Belgique (1815) : Waterloo, 86. — Guerre maritime et coloniale, 87.

III. LE MOUVEMENT INTELLECTUEL ET ARTISTIQUE. — I. LES SCIENCES, 89. — Les Caractères généraux, 89. — Les Mathématiques, 89. — La Physique, 89. — La Chimie, 90. — Les Sciences naturelles et la médecine, 91. — Les Progrès de la science de la Terre, 92. — A la recherche de La Pérouse, 92. — Achèvement de la reconnaissance des côtes australiennes, 92. — Sur les pistes du Sahara et du Soudan ; l'Institut d'Égypte, 92. — Humboldt dans l'Amérique équinoxiale, 92. — Géographie scientifique et cartographie de 1789 à 1815, 92. — II. LES LETTRES, 93. — Littérature allemande, 93. — Littérature anglaise, 94. — Littérature française, 94. — Littérature italienne, 95. — Littérature espagnole, 95. — Littérature néerlandaise, 96. — Littératures scandinaves, 96. — Littérature hongroise, 96. — Les Littératures slaves (Pologne, Russie, Bohême), 96. — Autres littératures de l'Europe orientale, 96. — Littérature américaine, 97. — III. LES ARTS (1789-1815), 97. — Les Arts du dessin, 97. — L'Architecture, 97. — Les Arts somptuaires, 98. — La Peinture et l'Estampe, 98. — La Sculpture, 100. — La Musique, 100.

### LIVRE DOUZIÈME

## MONARCHIES PARLEMENTAIRES MOUVEMENTS LIBÉRAUX ET NATIONAUX RÉVOLUTIONS DE 1848 (1815-1852)

LE CHAPITRE PREMIER A ÉTÉ TRAITÉ PAR M. PIERRE RAIN; LE CHAPITRE II, PAR MM. ROGER LÉVY, CAMILLE RICHARD ET, POUR L'HISTOIRE DES PAYS-BAS, PAR M. HENRI PIRENNE; LE CHAPITRE III, PAR MM. ROGER LÉVY ET CAMILLE RICHARD.

I. LA RESTAURATION ; LA SAINTE-ALLIANCE. — I. LA PREMIÈRE RESTAURATION ET LES CENT-JOURS ; LE CONGRÈS DE VIENNE, 102. — Les Débuts de la Restauration, 102. — Le Premier Traité de Paris (30 mai 1814), 103. — La Charte, 103. — Le Nouveau Gouvernement ; ses premiers actes, 103. — Le Congrès de Vienne (1<sup>er</sup> novembre 1814-9 juin 1815), 104. — L'Acte final du Congrès (9 juin 1815) ; le statut territorial de l'Europe, 105. — Les Cent-Jours (20 mars-26 juin 1815), 105. — II. LA SECONDE RESTAURATION ; LOUIS XVIII (1815-1824), 107. — La « Chambre introuvable », 107. — Premier ministère du duc de Richelieu (1815-1818), 107. — Le Second Traité de Paris (20 novembre 1815), 108. — La Conférence des ambassadeurs et la politique ultra-royaliste, 108. — Dissolution de la « Chambre introuvable » ; la politique modérée, 109. — Le Congrès d'Aix-La-Chapelle ; la libération du territoire, 109. — Le Ministère Dessolles-Decazes (1818-1819), 109. — Les Journaux et l'opinion, 109. — Le Ministère Decazes (1819-1820), 110. — L'Assassinat du duc de Berry, 110. — Le Second Ministère de Richelieu (1820-1821), 110. — La Droite au pouvoir ; le ministère Villèle (1821-1828) ; les conspirations, 110. — La Politique de Villèle et les premiers troubles à Paris, 111. — III. LA POLITIQUE EUROPÉENNE DE 1815 A 1824, 112. — La Sainte-Alliance ; les Révolutions et les Congrès, 112. — Le Congrès d'Aix-la-Chapelle, 112. — Conférences de Toeplitz, de Carlsbad, de Troppau, 112. — Le Congrès de Laybach, 112. — Le Congrès de Vérone ; l'expédition d'Espagne, 113. — La Disgrâce de Chateaubriand, 113. — La Fin du règne, 114. — IV. CHARLES X (1824-1830), 114. — La Loi du sacrilège ; l'indemnité aux émigrés, 114. — Le Sacre, 115. — Le Droit d'aînesse ; la loi sur la presse ; la question religieuse, 116. — La Chute du ministère Villèle, 116. — Le Ministère Polignac, 117. — L'Adresse des 221 et la dissolution de la Chambre, 117. — Les Ordonnances et la Révolution, 118. — La Candidature du duc d'Orléans, 118. — La Politique étrangère de Charles X, 119. — L'Émancipation de la Grèce ; la rencontre de Navarin ; l'expédition de Morée, 119. — Le Projet Polignac, 120. — L'Expédition d'Alger, 120. — La Vie économique sous la Restauration, 120. — V. L'ÉVOLUTION

INTÉRIEURE DES ÉTATS EUROPÉENS (1815-1830), 122. — Angleterre, 122. — Allemagne, 123. — Pays-Bas, 125. — Suisse, 125. — Italie, 125. — Espagne, 126. — Portugal, 127. — États scandinaves, 127. — Russie, 127. — Pologne, 128. — Empire ottoman. Émancipation de la Grèce, 129.

II. L'EUROPE DE 1830 À 1848. — I. LA FRANCE SOUS LOUIS-PHILIPPE, 131. — Louis-Philippe. La révision de la charte. L'organisation de la monarchie de Juillet, 131. — Les Partis en 1830. La Politique personnelle du roi. Le ministère Lafitte, 132. — Le Ministère Casimir Périer. Agitation des partis d'opposition, 132. — Le Grand Ministère, 133. — La Propagande républicaine. Insurrections de Lyon et de Paris. Les lois de Septembre, 133. — Le Regroupement des partis, 133. — Louis-Napoléon Bonaparte à Strasbourg, 134. — La Chambre contre le pouvoir personnel, 134. — Le Ministère Thiers. Nouvelle tentative de Louis-Napoléon. Le gouvernement de Guizot, 134. — L'Activité économique. Les chemins de fer. Le socialisme, 134. — L'Opposition catholique ; Lamennais, 135. — La Réforme électorale et la campagne des banquets, 136. — La révolution de 1848, 136. — II. LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE LOUIS-PHILIPPE, 137. — L'Europe et la révolution de Juillet, 137. — Affaires de Belgique, de Pologne et d'Italie. Politique extérieure de Casimir Périer, 137. — Rivalité de la France et de l'Angleterre. Affaires d'Espagne. La crise orientale, 138. — Guizot et l'alliance anglaise, 139. — Guizot et Metternich, 140. — III. LE ROYAUME DES PAYS-BAS. LA RÉVOLUTION DE 1830 ET L'INDÉPENDANCE DE LA BELGIQUE, 141. — La Belgique avant 1815, 141. — Réunion de la Belgique et de la Hollande, 141. — La Loi fondamentale, 142. — Guillaume I<sup>er</sup>, 142. — La Politique d'amalgame, 142. — Opposition des Belges, 143. — La Révolution de 1830, 143. — Les Journées de septembre, 144. — Le Prince d'Orange à Anvers, 145. — Le Gouvernement provisoire et le Congrès national, 146. — La Conférence de Londres, 146. — Léopold I<sup>er</sup>, 147. — Les Traités de 1839, 147. — La Belgique jusqu'en 1848, 147. — Pays-Bas, 147. — Grand-duché de Luxembourg, 148. — IV. L'ÉVOLUTION INTÉRIEURE DES ÉTATS EUROPÉENS (1830-1848), 148. — Grande-Bretagne et Irlande,



148. — Allemagne, 150. — Etats autrichiens, 151. — Suisse, 152. — Italie, 153. — Espagne, 153. — Portugal, 154. — Etats scandinaves, 154. — Russie et Pologne, 155. — La Péninsule balkanique, 156. — Grèce, 157.

III. LES RÉVOLUTIONS EUROPÉENNES DE 1848. — I. LA SECONDE RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, 159. — La République démocratique, 159. — L'Agitation socialiste, 160. — Les Débuts de l'Assemblée constituante, 160. — Les Ateliers

nationaux; les journées de Juin, 160. — La Constitution de 1848, 161. — L'élection de Louis-Napoléon Bonaparte à la présidence, 161. — L'Assemblée législative, 161. — Le Coup d'État du 2 décembre 1851, 162. — Le Plébiscite du 20 décembre 1851 et la constitution du 14 janvier 1852, 162. — Le Rétablissement de l'Empire, 163. — II. RÉVOLUTIONS ET RÉACTION EN ITALIE, 163. — III. RÉVOLUTIONS ET RÉACTION EN AUTRICHE, 164. — IV. RÉVOLUTIONS ET RÉACTION EN ALLEMAGNE, 165.

### LIVRE TREIZIÈME

## L'EUROPE DE 1852 A 1914 LES GUERRES DE NATIONALITÉ L'IMPÉRIALISME ALLEMAND (1852-1914)

LE CHAPITRE PREMIER ET LE CHAPITRE II ONT ÉTÉ TRAITÉS PAR M. ALBERT PINGAUD; LE CHAPITRE III, PAR MM. CAMILLE VERGNIOL ET ARTHUR CALMETTE.

I. L'EUROPE AU TEMPS DU SECOND EMPIRE. — I. POLITIQUE INTÉRIEURE DE LA FRANCE, 167. — Napoléon III; son caractère et son programme. Les nationalités, 167. — Première période (1852-1860), 168. — Seconde période (1860-1867), 170. — Troisième période (1867-1870), 171. — II. LA QUESTION D'ORIENT, 172. — Le Réveil de la question d'Orient. L'affaire des Lieux saints, 172. — La Guerre d'Orient, 172. — L'Expédition de Crimée, 173. — Le Traité de Paris, 174. — III. LA FORMATION DE L'UNITÉ ITALIENNE, 175. — Le Piémont depuis 1852. Cavour, 175. — L'Alliance franco-piémontaise, 175. — La Guerre d'Italie, 176. — Villafranca, 176. — Les Annexions piémontaises, 176. — L'Annexion de Nice et de la Savoie à la France, 177. — L'Annexion de l'Italie méridionale au Piémont, 177. — La Question romaine, 178. — IV. POLITIQUE COLONIALE DE LA FRANCE. EXPÉDITION DU MEXIQUE, 179. — V. LA QUESTION POLONAISE, RUSSIE ET POLOGNE, 180. — Politique extérieure de la Russie depuis 1856, 180. — La Question polonaise, 180. — VI. LA FORMATION DE L'UNITÉ ALLEMANDE, 181. — Autriche et Prusse, 181. — Bismarck, 182. — La Question des duchés danois, 182. — La Rupture austro-prussienne, 183. — La Guerre de 1866. Sadowa. Les préliminaires de Nikolsbourg et le traité de Prague, 183. — La Nouvelle Allemagne et la nouvelle Autriche. La Confédération de l'Allemagne du Nord. Le régime dualiste, 184. — VII. ÉVOLUTION INTÉRIEURE DES ÉTATS EUROPÉENS, 185. — Grande-Bretagne, 185. — Belgique, 186. — Pays-Bas, 186. — Suisse, 186. — Italie. Saint-Siège, 187. — Espagne, 187. — États scandinaves, 187. — Russie, 188. — Péninsule balkanique, 188. — VIII. LES PRÉLUDES DE LA GUERRE FRANCO-ALLEMANDE, 189. — Les Résultats de la politique napoléonienne, 189. — L'Affaire du Luxembourg, 189. — La Fin de l'expédition du Mexique, 189. — La Question romaine. La prise de Rome, 190. — II. LA GUERRE FRANCO-ALLEMANDE. — Les Armées impériales, 191. — Les Origines de la guerre de 1870, 191. — La Candidature Hohenzollern et la guerre franco-allemande, 191. — Les Belligérants. Les batailles de frontières, 191. —

La Mobilisation et la concentration, 192. — Wissembourg et Froeschwiller, 193. — Spickeren, 193. — Conséquences des premières défaites, 193. — Les Batailles sous Metz, Borny, 194. — Rezonville, 194. — Saint-Privat, 194. — L'Armée de Châlons. La Marche sur Sedan, 195. — Sedan, 195. — La Chute de l'empire, 196. — La Défense nationale, 196. — La Résistance passive, 196. — Metz, 196. — Paris, 196. — Tours, 197. — L'Est, 197. — Les Grandes Opérations. Gambetta et son œuvre, 198. — Coulmiers, 198. — Champigny, 199. — Les Dernières Résistances, 199. — L'Armée du Nord, 199. — La Deuxième Armée de la Loire, 199. — L'Armée de l'Est, 200. — Le Siège de Paris, 200. — Le Mans, 200. — Héricourt, 201. — Saint-Quentin, 201. — Buzenval, 201. — L'Armistice, 201. — L'Empire allemand, 201. — La Paix de Francfort, 202. — Conséquences de la guerre franco-allemande, 202.

III. L'EUROPE ENTRE LES DEUX GUERRES. L'IMPÉRIALISME ALLEMAND (1871-1914). — I. POLITIQUE INTÉRIEURE DES ÉTATS EUROPÉENS, 205. — France, 205. — Le Gouvernement de Thiers, 205. — Présidence de Mac-Mahon, 207. — Les Deux Présidences de Jules Grévy, 209. — Les Présidences de Sadi Carnot et de Casimir-Perier, 212. — Présidence de Félix Faure, 213. — Présidences d'Émile Loubet et d'Armand Fallières, 214. — La Présidence Poincaré jusqu'à la Grande Guerre, 218. — Grande-Bretagne, 218. — Allemagne, 220. — Autriche-Hongrie, 222. — Belgique, 223. — Pays-Bas, 224. — Suisse, 224. — Italie, 225. — Espagne, 226. — Portugal, 227. — États scandinaves, 227. — Russie, 227. — Empire ottoman et États balkaniques, 229. — II. RELATIONS INTERNATIONALES. TRIPLE-ALLIANCE ET TRIPLE-ENTENTE. CRISES D'ORIENT, 232. — L'Hégémonie bismarckienne, 232. — La Guerre turco-russe. Le traité de Berlin. Constitution des États balkaniques, 233. — La Triple-Alliance, 236. — L'Expansion coloniale, 237. — L'Alliance franco-russe, 237. — Les Accords méditerranéens. L'entente franco-britannique, 238. — Les Conflits balkaniques et les préludes de la Grande Guerre, 239.

### LIVRE QUATORZIÈME

## LA GRANDE GUERRE

LE CHAPITRE PREMIER ET LE CHAPITRE III ONT ÉTÉ TRAITÉS PAR M. MAXIME PETIT; LE CHAPITRE II, PAR LE COLONEL DUFFOUR ET LE COMMANDANT DESMAZES.

I. LES ORIGINES ET LES CAUSES. — Les Ambitions allemandes, 241. — La Conception prussienne de l'État et le pangermanisme, 242. — Le Kaiser Guillaume II. Le kronprinz, 242. — L'Hégémonie allemande et la politique d'équilibre, 243. — Le Prétexte. Le plan allemand, 244. — Les Responsabilités, 244. — Responsabilité collective de l'Allemagne, 244.

— Responsabilité de l'Autriche-Hongrie, 246. — Complicité des deux États agresseurs, 246. — Les Belligérants, 246.

II. LA GUERRE. — 1914. LA GUERRE SUR LE FRONT OCCIDENTAL, 247. — La Bataille des frontières, 249. — De la bataille des frontières à la Marne, 251. — La Marne, 253. — La Course à la mer, 254. — LA GUERRE EN EUROPE CENTRALE



ET EN ORIENT, 255. — Les Opérations en Prusse orientale et en Pologne, 256. — La Guerre en Serbie, 257. — La Guerre en Orient, 257. — La Guerre sur mer, 257. — 1915. LES TENTATIVES DE RUPTURE DU FRONT OCCIDENTAL, 258. — La Conduite de la guerre par les puissances centrales, 260. — L'Intervention de l'Italie, 260. — La Menace anglo-française sur le front occidental, 261. — La Campagne des Dardanelles. La catastrophe serbe, 261. — L'Intervention bulgare, 261. — 1916. Les Desseins germaniques, 262. — Les Projets du général Joffre, 263. — La Bataille de Verdun, 263. — L'Offensive autrichienne. Les victoires russes. Gorizia, 263. — La Bataille de la Somme, 264. — L'Intervention roumaine. La riposte allemande. La stabilisation, 265. — L'Armée d'Orient, 265. — La Guerre hors d'Europe, 266. — La Guerre sur mer, 266. — Le Bilan de 1916, 266. — Les Tentatives de paix, 266. — 1917, 267. — La Révolution russe, 267. — L'Intervention américaine, 268. — La Bataille de printemps sur le front occidental, 268. — La Crise morale dans l'armée française, 269. — Les Opérations sur le front occidental pendant les derniers mois de 1917, 269. — Nouvelles tentatives de paix, 269. — La

Guerre sur le front russo-roumain, 270. — Caporetto, 270. — Les Théâtres orientaux, 270. — 1918. La Paix orientale, 270. — Les « quatorze points » du président Wilson, 270. — La Préparation par l'Allemagne de la bataille décisive, 271. — La Préparation de la bataille défensive par les Alliés, 271. — La Première Offensive allemande, 272. — Le Commandement unique chez les Alliés, 272. — La Deuxième Offensive allemande, 272. — La Troisième Offensive allemande, 273. — Le Dégagement d'Amiens, 274. — L'Organisation de la bataille décisive, 274. — La Réduction du saillant de Saint-Mihiel, 274. — Les Offensives concentriques, 274. — Les Préludes de la capitulation, 275. — La Victoire en Orient, 276. — La Victoire italienne, 276. — La Situation au 10 novembre 1918. La capitulation allemande, 276. — Conclusion, 276.

III. LA PAIX. — La Conférence de la paix. Les traités, 278. — I. LE PACTE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS, 278. — II. LE TRAITÉ DE VERSAILLES, 280. — III. LE TRAITÉ DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, 285. — IV. LE TRAITÉ DE TRIANON, 288. — V. LE TRAITÉ DE NEUILLY-SUR-SEINE, 288. — VI. LE TRAITÉ DE LAUSANNE, 288. — VII. LES TRAITÉS ET LA PAIX, 291.

## LIVRE QUINZIÈME

# L'AFRIQUE, L'ASIE ET L'AMÉRIQUE CONTEMPORAINES

LE CHAPITRE PREMIER A ÉTÉ TRAITÉ PAR M. HENRI FROIDEVAUX ET (AFRIQUE DU NORD) LOUIS DELAUAUD ; LE CHAPITRE II, PAR LE CAPITAINE G. DUCROCQ, MM. CLÉMENT HUART, JOSEPH CASTAGNÉ, P. MASSON-OURSSEL, MARCEL GRANET ET HENRI FROIDEVAUX ; LE CHAPITRE III, PAR MM. ROGER LÉVY ET CAMILLE RICHARD.

I. L'AFRIQUE. — L'Entrée de l'Afrique dans le monde politique moderne, 293. — L'Égypte. L'influence française. L'œuvre civilisatrice de Méhémet-Ali, 293. — Conquête du Soudan égyptien, 293. — Les Successeurs de Méhémet-Ali, 294. — Percement de l'isthme de Suez, 294. — Extension du Soudan égyptien. La révolte madhiste, 294. — Les Révolutions d'Égypte, 294. — CONQUÊTE DE L'ALGÉRIE ET DE LA TUNISIE, 294. — Premières relations de la France du midi avec le Maghreb, 294. — La Conquête d'Alger et du littoral par la France, 294. — Les Débuts d'Abd-el-Kader, 295. — Prise de Constantine, 295. — Aux prises avec Abd-el-Kader, 295. — Guerre avec le Maroc, 296. — Soumission de la Kabylie et du Sahara algérien, 296. — L'Insurrection de 1871, 296. — Le Protectorat de la France sur la Tunisie, 296. — HOLLANDAIS ET ANGLAIS DANS L'AFRIQUE AUSTRALE, 297. — Les Origines de la colonie du Cap, 297. — Migrations des Boers, 297. — Les Républiques boers, 297. — Progrès de la puissance britannique, 298. — LA DÉCOUVERTE DE L'AFRIQUE INTÉRIEURE, 298. — La Base d'exploration, 298. — Reconnaissance du Niger, 298. — Découverte du Soudan central, 298. — Aux sources du Nil et de ses affluents supérieurs, 298. — Livingstone dans l'Afrique australe, 299. — Dans l'est de l'Afrique équatoriale, 299. — Stanley descend le Congo, 299. — LE PARTAGE DE L'AFRIQUE INTERTROPICALE, 299. — Association internationale africaine et Association internationale du Congo, 299. — Les Compétitions européennes au Congo, 299. — Anciennes et nouvelles puissances colonisatrices, 300. — La Conférence africaine de Berlin, 300. — Le Partage des côtes de l'Afrique, 300. — Pour la possession de l'arrière-pays, 300. — Sénégal et Bas-Niger, 300. — La « Course au Niger » et le partage de la boucle, 300. — La « Course au Tchad » et ses résultats, 301. — L'Exploration du Sahara, 301. — Progrès de l'Angleterre dans l'Afrique du Sud, 301. — Les Anglais dans l'Ouganda et en Égypte, 302. — Destruction de l'empire des Derviches, Fachoda, 302. — Italiens en Éthiopie et Français à Madagascar, 302. — L'Accord anglo-français de 1904, 302. — LA QUESTION DU MAROC ET LES AMBITIONS ALLEMANDES, 303. — Le Maroc au début du <sup>xx</sup>e siècle, 303. — L'Entente anglo-hispano-française, 303. — Opposition de l'Allemagne, 303. — Le Protectorat français et espagnol, 303. — Conquête de la Tripolitaine par l'Italie, 304. — Acquisitions allemandes en Afrique équatoriale, 304. — Expansion de la civilisation européenne, 304. — LA GRANDE GUERRE ET SES CONSÉQUENCES, 304. — Les Intrigues alleman-

des, 304. — La Conquête des colonies allemandes, 304. — La Guerre dans le Rif, 305. — Le Royaume d'Égypte, 305. — Les Italiens en Somalie, 305. — L'Œuvre civilisatrice des peuples colonisateurs, 305.

II. L'ASIE ET LES TERRES DU PACIFIQUE. — I. ASIE OCCIDENTALE, 307. — Asie Mineure, 307. — Arabie, 307. — Syrie, 308. — Palestine, 310. — Irak, 311. — II. LA PERSE, 313. — III. L'ASIE CENTRALE ET SEPTENTRIONALE. LA RIVALITÉ ANGLO-RUSSE, 315. — Asie centrale, 315. — Asie septentrionale, 317. — L'Afghanistan, 320. — IV. L'INDE, 322. — V. L'EXTRÊME ORIENT, 325. — Chine, 325. — Indochine, 330. — Indochine anglaise, 330. — Indochine française, 331. — Siam, 332. — Japon, 333. — VI. L'INSULINDE ET LES TERRES DU PACIFIQUE, 336.

III. L'AMÉRIQUE. — I. LES ÉTATS-UNIS, 339. — Présidence de Washington ; Fédéralistes et démocrates, 339. — La Politique extérieure. Acquisition de la Louisiane, 339. — La Seconde Guerre d'Indépendance, 339. — La Doctrine de Monroe, 340. — L'Extension territoriale et le peuplement, 340. — L'Évolution politique, 340. — L'Ère de Jackson, 340. — La Conquête du Far-West, 341. — La Question du Texas. Guerre avec le Mexique, 341. — L'Acquisition de l'Orégon, 341. — Prospérité des États-Unis au milieu du <sup>xix</sup>e siècle, 341. — Le Problème de l'esclavage, 341. — L'Élection de Lincoln à la présidence, 342. — Révolte des États du Sud. La Guerre de Sécession, 342. — Le Rôle de Lincoln, 343. — La Reconstruction. Présidences de Johnson et de Grant, 343. — La Politique extérieure des républicains et l'activité économique, 343. — Renaissance du parti démocrate, 344. — Les Républicains et les démocrates ; la classe laborieuse, 344. — L'Immigration, 344. — Puissance économique et politique des États-Unis, 344. — II. LE CANADA, 345. — Franco-Canadiens et Anglo-Saxons, 345. — L'Opposition libérale. L'Acte d'union de 1840, 346. — L'Acte de 1867. Naissance de la Fédération canadienne, 346. — L'Essor économique du Canada, 346. — Conservateurs et libéraux, 346. — Le Nationalisme canadien, 347. — III. L'AMÉRIQUE LATINE, 347. — L'Empire espagnol, 347. — Premiers Soulèvements, 347. — L'Obstination de Ferdinand VII et la politique de l'Angleterre, 347. — La Guerre d'Indépendance ; Bolívar et Sucre, 348. — L'Affranchissement du Brésil, 348. — Le Congrès de Panama, 348. — Le Morcellement de l'Amérique latine, 348. — Les Guerres nationales, 349.



## LIVRE SEIZIÈME

# LES SCIENCES, LES LETTRES ET LES ARTS DE 1815 A NOS JOURS

LE CHAPITRE PREMIER A ÉTÉ TRAITÉ PAR MM. FRANCISQUE MAROTTE ET HENRI FROIDEVAUX; LE CHAPITRE II, PAR MM. CHARLES LE GOFFIC ET AUGUSTE DUPOUY; LE CHAPITRE III, PAR M. GABRIEL ROUCHÈS.

I. LES SCIENCES. — Les Sciences mathématiques, 351. — Les Sciences physiques, 353. — Les Sciences chimiques, 357. — Les Sciences naturelles, 359. — Les Sciences géographiques, 362.

II. LES LETTRES. — Les Caractères généraux et les grandes périodes, 364. — I. L'ÉPOQUE ROMANTIQUE, 365. —

II. L'ÉPOQUE RÉALISTE, 371. — III. TROISIÈME ET QUATRIÈME ÉPOQUES, 377.

III. LES ARTS. — Les Arts du dessin. Architecture et arts industriels, 385. — La Peinture et la gravure, 390. — La Sculpture et la gravure en médailles, 398. — Musique, 400.

## PLANCHES HORS TEXTE

	Pages		Pages
LA FÊTE DE LA FÉDÉRATION AU CHAMP-DE-MARS.....	4	LA ROUTE DE PLEVNA.....	234
LE TRIOMPHE DE MARAT.....	16	LA GRANDE GUERRE : LA MOBILISATION.....	248
BONAPARTE VISITE LES MANUFACTURES DE ROUEN.....	36	LAGRANDE GUERRE : VERDUN, 1916. — CHAMPAGNE, 1917. —	
NAPOLÉON I <sup>er</sup> .....	42	FRONT ITALIEN, 1916. — FRONT BRITANNIQUE, 1917....	258
L'EMPIRE FRANÇAIS A SON APOGÉE.....	50	LA GRANDE GUERRE : DANS LES FLANDRES, 1918. — DANS	
L'ARMÉE FRANÇAISE EN HAUTE ÉGYPTÉ.....	68	LES RÉGIONS ENVAHIES.....	272
NAPOLÉON REÇOIT LES CLEFS DE LA VILLE DE VIENNE....	76	CARTE DE L'EUROPE POLITIQUE EN 1926.....	282
LA CHAMBRE A COUCHER DE NAPOLÉON I <sup>er</sup> A FONTAÎNE-		LE SIÈGE DE CONSTANTINE EN 1837.....	294
BLEAU.....	96	CARTE POLITIQUE DE L'ASIE CENTRALE ET SEPTENTRIONALE	
ENTREVUE DE LA FUTURE DUCHESSE DE BERRY ET DE		EN 1926.....	316
LOUIS XVIII.....	102	VOYAGE DU PRINCE DE GALLES AUX INDES EN 1875.....	324
BATAILLE DE NAVARIN.....	118	LES TOMBEAUX IMPÉRIAUX DE HUÉ (ANNAM).....	330
GEORGE IV, ROI D'ANGLETERRE.....	122	UNE EXPLOITATION FORESTIÈRE DANS LE NORD CANADIEN.	342
LA RÉVOLUTION BELGE DE 1830.....	144	VUE DE RIO DE JANEIRO, CAPITALE DU BRÉSIL.....	342
LE COURONNEMENT DE LA REINE VICTORIA A WESTMINSTER.	148	LE LABORATOIRE DE PHYSIQUE A LA FACULTÉ DES SCIENCES	
LA LIBERTÉ GUIDANT LE PEUPLE (ALLÉGORIE).....	160	DE PARIS. — SALLE D'ÉMISSION DE LA STATION RADIOTÉ-	
DÉBARQUEMENT DES TROUPES FRANÇAISES A OLD FORT		LÉGRAPHIQUE DE SAINTE-ASSISE (SEINE-ET-MARNE)....	354
(CRIMÉE).....	172	FRESQUES DE PUVIS DE CHAVANNES DÉCORANT LE GRAND	
BATAILLE DE SADOWA.....	184	ESCALIER DE LA BIBLIOTHÈQUE DE BOSTON.....	378
UNE FÊTE AUX TUILERIES PENDANT L'EXPOSITION DE 1867.	188	LA PEINTURE EN FRANCE AU XIX <sup>e</sup> SIÈCLE (CHOIX D'ŒUVRES).	392
LE 14 JUILLET 1880.....	210	L'OLYMPIA.....	396
MONUMENT DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE, A BERNE.	224	LE COLISÉE A ROME.....	396

























